Kabila
et la révolution congolaise

Panafricanisme ou néocolonialisme?

Ludo Martens

Préface de Abdoulaye Yerodia

Tome 1

EPO



Kabila et la révolution congolaise
Panafricanisme ou néocolonialisme ?

Réalisé en collaboration avec la Fondation Mzee Laurent Désiré Kabila
Boulevard 30 juin, n°183
Gombe
Kinshasa
République Démocratique du Congo

Couverture : EPO
Photocomposition : EPO
Impression : EPO [0343J]

© Ludo Martens et Editions EPO, 2002
Lange Pastoorstraat 25-27
2600 Anvers - Belgique
Tél : 32 (0)3/239.68.74
Fax : 32 (0)3/218.46.04
E-mail : editions@epo.be
www.epo.be

Isbn 2 87262 191 1
D 2002/2204/13

Mots-clés :
Afrique, Congo, révolution congolaise,
panafricanisme, néocolonialisme, impérialisme

Kabila

et la révolution congolaise

Panafricanisme ou néocolonialisme?

Tome 1

EPO

A Jokoba et Amada

DT
658.26
M37
2002
t.1

Table de matières

Préface. Chronique d'une saison *9*
Abdoulaye Yerodia Ndombasi

Présentation du livre *11*

Chapitre 1. 17 mai 1997. Faire table rase du mobutisme *13*

Chapitre 2. La Conférence Nationale et «Souveraine», ou la démocratie sous forme de multi-mobutisme *43*
30 juin 1990: comment se préparer à l'après-Mobutu? *48*
Prologue à la CNS: consensus national et légalité mobutiste *63*
Une rupture de classe entre les conférenciers et les masses *71*
Tshisekedi règne comme un démagogue et un aventurier *74*
Les évêques mènent la barque *80*
Mobutu redevient Président-Fondateur *89*
Tshisekedi, Birindwa et Monsengwo: le règne de l'impuissance *99*
Kengo et la restauration intégrale *109*
Le dernier acte: réconciliation Tshisekedi-Mobutu *120*

Chapitre 3. Le Congo pourra-t-il exporter la paix au Rwanda? *125*
La voie rwandaise vers le génocide *128*
Le Rwanda exporte ses mythes génocidaires au Kivu *136*
Origine et développement du problème dit «des nationalités» au Congo *139*
Réalités historiques et sociales et mythologies autochtones *148*
L'avenir de l'Afrique est panafricaniste et socialiste *156*

Chapitre 4. La guerre de libération du Congo *169*
Des Congolais préparent la libération *171*
Un Front armé contre le mobutisme *179*
Le front panafricain contre le mobutisme *186*
Intervention internationale «humanitaire» *193*
Un Front entre la France et les mobutistes contre une «agression Tutsi» *197*
«L'opposition tshisekediste», dernier recours du mobutisme *203*
Les Etats-Unis contre Mobutu et face à Kabila *211*
Dernier sale coup de Mandela contre Kabila *224*
La fin pitoyable d'un dictateur abandonné *225*

Chapitre 5. Lorsque tous les espoirs étaient permis *229*
Entre le thatcherisme et le développement autocentré *231*
Kabila: «La voie du capitalisme à l'échelle nationale est illusoire...» *235*
Les multinationales exigent une capitulation sans condition *245*
La «classe politique» à la recherche du paradis perdu *252*
Des contradictions dans l'armée, des obus sur Kintambo *260*
L'intoxication qui annonce la guerre *266*
Washington: «Nous avons beaucoup d'autres intérêts au Congo» *269*
Premiers préparatifs de l'agression-rébellion *276*
Kabila: «La Chine comme modèle de développement» *280*
«Une grande année de notre histoire glorieuse» *284*

Chapitre 6. La «grande démocratie» prépare la guerre au Congo *287*
La déstabilisation politique et militaire *289*
Le Rwanda et l'Ouganda sabotent le rendez-vous de la paix *306*
La recolonisation du Congo passe par l'opposition «démocratique» *311*
Les Etats-Unis, parrains de l'opposition «démocratique» *317*
Sakombi ou les énigmes de la congo-zaïroiserie *322*
Mai 1998: le coup d'Etat contre Kabila annoncé *331*
Voyage au Congo, juste avant la tempête *336*

Chapitre 7. Août 1998, le mois qui décida de l'avenir du Congo *355*
L'agression se prépare *357*
Ces partis «démocratiques» qui ont préparé la guerre *364*
La poudrière du Kivu *369*
La double tactique américaine *374*
L'invasion irrésistible des agresseurs et rebelles *378*
Les quatre miracles de Kabila *384*
Les agresseurs, leurs maîtres et leurs laquais *403*
L'échec de la guerre-éclair *412*
L'épopée de la défense de Kinshasa *420*
A l'Est, les débuts d'un véritable génocide *431*
L'alliance Rébellion-Opposition: le couple maudit *437*

Chapitre 8. La première guerre de libération panafricaine *449*
Congo-Zimbabwe-Angola: un Front pour l'indépendance *451*
Victoire totale ou défaite totale? *464*
Crises et conflits dans l'alliance anti-congolaise *473*
Les Etats-Unis gagneront-ils la première guerre africaine? *484*
Du mauvais usage de la «Société Civile» *493*

Chapitre 9. Victoires des FAC et pièges du Débat national *503*
La guerre au Congo : le tournant ? *505*
La guerre en Angola fait trembler le Congo *523*
Opérations clandestines des Américains *530*
Les contradictions internes aux ennemis du Congo *539*
Le Rwanda : des Tutsi contre le régime *548*
Les Rebelles, ces figurants *552*
Un «Débat national» pour chasser Kabila ? *556*
«Le MPR, premier parti de l'opposition démocratique» *563*

Chapitre 10. Les Comités du Pouvoir Populaire, le projet de société de Mzee Kabila *575*
Un Etat répressif au service de l'étranger, ou un Etat populaire ? *578*
Une économie extravertie ou une économie nationale ? *582*
Démocratie pour les fortunés ou pour les masses populaires ? *584*
Discours de Kabila au Palais du Peuple *589*
Le difficile apprentissage de l'organisation *595*
Discours de Kabila au Congrès des Comités du Pouvoir Populaire *603*
L'éducation politique, l'âme du pouvoir populaire *616*

Chapitre 11. L'Accord de Lusaka ou le plan américain pour la mise sous tutelle et la division du Congo *621*
La paix avec un bout de papier ? *624*
Le Plan américain pour diviser le Congo *629*
Les trois grands pièges de l'Accord de Lusaka *632*
Déjouer les pièges de Lusaka, intensifier le combat contre les occupants *642*
L'après Lusaka : les Américains veulent débarquer au Congo *645*

Notes *657*

Cartes *693*

Index *706*

Préface

Chronique d'une saison

Ainsi se lira cet ouvrage: chronique d'une histoire tragique et exaltante. L'auteur exhibe ici son double titre de témoin et de partisan.

En effet, Ludo Martens s'est trouvé à tous les carrefours de l'itinéraire de Laurent-Désiré Kabila, à tous les tournants de la troisième saison qu'a incarnée Kabila après la saison de Lumumba et celle de Mulele.

Cette troisième saison de la lutte du peuple congolais pour son indépendance, sa souveraineté, son intégrité et pour le pouvoir populaire, reproduite sous la plume de Ludo Martens, constitue pour le lecteur une référence historique et une orientation politique importante.

D'innombrables combattants tombés dans le statut de soldat inconnu, reprennent présence et rentrent dans la chaîne de tous les artisans de la saison Kabila. Par cet ouvrage, les voilà ponctuant une trace incarnée pour servir d'édification et d'enrichissement théorique.

Ainsi se lira ce livre, fruit de la finesse de l'observation, de la justesse de l'interprétation et de la sympathie envers toutes les saisons qui ponctuent l'histoire du peuple congolais et des peuples africains. Grâce soit rendu à Ludo Martens et à son thomas-d'aquinisme.

Abdoulaye Yerodia Ndombasi
Ministre d'Etat de Mzee Laurent-Désiré Kabila

Présentation du livre

Ludo Martens commence par décrire son entrée mouvementée, en juin 1997, à Kinshasa où il tomba en pleine émeute dans le quartier de Tshisekedi : voitures brûlées, coups de fusils. Le combat d'une opposition mobutisée contre Kabila commença dès le premier jour de la libération.

Le deuxième chapitre contient une analyse méticuleuse des différentes étapes de la Transition 1990-1997. Il montre que tous ceux qui prônent le retour à la Conférence Nationale veulent en réalité en revenir au néocolonialisme intégral.

Le chapitre suivant analyse les relations entre le Congo et le Rwanda depuis les années trente. Tout exclusivisme ethnique, qu'il soit hutu ou tutsi, qu'il soit kongo ou luba, revient à une manipulation de «l'ethnie» au profit d'intérêts économiques de classes possédantes ou de puissances étrangères. L'auteur rejoint Nkrumah dans sa défense d'une politique nationaliste, panafricaniste et anti-impérialiste.

Ludo Martens montre par de nombreuses preuves que la guerre de libération de 1996-1997 a été une guerre juste dans le chef des nationalistes congolais, des Rwandais et des Angolais. Kigali a pu éliminer les camps des génocidaires et Luanda les bases de l'UNITA. Pendant cette guerre, l'opposition tshisekediste est apparue comme le dernier recours de Mobutu. Les premiers signes de la dégénérescence du régime de Kagame sont également décrits. L'hostilité croissante des Etats-Unis à l'égard de Kabila à mesure qu'il progresse vers Kinshasa, est exposée en détails.

Le cinquième chapitre discute la politique du développement arrêtée par Kabila pour créer une économie indépendante au service des masses populaires. Dès les six premiers mois du nouveau régime, l'opposition lui a mené une guerre en règle qui a préparé directement l'agression-rébellion d'août 1998. Cette guerre s'est annonçée aussi en septembre 1997 dans la pluie d'obus qui tomba sur Kintambo, où vivait à l'époque l'auteur.

Le sixième chapitre décrit les préparatifs de guerre entrepris par les mobutistes dès janvier 1998. Il donne les preuves que l'Ouganda et le Rwanda ont pris en janvier-mai 1998 la décision d'agresser le Congo. L'humanitaire est instrumentalisé pour préparer des coups d'état et des agressions. Pour déstabiliser Kabila, la propagande «humanitaire» le présenta comme le génocidaire des Hutu jusqu'en juillet 1998, mais le mois suivant Kabila est devenu le génocidaire des Tutsi !

Une centaine de pages sont consacrées au mois d'août 1998, le début de l'agression. Elles décrivent la préparation minutieuse du complot et la façon dont Kabila a redressé une situation qui semblait irrémédiablement perdue. L'auteur montre le rôle décisif joué par les Etats-Unis dans la guerre d'agression contre le Congo. Il donne les preuves que la «rébellion» a été une création de toutes pièces des agresseurs et

qu'une partie de l'opposition était complice avec les agresseurs-rebelles. Dès les premiers mois, des bagarres ont éclatées entre les chefs rebelles qui se sont attirés la haine de toute la population congolaise. Une quinzaine de Kinois témoigne de la résistance populaire contre l'entrée dans Kinshasa des agresseurs, les 25-28 août 1998. Ludo Martens réfute en détail les accusations d'un «génocide des Tutsi» qu'auraient organisé Kabila et Yerodia. Ce chapitre contient assez de preuves pour acquitter Yerodia de l'accusation d'avoir appelé à «tuer les Tutsi» – même devant un tribunal belge...

Le huitième chapitre explique que la guerre patriotique congolaise est la première guerre de libération à dimension panafricaine de ce XXIe siècle. La guerre du Congo implique au moins quatorze pays africains, de l'Afrique du Sud jusqu'à la Libye. Le Zimbabwe, l'Angola, la Namibie, le Tchad, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi ont opéré militairement sur les champs de bataille du Congo.

Ensuite, l'auteur décrit comment la «guerre-éclaire» a été brisée et comment un équilibre s'est installé en avril 1999. Au moment où les troupes de Kagame menaçaient Mbuji Mayi, l'UNITA a failli prendre Luanda et l'opposition zimbabwéenne, payée par les Etats-Unis, mit Mugabe en difficultés. Le rapprochement entre Kagame et l'opposition «non armée» à Kabila est analysée en détails. Mais la résistance acharnée du Congo, de l'Angola et du Zimbabwe a ébranlé toute la stratégie africaine des Etats-Unis. Tout au long du livre, l'auteur montre que les contradictions politiques et sociales se sont aiguisées au Rwanda de Kagame. Le Congo de Kabila a des alliés au Rwanda parmi les démocrates hutu et tutsi.

Le lecteur trouve dans le dixième chapitre les deux grands discours de Kabila sur les Comités du Pouvoir Populaire. Kabila y développe son projet de société pour le XXIe siècle. Ces textes ont une grande valeur pour tous les pays africains. L'auteur développe l'analyse de la société qui est à la base du concept du Pouvoir Populaire et discute ses premières expériences.

Le dernier chapitre traite de l'Accord de Lusaka, accord injuste imposé sous le chantage des agresseurs. L'Accord nie que le Congo est agressé et contient le programme d'un coup d'état «parlementaire» contre le régime nationaliste. L'auteur prouve que l'Accord vise la mise sous tutelle du Congo par les Etats-Unis, voire la division du pays. La résistance opiniâtre de Laurent-Désiré Kabila a fait échouer ce plan, Joseph Kabila a cueilli les fruits de cette résistance.

Chapitre 1

17 mai 1997
Faire table rase du mobutisme

17 mai 1997, fin d'après-midi. J'allume par hasard la télévision et je vois défiler sur l'écran de longues colonnes de soldats. Il me faut un peu de temps pour me rendre compte qu'ils marchent sur le Boulevard du 30 Juin à Kinshasa. Mobutu a pris la fuite. Je regarde les jeunes kinois acclamer les libérateurs. Et j'imagine la joie de ces militants congolais qui ont vu leurs amis massacrés, qui ont dû se taire et se cacher pendant plus de trente ans et qui ont souvent désespéré de la victoire...

Dans un réflexe, j'appelle Brazzaville. Depuis des semaines, la ligne ne passait pas. Mais ce 17 mai est le jour de tous les miracles. J'ai Léonie Abo, la femme de Pierre Mulele, immédiatement au téléphone. Je veux avoir son sentiment sur ces images fantastiques de Kinshasa. Elle me dit: «*Vous là-bas, vous êtes toujours au courant, mais nous qui sommes à côté de Kinshasa, ne savons rien... Depuis la guerre de 1994, ici à Brazza, plus rien ne marche...*»

Cela fait presque trente ans qu'Abo a fui le Congo. Moi, je n'ai jamais pu mettre les pieds à Kinshasa. Dans l'euphorie du moment, nous nous fixons rendez-vous à Kin. Nous ne pouvions pas nous imaginer à quel point la révolution qui vient de triompher, serait complexe et parfois contradictoire.

Pendant les quatre années suivantes, j'ai retrouvé Abo régulièrement à Kinshasa. A mesure que le temps passait, elle devenait de plus en plus aigrie. En 1992, j'ai publié le livre *Abo, une femme du Congo* qui relate l'histoire de sa vie. Par son livre-témoignage sur la révolution congolaise de 1964-1968, Abo a sauvé la mémoire de Pierre Mulele, un des plus grands révolutionnaires africains: Winnie Mandela a dit qu'elle a rarement lu un récit aussi captivant sur la participation d'une femme à la révolution africaine. La grande artiste malienne Oumou Sangare a chanté dix chansons sur la vie et la lutte d'Abo. Mais à Kinshasa, Kabila n'a jamais rencontré cette femme courageuse. Elle n'a reçu nulle part la moindre reconnaissance. Personne ne lui a trouvé un travail. Et de misère, elle a dû fuir le Congo libéré pour un nouvel exil à Brazza...

Après le coup de téléphone à Abo, je me suis à nouveau enivré d'images de Kinshasa. Des étudiants, hier encore tshisekedistes, agitant un papier où était griffonné le nom de Kabila, leur nouveau héros. Images de très jeunes soldats, après une marche folle de 2.000 kilomètres, perplexes devant les merveilles d'une grande ville. Des cadavres d'ex-FAZ. La Croix rouge dira plus tard qu'il y a eu dans tout Kinshasa 200 morts. On a craint un affrontement entre la Division Spéciale Présidentielle et l'AFDL qui aurait pu faire des milliers de morts... Mahele, qui commandait l'armée et était en liaison avec Kabila, a donné l'ordre de ne pas résister à l'AFDL. Il sera finalement abattu par des militaires restés fidèles à Mobutu. Mais plus aucun soldat ne pensait se sacrifier dans la «résistance», ayant vu les officiers supérieurs se précipiter vers Brazzaville... Certains soldats se sont adonnés aux pillages. Ceux qui ont été surpris par les kadogo, ont été

abattus sur place. Image d'un homme en uniforme criblé de balles, gisant à côté d'une télévision qu'il avait emportée...

Dans la soirée de ce mémorable 17 mai 1997, j'ai écrit un éditorial pour l'hebdomadaire *Solidaire*. Le voici :

« Kabila vient de clôturer une campagne remarquable par la prise de Kinshasa. L'histoire vient de prendre une revanche extraordinaire. Pendant 37 ans, le régime de Mobutu a traqué et tué les partisans de Lumumba et de Mulele, il a voulu effacer leur œuvre de la mémoire du peuple. La victoire de Kabila est la revanche historique de Lumumba et de Mulele.

Cette victoire survient dans une conjoncture très particulière. Depuis la contre-révolution en Union soviétique, l'impérialisme ne craint plus tellement que le mouvement nationaliste africain prenne une orientation socialiste. Washington tente même de s'accommoder les nationalistes radicaux. D'autre part, la recolonisation du continent progresse à pas de géant. L'exploitation des masses s'accentue et parmi la jeune génération intellectuelle se développent des sentiments anti-impérialistes. La révolte de ces masses est à la base de la victoire de Kabila. Les pauvres ne sont pas prêts d'oublier les crimes barbares commis par les puissances occidentales.

Les Américains ont voulu utiliser Kabila pour secouer le régime de Mobutu et pour réaliser une transition avec toutes les "forces vives". Leur objectif ? Sauver le maximum de forces pro-impérialistes dans l'entourage de Mobutu, organiser la poursuite de la domination néocoloniale, sous une forme renouvelée. Mais ils se méfiaient d'un Kabila représentant les insurrections populaires des années soixante. Kabila a su déjouer les nombreux pièges que les puissances impérialistes lui ont tendus. Il n'a jamais plié.

La victoire de Kabila au cœur de l'Afrique aura une influence profonde sur tout le continent, parce que c'est la victoire de la lutte armée populaire contre un régime néocolonial tyrannique. L'opposition bourgeoise a démontré toute son impuissance. La preuve est faite que la domination néocoloniale ne peut pas être renversée en s'en tenant aux règles "démocratiques" que les impérialistes imposent par la force, par les campagnes de désinformation et par la corruption. Pour triompher, la résistance politique des masses populaires doit se transformer, au moment opportun, en lutte armée populaire.

La victoire de Kabila n'est que le début de la révolution. Il s'agira d'une entreprise de longue haleine. La tactique de l'adversaire s'est déjà clairement dessinée. D'abord, pousser l'Alliance à la réconciliation avec des forces politiques liées à l'impérialisme. Ensuite, exiger aussi vite que possible des élections "libres", où les partis pro-occidentaux et disposant de financements massifs, s'imposeront. Troisième mouvement : déclencher une campagne d'intoxication contre Kabila "dictateur du même type que Mobutu". Quatre : organiser une Société Civile néocoloniale et d'autres groupes "des droits de l'homme" pour déstabiliser les libérateurs. Et enfin :

infiltrer des agents secrets dans l'entourage de Kabila, provoquer des dissensions et des conflits internes au sein de l'Alliance.

La campagne militaire de l'Alliance, soutenue par une grande mobilisation des masses, constitue l'expression la plus puissante de la volonté populaire. C'est d'elle que l'Alliance et Kabila tirent leur légitimité. Ils n'ont pas à se laisser dicter la conduite à suivre par les puissances impérialistes qui ont nourri le mobutisme pendant 37 ans. Mais la victoire obtenue est une plante encore frêle. Les masses populaires, qui ont la haine de l'ancien régime, ne sont ni politisées, ni organisées. Est-ce que l'Alliance sera capable de forger une unité idéologique et politique solide entre ses membres venus d'horizons divers ? Est-ce que ses dirigeants et cadres sont prêts à se sacrifier pour la libération de la nation congolaise ? Pourront-ils combattre les tendances à "profiter" du pouvoir et à "prendre la place" de l'ancienne bourgeoisie compradore? La victoire d'aujourd'hui n'est que le début de la véritable révolution. Il s'agit de commencer à construire un pouvoir populaire qui permettra aux paysans pauvres, aux ouvriers, aux intellectuels, aux jeunes et aux petits commerçants de prendre leur destin en main. »

Le lendemain, des dépêches m'apprennent que le Conseil Elargi de l'Alliance s'est réuni le vendredi 16 mai 1997 sous la présidence de Laurent-Désiré Kabila. Il a délibéré de *« la vacance du pouvoir à la tête de l'Etat créée par la fuite imprévisible du Président Mobutu »*. Le Conseil rappelle *« la guerre de libération qui dure depuis le 14 septembre 1960 et qui est continuée aujourd'hui par l'AFDL contre la dictature et pour l'instauration d'un régime démocratique et d'un Etat de droit»*.

Pour protéger *« la paix, l'unité nationale et la sécurité des personnes et des biens »*, quatre décisions ont été adoptées. «*Le pouvoir est pris par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo qui assure l'autorité de transition. Kabila assume les fonctions du Chef de l'Etat de la République Démocratique du Congo. Dans un délai de 72 heures, un Gouvernement de transition de Salut-Public sera formé. Tous les actes pseudo-constitutionnels existants, ainsi que les institutions qu'ils organisent, sont suspendus.*»[1]

Ainsi, l'Alliance fait table rase de toutes les institutions néocoloniales qui ont existé depuis le premier coup d'Etat de Mobutu. L'Alliance renoue avec le nationalisme du temps de Lumumba.

Tshisekedi et tous les autres mobutistes de la première heure, les Bomboko, Nendaka et Ndele, ne pardonneront jamais à Kabila d'avoir voulu éradiquer le néocolonialisme par la racine : leur coup d'Etat du 14 septembre 1960. Le second coup, le 24 novembre 1965 n'a été qu'une confirmation du premier avec pratiquement les mêmes acteurs. Tshisekedi est alors nommé au poste de ministre de l'Intérieur, chargé de la répression du mouvement nationaliste...

Le 23 mai, Kabila annonce la composition de son premier gouvernement. Comme l'Alliance a été seule à assumer la guerre de libération, elle dirigera seule le pays, pendant une courte période de deux ans, jusqu'aux élections démocratiques. Les pre-

mières depuis mai 1960. Des personnalités de l'opposition parlementaire à Mobutu s'allient à l'AFDL au sein du Gouvernement de Salut-Public que Kabila préside.

Le jeudi 29 mai 1997, au Stade des Martyrs de Kinshasa, a lieu la cérémonie d'investiture du Président Kabila, entouré pour cette occasion solennelle de ses collègues dos Santos, Museveni, Bizimungu, Buyoya et Chiluba... Kabila prononce des paroles pertinentes qui montrent à quel point il a assimilé les leçons du drame Lumumba. Des paroles qui marqueront d'ailleurs toute sa trajectoire pendant les trois ans et huit mois qu'il sera à la tête du Congo.

« Les ennemis de notre peuple et de notre pays ont échafaudé intrigues et machinations. Ils ont ourdi des complots et déclenché une campagne systématique de désinformation et d'intoxication médiatique destinée à dénaturer et à calomnier l'action de l'AFDL. Cette campagne diffamatoire est une tentative de maintenir à genoux notre peuple longtemps humilié afin de freiner le processus de sa libération. C'est ainsi que les créateurs d'hommes politiques soi-disant valables ont suggéré à travers les médias que ne serait acceptable démocratiquement qu'un gouvernement où leurs agents seraient intégrés. Le dessein de cette démarche, c'est de bloquer les activités du gouvernement de transition et s'assurer qu'ils maintiennent le pays dans les tâtonnements, les hésitations et les querelles intestines qui justifiaient jadis leurs interventions intempestives.»

Exactement comme en 1960, les puissances impérialistes refusent que le Congo soit dirigé par un gouvernement nationaliste. Elles veulent avoir leurs hommes dans l'équipe gouvernementale pour empêcher un changement fondamental. Kabila poursuit: *« Pour l'AFDL, il ne s'agit pas d'assurer la continuité du régime précédent, mais de bâtir un nouvel Etat, fondé sur de nouvelles valeurs après avoir fait table rase du mobutisme. Nous ne pouvons pas être les continuateurs de l'ignoble II^e^ République (...) Nous ne sommes pas partie prenante de toutes ces manœuvres de la soi-disant Conférence Souveraine. Commencer le processus de démocratisation par des élections législatives (...) cela équivaudrait à assumer la continuité du régime antérieur. Le gouvernement serait soumis à une pression immédiate d'une classe politique décadente, puisque toute vie publique aurait pour seul horizon la date fixée pour les élections. Là commenceraient d'emblée les affrontements entre groupuscules politiques qui chercheraient ainsi à se différencier les uns des autres. Et, vous le savez, le chaos dans les rues de Kinshasa. »*

Kabila annonce ensuite sa décision de commencer le processus démocratique par l'élaboration d'une constituante, *« dans le travail concerté pour formuler un projet d'avenir commun »*. Pendant cette étape, *« l'AFDL constituera le cadre pour forger la cohésion nationale »*. Et d'annoncer son calendrier: *«choisir avant fin août 1997 les membres de la commission constitutionnelle, remise du projet au Chef de l'Etat au 1^er^ mars 1998, et finalement en août 1998, les premières élections démocratiques depuis 38 ans»*.[2]

Au cours de cette cérémonie, la prestation de serment de Kabila n'était pas le seul événement historique. Il y en a eu un autre, inattendu des Kinois, mais inscrit dans

une longue histoire et annonciateur de grands malheurs à venir: un millier de mobutistes et tshisekedistes se sont manifestés pour chanter à l'unisson *La Zaïroise*.[3]

En effet, la guerre politique pour empêcher un gouvernement nationaliste de se constituer et de fonctionner avait déjà commencé la veille de la libération. Le 16 mai, le dernier chef de gouvernement de l'ancien régime a tiré les premières salves. Dans une page payée dans le quotidien *Le Monde*, le général Likulia s'est adressé à la France en tant qu'allié principal des mobutistes. *« Notre armée... ne pouvait trouver... le sursaut... face à des armées étrangères parfaitement encadrées, y compris par des officiers mercenaires... A notre unité... s'oppose la stratégie de certains de nos voisins... d'une véritable balkanisation du Zaïre. A notre indépendance... s'oppose la volonté de certaines grandes puissances politiques et économiques, de s'approprier nos immenses richesses naturelles... » « A la paix civile s'oppose la volonté de Monsieur Kabila... de prendre le pouvoir par la seule force d'armées étrangères. Madame Emma Bonino accuse aujourd'hui l'Alliance de "violer massivement les Droits de l'Homme, et de transformer les territoires qu'elle occupe en véritable abattoir". » « Les massacres... auraient pu être évités si la communauté internationale avait souscrit à la requête du Président Chirac... qui a proposé... la création d'une force internationale d'interposition. »*[4]

Voilà coulée, dans un français admirable, la ligne de défense du mobutisme pur et dur contre le mouvement nationaliste: les armées rwandaise et ougandaise veulent occuper et annexer une partie du Zaïre ; les Américains, les grands rivaux de la France, vont piétiner l'indépendance du Zaïre et s'approprier ses richesses ; le pays de Mobutu connaissait la paix civile, mais Kabila a pris le pouvoir par les armes ; Kabila a transformé le Zaïre en abattoir ; une intervention militaire occidentale et principalement française aurait pu sauver le régime en place...

Tous les défenseurs de l'ancien régime répercuteront ce message. De l'Eglise catholique avec Mgr Banga Bane dénonçant *« une nouvelle dictature armée »* et *« une colonisation»* par le Rwanda et l'Ouganda et par des puissances occidentales[5], jusqu'à certaines « organisations des autochtones du Congo » établies aux Etats-Unis qui s'en prennent à *« la dictature étrangère dans notre pays »* et à *« l'occupation et la domination du Congo par les forces étrangères »*.[6]

Tshisekedi et l'opposition « démocratique » s'élancent également pour sauver l'ordre mobutiste. Kabila n'a pas encore reçu l'investiture, lorsque l'UDPS se met à fulminer contre la « dictature » de Kabila... *« Nous ne sortons pas d'un cachot pour nous mettre dans un autre. Cette fameuse révolution n'est qu'une dictature »*.[7] Une semaine plus tard, l'UDPS exige *« le départ sans conditions des militaires rwandais et ougandais du sol congolais »*.[8] Tshisekedi veut renvoyer les militaires alliés avant que Kabila n'ait organisé une nouvelle armée patriotique et démocratique. C'est faciliter la tâche aux généraux mobutistes pour rétablir l'ancien régime par les armes. Kabila fait table rase de 37 ans de dictature néocoloniale. Mais Tshisekedi déclare que pour lui, le gouvernement Kabila n'existe simplement pas ! Seul continue à exis-

ter le gouvernement issu de la Conférence Nationale Souveraine (CNS), fort de la «légalité» lui accordée par Mobutu... Tshisekedi déclare le 24 mai: *«Non seulement je ne reconnais pas ce gouvernement, mais pour moi il n'existe pas. Je demande à notre peuple de tout faire pour l'ignorer et de résister avec la dernière énergie à ceux qui voudraient l'imposer.»*[9]

Toutes les forces politiques qui s'alignent derrière la France dans son hostilité au gouvernement nationaliste de Kabila, ont une alternative. Elle est soufflée par le Quai d'Orsay. Hervé de Charrette, le chef de la diplomatie française, déclare le jour même de l'arrivée de Kabila à Kinshasa: *«Il est grand temps (!) que soit constitué un gouvernement d'Union nationale qui rassemble l'ensemble des forces politiques et que s'organise un processus démocratique (...) seul capable de préparer l'avenir».*[10] Presque toute la classe politique néocoloniale chantera ce refrain pendant les quatre années à venir. Cette petite phrase contient déjà le prétexte officiel utilisé lors de la guerre d'agression américano-rwando-ougandaise, comme elle préfigure l'Accord de Lusaka, imposé à Kabila par le chantage des armes...

Bomboko, l'homme qui fut en 1960 le principal atout de l'Occident dans sa lutte contre Lumumba, était bien sûr en parfait accord avec la France. Il déclare en juin 1997: *«Le nouveau pouvoir échouera s'il pratique l'exclusion, s'il ne reconnaît pas les efforts de l'opposition intérieure.»*[11] Avec Kasavubu et Delvaux, Bomboko fut, le 5 septembre 1960, l'initiateur de «l'exclusion» de Lumumba du gouvernement qui marqua le premier coup d'Etat. Bomboko revint à la charge le 14 septembre en tant que chef du gouvernement des Commissaires Généraux, installé par le second coup d'Etat, celui de Mobutu! Le 25 mai 1997, une semaine après l'arrivée de l'AFDL à Kinshasa, cet homme exige que Kabila l'incorpore, lui et ses semblables, dans un gouvernement de réconciliation nationale...

Dans le gouvernement issu du coup d'Etat du 14 septembre 1960, figurait comme Commissaire à la justice le dénommé Tshisekedi. Trente-sept années plus tard, le 25 mai 1997, celui-ci déclare que l'AFDL est *«dépourvue de toute légitimité populaire»*. Et cet ennemi de Lumumba de se profiler comme l'adversaire n°1 de Kabila en exigeant *«la mise sur pied d'un gouvernement de transition formé dans le cadre prescrit par la Conférence Nationale Souveraine (CNS) et dirigé par un élu de la CNS»*. En clair, par lui-même.[12]

De manière inattendue, le Parti Lumumbiste Unifié de Gizenga se manifeste, en ce mois décisif de mai 1997, comme la «gauche» de la mouvance néocoloniale. Dans un texte d'une confusion extrême, il déclare ceci: *«Le PALU invite la classe politique à mettre tout en œuvre pour sauvegarder les acquis de la libération du Congo plutôt que de les compromettre... La participation au pouvoir de transition, des forces politiques et de la Société Civile ayant réellement combattu la dictature et disposant d'une base populaire effective, serait une garantie... pour les partenaires extérieurs que les engagements... ne seront pas remis en cause après les élections... Les partis politiques, qui participeront à l'autorité de transition, devront s'engager à*

respecter le principe de l'unité de commandement et celui de la cohésion et de la solidarité dans l'action gouvernementale. »[13] Ainsi donc, le PALU invite la classe politique néocoloniale qui a maintenu Mobutu à la présidence de 1990 à 1997, à « sauvegarder » les conquêtes de la guerre de libération dirigée par Kabila... Les forces néocoloniales qui prétendent avoir combattu la dictature, seront, aux yeux du PALU, une « garantie » pour les impérialistes que les engagements du nouveau gouvernement seront respectés... Et les magouilleurs de la transition, devenus ministres de Kabila, sont censés respecter « l'unité de commandement » du gouvernement... Dans ce concert de voix qui s'alignent sur l'Occident, nous voulons isoler un son particulièrement insolent. Emile Ilunga est le président du Conseil National de la Révolution qui prétend représenter les ex-gendarmes katangais. Je l'ai connu pendant les longues années durant lesquelles il a représenté le PRP de Kabila à Bruxelles et en Europe. Ses positions actuelles éclaircissent également une certaine confusion qui régnait au sein de ce parti.

Pendant l'été de 1996, Emile Ilunga a contacté des milieux d'affaires belges pour obtenir des fonds afin de déclencher la lutte contre Mobutu. Ilunga s'est notamment rendu chez le colonel Guy Weber, un des acteurs principaux de la sécession katangaise. Ilunga avoue : *« M'intéressant aux Belges qui ont connu Tshombe, des amis m'avaient mis en contact avec Tavernier »*. On sait que le mercenaire Tavernier se rangera quelques mois plus tard du côté de Mobutu pour soutenir la « contre-offensive foudroyante » contre les forces de Kabila... Ilunga est le prototype de ces aventuriers qui grouillaient dans l'opposition zaïroise. Parlant « marxisme-léninisme » lorsqu'il représentait le PRP à Bruxelles, il fait en juillet 1996 la manche dans les milieux affairistes des anciens coloniaux katangais... A ses interlocuteurs, Ilunga dit que ses ex-gendarmes, dirigés par le général Mufu, se trouvent déjà à Dilolo (Katanga) et à Tshikapa. *« Notre but est d'occuper les régions minières afin d'obliger le pouvoir central à négocier avec nous »*, affirme-t-il. Notons qu'il ne s'agit pas de renverser le pouvoir néocolonial mobutiste, mais de « négocier » avec lui. On comprend dès lors pourquoi monsieur Ilunga combat Kabila avant même l'entrée de l'AFDL à Kinshasa. Le 15 mai 1997, il dit : *« Il faut rassembler les partis d'opposition (UDPS, PDSC, PALU), la Société Civile, les églises pour voir comment on peut le mieux gérer l'après-mobutisme »*. Partisan d'un *« gouvernement d'Union nationale qui rassemble l'ensemble des composantes intervenant sur la scène zaïroise »*, il affirme qu'il *« faudra s'appuyer sur les acquis de la Conférence Nationale Souveraine »*. Ainsi, avant la victoire des forces nationalistes, Ilunga défend déjà le programme qu'il proclamera comme chef de la « rébellion » en 1998-1999...[14]

Soulignons aussi qu'une certaine Société Civile a voulu prouver à ses bailleurs de fonds que leur argent était bien investi : *« Au cours de (la) concertation, à laquelle ont pris part Mgr Monsengwo au nom de l'Eglise catholique, ainsi que les représentants de la Voix des Sans Voix, du CNONGD, de la Linelit..., il a été demandé aux Etats-Unis de conditionner tout appui à Kabila par un consensus national. »*[15] C'est cela, la

véritable Société Civile made in USA: elle anticipe aux desiderata et aux diktats de ses maîtres et les présente comme la volonté du peuple congolais...

Si certains supplient les Américains d'imposer le «consensus national», d'autres veulent arriver à cette fin par la voie du populisme. Le lecteur appréciera les belles tournures oratoires d'Olengankoy: *«La lutte sur le front intérieur a été longue et pénible, et la peur a été vaincue. Mais nous n'avions pas d'armes et, au moment où nous commencions à nous essouffler, notre compatriote a complété notre combat, a dirigé la rébellion. Nous avions mis Mobutu dans une ambulance, Kabila l'a conduit au cimetière. Lorsque son armée est entrée dans la ville, notre peuple l'a guidée.»*[16] Ainsi, l'opposition «interne» aurait vaincu la peur, mais elle n'avait pas d'armes. Sous-entendu: «Si nous avions eu des fusils, nous aurions mené une guerre révolutionnaire à la place de Kabila»... Olengankoy veut faire croire que la lutte de l'opposition «parlementaire» a connu sa suite logique dans le combat de Kabila. Par cette contre-vérité, il veut présenter le «gouvernement de consensus national» comme la conséquence logique d'une lutte commune. Or, la pseudo-lutte menée contre Mobutu par l'opposition parlementaire visait à sauver le système mobutiste et son personnel. Kabila voulait casser le système et chasser son personnel. Mobutu a été mis dans l'ambulance, non pas par l'opposition parlementaire, mais par le cancer de la prostate. Un Mobutu en bonne santé aurait été embrassé par l'opposition dans un combat commun pour la défense du système néocolonial contre le mouvement nationaliste.

Le caractère démagogique des propos d'Olengankoy ressort encore plus clairement lorsqu'on les compare à la démarche d'un parti qui a réellement rompu avec l'orientation de la CNS. Dans l'interview que nous reprenons ci-après, le Front Patriotique du docteur Sondji explique comment il voit la relation entre «mettre dans l'ambulance» et «conduire au cimetière». Pour ce parti, il s'agissait d'atteindre à tout prix un but: le renversement du système mobutiste. Lorsqu'une stratégie – celle de mettre Mobutu dans l'ambulance grâce aux parlotes de la CNS – a mené à l'impasse, le Front Patriotique a rejoint une autre stratégie à même de conduire le dictateur réellement au cimetière – celle de l'insurrection populaire prônée par Kabila.

Tony Busselen a interrogé Jean-Baptiste Sondji à propos de l'arrivée des troupes de l'AFDL à Kinshasa. Voici ce qu'il a noté: *«Le rôle du Front Patriotique a consisté à planifier l'entrée de l'armée de l'Alliance à Kinshasa. Quelques mois avant, nous avons été contactés par un émissaire de Kabila et c'est avec ce contact que nous avons évalué la situation politique... Début du mois de mai, les contacts sont devenus plus intenses, pratiquement quotidiens. L'entrée des troupes était prévue pour le jeudi 15 mai, après la rencontre sur le bateau. Soit Mobutu acceptait la reddition et alors les troupes entreraient pacifiquement, soit Mobutu refuserait et alors les troupes entreraient par la force. Mais la rencontre n'a pas eu lieu. Les événements se sont précipités le lendemain. Le vendredi 16, le matin vers 08h00, nous avons vu un grand cortège avec tous les biens de Mobutu, qui se dirigeait vers l'aéroport. Quelques temps après, un colonel du SARM, Service d'Action et de Renseignement Militaire, est venu nous prévenir que Mobutu venait de fuir et que la situation allait*

devenir très dangereuse. Parce que les soldats de la DSP et les hommes du SARM allaient se sentir abandonnés. A 15h00, nous avons envoyé un message par e-mail à l'Etat-major dans lequel nous disions que nous souhaiterions que les troupes entrent ce vendredi à Kinshasa parce que l'attente jusqu'à lundi allait être trop dangereuse pour la population. A ce moment, deux officiers supérieurs, membres de notre parti, étaient arrêtés. Ils se trouvaient en prison. J'ai alors demandé l'autorisation de faire une opération de commando pour les libérer. Il y avait tout un bataillon de l'AFDL à l'intérieur de la ville. Ils étaient en civil. On nous a répondu que ce serait trop difficile. Alors des gens sont allés dans la prison et verront les deux officiers supérieurs, bien habillés en tenue militaire. Ils avaient été convoqués par le chef de l'état-major, le général Mahele. Mahele les avait libérés le même jour, au matin. »[17]

Mobutu, Tshisekedi, Bomboko et autres Bo-Boliko ont eu 37 ans pour montrer de quoi ils étaient capables. Kabila ne demandait que deux ans pour réaliser des élections libres, les premières depuis 37 ans. Mais les fanatiques de l'Occident ne lui ont même pas accordé un mois ! Kabila n'était pas encore investi comme Président, que des grands noms de la Transition «démocratique» menaçaient déjà de mener des actions armées pour s'imposer dans un gouvernement néocolonial d'Union nationale. Le 26 mai, Olenghankoy déclare: *«Nous avons les moyens de rendre cette ville ingouvernable. Et ce que Kabila a réalisé avec la force des armes, d'autres aussi pourraient le faire... »*[18]

Un mois et demi plus tard, Olengankoy revient à la charge. Il annonce que sa campagne contre le gouvernement Kabila *«pourrait conduire finalement à la résistance armée. Malheureusement, une des leçons que le peuple a tiré de l'arrivée au pouvoir de Kabila, est que la communauté internationale respecte des hommes violents. Ce pays n'a pas lutté pendant sept années pour se débarrasser de Mobutu, pour s'asseoir et regarder qu'il est remplacé par quelqu'un qui utilise les mêmes méthodes. L'Occident ne doit pas s'attendre à ce que nous acceptions pour une durée indéterminée l'opposition non-violente. »*[19]

Le 30 juin 1997, une autre vedette de la Transition, Jacques Matanda, promet lui aussi de mettre le Congo à feu et à sang. Il affirme qu'il organisera un large *«Front populaire de résistance armée»* destiné à mettre *«hors d'état de nuire et à expulser les armées et milices génocidaires tutsi occupant le territoire national»* et qu'il dispose de *«très nombreuses cellules combattantes armées»* dont l'objectif est de *«paralyser l'appareil économique»*.[20]

Ainsi, dans les jours et semaines qui ont suivi la libération, une certaine opposition «démocratique» annonce déjà la naissance d'une rébellion anti-nationaliste qui verra effectivement le jour... deux semaines après l'agression américano-rwando-ougandaise du 2 août 1998...

Dès son entrée à Kinshasa, Kabila a été mis sous forte pression pour qu'il incorpore Tshisekedi et son UDPS dans le nouveau gouvernement. Tshisekedi, qui brille surtout lors de conflits inutiles, constituerait une garantie pour que le gouvernement

nationaliste soit déchiré, paralysé et incapable de réaliser une œuvre constructive. Mais le mythe du «Moïse» zaïrois, savamment entretenue par une certaine presse pro-occidentale, était toujours vivace dans le peuple. Beaucoup d'observateurs estimaient que Kabila ne pouvait pas courir le risque de l'affronter.

Kabila fit un pari sur la maturité du peuple kinois. Lorsque Tshisekedi transgressait les lois et décrets, il fut rappelé à l'ordre et interpellé. Les troupes de l'UDPS cherchaient l'affrontement avec l'espoir que quelques nouveaux «martyrs» suffiraient à soulever le peuple.

Ainsi, le lundi 26 mai déjà, l'opposition organise contre le nouveau «dictateur» Kabila, ce qu'elle a réussi si souvent contre l'ancien: une opération ville morte. Le 23 mai, la liste des ministres de l'équipe Kabila avait été publiée et Tshisekedi n'y figure pas. Kabila vient à peine d'arriver à Kinshasa. La bataille semble trop inégale. Comment un homme inconnu des Kinois pourrait-il l'emporter sur le «leader charismatique», sur le «Moïse» zaïrois?

Le peuple prend un week-end de réflexion.

Le lundi, tout le monde va au travail, le peuple vaque à ses besognes comme d'habitude. Ce jour-là, au niveau de la masse, le mythe Tshisekedi est brisé.

Pendant sept années, jouissant d'un soutien populaire très important, Tshisekedi s'est montré incapable de chasser Mobutu. Kabila a pris les armes et il a balayé Mobutu et les mobutistes. Le peuple a fait son choix. Un Kinois déclare: *«Marcher, pourquoi? On a déjà marché, on a fait "ville morte", ça a abouti à quoi? Les autres sont venus avec des armes et ils ont gagné. Maintenant, il faut les laisser travailler».*[21] C'est un cri du cœur général: «Laisse travailler Kabila!» Mayikisa Okundalemba est cireur de chaussures. *«Tshisekedi se plaint qu'il y a des Rwandais dans le gouvernement. Mais avant, il y avait des Zaïrois et qu'est-ce qu'ils ont fait? Rien. Qu'il laisse Kabila faire son travail.»*[22]

Du 16 au 20 juin 1997, tout juste un mois après l'entrée de l'armée de libération à Kinshasa, 213 personnes se réunissent pour le *Colloque nationale de la Société Civile congolaise*. Chose curieuse, cette dernière, prétendant représenter une société complètement ravagée et ruinée, ne manque pas d'argent. Elle a payé des billets d'avions pour 25 invités étrangers de huit pays dont l'Afrique du Sud, l'Ouganda, la Suisse, l'Angleterre, la France, mais surtout les Etats-Unis et le Canada, avec 5 représentants chacun et la Belgique, présente avec 9 personnes. Puis il y a eu 75 vols à payer à partir de Goma et Matadi, Bukavu et Kikwit, Kisangani et Lubumbashi, Mbuji-Mayi et Mbandaka. D'où viennent les fonds? La composition du Comité d'organisation de ce colloque «congolais» nous donne des indications: sur ses 9 membres, il y a deux Américains, Mme Gay Mc Dougall du *International Human Rights Law Group* et Peter Rosenblum de *Harvard Human Rights*, puis trois délégués de l'organisation suisse *Synergie Africa*. Les organisateurs congolais remercient pour leur contribution financière deux organisations canadiennes dont le *Centre International des Droits de l'Homme et du Développement Démocratique* ainsi que les coopérations belge et japonaise...

De la lecture des Actes du Colloque, qui compte 216 pages, un point se dégage: «L'impérialisme, on ne connaît pas!» Toute la manipulation étrangère de la Société Civile et toute son orientation opportuniste s'expriment dans ces interminables pages qui parlent de tout, sauf du trait essentiel de la situation économique et politique du Congo-Zaïre: sa domination par les puissances impérialistes.

Dans son discours d'introduction, Hamuli commence par affirmer que les pays africains ont longtemps *«vécu des systèmes monolithiques et totalitaires»*, mais que, grâce au *«vent de la perestroïka»*, ils se sont *«résolus à l'instauration de sociétés démocratiques»*.[23]

Dès 1990, des observateurs lucides ont écrit que la perestroïka n'était qu'une contre-révolution menée avec l'appui massif de toutes les puissances impérialistes. Ils prévoyaient que la restauration du capitalisme en Union soviétique aurait des conséquences dramatiques pour l'indépendance des pays du tiers monde. La preuve en fut immédiatement donnée: la guerre barbare menée par l'OTAN contre l'Irak pour le contrôle du pétrole du Moyen Orient. Ne craignant plus des révolutions anti-impérialistes en Afrique, l'impérialisme décida de changer ses formes de domination et de passer du néocolonialisme sous forme dictatoriale à un néocolonialisme animé par plusieurs partis pro-impérialistes. Au Congo, l'opposition anti-impérialiste, regroupée dans la Mouvance Progressiste, déclara dès octobre 1991 que l'Occident voulait simplement transformer le monopartisme mobutiste en multi-mobutisme...

Quand Hamuli énumère dans son introduction les *«principaux points à examiner»*, il fait passer toute la salade habituelle de la propagande américaine: *«les droits de l'homme, la démocratie, l'Etat de droit, les élections et un développement durable»*. Mais il ne pipe mot sur l'essentiel: le combat pour débarrasser le Congo et l'Afrique de la domination économique, militaire, politique et culturelle de l'impérialisme, domination plus totale encore depuis le passage de l'ex-Union soviétique dans le camp capitaliste.

Deux discours marquent l'orientation que les stratèges des grandes puissances veulent promouvoir dans la Société Civile congolaise.

Le premier est celui de Mme Gay Mac Dougall, directrice du *International Human Rights Law Group* basé à Washington.[24]

Elle évoque les *«décennies de corruption par des gouvernements monopartistes et autoritaires»*.

Mais qui ignore, à part Mme Gay Mac Dougall, que c'est bel et bien l'impérialisme américain qui a imposé, en 1964-1965, par la terreur et dans le sang, la dictature néocoloniale au Congo? Qui ignore que l'impérialisme américain a maintenu ce système aussi longtemps que «ses» intérêts au Congo étaient «menacés» par les forces nationalistes congolaises, appuyées par des pays socialistes et anti-impérialistes? Madame Gay Mc Dougall veut faire croire que *«vers 1990, le continent a vécu une sorte de tremblement politique qui a secoué les fondements des despotes»*. Mais qui ignore que ce «pseudo-tremblement» a été initié par la France à travers ses «Confé-

rences Nationales»? Mitterrand cherchait à établir une nouvelle «légitimité» à ses protectorats néocoloniaux. Qui ignore que des Présidents «dictateurs» sont devenus des Présidents «démocratiques» grâce à ces Conférences Nationales et les élections qui s'en sont suivies? Eyadema au Togo, Kerekou au Bénin. Et au Congo-zaïre, Mobutu disait sa certitude de gagner les élections «transparentes» prévues pour 1997... On ne peut rien comprendre à l'Afrique actuelle, sans étudier la stratégie économique, politique et militaire de l'impérialisme qui détermine la situation globale du continent. La rhétorique «démocratique» sert à couvrir l'instrumentalisation des partis politiques et de la Société Civile, qui sont pris en main, payés et «éduqués» pour instaurer une domination néocoloniale plus habile, efficace et stable.

Pour Mme Gay Mac Dougall, *«l'émergence de nouveaux partis politiques»* n'a pas assuré une base populaire assez large aux nouveaux régimes africains. *«Les citoyens ordinaires n'avaient toujours rien qui les liait à l'Etat qui les dirigeait.»* Dans son optique, la Société Civile qui comprend des groupes de droits de l'homme, des églises et des associations d'hommes d'affaires, etc. constitue *«une force neutre»* qui fournit justement aux citoyens ce lien avec l'Etat néocolonial. Elle ne pouvait s'exprimer plus clairement.

Pour elle, la Société Civile sert à subordonner les masses populaires à l'Etat néocolonial, à leur inculquer la «confiance» dans cet instrument décisif par lequel passe le contrôle impérialiste sur les pays africains. La notion de Société Civile sert à élargir, au-delà des partis politiques, la base de masse sur laquelle l'Etat néocolonial peut s'appuyer. «La Société Civile», «la démocratie», «l'Etat de droit», «les droits de l'homme» font partie des concepts élaborés par les théologues de l'impérialisme pour occulter les réalités essentielles en Afrique. La réalité fondamentale est la domination impérialiste, dans les domaines économique, politique, militaire et culturel et son complément, la réalité dérivée est l'existence d'une bourgeoisie néocoloniale, liée aux multinationales étrangères et s'enrichissant grâce au contrôle de l'appareil d'Etat. Mme Gay Mac Dougall a été envoyée au Congo par les Services américains pour rendre impossible l'accomplissement de ces deux tâches vitales: libérer la nation de la domination impérialiste et libérer les masses populaires de la domination exercée par la grande bourgeoisie parasitaire, inféodée à l'Occident.

Mme Gay Mac Dougall avoue que depuis 1995, à partir de Goma, *«nous avons mis sur pied des groupes locaux de la Société Civile, spécialement des groupes des droits de l'homme»*. Il s'agissait d'éduquer la population *«sur ses droits constitutionnels et devoirs civiques»*. Tout cet activisme américain devait conduire à l'installation au Congo d'une *«démocratie significative»* ou encore d'une *«démocratie totale»* pour atteindre *«une harmonie démocratique»*... et tout cela dans un environnement mondial qui voit la domination impérialiste s'intensifier dans tous les domaines!

Le discours de Vasu Gounden, le directeur de *ACCORD*, en Afrique du Sud, met encore plus nettement en évidence la stratégie américaine pour faire de la «Société Civile» une seconde classe d'hommes politiques au service du néocolonialisme.[25] A partir de 1980, l'impérialisme américain a libéré des fonds immenses pour préparer

un passage en douceur de l'apartheid à la « démocratie », tout en maintenant la domination économique de la grande bourgeoisie blanche sud-africaine, très liée aux intérêts anglo-saxons. Vasu Gounden affirme qu'en 1983, plus de 20.000 organismes de la Société Civile ont formé le *United Democratic Forum*. Après l'élection de Mandela en 1994, *« des leaders de la Société Civile sont allés occuper des postes au gouvernement... ils constituent, à vrai dire, le moteur du gouvernement ». « La Société Civile est engagée dans le processus d'élaboration politique. »*

Vasu Gounden nous apprend que son «ONG» s'occupe des problèmes de la sécurité et de la paix et qu'il a créé *« un forum commun »* avec le ministère de la Défense et celui des Affaires étrangères... *« La Société Civile a vraiment influencé la politique de défense notamment en interdisant la prolifération des mines anti-personnelles »*. La fameuse ONG de monsieur Gounden s'occupe des mines... pour mieux cacher l'essentiel : l'armée sud-africaine est, aujourd'hui plus encore que sous le régime de l'apartheid, subordonnée à la politique américaine qui compte faire de l'Afrique du Sud son gendarme en Afrique noire...

Quatre thèses formulées par ce Colloque de la Société Civile montrent que les défenseurs de l'ancien ordre néocolonial ont lourdement pesé sur ses travaux.

Prenant la défense des politiciens qui ont pourri la « sortie de la dictature » de 1990 à 1997, la Commission sur la Transition Démocratique affirme : *« La plupart des problèmes proviennent de l'état piteux dans lequel le régime dictatorial a laissé le pays et de la prise du pouvoir par la force par l'AFDL »*.[26] Mais sans la lutte armée menée par Laurent-Désiré Kabila et ses hommes, ni Mobutu, ni les mobutistes, ni le mobutisme n'auraient été chassé du pouvoir. Comme ce fait est largement reconnu par le peuple, les défenseurs de l'ordre ancien adoptent une nouvelle tactique pour combattre les changements radicaux. Ils essaient de « confisquer » la victoire populaire obtenue par les armes. *« La guerre de libération est venue parachever un processus préexistant. »*[27] *«Toutes les forces sociales et démocratiques s'étaient pleinement investies dans la préparation de la population à cette libération.»*[28] C'est un mensonge qui ne résiste pas à l'analyse détaillée de la Transition, comme nous le verrons dans le chapitre suivant. Mais les visées politiques de cette affirmation sont claires : si les politiciens magouilleurs qui ont peuplé la transition de 1990 au 17 mai 1997, ont « préparé les esprits à la guerre de libération », il est logique qu'ils revendiquent leur participation au nouveau pouvoir... qui, du coup, n'aurait plus rien de nouveau...

La Commission sur la Transition Démocratique critique *«l'exclusion du gouvernement des grandes forces politiques»*.[29] Elle recommande *« que la Société Civile prenne ses responsabilités en organisant le dialogue entre l'AFDL et les autres forces politiques »*.[30] Aux yeux des puissances impérialistes, la Société Civile est une force « neutre » qui pourra sauver les partis politiques lourdement compromis avec la dictature néocoloniale. En effet, la Synthèse générale des travaux demande *« la participation des autres partis politiques à la gestion de la chose publique »*.[31]

Kabila savait qu'une rupture radicale était impossible en maintenant le personnel politique néocolonial qui a causé le désastre zaïrois. Kabila a demandé deux ans, un minimum absolu, pour remettre un peu d'ordre dans le pays et pour permettre au peuple de juger les hommes politiques de l'ancien et du nouveau régime lors des élections. Depuis le début de la lutte de l'AFDL, toute la stratégie américaine était axée sur l'imposition d'un gouvernement de coalition entre nationalistes, mobutistes et anciens mobutistes qui se font passer pour des «opposants». La Société Civile embrasse cette stratégie américaine, un mois seulement après la libération.

La Synthèse générale recommande la Constitution de Luluabourg de 1964 et l'Acte Constitutionnel élaboré par le Haut Conseil de la République-Parlement de Transition, HCR-PT, comme sources d'inspiration pour la nouvelle constitution.[32] Or, la Constitution de Luluabourg a permis à Adoula et Tshombe d'imposer au cours des années 1964-1965, en toute «légalité constitutionnelle», l'Etat d'exception dans presque tout le pays et d'organiser, avec l'aide des mercenaires et des armées belge et américaine, une terreur sanglante contre les populations nationalistes. Plus de 400.000 jeunes nationalistes ont laissé leur vie sur l'autel de la Constitution de Luluabourg... La Constitution du HCR-PT est issue du compromis entre les «faux opposants» qui ont dominé la CNS et les fidèles de Mobutu des Forces du Conclave. La Synthèse de la Commission sur la Transition Démocratique va jusqu'à affirmer que les textes constitutionnels de la transition, réalisés sous l'autorité suprême de Mobutu, sont *«la source même de la légitimité du pouvoir»*.[33]

Finalement, le texte sur «Le suivi du Colloque» prévoit *«des actions en direction des gouvernements qui semblent parrainer les autorités actuelles»*, et notamment des USA, de l'Afrique du Sud et de l'Ouganda. *«Ces gouvernements doivent arriver à exiger des autorités actuelles le respect des règles de bonne gouvernance.»*[34]

Pour les dirigeants qui veulent affranchir leur pays de la domination économique et politique étrangère, les «règles de bonne gouvernance» ne sont certainement pas les mêmes que celles qui permettent à l'Occident de maintenir sa domination sur ce pays... En demandant aux Etats-Unis d'imposer à Kabila leurs «règles de bonne gouvernance», la Société Civile se présente comme une force néocoloniale loyale...

J'ai suivi tous ces événements à partir de Bruxelles, impatient de pouvoir enfin fouler le sol d'un pays sur lequel j'ai beaucoup écrit. Nous ne savions pas quelle était la situation sur le terrain et mon ami Tony Busselen s'y est rendu en éclaireur. Dans des circonstances extrêmement difficiles, il a abattu un travail énorme à Kinshasa et il me ramena un mot du commandant Munene, le cousin de Pierre Mulele, me sommant de venir rapidement. C'est ainsi que le jeudi 26 juin 1997, j'ai pour la première fois dans ma vie pris l'avion pour Kinshasa.

Sous Mobutu, je ne pouvais pas entrer dans l'ancien Congo belge. Pour écrire le livre *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba*, je me suis rendu à Braz-

zaville pour y interroger des partisans de Mulele. En juillet 1985, j'étais à Brazzaville pour présenter aux anciens maquisards du Kwilu et aux autorités du Parti du Travail du Congo le livre qui venait de sortir. Le 2 août, je sortais du Palais des Congrès où j'avais eu une discussion avec Camille Bongou, alors secrétaire général près du Président du PTC. Un agent est venu me chercher pour une «formalité» et il me conduisit... au bâtiment central de la Sécurité. On m'y a mis dans un coin en attendant d'être expulsé du Congo. Personne ne m'en donna la raison. Vers 16h30, le colonel Ngolondele, chef de la Sécurité, qui passait par là, a été annoncé par un long cri terrifiant qui fit sursauter tous les agents au garde-à-vous. Le colonel m'a reconnu et dit aux agents: «*Mais qu'est-ce qu'il fait ici ? Ce n'est pas responsable. Il peut retourner chez lui et vous allez le chercher à 20h00 pour le conduire à Maya Maya. Vous le mettrez dans le salon d'honneur...*». Des amis m'ont dit que Mokolo wa Pombo, chef des Services de sécurité de Mobutu, était à Brazza du 27 au 31 juillet. Ceci expliquant cela. Ce soir-là, j'ai été expulsé via le Salon d'Honneur de l'aéroport... Abo m'accompagnait et nous voulions entrer dans le Salon. Un militaire vigilant regarda les pieds d'Abo: «*Madame, il est interdit d'entrer au Salon d'Honneur avec des sandales!*» Et Abo est partie...

Le vendredi 27 juin 1997, je me trouve donc pour la toute première fois sur le territoire congolais. Juliana Lumumba, la vice-ministre de la Culture, m'avait téléphoné quelques jours auparavant pour me demander d'apporter une série de diapositives sur l'indépendance du Congo que j'avais réalisé il y a une quinzaine d'années. Elle me dit: «*Aujourd'hui, elles pourront servir.*» En effet, la plupart des Congolais qui ont grandi sous Mobutu, ne connaissent pas les luttes populaires qui ont permis d'arracher l'indépendance. Ils n'ont jamais vu une photo de Mpolo, Okito, Mbuyu, Nzuzi, Elengesa, Muzungu, Tchimanga, Mulele, Mukwidi, Mitudidi et d'autres nationalistes révolutionnaires des années soixante. Beaucoup ne savent même pas reconnaître le visage de Patrice Lumumba...

Nous avons travaillé avec acharnement une journée et une nuit pour mettre les images et commentaires sur vidéo.

Juliana devait m'attendre à l'aéroport. Mais elle n'y est pas et je me vois confisquer par les «services compétents» mes cassettes pour vérification de leur contenu. Je sors de l'aéroport avec une réelle inquiétude. Je passe avec mes valises devant un homme en uniforme posté à la porte de sortie. Ce dernier me gronde: «*Comment, Ludo, tu ne me reconnais plus ?*» Il y avait de quoi. Arsène Loangi, une vieille connaissance de la diaspora congolaise à Bruxelles, est méconnaissable sous son grand képi de commandant de police ! Il propose de me conduire dans sa Mercedes noire.

Après vingt minutes de route, nous devons nous arrêter devant des policiers et des groupes de jeunes courant sur le Boulevard Lumumba dans tous les sens. Nous nous trouvons à Limete. Impossible de continuer sur le Boulevard Lumumba. La Mercedes s'engage sur un chemin de terre bordé de maisons. Entre les voitures court une foule dense, elle aussi détournée ou chassée par la police. Brusquement, le moteur

s'arrête. Plus d'essence! Nous poussons la grosse bagnole. Heureusement, le propriétaire d'une grande villa ouvre sa porte pour nous permettre d'entrer la voiture dans la cour intérieure.

Notre hôte, le major Bofende, a suivi l'école militaire à Bruxelles. Il a terminé ses études en 1972 et a été mis en «retraite anticipée» dès le début des années quatre-vingt, après l'exécution du major Kalume, accusé de complot. Tous les officiers originaires du Bandundu ont été écartés. Le major Bofende explique: *« Ceux qui étaient compétents ont été chassés. Seules les créatures politiques de Mobutu ont reçu des responsabilités et des promotions. Elles ont ruiné l'armée et le pays ».*

Tout à coup, nous entendons à une certaine distance le bruit de fusillades nourries, puis, devant la porte de la parcelle, des cris et les pas d'une masse en fuite. Les coups de fusils se rapprochent. A travers un trou dans le mur, nous voyons un véhicule de l'armée s'arrêter juste devant la maison. Sept jeunes gens arrêtés sont assis dans la benne. Arsène Loangi sort demander un peu d'essence aux militaires. Mais eux-mêmes sont quasiment à sec. Arsène rentre bredouille et au bout de dix minutes, le calme revient, les militaires ont disparu.

Cinq minutes plus tard, la villa de notre hôte est assiégée par une foule de 200 jeunes, battant des poings sur la porte métallique, hurlant des menaces: *« Il y a ici un militaire de l'Alliance, nous sommes venus le chercher ».* En sortant pour parler aux militaires, Arsène était vêtu d'un T-shirt militaire...

Arsène craint de se faire lyncher. Il tente d'appeler la police via son téléphone cellulaire. Mais les piles sont plates ! Son visage transpire d'angoisse. Je sors une chemise rose de ma valise pour qu'Arsène se débarrasse de son aspect militaire. Entretemps, le major Bofende et toute sa famille sont sortis de la parcelle et tentent d'apaiser les jeunes excités. Une fille du major nous explique que des partisans de Tshisekedi, dont la maison se trouve un peu plus loin, ont complètement démoli la station à essence et incendié un camion et deux voitures. L'armée est intervenue afin de disperser l'émeute. Un peu plus tard, et après maintes palabres devant la porte, nos assaillants se retirent vers les quartiers pauvres, juste derrière le coin. En reprenant la route vers le centre ville, je vois deux carcasses de voitures fumantes...

C'était une arrivée bien mouvementée au Congo. Arsène me dit: *« Si nous laissons faire ces partis de la Transition, en un minimum de temps nous aurons l'anarchie la plus totale avec des fusillades un peu partout. Les mobutistes cachent encore beaucoup d'armes. »* Arsène m'apprend qu'il y a une semaine, le 20 juin, des centaines de personnes parties de Masina ont organisé une manifestation devant la maison de Tshisekedi. Le journal *Salongo* s'est félicité que ces «combattants» qui bravent l'interdiction de manifester, *«fragilisent la crédibilité et l'efficacité de l'autorité».*[35]

L'émeute dans laquelle nous avons été pris, est le résultat des événements d'hier, jeudi 26 juin 1997. A l'université, Tshisekedi a fait un discours devant quelques milliers d'étudiants, malgré la suspension des activités politiques. Le soir, des militaires sont allés l'appréhender à son domicile. Sur quoi ses partisans ont incendié trois voitures et un bus. Tshisekedi a pu rentrer chez lui peu avant minuit. Mais ce matin,

lorsque nous avons traversé le quartier, le climat était toujours tendu : trois camions et deux voitures ont été détruits par le feu.[36]

Dimanche 29 juin 1997. Etrange rencontre avec le général Faustin Munene. Je ne l'avais jamais vu, même pas en photo. Et pourtant, nous sommes tombés dans les bras l'un de l'autre comme des frères après de longues années de séparation. Nous avons un point de repère commun qui se situe en 1968.

Le 15 mars de cette année-là, à Louvain, le Mouvement Syndical Estudiantin organise une conférence sur la révolution congolaise. Nous avons alors un « Groupe de Travail Congo » doublement mixte : Congolais et Belges, mais surtout, parce qu'excessivement rare à l'époque : Flamands et Wallons... L'orateur est Arnold Hauwaert, à peine revenu du Congo. C'est la première fois que nous avons entendu évoquer l'histoire du maquis de l'Ouest, dirigé par Pierre Mulele... Hauwaert dit aussi quelques mots sur le maquis de l'Est, dirigé par Kabila qui a eu l'honneur d'accueillir Che Guevara.

Presque dix ans plus tard, en 1979, nous avons invité Laurent Kabila, le président du Parti de la Révolution Populaire, au congrès de fondation du Parti du Travail de Belgique. Nous avons discuté des différentes formes d'aide que nous pourrions apporter aux combattants congolais. Kabila estimait que l'aide idéologique et politique était la plus importante. Et c'est ainsi que j'ai commencé à travailler sur l'histoire du maquis de l'Ouest, dirigé par Pierre Mulele, le maquis le plus homogène où le commandant en chef était resté cinq ans avec la population. En 1985, le livre *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba* est sorti de l'imprimerie.

Pour le jeune Faustin Munene, tout a commencé également en 1968. Il avait 17 ans à l'époque. Le 2 octobre, il a été enfermé au Camp Kokolo à Kinshasa en compagnie de son oncle Pierre Mulele et d'une vingtaine d'autres personnes. Mulele a pu encore échanger quelques mots avec son neveu, qu'il considérait comme son propre fils : *« Ils vont m'assassiner, mais si tu poursuis ma lutte, je mourrais la conscience en paix. »* A minuit, des prisonniers ont entendu Mulele hurler pour que tous l'entendent : *« Ils sont venus me prendre, ils vont me tuer! »* Cette nuit-là, Mulele, vivant, a été taillé en morceaux à la machette... Faustin Munene est resté incarcéré pendant neuf mois et c'est alors qu'il prit la décision de poursuivre la révolution commencée par son oncle...

Lorsque ce dimanche 29 juin 1997, je rencontre le général Faustin Munene dans son logement de l'Avenue Lukusa à Kinshasa, il me confie : *«Les derniers mots de Pierre me sont toujours restés dans la tête, je leur ai consacré mon existence. Mais c'est dans ton livre que j'ai appris à bien connaître le message politique de Pierre Mulele. Il y a une dizaine d'années, j'ai pu mettre la main dessus en Angola. »*

Au moment de notre première rencontre, Faustin Munene était vice-ministre de l'Intérieur chargé du maintien de l'ordre. Il me dit préparer la mise sur pieds d'une Police d'Intervention Rapide. Il y avait urgence...

Trois jours plus tard, je bois une bière sur une terrasse à Kintambo Magasin en compagnie de deux amis. Brusquement, des détonations éclatent à proximité. Des coups

secs se succèdent puis se transforment en fusillades. Quelqu'un dit, imperturbable: «*C'est vraiment tout près*». Je demande à mes amis: «*Vous étiez tout aussi calmes, quand ça tirait du temps de Mobutu?*» «*Ah non, alors, nous avions vraiment peur. Une troupe de soldats pouvait faire irruption dans ton quartier. Dans ce cas, ils tiraient d'abord en l'air comme des fous, puis pillaient les maisons. Si quelqu'un ne les laissait pas entrer, il risquait de se faire abattre...*»

Partout on entend la même chose: les gens sont contents de Kabila parce qu'il a mis fin à l'arbitraire militaire omniprésent. J'ai pris l'habitude d'interroger le chauffeur chaque fois que je prends un taxi. Les conducteurs de taxi sont d'excellents informateurs: ils peuvent être professeur d'université, ancien militaire, fonctionnaire, enseignant... Ici, l'Etat ne paie pas ses fonctionnaires. Un chauffeur m'a dit: «*Du temps de Mobutu, c'était un métier dangereux, surtout la nuit. Deux fois j'ai été arrêté par des militaires qui m'ont pris tout l'argent que je venais de gagner, mais aussi ma chemise, mon pantalon et mes chaussures!*» Un autre: «*Quand tu avais une affaire en justice et tu n'avais pas d'argent, c'était perdu d'avance. Avec Kabila, si tu as raison, la justice te donnera raison. Maintenant, on montre à la télévision des bandits qui ont fait des attaques à main armée, qui ont fabriqué de faux dollars. Nous n'avons jamais vu ça sous Mobutu.*» Un informaticien qui tourne aussi en taxi raconte sa petite histoire: «*Un jour, je sortais d'un magasin où je venais d'acheter une petite radio. Un militaire m'avait observé de l'autre côté de la rue. Il m'a ordonné de lui remettre la radio et est parti avec...*» Un étudiant: «*Maintenant, on peut se balader calmement avec un sac en plastique à la main. Avant, si tu tombais sur un soldat, il te demandait de l'ouvrir et il se servait...*»

M'bi Tumu dirige une entreprise de matériaux de construction qui emploie plus de cinquante personnes. Il vient de la même région que Mulele et veut absolument lire *Abo, une femme du Congo,* sur la vie de la compagne de Mulele. Il peut payer les vingt dollars. Il m'emmène à son bureau, un bâtiment de trois étages. Sous Mobutu, il a été professeur, mais est devenu gendarme: ça payait mieux. Ensuite, il a pris du service dans l'armée. Après l'exécution de Kalume, il a été limogé comme tous les militaires du Bandundu. Pour survivre, il allait acheter de la «chikwangue» – préparation spéciale de manioc – au Bas-Congo pour la vendre à Kinshasa. Il a développé son commerce et au bout d'une dizaine d'années, il s'est trouvé à la tête de cette moyenne entreprise. «*C'est en travaillant durement que j'ai pu monter tout ça. Mobutu pensait qu'il n'y avait pas de vie possible en dehors de l'armée. Mais depuis plus de cinq ans, mes anciens collègues de l'armée connaissent une misère noire. Ils se sont mis à voler jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien eu à voler. En 1992, j'avais acheté une magnifique Jeep blanche: six mois de revenus. Dès le premier jour en ville, j'ai été arrêté par un groupe de soldats. Ils m'ont entouré et m'ont dit: "Allez! File-nous les clés!"... J'ai pu dire adieu à ma jeep. C'est ainsi que nous vivions, à l'époque.*»

Un jour, j'ai fait un déplacement avec la voiture d'un ami et j'ai entamé une conversation avec le chauffeur. Il a étudié à l'Institut Supérieur de Techniques Appliquées. Sans travail, l'année passée il s'est rendu en Angola, creuser des diamants. Ils

étaient quatre «frères en Jésus Christ» et le pasteur dirigeait le petit groupe. Il y a beaucoup de diamants dans le lit des rivières. Il fallait plonger à 20 mètres de profondeur. Il y avait souvent des morts parce que le matériel était déficient et les tuyaux arrachés ou bloqués. Des Congolais étaient aussi tués par des hommes de l'UNITA qui volaient leurs pierres précieuses. Les quatre croyants avaient trouvé quelques belles pièces. Pour ne pas devoir payer d'impôts à la frontière, ils ont enveloppé les diamants dans une sorte de plastique qu'ils ont chauffé avec une chandelle. Ils ont avalé les pierres précieuses avec du fufu, une préparation à base de manioc. Le chauffeur en avait avalé trois, ses amis cinq. Ils avaient réalisé une moisson de 145.000 dollars. Mais au retour à Kinshasa, le «chef en Jésus Christ» a tout volé. Il n'a rien laissé à ses disciples. Ces derniers sont allés en justice, mais le chef avait assez d'argent pour corrompre les fonctionnaires. Cette histoire de misère, de mort et de magouilles eut quand-même une fin positive: justice a été faite au pasteur-voleur. Et de quelle façon ! Le général Baramoto a eu vent de ces 145.000 dollars. Il a convoqué le pasteur-voleur et lui a confisqué tous ses avoirs...

Ainsi, les «Zaïrois» ont vécu de longues années sous le règne de la criminalité des chefs mobutistes et des hommes en uniforme. Eradiquer une telle tradition n'était déjà pas une mince affaire. Or, juste après la libération, la situation s'est encore compliquée...

Avant l'entrée des troupes de Kabila, les mobutistes ont ouvert les portes de toutes les prisons. Des milliers de bandits ont pris le large. La prison militaire de Ndolo qui hébergeait 250 détenus s'est vidée. A Makala, plus de 2.000 prisonniers dont quelques 500 voleurs à main armée se sont évadés. On a libéré les brigands des cachots de la gendarmerie, de la Garde civile, du SARM et de la DSP.

Des ex-FAZ ont jeté leur uniforme... mais ont jalousement gardé leurs armes et munitions. Pendant deux mois, bandits et anciens soldats menaceront gravement la sécurité des Kinois.

Des bandes d'ex-militaires et de bandits se sont formées dans les quartiers populaires. Ils y ont aménagé des caches d'armes et sortaient de leurs planques pour récupérer de la nourriture, de l'argent ou une voiture...[37]

De Yolo à Lingwala, ces groupes se cachent dans des maisons abandonnées. Des hommes armés jusqu'aux dents opèrent presque chaque nuit... A la mi-juin, la commune de Lingwala, face à la Radio Télévision Nationale Congolaise, ne connaît pas un seul jour sans attaque à main armée. Une bande de malfaiteurs bien organisée opérait hier à Kalembe-Lembe, avant hier sur l'Avenue Kabinda, et les avenues Buta, Aketi et Kabalo ont déjà été servies...[38] Pour faire une arrestation dans ces repaires de malfaiteurs, il faut tout un peloton bien armé... Après l'arrivée de l'AFDL, les unités spécialisées dans la lutte contre le banditisme, le B2 (l'Etat-Major de la gendarmerie nationale) et la BSRS (la Brigade Spéciale de Recherche et de Surveillance) ont été dissoutes, les spécialistes de ces services réduits au chômage. Il n'y avait même plus une structure provisoire pour s'attaquer au grand banditisme.[39]

Depuis les grandes messes de la CNS, le peuple avait perdu toute confiance dans l'Etat néocolonial. Il avait appris que face aux dangers, il ne peut compter que sur ses propres forces. Des brigands arrêtés par la population sont interrogés, molestés et puis brûlés. *« Des tribunaux populaires constitués par des jeunes des quartiers, ont prononcé plusieurs condamnations à mort et exécuté publiquement et sommairement des bandits à main armée. Chaque matin, on trouvait dans les rues de Kinshasa des cadavres de malfaiteurs calcinés. A côté des corps, des biens volés qui servaient de pièces à conviction. »*[40]

Le 20 mai 1997, deux proches de l'ancien dictateur, les généraux Elesse et Amela Lokima Bahati, sont sortis de leur cachette. La population s'apprête à les brûler vifs, un pneu au cou, lorsque des hommes de l'AFDL interviennent pour les sauver....[41] En juin 1997, la population des quartiers populaires de Kinshasa brûle vifs plusieurs membres de la Garde Civile et de la Division Spéciale Présidentielle. Le 16 juin, un membre détesté de la Garde Civile appelé « Apo », abréviation de « Apocalypse », connaît également le supplice du collier.[42]

Lorsque quatorze mois plus tard, des soldats Rwandais et Ougandais attaqueront Kinshasa, le peuple aura à nouveau recours au supplice du collier, l'arme ultime des situations désespérées.

Le 22 juin 1997, face à l'explosion des actes de banditisme, le général Munene annonce que tout citoyen qui dispose d'une arme sans en avoir l'autorisation, doit la remettre dans un délai de trois jours...[43] Au même moment, Munene rend opérationnelle la première unité motorisée de la Police d'Intervention Rapide...[44]

Mais pendant quelques semaines, les agressions mortelles continuent. Les journaux mentionnent 32 morts dans la seule nuit de dimanche à lundi, du 6 au 7 juillet. Les sources officielles déclarent que 13 personnes ont été assassinées. *« L'ex-Division Spéciale Présidentielle n'a pas encore dit son dernier mot »*, écrit *Le Palmarès.* L'UDPS joue à fond la carte de l'intoxication et du racisme pour déstabiliser le pouvoir: *« Un Tutsi de l'AFDL a été tué à Matete par la population. En représailles, un groupe de soldats de l'AFDL a tué treize personnes. »*[45] Au sein de l'Alliance, des voix s'élèvent en faveur d'une intervention radicale contre les unités armées clandestines de mobutistes, *« sinon, nous risquons sous peu d'assister ici à des massacres organisés, comme au Liberia ou à Brazzaville ».*

La maison où je loge, donne sur un large chemin. De chaque côté, deux rangées de femmes et de jeunes gens vendent de menues bricoles. Des milliers de personnes passent devant eux. De nombreuses ornières défoncent ce chemin en terre. Beaucoup de camions y passent, ils sont pratiquement obligés de s'arrêter, avant de plonger en tanguant dangereusement dans l'un ou l'autre grand trou gorgé d'eau...

Kinshasa est en ruines, comme si la ville avait subi de lourds bombardements. On dirait que des obus ont provoqué partout de profonds cratères dans les routes asphaltées. Un soir, je prends un taxi avenue Kasavubu pour Kintambo Magasin. La dernière partie du trajet n'est qu'un enchaînement de trous géants que la nuit rend menaçants. Nous quittons une flaque d'eau de dix à quinze mètres de longueur pour plon-

ger dans la suivante. Je vois un mini-bus bloqué au milieu d'un petit étang, les passagers s'en dégageant avec peine, l'eau leur montant presque aux genoux.

Les transports à Kinshasa sont une véritable épouvante. C'est une ville immense et des centaines de milliers de personnes sillonnent les rues à pied, parfois un lourd sac sur la tête. Les gens des quartiers extérieurs, de Ndjili, Kimbanseke et Masina, doivent parfois marcher deux heures pour se rendre à leur travail ou au marché. J'ai assisté à des scènes effrayantes lorsqu'une foule compacte prenait d'assaut un des rares autobus. Parmi les personnes qui se battaient violemment pour y entrer, des femmes portant un bébé sur le dos... Souvent, je me croyais dans un véritable cimetière ambulant: des carcasses complètement dénudées passaient devant moi sans feux, sans vitres, dans un vacarme de tonneau vide. Ce sont des taxis qui demandent 40.000 zaïres (0,33 $) par course. On peut faire le même trajet en minibus pour 30.000 zaïres (0,25 $). Mais dans ce cas, une vingtaine de personnes s'entassent dans un véhicule qui ne peut normalement en transporter que quatorze.

Les papiers et l'assurance des «taxis» sont très rarement en ordre. Début juillet, le gouvernement annonce que cette façon anarchique de conduire sera interdite prochainement. Trois jours plus tard, les agents de police immobilisent avec des chaînes un nombre impressionnant de minibus. En ville, l'émeute menace. Des dizaines de milliers de personnes s'entassent le long des routes sans moyen de se rendre à leur destination. Le soir, à la télé, le ministre annonce que le contrôle ne commencera que dans un mois...

Certains bâtiments ont le même aspect que ceux de Kigali en 1994, directement après la guerre et le génocide. Dans les quartiers populaires, des tas d'ordures d'un demi mètre occupent le mitant des rues. Partout, des carcasses de voitures jonchent les rues, comme en Irak après les bombardements américains.

30 juin 1997, 03h10, il fait nuit noire. Je me réveille en sursaut au bruit inquiétant de longues salves de mitrailleuses. L'Alliance m'héberge au Centre Catholique Nganda, dans le quartier Ma Campagne. Je m'y trouve en compagnie d'une soixantaine de Congolais revenus d'Europe pour apporter leur soutien à Kabila. L'allée d'accès est bordée de part et d'autre d'une double rangée de palmiers. C'est exactement ainsi que je me représentais un cloître congolais d'après les livres coloniaux. Nous logeons dans de petites cellules monacales donnant sur une cour intérieure.

Les fusillades persistent et semblent se rapprocher. Je saute du lit, enfile mes vêtements et je sors de la petite cour vers le large espace au milieu du Centre Nganda. Parfois, des détonations sèches se succèdent lentement, sporadiquement. Puis, j'entend les bégaiements des mitrailleuses, et de temps à autre, des tirs provenant de deux directions différentes. Je consulte ma montre: jamais plus de sept secondes sans détonation. Tout à coup, j'entends tirer des balles tout près et on dirait qu'un groupe de militaires est arrivé devant l'entrée du Centre Nganda. J'aperçois haut dans le ciel des fusées rouges incendiaires. A l'horizon s'élève une autre série de fusées. Au Centre Nganda même, éclairé par des néons, plane un calme étrange. Je suis seul,

personne d'autre n'a quitté sa chambre. Et je me retrouve sous un palmier à écouter le rythme bizarre du crépitement des détonations, qui semble à nouveau s'être éloigné. Le vent amène l'odeur de la poudre des balles dans ma direction, douce et pénétrante. Brusquement, un ouvrier en bleu de travail se dresse à mes côtés. Je lui demande: «*Cette fusillade, peut-elle venir de Brazzaville*»? «*Non*», répond-il, «*c'est la direction du camp Tshatshi.* »

A 04h00 pile, tout s'arrête.

Le lendemain, des amis me racontent comment ils ont vécu une heure d'angoisse extrême dans leur lit. La télé diffuse en permanence un message officiel: «*La population ne doit se faire aucun souci à propos des fusillades qu'on a pu entendre cette nuit. C'est la manière qu'ont choisie nos soldats pour célébrer l'anniversaire de l'indépendance.*» Les journaux prétendent qu'une mutinerie a été écrasée cette nuit au camp Tshatshi...

Pour la première fois depuis de nombreuses années, le 30 juin, jour de l'indépendance, est de nouveau célébré. Mobutu avait supprimé la fête nationale congolaise, pour célébrer le 24 novembre, l'anniversaire de son coup d'Etat de 1965. Lorsque la cérémonie débute à midi, le stade des Martyrs est aux deux tiers vide. A trois heures, plus de la moitié du stade est plein. Les Présidents Rawlings du Ghana, Lissouba du Congo-Brazzaville, Patasse de la République Centrafricaine, Abdelaziz Mohamed de la Republique Arabe Sarahoui Démocratique, Ciluba de la Zambie et Sam Nujoma de la Namibie siègent à la tribune d'honneur. Etrangement, le seul a être ovationné est Lissouba. Il avait pourtant fermement soutenu Mobutu les derniers mois de son règne. Mais dans la guerre civile qui vient d'être déclenchée à Brazza, les Kinois estiment que Sassou Nguesso a les faveurs des anciens de la DSP en exil et de la France.

Dans son discours, Kabila déclare que la reconstruction de son pays en ruines doit surtout profiter aux paysans et aux petites gens. Le gouvernement définira les priorités et y consacrera ses modestes moyens. La politique économique du Congo ne sera plus dictée par des instances étrangères, comme c'était le cas sous l'ancien régime. Les investissements étrangers sont les bienvenus pour autant qu'ils coïncident avec l'intérêt national congolais. S'adressant au peuple, il dit: «*Aidez-nous à reconstruire le pays après avoir chassé le dictateur. Nous allons reconstruire le pays sans attendre les grands financiers du Nord et les institutions internationales. L'Etat sera à votre côté. Le pays est très riche et cette richesse doit servir au développement pour tous. Allons du rêve à la réalité. C'est la deuxième indépendance.* » «*Nous rappelons aux nations riches du Nord que leur prospérité et leur bien-être provient en grande partie de leur héritage colonial. Nous invitons tous les signataires du Traité de Berlin à apporter leur contribution à la renaissance et la reconstruction africaine.* »

En mai-juin 1997, Kabila doit encore trouver ses repères dans cette grande ville qu'est Kinshasa et s'habituer à une mentalité très différente de celle de l'intérieur du pays et

notamment du Kivu. A Kin, les grands « opposants » à Mobutu, ceux qui ont mystifié le peuple pendant la « Transition », ont toujours une influence sur le peuple. Kabila se sent plus à l'aise à Bukavu. La différence se ressent bien dans le discours qu'il y fit récemment. Kabila, improvisant, parla en termes clairs de questions politiques essentielles. Il lui faudra un peu de temps pour parler avec la même assurance et simplicité aux Kinois.

A Bukavu, le 15 juin, Kabila a fait comprendre à la population trois vérités.

La première : Sans la lutte armée, il n'y aurait pas eu de liberté pour le peuple.

La seconde : Les Américains ont voulu que le Gouvernement de Salut Public leur obéisse et qu'il accepte d'y placer leurs agents.

La dernière : Ils exercent des pressions et traitent le Gouvernement de « dictatorial », mais nous reconstruirons le pays pour aller rapidement aux élections.

« J'ai demandé à beaucoup de jeunes gens de s'enrôler dans l'armée. Nous leur avons appris nos objectifs politiques, les rudiments militaires comme le tir. Et nous leur avons dit que les mobutistes sont venus vous gouverner parce que vous aviez peur de prendre les armes. Le règne de Mobutu est tout à fait déraciné et mis hors d'état de nuire. Si les gens refusent l'esclavage, ils sont déterminés à chasser le maître des esclaves. La victoire de l'AFDL, c'est la victoire de tout le peuple. Parce que sans vous, il n'y aurait pas eu de victoire. »

« C'est une victoire qui étonne tous les pays, même les grandes puissances. Nous avons vaincu Mobutu, et voilà pourquoi ils ont transformé leur étonnement en une grande haine. Eux croyaient que nous allions nous mettre à genoux pour mendier les Américains. Vous avez entendu leur pression sur nous : placez telle ou telle personne. Si vous ne mettez pas ces gens-là, alors il n'y a pas de démocratie. Malgré les pressions de ces ambassadeurs qui nous enjoignaient de composer avec Kamanda, Tshisekedi, Kengo, nous avons formé un gouvernement tel que nous l'entendions. Ces gens-là sont arrivés à nous dire que si nous ne composons pas avec les Mobutistes, notre gouvernement ne sera pas reconnu. Je leur ai dit : c'est de la blague ou quoi ? Ces gens que vous avez entretenu, qui ont appauvri ce peuple et pillé le pays ? Nous avons répliqué que notre préoccupation, c'est la population et c'est elle seule qui nous reconnaîtra. »

« D'autres pressions continuent : il faut organiser tout de suite les élections. Mais pourquoi vous n'avez jamais exigé aux autres la tenue des élections pendant les 7 années de transition ? Nous sommes arrivés le 17 mai et le 20, vous nous demandez déjà d'organiser les élections. Sans routes, sans ponts, avec les caisses vides. Et on me qualifie de dictateur. Ils sont habitués à injurier : Kabila dictateur, nous sommes gouvernés par des étrangers. Je me suis dit : ils ont été éduqués à mentir, à s'injurier, à ne rien faire sauf le désordre. Après la guerre militaire et la reconstruction, ce sont les élections qui nous attendent. Nous irons tous aux élections, ceux de l'AFDL comme ceux des autres partis. Mais pendant la période de transition, nous ne voulons pas de désordre. »[46]

Au mois de juillet 1997, je retrouve à Kinshasa plusieurs militants congolais que j'ai connu comme réfugiés politiques à Brazzaville.

J'ai rencontré Albert Muke à Brazza en 1983 chez son père, Félix Mukulubundu, ancien compagnon de lutte de Mulele. Albert ne comprend pas l'Alliance. *« Ils ne foutent rien »*, dit-il. *« Des tas de jeunes veulent faire quelque chose, mais l'Alliance les ignore. Les mobutistes ont pris le maquis, ils ont des armes et de l'argent. Dans le quartier de Yolo-Sud, je peux te montrer des maisons de prostituées où dorment pendant la journée d'anciens militaires. La nuit, ils commettent des attentats terroristes et des pillages. Une firme privée de surveillance, USD Sécurité, sert de couverture à de nombreux militaires de la DSP. L'Alliance ne peut survivre que si elle mobilise le peuple. Nous qui connaissons le terrain à Kinshasa sommes à même d'identifier les membres de la DSP et des Services secrets de Mobutu. Mais les gens de l'Alliance ne s'intéressent pas à nous. Est-ce qu'ils sont inconscients ? »*

Un jour en 1984, Antoine Katassa, ami de jeunesse de Pierre Mulele, m'avait emmené chez sa sœur Thérèse, femme élancée d'une quarantaine d'années. Quand je la revois à Kinshasa, treize années plus tard, elle me dira comment elle est devenue, entre temps, une célébrité kinoise...

Thérèse était rentrée à Kinshasa en 1985 pour y implanter le PALU, le parti de Gizenga. Elle me dit: *« J'ai assisté à la Conférence Nationale, c'était en 1991. Je suis arrivée, j'ai vu tout ce monde et je me suis dit que c'était falsifié dès le départ, que rien de sérieux ne pouvait en sortir. C'était une comédie de politiciens qui avaient toujours mangé des mains de Mobutu. Moi, j'étais rentrée à Kinshasa pour lutter. Le 23 juillet 1987, j'avais organisé la première manifestation contre Mobutu sur le Boulevard du 30 juin. Nous étions quatre femmes. Le régime de Mobutu avait peur de quatre femmes qui osaient braver ses lois. Il nous a mis en prison. Mais toute la ville a parlé de ces quatre femmes courageuses qui avaient osé défier la tyrannie. Le 19 avril 1988 nous avons remis cela, mais à dix. Ma mère a osé nous rejoindre. Ma fille Marie-Claire aussi, portant son bébé de deux semaines. Nous nous sommes tous retrouvés en prison, même le bébé et un autre de mes petit-fils de deux ans. En prison, les gardiens disaient: "Chez ces gens, même les bébés sont révolutionnaires". C'est de cette façon que j'ai implanté le Parti Lumumbiste Unifié à Kinshasa. Ce n'est qu'avec le temps que j'ai découvert que les politiciens ne cherchaient pas le fond mais l'accessoire. Je croyais que Gizenga était l'héritier de Lumumba, mais j'ai découvert qu'il ne faisait rien, il restait à la maison coupé du monde. L'obscurantisme et le mysticisme sont de graves problèmes chez nous. Nous n'avons pas de bons leaders mais des aveugles et des aliénés qui sont convaincus qu'eux seuls savent tout... Si quelqu'un est un héritier de Lumumba, on doit le voir à sa pratique, s'il va vers la masse pour la donner des explications, pour la mobiliser et l'organiser. Kabila aura la tâche très dure, nous devons l'aider. Nous voyons des mamans commerçantes qui, il y a quelques mois, étaient mobutistes de choc, mais qui portent maintenant des pagnes avec l'effigie de Kabila. Les inconditionnels de Mobutu, les "Bana Kin" et les "Mamans Musiki 100 kilo" tournent maintenant autour de l'AFDL. Mobutu a laissé des groupes avec de l'argent pour qu'ils entrent chez Kabila. Ces gens commencent à flatter Kabila et cela donne une très mauvaise image*

parce que la masse les connaît comme des MPR. Ils font tout pour bloquer ceux qui peuvent apporter la vraie politique nationaliste à la masse. »[47]

Ainsi, dès les premiers mois du nouveau pouvoir, plusieurs militants nationalistes m'ont averti que les mobutistes s'efforcent d'infiltrer l'Alliance, souvent avec succès. Dans l'avion vers Kinshasa, j'avais déjà rencontré Muteba, opposant bien connu en France et à Bruxelles. *« J'ai suivi la prestation de serment de Kabila à la télé»,* me dit-il. «*Quelle n'a pas été ma stupéfaction de voir, à deux pas de Kabila, le militaire qui m'a torturé en prison ! »*

Dans les semaines qui ont suivi la libération, des bureaux de l'AFDL ont été ouverts dans beaucoup de quartiers de Kinshasa. Les gens viennent s'y inscrire. Mais les initiateurs sont des inconnus au niveau des organes dirigeants ! Souvent ce sont d'anciens mobutistes qui se recyclent...[48]

Un soir de juillet 1997, je sors en voiture de la cité de la Voix du Peuple. Un Européen se dirige vers nous. *« Un ami belge »*, dit le chauffeur, *« il a installé l'émetteur de télévision à Kikwit»*. L'homme vient de vivre une aventure étrange et pénible. Deux jours plus tôt, il a été arrêté par trois militaires de l'Alliance. Ils l'ont accusé d'être entré en possession d'une Porsche ayant appartenu à un fils de Mobutu. Ils exigeaient 20.000 dollars en échange de sa libération. Dix heures plus tard, la rançon était descendue à 10.000 dollars. Après trente heures sans boire ni manger, le Belge a recouvré sa liberté contre paiement de 2.500 dollars. *« N'y a-t-il donc rien de changé? »* s'exclame-t-il. Mes amis lui conseillent de porter plainte. *« Attends d'abord la fin de l'histoire »*, dit la victime. *« Ce matin, je suis de nouveau tombé sur ces trois soldats à l'Hôtel Intercontinental. Et savez-vous qui était leur chef? Kibinda! »* Vive animation dans la voiture. Un ami de la diaspora parisienne intervient: *« Kibinda! Encore un mobutiste infiltré! Kibinda se faisait passer pour un lumumbiste dans l'opposition zaïroise à Paris et à Bruxelles. Il a été démasqué. Mais aujourd'hui, il est devenu un personnage important des nouveaux Services de sécurité... »* Le mot de la fin revient au chauffeur: *« Il est grand temps de faire le nettoyage, sinon on aura bientôt un trou dans le crâne. »*

L'Hôtel Intercontinental a été un haut lieu de reconversions spectaculaires. Un jour, j'y ai entendu un monsieur parler de façon très éloquente du maquis de Pierre Mulele. Intrigué, j'ai demandé à des amis s'ils connaissaient l'homme. L'un me répondit: «*C'est un professeur de l'Université Protestante. Fin 1996, il a appelé ses étudiants à s'engager dans l'armée pour aller combattre les rebelles de Kabila à l'Est...»*

Lambert Mende passait au cours des années quatre-vingt pour un mobutiste infiltré dans les milieux lumumbistes à Bruxelles. En 1991, c'est lui qui annonça au nom de Mobutu la convocation d'une Conférence Nationale. Un jour, je suis entré dans l'ascenseur de l'Intercontinental et me suis retrouvé nez à nez avec Mende. Nous avons monté six étages sans dire un mot. Plus tard, j'apprenais qu'il fréquentait à nouveau assidûment le milieu de Juliana Lumumba afin de rappeler à tous son passé « lumumbiste »... N'ayant pas réussi son entrée chez les kabilistes, il s'engagera en 1998 dans la rébellion pro-américaine...

Un dirigeant de l'Alliance, observant le ballet surréaliste des anciens mobutistes détaillant leur passé nationaliste et leur professionnalisme, dit: *« Tous ceux-là ont mangé hier et avant-hier. Ils veulent encore manger aujourd'hui et demain sans avoir digéré. Qu'allons-nous faire de tous ces gens ? »*[49]

A Kinshasa, il est impossible d'oublier la guerre de Brazzaville, de l'autre côté du fleuve Congo. Chaque jour, une série d'explosions lourdes secouent l'espace. En face, deux milices rivales s'affrontent à l'artillerie lourde. On imagine la boucherie parmi la population civile. Tout le monde à Kinshasa a des parents et des amis sur l'autre rive. Mais les liaisons téléphoniques sont interrompues depuis début juin. Impossible de savoir quels quartiers de Brazza sont frappés par les bombes. La précision est en tout cas absente : trois obus au moins sont tombés sur Kinshasa, dont un à proximité de la résidence de Kabila. S'agit-il d'erreurs, de provocations ou de préparatifs à la guerre contre Kinshasa ?

Brazzaville est la meilleure réfutation du mensonge de la « démocratie » importée en Afrique grâce à la chute du mur de Berlin. Au début des années quatre-vingt, on pouvait ne pas prendre la rhétorique marxiste-léniniste officielle du Congo-Brazza très au sérieux. Mais au moins la population connaissait la tranquillité et la vie n'était pas trop difficile. Un soir de juillet 1983, j'ai traversé à pied le quartier Bakongo à Brazza. Une patrouille d'une dizaine de militaires m'a emmené au poste pour vérification d'identité. Dans les rues, les portes se sont ouvertes et les gens commençaient à insulter à haute voix les militaires. Arrivé au poste, le commandant me dit simplement de partir... Personne ne craignait l'armée, personne ne s'imaginait que l'armée pouvait terroriser la population...

En juillet 1997, à Kinshasa, le peuple croit que l'armée française, après sa dernière « intervention humanitaire » – l'évacuation des ressortissants français de Kinshasa en mai –, a laissé son artillerie lourde aux mains de l'ancien Président Sassou Nguesso. Le ministre Mawampanga l'a confirmé en déclarant que 2.000 éléments de la DSP avaient traversé à Brazzaville et y ont reçu du matériel français.[50] Brazza risque de devenir une base française d'où les partisans de Mobutu préparent leur retour. A plusieurs reprises, de nuit, des soldats de la DSP, venus de Brazza en pirogues, ont débarqué sur la rive côté Kinshasa. Plusieurs ont été abattus sur place. D'après les rumeurs, fin juin, 300 soldats de l'AFDL ont traversé le fleuve pour soutenir les troupes du Président Lissouba.

Théodore Kabamba a vécu les premiers mois de la libération du Congo dans son exil à Brazza. Avec Zénon Mibamba, il a accompagné Mulele, Abo et Joseph Makindua lors de leur retour forcé à Kinshasa, le 28 septembre 1968. Kabamba me raconte que presque toutes les maisons à Brazza ont été pillées, les voleurs ont pris les chaises, les fauteuils, même les portes. Il y a une seule usine qui tourne encore, celle qui produit la bière Primus. Toutes les autres usines et magasins ont été pillés. Dans les rues, il y a des cadavres que les chiens dévorent. On enterre les gens, mais pas en profondeur. Parfois on voit un pied dehors. Quand il pleut, les cadavres gonflent et la

petite couche de terre qui les couvre, disparaît. *« La communauté internationale dénigre tous les jours notre pays. Mais qu'elle s'occupe un peu de Brazza. Notre pays est agressé à partir de Brazza, c'est sur nous que des bombes tombent. Ces bombes ne tombaient pas du temps de Mobutu. »*[51]

Le 12 juillet à 11h30, j'ai rendez-vous à la radio pour une interview sur Pierre Mulele. Célestin Luboya, le journaliste, n'a pu dénicher une bande son. Je lui donne quelques dollars pour qu'il s'en procure une. Aucun studio de la *RTNC* n'est fonctionnel. Avec beaucoup d'astuces, des techniciens parviennent à remettre l'électricité dans un studio. A peine sommes nous installés, que tout s'éteint de nouveau. *« Tu sais »*, me dit Célestin, *« dans cette entreprise nous avons l'habitude de nous conduire en héros. Mais il y a des limites à tout. Je l'ai dit au directeur, si on ne nous donne pas un minimum de moyens, il vaudrait mieux fermer la boîte. »*

Le complexe, luxueux à l'origine et appelé jadis «*la Cité de la Voix du Zaïre*», a été ouvert voici vingt ans, au grand bénéfice du groupe français Thomson-CSF. Les bâtiments n'ont jamais été entretenus et ils ont été pillés à plusieurs reprises. A 14h30, Célestin parvient à mettre la main sur le seul enregistreur à bande que possède le complexe radio-télévision. L'espoir renaît. Hélas, l'appareil refuse de fonctionner. Et le technicien est absent.

Dans la petite pièce où nous sommes assis face au micro défectueux, quelqu'un allume la télé. Gros plans sur des gens en colère qui hurlent et gesticulent. La caméra montre deux jeunes cadavres allongés, avec des plaies béantes par balles. Tout près, trois militaires désappointés. Par bribes, nous apprenons ce qui s'est passé. Des soldats ont embarqué une fille, sans doute pour la violer, mais elle leur a échappé. Les militaires ont alors tiré à tort et à travers et ils ont tué deux jeunes. Les passions montent très haut dans la commune de Bandalungwa. Les semaines précédentes, toutes sortes de rumeurs circulaient sur des jeunes filles qui auraient été violées par les militaires.

La pièce où nous nous trouvons face au micro inutile, se vide en silence. Seul un homme élève la voix: *« On dit que l'armée est constituée d'étrangers. C'est la pure vérité. Bien sûr que Mobutu était un dictateur, mais son armée ne tuait pas de cette façon. Bientôt ça va éclater ici, comme à Brazzaville. »* Je me suis dit: c'est donc ainsi que les partisans de Mobutu préparent l'avenir...

C'est sur cette note que j'ai quitté le Congo: *« Du temps de Mobutu, l'armée tuait moins, du temps de Mobutu, c'était quand-même mieux»*. L'homme qui s'exprimait en ces termes, avait manifestement la nostalgie de la «transition démocratique»... Alors, je me suis rappelé les paroles de Kabila à son investiture: *« Nous n'étions pas partie prenante de la Conférence Nationale "Souveraine"! »* Et Kabila a ajouté à propos de Tshisekedi, Bo-Boliko, Kengo, Thambwe Mwamba et les autres héros de la CNS: *« Les puissances occidentales ont exigé que leurs agents soient dans le nouveau gouvernement. »* Une semaine après le renversement de la dictature, Tshisekedi disait à propos du gouvernement nationaliste qui venait d'être installé: *« Ce gouver-*

nement n'existe pas!» et dans un même élan il ajouta: *«Je suis toujours Premier ministre élu par la Conférence Nationale Souveraine»*. En juin-juillet 1997, j'ai entendu crier tous les personnages qui ont connu leur heure de gloire lors de la «Transition»: *«Il faut un gouvernement d'Union nationale»*, *«Il faut un gouvernement de transition formé dans le cadre prescrit par la CNS... »*

Apparemment, la Conférence Nationale Souveraine est restée pour certains la solution miracle à tous les problèmes du Zaïre, le sommet jamais égalé de la démocratie, le meilleur produit du génie zaïrois. Il faudra donc jeter un coup d'œil sur l'histoire de cette fameuse Conférence.

Chapitre 2

La Conférence Nationale et «Souveraine»[1], ou la démocratie sous forme de multi-mobutisme

Qui a oublié cette scène extraordinaire apparue sur nos écrans le 24 avril 1990? Le tyran zaïrois lisait péniblement le discours dans lequel il annonça la fin du parti unique et du Parti-Etat. Aux dernières phrases, comme s'il sentait son trône chanceler, il éclata en sanglots. Cela te fait quelque chose, comme le chante Jacques Brel: «Voir un ami pleurer...»

Irrésistiblement, une autre séquence m'est revenue en tête: une foule de Haïtiens qui, à l'annonce de la fin de la dictature des Tontons Macoutes, déterrent le cadavre du vieux Duvalier et le dépècent en mille morceaux...

Mobutu en larmes. Aucune image ne pouvait mieux annoncer la chute imminente du dictateur. Le Maréchal avait compris que pour ses maîtres, la mode était désormais à l'instauration de la «démocratie» et du «multipartisme». Le dictateur tentait de se sauver en prenant les devants. Il annonça le multipartisme à trois et l'instauration d'une commission chargée d'élaborer une nouvelle constitution. Le dictateur avait déjà choisi les trois partis qui joueront cette comédie de démocratie. Il y aura le MPR, le parti de la dictature ouverte qui a écrasé le pays pendant 25 ans. Puis, il y aura le parti de l'opposition à sa Majesté, l'UDPS; Etienne Tshisekedi se voit ainsi reconnu comme deuxième personnage du régime. Le troisième parti élu est le Front Commun des Nationalistes.[2] Il pourra se faire passer comme étant de «gauche», puisque dirigé par deux personnalités, Antoine Mandungu Bula Nyati et Gérard Kamanda wa Kamanda, qui ont flirté un bref moment avec le marxisme-léninisme. Cette «démocratie» à trois composantes, deux partis de droite et un parti néocolonial utilisant un verbiage de «gauche», mérite qu'on s'y arrête un moment. Elle est la formule idéale pour créer un semblant de choix... dans un pays où la domination de l'impérialisme ne peut pas être remise en cause. Le peuple a le choix entre trois formations qui servent les mêmes intérêts étrangers. Une des formations a pour fonction spécifique de canaliser les aspirations révolutionnaires et patriotiques, de les paralyser et de les amener à la réconciliation avec la domination néocoloniale. Cette idée mobutienne du début de la transition, sera reprise par les Américains quand les forces kabilistes avanceront irrésistiblement sur Kinshasa...

Mais la manœuvre tentée par Mobutu était trop grossière.

Je croyais la fin du tyran proche. Je pensais que des organisations patriotiques appelleraient le peuple à descendre dans la rue pour chasser le dictateur. Les masses avaient tremblé pendant plus d'un quart de siècle. Maintenant elles voyaient pour la première fois trembler leur bourreau. Elles devaient certainement se dire: *«L'homme qui causa tous nos malheurs chancelle. Mettons-nous debout et renversons le démon!»* Après trente années de tueries, de répression, de détournements et de pillages, le peuple pouvait enfin extérioriser sa haine accumulée et s'insurger pour balayer le régime.

Mais rien ne se produisit.

L'opposition n'appelait pas à l'insurrection. Composée d'anciens courtisans du Maréchal, elle traitait toujours le chef avec grande déférence. Elle réclama l'organisation d'une Conférence Nationale. C'est Lihau qui lança l'idée fin avril à Bruxelles.

Après plus de deux mois, le 5 juillet, Mobutu tenta d'instaurer son fameux «multipartisme à trois». Mais presque tous les barons du régime étaient en train de constituer leur propre parti. Trois partis, c'était donc largement insuffisant pour assouvir toutes ces ambitions! La «classe politique» consacra quelques mois à exiger bruyamment le multipartisme intégral. La loi du 25 novembre 1990 l'accordait gracieusement. Pendant un an, la «démocratisation» de la tyrannie resta confiée aux mains des collaborateurs du tyran.

Après le discours larmoyant du 24 avril 1990, les nationalistes révolutionnaires auraient pu se consacrer à organiser l'insurrection populaire nécessaire pour chasser le tyran et la tyrannie. Mais toute cette année ou les attentes des masses étaient énormes, a été gaspillée dans les efforts à créer le multi-mobutisme. Cela devait logiquement démobiliser et décourager la seule force capable de liquider le régime: la masse populaire.

Lorsque le 11 avril 1991, Mobutu offrait finalement la perspective d'une Conférence Nationale, la possibilité d'un changement radical était déjà perdue! Cinq mois avant le démarrage de cette fameuse Conférence, il était déjà clair qu'elle ne remettrait pas en cause le système néocolonial.

L'opposition «radicale» qui se mit en place entre le 24 avril 1990 et le 11 avril 1991 était dès le début essentiellement une opposition d'anciens mobutistes, elle n'avait pas d'options économiques et politiques fondamentalement différentes de celles que Mobutu suivit entre 1965 et 1990. La future Conférence Nationale pouvait être «Souveraine», comme le réclamait l'UDPS, elle pouvait désigner le formateur d'un gouvernement provisoire et exercer le pouvoir législatif, elle pouvait écrire une nouvelle constitution: rien de tout cela ne sortirait du cadre néocolonial. Il ne suffit pas de se proclamer «souverain», pour l'être effectivement. Est souveraine, l'Assemblée qui a la force d'imposer sa souveraineté contre ses adversaires qui n'en veulent pas.

Encore faut-il savoir quelle classe sociale revendique la souveraineté contre quelles autres classes. La grande bourgeoisie congolaise a toujours été «souveraine», elle a toujours imposé ses intérêts propres au détriment de ceux des masses populaires. Au Congo, une assemblée qui voulait exprimer les intérêts des opprimés et des exploités, devait nécessairement arracher sa souveraineté à la grande bourgeoisie. Or, la «souveraineté» que la Conférence Nationale réclamait, restait confinée dans le cadre de la légalité bourgeoise en vigueur sous Mobutu. Que signifiait en réalité cette revendication? Au sein de la grande bourgeoisie bureaucratique et compradore, le pouvoir économique et politique avait été trop longtemps centralisé entre les mains de Mobutu. Lorsque la Conférence Nationale revendique la «souveraineté», elle veut en fait réaliser une redistribution des cartes au sein de la grande bourgeoisie. Les Tshisekedi, Nguz, Kengo, Ileo, Bo-Boliko, Birindwa, Kibassa, Tambwe Mwamba,

Mandungu, Kamanda wa Kamanda, Mungul Diaka voulaient tous une partie plus substantielle du pouvoir économique et politique au détriment de Mobutu et de son clan. Il s'agissait de remplacer la gestion personnelle et arbitraire du néocolonialisme par une gestion «plus démocratique» du même système économique et politique. Tous les représentants politiques de la grande bourgeoisie auraient droit au chapitre.

En 1990 déjà, nous avons pu dire notre scepticisme envers la Conférence Nationale à des amis congolais qui, plus tard, ont joué un rôle important dans cette institution. A l'un d'eux j'ai dit un jour: «C'est la mode aujourd'hui au Congo d'affirmer que le marxisme est dépassé. Comme très peu d'intellectuels congolais connaissent le marxisme, il est facile de suivre les campagnes idéologiques intéressées que mènent les puissances occidentales. Mais quand tu lis les analyses que Marx a fait il y a 150 années sur les conférences nationales de l'époque, tu verras que ses positions sont tout à fait pertinentes pour la situation actuelle que traverse le Congo.»

A cet ami, j'ai remis quelques textes que Marx et Engels ont écrit en 1848 en Allemagne, où se développa une grande révolution anti-féodale.[3] Les thèses formulées par Marx dans une conjoncture comparable à celle de la Conférence Nationale, auraient permis dès le départ de dénoncer cette mystification.

Les comparaisons entre l'Assemblée allemande de 1848 et la Conférence Nationale congolaise de 1990 sont frappantes.

Comment se présentait la situation politique en 1848, dans cette Allemagne qui subissait toujours le joug de la féodalité, c'est-à-dire la dictature des propriétaires fonciers, des rois et des princes? Le Roi de la Prussie, réactionnaire et dominateur, cherchait à soumettre une Allemagne morcelée en principautés et petits royaumes. Mais une insurrection populaire secoua son régime le 18 mars 1848. Il dut concéder la formation d'un gouvernement composé d'opposants bourgeois. Pour ces derniers, leur arrivée au gouvernement signifia le triomphe définitif de la révolution et il fallait au plus vite démobiliser les masses insurgées.

Marx dénonça dans des termes virulents ces mystificateurs. Il affirma que le nouveau gouvernement n'avait encore rien entrepris de sérieux: il n'avait renversé aucun trône féodal; la vieille armée de la noblesse réactionnaire était intacte; l'appareil d'Etat était toujours aux mains des mêmes fonctionnaires cupides; les grands propriétaires fonciers conservaient leurs terres et continuaient à saigner les paysans. Bref, la révolution n'avait pas encore commencé que ceux qui prétendaient la diriger voulaient déjà y mettre un terme.

Un demi-siècle auparavant, en 1789, la bourgeoisie française avait osé mobiliser les paysans et les travailleurs pour en finir radicalement avec la féodalité. Ce n'était pas le cas en Allemagne. Marx écrit: *«Mais la haute bourgeoisie (allemande), depuis toujours contre-révolutionnaire, a conclu une alliance offensive et défensive avec la réaction, par peur du peuple, c'est-à-dire des ouvriers et de la bourgeoisie démocrate».*[4]

Marx dénonça la «théorie de l'entente» entre les chefs de la révolution et les pouvoirs réactionnaires, féodaux. *«Une Assemblée souveraine ne peut être soumise aux*

ordres de personne. »[5] Elle peut encore moins pratiquer l'entente avec l'ennemi. *« Une Assemblée nationale constituante doit être une assemblée active, active au sens révolutionnaire. » «L'Assemblée constituante ne peut pas s'enfoncer dans les doux fauteuils du parlementarisme : elle doit décréter et imposer par la force ses solutions en mobilisant les masses.*

Pour briser la vieille dictature anti-populaire, le peuple devait instaurer sa dictature révolutionnaire contre les ennemis du peuple afin de détruire radicalement toutes les séquelles du moyen-âge : la monarchie, les privilèges féodaux, la propriété foncière, la vieille armée réactionnaire, le vieil appareil d'Etat construit pour opprimer le peuple. »[6]

Marx s'opposait aux exercices parlementaires « littéraires » qui laissent aux tyrans la liberté d'agir : à quoi bon écrire la meilleure des Constitutions, si entre-temps le pouvoir a mis la guerre civile à l'ordre du jour ? *« L'Assemblée ennuie le peuple au lieu de l'entraîner ou de se laisser entraîner par lui. »*[7] *« Quand deux puissances, deux partis s'affrontent en armes, les députés n'ont à choisir qu'entre les deux termes suivants : ou bien ils se placent sous la protection du peuple et ils acceptent qu'on leur fasse de temps en temps la leçon, ou bien ils se placent sous la protection de la couronne – et alors ils n'auront rien à objecter si la couronne et les baïonnettes leur dictent leurs résolutions. »*[8]

Presque 150 ans plus tard, les conférenciers zaïrois se sont placés sous la protection de la couronne mobutiste et ils se sont limités à protester verbalement lorsque Mobutu et son armée leur dictaient la politique à suivre. La maîtrise du marxisme, la science de la révolution, aurait permis aux véritables nationalistes de prévoir dès le début la voie que prendrait cette Conférence et son aboutissement... Et c'est exactement ce qu'a fait un marxiste et nationaliste presque oublié, un certain Laurent Kabila...

Mais si la Conférence Nationale de 1991 ressemblait sous beaucoup de traits à l'Assemblée constituante allemande de 1848, elle se trouvait d'emblée dans une position encore plus faible. La CNS n'était pas née d'une insurrection populaire. Au contraire, elle a été proposée pour empêcher une telle insurrection. Ses dirigeants ne représentaient pas une nouvelle force sociale, qui n'avait jamais été au pouvoir, comme c'était le cas de la bourgeoisie allemande en 1848. La Conférence congolaise a été initiée par le tyran et les conférenciers les plus en vue ne constituaient qu'une simple dissidence du mobutisme...

30 juin 1990 : comment se préparer à l'après-Mobutu ?

Le 30 juin 1990, nous avons publié un document intitulé : *« L'après-Mobutu : continuité néocoloniale ou révolution populaire ? »* Un résumé de ces thèses avait été publié dans le journal *Solidaire* du 20 juin et soumis à différentes organisations congolaises avec lesquelles nous commémorons traditionnellement l'anniversaire de

l'Indépendance. L'idée était d'échapper au discours stéréotype ressassé chaque année. Si les différents orateurs pouvaient appuyer ou réfuter les thèses ébauchées, un débat réel et fructueux s'en suivrait.

Mais quelle n'a pas été notre surprise de voir toutes les organisations de l'opposition congolaise se dérober au débat politique de fond ! C'était un fait politique significatif qui laissait déjà pressentir les déboires de l'opposition nationaliste au sein de la CNS.

La commémoration du 30 juin 1990 a eu lieu au Centre International à Bruxelles.

Après un résumé des thèses à discuter, le premier à prendre la parole fut un militant désabusé de l'UDPS. Il exprimait son grand étonnement devant ce qui avait été dit. Dans l'utilisation par l'orateur des mots «impérialisme» et «capitalisme», il pensait même retrouver des traces d'un marxisme irrémédiablement condamné par l'histoire.

Du fond de la salle, notre ami Marcel Kalonji disait que les thèses étaient certes intéressantes, mais que l'opposition ne pouvait pas dévoiler sa stratégie en les discutant. En fait, la suite des événements nous apprendra que «la stratégie» ne pouvait être dévoilée parce qu'elle était tout simplement inexistante...

Finalement, Constant Ndom, assis au troisième rang, se leva. Il déclara que, contrairement à ce que pensait l'orateur, l'opposition congolaise était adulte et n'avait de leçons à recevoir de personne. Il ne revenait pas à un Blanc de rédiger un texte et d'obliger les Congolais à se prononcer dessus. C'était une expression de l'esprit colonial qui continuait à être cultivé par certains Belges.

Je suis resté bouche bée. Il faut dire que, jusqu'à ce jour, monsieur Ndom se présentait comme marxiste-léniniste et «proche collaborateur de Pierre Mulele».

Quelques semaines après cette mémorable intervention, un ami congolais venait me dire que, le samedi précédent, à deux heures du matin, il avait vu Ndom à «Matonge» au volant d'une Mercedes blanche. Je me suis dit que ce soir-là, mon ami avait probablement bu un verre de trop. Erreur de jugement : quelques mois plus tard, la radio annonçait qu'il avait plu au Président Mobutu de nommer monsieur Constant Ndom Nda Ombel comme son Secrétaire d'Etat à l'enseignement secondaire et primaire.

Cette promotion soudaine jeta une autre lumière sur son refus de discuter le document intitulé *«L'après-Mobutu : Continuité néocoloniale ou révolution populaire ?»* Voici le texte intégral. Ces thèses publiées le 30 juin 1990 ont pour l'essentiel gardé leur valeur pendant toute la période de la Transition mobutiste. En les relisant après l'assassinat du Président Laurent-Désiré Kabila, je me rends compte que cet homme extraordinaire a pu donner une impulsion fantastique, on peut même dire, inespérée, à la révolution congolaise. Et que sa mort prématurée a placé la révolution dans une situation très délicate.

L'après-Mobutu : continuité néocoloniale ou révolution populaire ?

Document présenté le 30 juin 1990

1. ***A la veille du trentième anniversaire de l'indépendance du Congo, avenue le 30 juin 1960, à la veille aussi du trentième anniversaire du premier coup d'Etat de Mobutu, exécuté le 14 septembre 1960, tous les observateurs occidentaux ont fait un même constat : le régime de Mobutu, c'est déjà du passé.***

Depuis plusieurs années, l'opinion prévaut parmi les financiers étrangers que la corruption, le parasitisme et le népotisme du régime de Mobutu empêchent désormais de faire des investissements rentables avec des garanties suffisantes. Le régime de Mobutu qui a cautionné pendant trente ans le pillage du Congo par l'impérialisme, est devenu l'obstacle principal à l'exploitation rationnelle des richesses congolaises par les multinationales.

Il y a un an, la majorité des politiciens occidentaux était déjà arrivée à la conclusion que le système politique mis en place par Mobutu depuis 1965, ne pouvait plus longtemps mystifier et tromper les masses. Mobutu se trouvait dans la situation du Shah d'Iran en 1979. Maintenir plus longtemps ce serviteur loyal, aurait comme seul résultat le développement d'une conscience anti-impérialiste et anticapitaliste parmi le peuple.

Aujourd'hui, ces points de vues sont partagés par l'ensemble des forces impérialistes. « Washington n'a plus besoin de Mobutu », « Nous n'avons plus à sauver son régime », « Le régime de Mobutu est en train de s'effondrer », « C'est le début de la fin », écrivent des amis intimes de Mobutu avec le cynisme qui les caractérise.[9]

2. ***Ce 30 juin 1990, la seule préoccupation du monde impérialiste est la recherche d'une solution néocoloniale à la crise provoquée par l'effondrement du régime Mobutu auquel on assiste aujourd'hui au Zaïre.***

Il s'agit pour l'impérialisme, de se débarrasser de Mobutu et de son entourage direct, tout en maintenant les structures essentielles du système néocolonial en place. La « démocratie » conçue par les puissances occidentales pour le Zaïre consiste à sauvegarder le personnel politique du MPR, tout en le complétant par des « opposants » à Mobutu et par d'autres « lumumbistes » prêts à garantir les intérêts économiques et stratégiques du capitalisme international.

Voilà les intentions réelles derrière la proposition de l'envoi d'une « commission d'enquête internationale sur le massacre au campus de Lubumbashi» prônée par le gouvernement belge. Cette proposition a reçu l'appui de l'impérialisme américain et de la Communauté européenne, indiquant que l'ensemble du monde occidental juge le moment venu pour révéler quelques crimes de Mobutu afin de l'acculer à un « départ honorable ».

3. ***Si l'impérialisme dénonce aujourd'hui quelques « méfaits du régime dictatorial de Mobutu », il le fait exactement pour la même raison qui l'a poussé***

pendant trente ans à le soutenir: pour sauvegarder les intérêts des multinationales.

Pour les sauvegarder dans la conjoncture actuelle, il faut se distancier d'un homme complètement fini, il faut se poser en « adversaire de la dictature mobutiste », pour être en mesure de parachuter des hommes soi-disant « nouveaux, intègres et compétents » à la tête de l'Etat néocolonial zaïrois.

Aussi est-il absolument grotesque de se féliciter du « changement d'attitude » du monde impérialiste qui « accepte enfin d'ouvrir les yeux », comme le font certains au Congo comme en Belgique. Non, l'impérialisme a toujours gardé les yeux bien ouverts et il a tout vu!

Commentant le massacre de Lubumbashi, un grand journal bourgeois écrit: « Jamais le régime de Mobutu ne s'était rendu coupable d'une telle ignominie, d'un crime collectif d'une aussi tragique ampleur ».[10]

Cette affirmation est bien sûr risible. La tuerie de Lubumbashi n'a rien de particulier. Mobutu est arrivé au pouvoir, en commettant des massacres autrement plus massifs et cruels. Son coup d'Etat du 14 septembre 1960 a été suivi de l'assassinat d'un grand nombre de dirigeants nationalistes dont Lumumba, Mpolo, Okito, Mbuyi, Mujanayi, Nzuzi, Muzungu, Finant, Elengesa. Son coup d'Etat du 24 novembre 1965 fut le couronnement de l'intervention militaire étrangère, effectuée par des mercenaires sud-africains et rhodésiens et par des troupes belges et américaines. Plusieurs centaines de milliers de jeunes nationalistes ont été massacrés par ces interventionnistes pour maintenir le Congo sous leur contrôle.

Puis il y a eu une centaine d'étudiants abattus à Kinshasa le 4 juin 1969, il y a eu les massacres lors de la répression au Shaba en 1977 et en 1978, la tuerie à Idiofa qui coûta la vie à 2000 personnes en janvier 1978, le carnage à Katekelayi en 1979, le bain de sang de Moba en 1985, la terreur au Nord-Kivu en 1986 etc.

Par ailleurs, les banquiers occidentaux découvrent aujourd'hui que Mobutu a fait disparaître, l'année passée, 400 millions de dollars du trésor.[11] *Ces mêmes banquiers osent déclarer, tout à coup, que « la fortune personnelle de Mobutu à l'étranger est estimée à 5 milliards de dollars ».*[12]

Or, depuis trente ans, les financiers et industriels occidentaux savent pertinemment que Mobutu vole, bon an, mal an, entre 200 et 400 millions de dollars. Ils l'ont aidé à voler, Mobutu ne pouvant rien chiper sans leur aide et complicité. Constater l'énormité de la fortune privée de Mobutu, c'est constater aussi l'énormité des pillages organisés par l'impérialisme avec l'aide de son homme de paille. La fortune privée de Mobutu n'est qu'une fraction des bénéfices accumulés au cours de ces années sur le dos du Congo par le capital étranger.

L'ingérence tant ouverte qu'occulte et cachée des puissances occidentales en soutien à Mobutu est le trait dominant de ces trente dernières années. Aujourd'hui, nous assistons à une ingérence politique de ces mêmes forces impérialistes pour écarter Mobutu, au nom des «droits de l'homme» et de la « démocratie » et pour arranger une succession dans « l'ordre » et la continuité. Il faut beaucoup de cynisme pour

acclamer cette ingérence au nom d'un repentir tant attendu de la part des rapaces américains, français et belges!

4. ***La succession de Mobutu se présente dans un contexte international défavorable aux peuples qui luttent pour leur indépendance et pour la démocratie. L'offensive mondiale des forces impérialistes à laquelle nous assistons, rend fort probable la réalisation de la solution néocoloniale que l'Occident prépare pour le Zaïre.***

La situation internationale actuelle est caractérisée par trois lignes de force.

D'abord, nous assistons à une offensive mondiale de toutes les puissances impérialistes qui, mues par la révolution technologique et par une concurrence inter-impérialiste exacerbée, s'efforcent de reconquérir tous les pays socialistes et à recoloniser l'ensemble du tiers monde. L'impérialisme impose une dictature économique ouverte en Afrique, en Amérique Latine et en Asie en recourant à l'arme de la dette, en manipulant les prix des matières premières, en monopolisant la technologie de pointe, en imposant des privatisations, en utilisant ses ONG comme instruments de contrôle et d'ingérence, en instaurant le protectionnisme sur ses propres marchés tout en forçant les pays en voie de développement à ouvrir largement leurs frontières.

Ensuite, nous assistons à la liquidation finale du socialisme en Union soviétique. A partir de 1956, tous les principes du marxisme-léninisme y ont été dénaturés puis liquidés un par un. Gorbatchev dévoile de plus en plus ses véritables intentions qui sont de restaurer complètement le capitalisme en URSS, de collaborer ouvertement avec l'impérialisme américain, de dénigrer et d'attaquer toutes les forces révolutionnaires dans le monde et de participer, avec l'Occident, au pillage du tiers monde. La liquidation du socialisme en URSS rétrécit la marge de manœuvre des pays africains qui veulent acquérir une indépendance réelle.

Finalement, la contre-révolution a triomphé dans les pays de l'Europe de l'Est. Ces derniers subissent à l'heure actuelle une colonisation en règle par le grand capital européen, principalement allemand. Les investissements européens iront à l'Est et l'Afrique sera encore plus marginalisée. S'emparant des usines et des marchés de l'Est, l'impérialisme européen gagnera une force de frappe et une agressivité redoublée dans le tiers monde. Avec l'effondrement du socialisme à l'Est, malade depuis longtemps, les pays africains et arabes perdent des appuis financiers et diplomatiques non négligeables.

5. ***L'impérialisme lance à l'heure actuelle des offensives dévastatrices contre l'ensemble des pays du tiers monde sous le drapeau de « la liberté et la démocratie ». Agitant cette bannière, les forces fascistes et terroristes au service de l'impérialisme mènent des guerres de basse intensité contre tous les mouvements révolutionnaires.***

Cette stratégie a été élaborée par l'impérialisme américain, suite à ses défaites en Indochine et elle s'appuie sur une combinaison d'opérations clandestines de la CIA,

d'actions répressives de la part de l'armée et des forces policières locales, d'actions terroristes exécutées par des groupes fascistes et des escadrons de la mort et, si nécessaire, elle a recours aux Forces Spéciales américaines d'intervention rapide.

Ainsi, au nom de « la liberté et la démocratie », les Contras ont assassiné 30.000 paysans et travailleurs au Nicaragua et la campagne de déstabilisation américaine a abouti à l'effondrement de la révolution sandiniste. Au nom de « la liberté et la démocratie », l'armée américaine a envahi le Panama pour y kidnapper le Président Noriega. En passant, elle massacra 5.000 nationalistes panaméens et ceci sans rencontrer une opposition sérieuse au niveau international.

Si la guerre de basse intensité a pour but d'éliminer toutes les forces anti-impérialistes conséquentes, la politique « des droits de l'homme et du multipartisme », prônée par les Américains, vise à protéger et à développer les groupes politiques favorables au néocolonialisme.

Le concept des «droits de l'homme», dans le langage de l'impérialisme, sert essentiellement à protéger l'homme réactionnaire et pro-impérialiste. Lorsque des fascistes, des agents de la CIA, des réactionnaires et des laquais de l'impérialisme sont réprimés par des gouvernements progressistes, l'Occident vole à leur secours en agitant les «droits de l'homme». Quand un gouvernement contrôlé par Washington ou Paris s'attaque à des opposants qui ne constituent pas une menace pour l'ordre néocolonial, l'impérialisme protège les victimes qu'il considère comme ses hommes de réserve.

En revanche, l'impérialisme se permet d'éliminer, de massacrer, d'égorger les révolutionnaires et anti-impérialistes conséquents au nom de la « lutte contre le terrorisme» et de la « lutte contre le totalitarisme communiste ». Dans la conception de l'impérialisme, les révolutionnaires et les progressistes qui combattent l'oppression et l'exploitation n'ont aucun « droit de l'homme », on peut les dénigrer, les calomnier, les couvrir sous des avalanches de haine et les éliminer physiquement.

Quant aux masses paysannes et travailleuses du tiers monde, ces « damnés de la terre » n'entrent nullement en ligne de compte pour le concept des «droits de l'homme» de l'impérialisme. Que l'exploitation éhontée fasse crever de maladie des millions de gens, fasse crever de famine et de sous-alimentation des dizaines de millions d'êtres humains, cela n'émeut guère l'impérialisme. Ses politiciens prononceront quelques discours creux, mais n'y verront pas de crimes contre les droits de l'homme commis par le monde des affaires occidental.

Le multipartisme tel qu'il est prôné par le monde impérialiste, vise à assurer à la domination étrangère, des assises politiques plus souples, plus solides et plus faciles à manipuler. Le contrôle néocolonial sur un pays du tiers monde est plus « solide » lorsqu'il peut s'appuyer sur de « multiples partis » qui sont tous d'accord d'opérer dans le cadre que leur impose l'Occident.

Au moment où il n'y a pas de danger direct d'une révolution populaire anti-impérialiste, l'Occident préfère un système politique où plusieurs partis bourgeois et pro-impérialistes rivalisent. En Argentine et au Chili, l'impérialisme a d'abord extermi-

né plusieurs dizaines de milliers de cadres et de militants de gauche et il a détruit les structures révolutionnaires. Ensuite, il a financé l'instauration de la « démocratie » dont les multiples partis sont pratiquement tous payés par l'Occident. L'impérialisme alterne la dictature fasciste qui lui permet d'exterminer les nationalistes et les révolutionnaires (au nom de la sécurité nationale ou de la lutte contre le terrorisme) et la démocratie néocoloniale qui lui permet d'affirmer son pouvoir en mystifiant et trompant les masses.

A condition de pouvoir marginaliser les forces politiques révolutionnaires, le « multipartisme bourgeois » est le système qui correspond le mieux aux intérêts occidentaux.

Le monopartisme mobutiste a son origine dans la répression des forces nationalistes au cours des années 1963-1968. Il correspondait à la nécessité de souder toutes les forces contre-révolutionnaires du Congo dans une situation politique qui restait instable. Mais ce parti unique aux mains d'une maffia insatiable monopolisant la politique et l'économie, comportait de grands désavantages pour les multinationales. Le clientélisme, le népotisme, la corruption, le parasitisme (dépenses de luxe, fuite de capitaux) et le mépris de la compétence technique, tout cela nuit au développement d'un capitalisme « civilisé» fonctionnant selon des règles établies. L'impérialisme américain, qui savait depuis 1980 que Mobutu était « fini », l'a néanmoins maintenu au pouvoir dans le cadre de sa stratégie anti-communiste mondiale : l'UNITA, mouvement de guérilla contre-révolutionnaire encadré par les Américains, dépendait pour sa logistique, son entraînement et son financement de sa base arrière qu'était le Zaïre.

En règle générale, l'impérialisme préfère organiser une concurrence entre plusieurs partis pro-impérialistes. Cette situation lui permet de critiquer et d'éliminer plus facilement les aberrations les plus criantes qui abondent inévitablement dans tout système néocolonial.

6. ***Les puissances impérialistes sont déjà arrivées à un consensus pour se débarrasser de Mobutu. Ainsi, le ministre belge Eyskens vient de souligner l'attitude « correcte et amicale » de la France, le seul concurrent réel à la prédominance belgo-américaine.[13] Cependant, l'agonie du régime peut encore se poursuivre pendant un certain temps.***

D'abord, cherchant un passage du pouvoir dans l'ordre et la continuité, ni la Belgique ni les Etats-Unis ne veulent brusquer les choses.

Comme Mobutu a créé le vide autour de lui, un dérapage est toujours possible et l'impérialisme pourrait assister à l'effondrement de toutes les structures politiques et administratives du Congo. L'impérialisme a besoin de la majorité des forces du MPR pour garder la situation sous contrôle. Ceci explique l'attitude de la Belgique. Voulant se débarrasser de Mobutu, elle accentue ses pressions, elle exige une « commission d'enquête internationale ». Mais elle se montre toujours prête à « accueillir favorablement les réformes annoncées », comme c'était le cas le 24 avril. Elle sou-

ligne aussi les « éléments positifs » dans la décision de Mobutu d'envoyer une commission d'enquête à Lubumbashi.[14]

Ensuite, Mobutu et son clan ont acquis une autonomie relative, s'appuyant sur les différents Services secrets. Il n'est pas facile pour l'impérialisme de coordonner un coup d'Etat militaire contre un individu qui connaît toutes les ficelles des Services secrets occidentaux.

Mais finalement et surtout, en l'absence d'une force d'opposition révolutionnaire, l'impérialisme ne se sent pas directement menacé. La plupart des dirigeants de l'UDPS montrent leur volonté de collaborer avec le MPR et manifestent leur adhésion aux objectifs des impérialismes américain et belge. La guerre fait rage entre Dikonda et les autres, ainsi qu'entre le clan Ngalula et celui de Tshisekedi, une lutte pour la suprématie se développe entre Lihau et Tshisekedi.

L'Eglise catholique, qui représente la force organisée la plus redoutable, est dirigée par des évêques qui sont des défenseurs engagés de l'ordre néocolonial. Au cours des grandes crises historiques comme celle de 1960-1961 et celle de 1964-1966, cette Eglise a joué un rôle essentiel dans le combat contre les forces lumumbistes. La hiérarchie a toujours maintenu des liens fort étroits avec l'establishment belge et avec la direction du MPR. La Belgique comprend donc parfaitement que les critiques adressées par les évêques à Mobutu constituent essentiellement une manœuvre de récupération.

Les innombrables fractions qui se cachent derrière le sigle du Mouvement National Congolais – Lumumba, ne constituent pas non plus une menace pour l'impérialisme. Depuis l'époque où des dirigeants du MNC-L aussi renommés que Joseph Mobutu, Victor Nendaka, Jean Foster Manzikala, Jules-Léon Kidicho, Christophe Gbenye et beaucoup d'autres ont eu partie liée avec les Services secrets belges et américains, cette tendance du nationalisme congolais a été profondément infiltrée. Certaines personnes honnêtes vivent sans doute dans l'illusion qu'il suffit d'arborer un nom toujours populaire, pour se constituer une force politique. Mais ils seront immanquablement coincés par toute cette meute de faux lumumbistes qui collabore depuis vingt – cinq ans avec le régime néocolonial.

7. Pour l'instant, le seul danger réel pour l'impérialisme, réside dans une explosion de la colère populaire. Tout mouvement populaire insurrectionnel s'attaquera nécessairement et dès le début à l'ensemble de la grande bourgeoisie bureaucratique et à la domination étrangère.

Le souvenir de la période révolutionnaire de 1960-1966 reste, malgré les apparences, profondément ancré et une orientation révolutionnaire clairement exprimée, peut très vite trouver un écho retentissant dans une population poussée à bout.

Dans l'éventualité de mouvements violents de la population, il est fort probable que l'impérialisme bousculera les choses, organisera un coup d'Etat militaire « pour le Salut Public » et mettra Mobutu dans le premier avion pour l'étranger.

D'ailleurs, en l'absence d'un parti révolutionnaire digne de ce nom, qui se consacre essentiellement au travail parmi les masses profondes, il est peu probable

qu'une insurrection populaire puisse se développer sainement. L'impérialisme et ses agents locaux ne manquent pas de moyens pour faire dévier un tel mouvement par la provocation de conflits tribaux et de luttes sanglantes contre les communautés immigrées des Libanais, Sénégalais, Rwandais etc. Ils pourront aussi inciter à des règlements de comptes et aux actes de vengeance personnelle pour noyer le mouvement dans l'anarchie et protéger ainsi les grands coupables de la légitime colère populaire.

8. On peut s'attendre à ce qu'avant 1991, le pouvoir passe des mains du clan de Mobutu à une nouvelle génération d'agents du néocolonialisme.

Des chefs du MPR, pourris par de longues années de loyaux services, se positionnent pour prendre la relève en créant de « nouveaux » partis. C'est le cas de Nguza, de Kamitatu, d'Iléo, de Mandungu. Des chefs d'une opposition squelettique à Bruxelles et Paris se profilent pour convaincre l'impérialisme occidental de leur valeur d'hommes d'Etat. Vu l'absence d'un programme, d'une stratégie et de structures fonctionnelles chez presque tous les groupes d'opposition, on peut s'attendre à ce qu'ils éclatent tous, à mesure que certains dirigeants se rapprocheront des puissances tutélaires, les Etats-Unis, la France et la Belgique, alors que d'autres se démarqueront de la solution néocoloniale.

Alors, comment reconnaître parmi ceux qui jurent aujourd'hui fidélité à la lutte contre la dictature, les futurs collaborateurs du néocolonialisme?

On peut indiquer six positions qui permettent de voir clair dans les intentions les mieux camouflées.

1. L'anti-communisme.

Il est bien connu que la CIA a engagé Mobutu dès 1960 et qu'elle a guidé ses pas à travers toutes ces années. Or, la CIA et ses idéologues lancent depuis plusieurs mois une campagne tapageuse sur le thème: Mobutu égal Ceausescu. La droite congolaise a toujours eu la haine du marxisme et du communisme. Mobutu, après son coup d'Etat du 14 septembre 1960 contre Lumumba, a déclaré publiquement qu'il a « délivré le Congo de l'impérialisme marxiste-léniniste».[15] *Mais pour camoufler le contrôle que la CIA et les autres services occidentaux exercent depuis trente ans sur le Congo-Zaïre, ils sacrifient aujourd'hui leur pion en le taxant de « Ceausescu », c'est-à-dire de communiste! Et il y a des « opposants » pour marcher dans cette manœuvre.*

Certains « opposants » se félicitent bruyamment de la contre-révolution en Europe de l'Est. Ils prétendent que la liberté y a triomphé et que « le vent de la liberté et de la démocratie qui a balayé les dictatures à l'Est soufflera bientôt sur le Zaïre ». Les impérialistes comprennent parfaitement ce message. Les Havel et autres Walesa travaillent depuis longtemps au service de l'impérialisme, et les intentions de leurs émules zaïrois sont donc parfaitement claires.

2. L'appel à l'ingérence de l'Occident.

Les futurs serviteurs néocoloniaux félicitent aujourd'hui l'Occident pour sa « fermeté envers la dictature mobutiste » et ils l'appellent à « garantir la démocratie et le multipartisme » au Zaïre. Ils s'appuient sur le FMI, la Banque mondiale et l'impéria-

lisme américain et belge qu'ils supplient d'appliquer des sanctions contre le régime de Mobutu. Ils demandent que les puissances impérialistes s'ingèrent dans les affaires du Zaïre sous le prétexte d'y promouvoir « les droits de l'homme»! Et ils vont jusqu'à inviter les représentants de l'impérialisme à participer à une future Table Ronde qui décidera de l'avenir du Congo.

3. L'éloge de l'entreprise privée.

Pour plaire à leurs maîtres, ils promettent à grands cris la seule chose qui importe aux rapaces du monde capitaliste: la liberté d'entreprendre et d'exploiter. Ils promettent d'ouvrir encore plus largement le pays aux investissements étrangers et acceptent la tutelle du FMI sur l'économie du Congo, garantie la plus sûre de la prédominance des intérêts occidentaux. L'impérialisme et le capitalisme règnent au Congo indépendant depuis le 14 septembre 1960. Depuis 1968, aucune opposition marxiste n'a mis leur domination sérieusement en danger. Une longue expérience a donc prouvé que le capitalisme mène le Congo à la déchéance et à la ruine totale. Continuer à prôner l'idéologie libérale, individualiste et occidentale sur laquelle Mobutu s'est toujours appuyé, c'est simplement solliciter les faveurs de l'Occident en lui promettant le maintien du système d'exploitation néocolonial.

4. L'avidité du pouvoir, la conquête des «postes».

Se moquant complètement des masses populaires, de leurs luttes et de leur organisation, les futurs serviteurs du néocolonialisme n'ont qu'une seule idée en tête: arriver vite au gouvernement, à la tête de grandes institutions. Ce n'est un secret pour personne que les structures politiques du Zaïre, la machine administrative et juridique ainsi que les forces de répression, ont toutes été créées et façonnées par l'impérialisme pour servir ses intérêts. Mais les pseudo-opposants se disent prêts à coiffer et à légitimer ces structures en entrant dans un gouvernement prisonnier de l'Occident.

5. Le mépris des luttes populaires.

Parlant du bout des lèvres des luttes menées par les masses travailleuses, leur seul but est de capter la sympathie du peuple, de rafler des voix lors des élections à venir et de se propulser au gouvernement. Ils n'ont pas la moindre intention de se sacrifier, de travailler et de lutter pendant une longue période au service de la masse populaire. Ils n'essayent pas de connaître les luttes héroïques que le peuple a mené durant la période coloniale, pas plus que les insurrections populaires de 1960-1961 et de 1963-1968 et ils veulent encore moins les prendre comme source d'inspiration. Falsifiant à dessein l'histoire du Congo, ils font commencer l'empire du mal au 24 novembre 1965. Ainsi, ils veulent masquer le fait que la domination néocoloniale ait débuté par le coup d'Etat de Mobutu et ses petits Commissaires généraux en 1960. Leur intention est de blanchir les ignobles gouvernements néocoloniaux qui ont organisé la terreur contre les nationalistes du 14 septembre 1960 jusqu'au 24 novembre 1965 et qui étaient tous « coiffés » par Kasavubu: le gouvernement Iléo-Bomboko-Adoula, le Collège des Commissaires dirigé par Bomboko-Ndele-Kazadi, le gouvernement Adoula-Gbenye et finalement le gouvernement Tshombe-Munongo-Kalonji. Et leur but principal est d'arracher la page la plus importante de l'histoire

du Congo: celle où est écrite l'héroïque insurrection populaire qui atteignit son point culminant en 1964 et qui fut écrasée par une intervention massive de mercenaires sud-africains et de troupes belges et américaines.

6. La réconciliation nationale.

Les futurs agents du néocolonialisme se préparent à rejouer la farce du Conclave de Lovanium qui a scellé, entre le 22 juillet et le 2 août 1961, le passage de la majorité des responsables lumumbistes dans le camp de Mobutu. Ils prônent la réconciliation nationale avec les chefs du MPR et avec cette bourgeoisie bureaucratique qu'ils ne cessent de stigmatiser dans des déclarations fumeuses. Adversaires du renversement par le peuple des structures étatiques du MPR et de la bourgeoisie compradore, ils proposent de s'aboucher avec cette maffia dans une Conférence Nationale.

9. Après le départ de Mobutu, on peut s'attendre à voir se former une coalition gouvernementale qui regroupe des barons du MPR, des chefs de l'UDPS et des opposants «lumumbistes».

En cas de nécessité extrême, l'impérialisme peut même soutenir une équipe majoritairement constituée de pseudo-nationalistes et lumumbistes qui tiendront un langage populiste, révolutionnaire, voire marxiste afin de mystifier les masses et de les maintenir dans la passivité et dans l'attente de solutions-miracle d'en haut. Qui ne viendront jamais puisque, dans les coulisses, le FMI veillera.

Quelle que soit la prochaine formule néocoloniale imposée au Congo, on peut parier qu'elle n'aura pas la vie longue. On peut s'attendre à une période de grande instabilité, marquée par des bouleversements, des coups et des intrigues en tout genre. Et ceci pour quatre raisons:

D'abord, la situation économique est devenue tellement dramatique et insupportable pour les masses travailleuses, que ceux qui continueront à servir le FMI et les puissances occidentales iront au devant de révoltes populaires majeures. Or, dans l'opposition contre Mobutu, les futurs ministres et ministrables savent déjà ce que l'Occident exigera d'eux. La Banque mondiale veut que les dépenses publiques diminuent d'au moins 20%: il faudra des licenciements et des baisses de salaires.[16] La Banque mondiale veut attirer le capital étranger en vendant les entreprises publiques congolaises. Et elle veut réhabiliter l'enseignement en... le remettant aux églises belges et américaines![17] Bref, pour sortir de la misère mobutiste, l'Occident prévoit un programme complet de recolonisation! Bonne chance à tous ceux qui sont impatients de gouverner...

Ensuite, la grande bourgeoisie zaïroise est parasitaire au point de ne pas avoir un esprit de classe et un esprit de parti. Dès que Mobutu sera parti, on verra se déchaîner des luttes sans merci entre tous ces vautours, des combats farouches pour des intérêts privés et de clans. Ce n'est pas un hasard si cette classe de la bourgeoisie bureaucratique et compradore n'a pu trouver son unité qu'en se soumettant en 1965 à un dictateur et à son armée.

Troisièmement, les dirigeants de l'UDPS et les faux «lumumbistes» retournés d'exil auront une capacité réduite à mystifier les masses. Les nationalistes qui, au cours des années 1962-1968, ont trahi la cause du peuple pour servir le néocolonialisme avaient des assises populaires bien plus solides.

Finalement, après 25 ans de pouvoir absolu d'un autocrate, les rivalités entre chefs militaires, candidats à la succession, rendront difficile l'instauration immédiate d'un pouvoir fort. Toute crise sérieuse au Zaïre peut faire éclater une armée mal payée, mal formée, mal encadrée et démotivée.

10. Dans la situation instable que connaîtra sans doute le Congo, les nationalistes authentiques auront intérêt à méditer une des caractéristiques principales de l'histoire de leur peuple. Toute expression populaire d'une volonté d'indépendance nationale, a poussé les impérialistes à intervenir militairement pour rétablir l'ordre néocolonial.

Il y a eu l'intervention de 10.000 soldats belges contre le gouvernement Lumumba en juillet 1960. Puis, en 1961-1963, l'intervention des troupes marocaines, tunisiennes, irlandaises, éthiopiennes etc. sous le drapeau de l'ONU et sous la direction effective de l'impérialisme américain. Ensuite, il y eut l'agression perpétrée par les mercenaires sud-africains et européens, par les troupes belges et américaines en 1964-1966. Et les interventions franco-belges de 1977 et franco-marocaines de 1978 au Katanga.

Après la disparition de Mobutu, la menace d'interventions militaires impérialistes sera une donnée majeure de la situation politique. Les pseudo-opposants qui, aujourd'hui, réclament une ingérence «bienfaisante» de l'Occident pour garantir la «démocratie» et les «droits de l'homme», préparent directement le terrain à ces interventions futures. Les agressions impérialistes se font de nos jours immanquablement sous la bannière des «droits de l'homme» et de la «démocratie».

11. Les bouleversements qui accompagneront la fin de l'ère Mobutu et les déluges d'opportunisme que déverseront les pseudo-opposants, peuvent aussi être une bonne chose. Ils peuvent amener les intellectuels honnêtes et patriotes à réfléchir à leur véritable responsabilité envers le peuple. Aucun peuple ne peut se libérer, s'il n'arrive pas à dégager en son sein une avant-garde capable de diriger les luttes révolutionnaires les plus complexes.

Une véritable avant-garde doit être capable d'assimiler les vérités universelles du marxisme-léninisme, de critiquer les différents courants opportunistes qui ont dénaturé l'esprit révolutionnaire dans le passé, de faire siennes les expériences les plus avancées des autres peuples en lutte. Et surtout, cette avant-garde doit être capable d'utiliser tout ce matériel pour créer du nouveau, pour trouver une voie spécifique adaptée aux réalités du Congo que nul autre ne peut saisir en profondeur.

Bref, on peut dire qu'aux intellectuels congolais de 1990 se pose toujours le problème formulé par les meilleurs révolutionnaires de la période 1960-1968: celui de

la création d'un Parti d'avant-garde révolutionnaire, clandestin, ferme et discipliné, lié au peuple et présent sur tout le territoire national dans une unité sans faille. L'expérience de tous les mouvements de libération dans le tiers monde prouve que de brèves périodes de liberté et de démocratie sont en général suivies par des massacres et des tueries des révolutionnaires qui se sont dévoilés de façon inconsidérée. Un parti qui veut mener la lutte de libération jusqu'à sa victoire totale sur l'impérialisme, a intérêt à respecter une clandestinité rigoureuse. On peut se rappeler qu'en 1965, un des partis révolutionnaires les plus fort au monde, le Parti communiste de l'Indonésie, a vu cinq cent mille de ses membres et sympathisants assassinés pour avoir agi au grand jour. Notons en passant que c'est la CIA qui avait dressé la liste des hommes à abattre!

Un parti authentiquement révolutionnaire ne doit accepter en son sein que ceux qui ont une conscience politique élevée, qui sont capables d'accepter une discipline rigoureuse, qui sont prêts à affronter toutes les difficultés de la lutte et qui s'engagent à diriger, le moment venu, le soulèvement populaire.

12. ***La tâche principale d'un parti d'avant-garde, est de contribuer à l'organisation autonome des masses populaires.***

Les progrès futurs de la révolution congolaise dépendent de la capacité des militants d'avant-garde d'animer et de diriger des syndicats professionnels des ouvriers, des employés, des fonctionnaires, des instituteurs, des enseignants, bref, de tous les travailleurs ainsi que des étudiants et des élèves.

Une centrale syndicale unique basée sur des principes démocratiques et anti-impérialistes, devra déjouer l'infiltration et la subversion des confédérations syndicales impérialistes.

Un travail gigantesque reste à faire pour regrouper les paysans, les artisans et les petits commerçants dans des coopératives à but économique et social. Seule l'organisation indépendante des travailleurs, des jeunes, des paysans, des femmes, sur la base de leurs intérêts directs, peut constituer une base populaire solide pour le combat anti-impérialiste.

13. ***Quand les conditions le permettent, un parti d'avant-garde doit intervenir aussi dans les luttes politiques légales et parlementaires. En général, la constitution d'un Front anti-impérialiste et démocratique plus large est la forme appropriée pour cette activité.***

Or, il faut constater que depuis 1964, tous les mouvements révolutionnaires au Congo ont échoué sur le point de la définition des relations correctes entre le parti d'avant-garde clandestin et le front anti-impérialiste large et ouvert. Le PRP de Laurent Kabila a dès le début eu des difficultés à définir correctement cette relation. Dans notre opinion, une des raisons essentielles de ces échecs réside dans le fait que les dirigeants n'ont pas consacré les forces et le temps nécessaires à la priorité absolue, à la tâche la plus compliquée et la plus décisive: l'élaboration du programme,

de la stratégie, des structures organisationnelles et des méthodes d'intervention du parti d'avant-garde. Ils ont voulu mettre sur pied le front avant qu'ils n'aient réussi à fonder solidement le parti. Comme le moteur était absent, le front était mal engagé dès le départ et on ne pouvait plus sortir de ses multiples contradictions politiques et idéologiques.

14. L'opération «changement dans la continuité néocoloniale», quoique pleinement engagée, n'a pas encore abouti. L'intervention des révolutionnaires et des nationalistes authentiques peut toujours déjouer les plans savamment dressés à Bruxelles, Washington et Paris. Le tout est de savoir sur quel programme les révolutionnaires mobiliseront le peuple opprimé.

Vingt années de pseudo-opposition ont bien montré quelles sortes de programmes ont irrémédiablement fait faillite. Il s'agit de programmes axés sur la «tactique» immédiate visant à faire partir Mobutu, considéré comme l'incarnation du mal zaïrois. Des programmes basés essentiellement sur des alliances douteuses avec des barons du régime qui ont eu une brève dispute avec le chef. Ainsi on a vu des opposants lumumbistes se mettre à la remorque des figures de proue du néocolonialisme tels les Kamitatu, Mungul Diaka, Mbeka-Makosso, Ndele, Nguza et Tshisekedi. Ce programme axé sur la «tactique» est depuis longtemps le propre de tous les opportunistes. Gbenye a constitué en 1964 un «front uni» avec... Tshombe contre celui qu'il appelait «l'incarnation du néocolonialisme»: Cyrille Adoula. En 1966, l'adjoint de Gbenye, Thomas Kanza prônait une alliance avec Mobutu pour «combattre le néocolonialisme personnifié par Moïse Tshombe»![18] Aujourd'hui, cette «tactique» révèle d'autant mieux son vide total que l'impérialisme a déjà décidé du départ de Mobutu.

Ensuite, il s'agit de programmes remplis de phrases grandiloquentes qui ne servent nullement à éduquer, organiser et mobiliser les masses pour une lutte prolongée, mais bien à les mystifier et à cacher les intentions arrivistes de leurs auteurs. On se prononce fermement pour «la justice sociale», «la répartition équitable du revenu national», «la priorité à l'agriculture», «la suppression des gaspillages», «la mobilisation des énergies productrices» et «l'amélioration du mieux-être individuel». Tous ces grands mots vides se trouvent déjà dans le programme qui a servi de couverture au coup d'Etat de Mobutu, dans le Manifeste de la N'Sele de mai 1967. C'est là une des caractéristiques essentielles du mobutisme: il couvre les pratiques fascistes de la grande bourgeoisie inféodée à l'Occident, par des paroles et des mots d'ordre volés à la gauche pour désorienter le peuple. Cette démarche a d'ailleurs été initiée au cours des années vingt par Mussolini et Hitler.

15. Seule une révolution populaire authentique peut mettre en échec l'opération «changement dans la continuité néocoloniale».

Trente ans de néocolonialisme montrent que le Congo-Kinshasa est étouffé par la mainmise économique et financière de l'impérialisme et que cet impérialisme règne par l'intermédiaire des grands bourgeois zaïrois qui lui sont inféodés. La lutte

populaire doit briser la mainmise impérialiste et détruire la classe des grands bourgeois liée à l'Occident par son expropriation économique et son exclusion de la vie politique. Tout le reste est vain bavardage qui ne gène ni l'impérialisme, ni les barons du régime.

Les jeunes nationalistes qui feront leurs premiers pas dans la lutte politique à l'occasion de la présente « ouverture », ont intérêt à ne pas briguer un poste de ministre et de haut fonctionnaire: dans un pays dominé par l'impérialisme, c'est la voie la plus directe vers l'intégration dans la bourgeoisie bureaucratique.

Comme le peuple congolais, après vingt-cinq ans de dictature, ne dispose d'aucune organisation de masse anti-impérialiste et révolutionnaire, sa conscience politique est encore peu développée. Il faudra un long travail d'éducation et d'organisation, avant que les forces populaires ne puissent s'attaquer aux bases mêmes du système néocolonial.

16. Au Congo, l'histoire prouve qu'un programme authentiquement révolutionnaire doit viser un travail de longue durée d'organisation et de mobilisation de la masse et préparer l'insurrection populaire comme unique méthode permettant de briser les chaînes du néocolonialisme.

Pour briser les structures politiques, militaires et administratives construites depuis la colonisation pour servir la domination étrangère, il faut que le peuple soit debout et en armes. Seule la lutte armée populaire pourra éliminer politiquement et économiquement cette classe de grands bourgeois compradore qui constitue le relais des intérêts impérialistes. Seul un effort vigoureux de toutes les forces populaires peut, à condition d'être dirigé par un parti solide et sur un programme correct, balayer toute la pourriture accumulée par trente années de néocolonialisme.

La deuxième idée est que la lutte sera de longue durée, que l'impérialisme dispose encore de nombreuses réserves et qu'il faut un patient effort d'éducation, d'organisation et de mobilisation pour constituer, à travers de multiples épreuves, une force populaire révolutionnaire capable de renverser la dictature néocoloniale.

Le programme révolutionnaire doit essentiellement servir ce travail minutieux à la base.

Il retiendra les points suivants, évoqués déjà de façon éparse dans différents documents de l'opposition.

1. *Expulsion immédiate du Congo de tous les militaires et agents secrets américains, belges, français, israéliens et allemands qui commandent et encadrent les forces de répression et les Services secrets mobutistes.*
2. *Dissolution immédiate du MPR.*
3. *Passage de tous les grands dignitaires du MPR sur qui pèsent des accusations de crimes de sang et de crimes économiques, devant des tribunaux populaires.*
4. *Peine de mort pour tous les grands coupables de massacres, d'assassinats et de torture et pour ceux coupables de crimes économiques ayant causés des préjudices majeurs à la population.*

5. *Constitution de commissions d'enquête sur les assassinats de Patrice Lumumba et de Pierre Mulele, sur les massacres organisés en 1964-1965 par les troupes interventionnistes, sur les tueries effectuées en 1977 et en 1978 lors de la répression au Katanga et sur les autres crimes massifs perpétrés par l'armée et les services spéciaux (Lovanium 1969, Idiofa 1978, Katekelayi 1979, Moba 1985, Nord-Kivu 1986, etc.).*
6. *Epuration de l'armée et de tous les services de répression de tous leurs officiers et membres coupables de graves méfaits contre la population.*
7. *Confiscation de tous les avoirs illégalement acquis par les responsables du MPR.*
8. *Confiscation de toutes les fortunes constituées à l'étranger par des chefs du MPR; obligation de répertorier tous les avoirs nouveaux à l'étranger; obligation pour tous les hommes politiques de rendre publique leur fortune mobilière et immobilière.*
9. *Annulation de toutes les dettes extérieures contractées uniquement pour enrichir le clan de Mobutu et les financiers et industriels étrangers.*
10. *Nationalisation des banques et des grandes entreprises sous contrôle étranger.*

C'est en ces termes que nous avons analysé, en 1990, la problématique d'un changement radical au Congo, neuf mois avant l'ouverture de la Conférence Nationale.

Prologue à la CNS: consensus national et légalité mobutiste

Revenons aux sanglots télévisés de Mobutu, ce fameux 24 avril 1990. Pendant les mois qui ont suivi, nous avons espéré en vain voir le peuple congolais descendre dans la rue pour renverser la tyrannie. Nous avons attendu la création de partis politiques qui envoient leurs cadres dans les quartiers populaires pour y organiser les masses. Rien de tel ne s'est produit. Au contraire, pendant cette période le multi-mobutisme s'est installé et a occupé tout le terrain politique.

Le multi-mobutisme s'installe

Les barons du régime mobutiste se sont transformés en une nuit en «démocrates» et ils ont simplement remis à neuf la démagogie qu'on trouve dans le Manifeste du MPR proclamé le 20 mai 1967 à la N'Sele.

Kithima, ancien syndicaliste «socialiste», ancien MNC-Lumumba, était le numéro deux du MPR. Après cinq mois de «démocratisation», ce monsieur nous apprend comment se faisaient les nominations au sein de l'Etat: *«Pour réussir, on recourait à certains membres des services de sécurité qui, avec leurs bulletins d'informations,*

faisaient le reste. Dans la pirogue MPR, il y avait des caïmans, des crocodiles et des éléphants qui se mordaient à pleines dents ».[19] La formule est belle, même si Kithima ne nous apprend pas s'il figurait, lui-même, parmi les crocodiles ou parmi les caïmans. Sous la dictature, ces bêtes sauvages se mordaient «en privé». Grâce à la «démocratie», elles se mordront en public, au vu de tous. Voilà le changement.

N'singa Udjuu a reçu mission de Mobutu de réorganiser le MPR. Et de dénoncer *« le tribalisme, le sectarisme, le népotisme, la corruption, le gaspillage et l'injustice !»* Dans une proclamation solennelle, N'Singa Udjuu affirme: *« Mus par la volonté d'édifier sur le sol de nos ancêtres une société nouvelle fondée sur l'humanisme communautaire, la justice, la solidarité, la liberté, la démocratie et qui place l'homme au centre de toute préoccupation, nous, citoyens zaïrois signataires, créons un parti politique dénommé Mouvement Populaire pour le Renouveau. »*[20]

Vunduawe, le chef de cabinet de Mobutu, se lance aussi dans le combat pour l'héritage du MPR. Il dénonce le *« déficit démocratique »* de la deuxième République, *« l'immoralité publique, l'impunité, le népotisme, le favoritisme, la spoliation des biens de l'Etat ».* Et il affirme: *« Le groupe dont je suis le porte-parole se réclame du MPR originel créé en 1967 et dont le fondateur est Mobutu. Ce MPR a pour projet de société le Manifeste de la N'Sele. Je mets au défi tous les leaders politiques de nous produire un texte aussi consistant que ce Manifeste. »*[20] Et il a raison, le professeur Vunduawe: parmi tous les dirigeants qui veulent s'attirer les faveurs de l'impérialisme, aucun n'a présenté un texte qui égale la démagogie raffinée du Manifeste de la N'Sele qui a couvert 23 ans de domination impérialiste au Congo-Kinshasa. Le MPR-Vunduawe se dit en août 1990 partisan d'une Conférence Nationale. *« Nous sommes pour la Conférence Nationale. Durant cette Table Ronde, on va s'occuper de dégager le consensus national qui va constituer le fondement de la Troisième République. »*[22] Mais tout au long de son existence, le MPR n'a-t-il pas toujours affirmé incarner ce «consensus national»? On prendra donc les mêmes pour faire la même démagogie?

Puis il y a aussi le MPR-UDPS. Ce parti est dirigé par Tshisekedi, qui fut le ministre de l'Intérieur de Mobutu, lors de son second coup d'Etat le 24 novembre 1965, un des auteurs du Manifeste de la N' Sele et fondateurs du MPR, l'homme qui, sur conseil des Américains, s'était proclamé «opposant» en 1980 pour rejoindre en juin 1987 le berceau du MPR.

Ensuite, il y a le très catholique MPR de messieurs Ileo et Bo-Boliko qui s'appelle maintenant Parti Démocrate et Social-Chrétien. Après cinq mois de «démocratie» néomobutiste, le vieux serviteur de la Belgique cléricale, Ileo Nsongo Amba, l'homme qui provoqua en juillet 1959 la scission du parti de Lumumba, l'homme que Kasavubu proclama Premier ministre après son coup d'Etat du 5 septembre 1960, se prononce pour la Conférence Nationale.

Nous avons aussi le MPR de Kamanda et Mandungu qui se présente sous l'étiquette Front Commun des Nationalistes.

Et finalement il y a le parti du tshombiste et ancien Premier ministre mobutiste, Nguz A Karl I Bond, qui a abandonné le sigle MPR pour celui de PRI, Parti des Répu-

blicains Indépendants. Nguz A Karl I Bond est bien sûr, lui aussi, partisan de la Conférence Nationale. Et il pose en même temps sa candidature au poste de Président de la République. *« Vous estimez que votre candidature à la présidence rassure les milieux occidentaux ?»*, lui demande un journal de la Bourse de Bruxelles. Karl I Bond répond: *« Je suis un ami des Belges, des Américains, des Allemands. Qu'ils soient rassurés, cela me rassure. »*[23] *« Je suis sûr qu'avec la coopération de nos partenaires, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, les partenaires économiques à l'extérieur, nous allons nous en sortir. »*[24] *« C'est de la Conférence Nationale que va sortir un Gouvernement d'Union nationale ou de Salut-Public qui sera l'objet d'un consensus.»*[25]

La Conférence nationale et le Gouvernement d'Union nationale servent donc d'emblée à imposer la politique du FMI et de la Banque Mondiale, les deux instruments essentiels de la recolonisation pour les puissances impérialistes et leurs multinationales...

Au sommet: repositionnements et «consensus»

Le «choc» du 24 avril 1990 est suivi par une année de repositionnement des grands et petits chefs du mobutisme. La «démocratie» se présente comme une simple redistribution des cartes entre les acteurs qui ont géré la «dictature». Chacun cherche à élargir sa base dans le peuple par la démagogie, l'ethnicisme et le régionalisme. Pendant un an, la classe politique désamorce la bombe du 24 avril, endort les masses pour que la révolte n'éclate pas.

Tshisekedi, qui dirige l'UDPS, voit l'histoire du Congo depuis 1980 comme celle du combat entre lui-même et Mobutu, entre deux chefs qui prétendent au statut de patriarche d'une même famille. Il se doit de fustiger son rival dans les termes les plus durs. Il annonce le 8 janvier 1991: *« Le départ de Mobutu est un préalable absolu pour toute amorce du processus de changement. »* Le co-auteur du Manifeste de la N'Sele est ainsi fidèle à lui-même: un démagogue qui sait utiliser un langage faussement radical pour tromper le peuple. En effet, il ne dit rien des moyens politiques et pratiques qu'il mettra en œuvre pour chasser Mobutu. Et il n'a nullement l'intention de le chasser, bien entendu.

Très tôt l'Episcopat se présente comme la force politique la plus influente parmi celles qui œuvrent pour le changement dans la continuité néocoloniale. En février 1991, les évêques estiment *« urgent que le peuple zaïrois se retrouve rassemblé autour d'une table pour délibérer, recréer un nouveau consensus. »* Le peuple n'est pas encore descendu dans l'arène de la lutte. Il n'a pas encore formulé ses revendications propres ni créé ses organisations de combat pour les arracher. Toutes les structures du pouvoir dictatorial sont toujours en place. Mais déjà les évêques prônent le consensus avec le dictateur et sa cour. Quand ils parlent du «peuple rassemblé autour d'une table», ils visent essentiellement la réconciliation entre tous les barons du régime qui s'attribuent depuis longtemps le droit de parler au nom du peuple.

Le 28 février 1991, à N'Sele, 53 partis de l'opposition avaient engagé un *« dialogue »* avec Mobutu dans le but d'arriver à *« un consensus et à un gouvernement d'Union nationale »*.[26] Le porte-parole du groupe des 53, Lambert Mende Omalanga, avait écrit le 15 février à Mobutu: *« les députés du MNC-L auront à soutenir votre candidature si les élections présidentielles sont indirectes »*. Et c'est ce même Mende qui annonce le 8 avril, au nom de Mobutu, la convocation de la Conférence Nationale! Après quoi le Directoire provisoire du MNC-L, dont Mende est jusqu'alors le Président, dénonce *«l'esprit destructeur »* et les *«ambitions personnelles »* de Mende qui s'est conduit *« en véritable agent à la solde du pouvoir »*.[27]

Pour le Forum pour la Démocratie et le Développement de M. Lutundula Apala, la Conférence doit être *« un cadre de concertation, de réflexion et de réconciliation »* et pour l'Union Républicaine pour le Développement du Zaïre, il faut un *« gouvernement de consensus national afin que le pouvoir initie des changements dans l'intérêt national »*.[28]

Le vice-président du Parti Démocratique et Social-Chrétien, M. Malumba Mbangula avait reçu de Mobutu le ministère de l'Economie et de l'Industrie lors du remaniement du 30 mars 1991. Il a refusé. Il l'acceptera seulement au sein d'un *« gouvernement issu du consensus national »*.[29]

Avant l'annonce de la Conférence soi-disant « souveraine », la plupart des « opposants » ne jurent que par ces maîtres mots que sont « consensus national et réconciliation ». Ce consensus n'est pas possible si Mobutu reste le maître absolu. Mais Mobutu, en tant que politicien réactionnaire, peut parfaitement trouver sa place dans le consensus, à la manière du dictateur fasciste Pinochet qui a été aimablement « intégré» dans le système bourgeois « démocratique » au Chili.

Tous les politiciens de la grande bourgeoisie compradore veulent créer entre eux un « nouveau consensus » qui empêchera désormais Mobutu de pratiquer l'arbitraire absolu au sein de cette classe. Mais ce « consensus » couvre en même temps d'innombrables tractations tactiques, de manœuvres et de luttes sournoises pour les meilleurs postes.

11 avril 1991: les ordonnances de Mobutu

Lorsque, le 11 avril 1991, Mobutu annonce par ordonnance l'organisation future d'une Conférence Nationale, on peut déjà dire qu'elle connaîtra un échec fracassant. En effet, cette Conférence a d'emblée été placée sous le signe de la légalité mobutiste. La Conférence « démocratique » n'existe que par l'amabilité et le consentement du dictateur. Comment cette Conférence pourrait-elle renverser le système économique et politique de la tyrannie, puisqu'elle doit son existence au tyran?

Mobutu n'a jamais été un homme seul. L'impérialisme et la grande bourgeoisie congolaise compradore ont toujours constitué ses appuis les plus sûrs. Pour maintenir leur pouvoir commun, ils disposaient d'une force matérielle: l'Etat et l'armée du

temps de la colonie, transformés après 1960 en Etat et armée de type néocolonial. A cette force matérielle, il fallait opposer une autre force matérielle. Les forces armées mobutistes ne pouvaient être paralysées et brisées que par une insurrection populaire. Elle seule pouvait imposer la souveraineté populaire. Elle seule pouvait créer une nouvelle armée et un nouvel Etat, éléments essentiels d'un changement fondamental. Tout le reste n'était que démagogie.

Les Ordonnances n°91-093 et n°91-097 du 11 avril 1991, expriment la politique de la continuité mobutiste avec Mobutu.

Les tâches que Mobutu fixe à sa Conférence sont formulées en ces termes: «*Discuter de toutes les questions d'intérêt national en vue de la démocratisation des options fondamentales de la III^e République. Elaborer un projet de constitution. Elaborer un calendrier électoral.* »

Ainsi définie, la Conférence sera un instrument du maintien de la contre-révolution: elle ne discutera pas de la destruction de l'ordre anti-populaire, établi depuis le 14 septembre 1960. Elle discutera de «la démocratisation» du système injuste en place. En plus, le terme «discuter» implique que les «résolutions, décisions et recommandations» de la Conférence pourront être rejetées ou amendées par Mobutu. La Conférence élaborera une Constitution, mais si elle n'arrange pas Mobutu, rien ne l'empêche de soumettre deux projets au référendum, le sien et celui de la Conférence. L'Ordonnance n°91-097 prévoit «*le dépôt auprès du Président de la République du rapport final*», ce qui implique que Mobutu pourra rejeter ce rapport.

L'Ordonnance n°91-097 dit encore ceci: «*La Conférence... doit amener le peuple zaïrois à se réconcilier avec lui-même (!) dans la globalité(!) et éviter qu'elle se transforme inutilement(!) en un tribunal populaire ou en une cour de règlement des comptes*».[30]

Ainsi, après 30 années de crimes, il n'y aurait pas de comptes à régler? L'opposition aux tribunaux populaires qui figure dans cette ordonnance, montre bien la nature de la «démocratie impérialiste». Les masses populaires ont été opprimées, brimées, maltraitées, tabassées, affamées, massacrées pendant 30 ans. Et maintenant, le maître tortionnaire proclame que ces masses sont trop abruties et sauvages pour juger leurs bourreaux!

Le peuple peut-il laisser la justice aux seules mains des magistrats professionnels, qui font, depuis 1960, partie des couches privilégiées et qui comptent nombre de mobutistes dans leurs rangs? Est-ce que les magistrats honnêtes ne sont pas précisément ceux qui comprennent la nécessité de se mettre au service des masses pour les aider à prononcer elles-mêmes la justice contre les criminels qui ont détruit leur vie et dévasté le Congo?

«La CNS ne sera qu'une comédie»

Les Ordonnances de Mobutu expriment trop crûment sa volonté de garder tout le pouvoir et de changer seulement quelques formes.

Des opposants sentent qu'ils n'obtiendront pas la part du gâteau à laquelle ils pensent avoir droit et ils commencent par proclamer qu'ils ne veulent pas de cette Conférence. Mais ils se rallieront bien vite.

Marcel Lihau de l'UDPS proteste: *« Les seuls partis d'opposition crédibles sont ceux qui ont été capables de rassembler sur le terrain un nombre conséquent de partisans. Et parmi ceux-là – l'UDPS, le PDSC, l'UFERI, le DCF et le PALU – aucun n'a accepté de jouer le jeu de cette Conférence. »*[31] Ce que Lihau présente comme les «partis d'opposition crédibles» sont, hormis le PALU, des partis de dinosaures. Avec les politiciens qui, depuis 1960, ont imposé la politique néocoloniale au Congo, quel changement pourrait survenir?

Tshisekedi déclare: *« La soi-disant Conférence Nationale ne sera qu'une comédie pour distraire le peuple zaïrois, tant que Mobutu sera là. (Je) pose comme condition le départ de Mobutu ».*[32] Cette position semble radicale parce que la majorité du personnel politique zaïrois est disposée à jouer la comédie de la «démocratisation» même sous la présidence du vieux dictateur. Dans un tel contexte, celui qui affirme vouloir chasser Mobutu fait presque figure de révolutionnaire. Mais Mobutu ne représente plus une pièce importante pour l'Occident. Les Américains sont prêts à s'en défaire comme ils l'ont fait, à l'époque, avec le Shah d'Iran et avec Marcos aux Philippines. Contre Marcos, il y a eu de violents mouvements de masse à Manille et madame Aquino, qui les inspirait, a renversé la dictature au nom du *People's Power*, au nom du Pouvoir Populaire... Or, madame Aquino s'était acoquinée avec les Américains.

L'opposition peut chasser Mobutu, mais la majorité de la Conférence sera de toute façon constituée par le MPR, les nombreux MPR-bis, les autres partis pro-impérialistes et les nouveaux partis formés par des arrivistes bourgeois. Les nationalistes réformistes, dont Gizenga est le chef, pour ne pas parler des lumumbistes révolutionnaires, sont marginalisés avant que la Conférence ne débute.

Quant à monsieur Tshisekedi, il ne sera même pas la madame Aquino du Zaïre. Il n'a même pas eu le courage de cette dame au service des Yankees qui se mit à la tête d'un mouvement populaire radical pour renverser le dictateur Marcos. Tshisekedi participera à ce qu'il a si bien décrit comme «une comédie pour distraire le peuple», la Conférence Nationale sous la présidence de Mobutu.

Après la publication des Ordonnances sur la Conférence Nationale, le gouvernement belge divulgue un rapport confidentiel de son ambassadeur à Kinshasa. André Adam y note que Mobutu est stressé, souffrant de troubles du sommeil et qu'il se fait vieux. L'ambassadeur reprend les paroles de Monseigneur Monsengwo: *« Mobutu a perdu tout crédit ».*

A ce moment, l'Occident décide d'arrêter toute aide financière pour les 18 mois à venir. Depuis l'annonce du «changement démocratique», le 24 avril 1990, l'économie moderne et structurée dégringole. Le secteur informel et non structuré de l'économie réalise, en mars 1991, la moitié du produit national zaïrois.[33] *« En un an,* note

l'Echo, le chiffre d'affaires des principales entreprises a globalement baissé de 40%» et il y a maintenant *«une augmentation des prix de plus de 1.000% en un an».*[34]

En fait, l'Occident laisse délibérément pourrir la situation pour pousser Mobutu à prendre sa retraite. Peu importe aux financiers du monde «démocratique» qu'ils ruinent en même temps la vie de millions de gens. Le peuple zaïrois est sous-alimenté: le Zaïrois moyen ne reçoit plus que 82% des calories et 71% des protéines nécessaires. Tout le système sanitaire s'effondre.[35] L'Occident prépare le départ de Mobutu en tuant à petit feu le peuple.

Il est intéressant de relever que les Américains donnent encore une petite chance au dictateur. Le Président Bush, dans une lettre à son ancien collègue de la CIA, Joseph-Désiré Mobutu, écrit qu'il importe que ce dernier définisse *«avec d'autres leaders politiques, les bases mutuellement acceptables pour le changement constitutionnel... »*[36]

Remarquons que la même tendance, quoique minoritaire, existe à Paris et à Bruxelles. En avril 1991, une réunion secrète se tient dans la résidence d'Alfred Cahen, ambassadeur de Belgique à Paris et ami de Mobutu. Parmi les participants: Jean-Christophe Mitterrand, le fils du Président français et deux personnalités en vue du Parti socialiste belge, Philippe Moureaux et Anne-Marie Lizin. Herman Cohen, responsable des affaires africaines du gouvernement américain est également présent. Le but de la rencontre est de rechercher des pistes qui permettront de sortir Mobutu de son isolement international... La même orientation est présente au sein des Partis social-chrétiens et libéraux belges. Leo Tindemans, qui vient d'être nommé le 23 mai 1990, administrateur de la société brassicole Unibra, prône la reprise des relations avec Kinshasa... Le libéral flamand Herman De Croo, devenu administrateur d'Utexco, adopte la même position.[37]

Les Assises de l'opposition tenues du 16 au 18 juillet 1991 aboutissent à la création de l'Union Sacrée. L'UDPS, l'UFERI et le PDSC viennent ainsi de conclure une «sainte alliance» pour gouverner le Zaïre. Ils ont reçu le soutien affiché de l'impérialisme américain qui déclare que *«les jours de Mobutu sont comptés».*[38] Tshisekedi précise qu'il veut diriger *«un gouvernement doté de tous les pouvoirs»* et sous le règne duquel notre brave Joseph-Désiré *«aboutirait en prison».*[39] A nouveau, de la démagogie à l'état pur, uniquement pour mystifier les masses: Tshisekedi connaît trop bien le régime pour ignorer que celui qui veut arrêter Mobutu, devra d'abord battre la Garde Civile et la DSP.

N'Gbanda, le conseiller pour la Sécurité du Président, affirme que Mobutu, face au durcissement de l'Opposition qui veut imposer la souveraineté de la Conférence Nationale, a manœuvré avec intelligence. Le dictateur décida de confier la primature à Tshisekedi. Et ce dernier, moins intelligent que son ancien patron, tomba grossièrement dans le piège. Des négociations secrètes sont vite entamées entre Mobutu et Tshisekedi. Selon N'Gbanda, c'est M. Kabakay, un proche de Tshisekedi, qui assura

les contacts top secrets avec un proche du Maréchal. Tshisekedi était d'accord et très enthousiaste. N'Gbanda écrit: *« Le 20 juillet au soir, le Président nous fait part de sa satisfaction à la réaction de Tshisekedi d'accepter... Nous avons émis des réserves... sur le quitus de ses alliés de l'USOR à le laisser s'échapper seul avec Mobutu pour diriger le gouvernement. Le Chef de l'Etat... fait venir d'urgence son contact et lui demande de poser expressément la question à Tshisekedi... Le 21 juillet, tôt le matin, le contact amène la réponse: "C'est moi le chef de l'Opposition. Dès la publication de l'ordonnance, je convoquerai la réunion pour informer les autres. Ils n'auront qu'à me suivre". »*[40]

Mobutu sait bien ce que veut l'Occident. Pour cette raison, il reste en contact permanent avec les grands ténors de l'Opposition. Le 22 juillet 1991, quatre jours après que Tshisekedi l'ait menacé de l'envoyer en prison, Mobutu annonce tranquillement dans un message radiotélévisé la nomination de Tshisekedi au poste de Premier ministre!

En Belgique, le Parti socialiste flamand déclare immédiatement que la nomination de Tshisekedi *« peut avoir des aspects positifs »* et que *« la coopération belge au développement pourrait reprendre, si le FMI change son attitude »*. Le Parti libéral affirme que *« la cohabitation ne serait pas une mauvaise chose pour le Zaïre »*. Le social-chrétien Eyskens dit que *« Tshisekedi pourrait introduire les réformes économiques et politiques nécessaires »* et conclure *« des accords avec le FMI et la Banque mondiale »*.

Or, au Zaïre tout le peuple porte ses espoirs sur une Conférence Nationale qui sera souveraine et qui pourra donc élire librement le Premier ministre. La population prend d'assaut la résidence de Tshisekedi à Limete et l'oblige à renoncer à ce qu'il croit être «son» poste. On entend dire: *« En quoi est-il opposant, s'il accepte d'être nommé par Mobutu ? »*[41] Une heure après le message de Mobutu, de nombreux partisans d'Etienne Tshisekedi sont alignés le long du Boulevard Lumumba, entre la 10e et la 12e rue à Limete... Ils agitent des branchages et crient *« aboyi na ye! »* – *« Il a refusé! »*.

Nguz est à ce moment le Président de l'Union Sacré. Il n'a pas intérêt à faire de cadeaux à son allié-rival. Il tranche: *« Le Cartel n'acceptera pas le poste de Premier ministre en dehors de la Conférence Nationale Souveraine »*.[42]

Sous la pression du peuple mobilisé pour un changement radical et sous les coups de ses rivaux, Tshisekedi se voit obligé de renoncer provisoirement à son rêve d'être le Premier ministre de son cher ennemi Mobutu...

Il y a donc des indications précises que Tshisekedi et Mobutu aient cherché à éviter la Conférence Nationale en concluant directement un accord sur le partage du pouvoir. Connaissant bien son milieu, le mobutiste Kin-Kiey Mulumba fit à ce propos un commentaire judicieux: *« Personne dans la classe politique ne souhaite véritablement une Conférence Nationale Souveraine. (...) Tous les discours, toutes les surenchères ne visent qu'un but: se positionner dans la nouvelle géopolitique nationale, en cherchant à se sauver seul. Le maintien au pouvoir et la conquête du pouvoir,*

voilà le seul enjeu du débat en cours. Quel homme politique souhaite véritablement la tenue d'une Conférence Nationale Souveraine ? Dans la catégorie grand calibre, personne. Personne, ni dans l'opposition, ni dans le camp du pouvoir. »[43]

A propos de cet épisode de juillet 1991, le professeur Loka Ne Kongo a fait un commentaire qui éclaire le personnage Tshisekedi et qui démystifie toute la parodie du «changement» par la CNS. Loka Ne Kongo connaît bien son homme pour avoir été son ministre de l'Enseignement supérieur dans les gouvernements Tshisekedi du 29 août 1992 et du 9 avril 1993. Il écrit: *« Du début de la lutte jusqu'à ce jour où les troupes de L.D.Kabila décident de marcher sur Kinshasa, l'UDPS cherchera avec acharnement à partager le pouvoir dictatorial avec le dictateur. Cette soif maladive à vouloir composer avec la dictature, se traduit par la détermination à occuper à tout prix le poste de Premier ministre.* »[44] Que c'est bien dit: toute la lutte menée par Tshisekedi et les autres vedettes de la Transition démocratique ne visait qu'à «partager le pouvoir dictatorial avec le dictateur»! Nous sommes le 22 juillet 1991, au début de la Transition. A la fin, le 21 novembre 1996, Tshisekedi toujours fidèle à lui-même, dira: *« La Transition reconnaît deux familles politiques: celle dont le Président Mobutu est le chef de file et celle de l'opposition dont je suis le chef de file. C'est aujourd'hui que les deux chefs de file, donc les deux familles, vont se souder.* »[45] C'était bien ça, l'idéal poursuivi avec constance par Tshisekedi: se souder à Mobutu, partager le pouvoir dictatorial avec le dictateur... Tout le reste n'était que petites chamailleries, comme dans tout couple bien soudé.

Une rupture de classe entre les conférenciers et les masses

Après de longues tractations, la Conférence s'ouvre le 7 août 1991 à 16h30 au Palais du Peuple. Loka Ne Kongo rapporte que *« le climat de tricherie, de corruption et de confusion»* était tel que *« l'Opposition décida de boycotter la séance».*[46] La fameuse «démocratisation de la dictature» commence bien!

Mobutu ne participe pas à la séance d'ouverture d'une Conférence qui est censée bouleverser le pays. C'est dire que Mobutu ne prend pas les gesticulations des conférenciers très au sérieux. Il a d'ailleurs repris, le 20 avril 1991, la présidence du MPR, comme pour annoncer qu'il se battra pour le maintien de son pouvoir absolu.

Le Premier ministre Mulumba Lukoji fait le discours de circonstance qui a pour thème central, bien entendu, «la réconciliation nationale». Il s'inspire des discours de Monsengwo et des autres évêques: nous sommes tous coupables, nous devons tous confesser nos fautes, nous devons tous nous réconcilier. *« La trame qui a tissé notre vie commune depuis 31 ans a été l'œuvre de nous tous ici présents. »*

Il propose aux conférenciers de prendre pour héros et modèles, outre Simon Kimbangu et Patrice Lumumba, difficiles à ignorer, quatre symboles de la contre-révolution: Kasavubu et le cardinal Malula, deux artisans de l'élimination de Lumumba, puis sœur Anuarite, qui représente les «victimes de la rébellion» et finalement

maman Mobutu – sans doute parce que c'est quand même difficile pour le moment de présenter comme héros, Mobutu lui-même ! Mulumba Lukoji réussit à faire nommer en tant que Président du bureau provisoire Isaac Kalonji de l'*Eglise du Christ au Zaïre*, connu pour sa complaisance envers le mobutisme.

A la première séance, le 12 août, il apparaît qu'il y a trop de conférenciers. Les grands partis liés à l'Occident, l'UDPS, le PDSC et l'UFERI craignent d'être noyés dans les partis alimentaires que Mobutu finance. La conférence commence dans la confusion, elle perd du temps dans des « préalables » et autres futilités, des conférenciers se chamaillent... et le 20 septembre Monsengwo annonce que l'Eglise catholique suspend sa participation à la Conférence-miracle.

La révolte populaire détournée

Pendant que la conférence s'enlise, la dégradation de la situation sociale s'accentue. La misère populaire s'aggrave, les Conférenciers se graissent la patte. Lye M.Yoka note fort à propos : *« La rétribution des conférenciers sous forme de "per diem" plantureux a prostitué le principe d'intérêt national et a rendu vulnérables les délégués. »* Les barons du mobutisme sont à la Conférence pour garder leurs privilèges et leurs fortunes ; les jeunes loups y sont pour en acquérir. Par jour, l'Etat leur paye plus que ce qu'ils ne gagnaient auparavant en un mois. Deux journalistes congolais ont trouvé une formule pertinente : *« Contrairement aux pays de vieille démocratie où ce sont principalement les gens riches qui recherchent le pouvoir, dans le tiers monde on recherche le pouvoir pour devenir riche ».*[47]

Depuis un certain temps, des militaires réduits à la misère expriment leur exaspération et deviennent menaçants. Consciemment, Mobutu laisse se produire le pire. Le 23 septembre 1991, l'armée se mutine et commence à piller. Pendant deux jours, le peuple appauvri s'adonne à son tour aux pillages. On assiste à une révolte populaire non seulement contre l'effroyable dégradation des conditions de vie, mais aussi et surtout contre la trahison des espoirs par la classe politique néocoloniale réunie en « Conférence Souveraine ».

Les émeutes de septembre sont déjà l'expression du désespoir des masses populaires. Mais elles permettent de mesurer combien les possibilités de révolte et d'insurrection étaient grandes après le 24 avril 1990, lorsque le tyran tremblait. Loka Ne Kongo note que ces pillages ont été précédés et seront suivis par *« des expéditions punitives menées par les masses populaires contre les complices de Mobutu et leurs biens »*. De somptueuses villas des dignitaires mobutistes sont « sandroumées », ce qui signifie en argot kinois : pillées et démolies. Loka ajoute : *« C'était l'œuvre d'immenses masses humaines révoltées. (...) Les membres de familles des dignitaires du régime sont lynchés, violés même, sauvagement. »*[48]

Si un minimum de travail révolutionnaire avait été fait parmi les masses entre le 24 avril 1990 et la crise de septembre 1991, les émeutes auraient pu être dirigées contre les véritables ennemis du peuple. Mais rien de tel ne s'est produit. Le peuple n'a trou-

vé aucune force politique pour le diriger contre ses véritables ennemis. Il n'y a pas de meilleure preuve de l'échec des bourgeois «démocrates» de la CNS qui discourent sur le changement radical. Ils s'aveuglaient sur leur combat pour les postes, laissant les masses à l'abandon dans leur misère et leur révolte désespérée. Les émeutes de septembre 1991 marquent déjà le début de la rupture de classe entre la grande bourgeoisie réunie en Conférence Nationale et les masses populaires durement frappées par la liquidation de l'Etat et la destruction des dernières infrastructures.

Mobutu aussi faisait ses calculs: face à l'anarchie, des voix s'élèveront pour rétablir l'autorité. Et la seule autorité, c'est la sienne. Le 24 septembre à minuit, il prend la parole: *«J'aurais pu utiliser les moyens à la disposition des forces restées loyales à l'Etat et au chef du gouvernement, mais j'ai préféré user de ma sagesse afin d'éviter un bain de sang inutile»*. Autrement dit: le maître de la situation, c'est toujours moi.

La recolonisation en marche sous le drapeau de la CNS

Au lendemain des émeutes, des troupes françaises interviennent au Zaïre, bientôt rejointes par 850 paras belges. Tant soit peu encadré, le peuple aurait pu s'engager dans la première bataille de la révolution populaire. Mais abandonné à lui-même, il a eu à subir une intervention impérialiste pour «mettre de l'ordre» dans le camp de la grande bourgeoisie zaïroise.

Au lieu d'un début de révolution, le début de la recolonisation militaire!

Quelle était la stratégie politique à la base de l'intervention militaire franco-belge? Le Parti Socialiste de Mitterrand a dit: *«Le principal obstacle à un redressement du Zaïre est le régime autoritaire et corrompu du Président Mobutu»*.[49] Etienne Davignon, le Président de la Société Générale de Belgique, lui non plus n'y est pas allé par quatre chemins: *«Les événements en cours au Zaïre signifient la fin du Président Mobutu. Le problème est désormais de savoir qui va lui succéder»*.[50] Rappelons-nous que nous sommes en septembre 1991 et que les puissances impérialistes proclament publiquement que Mobutu est bel et bien fini. Alors, quels sont les politiciens zaïrois qui portent la responsabilité pour cette prolongation interminable de la «transition» à laquelle nous assisterons?

A propos de l'envoi de militaires belges et français à Kinshasa, le Premier ministre belge a déclaré que *«cette intervention a été réalisée après concertation avec les autorités française et américaine. (...) Le gouvernement zaïrois a été informé de nos décisions»*.[51] Ainsi, après avoir imposé Mobutu au peuple congolais pendant 25 ans, les impérialismes français, belge et américain veulent continuer à imposer «leurs» hommes, para-commandos à l'appui. Ils sont intervenus militairement de leur propre chef et ils ont simplement «informé» le gouvernement de Kinshasa!

Certains opposants zaïrois s'empressent de se montrer serviables. Justine Kasavubu, porte-parole de l'UDPS soutient l'intervention militaire belge: *«Le gouvernement belge a fait ce qu'il devait faire»*. Et elle a demandé à la Belgique de *«sortir la*

Conférence Nationale de l'impasse»![52] Ainsi, l'UDPS parle d'une Conférence «Souveraine», mais elle la place sous la tutelle militaire de l'Occident!

La Libre Belgique écrit: *«Le Zaïre appelle à l'aide et cette aide, qui sera humanitaire, doit impérativement bénéficier d'un encadrement militaire».*[53] Le néocolonialisme créé une misère insupportable au Congo. Et les puissances néocoloniales spéculent sur cette misère et cette famine qu'elles-mêmes ont créées. Elles veulent bien jeter quelques miettes «humanitaires» aux affamés, mais alors cela doit se faire avec la présence de leurs armées d'occupation. Le «devoir d'ingérence» pour protéger l'aide «humanitaire» est la justification de la recolonisation militaire. Les représentants de Tshisekedi, de Nguza et d'Iléo demandent à la Belgique qu'une force de paix stationne au Zaïre! Et au nom du gouvernement belge, au nom des Partis sociaux-chrétiens et socialistes belges, le ministre Eyskens déclare devant l'ONU: *«L'intervention d'Etats tiers pour protéger les droits de l'homme n'est pas nécessairement une intervention dans les affaires intérieures, même si cette intervention se réalise contre la volonté de l'Etat concerné. La neutralité en matière de droits de l'homme n'existe pas. On ne peut pas se revendiquer d'un concept surchargé de souveraineté pour se dérober au droit de regard de la communauté internationale».*[55] Ainsi, Tshisekedi a appelé à intervenir militairement au Congo des forces qui rejettent *«le concept de souveraineté»!* Et Eyskens, ce social-chrétien de la famille Monsengwo, Ileo et Bo-Boliko, prône des interventions militaires contre la volonté de l'Etat concerné. Il ose prétendre que cela *«n'est pas nécessairement une intervention dans les affaires intérieures»*. Comme pour démontrer aux Congolais qu'il n'y a rien de plus hypocrite et fourbe que la «démocratie» occidentale.

En effet, l'intervention franco-belge vise à imposer la «solution» de la Troïka à la crise zaïroise: remplacer le vieux dictateur en pleine déliquescence par des hommes plus attentifs aux besoins de l'Occident. Ainsi, *La Libre Belgique* écrit: *«Le gouvernement belge semble prêt à élargir le cadre de la mission (militaire) belge au Zaïre de façon à promouvoir la transition démocratique».*[56] Et le socialiste Coëme, ministre de la Défense, déclare: *«Nous devons aussi protéger la population zaïroise contre des émeutes dangereuses. Si vous me demandez une date limite (pour le retrait des paras), je dirais: il doit y avoir un gouvernement démocratique stable qui est capable de relancer l'économie zaïroise sur une base solide.»*[57] Protéger la population contre des émeutes, assurer qu'il y ait un gouvernement démocratique stable: voilà la nouvelle génération d'arguments pour justifier les interventions militaires et la recolonisation de l'Afrique.

Tshisekedi règne comme un démagogue et un aventurier

Paris cherche à utiliser sa présence militaire à Kinshasa pour imposer la formation d'un gouvernement d'Union nationale. La France s'est concertée à ce propos avec les

Etats-Unis. La diplomatie française joue un rôle décisif dans le déroulement des réunions dites du Palais de Marbre I, les 28 et 29 septembre 1991. Sous la présidence de Mobutu, elles réunissent des représentants des Forces Démocratiques Unies (FDU) alliés au pouvoir, d'une part, et de l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale, d'autre part.

L'Union Sacrée retient Tshisekedi comme son unique candidat à la direction d'un Gouvernement de Salut Public. Mobutu et ses partisans obtiennent en contrepartie « le principe de la nomination par ordonnance présidentielle du Premier ministre » et l'obligation pour ce dernier de se présenter devant l'Assemblée nationale « en vue de débattre du programme ». Ainsi, l'opposition ne reconnaît pas seulement l'autorité du Président Mobutu, mais aussi celle du parlement mobutiste.[58] Et dire que récemment encore, ces gens promettaient de façon démagogique de « mettre Mobutu en prison ».

L'ordonnance présidentielle nommant Tshisekedi Premier ministre est publiée le 30 septembre 1991. Le 1er octobre, le Protocole d'accord du Palais de Marbre est signé. Il dit entre autres : *« Toutes les parties ont pris l'engagement de préserver le climat de décrispation politique »*. Mais le lendemain, Tshisekedi dira à des journalistes qu'il a toujours eu *« la conviction que Mobutu est un monstre humain, sans loi, sans morale et sans principes »*.[59] Le même jour, il déclare dans *Le Soir*: *« Pour nous, Mobutu a fini. Juridiquement et politiquement, c'est fini, mais il se maintient par la force comme toujours. Les actes que nous allons poser seront tellement éloquents que l'on pourra même négliger quelque peu sa présence. »*[60]

Peut-il y avoir meilleure preuve que nous sommes en face d'un aventurier et d'un démagogue, d'un politicien sans stratégie aucune ? Tshisekedi, ignore-t-il qu'on ne peut pas « négliger quelque peu » la présence d'un Mobutu qui a toujours l'armée, les services secrets et la Banque Nationale en mains ? D'ailleurs si Tshisekedi « négligera quelque peu » la présence de Mobutu, l'inverse ne sera pas vrai. Mobutu est maintenu comme Président de la République, il garde tous les instruments de la répression en mains.

Malgré la « déclaration de guerre » de Tshisekedi au «*monstre humain*», les deux camps continuent à négocier la composition du gouvernement. Vunduawe cherche à obtenir que les postes gouvernementaux soient partagés à égalité entre les deux grands cartels.

A ce moment déjà, des jeunes cadres de l'UDPS mettent ouvertement en doute la capacité de Tshisekedi à diriger un changement réel. Ces jeunes sont arrivés à la conclusion que Tshisekedi s'est comporté depuis le début de sa carrière comme un des principaux complices de Mobutu. Ces deux personnages peuvent avoir des disputes de famille, mais celles-ci se terminaient toujours par des retrouvailles. Gauthier Omene Samba et Richard Mubiayi Bambula dévoilent le document que Tshisekedi a signé en juin 1987. Après sept années d'opposition de parade sous protection américaine, Tshisekedi était alors rentré tambour battant au bercail mobutiste... Se réclamant de *« la Direction Politique Rénovée, demeurée fidèle aux idéaux du parti »*,

Omene et Mubiayi font une large distribution du document de ralliement appelé *« le protocole de Gbadolite»*, rédigé en ces termes :

« Nous soussignés Kibassa Maliba, Ngalula Mpandanjila, Tshisekedi wa Mulumba et Mpindu Mbabwa, avons examiné librement l'ensemble des problèmes qui se posent à notre groupe.

De nos débats, il s'ensuit que le groupe a adhéré aux principes suivants :

l'oubli du passé ;

l'affirmation et le respect de la diversité d'opinions... mais au sein du Mouvement Populaire de la Révolution ;

le respect du chef et de l'Unité nationale ;

Ainsi donc, le groupe accepte de se mettre sous l'empire de l'article 33 de la Constitution pour œuvrer... dans le sens du renforcement de la pratique démocratique et de l'Unité nationale. »

L'impérialisme dicte sa volonté

Immédiatement après la nomination de Tshisekedi, les impérialistes précisent publiquement ce qu'ils exigent de leur homme.

D'abord, la recolonisation économique intégrale. Le gouvernement belge attend de Tshisekedi *« un redressement crédible et sérieux du secteur socio-économique en collaboration avec le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale»*.[61] Ceci implique une diminution conséquente des dépenses publiques et la privatisation de la Gécamines, de l'ONATRA, de la SNCZ etc.[62]

Ensuite, la recolonisation politique et militaire complète. Jacques Brassinne, acteur important de la politique coloniale et néocoloniale belge, a été le plus explicite à ce propos : *« Il est absolument nécessaire qu'il y ait une présence permanente militaire européenne au Zaïre. Seule la présence de ces troupes pourra permettre un retour du secteur privé, des investisseurs étrangers et des coopérants. »*[63] Tony Vandeputte, l'administrateur délégué de la Fédération des Entreprises Belges, s'est exprimé dans les mêmes termes. Tshisekedi n'a aucune objection contre ces projets de recolonisation militaire. Le 3 octobre, il déclare : *« Je demande à la France et à la Belgique de ne pas retirer leurs troupes du Zaïre, aussi longtemps que je n'ai pas les affaires en mains »*.[64] Ainsi, Tshisekedi se place d'emblée dans une situation de dépendance vis-à-vis des troupes étrangères.

Finalement, les impérialistes qui s'apprêtaient en avril-mai 1990 à lâcher complètement Mobutu, commencent à faire marche arrière. Ils exigent maintenant que Tshisekedi «cohabite» avec Mobutu... Nguz A Karl I Bond l'a avoué le 10 octobre 1991, en pleines négociations pour la constitution du gouvernement Tshisekedi. A la question : *« Les amis occidentaux du Zaïre ont-ils encouragé cette forme de cohabitation ? »*, Nguza répond : *« Certainement. Ils nous ont fait savoir qu'ils exigeaient un équilibre pour éviter tout regain de violence. Les pays de la Communauté Européenne, les Etats-Unis veulent qu'une solution équilibrée et pacifique soit trouvée. C'est la condition*

qu'ils posent pour la reprise de leur aide économique. Ici, aucun gouvernement ne peut réussir sans aide extérieure. Le réalisme politique nous oblige de cohabiter. »[65]

Il est aussi significatif qu'au même moment, l'Union des Démocrates Indépendants de Kengo wa Dondo, la vedette du mobutisme des années quatre-vingt, s'est empressée d'accorder son *« soutien par tous les moyens»* à Tshisekedi, tout en notant que l'UDI est disposée à mettre des *« technocrates de valeur »* à sa disposition...[66]

Le gouvernement Tshisekedi

Le 14 octobre 1991, Tshisekedi présente un gouvernement où l'essentiel du pouvoir se trouve entre les mains de la maffia mobutiste.

Le jour de sa nomination, il dit: *« Je serai le Premier ministre du consensus. Le passé, c'est le passé».*[67] Et deux jours plus tard, le 2 octobre, il déclare: *« Nous devons inclure des gens de l'autre camp. Cela ne pose aucun problème, car le MPR est un parti qui n'existe pas ».* Dans le même élan, il affirme que les officiers voleurs, tortionnaires et assassins sont en train de se convertir en démocrates: *« L'armée est maintenant avec nous. Nous devons maintenant faire confiance très rapidement à notre armée nationale, on ne peut pas laisser trop longtemps des troupes étrangères sur notre sol. »*[68] C'est dire que Tshisekedi est disposé à simplement reprendre l'armée mobutiste et à « repeindre » sa façade...

Regardons quelques postes-clé du gouvernement Tshisekedi: à la Défense, N'Gbanda Nzambo Atumba, *« un fidèle de Mobutu, l'homme des Services secrets et des coups secrets, un des principaux instigateurs du massacre du campus de Lubumbashi»* – c'est ainsi que la presse financière belge connaît cet individu.[69] Aux Affaires étrangères, pour monopoliser les relations avec les maîtres occidentaux, Buketi Bukayi, un proche de Mobutu. Au Plan, pour centraliser aux mains des mobutistes tout l'argent qui viendra de l'Occident, un autre fidèle du MPR, Ifefa Mandji. Aux Ressources minières, pour détourner les revenus du cuivre et du cobalt: Mukenge Ndibu, un quatrième mobutiste notoire.

Enfantillages au lieu de luttes conséquentes

Selon les accords du Palais de Marbre I, Tshisekedi doit signer un procès-verbal sur lequel figure le texte du serment: *«Devant le Président de la République, garant de la nation, je jure d'observer la Constitution et les lois de la République du Zaïre ».* Le jeudi 16 octobre, Tshisekedi signe ce texte, mais en deux traits de stylo, il barre les mots « garant de la nation » et « Constitution ».[70]

Tshisekedi nous présente des enfantillages au lieu d'une lutte conséquente contre le dictateur. Si effectivement il refusait que Mobutu soit le « garant de la nation », il devait rejeter les accords du Palais de Marbre. Chasser un dictateur qui dispose de l'armée et de la Banque Nationale est une affaire extrêmement sérieuse. Il faut une stratégie bien réfléchie pour y réussir et constituer une force populaire révolutionnai-

re pour l'appliquer. Mais Tshisekedi ne veut ni l'une ni l'autre. Ses gesticulations et actes d'éclat qui lui donnent une apparence de « grand opposant à Mobutu » sont dérisoires par rapport au problème fondamental : briser la domination impérialiste, chasser du pouvoir la grande bourgeoisie pro-impérialiste et avant tout son noyau dur composé de Mobutu et des mobutistes. Tshisekedi se dit partisan de la « réconciliation », du « consensus » et de la « cohabitation », mais ensuite il choisit l'épreuve de force... sur des futilités. Il choisit un affrontement « symbolique » avec le dictateur puisqu'il n'a aucun plan pour l'emporter effectivement. Il donne un coup de clairon qui annonce le début de la guerre, puis il quitte le champ de bataille.

Le retard des nationalistes

Le 21 octobre 1991 une ordonnance présidentielle révoque Tshisekedi et son gouvernement.

Dès la nuit du 21, une seconde vague d'émeutes et de pillages se déclenche à Lubumbashi, au Haut-Zaïre, dans les deux Kasaï. Ce sont bel et bien des explosions de violence populaire contre la faim et la misère, mais aussi contre les classes possédantes. Le potentiel révolutionnaire du peuple est une seconde fois gaspillé à cause de la démagogie enfantine d'un personnage loufoque de la grande bourgeoisie qu'on appelle « Moïse ».

On constate à nouveau combien les formations nationalistes révolutionnaires retardent sur la prise de conscience et l'activité des masses. En limitant leurs objectifs au cadre de la Conférence, elles ont omis de formuler des mots d'ordre révolutionnaires capables de canaliser l'énergie des masses. Il fallait appeler à l'insurrection populaire contre Mobutu et le MPR, contre la Division Présidentielle et la Garde civile, pour le renversement de la dictature et cela dès le 24 avril 1990. Un tel appel, même si au début il était incompris, aurait fait son petit bout de chemin. L'expérience de l'activité débile de la Conférence Nationale permettrait de vérifier sa justesse. Une orientation révolutionnaire pouvait influencer le comportement des masses lors des journées d'émeute. Il fallait appeler à l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire issu de l'insurrection : c'est aux forces qui se battent effectivement aux côtés du peuple qu'il revient de concevoir une nouvelle légalité, en rupture avec la « légalité » terroriste de Mobutu. A l'étranger, Laurent Kabila était le seul à tenir ce langage, mais sa voix ne portait pas jusqu'à Kinshasa... En se laissant enfermer dans la Conférence, les nationalistes radicaux couraient le risque de voir les masses entraînées par des forces obscures et rétrogrades dans des luttes désespérées et sanglantes. Le tribalisme pouvait reprendre le dessus et des aventuriers pouvaient se lancer dans des actions militaires sans aucune base politique.

Il était également possible que l'impérialisme prépare les conditions d'un coup d'Etat militaire pour chasser le « monstre humain ». L'armée néocoloniale, auréolée du coup de gloire anti-mobutiste, aurait alors pu embrasser l'Union Sacrée pour aller s'agenouiller ensemble devant leurs maîtres occidentaux.

L'opposition se fracture

L'affaire de la falsification du serment et le comportement incohérent de Tshisekedi introduisent des clivages dans cette coalition de dinosaures et jeunes loups qu'est l'Union Sacrée. Nguz A Karl I Bond déclare que l'opposition se ridiculise : *« L'Union Sacrée est une coalition de plusieurs partis qui ont conclu un pacte momentané dans une situation précise. Très rapidement, nous reprendrons notre autonomie. »*[71]

L'attitude de Tshisekedi permet à Mobutu de reprendre l'initiative et de diviser l'opposition. Il en débauche deux personnalités : Mungul Diaka, d'abord et Nguz ensuite. Les deux acceptent la fonction de Premier ministre. Ce n'est pas une trahison – sauf par rapport aux ambitions personnelles de Tshisekedi – c'est un épisode dans la rivalité entre des grands bourgeois qui sont tous liés à l'Occident. Aucun ne propose un autre programme au peuple congolais que celui imposé par le FMI, la Banque mondiale et la Troïka.

Dans le gouvernement de Mungul Diaka on retrouve trois mobutistes qui étaient déjà dans l'équipe de Tshisekedi : N'Gbanda, Ifefa et Buketi – ce dernier étant aussi un haut dignitaire d'une église kimbanguiste. Ils sont rejoints par Ramazani Mwene Malungu, vieux renard du MPR. Plusieurs nouvelles formations politiques ont un ministre et la Démocratie Chrétienne Fédérale de Nyamwisi a un poste de Secrétaire d'Etat. C'est une indication que les « formations jeunes, nouvelles et dynamiques » sont composées de « chercheurs de postes » de la même race que les vieux dinosaures.

Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères à Paris, la capitale la plus favorable à Mobutu, déclare que le renvoi de Tshisekedi est *« dangereux et, sous plusieurs aspects, inacceptable »*.[72] Un message des ambassadeurs de la CEE à Mobutu affirme que : *« la mise en place d'un gouvernement qui ne correspond pas aux critères de consensus et de démocratisation entraînerait de graves conséquences sur les plans diplomatique, politique et économique. »* Cela confirme que l'impérialisme européen ne veut plus de Mobutu et compte sur Tshisekedi pour assurer de nouvelles opportunités au monde des affaires occidental.

Les négociations reprennent entre les Forces Démocratiques Unies (mobutistes) et l'Union Sacrée. Elles aboutissent le 22 novembre aux Accords du Palais de Marbre II, signés pour les FDU par Vunduawe et par Iléo pour l'Union Sacrée. Leur texte est un modèle de prostitution politique dans lequel mobutistes (dont certains étaient, hier, opposants) et anti-mobutistes (dont certains étaient, hier encore, des intimes de Mobutu) disent vouloir « mettre en place un gouvernement de large consensus national ». On y trouve des phrases bouffonnes qui, prononcées en cœur par opposants et mobutistes, prêtent à rire : *« Déclarons que nous récusons la violence d'où qu'elle vienne ; proclamons notre volonté de privilégier le dialogue démocratique ; décidons privilégier la courtoisie dans le langage et le comportement, et promouvoir le débat des idées et de faciliter le dialogue des programmes. »* Ce chapelet de mots creux égrenés en commun par les deux camps « ennemis » montre bien que la CNS a « démocratisée » la vie politique par la voie du multi-mobutisme.

La composition du gouvernement Nguz, investi le 28 novembre 1991, marque une étape importante dans le processus d'émiettement de l'Union Sacrée. L'UFERI de Nguz et l'aile Nyamwisi de la Démocratie Chrétienne et Fédérale rompent définitivement avec l'Union Sacrée. Une figure centrale de la «Société Civile», Pierre Lumbi, a initialement accepté le poste de ministre de la Santé. Plusieurs petits partis qui peuplaient déjà le gouvernement Mungul Diaka restent en piste. Le pôle ouvertement mobutiste s'est renforcé: N'Gbanda, Buketi et Ifefa ont été rejoints par Idambituo au Budget, Mandungu à l'Intérieur et Kitenge Yesu aux Communications.

Un quatrième septennat gratuit

Le 4 décembre 1991 expire le troisième septennat du Président Mobutu. Fin stratège, Mobutu a prévu que la «transition» pourrait durer pendant de longues années. Le 5 juillet, il a fait voter par son Assemblée nationale une loi qui révise certains articles de la Constitution pour l'adapter aux changements du 24 avril 1990. Il y a glissé dans l'article 4: *«Le Président de la République actuellement en fonction demeure Président de la République jusqu'aux prochaines élections»*. Les «opposants» n'ont pas réagi énergiquement à ce coup d'Etat monté par Mobutu et son parlement. Ils ont encore laissé passer une occasion rêvée pour mettre fin «dans la légalité» au règne de Mobutu. Les grands ténors de l'Union Sacrée étaient tellement mobilisés pour la recherche de postes, qu'ils n'ont pas pensé mobiliser les masses autour de la date fatidique du 4 décembre, fin irrémédiable d'une époque. Ainsi, ce 4 décembre 1991, Mobutu a pu lire tranquillement un message à la nation d'un cynisme admirable: *«Je n'entends nullement m'accrocher au fauteuil présidentiel car, en tant que démocrate convaincu, je crois qu'il appartient au seul peuple de décider souverainement du choix de mon successeur, au terme des élections libres et démocratiques. C'est ici le lieu de rappeler ma décision d'affronter, dans un jeu démocratique, tous ceux de mes compatriotes qui voudront briguer la magistrature suprême de notre pays.»* Mobutu est confiant qu'il s'imposera à ses «opposants» qui hier étaient ses laudateurs au sein du comité central du MPR. La «Transition» aboutira finalement à des élections que Mobutu est sûr de gagner grâce à sa fortune et au contrôle qu'il garde sur l'Etat. Après la non-bataille du 4 décembre, l'opposition décide d'une opération ville morte pour le lendemain... Encore un coup d'épée dans l'eau.

Les évêques mènent la barque

Le 11 décembre 1991, sous la présidence du ministre de l'Intérieur, Mandungu Bula Nyati, la Conférence redémarre avec la présence de 2.289 délégués. Officiellement, 2.602 conférenciers sont inscrits dont la plupart, 1.182 pour être précis, appartiennent à la Société Civile ; il y a 724 représentants des partis politiques et 696 des institutions publiques (Présidence, gouvernement, assemblée, armée). Des centaines de

partis et d'ONG sont nés pour l'occasion et d'autres sont en gestation... Mobutu fait surgir des «formations politiques» du néant à coup de dollars. Les plus actifs dans ce montage de pseudo-partis et de fausses ONG sont Mme Nzuzi wa Mbombo et Tshimbombo Mukuna. On atteindra le point culminant en cette matière en novembre 1993, lorsqu'on dénombra 382 partis politiques et presque autant de groupes politiques déguisés en ONG...[73]

Le 12 décembre 1991, les conférenciers procèdent à l'élection du Président du bureau provisoire: Monsengwo l'emporte avec 65% des suffrages contre 35% pour le mobutiste Kanku Ditu.

«Sans haine, sans rancune, sans vengeance»

Fraîchement élu, Monsengwo fait un discours révélateur: *«La Société Civile souhaitait voir le Bureau provisoire dirigé par une personne neutre, crédible et indépendante, susceptible de rassembler les fils et filles de notre pays autour des mêmes idéaux. A travers ma modeste personne, c'est surtout l'Eglise et toutes les confessions religieuses que le peuple a choisies. Je m'efforcerai d'être l'homme de tous. (...) Je lance un appel urgent aux conférenciers, les invitant à faire de la CNS d'abord et de la nation zaïroise ensuite, une grande famille de frères et de sœurs qui s'accueillent, s'apprécient et s'aiment, rejetant toute haine et rancune, toute vengeance.»*[74]

D'emblée, Monsengwo se présente comme le politicien le plus rusé de cette Conférence Nationale. Il en sera la figure dominante. Monsengwo s'appuie sur les «forces nouvelles» de la Société Civile qui est liée aux églises ou aux ONG financées par l'Occident. C'est essentiellement au sein de la Société Civile que l'Occident espère trouver un nouveau personnel politique néocolonial. Monsengwo prendra sur lui la double tâche de mystifier, de duper les masses et de réconcilier l'ensemble de la classe politique pro-occidentale, les vieux dinosaures et les jeunes loups.

Le 21 décembre a lieu l'élection du Bureau. Iléo, le Président du Parti Démocratique Social-Chrétien devient le 1er vice-président avec 54% des voix contre 45% pour Banza Mukalay, le vice-président du MPR. La Société Civile a fait la différence. Le 1er secrétaire-rapporteur, Tshibangu Kalala, est également membre du PDSC. Trois politiciens sociaux-chrétiens dominent le Bureau de sept membres.

L'Occident est rassuré par l'arrivée de Monsengwo à la barre. Le gouvernement belge, le plus réticent envers Mobutu au sein de la Troïka, renoue avec le gouvernement Nguz et envisage la normalisation des relations bilatérales.

Sur proposition de Christophe Lutundula, homme de la Société Civile de Kinshasa, le nombre des représentants des institutions publiques, en majorité des mobutistes endurcis, est réduit. Les mobutistes contre-attaquent en jouant la carte du régionalisme. Ils tentent ainsi de paralyser et de détruire la Conférence. Ils mettent en discussion la sur-représentation de certaines régions comme le Kasaï-Oriental et le Bas-Zaïre et la sous-représentation d'autres comme le Haut-Zaïre et le Shaba. Mon-

sengwo refuse de se laisser entraîner dans un débat qui risque de «ruiner l'unité nationale».

Mi-janvier 1992, un certain nombre de délégués du Front Démocratique Unifié et ceux de la région du Nord-Shaba, dirigés par Kiungu, quittent la Conférence.

Le 19, Nguz suspend la CNS jusqu'à nouvel ordre.

Une grande effervescence s'empare du peuple, excédé par la perpétuation du régime en place et par la dégradation constante des conditions de vie. Les enseignants partent en grève. Le climat social s'échauffe dans les quartiers populaires.

Pourquoi la CNS est-elle nécessaire ?

Privé de son fauteuil de Président de la Conférence, Monsengwo remet ses habits d'évêque. Président de la Conférence épiscopale, il diffuse le 27 janvier 1992 une Déclaration des Evêques du Zaïre. Monsengwo se montre aussi malin et machiavélique que Mobutu, sa déclaration est d'une perfidie diabolique. C'est un plaidoyer brillant pour sauver Mobutu et le mobutisme. En voici l'essentiel :

« S'agissant de la recherche d'un nouveau consensus national, il est nécessaire de dépasser le cadre des institutions habituelles. Il faut un autre cadre de concertation plus large, plus englobant : la CNS. Le peuple zaïrois veut la CNS. Par cette voie il peut accéder à la démocratie réelle, dans la paix et la réconciliation nationale. Nous déplorons le piétinement de la CNS et la mesure de suspension de ses travaux prise par le gouvernement. Cette mesure risque d'être en définitive une provocation du peuple à la violence. Notre peuple a déjà trop souffert et souffre encore de multiples formes de violence : la rébellion et les luttes tribales, les brutalités, l'insécurité généralisée. Participer à la CNS est un événement unique et exceptionnel. C'est une occasion historique de servir la Patrie. La CNS est le lieu de rassemblement de toutes les forces vives de la nation. La CNS n'est pas une arène de propagande électorale ni de conquête du pouvoir. C'est le lieu où doivent être sélectionnés les meilleures pierres de fondation de la nouvelle société. Les actes et les décisions de la CNS doivent viser l'intérêt général de la nation et définir le nouveau cadre de vie. Le gouvernement de transition doit être l'expression d'un changement qualitatif suite à l'adoption par consensus d'un nouveau projet de société zaïroise. C'est après les élections libres et démocratiques que les partis victorieux pourront former un gouvernement définitif. »[75]

Essayons de traduire ce langage mielleux en phrases claires. D'emblée, Monsengwo fixe son objectif : le consensus national entre, d'une part, Mobutu et ses partisans et d'autre part, ceux qui s'y opposent. En restant dans le cadre traditionnel des institutions mobutistes, cet objectif ne peut être atteint. Les masses n'auront pas confiance. Il faut un nouveau cadre qui puisse faire croire aux masses qu'il y aura un changement réel : c'est la Conférence Nationale. Refuser cette Conférence, c'est prendre le risque que le peuple se soulève contre tout le système. Monsengwo estime que le peuple a déjà trop souffert... et comme cause première il mentionne la révolution populaire des années 1964-1968 ! L'évêque estime qu'il ne faut pas que les Conféren-

ciers se lancent directement dans le combat pour des postes. Ce serait indécent aux yeux du peuple. Il faut d'abord prendre des décisions et élaborer un nouveau projet de société, ce qui poussera les masses à refaire confiance en la classe politique. Les travaux de la Conférence auront permis à de nouvelles forces capables de défendre l'ordre établi, d'émerger. La confiance restaurée, la lutte entre les politiciens néocoloniaux pourra être menée ouvertement lors des élections. Les nouveaux élus, tous, même ceux qui appartiennent au noyau dur du mobutisme, auront une légitimité aux yeux du peuple.

Monsengwo ne diffère pas avec Mobutu sur le but à atteindre, mais bien sur la méthode pour y arriver. Mobutu veut aller aussi vite que possible aux élections. Il est sûr de les gagner. Monsengwo estime qu'il faut d'abord passer par le psychodrame de la Conférence Nationale: déballages, révélations, expressions publiques de remords et de repentance. On pardonnera à ceux qui confessent leurs péchés et on se réconciliera. Les masses auront confiance dans les élections et si Mobutu les gagne, il aura une légitimité réelle et non fictive.

Un million de personnes dans la rue

L'Eglise catholique zaïroise continue à s'afficher dans la fonction qu'elle remplit depuis le début de la colonisation: la première force politique du Congo. Principal soutien de masse du colonialisme, du néocolonialisme et de la dictature au moment de sa gloire, cette Eglise inspire et dirige maintenant la pseudo-opposition à Mobutu et au mobutisme. Le 16 février, l'Eglise organise une Marche des Chrétiens à Kinshasa. C'est une opération à hauts risques. En effet, le peuple est outré et des explosions révolutionnaires peuvent se produire. Dans les 110 paroisses, ce sont des comités laïcs qui mobilisent. Et on y entend des voix très radicales. Dans cette Eglise zaïroise cohabitent deux mondes opposés, coexistent le meilleur et le pire. Des intellectuels anti-impérialistes et révolutionnaires sont invités dans les salles paroissiales par des chrétiens laïcs qui prônent le renversement du système en place. La manifestation du 16 février peut devenir le début d'un grand mouvement révolutionnaire populaire. Mais finalement, l'ensemble de l'opération restera sous le contrôle de la hiérarchie. La marche rassemble plusieurs centaines de milliers, voire un million de personnes. Unique mot d'ordre: la reprise de la Conférence Nationale Souveraine. La marche sera réprimée, l'armée zaïroise, renforcée pour l'occasion par des éléments de l'UNITA, tuera 17 personnes.[76]

Le fait qu'un million de Kinois descendent dans la rue, chose jamais vue dans l'histoire, prouve bien que les masses sentent le besoin d'un changement radical. Une organisation révolutionnaire aurait pu exprimer et expliciter ces besoins: le départ immédiat de Mobutu et de tous les grands dinosaures; la mise en accusation de tous les mobutistes qui ont commis des crimes de sang et des crimes économiques; la fin de la domination étrangère sur le Congo. Mais la hiérarchie de l'Eglise est la bergère qui conduit ses moutons vers la chimère de la Conférence Nationale. Une conférence

à laquelle les évêques ont assigné comme but la réconciliation avec Mobutu et les mobutistes et la soumission aux intérêts occidentaux... L'Eglise veut donner une base populaire à la cohabitation entre mobutistes et « opposants » au sommet de l'Etat, elle mobilise les masses pour ranimer leurs illusions dans la bienveillance des puissances impérialistes et la bonne volonté de la classe politique de l'ancien régime.

Au lendemain du 16 février 1992, Gizenga intervient dans le débat politique. Non pas pour s'appuyer sur la mobilisation d'un million de Congolais et pour la porter de l'avant vers l'insurrection populaire, mais pour proposer un « arrangement à l'amiable » avec le tyran... Gizenga lance l'Opération Tremblement de Terre qui ne fera même pas trembler un cil du dictateur. Toute l'impuissance du nationalisme petit-bourgeois s'exprime dans la pitoyable lettre que Gizenga envoie ce 17 février à « Monsieur le Président ». On y lit : *« A peine rentré au pays après un long exil de 26 ans, je prends la liberté de vous écrire en ma qualité d'un des Pères de l'Indépendance du Congo, d'ancien vice-Premier ministre du Gouvernement Lumumba,... en tant que leader à la fois du Parti Lumumbiste Unifié et des Nationalistes progressistes congolais. C'est donc en cette triple qualité qu'en toute légitimité je me crois fondé de vous prodiguer des conseils... Le 24 avril 1990... vous avez fait preuve de courage en annonçant... la fin de la dictature monopartiste en faveur d'une démocratie pluraliste... Il ne vous reste plus qu'à faire preuve du même courage et d'annoncer... votre démission de toutes vos fonctions d'Etat...*

Dans la mesure où, par la volonté du peuple qui continue à me faire pleinement confiance, je reprends au même moment la direction des affaires de l'Etat, je vous garantirai pour vous et pour votre famille la sécurité due à votre rang... Si vous voulez à tout prix vous cramponner au pouvoir... vous risquez de pousser le peuple... à l'exaspération et de l'inciter à poser des actes qui... ne sont pas à souhaiter ni pour nous Congolais ni pour nos partenaires étrangers... Je vous invite à ne pas abuser de la patience du peuple qui attend de votre part une réponse positive dans un délai de quinze jours... Fait à Léopoldville, le 17 février 1992, Antoine Gizenga. »[77]

Comme Tshisekedi restera éternellement « Premier ministre issu de la Conférence Nationale Souveraine », Gizenga veut garder son statut de vice-premier ministre de Lumumba qu'il acquit le 30 juin 1960. C'est en cette qualité que, trente-deux années plus tard, il se propose de reprendre des mains de Mobutu le pouvoir suprême. Gizenga semble vouloir prouver une dernière fois que, s'il est bien un nationaliste, il n'a jamais été un révolutionnaire. Contrairement à Mulele, il n'a jamais pensé à organiser les masses pour la lutte révolutionnaire ouverte, seul moyen de débarrasser le Congo d'un régime néocolonial né dans la violence et maintenu dans la violence. Ce n'est donc pas un hasard si, quatre années plus tard, Gizenga s'opposera à la révolution populaire déclenchée par Kabila et Kisase Ngandu. Notons également que Gizenga juge opportun de faire parvenir une copie de sa lettre aux ambassadeurs des U.S.A., de France et de Belgique.

Le jour où Gizenga écrit sa lettre, ces trois ambassadeurs interviennent en vue de la relance de la Conférence. Pendant la semaine qui suit, Monsengwo s'entretient à plu-

sieurs reprises avec Mobutu et accepte de jouer un rôle modérateur. Il déclare: *« La CNS est un lieu de réconciliation»*. Il obtient un accord des différentes forces en présence: *« 1° Tout est négociable; 2° Dans le cadre de la Conférence; 3° Dans le respect des textes légaux la convoquant. »* Le troisième point implique la reconnaissance de l'autorité présidentielle de Mobutu. Le premier veut dire que l'on ne s'attaquera pas trop aux mobutistes.

Un Conclave de l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale et Alliés est organisé du 12 au 23 mars 1992 à Ste Anne. Deux résolutions capitales en sortent. La première prône *« l'option du dialogue »* comme voie pour obtenir la réouverture de la CNS. La seconde affirme que le consensus doit être le mode de gestion politique pendant la Transition. Ainsi, la trahison est consommée. Hier encore, les « grandes gueules » de cette Opposition traitaient Mobutu de façon démagogique de tyran et de monstre humain afin de s'attirer la sympathie populaire. Mais en ce mois de mars 1992, ils révèlent déjà leur véritable nature d'élèves, d'amis, de compagnons et d'alliés du Maréchal. Les opposants veulent sauver la Conférence Nationale Souveraine grâce à un dialogue avec le dictateur. Mais alors, par rapport à qui sera-t-elle « souveraine », leur Conférence? Elle n'a été « souveraine » que par rapport au peuple dont elle a pu royalement mépriser la volonté et l'aspiration à un bouleversement radical de l'ordre établi. Les opposants veulent diriger le gouvernement de la Transition dans un « consensus » avec Mobutu et sa mouvance. Vouloir le consensus avec le dictateur, c'est accepter implicitement d'être à sa merci, voire à ses ordres...[78]

Le dernier jour du Conclave, le 23 mars 1992, une délégation de l'Union Sacrée composée de Kamanda wa Kamanda et N'Singa Udjuu rencontre Mobutu *« pour jeter les bases de la reprise des négociations »*. Tous les deux sont dans la grâce du Premier ministre Tshisekedi. Ce dernier disait même: *« Plus engagé et plus décidé que N'Singa, je ne connais pas »*.[79] Une semaine plus tard, Tshisekedi rend public son gouvernement remanié. Kamanda et N'Singa en font partie... Les grands ténors du mobutisme étaient chez eux dans la mouvance présidentielle, mais ils dominaient aussi l'Union Sacrée...

Rassuré, Mobutu en personne convoque le 27 mars 1992 la Conférence « souveraine »... Le 8 avril 1992, deux jours seulement après la réouverture de la CNS, Mgr Monsengwo entame déjà des négociations avec la mouvance présidentielle! Ce matin-là, Mobutu reçoit à Gbadolite les responsables des confessions religieuses. Le professeur Loka Ne Kongo note: *« A son retour, Monsengwo Passinya préside une réunion de réconciliation entre la dictature et l'Opposition. Là où il faut combattre, la religion vous pousse au dialogue! »*[80]

« Le regret des fautes commises... »

Le 24 avril 1992, lors de la séance d'installation du Bureau de la CNS, Monsengwo déclare: *« Nous allons procéder à l'examen critique de l'histoire du pays ». « Rechercher le consensus, c'est poursuivre un compromis fondé sur les convergences qui*

existent entre les divers courants dans l'optique d'un changement positif. Quant à la réconciliation, elle suppose l'aveu de ses égarements, le regret de ses fautes, enfin l'engagement à ne plus y succomber et à réparer dans la mesure du possible le péché. »

Encore une fois, Monsengwo se profile comme le complice le plus habile de Mobutu et des mobutistes. Il conçoit la CNS comme un grand déballage qui «dévoilera» les crimes des uns et des autres, qui sont d'ailleurs pour l'essentiel connus du public! L'Eglise estime qu'elle est capable de sauver les criminels, d'amener le peuple à leur pardonner et de les relancer dans l'arène politique, transformés en «démocrates». On est ébahi devant cette démarche aussi perfide qu'hypocrite de l'évêque: ceux qui ont assassiné les dirigeants lumumbistes et massacré plusieurs centaines de milliers de jeunes mulelistes, ceux qui ont volé, pillé et détourné à pleines mains, ceux qui ont ruiné et ravagé l'économie du Congo et ses infrastructures, doivent simplement «avouer» leurs fautes, les «regretter» et, si possible, faire quelques réparations symboliques. Alors les autres conférenciers s'engagent à faire un «compromis» avec ces mobutistes, à définir les «convergences» avec eux et à réaliser un «consensus». Monsengwo, qui manipule le petit peuple misérable et appauvri dans des manifestations bidon, prépare systématiquement les esprits à pardonner les mobutistes et à les réhabiliter. En échange d'«aveux» qui ne coûtent rien, Monsengwo promet qu'il n'y aura ni jugement, ni condamnation, ni punition pour qui que ce soit. Consensus, compromis, réconciliation, ce sont les mots que Monsengwo utilise pour introduire l'impunité des grands criminels qui ont détruit tout un pays et clochardisé sa population.

Toute la démarche de Monsengwo sert à étouffer les véritables revendications révolutionnaires qui mobilisent les masses les plus opprimées. La déclaration commune des étudiants en donne une idée: *«Nous exigeons que Mobutu soit destitué, mis aux arrêts et déféré devant la Cour suprême de Justice. Vu tous les éléments à sa charge, la peine de mort prononcée à l'endroit de Mobutu ne décevrait pas l'étudiant zaïrois»*.[81]

La CNS, de la corruption et des vœux pieux

L'audit financier pour la première période de la CNS, allant d'avril 1991 à avril 1992, constate qu'on a dépensé trois fois plus que prévu: 133 milliards de zaïres au lieu des 41 milliards budgétés. Presque 20% sont dépourvus de justificatifs.

Le 28 avril, les conférenciers adoptent un budget de fonctionnement de 12 millions de dollars qui doit permettre le paiement de «per diem» allant de 23 dollars pour les conférenciers habitant la capitale à 68 dollars pour les provinciaux. Ce «per diem» dépasse de loin le revenu mensuel des salariés.

Dès la reprise, un scandale financier éclate. Des délégués régionaux de la Société Civile ont rencontré Mobutu à Mbandaka pour lui demander une aide financière. Ils avaient des problèmes d'argent, car la suspension de la Conférence Nationale avait

entraîné l'interruption de leur «per diem». L'argent de Mobutu a été distribué dans les centres d'accueil des conférenciers à Kinshasa par son conseiller Jacques Tshobombo. *La Référence Plus* cite un chiffre de 7 milliards 700 millions de zaïres. Monsengwo calme le jeu, refuse de parler de corruption, adresse un blâme pour «faute d'éthique». Et il se justifie en disant que s'il faut prendre des sanctions sur une telle base, *«nombre des participants à cette conférence devraient être sanctionnés».*[82] Cet épisode montre que beaucoup d'ONG et autres groupes de la Société Civile sont déjà «mobutisés»: ils adoptent le style de vie et l'idéologie de la grande bourgeoisie régnante. Maître Nimy l'a bien compris. Conseiller à la présidence, il félicite Monsengwo pour son magnifique arbitrage. Tout en admettant que les critiques violentes adressées au Président *«constituent un exorcisme collectif»*, un *«moment de catharsis utile»*, Nimy appelle l'assemblée à ne pas se complaire dans un discours et des attitudes qui énervent le Chef de l'Etat, mais à l'aider plutôt à assumer et à conduire les mutations qui s'opèrent dans la société...

Nimy et Monsengwo ont exactement la même conception de la Conférence Nationale: c'est un psycho-drame, un exercice de confessions publiques qui doit amener le peuple à corriger l'image haineuse qu'il se fait du tyran et de ses sbires. Le grand déballage doit aboutir à la décision de ne plus énerver le Chef de l'Etat. C'est cela la démocratie néocoloniale: un exercice de mystification du peuple ayant pour but de le réconcilier avec la dictature néocoloniale rénovée.

Participent de ce grand déballage purificateur, les violentes attaques verbales et sans aucun effet contre le tyran. Le 9 juin 1992, Kibassa Maliba déclare au nom de l'Union Sacrée que la Présidence et l'Assemblée nationale et toutes les institutions de l'ancien régime sont obsolètes. Le mandat de Mobutu ayant prit fin le 4 décembre 1991, c'est à la CNS de le prolonger ou non pour la période de transition. Un Haut Conseil de la République, émanant de la CNS fera fonction de parlement. Le gouvernement de la transition doit être dirigé par un Premier ministre élu par la CNS et uniquement responsable devant le HCR.

Tout cela n'est que vœux pieux, puisque l'Union Sacrée ne pense même pas à se donner la force matérielle pour imposer ce qu'elle prétend revendiquer.

Mobutu répondra calmement par un communiqué le 15 juin: *«Le Président tient à rappeler que les travaux de la CNS doivent se dérouler dans le cadre des textes légaux qui la créent, la convoquent et l'organisent. (...) La prérogative de désigner le Premier ministre est dévolue au Chef de l'Etat.»*

Dans la situation qui prévaut à Kinshasa, une étincelle peut toujours mettre le feu à la plaine. L'insurrection populaire est toujours possible. Mais presque aucun conférencier n'en veut et ses rares partisans ne savent pas comment s'y prendre. Le 16 juin, une foule marche sur le Palais du Peuple pour exiger des conférenciers qu'ils se montrent fermes face à Mobutu. Une nouvelle fois, Monsengwo utilise la Conférence pour briser l'élan combatif du peuple et pour protéger le tyran. Il évoque les «convergences parallèles» entre le point de vue du Chef de l'Etat et celui de la majorité de la CNS. Pour le choix du nouveau Premier ministre, Monsengwo voit la possibilité

d'un compromis: sa désignation par la CNS, suivie de sa nomination par Mobutu. Ainsi, Mobutu reste la pièce maîtresse du «renouveau».

Les fameuses Commissions

Les fameuses «Commissions» de la Conférence Nationale sont mises en place le 20 juin 1992. Considérées souvent comme des manifestations de l'esprit démocratique radical qui aurait animé la CNS, elles sont piégées dès le départ. Seul le verbe pouvait être radical, dans chaque Commission des gardiens de l'ordre veillent à ce que rien de pratique ne se décide. La Commission de la Gestion du portefeuille a pour Président Thambwe Mwamba, mobutiste richissime et ancien PDG de divers parastataux. La Commission Transition est dirigée par Christophe Lutundula, qui porte l'étiquette de la Société Civile mais qui figurera bientôt dans le parti libéral de Kengo. La Commission de Défense et de Sécurité est présidée par le général Mahele, fréquemment mentionné en Occident comme successeur possible de Mobutu. La Commission Assassinats travaille sous l'autorité de Kasusula Djuma Lokali, Société Civile et futur vice-premier ministre du gouvernement mobutiste de Birindwa. La Commission des Biens Mal Acquis a à sa tête Tshilenge. La Commission des Finances, Banques et Crédit, Ndele Bamu Albert, ancien du Groupe de Binza, qui fut pendant dix ans gouverneur de la Banque centrale.

Mais la tension et la colère populaire continuent de monter. Le 27 juin, des militaires se livrent à des pillages à Kinshasa. Le 10 juillet, les masses jettent des pierres sur le cortège funèbre de Diangenda, le chef de l'Eglise Kimbaguiste. Mobutu a dit qu'en 1958 déjà, Diangenda lui a promit un brillant avenir... Le 17 juillet, une fusillade suivie de pillages éclate à l'aéroport de Ndjli entre la DSP et les parachutistes du CETA.

«Seul le grondement du soulèvement populaire...»

En juillet 1992, il est déjà évident que la Conférence Nationale «Souveraine» n'est qu'une farce et que les révolutionnaires et patriotes doivent la dénoncer comme une imposture mobutiste. Un vieux combattant se charge de la tâche. Le 23 juillet 1992, à Madrid, Laurent Kabila tient une conférence historique. Il y indique les conditions dans lesquelles une Conférence Nationale aurait pu chasser Mobutu et imposer un changement radical. *«Après que le dictateur annonça, le 24 avril 1990, une prétendue ouverture de son régime au pluripartisme, nous avons nous-mêmes misé sur le mouvement de démocratisation... Nous avons avancé l'idée de la tenue d'une véritable Conférence Nationale... Les principes du PRP pour la tenue d'une Conférence Démocratique Nationale étaient les suivants.*

1. *Formation d'un gouvernement provisoire chargé d'assurer le départ de Mobutu et de convoquer une Conférence Nationale Souveraine.*
2. *Libération immédiate de tous les prisonniers politiques et dissolution des unités de la sûreté mobutiste.*

3. *Formation d'une véritable armée nationale avec intégration à celle-ci de nos propres combattants.*
4. *Blocage des avoirs (des dignitaires du régime) à l'étranger.*
5. *Elucidation des responsabilités des crimes politiques commis depuis la liquidation physique de Lumumba... jusqu'aux massacres de mai 1990 des étudiants à Lubumbashi, ainsi que des chrétiens de Kinshasa en février 1992. (...)*

Il s'agissait d'une véritable rupture avec le régime en place. (...) Seul le grondement du soulèvement populaire pouvait obliger (le dictateur) à changer de comportement. Or, ...la plupart des acteurs de la politique nationale ayant une existence tolérée à Kinshasa, ont fini par accepter... la mise en place d'une Conférence Nationale "décaféinée", composée pour la plupart d'hommes de paille désignés par le dictateur. »[83]

Mobutu redevient Président-Fondateur

Monsengwo va consulter ceux que l'Eglise catholique considère depuis toujours comme les véritables maîtres du Congo: les gouvernements des Etats-Unis, de la France et de la Belgique. A son retour il supplie le Chef de l'Etat de participer au processus de transition, s'il veut sauver son autorité. Le 27 juillet 1992, une rencontre a lieu à la N'Sele entre Mobutu et une délégation de la CNS conduite par Monsengwo. Ils décident d'un commun accord de «rechercher un compromis global susceptible de permettre une transition pacifique».

Accepter de discuter avec Mobutu de l'organisation de la transition en dehors du cadre de la CNS, n'est-ce pas reconnaître que le véritable pouvoir se trouve toujours aux mains du dictateur?

Le 31 juillet, un *«Compromis politique global»* est adopté à l'unanimité par les représentants de la mouvance présidentielle et par l'opposition.

Il contient trois points essentiels: *«Neutralité de la transition dans ce sens qu'elle n'applique pas la politique d'une tendance, mais celle de la nation toute entière et qu'elle doit être gérée sans exclusive ni militantisme partisan». «La démocratie pluraliste.» «Le Président, Institution Suprême de l'Etat et symbole de l'unité de la nation, doit être mis à l'abri de tout ce qui peut entamer son prestige et sa crédibilité.*» Et il est précisé: *«S'agissant du Président, il a été admis qu'il représente la nation et est le chef suprême des Forces armées».*

Ainsi, la «vraie» bataille de la Conférence Nationale Souveraine est déjà gagnée par le camp de Mobutu. Ni la domination néocoloniale sur le Congo, ni le monopole de la grande bourgeoisie congolaise sur la gestion de l'Etat n'ont jamais été remises en cause. La «bataille» ne concernait que des questions d'ordre secondaire: au sein de la grande bourgeoisie pro-impérialiste, est-ce qu'il y aura encore une place pour Mobutu? Est-ce qu'il y aura un équilibre entre mobutistes et «opposants» à Mobutu? Ou est-ce que Mobutu restera le noyau central de la grande bourgeoisie? C'est la dernière hypothèse qui se réalise...

Les conférenciers essaient à nouveau d'escamoter cette réalité sous un flot de verbes. Tshisekedi dira: *« Personne ne peut imposer sa volonté à la Conférence ».* Toujours le même aveuglement: bien sûr que ceux qui ont le pouvoir réel, c'est-à-dire le pouvoir de l'argent et surtout celui des armes, peuvent « imposer leur volonté» à toutes les conférences ! L'impérialisme peut imposer sa volonté à la Conférence. Mobutu aussi peut le faire, lui qui reste le maître de l'armée et des services de répression ainsi que de la Banque centrale.

Le 3 août 1992, Christophe Lutundula présente à la CNS un projet d'Acte constitutionnel que la Conférence adopte le lendemain à l'unanimité. Ainsi, même les mobutistes adoptent un papier qui réduit très fortement le pouvoir de Mobutu. Et cela contrairement au Compromis global, adopté également à l'unanimité quatre jours auparavant !

Selon l'Acte, le poids de la CNS dans la nouvelle légalité néocoloniale est plus important que ce qui était prévu dans le Compromis. Néanmoins, il contient plusieurs stipulations qui permettent à Mobutu de revenir à la charge. Entre autres les articles 40 et 71 : *« Le Président de la République est le chef suprême des Forces armées. » « Le Premier ministre est élu par la CNS et investi par Ordonnance du Président dans les 48 heures de son élection. »*

Ayant immédiatement compris que l'Acte comporte un risque de marginalisation du Président, Vunduawe affirme que les deux camps doivent négocier afin d'« harmoniser» les deux textes ! Voilà à quoi a été réduite la « grande bataille démocratique » de la CNS: des tractations pour « harmoniser» les textes du dictateur et de ses « rivaux »... Le jour même de l'adoption de l'Acte, Mobutu écrit une lettre à Monsengwo. Le ton est sec : *« J'ai reçu le 23 et 27 juillet une délégation de la Conférence conduite par vous-même et l'ensemble de votre Bureau. Un procès verbal de compromis, signé le 30 juillet par tous les participants, a été établi. Je ne m'en tiendrai, en ce qui me concerne, qu'au contenu de ce compromis s'agissant de la transition. Je n'entends pas personnellement m'engager au-delà. »* Pour être bien compris, Mobutu laisse ses militaires détruire à l'arme lourde la résidence de Kibassa, qui est aussi le siège de l'Union Sacrée ! Monsengwo se hâte d'annuler la décision « radicale » que sa CNS vient de prendre : il obtient par un vote à main levée la suspension des points de l'Acte contestés par le Chef de l'Etat. Cet épisode est significatif. Un jour, les conférenciers peuvent prononcer à l'unanimité des mots sanglants à l'adresse du dictateur, pour les retirer le lendemain avec une même unanimité, suite à quelques menaces proférées par le tyran. Le verbalisme radical de la CNS servait uniquement à mystifier les masses.

Maintenant que Mobutu, le chat, a obtenu satisfaction sur l'essentiel, il peut laisser Tshisekedi, la souris, s'agiter pendant un certain temps. Le 14 août, la CNS élit Tshisekedi avec 71% des suffrages contre le candidat du camp mobutiste, Thomas Kanza, qui en obtient 28%. Dans son discours-programme, Tshisekedi a recours au langage typique de Monsengwo: *« La réconciliation ne signifie pas compromission, mais renonciation au mal et conversion au bien. »* Et il accorde solennellement son pardon

à tous ceux qui lui ont fait du mal.[84] Il conçoit son arrivée à la primature comme une redistribution des cartes au sein de la même famille, redistribution à son avantage et au détriment du Président-dictateur. Une partie du peuple qui ne jure que par «Moïse», pense que le Pays Promis est proche. Aux petites heures du matin le 15 août 1992, les conférenciers, en sortant du Palais du Peuple, sont accueillis par l'immense clameur d'une foule surexcitée qui prend d'assaut l'enceinte...

«Le chef, c'est toujours moi»

Nguz, qui perd sa place de Premier ministre, est nommé ministre d'Etat auprès du Président. Il se rend sans délai au Katanga où des affrontements meurtriers ont lancé des «autochtones» contre des «immigrés kasaïens», des partisans de l'UFERI contre ceux de l'UDPS. Maître-intriguant, Mobutu n'a aucune difficulté à provoquer une guerre civile d'inspiration ethnico-régionaliste entre deux grandes forces de l'ancienne Union Sacrée.

Le 27 août 1992, Kibassa, Président de la Commission politique, propose que le MPR soit dissout et la présidence déclarée vacante. Le MPR quitte la Conférence et suspend sa participation. Le duo Monsengwo-Tshisekedi se hâte de rencontrer Mobutu sur son bateau, le Kamanyola. Le soir même, Mobutu signe l'ordonnance nommant les ministres proposés par Tshisekedi.

Mobutu se trouve dans un fauteuil confortable. Il mise sur l'incompétence de Tshisekedi et sur l'inexpérience de son équipe. Il compte surtout sur les jalousies et les affrontements inévitables entre le nouveau gouvernement et tous ceux qui n'ont pas eu le poste auquel ils aspiraient. Les mécontents ne manquent pas parmi les opposants: Tshisekedi a constitué son gouvernement «démocratique» en oubliant même de consulter ses partenaires de l'Union Sacrée! Il n'y a que 21 ministres et il y avait plus de 600 ministrables. Mécontents sont également tous les membres du MPR, de l'UFERI tendance Nguz et des divers partis de la mouvance présidentielle qui ne sont pas représentés. Kin-Kiey Mulumba écrit avec perspicacité: *«Mobutu a plus à gagner qu'à perdre en laissant au Premier ministre les mains libres. Mobutu trouve dans la démarche suivie un nouveau témoignage de la restauration de son autorité.»*[85]

Six jours après avoir nommé les ministres du gouvernement Tshisekedi, le 4 septembre 1992 à Gbadolite, Mobutu rappelle que le chef, c'est toujours lui. Parlant de son discours du 24 avril 1990, il déclare: *«Le changement, la démocratisation du pays, c'est moi à partir de ce discours.»* Il affirme qu'il ne signera l'Acte de la transition que si celui-ci est réaménagé. La Constitution – mobutiste – en vigueur reste entre-temps d'application. Les départements de la Défense nationale et des Affaires étrangères demeurent ses domaines réservés – ce qui constitue une remise en cause même du Compromis politique qui en faisait des «domaines de collaboration». Un des grands objectifs attribués à la Conférence était d'écrire une nouvelle Constitution. Mais Mobutu décide que parallèlement au projet de Constitution de la CNS, un autre sera présenté au suffrage populaire.

Les 12 septembre et 2 octobre, Mobutu signe une série d'ordonnances. N'Gbanda est nommé conseiller spécial à la présidence en matière de sécurité. L'amiral Mavua Mudimba prend la tête de la Sûreté intérieure. Kabuya Lumuna Sando devient porte-parole de la présidence. Nguz se voit chargé d'élaborer le projet constitutionnel alternatif.

Pas de chasse aux sorcières

Entre-temps, deux dossiers «hyper-sensibles» doivent encore être traités par la Conférence: les rapports des Commissions Assassinats et Biens mal acquis. Discutés en plénière, ils peuvent provoquer une agitation parmi les masses de Kinshasa. Monsengwo tient à l'éviter. Contrairement à ce que prévoit son règlement intérieur, la très «démocratique» CNS ne discutera pas ces rapports et leurs recommandations ne seront pas publiées dans le Journal officiel...

Pour réaliser cette mobutisation complète de la Conférence, Monsengwo a dû prononcer un discours qui utilise toutes les finesses hypocrites du langage religieux pour sauver le Satan zaïrois et ses acolytes. *«Nous avons eu à réfléchir sur le processus de réconciliation, objectif ultime de notre Conférence Nationale. (...) La confiance ne règne pas totalement entre les institutions de la République. Aussi devons-nous dès à présent, si nous voulons réussir notre processus de changement démocratique, restaurer cette confiance. Le seul moyen est la réconciliation. Les uns considèrent que le déballage est la première étape de la réconciliation. Mais personne ne veut d'un déballage à la manière de la chasse aux sorcières, un déballage à la manière d'un règlement de comptes, un déballage qui juge et jette l'opprobre et l'anathème sur les individus. La réconciliation impose l'aveu des fautes. Beaucoup dans cette salle répondent que faute d'aveu, il faut accuser. Il nous faut d'abord nous regarder dans la glace pour savoir si nous sommes qualifiés, éthiquement parlant, pour nous ériger en censeur des autres. (...) Quelle image donnerions-nous de notre Conférence Nationale si tout cela devait être déballé à la radio et la télévision ? Quel crédit notre Conférence aura-t-elle ? Nous devons gérer le déballage avec responsabilité, dans la sauvegarde de la dignité de notre pays et de ses institutions. Cette procédure évite de faire de la CNS un forum passionnel et de bas niveau. Cette procédure est susceptible d'encourager des gestions de repentances et de réparation spontanée qui pourraient avoir lieu dans l'anonymat.»* [86]

C'est avec de pareils discours inspirés par une religiosité luciférienne, que Monsengwo a sauvé Mobutu et le mobutisme. Nous sommes en 1992 et nous apprenons qu'il faut avoir «confiance» dans les mobutistes et se «réconcilier» avec eux. Il faut éviter à tout prix de se montrer trop sévères avec les pauvres dinosaures du MPR: pas d'accusations, pas de déballages, pas de règlements de comptes. C'est ainsi qu'on pourra encourager ces braves assassins et pilleurs à se repentir et à réparer volontairement quelques dégâts qu'ils ont causés. Et ce langage de la complicité avec la dictature et de la servili-

té envers le dictateur a obtenu l'adhésion de l'écrasante majorité de la CNS! Il était donc inévitable que Mobutu et les grands mobutistes – de Kengo, Thambwe Mwamba et Likulia à Kamanda wa Kamanda, N'Singa Udjuu et autres Banza Mukalay – sortent vainqueurs de la Transition «démocratique» de 1990 à 1997.

La transition doit être neutre...

Mais revenons au mois de septembre 1992. Les pays de la Troïka savent qu'ils ne peuvent pas réaliser des affaires rentables au Congo, aussi longtemps que l'économie et les finances sont aux mains de Mobutu. Aussi insistent-ils sur la nécessité que le gouvernement Tshisekedi ait la maîtrise des finances publiques. Sur les conseils du clan Kengo, Tshisekedi opte pour des mesures susceptibles de séduire le FMI et la Banque Mondiale. La réquisition des stocks des compagnies pétrolières qu'avait adoptée le gouvernement Nguz, est levée. Tshisekedi décide de désengager l'Etat de la gestion des formations médicales à caractère public.

Le 1er octobre, Tshisekedi suspend le gouverneur de la Banque, Nyembo Shabani. Mais le lendemain, le général Baramoto place des blindés autour de la Banque pour permettre au gouverneur de se rendre à son bureau. Le véritable gouvernement est celui qui a des blindés puisque les blindés permettent de contrôler la Banque... Sachant cela, les militaires se lancent une nouvelle fois dans des pillages, les 7 et 8 octobre 1992 à Mbuji-Mayi, les 11 et 12 à Mbandaka, en décembre à Kisangani et au Nord-Kivu.

Le 5 octobre, le parlement mobutiste, l'Assemblée nationale, qui a été officiellement «mise en congé» et qui ne constitue pas une institution de la transition, s'est réunie sous protection militaire. Le lent retour de la légalité mobutiste se confirme. Le vent a tourné.

De nombreux partis politiques et plates-formes «alimentaires» quittent l'opposition. Ils rejoignent les rangs des mobutistes, motivés par des espèces sonnantes et par des promesses de postes... Dans les rangs de l'opposition, on retrouve également des acteurs de la IIe République qui visent essentiellement leur «blanchissement»... afin de récupérer le pouvoir au moment opportun. Aux membres de la «prima curia», le noyau dur du mobutisme, se joignent des opportunistes et des taupes, des infiltrés au service du dictateur. Loka Ne Kongo résume bien la situation: *«La faiblesse de l'opposition, c'est la faiblesse de sa classe politique issue de la dictature et façonnée sur son modèle dans le sens d'accéder à tout prix au pouvoir pour un enrichissement rapide et facile»*.[87]

Des rumeurs de putsch militaire sont renforcées par un communiqué du Haut Commandement qui décide le 21 octobre de se retirer de la Conférence Nationale. En effet, une délégation de l'armée de Mobutu siégeait tout à fait sérieusement à la Conférence «démocratique» et «souveraine»... Faisant référence aux conditions posées par Mobutu pour signer l'Acte constitutionnel, le communiqué de l'armée critique *«les tergiversations»* des conférenciers face aux appels au dialogue du Chef de l'Etat.

Rien de plus efficace pour «réconcilier» des politiciens bourgeois qu'une petite intervention militaire. Dans ce cas, un communiqué légèrement menaçant a suffi: le 27 octobre se tient une grande réunion au Palais de la nation autour de Mobutu, Monsengwo et Tshisekedi pour *«inaugurer des négociations en vue de débloquer la situation du pays»*.

L'évêque-président du HCR y prononce une allocution: *«Nous venons à vous, citoyen Président de la République, députés et conférenciers de la Mouvance présidentielle, militaires, pour aller avec nous au Palais du Peuple où dans le dialogue franc, nous voulons bientôt sceller le pardon et la réconciliation nationale.»* Monsengwo fait deux concessions essentielles à Mobutu: il accepte la nécessité d'une «harmonisation» entre l'Acte constitutionnel de la CNS et le Compromis Global signé par les deux camps, puis il affirme qu'il faudra une participation effective de tous à l'exercice du pouvoir lors de la transition. En bref: il faut un nombre suffisant de partisans de Mobutu au gouvernement.

Dans une note préparatoire aux négociations, la présidence avait clairement fixé ses objectifs et principes: *«Objectifs des négociations. Produire: 1. Un texte de compromis; 2. Un Acte Constitutionnel amendé; 3. Un gouvernement d'Union nationale; 4. Consolider les bases d'une transition non conflictuelle; 5 Garantir une véritable réconciliation nationale. Les principes de bases: 1. Neutralité de la transition; 2. Partage du pouvoir; 3. Gouvernement neutre, c'est-à-dire d'Union nationale. La composition du Haut Conseil de la République sera faite sur base de 50% de conférenciers et 50% de non-conférenciers.»*[88] Désormais, c'est Mobutu lui-même qui tiendra fermement en mains le gouvernail de la CNS. Le Congo aura le multi-mobutisme sous Mobutu et non, comme l'ont espéré un moment quelques «opposants» genre Tshisekedi et Iléo, le multi-mobutisme sans Mobutu.

A la mi-novembre, la Conférence achève son travail «positif et constructif»: elle adopte en plénière un projet de constitution et elle se prononce ensuite sur un projet de loi électorale. Ces deux textes resteront lettre morte et ne seront jamais d'application...

Le 22 novembre, Monsengwo et Tshisekedi qui comprennent parfaitement que le rapport de forces a changé, se rendent à Gbadolite à l'invitation du Chef de l'Etat. Résultat: le Premier ministre s'engage à entamer des entretiens en vue de la constitution d'un gouvernement de large Union nationale. Et effectivement, le 1er décembre, Mobutu promulgue deux ordonnances: l'une dissolvant le gouvernement en place; l'autre, nommant à nouveau Tshisekedi en tant que formateur d'un gouvernement d'Union nationale.

La CNS se termine en queue de poisson

Le 2 décembre 1992, la Conférence adopte une décision sur la composition du Haut Conseil de la République qui devait comprendre 359 conseillers élus par la CNS parmi les membres, mais en compte finalement 455.

C'est le 6 décembre que les portes se ferment sur la Conférence Nationale « Souveraine ».

A la séance de clôture, Monsengwo prétend que l'édifice institutionnel créé par la CNS est bien construit et cohérent. Il s'agit maintenant surtout de *« veiller aux critères moraux, intellectuels et spirituels de vos dirigeants ». « La réconciliation prévue ne pourra avoir lieu sans qu'il y ait repentir et demande de pardon de la part de chacun, mais en particulier de ceux que leur rôle désigne de toute évidence comme artisans du système que le peuple vient de rejeter.»* Mais Monseigneur avoue que *« nous n'avons rien vu venir »*. C'est comme un aveu que toute sa démagogie cléricale sur *« le repentir »* de Mobutu et des mobutistes ne servait qu'à endormir les masses.

Le professeur Bula Bula m'a décrit les scènes dramatiques auxquelles il a assisté ce dernier jour de cette illusion appelée Conférence Nationale Souveraine. Lorsque Monsengwo a annoncé que tout était terminé, des centaines de personnes se sont mis en rang pour prendre la parole. Certaines pleuraient. D'autres protestaient vivement: *« Tous nos morts, c'était donc pour rien ? »* Une femme disait: *«J'ai tout sacrifié pour qu'il y ait un changement, vous parlez des acquis, mais rien n'a changé!»* Cette désillusion amère, ce sentiment d'avoir été trahi, mûrira au cours des années à venir et sera à la base de l'accueil enthousiaste que les Kinois réserveront en mai 1997 à l'armée de libération de Kabila.

Assassinats et Biens mal acquis ? Connais pas !

Depuis le 1er décembre, le gouvernement Tshisekedi est démissionnaire. Le 10 décembre, Mobutu confie la gestion des affaires courantes aux secrétaires généraux... qui tous acceptent ! Mobutu veut fermer la parenthèse de la CNS et empêcher la mise en place du HCR, le parlement de la transition. Le 14 décembre, l'armée interdit aux élus du HCR l'accès au Palais du Peuple, mais le lendemain, sa concurrente, l'Assemblée nationale mobutiste, s'y réunit. Le 18 décembre, l'opposition organise une journée « ville morte » largement suivie.

Finalement le HCR réussira à se réunir. Lors de la validation des mandats, le 22 décembre, Roland Lumumba introduit une motion demandant que soient écartés tous ceux sur lesquels pèsent de lourdes présomptions de crimes ou délits. Le moment est important: il apparaîtra maintenant ce que valent les travaux des Commissions Assassinats et Biens Mal Acquis. En effet, beaucoup de membres influents du HCR ont été dénoncés dans ces rapports: Iléo, Ndele, Nendaka, N'Singa Udjuu, Bomboko, Kengo, Thambwe Mwamba, Lihau, Kamanda wa Kamanda, Bo-Boliko, Albert Kalonji. Le verdict sera sans appel: les Commissions ont bien pu formuler des critiques verbales féroces, mais des conclusions pratiques et des sanctions, il n'y en aura pas. Par 170 voix contre 132, le Haut Conseil de la République issu de la CNS décide que ceux qui ont été dénoncés pour d'innombrables crimes sont dignes de représenter les nouvelles institutions « démocratiques ».

Ceux qui ont dirigé la CNS n'ont pas voulu que les Commissions Assassinats et Biens Mal Acquis aboutissent à des mesures concrètes contre les coupables. Les Commissions ont pourtant amassé une masse de preuves dont un gouvernement nationaliste peut se servir pour punir les criminels qui ont fait le mobutisme. Laurent-Désiré Kabila n'a pas eu le temps d'exploiter ces dossiers. Mais tout ce matériel récolté par les Commissions de la CNS pourra à l'avenir être le point de départ d'actions judiciaires contre les grands mobutistes...

L'élection du bureau du HCR confirme la «réconciliation entre politiciens néocoloniaux, mobutistes et «anti-mobutistes» confondus. Monsengwo reste Président; Iléo et Christophe Lutundula deviennent premier et deuxième vice-président. Monsengwo et Iléo sont très liés à la Belgique et aux Etats-Unis. Lutundula, représentant de la Société Civile, rejoindra bientôt l'UDI, le parti de Kengo, l'Américain.

Entre insurrection et intervention étrangère

Le 26 décembre 1992, le Haut Conseil de la République prend une *«Décision du HCR relative à la crise»*.[89] Le HCR exprime son désaccord avec la révocation du gouvernement Tshisekedi par Mobutu, avec la nomination des secrétaires-généraux pour expédier les affaires courantes et avec la session de l'ancienne Assemblée qui n'est pas une institution de la Transition.

Le Haut Conseil de la République réaffirme que l'Acte constitutionnel de la Transition est le seul cadre constitutionnel qui régit l'Etat et la seule source de légalité. C'est un baroud d'honneur purement verbal. Le HCR sait que Mobutu a la force d'imposer le Compromis Global. D'ailleurs, le HCR lui-même s'y réfère pour demander au Premier ministre d'assurer un contact suivi avec le Président. Dans la même optique, le HCR demande à Tshisekedi d'élargir son gouvernement enfin d'assurer les équilibres politiques fondamentaux, c'est-à-dire d'y introduire un certain nombre de mobutistes supplémentaires.

Pour le reste, le document traite la crise avec les phrases ronflantes et vides dont les conférenciers ont le secret. Ainsi, le HCR *«rappelle que la paix civile et la concorde nationale, conditions de la réussite de la Transition, ne peuvent être hypothéquées sous aucun prétexte.»* Quel rapport ont ces mots avec l'effondrement de l'économie, l'aggravation de la pauvreté, la révolte des masses contre un système injuste que la Conférence Nationale ne fait que prolonger? Quel rapport entre la soi-disant «concorde nationale» et les luttes à outrance entre les conférenciers pour les meilleurs postes?

Mobutu ne daigne pas réagir aux critiques qui lui sont adressées. Le 14 janvier 1993, le HCR se prononce à l'unanimité pour une procédure de déchéance contre le Président pour «haute trahison». Mots terrifiants. Mais la procédure de destitution ne sera, bien sûr, jamais engagée...

Le 12 janvier, Kibassa, Président de l'Union Sacrée, lance un programme quasi insurrectionnel: ville morte, grève générale, libération de certains bâtiments dont l'armée contrôle l'accès, ces actions devant se poursuivre jusqu'à la démission de

Mobutu. Est-ce le tournant vers la révolution ? Que du contraire. Après le succès de la journée ville morte du 15 janvier, la mobilisation perd vite sa vigueur. Dès le 19 janvier, l'Union Sacrée abandonne son programme d'action. Impuissante, l'opposition se tourne vers la Troïka pour la supplier d'intervenir militairement. Le HCR présidé par Iléo appelle les puissances occidentales à intervenir pour sauver la «démocratisation» menacée... C'est le retour au modèle classique de la démocratie néocoloniale sous tutelle militaire occidentale.

Du 28 janvier au 2 février 1993, les militaires se lancent à nouveau dans des pillages à Kinshasa. Les mutins s'en prennent à des installations commerciales et industrielles, aux habitations de politiciens aussi bien du camp mobutiste que de l'opposition, à des écoles, des hôpitaux, à des institutions religieuses et à des lieux de culte. Il y aura entre 135 et 500 morts à Kinshasa. La transition produit le désespoir, l'anarchie et la destruction. N'ayant plus confiance en Mobutu ni en Tshisekedi, l'Occident ne sait plus sur quel pied danser.

Le 4 février 1993, après les pillages, Tshisekedi sollicite à nouveau l'aide militaire de la «communauté internationale». La France intervient militairement, mais Mobutu interdit à l'armée belge de mettre pied à Kinshasa. L'ambassadeur de France, Philippe Bernard, posté à une fenêtre de l'ambassade, est tué par balle. Mais Mobutu pourra se rendre sans problèmes en France du 19 au 26 février.

Le 5 février, Mobutu met fin au mandat de Tshisekedi et demande au HCR de lui proposer un autre candidat Premier ministre. Fanatique de l'impossible réconciliation, le 16 février, Monsengwo se rend à Gbadolite en pèlerinage vers le Saint Joseph-Désiré. Il amène une proposition de remaniement ministériel que Tshisekedi a élaboré... après sa destitution. Mais Mobutu ne veut plus entendre parler de Tshisekedi. Par après, Monsengwo se justifiera: *«Je me suis rendu à Gbadolite parce qu'il fallait bien que quelqu'un décide de s'abaisser».*[90]

Le Conclave poursuit l'œuvre de la CNS

Mobutu est redevenu le maître du jeu. Il fait hausser le ton. Le Haut commandement de l'armée, dans un mémorandum du 24 février, déclare: *«Monsengwo sait que la CNS s'est terminée en queue de poisson et en l'absence de plusieurs grandes familles politiques de notre pays, ainsi que des FAZ et de la Garde civile. L'armée défendra les institutions légalement établies. Les Forces Armées ne se sentent pas liées par l'Acte constitutionnel tant que celui-ci n'aura pas été promulgué par le Chef de l'Etat. Un des objectifs majeurs de la Conférence Nationale consistait à réconcilier le peuple zaïrois avec lui-même. Aujourd'hui notre peuple se trouve plus désuni que jamais à cause des comportements que le prélat catholique a affichés durant les travaux de la CNS. »*[91] Le même jour, des éléments de la DSP encerclent le Palais du Peuple et y séquestrent les conférenciers. Nouvelle confirmation de ce que nous savions dès le début de la Conférence: seul celui qui possède la force armée, peut dire que ses décisions sont «souveraines».

Le 26 février 1993, Monsengwo et le Bureau du HCR se rendent auprès de Mobutu pour lui proposer un conclave politique. Les participants au conclave devront définir les conditions d'une cohabitation entre Mobutu et Tshisekedi. Monsengwo admet qu'il se pose un problème d'harmonisation des textes.

Ces nouvelles concessions ne peuvent plus satisfaire Mobutu. Il veut la restauration intégrale de son pouvoir. Du 9 au 18 mars, Mobutu convoque au Palais de la nation un Conclave politique. Ni le bureau du HCR, ni l'Union Sacrée, ni le gouvernement Tshisekedi n'y participent. Le bureau du Conclave, appelé «Collège des sages» comprend e.a. Mandungu, Kabimbi Ngoy, Mabi Mulumba, Ngalula, Ndele...

Dans son discours d'ouverture, Mobutu fixe trois objectifs au Conclave: la formation d'un Gouvernement de Salut Public où collaboreront toutes les forces politiques; l'harmonisation des textes régissant la transition; un référendum constitutionnel et des élections.

Mobutu estime que l'Assemblée nationale doit redevenir une institution de la transition aux côtés du HCR. Ecartant d'autres prétendants au poste de Premier ministre – Kamitatu, Ndele, Thomas Kanza et ZAhidi N'Goma –, le Conclave retient la candidature de Birindwa.

Non sans cynisme, Mobutu félicite le Conclave d'avoir *«poursuivi l'œuvre inachevée de la CNS»*. Il se réjouit de *«l'option en faveur du libéralisme économique»* prise par les délégués.

En fait, le retour en force de Mobutu a été facilité par l'incompétence et la désorganisation notoire de Tshisekedi. *La Libre Belgique*, pourtant acquise à la «démocratisation», écrit le 19 mars 1993: *«Depuis quelque temps, des motions de censure circulent au HCR pour faire tomber Tshisekedi, à qui on reproche de ne pas avoir assez travaillé à la gestion du pays – le cabinet ne se réunit pratiquement plus depuis la mi-janvier.»*[92] Homme intelligent, Mobutu savait exploiter les erreurs et faiblesses de son adversaire principal, Tshisekedi, et se rapprocher des hommes de l'UDPS qui en avaient ras-le-bol de l'inertie du «Moïse» zaïrois. C'est ainsi que Mobutu nommera un des fondateurs historiques de l'UDPS, Birindwa, comme Premier ministre! *Le Figaro* notait: *«Faustin Birindwa faisait partie du groupe d'opposants – de plus en plus nombreux – qui commençaient à élever de sévères critiques contre "l'incapacité" d'Etienne Tshisekedi.»*[93]

En Belgique, la Commission des relations extérieures de la Chambre estime que la désignation de M. Birindwa *«constitue la seconde étape vers un coup d'Etat larvé de Mobutu contre la première née des instances démocratiques au Zaïre: le Haut Conseil de la République, présidé par Mgr Monsengwo»*.[94]

La France insulte publiquement Mobutu en refusant de lui donner un visa pour se rendre le 22 mars dans sa villa à Cap Martin. Selon un porte-parole du gouvernement, la France, ainsi que les Etats-Unis et la Belgique, souhaitent *«que le processus démocratique redémarre»* au Zaïre. *«Tout ce qui peut le bloquer, l'altérer ou le ralentir n'est pas bon et, par conséquent, ceux qui peuvent se mettre en travers de ce processus, sont susceptibles de voir ces trois pays réagir»*. Début février, la France, les

Etats-Unis et la Belgique avaient déjà adressé une mise en garde à Mobutu, le sommant de *« remettre tous les pouvoirs au gouvernement de Transition»*. Maintenant, les hauts fonctionnaires des trois pays étudient les moyens *« d'isoler politiquement et diplomatiquement »* Mobutu. Ils pensent à bloquer les importants avoirs de Mobutu à l'étranger et à lui refuser l'accès de leur territoire.[95]

Cependant, le cœur n'y est plus: si les puissances impérialistes en ont assez de Mobutu, elles mesurent déjà toute l'incompétence de Tshisekedi... Le décor est déjà planté pour des retournements d'alliances. La France s'y engagera sans états d'âme après son échec rwandais, en juin 1994.

Mais nous sommes toujours début 1993 et le gouvernement Birindwa est mis en place le 2 avril. On y trouve Nguz à la Défense; Kasungulu de la Société Civile-UDI à l'Intérieur; Kamitatu à l'Agriculture; Mpinga Kasenda aux Affaires étrangères, Mutombo Bakafwa N'Seda aux Mines et Corneille Mulumba comme vice-ministre au Plan. Ce gouvernement compte 10 hommes du MPR et 10 représentants des partis de l'Union Sacrée, le PDSC, l'UDPS et l'UFERI-Nguza.

Tshisekedi, Birindwa et Monsengwo: le règne de l'impuissance

Tshisekedi, qui se considère toujours Premier ministre, présente le 22 mars 1993 un remaniement gouvernemental au HCR. *Le Potentiel* décrit la scène: *« Aussitôt terminée la présentation des ministrables, la salle des congrès ressemble au marché des chameaux d'Ouad-Médani. Le chahut couvre toute la gamme des mécontentements, des satisfactions, des remerciements, des frustrations, des félicitations, des désillusions, des déceptions, des protestations, des contestations et des reniements. »* Une description fidèle de la « démocratie » à la CNS.

Tshisekedi continue sur la voie qu'il a choisi dès le début de la Conférence Nationale: de grandes déclarations fracassantes auxquelles il n'a pas la force de donner un début de réalisation. Il déclare le 25 mars que Mobutu n'est plus le Président, mais un rebelle.[96] Le gouvernement Tshisekedi demande par la voix de Lambert Mende, ministre de l'Information, à la communauté internationale de *« réagir au coup d'Etat par l'envoi d'une force d'interposition »*.

Le 27 mars, Monsengwo et Iléo informent Tshisekedi que l'équipe qu'il propose ne satisfait pas totalement aux critères. Il doit entrer en contact avec le Chef de l'Etat pour s'accorder avec lui sur les personnes qui géreront les « ministères de collaboration ». Etrange proposition, puisqu'on sait que Mobutu ne veut plus entendre parler de Tshisekedi. Et Monsengwo n'ignore pas qui détient le véritable pouvoir. Mobutu est à nouveau incontournable.

Le 6 avril, la Communauté européenne affirme que la nomination de Birindwa est « illégale » et qu'il ne pourra bénéficier de sa coopération. La Troïka décide de refuser des visas à Mobutu et à ses proches.

Le 8 avril, Vunduawe, directeur du cabinet de Mobutu, publie une mise au point dans le style «nationaliste» dans lequel excellait Sakombi au cours des années soixante-dix. *«Le combat héroïque engagé depuis 1965 par le Président Mobutu pour la conquête de l'indépendance économique de notre pays est bien connu de tous. Le nationalisme et le patriotisme du Maréchal Mobutu gênent une certaine petite Belgique. Le gouvernement mis en place est chargé de restaurer l'autorité de l'Etat et la sécurité des personnes et des biens. Il aura à conduire notre jeune nation à des élections libres, démocratiques et transparentes. N'en déplaise à certains Etats membres de la Communauté économique européenne.»*[97] Confiants, les hommes du dictateur estiment que, Mobutu étant toujours maître du pouvoir, de l'armée, des services secrets et de masses d'argent, les «élections libres, démocratiques et transparentes» seront à leur avantage.

Ni Tshisekedi, ni Birindwa

Le 30 mars 1993, Monsengwo déclare: *«Ni le gouvernement de Tshisekedi ni celui de Birindwa ne pourrait rassembler toutes les plates-formes et tendances politiques. Aucun des deux gouvernements ne pourrait réconcilier la classe politique ni le pays. C'est pourquoi nous voulons inviter tous les acteurs politiques à enterrer la hache de guerre et à reprendre le dialogue.»*[98] Monsengwo place donc le gouvernement «de la CNS» sur le même pied que celui du Conclave et il exige en fait que la hache de guerre, agitée contre Mobutu, soit enterrée. Monsengwo consacre la nouvelle position de force de Mobutu.

Tshisekedi remanie son gouvernement le 9 avril 1993. On y retrouve les mobutistes N'Singa Udjuu et Jules Sambwa (deux anciens Premiers ministres), Thambwe Mwamba, Kamanda wa Kamanda, Freddy Mulongo, et aussi Lambert Mende, Pierre Lumbi, Théophile Mbemba, Fernand Tala Ngai. Un cas particulier: celui de Félicien Liamba, membre de l'Alliance pour la Défense des Acquis du Mobutisme, parti fondé par Baramoto. L'homme est ministre de l'Agriculture, comme pour montrer que Tshisekedi se moque éperdument des paysans!

Nous entrons alors dans une brève transition dans la Transition, marquée par trois politiciens impuissants: Tshisekedi, Birindwa et Monsengwo.

Le gouvernement Tshisekedi, issu de la CNS, est coupé du pouvoir présidentiel et donc du contrôle de la force publique. Il n'exerce aucune autorité sur la Banque du Zaïre. Il n'a pas accès aux ministères. Il est absent des instances internationales, de l'OUA et des Nations Unies, où Birindwa occupe le siège congolais.

Birindwa, ancien dirigeant de l'UDPS qui représente maintenant la continuité sous Mobutu, est détesté par tout le monde. Les services publics se mettent en grève. Birindwa met en circulation un Nouveau Zaïre qui vaut trois millions de zaïres anciens. Seuls 65% des billets en circulation seront échangés. Les anciens zaïres se concentrent au Kasaï. Le taux d'inflation cumulé passe à plus de 8000% fin décembre. Le déficit cumulé de l'année 1993 dépasse 9 milliards de zaïres, ce qui

représente près de 80% des dépenses.[99] L'interminable transition va achever de ruiner le peuple.

Monsengwo et le «dialogue de bonne foi»

Monsengwo est tout aussi impuissant, quoi qu'il semble au sommet de sa gloire. Un groupe de soutien à Monsengwo est créé avec des intellectuels prestigieux comme Ndaywel è Nziem, Mikanza Mobyem et Ndundu Kivuila. Mais on y trouve surtout des hommes qui ont joué un rôle important dans le régime Mobutu: Kengo wa Dondo, Victor Nendaka, Lunda Bululu, Umba di Lutete, Alexis Thambwe Mwamba, Kamanda wa Kamanda, N'Singa Udjuu. On notera que ces trois derniers font partie du gouvernement Tshisekedi remanié.

Monsengwo est dans «l'opposition» l'homme de l'impérialisme par excellence. En avril 1993, il se rend en Belgique et aux Etats-Unis. Début juillet, il fait une nouvelle tournée européenne.

Son chef de cabinet, Idzumbuir, ne ménage plus les critiques à l'égard du gouvernement Tshisekedi. Dans une note, il constate que Tshisekedi n'a pas fait grand-chose de ses quelques mois de pouvoir effectif et qu'il a violé l'Acte de transition au même titre que le Président. Il affirme que la population, découragée et apeurée, ne peut plus être mobilisée comme en février 1992 et que l'Occident refuse d'enlever ou de neutraliser Mobutu. Ne voulant pas mobiliser le peuple et ne pouvant pas compter sur une intervention de l'étranger, le cabinet de Monsengwo propose des négociations entre les différentes familles politiques sous la garantie de l'Occident.

Suivant en cela Monsengwo, Mitterrand dira que la France ne reconnaît ni Tshisekedi, ni Birindwa. L'émissaire des Nations Unies, M. Brahimi, comme la diplomatie belge et américaine, appuient également Monsengwo. Les Etats-Unis déclarent que Mobutu est «le principal obstacle aux changements» et la Belgique humilie Mobutu en ne lui permettant pas d'assister aux obsèques de son ami le Roi Baudouin. Les déclarations belges et américaines contre Mobutu font rire: en appuyant le «réconciliateur» Monsengwo, ils savent que Mobutu, qui garde le contrôle sur l'armée et la Banque, sortira grand vainqueur de la «réconciliation».

Le 7 juin 1993 Monsengwo répète sa «Grande Idée», cette idée ridicule d'un «dialogue de bonne foi» entre tous les voleurs et magouilleurs qui ne pensent qu'à se servir. Tout en manifestant sa confiance dans les dinosaures et grands bourgeois du régime mobutiste, Monsengwo exprime une nouvelle fois sa haine pour le peuple révolté et pour la révolution. *«L'Etat de droit est assassiné. Le consensus national est rompu. Le pouvoir n'a plus de finalité digne. La situation sociale est catastrophique et notre économie en débâcle. Pourtant un minimum de bonne foi et d'esprit de dialogue nous auraient fait juguler la crise. Nous disons à la classe politique que dans un Etat de droit tel que l'a voulu la CNS, le pouvoir n'est pas au bout du fusil ni à la rue, mais entre les mains des institutions légitimes. Aussi,*

adressons-nous un pathétique appel à toute la classe politique pour qu'elle se décide a reprendre le dialogue inutilement bloqué. »[100] Aux yeux de Monsengwo, tous les conflits entre grands bourgeois sont « inutiles », un « minimum de bon sens » permettrait à ces gens de s'unir contre leur véritable ennemi : le peuple. La phrase-clé, c'est bien : «*le pouvoir n'est pas au bout du fusil ni à la rue, mais entre les mains des institutions légitimes*», lesquelles sont sous la haute autorité de Mobutu....

Partisan de l'ordre néocolonial, Monsengwo comprend que le peuple commence à en avoir raz-le-bol de toutes les intrigues entre les éléments de l'ancien régime, réunis en Conférence Nationale. Monsengwo prend les devants, il assume la défense des « institutions légitimes » de la dictature mobutiste « démocratisée ». Monsengwo se présente comme le dernier rempart de la légitimité mobutiste qu'il sent menacé. La masse risque de descendre dans la rue et ce ne sera plus pour une procession contrôlée par la hiérarchie catholique. Le peuple risque de prendre les armes pour mettre fin à la dictature qui perdure grâce à la Transition.

Il ne sera donc pas étonnant de voir Monsengwo et tous les autres héros pitoyables de la Transition s'agiter fébrilement dès octobre 1996, dès le début de la guerre de libération de Kabila et de l'AFDL. Inspiré par la marche de Kabila, le peuple prendra les armes dans plusieurs villes et chassera lui-même les « forces de l'ordre » de Mobutu. Dans d'autres, la masse descendra dans les rues à l'approche de l'armée de libération et poussera les FAZ à la fuite...

Mais nous sommes toujours en juin – juillet 1993, au moment où une Commission de douze « sages », formée à l'appel de Monsengwo, se réunit. Elle fera un travail préparatoire aux Concertations du Palais du Peuple qui se tiendront en septembre. Dans cette Commission, le Haut Conseil de la République compte six sages censés représenter la « *démocratie* ». Il s'agit de Nendaka, Bomboko, Kengo, Mulumba Lukoji, Lunda Bululu, le mwami Kabre : tous de grands mobutistes. Dans quel pays a-t-on vu une farce pareille où les représentants de la « démocratie » étaient hier les confidents du dictateur ? Bomboko, un des principaux responsables de l'élimination politique de Lumumba, puis de son assassinat, l'homme qui orchestra la mise à mort sauvage de Pierre Mulele. Nendaka, qui a fait fusiller et pendre des centaines de jeunes nationalistes en 1964-1965, Kengo, le Premier ministre préféré du FMI et de Mobutu au cours des années quatre-vingt. Parmi ces six sages du camp « démocratique », les deux premiers appartiennent au Groupe de Binza et les trois suivants ont été Premier ministre de Mobutu ! Nendaka, Kengo et Lunda Bululu, sont membres du groupe de soutien à Monsengwo et donc partisans de la « réconciliation » avec Mobutu. Puis il y a six « sages » pour le Conclave qui représentent le dictateur et la dictature. Il s'agit de Mabi Mulumba, Kabimbi Ngoy, Lengema Dulia, Matabisi, Kakule Mbahingana et Ndele Mbamu, ce dernier étant membre du groupe de Binza. Impossible de voir la moindre différence politique et idéologique entre les six sages du HCR et les six appartenant à la mouvance mobutiste.

Ces évêques au-dessus de la mêlée

Le 10 septembre 1993, les évêques publient un Mémorandum au Chef de l'Etat.[101] Ils y analysent les diverses responsabilités dans le «blocage du processus démocratique». La hiérarchie de l'Eglise catholique est le premier gardien de l'ordre néocolonial, la force politique la mieux structurée, très liée à l'Occident. On se demande bien de quel droit elle juge tous les autres en prétendant se placer au-dessus de la mêlée...

Dans son Mémorandum, la hiérarchie de l'Eglise fait surtout un jugement sur le peuple pour lequel elle n'a que le plus profond mépris. Depuis le début de la colonisation et tout au long de la période néocoloniale, cette Eglise a espionné le peuple congolais, l'a manipulé au profit de l'impérialisme, l'a endoctriné avec une idéologie de soumission. Maintenant, tout au long de la soi-disant «transition», la hiérarchie catholique a gardé le peuple dans la passivité, dans de faux espoirs d'une «libération» qui lui serait accordée par ces mêmes politiciens qui ont servi Mobutu depuis 1960. Les mobilisations pacifiques pour soutenir telle ou telle fraction de politiciens néocoloniaux, ont abouti à des échecs fracassants. Les masses commencent à comprendre qu'il faudra la force pour briser le régime anti-populaire. Et l'Eglise d'admonester le peuple pour son «inculture», ses «passions» et ses «instincts»... L'Eglise craint que la violence qui couve, ne prenne un caractère révolutionnaire et ne soit dirigée contre le système en place et ses protecteurs étrangers.

Les évêques le disent ainsi : *« Le peuple, dans son extrême désespoir et son inculture politique, devient manipulable à souhait par des politiciens véreux qui n'hésitent pas à exploiter les passions ethniques et régionalistes ainsi que les instincts égoïstes et agressifs de la population. Passif, le peuple ne résiste pas aux sollicitations machiavéliques de ceux qui l'incitent à des actes d'autodestruction. »*

Au Congo de la transition, aucun parti n'a réellement de base politique dans les masses. Les dirigeants des partis se créent une influence «politique» par le biais du clientélisme (distribuer des postes, utiliser les postes pour accorder des avantages aux siens) et du tribalisme-régionalisme. La hiérarchie de l'Eglise catholique est la seule force politico-idéologique présente sur tout le territoire national et elle s'applique à convaincre les masses qu'elles doivent rester soumises aussi bien à la grande bourgeoisie congolaise qu'aux puissances tutélaires. L'Eglise sait qu'elle peut le mieux jouer son rôle d'appui à l'impérialisme en restant en deuxième ligne. Elle entend que les politiciens prennent leurs responsabilités en première ligne. Mais les évêques sont complètement déçus ! Ils font un jugement sans appel sur les «dirigeants» du Zaïre de la transition. Ils sont *«corrompus»*, *«acquièrent malhonnêtement des privilèges»* et *«se livrent à la démagogie»*, ils sont *«préoccupés uniquement de leurs intérêts personnels»*, se méfient l'un de l'autre et rendent impossible *«toute réconciliation»*. *«La prolifération des partis sans idéologie politique précise ni projet de société, l'instabilité des alliances entre eux, la propension à la trahison et au mensonge, et enfin l'opportunisme qui règne dans les milieux dirigeants, laissent croire qu'il n'existe pas de vraie classe politique au Zaïre. »*

Trois années et demi plus tard, lorsque Kabila arrive à Kinshasa, il ne dira pas mieux. Mais Kabila tire de ces constats les conclusions qui s'imposent: il demande à cette classe politique «corrompue, malhonnête, démagogique, cynique, menteuse, traître et opportuniste», comme le disaient avec beaucoup d'à propos les évêques, de prendre deux petites années de repos... Ce que vise Monsengwo en 1993 est juste le contraire. Il sait que la grande bourgeoisie congolaise et l'impérialisme occidental ont besoin de politiciens qui servent leurs intérêts avec compétence, énergie et habilité. Or, le problème fondamental est qu'une telle classe politique n'existe pas. Aux yeux de l'Eglise, la CNS avait pour objectif de constituer une telle classe en «réformant» mentalement la vieille classe mobutiste et en permettant à des «forces nouvelles» d'émerger. Finalement, les évêques sermonnent aussi le Président qui a *«concentré entre ses mains tout le pouvoir et un droit illimité sur les avoirs du pays»*. Mais quelle est la conclusion que les évêques formulent à propos du dictateur? Et bien, que *«sa responsabilité personnelle est grande dans la situation catastrophique du pays mais aussi dans la quête des voies et moyens d'y apporter une solution valable et durable.»* Mobutu est responsable pour la situation dramatique du pays – mais les évêques espèrent que le dictateur va «apporter une solution valable» aux catastrophes qu'il a lui-même organisées!

«L'aboutissement d'une longue chaîne de trahisons»

Après des «pré-concertations» les 19 août et 8 septembre, les Concertations s'ouvrent finalement au Palais du Peuple le 10 septembre 1993. Y participent 80 délégués des Forces Politique du Conclave (FPC) et autant de l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale et Alliés (USORAL). Le principe même de la participation de l'opposition à ces concertations n'a pas été débattu en plénière de l'USOR et Alliés: ce petit détail illustre bien l'absence de démocratie dans les rangs d'une opposition régentée par des Dinosaures. Comment a été composée la délégation de «l'opposition»? Voici le témoignage de Loka Ne Kongo. Deux vieilles connaissances, agents d'un service de sécurité, sont venues lui confier ceci: *«La liste de l'opposition est confectionnée avec le concours des services de sécurité du Pouvoir... La plupart de vos dirigeants ne sont opposants que de nom!»*[102]

Dans un discours d'ouverture des travaux, Monsengwo, le Président du Haut Conseil de la République, organe issu de la CNS, affirme haut et fort ce que les observateurs lucides ont déjà compris depuis le début de la Transition: mouvance présidentielle égale opposition «radicale». Monsengwo affirme ceci: *«Il existe à ce jour, un héritage commun, puisque les parties l'ont adopté à la CNS et que les participants au Conclave politique national s'en sont inspirés pour la confection de leur acte harmonisé. Cet héritage commun est et demeure l'Acte portant dispositions constitutionnelles relatives à la période de transition. Cet Acte n'est pas statique mais dynamique et, en se réunissant pour examiner la possibilité de sa révision, la classe politique zaïroise agit conformément à l'esprit et à la lettre de cet acte»*. Ainsi, la grande

«conquête» de la CNS, l'Acte constitutionnel, est «l'héritage commun» des mobutistes et des opposants, les mobutistes étant parfaitement en droit de demander sa révision...

On comprend que, lorsque Mzee Kabila balaiera en mai 1997 toute cette pourriture et replacera le Congo dans l'orientation de Patrice Lumumba, toutes les forces du néocolonialisme s'y opposeront au nom de l'héritage commun de la CNS. Et lorsque l'agression américano-rwando-ougandaise débute, toutes les petites nuances entre Tshisekedi et N'Gbanda, entre Olenghankoy et Baramoto, entre Bo-Boliko et Bemba s'évaporent. Les mobutistes, la majorité des opposants non-armés et les rebelles, ces marionnettes des agresseurs, seront unis sur les «textes sacrés» de la CNS pour rétablir l'ordre néocolonial. Cela coûtera la vie à plus de 3.500.000 Congolais.

La délégation de l'opposition aux «Concertations» de septembre 1993 est composée en majeure partie de membres du Haut Conseil de la République: 44 sur 80 membres. Les mouvanciers ont aligné des personnes qui n'ont pas été au HCR. Les mobutistes de la Mouvance ont bien préparé leur coup avec la complicité des mobutistes de l'opposition. A la fin des Concertations, la décision est prise que les négociateurs non-membres du HCR, entreraient automatiquement dans la nouvelle Assemblée. Par cette règle, les mobutistes obtiennent un surplus de 36 conseillers par rapport à l'opposition. Une seconde décision verse les 330 membres de l'Assemblée Nationale mobutiste dans le nouveau Parlement de Transition qui comptera 780 membres. Ainsi, l'opposition elle-même offre sur un plateau à Mobutu une majorité artificielle.[103]

Le 10 octobre 1993, les Concertateurs, mobutistes et opposants, signent un *«Protocole d'Accord»*. Mais, ils signent en même temps un *«Arrangement particulier relatif au partage équitable et équilibré du pouvoir»*, qui restera secret jusqu'en juin 1995 ! Loka Ne Kongo considère ce document comme l'aboutissement logique d'une longue chaîne de trahisons. On y lit entre autres ceci :

«Considérant :

Que le Protocole d'Accord proclame la neutralité, la non-conflictualité, la collaboration et la concertation, comme principes devant sous-tendre l'exercice du pouvoir pendant la période de Transition ;

que la réconciliation de l'ensemble de la classe politique est le préalable à la non-conflictualité et que le partage équitable et équilibré du pouvoir est le corollaire du principe de la non-conflictualité...

Qu'il est de tradition que les arrangements politiques... n'ont jamais connu de succès durable, lorsqu'ils ont été conclus dans l'exclusion d'une force politique importante...

Que les arrangements politiques durables l'ont toujours été sur fond de réconciliation de la classe politique...

Les deux délégations conviennent que la formation du Gouvernement... doit être porteuse de réconciliation nationale...

Que la crise gouvernementale ne doit pas se résoudre :
1° contre les Forces Politiques du Conclave – FPC –, ni contre l'Union Sacrée
2° contre Monsieur Mobutu sese seko, ni contre Etienne Tshisekedi.»[104]

Ainsi, les Concertations de septembre 1993 apportent la preuve finale que depuis le début de la «*Transition démocratique*», il existe entre le camp de la dictature et celui de la «*démocratie*», entre le pouvoir mobutiste et l'opposition «*radicale*», des relations de neutralité, de non-conflictualité, de collaboration et de concertation pour toutes les questions essentielles... Pratiquement tous les acteurs de la Transition sont dans le même camp, celui du pouvoir néocolonial.

Les «*Concertations*» décident également qu'il y aura une parité entre mobutistes purs et opposants-anciens mobutistes aussi bien dans le bureau du HCR-PT qu'au sein du gouvernement. Le gouvernement de transition doit être porteur de «*réconciliation nationale*». Le Premier ministre doit appartenir à la famille politique de l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale et Alliés... mais il sera présenté après concertation avec la mouvance présidentielle...

«Le PRP continuera la résistance armée pour la restauration de la démocratie»

En décembre 1993, à l'occasion du 26e anniversaire de la fondation du Parti de la Révolution Populaire, Kabila affirme dans une lettre ouverte à Mobutu que l'échec de la CNS et de la Transition est évident. En effet, ses animateurs qui dénoncent Mobutu de façon démagogique ont été les organisateurs et idéologues du système mobutiste ! Le retour à la démocratie est absolument impossible avec les ténors de la CNS-HCR. Kabila écrit: «*La présente tromperie des masses fait l'affaire des simulateurs mobutistes invétérés qui se veulent opposants à leur chef. Ces énergumènes pointent à la vindicte populaire Mobutu, accusé de tout. Mais alors où sont passés ces personnages importants de sa politique, penseurs et exécutants ? Ces Premiers ministres, ministres, membres du Bureau politique du MPR? Eux qui pendant plus de 27 ans furent ses alliés et amis ? (...) Mobutu à lui seul n'aurait pas réussi à monter ce carnaval dévastateur. (...) Pourquoi sont-ils absents des bancs des accusés de la Conférence Nationale? Pourquoi se constituent-ils partie civile ? Pourquoi deviennent-ils accusateurs patentés ? Qui d'autre que ces courtisans ont bâti Mobutu le dictateur : l'intellectuel prostitué rampant à quatre pattes devant l'argent, l'aisance matérielle et les postes importants ; les hauts personnages qui élaboraient les lois, les décisions dans les assemblées du MPR... Lorsque les criminels de la gestion catastrophique envahirent la Conférence Nationale... on n'avait pas de mal à s'apercevoir que le problème du retour du Congo à la démocratie restait entier.*»[105]

Kabila est conscient du fait que la «démocratie» introduite par la CNS n'est qu'un piège pour les révolutionnaires et nationalistes. En les invitant à participer à une comédie de changement dirigée par les cadres expérimentés du MPR, Mobutu tentait

de les détourner de la voie révolutionnaire, celle de l'insurrection populaire. Il essayait de les étouffer dans une majorité écrasante de partisans de l'ancien régime. Kabila dit à Mobutu : «*Tu tentas de noyer le PRP, ce premier parti antidictatorial du pays dans la mêlée d'anciens agents de ton régime invités à se regrouper en formations politiques. (...) Le PRP (refusa) de cesser de se protéger contre l'agression de la dictature pour une résistance armée résolue pour la restauration de la démocratie et le recouvrement des libertés fondamentales du peuple.* »[106]

Kabila affirme en décembre 1993 que la Conférence Nationale n'a été qu'une parodie de changement, puisque les mêmes hommes qui ont organisé la dictature, dirigent maintenant la «*démocratie*». «*La Conférence Nationale a été piégée pour avoir été cooptée par le régime en place. La Conférence (...) se contenta de rallonger le mandat de l'ancien Président de la République, de désigner les institutions de transition, toutes dominées par les acteurs-vedettes de la IIe République, comme l'aurait fait tout congrès du MPR. Toute la parodie de passage de la IIe à la IIIe République devient caduque étant donné que la classe politique de la IIe République, celle des cadres dirigeants du MPR, qui a fait le malheur du pays, se prépare tout entière à transiter... dans la IIIe République avec la détermination d'y rejouer le rôle prépondérant.*»[107]

Le message essentiel de Kabila est sans équivoque : toute la classe politique de la IIe République a définitivement fait preuve de sa débilité. Kabila formule une conclusion qu'il mettra effectivement en pratique dès qu'il aura chassé le dictateur : «Il faut faire table rase de toute cette classe politique». Et en 1993 déjà, Kabila affirme que cela ne se fera pas sans révolution ! «*Le dépérissement de la classe politique qui, pendant trois décades, a imprimé sa direction à l'Etat sous ta présidence est définitif. Plusieurs indices corroborent cette assertion : la détresse de la population victime de la misère, de la famine, de l'incertitude sociale. (...) la présence de signes avant-coureurs d'une guerre civile qui couve, "l'ingouvernabilité" instaurée à la campagne où partout coule le sang. La soldatesque... fait régner la terreur, rançonne, viole, dans l'impunité la plus absolue. Son alibi, c'est toi... La raison du pourrissement de la situation est simple : la crise de la classe politique dirigeante de la IIe République disloquée pour cause de sénilité, d'usure excessive du pouvoir, mais qui tente de se perpétuer, de s'accrocher... La Conférence Nationale n'a pas pris des décisions qui auraient dû être prises : faire table rase de toute la classe politique de la IIe République. Seule une révolution externe à la tradition politique mobutiste libérera tout le monde.* »[108] L'histoire a donné raison à Kabila qui a été capable, dans une situation très complexe, de saisir toutes les opportunités offertes par le ras-le-bol de la population congolaise et par les contradictions entre les différentes forces œuvrant en Afrique Centrale. On comprend que depuis la victoire des nationalistes, le 17 mai 1997, toute la classe politique de la IIe République que Kabila vient de chasser, n'a plus qu'un seul objectif : se venger par tous les moyens, en complotant avec des forces étrangères prêtes à mener la guerre au nouveau pouvoir nationaliste.

Le drapeau mobutiste est restauré

Le *« Protocole d'Accord »* et l'*«Arrangement particulier relatif au partage équitable et équilibré du pouvoir»* sont une véritable trahison de la part des «opposants» qui hésitent à rendre officiel leur forfait. Le 4 janvier 1994, Mobutu somme l'opposition de signer au plus tard le 12 janvier.

Le 13 janvier 1994, les documents sont paraphés par les 80 représentants des FPC et par une partie des négociateurs de l'USORAL. Ces derniers sont mandatés par le Bureau qui s'est prononcé à une large majorité pour la signature des accords. Il y a beaucoup d'enthousiasme pour la «réconciliation nationale» du côté du FCN – Kamanda joue un rôle clé pour convaincre les autres de signer –, du côté du PDSC et, bien sûr, de l'UDI. Kibassa de l'UDPS veut signer, mais Tshisekedi a le mot de la fin et refuse. C'est de nouveau un coup de «pseudo-opposition»: trois mois plus tard, le «leader charismatique» pose sa signature sous le document de la trahison...[109] Plus tard, au cours d'un meeting de l'UDPS au Parc De Boeck, Tshisekedi expliquera le bien-fondé de la signature. Il parle de Mobutu en termes de *«mwana ya mboka»* «Mobutu, enfant du pays». Un combattant désabusé dit à haute voix: *« Vieux Tshitshi akomi na ye mouvancier »* – «Le vieux Tshisekedi est devenu mouvancier».[110]

Le dictateur savoure sa victoire. Le lendemain, il annonce: *« Je signerai incessamment les textes sanctionnant les accords du Palais du Peuple. Je convoquerai dès ce lundi 17 janvier 1994 le Haut Conseil de la République – Parlement de Transition. Le Premier ministre doit sortir de l'opposition et sa désignation doit résulter du consensus. »*[111] Mobutu a donc un droit de véto sur le Premier ministre. Et il décide de dissoudre le HCR, l'émanation de la Conférence Nationale «Souveraine»!

En panique, Monsengwo convoque le HCR en session extraordinaire pour sauver les apparences. Sur l'initiative de Kamanda wa Kamanda, un projet de décision portant sur l'élargissement du HCR est présenté et approuvé par 223 voix contre 85 (il y a 60 abstentions). Ainsi, les anciens MPR du Haut Conseil de la République ont coopté les mobutistes purs et durs de l'Assemblée Nationale pour constituer ensemble le HCR – Parlement de Transition.

Le Bureau du HCR est reconduit: Monsengwo, Iléo, Lutundula et les rapporteurs Kinkela et Mubake. On y ajoute quatre mobutistes: Anzuluni et Kabimbi Ngoy comme premier et deuxième vice-président et Ngoy Nduba et Vangu Mambweni comme rapporteurs.

Le 8 avril 1994, le HCR-PT adopte l'Acte constitutionnel de la transition. L'Exposé des Motifs cerne dès la première phrase, le véritable enjeu de la «transition»: *«Depuis le 24 avril, notre pays traverse une crise ayant pour origine essentielle les divergences de vues de la classe politique sur l'ordre institutionnel de la transition. »*[112] En effet, le changement annoncé ne concerne ni le contrôle de l'impérialisme sur le Congo, ni la domination de la grande bourgeoisie zaïroise sur les masses congolaises. Tout le «changement» se passe à l'intérieur de la même «classe politique» qui s'est installée depuis le 14 septembre 1960 à la tête de l'Etat et de ses dif-

férentes institutions. Cette classe se chamaille sur l'ordre institutionnel, c'est-à-dire sur la répartition du pouvoir entre ses différents membres et fractions.

L'article 1 réintroduit le drapeau mobutiste. Le nouveau texte revalorise la position de Mobutu. L'article 39 dit : *« Le Président de la République est le chef de la nation. Il représente la nation. Il est le symbole de l'unité nationale et le garant de la nation. »* Article 41 : *« Le Président de la République est le chef suprême des Forces armées. »* Article 45 : *« Le Président de la République a le droit de battre monnaie et d'émettre du papier monnaie en exécution de la loi. »*[113]

Kengo et la restauration intégrale

Mobutu est à nouveau bien assis dans son fauteuil présidentiel. En revanche, son principal rival, Tshisekedi, est de plus en plus contesté au sein de l'Union Sacrée.

Entre le 25 février et le 3 mars 1994, quelques grandes figures de l'opposition se rencontrent dans la ville de Thambwe Mwamba. Ils préparent la chute de Tshisekedi. Parmi les quinze participants : Thambwe Mwamba, Président de l'UDI, le parti de Kengo ; Kibassa Maliba, Président de l'UDPS et Président en exercice de l'Union Sacrée ; Gisanga-A-Gidiata, secrétaire national de l'UDPS ; Kumbu Ki Lutete, 1er vice-président de l'Union Sacrée et Président de l'ANADER ; Bo-Boliko Lokonga, le Président intérimaire du PDSC ; Kamanda wa Kamanda, Président du FCN ; Pierre Lumbi, Président de Solidarité Paysanne.

Ensemble, ils se livrent à une critique féroce de l'UDPS en général et de Tshisekedi en particulier. Ils parlent de *« germes de comportements dictatoriaux »*. Le 3 mai 1994, Kibassa Maliba évoque *« l'incapacité politique, physique et mentale de Tshisekedi dont le discours est sclérosé, invariable, stéréotypé et sans aucun rapport avec les réalités concrètes et socio-politiques du pays. »*[114] Lihau, un autre chef de l'UDPS, a déjà dénoncé en septembre 1993 la *« déviation »* de son parti, *« noyauté et dominé par une coterie tribale »* qui fait régner *« le mensonge, le culte de la personnalité et même la violence »*.[115]

Selon le nouvel Acte constitutionnel, l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale et Alliés doit d'abord choisir un ou plusieurs candidats Premier ministres en son sein pour ensuite en discuter avec les Forces Politiques du Conclave. Ensemble, ils présenteront le Premier ministre qui doit alors obtenir sa nomination par le Président.

La nouvelle élection d'un Premier ministre fait éclater l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale et Alliés. Le Bureau du HCR-PT compte 7 dossiers recevables, introduits par Tshisekedi, Kengo, Kamanda wa Kamanda, Lunda Bululu, Mulumba Lukoji, Malumba Mbangula et Beyeye Djema. Tous ces « opposants » ont été de grands mobutistes. Beyeye était si proche de Mobutu qu'il fut appelé son « fils adoptif ». Sa candidature est soutenue par le Collectif Progressiste Radical présidé par Lambert Mende...

Le HCR-PT se saisit de la question. Une Commission, présidée par Bomboko, se penche pendant quatre semaines sur les dossiers. Le 14 juin, le HCR-PT procède par

élection à la désignation d'un candidat. Du fait du boycottage de l'USORAL, il n'y a que 465 présents sur les 780 conseillers prévus. Parmi eux, 332 se prononcent pour Kengo.

Kengo wa Dondo, le Premier ministre préféré de Mobutu, occupa la primature de novembre 1982 à octobre 1986, puis de novembre 1988 à mai 1990. Après 4 années de transition, le Congo est retourné au point de départ. Lorsque Mobutu annonça le «changement», le 24 avril 1990, Kengo était Premier ministre. Il retrouve son poste le 16 juin 1994.

Kengo «l'opposant» s'appuie sur un réseau d'hommes parmi les plus riches du pays. Il trouve un soutien solide dans la mouvance mobutiste du FPC. Les Etats-Unis suivent une politique visant à retirer des mains de Mobutu le pouvoir réel, surtout dans le domaine économique et financier, pour le confier à Kengo. Ce dernier est l'homme du FMI, des multinationales... mais aussi de la maffia. La DEA rédigera plus tard un rapport de 40 pages sur les activités de l'entourage de Kengo wa Dondo. Plusieurs «intimes» de Kengo y sont mentionnés comme suspects de blanchiment d'argent de la drogue des cartels sud-américains par l'achat de diamants. L'un d'eux, Jean-François David, a épousé l'une des filles du richissime Litho, oncle du Maréchal. Exilé du Zaïre entre 1990 et 1994, David fait un retour remarqué avec l'arrivée de Kengo à la primature. Ses liens avec la communauté libanaise du Zaïre et les milieux diamantaires d'Anvers sont mis en évidence dans le rapport. Un autre suspect, Jean-Marie Coulbary, comptait parmi les lobbyistes de Kengo à Washington. Il a été aperçu à plusieurs reprises avec des barons afro-américains de la drogue dans des clubs privés et des boîtes de nuit.[116]

Mobutu redevient fréquentable

Mobutu retrouve son pouvoir sur la scène nationale, mais également dans l'arène internationale. Et cela grâce aux crises angolaise et rwandaise.

Des fractions minoritaires dans l'establishment américain et franco-belge sont toujours restées fidèles à Mobutu. Ainsi, le 6 janvier 1993, Herman Cohen rend une nouvelle visite amicale à l'ambassadeur belge à Paris, M. Cahen et à son fils Max-Olivier, très actifs dans les affaires zaïroises. L'Américain suggère la mise sur pied d'une *Fondation pour l'Afrique* afin de faire le marketing pour Mobutu. Cahen Jr. prend les contacts nécessaires. Le 9 juin 1993, Max-Olivier Cahen invite Herman Cohen, Relecom, la socialiste belge Anne-Marie Lizin, l'ambassadeur zaïrois Kimbulu et une soixantaine d'autres «grands» à Bruxelles pour un dîner de 68 couverts au 26ème étage de l'hôtel Hilton. Ce «baptême» de la Fondation est présidé par l'Américain William Close, ancien médecin de Mobutu. Omar Bongo verse 100.000 dollars à la Fondation que préside Herman Cohen et dont fait partie Larry Devlin, ancien chef de la CIA à Kinshasa au moment de l'assassinat de Lumumba...

En plein génocide rwandais, le 16 avril 1994, le trio Herman Cohen, Max-Olivier Cahen et Robert Bourgi, un proche de Mobutu et de Jacques Foccart, se rendent à

Luzarches dans le Val-d'Oise pour se retrouver dans la propriété de Foccart, le chef des «réseaux africains». Monsieur Afrique leur donne sa bénédiction pour un retour de Mobutu sur la scène mondiale. Le même soir, les trois prennent un vol pour Kinshasa. Accueillis à l'aéroport de Ndjili par le Français Albert-Henri Buisine, gestionnaire du «patrimoine liquide» de Mobutu, ils gagnent ensemble Gbadolite. *«Le gouvernement français avait été bien content de trouver Mobutu pour l'aider à limiter les dégâts au Rwanda»*, souligne Foccart dans ses Mémoires.[117]

En juin 1994, les Forces Armées Rwandaises et les Interahamwe, après avoir massacré de la façon la plus barbare un million de Tutsi et de Hutu démocratiques, battent en retraite. La France intervient militairement pour les sauver d'une défaite totale. Grâce à un «couloir humanitaire» créé par l'Opération Turquoise, l'armée française réussit à sauver une grande partie des troupes génocidaires. Ces dernières repoussent devant eux un million de Hutu qu'ils considèrent comme un réservoir humain pour les guerres futures. Pour son Opération Turquoise la France a eu besoin de la coopération de Mobutu. La France est reconnaissante: celui à qui elle refusait avec mépris un visa pour se rendre dans sa villa de Cap-Martin, sera accueilli en grande pompe au sommet franco-africain de Biarritz en novembre 1994.

La guerre civile a repris en Angola entre le MPLA, Mouvement pour la libération de l'Angola, qui a remporté les élections de 1992, et l'UNITA, le fer de lance de la CIA et des Services secrets sud-africains du temps de la guerre froide. Le 7 juillet 1994, Mandela invite Mobutu à Pretoria avec les Chefs d'Etat angolais et mozambicain pour discuter de la guerre civile en Angola. A ce moment déjà, Mandela joue en Afrique un rôle extrêmement suspect dans le cadre de la stratégie américaine. Il s'efforce de sauver Savimbi, comme il essaiera de sauver Mobutu début 1997. On se rappelle également qu'en 1989, les Américains avaient déjà utilisé Mobutu pour organiser à Gbadolite une «mission de médiateur» entre dos Santos et Savimbi!

Le gouvernement Kengo

Kengo a eu besoin de trois semaines pour réaliser les dosages appropriés: il faut équilibrer non seulement la mouvance présidentielle et l'«opposition», il faut aussi contenter les différentes fractions qui s'entre-déchirent au sein des deux «camps». Son gouvernement sera finalement investi par le HCR-PT avec 473 voix contre 3, l'opposition «radicale» ayant boycotté la séance.

De Villers note que neuf ministres «poids lourds» de l'équipe Kengo figurent sur la liste des grands coupables de la Commission des Biens Mal Acquis: Kengo, le Premier ministre, puis deux vice-premiers, Kamanda et Mozagba, ensuite Lunda Bululu, Kiakwama, Pay-Pay, Nyindu Kitenge, Omba Pene Djunga et Bofassa Djema.

Dans le gouvernement Kengo, la Défense est aux mains de l'Amiral Mavua Mudima. Ce dur du mobutisme côtoie quatre ministres de l'ancienne équipe Tshisekedi: Kamanda wa Kamanda, Mwando Nsimba, Malumba Mbangula et Pierre Lumbi Okongo, vedette de la Société Civile... Le vice-premier et ministre de l'Intérieur,

Malumba Mbangula et le ministre du Plan, Kiakwama, appartiennent au PDSC. Le combat pour les postes conduit à la scission de ce parti... Kititwa, qui est du côté des « ministres », rompt avec Iléo et Bo-Boliko.

Kengo a laissé quelques postes ouverts pour l'UDPS. Finalement quatre cadres de ce mouvement mordront à l'hameçon : Mbumb Musong, J. Ruhana, Willy Mishiki et O. N'Tumba. Ils seront exclus de l'UDPS.

Après la distribution des Grands Prix, il y a les autres : les postes de PDG des entreprises publiques, les postes dans l'administration et dans la diplomatie. Les différentes coalitions de bourgeois présentes au sein du gouvernement continueront à se battre pour le partage de ce butin jusqu'en mars 1997, lorsque le Premier ministre Kengo sera démis.

La tête couverte de cornes de Lucifer

Monsengwo a présidé le HCR-PT lors des séances conduisant à l'investiture de Kengo.

Le peuple a eu comme une révélation : il a compris que le titre d'évêque est la meilleure couverture pour un homme politique inféodé à l'Occident. *Le Potentiel*, la voix de Tshisekedi, publie un article féroce : *« Monseigneur Monsengwo est entré sur la scène politique en soutane blanche immaculée. Obnubilés par la prestation magico-philosophique d'un prêtre habité par une volonté de puissance hors du commun, les Zaïrois ont cru avoir à faire à un ange ailé. Aujourd'hui les Chrétiens catholiques disent que les temps passés à la CNS et au HCR-PT ont imbibé de sang sa robe et la tête du prélat est couverte de cornes de Lucifer. »*[118]

Le 31 mars 1994, une marche est organisée à Kinshasa pour réclamer la démission de l'évêque pour trahison. A la tête d'une dizaine de milliers de manifestants, on voit Sondji, Kinkela, Gisanga, Mubake, Olenghankoy et Lambert Mende.

Du 18 au 26 juillet se tient un conclave des fondateurs de l'UDPS. Il confirme Kibassa comme Président national. La déclaration finale réaffirme la « non-violence » mais dit aussi que *« l'UDPS est en droit de redéfinir sa politique de non-violence »*. Elle contient également un appel *« à faire usage de toutes sortes de moyens de légitime défense »*. Cela reflète une tendance nouvelle : la jeunesse qui suit l'UDPS en a marre des intrigues, de la démagogie et de la passivité de ses chefs. Le journal *Umoja* publie le texte d'un cercle de réflexion de l'UDPS : *« Pour l'heure, une profonde léthargie paralyse le combat. L'Etat-major s'enfonce dans des querelles de fonctions : les cadres se démobilisent. Les stratégies sont en panne devant la dictature qui continue à piller, tuer et mentir. »* Le texte dénonce *« le peu d'attention pour les tâches d'organisation (le peuple s'auto-organise !)»* et conclut : *« L'idéal démocratique commanderait à l'Etat-major de confier le monopole de l'initiative au peuple. Sinon, on combat une dictature pour la remplacer par une autre !»*[119] C'est bien dit. Tshisekedi combat effectivement la dictature néocoloniale de Mobutu pour la remplacer par sa propre dictature, au service des mêmes maîtres. Et lorsque Kabila

viendra effectivement prêcher l'auto-organisation du peuple par la stratégie des Comité du Pouvoir Populaire, Tshisekedi le traitera de «dictateur»...

Mais en juillet 1994, le «grand stratège» Tshisekedi ne voit pas la révolte qui couve dans ses propres rangs, il continue imperturbablement à présider le «gouvernement légal et légitime de transition». Ainsi, le jeudi 11 août 1994, les membres du gouvernement *«se sont retrouvés autour de son Excellence M. Etienne Tshisekedi wa Mulumba, Premier ministre et chef du gouvernement issu de la Conférence Nationale Souveraine»*. Les Excellences dénoncent *«la violation flagrante de l'Acte constitutionnel de la transition»* et notamment *«la formation d'un gouvernement composé exclusivement de membres de la famille politique du Chef de l'Etat.»* Une rhétorique surréaliste crachée dans le vide... Le gouvernement «de la CNS» se penche aussi sur l'invasion du pays par les génocidaires et réfugiés hutu, encadrés par l'armée française. Le communiqué «gouvernemental» en dit ceci: *«La vidange du Rwanda dans Goma ou dans les autres localités du Zaïre n'a rien à voir avec un quelconque sauve-qui-peut imposé par des attaques armées du FPR. Il s'agit d'une conspiration du Maréchal Mobutu, de la France et des fanatiques de l'ancien régime rwandais tendant à banaliser l'éclatante victoire des Forces du changement au Rwanda représentées par le Front Patriotique Rwandais, victoire qui ridiculisait et fragilisait la France et ses valets africains...,(la coalition France-Mobutu-ex-FAR et Interahamwe visait) à prendre en otage la population rwandaise forcée de traverser la frontière zaïroise et à assurer une victoire électorale frauduleuse à Mobutu grâce à l'installation au Zaïre de ces émigrés. (...) La seule solution... reste le retour de ces réfugiés vers le Rwanda.»*[120] Cette prise de position mérite d'être retenue. En effet, deux ans plus tard, Tshisekedi se ralliera à cette même coalition France-Mobutu-fanatiques de l'ancien régime rwandais pour combattre les forces de libération de Kabila sous prétexte de s'opposer à une *«agression tutsi»*...

Surprise: alliance Tshisekedi-Mobutu

L'opposition radicale est bien sûr farouchement opposée au tandem Kengo-Monsengwo, mais plusieurs fractions de la mouvance présidentielle détestent aussi Kengo. Une partie de l'opposition radicale et une partie des mobutistes cherchent donc à créer un front commun.

Le 7 janvier 1995, Tshisekedi soutient publiquement ces efforts et déclare qu'il a reçu le directeur du cabinet de Mobutu, Vunduawe. Lors d'un meeting, il parle même de son *«ami Mobutu»*, en justifiant cette gentillesse par le fait que le Chef de l'Etat aurait accepté de le rétablir dans ses fonctions de Premier ministre et de remettre de l'ordre au HCR-PT. C'est une constante de la vie politique de Tshisekedi: il a toujours voulu faire une alliance avec Mobutu lorsque cela servait ses propres intérêts et lorsque Mobutu lui faisait une ouverture. Tshisekedi a aussi pris contact avec un autre «parrain» du mobutisme qui a des comptes à régler avec Kengo: il s'agit de Bemba Saolona. Ce dernier crée une nouvelle formation politique, le GAMM, Groupe des

Alliés du Maréchal Mobutu. Sa ligne : mener la guerre à Kengo en prônant la réconciliation entre Mobutu et Tshisekedi.[121]

Le 12 février 1995, l'Union Sacrée et les Forces Politiques du Conclave se rencontrent. Mandungu assure à ce moment l'intérim du premier responsable des FPC. Mandungu est parti en guerre contre Kengo et le politicien-évêque Monsengwo. Mandungu décide le 22 mai que les représentants du FPC au HCR-PT retirent leur confiance à Monsengwo. Le 12 juin 1995, il rencontre Tshisekedi, «l'ennemi juré» de Mobutu. Deux jours plus tard, Mobutu en personne s'entretient avec Kibassa et Lambert Mende. Le Maréchal a un objectif précis : éliminer Monsengwo. Mobutu sait parfaitement que l'Occident veut renouveler la classe politique congolaise et que la Troïka a l'intention de le marginaliser ou même de le chasser, lui le Père Fondateur. Pour y arriver, la Troïka s'appuie sur Monsengwo. Pour restaurer son pouvoir, Mobutu doit éliminer Monsengwo. Cette bataille entre requins va durer onze mois.

Le PALU n'est pas membre de l'Union Sacrée. Le 29 juillet 1995, il appelle à une manifestation contre la prolongation de la transition et du mandat de Mobutu. Elle est violemment réprimée. On compte officiellement huit morts.

La jeunesse de l'opposition tient un meeting de protestation le 6 août au Parc De Boeck. On y crie : *«Boma Mobutu, tika nyoka»* – Tuez Mobutu, laissez le serpent. Mais Tshisekedi, lui, veut garder Mobutu. Il ménage le Chef de l'Etat. Il croit que Mobutu peut encore décider la «restauration de la légalité». Il affirme que son dossier d'investiture se trouve sur le bureau du Président. Dans cet Etat néocolonial qui tombe en ruine, Tshisekedi ne pense qu'à prendre le pouvoir. Hier, il pensait le prendre contre Mobutu, avec les puissances occidentales. Aujourd'hui il croit pouvoir y arriver en se rapprochant de Mobutu et en s'écartant des tuteurs occidentaux qui misent sur Monsengwo et Kengo. Tshisekedi se met à critiquer l'ingérence et il organise des manifestations devant les ambassades occidentales. Le 18 août 1995, Kinshasa voit défiler une grande marche sous le mot d'ordre : *« Dénoncer l'ingérence de la Troïka, notamment celle de la France, dans la politique de notre pays »*. La marche est dirigée par le même Tshisekedi qui, deux ans auparavant, suppliait *la Troïka* d'intervenir militairement et de maintenir ses troupes jusqu'à ce que lui, Tshisekedi, contrôle complètement la situation...

Le 24 août 1995, la Belgique, la France et les Etats-Unis publient un communiqué commun qui vise les manœuvres de Tshisekedi et de l'opposition radicale pour éliminer Monsengwo et affaiblir Kengo. *« Au lieu de chercher un accord général pour favoriser le redressement, certaines forces créent des situations de conflit et des obstacles qui nuisent au déroulement dans de bonnes conditions de la transition au Zaïre »*.[122]

Finalement, le 27 janvier 1996, Monsengwo se voit obligé de partir.

Oui, il fallait une révolution !

Nous avons cité à plusieurs reprises le livre très instructif que le professeur Loka Ne Kongo a consacré à la Transition. Il a été du 29 août 1992 jusqu'en février 1996 un fidè-

le ministre de l'équipe Tshisekedi. Il n'a pas été à l'école de la révolution. Il a été nourri de la pensée dominante des pays occidentaux. Tout le monde reconnaîtra ses «bonnes lectures» dans ces quelques phrases qui introduisent son livre. *«La Perestroïka qui liquide la puissante Union des Républiques Socialistes Soviétiques provoque une onde de choc qui atteint les peuples du tiers monde dont le peuple zaïrois. (...) La démocratie pluraliste de l'Occident capitaliste repose sur la liberté humaine. (...) La démocratie pluraliste de type occidentale gagne de plus en plus de partisans.»*[123]

Dès mai 1995, Loka Ne Kongo note que le peuple, farouchement anti-Mobutu, n'a plus confiance dans l'opposition fut-elle «radicale». Il écrit: *«La faim, la maladie, la mort omniprésente, l'insécurité sociale et physique causent des dégâts considérables dans notre population. Les échecs successifs de l'opposition et les nombreuses trahisons des leaders découragent, désarment et déroutent. Le Peuple a faim (...) Il faut craindre que demain, il n'écoute plus l'opposition. »*[124]

Six mois plus tard, en octobre 1995, il décrit avec objectivité les fruits que la «démocratisation» de la dictature a apporté au peuple.

«L'infrastructure routière à travers le pays est complètement détruite.

L'infrastructure scolaire s'est totalement détériorée.

Les centres de santé et les hôpitaux sont devenus des mouroirs.

Les fonctionnaires de l'Etat (...) reçoivent un salaire de misère qui, du reste, demeure impayé des dizaines de mois durant. Le professeur d'université touche par mois 10 dollars US.

Les immondices s'accumulent à travers les villes.

Les services de l'Etat et la justice rançonnent les citoyens appauvris.

Les forces de l'ordre sèment l'insécurité et tuent gratuitement. »[125]

La réalité de la «Transition démocratique» est ainsi parfaitement rendue. Et Loka Ne Kongo de proposer une campagne de désobéissance civile, refus de payer l'eau et l'électricité, les impôts et taxes, les prestations de l'Etat. *«Cela suppose que l'opposition s'organise de manière à installer à travers le pays une Administration, une Police et des Cours et tribunaux parallèles.»* Si Loka Ne Kongo avait été à une autre école, il aurait dit que le peuple devait instaurer un double pouvoir dans la perspective du renversement révolutionnaire du régime en place...

Le 12 septembre 1996, Kabila et Kisase Ngandu n'ont pas encore déclenché la lutte de libération. Mais Loka Ne Kongo constate l'échec définitif de l'opposition et laisse entendre que la dictature ne pourra être renversée que par la violence. *«Bientôt c'est toute la guerre que nous allons perdre (...) Une suite ininterrompue de revers politiques ne peut pas aboutir à une victoire éclatante. Telle que l'opposition évolue, elle court le risque d'aller tout droit à son échec définitif.» «L'opposition a subi échec sur échec, en bonne partie par ses propres insuffisances; au point que toutes les voies qui pouvaient conduire à l'éradication de la dictature, par la non-violence, se sont pratiquement épuisées. »*[126]

Le livre-témoignage de Loka Ne Kongo est capital parce qu'il nous est donné par un ministre loyal de Tshisekedi, qui en toute honnêteté a constaté l'échec fracassant

de l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale et la traîtrise de pratiquement tous ses dirigeants. Comme alternative à cette voie de la trahison, il n'y avait que la voie de la mobilisation populaire pour l'appui à la lutte armée. Non, la trahison n'était pas le prélude à la révolution. C'est une imposture d'affirmer que l'opposition fit le travail préparatoire et que Kabila n'avait qu'à en cueillir les fruits: «*C'est nous qui avons mis Mobutu dans l'ambulance, Kabila n'avait qu'à le conduire au cimetière*». Notons en passant qu'on place en général un malade dans une ambulance pour le conduire à l'hôpital, pour le soigner et le guérir. Ce que l'opposition a effectivement fait avec Mobutu. Le dictateur était dans l'ambulance le 24 avril 1990 et l'opposition a mis sept ans pour le rétablir complètement. Malgré son cancer de la prostate, Mobutu était en décembre 1996 en très bonne santé politique. Seule la lutte politique et armée menée par Kabila a pu liquider le système mobutiste et chasser le tyran dans un exil honteux...

Loka Ne Kongo esquisse cette orientation politique lorsqu'il analyse fin 1996 la situation du peuple et de l'opposition. «*La sortie du Parlement de la honte (dominé par Kengo) s'annonce comme le prélude à des actions décisives. La population déçue et révoltée, montre sa détermination jusqu'au sacrifice suprême, s'il le faut. La jeunesse, au bord du désespoir, exige la lutte armée et réclame les armes. "Vaut mieux mourir avec honneur et dignité sur un champ de bataille que de crever, comme un chien anonyme, dans un coin, de la faim, de la malaria ou de quelques autres infâmes maladies", nous lance un diplômé d'Université de 35 ans, chômeur depuis la fin de ses études. (...) La révolution gronde au sein d'une population mûre pour l'implosion. Ce sont des préoccupations de dialogue, encore! et des tendances réformistes qui sous-tendent les gesticulations spectaculaires des opposants, gesticulations destinées plutôt à impressionner la population qu'à inquiéter la dictature qui se porte comme un charme (...) Probablement, à court terme, l'opposition sera balayée au même titre que l'infâme dictature par les forces armées patriotiques qui opèrent à partir de la frontière de l'Est et dont on dit déjà tant de bien. La logique de la lutte armée, par les risques qu'elle implique, ne fait de cadeaux à personne.*»[127]

La guerre Tshisekedi-Kibassa

Gauthier de Villers dit de la situation en 1995: «*Le nouveau parlement de la transition ne suscite dans la population qu'indifférence et mépris*».[128] Et de citer le journaliste C. Nlanda qui affirme que le HCR-PT est «*plein de rapaces qui n'ont pour but que leur "per diem", c'est-à-dire des parlementaires manipulables à souhait*». C'est une belle définition de ce qu'a été la «démocratie» sous la CNS et le HCR-PT.

La préoccupation la plus constante des conseillers est leur payement. Ils réclament un montant de 1.000 $ par mois. Au début de 1996 leur traitement est fixé à 375 $. Lors de votes décisifs, des parlementaires se font acheter par Kengo pour 100 dollars. Un journal écrit que lors de la formation du gouvernement Kengo, 300 membres de l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale et Alliés ont quémandé un poste de ministre...

Les Etats Généraux de l'Opposition se déroulent du 6 janvier au 20 février 1996, avec 620 délégués représentants 271 partis. Présidé par Kapita, le bureau comprend Me Pondja, également de l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale – USOR, puis il y a Kabanga N'Tabala et Nyembo ya Lumbu, qui représentent les Alliés et finalement Tabu Eboma et Mme Lukiana Mufancol de la Société Civile.

Kibassa Maliba, un des fondateurs de l'UDPS, est depuis longtemps parti en guerre contre Tshisekedi. Il ne participe pas aux Etats Généraux qui sont une création de son adversaire. Maître Kinkela Vi Kans est également absent.

La validation des mandats donne lieu à des manipulations par les Tshisekedistes pour offrir une majorité artificielle à l'UDPS. Des partis politiques, des associations et des syndicats, des plates-formes jusqu'alors inconnues, apparaissent et se font accréditer. De nombreux «parlementaires debouts» – activistes de l'UDPS – envahissent la salle. On leur a distribué 150 macarons qui ne sont pas comptabilisés au secrétariat. Un ministre du gouvernement Tshisekedi conduit une délégation de l'UDPS auprès du leader charismatique pour lui faire part de son inquiétude: *«Nous de l'UDPS, nous avons triché. Nous avons frauduleusement injecté aux Etats Généraux plus de 150 "combattants"»*. Le chef de file répond: *«Qui vous dit que les "combattants" sont moins opposants que tous ceux qui siègent aux Etats Généraux?»*. Ce ministre confie à un collègue: *«Je veux vous dire que le Premier ministre, est derrière tout ce qui se passe ici.»*[129]

Suite à cet incident, Loka Ne Kongo s'éloigne de Tshisekedi. Il publie une déclaration de la Démocratie Chrétienne Fédéraliste qu'il préside. Il y dénonce *«...l'injection massive et frauduleuse des éléments irresponsables afin d'extorquer des décisions préparées à l'avance, par des chahuts, des huées, des intimidations, des insultes et des menaces et violences physiques.»*[130]

Les Etats Généraux de l'Opposition refusent toute participation à un *«gouvernement fantoche et illégal»* – référence à l'équipe de Kengo –, et ils exigent que Mobutu *«soit disqualifié comme Chef de l'Etat et comme candidat à l'élection présidentielle, pour indignité»*. Mais tous ces grands mots semblent maintenant ridicules, ils sont utilisés dans des intrigues pour s'accaparer le pouvoir au sein d'une clique de 500 individus que le peuple méprise de plus en plus ouvertement.

Tshisekedi est confirmé dans sa qualité de Premier ministre et de chef de file de l'opposition. Cette «confirmation» entraîne une trentaine d'exclusions. Elles interviennent le 27 avril. Kibassa est du nombre. Sa réplique sera immédiate. Le 4 mai, il préside une réunion au Palais du Peuple à laquelle participent 215 partis et associations. Ils décident que le poste de chef de file de l'opposition est supprimé, que Kibassa prend la direction du mouvement et que la primature est vacante, que l'opposition doit donc désigner un successeur à Tshisekedi. Le Groupe parlementaire de l'opposition bascule presque entièrement en faveur de Kibassa. Tshisekedi ne peut plus s'appuyer que sur Olenghankoy.

Mandungu a mené le combat au sein du MPR comme des Forces Politiques du Conclave pour éliminer Kengo de la primature. Fin 1995, il multiplie les réunions

pour arriver à une nouvelle formation gouvernementale. Mandungu veut entamer des négociations entre les FPC qu'il dirige et l'Union Sacrée de Kibassa. Mais son projet ne se réalisera pas. Banza Mukalay, deuxième personnage du MPR et chef des partisans de Kengo au sein du parti, impose sa ligne. Mobutu n'a rien à craindre de Kengo. Il y aura seulement un remaniement du gouvernement, le 26 février 1996. Le secrétaire général du PALU, Ginday Gifusa, accepte le poste de ministre des P.T.T. mais sera désavoué. Le même sort est réservé au nouveau ministre des Affaires sociales, Lumbu Lumbu, qui appartient au mouvement de Kibassa. L'incorrigible «opposant» Lambert Mende a placé Onyagandji Dimandja, son neveu et directeur de cabinet, au vice-ministère des Mines. La scission du PDSC est confirmée par l'octroi d'un poste de vice-premier ministre à Jean-Marie Kititwa. Kengo sort affaibli de la manœuvre, puisque plusieurs de ses puissants amis politiques sont partis: Malumba Mbangula, Pay-Pay, Katanga et Kisimba Ngoy. La lutte de tous contre tous continue de plus belle.

Et on a appelé cela: «le Printemps de la Démocratie au Zaïre»...

Ces élections que Mobutu gagnera

Maintenant que nous y sommes, disons deux mots sur cette clé qui ouvre toutes les portes vers la démocratie: les élections. Le 10 mai 1995 est tombée une loi organisant la Commission nationale des élections. Les émoluments des honorables membres de la Commission dépassent ceux versés aux conférenciers du HCR-PT. Rien de mieux pour déclencher un nouveau round dans la guerre des clans.

Les «élections démocratiques» au Zaïre sont une opération voulue et financée par les pays impérialistes. Ils y investiront 155 millions de dollars. C'est un investissement dans le sens commercial du terme: ça rapportera gros. Mais en même temps, la «communauté internationale» exige que le Zaïre ruiné et disloqué verse 100 millions de dollars. Un tiers du total des recettes de l'administration centrale en 1995. Le peuple peut crever, mais il aura des élections, ainsi le veut la démocratie néocoloniale. Parce qu'il ne faut pas s'y tromper. Cette «démocratie» n'a absolument rien à voir avec les intérêts des masses et elle ne veut en aucune manière que ces masses prennent leur propre sort en mains. Les élections servent à légitimer par une soi-disant «libre expression de la volonté populaire» le pouvoir dictatorial sur lequel l'impérialisme s'appuie. Au Zaïre, comme dans toute l'Afrique, ne peuvent s'imposer dans ce genre d'«élections libres et transparentes» que les grands bourgeois très riches et disposant du soutien financier de l'Occident. Peu importe qui gagne, que ce soit Mobutu ou Tshisekedi, Kengo ou Kamanda, Bemba ou Mandungu... le véritable vainqueur sera l'impérialisme qui dictera au nouveau Président son programme économique et financier.

En avril 1996, Mobutu est reçu à Paris par Chirac. En juillet le ministre français de la coopération, Godfrain, lui rend visite à Gbadolite. Il déclare que Mobutu apparaît *«incontournable»* et qu'en cas d'élections, il serait sans doute *«largement élu»*.[131]

Steven Metz, professeur au U.S. Army War College, écrit dans un rapport sur le Zaïre, publié le 5 juin 1996: *« Comment les Etats-Unis doivent-ils répondre si Mobutu gagne les élections de 1997 ? Mobutu les gagnera probablement. Si c'est le cas, les Etats-Unis doivent le garder à distance de bras. S'il permet que les institutions démocratiques se consolident, les relations devraient être froides mais normales. S'il ne le fait pas, les restrictions dans le domaine de l'aide et des voyages de Mobutu aux Etats-Unis devraient rester en place. Comment doivent réagir les Etats-Unis si le processus électoral s'effondre ? Les Etats-Unis, en collaboration avec les Etats africains démocratiques, devraient mettre en place une isolation économique et politique complète de celui qui prend le pouvoir. »*[132] Plus de trente ans de dictature au service du néocolonialisme, cela ne pose aucun problème pour les «démocrates» américains. Si Mobutu, avec ses masses d'argent, gagne les élections de 1997, ils le traiteront comme la plupart des autres Chefs d'Etat, «normalement» mais sans chaleur. Que l'ancien dictateur se fasse légitimer par des «élections libres et transparentes», voilà l'essentiel. En fait, les «démocrates» américains veulent maintenir et renforcer la dictature néocoloniale sur le Congo, c'est-à-dire le pouvoir absolu des multinationales et des banques, ainsi que de leurs intermédiaires, les grands bourgeois zaïrois. Mais les Etats-Unis exigent que cette dictature revête des formes «démocratiques», et qu'elle soit légitimée par des élections. Il est mille fois plus facile à un gouvernement «démocratiquement élu par le peuple» d'imposer des mesures draconiennes et anti-populaires et de réprimer les émeutes de la faim. Comme il est plus facile pour Washington et Paris d'intervenir militairement pour «défendre» un pouvoir «élu» contre des révoltes et des révolutions populaires. L'essentiel est que Mobutu *«permette aux institutions démocratiques de se consolider»*, qu'il habitue le peuple à ce que ceux qui ont des masses d'argent et qui jouissent du soutien financier et médiatique de l'Occident, puissent régulièrement gagner les élections. Alors, aux élections suivantes, un autre grand bourgeois, riche et bien soutenu, pourra émerger et lancer une «nouvelle politique» dictée par les mêmes puissances extérieures.

Le HCR-PT: servilité devant le FMI et irresponsabilité

Les haut fonctionnaires du FMI exigent un budget en équilibre, quel que soit le prix en souffrances humaines des plus pauvres. Kengo a obtenu un léger excédent budgétaire en 1995. Ce résultat, il l'a réalisé grâce au gel et même au non-payement des salaires, par le refus de régler les créances des entreprises, par la dégradation des infrastructures économiques et sociales. En organisant la destruction finale du pays et l'appauvrissement général du peuple, Kengo veut améliorer ses relations avec le monde des finances. Le fameux «excédent budgétaire» disparaît d'ailleurs en 1996. Et aucune puissance impérialiste ne rétablit sa coopération d'Etat à Etat. Au contraire, toutes tentent de tirer profit du désastre zaïrois pour instaurer un nouveau système qui leur sera encore plus avantageux. Les aides sont désormais octroyées par l'inter-

médiaire des ONG et d'autres associations privées, liées ou dépendantes des puissances occidentales. L'aide devient un moyen pour former une élite «politique» alternative qui se trouve dans une situation de dépendance totale des puissances extérieures.

Maître Kinkela, Président du Front Patriotique et rapporteur de la CNS-HCR-PT fit en juin 1996 un bilan amer de la «transition». *«Une Conférence Nationale, fût – elle Souveraine, ne peut venir à bout d'une dictature monstrueuse, soutenue par des puissances étrangères. La Conférence Nationale Souveraine est une tribune et un moyen de préparer la libération sociale... L'économie sociale du marché retenue par la Conférence Nationale Souveraine, très libérale de surcroît, risque de ne pas prendre en compte les exigences d'une construction planifiée de l'économie ni l'intégration des aspirations de la base à travers les PME et les PMI et l'ensemble du secteur informel.»*[133]

Le dernier acte: réconciliation Tshisekedi-Mobutu

Mobutu est gravement malade, il ne lui reste plus que quelques mois à vivre. C'est le moment que choisit Tshisekedi pour se réconcilier avec «le monstre humain». Il veut qu'ensemble, ils fassent front contre «l'agression» dont est victime le pays. Le 19 novembre 1996, Tshisekedi s'entretient avec Vunduawe. Il déclare que, depuis qu'il a appris la maladie du Chef de l'Etat, il *«prie le Tout-Puissant pour qu'il se rétablisse et regagne le pays le plus rapidement possible afin qu'ensemble nous résolvions les problèmes qui se posent au pays»*.[134] Le «lider maximo» se rend alors en France pour y rencontrer Mobutu dans sa villa de Cap Martin. Après la rencontre qui n'a duré qu'une demi-heure, Tshisekedi affirme que le Chef de l'Etat et lui se sont entendus et que les deux familles politiques vont travailler ensemble, qu'il se considère comme restauré dans ses fonctions de Premier ministre. Il déclare aussi que Kabila est un «Zaïrois authentique» qui a adhéré au projet de la CNS et qui, voyant que ce projet est maintenant remis sur les rails, reconnaîtra que son action armée *«n'a plus d'objet»*.[135]

Cet épisode montre bien la cécité politique et l'égocentrisme maladif de Tshisekedi. Mobutu ne lui a fait aucune promesse ferme et Tshisekedi prend ses fantasmes pour la réalité. Kabila n'a jamais «reconnu» la CNS, au contraire, il était un des très rares hommes politiques congolais à comprendre dès le début le caractère futile de cette entreprise. Tshisekedi croit qu'il est prédestiné à succéder à Mobutu et que Kabila reconnaîtra en lui son chef. Idée puérile: aux yeux de Kabila, les politiciens qui s'agitaient dans la CNS et le HCR-PT, qui affichaient leur mépris pour le peuple, qui manipulaient ce peuple en fonction de leurs intérêts mesquins, n'ont jamais rompu avec le système criminel qu'est le mobutisme.

Sur cet épisode «glorieux» de la «lutte» de Tshisekedi, Vincent-Robert M'Bwakiem, un des fondateurs de l'UDPS, dira plus tard: *«Tshisekedi, contacté en*

novembre 1996 par l'AFDL, avait choisi de se rendre sans mandat du parti à Cap-Martin pour aller réclamer le poste de Premier ministre au dictateur (...) Nous sommes tous conscients du ridicule dont sa malheureuse initiative à couvert le parti. (...) Imaginez-vous ce que nous serions aujourd'hui au sein de l'actuel Pouvoir si, au lieu d'aller quémander des postes à Cap-Martin, nous avions choisi de rejoindre l'AFDL à Goma?»[136]

C'est une foule immense, estimée à un million de personnes, qui attend Tshisekedi à son retour à Kinshasa, le 27 novembre. Elle conspue Kengo, le «Tutsi». Tshisekedi confirme la réconciliation intervenue et rend hommage à Mobutu pour l'accueil qu'il lui a réservé. Il raconte sans honte que Mobutu l'a fait loger à la charge de la présidence dans l'hôtel le plus luxueux de Monaco...[137]

Vingt jours plus tard, Mobutu rentre à son tour. La foule qui l'accueille est aussi dense et enthousiaste que celle qui salua Tshisekedi. *La Référence Plus*, pourtant tshisekediste, écrit que le peuple *«fait à nouveau confiance»* au Président.[138] Ainsi, c'est bien Tshisekedi qui repousse une partie du peuple dans les bras de Mobutu au moment ou Kabila marche vers Kisangani en soulevant le peuple contre le système en place.

Comme toujours, le moulin à rumeurs raconte que Tshisekedi sera enfin rétabli à la primature. Mais Mobutu entame des consultations avec Nguz et Kibassa. L'opposition doit présenter un candidat et le discuter avec les FPC. Mais l'opposition se réduit à l'URD-UDI et les alliés de Kibassa, puisque l'Union Sacrée refuse de discuter: c'est Tshisekedi ou rien.

Quatre candidats de «l'opposition» se manifestent: Kengo, N'Singa Udjuu, Kibassa et un «opposant» inattendu: Bemba Saolona. Les ambitions démesurées de ce dernier pour devenir Premier ministre, vont lui attirer la rancune de ses collègues patrons qui lui enlèvent la présidence de leur organisation.

Le 24 décembre, l'équipe de Kengo est profondément remaniée. Le noyau dur qui devra vaincre par les armes les troupes de l'AFDL comprend, outre Kengo, quatre vice-premiers: Kamanda wa Kamanda, le général Likulia, Lambert Mende Omalanga et Banza Mukalay, le nouveau patron du MPR, l'allié de Kengo. Mwando Nsimba est ministre de l'Intérieur. Kengo a perdu la participation de l'aile de l'UFERI dont le leader est le puissant gouverneur Kyungu.

«Considéré comme traître»

Trois mois plus tard, le 18 mars, le HCR-PT démet le gouvernement Kengo.

L'Alliance des Forces Démocratique pour la Libération annonce qu'elle considérera comme traître quiconque acceptera de devenir le dernier Premier ministre de Mobutu. Mais Tshisekedi a toujours voulu recevoir ce poste des mains de Mobutu, dans l'espoir de lui succéder par après...

Kibassa appuie cette fois-ci la candidature de Tshisekedi. L'opposition étant unie, Mobutu donne son accord le 2 avril 1997.

Le lendemain 3 avril, Tshisekedi annonce la composition de son gouvernement. Il n'a consulté personne. Il a repris pour l'essentiel des hommes de ses cabinets de 1992 et 1993. Magnanime, il réserve six grands ministères à l'AFDL, croyant que cet appât peut suffire à attraper un homme décidé à faire une révolution populaire et à balayer de fond en comble le système néocolonial en place. Tshisekedi invite le vieux maquisard à se rallier à «l'ordre légal» de Mobutu et à la fameuse CNS mobutisée. Tshisekedi était déjà impuissant pendant les moments de gloire de la CNS. Aujourd'hui, les forces armées de l'AFDL occupent les trois quarts du Congo, progressent vers Kinshasa sans rencontrer de résistance significative de la part des troupes mobutistes. Tshisekedi n'a aucune force armée. La jeunesse s'est déjà détournée de lui pour mettre ses espoirs dans «Kabila, le libérateur». Criant dans le vide, Tshisekedi décrète: *«A partir d'aujourd'hui, le Zaïre sera régi par la Constitution édictée par la CNS»*...

Le 5 avril 1997, tant les mobutistes des Forces Politiques du Conclave que l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale et Alliés de Kibassa et le cartel de Kengo retirent leur confiance à Tshisekedi.

Pendant les trois ans et huit mois de la présidence de Mzee Kabila, Tshisekedi prétendra combattre «la nouvelle dictature» et vouloir rétablir «la légitimité populaire» qui lui revient en tant que «Premier ministre élu de la CNS». Pourtant, le Parlement de Transition lui refusa, six semaines avant la chute du régime, la confiance!

Tshisekedi continue de croire au mythe de sa popularité qu'entretenait sa cour. Mais un sondage réalisé à l'époque montre bien comment la masse s'est détournée du spectacle minable de la «Transition mobuto-tshisekediste». 79% des hommes, 76% des femmes et 77% des jeunes trouvaient que les politiciens zaïrois sont irréalistes et opportunistes mais surtout versatiles, inconscients, donc «prostitués politiques»... 92% des hommes, 85% des femmes et 87% des jeunes accusaient les politiciens d'avoir corrompu la jeunesse.[139]

Un général comme Premier ministre

Au mois d'avril 1997 Kabila se rapproche de Kinshasa et le Premier ministre français Juppé déclare dans *le Figaro Magazine*: *«Qui pense sérieusement que le choix soit entre un dictateur fatigué, Mobutu, et Kabila, un démocrate jeune, dynamique et moderniste? Lorsqu'on entend ce dernier dire qu'il n'y aura pas d'élections, qu'il faut rendre auparavant le peuple "sensible à la doctrine", on voit avec inquiétude ce que cela signifie»*.[140] Ainsi, après 37 ans de dictature néocoloniale, après sept années de transition, le dictateur Mobutu fait figure de «démocrate» aux yeux de l'impérialisme français qui constate avec «inquiétude» que le lumumbiste Kabila veut rendre le peuple «sensible à la doctrine nationaliste».

Le 11 avril 1997, après sept années de «transition démocratique», le Zaïre se donne un nouveau gouvernement dont le noyau est composé de militaires et de vieux mobutistes! Sous la direction du général Likulia, Premier ministre, le général Mahe-

le et le général Ilunga Shamanga occupent respectivement le ministère de la Défense et celui de l'Intérieur. Trois vieux mobutistes occupent des ministères lourds: Kamanda wa Kamanda celui des Affaires étrangères, N'Singa Udjuu celui du Plan et de la Reconstruction, Banza Mukalay celui de l'Energie et des Mines.

Ainsi, Tshisekedi et son UDPS sont éliminés, marginalisés, ridiculisés par Mobutu. Quelle sera leur réaction au cours de ce dernier mois qui voit le mobutisme s'effondrer complètement? C'est incroyable mais vrai: l'UDPS essaie de sauver le système mobutiste et son chef, le Maréchal dictateur. Le 7 mai 1997, Tshisekedi envoit un émissaire à l'ambassade angolaise de Kinshasa. L'homme suppliait les Angolais d'arrêter l'avance de Kabila sur Kenge «parce qu'il y aura là un terrible bain de sang». Les responsables angolais lui ont répondu que la défense de Kenge par l'UNITA et les FAZ sera liquidée en moins d'une semaine. L'émissaire de l'UDPS tenta de convaincre les Angolais des résultats catastrophiques, meurtriers, qu'une telle option entraînerait à Kenge et surtout à Kinshasa... Même ridiculisés à outrance par Mobutu, Tshisekedi et l'UDPS ont tenté de sauver le système mobutiste à la veille même de son élimination![141]

A ce moment, la diplomatie sud-africaine travaille déjà sur le «dossier Zaïre» pour le compte des Américains. Elle cherche une formule «consensuelle» de passage du pouvoir qui laissera intacte l'essentiel des structures et du personnel politique du mobutisme. Il s'agit de faire de Kabila le prisonnier de l'ancien système. L'Afrique du Sud et la Troïka songent à faire désigner Monsengwo comme Chef d'Etat intérimaire, pour couper l'herbe sous les pieds de Kabila.

Le 10 mai, les Conseillers se rendent compte que, si Mobutu meurt demain, il n'y aura pas de successeur! Selon l'Acte constitutionnel, il revient au Président du HCR-PT de lui succéder, mais ce poste est actuellement occupé par un duo: Bo-Boliko et Anzuluni. En panique, l'assemblée vote à l'unanimité, mais en l'absence des tshisekedistes, pour le retour de Monsengwo... L'archevêque de Kisangani est réhabilité dans ses fonctions de Président du HCR-PT *«pour sauver le destin commun de tous»*, comme l'écrit *Le Potentiel*.[142] Le même journal commente: *«Le choix de Monsengwo répond à un double objectif: sauver d'une part les survivants du mobutisme et d'autre part les intérêts français.»*[143] Lorsque Mgr Monsengwo arrive à Kinshasa, il est accueilli par Bomboko et Nendaka, deux mobutistes de choc.

Ajoutons que le politicien-évêque avait précipitamment quitté la ville de Kisangani le veille de sa libération par les troupes de l'AFDL. Ainsi, l'homme qui discourait à longueur d'années sur la nécessaire «réconciliation» entre tous les politiciens réactionnaires, marqua d'emblée son hostilité aux forces de libération.

Le dernier plan de sauvetage du mobutisme laissa le peuple congolais complètement indifférent... Le 17 mai, les troupes de Kabila entraient dans Kinshasa sous les acclamations frénétiques de foules lasses d'une Transition sans fin...

Dans son excellent livre sur la transition, Gauthier de Villers porte ce jugement d'ensemble sur la «démocratisation» réalisée par la CNS et le HCR-PT. *«Le vent (de la rébellion) qui, de l'Est en Ouest, balaie le pays est un cruel révélateur. Il met à nu*

l'impuissance des institutions de la transition, l'inconscience et l'irresponsabilité de ses acteurs. (...) Les Conseillers du HCR-PT ont imperturbablement persisté jusqu'à la dernière heure, à s'occuper de leurs intérêts, à se livrer à de vains exercices juridiques et à une surréaliste compétition pour le "partage équitable et équilibré" des positions du pouvoir. »[144] *« L'invocation de l'idéal démocratique masque le détournement des aspirations populaires par une classe politique que déchire et rassemble à la fois la quête des honneurs, du pouvoir et de l'argent. Contrairement à ce que l'on affirme volontiers à Kinshasa, l'Alliance dirigée par Kabila n'a pas interrompu un processus de démocratisation qui, en dépit des entraves et des trahisons, aurait poursuivi, irrésistiblement, son cours ; elle a défait le régime politique dans lequel s'étaient installés ces acteurs de la transition, qui tendaient à devenir, selon la formule de Yoka Mudaba Lye, des "transitionnaires à vie". »*[145]

La «démocratisation» a éternisé la dictature

La fameuse transition vers la «démocratie» a maintenu en place pendant sept longues années supplémentaires Mobutu et son système dictatorial. La veille de la libération de Kinshasa par les troupes de Kabila, Likulia préside son dernier Conseil des Ministres. C'est comme si ce général voulait faire une dernière démonstration du caractère grotesque de la «démocratisation» de la dictature militaire.

Les ministres rédigent un exposé de l'ordre constitutionnel du HCR-PT à l'usage de l'AFDL et des médiateurs étrangers. Ils déclarent que le maintien du système mobutiste pendant sept années de «transition» concorde avec la démocratie et que la destruction du système mobutiste par les forces de l'AFDL doit être condamnée comme un coup de force violent... *« La communauté internationale qui a garanti l'ordre nouveau (de la transition) ne peut conforter aujourd'hui la violation des dispositions constitutionnelles zaïroises, en cautionnant un coup de force ou la violence comme mode d'accès au pouvoir, en démocratie. »*[146]

Ainsi, le jour même où Mobutu prend la fuite, la veille de l'entrée de l'AFDL à Kinshasa, les généraux et politiciens de l'ancien régime déclarent, au nom de la «démocratie», que la dictature commence maintenant, avec l'arrivée de Kabila !

Chapitre 3

Le Congo pourra-t-il exporter la paix au Rwanda ?

En 1990-1991, la Transition «démocratique» avait suscité des espoirs fabuleux au sein d'un peuple martyrisé par 30 années d'un pouvoir néocolonial particulièrement cruel, au discours démagogique et à la gestion destructrice. En 1996, l'aversion du peuple pour la classe politique était à la mesure de sa déception. Le peuple avait fondé de grandes espérances dans un faux «Moïse»; d'où pouvait venir maintenant le véritable libérateur? Le pays a vu se faire exterminer pratiquement tous les révolutionnaires qui se sont levés depuis 1960.

Kinshasa était comme une île dans l'océan congolais, et sur cette île les populations avaient été ramollies à dessein par des anti-valeurs cultivées par une classe politique aussi cupide que bornée. Le libérateur devait venir de la partie du Congo qui était à l'antipode de la capitale: le Kivu. On peut dire que dans cette province se concentraient toutes les contradictions du pays, c'est ici qu'une étincelle pouvait mettre le feu à toute la brousse mobutiste.

Le Kivu a une population très dense et ce facteur aiguise toutes les luttes pour la terre et pour le pouvoir local. Le Kivu héberge une grande communauté issue de l'immigration rwandaise, déracinée comme main d'œuvre par le colonisateur. L'armée de Mobutu a organisé entre 1985 et 1995 plusieurs expéditions contre cette province réputée rebelle. Le Rwanda surpeuplé et déchiré par des affrontements entre extrémismes ethnicistes, exporte tous ses maux au Kivu. Il a commencé par exporter ses mythes ethniques meurtriers et il a fini par déverser au Congo ses hordes de génocidaires hutu, protégées par un bouclier de plus d'un million de pauvres, pris en otage. Génocidaires et officiers mobutistes s'entendaient pour maintenir l'instabilité, pour s'enrichir grâce à l'aide humanitaire et pour rançonner les Kivutiens.

Mais le Kivu est aussi le berceau du seul mouvement révolutionnaire qui s'est maintenu au pays depuis les années soixante. Kabila fut son fils adoptif depuis la révolution de 1964. Et c'est le Kivu qui a eu l'honneur d'accueillir en 1965 le grand révolutionnaire Che Guevara.

Les questions ethniques et la question de la nationalité au Kivu sont fort compliquées. Elles portent le poids de l'histoire avec ses conflits et ses massacres. Elles portent également le poids de grands mythes qui rendent même aveugles les plus grands intellectuels. Les luttes entre différentes classes sociales et entre fractions de classes sont souvent voilées sous des apparences ethniques. Les masses qui pensent assurer leurs intérêts en défendant une cause ethnique sont très souvent manipulées par des puissances impérialistes... La matière est complexe mais elle est au cœur de la problématique de la révolution africaine. La libération de l'Afrique dépend donc du dépassement de la vision étroitement ethnique pour accéder à la vision panafricaniste et anti-impérialiste.

Nous analyserons dans ce chapitre les contradictions de la question ethnique telles qu'elles se présentaient à la veille de la guerre de libération de l'AFDL qui partira en

octobre 1996 du Kivu. L'agression rwando-ougandaise d'août 1998 y introduira de nouvelles complications qui seront traitées ultérieurement.

Kabila a mené une lutte de libération au Congo dans une perspective de la libération africaine. En 1996, le vieux maquisard était confronté à deux possibilités: le Rwanda exportera-t-il ses mythes meurtriers et ses pratiques génocidaires au Congo? Ou le Congo accomplira-t-il la révolution populaire et réussira-t-il à exporter la cohésion nationale, la sécurité et le développement au Rwanda?

La voie rwandaise vers le génocide

Au Congo, on entend souvent dire: «Nous les Congolais, nous n'avons pas cette culture de la violence qui caractérise le Rwanda où Hutu et Tutsi sont habitués depuis des siècles à s'entre-tuer mutuellement».

Cette affirmation est dangereuse. Au Rwanda, la culture de la violence ethnique est un produit de la colonisation belge, elle n'a été introduite qu'entre 1959 et 1962... et elle a été immédiatement exportée au Congo!

Le virus de l'ethno-fascisme qui ravage le Rwanda depuis 1959, pourrait aussi détruire le Congo. Il est utile d'observer de plus près quelques lignes essentielles de l'histoire du Rwanda. Elles permettent de comprendre certains dangers qui menacent le Congo.

Le Rwanda de Rwabugiri

L'Etat rwandais pré-colonial a constitué une réalisation remarquable; il représentait une organisation sociale en avance sur la plupart des sociétés de l'Afrique Centrale.

Les premiers missionnaires qui ont mis pied au royaume de Rwabugiri ont été frappés par le sentiment de fierté nationale qui caractérisait la société rwandaise. Le Père Pagès écrit: *«Les Banyarwanda étaient persuadés, avant la pénétration européenne, que leur pays était le centre du monde, que c'était le Royaume le plus grand, le plus puissant et le plus civilisé de toute la terre».*[1] Le Père De Lacger souligne que les indigènes de ce pays avaient le sentiment de ne former qu'un peuple: *«Le sentiment national se fonde sur des éléments qui lui sont antérieurs: l'unité linguistique, qui, presque absolue d'un bout à l'autre du territoire, conditionne la facilité de relations entre les gens; l'unité d'institutions, de coutumes et d'usages dans la vie privée, la vie sociale et la vie publique; l'unité religieuse enfin. Il est peu de peuples en Europe chez qui se trouvent réunis ces trois facteurs de cohésion nationale: une langue, une foi, une loi.»*[2]

Le Père de Lacger reconnaît qu'à la fin du siècle passé, les termes Hutu et Tutsi expriment essentiellement des différences économiques et sociales: *«Le terme mututsi ne désigne plus aujourd'hui aussi exclusivement qu'à l'origine les "biennés", ni même les métis qui se prévaudraient d'une hérédité supérieure en ligne*

paternelle, mais encore des anoblis ou de simples Bahutu enrichis, qui ont pu s'allier dans la haute classe. Mututsi et Muhutu sont des mots qui tendent à perdre leur sens proprement racial et à n'être plus que des qualificatifs, des étiquettes sous lesquelles se rangent capitalistes et travailleurs, gouvernants et gouvernés.»[3]

L'Etat rwandais, tel qu'il s'était développé jusqu'à la conquête coloniale, était autant une création des Hutu que des Tutsi. On peut même dire que ce sont les Hutu qui ont apporté le plus à l'Etat rwandais unifié: d'abord leur langue, le kinyarwanda, facteur essentiel d'unification; ensuite, la forme même de la royauté sacrée avec ses codes et ses rituels; puis les bases essentielles de la religion rwandaise, elle aussi un fondement de l'unité nationale. Un lignage royal tutsi, appartenant au clan des Banyiginya, a apporté à l'œuvre collective son génie organisationnel, qui a constitué aussi la base de sa force militaire.

Le Royaume de Rwabugiri (1860-1895) était l'aboutissement provisoire d'un processus historique qui commença vers 1450 avec la formation des premiers petits Etats rudimentaires. Ils étaient nombreux, certains avaient un roitelet tutsi, d'autres un roitelet hutu à leur tête. Ils se livraient mutuellement des guerres de conquête. Ce n'est qu'à partir de 1730, avec le Roi Cyirima Rujugira, qu'une dynastie du clan des Banyiginya s'est imposée graduellement sur presque tous les territoires où le kinyarwanda était parlé. Les autres petits royaumes dirigés par des rois tutsi et hutu furent soumis à ce royaume qui eut son centre à Gasabo, près du Lac Muhazi. Les petits rois qui refusaient de se soumettre furent exterminés sans pitié, souvent avec toute leur famille; ceux qui se soumettaient devinrent des vassaux du Roi Nyiginya. Le temps effaça les souvenirs de l'unification par la violence, pour produire le sentiment positif d'appartenir à une grande Nation.

L'intégration entre les Tutsi et les Hutu s'est réalisée à travers les siècles. Des douze premiers rois rwandais, neuf ont eu une femme hutu. Les dix-huit clans du Rwanda comprennent tous aussi bien des Tutsi, des Hutu que des Twa. Le clan royal des Banyinginya comprend 57% de Hutu. Les rois des clans hutu qui dirigeaient les petits royaumes Singa, Zigaba et Gesera ont épousé des femmes tutsi et ils étaient désormais considérés comme «Tutsi». Sur chaque colline, il y eut un chef de terre hutu et un chef de pâturages tutsi. Des petits rois hutu qui avaient accepté la soumission au Roi Nyiginya, étaient considérés comme des vassaux et gardaient une certaine autonomie.

Dans les conditions de la société féodale émergente, des processus comparables ont été suivis sur tous les continents.

Le Royaume de France, lui aussi, a été le produit d'un long processus historique et de siècles de violence entre les multiples petits royaumes qui couvraient cette partie de l'Europe. Au cours du premier millénaire avant notre ère, des tribus celtes, parmi lesquelles les Gaulois, sont venus de l'Est de l'Europe s'installer dans ce qui est aujourd'hui la France. Ils constituaient une sorte de «tribu de chefs» qui a soumis et organisé les populations autochtones et qui s'est mélangée à elles. A partir de 60 avant J.-C., les armées de Rome ont conquis et soumis la Gaule et des colons romains

s'y sont établis. Près de quatre siècles plus tard, les invasions germaines et la tribu des Francs ont occupé le Nord de la Gaule. Vers l'année 500, le lignage du petit Roi franc Clovis, établi à Tournai, a commencé une campagne militaire qui unira la France. Les Français d'aujourd'hui sont donc un mélange de quatre «races». Le Royaume de France a été le produit d'innombrables guerres dynastiques souvent féroces et sanglantes. Mais la formation d'un grand Etat a créé les conditions d'un développement politique, culturel et économique accéléré. A mesure que le temps s'écoula, les blessures infligées lors des guerres de conquête ont disparu et la fierté de faire partie de la grande nation française s'est développée.

Comme l'Etat rwandais était encore en pleine construction sous Rwabugiri, les populations des petits royaumes soumis ou sur le point de l'être, ont surtout retenu la violence qu'elles ont subie. Ainsi, Rwabugiri a mené de nombreuses guerres pour soumettre les Bashi à son autorité. Léon Ntondo, lui-même Mushi, parle du *«peuple mushi, symbole de la résistance au sionisme tutsi depuis le XVIIe siècle»*. Jugeant l'histoire à travers les intérêts de la dynastie régnant sur les Bashi au siècle passé, il affirme: *«Il existe bel et bien un sionisme tutsi au monde. (...) (Les Tutsi) sont convaincus depuis des siècles que le Kivu est leur "terre promise".»*[4]

Il faut juger les personnages et les luttes politiques dans les conditions spécifiques de leur époque historique. La formation d'un grand Etat bien organisé dans la région des Grands Lacs constituait incontestablement un progrès politique permettant des avancées culturelles et économiques. En Afrique de l'Ouest, les peuples chantent toujours la gloire des grands conquérants et bâtisseurs d'empires comme Samori et Soundjata. Quand on regarde l'histoire de l'Afrique à travers le prisme de l'intérêt étroit de sa propre tribu, Rwabugiri apparaît, non pas dans sa véritable dimension historique, comme le créateur d'un puissant Etat africain indépendant, mais uniquement dans sa qualité de despote qui frappa «ma tribu, les Bashi». Et Léopold II, qui a soumis dans la terreur la plus féroce les masses africaines de toute la cuvette du Congo, Tutsi, Hutu, Bashi, Baluba, Bakongo et Bangandi confondus, apparaît comme le génial créateur de ce qui est devenu le Grand Congo... Aveuglé par des considérations d'ordre tribal, on considère «le Tutsi» comme l'ennemi principal *«depuis le XVIIe siècle»* jusqu'à nos jours. On est incapable de saisir le trait essentiel de toute l'histoire africaine depuis cinq siècles: la domination impérialiste, depuis l'esclavagisme, en passant par le colonialisme, jusqu'au néocolonialisme des multinationales dominant aujourd'hui l'ensemble du continent.

On ne peut «projeter» les événements historiques d'un autre mode de production sur le monde actuel déterminé par de tout autres facteurs et notamment par le mode de production capitaliste et par la politique des puissances impérialistes. Au XVIIe – XVIIIe siècle, la constitution de formations étatiques indépendantes en Afrique, telle la formation du royaume rwandais par les conquêtes Nyiginya, était un processus progressiste. Les hasards de l'histoire auraient pu donner cet œuvre de bâtisseur réalisée à un lignage royal hutu ou même à un lignage des Bashi qui aurait unifié la région sous son pouvoir... Mais cette tâche a été réalisée par un lignage tutsi du clan

Nyiginya. Cela n'a aucun rapport avec ce qui se produira un siècle plus tard, la guerre d'agression et d'occupation de Kagame, sous instigation de la plus grande puissance impérialiste, les Etats-Unis d'Amérique.

La «tutsification» du Rwanda colonial

Mais revenons aux premiers colonisateurs allemands qui pensaient ne découvrir que de la «sauvagerie» en Afrique. Leur étonnement était grand de tomber dans la région des Grands Lacs sur un Etat *«comparable à ceux des pays civilisés»*.[5] Les théories racistes faisant fureur à l'époque, ils en conclurent qu'au départ les Tutsi ont dû être des Blancs, des Sémites et plus particulièrement des Hamites, et qu'ils se sont noircis au cours des temps...

Fiers de leur indépendance, le Roi du Rwanda et la noblesse s'opposaient à la domination extérieure. Au départ, les Allemands et les Belges ont gardé ouverte l'option de mobiliser les «Hutu dominés» pour casser l'Etat rwandais. Finalement, sous l'impulsion de l'Eglise catholique, la Belgique a conclu qu'il fallait s'appuyer sur la classe dirigeante «indigène» pour donner un socle solide à la colonisation. Elle déclara que les Tutsi constituent une race supérieurement intelligente, une race de *«chefs nés»*...[6]

La Belgique organisa la «tutsification» de l'Etat colonial: sur les différentes collines, les chefs de terre hutu furent supprimés, de même que les petites vassalités qui avaient gardé un roi hutu. Seuls les Tutsi pouvaient être chefs et seuls les enfants tutsi avaient accès à l'Ecole d'Astrida qui formait l'élite administrative. Les rares Hutu qui y étaient admis, se mariaient avec des filles tutsi pour être *«tutsisés par alliance»*...[7] Les chefs tutsi qui s'opposaient au colonisateur étaient systématiquement écartés. Les 95% de Tutsi pauvres étaient, bien entendu, exclus de la «tutsification du régime» qui ne concernait qu'une élite.

La politique belge de la «tutsification» du Rwanda perdurera jusqu'en 1955. Alors commença une réévaluation qui conduisit en 1957 à un nouvel alignement des forces. La cause du changement de la tactique belge résidait dans la vague de décolonisation qui déferlait sur l'Afrique noire depuis le déclenchement de la guerre de libération en Algérie et la déclaration de l'indépendance du Ghana, le 6 mars 1957.

L'élite tutsi voulait se transformer en une bourgeoisie nationale, régnant sur un Rwanda libre et souverain. Elle avait deux atouts: l'autorité traditionnelle et l'expérience de l'administration moderne. Elle jouissait toujours de la confiance et du soutien de la grande majorité du peuple rwandais, Twa, Hutu et Tutsi confondus. Elle voulait aller rapidement vers une indépendance qu'elle voulait totale.

La Belgique cherchait une stratégie pour «surmonter» le moment difficile de l'indépendance, devenue inévitable, tout en sauvegardant sa domination économique sur le Congo et le Rwanda-Urundi. L'administration belge se divisa sur la stratégie à suivre au Rwanda: une minorité pensait que la petite bourgeoisie tutsi, une fois «maître» du Rwanda, s'appuierait sur la Belgique, avec laquelle elle avait toujours été dans les meilleurs termes.

Mais la guerre froide et l'obstination coloniale aidant, la majorité de l'administration belge et des politiciens de la métropole se méfiaient de tous ceux qui voulaient l'indépendance immédiate et totale: du Rwandais Rudahigwa aussi bien que du Congolais Lumumba.

L'origine de l'ethno-racisme hutu

Au Rwanda, il y avait une «élite de rechange». C'était la petite bourgeoisie hutu qui voulait, elle aussi, s'emparer du pouvoir dans un Rwanda indépendant. Cette petite bourgeoisie ne pouvait jouer qu'une seule carte: celle de l'ethno-racisme.

La Belgique a chanté pendant cinquante ans la gloire de la «*race supérieure tutsi*» et avait réservé tous les postes importants à cette «*race*». Au cours des années cinquante, la petite bourgeoisie hutu pouvait mobiliser, sur une base raciste «anti-Tutsi», toutes les rancœurs accumulées pendant la période coloniale, tout l'esprit de révolte des masses opprimées et exploitées. C'est ce que Kayibanda, Gitera et d'autres intellectuels hutu ont fait dès 1953.

Leurs travaux préparatoires ont culminé en 1957 avec la publication du «Manifeste des Bahutu», rédigé avec l'aide de certains prêtres européens. Sa thèse centrale est celle-ci: la petite bourgeoisie hutu doit prendre le pouvoir au Rwanda avant que la Belgique n'accorde l'indépendance.

Selon les termes du Manifeste, le problème fondamental du pays est *«le monopole raciste (tutsi) sur le Rwanda». «Il ne sert à rien de solutionner le problème mututsi-belge, si on laisse le problème fondamental mututsi-muhutu.»* Le texte parle des Tutsi comme d'une *«caste qui représente à peine 14% des habitants»*, formulant ainsi la théorie raciste de *«la majorité "populaire" hutu et de la "caste" minoritaire tutsi»*, théorie qui conduira à tant de tueries. Le Manifeste parle d'une double colonisation, la colonisation «hamite» étant pire que la colonisation européenne! Il reprend la théorie de la «conquête violente par les Tutsi», théorie qui n'a aucune base historique. Le Manifeste des Bahutu crache sa haine pour *«900 ans de la domination mututsi»*... Le texte prend position contre une décolonisation qui *«laisserait un colonialisme pire du Hamite sur le Muhutu»*.[8] C'était déjà un Manifeste de la contre-révolution néocoloniale.

En 1959, il existait une base objective pour une révolution à la fois nationale et sociale, à la fois anti-coloniale et anti-féodale. Mais parler en 1959 d'une «révolution sociale», opposée à la révolution nationale, c'était prôner la continuation de la domination impérialiste au Rwanda. Le mot d'ordre du Parmehutu fut d'ailleurs: *«Vive notre chère mère la Belgique! Vive le Roi des Belges! Vive la Démocratie»*.[9] En clair: Vive le colonisateur qui donnera le pouvoir à la «majorité démocratique» hutu.

Les masses dites «hutu» étaient exploitées et opprimées, mais la grande majorité des Tutsi l'était autant. Il y avait là une base objective pour un mouvement contre le colonialisme – source principale de l'exploitation et de l'oppression – et contre l'élite pro-belge tutsi, principal support rwandais du colonisateur.

Mais pour que la masse hutu et la masse des Tutsi pauvres arrivent à la compréhension de cette nécessité, il aurait fallu une organisation anti-colonialiste qui leur donne la perspective d'une révolution nationale et sociale. Or, le colonisateur et l'église n'ont jamais permis l'introduction d'une pensée révolutionnaire ou marxiste dans les colonies belges.

Le Parmehutu avait une orientation pro-coloniale et anti-socialiste. Kayibanda, inspiré par les encycliques papales, soutenait à fond le colonisateur. Sa «révolution sociale» consistait essentiellement à obtenir que la Belgique change de laquais, qu'au lieu de baser sa domination sur la «race» tutsi (lisez la petite bourgeoisie dite tutsi), elle choisisse comme alliée la «race» (lisez la petite bourgeoisie) hutu.

Harroy, qui a soutenu les partis hutu, relève quelques chiffres qui permettent de dénoncer cette propagande sournoise, perfide, diabolique contre «la caste tutsi» et la «colonisation hamite»: *«Des quelques 300.000 individus étiquetés tutsi en 1956, c'est à peine s'il se trouvait une dizaine de milliers à être impliqués directement dans le conflit naissant, parce que bénéficiaires de ces privilèges féodaux»*.[10] Remarquons que Harroy fait semblant de ne pas savoir que les 10.000 Tutsi appartenant à la petite bourgeoisie, bénéficiaient de beaucoup plus de privilèges coloniaux que de privilèges «féodaux»...

La petite bourgeoisie hutu ne pouvait s'emparer du pouvoir que si elle parvenait à rompre l'attachement des paysans aux autorités traditionnelles. Elle ne disposait que d'une seule arme dans cette bataille pour le pouvoir: l'arme du racisme anti-Tutsi.

Elle a pu jouer à fond la carte du racisme parce que les autorités coloniales et religieuses l'ont soutenue dans cette entreprise. La petite bourgeoisie hutu, qui n'avait reçu qu'une formation élémentaire et qui devait sa promotion au soutien du colonisateur, sera parfaitement soumise à l'ancienne puissance mandataire, la Belgique.

Fin 1958, Gitera, l'idéologue de l'ethnicisme hutu, avait déjà sombré dans un racisme délirant. Il se permettait de diffuser des tracts du genre: «Ecoutez bien: les Tutsi ont égorgé, ils seront égorgés et c'est pour bientôt. (...) ils l'auront cherché... Libérons-nous de l'esclavage des Tutsi. (...) Qui tue les rats ne doit pas avoir pitié de celle qui porte».[11] C'était déjà le langage des tueries aveugles qui aboutiront finalement au génocide de 1994.

Le même Gitera organisa, le 27 septembre 1957, un mois avant la «révolution», une *«Fête de la Libération des Bahutu à l'égard de l'esclavagisme tutsi au Rwanda»*. Dans un discours, il était dit: *«La cohabitation du Mututsi avec le Muhutu est une plaie phagédénique, une sangsue sur le corps et un cancer dans l'estomac»*.[12]

Notons aussi que de nombreux Hutu étaient membres du Parti nationaliste UNAR, l'Union Nationale Rwandaise. D'ailleurs, plusieurs Hutu étaient à la direction de ce parti, les plus connus étant François Rukeba, son Président, et Michel Rwagasana, le secrétaire général... et cousin de Kayibanda.

En 1959, au moment où l'UNAR entame la lutte pour l'indépendance immédiate, les évêques rwandais publient une lettre de mise en garde contre ce parti, presque dans les mêmes termes utilisés par l'Eglise au Congo pour combattre le parti de

Lumumba. *« Ce parti semble vouloir monopoliser le patriotisme en sa faveur et dire que ceux qui ne sont pas avec lui sont contre le pays. Cette tendance ressemble au national-socialisme que d'autres pays ont connu. (...) Nous sommes enfin obligés de vous signaler que des influences communisantes et islamisantes soutiennent ce parti et essaient de l'utiliser à des fins peu avouables ».*[13]

Et voilà que le parti «tutsi», qualifié de féodal, est également accusé d'être communiste, fasciste et islamiste, tout à la fois !

L'armée coloniale congolaise au service de la «révolution hutiste»

La «révolution» hutu de 1959 a donc démarré dans le mensonge et l'intoxication.

Le 1er novembre 1959, les racistes hutu firent courir le bruit que le sous-chef hutu, Dominique Mbonyumutwa, avait été tué par des Tutsi. Immédiatement, des bandes commencèrent à brûler les huttes des Tutsi. Trois personnes furent tuées.

L'émeute s'étendit vite à l'ensemble du pays, toujours portée par le mensonge. L'autorité coloniale refusait de protéger les Tutsi attaqués et de mettre fin aux pillages, aux destructions et aux meurtres. Le Roi du Rwanda et ses armées, les Ingabo, s'y efforçaient.

Les autorités coloniales n'avaient pas seulement préparé la «révolution», elles avaient aussi prévu la «contre-révolution». Elles avaient conçu un plan pour «rétablir l'ordre» en protégeant les bandes hutu et en réprimant les interventions des hommes du Roi.

Harroy, l'ancien gouverneur du Rwanda-Urundi, appelle «contre-révolution» les efforts du Roi, l'autorité rwandaise supérieure, pour protéger ses sujets. Voici ses déclarations: *«Aux environs du 10 novembre, un considérable renfort de la Force Publique (congolaise) a pu être mis en action sous le commandement du colonel Logiest. L'ordre fut rétabli, mais non pas comme l'annonçait l'UNAR en réprimant la révolution... mais en bloquant la contre-révolution. (...) La contre-révolution aurait probablement réussi à atteindre ses objectifs sans l'action rapide et énergique de la Force Publique. (...) La révolution rwandaise de novembre 1959 a donc été un phénomène insurrectionnel sous tutelle, suivi d'une phase de quelques mois de "révolution assistée". »*[14]

Le même Logiest dont il est question ici, jouera un rôle important lors de l'agression belgo-américaine de 1964-1965 contre les mulelistes au Congo. La contre-révolution mobutiste du 24 novembre 1965 était donc en quelque sorte la seconde «révolution assistée» à mettre à l'actif du néocolonialisme belge.

La violence du Parmehutu contre les Tutsi a marqué toute la période 1959-1963. Beaucoup, sinon tous les chefs et sous-chefs ont dû prendre la fuite, soit vers des camps à l'intérieur du Rwanda, soit en direction de l'Ouganda, du Burundi et de la Tanzanie. En 1961, on comptait 138.000 réfugiés dont 80.000 ne sont plus revenus dans leur foyer.[15] On peut dire que pratiquement toute la petite bourgeoisie nationaliste a été déportée ou chassée.

A partir de 1959, ce fut une politique réfléchie de la part du Parmehutu et de ses protecteurs belges de faire partir les chefs tutsi. Ils ont été remplacés par des Hutu qui ont pu distiller à volonté l'idéologie raciste pour se créer une base de masse.

Les tueries de Tutsi sont allées crescendo au cours de ces années. Harroy estime qu'il y eut 200 morts en 1959 et entre 1.200 et 2.000 en 1961. On en comptera plus de 15.000 fin 1963-début 1964.[16]

Les mythes hutu génocidaires

C'est en 1959 que pour la première fois s'est répandue l'idéologie raciste hutu. Elle s'en prenait à tous les Tutsi qui, en tant que «race», seraient des féodaux et des conquérants-dominateurs. «Le» Tutsi devient un féodal, un conquérant et un membre de la «minorité».

Lors de l'installation de son premier gouvernement, le 26 octobre 1960, le chef du Parmehutu, Kayibanda, déclare: *«C'est la démocratie qui a vaincu la féodalité».*[17] Un an plus tard, il dit: *«Aux minorités, je demande le bon sens qui sait respecter les droits réels des majorités».*[18] Ainsi, la démocratie devient un mot-code pour la dictature ethno-raciste. Selon Kayibanda, la démocratie, c'est *«donner la liberté au groupe socio-ethnique hutu qui constitue 85% de la population».*[19] C'est en chantant ce refrain que quelques milliers de petits bourgeois hutu ont pris le pouvoir et se sont enrichis en se mettant au service du néocolonialisme belge.

Sur base de l'idéologie raciste, le génocide contre les Tutsi sera pour la première fois «expérimenté», à une échelle locale, en 1964. Fin décembre 1963, il y eut quelques opérations peu importantes menées par des combattants de l'UNAR venus du Burundi. Le préfet de Gikongoro, Nkeramugaba, déclara: *«Nous devons nous défendre. La seule façon, c'est de paralyser les Tutsi. Comment? Il faut les tuer».*[20] A Gikongoro, 5.000 hommes, femmes et enfants tutsi furent exterminés avec des machettes, des lances et des massues. Des assassins hutu coupèrent les seins d'une femme tutsi et les mirent de force dans la bouche de ses enfants. Les massacres de 1964 ont coûté la vie à au moins 15.000 Tutsi. Le philosophe Bertrand Russell déclara que ces tueries évoquaient le souvenir de la barbarie nazie contre les Juifs... L'organisateur des tueries, le préfet Nkeramugaba a été «récompensé» pour ses crimes: en 1965, la population hutu l'a élu «démocratiquement» à l'Assemblée nationale. Son slogan électoral était: *«Si je ne suis pas élu, des accusations pourraient être portées contre vous; élu, je m'efforcerai d'empêcher toute enquête»*!

Kayibanda fut le véritable idéologue de l'ethnicisme et du génocide, comme le montre son discours-programme du 11 mars 1964. Dans un passage ignoble, Kayibanda s'adresse aux combattants de l'UNAR et leur dit ceci: *«Les Tutsi restés au pays qui ont peur de la fureur populaire que font naître vos incursions, sont-ils heureux de vos comportements? Qui est génocidaire? (...) Venons-en à votre avenir et à vos enfants. Nous vous conjurons de penser à ces êtres innocents qui peuvent encore être sauvés de la perte où vous conduisez votre groupe ethnique. Nous le répétons*

particulièrement à vous Tutsi: votre famille vous impose des devoirs (...) A supposer par impossible que vous veniez à prendre Kigali d'assaut, comment mesurez-vous le chaos dont vous seriez les premières victimes ? Vous le devinez, sinon vous n'agiriez pas en désespérés ! Vous le dites entre vous: "ce serait la fin totale et précipitée de la race tutsi". Qui est génocidaire ? »[21]

Voilà la promesse que fit le très chrétien Kayibanda, l'ancien Président de la Légion de Marie: *« Si vous, les Tutsi, vous prenez Kigali, nous tuerons vos femmes et enfants, nous exterminerons votre race »*. Et ces mots figurent dans une édition officielle de ses discours !

Cette phrase de Kayibanda a été utilisée systématiquement entre 1990 et 1994 pour préparer les esprits au génocide contre les Tutsi. Barahinyura fut un des idéologues du CDR, le Parti raciste extrémiste. En 1992, il publia un livre destiné à entraîner les masses hutu dans les massacres contre les Tutsi. Comme argument de poids, il reproduisit intégralement, sur huit pages, le discours de 1964 de Kayibanda...

Au nom des Hutu, on peut se permettre tous les crimes, puisque les Hutu sont la « majorité démocratique ». Ainsi, à partir de 1990, on verra rivaliser différents partis hutu, et celui qui fait la propagande ethno-raciste la plus mordante, aura la meilleure chance de représenter la « majorité démocratique ». Rien de plus « démocratique » que le fascisme bien implanté.

Un professeur d'université dira en 1993: *« Les Hutu, majorité démocratique, savaient que les monarchistes tutsi vivaient dans la nostalgie de reconquérir un jour leur suprématie. »*[22] Par définition, la race hutu est la majorité « démocratique » et les Tutsi sont une minorité monarchiste, féodale et oppressive !

Le Père blanc Gabriel Maindron, lui-même idéologue « hutiste » de choc, a osé écrire à propos du génocide de 1994: *«Quand on demandait aux Hutu pourquoi ils tuaient des enfants (...) ils nous répondaient: 'Nous devons éliminer la race tutsi. Il y a eu la révolution de 1959, qui a supprimé les privilèges des chefs tutsi. (...) Pourquoi, trente ans après la révolution de 1959, avoir pris les armes pour à nouveau nous dominer ? Pourtant, nous sommes la majorité – 85% – et les Tutsi sont minoritaires, 15%. Si nous n'éliminons pas tout ce qui est tutsi, dans trente ans, ces enfants feront à nouveau la guerre pour tuer nos enfants et détruire notre pays. »*[23]

Le Rwanda exporte ses mythes génocidaires au Kivu

Au Rwanda, ce sont les conditions économiques et politiques de la domination néocoloniale qui ont permis à la grande bourgeoisie hutu de pousser les masses hutu appauvries dans la voie de la violence, de la terreur et du génocide.

Au Congo, et particulièrement au Kivu, des conditions économiques et politiques comparables pouvaient provoquer le même type de violence.

Dès le début des années soixante, les ethno-fascistes au pouvoir à Kigali ont commencé à exporter leur idéologie au Congo. En effet, beaucoup de nationalistes rwan-

dais d'origine tutsi avaient trouvé refuge dans ce pays voisin. Pour consolider leur nouveau pouvoir, les hommes de Kayibanda s'efforçaient d'inculquer aux Congolais la haine de « la race tutsi », en utilisant les mêmes arguments qui avaient fanatisé une partie des masses rwandaises.

Les « faux » comme armes de lutte politique

En 1962 déjà, les idéologues du racisme hutu ont fabriqué un des nombreux faux documents dont ils avaient le secret. Celui-ci s'adressait spécifiquement aux Congolais du Kivu. Ce faux contribua à semer les graines de l'ethno-fascisme au Congo. Au moment de la guerre de libération de l'AFDL, comme lors de la guerre d'agression du 2 août 1998, ce faux sera largement diffusé parmi les Congolais par le MPR, l'UDPS et d'autres comme preuve irréfutable de la « perfidie » des Tutsi...

En voici l'essentiel.

« Le Plan de la colonisation tutsi au Kivu.

Lors du trouble du 15 septembre 1962 à Matanda Karuba-Kibari au Nord du Kivu, une lettre a été découverte à Nyamitabo en date du 6 août 1962.

En voici la teneur :

Puisque nous sommes numériquement faibles au Kivu et que, pendant les élections de 1960, nous avons réussi d'une façon très magistrale à nous fixer au pouvoir en nous servant de la naïveté des Bantous,... tout Mututsi de quelle que région qui soit est tenu à appliquer le plan ci-dessous.

1. *Sachez que les Bahutu sont apparentés aux Congolais et que notre méthode de colonisation doit par conséquent s'appliquer à ces deux sujets.*
2. *Mettez tous les moyens que nous avons employés au Rwanda en œuvre pour soumettre les Bahutu du Congo.*
5. *Puisque nous ne pouvons pas remplacer les élus bahutu, faisons en des amis. Offrons-leur quelques cadeaux et surtout de la bière afin de leur tirer les vers du nez. Offrons-leur nos filles et au besoin marions-les à eux. Les Bahutus résisteront très difficilement à leur beauté angélique.*
6. *Quand nous aurons acquis tous les postes importants, nous serons bien placés pour muter tous les ennemis bantous à notre guise et surtout les remplacer par nos agents. (...)*
8. *Servez-vous de la crédulité des évolués Bahutu et faites-vous en les instruments pour défendre notre cause...*
11. *Dès que la conscience ethnique naît, divisons les promoteurs de cette conscience. "Diviser pour régner." (...)*
13. *Sachez qu'un Hutu est créé pour servir. (...)*
18. *Combattre les Wanande et Bahunde, ennemis de notre protégé Miruho Jean. (...) Distribuez-leur beaucoup d'argent. Nous avons beaucoup d'argent fraudé et 65.000.000 francs qu'on devait aux moniteurs catholiques. »*

A la recherche d'alliés «bantou»

Cet écrit contient l'intoxication habituelle que les ethno-fascistes hutu rwandais répandent contre «la race» tutsi. Ils ont pensé avoir un impact plus considérable sur les Congolais en affirmant que ces mensonges ont été mis sur papier par «les Tutsi eux-mêmes».

On entend souvent les ethnistes hutu répéter que les Tutsi sont «très intelligents et très perfides». Or, il est évident qu'aucun Tutsi, tant soit peu intelligent, n'a pu mettre par écrit ces aberrations.... Mais elles correspondent parfaitement à la mythologie que les extrémistes hutu veulent faire entrer dans le subconscient de la «race bantou»...

La théorie que les Hutu de «race bantou» ont été «colonisés» depuis sept siècles par la «race hamite blanche» des Tutsi, a été introduite au siècle passé dans la région des mille collines par la bourgeoisie coloniale allemande, grande productrice de théories prouvant la supériorité de la «race blanche». C'est elle qui a inventé de toutes pièces la théorie des Hutu, de race noire bantou, colonisés par les Tutsi, une «race» hamite supérieure d'origine blanche... Depuis lors, la science a prouvé que le berceau de toute l'humanité se situe dans la région des Grands Lacs-Tanzanie-Kenya-Ethiopie. C'est à partir de ce centre que le genre humain s'est réparti sur toute la planète et s'est diversifié.

Mais les élucubrations sur la «race bantou» et la «race hamite», après avoir inspiré la contre-révolution néocoloniale de 1959-1962 au Rwanda, ont continué leur œuvre diabolique jusqu'aujourd'hui. Et le *«Plan de la colonisation tutsi du Kivu»* fait partie de cette même mythologie raciste exportée au Congo par le Parmehutu.

Le faux document dit ceci: «Nous avons réussi à coloniser les Hutu du Rwanda et devons appliquer les mêmes méthodes aux Congolais apparentés aux Hutu». Mais quel est ce «nous» qui prétend parler dans ce «plan de colonisation tutsi»? Est-ce que ce sont des Tutsi rwandais réfugiés au Congo qui sont censés parler ainsi? Mais ils viennent de perdre le pouvoir dans leur propre pays: ils ne «colonisent» plus aucun Hutu au Rwanda... Et puis, la plupart de ces réfugiés tutsi font partie du courant anticolonialiste et panafricaniste qui mobilise à ce moment tout le continent pour arracher une véritable indépendance politique et économique. Ils sont dirigés par des nationalistes proches du lumumbisme congolais. A la tête de leur Parti, l'UNAR, il y a plusieurs responsables hutu: l'idée que «le Hutu est né pour servir» est complètement étrangère à ce milieu. Les réfugiés tutsi nationalistes ont tout perdu: aussi bien l'indépendance dont ils rêvaient, que leurs maisons, leurs troupeaux, leurs biens. Leur seule ambition est de rentrer chez eux et de chasser le régime néocolonial qui vient d'y être mis en place. Comment des hommes pourraient-ils concevoir des «plans de colonisation tutsi au Kivu»?

Ou est-ce que ce sont des Tutsi congolais qui parlent ainsi? Mais ces gens ont été déportés de leur pays par le colonisateur belge pour venir travailler sur les plantations du Kivu. Installés depuis une ou deux générations au Congo, leur seule revendication

est d'être reconnus comme Congolais à part entière. D'où leur viendrait cette idée folle de vouloir «coloniser» au Congo non seulement les Hutu qui ont émigré avec eux, mais aussi toutes les tribus congolaises à commencer par les Banande et les Bahunde? En 1962, le problème essentiel qui mobilise tous les rwandophones installés au Kivu, est de se voir reconnus comme Congolais. Il est évident que les Tutsi et les Hutu congolais ont ici un intérêt commun. Comment les Tutsi congolais seraient-ils aussi stupides pour s'attaquer à leur principal allié?

Puis, l'idée que toute femme tutsi, en se mariant avec un homme d'une autre appartenance ethnique, travaille consciemment pour la réalisation d'un «plan de domination», est systématiquement répandue par une certaine propagande extrémiste hutu. Nous sommes confrontés à de l'intoxication pure et simple, lorsque nous lisons: «Offrons-leur nos filles pour réaliser notre plan de domination au Kivu»... Relevons en passant le double discours de ces ethno-racistes: à d'autres occasions, nous les entendons affirmer que les Tutsi refusent toute forme d'«intégration» et ne veulent pas marier leurs enfants à des non-Tutsi!

Chaque mot de ce faux indique que nous nous trouvons en face d'une tentative de diabolisation d'une ethnie, celle des Tutsi. Ce texte a été rédigé par les extrémistes hutu qui venaient d'être placés, en 1959, à la tête du Rwanda par un coup d'Etat militaire réalisé par la Force Publique. Sur base d'une soi-disant identité raciale «bantou», ils cherchent à engager les Congolais dans leur croisade raciste contre les Tutsi nationalistes et anti-colonialistes. Le but est de provoquer la violence inter-ethnique au Congo en dressant les «ethnies congolaises de race bantou» contre les Tutsi. Les nationalistes de l'UNAR gardent à ce moment une influence considérable parmi les masses rwandaises, y compris parmi les Hutu. Les extrémistes hutu au pouvoir à Kigali veulent simplement utiliser les Congolais dans leur lutte contre les représentants du mouvement nationaliste rwandais réfugiés au Congo.

Origine et développement du problème dit «des nationalités» au Congo

La propagande ethniciste diffusée par Kayibanda, représentait en 1962 un danger réel. En effet, à cette époque déjà les conditions économiques et politiques au Kivu pouvaient entraîner progressivement toutes les populations dans le cycle interminable de tueries et de massacres, entamé au Rwanda.

Au Congo, après une année mouvementée de juillet 1960 à juillet 1961, l'espoir d'une indépendance réelle avait été détruit. Le néocolonialisme s'impose définitivement avec la mise en place du gouvernement Adoula. Au Kivu comme dans les autres provinces, des fractions de la petite bourgeoisie, mobilisant souvent les masses derrière elles sur une base tribale, se battent pour le pouvoir. Ceux qui tiennent le pou-

voir s'enrichissent rapidement par des moyens légaux et surtout illégaux. Les groupes ethniques autochtones du Kivu se liguent pour s'accaparer tous les postes politiques en écartant les Congolais rwandophones taxés d'étrangers. La rareté de la terre aiguise déjà toutes les luttes pour le pouvoir, puisque le pouvoir permet de s'emparer de la terre...

Les Banyarwanda au Congo colonial

Nous comprenons mieux comment se pose le problème ethnique au Kivu depuis 1962 en analysant l'histoire d'un exemple concret au Nord-Kivu, le groupement Muvunyi-Kibabi dans le Masisi. Il se situe à 52 kilomètres de Goma, à 26 de la localité Masisi.[24]

Pour avoir une idée des données de base, mentionnons qu'en 1983, ce groupement était habité par 30.500 Hutu, 7.500 Tutsi, 4.000 Hunde et 87 Twa. Les autochtones ne constituaient que 10% de la population. La langue de communication était le kinyarwanda.

Deux campagnes d'établissement de travailleurs rwandais

En 1921, la zone de Masisi était habitée par des Hunde et des Twa. Cette année-là, elle a été placée sous la direction d'André Kalinda, un Hunde, nommé «Grand Chef» par l'autorité coloniale. Bucyalimwe Mararo écrit: *«En tant que création coloniale, Kalinda négociait dans une position de faiblesse. Les fonctionnaires coloniaux belges lui rappelaient souvent qu'il devait son pouvoir à leur bonne volonté et qu'une partie des terres de sa chefferie avait appartenue avant 1911 au Royaume rwandais».*[25]

En 1928 fut créé le Comité National du Kivu. Ce Comité organisa la colonisation des «terres vacantes» par des Blancs qui y développaient des plantations de pyrethrum. Dès le début des années 30, le colonisateur envisageait l'établissement de travailleurs rwandais comme main-d'œuvre pour les plantations.

Entre 1937 et 1957, des Hutu et des Tutsi furent transférés en provenance du Rwanda, et des Nande à partir de Lubero et de Beni. Ils venaient travailler pour les propriétaires blancs. Chaque migrant reçut 5 hectares pour lui et sa famille. Ses descendants devaient se partager ces terres. Dès le début des années cinquante, le manque de terres se fait ressentir. En 1957, l'autorité coloniale arrête l'immigration parce que la terre est devenue trop rare et l'avenir incertain.

Au début des années trente, l'administration délimite des zones d'immigration rwandaise. Les Hunde doivent quitter ces terres ou accepter de dépendre des nouvelles autorités rwandaises qui s'y sont instaurées. Bucyalimwe Mararo relève de façon pertinente: *«Les intérêts aussi bien des immigrés rwandais que des populations hunde étaient subordonnés aux besoins de la colonisation blanche».*[26]

Entre 1937 et 1945, l'immigration s'est limitée au territoire du Gishari. La politique consiste à déplacer des travailleurs hutu avec leurs chefs traditionnels tutsi. Le

Résident Mortehan, qui a formulé cette politique, visite le Kivu en 1936 en compagnie du Roi Rudahigwa du Rwanda. Ce dernier continua d'exercer une autorité sur les migrants à travers la nomination de chefs tutsi. Les autorités coloniales garantissent aux migrants la liberté de s'établir, de cultiver la terre et l'indépendance par rapport aux chefs hunde.

Entre 1945 et 1957, une nouvelle politique migratoire est adoptée. L'immigration de Tutsi et de leurs cheptels est fortement réduite. Le colonisateur importe alors essentiellement des Hutu qui furent obligés d'accepter la dépendance des autorités traditionnelles hunde locales. Les migrants hutu auront désormais leurs propres autorités traditionnelles élues au niveau de la colline, de la sous-chefferie (groupement) et de la province. Le chef provincial sera subordonné au grand chef Kalinda, mais son élection n'a jamais lieu.

Dès 1937, pour être enregistré, l'immigrant doit d'abord remettre aux autorités sa carte d'identité rwandaise qui est immédiatement détruite et remplacée par un document congolais. Après six mois, il est recruté par un colon blanc et travaille comme journalier sur la plantation. Il est désormais soumis aux obligations coloniales comme les autres Congolais – taxes, travaux forcés, etc. Par ces mesures, le colonisateur considère les rwandophones immigrés virtuellement comme des sujets congolais.

Définitivement « transplantés »

Spitaels, le commissaire du district Kivu, écrit en 1952: *« Nous considérons que l'établissement des migrants établit les droits fonciers de la première occupation et que cette forme spécifique d'appropriation de terre équivaut à la propriété. Des droits fonciers individuels sont en général acquis en travaillant cette terre. Le migrant qui reçoit une portion de terre sur une colline aura le droit d'occupation et d'utilisation exclusive de cette terre ».*[27]

Les migrants, en tant que premiers occupants ayant mis en valeur les terrains y reçoivent des droits intégraux. Politiquement ils restent subordonnés au grand chef hunde, mais ce dernier lui-même n'est qu'un pion aux mains du colonisateur... La véritable dépendance politique qui caractérise toutes les populations, autochtones aussi bien qu'immigrées, se situe par rapport aux autorités coloniales.

Le fait que les populations rwandaises furent « transplantées » au Congo pour y rester, a encore été confirmé en 1955, lorsque le Gouverneur Général formula une politique visant à mélanger les populations immigrées rwandaises et les Congolais pour former *« une communauté économique et sociale homogène au sein de la hiérarchie administrative de la colonie ».*[28]

Conséquent avec la politique suivie jusqu'alors, le décret du 23 mars 1960 sur les élections accordait le droit de vote aux populations rwandophones. Au Masisi, 80% des élus locaux étaient d'anciens migrants. Mais en l'absence de cadres bien éduqués, ils n'avaient de candidats ni au niveau provincial, ni au niveau national.

1960-1990 : ethnisme et discrimination

Après le 30 juin 1960, la bourgeoisie émergente d'origine nande, hunde et nyanga contrôle le gouvernement du Nord-Kivu et en profite pour chasser les rwandophones des administrations locales. Se réclamant des droits traditionnels depuis longtemps devenus purement formels, de grands et de petits chefs tentent de « rétablir » leur pouvoir pour s'enrichir dans les conditions du néocolonialisme. Au nom du slogan « udongo ya baba », la terre de nos pères, certains chefs autochtones commencent à dénier aux rwandophones le droit à la propriété foncière. Sans moyens politiques pour se défendre, beaucoup de rwandophones seront chassés de leurs terres.

« Un Tutsi est un danger public... »

Utilisant leur monopole politique, les autorités hunde de Muvunyi-Kibabi imposent aux rwandophones de plus en plus de tributs – vaches, chèvres, poulets, produits agricoles. Excédés, les « transplantés » se révoltent en armes en 1962. Les autorités de Goma envoient une expédition militaire et les soldats pillent et massacrent les anciens migrants. C'est à ce moment que la plupart des colons blancs sont partis et que tous les immigrés nande sont retournés à Lubero et Beni.

Lors de la session de l'Assemblée provinciale du 15 octobre 1963, certains parlementaires évoquent *« le danger rwandais »* et affirment que *« tous les Rwandais sont mauvais et doivent être expulsés »*. Mais un certain Balikwisha déclare que, manifestement sous l'influence de l'idéologie ethno-raciste importée du Rwanda : *« Seuls les Tutsi sont contre nous. Tous ces Tutsi que vous accueillez dans le territoire de Lubero vont finalement conquérir votre pays. Un Tutsi doit être expulsé sans condition parce qu'il constitue un danger public »*.[29]

Une Commission est établie pour étudier « le problème rwandais ». Elle propose des mesures à prendre qui seront adoptées : *« L'expulsion pure et simple (du Nord-Kivu) aussi bien des Tutsi et des réfugiés que des immigrés vers leur pays d'origine ; changement de la loi électorale de 1960 qui reconnaît le droit de vote aux immigrés rwandais ; introduire des cartes d'identité spéciales pour des immigrés rwandais »*. L'Edicte n° 11/63 du 15 octobre 1963 affirme que tous les réfugiés et immigrés établis au Nord-Kivu doivent être expulsés vers le Rwanda. Une vague de répression s'abat alors sur les rwandophones. Leurs documents officiels sont systématiquement détruits, ce qui permit de les accuser tous d'infiltrés...

Fin 1963, les nouvelles autorités hunde se montrent de plus en plus répressives. Les rwandophones refusent de leur obéir. A la veille des élections de 1965, une expédition militaire est envoyée au Masisi pour y écraser cette « rébellion ». Hommes, femmes et enfants sont arbitrairement tués et leurs restes jetés dans les rivières. L'évêque de Goma, Joseph Busimba, dénonça l'impunité des criminels connus et l'établissement de la loi de la jungle sous le prétexte que les rwandophones ne sont pas des Congolais et n'ont donc pas de droits.

La violence a poussé à ce moment les derniers Blancs à quitter la région. Les plantations ont été abandonnées.

Emergence d'une bourgeoisie hunde dominante

Depuis 1965, sous Mobutu, les autorités traditionnelles hunde ont vu leur pouvoir renforcé.

Au Muvunyi-Kibabi, le MPR était également dirigé par des responsables hunde. Ensemble avec les autorités traditionnelles, ils imposaient le travail forcé pour construire des routes et des maisons privées, ils levaient de lourdes taxes à tout propos.

Le monopole du pouvoir tenu par la bourgeoisie hunde lui permit de s'accaparer illégalement de terres des immigrés rwandais pour son usage personnel ou pour les vendre à des riches, surtout à des propriétaires de troupeaux. L'expropriation devenait un phénomène généralisé et détenir le pouvoir était essentiel pour acquérir de la terre. *«Les terres cultivées devenaient de plus en plus la cible de grands propriétaires. Les petits propriétaires avaient de moins en moins de sécurité parce que chaque autorité locale ou représentant de l'Etat et la classe des propriétaires de troupeaux émergente ... évinçaient les paysans.»*[30]

Des grands commerçants et propriétaires de troupeaux, appartenant aux ethnies hutu, hunde et tutsi, achetaient des terres. En 1980, le commerçant Habumugisha, un Hutu, obtenait des autorités coutumières hunde des droits de propriété sur le village Mumba et il tenta de chasser les paysans hutu de leurs terres.

Quoique la bourgeoisie émergente était principalement hunde, des éléments de cette ethnie contrôlant le pouvoir, des hommes d'autres origines ethniques se sont enrichis par le commerce et l'élevage. Tous les «enrichis» s'unissaient parfois contre les masses paysannes. D'autre part, chaque fraction de cette bourgeoisie mobilisait le peuple sur une base ethnique pour renforcer sa position. Puis, pour des objectifs économiques ou politiques, certaines fractions de la bourgeoisie faisaient des alliances de circonstance contre des adversaires communs...

Le Kivu entre la «démocratie ethniste» et l'exclusion

A partir du 24 avril 1990, lorsque la dictature mobutiste commence à chanceler, deux tendances contradictoires se manifestent.

D'abord, les frustrations des pauvres, longtemps accumulées, s'expriment ouvertement. Au Nord-Kivu, les nombreuses exactions commises par la bourgeoisie bureaucratique hunde et nande, maître du pouvoir politique, ont miné sa base politique. A ce moment, selon certaines estimations, entre un quart et la moitié des 3 millions d'habitants du Nord-Kivu parlaient le kinyarwanda. Parmi eux, 80% étaient Hutu, 20% Tutsi.[31]

En 1992, Célestin Anzuluni initiera l'exclusion des Banyarwanda de la Conférence Nationale. Mararo note à propos du Nord-Kivu: *«(L'élite) hunde, craignant de*

perdre le monopole du pouvoir dans des élections démocratiques, s'allia avec les forces nande, nyanga et tembo et elles ont réussi à exclure les immigrés rwandais de la Conférence Nationale».[32] Au sein de la CNS, il n'y a pas eu de contradiction lorsque les délégués du Nord-Kivu affirmaient que tous les rwandophones étaient des *« étrangers ».*[33]

Les masses pauvres et parmi elles les rwandophones discriminés se sont mobilisés à la faveur du relâchement de la dictature; mais les politiciens néocoloniaux de la Transition s'agitaient pour sauver à tout prix leurs privilèges, au détriment des masses qui s'éveillaient. Opposer les masses entre elles sera une de leurs tactiques pour protéger leurs intérêts.

Hégémonie hutu

Au Muvunyi-Kibabi, les Hutu espérent, depuis avril 1990, se débarrasser de la domination de l'élite hunde par des élections démocratiques. Ils commencent alors à résister aux autorités hunde. Ces dernières demandent un renfort militaire à Goma. Les soldats tuent cinq Hutu. En réaction, des Hutu assassinent le chef Mishona et sa famille. Une force armée d'occupation est envoyée à Kibabi mais ne parvient pas à rétablir l'autorité de l'élite hunde. La branche locale du MAGRIVI dirige la résistance aux autorités hunde et les Hutu cessent de payer des taxes, de faire les travaux forcés. La plupart des autorités hunde ont fini par prendre la fuite.

De 1991 à mars 1993, les masses hutu vivront sans subir d'exactions.

Les Tutsi aussi veulent se libérer du monopole du pouvoir de la bourgeoisie hunde. Mais comme les Hunde, ils craignent que des élections ne permettent aux Hutu de contrôler le groupement. Le rapprochement Hunde-Tutsi s'exprime dans leur hostilité commune envers le MAGRIVI qu'ils accusent de tribalisme, d'intégrisme hutu et d'hégémonisme. La tension s'accentue encore lorsque deux directeurs d'école et un prêtre tutsi commencent à recruter des jeunes pour rejoindre le Front Patriotique Rwandais. Menacés de mort, leurs maisons brûlées, les trois Tutsi quitteront le groupement.

La guerre contre les Rwandophones de 1993

La guerre au Masisi commence le 20 mars 1993 avec le massacre de paysans hutu sur le marché de Ntoto par des Nyanga et des Hunde à l'est de la zone Walikale, suivi par des tueries de Hutu par des Hunde au Masisi. Le but était de chasser les Hutu du Masisi et du Walikale. Les Hutu prennent les armes pour se défendre et contre-attaquer. Une coalition de Hunde, Nyanga et Twa converge de trois directions vers Muvunyi-Kibabi, le centre de la résistance contre la domination de l'élite hunde au Masisi. Les assaillants seront défaits fin avril.

Dans l'ensemble du Nord-Kivu, pendant les mois de mars-avril jusqu'en septembre 1993, des milices hunde, nande et nyanga, encouragées par des autorités poli-

tiques et parfois soutenues par l'armée de Mobutu, ont attaqué des Hutu et des Tutsi. Selon les estimations, il y aura entre 7.000 et 10.000 morts.[34]

La guerre conduit à une coalition entre Tutsi et Hutu, préparée dès avant le conflit par un accord entre le MAGRIVI et la direction des Tutsi à Goma. La base est l'intérêt commun à voir sa nationalité congolaise reconnue. Mais immédiatement des extrémistes hutu s'opposent à cette union sous le prétexte que les Tutsi veulent aussi contrôler et affaiblir le MAGRIVI...

Au Muvunyi-Kibabi, les Hunde s'affrontent à une coalition Hutu-Tutsi. Un officier favorable aux immigrés rwandais est tué par des Hunde. Un bataillon envoyé de Goma massacre alors un grand nombre de Hunde. Les autorités hunde prennent la fuite et un comité provisoire dominé par des Hutu est créé. Plus tard, Kinshasa confirmera un Hutu comme commissaire de zone, mais lui donnera deux assistants, un Tutsi et un Hunde.

Deux représentants maï maï du général Padiri nous ont donné leur version des événements qui ont ébranlé le Kivu en 1991-1994.

« A ce moment-là, Mobutu venait de vendre des lopins de terre à son ami Habyarimana dans la zone de Walikale, à Ntoto, plus précisément. D'autres proches du président Habyarimana avaient également acheté des collines dans la même contrée en vue d'y élever leurs vaches.

La guerre a commencé en 1991. Hutu et Tutsi étaient alors confondus, ils avaient le même plan. Ils se réunissaient régulièrement pour comploter contre les autochtones sous la couverture d'une plate-forme qu'ils venaient de mettre sur pieds, dénommée MAGRIVI (Mutuelle Agricole de Virunga).

La population a devancé l'ennemi, il y a eu un soulèvement spontané de la population contre ce plan qui devait bientôt être appliqué.

Alors, nous nous sommes inspirés des poches de résistance des années 1964-1965. C'était au Congo Mandayi, zone située entre Walikale et la Province Orientale. Mandayi était une localité et on l'appelait "Congo Mandayi" parce qu'ils avaient toujours refusé de reconnaître Mobutu et son Zaïre. Il y avait là des hommes qui jadis relevaient d'Olenga, de Soumialot et d'autres nationalistes. Ils sont toujours restés au maquis parce qu'ils s'opposaient énergiquement au pouvoir dictatorial de Mobutu. Ils n'avaient presque pas d'armes, à part quelques armes de chasse (calibres 12) et des armes blanches (machettes, lances.) Mais ils étaient bien organisés. Ils nous ont donné le pouvoir secret pour résister. Ils étaient bien organisés dans leur maquis. Les commandants Kaganga, un Nande, et Mutuka Munene, un homme de Kisangani, étaient deux grands instructeurs. Chacun d'eux possédait un produit hérité des ancêtres, un produit anti-balles qui exigeait qu'on suive une certaine ligne de conduite. Ils nous apprenaient aussi la tactique militaire et le démontage et remontage des armes.

Hommes, femmes, jeunes et vieux venaient auprès de ces instructeurs pour apprendre à résister. Aussitôt formé, chaque groupe de villageois rentrait chez lui

pour se défendre. C'était la résistance des autochtones, appelés alors "batiri", "ngirima" ou "katuko".

En 1993, Padiri, un jeune homme du territoire de Bunyakiri dans le Sud-Kivu, arrive à Walikale où il va sensibiliser et regrouper les jeunes pour continuer la lutte. C'est ainsi qu'il a commencé sa vie militante. Il était bien éduqué et brave et est devenu chef d'un groupe important. C'est lui qui a contacté les anciens à Congo Mandayi.

Mobutu et Habyarimana se sont concertés et les FAZ ont été déployées au Nord-Kivu pour soutenir l'invasion rwandaise. C'était l'opération Mbata qui est restée gravée dans la mémoire de la population. Les Rwandais ont donné des vaches pour corrompre les FAZ et les encourager à tenir bon pour neutraliser les résistants. De belles filles rwandaises ont été recensées et confiées aux officiers zaïrois.

Mobutu a utilisé le colonel Habayuwe du SARM, originaire du Nord-Kivu, pour commander les troupes qui massacraient, qui violaient nos mères et nos femmes, qui brûlaient les villages et pillaient tous les biens de la population.»

Floribert Songambele, à l'époque vice-ministre du Travail, rejoint sur ce point les maï maï et conteste le point de vue de Mararo. Selon Songambele, l'armée de Mobutu est effectivement intervenue au Masisi pour réprimer les autochtones du Kivu, renommés opposés à son régime.

Les deux responsables maï maï continuent:

« Pendant cette période nous avons aussi acheté quelques armes aux FAZ. Les Rwandais bénéficiaient de l'appui des commandos du CETA, des parachutistes qui, après les défaites que nous leur avions infligées, jugeaient utile de brûler les maisons. Nous avons résisté, personne ne pouvait plus s'aventurer d'aller en guerre contre nous, car les pertes en hommes et en matériel que les FAZ ont encaissées, étaient énormes. C'est ainsi que l'opération Kimya a été initiée afin de mettre fin aux hostilités, car un grand nombre de Tutsi venaient de rentrer au Rwanda pour participer à la lutte qui renversera Habyarimana. Jusqu'à présent, on peut remarquer les traces des dégâts causés à l'endroit de la population. Dans certains villages, on peut voir des femmes dont les seins ont été coupés, certains jeunes garçons dont les bras ou les oreilles ont été coupés. A d'autres hommes, les agresseurs ont amputé les organes génitaux.

Comme un malheur ne vient jamais seul, l'Opération Turquoise de 1994 va provoquer la traversée massive de Hutu vers le Nord et le Sud-Kivu. L'armée française a réussi sa mission de les amener dans le pays "sans droit, ni loi", chacun son arme au dos ou caché dans un matelas. Les Hutu rwandais ont utilisé leurs armes contre la population congolaise: ils ont détruit des champs, commis des vols et des viols. Des embuscades étaient chaque fois tendues le long des routes avec comme objectif d'extorquer de l'argent ou des marchandises aux passagers et aux paysans par les Interahamwe et ex-FAR. Dans le Parc Kahuzi, quand un véhicule passait, il était attaqué. Quiconque résistait, était voué à la mort par des coups de hache ou de machette au cou. Les réfugiés hutu ont, depuis ce temps, renforcé leurs frères hutu immigrés qui s'appelaient faussement Banyabwisha.

Avant 1995, Kalegamire était parlementaire à Kinshasa. Il se prétendait Zaïrois. Il a été exclu du parlement parce qu'il était Rwandais. Pour se racheter auprès de la population du Sud-Kivu, il a déclaré à Bukavu qu'il y avait un complot international contre notre pays et en particulier contre l'Est du Congo.

Nous avons estimé que l'idée de l'occupation du Kivu par les Rwandais se précisait.

En 1995, Padiri est revenu à Bunyakiri où il a sensibilisé de jeunes étudiants pour étendre le mouvement existant au Nord. Plus de 20.000 habitants de Masisi et de Ziralo venaient de fuir leurs villages suite à l'insécurité et ils ont trouvé refuge à Bunyakiri.

Les jeunes ont vite compris Padiri qui disait: "A Walikale, ça ne va pas. Il y a danger d'occupation de notre pays". »

L'ethno-racisme hutu se répand

En juillet 1994, l'arrivée massive de génocidaires rwandais propage les théories et les pratiques ethnicistes parmi les populations hutu congolaises. Presque toute l'armée rwandaise entre alors au Zaïre et cette force redoutable, alliée à l'armée de Mobutu, change le rapport des forces au Kivu.

Une partie des Hutu congolais, souvent victimes de discriminations et de répressions de la part de certaines autorités autochtones, se rallie au racisme militant des Interahamwe et imite leurs méthodes génocidaires. A partir de novembre 1994, lors de la seconde guerre du Masisi, ils tuent de plus en plus au moyen de fusils d'assaut, de grenades et de mortiers. Des milices autochtones se joignent parfois aux milices hutu pour attaquer les Tutsi: elles s'emparent de leurs fermes, assassinent, pillent et volent le bétail. Menacés, des jeunes Tutsi congolais rejoignent le Rwanda pour y recevoir une formation militaire dans l'armée.[35]

En 1996, des Hunde et des Tutsi forment une alliance contre les Interahamwe et ex-FAR. Des villageois affirment: *« Ils voulaient créer un hutuland sur les hauteurs et avaient également chassé les Tutsi de leurs pâturages. Toutes les vaches ont été abattues, même celles des éleveurs hunde »*.[36] En mai 1996, les associations locales des droits de l'homme estiment le nombre total de morts depuis 1994 à 70.000 et celui des personnes déplacées à 250.000.[37]

Le commandant Bishe, un Muhunde de 24 ans, entre en guerre en 1989, lorsque des Hutu qui brandissent le portrait de Habyarimana, tuent un chef coutumier local. Bishe avait dix-sept ans. Vers le mois de mars 1996, des extrémistes hutu rwandais venus des camps massacrent et chassent les Tutsi mais aussi des Hunde vers Goma. *« Nous avons fait cause commune avec les Tutsi et lorsque les Banyamulenge ont commencé la guerre à Goma, ici, c'est nous qui avons libéré la région. »*[38]

Avec l'arrivée de l'AFDL en octobre-novembre 1997, l'influence politique des Tutsi devint dominante au Masisi, un certain nombre de Hunde ayant également reçu des responsabilités.

Réalités historiques et sociales et mythologies autochtones

Ces quelques éléments de l'histoire d'une partie significative du Nord-Kivu nous permettent de mieux appréhender comment se pose la «question de la nationalité», si âprement discutée au Kivu.

Pour être Congolais en 1996, il fallait avoir un ancêtre appartenant à une tribu présente sur l'immense pays inexploré que la Conférence de Berlin attribua gracieusement à Léopold II, en 1885. Vingt ans après la Conférence de Berlin, plusieurs tribus «congolaises» n'avaient jamais entendu parler ni de Berlin qui décida de leur sort, ni de Léopold II, leur souverain, ni du Congo, leur pays... Mais cet événement qui passa complètement inaperçu pour la majorité des habitants de ce territoire gigantesque, cet événement qui s'est produit intégralement en dehors de la volonté des Africains concernés, est à l'origine du cauchemar que vivent aujourd'hui encore de nombreux Congolais. C'est comme si certains avaient voulu figer l'histoire des populations congolaises, avant même qu'elle n'ait réellement commencé...

Selon la Constitution du 1er août 1964, était Congolais *«toute personne dont un des ascendants est ou a été membre d'une tribu ou d'une partie de tribu établie sur le territoire du Congo avant le 18 octobre 1908»*. La loi du 29 juin 1981 parle du territoire du Zaïre *«dans ses limites du 1er août 1885 telles que modifiées par les conventions subséquentes»*.

Ainsi, des populations qui habitent depuis trois ou quatre générations le Congo, deviennent des étrangers dans le seul pays qu'ils aient jamais connu...

Vérité historique et manipulation politique

La problématique de la nationalité congolaise étant posée en ces termes, l'histoire ne peut plus être traitée comme une science sociale. Elle devient un champ de bataille sur lequel se joue le sort de centaines de milliers d'hommes.

Pour les uns, c'est une question de vie ou de mort de prouver qu'en 1885, une partie de leur ethnie vivait bel et bien sur une portion du territoire congolais. Pour les autres, apporter la preuve du contraire est devenu l'argument qui décide de leur carrière et de leur fortune...

Ainsi, des groupes rwandophones venus du Rwanda-Urundi s'efforcent de prouver que leurs ancêtres, à une époque où l'Afrique ne connaissait pas de frontières et où les tribus circulaient sans autre obstacle que des tribus hostiles, avaient effectivement mis pied sur des terres qui deviendront en 1885, la propriété privée de Léopold II...

Joseph Mutambo tente de le prouver dans son livre «Les Banyamulenge».

Il explique que les Abanya-byinshi constituent un des 26 clans des Banyamulenge. Ils se disent les descendants de Byinshi qui dirigea la partie orientale du Rwanda après la mort du Roi Yuhi II Gahima en 1477. Il fut combattu et tué par le Roi Ruganzu II Ndoli (1510-1543). Les descendants et partisans de Byinshi ont pris la fuite vers

la plaine de la Ruzizi et se sont installés à Kakamba. Puis, sous Yuhi Gahindiro (1746-1802), une famine terrible poussa beaucoup d'autres Rwandais vers la plaine de la Ruzizi. Ils s'y mêlaient à d'autres tribus comme les Batumba et les Baja. Vers 1850, ils migrèrent vers le plateau de l'Itombwe pour y fonder le village Mulenge.

Toujours selon le même auteur, vers 1800, Ntoroge dirigea des groupes de pasteurs barundi vers Mboko, dans la zone de Fizi. Une deuxième migration amena des agriculteurs barundi dans la plaine de la Ruzizi. Plus tard, beaucoup de leurs descendants furent assimilés aux Bafulero. Une troisième migration amena les Bazige. Lorsque ces Barundi arrivèrent dans la plaine, les Bafulero n'y étaient pas encore établis.

Joseph Mutambo affirme aussi que les colonisateurs belges, à leur arrivée dans ce qui est devenu le territoire d'Uvira, ont reconnu dans le seul secteur Luvungi, 4 chefferies barundi, 2 banyamulenge (Kayira et Gahutu), 4 bafulero et une babembe. Il nous dit qu'en 1928, le colonisateur constitua dans la plaine de la Ruzizi une chefferie des Barundi dépendant du territoire des Bafulero. La tribu dominante était les Barundi-Bazige.

Mais soixante années plus tard, en 1986, le Mwami des Bafulero déclara que 95% de la population de la «chefferie des Barundi» était Bafulero contre 5% de Barundi. Manifestement sous l'influence de la propagande ethniciste des Hutu rwandais, il dénonça la *«tyrannie tutsi sur les sans droits, les Hutu Bafulero»*. Il conclut que les Barundi devaient *«rentrer»* au Burundi...

Histoire et réaménagements posthumes

Ainsi, la «recherche historique» sert à trouver un arsenal d'armes pour la lutte politique actuelle. Et l'histoire elle-même est l'objet de «réaménagements posthumes».

Pendant que l'histoire suit poétiquement son cours entre 1885 et 1910 – le temps d'une génération – certaines tribus étaient congolaises dans le plein sens du terme. Mais près d'un siècle plus tard, des juristes éminents déclareront qu'elles ne l'ont jamais été!

En effet, de 1885 à 1910, un quart du territoire rwandais actuel appartenait à l'Etat Indépendant du Congo – puis au Congo belge. Ses habitants, Twa, Hutu et Tutsi, étaient des Congolais au même titre que les Bambunda, Batchokwe et autres Batetela. De façon posthume, la Constitution de Luluabourg de 1964 privera toute cette génération de sa nationalité...

De 1885 à 1910, une partie importante des Hutu et des Tutsi étaient des Congolais. Les marchandages entre puissances coloniales ont fait qu'ils ont perdu cette qualité en 1910. Toute une génération de «Congolais» devenait, par la volonté des colonisateurs allemands et belges, des «Rwandais»... Mais si les marchandages entre Berlin et Bruxelles avaient traîné quatre années de plus, ces Rwandais seraient restés sujets belges pendant toute la période coloniale! En effet, la guerre est intervenue en 1914 et l'armée belge a occupé le Rwanda en 1916. Si, en 1914, la Belgique n'avait pas

encore cédé ce territoire aux Allemands, ses habitants n'auraient jamais changé de statut...

Lors du marchandage de 1910, «l'épuration ethnique» du Congo belge n'a pas été réalisée intégralement. La Belgique gardait des régions comme le Rugari, le Gisigari, le Buganza, le Bukoma, le Kameronsa, le Bukumu, le Bwisha et le Jomba qui dépendaient de la cour rwandaise. *«Il était demandé aux indigènes habitant dans un rayon de 10 km à l'Ouest de la nouvelle frontière (du Rwanda), de déménager avec leurs biens mobiliers et leurs troupeaux sur le territoire allemand, de sorte à contenir tous les sujets du sultan rwandais.»*[39] Il est peu probable que cet ordre soit arrivé à tous les rwandophones concernés. On peut croire aussi que beaucoup d'entre eux, qui vivaient bien sur leurs terres, aient refusé d'obéir à une injonction qui leur semblait absurde. Un auteur qui soutient la thèse que les rwandophones du Kivu ne sont pas congolais, a eu ce commentaire: *«Si, d'aventure, des sujets rwandais sont restés au Congo belge, malgré l'ordre ... ces personnes ne peuvent pas prouver qu'à ce moment elles constituaient une tribu établie. (...) Les clandestins ont dû adopter des noms d'autres tribus locales.»*[40] Est-ce que l'obéissance au colonisateur et la soumission à son arbitraire était la loi suprême pour les «indigènes» de l'époque? La désobéissance aux ordres faisait partie de la résistance, elle était méritoire. Mais on comprend pourquoi certains veulent absolument obéir aux colonisateurs de 1910: si des Rwandais, «une partie d'une tribu» selon les termes de la loi, sont restés au Congo belge après cette date, alors leurs descendants sont Congolais...

«Le surpeuplement au Rwanda compense le Congo sous-peuplé...»

C'est officiellement en 1908 que les «indigènes» du Congo obtiennent la nationalité belge en tant que «sujets belges». Lorsque, huit années plus tard, la Belgique s'empare du Rwanda-Urundi, territoire sous mandat, ses habitants seront sans nationalité déterminée. Ils sont simplement et formellement des «ressortissants du Rwanda-Urundi».

C'est par la loi du 21 août 1925 que le Rwanda-Urundi obtint une personnalité juridique distincte de celle du Congo belge: il devint territoire sous mandat belge. Mais c'est aussi par cette loi que le Rwanda-Urundi a été uni administrativement au Congo belge et qu'il a été soumis aux même lois – sauf au cas ou celles-ci étaient contraires aux stipulations du mandat.[41]

Le Congo belge et le Rwanda-Urundi étaient dirigés comme un ensemble par la même main du colonisateur belge, leurs habitants subissaient essentiellement les mêmes lois. A ce propos, un auteur qui ne reconnaît pas la nationalité congolaise aux rwandophones du Kivu, écrit ceci: *«On comprend aisément qu'il n'y avait que la nationalité qui restait. Tous les droits leur étant reconnus, il était normal que d'une façon ou d'une autre ils aient des prétentions sur l'acquisition de la nationalité».*[42] A l'auteur ne reste qu'un argument «juridique» pour dénier la nationalité congolaise à ces populations: *«les Rwandais étaient restés, sans exception aucune, "ressortis-*

sants du Rwanda" sans prétention sur une autre nationalité».[43] C'est vouloir enfermer dans un juridisme douteux se rapportant aux années 1885-1910 une réalité socio-économique et politique complètement différente qui a émergé de plus d'un demi-siècle d'histoire...

De toute façon, en dehors de tout formalisme juridique, le Congo et le Rwanda-Urundi ont été gérés à partir du Ministère des Colonies à Bruxelles et du Gouvernorat Général à Léopoldville comme un seul «empire belge». Le major Borgerhoff écrivait en 1928 à propos de la densité de la population du Rwanda-Urundi: *«Cette richesse ... constitue pour nous un avantage inappréciable, parce qu'elle comble une lacune dont nous souffrons vivement au Congo belge».*[44] La Belgique possédait une colonie congolaise avec un sous-sol extrêmement riche, mais une population clairsemée; heureusement elle contrôlait également un territoire sous mandat avec une population abondante: leur complémentarité faisait le bonheur de la Belgique...

Parce qu'elle considérait le Congo et le Rwanda-Urundi comme un ensemble cohérent, la Belgique organisa consciemment l'émigration rwandaise vers le Congo. Le docteur Hoebeke a fait carrière au Congo et il dit en 1956: *«Jadis, l'émigration des Banyarwanda se faisait vers le Kenya et l'Ouganda et c'est pour favoriser leur passage au Congo, que cette émigration a été décidée. Il faut éviter de s'opposer à l'immigration des Banyarwanda de peur qu'ils ne reprennent l'émigration vers les colonies britanniques».*[45] Après l'occupation du Rwanda-Urundi par l'armée belge en 1916 et surtout depuis la fin de la guerre en 1918, il n'y avait plus de frontière entre le Congo belge et le Rwanda. Des Rwandais migraient librement vers les territoires de Rutshuru, de Masisi et Kelehe.[46] Cela faisait partie de la stratégie globale du colonialisme belge face à la menace britannique. Le professeur Ndeshyo écrit: *«Le déplacement des indigènes à l'intérieur de l'empire belge n'a posé aucun problème. L'émigration du Ruanda-Urundi vers le Congo belge apparaissait comme un simple mouvement interne à l'intérieur du même territoire, car c'est la même autorité belge qui décide et exécute».*[47] Dès 1927, le colonisateur belge conçoit des projets pour donner à cette migration un caractère organisé et massif. Aux yeux des colons belges, il n'y avait pratiquement pas de différence entre l'émigration de la main-d'œuvre du Rwanda-Urundi vers le Kivu et le Katanga, et celle du Kasaï, également vers les mines du Katanga.

Lors de la réunion en séance plénière du Conseil du Kivu, le 5 août 1956, des fonctionnaires belges ont parfaitement résumé la situation de fait, telle qu'elle a été créée par le développement historique: les territoires congolais et rwandais sont gérés comme un ensemble et les travailleurs rwandais immigrés sont pratiquement considérés comme des Congolais. Monsieur de Bève répliqua à une intervention de monsieur Touwaide: *«Les Banyarwanda ne sont pas des étrangers et doivent être considérés comme se trouvant sous statut belge. Les Rwandais font partie de la grande communauté Belgo-Congolaise».* Monsieur Castelein le soutint: *«Actuellement, et dans certains domaines seulement, on les considère encore comme des étrangers, mais rien ne dit que, dans l'avenir, il en sera ainsi».*[48]

C'est pratiquement la même thèse qui fut adoptée à la Table Ronde de 1960: les ressortissants du Rwanda-Urundi résidant au Congo depuis plus de dix ans reçoivent le droit de participer à l'élection des représentants du peuple. Ils peuvent être élus aux niveaux du territoire, de la commune, de la ville et de la province, mais pas, en théorie, au niveau national.[49] Néanmoins, Bisukiro, un Hutu rwandophone, sera même ministre du gouvernement Lumumba! Les rwandophones ont pratiquement les mêmes droits que les «autres» Congolais, ils peuvent élire à tous les niveaux et être élus à tous les échelons sauf au niveau national. En fait, les Belges, comme tous les colonisateurs, ont préféré laisser derrière eux quelques discriminations et injustices qu'ils pourront toujours exploiter à la première occasion, on ne sait jamais...

La loi de 1972: «l'unité et la justice»

Le 10 janvier 1966, lors d'une réunion avec Mobutu, Mulamba et Tshisekedi, monsieur Paluku, originaire du Nord-Kivu, fit deux interventions remarquables par leur aspect contradictoire. Il y a un monsieur Paluku capable de reconnaître les réalités sociales historiquement constituées et il y a un monsieur Paluku défenseur des fractions bourgeoises autochtones qui cherchent à monopoliser le pouvoir et les richesses.... Dans sa première intervention, Paluku dit: *«Sur une population de 1.200.000 habitants, il y a 200.000 immigrés rwandais qui ne tiennent plus à rentrer chez eux, et ces gens n'ont pas l'estime des chefs coutumiers. Il serait mieux qu'on satisfasse à leur désir qui consiste à leur reconnaître les droits fonciers et politiques leur refusés jusque maintenant»*. La voie de la raison dit à monsieur Paluku de considérer ces immigrés comme des Congolais à part entière. Mais les intérêts économiques et politiques des chefs coutumiers exigent qu'ils soient maintenus dans le statut d'étrangers.... Et voilà le même Paluku de s'exclamer quelques instants plus tard: *«Ces Rwandais doivent nécessairement être considérés comme des étrangers: si on leur accorde la nationalité congolaise, les chefs traditionnels n'auront plus rien à leur dire»*.

Mais à cette époque, la question n'a pas été tranchée. C'est en 1972 que le Zaïre se donnera une nouvelle loi sur la nationalité. Mobutu avait le pouvoir très fermement en mains. Le Zaïre se trouvait au sommet de sa prospérité. En 1972, les rapports de forces politiques dans le monde lui étaient favorables et les prix des matières premières en hausse. Ce sont les impératifs de l'unité nationale et de la justice qui ont guidé la rédaction de la loi de 1972.

La loi n° 72-002 du 5 janvier 1972 a consacré la réalité sociale qui existe depuis deux à trois générations sur le terrain. Elle accorde la nationalité congolaise à tous les immigrés du Rwanda-Urundi établis au Kivu avant le 1er janvier 1950 et qui ont continué à résider au Zaïre depuis lors. Son Article 15 dit: *«Les personnes originaires du Rwanda-Urundi qui étaient établies dans la province du Kivu avant le 1er janvier 1950 et qui ont continué à résider depuis lors dans la République du Zaïre jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, ont acquis la nationalité zaïroise à la*

date du 30 juin 1960». Le Bureau politique du MPR précise que la loi est adoptée «*pour mettre fin aux intrigues et aux spéculations*». Au cours des années quatre-vingt, une campagne virulente se déclenche contre cette loi. Elle vise directement Bisengimana, alors directeur de cabinet de Mobutu. Celui-ci aurait perfidement manœuvré pour l'imposer afin d'accorder la nationalité congolaise à une masse d'étrangers rwandais...

C'est nier qu'à cette époque, les intellectuels du mobutisme triomphant donnaient le meilleur d'eux-mêmes. Il faut une bonne dose d'ethno-racisme pour prétendre que c'est le «diabolique» Bisengimana qui aurait trompé tout seul tous les grands intellectuels du Conseil des Commissaires et du Parlement !

1981 : «La dure réalité légale» justifie discrimination et exclusion

En 1980, le Zaïre de Mobutu a déjà entamé sa courbe descendante. Les deux guerres du Shaba de 1977 et 1978 ont montré les grandes faiblesses militaires et politiques du régime. Le déclin économique a également commencé. Dès 1980, les Américains cherchent à former et soutenir un parti d'opposition «loyal» qui pourra remplacer le MPR.

Comme dans toutes les situations de crise, on commence à chercher des boucs émissaires et les «étrangers immigrés» sont une cible toute indiquée.

Le 29 juin 1981, le Zaïre adopte une nouvelle loi sur la nationalité qui renverse complètement les principes de celle de 1972. Désormais il faut avoir un ascendant qui fut membre d'une (partie d'une) tribu établie au Congo dans ses frontières du 1er août 1885. Après l'adoption de la nouvelle loi sur la nationalité, une opération d'identification nationale fut lancée pour «fixer» le statut «non-zaïrois» des rwandophones. L'identification n'était organisée que dans les deux Kivu et les zones de Moba et Kalemie. A la suite de la loi de 1981, tous les candidats députés tutsi ou hutu seront rejetés à cause de leur «nationalité douteuse».

La discrimination et l'exclusion commencent à faire des ravages. Le régime mobutiste, pour se sauver dans la crise, dresse les populations les unes contre les autres, principalement au Kivu. Mais la contradiction énoncée par monsieur Paluku en 1966, reste toujours présente. Cette «pensée contradictoire» permet de garder l'espoir que le Kivu ne suivra pas le Rwanda sur la voie de l'ethno-fascisme meurtrier.

Notre ami Léonard Kambere est un véritable nationaliste congolais. Il écrit de façon pertinente : «*C'est vrai que les Rwandais qui vivent au Congo depuis avant les années cinquante et leurs descendants ont pour la plupart coupé le cordon ombilical qui les liait à la mère patrie. Bon nombre ont bâti toute leur vie au Congo sans idée de retour un jour au Rwanda. Certains ignoraient même, depuis longtemps, qu'ils avaient le statut d'étrangers au Congo. Sous d'autres cieux la nationalité leur serait acquise de droit suivant le système du jus solis, du droit du sol.*»[50] Mais alors, que faire ? La reconnaissance des réalités historiques et la justice voudraient qu'on accor-

de la nationalité à ceux qui sont Congolais de fait. Mais la bourgeoisie autochtone, ses différentes fractions bureaucratiques, terriennes et commerçantes toutes confondues, a tout intérêt à établir et à maintenir son monopole face à la bourgeoisie «immigrée» concurrente. Et donc Léonard Kambere de conclure: *«Ils sont trop nombreux et leur démographie écrase carrément les nationaux de la région»*. Par conséquent, il faut maintenir la discrimination économique et politique pendant plusieurs générations. *«A long terme, les descendants des immigrés qui le souhaitent, seront appelés à s'intégrer dans la nation congolaise. Leur intégration devra suivre un processus qui s'étendra sur plusieurs générations»*.[51] N'est-ce pas institutionnaliser le règne de l'arbitraire?

Le même auteur reconnaît à plusieurs reprises la nouvelle réalité socio-culturelle: *«Certaines familles tutsi et hutu vivent au Congo depuis plusieurs générations. Dans leur for intérieur, elles ont toujours appris qu'elles étaient congolaises de souche»*. Mais sa conclusion est invariablement la même: les réalités de la vie en société doivent céder devant le juridisme sacré d'une autre époque: *«Maintenant ces familles découvrent la dure réalité légale et elles sont comme prises au piège, prêtes à tout pour défendre leur "droit"»*.[52] C'est au nom de la «légalité», ce deus ex machina sorti de la nébuleuse historique, que le Kivu risque de s'engager sur la voie de guerres civiles réactionnaires sans fin...

Glissement vers une mythologie génocidaire

Notre ami Léon Ntondo développe la même pensée contradictoire. Il y a comme une logique infernale dans l'illogisme du raisonnement ethno-autochtone. Ses partisans sont parfaitement en mesure de comprendre les changements socio-économiques qu'a connu la vieille société coutumière. *«L'immigrant qui, au Rwanda était soumis à des tributs offerts aux chefs locaux, astreint à des travaux et à des responsabilités au profit du seul Mwami et ses suzerains, devait, dès son départ, être remplacé. De ce fait, l'immigrant devait tout abandonner (terre, vaches, etc.) Il était donc sans charge, sans obligations et droits vis-à-vis du Mwami. Il devait acquérir de nouvelles propriétés dans le pays d'accueil. Raison pour laquelle son souci d'installation définitive devait naître.»*[53] Léon Ntondo explique que pour les colons belges, il existait deux régimes de la terre. Depuis 1937, les terres domaniales étaient la propriété du Comité National du Kivu, les terres indigènes étaient mises à la disposition des paysans aux fins de l'agriculture et de l'élevage. *«Les immigrants travaillant dans les plantations des colons, occupaient les terres domaniales et se sentaient à l'abri des chefs locaux en matière foncière. Après le départ du colon, ils se sont transformés en propriétaires fonciers, défendant leur droit de propriété au même titre que les autochtones. Arguant qu'ils ont eux-mêmes défriché ces terres et qu'ils ne les ont pas eues des autochtones mais plutôt des mains du maître blanc qui est parti. Dès lors, le monopole économique est resté entre les mains des étrangers qui ne pouvaient pas se plier devant les ordres de l'autorité coutumière. (...) Devenant propriétaires terriens*

comme n'importe quel autochtone, il est tout à fait logique que la propriété soit suivie par la nationalité. »[54]

Ainsi, l'auteur reconnaît qu'au sein même de la société coutumière, des formes de propriété plus modernes se sont développées. Des immigrés établis de longue date au Congo, ont, par un dur travail, acquis certaines richesses. Dans cette optique, il est naturel, humain et démocratique de reconnaître les changements sociaux profonds qui se sont produits dans la société. Il est inévitable que ceux qui se sentent Congolais comme tous les autres, veulent voir leur nationalité reconnue.

Puis l'auteur se rebiffe brusquement et cautionne une politique d'exclusion, de discrimination et de pillage légale qui ne peut profiter qu'à la bourgeoisie dite autochtone, mais qui hypothéquera l'avenir de toutes les populations vivant au Kivu, autochtones et transplantées confondues... Léon Ntondo propose de priver des masses établies au Congo depuis plus d'un demi-siècle de leur nationalité, pour leur offrir généreusement la « naturalisation ». L'auteur estime que seule une longue voie *« pourra acheminer le naturalisé et sa descendance vers l'intégration totale »*.[55] L'immigré devra attendre 15 ans avant de pouvoir élire les représentants du peuple. C'est *« une sorte de stage supplémentaire que l'on exigerait à l'étranger naturalisé en attendant que son intégration se réalise plus complètement. »*[56] On se demande comment quinze années supplémentaires de discriminations et d'exclusions pourraient bien être la voie vers « une intégration » plus complète pour des populations qui vivent depuis deux à quatre générations au Congo...

Mais d'autres ont déjà éliminé la contradiction et le doute de leur pensée.

On est déjà proche d'une mythologie génocidaire, quand on fait croire que des massacres sont inévitables et justifiés aussi longtemps que les Banyarwanda possèdent *« des droits politiques, économiques et sociaux »* qui doivent être réservés aux autochtones... Vangu Mambweni s'est risqué très loin sur la voie menant au gouffre, lorsqu'il écrivit : *« C'est la confiscation par les Banyarwanda des droits civils et politiques réservés aux nationaux ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels, qui est à la base des massacres inter-ethniques »*.[57]

La logique de l'exclusion se transforme facilement en logique de la diffamation et de la diabolisation : celui qui reconnaît les droits des rwandophones vivant depuis deux générations au Kivu, est alors déclaré partisan de la colonisation et de l'annexion du Kivu par le Rwanda ! C'est l'orientation de la lettre du 8 avril 1996 que 12 personnalités autochtones ont adressé à Garreton. Ils disent entre autres ceci. *« Les Banyarwanda habitant les hauts plateaux sont armés et se préparent à en découdre avec les autochtones. » « Le groupe d'extrémistes tutsi rêve de la constitution d'un nouveau Rwanda qui engloberait les terres du Zaïre-Est. Ce projet ne peut se réaliser que si on leur reconnaît la propriété des terres sur lesquelles ils sont installés. »*[58]

Ainsi, l'exclusion et la discrimination sont présentées comme des actes de « patriotisme » ! C'est une tactique à laquelle le mobutisme nous a habitués depuis le 14 septembre 1960 : les pires forfaits sont enveloppés dans un verbiage « nationaliste authentique », « patriotique ». Le fond de la position des 12 personnalités du Kivu est

que la terre devra toujours appartenir aux chefs coutumiers autochtones hunde, nande et fulero. Il faut donc dénier aux rwandophones, qui ont mis en valeur certaines terres du Kivu, leurs droits de propriété. Pour revendiquer ce droit exclusif à la terre, que rien dans le monde moderne ne peut justifier, il faut un argument «fort» qui, à l'aide de l'ethno-racisme, est vite choisi : si des Congolais d'origine tutsi ont accès à la propriété de la terre, c'est le début d'un processus qui conduira inévitablement à l'annexion du Kivu par le Rwanda. Ainsi, l'argument du nationalisme est injustement invoqué pour appuyer des intérêts privés cupides. C'est une tactique classique héritée du mobutisme qui invoqua dans le Manifeste de la N'Sele *«une révolution vraiment nationale (dont) l'indépendance économique est le but essentiel»* pour masquer le bradage des richesses du Congo aux puissances impérialistes et le pillage des caisses de l'Etat par la bourgeoisie néocoloniale.

La revendication de la nationalité est une revendication démocratique qui n'a rien à voir avec un quelconque «expansionnisme tutsi». Au contraire, c'est la reconnaissance de leurs droits qui fera des Congolais rwandophones des patriotes engagés. Pratiquer la discrimination envers les Tutsis congolais, les terroriser, les massacrer, poussera immanquablement une partie des Tutsis congolais à chercher de l'aide n'importe où, et en l'occurrence du côté du Rwanda. Et c'est ce que certains Tutsi congolais, persécutés par l'armée de Mobutu, par les ex-FAR et par les Interahamwe alliés à certaines milices locales, ont fait au cours des années 1995-1996.

L'avenir de l'Afrique est panafricaniste et socialiste

Le Kivu, le Congo, l'Afrique Centrale toute entière peut-elle encore échapper aux démons du génocide qui semblent lâchés à partir du Rwanda ?

Crise de l'impérialisme et génocide

Pour éviter de nouvelles atrocités à caractère ethniste, il faut d'abord comprendre pourquoi il y eut deux génocides en l'espace de deux ans dans la région des Grands Lacs.

Le génocide d'un million de Tutsi et de Hutu démocrates au Rwanda en 1994 perpétré par la grande bourgeoisie hutu.

Ensuite, l'agression rwando-ougandaise au Congo, aura, à la date du 1er janvier 2002, coûté la vie à plus de 3.500.000 de Congolais.

La cause fondamentale de ces explosions de barbarie est la crise générale et insurmontable qui secoue aujourd'hui le système impérialiste mondial. La cause secondaire en est la destruction de l'Union soviétique par la contre-révolution, événement qui a changé provisoirement le rapport de forces au niveau mondial en défaveur des peuples opprimés et des masses laborieuses. La globalisation ou mondialisation dont on parle tant, n'est rien d'autre que l'extension de la domination impérialiste vers les

coins les plus reculés du monde et l'accentuation du caractère barbare et inhumain de cette domination.

Le Rwanda est un pays surpeuplé et gravement sous-développé. En 1994, la bourgeoisie néocoloniale autour de Habyarimana, pour défendre ses intérêts personnels, a utilisé l'ethno-fascisme pour refuser aux réfugiés rwandais tutsi le droit au retour. Mais aussi pour s'attaquer aux Hutu démocrates, partisans de l'unité nationale. C'est dans ce contexte que la bourgeoisie réactionnaire hutu, après l'assassinat de Habyarimana, a massacré un million de Tutsi et des dizaines de milliers de Hutu démocrates pour «maintenir et protéger» son pouvoir. Elle a pu préparer et commettre ce crime parce que le soutien ferme de l'impérialisme français lui était assuré.

L'impérialisme américain connaissait l'ampleur du génocide qui se déroulait au Rwanda, mais il laissa faire. Ce n'est qu'après la prise du pouvoir par le groupe de Kagame, très lié aux Etats-Unis, que Clinton a changé sa politique pour s'investir au Rwanda et en faire une base pour la politique américaine en Afrique Centrale. Il faut dire que dès le début de la lutte de libération, le Front Patriotique Rwandais était divisé. On y trouvait des patriotes qui refusaient le clivage artificiel entre paysans et travailleurs hutu et tutsi et qui œuvraient pour un Rwanda uni et indépendant, géré au service des masses populaires. Mais dans le FPR on trouvait aussi le noyau d'une bourgeoisie ethniciste tutsi liée aux Etats-Unis et impatiente de s'emparer du pouvoir pour s'enrichir.

Début août 1998, le nouveau Congo de Kabila est un pays qui dispose de potentialités formidables. Selon la compréhension des puissances impérialistes, ce pays, placé sous la direction d'une nouvelle équipe nationaliste, «risquait» de suivre la voie d'un développement autocentré, axé sur les besoins de ses masses populaires. Les multinationales craignaient de voir leur échapper le contrôle des fabuleuses richesses de ce pays stratégique. C'est la raison fondamentale pour laquelle l'impérialisme américain a donné le feu vert à la bourgeoisie compradore du Rwanda et de l'Ouganda pour envahir et occuper le Congo afin d'y renverser le gouvernement nationaliste. Pour atteindre ce but, les fanatiques des Droits de l'Homme que sont les Américains, ont allègrement sacrifié plus de 3.500.000 vies congolaises, à leur soif de profit.

Ces deux génocides sont une expression et une conséquence de la crise profonde du système impérialiste mondial.

Les multinationales dominent actuellement l'économie capitaliste mondiale. Les 500 firmes les plus importantes ont réalisé en 2000 un chiffre d'affaires cumulé de 14.065 milliards de dollars.[59] Cela représente un peu plus de 44,85% du PIB mondiale. Leur technologie connaît des développements extraordinaires, la productivité du travail humain explose. Toujours moins d'hommes réalisent des masses de produits toujours plus grandes. Comme les marchés ne s'accroissent que très lentement, la surproduction et la surcapacité deviennent des phénomènes permanents. Au même moment, les besoins les plus élémentaires de plusieurs milliards d'êtres humains ne sont pas couverts. La contradiction entre l'accumulation extraordinaire de moyens de

productions et de richesses aux mains de quelques millions d'individus et l'appauvrissement, le chômage et la misère de l'écrasante majorité des 6 milliards d'hommes que compte notre planète, explique les nombreuses crises économiques et politiques qui secouent le monde. Cette contradiction est au cœur même du mode de production capitaliste dans sa phase d'impérialisme agonisant. Cette contradiction doit tôt ou tard conduire à une nouvelle révolution sociale de dimension internationale.

L'impérialisme «mondialise» sa dictature et «divise» les masses qui la subissent

Dans le monde entier, les masses populaires commencent à sentir qu'elles ne pourront survivre sous la domination de l'impérialisme. La lutte anti-impérialiste se développe sur tous les continents. Contre la mondialisation de la dictature impérialiste s'organise la mondialisation des luttes anti-capitalistes et des révolutions anti-impérialistes.

Toute lutte de libération doit obligatoirement s'inscrire dans ce cadre. Chaque peuple doit apporter sa contribution au combat commun qui, seul, pourra détruire après de longs et durs efforts et beaucoup de sacrifices, le système criminel, barbare et inhumain qu'est l'impérialisme, c'est-à-dire le capitalisme mondial. Chaque peuple mène sa propre lutte, mais celle-ci revêt nécessairement un caractère universel, sa propre libération s'inscrit dans le cadre de la libération de toute l'humanité travailleuse. Ses principes et objectifs doivent avoir un aspect universel. Ils ne peuvent pas s'inspirer des intérêts cupides et circonstanciels de fractions bourgeoises qui utilisent des couvertures ethniques, autochtones, nationales ou religieuses mais qui restent toujours liées par un cordon ombilical à l'impérialisme.

L'ennemi commun de tous les peuples africains, c'est l'impérialisme mondial qui s'appuie dans chaque pays sur une bourgeoisie bureaucratique et compradore, c'est-à-dire une bourgeoisie qui tire ses richesses du contrôle de l'Etat et de ses liens commerciaux et économiques avec l'impérialisme.

L'impérialisme combat toutes les forces révolutionnaires, nationalistes et socialistes dans le monde. Il dispose de dizaines de milliers de professeurs, officiers des services de renseignements, écrivains, chercheurs, journalistes et hommes politiques, tous spécialisés dans la lutte contre la révolution. Etudiant l'histoire et les réalités socio-politiques actuelles de tous les pays et régions du globe, ils en révèlent toutes les contradictions. Si c'est nécessaire à l'imposition et à la protection de la mondialisation capitaliste, l'impérialisme s'appuie sur ces contradictions pour diviser les forces populaires. Au moment où des entreprises capitalistes géantes s'unissent au sein de multinationales qui écrasent le monde entier, l'impérialisme s'efforce de fragmenter, de diviser, d'opposer entre elles les populations capables de lui résister.

Plus particulièrement en Afrique, les puissances néocolonialistes veulent briser toute résistance à leur domination de plus en plus génocidaire. En poussant et en encourageant les masses africaines à s'entre-tuer pour des différences d'ethnie, de religion ou de nationalité, le néocolonialisme a la garantie de pouvoir exploiter dans

les meilleures conditions le diamant, le pétrole, l'or, le cuivre, le cobalt, le tantalium, le nobium du continent...

Aujourd'hui, le système impérialiste, secoué et enragé par la crise, peut détruire n'importe quel pays africain en lâchant les diables de l'exclusivisme ethnique, autochtone ou religieux.

A ce propos, l'expérience ivoirienne donne à réfléchir. Jusqu'au début des années soixante, toute l'Afrique de l'Ouest était dominée et exploitée par le colonialisme français. Après une indépendance éclatée, cet ensemble se divisa en pays formellement indépendants. Aux temps coloniaux, des centaines de milliers de Burkinabés ont fui la misère pour aller travailler dans les plantations de ce qui deviendra plus tard la Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, il y a 2.250.000 descendants de travailleurs émigrés «burkinabés» dans ce pays, 15% de la population ivoirienne. Et on voit des forces rétrogrades dresser les «autochtones» contre les «étrangers». Le pays a frôlé la guerre civile. Affaibli par des luttes entre les masses appauvries, quelle résistance le pays pourra-t-il opposer à l'impérialisme français ?

Les multinationales continueront tranquillement à piller toutes les richesses de l'Afrique pendant encore au moins un siècle, si elles parviennent à pousser les Africains à s'entre-tuer, «l'ethnie» hutu massacrant «l'ethnie» tutsi, la «race» bantou égorgeant la «race» nilotique, les autochtones massacrant les «étrangers», les «islamistes» passant à la machette les «chrétiens» et inversément.

Crise de l'impérialisme et naissance de mythologies meurtrières

Le monde actuel, avec ses nombreuses contradictions économiques et sociales ne peut être compris et transformé dans l'intérêt des masses populaires qu'à travers une analyse scientifique anti-impérialiste et socialiste.

Après la victoire provisoire de la contre-révolution en Union soviétique, l'impérialisme a décrété «la fin de l'histoire» et la fin de l'aspiration des peuples à l'indépendance et au socialisme. Mais comme fin de l'histoire, on nous a offert une explosion de barbarie. En ex-Union soviétique, les guerres civiles se sont multipliées et la production industrielle a chuté de 55%. Ces facteurs ont provoqué une diminution de la population de la Russie et de l'Ukraine de dix millions d'hommes en dix ans. La guerre et l'embargo contre l'Irak ont tué 1.500.000 hommes, femmes et enfants dans ce pays. Depuis 1994 les génocides, les massacres et les guerres ont fait presque 5.000.000 de victimes en Afrique Centrale... Depuis 1991, la Yougoslavie, pays indépendant et non-aligné a été divisé et «balkanisé» sous les coups de l'impérialisme allemand et américain. En 2000, ce qui restait de la Yougoslavie a été l'objet d'une agression caractérisée par les armées de l'OTAN, agression qui viola les principes fondamentaux de la Charte de l'ONU. Et en octobre 2001, sous le prétexte de vouloir exécuter un seul homme, Oussama Ben Laden, l'impérialisme a bombardé aveuglément un pays déjà complètement ravagé, l'Afghanistan. Et cela, dans le but d'implanter de nouvelles bases militaires pour contrôler le pétrole du Moyen-Orient et de l'Asie Centrale.

Dans le stade actuel de l'impérialisme agonisant, dans les conditions sociales et économiques de la mondialisation impérialiste que nous subissons, toutes les idéologies pré-socialistes peuvent être transformées en mythologies meurtrières : du fondamentalisme islamiste, chrétien et hindou, au nationalisme bourgeois en passant par le racisme et l'ethnicisme. Ces mythes meurtriers sont l'expression du désespoir dans lequel le capitalisme des multinationales, dans sa détermination à s'imposer comme fin de l'histoire, plonge nécessairement les masses populaires.

Parlant de l'ethnicisme hutu et tutsi au Rwanda et de « l'idéologie autochtone » au Kivu, René Lemarchand souligne *« l'extraordinaire mythologie qui entoure les débats »*. Et il explique : *« Le passé est une plaie ouverte, entretenue par une mémoire qui donne libre cours à l'imaginaire mythologique, si ce n'est à l'affabulation pure et simple. (...) L'extrémisme hutu et tutsi se nourrissent l'un de l'autre, la violence appelle la violence dans un cycle infernal »*. Parlant de la diabolisation mutuelle entre Hutu et Tutsi, Lemarchand continue : *« La question est de comprendre comment ces représentations collectives issues d'un imaginaire politique sont devenues réalité. Comment s'est opéré le passage à un prisme identitaire qui érige l'histoire en mythe et fait de l'ethnie un outil génocidaire »*.

Mais la brillante analyse de René Lemarchand s'achève en queue de poisson lorsqu'elle propose des solutions. *« Il ne peut pas y avoir de justice aussi longtemps que la vérité est adaptée aux exigences d'une hégémonie tutsi illimitée. La culture de la mise en question doit remplacer la culture du silence. (...). Il faut préparer le terrain pour une ouverture politique qui implique la participation des rares porte-paroles hutu crédibles. »*[60]

Cette prise de position ignore la nature profonde des problèmes qu'affronte l'Afrique Centrale. Ce n'est que dans les conditions actuelles de la domination néocoloniale, qui passe par la dictature d'une bourgeoisie compradore se réclamant de mythes hutu, tutsi, autochtone, religieux etc., que les affabulations identitaires prennent leur caractère meurtrier et génocidaire. René Lemarchand invite les Tutsi et les Hutu, toutes classes sociales confondues, à une *« culture de la mise en question »* et à une « ouverture politique ». C'est prendre la discrimination ethnique et l'exclusivisme politique comme la cause primaire de la violence qui ravage le Rwanda et la région. Mais ne faut-il pas, avant tout, développer *« une culture de la mise en question »* vis-à-vis de la domination économique, financière et politique exercée par l'impérialisme? En effet, c'est bien cette domination qui crée une situation objective dans laquelle des luttes meurtrières entre fractions de la bourgeoisie dépendante, entraînant les masses sur une base ethnique, sont inévitables. Et quand on parle de la *« nécessaire ouverture politique »* qui pourra sauver le Rwanda, ne faut-il pas définir d'abord entre quels acteurs elle doit se faire et dans quel but ? L'ouverture politique qui peut sauver la région, est bien celle qui unira les masses populaires des différentes ethnies et nationalités dans une lutte commune contre l'impérialisme et le sous-développement.

De l'ethnie aux pratiques ethno-fascistes

Aussi longtemps que l'ethnie sera l'aire qui mobilisera les masses, des pratiques ethno-racistes sont inévitables. L'ethnie est le terrain par excellence où s'organise la soumission de la masse paysanne aux intérêts de la bourgeoisie compradore émergente.

Les luttes ethniques se situent toujours en dehors du combat essentiel qui détermine l'avenir de l'Afrique et du monde, le combat anti-impérialiste. Bien sûr, la bourgeoisie tutsi peut entraîner les masses tutsi dans un combat démagogique «contre l'impérialisme français», lorsque ce dernier soutient la bourgeoisie hutu. La bourgeoisie hutu quant à elle, peut dénoncer en termes violents l'impérialisme américain et ses multinationales minières qui soutiennent l'ennemi héréditaire tutsi... La démagogie contre les Yankees sert alors à empêcher tout véritable combat contre la domination impérialiste, qu'elle soit américaine ou française, combat qui a comme condition nécessaire la mobilisation solidaire des masses populaires hutu, tutsi et twa.

L'ethnicisme, dans les conditions de l'impérialisme, mène à la diabolisation de l'ethnie «ennemie» et à l'angélisation de sa propre ethnie. De l'histoire, on retient toutes les défaites que l'autre ethnie a infligées à la sienne. Du passé récent, on met en exergue tous ses morts sous les coups de l'autre ethnie. Les masses populaires de toutes les ethnies sont pauvres et victimes d'innombrables injustices. Et ces souffrances rendent ces masses mobilisables par les éléments bourgeois pour une «revanche» contre des ethnies ennemies présentées comme les forces du mal...

On crée des mythes sur le caractère et les habitudes de l'ethnie «ennemie» et chaque fait ou acte est interprété comme une confirmation de ces mythes. Comme des violences sont commises des deux côtés, le crime d'un côté engendre le crime de l'autre camp et une spirale de violences entraîne tout le monde vers l'abîme.

Il existe toujours des faits épars permettant de diaboliser une autre ethnie. Et une fois l'idéologie ethniciste implantée, toutes les intoxications deviennent crédibles. Chaque ethnie (ou religion, ou nationalité) peut nourrir ses haines aux crimes réels ou imaginaires imputés à une autre ethnie, religion ou nationalité. Une fois qu'on a lâché ces démons, la même idéologie et la même pratique génocidaire se manifestent chez les extrémistes de chaque partie impliquée.

Tout mythe ethnique est un mensonge. Prenons le mythe le mieux «enraciné», celui des Tutsi censés être invariablement cruels, arrogants et dominateurs, ce qui les rendraient à jamais ennemis des «Bantou»...

Mais dans le Rwanda de Habyarimana, au début de l'année scolaire, les élèves tutsi devaient se signaler en levant le doigt. Une jeune femme tutsi avait, lors du génocide, été laissée pour morte et on l'a enterrée avec d'autres cadavres. Une mince couche de terre les recouvrait. Un passant a vu la terre bouger, il a creusé et il a sauvé la femme. A Bruxelles, elle nous a racontés comment, enfant, elle avait été terrorisée chaque fois qu'elle devait se faire connaître comme Tutsi aux autres élèves. Elle et cinq autres Tutsi portaient un stigmate qui les rendait anxieuses, complexées, incer-

taines... Lors du génocide de 1994, la plupart des membres de cette «race arrogante et dominatrice» se sont laissés égorger dans la soumission la plus totale.

Puis, une fois les éléments bourgeois venus de l'Ouganda bien installés à Kigali, le nouveau «pouvoir tutsi» a commencé très vite à s'enrichir, il s'est montré indifférent vis-à-vis du sort des rescapés du génocide et il s'est lancé dans une guerre d'occupation et de pillage contre le Congo, massacrant sans distinction les Hutu et les Congolais. Et cette revanche de la bourgeoisie ethniciste tutsi apparaît aux génocidaires hutu et leurs défenseurs comme la «preuve ultime» des mythes qu'ils ont toujours nourris sur cette «race arrogante et dominante»...

Changements socio-économiques et fixations «identitaires»

Dans le monde moderne dominé par le capitalisme, aucune réalité sociale et économique n'est figée pour l'éternité. Et tout contribue aujourd'hui à réaliser une mobilité des populations jamais atteinte dans l'histoire.

Le fondement des conflits inter-africains est économique, c'est le capitalisme «indigène» extrêmement faible, tentant d'émerger dans les conditions d'une domination néocoloniale étouffante. Ce sont les fractions de la bourgeoisie et les forces rétrogrades qui ont intérêt à figer «pour l'éternité» des réalités sociologiques ethniques, régionales, nationales, religieuses, etc. qui sont toutes historiquement déterminées. Ces fractions bourgeoises et rétrogrades tentent de se constituer une force politique en mobilisant les masses sur base de ces réalités anciennes et cela dans le but de défendre des intérêts économiques modernes. Comme dans la société néocoloniale, la concurrence entre les prétendants à l'enrichissement accéléré est féroce, toutes les idéologies ethnicistes, régionalistes, autochtones, instrumentalisées par des fractions de la bourgeoisie, portent en elles les germes de tueries sans fin.

Dans presque tous les pays du monde, on trouve des situations où les autochtones sont devenus minoritaires par rapport à des populations venues d'ailleurs. Si les autochtones avaient des droits absolus sur «leurs» terres, les Pygmées seraient autorisés à massacrer tous les «Bantou» et autres «Nilotique» qui, au cours de l'histoire, les ont complètement marginalisés...

Il y a quatre-vingt années, certaines parties du Nord-Kivu étaient uniquement habitées par des Twa et des Bahunde. Trente-trois ans plus tard, la situation a fondamentalement changé. Spitaels écrit en 1953: *«Monsieur Kalinda, grand chef des Hunde avouait récemment que ses seuls sujets sont maintenant des Rwandais. Ce qui n'est pas très exagéré. Dans son pays, sur 10 personnes, il compte 7 Rwandais. Certains groupements tels le Kibabi et le Karuba ne sont pratiquement habités que par les Rwandais».*[61] Et d'après des statistiques gouvernementales, en 1965 la population rwandophone atteint 24% de la population totale au Masisi, 47,5% au Rutshuru et 44,1% au Walikale.[62]

Au Nord-Kivu, où dans certaines régions les ethnies autochtones sont devenues minoritaires, les éléments de la bourgeoisie hunde, tembo, etc. qui contrôlent le pou-

voir politique et économique, craignent de perdre leurs privilèges au profit des fractions bourgeoises des ethnies «immigrées» rivales.

Ceux qui pensent uniquement en termes d'ethnies en concluent à la catastrophe: la majorité ethnique a changé: *«Les tribus minoritaires, dont les Hunde, les Tembo, Kumu, Vira, Fuleru, Bembe n'auraient plus de représentants démocratiquement élus».*[63] La «solution», serait alors la discrimination et la violence contre une forte minorité, voire une majorité de rwandophones issus de l'immigration. Est-ce à dire qu'il faut proclamer que la société coutumière du début du siècle constituait déjà «la fin de l'histoire»?

Néocolonialisme et instabilité chronique

Depuis 1960, chaque fraction de nouveaux bourgeois qui entre en scène au Congo, tente de mobiliser derrière elle une force populaire constituée sur une base ethnique, nationale-autochtone, régionale ou religieuse. Le but: s'accaparer les «postes» politiques qui permettent de s'enrichir et de voler, de s'emparer du contrôle des circuits commerciaux, de mettre la main sur les terres pour en faire de grandes exploitations agricoles ou d'élevage, de posséder des domaines d'exploitation minière...

Dans les conditions de la domination néocoloniale, les différents aspirants grands bourgeois ont des difficultés pour émerger du lot. C'est la guerre continue de tous contre tous pour s'emparer du pouvoir, seul moyen de s'enrichir vite. Aucune propriété n'est acquise définitivement, elle est soumise aux aléas des changements de pouvoir politique et des rapports de forces entre ethnies.

Dans un pays émietté en ethnies, regroupements ethniques ou régionaux, religions ou «nationalités», les rapports de forces changent continuellement à mesure que des coalitions de circonstance se font et se défont. Et toutes les coalitions sont instables parce qu'uniquement basées sur l'intérêt immédiat de certaines fractions bourgeoises, et sans perspective historique d'un développement industriel autocentré.

Chaque fraction de la bourgeoisie peut se lier à n'importe quelle autre selon les nécessités du moment. Hutu et Tutsi ont pu se lier contre les Hunde qui leur déniaient la nationalité. Hutu et Hunde se sont alliés pour défendre la race «bantou» contre les Tutsi «nilotiques». Hunde et Tutsi se sont entendus pour combattre une majorité Hutu hégémoniste...

L'ethnie semble une catégorie éternelle, mais les méandres de la lutte entre fractions bourgeoises sur fond de crise économique permanente, peuvent faire surgir des luttes de type «ethnique» en tout genre. En 1960, au Kasaï, des hommes d'une même origine se sont entre-tués en tant que Lulua et Baluba. En 1992, nous avons vu des tueries entre Baluba au Katanga, les uns se considérant comme «autochtones» et prenant les autres pour des «immigrés» du Kasaï. Si les conditions le rendaient «nécessaire», des éléments bourgeois pourraient amener les Batetela de la plaine à égorger

ceux de la forêt. N'avons-nous pas vu des écrits expliquant l'incompatibilité entre la culture des hommes de la forêt de l'Equateur, vivant de la cueillette et de la chasse et la culture des hommes de la plaine, et particulièrement du Katanga, plus portés vers la production de biens matériels ?

Le nationalisme révolutionnaire est panafricaniste

Le nationalisme, dans le sens étroit du terme, ne peut plus sauver aucun pays africain. Un pays gigantesque comme le Congo réalise en 2000 un Produit Intérieur Brut qui n'atteint que 2% du chiffre d'affaires réalisé par une seule multinationale américaine, General Motors.

Une vision et une politique panafricaines et anti-impérialistes sont nécessaires pour sauver l'Afrique. C'est uniquement par une politique de solidarité anti-impérialiste, panafricaine et révolutionnaire que les «clivages» ethniques et nationaux peuvent être dépassés. C'est en unissant les masses travailleuses de toute l'Afrique contre l'ennemi impérialiste commun, en les unissant pour la réalisation de projets de développement ambitieux, que les anciennes contradictions entre ethnies, régions, nationalités et religions peuvent être éliminées. Ceci implique l'abandon de la conception ethnique ou étroitement national pour la conception de classe. Les masses ouvrières, les masses paysannes et les masses intellectuelles patriotes de toutes les ethnies et nationalités africaines sont bonnes et leurs intérêts fondamentaux sont les mêmes. C'est en mobilisant toutes ces masses, que l'Afrique construira une force capable de détruire la domination séculaire de l'impérialisme.

Ainsi, les masses populaires autochtones du Kivu n'ont pas pour ennemies les masses rwandophones immigrées depuis des générations du Rwanda voisin. Leur propre libération est liée à la libération des masses populaires hutu et tutsi du Kivu, des masses de tout le Congo, du Rwanda et du Burundi, et de l'Afrique entière.

A ce propos, le plus grand révolutionnaire africain, Kwame Nkrumah, disait: *« Quelles que soient leurs nationalités, races, tribus, religions – qui n'entrent pas en ligne de compte pour la lutte pour le socialisme – tous les ouvriers sont les mêmes. La révolution socialiste africaine s'oppose aux vexations et aux mesures d'expulsion que subissent les immigrés d'un territoire à l'autre. En Afrique, on ne devait jamais utiliser le terme d'étrangers, car ils sont tous Africains. Ce ne sont pas les travailleurs immigrants qu'il s'agit de combattre, mais la balkanisation née des frontières artificiellement dressées par l'impérialisme. »*[64]

Nkrumah et l'avenir socialiste de l'Afrique

Dans les années vingt et trente, les Chinois étaient le peuple le plus misérable et le plus opprimé du monde. Il subissait le double joug de la dictature féodale et de la domination semi-coloniale. Mao Zedong avait l'habitude de proclamer: «Seul le socialisme peut sauver la Chine».

Aujourd'hui, ce sont les masses africaines qui portent le plus lourd fardeau de toute l'humanité. Les conséquences démographiques, économiques et politiques de l'esclavagisme et du colonialisme pèsent toujours sur l'Afrique. Le continent africain, marqué par le sous-développement économique le plus effroyable, n'a pas la moindre chance de s'en sortir par la voie capitaliste. Le marché libre ne peut conduire qu'à l'écrasement de ses faibles industries. Seul le socialisme peut sauver et développer l'Afrique.

Les masses populaires africaines vivent dans un dénuement de plus en plus insupportable et dans une misère inhumaine. Aussi longtemps qu'elles n'ont pas une organisation politique révolutionnaire qui présentera un projet de société socialiste basé sur les intérêts communs et sur une industrialisation accélérée, chaque injustice subie peut être détournée par les différentes élites bourgeoises à leur profit.

Seule une politique économique collectiviste et planifiée pourra développer le continent. Depuis la contre-révolution en Union soviétique et la restauration capitaliste dans ce pays, nous assistons à un déchaînement de barbarie inhérent au système impérialiste. Dans ces conditions, le rêve de Kwame Nkrumah d'unir les masses populaires de toute l'Afrique pour un pouvoir populaire et socialiste, a gagné en actualité.

Après le coup d'Etat fomenté contre lui par l'impérialisme, Nkrumah a médité dans son exil à Conakry sur la lutte des classes en Afrique. Dans la capitale de la Guinée, il mit sur papier quelques vérités essentielles tirées d'une vie de combats.

« La lutte révolutionnaire est faite en permanence de hauts et de bas, de progrès et de reculs, d'attaques et de retraites. Un révolutionnaire n'échoue que quand il se rend. Tant qu'il poursuit la lutte, il tend vers l'objectif final de la Victoire. Même si, en tant qu'individu, il meurt dans la lutte, il n'a pas failli. La somme de toutes ses tentatives, de ses aspirations, de ses efforts se fond avec le peuple qui continue à lutter jusqu'à la Victoire. »

« Mao avait raison lorsqu'il disait que le pouvoir est au bout du fusil. Grâce au coup d'Etat au Ghana, je vois maintenant la lutte dans une perspective plus correcte. Je suis maintenant convaincu que c'est la seule voie et nous devons nous y préparer idéologiquement et pratiquement. » « Si les masses organisées sont désarmées, elles se trouvent impuissantes dans une situation révolutionnaire. Toutes organisées qu'elles soient, elles ne peuvent renverser les régimes contre-révolutionnaires que par le soulèvement armé. » « J'oserai affirmer que nulle part, une voie pacifique vers le socialisme n'est possible et que la révolution est impossible sans violence. L'histoire et le cours de la lutte révolutionnaire socialiste dans le monde le confirment. »

« Je suis un révolutionnaire professionnel: le fusil est inutile sans la plume et la plume sans le fusil est encore plus inutile. Ma voie est celle de l'action et de la lutte. Je ne crois pas dans le peuple en tant que tel, mais dans l'action révolutionnaire pour libérer le peuple de l'inhumanité de l'homme à l'égard de l'homme. »

« Je considère le socialisme comme un événement international. Les capitalistes, les impérialistes et les néocolonialistes, avec les USA-CIA comme fer de lance, mènent la contre-révolution partout dans le monde, procédant partout à des dévasta-

tions, ils tentent de détruire le socialisme.» «Une Afrique socialiste unie sera un bastion pour le socialisme mondial. Elle signifiera un renfort pour les forces progressistes et socialistes pour la paix et le socialisme.»

«Je suis devenu un marxiste, ayant le matérialisme historique comme philosophie de la vie. (...) Le communisme est une philosophie socio-économique. Les thèses communistes ne s'adressent pas au ciel mais à la terre.»[65]

La vocation du Congo est d'exporter la paix

Le 29 juin 1998 a lieu à Kinshasa le troisième sommet de la COMESA, la Conférence du Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe. Le Président Kabila y prononça une phrase dont on mesurera toute la portée en 1998-2002, face à la guerre d'agression américano-rwando-ougandaise: «*Notre pays s'est donné pour vocation africaine d'exporter la paix, la sécurité et le développement*». Cela n'est pas une belle formule oratoire, mais une pensée très profonde.

Le Congo a une vocation africaine: situé au cœur de l'Afrique, il partage ses frontières avec neuf pays et il possède une grande tradition de luttes révolutionnaires. Les populations du Congo et du Rwanda-Urundi ont connu une même histoire d'oppression, d'exploitation et d'arbitraire sous le joug du colonisateur belge. La vie des immigrés rwandais au Congo a été particulièrement dure, puisqu'ils ont été déportés des terres de leurs ancêtres. Une réelle prise de conscience anti-colonialiste, nationaliste et panafricaniste aurait soudé les masses populaires du Congo et du Rwanda dans le combat commun pour l'indépendance politique et économique. L'imposition par la terreur du néocolonialisme au Congo et au Rwanda-Urundi a entraîné une fragmentation des populations dans un effort conjoint de l'impérialisme et des bourgeoisies locales. Il s'agissait de diviser pour continuer à régner. Dans tous les grands événements dramatiques qui ont bouleversé la vie des peuples congolais, rwandais et burundais depuis 1959, on peut voir à l'œuvre la main de la Belgique, de la France et des Etats-Unis, dans des alliances variables.

Déjà pour assurer sa propre survie en tant que nation, le Congo doit adopter d'autres principes pour traiter la question dite des nationalités que ceux qui ont détruit le Rwanda et le Burundi. Le Congo ne peut pas se laisser emporter par les idéologies ethno-racistes nées au Rwanda. Le déchaînement des passions ethno-régionales au Katanga, en 1992, avec leur cortège de massacres et d'expulsions massives, a déjà constitué un sévère et douloureux avertissement.

Les courants ethno-racistes hutu et tutsi du Rwanda et du Burundi ont mis le feu à leur propre pays mais aussi à toute la région. La guerre de libération que mène en 1998-2002 le peuple congolais ne vise pas uniquement à débarrasser le pays de l'occupation et du pillage par les armées rwando-ougando-burundaises, mais c'est en même temps une guerre pour libérer les peuples rwandais et burundais.

En effet, les traumatismes ethno-racistes au Rwanda et au Burundi sont très profonds et le surpeuplement ne facilite nullement leur disparition. Dans ces conditions,

les peuples rwandais et burundais auront des difficultés pour surmonter seuls les antagonismes ethniques. Le Congo nationaliste et panafricaniste devra sans doute aider ces pays à résoudre leurs problèmes et à assurer la paix et l'unité. Par ailleurs, rappelons que c'est la Force Publique congolaise, dirigée par des extrémistes colonialistes comme le colonel Logiest, qui a mis le feu à la poudrière rwandaise en y imposant par la force des armes les ethno-racistes du Parmehutu.

A la veille des indépendances, Rwagasore et d'autres nationalistes du Rwanda-Urundi avaient proposé l'union du Congo et du Rwanda-Urundi. Les forces patriotiques du Rwanda-Urundi se sentaient à ce moment proches de Lumumba et du nationalisme congolais. Par ailleurs, lors de la révolution populaire de 1964, les nationalistes rwandais dirigés par Rukeba et Mudandi, ont apporté une aide appréciable aux combattants mulelistes du front de l'Est où opéraient Kabila et Mitudidi. Les nationalistes et panafricanistes congolais, rwandais et burundais, peuvent-ils être moins ambitieux que leurs prédécesseurs de 1960-1964 ?

L'union entre le Congo, le Rwanda et le Burundi sous une forme fédérale permettrait d'avancer dans la résolution des grands problèmes du sous-développement, de la surpopulation et de la présence d'armées ethnisées. Une telle proposition qui permettra d'assurer la paix civile, peut acquérir une adhésion majoritaire au sein des masses hutu et tutsi et parmi les cadres démocratiques et anti-impérialistes tutsi et hutu. La présence de soldats congolais non-rwandais pour aider à maintenir la paix à Kigali et à Bujumbura mettrait fin aux affrontements ethniques, les masses populaires n'ayant aucun intérêt à s'entre-tuer sur une base ethnique. Une telle forme de fédération ne pourra naître que par une mobilisation des masses populaires du Rwanda, du Burundi et du Congo pour un projet de société commun basé sur l'indépendance, le développement autocentré et le pouvoir populaire.

Dans cette perspective, une cohabitation dans l'égalité des droits et la fraternité entre les différentes ethnies, autochtones et anciens migrants confondus qui peuplent aujourd'hui le Kivu, pourrait devenir un exemple pour le Rwanda et le Burundi. Le gouvernement congolais pourrait annoncer son intention de réaffirmer la reconnaissance de la nationalité de tous les rwandophones qui vivent et résident au Congo depuis le 30 juin 1960 – position que Kabila et l'ambassadeur à l'ONU Kapanga ont d'ailleurs exprimée dans les premières semaines qui ont suivi l'agression. La République Démocratique du Congo (RDC) devrait donner en exemple les Congolais rwandophones et spécialement les Congolais tutsi qui dénoncent l'agression dont le Congo est victime et faire une large publicité à leurs déclarations au niveau international. Ce serait de la bonne guerre politique contre la clique d'extrémistes tutsi au pouvoir à Kigali. Ce serait aussi une belle concrétisation de la position adoptée par Kabila dans la première semaine de l'agression : *« Les Tutsi congolais ne peuvent pas éternellement être utilisés comme des boucs émissaires pour une politique d'agression et d'expansion du Rwanda »*.

Ensuite, on peut estimer que les Tutsi congolais retournés au Rwanda après 1994 et décidés d'y rester, peuvent devenir les meilleurs « ambassadeurs » d'un Congo

révolutionnaire, exportateur de paix. Ces hommes et ces femmes ont toujours vécu en bonne harmonie avec les autres Congolais. Aujourd'hui, ils vivent souvent dans des conditions économiques difficiles et ils sont choqués par les actes de barbarie commis par l'armée rwandaise contre le peuple congolais. Ils sont les premiers à dénoncer les crimes de Kagame et à réfléchir à une orientation politique radicalement différente qui unira les peuples rwandais, burundais et congolais dans un même combat pour l'indépendance, le pouvoir populaire et le développement.

On sait, par ailleurs, que de nombreux Tutsi congolais ou Tutsi ayant vécu au Congo et qui se sont installés en 1994-1995 au Rwanda ... ont pris la fuite depuis la guerre d'agression contre le Congo. Depuis 2000, il y a plus de Tutsi rwandais qui ont demandé l'asile politique en Belgique que de Hutu ! Leurs déclarations contre les bellicistes et aventuriers au pouvoir à Kigali devaient également être utilisées dans la guerre politique contre les agresseurs.

Toujours dans cette optique, il serait utile que le gouvernement congolais fasse connaître son point de vue, à savoir que la guerre de défense patriotique n'est pas dirigée contre «les Tutsi rwandais» en général, mais uniquement contre la clique autour de Kagame, contre cette poignée de grands bourgeois qui font la guerre au Congo pour servir la stratégie américaine en Afrique Centrale.

Le gouvernement congolais peut affirmer haut et fort que sa guerre de défense patriotique est aussi une guerre pour la libération des peuples rwandais et burundais, libération des forces répressives et bellicistes tutsi groupées autour de Kagame, mais aussi des forces génocidaires hutu non repenties. Il peut lancer un appel solennel aux masses hutu et tutsi et à leurs représentants anti-ethnicistes pour qu'ils se joignent au peuple congolais pour refuser la guerre d'agression et pour construire ensemble un avenir de paix, de sécurité et de développement pour tous.

Le Congo doit effectivement exporter la paix et le développement, exporter l'égalité et la coopération entre toutes les ethnies vivant sur son territoire, exporter son pouvoir populaire, pouvoir des masses du peuple travailleur qui n'ont aucun intérêt aux oppositions ethniques et aux massacres inter-ethniques. Le Congo doit exporter et faire partager sa vision d'un Etat nationaliste fort, capable de planifier et diriger le développement autocentré et axé sur les intérêts des masses, sa vision de la construction d'une industrie nationale puissante et indépendante, de la formation de coopératives de paysans, de petits commerçants et d'artisans...

Chapitre 4

La guerre de libération du Congo

Joseph Otenga a le grade de général-major. Né le 12 décembre 1947 à Lubumbashi, il est un jeune Simba lors de la révolution de 1964-1965. Au maquis, il fréquente son aîné Kisase Ngandu. Après la défaite en 1966, il part en Tchécoslovaquie où il suit l'Académie militaire entre 1970 et 1975. De là, il rejoint le Vietnam pendant trois mois, combattre l'agression américaine.

Le jeune Kisase Ngandu est, lui, resté longtemps au Soudan. En 1976, Otenga l'invite en Allemagne où il poursuit des études à l'Université américaine de Berlin, avant de devenir membre du MNC-L (Onawelho).

En 1989, Kisase rencontre le beau-frère de Museveni, victime d'un vol à la gare de Berlin. L'Ougandais a tout perdu, son argent et son passeport. Il se met à pleurer et Kisase l'emmène chez lui à la maison. Kisase procure un nouveau passeport au beau-frère du Président ougandais pour qu'il puisse retourner chez lui. Le révolutionnaire congolais reçoit alors une invitation de Museveni et se rend à Kampala.

Dès son retour en Allemagne, Kisase créé le Conseil National de Résistance Démocratique sur le modèle du CNL de 1963. La première réunion se déroule à Vienne et le colonel ougandais Kahinda Otafiire y participe.

Des Congolais préparent la libération

En 1990, Kisase retourne en Ouganda pour y suivre pendant trois ans les cours de l'Académie militaire. Son groupe s'engage également dans des opérations militaires au Zaïre, à partir des montagnes de Ruwenzori.

Les trois officiers ougandais qui traitent alors les affaires du Congo sont Kazini, son petit frère Jet et le major Ekoudela, l'officier qui sera tué par les Maï Maï à Beni fin 1999.

Kisase et d'autres Congolais participent à la guerre du Front Patriotique Rwandais au Rwanda. Après la victoire en 1994, un millier de jeunes Congolais, nés et vivant en Ouganda, reçoivent une formation militaire au Rwanda jusqu'en 1996.

Voici le témoignage d'Otenga.

«A partir d'octobre 1996, j'ai fait beaucoup de voyages en Angola, en Ouganda, etc. Je suis revenu en Ouganda début février 1997 et on m'y annonça la mort de Kisase Ngandu. Le colonel Otafiire me disait: "Attends le retour de Museveni qui est en voyage aux Etats-Unis et en Europe". Quand j'ai vu Museveni, il m'a interdit d'aller à Goma: "Les Rwandais vont te tuer si tu pars maintenant".

Pendant la guerre de l'AFDL, les Ougandais ont dit à nos militaires: "Si vous quittez aujourd'hui l'Ouganda pour le Congo, vous allez vous battre avec les Rwandais. Vous ne pouvez pas y aller". Nous leur avons répondu que nous ne voulions pas

nous battre avec les Rwandais en pleine guerre de libération, mais qu'après la victoire, l'assassinat de Kisase devrait être traité devant le tribunal.

Pendant la guerre de l'AFDL, les Rwandais ont amené avec eux les troupes congolaises qu'ils ont formées. Mais les Ougandais n'ont pas voulu que les militaires congolais qu'ils ont entraînés, participent à leur campagne. Tous nos militaires sont restés en Ouganda, ils étaient 6.800! Parmi eux, il y avait aussi des officiers supérieurs d'origine congolaise. Museveni a refusé que ceux-là soient mis à la disposition de Kisase pour faire la guerre contre Mobutu. C'est dire qu'il se méfiait des officiers d'origine congolaise.

Dès novembre-décembre 1996, les officiers ougandais ont commencé à voler, il n'y avait plus de frontières. Ils dépouillaient les commerçants congolais qui transportaient de l'or. Le butin variait d'un kilo à dix kilos. Ils volaient des camions pleins de marchandises qui venaient des pays arabes. Les commerçants congolais qui allaient vendre du café à Nairobi et à Kampala étaient souvent arrêtés et même tués par des officiers ougandais. Un jour, trois officiers ougandais ont confisqué à des commerçants congolais 40 kilos d'or qu'ils ont amené chez eux. Ils étaient connus, l'affaire a été discutée dans la presse, mais ils n'ont pas été inquiétés. Juste après la prise de Kisangani, un avion avec deux tonnes et demi d'or de Kilo-Moto, en route pour Bunia, a été détourné pour Kisangani par un commandant ougandais.

L'Ouganda se considérait comme le centre qui dirigerait le Rwanda et le Congo. Ils pensaient développer l'Ouganda avec les richesses du Congo. Mais les contradictions entre les Ougandais et les Rwandais sont apparues très tôt. L'assassinat de Kisase Ngandu était révélateur. Quand je suis rentré à Kampala début février 1997, Otafiire m'attendait à l'aéroport. Quand il m'a vu, il a commencé à pleurer. Je ne savais pas encore que Kisase était mort. Il disait en pleurant qu'il ne comprenait pas ce qui s'était passé, si les Rwandais avaient un problème avec Kisase, ils pouvaient l'arrêter et l'envoyer à Kampala.

L'attitude de l'Ouganda envers nous, les révolutionnaires congolais, a changé début 1997. C'est alors que Museveni a fait un long voyage aux Etats-Unis, en Angleterre et en France. Avant il était très militant. Je le voyais très souvent, je pouvais me rendre chez lui à la maison. Au début des années quatre-vingt dix, Museveni a donné beaucoup aux militaires congolais en formation. Quand Kisase se battait à Ruwenzori, chaque 20e du mois, Museveni lui donnait 50 sacs de fufu et 50 sacs de riz, des vêtements. Ekoudela nous donnait la munition.

Après le voyage de Museveni aux Etats-Unis, on voyait de plus en plus de militaires américains dans les aéroports. J'ai visité des bases militaires et j'y ai vu beaucoup d'instructeurs américains, ils ne se cachaient pas. Pendant la guerre de l'AFDL, des mercenaires américains et anglais ont débarqué à Kampala. Ils y sont restés deux semaines et sont partis pour le front de Kisangani où ils se sont battus. Après la prise de la ville, ils sont repartis via Kampala. »

En Allemagne, Otenga était proche de François Olenga. Ensemble, ils ont organisé la première réunion sur l'AFDL à Rattingen. Ils voulaient partir ensemble à Goma,

mais finalement François est parti seul. Il y a été arrêté quelques jours et interrogé par Mwenze Kongolo. A ce moment-là, Kisase vient juste d'être assassiné.

Otenga: *« J'ai téléphoné à François depuis Kampala. Il m'a demandé: "Est-ce que tu as déjà vu Kisase ?" Je lui ai dit: "Il est mort". Il m'a répondu: "Mais non, il est à l'hôpital". Je lui ai dit: "Mais tu sais bien qu'il est mort!" Sur quoi il m'a dit: "Tu va encore faire la propagande que c'est Kabila qui l'a tué?" Je ne comprenais pas ce qui se passait. Il y a eu beaucoup d'intoxication de la part des Rwandais pour semer la zizanie parmi les Congolais. Mayele, le secrétaire-général du MNC-L (Onawelho) a été en Ouganda pendant un mois, il a eu des entretiens avec la Sécurité sur la mort de Kisase. A son retour, il a dit partout, entre autres à la BBC, que l'AFDL a fait un complot contre Kisase. En Belgique, beaucoup de nationalistes disaient depuis longtemps que Mayele travaillait pour la Sécurité belge. En tout cas, la Sécurité ougandaise nous avait déclaré qu'à un certain moment, en route pour Bunia, le chef du convoi, un officier rwandais, a arrêté sa voiture. On dit qu'il s'agissait de Nziza. Il est venu vers la voiture de Kisase pour abattre ce dernier. Nous savons aussi qu'ils l'ont tué parce que Kisase a dit que les Rwandais volaient trop au Congo et qu'ils devaient retourner chez eux. Nous ne voyons pas du tout comment Kabila aurait eu intérêt à cet assassinat, puisque nous étions seulement au début d'une lutte qui promettait d'être longue. Quant aux Ougandais, ils ont insisté sur la réconciliation avec Kabila qui venait parfois discuter avec Museveni à Ngulu. Mais l'intoxication de Mayele, ça tombait sur notre tête, la mienne et celle d'Onawelho. »*

En septembre 1997, le mobutiste Kin-Kiey Mulumba publia « sa » version de l'assassinat de Kisase Ngandu. Le passage-clé se lit ainsi: *« Le sanguinaire Kabila décide d'éliminer l'initiateur de la libération du Congo, le lumumbiste Kisase. Kabila organise son coup avec la complicité des Banyamulenge »*. Sortant de la bouche d'un personnage aussi mal famé, ces propos ne peuvent inspirer que la méfiance. Mais non. Un professeur de l'Université Catholique de Louvain qui rapporte ces sottises, affirme ne pouvoir *« ni infirmer ni confirmer »* ces dires. *« Le différend était dans l'ordre des choses. La personnalité des deux "chefs" renvoie à la problématique de l'allochtonie et de l'autochtonie. (...) Le "lumumbiste" Kisase Ngandu est le représentant d'une tradition autochtone de rébellion; Kabila est "l'étranger" qui s'est associé avec d'autres étrangers pour conquérir le Zaïre. »*[1] *« En 1996, les "commandants" sont les héritiers des anciennes rébellions des années 60 – Masasu, Kisase Ngandu: ils sont cependant vite évincés par un "vieux" marxiste que l'histoire avait oublié en chemin: Kabila. »*[2]

C'est ainsi que de nos jours, la fabulation est hissée au niveau de la science universitaire... S'il y a un héritier de la révolution des années soixante, c'est bien Kabila qui a été le vice-Président du CNL. Le jeune Kisase a quitté le Congo en 1966, alors que Kabila y a maintenu un maquis jusqu'au début des années quatre-vingt. Ensuite, à partir de la Tanzanie et de l'Ouganda, Kabila est constamment resté en contact avec les mouvements anti-mobutistes au pays. Comment Kisase, qui quitta le Congo en 1966 pour n'y revenir qu'avec l'AFDL en 1996, pouvait-il être un révolutionnaire plus « autochtone » que Kabila ?

Bien avant Kisase Ngandu, Kabila entretenait de bonnes relations avec Museveni. Ce dernier l'estimait à sa juste valeur pour sa longue expérience de la révolution congolaise. Les préparatifs de Kabila pour relancer la lutte révolutionnaire inquiétaient Mobutu. En 1993, ce dernier envoya son conseiller spécial, N'Gbanda, en Ouganda pour exprimer devant Museveni les angoisses du Zaïre à propos des activités de Kabila à Kampala. Il remit un dossier complet sur le passé de Kabila au Président ougandais. La réponse de Museveni mérite le détour... Il déclara que Kabila ne représentait plus aucun danger, qu'il ne s'occupait que du trafic d'or et de café. « Il vaut mieux le laisser faire cela que la politique ».[3] Cela arrangeait Kabila qu'on le traite de « trafiquant d'or » si cela lui permettait de mieux cacher ses activités révolutionnaires...

Kabila cherche à relancer la guerre de guérilla

En 1977-1978, Kabila et le PRP ont déjà recherché une alliance avec le FLNC, basé en Angola. Mais l'esprit réactionnaire d'officiers comme le général Mbumba rendait toute alliance solide impossible. C'est en 1984 que Kabila découvre une autre génération de révolutionnaires congolais en Angola. Voici le témoignage du général-major Faustin Munene.

« Le MPLA a fait 11 ans de maquis. Cela leur a permis de préparer des cadres. Au cours des années quatre-vingt, nous, les révolutionnaires congolais, étions dispersés. Nous avons dû élaborer des tactiques pour réaliser la libération en un minimum de temps. Nous ne pouvions rien faire via l'Angola, parce que tous les yeux étaient braqués sur ce pays. Nous avons trouvé un passage à travers le Rwanda.

Moi, j'ai été formé par mon oncle, Pierre Mulele. Quand Mulele est arrivé à Kinshasa, fin septembre 1968, j'allais le voir dans la parcelle de Bomboko où il était enfermé. Pierre me disait :

– Est-ce que tu acceptes les sacrifices ?

– Oui !

– Je sais que tu en es capable. Le chemin est plein d'épreuves. Je peux fuir, mais pour aller où ? Je vais faire tuer tout le monde. Si un de nous échappe à la mort, il doit suivre le chemin. Je suis inquiet pour mon petit Guillaume, essaie de l'entraîner.

Le lendemain, je suis allé au Collège et à mon retour, j'ai vu que tout le monde était arrêté. J'ai retrouvé en prison Henriette Malanda, Joseph Makindua, Théodore Kabamba, Zénon Mibamba, Okotongo, Nawezi et Monga... Moi, j'étais au cachot avec Zénon, Théo Bengila, Nawezi et Monga. Un jour à minuit, on a ouvert notre porte : "Où est Théo ?" Les militaires l'ont ligoté. Théo Bengila était très révolté. Je me suis levé. Les militaires voulaient s'en prendre à moi. "Ne touchez pas à mon fils", a dit Théo. On m'a dit de m'asseoir. Théo m'a regardé avec un regard que je n'oublierai jamais. Il était très fâché : "Vous nous arrêtez parce que nous sommes en position de faiblesse. Des chiens comme vous, est-ce que vous pouviez nous approcher ?"

Dans le premier cachot, avec Mulele, il y avait Jean Ngwalima. Plus tard, après l'assassinat de Pierre, un militaire viendra me dire: "Ngwalima veut te parler". Quand je l'ai vu, il m'a dit: "Tonton a dit que personne ne doit pleurer". Je suis resté neuf mois en prison, j'ai été tabassé par Itambo. Parfois, on faisait trois jours sans manger. Alors j'ai juré: "Si je sors vivant d'ici, je dois réaliser les vœux de Mulele".

Une nuit à 04h00, on m'a laissé partir. Je suis allé chez Germain Mwefu à Yolo. C'est lui qui a organisé mon départ en pirogue, un soir à 18h00, j'étais déguisé en "pêcheur"... Mulele m'avait dit: "Ne va pas chez Ngouabi, va à l'ambassade cubaine". J'y suis allé. Mais Yala Paul est venu de la part de Ngouabi dire: "Le Président veut vous voir". L'ambassade cubaine était d'accord et je suis allé en compagnie du ministre Ange Mpongi voir Ngouabi. Le Président m'a dit: "Nous avons reçu beaucoup de pression... Ne va pas à Cuba, là-bas c'est comme l'Afrique. Va en France". J'ai refusé et je me suis rendu en Albanie. J'ai reçu un passeport diplomatique de Sassou. J'ai fait l'Académie militaire à Tirana.

Ensuite, en France, j'ai été mis en prison. Libéré, je suis passé en Angola. Là, Gizenga m'a fait mettre en prison pendant quatre années! J'ai été dans une prison souterraine.

Après la mort de Pierre Mulele, je ne voyais que Laurent-Désiré Kabila qui continuait son combat. C'est pourquoi je l'ai cherché. C'est le SWAPO qui m'a payé un ticket d'avion et je me suis rendu au Kenya, puis à Dar Es Salaam où j'ai trouvé Laurent-Désiré Kabila en 1984. Kabila est venu en Landroover et nous avons pleuré tous les deux. Il m'a parlé de Gabriel Yumbu, le vice-président du PRP qui était venu à Dar Es Salaam et qui s'apprêtait à rentrer à Gamboma, au Congo Brazzaville. Des personnes sont venues dans le train où se trouvait déjà Yumbu et lui ont dit: "Le Président vous attend". Yumbu a cru que Kabila l'appelait. C'étaient des agents de Mobutu qui l'ont fait descendre et qui l'ont kidnappé. Par petit porteur, Yumbu a été livré à Mobutu pour être assassiné...

En 1985-1986, avec d'autres Congolais, j'ai aidé Museveni à chasser le régime d'Obote. Je suis d'ailleurs revenu muni d'un passeport ougandais. Au début, l'histoire de la révolution au Rwanda et au Congo était la même. Nous avons lutté ensemble en Ouganda dans la National Resistance Army, et plus tard nos hommes ont été entraînés au Rwanda. Le Rwanda était, au début des années 1990, un corridor pour nous. A cette époque, nous avons connu Freddy Rwygema, Kagame et Mudandi. A un certain moment, Mzee envoyait même de l'argent à Kagame. Mudandi, je l'avais rencontré en Albanie. Avec d'autres Rwandais nationalistes et anti-impérialistes, Mudandi avait lutté en 1964 aux côtés des mulelistes congolais dans le maquis de l'Est. Avec Mudandi, nous avons fait un plan pour ouvrir deux fronts, l'un au Rwanda et l'autre au Congo. Nous avons volé des armes et nous avons commencé des opérations à Ruwenzori. Nous croyions que Museveni et Kagame étaient de vrais camarades qui partageaient le même objectif. Comment ont-ils changé de position? Ou faut-il croire qu'ils avaient leur plan caché dès le début? De toute

façon, à un moment Kagame a été recruté par les Services américains. C'est lui aussi qui a fait assassiner le grand révolutionnaire rwandais Mudandi. C'était de la haute trahison!

Puis à Luanda, en 1987-1988, nous avons préparé la guerre de libération. Mzee, moi-même, Marandura Antoine, Mikango, le colonel Joseph Kabila et Mwati, nous avons créé le Conseil National de Résistance. Mzee était le coordinateur et Mpoyo était en rivalité avec lui. Nous avons nommé Mpoyo Président honoraire. Mzee se méfiait: "Un commerçant? Et il est Président?" J'ai dit à Mzee que c'était nécessaire afin de trouver des moyens financiers pour mener notre lutte.

Moi, je m'occupais du Front de l'Ouest et Mzee du Front de l'Est. Mzee devait prendre Lubumbashi et moi Kinshasa. J'avais une brigade pour le faire. Mais des Tanzaniens ont trahi Mzee et notre base a été démantelée et nos armes confisquées. Les hommes de Kabila ont été complètement désarmés et isolés.

A ce moment, nous avons aussi connu des cadres qui détournaient les fonds qui nous étaient destinés. Ainsi, Emile Ilunga a détourné 2.000.000 de dollars qui nous avaient été donnés par Cools, alias "Douglas", un homme qui a sacrifié toute sa fortune pour notre lutte! Puis les Angolais disaient: "Vous n'avez pas de moyens? Mais nous donnons des marchés à Mpoyo. Il ne vous aide pas?"

Nous avons commencé à opérer depuis 1988. Le général Mukalay en est témoin.

Avec mes troupes, j'ai libéré Bukavu le 31 octobre 1996. Moi et Masasu, nous avons libéré Uvira et plus tard Beni où j'ai fait le premier meeting. Ce n'étaient pas des Rwandais. C'est surtout l'Angola qui s'est sacrifié pour notre lutte de libération. L'Angola nous donnait des uniformes... et des armes que les Rwandais n'avaient encore jamais eu l'occasion de voir! Les Rwandais venaient même nous demander des bottes. Eux étaient très forts dans le vol de vaches et de voitures... Quand nous avancions, ce n'étaient pas des Rwandais qui dirigeaient, c'étaient Joseph Kabila et moi. Lorsque nous avons pris Kikwit, j'ai déclaré que nous prendrions Kinshasa en deux semaines. Nous avons dit à Mzee de ne plus partir pour des négociations avec Mobutu, que c'était un complot pour l'abattre.

Kabila a été un grand stratège et tacticien. Kabila a su convaincre tout le monde de se joindre à notre lutte. Même les Etats-Unis sympathisaient, parce qu'ils voyaient que nous étions les vrais dirigeants du peuple. Dans mon état-major il n'y avait pas de Rwandais, seulement des Tigres. Mzee voulait utiliser tout le monde qui était disposé à lutter contre l'ennemi principal. Il disait: "Il faut utiliser les Rwandais, ce n'est pas le moment d'entrer en conflit avec eux." Il faut savoir aussi que nous avions beaucoup de Tanzaniens comme instructeurs!»[4]

L'extrémisme hutu pénètre le Congo, avec le soutien de Mobutu

Le 20 octobre 1993, le Président burundais Ndadaye est assassiné. Plus de 100.000 Hutu burundais, accompagnés par des Bafulero et Babembe vivant au Burundi,

prennent la fuite vers le Sud-Kivu. Une milice appelée «Power» voit le jour, regroupant des extrémistes hutu burundais et des Zaïrois. Ils accusent les Tutsi congolais d'avoir participé au complot contre Ndadaye et commencent à les persécuter. Des politiciens zaïrois «consolident» leur base en reprenant les discours violents anti-Tutsi des extrémistes hutu. Devant une assemblée de 30.000 Chrétiens à Kasenga, le commissaire de zone d'Uvira traite les Banyamulenge de serpents envahisseurs, d'espions de Kigali et appelle les présents à se débarrasser des «serpents venimeux».

En juillet 1994, arrive la grande vague de génocidaires et d'extrémistes hutu rwandais, «sauvés» par l'armée française lors de l'Opération Turquoise.[5] Au Nord-Kivu, les Interahamwe se sont liés à une partie des Hutu congolais pour agresser les Tutsi. De novembre 1995 à mars 1996, ces Rwandais introduisent les méthodes du génocide au Congo: des enfants écrasés, des hommes et des femmes massacrés à la machette...[6] Plusieurs dizaines de milliers de Tutsi doivent fuir vers le Rwanda. Au cours de l'année 1996, un front de miliciens hunde et tutsi résiste à la terreur et aux exactions des Interahamwe et des ex-FAZ. Ils rejoindront plus tard l'AFDL.

Le 28 avril 1995, le HCR-PT, s'appuyant sur le Rapport de la Commission Vangu Mambweni, adopte une série de résolutions qui traitent tous les rwandophones de «réfugiés» et les accusent d'avoir illégalement obtenu la nationalité zaïroise. Une résolution ordonne à tous les réfugiés rwandais de quitter le territoire zaïrois avant le 31 décembre 1995. Shweka Mutabazi, le Commissaire de Zone, écrit une lettre au Chef de poste du SNIP à Uvira: «*Au plus tard le 31 décembre 1995, les Banyamulenge seront chassés du territoire*».[7] Dugu wa Mulenge, le seul membre Banyamulenge de l'Assemblée provinciale, et 350 finalistes des humanités sont expulsés vers le Rwanda. Une quarantaine de Tutsi congolais signent en juillet 1995 une lettre adressée à Mobutu, disant entre autres: *«Que le HCR-PT prenne sur lui la terrible responsabilité de déclarer étrangères des populations zaïroises, conscientes et fières de l'être, et contraigne le gouvernement à les expulser, voilà un cas de figure inédit de par le monde. Ce n'est rien de moins qu'une incitation à la violence et à la guerre civile».*[8]

Un autre texte du HCR-PT permet d'annuler les contrats de propriété de terre des rwandophones. Dans certaines zones, les autorités ordonnent de faire «l'inventaire des parcelles et terrains appartenant aux ressortissants rwandais». Des Banyamulenge sont frappés par l'expropriation de leurs parcelles, par l'interdiction de construire ou d'acquérir des immeubles.

Après la victoire du Front Patriotique Rwandais, au Sud-Kivu, les Banyamulenge sont accusés d'avoir aidé *«leurs frères tutsi à prendre le pouvoir au Rwanda et à chasser les Hutu»*. Des ex-FAR et des Interahamwe s'associent aux milices zaïroises Power et Grassabi pour attaquer les Tutsi congolais.[9]

Les statistiques du HCR font état de 8.000 Tutsi zaïrois qui ont franchi la frontière zaïroise pour se réfugier au Rwanda entre mars et mai 1996, puis 3.200 encore en juin. En comptant les réfugiés tutsi d'avant mars, on arrive à un total de 17.233 fin juin 1996.[10]

Le 6 mai 1996, *Le Potentiel* écrit que *« le Parlement de Transition n'est pas loin d'autoriser la guerre contre le Rwanda »*. A ce moment, Vangu Mambweni revient de Paris où il a rencontré le chef des Services secrets français en Afrique, Jacques Foccart. Prenant la défense des intérêts de l'impérialisme français, il déclare : *« le Parlement est prêt à donner son accord pour une déclaration de guerre au Rwanda »*, pays qui cherche *«à asseoir l'hégémonie anglo-américaine dans la région des Grands Lacs au détriment de la francophonie »*.[11]

Début septembre 1996, les Banyamulenge se plaignent de l'interdiction par le gouvernement de leurs organisations sociales comme MILIMA. Ils protestent contre les pillages, les arrestations et les assassinats. Colette Braeckman écrit le 13 septembre : *« Une nouvelle épuration ethnique, comparable à celle qui a vidé le Nord-Kivu de tous ses ressortissants appartenant à l'ethnie tutsi, est-elle en cours au Sud-Kivu ? L'armée zaïroise interdit désormais l'accès aux montagnes surplombant la ville d'Uvira : une vaste opération militaire y serait en cours. (...) Les militaires zaïrois opéreraient en compagnie de 200 anciens miliciens rwandais et s'en prendraient aux Banyamulenge. »*[12]

Toujours début septembre 1996, les autorités zaïroises confirment une nouvelle fois que les Banyamulenge doivent quitter le Zaïre. Immédiatement, des milices commencent à traquer et à massacrer des Banyamulenge.

Le 9 septembre 1996, Jean-de-Dieu, qui vit dans la zone d'Uvira, est arrêté avec 36 autres Banyamulenge par une milice. Amenés au village Bugera, près de Kamanyola, ils sont enfermés pendant six jours dans un hangar sans nourriture. Le 15 septembre, les miliciens leur ligotent les bras et les pieds et les mettent dans la benne d'un camion. Arrivé à la rivière Ruzizi, celui-ci déverse sa cargaison dans l'eau comme s'il s'agissait de sacs de sables. Jean-de-Dieu parvient à dénouer les cordes de ses pieds. Sorti de l'eau, un villageois l'aide à détacher ses bras. Il est le seul survivant parmi les 37 prisonniers.

Durant la même période, Nyantore, une femme de la zone de Fizi, est arrêtée avec 46 autres femmes par des Interahamwe. Elles doivent regarder comment leurs maris sont noyés dans le Lac Tanganyika. Les femmes sont enfermées ensuite dans une maison où elles sont attaquées par des Interahamwe qui tirent dans le tas. Il n'y a que trois survivantes sur les 47 femmes.[13]

Au cours du mois de septembre, plus de 200 Banyamulenge sont tués lors d'attaques de miliciens dans les localités Mizinga et Kajoka.[14] Le 8 octobre, le vice-gouverneur du Sud-Kivu, Lwabanji Lwasi, annonce la création d'un *« couloir humanitaire »* par lequel tous les Tutsi devront quitter le Zaïre. Ceux qui refusent seront considérés comme des rebelles. Dans une semaine commencera *« le nettoyage des plateaux »*.[15]

C'est ainsi que les Français ont transformé le Kivu en base pour la «reconquête» du Rwanda sur leurs ennemis anglo-saxons et Tutsi. Pour y parvenir, ils ont dû «réhabiliter» Mobutu et son régime. Et Mobutu a joué à fond la carte ethnique anti-Tutsi pour plaire à l'impérialisme français et pour se créer une base populaire au Kivu en manipulant les ressentiments contre les Tutsi.

Un Front armé contre le mobutisme

En janvier-octobre 1996, la situation à l'Est du Zaïre devient explosive. Trois forces se sont unies pour en finir avec le régime mobutiste.

Dans ce front, nous retrouvons d'abord les nationalistes congolais Kabila et Kisase Ngandu, qui luttent depuis 1964 contre Mobutu. Ils estiment qu'une situation historique unique se présente pour développer la lutte populaire contre la dictature. En effet, les bandes d'Interahamwe et d'ex-FAR agissent comme une armée d'occupation au Kivu. Aux côtés des militaires de Mobutu, elles terrorisent non seulement les Tutsi, mais aussi d'autres populations congolaises.

Le nouveau régime rwandais participe également au front. Pour lui, mettre fin aux camps de « réfugiés » situés à ses frontières, ces centres de recrutement et d'entraînement de forces génocidaires, est une question de survie. Les ethnicistes et génocidaires hutu rwandais se préparent effectivement à relancer les tueries au Rwanda. Ils peuvent réussir à ébranler le régime du FPR grâce au soutien de Mobutu et de la France.

La troisième force est constituée par les Tutsi congolais du Kivu. Ils sont parmi les premiers Congolais à se dresser pour la libération de la tyrannie mobutiste. Toutes les populations du Zaïre ont souffert de l'oppression et de la terreur mobutiste. Mais à partir de 1990, la discrimination politique, puis la répression militaire, ont été particulièrement graves contre les Tutsi congolais vivant au Kivu.

On estime que plusieurs centaines de Tutsi congolais se sont engagés, à partir de 1991, dans les rangs du Front Patriotique Rwandais pour combattre le régime ethniciste de Habyarimana. D'autres ont été formés militairement au Rwanda après l'arrivée au pouvoir du FPR, en juillet 1994. Au total, trois à quatre mille Tutsi congolais du Nord et du Sud-Kivu auraient ainsi reçu une formation militaire solide.

Au mois d'octobre 1996, ils retournent au Congo pour défendre leurs familles contre l'armée de Mobutu. Les Congolais s'étonnent: *« Ces gens ont l'habitude de se battre, c'est une troupe bien entraînée et méthodique, contrastant avec l'armée zaïroise, non payée, sous-équipée et peu formée, plus habituée à piller qu'à combattre »*.[16] Le 28 octobre, l'embryon de l'armée de libération de Kabila et Kisase chasse les FAZ d'Uvira. Il n'y a pratiquement pas eu de combat, mais le pillage a été organisé de façon «professionnelle» par les FAZ: à l'hôpital, à part les lits, tout a été emporté. Il n'y a plus ni matériel médical ni médicaments. Il n'y a plus aucun médecin non plus, les infirmiers doivent tout faire, y compris les opérations...[17] Le 30 octobre, après trois jours de combats, Bukavu est libérée. Le 3 décembre, les FAZ fuient la ville de Goma.

L'AFDL s'implante à Bukavu

Début novembre, Kabila tient son premier meeting à Bukavu et il demande aux jeunes de s'engager dans l'armée de libération pour aller jusqu'à Gbadolite et Kinshasa. Cinq cent volontaires se présentent immédiatement.[18] Bientôt, à Goma et Bukavu, Kabila comptera 4.000 «kadogo». Au Nord – Kivu, à Beni et Butembo,

Kabila réunit en secret les chefs coutumiers afin qu'ils soutiennent le recrutement pour la guerre contre Mobutu.[19]

Frank Sonck, Martine Raeymaeckers, Sabine de Mont et Julie Blondeel, quatre camarades que j'ai envoyés en novembre 1997 à Bukavu pour y rencontrer Kabila, ont fait un long rapport dont je reprends ici quelques passages significatifs.

« Nous avons rencontré à Bukavu le camarade Kasongo, 36 ans, qui travaille comme ingénieur en électronique à la station de télévision locale. Voici ce qu'il nous a dit : "Début octobre, le Parti de Mobutu avait encore organisé une Marche de la colère contre les Banyamulenge. Mais beaucoup d'entre nous ont refusé d'y participer. Dès la mi-octobre, l'armée zaïroise a remarqué la présence de rebelles à Uvira et elle a acheminé des renforts de Kinshasa. Vers le 25 octobre, ces troupes ont été complètement anéanties à Uvira. Dans la débâcle, les soldats ont reculé vers Bukavu. Il y a eu des batailles pendant trois jours. Alors les FAZ n'avaient plus rien à manger. Ils ont abandonné la ville après l'avoir pillée. Personne n'osait s'aventurer dans la ville avec sa voiture, de crainte que les militaires s'en emparent."

Kasongo est originaire du Kasaï. Jusqu'en 1993, il a travaillé à la Gécamines au Katanga. Il a dû fuir cette région lorsque l'UFERI a commencé à inciter la population à s'attaquer aux personnes originaires du Kasaï. Kasongo sait donc d'expérience ce que signifie la discrimination, voire la haine ethnique. Il en témoigne : "Le lundi 28 octobre au matin, j'ai vu quatre cadavres dans la ville. Quatre Tutsi égorgés. C'étaient des gens avec qui nous vivions depuis des années et avec qui nous buvions régulièrement un verre. Des véhicules militaires ont transporté des groupes de personnes vers le camp de la garde civile, où ils ont été assassinés. Je me suis dit alors : maintenant nous allons avoir chez nous les mêmes problèmes qu'au Rwanda. La tuerie avait été ordonnée par le gouvernement transitoire à Kinshasa. Le mardi matin, on ne voyait plus personne en ville, à part les militaires. Près de la cathédrale, j'ai vu encore deux femmes tutsi assassinées. A côté d'une femme, un bébé en pleurs... Je suis rentré à la maison. De 14 heures jusqu'au soir, nous avons entendu des coups de feu. On nous a raconté que l'ancienne armée rwandaise du régime génocidaire tentait de pénétrer au Rwanda à partir des camps de réfugiés et que l'armée zaïroise la couvrait par ses tirs. Le mercredi matin, j'ai vu fuir trois soldats d'élite. Nous n'y comprenions rien. Nous ne savions pas encore que la ville de Bukavu était déjà aux mains de l'Alliance."

Kasongo nous a encore dit à propos des Banyamulenge : "Il est faux de prétendre que les rebelles viennent de l'étranger. Depuis ma naissance, j'ai connu des Banyamulenge dans ma région. Depuis des années, j'ai des amis banyamulenge au Katanga et au Kasaï."

Le samedi 2 novembre, trois jours après la libération de Bukavu, l'Alliance a organisé un meeting. Benjamin, étudiant de 22 ans, y a assisté : "Au début, beaucoup de gens craignaient qu'on les rassemble pour les tuer. Mais les rebelles leur disaient : Nous sommes venus vous libérer d'un ennemi commun. Rentrez chez vous en toute

tranquillité." Un autre témoin nous raconte que suite à ce premier meeting, près de 1.800 jeunes se sont présentés pour rejoindre les rangs de l'armée de libération.

Pendant notre visite à Uvira, nous avons vu des cadres de l'Alliance organiser des assemblées populaires improvisées sur les marchés et dans les rues. Ils parlaient de la situation au front. Les discussions étaient animées. Les gens posaient leurs questions et exprimaient leurs griefs. L'Alliance a vite acquis une grande popularité, surtout parmi les jeunes. Nous avons vu chaque jour des camions remplis de nouvelles recrues. La zone libérée s'est étendue avec une rapidité spectaculaire au cours du mois de novembre. Les combats ont été très limités. La population en avait ras-le-bol du régime de Mobutu et elle a accueilli avec joie ceux qu'elle appela les libérateurs. Plutôt que des groupes de rebelles partant à l'assaut de la forteresse mobutiste, nous avons vu l'effondrement d'un régime.»

Kabila et Kisase initient la révolution populaire

Dès les premiers jours de l'Alliance, Kabila et Kisase parlent avec assurance de la lutte armée nécessaire pour renverser le régime en place, et ils s'expriment au nom de toute la génération de combattants qui s'est engagée dans la révolution depuis 1964.

A l'époque, les mobutistes et leurs protecteurs français avaient l'habitude de présenter Kabila comme une marionnette aux mains des Rwandais et des Américains. Or, dès le déclenchement de l'insurrection, il est clair que Kabila et Kisase ont leur propre agenda, indépendamment des objectifs que leurs alliés rwandais et ougandais poursuivent et sans égards aux calculs des Américains.

Dès les premières semaines, toutes les déclarations de Kabila et de Kisase sont basées sur le bilan de la dictature néocoloniale instaurée depuis le 14 septembre 1960 et placée depuis lors sous la protection des Etats-Unis: seule la lutte armée pourra renverser ce régime, l'échec fracassant de la Conférence Nationale, noyée dans l'opportunisme, l'a encore prouvé. L'idée fondamentale que seul le peuple en armes pourra renverser la dictature néocoloniale est clairement énoncée. Le 7 novembre 1996, Kabila déclare: *«J'appelle le peuple à prendre les armes contre la dictature. L'unique garantie de sécurité, c'est de rejoindre l'armée du peuple».*[20] Le même jour, Kisase Ngandu lance un message identique: *«Notre but est de renverser le régime en place à Kinshasa. Il ne s'agit pas d'une question de personne – le Président Mobutu – mais d'une volonté de changement. Nous irons jusqu'à Kinshasa, s'il le faut. Après six ans de multipartisme "à la Mobutu" qui n'ont abouti à rien, nous avons opté pour la lutte armée».*[21]

Kabila et Kisase Ngandu se situent dans une tradition révolutionnaire initiée par Lumumba en 1959-1960 et développée en profondeur par Mulele. Kisase déclare: *«En 1965, nous luttions pour la démocratie bafouée par ce même type, Mobutu, que nous combattons aujourd'hui.»* Affirmant que la rébellion du Kivu est la continuation de celle menée au milieu des années soixante par les *«mulelistes»*, Kisase Ngandu conclut: *«Laurent-Désiré Kabila et moi, nous avons le même passé».*[22]

Kabila et Kisase se placent sur le terrain du nationalisme congolais qui unit toutes les ethnies de la nation. Les Banyamulenge se sont révoltés en tant que Congolais ayant particulièrement souffert de la dictature mobutiste. Kisase: *« On a présenté ce conflit comme celui opposant les Banyamulenge et les Zaïrois. Il ne s'agit pas de Banyamulenge. On parle d'eux parce qu'ils se sont révoltés au Sud-Kivu. Mais il s'agit d'un problème zaïrois, pas d'une question ethnique. Nous sommes issus de plusieurs ethnies. Et notre objectif commun est de renverser le régime de Kinshasa. »*[23] Kabila tient exactement le même discours: *« On ne doit pas minimiser l'apport des Banyamulenge, mais ils ne sont qu'une minorité. Ce sont des Zaïrois de toutes les régions qui nous ont rejoints. Nous recevons actuellement des lettres de ralliement de tous les côtés du Zaïre et même de la diaspora. »*[24]

Ayant bien analysé les rapports de forces, Kabila prévoit déjà en novembre 1997 que tout le pays bougera: *« Dans moins d'un an, nous serons à Kinshasa. Nous ne sommes pas seulement au Kivu. Vous allez assister à des soulèvements dans d'autres régions du Zaïre. »*[25]

L'ouverture de Kabila vers l'Opposition à Kinshasa

Le samedi 23 novembre, Frank Sonck, Martine Raeymaeckers, Sabine De Mont et Julie Blondeel ont un entretien avec le camarade Kabila. Ils lui demandent ses réactions après la visite de Tshisekedi à Mobutu, à Cap-Martin, dans le sud de la France.

Kabila s'exprime clairement sur l'opposition parlementaire à Mobutu, il se montre à la fois ferme sur l'essentiel et ouvert à la collaboration avec tous ceux qui luttent effectivement contre le pouvoir mobutiste. A Kinshasa régne la politique des intrigues pour les postes, marquée par d'innombrables renversements d'alliances. A l'Est, Kabila énonce une politique révolutionnaire de mobilisation de la masse et il invite tous les véritables opposants à faire front. Il se tiendra avec constance à cette position formulée dès les premières semaines de la révolution.

Voici ce que Kabila dit à mes camarades: *« Les mouvements de l'opposition actuellement actifs au Zaïre sont un mélange d'anciens et de nouveaux mobutistes. C'est une classe politique qui maintient le pays sous son pouvoir depuis trente ans. En 1990, elle s'est scindée en deux fractions. Tshisekedi a été ministre de Mobutu durant vingt ans. Il ne s'est pas séparé de lui pour des raisons idéologiques, mais parce qu'il ne voulait plus être l'instrument de la dictature personnelle de Mobutu. La Conférence Nationale a suscité beaucoup d'espoir au sein de la population. Nous n'avons jamais voulu y participer, considérant dès le début qu'elle était manipulée par Mobutu. Les conclusions de cette conférence ont été falsifiées et ses résolutions formelles n'ont jamais été appliquées. La résistance de Tshisekedi est celle d'un démocrate. Mais il appartient à la même classe politique qui s'entre-déchire pour le pouvoir. Les mobutistes tendent un piège à Tshisekedi, espérant qu'il accepte de travailler pour eux. En ce qui nous concerne, nous avons le devoir d'engager le dialogue pour éviter que le sang coule inutilement. Un dialogue avec Tshisekedi, mais pas avec le parti de Mobutu. Il est pos-*

sible de parvenir à un consensus entre les différents partis de l'opposition en vue de l'organisation de véritables élections démocratiques. Un gouvernement de transition doit être mis sur pied afin de préparer de telles élections. C'est le travail d'une année. Nous voulons participer à ce gouvernement avec les partis de l'opposition. Mais nous ne sommes pas intéressés par un gouvernement d'Union nationale désigné par Mobutu et comprenant des représentants de Mobutu. En ce moment, notre première tâche est de mener la guerre de libération. Nous voulons mobiliser un maximum de personnes pour qu'elles prennent leur propre région en main et rejettent la dictature. Cette première phase doit donc aboutir à la formation d'un gouvernement de transition auquel l'Alliance participera et qui organisera les élections. La deuxième phase consistera en la reconstruction: le travail en vue d'un véritable redressement du pays. Dans cette perspective, il faut que notre population ait à nouveau confiance en elle-même pour combattre la misère. C'est notre objectif à plus long terme.»

La tactique pour renverser la dictature mobutiste est ainsi exposée avec clarté dès le début de la lutte de libération. Les forces fondamentales qui balayeront la dictature sont celles qui mènent la lutte armée populaire. Les véritables opposants au mobutisme sont invités à se joindre à l'Alliance, à renverser le régime et à jeter ainsi les fondements du Congo nouveau. Kisase dit dès le 6 novembre: *«Si l'UDPS veut discuter, nous sommes prêts».*[26] A Goma, au même moment, Rubens Mikindo, responsable de l'UDPS Nord-Kivu, déclare vouloir *«s'asseoir à la même table que les rebelles».*

Mais Tshisekedi recherchera lui... le rapprochement avec Mobutu, le «monstre humain» qu'il prétendait combattre. En conséquence, le 22 novembre, Kabila précise sa tactique: *«L'Alliance que nous avons formée est le symbole de la lutte du peuple contre l'oppression mobutiste. Le futur gouvernement devra donc rassembler les partis de l'opposition et l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération. A mes yeux, un gouvernement légitime doit exclure la mouvance présidentielle qui a conduit le pays à la ruine. Mobutu veut se servir de Tshisekedi et de son prestige, pour tenter de récupérer la situation à son profit. Tshisekedi va être utilisé. Un gouvernement dépendant de Mobutu ne m'intéresse pas. C'est le temps du changement.»*[27]

Kabila suivra cette ligne jusqu'à la prise du pouvoir à Kinshasa. Ainsi, fin mars 1997, toute la capitale parle de l'imminent accord «historique» entre Mobutu et Tshisekedi. Kabila annonce alors sereinement: *«Le futur gouvernement de transition ne comprendra que des membres de l'Alliance et des opposants qui n'ont jamais rallié Mobutu. Ceux qui se sont assis avec le diable, le sont devenus aussi.»*[28] Et lorsque début avril, Tshisekedi accepte d'être le dernier Premier ministre de Mobutu, Raphaël Ghenda s'exclame: *«Aujourd'hui pour l'Alliance, Mobutu ou Tshisekedi, c'est la même chose».*[29]

Une dynamique révolutionnaire interne soulève tout le peuple

Contre le mobutisme, un adversaire toujours puissant et cruel, Kabila et Kisase sont d'avis qu'une alliance avec le Rwanda et l'Ouganda, qui veulent eux aussi en

découdre avec ce régime, est une nécessité historique. Pour ne pas trop dépendre de ces deux alliés, ils approchent aussi le Zimbabwe et l'Angola.

Faibles au départ comparés aux forces ougandaises et rwandaises, les nationalistes congolais savent que leurs forces se développeront très vite, dès que le peuple se dressera autour de l'armée de l'Alliance des Forces Démocratique pour la Libération. Et c'est ce qui se produit effectivement. Après cinq mois de lutte, Kabila s'est déjà constitué une force militaire et surtout populaire indépendante qui échappe complètement aux Rwandais, aux Ougandais et aux Américains. La prise de Kisangani marque le tournant. Kabila arrive le 21 mars. Une foule de plus de 20.000 personnes l'accueille à l'aéroport.[31] A ce moment, Colette Braeckman écrit fort à propos: *«Allant peut-être au-delà des conseils ou des directives de ses amis politiques, Kabila a poursuivi sa route. Son mouvement a trouvé sa propre dynamique, car il répond à l'attente profonde de la population désireuse de voir la fin du mobutisme.»*[30] Colette met ainsi en avant le facteur déterminant: la population congolaise, qui veut à tout prix voir la fin du mobutisme, facteur que le «génie» Kagame a complètement négligé. Quelques mois après l'entrée de Kabila à Kinshasa, Kagame claironne dans le *Washington Post* que c'est son armée qui arracha la victoire. Le militariste Kagame n'a jamais compris le rôle décisif de la mobilisation populaire dans la victoire de l'AFDL.

Même dans un journal tshisekediste comme *La Référence Plus*, on pourra lire: *«La guerre actuelle a injustement été appelée guerre de l'Est. Elle est une guerre de toute la nation contre la classe politique»*.[32] C'est bien cela: une guerre du peuple contre les politiciens du néocolonialisme qui ont peuplé la Transition...

Lorsque les «kadogo» de Kabila s'approchent d'une ville à libérer, les forces armées mobutistes s'abandonnent une dernière fois à leurs activités préférées: pillages et tueries de civils... Comme pour convaincre les derniers récalcitrants que le salut est uniquement dans la lutte de libération armée.

Ainsi, à Kenge, avant leur (bref...) accrochage avec les troupes de l'AFDL, les militaires mobutistes et l'UNITA massacrent plusieurs dizaines de civils.[33]

Début mai, des hommes du SARM (renseignements militaires) terrorisent la population de Mbandaka qui, à l'approche de la nuit, s'enferme dans ses maisons. Avant leur fuite, les FAZ tirent une dernière fois d'interminables rafales pour effrayer les habitants. *La Référence Plus* décrit parfaitement la situation: *«C'est dans cette ambiance qu'ont été accueillis à Mbandaka les rebelles de Kabila, dont l'arrivée, tant souhaitée par la population, a été un soulagement. L'on n'a enregistré aucune victime parmi les populations. Par ailleurs, l'opinion reste assez indifférente aux nouvelles diffusées par les autorités françaises faisant état de massacres de réfugiés rwandais à Mbandaka. "Peut-on savoir ce que la France a fait depuis l'Opération Turquoise pour aider au retour des réfugiés dans leur pays?" demande-t-on, à Mbandaka.»*[34]

Lors d'un séjour à Kikwit, j'ai noté le témoignage de Kileba Isidore sur la libération d'Idiofa. *«Chez nous, toute la population attendait l'arrivée de l'AFDL. Des soldats en fuite à partir de l'Est sont passés par Idiofa. La population en a encerclé*

quatre. Ils avaient quatre chargeurs de 25 balles. Ils tiraient et la population comptait les coups. Quand elle sut qu'ils n'avaient plus de munitions, la population s'est avancée sur eux avec des pierres. Les quatre soldats ont été lapidés. Presque mourants, ils ont été amenés à l'hôpital par un médecin. Les gens ont dit: "Vous pouvez les amener, ils vont mourir de toute façon..." Et effectivement, ils sont morts à l'hôpital. Lorsque les hommes de l'AFDL sont arrivés chez nous, les gens ont fait un vote populaire. Ce n'était pas organisé, préparé, c'est dans la liberté d'expression totale que les gens ont tranché. Il y avait trois mots gravés dans les mémoires: voleurs, corrompus, impérialistes. Aucun mobutiste n'a été élu à la territoriale. Les territoriaux élus pouvaient compter sur la bonne volonté de la population.»[35]

A Kikwit, en octobre 1999, j'ai encore pu voir dans le centre-ville les traces de cadavres brûlés sur l'asphalte. Quinze jours avant l'entrée de l'AFDL, des jeunes y ont maîtrisé deux soldats mobutistes et les ont brûlés vifs, un pneu autour du cou...

Les multiples contradictions du parcours du combattant

L'épopée de la marche de libération de l'AFDL ne sera sans doute jamais écrite: les acteurs principaux de la lutte armée poursuivaient des objectifs trop divergents; les Congolais qui ralliaient l'Alliance en marche avaient des idées et des ambitions trop diverses; l'effondrement presque spontané de l'armée mobutiste, tombant devant l'histoire comme un fruit trop mûr, et le soulèvement tout aussi spontané des masses populaires étaient provoqués par d'innombrables contradictions; les masses en marche vers leur libération, éclatées en mille fractions à cause de la désorganisation du pays, du tribalisme, de la lutte pour la survie, ne disposaient pas d'un parti politique révolutionnaire capable de faire une synthèse de ce gigantesque bouleversement qui secouait toute l'Afrique Centrale...

Nous nous contenterons de relater l'histoire exemplaire d'un jeune kadogo, parce que l'épopée de l'AFDL a été réalisée par des milliers de jeunes Congolais comme lui, héros inconnus mus par des motivations contradictoires...

Notre kadogo est un Mutembo né en 1977 au Bunyakiri, village Bulambika. Il entre le 17 mai 1997 à Kinshasa avec un groupe de 62 jeunes soldats venus de sa région natale. Fils aîné d'une famille de 21 enfants – son père avait trois épouses – il arrête ses études en quatrième pédagogique à l'Institut de Bunyakiri. Il est lumumbiste et devient Maï Maï en 1993-1994 pour combattre les soldats de Mobutu et les Interahamwe. A l'époque, des groupes d'autodéfense sont formés dans la région par le commandant Victor Enabongo, qui sera tué plus tard par la DSP. Ils veulent poursuivre la lutte contre les militaires mobutistes et contre les milices hutu rwandaises jusqu'à la libération totale du Zaïre.

Notre jeune héros raconte: *«Nous avions notre mouvement politique, Parti Martyr Lumumba, bien que nous ne connaissions même pas Lumumba. (...) En septembre 1996, nous continuions à contrôler Bunyakiri en direction de Bukavu et la Kiroche en direction de Goma. Une information circulait à propos d'une attaque de Goma et de*

Bukavu par des étrangers. C'est ainsi que nous nous sommes mis à combattre la milice de Mzee Kabila sans savoir qui nous combattions. Nos frères vivant à Goma et Bukavu sont venus nous dire : ceux que vous combattez maintenant, sont des soldats de Kabila, qui est un libérateur lumumbiste comme vous. » Ainsi, les Maï Maï du Bunyakiri se rallient à l'AFDL. Leur nouveau chef, Kotora Ndalema, les amène pour une formation à Kidote, près de Lubirizi. Ils rencontrent Kabila avant de partir. Plus tard, ils participèrent à l'assaut de Kisangani sous le commandement du major Karampenge. Dans la Province Orientale, notre kadogo dit avoir rencontré des *« Simba Mulele Maï qui ont rallié les Forces de Libération de Mzee Kabila, ce qui a facilité la prise de Kisangani».* Ensuite, son groupe est particulièrement bien accueilli par les civils de Mbuji-Mayi et de Kikwit. Il participe également au combat de Kenge. *« Nous avons presque réussi à capturer vivant Kongolo Mobutu. Nous avons compté sur le champ de bataille 70 corps de soldats de Savimbi et de la DSP.* » Après son arrivée à Kinshasa, notre jeune révolutionnaire a failli être tué par ses propres camarades. *« Des petits combattants que j'avais convaincus dans mon village pour intégrer les rangs de l'Alliance, ont à deux reprises tenté de me tuer. Ils estimaient que je les avais trompés en disant que Mzee Kabila penserait à eux plus tard. Ils avaient appris la mort de leur chef, le major Karampenge, tué au Camp Kokolo parce qu'il avait réclamé ce que la hiérarchie lui avait promis à l'époque du maquis. Je souhaite que les autorités procèdent à la promotion de tous les amis qui ont combattu pour la libération pour qu'ils ne soient plus commandés par ceux que nous avons vaincus, les ex-FAZ.* »[36]

Le front panafricain contre le mobutisme

Le Congo est le cœur de l'Afrique. En 1960, Lumumba incarnait l'espoir de toute l'Afrique. Puis en 1964-1965, la révolution muleliste menaça la domination impérialiste sur toute l'étendue du continent. Et le 24 novembre 1965, le coup d'Etat de Mobutu plongea toute l'Afrique dans la nuit néocoloniale.

Au cours des années 1994-1996 s'est établi un nouveau rapport de forces en Afrique Centrale. Le nouveau Rwanda voulait se défaire de la menace des forces génocidaires qui cherchaient la revanche. L'Angola entrevoyait la possibilité de mettre fin à vingt années de terreur de l'UNITA, nourri par Mobutu. Kabila et d'autres patriotes congolais estimaient que le peuple de Lumumba, dégoûté par une transition démagogique qui accentuait la dictature et le gâchis, était enfin prêt à les suivre sur la voie de la révolution populaire...

Le Rwanda menacé dans son existence

En 1995-1996, l'Armée Patriotique Rwandaise a de bonnes raisons de se préparer à une intervention militaire au Zaïre pour y démanteler les camps contrôlés par les génocidaires.

En effet, les ethno-fascistes hutu accélèrent leurs préparatifs pour retourner au Rwanda et y « achever le travail ». Au mois d'août 1996, des informations circulent à propos d'une offensive d'envergure que les Interahamwe et ex-FAR préparent contre le Rwanda. Des documents découverts après le démantèlement du camp Mugunga, en novembre 1996, confirmeront que des plans d'attaque étaient préparés.[37]

Une amie belge qui habite Gitarama nous informa fin 1995 que les Interahamwe opèrent à nouveau en bandes qui comptent jusqu'à 1.500 hommes et cela même jusqu'au centre du pays. Les génocidaires ont infiltré la ville de Gitarama qui, pendant la nuit, est en fait sous leur contrôle.

Rakya Oumar a démontré à travers des témoignages émouvants qu'en 1995-1996, à partir des camps, des équipes de tueurs s'infiltraient au Rwanda pour y assassiner sélectivement les Tutsi rescapés du génocide.

La concentration de plus d'un million de réfugiés encadrés par les forces du génocide constituait une bombe qui devait, tôt ou tard, éclater. Les ex-FAR et les Interahamwe jouissaient du soutien de l'armée mobutiste et des Services français.

En novembre 1996, une Commission d'Enquête de l'ONU affirme que *« le Zaïre a joué un rôle central dans l'entraînement et l'acheminement d'armes aux miliciens hutu rwandais »*.[38] Chaque jour, plus d'un million de dollars d'aide « humanitaire apolitique » en provenance d'ONG parvenait dans les camps. Une partie était détournée par les génocidaires pour relancer la guerre. Le nombre des réfugiés a d'ailleurs été gonflé pour accroître cette « aide ». Presque sous les yeux des organisations humanitaires, les ex-Interahamwe et de nouvelles recrues poursuivaient dans les camps leur entraînement...[39] Après le démantèlement des camps, un compte-rendu d'une réunion rédigé le 27 janvier 1995 par un officier hutu rwandais sera retrouvé : *« Travail en discrétion, surtout dans l'élimination éventuelle des agents FPR. Collaboration avec les autorités zaïroises et les ONG. Après six mois d'exil, le peuple et son armée sont décidés à rentrer au pays. Le Zaïre nous permet des mouvements sur son territoire. Il ferme les yeux »*.[40]

On sait que les génocidaires hutu, les mobutistes et leur patron commun, l'impérialisme français, ont dénoncé dès octobre 1996 la « guerre d'agression des Tutsi rwandais contre le Zaïre ». Or, le Rwanda du Front Patriotique était effectivement menacé, dans son existence même, par les génocidaires hutu soutenus par l'armée de Mobutu. Nous pouvons affirmer que le Rwanda défendait en 1996-1997 une juste cause en intervenant au Zaïre pour y démanteler les camps et pour permettre aux masses hutu, prises en otages, de rentrer chez elles. L'armée rwandaise devait en même temps porter des coups aux Forces Armées Zaïroises, le principal soutien des génocidaires.

Les dangers de la réorganisation des génocidaires

Les camps démantelés, l'armée rwandaise devait poursuivre les bandes et les groupes de Hutu rwandais qui fuyaient vers l'intérieur du Zaïre. Il s'agissait du

noyau dur des génocidaires qui ne voulait à aucun prix se laisser désarmer, qui comptait regrouper et réorganiser un maximum de civils hutu pour relancer les tueries ethniques au Rwanda.

Colette Braeckman écrit alors: *« Il y a eu des débats violents entre ceux qui voulaient rentrer au pays et ceux qui voulaient, entourés de civils, s'enfuir à l'intérieur du Zaïre. Des discussions se sont terminées par l'exécution des récalcitrants à coups de machettes ou par balles. Il y a eu aussi la liquidation de suspects. C'est ainsi que des femmes tutsi qui avaient accompagné leur mari au Zaïre ou qui avaient été amenées de force par les miliciens, ont fini par être abattues ».*[41]

Une femme hutu du camp Kibumba raconte comment les Interahamwe ont tiré sur les habitants du camp pour les contraindre à s'enfuir avec eux: *« Des ex-FAR et des miliciens montaient sur la montagne et ils ont tiré sur nous. Puis des miliciens criaient: "Regarde, les Inkotanyi (les soldats tutsi) arrivent". Nous avons été trop manipulés. Notre cœur était vraiment traumatisé. Alors les gens les ont crus et disaient: "Oui, ce sont eux". Puis ils disaient que ceux qui restaient seraient tués par les Inkotanyi. »* Une autre femme hutu témoigne: *« Ils nous prennent pour des vaches qu'ils peuvent pousser où ils veulent et comment ils veulent ».* Le 20 janvier 1997, un organisme de l'ONU annonce qu'un important groupe de réfugiés s'est présenté à Kingulube, à 170 km à l'Est de Shabunda. Ils ont été pris en otage par un groupe de 1.500 Interahamwe et ex-FAR qui avaient décidé de marcher vers l'Ouest du Zaïre.[42]

La stratégie des génocidaires était effectivement de contraindre les masses des camps à les suivre, pour disposer d'un réservoir humain et y puiser de nouveaux Interahamwe. Fin janvier 1997, une mission de Médecins du Monde a été frappée par le degré d'organisation des camps de réfugiés, reconstruits dans la région de Kisangani. *« Les rescapés sont immédiatement rassemblés selon leurs communes d'origine et ont établi des listes, relevant entre autres la profession de chacun. Les anciens responsables ont repris leurs fonctions. »*[43]

Kabila et son alliance avec le Rwanda

En 1996, Kabila avait correctement analysé les différentes forces en présence en Afrique Centrale. Il comprit que le Rwanda avait un intérêt vital à démanteler les camps, briser le noyau des génocidaires hutu et porter des coups à l'armée mobutiste, alliée aux milices hutu. Il y avait donc une base objective pour une politique de front uni entre les nationalistes congolais et le Rwanda. Avec courage, Kabila réaffirmera cette position en août 1998, au moment où la situation en Afrique Centrale a complètement changé, au moment où le Rwanda n'est plus menacé dans son existence, au moment où ce pays formule un tout autre programme. Ce nouveau programme comprenait le renversement du régime nationaliste de Kabila, l'établissement du contrôle des Etats-Unis sur la R.D.C. et l'acquisition par le Rwanda d'intérêts politiques et économiques au Congo.

Sur la situation prévalant au début de la guerre de libération de l'AFDL, Kabila dit aux premiers jours de l'agression, le 6 août 1998 : *« Le régime dictatorial de la IIe République avait su forger des amitiés avec les voisins, ce qui ne facilitait pas les tentatives des révolutionnaires congolais visant à changer le cours des choses de l'intérieur, ne pouvant obtenir l'aide extérieure pour conduire leurs actions. Le fait que la situation politique ait changé au Rwanda aura été un facteur déterminant, car les forces révolutionnaires intérieures pouvaient dès lors avoir accès aux différentes sources d'approvisionnement. L'alliance entre le Rwanda et les révolutionnaires congolais est née d'une convergence d'intérêts. Il y eut, d'une part, l'impératif pour le régime politique rwandais de survivre aux menaces d'extinction exercées par les forces de destruction massées au Congo, et d'autre part, pour les révolutionnaires congolais, la nécessité de trouver les moyens d'acquérir l'armement et le matériel qui permettraient de combattre la dictature. Avec le concours des forces organisées du Rwanda, l'AFDL a pu réaliser la formation et ensuite l'encadrement des recrues congolaises sur le champ de bataille, à la satisfaction des deux parties. Il n'a jamais été question d'autres accords en dehors de ceux-là. J'étais le seul responsable de la révolution congolaise et Kagame était le seul pour le compte de son gouvernement à avoir mené l'étude stratégique ayant conduit à cette alliance. Qui d'autre était là, en dehors de Kagame et Kabila ? Les autres devaient exécuter. »*[44]

L'Angola contre l'alliance Savimbi-Mobutu

Les mobutistes et tshisekedistes se plaisent à répéter : *« Si la guerre déclenchée le 2 août 1998 est une guerre d'agression, alors l'intervention de l'armée rwandaise en octobre 1996 le fut aussi. C'est Kabila qui a amené en 1996 les Rwandais ».*

Si au temps de l'AFDL, Kabila a « amené » les Rwandais, il a aussi « amené » les Angolais. Et l'armée de dos Santos sera le principal allié militaire du Congo nationaliste contre l'agression rwandaise d'août 1998.

Le tournant de la guerre pour l'AFDL

L'Angola est contactée par les hommes de Kabila et par le Rwanda et l'Ouganda dès les premiers préparatifs de la guerre. Préoccupé essentiellement par la menace de l'UNITA, dos Santos ne s'engage pas au début, tant que les rapports de force et les véritables objectifs ne sont pas clairs.

Selon N'Gbanda, fin 1996 déjà, Mobutu ordonne aux généraux Baramoto, Nzimbi, Eluki et Mavua de contacter Savimbi pour que les troupes de l'UNITA viennent au secours du Zaïre. Plus tard, à Baïlundo, Savimbi raconte à N'Gbanda qu'il a mobilisé 10.000 éléments d'élite de son armée, mais que Baramoto et Nzimbi n'ont pas tenu leurs engagements : les experts zaïrois ne se sont pas présentés et l'encadrement zaïrois des troupes de l'UNITA n'a donc pas été réalisé.[45]

Mais dès que l'engagement de Savimbi aux côtés de Mobutu est connu, dos Santos décide d'intervenir. L'Angola prend la décision d'entrer dans la guerre fin décembre 1996. C'est alors que le général Vieira Diaz Kopelipa se rend à Kigali, en compagnie du général Mulanda, chef de l'état-major des «gendarmes». Début janvier 1997, les Congolais «ex-gendarmes» vivant en Angola sont rappelés sous le drapeau et reçoivent des armes. Du 11 au 13 février, un pont aérien transporte 2 à 3.000 Tigres et des armes à Kigali et Kampala.[46] Les Tigres continuent ensuite par route vers Goma et Bukavu. Fin février 1997, plus de deux mille «Katangais» sont en place à Bukavu où ils sont logés au camp Saio.

Entre le 28 octobre et le 3 novembre 1996, Uvira, Bukavu et Goma sont libérées. Ce n'est qu'à la fin du mois, le 27, que Butembo tombe aux mains de l'AFDL. Le 1er décembre, c'est Beni. Bunia est prise le 25 décembre. Rien n'indique à ce moment-là que le Rwanda et l'Ouganda ont planifié une opération d'envergure destinée dès le début à renverser Mobutu. Museveni prône très tôt une «solution négociée» au conflit. Plus tard, il dira qu'il était opposé à l'implication directe et massive de l'armée rwandaise: *«Dans un scénario qui combine "vainqueurs artificiels" et "exclusion politique", la scène est préparée pour des problèmes politiques futurs.»*[47] Museveni semble plus proche des Américains qui comptent «utiliser» Kabila dans le seul but de précipiter le départ de Mobutu... tout en sauvant les mobutistes et les tshisekedistes.

Ce n'est que début février que la guerre de libération prend une autre tournure et conduit en trois mois et demi à la liquidation du régime mobutiste sur l'ensemble du territoire national. Ce tournant s'effectue avec l'entrée en jeu des forces congolaises présentes en Angola, encadrées par des officiers du MPLA et par l'engagement sur les champs de bataille des jeunes kadogo qui ont reçu une formation élémentaire entre novembre 1996 et février 1997.

Ainsi Kalemie est libérée le 2 février 1997, Isiro le 11 et Kindu le 28. Puis, après une marche folle, les troupes de l'AFDL arrivent à Kisangani d'où les mobutistes et mercenaires sont chassés le 15 mars. Le «verrou» de Kisangani ayant sauté, les autres villes tombent presque sans combats: Mbuji-Mayi le 6 avril, Lubumbashi le 9 et Kikwit le 29. Kinshasa est libérée le 17 mai 1997.

Le rôle déterminant de l'Angola dans la victoire finale

La chute du régime mobutiste est un coup très dur pour les génocidaires rwandais, mais également pour les troupes de l'UNITA opérant en Angola. C'est du côté de Kamina, sous Mobutu, que les bases arrières de Savimbi entraînaient quelques 10.000 de ses soldats.[48] Ce sont les Américains qui ont installé ces camps.[49] Savimbi, lâché par ses anciens patrons de la CIA, passe du côté des Services français. Il se porte alors garant de l'empire néocolonial français en Afrique, menacé par les Etats-Unis... Peu après la libération de Kisangani, *Le Figaro* écrit: *«Savimbi plaide pour l'intervention d'une force africaine placée sous l'autorité de la*

France: "Si le Zaïre se disloque, c'est l'influence de la France en Afrique Centrale qui s'effritera au profit des Etats-Unis. La République Centrafricaine, le Congo Brazzaville et le Gabon, pris en étau dans une zone d'influence américano-britannique, ne résisteront pas longtemps". »[50] A Paris le 28 février, Hervé de Charrette, profitant de la présence de Kofi Annan, tente une dernière fois de relancer l'idée d'une force multinationale dans l'Est du Zaïre.[51] A partir de la chute de Kisangani, Paris doit subir, impuissante, les événements qui se déroulent au Congo...

L'état-major angolais avait obtenu des preuves que des dizaines d'avions faisaient des allers-retours entre Kinshasa et les bases de l'UNITA au Congo. Nzimbi, Baramoto et Likulia étaient les organisateurs de ces opérations. Finalement, dos Santos a été convaincu que la sécurité de l'Angola passait par l'élimination complète du régime mobutiste.[52]

A ce moment, les Américains veulent à tout prix éviter une victoire totale de l'armée de libération de Kabila. Le jeudi 1er mai, l'ambassadeur américain Richardson est à Luanda pour dissuader l'Angola d'ouvrir un Front Ouest au Zaïre. Mais l'Angola a déjà engagé des blindés et de l'artillerie lourde à partir de Cabinda. Selon le *New York Times*, *« L'Angola veut voir Mobutu privé de tout compromis, humilié et il pousse Kabila à refuser tout compromis. »*[53]

Si, sur le plan militaire, l'aide du Rwanda a été décisive pendant les trois premiers mois de la lutte de libération, c'est l'intervention de l'Angola à partir de février 1997 qui a décidé de l'élimination complète du mobutisme. Ceux qui mènent de l'agitation sur le thème «C'est Kabila qui a amené les Rwandais», ont des intentions cachées. Ils n'ont en fait jamais digéré l'élimination de Mobutu et du système mobutiste.

Après avoir liquidé le danger émanant des camps contrôlés par les génocidaires et avoir aidé Kabila à chasser la dictature mobutiste, Kagame concevra entre mai 1997 et août 1998 un tout autre programme: installer à Kinshasa un régime soumis aux Etats-Unis et favorable à Kigali. Mais comme le retour au pouvoir des mobutistes dans le sillage de l'armée rwandaise constitue aussi un danger pour sa propre survie, l'Angola de dos Santos décide alors d'intervenir à nouveau au secours du Congo agressé.

A Kikwit, Kibari N'Sanga, professeur et écrivain, m'a livré le 10 octobre 1999 son témoignage sur les Rwandais et les Angolais pendant la guerre menée par l'AFDL. *« Ici à Kikwit, nous avons eu l'armée rwandaise et l'armée angolaise. Cette dernière était venue essentiellement pour combattre l'UNITA qui avait des troupes dans la région. Les militaires angolais avaient très peu de rapports avec ceux du Rwanda. Il y avait parfois de vives tensions entre eux. Lorsqu'un avion angolais allait atterrir à l'aéroport, il arrivait que les Rwandais sortent des chars et des orgues de Staline vers l'aéroport. Nous craignions qu'ils s'affrontent. Les militaires rwandais nous disaient qu'ils étaient de l'AFDL. Les Angolais n'ont jamais dit cela. Lorsque les troupes angolaises sont rentrées chez elles, leur commandant m'a dit: "Vous aurez des problèmes avec les Rwandais". »*[54]

La leçon de dialectique

Nous avons souligné que la cause défendue par le Rwanda en aidant militairement la lutte de l'AFDL était fondamentalement juste. Mais le matérialisme dialectique cher au professeur Longandjo nous apprend qu'il faut observer tous les faits, définir la contradiction principale et les contradictions secondaires et suivre leur évolution. Une contradiction principale peut être résolue par la lutte et disparaître, laissant la place à une contradiction secondaire qui devient la principale. Et la nature du phénomène change en conséquence.

La contradiction principale qui a justifié la participation du Rwanda au combat commun avec l'AFDL, l'Angola, le Zimbabwe et l'Ouganda était la liquidation des camps contrôlés par les génocidaires et l'élimination du régime qui les protégeait.

Mais on pouvait dès le début observer certaines contradictions secondaires qui prendront finalement la première place après la victoire sur le mobutisme.

Manzi Bakuramutsa, ambassadeur rwandais en Belgique, dit ceci: *«Le Rwanda estime le nombre des gens retournés à environ un demi-million. C'est presque la totalité des réfugiés. Ce qui reste maintenant au Zaïre, ce sont les criminels»*.[55] Les criminels sont restés, c'est bien vrai. Mais traiter de la même façon les vrais génocidaires et le bouclier humain qu'ils ont utilisé, était une position inacceptable qui ouvrait la porte à des tueries gratuites. C'était fondamentalement une position ethniciste tutsi qui nie que, parmi les Hutu, il y avait aussi de parfaits innocents. Il n'y a aucun doute que l'armée rwandaise a commis des massacres gratuits et sans la moindre justification lors de la lutte de libération de l'AFDL.

Il y a aussi cette position rwandaise malheureuse, voire aventuriste qui pouvait être interprétée comme une volonté de changer les frontières entre le Congo et le Rwanda. *«Les puissances occidentales, signataires des Accords de Berlin, ont aussi à évaluer aujourd'hui les conséquences sociales, culturelles et politiques de leur fixation des frontières. Dans ce sens, le Rwanda en appelle à la concertation dans un Berlin II qui rectifie le tir»*.[56] Sur toutes les frontières africaines, on trouve des ethnies transfrontalières. La remise en question des frontières au nom d'une chimérique «pureté ethnique» plongera l'Afrique dans une série de tueries sans fin. Et cela au plus grand bénéfice des puissances extérieures qui dominent le continent.

Finalement, il y avait le constat que les troupes rwandaises, comme celles de l'Ouganda d'ailleurs, ont vite commencé à voler des voitures et du matériel électroménager, à démonter et évacuer des unités de production, à piller l'or et le diamant.

On ne devait pas se braquer sur ces contradictions secondaires, au risque de faillir à résoudre la contradiction principale, celle qui détermina l'ensemble de la situation en Afrique Centrale: le démantèlement des camps de génocidaires et la liquidation du régime mobutiste. Mais on devait en prendre bonne note et s'efforcer de les résoudre par des moyens politiques. Tout en se préparant à l'éventualité qu'elles pouvaient s'aggraver à l'avenir.

Intervention internationale «humanitaire»

Le régime ethniciste hutu de Habyarimana, depuis sa création en 1973 jusqu'à ce qu'il ne sombre dans la barbarie en avril-juillet 1994, a joui du soutien indéfectible de la France. Pendant la guerre du Front Patriotique Rwandais, d'octobre 1990 à juillet 1994, l'Elysée s'est inconditionnellement engagé à sauver le système en place, même lorsqu'il a dégénéré dans la violence fasciste la plus féroce.

Avec l'Opération Turquoise, la France est parvenue à sauver les cadres du régime ethniciste hutu. Ces cadres, elle les a cachés et «protégés» au Zaïre dans une masse de plus d'un million de réfugiés hutu. Pour préparer la revanche contre «l'ennemi tutsi», la France mit fin à son hostilité envers Mobutu, devenant ainsi l'ultime recours du régime zaïrois en plein naufrage.

En octobre 1996, l'action conjointe du Rwanda et des forces armées anti-mobutistes congolaises risquait de provoquer l'effondrement de toute la politique africaine de la France. Les réfugiés rwandais rentrés chez eux, la France serait incapable de reconquérir le Rwanda. Mobutu chassé par les forces de l'Alliance, la France perdait le contrôle du géant congolais, le plus grand pays francophone de l'Afrique.

Dès le début de la crise, des ministres français ont accusé les Etats-Unis *«de vouloir miner le rôle traditionnel de la France en Afrique»*.[57]

Mais le 1er novembre, Anthony Lake, conseiller de Clinton en matière de sécurité, Peter Tarnoff, vice-ministre américain des Affaires étrangères et le Président français Jacques Chirac, établissent les bases d'une approche commune face à la crise zaïroise.[58] En effet, la France, tenue pour complice du génocide rwandais, est consciente qu'elle ne peut pas intervenir unilatéralement, sans le soutien des Etats-Unis. *L'International Herald Tribune* écrit le 8 novembre: *«A présent,... la catastrophe ne cesse de s'aggraver. La collaboration des Américains, des Européens et, dans la mesure du possible, des Africains est essentielle. D'abord pour sauver des vies mais, ensuite, en vue de démêler l'imbroglio et d'imposer un règlement politique.»*[59] Ce «règlement politique» concerne bien sûr l'avenir du Zaïre où l'ère Mobutu est désormais révolue.

Vers le 23 octobre, les Etats-Unis sont les premiers à lancer l'idée d'une force panafricaine d'interposition humanitaire.[60] L'Afrique du Sud – la pièce maîtresse de la nouvelle politique africaine des Etats-Unis – a immédiatement exprimé son intention d'envoyer des troupes.[61]

Le 7 novembre, l'Union Européenne s'étant prononcée pour une intervention urgente au Kivu, la France et l'Espagne proposent d'y dépêcher 5.000 soldats.[62]

A ce moment, les Américains ont en tête une intervention militaire internationale pour créer des «corridors humanitaires» par lesquels les réfugiés rentreront au Rwanda. Il s'agissait de consolider le régime «ami» de Kigali et de priver la France d'un de ses «atouts stratégiques», la masse des extrémistes hutu acquise à sa cause.

La France, en revanche, exige une intervention qui permette aux réfugiés de rentrer chez eux... dans les camps ! Les troupes françaises qui débarqueront à Goma et

Bukavu auront un but précis: créer à l'Est *« une zone humanitaire sûre »* qui permette *« le retour des réfugiés dans les camps où existent déjà des infrastructures »*![63]

Le Front entre la France, le Zaïre de Mobutu et les Interahamwe

Dès les premiers jours des opérations de l'AFDL, un front uni se constitue entre les extrémistes hutu, l'impérialisme français et le régime mobutiste.

Le 29 octobre 1996, Mobutu fait venir Charles Pasqua à Lausanne pour lui demander de recruter des mercenaires qui *« défendront le Zaïre »*. Dix jours plus tard, c'est Dominique de Villepin, le secrétaire-général de l'Elysée, qui se rend chez Mobutu.[64] L'intervention militaire projetée par la France a des objectifs politiques et stratégiques précis. D'abord, maintenir les camps de réfugiés hutu rwandais à l'Est du Zaïre comme bases de déstabilisation du «régime tutsi» à Kigali. Ensuite, empêcher que le mouvement révolutionnaire dirigé par Kabila et Kisase ne prenne de l'ampleur et renverse le régime de Mobutu. Enfin, stabiliser le Zaïre autour de Mobutu et préparer un après-Mobutu «démocratique» sous le contrôle de la France.

Un diplomate français déclare que *« l'envoi d'une force armée internationale diminuerait le danger d'un chaos susceptible de provoquer une révolte politique au Zaïre, pays riche en minéraux stratégiques »*.[65] Un autre diplomate affirme à Paris *« qu'il est important, au moment où le Président Mobutu se remet d'un cancer, de protéger un régime qui est fragile et en voie de démocratisation»*.[66] Chirac compte clairement se servir d'un Mobutu déclinant pour consolider l'influence française sur le Zaïre. Il dit: *« Le Président Mobutu est l'homme le mieux à même de représenter son pays et de trouver une solution politique à l'ensemble du problème »*.[67]

Le Président français ne cache même pas que l'intervention militaire française servira surtout à liquider le mouvement révolutionnaire dirigé par Kabila: *« Je souhaite que des mesures permettent la sécurité dans la région de Goma et de Bukavu, par la tenue de ces deux aéroports et des axes routiers pour acheminer les secours aux réfugiés »*.[68] Les Français ont apparemment promis à Mobutu de lui «remettre» les deux aéroports qui peuvent servir de bases pour la reconquête des villes libérées du Kivu. En effet, Mobutu vient à peine de lancer un programme pour moderniser en un temps record les forces aériennes zaïroises...

Ainsi, les appels «patriotiques» à défendre le Zaïre contre une «agression tutsi» lancés conjointement par Mobutu et Chirac sont grotesques. Les véritables objectifs sont triples: d'abord garder la masse des extrémistes hutu à l'Est du Zaïre pour des opérations futures au Rwanda; ensuite, occuper Goma et Bukavu pour casser la révolution naissante de Kabila au nom de la création d'une zone «humanitaire»; et finalement sauver le régime chancelant de Mobutu.

L'emballage «humanitaire»

Le soutien français à la dictature mobutiste et aux génocidaires rwandais a, bien sûr, été présenté dans le plus bel emballage «humanitaire»... Le 5 novembre 1996, Bernard Kouchner, le spécialiste des fonds de commerce «humanitaires», écrit une lettre ouverte intitulée: *«Monsieur Mandela, peut-on les laisser mourir?»*. Sa thèse principale: *«Le droit d'ingérence, tellement décrié par les conservateurs, demeure l'unique manière de protéger les minorités en amont de leur mort»*.[69] L'histoire a rarement produit des «humanitaires» aussi cyniques et sans scrupules que ceux que nous subissons aujourd'hui. Ce «droit d'ingérence», la France de Kouchner l'a déjà appliqué lors de l'Opération Turquoise en juin-juillet 1994 pour «protéger une minorité» de plusieurs dizaines de milliers de génocidaires responsables de la mort d'un million de Rwandais...

De nos jours, dès qu'une puissance impérialiste prépare un nouveau crime, une nouvelle agression, elle se met à agiter fébrilement le drapeau «humanitaire»...

Mais pour que la machine de conditionnement des cerveaux fonctionne, il faut que toutes les puissances impérialistes visent le même objectif. Comme les Etats-Unis s'opposent aux plans guerriers des Français, les numéros «humanitaires» de ces derniers apparaissent très vite pour ce qu'ils sont en réalité: un écran de fumée pour masquer le soutien aux génocidaires rwandais et au mobutisme crépusculaire.

Le vendredi 15 novembre, le Conseil de Sécurité vote à l'unanimité la résolution 1080 autorisant le déploiement d'une force internationale à l'Est du Zaïre.

Mais un événement crucial vient juste de se produire. Dans la nuit du 14 novembre, l'armée rwandaise a attaqué les positions des Interahamwe au camp Mugunga avec de l'artillerie lourde. Mugunga compte à ce moment plus de 400.000 réfugiés: c'est là qu'ont afflué de nombreux réfugiés en fuite, après le démantèlement des autres camps. Le réfugié Innocent Tujishme raconte: *«Les grands réfugiés ont encore tenté d'amener avec eux les petits réfugiés. Mais nous sommes restés au camp. Et ils ont tiré. Nous ne voulions plus prendre la fuite une nouvelle fois.»* Et le camp s'est vidé. Spontanément. Les Interahamwe ont encore massacré quelques dizaines de réfugiés hutu, mais ils ne pouvaient plus arrêter le flot humain, le flot du retour.[70]

La manœuvre d'encerclement du camp a été exécutée à la perfection. Un seul corridor d'évacuation était laissé ouvert. Il conduisait vers le Rwanda. Il y a eu peu de morts dans ce camp gigantesque, l'armée rwandaise n'ayant pas attaqué le camp pour tuer, mais pour pousser les réfugiés au retour, dans leurs collines.

Le 17 novembre, William Perry, secrétaire à la Défense affirme déjà: *«Si les réfugiés continuent à quitter le Zaïre, le problème changera de nature». «Les Etats-Unis pourraient reconsidérer leur participation à la force multinationale.»*[71]

A ce moment, plus de 750.000 réfugiés sont déjà retournés au Rwanda. L'argument «humanitaire» semble échapper aux Français. Contrairement aux «prévisions» de l'Elysée, la grande majorité des réfugiés est retournée volontairement au Rwanda, dès que l'étau des forces génocidaires a été brisé.

Une affabulation française : 2 millions de morts

Cependant, la manipulation «humanitaire» continue de plus belle. Mais comme deux puissances impérialistes, grandes productrices de désinformation, s'affrontent, l'intoxication en provenance de Paris est contrecarrée par les renseignements un peu plus fondés de Washington. La bataille de chiffres concerne alors essentiellement les masses de réfugiés toujours présentes sur le territoire zaïrois et la quantité de ceux qui sont destinés à la mort.

Ainsi, au 21 novembre 1996, le nombre des réfugiés au Zaïre était estimé entre 800.000 et 900.000 par Médecins Sans Frontières et par la Belgique; à 700.000 par la France, à 500.000 par l'Allemagne et à un peu plus de 300.000 par le Canada...[72]

Les Américains sortent, eux, des chiffres différents de leur chapeau. Ils ont utilisé la dernière technologie d'espionnage par satellite et par avion pour donner chaque semaine des précisions sur le nombre des réfugiés et les endroits où ils se situent. En novembre 1996, des responsables de l'ambassade américaine à Kigali prétendent qu'il n'y a pas de preuves que des centaines de milliers de réfugiés sont portés «disparus». Les réfugiés restés au Zaïre se chiffrent *« en dizaines de milliers »*.[73]

Bien sûr, rien ne prouve que le chiffre que donnent les Américains corresponde à ce qu'ils ont constaté par leurs satellites. Mais la fourchette entre 900.000 et quelques dizaines de milliers reflète l'ampleur des manipulations possibles.

La France a besoin de masses immenses de réfugiés pour pouvoir dénombrer des centaines de milliers de morts... Le commissaire européen Emma Bonino, très proche de la France et de ses chers génocidaires hutu, évoque le 5 novembre déjà un *« second génocide que le gouvernement de Kigali commet dans les camps »*.[74] Le 10 novembre 1996 sur *France 2*, dans l'émission *Polémiques*, Michèle Cotta réplique furieusement à un invité qui souligne la «complexité» de la situation à l'Est du Zaïre: *« Il y a quand même un million de personnes qui sont en train de mourir ! »* Et de donner la parole à Bernard Debré, ancien ministre de la Coopération qui enchaîne: *« Il y a un problème d'urgence. Urgentissime ! Il y a un million et demi à deux millions de personnes qui vont mourir »*.[75] Cette dramatisation grotesque est utilisée pour soutenir les forces génocidaires hutu. L'intervention qu'elle veut provoquer devra «stabiliser» les forces fascistes hutu en déroute à l'Est du Zaïre.

Une marge d'erreur raisonnable pour le nombre réel de morts n'est donnée par des ONG zaïroises qu'en mars 1997: *« Chiffrer les victimes en centaines de milliers paraît totalement exagéré aux ONG zaïroises de la place : les plus pessimistes évaluent les morts à plus ou moins 20.000. L'évêque de Goma, Faustin Ngabu, affirme qu'on ne peut pas imputer tous les morts à l'Alliance en oubliant l'action dans les camps des ex-militaires et miliciens rwandais »*.[76]

Avec le retour massif des réfugiés au Rwanda, la France a perdu son argument principal. Elle tente en vain de forcer la main aux Américains en inventant un «génocide» sur des centaines de milliers de réfugiés restés au Zaïre. Les Etats-Unis ont

désormais l'initiative politique au Zaïre et comptent imposer à Kinshasa une nouvelle transition, sous leur contrôle.

Kabila et l'intervention internationale «humanitaire»

Interrogé à propos de l'intervention internationale, Kabila répond le 23 novembre 1996 à Frank Sonck: *«Le véritable but de cette intervention est la destruction de notre mouvement. Les raisons humanitaires ne sont qu'un prétexte. L'objectif est de conquérir le terrain que nous avons libéré pour le rendre au régime mobutiste. Il s'agit donc d'une intervention politique. On parle le plus souvent du problème des réfugiés. Mais ce problème, nous l'avons résolu. Et cela, sans l'intervention de milliers de soldats étrangers et sans tout cet argent qu'une telle intervention aurait nécessité. Les réfugiés libérés de l'emprise des milices Interahamwe sont rentrés chez eux, mais on n'est toujours pas satisfait. A présent, on invente des réfugiés fictifs. Partout où nos soldats se rendent, on fait tout à coup mention de réfugiés. Cela démontre qu'on veut nous empêcher de libérer notre pays. Nous avons dès lors fait comprendre aux partisans d'une force d'intervention multinationale que nous n'en voulons pas. Nous nous opposons fermement à une telle intervention.»*

Le 6 décembre 1996, à Ouagadougou, les Chefs d'Etat de France et d'Afrique publient encore une déclaration en faveur de l'envoi d'une force multinationale dans l'Est du Congo. Mais le 5 février 1997, Hassan II doit exprimer à son cher ami Mobutu son regret de ne pouvoir envoyer des troupes à son secours: les Etats-Unis lui ont signifié leur opposition catégorique à une telle initiative.[77]

Un Front entre la France et les mobutistes contre une «agression tutsi»

Face à l'avancée de la révolution populaire à l'Est, début novembre 1996, la réaction de Mobutu ne surprend pas: *«Il s'agit bel et bien d'une agression perpétrée par le Rwanda, avec la complicité des Banyamulenge qui ont joué le rôle d'une cinquième colonne».*[78]

Notons ce fait capital: dès les premiers jours de la lutte de libération, l'opposition dite «radicale» se rallie à Mobutu et à la France. C'est la preuve ultime que cette fameuse opposition n'a jamais voulu le renversement du régime.

Celui qui voulait réellement chasser Mobutu et la dictature néocoloniale au pouvoir depuis le coup d'Etat du 14 septembre 1960, devait résoudre deux questions décisives. La première: comment mobiliser le peuple pour un soulèvement révolutionnaire? Et la seconde: où trouver des alliés sur la scène africaine? Kabila et Kisase ont apporté des réponses concrètes à ces deux impératifs. Comme la plupart des «opposants» ne voulaient pas entendre parler de révolution populaire, ils ne pouvaient logiquement que rejoindre le dictateur dès lors que son régime était menacé dans ses bases.

Sauver la dictature sous prétexte de combattre l'agression «tutsi»

Le général Eluki tient, évidemment, le même langage ethno-raciste que son patron: *«Pourquoi laisser s'incruster les Tutsi au Zaïre, s'ils amènent la guerre contre le pays qui les a hébergés?»*[79] Tous les partisans du mobutisme et de la France se rallieront autour de l'étendard de la lutte contre «les Tutsi» et contre «l'expansionnisme rwandais».

Les Banyamulenge ont été réprimés sous le mobutisme comme tous les autres Congolais. Mais à partir de 1993, ils ont été particulièrement ciblés. Avec les hommes de Kisase Ngandu et de Laurent Kabila, certains d'entre eux ont eu le privilège de pouvoir s'entraîner militairement en Ouganda et au Rwanda. Il est normal qu'ils se battent en première ligne pour la libération de l'ensemble du Congo. Les Tutsi congolais ne sont pas plus des «agents de l'expansion rwandaise» que les ex-gendarmes katangais, basés en Angola depuis 35 années, ne travaillaient pour une quelconque «hégémonie» de l'Angola sur le Congo.

Le 3 novembre 1996, Omar Bongo, l'homme à tout faire de l'impérialisme français, intervient dans un journal parisien. Après concertation avec l'Elysée, il appelle le Zaïre à *«utiliser tous les moyens pour chasser les assaillants. (...) Les Tutsi contrôlent le pouvoir au Rwanda et au Burundi et donnent maintenant l'impression de vouloir créer un autre pays tutsi dans la province du Kivu. (...) Je suis heureux que les Occidentaux regrettent Mobutu».*[80]

En avril 1997 se constitue un «front anti-Tutsi» regroupant des extrémistes hutu burundais et certaines forces du Kivu, proches des thèses racistes hutu. Ensemble, ils mettent sur pied les *«Forces armées de résistance des pays des Grands Lacs»*. Joseph Karumba, Président du Frolina et Etienne Karatasi, Président d'une tendance du Palipehutu se rallient au *«Mouvement de résistance et de libération du Kivu»* présidé par Maurice Sabuni Asule et au *«Conseil de résistance et de libération du Kivu»* dirigé par Emmanuel Asema bin Amisi et Antoine Marandura. Ce «Conseil» est créé le 3 décembre 1997 à Misha. Il prône *«le refus total de toute forme de compromis avec les réfugiés tutsi»*, un *«rejet total de toute forme de compromis avec les Banyarwanda agresseurs»* et il s'oppose à *«une quelconque négociation avec l'ennemi, le Tutsi».*[81] Difficile de nier que le virus de l'ethno-fascisme hutu s'est emparé de certains Kivutiens... La fixation sur «l'ennemi tutsi» transforme ces hommes, dont certains ont pourtant un passé nationaliste, en instruments aveugles de la politique française et du pouvoir mobutiste.

Une armée de malfaiteurs, de parasites et de fuyards

Les Américains, les créateurs de l'armée de Mobutu, connaissent bien le monstre qu'ils ont engendré. Fin 1996, ils écrivent: *«Les FAZ ont une longue histoire comme malfaiteurs, comme parasites sur la société zaïroise, elles sont dans un état de désarroi et de paralysie et elles peuvent provoquer des troubles et la déstabilisation au*

Zaïre et dans la région. » Dans l'état désespéré où se trouve cette armée, sa réforme demandera *« des engagements extérieurs significatifs, la volonté politique et des moyens financiers et humains conséquents »*. Pour reconstruire une armée néocoloniale placée sous leur contrôle, les Etats-Unis estiment qu'il faudra débourser 150 à 200 millions de dollars sur cinq années.[82]

C'est reconnaître d'une certaine façon que le peuple congolais, encadré par l'AFDL, avait raison de se soulever en armes pour débarrasser le pays de ce fléau ! Et le comportement des généraux et des soldats des FAZ lors de la guerre contre l'AFDL a confirmé en tous points l'analyse des Services américains.

Ainsi, le colonel censé défendre Bukavu prit la fuite dès le premier coup de feu, à bord d'un 4x4 volé à la Croix Rouge et rempli de matériel audiovisuel.[83] Le soir de la chute de l'aéroport de Goma, le major Suka du SARM dit à N'Gbanda par téléphone : *« Patron, nous voulons nous battre. Si nos chefs ne veulent pas se battre parce qu'ils ont peur de mourir et de laisser leur fortune, qu'ils nous envoient des munitions et des renforts ! »*[84]

Le journal *Umoja*, pourtant hostile à Kabila, doit constater : *« Chaque approche des troupes insurgées s'accompagne d'actes d'ignominie sans pareille commis par... les FAZ. Est-ce dans cela qu'on peut trouver l'explication de l'accueil chaleureux réservé aux rebelles ? »*[85]

Si les soldats étaient l'ennemi du peuple, les généraux étaient l'ennemi des soldats. N'Gbanda nous apprend ceci : *« Sur le front, c'était la débandade et la désolation. Les militaires manquaient de tout : nourriture, habillement, transport, équipement et munitions. Des mois durant, ils n'ont pas été payés »*.[86] Si les soldats n'ont rien, c'est que les officiers supérieurs prennent tout.

Le 12 mars 1997, Kengo déclare que Kisangani, véritable place forte et Quartier-Général avancé de la « contre-offensive foudroyante », ne tombera pas. Trois jours plus tard, Kisangani est libérée et la *Référence Plus* écrit : *« Les soldats des FAZ n'ont aucune envie de mourir pour un groupe de profiteurs qui alignent multiples épouses, villas somptueuses, comptes en banque bien garnis et parcs automobiles dignes de bourgeois »*.[87]

Des généraux meneurs de guerres pour les postes et de combats pour l'argent

Aucun général mobutiste ne prend au sérieux la fable de la « guerre d'agression tutsi ». Se rendant compte de la haine de tout le peuple pour le système en place, ils savent la fin proche et utilisent n'importe quel prétexte pour s'emparer de fonds avant de prendre la fuite.

Ainsi, les généraux présentent à Kengo une liste des états de besoins se chiffrant à près de 100 millions de dollars ![88] Kengo s'exclame : *« Ils ne pensent qu'à voler »*. Il ne peut mieux le dire, il connait ses amis... Les généraux ripostent par des envolées pseudo-nationalistes : ils accusent Kengo de *« manœuvres de sabotage pour*

discréditer les forces armées»! Et le pauvre Kengo, qui a toutes les raisons de craindre le soulèvement populaire déclenché par Kabila et Kisase, se voit accusé d'être un agent des «agresseurs tutsi». Les généraux qui vident toutes les caisses de l'Etat, s'écrient: *«Kengo prépare un coup d'Etat pour négocier avec ses frères rwandais le partage du pays»*.[89] La tête vide, les généraux n'ont que l'ethnicisme anti-Tutsi comme argument. Kengo occupant le poste de Premier ministre et étant le préféré des Américains, sait ne rien pouvoir attendre de Kabila et n'avoir rien à gagner en faisant un coup d'Etat qui faciliterait la tâche au révolutionnaire congolais.

Kengo comprend parfaitement que toute la rhétorique «patriotique» des généraux ne vise qu'à trouver de nouveaux prétextes pour voler. Il sait que les effectifs administratifs des FAZ présentés par l'état-major général sont doublés par rapport aux effectifs réels.[90] Il sait que les livraisons d'essence aux militaires ne trouvent que rarement leur chemin vers les unités concernées. Elles sont en fait détournées pour usage personnel ou pour être vendues sur le marché informel.[91]

La fameuse «agression rwandaise» n'est dans la bouche des généraux qu'une mauvaise plaisanterie: aucun général ne se rend au front, tous refusent d'encadrer les hommes de troupes, mais tous réclament des fonds «pour la défense» qu'ils détournent dès réception...[92] Et N'Gbanda de conclure: *«Une telle atmosphère dans l'armée favorisait la désertion et la trahison.»*[93]

Parfaitement au courant du comportement de ses «frères», Mobutu pose un acte symbolique le 19 décembre: il démet Baramoto et nomme Mahele chef d'état-major général. Mais il laisse Nzimbi à la tête de la DSP.

Et Mahele comprend que rien ne changera. Il se rend compte que Mobutu et ses généraux appartiennent d'ores et déjà au passé et il préfère se rallier secrètement aux Américains et aux Français, avec la conviction que l'avenir du Zaïre est entre leurs mains...

En février 1997, Max-Olivier Cahen, filleul de Mobutu, introduit Gaëtan Kakudji et le colonel belge Willy Mallants, deux émissaires de Kabila, à la cellule africaine de l'Elysée et aux réseaux secrets de Charles Pasqua... Le fils Cahen dira plus tard: *«Les agents de Pasqua ont dit à Kakudji que, pour eux, Mobutu était désormais hors course et que l'Alliance devait négocier la fin de la guerre avec Mahele, patron des forces gouvernementales, prêt à s'entendre avec les rebelles»*. Au mois de mars, Max-Olivier informera par fax la fille préférée de Mobutu, Ngawali M'Bahia, de la trahison du général Mahele.[94]

Au sein de l'armée zaïroise, comme dans toutes les autres institutions néocoloniales, on a vu se déchaîner jusqu'à la fin du régime, d'innombrables combats féroces pour les meilleurs postes. C'est depuis 1960 une caractéristique essentielle de l'émergence difficile des différentes fractions de la bourgeoisie bureaucratique. N'Gbanda, lui-même homme des Services secrets et ancien ministre de la Défense, sait de quoi il parle: *«La gangrène qui a rongé l'armée zaïroise ... réside dans la guerre d'influence, de positionnement et d'enrichissement que se sont menés jusqu'au bout les officiers généraux des*

FAZ».[95] *« Cette guerre des généraux engendra au sein des FAZ le phénomène néfaste du clanisme, du tribalisme, du régionalisme et du clientélisme. »*[96]

Des mercenaires étrangers pour combattre «l'agression rwandaise»...

Pour la bataille décisive de Kisangani, les généraux de Mobutu, en coopération avec les Services secrets français, engagent au prix fort des mercenaires serbes, français et belges. C'est la firme française Geolink qui sert d'intermédiaire pour ces recrutements, ainsi que pour l'achat, toujours en France, de matériel de guerre. Fernand Wibaux, conseiller à l'Elysée, est en permanence tenu au courant de ces «efforts». *Libération* écrit: *«Il a non seulement été le destinataire d'une "note" de Geolink, mais il a aussi rencontré à trois reprises le "colonel" Tavernier, le commandant des mercenaires européens. »*[97]

Geolink travaille officiellement au Zaïre dans le domaine des communications satellitaires. Des journalistes qui arrivent en novembre 1996 au Quartier-Général de l'AFDL à Goma, s'étonnent de voir les dirigeants manipulant des téléphones satellitaires encodés. On leur dit que «des sympathisants de la cause» travaillant chez Geolink, les avaient mis à leur disposition. Or, Philippe Perrette, qui dirige le bureau de Geolink au Zaïre, travaille pour les renseignements français. Les Services français suivent donc toutes les conversations «sûres» qui passent par les appareils Geolink...[98] Les Services de Foccart donneront d'ailleurs le feu vert à cette société pour engager... 100 mercenaires serbes pour la «contre-offensive foudroyante» de Mobutu...

Deux cents quatre-vingt mercenaires belges, français, serbes, ukrainiens, croates, russes, polonais et italiens participent à la fameuse contre-offensive. Le chef mercenaire belge Christian Tavernier, proche du très catholique Léo Tindemans, ancien Premier ministre, offre 1.500 dollars par mois pour un soldat, 3.500 pour un colonel. A l'époque, un soldat zaïrois touche 1,5 dollar... une somme infime qui reste même souvent dans les poches des officiers...[99]

Ces mercenaires payés pour combattre «l'agression tutsi», se mettent à terroriser la population de Kisangani, tuant gratuitement des civils. Un jour, le commandant des Serbes, appelé Yugo, a rassemblé des villageois au kilomètre 30. Il leur dit qu'il allait leur «tirer» une belle photo. Pour le plaisir, il a tiré dans le tas et laissé douze cadavres sur place.

Et lorsque les troupes de l'AFDL avançaient sur Kisangani, les mercenaires se sont sauvés en hélicoptères...[100]

Mobutu présente la mobilisation populaire et la lutte armée révolutionnaire de Kabila comme «une agression étrangère», lui qui pour défendre son Zaïre «agressé», engage toute une légion étrangère de mercenaires... Ces derniers affichent les mêmes idées politiques que les autorités françaises qui les ont recrutés. Christian Tavernier, leur meilleur représentant, avait déjà servi comme mercenaire contre la révolution congolaise de 1964-1965 dirigée par Mulele, Kabila, Mitudidi et Olen-

ga. Tavernier ose déclarer que le Zaïre faisait face à une agression tutsi et que Kabila n'est que le garçon de course de Kagame. Il est intéressant d'entendre ce langage «patriotique» dans la bouche d'un mercenaire franco-belge... Tavernier déclare en janvier 1997: *«Il y a ici un certain nombre de soldats blancs, 280 environ. Des spécialistes des situations difficiles, de la contre-guérilla et parmi eux des Serbes et des Croates ... C'est peut-être le Koweït qui intervient dans notre financement ... Les soldats ont été payés, équipés, ils ont le moral ... L'armée est dirigée par un professionnel, le général Mahele. Cela dit, cette armée doit être profondément réorganisée avec une aide internationale. (...) Pour moi, Kabila n'est qu'un pantin de Kagame. Il ne compte pas. (...) Ce que nous voulons, c'est permettre au gouvernement zaïrois de transition de rétablir son autorité sur l'ensemble du territoire national, puis réformer l'armée, puis aller aux élections. (...) L'opinion zaïroise soutient la reconquête.»*[101]

On peut souligner deux «idées exactes» dans ce témoignage. La première, c'est qu'une fois l'insurrection populaire écrasée, les élections donneront sans doute une majorité au vieux dictateur. Ce qui montre que les élections sont l'instrument préféré des dictateurs néocoloniaux pour légitimer leur pouvoir... Et la seconde est qu'après la victoire des forces pro-impérialistes, l'Occident fera tout pour «réorganiser» et prendre en main l'armée congolaise.

Tavernier affirme également que la France a *«injecté une centaine de Français accompagnant un bataillon zaïrois»* et que *«Bunia a accueilli des "CRAP" français (commandos de recherche et d'action en profondeur). Les forces mobutistes ont été dotées de matériel sophistiqué, qui leur permet de localiser leur position, en longitude et latitude»*.[102]

L'armée en fuite, Mobutu veut «négocier» une nouvelle transition

Début 1997, face à la débandade de son armée et à l'engagement massif des Angolais du côté de l'AFDL, Mobutu comprend qu'il n'y aura plus de «contre-offensive foudroyante» et qu'il faut tenter de sauver l'essentiel. Le 13 février, il confie à N'Gbanda: *«Dis à Kabila que je suis disposé à discuter avec lui la mise sur pied d'une nouvelle structure provisoire pour une transition pacifique et sans exclusion. Il n'y aura pas de sujets tabou: le gouvernement, la fusion des armées...»*[103] Le lendemain, N'Gbanda se rend chez Mbeki à qui il annonce l'intention de Mobutu de négocier sans exclusives. Mbeki lui exprime son soulagement et révèle en même temps l'identité du véritable meneur de la danse au Zaïre de Mobutu: *«Je vais recevoir dans quelques jours le vice-président des Etats-Unis, Al Gore et nous allons longuement parler du Zaïre. Nous devons trouver ensemble une solution pacifique et honorable pour le Président Mobutu.»*[104] Ainsi, l'Afrique du Sud sert d'intermédiaire aux Etats-Unis. Ensemble, ils ont décidé qu'il était temps pour Mobutu de partir... avec tous les honneurs dus à sa longue carrière au service des Américains.

Le 5 mars 1997, devant la menace de la chute de Kisangani, Mobutu « accepte » de partager le pouvoir avec l'opposition et avec l'AFDL. Il sait que les Etats-Unis, relayés par l'Afrique du Sud, exigent la formation d'une tripartite entre sa mouvance, l'opposition (partis et Société Civile) et les nationalistes de l'AFDL... La date et l'événement méritent d'être retenus : depuis lors, les Américains ne changeront plus une virgule à leur stratégie pour mettre les nationalistes-kabilistes en minorité en imposant une majorité de politiciens néocoloniaux à la tête du pays. C'est une stratégie pour atteindre, par étapes, l'élimination totale des nationalistes, comme cela s'est produit après l'assassinat de Lumumba. C'est donc par un « Dialogue inter-zaïrois » que les Etats-Unis veulent, en mars 1997, empêcher le mouvement nationaliste de Kabila de triompher...

Ce même jour, Banza Mukalay, vice-président du MPR, annonce la nouvelle politique à suivre imposée par les Américains : *« Nous avons décidé de partager le pouvoir, y compris avec la rébellion, pendant la période de transition ». « Nous devons nous rencontrer et après le dialogue nous partagerons le pouvoir. Nous discuterons d'abord le mécanisme pour instaurer un cessez-le-feu et puis nous partagerons le pouvoir avant les élections. »*[105]

Le 25 mars 1997, Mobutu crée un « Comité de Négociation » dont les membres proviennent de la mouvance mobutiste et de l'opposition. Il compte dans ses rangs : N'Gbanda, représentant de Mobutu ; Kamanda, représentant du gouvernement ; Mukulamanya pour la Mouvance présidentielle et Ndume Nzogu pour l'opposition, Lukua Kasongo, représentant la Justice, Ngoy Ndouba et Valentin Mubake du HCR-PT et Célestin Ilunga Shamanga, expert militaire.[106]

« L'opposition tshisekediste », dernier recours du mobutisme

La « défense de la patrie agressée », assurée par des généraux affairistes et des mercenaires étrangers en quête de fortunes vite engrangées, se termine en farce. La panique s'empare de Mobutu et de ses chers opposants. Les Américains aussi voient avec une inquiétude croissante s'élargir les rangs des combattants de Kabila et marcher l'armée nationaliste vers Kinshasa.

Tshisekedi : « Nos deux familles vont se souder... »

Tshisekedi, l'éternel candidat Premier ministre, tente, dès les premiers jours de la lutte de libération, d'exploiter à son avantage la nouvelle donne.

Le 26 octobre 1996 déjà, il lance un appel pour la formation d'un gouvernement national constitué à parts égales par les deux familles politiques, celle de Mobutu et celle de l'opposition qu'il dirige.[107] Puis, fin novembre, Tshisekedi fait une déclaration mémorable qui permet de nous faire une idée exacte de la complicité qui l'a toujours uni à Mobutu : *« (Enfin arrive) ce que notre peuple attendait depuis très long-*

temps en termes de réconciliation nationale: l'union de la classe politique. C'est cela qu'il fallait à notre pays.» «Les règles régissant la Transition reconnaissent deux familles politiques: celle dont le Président Mobutu est le chef de file et celle de l'opposition dont je suis le chef de file. La loi prévoit que les deux familles politiques doivent travailler ensemble pour pouvoir mener le pays vers les élections. L'important, c'est cette unité entre les deux familles politiques – en réalité entre les deux chefs de file. C'est cela qu'il fallait au pays pour s'attaquer aux différents problèmes. C'est aujourd'hui que les deux chefs de file, donc les deux familles, vont se souder. Il faut des gens qui ont une assise dans le peuple. La famille du Président Mobutu a une assise politique. Ma famille aussi.»[108] Les forces nationalistes ont à peine lancé la lutte de libération pour débarrasser le pays du régime mobutiste, et voilà que Tshisekedi tombe dans les bras de Mobutu. Les deux chefs de file *«vont souder leurs deux familles»*.

Cette déclaration est capitale. Elle exprime parfaitement le caractère fallacieux de la «transition démocratique» qui ne fit que perpétuer le pouvoir de Mobutu sept années de plus.

Maintenant que le peuple entame le soulèvement armé pour réaliser concrètement ce que la Transition a toujours promis: l'élimination du régime dictatorial mobutiste, Tshisekedi s'oppose de toutes ses forces à la lutte de libération. Ainsi, le peuple obtient la confirmation de ce que certains observateurs congolais affirment depuis longtemps. Que Tshisekedi a participé au premier coup d'Etat de Mobutu le 14 septembre 1960 et au second, le 24 novembre 1965 et qu'ensemble, ils ont fondé le MPR et écrit le Manifeste de la la N'Sele. Que Tshisekedi est toujours resté très proche de Mobutu pour tout ce qui concerne les idées et les comportements politiques essentiels. Que les deux hommes servent les mêmes intérêts occidentaux et la même classe de prédateurs qui s'enrichit en collaborant avec l'impérialisme. Que Tshisekedi n'est qu'un double de Mobutu et en même temps le rival du Maréchal à la tête du MPR et de l'Etat. Mais dès qu'une menace pour l'ensemble du système pointe l'horizon, la fameuse opposition irréductible entre le «dictateur» Mobutu et le «démocrate» Tshisekedi disparaît comme par enchantement et les deux individus se soudent!

Immédiatement après l'annonce de ces retrouvailles, Tshisekedi se rend à Cap-Martin pour une visite amicale au dictateur. Tshisekedi déclare: *«La grande raison de ma présence ici, c'était d'assumer mon devoir de venir présenter au Président Mobutu toute ma sympathie et celle de l'ensemble du peuple zaïrois. Le plus important pour moi, c'est sa santé».*[109] Décidé à sauver le régime en place avec l'aide des Français, Tshisekedi se déclare favorable à l'intervention d'une force internationale à l'Est du Zaïre.[110] Au nom de la réconciliation nationale et de l'union de la classe politique, Tshisekedi rallie le camp de Mobutu, de la France et des extrémistes hutu. L'homme de la soi-disant «démocratisation» du Zaïre propose même de prolonger la Transition cinq années supplémentaires![111]

La Libre Belgique rapporte le 29 novembre: Tshisekedi veut obtenir *«une vraie cohabitation où le Président et le Premier ministre collaborent main dans la main.*

(...) En porte-à-faux avec sa base dans les "zones libérées", Tshisekedi semble préférer rallier le "guide suprême" plutôt que la jeune rébellion armée. »[112]

Terminons ce paragraphe avec un fait divers. Au moment où Tshisekedi tombe dans les bras de Mobutu au nom de la lutte contre «l'agression tutsi», Olivier Kamitatu, un opposant appartenant à la nouvelle génération, appelle, lui aussi *«à la constitution d'un front des grandes ethnies pour faire face à l'hégémonie des Tutsi».*[113] Avec la revue *Berci*, il sera une personnalité importante de l'opposition «démocratique» à Kabila... pour se mettre ensuite, en compagnie de Bemba, au service de la véritable agression rwando-ougandaise...

La «Société Civile» dit «Merci la France»

Hamuli Kabarhuza, le secrétaire-général du Conseil National des ONG de Développement, a joué un rôle important dans la Société Civile lors de la transition. Début novembre 1996, il rallie également Mobutu au nom de la défense de la patrie contre l'agression rwandaise. Il prend implicitement le parti des génocidaires et extrémistes hutu réorganisés dans les camps. Il dénonce le pouvoir tutsi à Kigali pour avoir *«agressé militairement»* le Zaïre. Et appelle à un renforcement de l'armée mobutiste. *«Il faut une condamnation des agressions contre les camps de réfugiés et contre la population zaïroise. (...) La communauté internationale doit condamner les agressions militaires venant du Rwanda. (...) Le Président Mobutu va faire le constat que son armée n'est pas capable de repousser l'ennemi et qu'il faut donc dégager des moyens immédiatement. »*[114]

Le 5 décembre 1996, le CNONGD reprendra officiellement cette position et cela au moment où Kabila et Kisase ont déjà clairement exposé leur stratégie du soulèvement populaire pour chasser le mobutisme et leur ouverture aux forces de l'opposition sincères. Le racisme anti-tutsi pousse une partie de la Société Civile à rallier non seulement le dictateur, mais aussi son armée de brigands et ses généraux affairistes! Ces démocrates de la Société Civile affirment que ce n'est pas le mobutisme qui a imposé au pays l'esclavage et la dictature, mais que ce sont Kabila et Kisase qui veulent introduire une «nouvelle forme d'esclavage ou de pouvoir dictatorial»! Le texte signé par Kapambwe Nyombo, Hamuli Kabarhuza, Kabeya Lutonga et Bazeye Mbela dit ceci: *«Le CNONGD... attire l'attention de l'opinion nationale sur le danger du démembrement de notre pays à la suite de l'occupation d'une partie du territoire national par les rebelles appuyés par des forces du Rwanda et de l'Ouganda ... Il importe que nos militaires adoptent rapidement une attitude qui sécurise les populations et leur assurent protection ... Les officiers militaires ont une grande responsabilité vis-à-vis des troupes et doivent veiller à leur discipline ... Le CNONGD invite le peuple à la vigilance pour la sauvegarde de la nation contre toute nouvelle forme d'esclavage ou de pouvoir dictatorial imposés par les pays voisins. »*[115]

C'est par le même chemin que des étudiants de Kinshasa rejoignent les positions de Mobutu et de l'impérialisme français. Le samedi 2 et le mardi 5 novembre, dix

mille étudiants défilent sur le Boulevard du 30 Juin en criant *« Nous soutenons l'Armée »* et en agitant des banderoles *« Merci la France »*.[116]

La presse de Kinshasa, quant à elle, évoque *« une invasion et une colonisation tutsi »*.[117]

Observatrice avertie de la scène zaïroise, Colette Braeckman dresse ce constat amer: *« La xénophobie à l'encontre des Tutsi, qu'ils soient rwandais ou zaïrois, a soudé, dans une étrange "Union Sacrée", Mobutu, la presse "démocratique", les partis politiques y compris l'opposition radicale et la grande majorité de la Société Civile. L'ethno-racisme à l'égard des Tutsi a été révélateur d'une vérité profonde: la grande majorité de la classe politique de la transition était prête à rejoindre Mobutu dès que leurs intérêts communs étaient menacés par un puissant mouvement populaire. »*[118]

La dérive du PALU

A ce propos, il faut bien relever la dérive étonnante du Parti Lumumbiste Unifié (PALU) d'Antoine Gizenga, considéré généralement comme un adversaire de la dictature néocoloniale.

Le 10 septembre 1996, alors que la terreur des FAZ contre les populations tutsi du Kivu a déjà commencé, le PALU étonne les révolutionnaires congolais par un étrange communiqué. Dans une déclaration publique, le PALU y adresse son « soutien » au Haut Commandement des Forces Armées Zaïroises pour la *« la poursuite normale du processus de démocratisation amorcé dans notre pays depuis le 24 avril 1990 »*. Gizenga saisit l'occasion pour féliciter le Haut Commandement pour son *« engagement à garder la neutralité et de laisser se dérouler normalement les élections selon le calendrier établi »*. Selon le PALU, le Haut Commandement aurait reconnu ainsi les *« différentes prises de position (du PALU) concernant notamment la neutralité de l'Armée, des Services de sécurité, de la Commission nationale des élections et de la territoriale, neutralité sans laquelle il ne peut y avoir des élections libres, transparentes et démocratiques »*.[119] Tout homme politique tant soit peu averti, sait que « la neutralité » et « l'engagement démocratique » de l'armée mobutiste n'était qu'une farce cynique. La théorie révolutionnaire apprend depuis un siècle et demi que dans toute société divisée en classes sociales opposées, l'armée est l'instrument de violence par excellence des classes dominantes contre les masses exploitées. L'expérience amère de 37 années de dictature néocoloniale sous Mobutu a fait pénétrer cette vérité dans la conscience des masses congolaises. Mais le PALU juge nécessaire d'exprimer sa confiance dans les Baramoto, Nzimbi, Eluki, Mavua et autres Mahele. N'était-ce pas passer de l'autre côté de la barricade ?

Le 1er novembre 1996, Gizenga signe un autre document étrange.[120] Il traite *« du conflit qui oppose dans le Kivu les éléments dits "Banyamulenge", migrants tutsi, habitant le Kivu, aux Forces Armées Zaïroises. »* On se demande bien pourquoi sept jours après la prise d'Uvira, au lendemain de la fuite des FAZ de Bukavu, le PALU

devait se précipiter pour faire des déclarations fracassantes, faisant siennes les théories ethno-racistes contre les Tutsi... Gizenga dit: *« Il ne s'agit nullement d'une guerre civile opposant les Congolais entre eux, mais bien d'un état de guerre réelle entre le Rwanda et le Congo-Léopoldville, d'une guerre de conquête de l'Est du Kivu pour la création d'un "Tutsiland du Graben" »*. Le chef du PALU continue: *« Les troupes rwandaises doivent être refoulées immédiatement dans leurs frontières ». « Le Rwanda (recevra) une leçon dont ses générations futures se souviendront pour toujours. »* Comment Gizenga peut-il manifester une telle confiance dans l'armée de Mobutu dont les seules prouesses n'ont été jusqu'alors que les massacres de civils congolais? *« S'il y a... des Congolais aux côtés des Banyarwanda dans cette guerre pour chasser M. Mobutu, c'est une erreur grave, car la lutte pour mettre fin à la dictature mobutienne se situe actuellement au niveau des élections libres, transparentes et démocratiques. »* Après six ans d'une fausse transition, tous les révolutionnaires sont arrivés à la conclusion que le système ne disparaîtra que sous les coups de la lutte armée populaire. Gizenga les accuse de commettre «une erreur grave»... Apparemment, il s'est complètement rallié au parlementarisme bourgeois, il a une confiance aveugle dans la «neutralité» des élections tenues sous la dictature néocoloniale. Mobutu est plus lucide: le soutien de l'appareil d'Etat et de la grande bourgeoisie zaïroise lui étant assuré, il est certain de gagner les élections prévues pour 1997...

Le PALU demande aux Congolais de *« se sentir solidaires ... avec nos soldats résolument engagés dans la défense de l'intégrité territoriale ». « Le PALU exige du pouvoir ... de mettre immédiatement à la disposition de nos forces armées tous les moyens nécessaires pour bouter les agresseurs hors de nos frontières... et pacifier les régions troublées. »* Ces considérations sont d'un idéalisme déconcertant, complètement en dehors du monde réel. Il n'y a plus la moindre trace d'une analyse matérialiste, de classe, de l'armée mobutiste. Depuis 1963, ses soldats se comportent comme des lâches en cas de guerre et comme des brutes impitoyables face à des paysans sans défense. Donner des moyens supplémentaires aux généraux, c'est leur permettre de voler davantage. Demander à cette armée de «pacifier» des régions troublées, c'est lui donner une carte blanche pour tuer, violer et piller. Il ne fallait pas être marxiste pour dégager cette vérité sur la nature de l'Etat mobutiste et de l'expérience passée: des officiers supérieurs américains traitaient les officiers et soldats des FAZ de *« malfaiteurs et parasites »* uniquement capables de *« provoquer des troubles »*. Par sa confiance dans les proclamations de la grande bourgeoisie zaïroise et dans les institutions de la dictature, Gizenga se dresse contre la révolution populaire qui pointe à l'Est.

L'ultime effort de Tshisekedi pour sauver le régime

Le 1er mars 1997, le ministre français des Affaires étrangères, Hervé de Charrette, a déjà tiré toutes les conséquences des déclarations de Tshisekedi disant que *« la famille du Président Mobutu et ma famille vont se souder »*. Le porte-parole de la France

déclare: *« Mobutu est incontestablement la seule personne capable de contribuer à la solution du problème. »*[121]

Cependant, dans tous les territoires libérés par l'AFDL, les cadres et les militants de l'UDPS se «soudent», non pas à la famille de Mobutu... mais à Kabila! Lors des élections démocratiques organisées par l'AFDL, des opposants bien connus, membres de l'UDPS, seront élus. A ce propos, une déclaration de cadres de l'UDPS des territoires libérés est significative. Ces cadres ont parfaitement compris le sens de l'ouverture de Kabila aux véritables opposants. *« L'UDPS/Baraza Kivu ya Kusini soutient avec force que le mouvement de libération dirigé par le Mukombozi Kabila est devenu irréversible... D'où l'importance des régions libérées, ainsi que l'adhésion sans réserve de tout le peuple zaïrois au dit mouvement de libération nationale. Le Forum attire l'attention des bureaux des organes centraux sur le fait que, s'ils ne mobilisent pas la base, il n'arrivera jamais à l'esprit de Kabila d'appeler l'opposition pacifiste, et en particulier l'UDPS, à la table des négociations.»*[122]

Mais «l'opposition loyale à sa Majesté» persiste dans son aveuglement en voulant à tout prix sauver Mobutu et les mobutistes. L'UDPS exige début février 1997 *«d'ouvrir, avant des élections générales, des négociations entre le Président Mobutu, l'opposition démocratique d'Etienne Tshisekedi et l'opposition armée de Laurent-Désiré Kabila»*.[123] Le 10 février, le FONUS d'Olenghankoy organise une journée «ville morte», non pas pour exiger le départ de Mobutu, mais le départ de Kengo *« qui a montré son incapacité à relever le défi de la guerre à l'Est »*... En d'autres mots, ces «opposants» veulent un Premier ministre capable d'aider l'armée mobutiste à vaincre les troupes de Kabila...[124]

La prise de Kisangani par l'AFDL, le 15 mars 1997, est le moment décisif de la guerre de libération. Mais le lendemain, le secrétaire de l'UDPS demande à la communauté internationale d'accepter *« une tripartite Mobutu-Tshisekedi-Kabila! »*[125]

Devant la victoire de plus en plus probable du soulèvement populaire, l'opposition prend une initiative pour sauver l'ensemble de la classe politique de la «transition», les mobutistes compris. Elle introduit une motion qui décide *« la déchéance immédiate du gouvernement Kengo,... la fin des hostilités et l'ouverture de négociations directes »* avec Kabila. Le 18 mars, la motion est acceptée par 396 des 418 présents.[126] Un opposant commentera: *«Nous voulons que les négociations avec la rébellion soient conduites par un Premier ministre de consensus accepté par l'ensemble de la classe politique »*.[127] Et voilà Tshisekedi à nouveau propulsé dans le rôle du «dernier des fidèles» de Mobutu... Kabila risque de balayer tous les honorables du Haut Conseil de la République – Parlement de Transition. Tshisekedi et l'opposition estiment avoir plus de chance auprès de Kabila que la Mouvance pour tenter de sauver l'ensemble des politiciens néocoloniaux.

Au début de sa campagne militaire, Kabila avait exprimé l'espoir que les véritables opposants à Mobutu le rejoindraient à Goma. Kabila comprend immédiatement la signification stratégique de la «soudure» entre les «deux familles» de la transition, décrétée en novembre-décembre 1996 par Tshisekedi. Il en tire les conclu-

sions qui s'imposent: ensemble, la mouvance présidentielle et l'opposition loyale à sa Majesté défendront jusqu'au bout le système néocolonial en place. L'AFDL devra donc assumer seule le renversement et la liquidation du mobutisme, la remise sur pieds de l'Etat et la création de conditions permettant dans un court délai d'organiser des élections libres et démocratiques. L'Alliance le fera avec la collaboration des membres individuels du HCR-PT qui comprennent la nécessité d'un bouleversement profond de l'ordre mobutiste.

Cette prise de position provoque un tollé général chez ceux qui craignent de perdre leur «poste». Ils déclarent que Kabila est un «dictateur», et cela deux mois avant même que l'AFDL ne prenne le pouvoir! *«Les dernières déclarations de Kabila à Kisangani sont liberticides. (...) Les efforts consentis à la Conférence Nationale Souveraine anéantis. Une année d'une nouvelle transition avec un gouvernement qui ne serait composé que par les membres de l'Alliance avec, au préalable, l'interdiction de tous les partis politiques, voilà une monstrueuse erreur.»*[128] A tous ces personnages bien installés, l'élimination du mobutisme, qui les a si bien nourris, semble effectivement «monstrueux». Et ils ne pardonneront jamais une telle abomination.

Toujours en mars 1997, le journal *Umoja*, proche de Tshisekedi, estime que Kabila, en voulant *«gérer seul la nouvelle transition»*, va *«vers une dérive totalitaire dangereuse»*.[129] Deux mois avant la victoire de la lutte de libération, les forces néocoloniales ont déjà donné le ton que prendra l'agitation contre le futur gouvernement nationaliste...

Fin mars 1997, Tshisekedi est choisi par le HCR-PT pour contrer la «dérive totalitaire monstrueuse» de Kabila que prédisent tous les honorables. Le but: enfermer Kabila dans le carcan mobuto-tshisekediste de la Conférence Nationale Souveraine. Pour le dire avec *Le Potentiel* du 26 mars: *«Mobutu devra souscrire enfin au schéma de la CNS auquel Kabila est obligé d'adhérer»*.[130] La CNS devient ainsi la dernière planche de salut pour Mobutu...

Celui-ci ne veut pas rater l'occasion de voir son régime sauvé par son cher ennemi Tshisekedi. Le 2 avril, il le nomme Premier ministre. Le 3 avril, Tshisekedi reprend simplement son équipe «historique» de mars 1993, tout en réservant 6 portefeuilles à Kabila. Histoire de noyer les nationalistes autour de Kabila dans une majorité d'hommes de la IIe République...[131]

Le Soir écrit le 3 avril: *«Tshisekedi s'est engouffré en acceptant sa désignation par les parlementaires de l'opposition. Ce choix a été officialisé hier par une ordonnance présidentielle.»* Pourtant, l'Alliance a déclaré que tout homme politique qui accepterait d'être le Premier ministre d'un Mobutu moribond, serait considéré comme traître. Kakudji dit: *«Si Tshisekedi veut conduire un navire en perdition, il faut qu'il apprenne à nager, car il va couler. Il a choisi son camp. L'Alliance ne fera pas de cadeaux.»*[132]

Mais tout aussi autocratique que son ami Mobutu, Tshisekedi n'a convoqué personne pour discuter de la composition de son gouvernement. Justine Kasa-Vubu se

fâche: *«Avant de prendre sa décision, M. Tshisekedi n'a consulté personne, ni le bureau de son parti, ni les militants de base, ni les représentants à l'étranger.»*[133]

Le 5 avril, aussi bien l'Union Sacrée de l'Opposition Radicale et Alliés que les mobutistes du FPC refusent la confiance à ce gouvernement. Tshisekedi n'obtient pas la majorité au Parlement de Transition. C'est la fin lamentable d'une carrière politique au service de toutes les mauvaises causes.

Dernière tentative de «dialogue inter-zaïrois»

Le 5 mars 1997, Mobutu cède devant l'ultimatum des Etats-Unis et «accepte» de partager le pouvoir entre sa famille, l'opposition et l'AFDL. Bo-Boliko relance ce plan américain le 17 avril: *«Il y a une opposition armée, une opposition non-armée et ceux qui détiennent le pouvoir. Des négociations dignes de ce nom doivent impliquer ces trois forces.»*[134] Mukendi, premier conseiller de Tshisekedi, le rejoint trois jours plus tard: *«Notre parti rejette la passation des pouvoirs telle qu'envisagée par Kabila. Un dialogue à trois est indispensable.»*[135] Ainsi est relancée l'idée d'un «dialogue inter-zaïrois à trois» pour sauver le système néocolonial... Dès avant l'entrée à Kinshasa, le front anti-nationaliste est solidement établi.

Le 10 mai, Monsengwo est réélu à la présidence du HCR-PT. A Bruxelles, il déclare qu'il acceptera *«si des garanties nationales et internationales (!) sont données pour respecter le schéma de la CNS»*. Monsengwo sait que la Troïka a toujours la tutelle sur le Zaïre, ce que confirme le ministre des Affaires étrangères belge qui félicite l'évêque et ajoute: *«le but n'est pas de remplacer Joseph-Désiré Mobutu par Laurent-Désiré Kabila»*![136] Le petit Belge se croit faiseur de Roi au Congo...

Pour préparer la rencontre avec Kabila sur le Outeniqua, Kamanda et Lissouba tentent de convaincre Mobutu de confier la direction du pays à Monsengwo, fraîchement réhabilité à la tête du Parlement de Transition. Monsengwo négociera ensuite avec Kabila la formation d'un gouvernement d'Union nationale.[137] *La Référence Plus* écrit 5 jours avant la libération de Kinshasa: *«Mobutu prendra bien le courage de rendre le tablier à l'intérimaire constitutionnel Monsengwo. A Kabila de tempérer ses ardeurs et de rentrer dans le schéma de la CNS. Plus rien, en effet, ne justifiera l'option militaire de Kabila»*.[138] Même au moment où tout le système mobutiste s'écroule, la mouvance présidentielle et «l'opposition», fortes du soutien américain et sud-africain, pensent encore pouvoir prendre en otages Kabila et les nationalistes...

«La lutte armée, la seule issue»

Ainsi, la CNS-HCR-PT coule sans gloire. La mission que lui a attribuée l'impérialisme américain, sauver le système mobutiste en chassant Mobutu, n'a pas été accomplie.

Rares sont ses membres qui comprennent à temps quel rôle on voulait leur faire jouer. Et qui se rendent compte que le soulèvement populaire avançant par vagues

depuis l'Est, constitue l'unique voie vers la libération de la dictature mobutiste. Jean-Baptiste Sondji est parmi ceux-là. Le 31 mars déjà, il prend de grands risques en déclarant à la presse internationale: *« Une partie de la classe politique a beaucoup rêvé en espérant démettre Mobutu de façon pacifique. Nous avons perdu sept années. La seule issue, c'est celle de Kabila ».*[139]

Les Etats-Unis contre Mobutu et face à Kabila

Depuis la destruction du socialisme en Union soviétique, les Etats-Unis ont décidé d'intervenir plus activement sur l'ensemble du continent africain. Les puissances occidentales ne sont plus obligées de se partager des zones d'influence pour lutter contre l'ennemi socialiste.

En Afrique Centrale, l'Ouganda est le point d'appui principal des Etats-Unis. Les deux pays se sont concertés pour accomplir des tâches essentielles: mettre fin à la menace de déstabilisation grave qui pèse sur le Rwanda à partir des camps au Kivu; mettre fin à l'interminable agonie du Zaïre sous Mobutu et imprimer une nouvelle dynamique à la «démocratisation», sous supervision américaine.

L'engagement militaire des Etats-Unis aux côtés de l'Ouganda et du Rwanda

Les Etats-Unis ont «pré-positionné» de grandes quantités d'armes à Kampala en 1991 pour la campagne «Restaurer l'Espoir» en Somalie. Ces dépôts seront utilisés en 1992-1993 pour soutenir le FPR et en 1996-1997 pour armer l'AFDL.[140] *« L'arsenal se trouvait stocké dans les bases ougandaises ainsi que dans les îles du Lac Victoria»*, confirme N'Gbanda.[141]

Une taupe zaïroise au sein des services ougandais, en contact avec N'Gbanda, signale au cours de la première quinzaine d'août 1996, que les Etats-Unis *« viennent de recommander à Museveni et à Kagame le déclenchement de l'opération dans un bref délai "car Mobutu se trouve dans une situation extrêmement difficile et incapable de réagir pour plusieurs mois" ».* Ce message est envoyé au moment même où Mobutu subit une intervention chirurgicale à Lausanne.[142]

En novembre 1997, une force d'intervention est mise sur pieds pour opérer à l'Est du Zaïre. Sa base est en Ouganda. Les télévisions nous ont montré les images d'Américains débarquant en masse à l'aéroport d'Entebbe. Cependant, on sait les Etats-Unis très réticents à s'engager au Kivu. N'Gbanda a une explication: *« Les Américains profitèrent de la mise sur pieds des forces multinationales pour le maintien de la paix. (...) J'ai personnellement assisté à ce spectacle. Des avions-cargos faisaient des rotations presque chaque heure pour débarquer du matériel très sophistiqué. Entebbe était littéralement assiégé par les Marines américains. »*[143]

Peu auparavant, Mobutu avait fait appel *«à l'appui technique des services d'un pays ami occidental mieux outillé»*, en clair, aux Services secrets français, qui confir-

ment les *« préparatifs d'une très grande action militaire combinée entre Kampala et Kigali »*.[144]

Au cours de la campagne de l'AFDL, les renseignements militaires français ont affirmé être incapables d'intercepter les communications des rebelles congolais officiellement sans moyens. *« Ceux-ci seraient dotés de matériels de communication américains de dernier cri. »*[145]

La presse française affirma, sur la foi de services mieux renseignés, qu'une centaine de militaires américains, opérant officiellement sous le couvert de la société privée *Military Professional Resources Incorporation (MPRI)*, étaient présents dans l'armée rwandaise opérant au Zaïre.[146] En effet, un nombre croissant d'opérations de l'armée américaine sont réalisées par des «entreprises privées» utilisant des soldats et des officiers supérieurs «à la retraite». Au sein du MPRI, notons ainsi la présence du général Frederick Kroesen, l'ancien commandant des troupes américaines en Europe, du général Carl Vuono, ancien Chef de l'état-major américain et de l'amiral Wesley Mc Donald, ancien commandant Suprême des Forces de l'OTAN...[147] Herman Cohen y a été conseiller. La firme de mercenaires *Military Professional Resources Incorporation (MPRI)* a comme vice-président le général «à la retraite» Harry Ed Soyster, qui fut directeur de la Defense Intelligence Agency, le service de renseignements militaires américain. Cette information nous ramène en Afrique, au Congo, chez Bizima Karaha. En 1996-1997, pendant la guerre de l'AFDL, Harry Ed Soyster a maintenu des rapports étroits avec William Billy Thom, le chef du bureau de la DIA pour l'Afrique. Et le chef de l'espionnage militaire américain en Afrique est un ami intime de... Bizima Karaha.[148]

Le 19 août 1997, le Département de la Défense doit avouer que des «Special Forces» américaines de Fort Bragg ont entraîné des troupes rwandaises. Des témoins ont vu des militaires américains sur le territoire congolais entre novembre 1996 et août 1997. Human Rights Watch affirme: *«Un témoin oculaire avec beaucoup d'expérience militaire a affirmé avoir vu des Special Forces de l'armée américaine en uniforme dans les villages Walikale et Kanyabayonga, au Nord-Kivu, les 23 et 24 juillet 1997, apparemment en train d'instruire et d'entraîner des soldats de l'Armée Populaire Rwandaise »*.[149]

Interventionnisme américain et diplomatie

Le témoignage de N'Gbanda, lié à la CIA, sur le soutien conséquent des Etats-Unis à l'Ouganda et au Rwanda lors de la guerre de l'AFDL, est sans appel. Pourtant Jean-Claude Willame écrit: *« Le soi-disant appui direct des Etats-Unis à la rébellion congolaise a été une des légendes les plus tenaces de ces dernières années. (...) La stratégie américaine est beaucoup plus ambivalente »*.[150]

Pour prouver ses dires, Willame cite in extenso les minutes d'une discussion entre Mawampanga et Jim Swan, le responsable du Desk Zaïre au Département d'Etat, le 6 janvier 1997. Willame semble ignorer que le premier objectif de la diplomatie améri-

caine est de cacher les *« dirty tricks »*, les sales affaires, dans lesquelles les Américains s'engagent.

La diplomatie de l'unique superpuissance consiste à faire croire qu'elle respecte les lois internationales, même si elle les viole jour et nuit. On ne peut donc pas être étonné d'entendre Swan *« insister sur l'intégrité territoriale du Zaïre »* et dire que *« l'installation par Kabila d'une administration autonome (est) un défi à l'intégrité du pays. (...) Mobutu est toujours Président »*. Tout cela n'est pas à prendre pour argent comptant. Avant le déclenchement des opérations à l'Est, en octobre 1996, les représentants des Etats-Unis ont déjà rencontré le Président zaïrois pour lui dire en toute clarté ceci : *« Le système Mobutu a fait son temps, les circonstances exigent une négociation pour redéfinir un nouveau cadre. (...) L'heure est donc venue pour le Président Mobutu de passer la main et de sortir dignement »*.[151]

Swan connaît très bien cette position lorsqu'il affirme *« que les rebelles doivent être inclus dans toute négociation »*, mais que *« Kabila ne peut pas exiger dès le début des négociations que Mobutu parte »*. En fait, les Américains savent que la classe politique à Kinshasa n'a ni l'intention, ni la volonté, ni la capacité de faire partir Mobutu. Les Américains veulent donc créer un nouveau rapport de forces et c'est dans ce but qu'ils entendent utiliser Kabila, l'AFDL et les armées rwando-ougandaises. Les nationalistes de l'AFDL sont appelés à devenir la «troisième force» à Kinshasa, capable de secouer la classe politique kinoise et de faire partir Mobutu.

Swan rappelle à l'AFDL la tactique préférée des Etats-Unis pour mettre l'Afrique sous le contrôle de leurs agents. *« Le gouvernement zaïrois s'est engagé à aller aux élections. (Le Département d'Etat) a donné son soutien aux ONG et à la Commission électorale »*. *« Le budget de la Commission – environ 260 millions de dollars – a été approuvé par les Nations-Unies. » « Si Kabila annonçait qu'il était favorable à des élections supervisées sur le plan international, il serait favorablement considéré. »*[152]

Le parlementarisme bourgeois est la forme politique qui convient le mieux à la domination impérialiste. Les Américains savent que, grâce à l'argent des puissances occidentales et à d'autres formes de soutien extérieur, grâce à l'apport financier de la grande bourgeoisie zaïroise et à l'appui des Eglises, des médias et des ONG pro-impérialistes, une majorité soutenant le néocolonialisme est assurée. La lutte de Kabila est bienvenue parce qu'elle permettra de se débarrasser de Mobutu et qu'elle fera souffler un vent nouveau. Kabila recevra une minorité dans le futur parlement et cautionnera ainsi le système néocolonial en place.

Analysant les déclarations diplomatiques de Swan, Willame en tire des conclusions complètement abusives. *« On est à cent lieues... d'une intervention active de la diplomatie américaine en faveur de la "rébellion" de Kabila. »* Et il continue : *« L'armée américaine n'avait pas prévu le scénario d'une attaque menée par le Rwanda voisin. (...) Rien n'indique que la diplomatie américaine mise d'emblée sur la solution de force qui se dessine (à l'Est). Sa première réaction est de se préparer à la mise en route d'une opération militaro-humanitaire. »*[153] Willame est directement contredit par le porte-parole de l'ambassade américaine à Kigali, qui déclare en

novembre 1996: *« Nous savons que l'armée rwandaise était le cerveau derrière la bataille contre les Hutu. C'était son intérêt ».*[154] Ceci indique clairement que les Etats-Unis savaient parfaitement que Kagame avait préparé le démantèlement des camps. D'ailleurs, les Etats-Unis se sont engagés militairement du côté de l'armée rwandaise dès fin 1995 et il est donc impossible qu'ils ignorent les intentions de Kagame. *« Dès le début de 1996, des "conseillers" américains ont contribué à entraîner les troupes rwandaises du général Paul Kagame, et certains – entre 30 et 60, selon des estimations des services de renseignement français – ont ensuite servi, jusqu'au Congo (ex-Zaïre), auprès des unités de l'Alliance conduites par Laurent-Désiré Kabila. »*[155]

Et pour ce qui concerne la fameuse préparation américaine à une *« opération militaro-humanitaire »*, N'Gbanda n'a-t-il pas démontré qu'elle a justement servi de couverture pour préparer l'intervention militaire rwando-ougandaise au Zaïre ? Les services de renseignement français ont également parlé du *« double jeu américain »* dans la région, avec *« une mission humanitaire qui a masqué une opération secrète de soutien aux forces de M. Kabila ».*[156]

Si Willame acceptait que les faits matériels pèsent plus lourd que la démagogie diplomatique, il n'aurait pas formulé cette conclusion aberrante: *« On est à cent lieues d'une intervention active en faveur de la "rébellion" de Kabila ».*

En octobre et novembre 1996, des avions C-5 Galaxy et des C-130 Hercules de la force aérienne des Etats-Unis ont acheminé via l'aéroport d'Entebbe des armes aux forces de l'AFDL. En novembre, ils vont directement sur Goma.[157]

Au même moment, des satellites d'espionnage américains et un avion militaire spécialisé dans la guerre contre les sous-marins, sont engagés à l'Est du Zaïre pour découvrir les concentrations de réfugiés hutu et calculer leur nombre.[158]

La France, grande rivale des Etats-Unis pour le contrôle de l'Afrique, ne confond pas langage diplomatique et réalité objective. Citant une source de la DGSE, *Le Monde* écrit: *« Des écoutes pratiquées par les Français ont aussi permis de localiser des radars mobiles de la dernière génération, capables de diriger des avions et une défense antiaérienne, et un système de transmissions rwandais relié à des formations engagées dans l'ex-Zaïre. La DGSE fait part de son interrogation sur l'origine de mitraillages aériens, opérés de nuit, contre des camps de réfugiés ... De tels vols de nuit exigent un entraînement très particulier. "Cela pose de graves questions, estime la DGSE, quand on sait que, parmi les avions américains déployés, figurait au moins un C-130 Gunship des forces spéciales, véritable canonnière volante, blindée et armée d'un canon de 105 mm, de roquettes et de mitrailleuses, pouvant même larguer des mines". »*[159]

Les Etats-Unis contre Kabila

Il est indéniable que les Etats-Unis ont lourdement « investi » dans l'opération rwando-ougandaise et dans l'action de l'AFDL. Robert Griffin, l'ambassadeur américain

à Kigali, un homme de la CIA, a rencontré Kabila à plus de trente reprises entre octobre 1996 et avril 1997.[160] Dès le mois de novembre 1996, certains clamaient haut et fort que Kabila était une « marionnette » des Américains...

En février 1997, avec l'engagement angolais, le rapport de forces sur le terrain change rapidement. Les Etats-Unis comprennent parfaitement le danger. Le Rwanda et l'Ouganda, et donc les Etats-Unis, perdent le contrôle des événements qui se déroulent au Congo.

Les 21 et 28 février 1997, lors des pourparlers en Afrique du Sud, les Etats-Unis font le forcing pour obtenir l'accord de Mobutu en vue d'une nouvelle « transition ». Mohamed Shanoun, très proche du pouvoir américain, déclare : *« Nous avons convenu ... de cesser d'abord les hostilités. Ensuite, il y aura un processus de transition qui doit déboucher sur des élections honnêtes. Il faut inclure toutes les forces politiques et la Société Civile dans un dialogue national. Le rôle de la Société Civile est extrêmement important. D'ailleurs dès mon arrivée à Kinshasa, j'ai rencontré Monsengwo, des hommes d'affaires, des représentants de jeunes, etc. Une conférence avec la Société Civile a eu lieu à Genève et une autre est prévue pour bientôt. »*[161] Cette déclaration révèle une donnée nouvelle. Les Américains ont désormais deux adversaires : leur « vieil » ami Mobutu dont ils veulent se débarrasser et leur « nouvel » ami Kabila qu'ils veulent noyer dans une masse de politiciens pro-impérialistes... En février 1997, le « dialogue national inclusif » est déjà la formule consacrée pour une opération de marginalisation des forces nationalistes et révolutionnaires.

A partir de la prise de Kisangani, la perception américaine évolue encore : Mobutu reste, certes, une nuisance, mais Kabila devient le véritable danger. Les Américains évoquent désormais l'hypothèse que les nationalistes congolais prendront seuls le pouvoir et ils cherchent déjà des arguments pour les combattre. Ainsi, ils envisagent d'accuser Kabila d'avoir été porté au pouvoir par des forces étrangères, rwandaise et ougandaise ! Les Etats-Unis estiment que cela peut lui causer de sérieux problèmes à Kinshasa... Tel est le cynisme de ces Américains qui pensaient pouvoir utiliser Kabila pour leurs propres fins... Le journal *Le Monde* écrit 4 jours après la libération de Kisangani : *« Du côté américain, on souligne que sur le chemin de Kabila, les obstacles ne sont plus d'ordre militaire, mais déjà d'ordre politique : s'il achève de s'emparer du pouvoir par la force, il risque de se voir reprocher de l'avoir conquis grâce à l'aide "étrangère" – l'Ouganda et le Rwanda – et de s'exposer à de sérieux problèmes. A Washington, on estime que M. Kabila se forgera "une autre image" et rencontrera moins de difficultés s'il négocie ».*[162] Ainsi, dès la libération de Kisangani, les Américains font du chantage à Kabila en le menaçant d'une campagne où il sera présenté comme *« l'homme qui a pris le pouvoir grâce aux étrangers »*, comme *« l'homme des Rwandais »*...

Face à Kabila, leur nouvel adversaire commun, Français et Américains entament quelques mouvements de réconciliation. Paris et Washington veulent que Monsengwo retrouve sa place de Président du HCR-PT. Cela doit se faire par consensus et permettra au grand « opposant » Tshisekedi de retrouver son poste de Premier ministre.

Mobutu, convaincu de s'en aller «dignement», Monsengwo deviendra automatiquement Président. Quant à Kabila, on lui offrira... la vice-présidence.[163]

Les Etats-Unis et la France publient le 25 mars un document commun qui appelle à des *«négociations d'urgence pour mettre fin au conflit du Zaïre»*. Ils *«soutiennent fortement les efforts (pour) un règlement qui inclut à la fois l'arrêt des hostilités et un dialogue politique. (...) Une déclaration sans équivoque est nécessaire pour que soient entamés des entretiens.»*[164] L'injonction est adressée à Mobutu et à Kabila, mais surtout à ce dernier. En réalité, les «négociations» et autres «dialogues» qu'Américains et Français veulent imposer, ne visent nullement à «mettre fin au conflit», comme ils le prétendent. En effet, ils sont bien conscients que plus rien ne peut arrêter la marche victorieuse de Kabila. Le «dialogue politique» est déjà une manœuvre pour empêcher les nationalistes de prendre seuls le pouvoir et d'écarter la pléiade de politiciens aux ordres de Paris et Washington!

Le 28 mars, le ton monte encore. L'*International Herald Tribune* publie un éditorial dont le titre résume bien l'attitude du pouvoir américain: *«Washington espère que Mobutu perde et que Kabila ne gagne pas»*. L'article dit: *«Kabila ne peut probablement plus être stoppé. Ou bien cela se termine plus tôt par des négociations, ou bien cela se termine plus tard lorsque Kabila aura tout pris. Mais aucune capitale n'a une "affaire d'amour" avec Kabila qui est décrit par plusieurs responsables occidentaux comme un rebelle de carrière chez qui la politique va main dans la main avec l'enrichissement personnel. (...) Kabila ne convient absolument pas pour être le Président du Zaïre, disait un haut responsable des Etats-Unis.»*[165] Les Américains savent très bien que «cela se terminera tôt», si l'on permet à Kabila de marcher jusqu'à Kin, et que «cela se terminera très tard» si Kabila doit s'engager dans des palabres avec la vieille classe politique, ivre de «postes»! Kabila est déjà présenté comme un «révolutionnaire professionnel» qui ne convient absolument pas comme Président. Ces Américains ont l'habitude de décider qui convient et qui ne convient pas à la tête de leurs différentes néocolonies.

Fin mars, Kabila est l'ennemi principal pour une fraction du pouvoir américain. Il risque de devenir l'«homme fort» du nationalisme congolais, comme Lumumba en 1960. Les Etats-Unis, qui connaissent l'incompétence de Tshisekedi et qui n'ont aucune considération pour le personnage, espèrent maintenant que le vieux lion de Limete pourra encore «manger» Kabila! *Le Monde* rapporte le 6 avril 1997: *«L'administration américaine fait désormais savoir qu'elle est de moins en moins rassurée par Kabila, dont elle craint que la seule ambition ne soit de devenir le nouvel "homme fort" de Kinshasa. Les Etats-Unis souhaitent que l'après-Mobutu prenne la forme d'un régime à dominance parlementaire, associant les principales forces politiques, notamment l'AFDL et les partisans de Tshisekedi. Les Américains se sont réjouis de la nomination de Tshisekedi, voyant en lui l'homme qui pourrait favoriser une transition politique.»*[166]

Le 8 avril, George Moore, Secrétaire d'Etat adjoint, déclare que Mobutu et son régime appartiennent au passé. Il est fini, il ne constitue plus un problème. Kabila est

devenu incontournable et George Moore se vante que les Etats-Unis ont *«dialogué avec Kabila deux ou trois fois par semaine»*! Tout cela pour conclure: *«Il doit y avoir une solution politique. La recherche d'une solution militaire ne fait qu'approfondir la crise»*.[167] En d'autres termes: un arrangement «politique» est le seul moyen qui reste aux Etats-Unis pour «ligoter» Kabila.

Pendant que les Américains et leurs amis sud-africains se démènent fébrilement pour imposer le «dialogue inter-zaïrois», Kabila raconte une petite anecdote: *«Mbeki m'a téléphoné hier. Il m'a dit qu'ils étaient à un point critique: la composition d'un gouvernement de transition avec les mobutistes, l'Alliance et l'opposition. J'ai répondu que nos délégués étaient là pour négocier le départ de Mobutu et de ses partisans et que les discussions sur le gouvernement de transition devaient se faire après qu'ils aient cédé le pouvoir, et pas avant. Ce sera un gouvernement sans les mobutistes»*.[168]

Une semaine plus tard, Mbeki n'a toujours pas digéré l'affront. Le 16 avril, il dit à N'Gbanda: *«Kabila commence à prendre de l'aile depuis ses dernières victoires à Lubumbashi. Il devient de plus en plus arrogant dans ses propos et de plus en plus exigeant. Maintenant les Angolais font pression sur lui pour qu'il progresse vers Kinshasa. (...) Plus le temps passe et plus nous perdons le contrôle de Kabila»*.[169] Nous perdons le contrôle de Kabila? Mbeki est-il devenu le porte-parole des Etats-Unis?

A mesure que le dénouement de la «tragédie zaïroise» s'approche et que la victoire des nationalistes congolais devient inéluctable, les Américains deviennent de plus en plus enragés. Nicolas Burns, le porte-parole du State Department, affirme le 15 avril que la progression de l'armée de libération vers Kinshasa, qui ne rencontre pratiquement plus de résistance, serait «un crime et une tragédie». Au moment où plus aucun Congolais ne veut encore prendre la défense d'une classe politique pourrie, les Américains proposent de la sauver! *«Nous pensons que ce serait un crime et une terrible tragédie d'assister à la poursuite de cette guerre civile, car des innocents seront tués, s'il existe une voie de règlement pacifique par des négociations en Afrique du Sud. Nous estimons que c'est préférable à une avancée des rebelles sur Kinshasa, comme ils paraissent vouloir le faire.»*[170]

Le pouvoir américain sait parfaitement qu'aucune force ne peut plus freiner la marche de Kabila vers Kinshasa. Il s'efforce néanmoins à stopper la guerre de libération qui n'a plus aucun obstacle sérieux devant elle, sous le prétexte que «des innocents seront tués». Mais deux à trois années plus tard, lorsque ces mêmes américains ont poussé les armées rwandaise et ougandaise à agresser le Congo, ils enregistreront sans états d'âme 3.500.000 à 4.000.000 de cadavres congolais... En mars 1997, les Etats-Unis déplacent plusieurs centaines de soldats de Vicenza, en Italie, vers l'Afrique en vue d'un débarquement à Kinshasa.[171]

Certains ont présenté Kabila comme un homme des Américains, voire des Rwandais. Les déclarations pertinentes de Kabila fin mars suffisent pour anéantir cette fable. *«Le débarquement de troupes étrangères à la frontière de notre territoire est une menace à la paix, à l'intégrité territoriale.»*[172] *«Je verrais d'un mauvais œil que*

les troupes étrangères, stationnées à Brazzaville, mettent le pied sur le territoire zaïrois. Toute aventure de type néocolonial, ou toute tentative d'aide à Mobutu se payerait très cher.»[173] *«Certains ont les ambitions que l'on imagine: l'occupation de Kinshasa pour faire un chantage à l'ancienne manière. Ce sont des intimidations que nous devons écraser. Nous devons continuer à avancer pour libérer notre peuple, quelque soit la nature des pressions que nous aurons à subir de la part de ceux qui croient avoir la mission de régenter le monde.»*[174] Voilà en quels termes Kabila parlait de l'impérialisme américain et français avant son entrée à Kinshasa.

Kabila comprend parfaitement que les Etats-Unis veulent priver les nationalistes de la victoire en les marginalisant dans un «gouvernement d'Union nationale». Le 13 avril 1997, il réitère son opposition à un «gouvernement de transition» et exige que le pouvoir soit transféré à l'AFDL. *«Les puissances étrangères ne peuvent entrer comme cela, nous imposant un tas de conditions et décidant pour notre peuple qui doit être son dirigeant. Le temps est venu pour ces grandes puissances de laisser en paix le peuple congolais.»*[175]

Le 19 avril, Kabila précise que *«la guerre doit continuer jusqu'à la libération de Kinshasa»* et qu'il *«n'acceptera jamais un gouvernement d'Union nationale: Mobutu doit négocier avec moi les conditions de son départ du pouvoir».*[176]

Au même moment, un conseiller de Tshisekedi se fait le porte-parole de la ligne américaine: *«Un dialogue à trois est indispensable»...*[177]

Dans un entretien accordé au *Washington Post* le 26 avril 1997, un diplomate occidental précise: *«Il est plus facile de passer des négociations à des élections, que de passer d'une victoire complète de Kabila à des élections. En ce qui me concerne, ce n'est pas fini avant que nous ayions eu des élections. Kabila est une phase intermédiaire».*[178]

A la mi-mai, Simon Malley du *Nouvel Afrique Asie*, rapporte ce commentaire pertinent d'un adjoint de Kabila: *«Les machinations de Mobutu et de ses "alliés", notamment les dirigeants français et leurs complices africains, n'ont qu'un objectif: empêcher que soit reconnue notre victoire politique et militaire. Ils cherchent à noyer l'AFDL dans une multitude de partis politiques non représentatifs qui les aideraient à déstabiliser par tous les moyens le Congo démocratique. Il importe de ne pas être dupe. (...) Chez nous, il s'agit d'un dictateur, le même depuis trente-deux ans, dont l'armée et la police imposent répression, terreur, meurtres en série et corruption. Il n'est donc pas question que nous tolérions une collaboration quelconque avec tous ceux qui ont permis à Mobutu de régner et de perdurer. S'il ne quitte pas le pays d'ici lundi, le 19 mai, il sera arrêté et jugé. Ce n'est pas seulement le départ de Mobutu que nous exigeons, mais le démantèlement de toutes les structures du mobutisme.»*[179]

Kagame, grand maître en intrigues politiques

Kagame a accordé une interview explosive au *Washington Post*, un mois et demi après l'arrivée au pouvoir de Kabila.[180] Il affirme qu'en août 1996, il s'est rendu aux

Etats-Unis et y a rencontré des responsables du Département d'Etat et d'autres décideurs. Il voulait démanteler les camps des génocidaires hutu en territoire zaïrois. *« J'attendais une solution de leur part. Ils ne fournissaient aucune réponse, ni même une suggestion. »* Kagame prétend être retourné au Rwanda avec la conviction *« que la guerre était inévitable »*.

Cette explication est donnée pour cacher le rôle tenu par les Américains. Sans leur autorisation explicite et leur soutien, l'opération pour démanteler les camps ne pouvait avoir lieu. Kagame affirme qu'il ne sait pas si les Etats-Unis ont soutenu la «rébellion congolaise», mais dit en même temps que *« les Etats-Unis avaient pris la décision correcte en la laissant se poursuivre »*. Homme de paille des services de renseignement américains, Kagame sait qu'il doit «couvrir» les véritables preneurs de décisions dans la région des Grands Lacs. Aussi attribue-t-il un rôle purement passif à la superpuissance américaine qui se serait contentée de «laisser faire» les petits Rwandais !

Le Rwanda avait raison de vouloir mettre fin à la présence d'une concentration gigantesque de génocidaires et de forces hostiles, à proximité de ses frontières. Mais Kagame sort aussi un argument d'un tout autre registre. Il prétend avoir reçu *« des informations sur un plan fomenté par des Hutu congolais visant à attaquer les Banyamulenge»*. Ici, Kagame revendique ouvertement un «droit d'ingérence» du Rwanda dans les affaires intérieures du Zaïre. *Le Washington Post* écrit: *« Kagame envoya (alors) des Tutsi rwandais qui avaient des liens avec des Tutsi congolais près d'Uvira avec pour consigne de se préparer pour la guerre. Il envoya aussi des armes et des renforts »*. Le long de toutes les frontières africaines, on trouve des populations qui «ont des liens» avec des «frères de tribu» habitant le pays d'en face. Kagame formule un prétexte qui peut servir à des interventions et des agressions dans toute l'Afrique. Il annule ainsi purement et simplement la Charte de l'OUA.

Plus loin, Kagame reconnaît que la majorité des soldats de la guerre de libération étaient des Congolais, mais affirme que *« quand il y avait un besoin de précision », « les unités-clés »* étaient rwandaises. C'est-à-dire qu'un mois et demi après le renversement du mobutisme, Kagame juge nécessaire de souligner que c'était lui, le patron de la guerre de l'AFDL. Manifestement, Kagame s'est lancé dans cette guerre avec la bénédiction des Etats-Unis qui visaient à instaurer un nouvel ordre américain à Kinshasa. Et Kagame attendait bien sûr des dividendes pour son «investissement». Mais il devient clair qu'après un mois et demi, la politique nationaliste de Kabila commence à inquiéter celui qui se considère comme le vice-Roi du Congo.

Kagame affirme également que son but était dès le départ de mettre fin au régime de Mobutu. Cette thèse peut être contestée. Il est plus probable qu'au départ, les intentions de Kagame et des Américains se limitaient à la liquidation des camps et à un changement de pouvoir à Kinshasa «dans la légalité». Kagame dit: *« Le troisième but (de mon plan de bataille) était plus large: abattre Mobutu. Il eût été plus approprié si les rebelles congolais avaient effectué le gros du travail contre les troupes de Mobutu. Je ne pense pas qu'ils étaient préparés pour cela. (...) Nous pensions que*

faire le travail à moitié aurait été dangereux. » Or, tout indique que l'intention de départ des Américains était d'utiliser Kabila et l'AFDL comme un bâton pour frapper Mobutu, pour l'obliger à partir et pour ouvrir une nouvelle transition avec une tripartite mobutistes-opposants-AFDL. Kagame prétend que c'est lui qui a décidé de mener la guerre jusqu'à Kinshasa, alors que les Angolais sont intervenus de façon décisive à partir de la guerre de Kisangani et qu'ils ont aidé Kabila à prendre la capitale.

Dans cette fausse «confidence», la cible principale de Kagame est déjà Kabila. Kagame tente de miner la base populaire de Kabila, le tombeur de Mobutu, en faisant croire que c'est bien lui, Kagame, avec son armée rwandaise, qui a décidé de chasser Mobutu et qui l'a chassé effectivement.

Quelques vérités de N'Gbanda sur ses amis américains

Honoré N'Gbanda Nzambo Ko Atumba a été la grande figure des Services secrets mobutistes. Ambassadeur en Israël de 1982 à 1985, il fut responsable des Services de sécurité et de renseignements de 1985 à 1990. Il passe au ministère de la Défense entre 1990 et 1992 et finit sa carrière comme conseiller spécial en matière de sécurité de Mobutu pendant les cinq dernières années du Maréchal, de 1992 à 1997. N'Gbanda était l'homme de confiance par excellence de la CIA.

Ses observations sur ses «amis américains» n'en sont que plus précieuses...

A propos de l'ambassadeur américain David Simpson, N'Gbanda a eu ces mots: Simpson est *«un fin diplomate, un de ceux qui savent pénétrer leur objectif en douceur pour entreprendre un travail de sape en profondeur, sans affronter directement l'adversaire, du moins, pas trop tôt»*. Simpson commença son mandat d'ambassadeur *«sous le signe d'un charme sans précédent»*. Il fit une visite amicale au couple présidentiel dans sa ferme de Guluma, près de Gbadolite. Madame l'ambassadrice prit soin de se vêtir en pagne. Comme une vieille amie, elle aida madame la Présidente à décortiquer des arachides... Mobutu était flatté.

Mais deux semaines plus tard, un diplomate africain rapporte les confidences que Simpson fit à quelques collègues: *«Mobutu est réellement le mal du Zaïre. S'il ne change pas, c'est lui qui partira, car nous avons besoin de ce pays qui est riche et stratégique»*.[181]

N'Gbanda décrit l'ambassade américaine comme le véritable centre du pouvoir à Kinshasa. C'est elle qui fit placer Kengo au poste de Premier ministre et qui l'y maintint. Comme le dit N'Gbanda: *«L'ambassadeur Simpson menaçait ouvertement Mobutu de la foudre de Washington s'il osait opposer une quelconque résistance à Kengo.»*[182] Quand les Américains estimaient qu'il était temps de se débarrasser de Mobutu, ils retournaient presque toutes les autorités civiles et militaires contre le Président Fondateur... N'Gbanda formule cela en ces termes: *«L'ambassade des Etats-Unis a fait un travail remarquable dans le domaine de la démobilisation et du retournement des responsables et proches de Mobutu, tant civils que militaires. Toutes les*

méthodes étaient utilisées : promesses, argent, intimidation, chantage... »[183] Avec ces quelques mots, N'Gbanda montre clairement où se trouvait le véritable centre du pouvoir dans la néocolonie qu'était le Zaïre mobutiste...

La « démocratie » américaine à coups d'ultimatums et de diktats

Le 14 février 1997, N'Gbanda représente Mobutu en Afrique du Sud pour des négociations avec Mbeki. Il s'agit de préparer une rencontre au sommet Mobutu-Kabila. Mbeki confie à N'Gbanda le souci des autres Présidents africains de voir Mobutu entamer le dialogue *« pour lui éviter une humiliation et une triste fin »*! Après avoir fait rapport à Mobutu, qui soutient la démarche, N'Gbanda retourne le 19 février en Afrique du Sud pour y rencontrer Kabila.

Mais Mandela, par imprudence, vend la mèche...

Mobutu se voit obligé de reporter la rencontre N'Gbanda-Kabila... Mbeki publie un démenti officiel. Kengo, qui reste un partisan de la guerre à outrance contre le Rwanda et l'AFDL, parle de « haute trahison » et le parlement s'apprête à interpeller N'Gbanda, le traître...

A Cape Town, N'Gbanda découvre la présence de Museveni, de Kagame et d'une forte délégation américaine, comprenant le sous-secrétaire d'Etat George Moore, Susan Rice – qui lui succédera bientôt –, et l'ambassadeur Wolpe, chargé des Grands Lacs... Tout ce beau monde attend anxieusement les résultats de la confrontation N'Gbanda-Kabila.

N'Gbanda rapporte : *« Le vice-ministre des Affaires étrangères nous fit comprendre que l'Afrique du Sud nous offrait son hospitalité pour une négociation secrète entre le Zaïre et les Etats-Unis en vue d'aboutir à une solution pacifique avec la rébellion armée. »* En février 1997, les Américains vivent encore dans l'illusion qu'ils peuvent parler au nom de Kabila...

La délégation américaine met sur la table un « Accord » qui prévoit la *« suspension immédiate de toutes les hostilités »* dans le but d'aboutir à *« un dialogue pour résoudre les problèmes politiques et sécuritaires à l'intérieur du Zaïre et à une prise en main des problèmes politiques et sécuritaires de la région »*.[184] En clair, Mobutu est obligé de cesser la guerre et de négocier avec Kabila l'avenir politique du Zaïre – c'est-à-dire sa propre démission. N'Gbanda commente ce texte : *« C'était un ultimatum à Mobutu. Ou il signe ce texte et la guerre s'arrête, ou il refuse et le rouleau compresseur poursuit son chemin »*.[185]

Le 23 février, N'Gbanda tient une séance de travail avec Kengo qui s'est montré jusqu'alors opposé à toute négociation avec les « agresseurs ». Contre toute attente, Kengo accepte la démarche « convenue » en Afrique du Sud.

Le commentaire que fit N'Gbanda, montre bien comment et par qui les pays « indépendants » de l'Afrique sont gouvernés : *« L'ambassadeur américain était allé dire au Premier ministre Kengo de s'impliquer dans cette dynamique, car son gouvernement la supportait totalement. (...) Ceci expliquait cela »*.[186]

Le 26 février, les négociations recommencent à Pretoria entre les délégations sud-africaine, zaïroise et américaine. En aparté, Mandela confie à N'Gbanda: *« Tout le monde sait que le Président Mobutu n'a plus d'armée pour le défendre. Mais ce n'est pas une raison pour l'humilier »*.[187] Pour ne pas « humilier » le dictateur, Mandela est prêt à priver le peuple d'une victoire désormais certaine.

Le 28 février, N'Gbanda reçoit la visite de George Moore qui lui fait une confidence: *« Si Mobutu ne vous autorise pas à signer un accord avec Kabila ici à Pretoria, dans deux semaines Kisangani tombe! Suivie de Lubumbashi et de Gbadolite. Sa ville natale sera saccagée, les tombes de sa femme et de ses enfants seront profanées. Dites-moi, monsieur N'Gbanda, dans son état de santé actuel, Mobutu saura-t-il survivre à ce choc ? »*[188] C'est ainsi que les Etats-Unis traitent leurs plus prestigieux et plus puissants laquais, une fois qu'ils sont devenus contre-productifs. Un haut fonctionnaire américain peut menacer un Président africain de déterrer les cadavres de sa femme et de ses enfants...

« Le peuple pourrait traîner votre cadavre dans les rues de Kinshasa... »

La maladie de Mobutu et la lutte des clans mobutistes aidant, l'agonie du régime se prolonge à Kinshasa. La victoire militaire de Kabila devient certaine, mais Américains et Sud-Africains jouent le tout pour le tout afin d'éviter cette issue. Mbeki dit le 23 avril à N'Gbanda: *« La fin de la guerre n'est plus qu'une question de jours. Mais notre effort est de la stopper pour trouver une solution digne et paisible pour tous »*.[189] Agissant pour le compte des Américains, Mbeki pense qu'il peut encore empêcher la victoire totale du mouvement nationaliste congolais et sauver les positions des mobutistes et tshisekedistes à la tête de l'Etat...

Le 26 avril, une délégation américaine de choc arrive à Kinshasa. Composée de Bill Richardson, l'ambassadeur des E.U. à l'ONU et envoyé personnel de Clinton, de monsieur Skotzko, directeur du Africa Desk de la CIA, de Marc Baaf, directeur Afrique au Département d'Etat et de Shawn Mc Colnick, chargé des Affaires africaines au Conseil National de Sécurité, homme du Pentagone. *« C'est trop pour un simple message »*, dit N'Gbanda. *« Il ne s'agit pas d'un simple message »*, réplique sèchement Richardson, *« mais d'une dernière mise en garde »*.[190]

S'adressant directement à Mobutu, Richardson dit: *« Il est temps que vous vous retirez de la scène politique. Nous vous garantissons votre sécurité, celle de votre famille et de vos proches, nous veillerons à ce que votre famille politique et vos proches collaborateurs continuent leur activité politique dans le nouveau cadre de la démocratie qui s'installe. Nous veillerons à ce que vos biens, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, ne soient pas touchés. Nous vous garantirons votre survie avec les égards dus au Chef d'Etat. (...) Nous vous demandons avec instance de nous faciliter la tâche en coopérant à ce schéma, car nous ne voulons pas voir votre cadavre traîné demain dans les rues de Kinshasa. »*[191]

C'est en ces termes que les Américains proférèrent des menaces à un de leurs plus vieux et plus fidèles serviteurs, devenu encombrant: obéissez, sinon nous ferons traîner votre cadavre sur les routes poussiéreuses de la capitale.

Mobutu a travaillé 37 ans au service des Etats-Unis. Il a fait assassiner Lumumba et Mpolo, Mbuyi et Elengesa, Mulele et Bengila, Gabriël Yumbu et Kibwe Cha Malenga et tant d'autres grands patriotes congolais... Mobutu a ruiné et ravagé son pays en servant les Américains. Mais s'il accepte de rendre un dernier service à ses maîtres, ces derniers lui garantiront la fortune immense et les nombreux biens qu'il accumula en pillant l'Etat, ils lui accorderont tous les privilèges liés au statut d'ancien Chef d'Etat.

Comment ne pas faire de comparaison avec le sort que ces mêmes Américains réserveront à Mzee Kabila, dirigeant nationaliste qui s'est sacrifié pour la liberté et le bonheur de son peuple. Les Etats-Unis combattront Kabila dès ses premiers jours au pouvoir en le traitant d'«assassin des Hutu» et de «dictateur». Kabila était à peine depuis 14 mois à la tête du Congo, que les Américains déclencheront une guerre d'agression criminelle par Rwando-ougandais interposés. Et finalement, ils feront abattre le Président congolais le 16 janvier 2001, la veille de l'anniversaire de l'assassinat de Lumumba.

Mais revenons à l'ultimatum de Richardson. Quoique le message soit cruel dans sa clarté, Mobutu fait semblant de ne pas comprendre. Il répond: *«Que faites-vous de la démocratie que vous avez soutenue dans ce pays?»* Richardson s'énerve et N'Gbanda doit se pencher à l'oreille du Maréchal pour lui chuchoter: *«Ils ne sont pas venus discuter, l'allusion à votre cadavre traîné dans les rues veut dire qu'ils vous présentent un ultimatum à accepter ou à refuser».*[192]

Mobutu a son amour-propre à sauver, N'Gbanda sa carrière politique future. La veille, il avait demandé à son patron: *«Retirez-vous et laissez-nous avec votre famille politique nous battre démocratiquement avec les autres».*[193]

Dans la lettre de Clinton que Richardson remet à Mobutu, le 29 avril 1997, il est dit: *«Les forces de l'Alliance continuent leur avance implacable sur Kinshasa. (...) Un arrangement de transition négocié représente le meilleur moyen de garantir que tous les groupes politiques, y compris votre mouvance politique, seront en mesure de participer à la transition».*[194] Les Américains, sachant que Mobutu est déjà politiquement mort, font tout, jusqu'au dernier jour, pour sauver la mouvance mobutiste et la maintenir au pouvoir.

Le fameux tête-à-tête Kabila-Mobutu, sous l'œil vigilant de Mandela, se tient le 4 mai. Le chef de l'AFDL demande à Mobutu de se retirer et annonce qu'il sera le futur Président du Congo. Dans un aveuglement pathétique, Mobutu pense qu'il peut encore décider de l'avenir du Congo. Il refuse et s'écrie: *«C'est une mise en scène, c'est la comédie des Américains et des Sud-Africains. Je dois me retirer et lui laisser seul le pouvoir? De quel droit?»*[195]

Un nouveau rendez-vous «historique» est fixé pour le 14 mai.

Dernier sale coup de Mandela contre Kabila

Le 6 mai, Bill Richardson reçoit N'Gbanda à l'ambassade américaine de Kinshasa. *« Mobutu a manqué la meilleure occasion pour s'assurer une bonne sortie. Rien n'arrêtera désormais Kabila. Or, nous l'avions assuré que le Président Mobutu accepterait de se retirer pour que sa famille politique organise la transition avec l'AFDL. C'est dommage que Mobutu ne tienne même pas compte du sort de sa famille et de ses proches collaborateurs. Il entraîne tout le monde dans sa chute. »*[196]

Mobutu a déjà un pied dans la tombe. Mais par son obstination, son amour-propre et son aveuglement, il donne un dernier coup de pied à ses maîtres américains, comme pour se venger de leur trahison... La dernière tentative américaine d'emprisonner Kabila dans un « gouvernement d'Union nationale » dominé par les mobutistes et autres agents américains, vient d'échouer... grâce à Mobutu.

Kabila est en train de réaliser un tour de force unique dans l'histoire de l'Afrique indépendante. Disposant au départ de très peu de troupes, il s'est forgé une armée nationaliste en traversant le pays. Il a soulevé toutes les populations en soutien à la lutte armée de libération. Chaque fois que les Américains ont proposé des formules de « dialogue interzaïrois » pour l'arrêter, Kabila les a dribblés et a poursuivi sa course jusqu'au but.

Le 14 mai, se rapprochant des faubourgs de Kinshasa, Kabila refusera de se rendre sur le Outeniqua pour y subir les assauts des Américains, Français et Sud-Africains. N'Gbanda rapporte : *« Le Président Mandela explosa littéralement et traita Kabila de tous les noms pour "son manque de culture politique et de respect envers les Chefs d'Etat et les aînés". »*[197] Ce 14 mai, Mandela comptait soumettre à Kabila et Mobutu un « avant-projet d'accord » qui disait ceci : *« L'Autorité de Transition sera composée de l'Alliance et d'autres forces politiques du Zaïre dans des proportions à déterminer en commun par les deux parties. »* Il prévoit *« le transfert du pouvoir d'Etat au dirigeant du parti majoritaire de l'Autorité de Transition ». « Simultanément avec ce transfert du pouvoir, Mobutu se retirera comme Président. »*[198]

La confusion délibérée de ce texte montre bien que le but essentiel de Mandela et de ses patrons américains est de dérober la victoire, devenue certaine, à Kabila. Dans le Plan Mandela, Mobutu reste en place jusqu'au transfert du pouvoir et il peut donc peser sur la décision. Le pouvoir n'est pas transféré à l'AFDL et à son Président, mais au « parti majoritaire ». L'intention est toujours d'arriver à la formation d'une majorité néocoloniale anti-Kabila.

La perfidie de Mandela était telle qu'il fit une ultime tentative de priver les nationalistes congolais de leur victoire. Après la rencontre manquée avec Kabila, il va voir Mobutu sur son lit. Il lui annonce que l'Afrique du Sud exercera des pressions sur Kabila pour qu'il arrête sa marche sur Kinshasa. Il propose à Mobutu la constitution d'un triumvirat avec Kabila pour l'AFDL, N'Gbanda pour la mouvance mobutiste et Kamanda pour l'opposition. Ce triumvirat doit organiser les structures provisoires de la transition ! C'était la dernière version du plan américain pour laisser le pouvoir aux mains des mobutistes en marginalisant Kabila.[199]

N'Gbanda qui parsème son livre de génuflexions, de prières et de citations pieuses, justifie son engagement dans la défense de la politique anti-populaire de Mobutu de la façon suivante: *« Je crois aux principes et aux valeurs divines. Je crois que j'avais une mission que Dieu voulait me voir remplir aux côtés de Mobutu »*.[200] Autant dire que Mobutu, lui, a été dictateur par mission divine!

«Papa berger» Honoré N'Gbanda, que les Kinois appelaient *« le terminator »*, commentait la bible chaque dimanche sur une station de télévision dans le but de faire passer l'évangile selon Saint Mobutu. *Le Figaro* note finement que N'Gbanda fait *« des discours-fleuves rythmés de nombreux "amen" à la façon des pasteurs américains »*. Et de conclure: *« Les nombreuses sectes sont devenues des moyens de renforcer le pouvoir par d'autres moyens que la politique »*.[201]

Dans son livre, N'Gbanda expose avec clarté et précision les préparatifs de guerre et les interventions dans la politique intérieure du Zaïre de la part des Etats-Unis. Il nous informe de leurs diktats, de leur cruauté, de leurs menaces et de leurs mensonges éhontés. Après nous avoir exposé tout cela, comment encore masquer la véritable nature de cette puissance dominatrice et barbare? Pour réussir cette mission impossible, N'Gbanda a recours à la fumisterie religieuse.

Quand il doit prononcer un jugement sur l'impérialisme américain, qu'il a servi avec conviction et talent, N'Gbanda prétend que la force des Etats-Unis réside dans le respect des valeurs religieuses! *« Les citoyens des Etats-Unis exigent de leurs dirigeants le respect strict des valeurs morales et spirituelles. C'est là justement que repose le secret de la force d'une nation. »*[202]

Et N'Gbanda de citer abondamment la bible pour préparer l'opinion publique à son retour aux affaires! Il menace Kabila en lançant: *« Qui combat par l'épée périra par l'épée »*. Il revendique des postes pour lui et ses semblables en citant Mathieu: *« Un royaume divisé contre lui-même sera dévasté»* et en proclamant que le Congo doit se reconstruire *« sur le rocher de la grâce du pardon et de l'amour »*.[203]

La fin pitoyable d'un dictateur abandonné

Le mobutisme s'est terminé comme il a vécu, dans la démagogie et la voracité, dans les intrigues et les luttes sournoises entre dinosaures.

Likulia sera le dernier chef de gouvernement de Mobutu. Tout comme Mulamba, le premier chef de gouvernement après le coup d'Etat du 24 novembre 1965, Likulia a dans l'armée le grade de général. Comme Mulamba, Likulia promet de «gouverner autrement»: *« C'est tenir compte, dans la gestion de la chose publique, de l'intérêt général, ... s'ouvrir vers les couches les plus démunies, ... abolir toute stratification sociale, ... bannir toute forme de privilège ou d'impunité, toute exclusion sociale. »*[204]

Le militaire Likulia envoie des officiers chez Savimbi pour étudier ensemble comment bloquer l'avance des troupes de Kabila à Kenge. Mais les stratèges zaïrois n'ont même pas pensé à amener des cartes opérationnelles... Parmi les «experts» militaires, Likulia introduit son propre fils afin de négocier avec Savimbi le marché des diamants![205]

Le 24 mars 1997, Mobutu fait parvenir à N'Gbanda une enveloppe avec 20.000 dollars pour les frais de mission de la délégation zaïroise qui se rendra au sommet de l'OUA à Lomé. Il la remet à Bo-Boliko. N'Gbanda se dit «fortement surpris» d'avoir lu dans *Jeune Afrique* les affirmations de Likulia disant qu'il a débloqué 400.000 dollars pour cette mission, y compris pour l'affrètement d'un Boeing. N'Gbanda prétend que Kamanda est arrivé dans un petit porteur et le reste de la délégation à bord d'un Falcon 50 affrété par la Gécamines.[206]

Quelques jours plus tard, N'Gbanda apprend du général Mahele que Likulia a proposé aux Français de faire un coup d'Etat pour sauver le Maréchal. Baramoto de son côté avait conçu le même projet. Les Français leur ont déconseillé une telle aventure. Les Américains ont menacé Baramoto et Nzimbi de terribles représailles s'ils tentent un coup de force ![207]

Le 16 mai, Likulia achète une page entière du journal *Le Monde* pour y publier une *« Lettre ouverte à propos de la démocratie »*. S'adressant au peuple français qui ira bientôt aux urnes, Likulia dit: *« Votre vote, qu'il soit pour la majorité ou l'opposition parlementaire, ne sera soumis à aucune pression politique ou économique... Cette "normalité républicaine" c'est la voie dans laquelle doit s'engager le Zaïre. Avec tous ceux qui le souhaitent, sans autre exclusive que leur engagement patriotique »*. C'est ainsi que l'homme de la France se fait passer pour le meilleur patriote zaïrois. Il n'y aurait en France «aucune pression économique sur le vote» des citoyens ? C'est cacher que l'issue des élections en démocratie bourgeoise est déterminée par les millions de dollars qu'un parti peut débourser et par le soutien dont il jouit de la part des faiseurs de Rois modernes, les multinationales de l'information...

Le dernier homme de Mobutu se présente comme premier ami de la France. Aux Français, il prouve qu'il est aussi expert en démagogie «démocratique» qu'un Mitterrand, Jospin ou Chirac: *« Chacun d'entre vous doit savoir qu'au Zaïre... c'est en français qu'on rêve de liberté, d'égalité et de fraternité. (...) Comme vous le désirez pour la France, je veux pour le Zaïre : indépendance, unité, paix civile et démocratie »*.[208]

Et comme pour résumer une dernière fois, la veille de la chute de la dictature, les grands thèmes de la propagande mobutiste contre le soulèvement nationaliste, Likulia souligne trois «vérités»: les Tutsi sont une race habituée à tuer ; le Zaïre de Mobutu a été la victime innocente d'une agression étrangère ; Kabila a massacré au point de transformer le Zaïre en abattoir.

Pourquoi la bataille de Kinshasa n'a pas eu lieu

Début mai 1997, des soldats qui ont fui la guerre à l'Est, convergent, en pillant et tuant, vers Kinshasa. La DSP, que tout le monde craint, n'a jamais été engagée dans la guerre et se trouve dans la capitale. Elle peut prendre la population de Kinshasa en otage et provoquer une intervention occidentale qui fera alors ce que l'armée de Mobutu n'a pas réussi : barrer la route aux forces armées de Kabila.

Mais ce scénario, possible en théorie, n'a aucune chance de se réaliser. Mobutu et les généraux ayant pris la fuite le 15 et 16 mai, les soldats déroutés pensent plutôt à enlever leur uniforme et à se fondre dans la population. Mahele, en liaison avec Kabila et avec les Occidentaux, conseille aux officiers de ne pas se battre. Divisée en de nombreuses fractions, ses chefs en fuite, l'armée ne peut plus concevoir un quelconque projet politique. Toute la population, lasse de sept années de démagogie, attend Kabila comme le véritable Sauveur et ne se laissera plus malmener par des soldats haïs.

Lorsque Mahele fut nommé chef de l'état-major, tout Kinshasa éclata de joie pour l'homme qui allait « bouter dehors les agresseurs tutsi ». Mais le faux patriotisme dans lequel se drapait le mobutisme mourant, ne pouvait plus faire illusion longtemps. Mahele comprit vite que, sous le prétexte de combattre une agression rwandaise, on lui demandait de défendre le régime de Mobutu contre ce qui était essentiellement un mouvement populaire révolutionnaire. Mahele se mit alors en contact avec les Américains qui apparaissaient comme les parrains de l'AFDL. Un collaborateur très proche de Mahele envoya le message suivant à N'Gbanda : *« Le général est très déçu. Ma peur est que mon chef soit maintenant récupéré par l'ambassadeur américain qui l'a mis en contact avec Kabila par l'entremise des gens de l'opposition. J'ai été témoin de plusieurs rencontres clandestines entre le général et l'ambassadeur des Etats-Unis, ainsi que des nombreux contacts qu'il entretient avec l'autre camp depuis plusieurs semaines ».*[209] Des témoins ont entendu Kabila en pleine guerre de libération converser avec Mahele par téléphone satellitaire.

Après la chute du régime mobutiste, Vunduawe dira : *« Le matin du départ du Président à Gbadolite, le 15 mai, le général Mahele me prit à côté pour me dire : "Félix, toi, n'aie pas peur, tu garderas ton rang et tes avantages". »*[210]

Trente-sept années de mobutisme ont détruit la conscience nationale et sociale des responsables zaïrois et de couches entières de la population. Le degré de cette destruction est tel que n'importe quel discours nationaliste et révolutionnaire peut n'être qu'un simple écran de fumée qui voile la rapine et la fourberie. Mais la déchéance intellectuelle et morale est telle qu'elle peut provoquer un sursaut quasi instinctif. C'est là que la notion de « révolution pardon » pourrait éventuellement trouver une certaine légitimité. C'est peut-être ce que Mahele exprime, le 15 mars 1997, dans une confidence à N'Gbanda : *« On veut utiliser les gens comme des objets. Même ces Américains ne méritent pas la confiance. Je leur ai posé clairement la question : qu'est-ce qui prouve que vous n'allez pas me faire la même chose que ce que vous*

êtes en train de faire à Mobutu que vous rejetez aujourd'hui comme un chiffon, après vous être servi de lui ? »[211]

Toujours est-il que Mahele facilitera l'entrée des troupes de Kabila à Kinshasa.

Le 16 mai, il téléphone au général Ilunga et à N'Gbanda qui se trouvent à Lomé: *« Ils sont arrivés ! Ils sont déjà au niveau de Ndjili, mais je leur ai demandé de ne plus progresser. Je dois faire le tour de toutes les garnisons pour demander aux militaires de ne pas se battre pour éviter un bain de sang.* »[212] Quelques heures plus tard, le cadavre de Mahele, baignant dans son sang, est étendu sur le sol du camp Tshatshi... Un carré de militaires fidèles à Mobutu ont exécuté le « traître »...

Comment les fidèles de Mobutu ont failli assassiner le Maréchal

Le 16 mai, l'avion de Mobutu, en partance de l'aéroport de Ndjili, a failli être abattu par des missiles installés dans la ferme de la Lokali appartenant à Seti Yale. C'est ce qu'affirme catégoriquement le colonel Motoko. Nzimbi, le commandant de la DSP, a envoyé une jeep avec des missiles sol-air vers la ferme de Seti qui se trouve sur la trajectoire de l'avion. Nzimbi et Seti comptaient mettre l'attentat sur le dos de Kabila et de l'AFDL...[213] Prévenu, le colonel Motoko ordonna au pilote de décoller en direction de Masina et non pas de N'Sele. Après l'échec de l'attentat, Nzimbi prit immédiatement la fuite vers Brazzaville.

Le 18 mai, de bonne heure, des commandos de la DSP, envoyés au front, mais qui avaient fait marche sur... Gbadolite, se trouvaient déjà au centre-ville. Motoko a dû mettre de force le Maréchal et son épouse dans une Mercedes qui, arrivée à l'aéroport, est entrée directement dans un cargo, moteurs tournants. Les premiers hommes de la DSP venaient d'arriver près de la piste. Ils ont tiré sur l'avion lors du décollage. Arrivé à Lomé, l'appareil présenta six impacts de balles...[214]

Ce dimanche 18 mai 1997 à 09h00, le gigantesque Illiouchine appartenant à Savimbi atterrit donc au Togo. Le cargo est rempli de malles, de boîtes, de valises, d'objets en tout genre jetés à la hâte dans l'avion. Au milieu de ce désordre invraisemblable, une Mercedes comme engloutie dans une énorme poubelle. Tout à coup, une portière s'ouvre. Lentement, une tête en sort. C'est le Maréchal. Et Mobutu de murmurer: « N'Gbanda, c'est moi... »[215] C'était lui. C'était la fin...

Chapitre 5

Lorsque tous les espoirs étaient permis

Entre le thatcherisme et le développement autocentré

Richard-Etienne Mbaya était un des ministres les plus influents du premier Gouvernement Kabila. Nommé à la Reconstruction le 6 juin 1997, il devait redresser un pays complètement ruiné. Chargé du dossier des «massacres de réfugiés hutu par l'AFDL», la tâche lui incombait de réfuter les calomnies dirigées contre Kabila. Etienne Mbaya est mort à Kinshasa le 5 octobre 2001, marginalisé, abandonné, accablé par les difficultés... De la gloire à la mort, son parcours est un des énigmes du régime Kabila.

J'ai fait la connaissance d'Etienne dans les années soixante-dix et, contrairement à d'autres, il s'est radicalisé avec l'âge... Chassé du gouvernement début 1998 pour des raisons restées obscures, Son Excellence devint un va-nu-pieds et un sans droits. Un jour, il visita un ami emprisonné au camp Kokolo. Des soldats du commandant Yav en ont profité pour tabasser l'ancien ministre, Etienne a failli en mourir. Il en garda des séquelles, il ne voyait presque plus d'un œil. En juillet 2000, je marchais dans cette grande avenue qui ne portait pas encore le nom de Pierre Mulele. Une voiture s'arrêta. C'était Etienne. Il me disait ne plus rien comprendre à ce qui se passait au pays et nous nous sommes donnés rendez-vous chez lui. Des amis me conseillèrent de ne pas m'y rendre: *«Il y a beaucoup de choses étranges qui se passent, il y a des personnages importants qui sont de connivence avec l'ennemi, ça peut être dangereux pour lui et pour toi».*

En août 2001, je travaillais sur les idées économiques du Président assassiné. Je me suis souvenu que Mbaya avait été le principal organisateur du Colloque pour la Reconstruction qui aurait dû se tenir en janvier 1998. Je suis allé le voir le 28 août 2001. La voiture est entrée dans l'enceinte de l'immeuble, surveillé par une firme privée de gardiennage. On m'installa dans un grand jardin garni de paillotes et de deux piscines. Après vingt minutes, Etienne descendit. Comme il avait vieilli !... Alors que je lui faisais part de mes remords d'avoir manqué notre premier rendez-vous, il répondit de façon énigmatique: *«Ah! Tu connais le pays...»* J'abordai la réunion récente de Gabarone où le gouvernement avait signé un «pacte républicain» avec les rebelles. Etienne: *«Gaborone, c'était une honte pour le Congo. Est-ce que Joseph sait où il va? Mais c'était presque la capitulation là-bas!».* Etienne promit de venir chez moi le jeudi suivant pour discuter des conceptions économiques de Mzee. *«Tu sais,* me dit-il, *Mzee n'était pas fort en économie, mais il avait le cœur là où il faut. En juillet 1997, le Président avait invité Michel Tshefu à organiser un Colloque sur les priorités du Développement. Nous y avons entendu des interventions d'intellectuels qui semblaient simplement copier les cours d'économie libérale qu'on leur servait en candidature à Paris et à Washington. Le vieux ne savait pas toutes les sottises qu'on racontait en son nom...»* Le jeudi suivant, Etienne n'est pas venu...

Le 5 octobre 2001, pour la première fois dans l'histoire, une commémoration de l'assassinat de Mulele était organisée à Kinshasa. Je fis une dernière tournée pour rappeler l'événement à des amis. A 16h45, je remis une note à Kazadi Nyembwe, l'administrateur général de l'ANR. De là, je voulais faire un saut chez Etienne qui habitait deux rues plus loin. Je reçus un coup de téléphone : *« Les militaires disent que la commémoration ne peut pas avoir lieu, ils ferment le Palais du Peuple »*. Et je me suis précipité au Palais. C'est ainsi que j'ai manqué notre ami Mbaya. La commémoration a connu un franc succès. Les derniers assistants ont quitté à 21h30.

Vers 23h00, on a retrouvé Richard-Etienne Mbaya, mort devant sa table de travail...

Economie : l'espoir revient

Le meilleur juge de l'état de l'économie est la ménagère, disait mon ami Martin Kibungu. La «démocratisation» commencée en 1990 et maintenue jusqu'au 17 mai 1997 fit disparaître l'argent de la ménagère dans les flammes de l'inflation. Après sept mois de pouvoir kabiliste, fin 1997, la maîtresse de la maison estimait que son argent avait à nouveau de la valeur : les prix au Grand Marché furent pratiquement stabilisés. Le taux d'inflation a atteint 6% en 1997 contre 741% l'année précédente ! Le taux le plus élevé a été relevé en 1993, en pleine «transition démocratique», à 8.828%...[1]

Un autre haut fait a marqué la première année de Kabila : l'augmentation des revenus de l'Etat. L'Office des douanes et accises a triplé ses recettes : de 8 millions de dollars en 1996, elles s'élevaient à 25 au cours de l'année de la libération.[2] C'était le résultat d'une lutte contre les magouilles et les détournements. Mais la reconstruction économique du pays n'avait pas encore été entamée. Et c'était une tâche titanesque dans ce Congo ruiné, vivotant dans l'informel. Quatre-vingt pour-cent des activités économiques se situent dans ce secteur, alors que le pays a les possibilités d'exporter en 2010 pour 10 milliards de dollars d'électricité, rien que vers l'Afrique du Nord...[3]

Confusion au COKATOM

Peu de cadres groupés autour de Kabila s'étaient préparés à affronter les difficultés de la reconstruction économique. Depuis 1965, l'opposition congolaise s'est surtout épuisée en simples dénonciations de la dictature et en répétitions lassantes du discours lumumbiste. Peu d'efforts ont été faits pour critiquer les mécanismes de l'économie capitaliste «zaïroise» dominée par l'impérialisme, et encore moins pour élaborer une voie de développement alternative.

Cette paresse intellectuelle a permis que les conceptions du capitalisme sauvage s'emparent de nombreux esprits qui se voulaient nationalistes. Un exemple montre de façon caricaturale à quel point la confusion régnait dans certains milieux de l'opposition qui se diront kabilistes fin 1996... Il s'agit d'un document publié en mars

1996 à Bruxelles par la Communauté Katangaise d'Outre-Mer (COKATOM) dont le Président était Gaëtan Kakudji et l'économiste de service Georges Kimba.[4] Après la prise du pouvoir de l'AFDL, le premier est devenu gouverneur du Katanga et il prit le second comme directeur de cabinet en charge de l'économie.

Les maîtres-mots du document sont: libéralisme, privatisations, éclatement du pays en «provinces» et liens directs entre les multinationales et les autorités provinciales...

Pour mettre en vedette les qualités particulières des Katangais, favorables au libéralisme économique, la COKATOM a inventé une théorie raciste originale. D'autres fabriquants de mythes avaient déjà divisé les Africains en deux races, l'une *«bantou»* et l'autre *«nilotique»*. Maintenant, on veut nous faire avaler que les *«peuples forestiers»* qui sont des *«ramasseurs-cueilleurs»* ont une culture incompatible avec celle des *«peuples de la plaine»* qui sont des *«entrepreneurs»*.

Le document de la COKATOM le formule ainsi: *«Le Congo-Zaïre est indubitablement composé, d'un côté, par des forestiers auxquels l'Occident a fait appel sous la guerre froide ... et, de l'autre, par des hommes des plaines qu'on a marginalisés pendant trente ans, alors qu'ils disposent ... d'une morale sociale plus propice à la constitution d'une économie sociale de marché.» «La culture politique ... des ramasseurs-cueilleurs, est, comme chacun le sait, incompatible avec la gestion relativement rationnelle des peuples des plaines.»* Ces derniers ont *«des traditions historiques»* comparables à celles *«des pays émergeants de l'Asie du Sud-Est»*. Le mobutisme a montré qu'il était *«illogique de vouloir ... construire pour le Katanga un projet d'avenir à partir des peuples de l'Equateur. L'Occident s'est trompé de partenaires.»*

Après avoir divisé les Congolais en *«hommes de la forêt»* et en *«hommes de la plaine»*, ces derniers sont apparemment encore subdivisés en plusieurs «sous-races». Parce que les *«hommes de la plaine»* katangais caressent le rêve de se détacher du Congo pour devenir le centre de l'Afrique. La «démocratie» permettrait au Katanga de traiter directement avec les multinationales et d'étudier avec l'Occident la mise en valeur de la province... sans interférence des (autres) Congolais... *«A la faveur d'une démocratie inéluctable depuis l'effondrement du mur de Berlin, nous avons l'intime conviction que le Katanga sera l'épicentre naturel d'une reconstruction économique et sociale du Congo-Zaïre. (...) Nous nous tournons vers l'Occident pour en étudier en commun la mise en valeur et la reconstruction. (...) Le Katanga demeure le pôle économique le plus sûr du Congo-Zaïre.»* Se détachant partiellement du Congo, le Katanga compte se lier plus étroitement à l'Afrique Australe. *«Le Katanga ... peut jouer ... un rôle utile de trait d'union entre l'Afrique Australe, qui tente de réaliser une économie moderne de marché, et l'Afrique Centrale ... dotée de ressources naturelles équivalentes. (...) C'est là un privilège qui... ne peut qu'inciter à nourrir pour le Katanga une véritable ambition au sein de l'Afrique du XXI^e siècle.»*

La Banque Centrale du Congo disparaîtrait dans sa forme actuelle, pour être remplacée par un «invest de développement» dans chaque Région (Province). Chacun de ces holdings régionaux *«va s'associer à des partenaires internationaux pour répondre à ses besoins prioritaires»*. L'Occident trouvera au niveau régional *«des élites zaïroises plus motivées»*. Autant dire que les Zaïrois ne peuvent pas être mobilisés par le nationalisme mais uniquement par le provincialisme. Il faut *«la fédéralisation du pays»* parce que c'est au niveau de la Région qu'on trouve *«une morale respectée par l'élite du Congo-Zaïre»*.

Après *«la fédéralisation du pays»* les Régions vont *«reconstruire un Etat zaïrois»* qui *«doit être pensé comme un marché commun»*. La COKATOM demande aux puissances impérialistes de ne plus reconnaître l'autorité de Kinshasa: *«L'Occident (doit) conditionner son aide structurelle à des accords directs avec des invests régionaux (provinciaux)»*. La Banque Centrale n'existera plus que de nom, puisqu'elle sera *«conçue comme une véritable copropriété des Régions»*.

Les auteurs de la COKATOM sont conscients que l'affaiblissement du pouvoir central facilitera la mainmise des multinationales sur les provinces. Ils ne cachent pas que le but de l'opération «fédéralisme» est de «faciliter» la privatisation des grandes entreprises zaïroises... par le grand capital étranger, s'entend. *«Les invests régionaux (seront) des instruments d'expertise pour la privatisation des entreprises dans chaque Province.»* Le Katanga va ainsi *«privatiser la GECAMINES»*. Et grâce à cette privatisation, il *«concevra une stratégie de reconversion économique de la Région»*. Une *«privatisation par Région»*, implique que l'Etat congolais n'existe plus dans le domaine économique, ce qui entraînera fatalement sa disparition sur le plan politique...

Le difficile exercice de dialectique de l'équipe Kabila

Voilà certaines idées économiques qui circulent dans l'entourage de Kabila, lorsque ce dernier prend l'initiative de convoquer en juillet 1997 un *Colloque sur les priorités du développement*.

Kabila fait le discours d'ouverture. Son axe central est la nécessité d'une rupture avec l'économie capitaliste qui a régné au Congo de 1885 à 1997. Parlant du capitalisme pratiqué sous Mobutu, Kabila dit: *«Le modèle économique de l'ancien régime, n'aura été que la phase achevée du modèle léopoldien basé sur la cueillette, le pillage et la violence... Depuis 1960, il a produit un Etat national sans citoyens. Le libéralisme appliqué n'a jamais été remis en cause. Il a été plutôt renforcé ... C'était un libéralisme sans bourgeoisie locale révolutionnaire.»* Kabila appelle à *«rompre le rapport intime d'exploitation et d'asservissement de la période antérieure»*.

La grande bourgeoisie occidentale qui impose sa «démocratie» à l'Afrique, ne permet pas aujourd'hui que les Congolais s'expriment franchement à propos du capitalisme qui ravage leur pays. C'est ainsi que nous voyons Kabila contraint de dire qu'il veut *«une économie sociale de marché»* et de recourir à des acrobaties intellec-

tuelles étranges pour la définir. D'un côté, Kabila prône *« la sauvegarde du droit de propriété privée et le marché concurrentiel comme système régulateur »*, mais de l'autre il affirme que *« l'agriculture autant que l'industrie et les transports ont des impératifs autres que ceux visant la promotion d'une bourgeoisie nationale »*. Kabila est assez philosophe pour savoir que présenter deux exigences antagonistes sous la forme « d'un côté... de l'autre côté », c'est de l'éclectisme et de l'opportunisme. Il sait qu'il dit un non-sens en affirmant vouloir d'un côté « sauvegarder le droit à la propriété privée » et de l'autre ne pas vouloir « la promotion d'une bourgeoisie nationale ». En effet, la propriété privée des moyens de production et le marché donnent nécessairement naissance à une bourgeoisie.

Recourant à des artifices pour ne pas heurter de front les maîtres du monde, Kabila souligne que le modèle d'économie sociale de marché doit être approché avec beaucoup de prudence. Il *« doit être soumis à l'épreuve de la réalité »*. D'ailleurs ce *« n'est pas une panacée pour le Congo. Sa réussite sous certains cieux ne donne aucune garantie de survie à nos populations face aux exigences de rupture qui se posent à notre pays »*. Et là nous voyons pointer la pensée réelle de Kabila : c'est une question de survie pour nos populations, de rompre avec les pratiques économiques qui ont régné au Congo de 1885 à 1997. Pour Kabila, la notion de rupture est essentielle : dans « économie sociale de marché », c'est l'économie sociale qu'il poursuit et « économie de marché » n'est qu'un mot pour amadouer les impérialistes.

Habituellement, la notion « économie sociale de marché » est utilisée par les défenseurs de l'économie capitaliste qui veulent masquer son caractère exploiteur et injuste en lui collant l'adjectif « social ». Ainsi, en Belgique, la notion d'« économie sociale de marché » a été lancée pour la première fois en 1944 par le Parti Social Chrétien belge et son syndicat la CSC pour combattre les idées révolutionnaires et collectivistes qui gagnaient toute la classe ouvrière sous l'influence de la victoire de l'Union soviétique. Notons en passant que le Président de la CSC Henri Pauwels, grand défenseur de « l'économie sociale de marché », publia en 1946 une brochure sur *« Les fondements généraux du droit à la Colonisation »*. Il y fit l'éloge *« du travail obligatoire et forcé »* et écrit : *« Il est légitime que les peuples à coloniser soient obligés, sous la contrainte si nécessaire, de collaborer à l'œuvre civilisatrice dont ils seront bénéficiaires »*.[5] Au Zaïre, la Conférence Nationale et « Souveraine », qui précipita la ruine économique du pays, prônait, elle aussi, une « économie sociale de marché ». Et nous avons vu que la COKATOM, qui invite les multinationales à venir « privatiser » le Zaïre province par province, ne jure que par la même « économie sociale de marché »...

Kabila : « La voie du capitalisme à l'échelle nationale est illusoire... »

De cœur et d'esprit, Kabila est un collectiviste qui comprend que sans un Etat fort, le Congo ne pourra jamais se développer. Kabila évoque les principes d'équité et de

justice sociale pour exiger *« l'éducation, la santé et le logement pour tous »*. Cela est essentiel, dit-il, pour rendre le Congolais capable de *« créer les entreprises privées ou collectives »* et *« rendre performantes les entreprises dans lesquelles il est impliqué comme travailleur »*.

Puis il affirme: *« L'Etat doit intervenir dans les secteurs où l'initiative privée fait défaut ou est insuffisante, afin de créer des conditions favorables à la croissance »*. Or, l'intervention de l'Etat, définie ainsi, couvrira 90% de l'économie. L'Etat doit d'ailleurs aussi développer l'esprit nationaliste de tous les citoyens. Comme le dit Kabila: l'Etat doit assumer l'éducation politique et civique *« dans la perspective de promouvoir le partenariat »* sur une base d'égalité.

Toutes ces idées sur l'économie que Kabila ébauche déjà en juillet 1997, il les développera dans ses grands discours sur les CPP entre janvier et mai 1999.

Kabila prend «l'économie sociale de marché» comme un drapeau qu'il agite sous les yeux des impérialistes. Quant au fond, Kabila prône une triple libération économique au niveau de la famille, de la nation et de l'Afrique. Il indique *« trois espaces de construction »* dans lesquels il faut œuvrer: *« la famille patriarcale pour l'émancipation de la femme, des enfants, des handicapés physiques; l'Etat national (pour libérer) les paysans et les salariés et la société mondiale pour la libération intégrale de l'Afrique et du reste du tiers monde». « Chasser le chômage, c'est remettre en question le modèle précédent, c'est remettre à l'ouvrage les catégories à haut risque, les femmes, les handicapés, c'est rendre la parole aux exploités, aux paysans et salariés, c'est remettre l'Afrique au centre de l'Univers comme partenaire. Chasser le chômage, c'est aussi organiser la solidarité nationale sur une vaste échelle ... C'est inventer une nouvelle société congolaise différente de l'Etat Indépendant du Congo et des autres Etats qui lui ont succédé. »*

C'est très clair, Kabila n'a nullement l'intention de persévérer dans la voie capitaliste suivie par l'Etat léopoldien, colonial et néocolonial. Il veut *« mettre en question le modèle précédent »* et créer *« une nouvelle société»* toute différente. Toute sa pensée est axée sur la rupture avec l'économie de marché, même embellie de l'étiquette «sociale».

Nationalisme et collectivisme

Aux yeux de Kabila, il est évident que ni l'économie de marché, ni le libéralisme, ni les privatisations, ni l'accaparement des richesses minières par les multinationales ne conduiront à créer un Etat national fort et solidaire qui *« rendra la parole aux exploités, aux paysans et salariés». « Pour fonder dans la durée notre acte libérateur, il faut promouvoir l'esprit d'appartenance à une nation. Il faut construire un Etat national solidaire sur le plan interne et convivial sur le plan externe ... Vous devez examiner les mécanismes de réussite de la décentralisation des activités par secteurs et par entités territoriales en vue de renforcer le pouvoir des exploités, le pouvoir de la population. Décentraliser les activités de production et de consommation, c'est*

également créer un marché intérieur national intégré, c'est en définitive construire des nouveaux sites urbains ou semi-urbains viables, y compris la construction d'une capitale au centre géographique du Pays. La vision que j'ai de ce pays, c'est d'intégrer les bienfaits de la science et de la technologie pour offrir un avenir meilleur à mon peuple. J'insiste, il faut éviter de rationaliser l'irrationnel et les inepties de la période antérieure. » Pratiquer le libéralisme sous la houlette du FMI, comme le fit Kengo Wa Dondo, le grand économiste des années quatre-vingt et quatre-vingt dix, c'est bel et bien *« rationaliser l'irrationnel et les inepties »* de la période mobutiste... Toute la vision nationaliste, collectiviste de Kabila sur le développement économique est dans ces formules : *« promouvoir l'appartenance à une nation, construire un Etat national solidaire, renforcer le pouvoir des exploités, utiliser la science et la technologie au service de mon peuple »*. Cette vision est diamétralement opposée à celle d'un Congo du « marché libre » où les plus forts, c'est-à-dire les multinationales comme American Mineral Fields, Bechtel, Anglo-American, etc. « géreront » l'exploitation du cuivre, du cobalt, du coltan avec la seule ambition d'offrir chaque année au moins 10% de dividendes à leurs actionnaires. Seul l'Etat congolais peut constituer une force suffisante pour impulser un développement économique axé sur la satisfaction des besoins des masses exploitées. Mais il faut nécessairement qu'il s'agisse d'un Etat révolutionnaire au service exclusif des masses populaires et placé sous leur contrôle.

Kabila sait ce qu'il ne veut pas : *« La voie du capitalisme à l'échelle nationale est illusoire : le capital est contrôlé, par la Haute Finance Internationale »*. Et Kabila sait aussi ce qu'il ne peut pas avouer vouloir : *« la voie du socialisme planifié »*. L'homme connaît l'expérience de la Chine, ce pays continent qui était au cours des années 1920-1949 encore plus misérable que l'Afrique. L'expérience chinoise a appris à Kabila qu'une planification nationale dans les secteurs stratégiques est essentielle pour le décollage économique.[6] Et qu'elle n'empêche pas le développement d'un secteur du petit et moyen capitalisme qui peut d'ailleurs être orienté par l'Etat avec des directives économiques. Le Congo a l'avantage sur la plupart des pays africains de disposer d'un puissant secteur public qui, géré avec rigueur et contrôlé démocratiquement par ses travailleurs et cadres, peut impulser un développement national autocentré.

Marché libre ou planification nationale ?

Le *Rapport de synthèse* montre bien les contradictions extrêmes qui ont divisé les économistes entourant Mzee Laurent-Désiré Kabila.

Dans ce Rapport, nous retrouvons une orientation politique populiste, mais qui n'est pas basée sur une analyse et une démarche économiques scientifiquement fondées. Cela donne la plupart du temps de beaux discours dont la réalisation, si déjà elle est tentée, sera étouffée dans l'œuf par le marché libre. Ainsi, le Rapport parle *« du développement national endogène, autocentré et auto-entretenu fondé sur la satis-*

faction des besoins essentiels des populations ... l'objectif étant de compter sur ses propres forces et d'avoir confiance en soi». Mais ces belles intentions apparaissent comme des chimères puisqu'elles sont censées se réaliser grâce à «*l'économie (sociale) de marché*».

Les rapporteurs tentent d'échapper à l'opposition irréductible entre deux voies politiques et économiques en divisant le Congo en deux zones. La première devra «*assurer la participation de l'économie congolaise aux jeux de la mondialisation*» et la seconde assurera «*la promotion d'une autre économie de la solidarité nationale*». Les partisans du nationalisme veulent sortir du dilemme en exprimant leur détermination à «*créer ... un marché intérieur national; à mettre fin à des structures économiques héritées de la colonisation qui n'articulent pas le secteur des exportations avec celui de la consommation locale*». Mais créer un marché intérieur large et articuler le secteur des exportations et celui de la consommation locale, exige justement un pouvoir politique fort, engagé dans une planification nationale qui seule peut permettre de réaliser ces articulations. Ce qui implique un refus du libéralisme économique... qui dans le reste du document est présenté comme le remède miracle aux problèmes du Congo !

A partir des réalités à la base, le Rapport définit les besoins les plus urgents du développement local et régional. «*La zone de base devra être un Centre de Regroupement de Villages. C'est autour de lui que ... devra s'organiser l'autosuffisance de nourriture, de transport, de communication, de logement, de santé et d'éducation.*» Ces Centres seront «*équipés d'adduction d'eau, d'énergie électrique, d'écoles, de centres de santé de soins primaires, de tuileries, de briqueteries, de coopératives et de caisses d'épargne et de crédit*». Des «*comités locaux de développement* (seront) *démocratiquement élus. (...) Le peuple devra s'impliquer à tous les niveaux et demeurer au centre de toutes les actions de développement*». Ce langage aussi, nous le retrouverons deux ans plus tard dans les discours de Kabila sur les CPP.

A l'échelon juste au-dessus, dit le Rapport, un embryon d'industrialisation est possible. «*Il s'agit d'industries capables de satisfaire aux autosuffisances locales. Savonneries, huileries, entreprises de transformation du bois, minoteries, unités de production de médicaments pour animaux, pêcheries industrielles, sucrières, ateliers mécaniques, cimenteries, cartonneries, laiteries, etc...*» Mais il est évident que ce développement démocratique à la base ne pourra être réalisé que par une volonté et une détermination politiques au plan national. Le gouvernement nationaliste devra prendre des mesures économiques volontaristes et définir une allocation des ressources du pays selon une planification nationale d'ensemble.

La privatisation des grandes entreprises congolaises ?

Or, dans sa partie fondamentale, le Rapport promet de livrer le Congo au libéralisme sauvage qui est la voie la plus directe vers la domination économique intégrale par les puissances impérialistes sur le pays.

En effet, le Rapport veut assurer la libre circulation des capitaux et de la main d'œuvre dans la zone dite *« d'économie concurrentielle »*, en y supprimant immédiatement le contrôle de l'Etat. Reprenant le langage bien connu de la mondialisation impérialiste, le Rapport prône *« l'ouverture aux échanges mondiaux par l'attrait des capitaux étrangers au Congo et par l'internationalisation de grandes entreprises nationales existantes ou à créer ... (en les aidant) à se multinationaliser. »* Cette soi-disant « internationalisation des grandes entreprises congolaises » se réalisera inévitablement par leur privatisation et leur absorption par des multinationales. Une multinationale comme General Electric possède des avoirs pour 405 milliards de dollars, General Motors et Ford pèsent 273 milliards de dollars, Toyota 160, AT&T 169 Exxon Mobil 144 milliards de dollars, Royal Dutch-Shell 113, Microsoft 37 milliards et Nestlé 36...[7] Face à ces géants, la plus grande entreprise congolaise n'est qu'un moustique.

Tous les pays impérialistes se sont développés grâce à des interventions énergiques de l'Etat au profit des capitalistes. Tous les pays dominés qui ont connu un certain développement, l'ont été à partir d'interventions massives de l'Etat dans le domaine du développement industriel. Le Congo possède un secteur public puissant qui peut devenir le moteur d'un développement autocentré accéléré. Mais le Rapport propose de le liquider en prônant une « réduction et une restructuration du secteur public ». On pourrait croire que les auteurs ont glané leurs arguments dans les publications du FMI et de la Banque Mondiale. *« La plupart des entreprises d'Etat sont fortement endettées, insolvables et font face à de graves difficultés. Beaucoup, créées pour servir une économie dirigée, ont perdu leur raison d'être. D'autres ont des fonctions qui pourraient être assurées plus efficacement par le secteur privé. La privatisation de certaines entreprises ne doit pas être un sujet tabou (...) Une privatisation peut permettre à l'Etat d'acheter des actions de sociétés étrangères (...) Dans les secteurs stratégiques où il est essentiel de maintenir certaines entreprises dans le giron de l'Etat, on peut envisager d'en confier la gestion au secteur privé. Les exemples concluants sur la gestion des douanes par une société privée sont expérimentés en Afrique Australe. »*

« S'inspirer de la tradition relativement libérale de l'économie sous Mobutu...? »

Là où Kabila affirme que *« la voie du capitalisme à l'échelle nationale est illusoire : le capital est contrôlé par la Haute Finance Internationale »*, le Rapport de ses experts prétend que le gouvernement doit simplement continuer et approfondir la politique économique de... Kengo wa Dondo! Incroyable – mais vrai, puisque nous lisons que le Congo nouveau pourra *« s'inspirer de la tradition relativement libérale de l'économie congolaise, des réformes soutenues par le programme d'ajustement de 1983-1989 et de la libéralisation involontaire occasionnée par l'érosion de la puissance publique depuis 1990. Le Gouvernement devra se garder de rétablir les*

contrôles et les obstacles au commerce international qui ont été supprimés ou qui ont de facto disparu».

Le *Colloque sur les priorités du développement* semble vouloir dire que ces fameuses «priorités» avaient été bien établies entre 1983 et 1997, c'est-à-dire sous le mobutisme pur et dur, puis sous le multi-mobutisme de la transition. Le Rapport recourt aux formules magiques Kengo wa Dondo: il veut *«garantir la liberté du commerce à l'intérieur comme à l'extérieur du pays ... Dans la poursuite de son action de libéralisation, le Gouvernement devra chercher à travailler en collaboration étroite avec les associations patronales».* Il promet de sauver le Congo grâce à des *«investissements privés à grande échelle»,* mais omet soigneusement de dire que ces capitaux seront étrangers. *«L'initiative privée sera le maître d'œuvre de la reconstruction nationale.»*

Plus surprenant encore, le Rapport reprend toute la ligne générale avec laquelle l'impérialisme impose sa dictature économique dans le monde entier: le règne de l'entreprise privée, la liquidation du rôle de l'Etat et l'aide humanitaire par le canal des ONG, financées et contrôlées par des Etats occidentaux. Aide «humanitaire» qui doit éviter que la colère des masses affamées ne débouche sur la lutte révolutionnaire... Le Rapport souligne: *«Le rôle majeur des entrepreneurs dans le redressement économique devrait s'accompagner de l'implication de la Société Civile dans la prise en charge du développement social».*

Selon le manuel du FMI?

Michel Tshefu était le président du *Colloque sur les Priorités du développement.* Prononçant un discours sur «l'économie sociale de marché», il fit l'apologie de l'impérialisme et du capitalisme. *«Nous suggérons d'éviter... tous les "ismes": socialisme, communisme, capitalisme et libéralisme, qui ne font qu'attiser les polémiques.»* Mais son texte est un éloge du capitalisme et une déclaration de guerre au socialisme...

Michel Thefu poursuit: *«Il y a deux modes d'organisation diamétralement opposés: une économie régulée par une planification décentralisée appelée économie de marché et une économie régulée par une planification centralisée couramment appelée économie socialiste».* C'est une mystification idéologique qui n'a rien à voir avec les réalités de notre monde. La question clé est de savoir à qui appartiennent les moyens de production. A une minorité de détenteurs des capitaux qui planifie alors l'exploitation maximale de la force de travail pour accumuler et pour s'enrichir? Ou à la collectivité par l'intermédiaire d'un Etat populaire ou socialiste qui organise de façon planifiée la production dans le but de répondre aux besoins matériels et spirituels des masses populaires? Michel Thefu ne peut pas ignorer que dans le monde actuel, la planification la plus poussée se fait au Pentagone qui «planifie» l'extension de sa machine de guerre dans le monde entier et même dans l'espace. Elle se fait aussi au sein des multinationales qui planifient avec une rigueur extrême une production à l'échelle mondiale qui peut monter à 200 milliards de dollars par an.

Le président du *Colloque* écrit: *« L'économie de marché se caractérise par: la non-intervention de l'Etat et la libre circulation de l'information »*. Mais lorsque les Etats-Unis adoptent un budget militaire de 300 milliards de dollars, il s'agit bien d'une intervention gigantesque de l'Etat en faveur des multinationales américaines de l'armement. Et peut-on parler de «non-intervention» lorsque l'Etat utilise ses policiers, gendarmes et militaires pour briser des mouvements ouvriers et populaires qui se dressent contre la surexploitation et le chômage? Quelle «libre circulation de l'information» peut-il y avoir dans un monde où l'information et la désinformation appartiennent à des entreprises privées aux chiffres d'affaires de plusieurs dizaines de milliards de dollars? Libre circulation de l'information dans le domaine économique? Les multinationales ont leurs brevets et depuis la contre-révolution en Union soviétique, les Services secrets des puissances impérialistes sont pleinement engagés dans l'espionnage industriel contre les pays concurrents.

« L'économie de marché présente les avantages de développer l'esprit d'initiative et de créativité, d'améliorer la qualité des biens et services. » Cette phrase que reprend Michel Tshefu était très à la mode en 1989, lorsque les puissances impérialistes promettaient le paradis aux pays socialistes qui réaliseraient la «révolution du marché». L'Union soviétique de Gorbatchev et Yeltsine a complètement liquidé l'économie socialiste. Depuis lors, la population de la Russie et de l'Ukraine a diminué de 9 à 10.000.000 de personnes. La production industrielle a diminué de 60% entre 1990 et 1996. Le niveau de vie des travailleurs a chuté à 15% du niveau de 1990. Belle créativité, admirable amélioration de la qualité des services...

La grande Conférence Nationale sur la Reconstruction... qui n'aura jamais lieu

Kabila a été de toute évidence mécontent du *Colloque sur les Priorités du développement*. Le 25 septembre 1997, Etienne-Richard Mbaya fait un discours dans lequel il annonce l'organisation d'une *Conférence Nationale sur la Reconstruction* dont les assises nationales auront lieu à Kinshasa du 24 janvier au 18 février 1998. La *Conférence Nationale sur la Reconstruction* regroupera la base de la société congolaise, elle prendra le contre-pied du *Colloque* qui fut *« un forum d'experts »*.

Dans son remarquable discours, Mbaya s'oppose au libéralisme et à la «mondialisation par les multinationales» et prône une voie de développement endogène. Il veut partir du niveau de compréhension des besoins des masses rurales pour définir des projets économiques qu'elles peuvent maîtriser. Un plan décennal devra essentiellement servir le développement de l'intérieur du pays. Mbaya dit entre autres ceci.

« Durant 37 ans, notre pays a végété comme une néocolonie, un pays esclave, une vache à lait pour les puissances étrangères ... Pour se libérer, notre peuple devait affronter un ordre économique international injuste, une caste de politiciens corrompus et incompétents et la féodalité qui l'exploitait.

Le développement que nous souhaitons, passe par une redéfinition de l'ensemble de nos rapports avec le marché mondial et un engagement dans de nouveaux rapports sociaux internes. Il s'agit de nous octroyer une aire, des objectifs et les moyens d'un développement endogène ...

Nos populations doivent devenir des sujets conscients du développement ... La Conférence Nationale pour la Reconstruction se veut un architecte qui propose d'actualiser et de concrétiser, avec le concours de la base, les attentes, les aspirations de la population congolaise. (...) La Conférence ... vise la mobilisation de la base de la société congolaise pour définir ses propres priorités, pour en faire le moteur, l'acteur et le bénéficiaire de son propre développement.

Le développement agricole et donc le développement global passent par la prise en compte du village, cellule de base de notre société traditionnelle. Il faudra partir de quelques villages-échantillons pour mener des enquêtes et dialoguer avec la population autour de ses besoins et de la manière de les satisfaire ... Pour imaginer raisonnablement l'avenir de l'agriculture, principale activité économique en milieu rural, il faut être aux côtés des paysans dans leurs champs et sous leurs cases. La question est de savoir quel type de construction économique et sociale pourrait être accepté, compris et animé par toute une Commune rurale, afin que soient atteints les objectifs de développement ... La population dans chaque Commune rurale (devra) bander son énergie pour résoudre ses propres problèmes ...

Cet exercice de démocratie économique directe contraint la population consommatrice à des choix en tant que producteur. (...) Il n'existe pas d'industrie pour rendre plus confortable la maison en matériaux légers, la cuisine en plein air ou la douche alimentée à l'eau de pluie. Cette inadaptation des activités économiques aux besoins potentiels de la population suffit à expliquer la marginalisation économique des masses paysannes et donc la majorité de notre peuple.»

L'orientation donnée par Etienne Mbaya à la *Conférence Nationale sur la Reconstruction* est une préfiguration de la politique du développement que Kabila prônera, début 1999, avec la constitution des Comités du Pouvoir Populaire. La *Conférence Nationale sur la Reconstruction* aura 36.000 délégués dans les différentes provinces du territoire national. La Conférence centrale qui sera tenue à Kinshasa réunira les délégués élus par leur base respective. Ce schéma organisationnel de la Conférence qui consiste à partir d'élections à la base pour monter ensuite jusqu'au niveau national, sera aussi repris lors de la construction des CPP.[8]

Les critères de sélection des participants aux conférences provinciales expriment aussi des choix politiques: 50% des participants doivent provenir des milieux ruraux, 30% au moins des participants seront des femmes et 60% des délégués des milieux ruraux doivent être des jeunes de moins de 30 ans.

La conférence mettra en place une Commission Nationale pour l'élaboration d'un plan décennal de reconstruction national. Elle créera également des organismes permanents comme le Conseil Economique et Social au niveau national et provincial, ainsi qu'une Banque pour la Reconstruction et le Développement.

Cette Conférence Nationale sur la Reconstruction était capitale. Elle n'a pourtant jamais eu lieu. Cela reste une des énigmes du régime Kabila même si l'explication réside sans doute dans les faiblesses au niveau de l'organisation. Le PNUD avait déboursé plusieurs centaines de milliers de dollars mais une grande partie de cet argent a été détournée. Des noms ont été lancés mais l'opinion publique ne connaît toujours pas l'identité des coupables.

Le premier Plan de développement rédigé par des Congolais

Le Plan triennal minimum est adopté en septembre 1997. Il a pour but de créer les conditions pour la reconstruction du Congo qui *« est un pays complètement détruit »*. Le Plan vise une réhabilitation des infrastructures de base dégradées et de l'appareil d'Etat qui a pratiquement cessé de fonctionner, une refonte des structures sociales en déliquescence spectaculaire.

Il nécessitera la mobilisation de trois milliards de dollars.

Le Plan triennal contient, lui aussi, des options économiques inconciliables, antagonistes qui devront pouvoir fusionner grâce à la notion fourre-tout de l'« économie sociale de marché».

Il y a d'un côté l'option économique nationaliste, anti-néocoloniale, populaire et panafricaniste, dans laquelle on reconnaît aisément la main de Kabila. *« Le Gouvernement ne pourra laisser entre les mains des seuls privés, des seuls financiers, des secteurs entiers de l'économie au risque de pérenniser les schémas et les habitudes pervers susceptibles d'être revitalisés par la toute puissance de l'argent ... L'homme congolais libéré de la servitude néocoloniale, fera sa propre histoire ... Il sera seul maître de sa propre destinée, étant lui-même à l'origine de son projet de développement, au centre de sa réalisation ... Les premiers bâtisseurs nationalistes sont à la base, dans nos unités de production villageoises. Ces milieux revêtent une importance cardinale pour l'action de reconstruction du gouvernement ... L'économie sociale de marché requiert un Etat assez fort, capable de sauvegarder (des) éléments et principes de base, ... comme la sécurité et la justice sociale. (...) (Le Congo devra) prendre la tête du développement économique en Afrique Centrale, ce qui nous permettra de créer les impulsions nouvelles pour la redynamisation du panafricanisme. »*

De l'autre côté, il y a l'option économique diamétralement opposée, celle du marché libre, du libéralisme, du capitalisme privé conforme à la conception de la «mondialisation» impérialiste. *« L'économie sociale de marché diffère des systèmes de planification centralisée au sein desquels l'Etat est quasi omnipotent et qui se caractérisent par l'inefficacité économique et l'absence de liberté individuelle. Dans une économie sociale de marché... l'Etat n'interviendra qu'en l'absence d'une alternative privée viable... Il s'assurera que son intervention n'entrave en rien le mécanisme du marché en vertu du principe de conformité au marché. »*

Il apparaît clairement que dans le domaine économique, Kabila n'a pas réussi à former une équipe soudée par une même vision du monde, par les mêmes principes et donc capable d'agir de façon unie et avec efficacité.

S'il y a la famine et la malnutrition dans certaines villes et régions du Congo, le pays au potentiel agricole le plus fabuleux de l'Afrique, c'est à cause de la destruction à grande échelle des routes et des pistes qui existaient au moment de la décolonisation. Ainsi s'impose dans le Plan triennal la nécessité primordiale de refaire les grandes routes menant à Kinshasa et les routes de desserte agricole à l'intérieur du pays. C'est à cette condition que les paysans pourront commercialiser les produits vivriers et que les Kinois mangeront à leur faim. Le Plan prévoit l'asphaltage de 5.500 km de routes dont au moins 500 km par province. Certaines routes pourront être convenablement aménagées en terre et régulièrement entretenues par la réhabilitation du cantonage, pratiqué du temps de la présence belge. La réhabilitation des infrastructures portuaires et aéroportuaires a également une place importante dans le Plan. Remettre en bon état le réseau ferroviaire est aussi une priorité. Le Congo veut électrifier les voies ferrées Kamina – Ilebo et Kamina – Kalemie – Kindu, ainsi que Kinshasa – Matadi, et participer avec l'Angola à la restauration de la voie ferrée Dilolo-Benguela.

Le pays qui possède le plus formidable potentiel hydroélectrique de l'Afrique, voit toujours sa paysannerie et plusieurs de ses capitales provinciales plongées dans l'obscurité. Apporter le courant électrique à Kananga, Kindu, Kikwit, Mbandaka et Moanda est une priorité. Et il faut initier *« un projet immense d'électrification de milieux paysans en vue d'un développement communautaire autocentré et auto-entretenu »*.

Dans le charbonnage de la Lukunga, d'immenses réserves sont estimées à au moins 50.000.000 tonnes de charbon fossile. Le Plan veut les exploiter pour remplacer la consommation du bois et du charbon de bois comme source d'énergie.

Le Congo possède de gigantesques réserves d'eau. Mais ses habitants dans les villes comme à la campagne manquent souvent d'eau potable. Des pays africains de la Libye jusqu'au Zimbabwe veulent s'approvisionner au Congo. Le Plan Triennal compte rendre tout cela possible.

Le Plan propose de doter le pays d'une industrie lourde capable de produire les moyens de production pour la relance du secteur minier et agricole.

Il indique quatre filières d'industrialisation.

Il faudra réhabiliter les industries existantes telles la pétrochimie et l'aciérie de la SOSIDER. Cette dernière sera orientée vers le secteur des transports dont les besoins sont énormes et vers la mécanisation de l'agriculture.

Avec le potentiel agricole du Congo, la création d'une agro-industrie nationale diversifiée s'impose: des industries brassicoles, la transformation du café et du thé, l'industrie du caoutchouc naturel, la transformation des produits de palme, l'industrie du tabac, des minoteries, des tanneries...

Le Congo possède la moitié de la forêt équatoriale en Afrique. Il faut donc créer une industrie forestière. Kinshasa veut exporter le bois sous forme de produits finis – contre-plaqués, bois sciés, papier...

Le Plan compte impulser la transformation des produits miniers. Il faudra réhabiliter l'usine de traitement de cuivre et créer des laminoirs. Il existe à Kisenge plus d'un million de tonnes de manganèse, le Congo veut attirer des investisseurs pour transformer ce produit sur place et l'exporter sous forme de batteries et autres produits finis. On construira deux ou trois tailleries de diamants.

Le Plan énumère également toute une série d'actions nécessaires pour créer des infrastructures hospitalières et éducatives, que le mobutisme a virtuellement détruites.

Pour conclure, on peut dire que le Plan est essentiellement tourné vers les besoins de la campagne et du développement autocentré. Il va à l'encontre de la «mondialisation» imposée par l'impérialisme.

Mais le Plan triennal était encore au stade de l'ébauche: chaque ministre y a introduit sa liste de projets et souhaits, l'effort de synthèse n'a pas été suffisant; les priorités stratégiques ne ressortent pas clairement de l'ensemble.

Le Plan avait une grande signification politique: c'est la première fois que les autorités du pays formulaient un Plan uniquement conçu par elles-mêmes et basé sur les besoins les plus pressants des masses paysannes et urbaines.

Mais sa réalisation dépendait d'une grande inconnue: combien de fonds les bailleurs traditionnels libéreront-ils? Ceux qui ont accordé des masses d'argent à Mobutu au point d'étouffer aujourd'hui le pays sous 14 milliards de dollars de dettes extérieures, refuseront à Kabila et au Gouvernement de Salut-Public le minimum de moyens nécessaires pour entamer la reconstruction d'un pays complètement ravagé...

Les multinationales exigent une capitulation sans condition

Pendant que Kabila tente laborieusement de formuler une politique économique en partant des besoins immenses des 40 millions de paysans et des 15 millions de pauvres des villes, dans les quartiers généraux des multinationales on entretient d'autres rêves.

Le sous-sol katangais regorge, selon les prospections en cours, de réserves en cuivre et en cobalt pour près de 85 milliards de dollars, soit 10 milliards de dollars pour Kolwezi et 75 milliards pour Fungurume. Ces réserves sont sans aucun doute sous-estimées! On sait d'ores et déjà que les mines de Fungurume contiennent deux fois plus de cuivre et de cobalt que prévu. Mais les prospections n'ont pas encore dépassé une profondeur de 500 mètres, alors que les gisements pourraient s'étendre à plus de 1.000 mètres... La teneur en cuivre du sous-sol dépasse celui des meilleures mines du Chili, premier producteur mondial.[9]

Malcolm Rifkind, le ministre des Affaires étrangères de Londres, estime que les opportunités d'affaires en Afrique n'ont jamais été meilleures et que le continent pourrait connaître *«le boom du XXIe siècle»* grâce à la *«nouvelle bataille pour l'Afrique»*. Les raisons de cette nouvelle ruée sur les pays africains? Certainement

pas le souci du développement de l'Afrique, mais bien la volonté de rétablir les marges de profits des géants miniers. A l'origine de l'intérêt grandissant des compagnies minières pour l'exploitation des gisements en Afrique, on retrouve *« l'épuisement des ressources du monde industrialisé, les coûts plus élevés d'extraction et les environnements régulatoires plus sévères qui ont réduit les marges de profit »*.[10]

En clair: les multinationales du cuivre, du cobalt, de l'or, etc. viendront investir au Congo dans le seul but d'y faire des bénéfices plus conséquents que ceux qu'ils réalisent actuellement sous d'autres cieux. La destruction et le pillage de l'Etat, organisé par le mobutisme, était une politique qui correspondait aux intérêts à long terme des puissances impérialistes. Le Congo complètement ruiné sera obligé d'accepter les conditions les plus draconiennes... Et la première est celle-ci: *« Selon un expert minier londonien, la solution passe par une privatisation de la Gécamines (cuivre, cobalt, zinc) ainsi que de la Miba (diamants) afin de regarnir les caisses de l'Etat »*.[11] Non seulement les multinationales espèrent acheter les richesses du sous-sol congolais au moindre prix, mais elles exigent aussi les conditions d'exploitation les plus avantageuses. C'est le message que Madame Albright portait à Kabila en décembre 1997: *« Nous voulons insister sur ... l'investissement privé, ...(il faut) créer au Congo un climat favorable à l'investissement »*.[12]

Chaque multinationale minière recherche le profit maximal pour survivre dans la guerre concurrentielle dévastatrice qui se mène sur la scène mondiale. Et ce bénéfice n'est possible que si l'on peut monter des affaires de très grandes dimensions. Les multinationales sont pour un panafricanisme néocolonial... Pour elles, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie et le Congo ne sont que de tout petits morceaux. Elles qui s'opposent à la planification de l'économie nationale congolaise, planifient leurs opérations à l'échelle africaine. Madame Allbright l'a formulé ainsi: *« Nous avons aussi discuté du caractère urgent que révèlent l'intégration régionale et le développement économique afin de pouvoir profiter des extraordinaires richesses naturelles et humaines du Congo pour faire du pays un agent de la croissance régionale. Cela implique un engagement en faveur de l'ouverture du marché »*.[13] C'est dire que les Etats-Unis feront tout pour empêcher l'émergence d'un Congo économiquement puissant et indépendant, s'appuyant sur ses masses populaires, un Congo qui se donne pour vocation le panafricanisme anti-impérialiste.

« Nous apprivoiserons Kabila »

De mai à décembre 1997, les multinationales ont gardé l'espoir d'« apprivoiser » le Congo de Kabila.

Le 16 avril 1997, l'AFDL a signé trois ententes avec l'*American Mineral Fields* (AMF), une compagnie enregistrée au Canada mais qui a son siège en Arkansas aux USA, la base de Clinton. Ses dirigeants avaient fait une offre en janvier 1996 au gouvernement Kengo. Mais ce dernier leur avait préféré l'*Anglo-American Corporation* et *Gencor* de l'Afrique du Sud. Pour prendre leur revanche, les dirigeants d'AMF

décident en mars 1997 de transférer leur bureau à Goma pour entrer en contact avec l'AFDL. Jean-Raymond Boulle, le fondateur de l'empire AMF, déclare: *«Nous avons pris un risque très calculé à la chute de Kisangani ... A ce moment-là, nous avons cru en Kabila. Et, c'est vrai, nous sommes allés à Kisangani acheter des diamants à raison de 100.000 dollars par jour».*[14]

Notons en passant les liens entre l'AMF et l'armée américaine: l'AMF s'est associée à une firme de mercenaires, l'*«International Defence and Security» (IDAS)* qui regroupe d'anciens officiers américains à la retraite, et qui entraîne entre autres quelques unités de l'armée angolaise.

Stewart, qui fut le président de l'AMF, a travaillé également pour la multinationale Bechtel. Au nom de cette dernière, il rédigea un «plan de développement économique» pour le Congo... Agissant comme un des patrons du futur Congo, Bechtel a directement acheté à la NASA des études satellitaires sur le potentiel minier du pays. On comprend pourquoi Bechtel a pu se permettre une telle insolence: son chiffre d'affaires pour 1996 – plus de 8 milliards de dollars – représente presque deux fois le produit national annuel du Congo! En plus de la force économique, Bechtel a du muscle. Faisant partie du complexe militaro-industriel américain, son ancien directeur, Caspar Weinberger est devenu «en toute logique américaine» le secrétaire à la Défense de Ronald Reagan. Il a fait augmenter le budget militaire américain à un niveau jamais connu jusqu'alors. En 1997, son vice-président Cordel Hull siège dans le «Groupe de Travail» qui doit réorganiser... la CIA![15]

La multinationale *«Barrick Gold Corporation»* exploite l'or au Kivu. Elle a fait beaucoup de bruit, notamment à cause de la composition de son «conseil consultatif international». On y retrouve de grandes vedettes du monde politico-financier comme George Bush, ancien Président des USA, Brian Mulroney, ancien Premier ministre du Canada, Paul Desmarais, président de la société canadienne *«Power Corporation»*, Karl Otto Pöhl, ancien directeur de la Banque Centrale d'Allemagne et Peter Munk, qui dirigea jusqu'en 1969 la société boursière *«Clairtone Sound»* au Canada.

Nous consacrerons ultérieurement un chapitre au rôle déterminant joué par les multinationales minières dans la politique occidentale envers le Congo.

Le nationalisme économique s'affirme

Si fin 1997, les multinationales gardent l'espoir de pouvoir s'imposer, le nationalisme congolais est incontestablement en train de s'affirmer.

Jean-Charles Magabe obtient du gouvernement l'autorisation de renégocier un contrat minier léonin qui liait depuis février 1997 l'Etat congolais à la Société aurifère Kivu-Maniema (Sakima). Les signataires congolais de ce contrat, dont la plupart ont pris la fuite à l'arrivée de l'AFDL, avaient accordé à la Sakima des exonérations de taxes durant dix ans. La Sakima était née sur les ruines de la Société minière et industrielle du Kivu (Sominki), qui avait été liquidée. Mais les bailleurs de fonds

étrangers de la nouvelle Sakima sont les mêmes que ceux de l'ancienne Sominki. Et, curieusement, les «nouveaux» investisseurs refusent d'assumer le passif qu'ils ont eux-mêmes produit.[16]

Lolo Luasu, un intellectuel congolais familier du secteur minier, a exprimé le point de vue de tous les cadres nationalistes du secteur. *«Beaucoup d'investisseurs étrangers s'amènent avec des projets d'investissement faramineux, situant le niveau des capitaux à investir à des centaines de millions de dollars US. Mais une fois la convention signée, ils n'investissent réellement qu'un dixième, voire moins de la somme annoncée. Cette pratique sert d'appât pour obtenir de l'Etat des contrats à des conditions avantageuses. Elle leur permet de minoriser au maximum la part de l'Etat dans l'actionnariat des sociétés à créer. Ainsi, ils en assument le contrôle quasi exclusif. Dans la convention Kimin par exemple, le partenaire étranger, le Groupe belge "Mindou International" avait annoncé des capitaux de 160 millions de dollars US. Mais cinq années plus tard, ses investissements n'avaient pas dépassé les 5 millions de dollars US. Sur des prévisions de 8 tonnes d'or par an, le groupe n'en produisait que quelque dizaines de kilos, tout en oubliant de payer à l'Okimo le loyer d'amodiation prévu dans la convention. (...) Le Gouvernement de Salut-Public a suspendu le projet. Il arrive aussi que, pour limiter les frais, les bénéficiaires des conventions minières fassent appel à du matériel de seconde main, rapidement déclassé. (...) (Comment) réhabiliter le secteur minier national ? (...) Cela suppose une plus grande maîtrise du secteur et un examen plus nationaliste des projets de nouvelles conventions minières afin de les rendre plus compatibles avec les intérêts bien compris de l'Etat congolais et de son peuple. La technologie moderne donne la possibilité ... de certifier à l'avance le potentiel minier, d'estimer la richesse des gisements et donc de signer en connaissance de cause des conventions minières plus justes, tenant compte des intérêts du pays. (...). Dans le passé, de nombreux projets miniers échappaient au contrôle de l'Etat, du fait de l'absence d'une présence effective de celui-ci dans les structures de gestion de ces projets. Dans ces projets, tous les postes de direction étaient occupés par des représentants des partenaires étrangers, soucieux avant tout de leurs intérêts exclusifs. (...) (Il faudra) penser à un nouveau type de partenariat dans la gestion des sociétés minières en joint-ventures, ... un mode de gestion mixte dans lequel l'Etat se réserve le droit de nommer un Président administrateur directeur avec des administrateurs actifs mandatés par l'Etat, et qui travaillent aux côtés des représentants du partenaire étranger.»*[17]

Ce texte de Lolo Luasu nous révèle une grande vérité sur la démocratie. La démocratie, ce n'est pas d'avoir dix ou cent ou cinq cents partis politiques qui dansent pratiquement tous sur les airs que leur sifflent les ambassades américaine, française et belge. La démocratie, c'est réaliser les conditions pour mobiliser toutes les compétences et toutes les forces sociales qui veulent imposer l'indépendance économique du Congo. Lolo Luasu souligne à juste titre que seul le «contrôle de l'Etat» peut empêcher les multinationales de se comporter comme en territoire conquis. Seul un

Etat fort, seul un Etat révolutionnaire peut réaliser la démocratie et l'indépendance dont rêvent les masses populaires congolaises.

L'échec de la Conférence des Amis du Congo : un tournant

A la *Conférence des Amis du Congo* convoquée par la Banque Mondiale à Bruxelles les 3 et 4 décembre 1997, Mawampanga présente un programme d'urgence, un *« Programme de stabilisation économique et de reconstruction »* dont le coût est chiffré à 1.250 millions de dollars. Le gouvernement contribuera pour 400 millions, la Communauté internationale devra apporter 350 millions et Mawampanga attend 500 millions de capitaux étrangers provenant d'un programme de privatisation d'entreprises publiques...

Le Congo, après avoir été martyrisé pendant 37 années par les puissances occidentales, avait le droit d'attendre une aide substantielle à sa reconstruction. A propos de l'aide espérée des partenaires, Kabila souligna : *« L'assistance doit être sans condition ... Les Congolais doivent eux-mêmes déterminer les projets les plus utiles à leur pays »*.[18]

Mais comme d'habitude, juste avant que ne commence la réunion capitale des Amis du Congo, les organisations soi-disant humanitaires sont montées au front. *Amnesty International* et *Human Rights Watch* ont publié des rapports dénonçant les « violations des droits de l'homme» par le régime nationaliste de Kabila. Ce n'était rien d'autre qu'une campagne de guerre politique et psychologique orchestrée par l'aile de la bourgeoisie américaine et européenne la plus hostile au nationalisme congolais. Pour saboter la reconstruction du Congo, Human Rights Watch écrit : *« Le risque est que les donateurs se retrouvent dans la même position que sous le régime de Mobutu. Ils sont prêts à alimenter les comptes en banque d'un régime qui viole les droits essentiels de l'homme et n'a montré aucun engagement démocratique »*.[19] « L'humanitaire », fabriqué à coups d'images sélectionnées ou montées de toutes pièces et à coups de mensonges, est devenue une arme importante dans la lutte de l'impérialisme contre tous les pays qui osent lui résister.

Le ministre belge des Affaires étrangères, Erik Derycke, déclare en septembre que la Belgique est *« prête à jouer un rôle de catalyseur »* au sein de la communauté internationale afin d'assurer la reconstruction du Congo. A son initiative, l'Union Européenne se prononce pour la *« reprise de la coopération européenne »*. Mais elle y ajoute une conditionnalité à la sauce humanitaire : *« Cette reprise interviendra de manière progressive en fonction des progrès constatés dans les domaines des droits de l'homme, de la démocratisation et de l'établissement de l'Etat de droit»*.[20]

De manière surprenante, cette condition hypocrite qui a comme objectif inavoué la soumission de Kabila aux diktats économiques de l'Occident, est dénoncée lors de la réunion des Amis du Congo par l'Afrique du Sud, pourtant proche des positions occidentales. *« Si le Congo ne parvient pas à se stabiliser, le reste de la région sera déstabilisé ... Le Congo est la colonne vertébrale du continent, si elle se casse, c'est toute*

l'Afrique qui devient boiteuse. (...) Le temps n'est pas de notre côté. La démocratie et les Droits de l'Homme ne seront promus que lorsque la situation économique, gage d'une stabilité durable, créera les conditions nécessaires au respect des droits de l'homme. »[21] L'Afrique du Sud met ici le doigt sur l'essentiel: ce sont des intérêts économiques cupides qui poussent les puissances occidentales à saboter la reconstruction du Congo et elles cachent leurs desseins perfides derrière la rhétorique des «Droits de l'Homme et de la Démocratie».

La position américaine est dans l'ensemble favorable au Congo tout au long de l'année 1997. Les Etats-Unis reconnaissent la nécessité d'une aide urgente au Congo ravagé. Richardson, l'ambassadeur américain à l'ONU, affirme en novembre qu'il y a *«un besoin urgent d'assistance technique à des ministères-clés dans les domaines des finances, de la justice et de la santé. Nous envisageons un programme plus large pour 1998».*[22] A ce moment-là les Etats-Unis espèrent toujours à ce moment-là pouvoir imposer «leurs» solutions économiques au Congo et Howard Wolpe, l'envoyé spécial dans la région des Grands Lacs affirme qu'il y a un lien entre la réussite au Congo et la réussite dans toute l'Afrique Australe.[23] Suivant en cela les Américains, les dirigeants de la Banque Mondiale soutiennent que *«nous devons prendre le risque d'aider le Congo pour limiter d'autres risques qui pourraient se révéler plus dangereux à l'avenir».*[24] Un haut responsable du département d'Etat dit en décembre: *«La réussite du Congo, si elle est possible, relève de nos intérêts à long terme».*[25] Les Etats-Unis veulent, en d'autres termes, que le Congo «réussisse» selon les termes imposés par les multinationales américaines. Quand les Etats-Unis parlent d'une réussite de la reconstruction au Congo, ils envisagent une exploitation des richesses de son sous-sol dans les conditions assurant des bénéfices maximaux à leurs compagnies. En novembre-décembre 1997, les Etats-Unis tâtent toujours le terrain, vérifient s'ils pourront acheter l'entourage de Kabila pour assurer leurs intérêts au Congo. Ils sont partisans d'un «engagement positif» au Congo de Kabila afin de créer les conditions politiques pour que leurs multinationales puissent «foncer». Mais finalement ce sont ces multinationales qui jugeront si Kabila a cédé l'essentiel. Lorsque Kabila maintiendra son point de vue nationaliste, début 1998, les Américains réexamineront leur politique congolaise et commenceront les préparatifs... non pas d'une aide élargie, mais d'une guerre éclair pour en finir avec le régime lumumbiste...

Au moment de la réunion des Amis du Congo, les multinationales et les autorités américaines gardaient toujours une position attentiste, mais la majorité est déjà en train de basculer vers une politique d'hostilité envers Kabila, jugé irrécupérable. Des 350 millions attendus des pays occidentaux, madame Albright, promet cyniquement, 10 millions de dollars...

Le 3 décembre 1998, je traverse les rues de Binza IPN en taxi en compagnie d'un intellectuel congolais. La radio nationale annonce les dernières nouvelles des Amis du Congo. L'intellectuel s'exclame: *«Je pensais avoir mal compris la radio ce matin. Mais donc c'est vrai! 10 millions de dollars! Ils nous prennent pour des imbé-*

ciles. Ils pensent nous avoir pour quelques miettes ? 10 millions de dollars, mais il y a des mobutistes, ici à Kinshasa, qui ont une somme pareille dans leur maison! » Eh bien, le sénateur Ashcroft, Président de la sous-commission des Affaires africaines au Sénat, fera même objection à l'octroi de cette fabuleuse somme. Ses arguments ? *« Le Gouvernement de Kabila a un bilan très suspect dans le domaine des droits de l'homme. Le Président Kabila a manipulé pendant cinq mois une équipe d'investigation des droits de l'homme, envoyée par l'ONU.* »[26]

Le fond de l'affaire : la majorité de l'establishment américain est arrivée à la conclusion que Kabila refusera de brader les richesses du Congo aux multinationales. La fable racontée au grand public : Kabila a massacré de pauvres réfugiés hutu...

La Réunion des Amis du Congo, annoncée en grande pompe, se termine sur un échec. Un journal boursier commente : *« Ces "amis" n'ont pas mis la main à leur poche. Il est encore trop tôt, disait-on dans l'entourage de la réunion, pour envisager de reprendre une aide formelle avec l'ex-Zaïre ».*[27] Le gouvernement belge exprime le plus clairement l'hypocrisie du monde des affaires occidental : *« La Belgique a pris la tête des partenaires qui souhaitent conditionner la reprise de l'aide à des progrès concrets en matière de droits de l'homme et de la démocratie. Le Secrétaire d'Etat à la Coopération a déclaré : "On a montré un chèque, mais on ne le remplira pas encore aujourd'hui" ».*[28]

Mawampanga Mwana Nanga refuse, au nom du gouvernement, que des conditions soient attachées à l'aide au Congo. S'adressant à la Belgique, il dit : *« Chercher à lier cette aide à un visa préalable des institutions financières internationales est tout simplement ridicule, car ces institutions n'ont aucun droit de souveraineté sur notre pays. »* Mawampanga est pourtant un défenseur du libéralisme reaganien. En novembre 1997, je suis passé chez lui en compagnie du ministre Kinkela. Mawampanga me montra la photo d'un basketteur noir et me dit : *« Cet homme était pauvre, mais par ses efforts il est devenu millionnaire. Cela n'est possible qu'aux Etats-Unis. Chez vous en Europe, vous êtes encore au Moyen-Age, il y a trop de protections ».* Mais, tout libéral qu'il est, Mawampanga tient à l'indépendance de son pays et veut le voir économiquement puissant.

Mawampanga Mwana Nanga appartient à cette fraction de la bourgeoisie congolaise avec laquelle des nationalistes et révolutionnaires peuvent, dans certaines conditions, faire front contre l'impérialisme. Mawampanga a eu ces mots justes : *« Voyez le nouveau mandataire à l'Onatra. Il est en train de réhabiliter la voie ferrée entre Kinsuka et Kintambo. Durant l'ancien régime, cela aurait nécessité une grosse étude de la Banque qui aurait coûté plus que tout ce qu'on va dépenser pour réaliser ces travaux. Et croyez-moi, cela ne plaît pas à certaines puissances extérieures qui veulent que, même pour acheter une craie, quelqu'un en Occident puisse toucher 2.000 dollars pour payer la petite craie à notre place. (...) L'Occident est prêt à payer le prix fort pour avoir ce genre d'aventuriers au pouvoir. (...) Il y a trois pays en Afrique qui font peur à l'Occident, le Nigeria, le Congo et l'Afrique du Sud. Si ces trois pays deviennent forts et indépendants, aucun pays d'Europe ne pourra plus*

jouer avec l'Afrique. C'est la raison pour laquelle ils tiennent à nous mettre à genoux pour qu'ils continuent à puiser tout ce qu'ils veulent. Le principal, pour un pays, c'est d'avoir la force économique. Dès que nous avons cette force, c'est terminé pour les Occidentaux, car ils ne pourront plus venir chez nous qu'à nos propres termes. (...) Avec le Président Kabila nous y arriverons. Ils viendront ici, non plus aux termes de la Banque Mondiale, du FMI, des Etats-Unis, de la France, mais à nos propres termes. J'en suis sûr parce que cet homme-là, le Président Kabila, est un vrai nationaliste. Il veut que son pays aille de l'avant et il est déterminé pour arriver jusqu'au bout.»[30] Ce sont des paroles vraies, dites avec sincérité, des paroles élogieuses rarement entendues de la bouche d'un libéral à l'adresse d'un révolutionnaire marxiste...

La «classe politique» à la recherche du paradis perdu

La classe politique de la Transition mobutiste avait comme idéal démocratique le système néocolonial «normal», où les puissances qui dominent le Congo offrent aux différents politiciens la possibilité de bouffer à tour de rôle.

Néanmoins, quelques rares hommes et femmes de la Transition se sont rendus compte dans quel abîme le pays était plongé. Et ils ont compris que seul un régime nationaliste soucieux du sort du petit peuple, pouvait apporter le changement nécessaire.

Ainsi sont entrés au Gouvernement de Salut-Public, le docteur Sondji et maître Kinkela, qui faisaient partie de la vraie gauche à la CNS. Mais des personnages de l'UDPS aussi importants que Kibassa Maliba, son Président, Paul Kapita, Paul Bandoma, Justine Kasa-Vubu, Mulumba Katshi et David M'Bwankiem ont pris la même décision. Des alliés de l'UDPS comme Tala Ngai, un moment ministre des Finances, et Théophile Mbemba, gouverneur de Kinshasa, sont également passés du côté de Kabila. Vincent-Robert M'Bwankiem, un des co-fondateurs de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social a exprimé la position de ces rares membres de l'opposition préoccupés par la reconstruction du Congo ravagé. Reçu le 2 décembre par le Président, M'Bwakiem déclara: *«Avec le Président ... nous avons abouti à l'impérieuse nécessité d'œuvrer pour le rapprochement de nos deux familles politiques en vue d'unir nos efforts dans la noble mission de reconstruire notre pays sinistré par trente-deux ans de mégestion ... Les dirigeants acquis au dialogue ont déployé des efforts, sans succès hélas! en vue de persuader monsieur Tshisekedi de privilégier les contacts politiques à toute autre démarche. Ce mardi 2 décembre 1997, la délégation du parti que j'ai conduite, est allée confirmer au Chef de l'Etat la volonté de l'UDPS de prendre une part active à la reconstruction nationale.*»[31]

Une opposition «démocratique» nostalgique de la IIe République

La France et les Etats-Unis, les «maîtres» de l'ancien Zaïre, n'ont jamais accepté le retour du lumumbisme à la tête de l'Etat. Fin 1997, à l'unisson, ils exigent la fin du

gouvernement nationaliste et son remplacement par une coalition dominée par leurs agents. Cela s'appelait – déjà! – dialogue inter-congolais.... Le ministre français Charles Josselin déclare début novembre 1997: *« Il est encore besoin que M.Kabila adresse un signe qu'il veut engager le processus démocratique avant de reprendre l'aide. Le signe ... c'est le dialogue avec son opposition »*.[32] Mme Madeleine Albright, en visite de travail à Kin le jeudi 11 décembre, remet un ultimatum identique. *« La partie la plus importante de notre discussion s'est déroulée sur la nécessité de bâtir une Société Civile, de la développer, d'assurer la liberté d'association.»* Albright exige *« la fin de la suspension des activités des partis politiques »*. Et elle conclut: *« J'ai encouragé le Président Kabila à aller de l'avant avec des réformes politiques envisagées. Ceci afin de permettre un dialogue véritable entre les représentants du gouvernement et ceux de la société»*.[33] Le Président Kabila a voulu dialoguer avec toutes les forces patriotiques du Congo. C'était sa décision souveraine. Mais l'impérialisme exige que Kabila «partage» le pouvoir avec ses ennemis politiques, avec les agents américains et français qui pullulent dans les partis d'opposition et la Société Civile.

Si les puissances occidentales définissent leur politique en fonction des intérêts de leurs multinationales, l'opposition «démocratique» à Kinshasa formule sa ligne politique en fonction des diktats et des desiderata de la Troïka...

Retour au mobutisme grâce à «une solution consensuelle»

Le lecteur se rappelle que dès les premiers mois du régime nationaliste, l'opposition prône un «dialogue inter-congolais» pour rétablir le système mobutiste «démocratisé» de la Transition. C'est le seul message politique qu'elle a adressé au peuple congolais tout au long de l'année 1997.

L'UDPS publie en décembre 1997 une déclaration à l'occasion de l'arrivée d'Albright: *« Monsieur Kabila, auto-proclamé Président, gère le pays, avec la seule AFDL en excluant les forces de la vraie opposition démocratique, en dépit des efforts de celle-ci de chercher une solution consensuelle, indispensable à la paix politique »*. Et l'UDPS demande *« au Gouvernement américain (de faire) pression sur le pouvoir AFDL, afin de l'amener à l'ouverture consensuelle »*.[34] L'UDPS se montre ainsi comme une simple caisse de résonance des exigences de Washington. La politique américaine n'a pas changé d'un iota depuis le début de la lutte de libération de Kabila: il faut une coalition entre les mobutistes, les «opposants» de la Transition et les kabilistes, coalition dans laquelle les nationalistes seront minoritaires, puis évincés au profit de la restauration intégrale du régime néocolonial.

Ne craignant décidément pas le ridicule, le «Premier ministre» Tshisekedi continue à présider chaque semaine «son» Conseil des Ministres. Nous voilà en présence d'un Premier ministre vraiment auto-proclamé! Dans sa réunion du 5 décembre 1997, ce «Conseil des Ministres» déclare que *« la légitimation des dirigeants par le peuple souverain (doit se faire) conformément au schéma tracé par la Conférence*

Nationale Souveraine».[35] Or, cette fameuse CNS a existé dans le cadre de la «légalité» mobutiste et sous l'autorité suprême du dictateur. Personne parmi les «représentants du peuple» présents à la CNS n'avait été élu par le peuple. En revanche, on peut dire que Kabila a la légitimité populaire et révolutionnaire parce qu'il a réalisé la volonté de l'écrasante majorité de la population, et parce qu'il a chassé effectivement Mobutu et les mobutistes qui depuis le 14 septembre 1960 ont ruiné et détruit le Congo. Mais l'UDPS rejette cette légitimité acquise au prix de 37 années de lutte et elle exige que le nationaliste Kabila s'incline devant la «légitimité» mobutiste d'un «Premier ministre» auto-proclamé, nostalgique de la CNS.

Poussant l'imposture encore plus loin, Tshisekedi et son UDPS veulent que le prochain gouvernement de coalition réalise *«la cohésion de tous les partenaires politiques sur la base des acquis de la Conférence Nationale Souveraine»*.[36] Or, cette «cohésion» est un mythe créé de toute pièce, puisque toute l'histoire de la CNS est marquée par des guerres de clans et d'individus, par des retournements permanents d'alliances. Tous les agents du néocolonialisme réunis dans la CNS n'ont jamais réalisé la moindre cohésion, ou union nationale ou réconciliation, mots qu'ils avaient constamment à la bouche. Comment pourrait-on réaliser la «cohésion» en imposant la fusion entre ce panier de crabes qu'a été la CNS et le gouvernement nationaliste de Kabila?

Dans le Journal de la RTBF (Radio Télévision Belge Francophone) du mercredi 3 décembre, le représentant du PDSC, M. Albert Mpeti, demande à la Communauté internationale de ne pas aider son pays *«tant que les institutions démocratiques n'auront pas été mises en place»*, notamment *«un gouvernement de salut public représentant toutes les forces vives et démocratiques»*. Déjà en 1997, ces messieurs préfèrent affamer le peuple, aussi longtemps qu'ils ne peuvent arracher les postes gouvernementaux qu'ils convoitent.

Eugène Diomi Ndongala, homme de la Mouvence mobutienne, estime également que la *«libération (reste) factice»* aussi longtemps qu'il n'y a pas un gouvernement inclusif. Le journaliste qui l'interroge, lui objecte: vous vous prononcez pour *«la démocratie parce que vous ne faites pas partie du gouvernement en place. Mais vous avez adhéré aux FPC et au MPR pour vous enrichir»*. Diomi donne cette réponse admirable: *«J'ai toujours œuvré pour apporter ma contribution positive au sein de la famille du Maréchal déchu. (...) Mon combat pour la survie de la démocratie m'a coûté plus d'une nuit blanche passée sur une chaise sur ordre du dictateur Mobutu en colère contre les propos durs, mais vrais tenus au cours d'une audience à Gbadolite.»*[37] Voilà comment ces gens ont souffert sous la terrible dictature: ils ont dû s'asseoir toute une nuit sur une chaise...

A part l'opposition «démocratique», des franges de la Société Civile jouent également la carte américaine. L'information qui suit est révélatrice de la véritable nature de certains groupes religieux. Un certain pasteur Ngoy a été emprisonné pour agitation anti-patriotique. *Le Potentiel*, qui soutient le pasteur, donne les raisons de son emprisonnement. *«Le pasteur Ngoy a donné l'exemple des Etats-Unis qui sont*

aujourd'hui une nation respectable de par le monde, parce que fondée sur la crainte de Dieu ... Le berger de l'Eglise de la Gombe a stigmatisé le retour aux chansons pour encenser le Président de la République alors que selon la bible, il est dit que du soleil levant jusqu'au coucher, il n'y a que le nom de l'Eternel qui doit être célébré. De même, il a dénoncé le port des habits à l'effigie du Président Kabila. Pour lui, Dieu a utilisé le numéro un de l'AFDL pour libérer le Congo, celui-ci ne peut être déifié parce que homme.»[38] *«Fondés sur la crainte de Dieu»*, les Etats-Unis ont fait couler le sang des peuples et des travailleurs dans le monde entier. Les colons qui sont allés à la conquête du nouveau monde, ont commencé par exterminer les originaires du pays, les Indiens. Ainsi, les Etats-Unis sont une des rares nations construites, à leur origine, sur un véritable génocide. Ensuite ils ont déporté quelques millions d'esclaves noirs, arrachés par le feu et le fer à l'Afrique, pour mettre en valeur les terres et accumuler des fonds pour le développement du capitalisme. Au cours de la deuxième moitié du vingtième siècle, cette «nation fondée sur la crainte de Dieu» a imposé sa domination sanglante au monde, terrorisant toute l'Amérique Latine, massacrant 5 millions de Coréens lors de leur guerre d'agression de 1950-1953, envoyant à la mort plus de 4 millions de Vietnamiens, Cambodgiens et Laotiens lors de la guerre d'agression en Indochine en 1962-1975, exterminant 1.500.000 Irakiens par la guerre et le blocus entre 1990 et 2000...

Rester pour toujours sous les bottes des mobutistes ?

Kabila a toujours dénoncé le complot américano-français visant à noyer les nationalistes dans une majorité de forces pro-impérialistes. Garder le multipartisme néocolonial de la Transition, dit-il, c'est rester sous la botte des mobutistes : *«Il y avait ... plusieurs centaines de partis politiques qui ne faisaient ... aucune politique. S'ils faisaient de la politique, ils auraient renversé l'autre pouvoir. Si ces messieurs faisaient de la politique, pourquoi ont-il accordé à l'ancien maître du régime de la IIe République plus de temps encore à être Président ? Ils l'ont reconduit alors que son mandat était terminé ... Vous voulez que ce pays reste définitivement sous les bottes des gens qui vous en ont fait voir de toutes les couleurs ? Nous sommes venus mettre un terme à ce genre de récréation.»*[39]

Déjà en mai 1997, dit Kabila, nous avons dû affronter *«la menace brandie par la communauté internationale de ne reconnaître le nouveau pouvoir qu'à condition de composer avec l'opposition intérieure. Se conformer à une telle exigence, c'est accepter de perpétuer le pillage du pays par les anciens dignitaires du régime désormais couverts de l'étiquette d'opposants. Autrement dit, il n'y aurait pas eu changement».*[40]

Kabila a toujours affirmé sa décision de remettre un peu d'ordre dans un pays ravagé dans un délai de deux ans à peine. Puis, le multipartisme peut renaître et des élections seront tenues. *«La prise du pouvoir par les forces de l'AFDL inaugure une période de transition de deux ans. Cette période n'est qu'une période d'un état d'ex-*

ception, d'un état d'urgence où l'exercice normal des institutions républicaines est mis en chômage par nécessité ... En prenant le pouvoir ... l'AFDL a fixé une période de transition où on ne va pas permettre à la bouillabaisse de politicailleurs de nous empêcher de mettre en place les institutions valables. Nous sommes tout à fait d'accord qu'à la fin de cette période de deux ans et pas une année de plus, des partis politiques soient créés et d'autres reprennent leur vie. Vous savez qu'une Commission constitutionnelle est en place. Il y aura le référendum; par après nous irons aux élections. »[41]

L'opposition prépare le terrain à l'agression-rébellion

Pendant les sept premiers mois du pouvoir nationaliste, les opposants à Kabila n'ont que les mots «consensus», «union», «entente» et «réconciliation» à la bouche. Mais de leurs déclarations se dégageait une haine viscérale du nationalisme congolais.

Ainsi Tshisekedi a pu affirmer que *«Kabila imite Mobutu jusqu'au délire»*.[42] Mpeti du PDSC enchaîne: *«La Belgique laisse grandir un monstre comme elle l'a fait pour Mobutu. Le gouvernement belge semble appuyer cette dictature»*.[43] Ces politiciens ont mené pendant 17 ans des pseudo-luttes contre le dictateur. La haine que le peuple a accumulé envers Mobutu, ces politiciens qui furent les complices du dictateur, essaient de la détourner contre Kabila et les nationalistes. Ce procédé, ils l'ont déjà utilisé en 1960 contre Lumumba: rappelant le souvenir de la colonisation, les Malula et autres Iléo déclaraient alors que le peuple n'accepterait jamais *«la nouvelle dictature et le nouvel esclavage de Lumumba»*. Le parti de Tshisekedi, l'homme qui a été aux côtés de Mobutu à tous les moments cruciaux depuis septembre 1960, pousse l'escroquerie intellectuelle au point de dire qu'il y a *«un parallélisme parfait entre l'ancien système qui a lieu pendant 32 ans et les quatre premiers mois de l'existence du pouvoir AFDL»*.[44] C'est parfaitement absurde, puisque du 14 septembre 1960 en passant par le 24 novembre 1965 et jusqu'au 16 mai 1997, Tshisekedi fut un pillier essentiel du système Mobutu.

En 1960, toutes les forces acquises aux anciennes forces colonialistes belges, s'attaquaient à Lumumba au nom de l'indépendance: Lumumba serait au service de l'étranger, au service du Ghana nationaliste et de l'Union soviétique communiste. De la même façon, en 1997, les hommes du néocolonialisme regroupés dans l'UDPS tentent de détourner la volonté d'indépendance contre Kabila qui serait *«au service de l'extérieur d'où il reçoit des ordres»*.[45] Le 12 septembre 1997, les représentations en Belgique de l'UDPS, du PDSC et du PALU dénoncent *«le caractère dictatorial et colonisé du nouveau régime»*.[46] Falsifiant le caractère de l'aide qu'ont apporté le Rwanda et l'Angola au nationaliste Kabila, ce dernier est présenté comme une marionnette des Rwandais... Mais lorsque le Rwanda agressera réellement le Congo pour le dominer en août 1998, M'Peti, Etienne Tshisekedi junior et beaucoup d'autres se précipiteront à Kigali rejoindre les «rebelles»...

En effet, toute cette agitation violemment anti-nationaliste, prépare déjà l'agression américano-rwando-ougandaise. Peu de Congolais en ont pris note à l'époque, mais il est intéressant de rappeler que déjà en septembre 1997, le FONUS et l'UDPS évoquent publiquement l'éventualité d'un recours aux armes contre Kabila! Joseph Olenghankoy déclare: *«Il ne nous reste plus qu'à adopter le seul langage que comprenne la communauté internationale: la violence»*.[47] L'UDPS affirme dans un communiqué qu'elle souhaite *«l'isolement diplomatique»* de Kinshasa, qu'elle reste partisane de la *«négociation politique et, si elle échoue, de la résistance non violente. Mais toutes les fédérations UDPS exercent une forte pression pour que l'on passe à la lutte armée»*.[48] Dans un document de 15 pages publié en novembre 1997, Mpuila, le représentant de l'UDPS au Benelux, parle abondamment de droits de l'homme, de démocratie pluraliste et d'Etat de droit. Mais le message essentiel de Mpuila est déjà celui de la future «rébellion» rwandaise. Dans son document, Mpuila accuse Kabila d'être un responsable d'*«esclavagisme et terrorisme»*, de *«crimes contre l'humanité et de génocide»*. *«M. Kabila a été recruté parmi les criminels de droit commun, les assassins, les aventuriers, les opportunistes, les monstres, les brigands et les terroristes. Peut-on s'imaginer qu'un criminel de droit commun comme Marc Dutroux par exemple, prétende à un quelconque mandat politique en Occident?»*[49] Même en pleine agression-rébellion, un Bizima Karaha ne proférera pas des insultes aussi ordurières à l'adresse de Kabila. Et puis Mpuila affirme qu'en novembre 1997, Kabila a déjà établi *«un système néocolonial, totalitaire, dictatorial, policier et Parti-Etat»*. Et Mpuila de conclure: *«L'UDPS poursuivra son combat par le dialogue et par tout autre moyen, sans en exclure aucun à priori, jusqu'à l'éradication de la nouvelle dictature»*. Dans cette menace de Mpuila de recourir aux armes est déjà annoncée l'alliance qui sera réalisée en août 1998 entre les Rwandais, Ougandais, rebelles, mobutistes et tshisekedistes pour mener la guerre contre le Congo nationaliste de Kabila.

La révolution de «pardon» sème la confusion

Dès les premiers mois de la libération, Kabila affirme avoir fait une «révolution de pardon». La notion est imprécise et floue et ne peut que provoquer la confusion et le désarroi. Le pouvoir nationaliste pardonne quoi et à qui? Avec le temps, un certain nombre de responsables du nouveau régime ont tout pardonné à tous les criminels et maffieux... Pour imposer la dictature néocoloniale, Mobutu et son ministre de l'intérieur lors du coup d'Etat de 1965, Etienne Tshisekedi, ont créé le Mouvement Populaire de la Révolution. Le MPR a été un instrument pour mystifier le peuple à coup de discours démagogiques, une machine pour assassiner les dirigeants nationalistes et les opposants, une association de malfaiteurs pour piller les caisses de l'Etat, pour s'emparer des biens au nom de la «zaïrisation» et pour infecter le peuple de ses propres anti-valeurs. On comprend difficilement pourquoi Kabila n'a pas interdit le MPR et confisqué tous ses avoirs.

Au départ, Kabila donne les explications suivantes sur sa notion de «révolution de pardon»: *« C'est nous-mêmes qui avons voulu le pardon parce que les mobutistes ont beaucoup tué, on ne va pas les imiter».*[50] *«Le mal a été tellement grand que l'on ne pouvait pas se venger.»*[51]

Mais le régime nationaliste a prononcé la peine de mort pour de nombreux délits. Des soldats qui ont utilisé leur arme pour aller piller des maisons et tuer des habitants, ont été fusillés. Si ces «petits» coupables méritaient la mort, on ne comprend pas pourquoi les plus grands tueurs du régime mobutiste n'ont pas été jugés et passés par les armes. Les grands criminels restent impunis là où les petits payent leurs forfaits de leur vie. Pour qu'une révolution puisse prendre des racines dans les masses, celles-ci doivent constater que les grands coupables de leur misère, de leurs morts, de la destruction du pays sont punis de façon exemplaire.

On peut accorder à Kabila que le pouvoir nationaliste ne pouvait pas condamner tous les malfaiteurs et dans ce sens, on peut justifier la notion de pardon. Mais les plus grands criminels auraient dû être punis pour l'exemple. C'était la seule façon de faire comprendre à tout le monde que certains crimes ne seront plus tolérés. Le pardon pouvait parfaitement se justifier pour tous ceux qui ont simplement participé à l'organisation du régime, comme Kabila l'a d'ailleurs proclamé: *«Nous n'avons jamais ordonné que quelqu'un soit poursuivi pour sa participation au régime que nous considérons comme le plus hideux des régimes d'Afrique».*[52]

Les mobutistes arrachent l'impunité

Si la théorie de la «révolution pardon» promet de ne pas exécuter les grands criminels du mobutisme, elle affirme vouloir punir les crimes économiques, l'enrichissement illégal. Kabila dit aux mobutistes emprisonnés à Makala: *«L'enrichissement inexpliqué, votre enrichissement personnel, vos avions, vos immeubles... vous devez les justifier. Les taxes non payées, vous devez les payer ... Djamboleka, nous avons trouvé la Banque nationale vide. Tu es parti avec les 10 millions que tu as balancés, puis tu es revenu».*[53]

Kabila et son Gouvernement de Salut-Public ont souvent répété que le mobutisme a été le règne des détournements, des vols, de l'appropriation des biens publics, des «commissions» illégales de 10 à 30% sur les achats et investissements de l'Etat. Mais il y a un abîme entre ces dénonciations verbales violentes et l'absence de mesures qui s'imposaient. Ces dénonciations impliquent la nécessité d'une loi d'exception permettant de confisquer les avoirs de tous les grands mobutistes. Il n'y a pas d'autre procédé pour éduquer aussi bien le peuple que les mobutistes et pour donner un signal fort que ces pratiques ne seront plus tolérées sous le régime nationaliste.

Si malgré les virulentes dénonciations verbales, les pilleurs peuvent garder leur butin, tout le monde, le peuple comme les mobutistes, comprendront qu'il n'y a pas de véritable révolution au Congo. S'il est permis aux criminels mobutistes de garder ce qu'ils ont volé, pourquoi certains parmi les nouveaux responsables de l'Etat ne

prendraient-ils pas le même chemin de l'enrichissement illégal ? Si les grands voleurs mobutistes peuvent garder les biens et les moyens financiers détournés, n'est-il pas évident qu'ils les utiliseront pour tenter de reprendre le pouvoir, pour corrompre des responsables aux plus hauts niveaux, pour se lier à eux et les initier aux magouilles et aux transactions maffieuses ? Un tel état de chose doit avoir un effet paralysant, démoralisant et corrupteur sur les forces nationalistes.

Apparemment décidé à réprimer les crimes économiques des mobutistes, Kabila déclare début décembre 1997 : *« Il y aura des poursuites pour les pillards »*.[54]

Le 6 décembre 1997 s'est ouvert le procès du général d'armée Kikunda Ombala, qui fut commandant de la Force Aérienne Zaïroise (ex-FAZ) pendant plus de 15 ans et qui a été également Président Délégué Général de la Régie des Voies Aériennes et d'Air Zaïre. Il était poursuivi pour abus de biens publics et détournement.[55]

Il y avait quatre chefs d'accusation. Le premier : détournement de 20.000 litres de kérosène d'une valeur de 8.000 dollars US au préjudice de l'ex-Air-Zaïre. Le second : détournement d'un moteur complet plus accessoires d'une voiture Peugeot 605 d'une valeur de 5.500 dollars. Ensuite : détournement d'un minibus de marque « ASIA ». Et finalement : détournement d'une tour mécanique d'une valeur d'au moins 5.000 dollars US.[56] J'étais à Kinshasa au moment du procès. L'indignation populaire était à son comble. Le parquet avait instruit pendant six mois cette affaire qui devait être « exemplaire ». Tout ce qui a pu être dit pendant trente années à propos de la voracité de la classe prédatrice qui a ruiné le Congo, était ridiculisé par ces accusations. Les nationalistes y voyaient la preuve de la complicité de l'appareil juridique avec les grands mobutistes. Il ne pouvait y avoir de justice sans le nettoyage de l'appareil judiciaire et sans l'adoption de nouvelles lois permettant de récupérer tous les biens mal acquis. Toutes les forces de l'ancien régime mobutiste volèrent au secours du général Kikunda. En première ligne, la presse soi-disant « libre ». *Le Potentiel* se précipita pour innocenter les pauvres généraux mobutistes et autres dinosaures. Le journal plaidait pour qu'on laisse à ces braves messieurs *« leurs moteurs Peugeot, leur minibus, leurs fûts d'essence »*... et tous les autres biens qu'ils ont volés... *« Les faits reprochés au général-PDG sont mineurs et relèvent de la gestion administrative courante ... Il appartient donc au chef de l'Etat de récupérer la situation en décrétant un pardon, principalement pour les dignitaires mobutistes restés au pays. »*[57]

Après ce procès bidon, les plus grands voleurs, de Kengo à Tambwe Mwamba, ont acquis la conviction que toutes les richesses dont ils se sont emparées, resteront en leurs mains. Et qu'ils pourront s'en servir pour renverser le régime de Kabila et rétablir leur « paradis » perdu.

Un appel vain à « venir investir l'argent volé »

Laissant aux mobutistes le produit de leur rapine, Kabila les supplie de venir investir au Congo. *« Au moins vous, vous avez un avantage : vous avez l'argent accumulé*

pendant le mobutisme. Nous, on n'a rien. Utilisez-le pour reconstruire votre bonheur.»[58] *«Dans notre pays, on a besoin de tout ce monde, avec les masses d'argent qu'ils mettent dans les banques étrangères ... Il faut qu'ils reviennent, qu'ils investissent ici.»*[59]

Les cours et leçons que l'AFDL donnait aux nouveaux militants traitaient de la bourgeoisie bureaucratique et compradore, ces classes anti-patriotiques au service des forces de la domination étrangère. L'éducation politique prenait comme fil conducteur la lutte qui oppose les classes travailleuses aux classes parasitaires et exploiteuses liées à l'impérialisme. La révolution a pour but de supprimer la domination impérialiste et les classes sur lesquelles elle s'appuie, ce qui implique la confiscation de leurs moyens économiques.

Dire qu'on a besoin «de tout le monde», y compris des grands bourgeois bureaucratiques et compradores avec leurs fortunes immenses illégalement acquises, n'était-ce pas réhabiliter ces classes ennemies de la nation? D'autres phrases malheureuses effaçaient les réalités essentielles des classes sociales et de la lutte des classes: *«Transformez-vous. Vous êtes des citoyens de ce pays. (...) Vous et nous, c'est notre pays à tous, nous devons le bâtir».*[60] Il n'y a jamais eu un «Zaïre» ou un Congo appartenant «à tous les Congolais». Un Congo-Zaïre néocolonial «appartient» en réalité aux puissances impérialistes qui décident de tout ce qui est essentiel, comme il appartient à la grande bourgeoisie compradore qui est le relais interne pour ces puissances étrangères. Les masses populaires se trouvent comme des «étrangers», des exclus, des marginalisés dans leur propre pays. Lorsque le Congo aura arraché son indépendance politique et économique, il appartiendra aux ouvriers, aux paysans, aux travailleurs, aux intellectuels, bref à toutes les classes et forces patriotiques, mais il n'appartiendra plus à la grande bourgeoisie compradore et bureaucratique dont les intérêts sont intimement liés à la domination étrangère.

Par ailleurs, l'appel de Kabila «à venir investir» devait nécessairement rester sans effet. Cette bourgeoisie a essentiellement acquis ses richesses par les détournements, les spéculations, les magouilles, les pots de vin, bref par tous les moyens illégaux permettant de faire fortune sans travailler. Ces individus n'étaient pas des entrepreneurs et l'appel à des investissements devait rester vain. Mais cet appel, que les mobutistes savaient sans lendemain, devait nécessairement renforcer leur conviction que le régime kabiliste n'était pas fait pour durer.

Des contradictions dans l'armée, des obus sur Kintambo

Pendant les six premiers mois du nouveau régime, au sein des Forces Armées Congolaises, plusieurs groupes «cohabitent» sans répondre à un seul commandement centralisé.

Il y a d'abord les alliés rwandais qui ont joué un rôle important dans la victoire sur l'armée mobutiste. Dès les premiers mois du régime nationaliste, des officiers et des

militaires rwandais se comportent avec arrogance, tuant pour un rien, s'accaparant de villas et de voitures. Le peuple refuse que des étrangers fassent la loi à Kinshasa, l'animosité se développe contre la présence des militaires rwandais.

Le second groupe est constitué de Tutsi congolais, souvent appelés Banyamulenge.

Ensuite viennent les unités de Kadogos, adolescents congolais enrôlés lors de la «longue marche». Elles aussi sont fractionnées. Certains ont été des combattants Maï Maï du général Padiri. D'autres encore ont été recrutés par Masasu et lui restent fidèles.

Un quatrième groupe était dirigé par Kisase avant son assassinat.

Un autre groupe des FAC est formé par les anciens gendarmes katangais venus d'Angola qui ont contribué de façon déterminante à la victoire de l'Alliance à partir de la bataille de Kisangani.

Enfin, il faut compter avec les ex-FAZ qui, après une période de rééducation, ont été intégrées dans les FAC.[61]

Les contradictions dans l'armée exploitées par les ennemis du Congo ?

Toutes ces contradictions au sein de l'armée kabiliste n'échappent pas aux analystes américains. Les Etats-Unis tentent d'en tirer profit. Prouvant à quel point la question est stratégique, l'administration Clinton fonce dès la prise du pouvoir par Kabila. Au cours des toutes premières semaines du nouveau régime, en juin 1997, Bill Richardson se précipite auprès de Kabila à Lubumbashi. Il est accompagné d'un officier de la CIA qui offre ses services pour récupérer les centaines de millions de dollars que Mobutu avait détournés et placés dans des banques étrangères. L'intention était de profiter de cette "bonne cause" pour implanter des agents de la CIA dans l'entourage de Kabila. Richardson est également venu avec un amiral de la marine, un colonel et un lieutenant colonel. Ils proposent de lancer un programme de formation militaire pour les troupes de Kabila...[62] Les Etats-Unis espèrent que Kabila leur accorde un accès privilégié aux richesses du sous-sol congolais. Et pour avoir un contrôle ferme sur l'économie du Congo, les Etats-Unis veulent «prendre en main» l'armée congolaise... Ils connaissent l'histoire: après l'assassinat de Lumumba, ils ont, avec l'aide de leurs alliés belges, israéliens, italiens et autres, réorganisé l'Armée Nationale Congolaise. Ce qui a assuré pendant plus de trente ans la domination américaine sur le pays... En 1997, ils auront moins de chance: Kabila, lui aussi, connaît son histoire... et déjoue le piège tendu.

Notons que la guerre de clans fait également rage dans les services de renseignements. Paul Kabongo, le chef de l'Agence Nationale des Renseignements (ANR) est arrêté le 23 août 1997, accusé *«d'avoir entretenu des relations avec l'UDPS, usé de trafics d'influence auprès des sujets libanais et d'avoir signé un document pour se faire passer pour le ministre de la Défense nationale»*.[63] Quinze jours plus tard, le mardi 9 septembre, Severin Kabwe est nommé Administrateur Général en chef a.i. de l'Agence Nationale des Renseignements et Leta Mangasa Sala Koso devient son

adjoint. Ce dernier a été officier de sécurité de Mobutu en 1995 et patron du SNIP en 1996.[64] Mais déjà en novembre, Kabwe, un vieux compagnon de Kabila, est victime d'un attentat où il a failli mourir. Il ne s'en est jamais complètement rétabli. Leta et les anciens du SNIP prennent alors les rênes de l'ANR en mains... Lors de la première réunion du Conseil National de Sécurité, Pierre Yambuya, PDG de la Direction Générale de la Migration, déclare: *« Je vois ici des hommes comme Leta, qui ont été des piliers du régime de Mobutu. Je suis nationaliste et je ne peux pas travailler avec des hommes pareils.... »* Mais les anciens des services de Mobutu continuent à dominer en grande partie les renseignements sous Mzee Kabila. Leta, administrateur général de l'ANR et Nono Lutula, un ancien de Nendaka devenu Conseiller spécial pour la Sécurité, seront d'ailleurs arrêtés après l'assassinat de Kabila...

L'armée selon Masasu

Anselme Masasu Nindaga est arrêté le 25 novembre 1997. Il est né à Bukavu de père mushi et de mère tutsi. Enseignant, son père a connu une vie misérable. En 1990 déjà, à l'âge de 20 ans, Masasu s'engage dans l'armée du Front Patriotique Rwandais et il fait la campagne militaire jusqu'à la libération de Kigali en 1994. Au cours de la même année, il crée le *Mouvement Révolutionnaire pour la Libération du Zaïre*. Jusqu'en juillet 1996, il est caporal de l'Armée Patriotique Rwandaise. Il connaît bien les différents responsables du FPR, dont Kagame.

Au cours de la période mai-décembre 1997, une grande désorganisation règne dans la nouvelle armée congolaise. Fort de ses nombreux contacts avec les officiers rwandais engagés dans l'armée congolaise, Masasu se comporte de façon orgueilleuse.[65] Agé de 27 ans, Masasu se prétend commandant en chef a.i. de l'armée. Il a sa milice personnelle et ses prisons privées. On lui reproche de nombreuses arrestations arbitraires, notamment celle de Paul Kabongo...

J'ai vu passer plusieurs fois l'escorte impressionnante de Masasu protégée par plus de cent hommes armés de lance-roquettes... Cela m'a suffi pour être très inquiet à l'annonce de l'arrestation de Masasu: je craignais des réactions violentes de ses partisans, des affrontements entre fractions de l'armée. Il y a bien eu quelques fusillades autour du Palais de la Nation, mais en général la situation est restée calme. Après son arrestation, Masasu fut accusé d'avoir entretenu des liaisons avec les Services secrets de pays étrangers et d'avoir divisé l'Armée... On lui a également reproché ses liens avec les Interahamwe, ce qui était peu crédible pour ce proche de Kagame...[66]

« Corriger toute indiscipline dans l'armée »

Le soir du 1er décembre 1997, je vois apparaître sur le petit écran le conseiller spécial pour la sécurité, Kazadi Nyembwe et le vice-ministre des Affaires intérieures, Faustin Munene. Ils lisent un communiqué officiel tirant les conclusions de l'affaire Masasu, sans s'y référer directement. Le texte laisse deviner le degré d'anarchie et

d'arbitraire ainsi que le tribalisme qui règnent jusqu'alors dans l'armée. La communication nous apprend que le Président a réuni tous les responsables de la sécurité et de la Défense pour mettre de l'ordre dans la maison. *« Il leur a donné des ordres qui doivent être exécutés ... Il s'agit de la discipline traditionnelle et institutionnelle à sauvegarder au sein de nos Forces Armées et de la Police nationale ... Désormais plus de tirs anarchiques, plus d'escortes ostentatoires et de patrouilles désordonnées, plus de saisies non autorisées des biens d'autrui ... Il faut absolument que règne l'ordre au sein de l'Armée, de la Police et de nos Forces de sécurité. Il vient d'être créé un Tribunal militaire d'exception. Son rôle est de corriger toute indiscipline au sein de nos forces. Tous les véhicules de l'armée doivent être peints en vert et immatriculés. Toutes les unités militaires doivent avoir les mêmes uniformes. Chaque combattant ou policier doit avoir sur sa tenue un macaron sur lequel est inscrit, en caractères gras, son numéro matricule. Tous les véhicules de l'Armée, de la Police doivent être identifiés et doivent porter un numéro d'immatriculation. (...) Même les véhicules des commandants doivent obéir à cette règle ... Les escortes dans l'armée et dans la police doivent être réduites au strict minimum. Aucun officier n'a le droit de s'estimer être au-dessus de la loi. (...) Tous les officiers ... doivent être regroupés dans les quartiers de la ville qui seront indiqués par la hiérarchie ... Les maisons d'arrêt, les cachots communaux doivent être connus par la hiérarchie. Aucun officier, de quel rang soit-il, n'a le droit d'avoir une cellule de détention privée ... Chaque unité de l'Armée ou de la Police ... doit regrouper en son sein, les différentes ethnies qui peuplent notre pays. Il doit être banni au sein de nos Forces, l'esprit de milice tribal, clanique ou régional. »*[67]

L'anarchie dans l'armée est telle que Kabila a voulu placer à sa tête un militaire bien formé et expérimenté pour y mettre de l'ordre. Il dit avoir nommé chef d'état major intérimaire un officier qui s'est illustré pendant la guerre de libération par de très hauts faits d'armes.[68] On apprendra plus tard qu'il s'agit de James Kabarehe. Et on peut comprendre que le choix de Kabila se soit porté sur ce grand stratège qui joua un rôle important lors de la campagne de l'AFDL et qui est un homme très énergique. Mais Kabila découvrira six mois plus tard qu'il n'a jamais mis ses qualités au service de la cause congolaise... Si l'armée a connu des désordres sous Masasu, elle connaîtra des intrigues et des complots sous Kabarehe...

Des obus tombent sur Kintambo

Depuis le 5 juin 1997, les armes crépitent au Congo-Brazzaville. En trois mois, elles ont fait au moins quatre mille morts. Le 10 juin, le premier obus tiré de Brazzaville tombe au Congo-Kinshasa. D'autres suivront mais ne feront pas de victimes.

Le mercredi 13 août 1997, les Présidents Kabila, Museveni et Bizimungu, réunis à Kinshasa, proposent d'envoyer dans un bref délai une force africaine d'interposition à Brazzaville pour mettre fin à la guerre civile. Lissouba marque son accord. La force sera composée par l'Angola, le Congo-Kinshasa, le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda,

la République Centrafricaine et le Tchad. Apparemment, la coalition régionale qui a soutenu l'AFDL tient bon. Mais la mission de pacification n'aura finalement pas lieu...[69]

A la mi-août 1997, je suis à Kinshasa avec une équipe de la VPRO, une télévision hollandaise qui tourne un documentaire sur le nouveau Congo. J'ai contacté le vieux chanteur Wendo, le père de la musique congolaise, pour qu'il mette en musique un texte sur les combats de Lumumba, Mulele et Kabila. Nous sommes chez lui à la maison pour l'enregistrer et le filmer. Sa femme est assise sur un petit tabouret. A intervalles réguliers, de lourdes détonations font trembler l'air. Les obus éclatent à nouveau à Brazzaville. La femme de Wendo reproche aux Congolais d'en face de ne pas assez prier. Voilà pourquoi ils ont la guerre. Puis elle dit: *« Mais pourquoi les enquêteurs de l'ONU ne vont-ils pas là-bas ? Pourquoi viennent-ils toujours embêter notre Président ? Nous avons la paix chez nous, qu'est-ce qu'ils cherchent ? »* Cette femme du peuple comprend que l'enquête sur «les massacres des Hutu par Kabila» et la guerre de Brazzaville participent d'un même mouvement pour déstabiliser le Congo nationaliste...

A Limete, le 29 septembre vers 17h00, je prend un taxi-bus qui descend le Boulevard Lumumba. Une femme monte et raconte que des obus tirés de Brazzaville sont tombés à Bandalungwa. Elle a vu une vieille femme morte baignant dans son sang et un petit garçon tué, le ventre ouvert et les intestins répandus. L'événement s'est passé dans la matinée. L'information circule lentement dans cette ville gigantesque. Le chauffeur dit avoir entendu qu'un obus avait fait 5 morts au camp de l'ex-gendarmerie nationale.

Arrivé à la maison, je la trouve fermée. Des voisins me disent que tout le monde a pris la fuite. J'habite à ce moment à Kintambo Magasin, dans la maison du médecin Angélique Kikudi où Abo a également trouvé une petite chambre. Kintambo est la commune la plus touchée par la pluie d'obus. Lorsque les militaires du camp ont commencé à évacuer leur famille, tout le quartier s'est vidé. Une heure plus tard, une voiture vient me prendre. Notre «cache» se trouve à une très grande distance, dans un quartier éloigné de Mont Ngafula où il n'y a ni eau ni électricité. Nous logeons dans une maison en construction où quelques chambres sont déjà habitables. Le lendemain, j'ai une discussion avec la maîtresse des lieux. Elle est prêtresse dans une secte pentecôtiste. Elle m'explique qu'à l'époque de Mobutu, elle a organisé un jeûne-prière pour demander à Dieu qu'il enlève Mobutu. La nuit, toute la chambre s'est remplie de flammes et la prêtresse a entendu la voix de Dieu fulminer: *« Qui êtes vous pour dire que je dois enlever cet homme ? Quand son temps sera venu, je le reprendrai »*. Récemment, lors d'un autre jeune-prière, Dieu lui a parlé à nouveau dans un nuage de flammes. Il a dit: *« Celui qui est venu récemment de l'Est, a trop tué sur sa route. Il ne durera pas »*.

C'est ainsi que les nombreuses sectes importées des Etats-Unis, en grande partie guidées «spirituellement» par les services de renseignement américains, diffusent des messages politiques emballés dans un langage religieux...

Le soir du 29 septembre, on parle de 17 morts dus aux tirs d'obus. Beaucoup de Kinois craignent que c'est le début d'une guerre entre Brazza et Kinshasa. Il y a deux hypothèses.

La première est formulée par Mwenze Kongolo après la rencontre Lissouba-Kabila, le 1er octobre à Kinshasa: *« Le gouvernement de Brazzaville nous a dit que les tirs d'obus (étaient) le fait d'éléments de l'ancienne Division Spéciale Présidentielle qui combattaient aux côtés des partisans de l'ancien Président congolais Denis Sassou Nguesso».*[70] Le lendemain, jour de deuil national, des obus tombent à nouveau sur Kinshasa. Il y aurait déjà au total 31 morts. Colette Braeckman résume le sentiment général à Kinshasa. *« Les observateurs constatent qu'il ne s'agit plus d'actions isolées ou de mauvaise orientation des canons ... Des sources de plus en plus nombreuses accusent les partisans de Sassou Nguesso d'avoir délibérément orienté leurs tirs vers la capitale du Congo. (...) Certains milieux militaires français ne cachent pas leur intention de tenter un "coup" contre Kabila. »*[71]

Mais selon d'autres sources, au moins un canon 122 a tiré sur Kinshasa depuis les positions occupées par les hommes de Lissouba, à proximité des locaux de la présidence.[72] Selon cette version, Lissouba est déçu par le refus de la France de soutenir son gouvernement contre Sassou. Il aurait fait tirer des obus sur Kinshasa pour obliger la RDC d'intervenir à ses côtés.

Kabila reste très prudent. Après sa rencontre avec Lissouba et Kolelas, le 1er octobre, il décide l'installation à Brazzaville d'un détachement d'observation dont la mission est de créer un corridor de sécurité et d'empêcher des tirs sur Kinshasa.

Ce jour-là, je suis rentré à Kintambo. Je croise alors le général Munene qui me dit que les FAC vont donner une leçon à ceux qui ont bombardé Kinshasa. Le soir vers 17h30, je sors de la maison pour faire une petite promenade dans le quartier. Dans un ciel bleu clair, il y a quelques nuages auxquels le soleil déclinant donne une couleur orangée. Tout à coup, des flèches enflammées traversent le ciel de droite à gauche, direction Brazza. Après quelques secondes d'étonnement, je me rends compte que l'artillerie congolaise pilonne des positions de l'autre côté du fleuve... Le feu d'artifice dure au moins cinq minutes. Les aventuriers à Brazza ont été stoppés. Les tirs d'obus cessent. La population respire à nouveau.

Et cette population a une nouvelle fois l'occasion de se rendre compte de la véritable nature de l'opposition dite « démocratique ». Continuant sa politique de provocations tous azimuts, Olenghankoy accuse Kabila de vouloir mettre le feu à l'Afrique Centrale. Les FONUS condamnent *« l'immixtion du Gouvernement Kabila dans le conflit à Brazzaville qui ... risque d'entraîner notre pays dans une guerre ».* Cette « immixtion » est pour Olenghankoy la preuve *« de la pratique autocratique du pouvoir et de l'esprit belliqueux de Laurent-Désiré Kabila. Le régime de Kinshasa (est) porteur d'un virus destructeur susceptible d'embraser toute la région d'Afrique Centrale ».*[73]

Au moment où la DSP, stationnée à Brazza, bombarde Kinshasa, marquant ainsi la détermination de certains noyaux ex-FAZ de renverser le régime nationaliste par les

armes, Olenghankoy la couvre. L'ennemi commun à la DSP et à l'opposition genre FONUS est Kabila, l'homme à l'«esprit belliqueux», Kabila qui veut «mettre le feu à toute la région». Cette alliance entre l'opposition et la Division Spéciale Présidentielle préfigure déjà le front uni entre les «rebelles», les mobutistes et les autres opposants, qui se formera contre Kabila dès le début de l'agression américano-rwando-ougandaise.

L'intoxication qui annonce la guerre

Au mois de décembre 1997, les assassins hutu non repentis relancent le génocide au Rwanda. Colette Braeckman écrit: *«Les massacres se multiplient au Rwanda. (...) Les Interahamwe attaquent par larges groupes de 500 à 800 personnes et leurs techniques sont celles du génocide – machettes, armes blanches, mutilations. D'autres groupes attaquent les mini-bus sur la route Gisenyi-Ruhengeri et massacrent les passagers tutsi. A Bukavu, des Interahamwe, par centaines, se préparent à s'infiltrer au Rwanda. Ils y retrouveront des armes qu'ils ont cachées dans la zone turquoise, avant de quitter le pays».*[74] Au Rwanda, fin 1997, la persistance de tueries à caractère ethnique de la part des extrémistes hutu est donc une réalité indéniable.

La campagne «Kabila génocidaire des réfugiés hutu»

L'intervention de l'Armée Patriotique Rwandaise au Congo contre les Interahamwe a également tournée vers l'ethnicisme avec des massacres indiscriminés de réfugiés hutu, génocidaires, femmes, enfants, vieillards confondus.

Personne n'ignore que ces massacres de Hutu au Congo sont l'œuvre de Tutsi rwandais. Une intervention d'Arthur ZAhidi N'Goma est significative à ce propos. Il dit en octobre 1997: *«Nous voulons une enquête, pour ne pas endosser le poids d'un génocide commis par d'autres».*[75] Ce professeur sait donc parfaitement que ce sont bien des Tutsi rwandais qui ont commis ces tueries. A notre stupéfaction, après l'agression de l'armée de Kagame le 2 août 1998, le même ZAhidi N'Goma devient Président d'une «rébellion» qui sert de couverture aux opérations de l'armée monoethnique de Kagame...

Comme souvent, en décembre 1997, *Amnesty International* est en première ligne de la guerre politique et psychologique contre un gouvernement anti-impérialiste. Avec toute l'hypocrisie qui caractérise les marchands de l'humanitaire, elle déclare: *«Le caractère atroce et massif des violations des droits humains commises par les troupes de M. Kabila seraient-elles justifiées par les exactions commises par le régime précédent?»*[76] Les massacres faussement imputés à l'AFDL, sont censés donner un semblant de véracité à l'intoxication: *«Kabila égal Mobutu, Kabila dictateur et violateur des droits de l'homme»...*

Parmi les partis d'opposition, l'UDPS est la plus violente dans cette agitation: des tueries soi-disant commises par Kabila contre les Hutu, elle extrapole que Kabila

massacrera également... les populations congolaises! Début septembre, l'UDPS déclare: *«A la lumière des tueries déjà perpétrées par l'AFDL à travers tout le pays, l'UDPS pose la question ... qu'est-ce qui peut empêcher M.Kabila, s'il continue à bénéficier du soutien extérieur, de continuer à massacrer davantage des populations congolaises qui contestent de plus en plus sa dictature ?»*[77] Ici aussi nous retrouvons déjà une des rhétoriques qui «justifiera» un an plus tard, l'agression-rébellion...

Kabila: «Nous n'avons jamais autorisé les Rwandais à massacrer chez nous...»

Kabila a développé une argumentation pertinente contre l'accusation qu'il aurait massacré des Hutu. Mais ses arguments n'ont jamais été pris en compte par les gouvernements et les médias en Occident. C'est un bel exemple de l'absence de démocratie qui y règne: dans toutes les questions majeures, les intérêts économiques et stratégiques écrasent la vérité.

D'abord, dit Kabila, les «massacres des Hutu par l'AFDL» n'étaient qu'une intoxication à tournure «humanitaire». Ce mensonge servait à cacher la véritable raison de l'opposition des puissances occidentales au gouvernement nationaliste. Pour le dire avec les mots de Kabila: *«elles n'ont pas apprécié la chute de Mobutu»*. Elles n'ont pas apprécié que le nouveau pouvoir prenne la décision de *«mettre fin au régime de l'injustice des anciens dignitaires de l'ex-Zaïre qui se cramponnaient au pouvoir pour tuer la population sous différentes formes et pour piller les richesses du pays afin d'assouvir leurs appétits gloutons et insatiables»*.[78]

Ensuite, cette «enquête sur les massacres» n'est qu'un prétexte pour refuser toute aide structurelle à un pays sinistré par le mobutisme. Ce refus constitue un appui indirect aux forces de l'ancien régime qui veulent une revanche. Kabila dit fin octobre 1997: *«Nous voulons qu'on nous aide à développer l'agriculture, nous voulons rapidement désenclaver les campagnes pour qu'elles puissent produire et alimenter les centres urbains. On ne peut pas lier l'assistance aux priorités de développement d'un pays sinistré et cette enquête internationale. Nous avons dénoncé ce lien comme une ingérence délibérée, comme un soutien aux nostalgiques de l'ancien régime».*[79] *«Toute tentative de lier le travail de la commission d'investigation aux problèmes de reconstruction et de redressement est considérée par le peuple comme une vaste conspiration pour le maintenir dans l'abîme créé par le régime déchu.»*[80]

Troisièmement, Kabila affirme que les puissances impérialistes mènent cette campagne de mensonges «humanitaires» parce que le Congo ne se plie pas à leurs exigences. En revanche, lorsque les véritables assassins, les mobutistes, étaient au pouvoir, elles se taisaient par intérêt. Selon Kabila, *«les nouvelles autorités du Congo sont accusées de tueries, de massacres et d'autres violations des droits de l'homme parce qu'elles n'ont pas demandé la permission et l'aide des puissances occidentales»*. Voilà pourquoi ces dernières *«s'emploient à distraire les Congolais de leurs*

préoccupations profondes. Par contre, pendant le régime Mobutu qui était véritablement un pouvoir d'assassins, de tueurs, ces mêmes puissances se taisaient et aidaient Mobutu à se maintenir indéfiniment au pouvoir».[81] *«Les exploiteurs de notre pays, non contents du redressement qui se concrétise, ont mis au point une stratégie de diabolisation de notre personne et de l'action du gouvernement. Ils l'ont fait avec la complicité de certains fils égarés du pays. C'est notamment le cas des allégations sur le prétendu massacre des réfugiés.»*[82]

Ceux qui attribuent à Kabila des massacres pour ne pas devoir aider un pays complètement détruit, savent parfaitement quelle est l'origine des massacres à l'Est du Congo: c'est la politique française consistant à sauver et à soutenir les génocidaires hutu rwandais. Kabila: *«On ne peut pas punir le Congo sur base de suspicions absolument injustifiées, encore que la communauté internationale connaît bien les auteurs réels de tout ce drame de l'Est ... Comment justifier le fait de ne pas accorder d'assistance à un pays qui doit se reconstruire, dont tout le monde reconnaît qu'il a été ravagé? Mais lorsqu'il s'agit de venir en aide à ce pays, on invoque les massacres... Mais qui a massacré?... Pour nous, les choses sont claires depuis le début: auparavant, avant la guerre, il y avait trop de massacres de Tutsi, surtout dans le Masisi, qui devaient se réfugier au Rwanda.»*[83] La France et ses alliés sont *«les premiers responsables de génocide et (ils ont) permis le transfert des génocidaires du Rwanda à la RDC où une fois encore ces mêmes génocidaires ont continué de décimer des populations ... La RDC n'est pas un protectorat des Nations Unies ... La RDC ne se considère pas comme accusée ... Ce sont ceux qui n'ont pas pu empêcher le génocide au Rwanda où ils ont laissé massacrer un million de personnes, ceux qui ont créé la zone "Turquoise", avant de se retirer, laissant massacrer encore des milliers de gens ... Ce sont eux aussi qui ont fait traverser les génocidaires avec armes et munitions sur notre territoire où ceux-ci ont été appelés des réfugiés ... Ce sont ceux-là qui prétendent quitter leur place d'accusés pour y mettre la RDC.»*[84]

Kabila reconnaît qu'il y a eu beaucoup de morts lors du démantèlement des camps et lors de la poursuite des génocidaires. Ces derniers avaient pris comme tactique de s'entourer d'une masse de Hutu civils. Ils les utilisaient comme des otages, comme une ceinture de protection et aussi comme une réserve de recrutement. Kabila: *«Il y a eu guerre: ceux qui se trouvaient en face de nous, c'étaient les troupes rwandaises d'Habyarimana».*[85] L'AFDL a participé au démantèlement des camps: c'était effectivement une opération militaire contre les ex-FAR et Interahamwe pour libérer les otages et permettre leur retour au Rwanda.

Est-ce qu'il y a eu des massacres de Hutu lorsque, les camps liquidés, l'armée rwandaise a poursuivi les fuyards? En tout cas, dit Kabila, nous ne les avons jamais autorisés à se comporter ainsi chez nous. L'insinuation est claire: si effectivement des tueries gratuites se sont déroulées, la responsabilité en revient exclusivement à des extrémistes tutsi de l'armée rwandaise... *«L'armée rwandaise est alors intervenue, elle a fait des incursions, entre autres vers le Masisi. Mais lorsque nous, nous*

sommes arrivés dans ces coins-là, nous n'avons jamais autorisé les soldats rwandais à commettre des massacres chez nous.»[86]

Washington: «Nous avons beaucoup d'autres intérêts au Congo»

La campagne d'intoxication sur «les massacres des réfugiés hutu par Kabila et l'AFDL» était surtout l'œuvre de la France. Elle avait une revanche à prendre sur ses défaites au Rwanda et au Congo.

Sous son impulsion, le Parlement européen vote le 23 octobre 1997 une résolution d'urgence déplorant *«le manque total de coopération»* de Kinshasa avec les enquêteurs de l'ONU. Décidé à saboter la reconstruction du Congo, le Parlement européen déclare que *«le bon déroulement de l'enquête est une condition préalable pour toute reprise de la coopération avec Kinshasa»*. Il va jusqu'à exiger *«la non-expulsion des réfugiés»*.[87] La France a sauvé en juillet 1994 les génocidaires en leur faisant franchir la frontière congolaise accompagnés de plus d'un million d'otages hutu. La plus «hutiste» des politiciens européens, Emma Bonino, ose dire début novembre 1997: *«L'aide humanitaire doit être acheminée d'urgence là où le million* (sic!) *de réfugiés hutu se trouve, c'est-à-dire au Zaïre. Nous n'avons pas l'impression que ces gens veulent être rapatriés au Rwanda et aucune loi ne peut les forcer à rentrer, ce serait une déportation»*.[88] Ainsi, la France et ses alliés cachent derrière les accusations de «massacres» lancées contre Kabila, leur tentative de maintenir au Congo une force de déstabilisation pour le Rwanda.

Les Américains comprennent parfaitement le sens de l'intoxication contre Kabila. Peter Rosenblum, du département des droits de l'homme de l'université de Harvard, déclare: *«Alors que l'on sait que l'architecte des massacres se trouve à Kigali, il est incroyable de voir que les Etats-Unis continuent de traiter le Rwanda avec une telle déférence. On dénonce Kabila sans dire un mot de Kagame»*.[89]

L'ambassadeur américain à Kinshasa, Daniel Simpson, va discuter à plusieurs reprises avec les inspecteurs de l'ONU pour les persuader de se montrer *«plus flexibles»*.[90]

En octobre 1997, l'émissaire américain Bill Richardson élabore un compromis qui doit permettre aux enquêteurs de travailler et à Kabila de faire éclater la vérité sur les responsables principaux des massacres dans la région des Grands Lacs.

Selon l'accord Richardson-Kabila, le mandat des enquêteurs est élargi et couvre désormais la période du 1er mars 1993 au 31 décembre 1997. La nécessité de lier les faits historiques aux événements récents est reconnue. L'équipe s'engage à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de la RDC et à ne pas prendre contact avec les hommes du régime de Mobutu. Le dixième point de l'accord stipule: *«Le gouvernement congolais disposera d'un délai raisonnable pour revoir le rapport et apportera son appréciation avant la publication»*.[91]

Aucun de ces points ne sera respecté. La commission d'enquête fonctionnera jusqu'à la veille de l'agression américano-rwando-ougandaise du 2 août 1998 comme une machine à fabriquer des mensonges contre Kabila et son gouvernement.

En octobre-décembre 1997, les Etats-Unis gardent encore l'espoir que Kabila va capituler dans le domaine économique et céder les richesses minières du sous-sol aux conditions américaines. C'est ainsi que Bill Richardson explique clairement que les Etats-Unis s'intéressent avant tout aux richesses du Congo et qu'ils ne vont pas se laisser distraire par les manœuvres de la France: *« Les enjeux (au Congo) sont trop grands pour que nous nous en désintéressions... Nous voulons que l'enquête de l'ONU puisse aller de l'avant. Mais nous avons beaucoup d'autres intérêts au Congo »*.[92]

Expliquant le bien-fondé de sa démarche devant la Commission des Affaires étrangères de la Chambre, Bill Richardson fait une déclaration capitale pour comprendre la suite du drame congolais. *« La République Démocratique du Congo revêt une très grande importance pour les intérêts des Etats-Unis en Afrique. (...) La RDC est essentielle pour ce qui est des intérêts américains, parce qu'elle est appelée à devenir le moteur de la croissance en Afrique Centrale, en raison de sa situation stratégique. La RDC constitue un pont entre les pays en développement de l'Afrique Australe et Orientale et les pays pauvres de l'Afrique Centrale ... La RDC offre des possibilités immenses pour ce qui est de son développement économique et des investissements américains: elle possède 13% des réserves hydroélectriques du monde, 28% des réserves de cobalt du monde, 18% des réserves de diamant à usage industriel du monde, 6% des réserves de cuivre du monde, des sols fertiles pour l'agriculture ... et enfin, la moitié des forêts tropicales de l'Afrique. »*[93]

Voilà pourquoi les Etats-Unis « soutiennent » Kabila tout en le pressant de faire de plus en plus de concessions économiques et politiques, c'est-à-dire en le forçant à prendre la voie néocoloniale. Richardson le formule en ces termes: *« Nous avons un éventail d'autres intérêts au Congo, et nous continuerons à encourager le nouveau gouvernement à entreprendre les réformes politiques et économiques nécessaires »*.[94] C'est ainsi qu'il faut comprendre le soutien de Richardson aux mesures de démocratisation prises par Mzee Kabila. Ce dernier reçoit des félicitations pour avoir *« élargi sa base en acceptant au sein du cabinet et aux postes de gouverneurs provinciaux des politiciens n'appartenant pas à l'AFDL »*. Les Américains l'encouragent à aller de l'avant et à « libéraliser » tous les partis néocoloniaux de la Transition. C'est dans le même but que le porte-parole des Etats-Unis soutient la mise en place de la Commission Constitutionnelle: *« M. Kabila a fait un pas en avant sur la voie de la réforme constitutionnelle qu'il avait annoncée le 29 mai »*.[95]

Mais début 1998, les Etats-Unis parviennent à la conclusion que Kabila est un patriote congolais inflexible qui refusera de se plier à leurs exigences et diktats. Ils changent alors radicalement de tactique et rejoignent la France dans ses efforts pour casser le pouvoir nationaliste à Kinshasa...

Premiers préparatifs de la guerre d'agression

Les dernières années de Mobutu ont été caractérisées par l'alliance entre l'armée mobutiste, les extrémistes hutu rwandais et les courants ethno-racistes anti-Tutsi. Cette alliance s'est poursuivie pendant les six premiers mois du Gouvernement Kabila.

Colette Braeckman écrit en septembre 1997 : *« Les Interhahamwe rwandais ... sont plusieurs milliers, et bien décidés à reprendre le combat! (...) Ils seraient aujourd'hui 18.000 Interahamwe rassemblés autour de Goma, campant dans les montagnes du Masisi et dotés d'armes neuves et de nouveaux uniformes. (...) Miliciens et militaires hutu ont désormais fait cause commune avec d'anciens militaires de Mobutu, qui ne manquent ni d'armes ni de munitions. »*[96]

Trois mois après l'instauration du régime nationaliste, deux grandes vedettes du mobutisme, Kamanda wa Kamanda et Kin-Kiey Mulumba, annoncent la création du Rassemblement des Patriotes Congolais, un mouvement de résistance qui vise à *« renverser le régime d'occupation de Kabila, au pouvoir depuis 100 jours à Kinshasa »*.[97]

Il ne peut y avoir de preuve plus convaincante que l'idéologie anti-Tutsi ou anti-Nilotique, comme toute idéologie ethniciste d'ailleurs, n'est qu'une arme démagogique manipulable à souhait. Ce même Kin-Kiey Mulumba qui accuse Mzee Kabila d'avoir installé le 17 mai 1997 un *« régime d'occupation tutsi »*, se retrouvera après le 2 août 1998 porte-parole et propagandiste de l'occupation effective du Kivu par l'armée mono-ethnique de Kagame.

A propos des provocateurs et des patriotes...

Depuis le début des années soixante, les ethnicistes hutu rwandais ont introduit au Kivu la haine du Tutsi, dans le but d'y gagner des alliés. L'exclusivisme ethnique est une forme de racisme qui glorifie le «nous» ethnique et qui diabolise les autres ethnies. Il prouve la «justesse» de sa conception en poussant à la violence et au meurtre; la contre-violence et les meurtres en représailles deviennent alors les preuves de la perfidie de l'ethnie adverse. Plus les crimes des uns et des autres deviennent abominables, et plus les clichés ethnicistes cultivés par les parties opposées semblent trouver leur confirmation. La spirale infernale est lancée et rien ne semble pouvoir l'arrêter.

Un tract daté du 8 janvier circule à Bukavu début 1997. Il s'agit d'un pur produit de cette idéologie ethno-raciste.[98] Aux yeux de ses auteurs, il n'existe chez les Tutsi, comme chez les autres ethnies d'ailleurs, ni intérêts économiques antagoniques, ni classes sociales différentes, ni orientations politiques opposées qui expriment les intérêts de ces classes. Non, «les» Tutsi sont depuis la nuit des temps, et en bloc, perfides, expansionnistes et dominateurs. Ce tract invente d'ailleurs un nouveau crime «historique» des Tutsi: ils auraient voulu renverser la dynastie des Pharaons en

Egypte! Un observateur objectif dira: mais où est le mal, puisque des événements pareils étaient inhérents à cette époque historique! Pour le reste, rien n'indique que les ancêtres des Tutsi ont vécu en Egypte. Et puis, Cheick Anta Diop a montré que l'ancienne Egypte a eu des Pharaons noirs et le savant sénégalais en a fait une fierté pour l'Afrique noire...!

Voici des extraits de ce tract. *«L'histoire même du peuple tutsi (nous apprend) qu'il a été expulsé de l'Egypte pour avoir voulu renverser la dynastie du Roi Pharaon. (...) Le Président rwandais a ... revendiqué l'ancien Kivu comme étant un territoire rwandais.* » Parlant de la guerre de libération anti-mobutiste dirigée par Kabila, le tract continue: *«La guerre qui nous est imposée par les Tutsi ... est une guerre de conquête de notre territoire ... Les Tutsi sont en quête d'un territoire à occuper (...) Il s'agit d'une recolonisation du peuple zaïrois et non d'une libération».* Concernant les Tutsi congolais, le tract reprend l'idéologie des dernières années du mobutisme, caractérisées par l'alliance avec l'extrémisme hutiste. *«La tribu banyamulenge n'existe pas parmi les plus de 450 tribus que compte le Zaïre, d'après l'histoire ethnologique et il s'agit tout simplement d'un peuple tutsi transplanté et vivant sur le territoire zaïrois comme étranger.»* Considérer des hommes et des femmes, qui vivent depuis trois à quatre générations au Kivu, comme des étrangers sans aucun droit, c'est ouvrir la voie à l'arbitraire et la violence. Le tract se termine par un appel: *«Créons à Bukavu le "Front de Lutte contre l'occupation tutsi" qui se fixe comme objectif l'opposition d'une résistance contre l'expansion, l'occupation et la domination tutsi».* Affirmer que chaque homme et femme Tutsi, établi au Kivu depuis plus de 35 ans, est un agent de l'expansionnisme tutsi, c'est de l'ethno-fascisme qui doit nécessairement déclencher la spirale de la violence aveugle.

Plusieurs groupes opéraient au Kivu, motivés par ces conceptions.

Heri Njila, 45 ans, se dit porte-parole d'un *Conseil de Résistance et de Libération Nationale*. Il affirme en septembre 1997: *«Aujourd'hui tous les gens du Kivu travaillent ensemble pour lutter contre l'occupation». «Dans tout l'Est du Congo se développe la résistance des Babembe, des Bafuleru, des Wanyanga, des Bahunde, des Bashi, des Hutu.» «L'armée d'occupation rwandaise extermine les Babembe. Il y a deux semaines, les Rwandais ont assassiné à peu près 2.000 hommes dans la région entre Fizi et Kalemie.»* Heri Njila déclare que le *Conseil* se bat contre l'armée rwandaise mais aussi contre *«le système Kabila». «Kabila a trahi la cause nationale et lumumbiste. Pour cette raison il a été repêché par les Américains pour fonctionner comme marionnette du nouveau régime qui est dominé par les Tutsi rwandais.»*[99]

Début août 1997, *La Référence Plus* écrit qu'une *«Alliance des Forces pour la Libération des Bantous»* opère au Kivu et regroupe des miliciens Interahamwe, des ex-militaires rwandais, des ex-Faz et des Maï Maï... Ils s'en prennent aux FAC et aux Tutsi et tous ceux qui les hébergent.[100]

Daniel Mayele, du MNC-L (Onawelho) affirme en septembre 1997 qu'une des raisons essentielles de la violence au Kivu est la tentative de *«colonisation»* de cette

province par les Tutsi rwandais. Mayele prétend que les autochtones ont refoulé vers le Rwanda *« quelques milliers de Tutsi que Kigali voulait installer au Kivu par la force, sans concertation avec les autorités coutumières »*. Kigali aurait alors entrepris des représailles, en liaison avec l'armée de l'AFDL.[101] Ajoutons que selon d'autres sources, plus crédibles, il s'agissait de Tutsi congolais rentrés chez eux après avoir dû fuir leurs terres lors de l'épuration ethnique organisée impunément, sous Mobutu, par les extrémistes hutu rwandais et leurs alliés.

L'intervention de Mayele a le mérite de montrer une nouvelle fois à quoi sert l'ethnicisme et notamment l'anti-tutsisme. En 1997, Mayele prétend combattre Kabila parce que ce dernier permet *« la colonisation du Kivu par les Tutsi »*. Or, ce même Mayele se retrouvera une année plus tard, après le 2 août 1998, parmi les nombreux « opposants » qui se sont précipités à Kigali. Ce petit détour leur semblait la route la plus courte vers le pouvoir à Kinshasa. Des mobutistes de premier rang, les généraux Baramoto, Nzimbi, Mavua et Ilunga en tête, flanqués par des Kin-Kiey Mulumba et autres Tambwe Mwamba, ont également prétendu dès le 17 mai 1997 combattre *« l'invasion et l'occupation tutsi »* sous Kabila. Et tous se sont retrouvés fin 1998 aux côtés de l'armée mono-ethnique tutsi rwandaise dans des opérations militaires qui visaient l'occupation de tout le territoire congolais par la clique extrémiste tutsi autour de Kagame! L'anti-tutsisme est une arme de circonstance brandie à un moment donné par certaines fractions de la bourgeoisie bureaucratique et compradore pour arriver à leurs fins. Mais cette arme peut à tout moment être échangée pour une autre, plus puissante, qui permet de se frayer plus vite le chemin vers le pouvoir...

La complexité du courant de l'autochtonie

L'autochtonie qui domine une partie de l'opinion publique au Kivu est un ensemble de conceptions contradictoires.

Sa première référence est l'organisation tribale telle qu'elle a existé avant l'arrivée de Léopold II. Les partisans de cette interprétation de l'autochtonie notent l'absence de Tutsi et de Hutu dans l'Etat indépendant du Congo léopoldien. Il s'en suivrait que des personnes appartenant à ces deux tribus sont à considérer comme d'éternels étrangers au Congo, voire comme des envahisseurs et occupants.

Sa seconde référence est l'opposition des habitants du Kivu au mobutisme, perçu comme un système d'oppression et d'injustice sociale venu d'ailleurs.

La troisième interprétation de l'autochtonie part de la volonté des populations locales de se libérer de toute domination étrangère et principalement de la domination coloniale et néocoloniale.

Aussi, l'autochtonie peut-elle être emportée par tous les vents. Elle peut devenir exclusivisme, voire « racisme » tribal et défendre des formes politiques et économiques rétrogrades, pré-capitalistes. Elle peut aussi être le ciment idéologique et politique qui permet à des fractions de la bourgeoisie de grouper le peuple derrière elles. Mais l'autochtonie comme expression de la volonté d'indépendance par rap-

port aux puissances extérieures, impérialistes, peut également être le point de départ d'une idéologie nationaliste, voire panafricaniste... Cette complexité exige des acteurs politiques révolutionnaires une attention particulière aux sensibilités et aux traditions des populations. Tout en étant ferme sur le principe de l'unité de toutes les masses populaires africaines contre l'ennemi féroce qu'est l'impérialisme.

Dès le début de la lutte de libération en octobre 1996, nous avons pu constater que Kabila a été à l'école de Mao Zedong. En effet, il prenait fermement en main la contradiction principale qui oppose le peuple congolais au régime mobutiste. Il concentrait toutes les forces pour résoudre cette contradiction. Et Kabila faisait tout pour ne pas heurter les susceptibilités des autochtones et pour gagner les Maï Maï à la cause nationaliste et panafricaniste.

Or, la grande bourgeoisie tutsi qui a pris le pouvoir avec Kagame, pratique à la fois l'exclusivisme ethnique et le militarisme. Pour elle, la «populace» ne peut jamais être un acteur conscient de l'histoire, le peuple est un objet à manipuler et à réprimer. Cette conception kagamiste a influencé les Tutsi congolais les plus proches du pouvoir de Kigali. Militaristes eux aussi, ces hommes ont fait le contraire de ce qu'enseignait Mao au cours de la révolution chinoise. La plupart des membres du Parti communiste chinois étaient des Hans. Les Hans constituent l'écrasante majorité du peuple chinois. Le Président Mao invita tous les Hans à respecter strictement les traditions et croyances des minorités nationales vivant en Chine, afin de gagner leur confiance et d'unir tout le peuple chinois pour la révolution démocratique et anti-impérialiste.

En juillet 1997, le gouverneur du Nord-Kivu a remplacé des chefs coutumiers autochtones par des Tutsi dans les territoires de Rutshuru, Masisi et Nyaragongo. Peu après, les tueries ont commencé dans le Masisi. Les autochtones ont vu le spectre d'une invasion et d'une occupation par des étrangers tutsi. Les guerriers des tribus hunde, nyanga, tembo et kumu ont repris les armes et ont reçu le soutien de certains ex-Faz. Ils ont pris pour cibles les soldats et les personnes d'origine tutsi.[102]

Un «fait divers» montre bien certaines conséquences dramatiques du militarisme kagamiste. En juillet 1997, des militaires tutsi ont obligé le chef Chabando et quelques notables à leur servir de porteurs pendant une vingtaine de kilomètres. Cette humiliation a suscité la colère de jeunes combattants Maï Maï. Ils ont alors tué 12 militaires tutsi, près de la plantation Makelele. Ils ont rencontré à Nyabibwe d'autres militaires venus en renfort du Rwanda. Les maquisards affirment avoir *«exterminé tous les Tutsi»*, soit environ 150 militaires d'après la population locale. A Ngungu, ils ont tué *«tous les militaires tutsi qui y étaient cantonnés et emporté leurs armes et munitions»*. En représailles, le 6 août, des militaires rwandais ont complètement détruit l'importante localité de Nyabiondo. Certains à Goma affirment avoir *«vu des centaines de soldats arriver du Rwanda et se diriger vers le Masisi au mois d'août. Ils ont vu aussi trois autos blindées prendre la route de Masasi-zone et 4 hélicoptères de combat suivre la même direction»*. Selon certains, *«tous les officiers tutsi ont été éliminés à Ubwari, Baraka, Mboko et Wimbi»*. L'hostilité contre les militaires tutsi

était si forte dans la région que ceux-ci ont disparu d'un certain nombre de barrages établis par l'AFDL sur les routes.[103]

L'absence d'une conception révolutionnaire chez les kagamistes s'est exprimée à travers deux erreurs fatales: un manque de considération pour les susceptibilités populaires et une pratique militariste. Ce qui a déclenché la spirale infernale de la violence ethnique. Ces fautes graves ont suscité chez certains nationalistes congolais la crainte que Kagame ne poursuive en R.D.C. des objectifs inconciliables avec l'intérêt national du Congo...

La tension monte de tous les côtés

Au cours du mois de décembre, la France et ses alliés, ex-Forces Armées Zaïroises et Interahamwe, multiplient les opérations militaires pour déstabiliser le Rwanda et le Congo. La nuit du mercredi 10 au jeudi 11 décembre, Bukavu est occupée par une alliance de forces qui combattent l'AFDL. Vers 02h00, des tirs de mortiers et d'autres armes automatiques ont arraché les habitants à leur sommeil. A quatre heures du matin, 300 hommes venus de la localité de Kalonge, ont déclenché une attaque qui a semé la pagaille dans toute la ville. Les assaillants ont installé leur Quartier-Général dans la commune de Kadutu et ont réussi à prendre toute la ville et à ouvrir la prison.[104] Le gouvernement publia un communiqué: *«La belle ville de Bukavu a été agressée au cours de la nuit de mercredi à jeudi 11 décembre 1997, par une bande armée composée de troupes d'ex-Forces armées rwandaises, de miliciens extrémistes Interahamwe et de Maï Maï qui campaient dans les montagnes. (...) Nos troupes basées dans cette ville ont administré une riposte vigoureuse aux assaillants qui ont battu en retraite en se scindant en deux groupes: l'un ayant retraversé la frontière d'où il était venu, l'autre se trouvant en débandade aux environs de Bukavu. (...) Il n'exclut pas la possibilité de poursuivre les assaillants jusque dans leur nid de vipères. Car, au moment où le nouveau pouvoir s'attelle à mettre en application son plan triennal de reconstruction du pays, toute distraction de quelque nature quelle soit, doit être combattue».*[105]

Kabila, quant à lui, déclare: *«A Bukavu, je dirai que c'était le combat d'arrière garde de ceux qui croient encore reprendre aux Congolais la manière révolutionnaire de (gérer) la République ... Ce sont toujours les ex-Far, l'ancienne armée rwandaise, des Interahamwe et les quelques groupes qu'on appelle les Maï Maï ... Nous sommes suffisamment préparés pour répondre à toutes les incursions, d'où qu'elles viennent.»*[106]

A ce moment, Kabila estime que l'impérialisme français est toujours le principal soutien aux forces qui visent le renversement par la violence du régime nationaliste. Mais dans les semaines qui suivent, l'impérialisme américain prendra fermement la direction de la lutte contre Kabila... Ce fait crucial aura des répercussions décisives sur le comportement des militaires rwandais et ougandais et sur leur alliance avec les nationalistes congolais.

Au Rwanda même et toujours ce mercredi 10 décembre, une bande importante d'Interahamwe et d'ex-FAR attaque le camp de réfugiés de Mudende, situé près de la frontière congolaise, à trente kilomètres de Gisenyi. La plupart des 17.000 réfugiés qui vivaient dans le camp ont pris la fuite. Les extrémistes hutu ont massacré 1.643 personnes et fait 237 blessés. 1.150 personnes ont été portées disparues. Colette Braeckman cite dans *Le Soir* un témoin du massacre qui dit avoir assisté à l'enterrement de 841 corps.

En août 1997, il y avait déjà eu une première attaque à Mudende par les Interahamwe qui ont massacré alors 140 réfugiés congolais. Les Congolais regroupés au camp de Mudende, avaient fui le Masisi fin 1995. Ils disent: *«Nous avons déjà demandé aux autorités de déplacer le camp. Mais ils nous ont répondu qu'il n'y avait pas d'endroits en sécurité».*[107] En réalité, Kagame exposait délibéremment ces Tutsi congolais aux attaques des Interahamwe pour les pousser à s'engager dans l'armée rwandaise. Mais la plupart des Tutsi congolais refusaient de s'identifier à la politique belliciste de Kagame. Ils se trouvaient en quelque sorte entre trois feux: celui des Interahamwe, celui de Kagame et celui des autochtones qui voulaient les chasser en tant qu'étrangers...

Premiers préparatifs de l'agression-rébellion

En août 1997, *NCN* rapporte qu'un groupe d'ex-FAZ basé en Afrique du Sud lui a transmis un «plan de bataille». Il comprend des attaques-surprise par avions contre *«des aéroports essentiels du pays et le port de Matadi sur une période de 24 heures, suivies par des opérations rapides contre des secteurs essentiels de Kinshasa pour affaiblir et paralyser le gouvernement du Président Kabila».* Ce plan présente des ressemblances étonnantes avec le déroulement de l'agression d'août 1998... Ceux qui ont élaboré ce plan affirment être financés par des groupes industriels bien connus et disent avoir des liens avec un élément de l'UDPS, section Afrique du Sud.

Le 19 septembre 1997, le journal sud-africain *Mail and Guardian* écrit qu'au moins 20 proches de Mobutu se trouvent en Afrique du Sud, s'y déplacent librement, disposant de leur fortune. Parmi eux le général Vungbo, l'ancien ministre Jean Mopotu, l'amiral Mavua, madame Nzuzi wa Mbombo, Honoré N'Gbanda, Andre Atundu, le général Kpama Baramoto, Tshimbombo Mukuna et le général Shamanga Ilunga.[108]

En septembre, le Dr Ilunga, qui prétend représenter les «Tigres katangais», annonce qu'il est prêt à mener la lutte armée pour renverser Kabila: *«... Nous sommes prêts à entamer la phase rectificative de la révolution congolaise. Et s'il faut employer des moyens révolutionnaires pour amener le changement, nous y sommes préparés».*[109]

En octobre 1997, un *«Conseil National de la Résistance»* basé à Montréal publie une *«Lettre ouverte aux Katangais: brisez le silence».* Ce «Conseil» s'allie au *«Rassemblement Katangais»* pour mener *«une guerre de libération»* afin de *«corri-*

ger» la révolution congolaise détournée par Kabila et pour instaurer une véritable *« démocratie »*.

Le colonel Kato Swan, qui se dit Président d'un *«Conseil de Défense du Front National de la Libération du Katanga»* affirme en novembre sa détermination à combattre pour « libérer le Katanga du Congo ». Il prétend que Kabila a renié sa promesse faite au début de la lutte de l'AFDL de donner l'indépendance au Katanga. Et voilà encore un « Plan secret » dévoilé! Kato Swan affirme par ailleurs qu'il a délibéré avec Baramoto et d'autres officiers mobutistes en Afrique du Sud sur les stratégies pour reprendre le pouvoir à Kinshasa.[110]

En décembre 1997, le *Palmarès* écrit qu'environ 6.000 éléments des ex-FAZ et ex-FAR se sont regroupés à quelques kilomètres de la ville de Oyo, dans le Nord du Congo-Brazzaville. La ville d'Oyo est le fief de Sassou Nguesso... Leur intention est d'occuper Kinshasa en faisant la jonction avec leurs collègues qui se trouvent en Angola, dans la zone contrôlée par l'UNITA. En effet, des centaines d'ex-FAZ ont fui la base de Kitona pour aller rejoindre leurs vieux copains de l'UNITA.[111] Les généraux Baramoto, Nzimbi et Ilunga, basés en Afrique du Sud, assurent la liaison entre les troupes mobutistes stationnées dans Lunda Norte au Sud de Kahemba, dans le Kwilu-Bandundu et celles de Oyo.[112]

Au cours de la première moitié de décembre, le général Faustin Munene s'est rendu à Kahemba ainsi que dans la région contrôlée par l'armée angolaise, de l'autre côté de la frontière. Des mesures ont été discutées pour combattre le danger commun.

Le 14 décembre 1994, Baramoto Kpama, Nzimbi Nzale et Mavua Mudima sont arrêtés en Afrique du Sud juste au retour d'une réunion organisée dans les zones de l'UNITA en Angola, près de Kahemba. Le ministre Célestin Luanghi, qui annonce la nouvelle, évoque leurs *« plans d'action en vue de déstabiliser le pouvoir en place et de parvenir à l'assassinat du Président du Congo»*.[113] Malgré les demandes répétées du gouvernement de Kinshasa d'extrader ces criminels, l'Afrique du Sud leur permettra tous de « s'échapper »...

Les erreurs des armées rwandaise et ougandaise

Christian est un ami congolais que j'ai connu en Belgique. Il est rentré chez lui à Bunia, armé du livre que j'ai publié sur le maquis de Pierre Mulele. Nous échangions des lettres via une adresse en Ouganda. Je lui ai envoyé des documents dans lesquels j'expliquais les raisons de mon soutien à Kabila et à l'AFDL. Le 12 novembre 1997, il me répondit: *« Les Rwandais et Ougandais ont volé de l'or et d'autres biens. Je pense qu'il faut dire les choses telles qu'elles sont. J'avais un véhicule pour notre ONG qui a été pris par les combattants dans le cadre de la libération. Ils l'ont gardé depuis janvier 1997. En juillet, dès qu'il a été décidé que les coopérants militaires rwandais regagneront le Rwanda, ils ont dépecé le véhicule, mis les pièces dans des caisses, vendu d'autres et ils sont partis ... Lors de la guerre de l'AFDL, il y a eu des bévues ; et il faut le dire clairement pour combattre cet esprit pour l'avenir. Lorsque*

vous venez appuyer quelqu'un à se libérer, il ne faut pas le dépouiller et le rendre plus pauvre qu'avant. C'est ça ma vision. Tel n'a pas été le cas avec nos amis qui ont emporté même les unités de production, les matières premières. Si nous voulons construire nos pays, nous devons combattre toutes ces attitudes. Je n'ai pas de haine anti-Tutsi, mais je n'ai pas apprécié ce qu'ils ont fait lors de la guerre de libération; cela ne les distingue pas de l'armée de Mobutu. Et pourtant le peuple les avait bien applaudis.»[114]

Mao Zedong a formulé les règles de discipline d'une armée révolutionnaire se battant pour la libération de la nation et des masses populaires. Il interdit strictement de voler le moindre objet aux paysans et travailleurs. Or, il y a de nombreuses preuves que les armées rwandaise et ougandaise ont commencé, dès le début de la guerre de libération, à voler et à piller. Elles n'ont jamais été motivées par l'esprit internationaliste d'aider les masses populaires du Congo à se libérer du système néocolonial vieux de trente sept ans. Au départ, elles avaient comme objectif central d'éliminer les menaces que les extrémistes hutu et les rebelles faisaient peser sur les régimes de Kigali et de Kampala. Mais opérant en territoire étranger, les fusils furent aussi mis au service de l'enrichissement individuel des éléments bourgeois, grands et petits, qui dirigeaient et encadraient ces armées. Originaires de deux petits pays pauvres, les officiers de l'armée rwandaise et ougandaise ont très vite été éblouis par les immenses richesses du Congo. Ils conçoivent alors des projets pour y rester afin d'entasser des fortunes dont ils ne pouvaient même pas rêver chez eux.

C'est ainsi qu'à Kinshasa des militaires rwandais utilisent leurs armes pour s'emparer de maisons, de villas et de voitures. Certains Congolais en armes n'agissent pas autrement, mais les Rwandais, en tant qu'étrangers, devaient s'attirer nécessairement une opposition encore plus farouche. Au Kasaï Oriental, des creuseurs de diamants ont été tués ou se sont vu arracher leurs diamants par des militaires rwandais. Les mines de Lwamwela, de Bakwangatshimuna, de Tshala et de Boya ont compté un grand nombre de creuseurs assassinés. L'opposition populaire à la présence des soldats rwandais s'est accentuée...[115]

«Ils ont massacré indistinctement les Hutu»

Mon ami Christian parlait également dans sa lettre des massacres de réfugiés hutu. Il écrit: *«Deux jeunes militaires originaires de Bunia nous ont raconté ceci. "Nous avons été formés en Ouganda. Nous avons attaqué par Goma. Dès que nous avons attaqué le camp de Katale, les FAR et Interahamwe se sont dispersés. Nous avions devant nous des femmes, des vieillards et des enfants. Mais ce qui nous a étonnés, nous, militaires d'origine zaïroise, c'est l'acharnement avec lequel nos amis tutsi ont tué les réfugiés. Nous, Zaïrois, nous ne tirions pas, mais les Rwandais, c'était terrible. Femmes, enfants, tout ce qui bougeait, a été tué. Ensuite, ce fut le nettoyage pour enlever les traces".»*

C'est un des nombreux témoignages qui démontre que les soldats rwandais ont effectivement tué de façon indiscriminée femmes, vieillards, enfants et bébés. Ces personnes ont été massacrées pour la seule raison qu'elles étaient hutu. L'Armée Patriotique Rwandaise a montré par ces actes qu'elle a dégénéré par rapport aux intentions qu'elle proclamait en 1990-1991, au début de la lutte contre le régime néo-colonial de Habyarimana. Cette armée qui prétendit libérer les masses rwandaises du régime dictatorial ethniciste hutu, est tombée entre les mains d'une clique ethniciste tutsi. Le Front Patriotique Rwandais n'a jamais fait un effort conséquent pour représenter les intérêts des masses paysannes hutu pauvres. Et le Front n'a jamais mérité le nom de «patriotique» puisqu'il a simplement remplacé la tutelle de l'impérialisme français par la tutelle de l'impérialisme américain...

Un autre témoin évoque des massacres qui ont eu lieu dans les environs du camp Mugunga et dans le Masisi. *«J'ai vu au-dessus de Mugunga, à environ une heure trente de marche, trois charniers de 12, 10 et 30 corps environ. Il s'agit d'hommes, de femmes, parfois leur bébé dans le dos, d'enfants, de vieillards. Tous ont une balle dans la tête, y compris les nourrissons ... Ces corps parsèment le sentier qui descend de Kahindo et Katale. Le 14 décembre, deux rebelles enlèvent sur ce même sentier, deux jeunes Hutu zaïrois du village de R. Les jeunes reviennent deux jours plus tard, après avoir été sévèrement torturés. Ils sont maintenant les guides de 70 à 100 "rebelles" tutsi très armés. Ils les conduisent sur les lieux de trois petits camps cachés dans la forêt. Résultat: "Ils les ont tous tués, tous vraiment, ces réfugiés, pas un qui ne s'en soit tiré..." me dit le "guide" revenu. Il s'agissait de trois petits camps d'une centaine de personnes chacun. La chasse aux Hutu a lieu dans les villes, mais c'est surtout dans le Masisi que cette chasse est massive. La communauté hutu du Masisi est très importante, facilement identifiable parce qu'elle est en général rassemblée en villages de la même tribu. Tout au long de la triste guerre de Masisi, activée depuis l'exode rwandais de 1994, cette population s'est illustrée parfois par des actes de violence peu glorieux, tournés contre les Tutsi et les Hunde, aboutissant finalement au départ de tous les Tutsi du Masisi, parfois même, dans certains cas, à des massacres (Mokoto par exemple, avril 1996). Les rebelles se sont donc livrés à des massacres méthodiques (des Hutu) et d'une très grande violence ... Cette vague d'exécution sommaire a duré environ trois semaines début novembre.»*[116]

Si l'armée rwandaise avait été une armée révolutionnaire populaire, elle se serait concentrée sur l'élimination des génocidaires, tout en veillant à protéger la grande masse des Hutu, prise en otage. Cette masse, elle l'aurait éduquée par l'exemple d'une attitude anti-ethniciste, d'une coopération fraternelle entre patriotes rwandais hutu et tutsi. Mais l'ethnicisme et le militarisme du groupe Kagame se sont affirmés dans des explosions de violence meurtrière contre tous les Hutu rencontrés sur sa route.

Cet ethnicisme et ce militarisme seront vite étendus aux masses congolaises, dès que ces dernières s'opposeront aux comportements injustes, spoliateurs et arbitraires des armées alliées, rwandaise et ougandaise.

Des visées économiques

Si pour les officiers rwandais et ougandais la force militaire est vite devenue un moyen pour s'enrichir, les grandes bourgeoisies de Kigali et de Kampala concevaient d'autres moyens pour réaliser le même rêve. Se mettant au service de l'impérialisme américain, elles veulent «aider» ce dernier à exploiter les richesses de l'Est du Congo. *«Nous voulons créer un grand marché africain qui comprendrait le Kenya, l'Ouganda et l'Est du Congo»*, dit Museveni en septembre 1997. *«L'Afrique de l'Est et le Congo constituent une unité économique viable, à condition que les routes soient ouvertes.»*[117]

Cette «intégration économique de l'Est du Congo» a rapidement été reliée à un concept nouveau: le retracement des frontières... Jean Munyampenda publie en décembre 1997 une proposition de Mohamed Sahnoun: *«La conférence de Berlin de 1884 a tracé des frontières à travers des zones dont les peuples avaient toujours coexisté naturellement, ignorant la notion de frontière nationale. Les personnes et les biens circulaient sans connaître les limites. L'Afrique Centrale était une seule région. Dans un sens, cette nouvelle conférence aura pour objectif d'effacer l'œuvre des puissances coloniales qui avaient voulu se répartir le butin au moyen de frontières nationales.»*[118] Cette idée d'un changement des frontières, lancée par un Munyamulenge, va nécessairement renforcer la crainte de Padiri et de ses Maï Maï que les objectifs de Kigali sont incompatibles avec l'intérêt national congolais.

Kabila: «La Chine comme modèle de développement»

La politique internationale que Kabila a formulée pendant ses sept premiers mois au pouvoir, vise deux objectifs. D'abord garantir *«notre souveraineté et notre indépendance nationale»*, ensuite assurer le développement du Congo par *«l'intégration économique régionale et continentale et (par) la coopération Sud-Sud. Ainsi, nous veillerons à l'insertion de notre pays dans l'économie mondiale tout en garantissant son indépendance»*.[119]

Les puissances occidentales tentent de recoloniser le Congo et l'Afrique grâce à la «mondialisation impérialiste» dont elles affirment que c'est un processus «naturel» et inévitable. Kabila souligne la nécessité primordiale d'un développement économique national autocentré et d'une coopération économique entre pays africains et pays du tiers monde. C'est la condition pour une participation aux échanges internationaux dans l'égalité et non dans la domination et l'exploitation.

C'est ainsi qu'après ses dix premiers voyages à l'étranger, Kabila n'a toujours pas quitté le continent africain. Ses destinations? L'Angola, l'Afrique du Sud, le Burundi, l'Erythrée, la Namibie, l'Ouganda, la Tanzanie, le Rwanda, la Zambie et le Zimbabwe.[120]

Le voyage historique d'une équipe de choc

Et puis survient le périple que les puissances habituées à dicter leur loi au monde entier ont jugé humiliant et traumatisant: au lieu de se rendre à Washington, Paris et Bruxelles pour y faire allégeance, le 14 décembre 1997, Kabila prend l'avion pour Beijing. Pendant une semaine, il parcourt le pays de Mao en compagnie d'une forte délégation de neuf ministres: Mpoyo, à l'Economie; Babi, au Plan; Bandoma, à l'Agriculture; Kinkela, aux PTT; Mova, aux Transports; Bishikwabo, aux Travaux publics; Mawampanga, aux Finances; Karaha Bizima, aux Affaires étrangères et Mutomb Tshibal, ministre des Sports et de la Jeunesse. Cela indique clairement l'importance accordée à ce voyage et l'éventail des sujets abordés.

En 1949, la Chine était dans un état plus dramatique encore que l'Afrique. Aujourd'hui, l'Afrique s'enfonce de plus en plus sous les coups des diktats économiques du FMI et de la Banque Mondiale. Et pourtant, de nombreux intellectuels africains reprennent les recettes des économistes bourgeois pour «sortir l'Afrique du sous-développement». Or, l'Europe et les Etats-Unis n'ont réussi à se développer qu'en «sous-développant» l'Afrique, l'Asie et l'Amérique Latine, comme l'a dit Walter Rodney. C'est la capture et la vente d'esclaves africains, puis leur exploitation barbare sur les plantations de sucre, de tabac et de coton en Amérique du Sud et du Nord, qui a cassé le développement africain et qui a fait «démarrer» le développement capitaliste. Plus tard, le capitalisme occidental a pu évoluer vers le capitalisme des grands monopoles grâce à l'exploitation coloniale. Et l'exploitation néocoloniale de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine reste aujourd'hui un facteur très important de l'accumulation du capital dans les pays impérialistes.

La Chine se distingue parmi les Etats du tiers monde en tenant tête aux puissances impérialistes et en développant un pays de 1 milliard 200 millions de personnes avec des taux de croissance de 8 à 14% depuis maintenant quarante années. La Chine a pu s'arracher à la domination semi-coloniale grâce à une révolution populaire anti-impérialiste qui initia une voie de développement planifiée par l'Etat socialiste. Aujourd'hui encore, le rôle de l'Etat chinois est déterminant pour le développement accéléré et équilibré du pays.

L'assistant et l'assisté sont des partenaires égaux

Kabila a été très impressionné par le développement fulgurant constaté en Chine. Il a vu comment des villes gigantesques et des milliers de grandes entreprises ont surgi en peu de temps du sol chinois, comment l'agriculture s'est développée dans les provinces les plus reculées et cela grâce à une mobilisation planifiée de toutes les énergies nationales. Le Président congolais affirme alors avoir beaucoup à apprendre d'un pays qui a connu le même calvaire que le Congo. Cette opinion de Kabila, le marxiste, est d'ailleurs partagée par Mawampanga, le libéral. Ce dernier a déjà exprimé avant ce voyage son admiration pour la réussite économique chinoise: *« Combien*

de temps la Chine est-elle restée en dehors des Nations Unies? Ils ont tenu bon et ont continué à travailler pour leur développement ... La Chine devient de plus en plus une grande puissance économique. Et c'est là que j'effectuerai ma deuxième visite, en tant que Ministre des Finances, après l'Afrique du Sud».[121]

De retour à Kinshasa, Kabila fait le bilan de son voyage. *«Nous venons d'effectuer un important et fructueux voyage en Chine. Nous y avons vu un pays en développement rapide et en transformation constante par ses propres efforts. Compte tenu des vertus que nous y avons rencontrées sur le plan moral, nous avons décidé de prendre la République Populaire de Chine comme modèle pour notre pays. Hormis les accords signés durant ce voyage, nous en signerons encore d'autres dans tous les domaines. Nous sommes convaincus que dans deux ou trois ans, tout notre pays sera complètement transformé, avec la grâce de Dieu. Sans doute, il ne s'agit pas de nous aliéner – car nous sommes fiers d'être nous-mêmes – mais nous prenons la Chine comme modèle pour notre développement. Congolais et Chinois travailleront côte à côte, et c'est ensemble que nous allons développer notre pays. (...) Le Congo va s'inspirer du modèle chinois pour son développement. Prochainement, des hommes d'affaires et des journalistes congolais viendront en Chine pour étudier les réalités économiques chinoises. Ils éduqueront ensuite le peuple congolais sur la nécessité de se prendre soi-même en charge dans le cadre du programme de redressement socio-économique. La prochaine mission sera centrée sur la découverte des possibilités de décollage dans tous les secteurs et particulièrement celui de l'éducation des masses. (...) Cependant, nous ne refusons pas la coopération avec les autres pays, notamment ceux de l'Occident. Nous avons simplement décidé de privilégier cette coopération avec la Chine qui a toujours matérialisé ses accords par des réalisations concrètes. En effet, au regard des 37 ans de coopération décevante avec l'Occident, nous avons jugé opportun de privilégier notre coopération avec la Chine, qui a toujours apporté son assistance aux pays du Sud avec son cœur, appliquant ce principe qui lui est cher et que nous apprécions, à savoir: l'assistant et l'assisté sont sur un pied d'égalité.»*[122]

Amener le téléphone chez les paysans

Les premiers accords importants conclus à Beijing entre les gouvernements congolais et chinois concernent le téléphone. Une semaine avant le départ en Chine du ministre des PTT, maître Kinkela, j'ai eu un entretien avec lui. Kinkela m'a expliqué que devenu ministre, il avait trouvé un système téléphonique en complète déliquescence. *«Il n'y a presque rien. Même pas un téléphone pour 12.000 habitants. Et encore, tous les téléphones sont concentrés dans quelques villes. A la campagne, dans l'immense intérieur, il n'y a rien. Même dans la ville de Bandundu, la capitale de la province du même nom, beaucoup plus vaste que la France, il n'y a pas de téléphone! Ce n'était pas seulement dû à la mauvaise gestion, mais aussi à une volonté politique. Mobutu a voulu empêcher toute possibilité de communication à la popula-*

tion. Il ne voulait pas que s'effectue un échange des idées: tout ce qui pouvait alimenter la pensée indépendante des gens était subversif. Télécel, le système de téléphone sans fil, était un Etat dans l'Etat. Au départ, une communication internationale coûtait 15 dollars par minute. Si tu recevais un coup de fil de Bruxelles, on te chargeait encore de 2,5 dollars la minute. Maintenant, pour tout ce qu'il entreprend, Kabila pense aux paysans. Il veut amener le téléphone à l'intérieur. C'est ça la véritable démocratisation du téléphone.»[123]

Le mardi 16 décembre, Mpoyo, ministre de l'Economie et Kinkela Vi-Kansi, ministre des PTT, signent quatre accords de coopération avec la société d'Etat chinoise Zhong King Telecom. Selon Me Kinkela, ces accords prévoient la réhabilitation du réseau téléphonique sur toute l'étendue du territoire congolais. Ils prévoient également la création à Kinshasa d'une usine de fabrication de matériel téléphonique qui sera utilisé au Congo et exportée dans la sous-région. Les Chinois installeront à Kinshasa la station terrienne B et moderniseront tout le réseau des télécommunications de Kinshasa avec une centrale de dix mille lignes. La Chine s'occupera de l'installation, à travers le Congo, de la téléphonie rurale connectée au réseau international.[124]

La Chine s'engage pour la reconstruction du Congo

Le Président Kabila déclare aux autorités chinoises: *«Nous espérons que la Chine participera à la reconstruction de la R.D. du Congo et investira dans notre pays. La R.D. du Congo voudrait établir des relations de partenariat et de coopération équitables avec la Chine».*

Kabila sait qu'un partenariat et une coopération équitables et justes sont impossibles avec les puissances impérialistes. Car la loi fondamentale de ce système est la recherche de bénéfices maximaux dans les délais les plus courts. Mais il peut y avoir un partenariat et une coopération d'égal à égal entre le Congo et la Chine parce que les deux pays ont connu la même histoire d'oppression et d'exploitation. La Chine transforme immédiatement ses promesses en actes.

Elle accorde un prêt à bonification préférentielle de 25 millions de dollars US. Kabila décide que ces fonds seront affectés au Service National. *«Le Service National, chargé de forger la conscience nationaliste et la cohésion nationale chez les jeunes, va recruter 2.000 jeunes par province, soit au total 22.000 bâtisseurs dont les premiers 2.000 commenceront à être regroupés cette semaine déjà à Kanyama-Kasese.»*

La Chine signe un accord de coopération économique et technique de 6.250.000 dollars US auxquels s'ajoutent les 4.500.000 dollars accordés à l'ancien régime mais non débloqués. Ce sont les autorités congolaises qui décideront souverainement de l'usage de cette somme. Elles l'affectent à la Territoriale pour sa réorganisation et son équipement. Kabila affirme que c'est essentiel pour rassurer les investisseurs et les touristes.

La Chine accorde 625.000 dollars au Congo sous forme de dons en matériels... Et c'est ainsi qu'un jour, j'ai eu la surprise de voir sur l'esplanade du Palais du Peuple une armée de tracteurs rouges flambants neufs...

Beijing a promis de participer à la réalisation du Plan de Reconstruction national et quatre accords ont été conclus à ce propos. Le premier, signé en janvier 1998, a trait au domaine du génie civil et porte sur la construction d'autoroutes qui relieront les chefs-lieux des onze provinces du pays. Le deuxième concerne l'implantation d'usines de montage de vélomoteurs et de machines à coudre ainsi que la fabrication de réfrigérateurs. Le troisième porte sur la mécanisation et la modernisation de l'agriculture au Congo. Enfin et surtout, le quatrième accord énonce les modalités d'une collaboration entre la GECAMINES et la Société chinoise d'exploitation de minerais.[125] La coopération entre la Chine et le Congo dans le domaine de l'exploitation du sous-sol congolais et dans le domaine de l'armement, a une importance stratégique pour les deux pays. Le vendredi 30 janvier 1998, on voit arriver à Kinshasa une délégation chinoise conduite par M. Zhang Jinju, qui a rang de ministre et qui est le président-directeur général de Norinco, groupe de sociétés chinoises spécialisées dans l'armement.[126]

Sur ses entretiens avec la partie chinoise, Kabila, qui à chaque négociation avec l'Occident, se voyait imposer des conditions, remarque: *« Tous ces accords revêtent une caractéristique particulière: l'absence de conditionnalité exigée habituellement par d'autres partenaires. Pour la Chine Populaire, l'affectation des crédits accordés est de la compétence exclusive des autorités congolaises ».*[127]

« Un apport de la révolution chinoise à la libération du Congo »

Pour Kabila, le moment le plus émouvant de son séjour en Chine, a été sa visite à l'Académie politico-militaire de Nanjing, l'ancienne capitale de la Chine, dans la province de Jiangsu. C'est là que le jeune Kabila, après avoir joué un rôle de premier plan dans la guerre populaire contre l'occupation belge du Katanga « indépendant », et dans la révolution de 1964, a suivi une formation fin 1966, début 1967. C'est dans la même Académie que Pierre Mulele a étudié, ainsi que Léonard Mitudidi qui fut le chef de l'état-major de Kabila.

Après sa visite, Kabila a écrit ces mots dans le livre d'or de l'Académie. *« En souvenir de ce passage historique dans cette école qui a aiguisée notre action révolutionnaire dans notre pays jusqu'à la victoire de la guerre de libération de notre peuple sous notre direction. C'est la preuve que notre séjour ici de 6 mois et 21 jours a été un apport de la révolution chinoise dans la libération du peuple congolais. »*

« Une grande année de notre histoire glorieuse »

Le 31 décembre 1997, Kabila a tracé en quelques mots la grande signification de l'année de la libération qui s'achève. *« Oui, Congolais et Congolaises, parce que nous avions perdu notre indépendance politique aussi bien que notre indépendance économique, nous avons vécu sans droit, sans conscience nationale dans un pays*

devenu une jungle où l'Etat et la Nation avaient cessé d'exister. Notre dignité humaine était fictive, tant le mot Zaïrois représentait l'opprobre, la mendicité et la honte de l'Africain. A toutes ces indignités, nous avons mis fin. (...) (1997 a été) une année exceptionnelle en événements, qui a vu l'affranchissement de notre peuple du joug de la servitude, de l'humiliation, de l'esclavagisme, ... une grande année, qui rappellera à jamais l'histoire glorieuse de la libération. »

Mais cette libération formidable, toutes les forces de l'ancien régime auront tout tenté pour l'étouffer par des mensonges, des calomnies et par la diabolisation du nouveau Président. « *L'année 1997 sera aussi commémorée comme l'année de la résistance aux machinations, aux calomnies, aux conspirations et aux campagnes effrénées de ceux qui avaient érigé le défunt régime et qui s'en sont servis pour nous réduire à l'état de parias. Oui, nous nous rappellerons longtemps encore ce chorus de diabolisation dont nous étions l'objet.* »[128]

Sous l'impulsion de cette campagne extérieure, les forces politiques responsables du désastre mobutiste tentent de revenir à la charge. « *Des anciens dignitaires véreux, jadis réfugiés à l'étranger, cherchent aujourd'hui à s'infiltrer dans le pays, pour soi-disant venir "libérer le pays de la dictature". Quelle courte mémoire pour des gens qui, 32 ans durant, ont littéralement marché sur le peuple! Il y a encore un certain nombre de gens, dans les rouages de l'Etat comme de la Société Civile, qui sont tellement habitués à la corruption, à l'impunité, aux détournements, aux magouilles, au favoritisme, à la courtisanerie, au trafic d'influence, à l'arbitraire, bref à toutes ces antivaleurs érigées en système de gouvernement par l'ancien régime, qu'ils sont réellement nostalgiques des vieux carcans. Ces gens constituent un poids mort et un grand obstacle pour la marche en avant de notre pays.* »[129]

« L'année qui vient, verra le démarrage de la reconstruction du Congo »

Fort du soutien de la population, Kabila est confiant pour 1998 qui sera l'année de la reconstruction du pays, ravagé et ruiné par 37 années de mobutisme. Il propose trois axes pour transformer l'homme afin d'être en mesure de transformer la société. « *1. Former idéologiquement l'homme congolais, afin d'en faire le moteur de son propre développement et du développement autocentré de tout le pays. 2. Inculquer l'amour vrai de la Patrie à tout Congolais, et lui apprendre le respect de l'intérêt général avant le sien propre. 3. Faire changer radicalement la mentalité du Congolais, et lui faire assimiler les valeurs d'amour du travail, d'honnêteté, de probité morale, de discipline, de solidarité et de fraternité nationales.* »[130]

Le lancement du Plan Triennal et le développement du *Service National* sont les deux initiatives stratégiques de Kabila pour la reconstruction. « *Demain commence une nouvelle année, 1998, l'année du redressement national, l'année du démarrage de la reconstruction du pays. (...) Nous entreprendrons la réalisation du Plan Triennal en lançant des travaux de reconstruction des infrastructures et dont la relance économique sera une des conséquences, comme la productivité décuplée du tra-*

vailleur rural dont les outils de travail subiront une modernisation. La réapparition de la culture généralisée du coton, des arachides et du maïs permettra la reprise des industries de textile, d'huileries génératrices de l'emploi. Ainsi l'importation de produits vivriers sera réduite sensiblement. L'administration territoriale qui sera dotée des moyens les plus modernes de fonctionnement, permettra la plus belle gouvernance sur toute l'étendue du territoire national impliquant les collectivités rurales dans la mobilisation des ressources humaines, la réfection des routes, la sécurité et la circulation des biens et des personnes. Le système de communication ainsi établi permettra aux investisseurs de sillonner ce beau pays pour y apporter des capitaux dont dépend tout essor économique et industriel. »[131]

Reconstruire le pays et forger une conscience nationale à la jeunesse, ces deux tâches cruciales seront prises en main par l'organisme-phare qu'est le Service National. *« Le Service National entreprend de regrouper les jeunes filles et jeunes garçons de ce pays, en unités de bâtisseurs de la Patrie avec des moyens technologiques avancés. Il achèvera la réalisation de l'unité et de la cohésion nationale dont notre pays a besoin. Forger le caractère national, l'interdépendance de toutes les provinces du pays et en même temps (réaliser) l'extinction du chômage à la campagne ainsi que dans les centres urbains, seront absolument possibles. Ainsi, l'organisation du recensement de nos populations et la tenue des élections au suffrage universel au début de l'année 1999 seront largement facilités. »*[132]

Pour que ce grand tournant soit possible, il y a une condition-clé. *« Le gouvernement doit être nationaliste, patriote et responsable, et opposé à toute forme d'allégeance vis-à-vis de l'étranger. Ce gouvernement doit abandonner la culture néocolonialiste de la gestion du pays. (...) Quant aux dirigeants du nouveau régime, ils ne peuvent plus tremper dans les pratiques de la IIe République, mais ils doivent faire la différence entre les fonctions publiques et les affaires. »*[133]

Au pouvoir depuis à peine sept mois, Kabila est confiant qu'il gagnera son pari: redresser le Congo politiquement et moralement, réaliser un début de reconstruction. Et il est sûr que l'immense majorité de la population le soutiendra dans cette bataille. Les Etats-Unis et la France se rendent compte que Kabila organisera effectivement des élections après deux ans de pouvoir nationaliste et qu'il les remportera haut la main. Ils entament alors les préparatifs pour éliminer Kabila par la seule méthode qui leur reste encore: l'assassinat ou la guerre...

Chapitre 6

La «grande démocratie» prépare la guerre au Congo

La déstabilisation politique et militaire

« Kabila a massacré les réfugiés »

Pendant toute la période du 1er janvier au 2 août 1998, l'accusation d'avoir « massacré des réfugiés hutu » continue d'être lancée à la tête de Kabila. L'équipe d'enquêteurs de l'ONU se promène au Congo mais ne trouve pas la moindre preuve contre l'AFDL. Cela ne l'empêche pas de tout mettre en œuvre pour créer l'impression que Kabila sabote leur travail, ce qui doit prouver qu'il a beaucoup de choses à se reprocher...

L'Agence de Presse Congolaise écrit à ce propos début mars 1998 : *« Cette enquête des Nations Unies s'inscrit dans un vaste complot de déstabilisation du nouveau pouvoir congolais. Certaines ONG et autres soi-disant associations de défense des droits de l'homme, financées par l'étranger, sont utilisées à cette fin ».*[1] Trois mois plus tard, la preuve sera faite qu'il s'agissait effectivement d'un complot : dès que l'agression rwando-ougandaise commence, plus personne n'évoque les « massacres de réfugiés hutu ». Du jour au lendemain, tous ceux qui ont fait semblant de s'intéresser au sort dramatique des réfugiés dans l'unique but de « casser » Kabila, changent de tactique. L'affaire est enterrée. Le drame n'a plus aucun intérêt car... il ne peut plus être utilisé contre le Chef d'Etat congolais. En effet, la culpabilité rwandaise aurait éclatée alors qu'il faut maintenant soutenir cette vaillante armée dans ses efforts pour renverser le « dictateur » Kabila.

Opérations de guerre psychologique et ONG

Dans le dossier des « massacres », la mauvaise volonté et les visées politiques anti-congolaises sont tellement flagrantes que certains responsables d'organisations de droits de l'homme finissent par se poser des questions sur leur « travail ». Ainsi, se basant sur son expérience en Afrique Centrale et au Congo, le directeur du *Comité Américain pour les Réfugiés*, Roger Winter, fit cette confidence : *« Les activistes des droits de l'homme jouent un rôle qui est potentiellement nocif. Nous autres, dans la communauté des droits de l'homme, nous sommes tellement occupés à écrire des rapports sévères et à mettre au ban de nouveaux gouvernements qui ne sont pas parfaits, que nous risquons de provoquer plus d'instabilité et de tueries, et pas moins. Beaucoup de propagandistes des droits de l'homme se précipitaient pour diaboliser Laurent Kabila, le nouveau dirigeant assiégé du Congo, dès son arrivée au pouvoir. Une équipe dirigeante parfaite et de bons systèmes de gouvernement ne peuvent pas*

naître spontanément dans des nations troublées qui n'ont connu que la mauvaise gestion».[2] Cet aveu est étonnant. Ainsi donc, les organisations des Droits de l'Homme sont parfois nocives, diabolisant certains responsables politiques et provoquant l'instabilité et même des tueries... C'est effectivement une description pertinente et sincère des activités au Congo de l'AZADO et autres Amnesty International...

A Kinshasa, après la longue nuit mobutiste, la tâche de réaliser les droits essentiels de l'homme est au centre des préoccupations de Kabila. Ce dernier sait qu'il lui faut d'abord arracher l'indépendance politique et économique. En effet, les droits fondamentaux de l'homme restent une fiction pour les masses populaires aussi longtemps que le pays est sous la domination économique, militaire et politique des puissances impérialistes. Le premier droit de l'homme est le droit à la vie et à la santé. Et dans le monde actuel en pleine révolution scientifique et technologique, le droit à l'éducation est vital. Pour toutes ces raisons, Kabila dit que la reconstruction du pays en ruines est la tâche essentielle pour progresser dans la réalisation des droits de l'homme.

Les tenants du pouvoir économique à Washington, Paris et Bruxelles ne veulent pas permettre à Kabila de réaliser cette indépendance du Congo. Pour leur campagne de déstabilisation politique du pays, ils peuvent compter sur ces «Zaïrois» qui, sous le mobutisme, vivaient dans le luxe, se faisaient soigner en Afrique du Sud, envoyaient leurs enfants étudier en Europe. A propos de Kabila et du gouvernement nationaliste, ces fidèles du Maréchal fabriquent des mensonges en service commandé: Kabila dictateur, Kabila responsable des massacres des hutu... Et les puissances habituées à régenter le «Zaïre» mobilisent les organisations de «Droits de l'homme» qu'ils paient et entretiennent, pour organiser sur ces thèmes des campagnes contre Kabila.

La guerre psychologique et politique, menée par des organisations «civiles», fait partie intégrante de la guerre tout court. C'est la doctrine officielle des armées impérialistes. En 1997, le général Henry Shelton est nommé Président des chefs d'état-major de l'armée américaine. Auparavant, il a commandé les *US Special Operations Forces*, les forces armées engagées dans des opérations spéciales et clandestines. En 1996, les Forces Spéciales américaines ont accompli 2.325 missions dans 167 pays, impliquant 20.642 personnes. Cela veut dire qu'il y a eu ingérence militaire américaine dans presque tous les pays du monde... Le général Shelton affirme que la stratégie des Forces Spéciales «*comprend le travail avec la population civile ... pour influencer des situations en faveur des intérêts nationaux américains*».[3] Ce qui veut dire en clair que les différents Services américains opérant dans tous les pays du monde – personnel d'ambassade, militaires, Services secrets –, travaillent avec des organisations de la Société Civile pour influencer la situation politique et économique en faveur des intérêts nationaux américains.

Ainsi, en juillet 1994, peu après le génocide des Tutsi et des Hutu démocratiques, les Américains envoient une mission d'aide humanitaire à Kigali, appelée «*Opération Restaurer l'Espoir*» dirigée par le lieutenant général Daniel Schroeder. Sous la

couverture de cette opération «humanitaire», les E.U. ont installé un système de communications sophistiqué (lisez: d'espionnage) dans leur ambassade à Kigali. Ils y ont également établi un *« Centre d'Opérations Civiles-Militaires »* chargé des rapports avec l'ONU et les ONG. Or, ce Centre a en réalité pour tâche principale de diriger les opérations de guerre psychologique (PSYOPS) en Afrique Centrale.[4] C'est une indication claire que les ONG jouent un rôle essentiel dans la guerre politique et psychologique menée par les Etats-Unis contre certains pays.

Beaucoup d'ONG américaines fonctionnent d'ailleurs comme couvertures aux services de renseignements. C'est ainsi que l'ancien ambassadeur américain à Kampala, Robert Houdek, dirigeait en octobre-novembre 1996 une opération de renseignements sur les réfugiés hutu à l'Est du Congo, en se faisant passer pour un fonctionnaire de l'*U.S. Agency for International Development (USAID)*.[5] Le *International Rescue Committee,* une ONG américaine, est également descendue sur le terrain à l'Est pour s'occuper des réfugiés hutu. Selon des informations publiées dans des journaux belges, certaines organisations actives parmi les Hutu ont accusé le *IRC* d'être engagé dans des activités de soutien aux opérations militaires du Rwanda et de l'AFDL. Et effectivement, dans le Conseil d'Administration de cette ONG «humanitaire» ont figuré beaucoup de grands noms des services de renseignement américains: de William Casey, ancien directeur de la CIA, à Henry Kissinger, ancien Secrétaire d'Etat, en passant par l'ancien ambassadeur américain à Kinshasa, Robert Oakley et Leo Cherne, qui dirigea le Conseil consultatif présidentiel pour les renseignements extérieurs... Voilà le genre de personnages qui dirigent des Organisations Non Gouvernementales (!) faisant de «l'humanitaire» aux Etats-Unis...

Il existe donc une véritable maffia des «Droits de l'Homme», entretenue pour servir les objectifs politiques américains. Il est donc difficile de donner tort au ministre congolais des Transports, Henri Mova, qui dénonce en mars 1998 la publication simultanée de trois rapports sur les «droits de l'homme en RDC»: le premier est signé par l'AZADHO, le deuxième par Garreton et le troisième par le Secrétaire d'Etat américain. Mova, ancien membre de l'AZADHO, déclare: *«Il s'agit là d'une campagne orchestrée par l'étranger à la veille de la signature du Trust Fund pour faire échec à la ligne de marche mise en œuvre par le gouvernement congolais. (...) Ses différents rapports sur la RDC n'avaient pour objectifs que de salir notre pays à l'étranger et de procurer de l'argent à leurs auteurs».*[6]

Un chercheur américain a même affirmé que le gouvernement des Etats-Unis utilise les thèmes des droits de l'homme pour réaliser ses objectifs diaboliques. Wayne Madsen, auteur d'un livre fort intéressant sur les opérations clandestines américaines en Afrique, écrit qu'en 1994, Washington était au courant de ce que les extrémistes hutu préparaient au Rwanda. Mais les USA ont laissé massacrer un million de Tutsi et de Hutu démocratiques. Ensuite, les Etats-Unis ont voulu tirer profit de ce crime monstrueux pour «vendre» leur politique d'ingérence et de domination. Clinton affirme en juin 1998 que les Etats-Unis soutiennent la création en Afrique d'un *« sys-*

tème international d'alarme précoce » pour détecter les endroits où des conflits glissent vers le génocide. Un *« Centre pour la prévention de génocides »*, mis sur pieds par le State Department et la CIA est effectivement inauguré le 13 décembre 1998. Wayne Madsen commente: *« Ceci était encore une indication que les structures des renseignements et de l'armée ont réussi à détourner les thèmes des droits de l'homme pour leurs propres objectifs diaboliques ».*[7] Les Congolais sont bien placés pour comprendre cette dimension «diabolique» de la politique américaine: lors de la défense de Kinshasa contre les agresseurs rwando-ougandais, les Américains ont failli intervenir militairement sous prétexte de «prévenir un génocide des Tutsi à Kinshasa»...

Mbaya: «L'enquête a été utilisée pour dénigrer et calomnier le gouvernement nationaliste»

Revenons maintenant en détail sur cette incessante campagne «humanitaire» contre Kabila. Le 18 avril 1998, Etienne Mbaya, ministre du Plan, fait un exposé lucide sur «les massacres des réfugiés hutu par Kabila».

Mbaya explique d'abord le véritable caractère des «camps de réfugiés» qui, de 1994 à 1996, ont été des bases militarisées au service d'une France avide de revanche et d'un Mobutu fraîchement réhabilité. *« En juillet 1994, l'Opération Turquoise organisée par la France et cautionnée par l'ONU a transféré la tragédie rwandaise sur le territoire congolais. Ainsi, des Rwandais innocents ont été forcés de quitter leur pays pour servir de "boucliers humains" aux génocidaires qui sont entrés chez nous avec tout leur arsenal militaire. Les tueurs étaient décidés de continuer leur sale besogne à partir de notre territoire. Ces flux massifs ont déclenché une série de fléaux dont le choléra qui a coûté 45.000 vies rwandaises et congolaises. Des camps ont été érigés à côté de la frontière pour permettre des infiltrations au Rwanda dans le but de reconquérir le pouvoir. Les Interahamwe et les ex-FAR ont organisé politiquement et militairement ces soi-disant camps des réfugiés, au vu et au su des forces de l'Opération Turquoise et des organisations humanitaires, mais sans aucune dénonciation de leur part. Des ex-FAR et des Interahamwe se sont infiltrés dans plusieurs communes congolaises – Masisi, Rutshuru, Kalehe, Uvira, etc. – pour tuer des Congolais et occuper leurs champs et maisons. Ces "camps des réfugiés" sont devenus de grands marchés pour les biens volés et des abattoirs pour les bêtes confisquées aux Congolais. Tout cela avec le soutien de certains organismes humanitaires. Dans les deux Kivu, la vie s'est arrêtée. Bien qu'informés, l'ONU et certains de ses membres n'ont rien fait pour arrêter ce drame. Au contraire, des membres de la Division Spéciale Présidentielle de Mobutu, regroupés au sein du Contingent zaïrois pour la sécurité des camps et payés par l'ONU, ont pactisé avec les ex-FAR et les Interahamwe. Ces derniers ont accéléré les infiltrations d'éléments armés dans les préfectures rwandaises limitrophes du Kivu et les livraisons d'armes, bloqué le rapatriement volontaire des Rwandais et ils ont déporté ou tué massivement des*

Congolais, surtout des Tutsi. Cela n'a incité aucune réaction de la communauté internationale.»

Mbaya a prononcé un mot très juste : dans les deux Kivu, la vie s'est arrêtée. Une dépêche de l'*AFP* nous apprend tout ce que cette petite phrase veut dire. Depuis 1994, le Nord-Kivu a perdu près de 80% de ses emplois. *«Le Président régional de l'organisation patronale, David Kasuku Wa Ngeyo, explique : "Il y avait 500.000 têtes de bétail dans le Masisi en 1993. Il en reste peut-être 3.000". M. Kasuku est le Président de la coopérative des éleveurs, essentiellement Tutsi, du Nord-Kivu qui avait 25.000 adhérents et ravitaillait en viande une bonne partie du pays. Les troupeaux ont été abattus systématiquement par des voleurs de bétail, armés par les miliciens extrémistes rwandais. Une partie de cette viande a été commercialisée dans les camps de réfugiés rwandais... Plus d'un million de chèvres et 200.000 moutons ont également été abattus. Les 80 fromageries industrielles ou artisanales ont été pillées ou détruites tout comme les abattoirs. La perte en capital est "énorme" selon M. Kasuku qui l'estime à environ 400 millions de dollars dans le secteur de l'élevage. (...) La production agricole a chuté de deux tiers depuis 1993 à cause de l'insécurité... Dans le Parc des Virunga, toutes les infrastructures hôtelières ont été détruites.»*[8]

Etienne Mbaya souligne le double caractère libérateur de la lutte de l'AFDL. *«Alors les Congolais se sont mis debout pour se libérer et aussi pour libérer les Rwandais innocents gardés de force dans les camps. Les nationalistes congolais regroupés au sein de l'AFDL ont déclenché la guerre le 1er septembre 1996 pour protéger les Banyamulenge en train d'être exterminés ou déportés par la coalition des Forces Armées Zaïroises, des ex-Forces Armées Rwandaises et des Interahamwe.»*

Mbaya poursuit en affirmant que l'AFDL n'a pas tué de réfugiés, mais qu'elle a libéré un million de Hutu pris en otages par les génocidaires. Il accuse Paris d'avoir tout fait pendant la lutte de libération, pour sauver le noyau dur des génocidaires et pour rétablir la prédominance française sur le Congo et le Rwanda. La contradiction principale pendant toute la période de la guerre de libération opposait les peuples congolais et rwandais à l'alliance entre la France, le régime mobutiste et les extrémistes hutu. Beaucoup de réfugiés ont trouvé la mort, surtout parmi les civils qui ont suivi les génocidaires dans leur marche de l'Est à l'Ouest du Congo. *«L'Alliance a rapatrié un million de Rwandais, quoique leurs camps aient été fort militarisés par les Interahamwe et ex-FAR. L'Alliance a fait ce qu'elle a pu pour sauver beaucoup de vies. Par contre, ceux qui ont continué avec les Interahamwe ont presque tous péri de fatigue, de faim, de maladie ou de balles... Et ce sont ces morts, jonchant la trajectoire des armées vaincues, que certaines puissances, mécontentes de notre victoire, imputent à notre gouvernement. Ces puissances ont influencé les autres membres de l'ONU pour voter la résolution d'envoyer au Congo une mission d'enquête sur les massacres des réfugiés rwandais au lieu de renforcer le Tribunal d'Arusha institué pour juger les auteurs. Pourquoi cette enquête au Congo, alors que les auteurs sont les mêmes qui ont exécuté le génocide rwandais ?»*

Etienne Mbaya montre que l'enquête de l'ONU est essentiellement une opération de déstabilisation du gouvernement Kabila, qu'elle n'a jamais eu l'intention de rechercher la vérité sur la nature des camps, sur leur démantèlement, sur la marche vers l'Ouest et sur d'éventuels massacres. *« N'ayant rien à se reprocher, le gouvernement a accepté cette enquête. Malheureusement depuis son arrivée, l'équipe d'enquête, sous l'influence de certains auteurs de la tragédie rwando-congolaise, ne fait que créer des problèmes au gouvernement congolais. Maintenant, la mission d'enquête des Nations Unies a été retirée sans motifs réels et valables. Depuis son arrivée au Congo, en juillet 1997, l'équipe d'enquête, qui n'avait aucun plan de travail, n'a jamais cessé de violer les protocoles d'accord et ceci dans le but de s'éterniser sur le territoire congolais. Le gouvernement a maintes fois toléré ces violations jusqu'à accepter de modifier certains termes des protocoles, notamment concernant la période et l'espace sur lesquels s'étend l'enquête. » « En date du 19 mars 1998, les enquêteurs de l'ONU, refusant de se faire accompagner des officiers de liaison, et sans préalablement informer le gouverneur de province, comme stipulé dans le protocole d'accord, sont descendus à Wenzi-Secli ... Ils y ont profané un cimetière sous prétexte de fosse commune de réfugiés rwandais hutus. Ils ont exhumé et emmené les ossements d'un ancien chef coutumier de la place nommé Ekofo Eyakamba et d'un enfant Evanga Boka ... Accablés par des preuves de cette flagrance, les profanateurs de cimetières ont décidé de regagner Kinshasa sous le faux motif de concertation ... Le 23 mars dernier, Mme Marie Robinson, haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a déclaré que les enquêteurs ont été obligés de quitter Mbandaka parce qu'ils ont été agressés par la population armée de machettes au moment où ils venaient d'excaver une fosse commune de réfugiés rwandais ... Ces propos ont été confirmés par Atsou Koffi Amega ... Toutes ces déclarations sont fausses. »*[9]

« La responsabilité de l'ONU dans les crimes contre l'humanité »

Dans la réaction officielle au Rapport de l'ONU, publiée fin juin 1998, le gouvernement congolais souligne que la fameuse «communauté internationale» porte elle-même une lourde responsabilité dans le drame qui ravagea l'Est du Congo : l'ONU a refusé de désarmer les ex-FAR et les Interahamwe, leur a laissé le contrôle sur les masses de hutu prises en otage et a dépensé 2,5 milliards de dollars pour les entretenir. *« Les bandits armés (les ex-Far, les milices Interahamwe et les génocidaires) ne pouvaient, aux termes de la Convention du 28 juillet 1951 et de ses protocoles additionnels, être éligibles au statut de réfugiés ... Le refus de la communauté internationale de séparer les génocidaires des innocents et à démilitariser les camps des réfugiés, a placé les provinces du Nord et du Sud-Kivu dans la famine et dans une situation d'insécurité sans précédent (pillages, viols, cannibalisme, etc.), œuvre des génocidaires rwandais armés (ex-Far et Interhamwe). Le comportement inhumain des bandits armés et de leurs complices a entraîné chez les Congolais de nombreuses*

pertes en vies humaines, des déplacements massifs des Congolais, l'apparition de certaines épidémies et maladies transmissibles... »[10]

« L'assistance fournie à l'Est du Zaïre est estimée au total à 2,5 milliards de dollars : un peu plus d'un milliard par an, presque le PNB rwandais. Une bonne partie de cet argent a été détournée. D'abord par des Zaïrois ... puis par le Hutu Power qui contrôlait la distribution des vivres. »[11]

« On peut se demander si la Communauté Internationale n'a pas participé à l'organisation de ces crimes contre l'humanité en nourrissant et en entretenant les génocidaires reconnus comme tels et en maintenant les civils non armés dans un même camp. »[12]

« Les Forces de libération n'ont jamais massacré des réfugiés »

Le gouvernement de Kabila doit insister à plusieurs reprises sur une... évidence : l'AFDL n'avait aucune raison de s'en prendre aux véritables réfugiés hutu. Si effectivement des innocents ont été massacrés, il fallait chercher les commanditaires et responsables ailleurs. Le gouvernement affirme début juin 1998 : *« Il n'y a aucune raison qui pouvait pousser l'armée de l'AFDL à tuer les Hutu rwandais ou congolais. L'objectif de l'AFDL était de prendre le pouvoir et restaurer les valeurs fondamentales de l'homme qui s'étaient effondrées ».*[13]

La présidence publie une communication sans équivoque : *« Les Forces de libération n'ont jamais massacré les réfugiés ; bien au contraire, elles avaient réussi plus d'une fois à empêcher les génocidaires rwandais de tuer leurs propres frères dont ils se servaient comme boucliers. L'exemple le plus probant est celui du camp des réfugiés de Tingi-Tingi dans lequel les anciennes Forces Armées Rwandaises ainsi que les Interahamwe avaient pris en otages les réfugiés pour contraindre les Forces de libération à ralentir leur avancée et ainsi gagner du temps pour se réorganiser et contre-attaquer. Tous ceux qui tentaient d'échapper à leur contrôle pour rejoindre la protection des Forces de libération étaient abattus. Il a fallu fermer ce camp et obtenir ainsi la fuite des combattants et la libération des réfugiés. Il est inconcevable que nous qui avons eu la détermination de marcher plus de 2.000 km afin de libérer la population congolaise de la dictature et sauver des milliers de réfugiés rwandais en détresse, soyons considérés aujourd'hui comme des génocidaires. »*[14]

Personne dans la «Communauté Internationale» n'est dupe. Tout le monde sait que si, effectivement, des massacres de réfugiés hutu ont été commis, seule l'armée rwandaise peut en être responsable. Aldo Ajello fait en mars 1998 une brève déclaration où tout est dit. Il n'y a plus rien à ajouter. Les quatre petites lignes d'Aldo Ajello ridiculisent les centaines de pages consacrées au «génocide des Hutu commis par Kabila». Ajello avoue ceci : *« Nous avons assez d'informations pour savoir que des massacres ont effectivement eu lieu. Nous avons également suffisamment d'informations pour savoir que ces massacres étaient le résultat d'un agenda rwando-rwandais et que Kabila n'a rien à voir avec cela. Il a été laissé complètement en dehors de*

cette affaire. C'est un bataillon rwandais qui a été à l'œuvre».[15] C'est donc bien avec des intentions politiques que la «Communauté Internationale» maintient l'agitation sur des «massacres de Hutu par Kabila», tout en sachant pertinemment que Kabila n'y est pour rien.

Un Américain qui participa à plusieurs missions de l'ONU au Congo fit une déclaration qui en atteste également: *«Reed Brody ... a dit que les Nations Unies doivent découvrir la ligne de commandement et déterminer qui a donné les ordres, si c'est Kabila ou le vice-président rwandais Paul Kagame».*[16] Poser la question, c'est y répondre: si quelqu'un a donné l'ordre d'exterminer des groupes de réfugiés, ça ne peut être que Kagame. Kabila n'avait aucune motivation ni intérêt à le faire. Toutes les informations disponibles sur des massacres prouvent que Kagame tenait la chaîne de commandement. Le 13 mai 1997, des troupes rwandaises massacrent 2.200 Hutu à Mbandaka. Un témoin affirme qu'il s'agit effectivement de Rwandais, puisque les soldats ne parlaient que le Swahili et le Kinyarwanda. De nombreuses personnes suivaient les événements, massées le long du fleuve. Un commandant ordonna à un soldat congolais de crier en lingala: «Couchez-vous!» Les Hutu, qui ne comprenaient pas l'ordre, sont restés debout et les Rwandais leur ont tiré dessus.[17] Et puis, un rapport publié en mai 1998 par trois organisations internationales de droits de l'homme affirme: *«James Kabarege a supervisé une unité spéciale rwandaise qui a massacré des Hutu à Mbandaka. 24 autres commandants rwandais étaient impliqués dans des massacres de Hutu».* Des habitants ont entendu des soldats s'adresser au *«colonel Wilson»* et au *«commandant David»*, des officiers rwandais ou ougandais.[18]

Daniel Simpson, l'ambassadeur américain à Kinshasa, fit également une déclaration dont il ressort que ce sont bien les Rwandais qui ont massacré. *NCN* rapporte ainsi le 1er juillet 1998: *«Daniel Simpson disait ne pas comprendre pourquoi le gouvernement Kabila n'avait pas coopéré avec l'équipe d'enquêteurs. M. Simpson suggérait que Kabila avait eu plusieurs ouvertures pour nier la complicité congolaise. M. Kabila pouvait avoir coopéré avec l'enquête de l'ONU comme un moyen de dévier l'accusation sur le Rwanda, mais il a choisi de ne pas profiter de ces ouvertures. L'interview de Kagame avec le Washington Post en juillet 1997 était une telle opportunité.»*[19]

Pourquoi Kabila n'a-t-il pas, comme le suggère l'ambassadeur américain, livré des preuves de la culpabilité rwandaise? D'abord, homme de principes, Kabila a tout fait pour sauver la coalition africaine qui a réussi à mettre fin à la dictature mobutiste. Bien qu'il n'ait jamais accepté les agissements cruels des troupes rwandaises contre des Hutu innocents, il ne les a pas dénoncés pour ne pas mettre en danger cette coalition. Cette loyauté à ses alliés ne fera que mieux ressortir la perfidie d'un Kagame, lorsque ce dernier commencera sa guerre d'agression pour éliminer le pouvoir nationaliste à Kinshasa. Ensuite, Kabila estime que la contradiction principale oppose toujours le nouveau Congo à l'alliance des forces revanchardes constituées par les mobutistes, la France, une partie de la Communauté européenne, les extrémistes hutu

et l'UNITA. Une coalition redoutable contre laquelle il est nécessaire de maintenir l'alliance régionale.

Kabila veut également croire jusqu'au bout au patriotisme panafricain de ses alliés Mugabe, dos Santos, Museveni et Kagame. Il sait que la tactique des impérialistes est toujours de diviser les Africains pour mieux les asservir et il fait tout pour sauver le front uni. Kabila a été un homme politique avec une grande vision de l'avenir africain. Museveni et Kagame se sont révélés être des militaristes qui, fort du soutien américain, croyaient pouvoir réaliser au Congo leurs intérêts cupides par la force.

Toujours est-il que Kabila et le Gouvernement de Salut-Public ont quelque peu manqué de vigilance et de discernement. Les nombreuses informations sur des massacres commis par les Rwandais n'ont pas été réunies et évaluées de façon matérialiste et dialectique. Il pouvait s'agir d'erreurs, de déraillements, d'actes de vengeance individuels. Mais il pouvait aussi s'avérer que Kinshasa faisait face à une politique militariste délibérée de la part de Kagame qui réglait toutes les divergences politiques dans le sang. Le comportement inadmissible des unités rwandaises annonçait alors de grands problèmes pour le Congo. Il faut néanmoins reconnaître qu'une évaluation rigoureuse était difficile à faire, vu la présence de Rwandais et de leurs alliés dans les structures de l'Etat, de la Sécurité et de l'armée...

« Le Congo menacé, toute l'Afrique est en danger... »

Le 34ème sommet de l'OUA se tient début juin 1998 à Ouagadougou. Kabila y fait lire un message imprégné de l'esprit panafricain de Kwame Nkrumah. Kabila y explique que la guerre psychologique menée contre le Congo, vise tous les pays africains décidés à prendre eux-mêmes les décisions essentielles concernant leur avenir politique et économique. Il dit qu'à travers le Congo, l'impérialisme menace la souveraineté et l'indépendance de tous les pays africains... *« Malgré tous ses efforts en matière de sauvegarde et de promotion des droits de l'homme et en l'absence totale d'aide extérieure traditionnelle, la République Démocratique du Congo est malheureusement vilipendée et accusée à tort par ses détracteurs. L'Afrique doit savoir que les accusations portées contre la République Démocratique du Congo n'ont qu'une seule cause : le transfert du processus de prise de décision. Pendant plus de 30 ans, les puissances extra – africaines se sont accoutumées à décider en lieu et place des Congolais. Aujourd'hui, nous avons remis le processus de décision à l'intérieur du Congo. Elles sont mécontentes de nous voir prendre des décisions réfléchies par nous-mêmes et dictées par l'intérêt de nos populations ... Elles veulent toucher à notre souveraineté. Comme elles n'y arrivent pas, elles essayent de passer par l'entreprise d'autres frères africains afin de nous désolidariser. Je lance un appel pathétique à tous nos frères africains afin de comprendre que les accusations portées chaque jour contre la République Démocratique du Congo ne sont rien d'autre qu'une guerre subversive et un flot de mensonges auquel ne pourra échapper aucun des Etats africains soucieux de préserver son indépendance et sa souveraineté. »*[20]

En juin-juillet, Kabila s'est rendu compte des graves menaces qui pèsent sur le pays. Et il sait que le destin de toute l'Afrique se joue à nouveau au Congo, comme en 1960 sous Lumumba et en 1964 avec Mulele. «*Nous subissons une guerre subversive à laquelle aucun Etat africain soucieux de préserver son indépendance ne pourra échapper*»... Comme Lumumba et Mulele, Kabila veut réussir la révolution au Congo pour aider la lutte de libération de tout le continent africain. Il sait que les impérialistes veulent sa peau et qu'ils disent: *« Le problème au Congo, c'est Kabila. Ils veulent ma peau, parce que j'ai affirmé que les Congolais ne sont plus des mendiants qui vivent de l'assistance des puissances qui nous veulent soi-disant du bien. Ce qui gène réellement ces puissances, c'est notre Plan Triennal, c'est notre décision de compter sur nos propres forces et de refuser de recevoir des ordres de ceux qui se considèrent depuis toujours comme nos maîtres. Notre diamant, notre or, cuivre, cobalt... nous appartiennent. Nous devons en profiter. Nous devons nous-mêmes vendre nos richesses, alors qu'avant, ce sont d'autres qui vendaient et n'apportaient rien au bien-être de notre peuple... Ils disent: le problème c'est Kabila, on ne sait pas où il va! Ces gens sont étonnés de voir que nous refusons de recevoir des ordres alors que d'autres sont habitués à recevoir des ordres. Nous avons bouché les filières de l'exploitation ... Nous avons changé le sens de notre politique. Nous sommes sur la bonne voie. Je conduis mon pays sur le chemin du bonheur.*»[21] «*Il y a la pauvreté criante. Les plus pauvres se trouvent dans le milieu rural... C'est parce qu'ils ont été abandonnés à eux-mêmes. Ils ont la légendaire houe, ils grattent le sol, ils n'en tirent rien. Ils attendent la mort... Notre gouvernement, dans le cadre de son plan triennal de développement rural, a suggéré qu'il faut moderniser les outils de travail. C'est-à-dire l'acquisition de tracteurs agricoles et d'autres machines pour essayer d'alléger le travail de labour de notre cultivateur rural... Et vous allez aussi aider cette population à s'éduquer en réfectionnant les écoles pour les enfants, en programmant aussi l'éducation des adultes parce que nous avons beaucoup d'analphabètes ici... Comptez sur vos propres forces. Cela ne veut pas dire que nous ne voulons pas de l'assistance. Mais, nous ne pouvons pas être continuellement des mendiants parce qu'il faut attendre l'assistance et perdre notre souveraineté. Cela est vraiment en dehors de notre religion... Nous voulons coopérer avec tous les Etats du monde, respecter leur souveraineté, leur indépendance. Mais nous exigeons aussi qu'on nous respecte, qu'on ne nous donne pas de leçons... Nous voulons qu'on nous prenne comme un pays réellement indépendant. Que nous n'avons plus de maître, que les décisions, qui se prennent sur la destinée de notre peuple, soient prises ici par les fils de notre peuple.*»[22]

L'alliance armée entre les mobutistes, les Interahamwe et les ethnicistes

Nous sommes en février-mars 1998. Depuis dix mois la France et certains cercles du pouvoir américain mènent une propagande étourdissante autour des «droits de l'homme» et des thèmes «Kabila dictateur» et «Kabila génocidaire des Hutu». Cette guerre psychologique a permis d'atteindre le but fixé: la réorganisation, en toute discrétion, de

l'armée de Mobutu, des milices fascistes rwandaises et la préparation des conditions pour lancer une guerre barbare et pour renverser le gouvernement nationaliste !

Les mobutistes préparent la guerre contre Kabila

Début février 1998, Colette Braeckman annonce que 19 dignitaires mobutistes ont créé le *Rassemblement des Congolais pour la Démocratie* (RCD), dont le siège est à Stuttgart en Allemagne. Le RCD est composé d'une aile politique et d'une aile militaire. Le colonel Boluka, qui dirige les combattants, est posté au Congo Brazzaville, le colonel Dondo, l'ancien chef des Hiboux, est à la tête des unités basées en République Centrafricaine et le colonel Mbuza-Mabe serait le responsable à l'intérieur du pays. Baramoto, Nzimbi et l'amiral Mavua sont également dans le RCD. Une action de commando qui a libéré le fils du général Baramoto, montre d'ailleurs les capacités opérationnelles du RCD.

Colette Braeckman écrit: *«Le RCD serait particulièrement bien implanté en Allemagne et des photos dont nous disposons, montrent Kongolo Mobutu aux côtés du représentant local de l'UDPS, M.Tshisuaka Mwana Nzolo ainsi que d'un certain Ipeke, beau-frère du colonel Boluka. (...) Kongolo Mobutu peut se rendre sans difficulté en France, en Allemagne et en Belgique, où, utilisant un faux nom, il loge à l'hôtel Conrad à Bruxelles»*. Le représentant de l'UDPS, Tshisuaka, assumera la fonction de Président du RCD... D'autres responsables de la nouvelle formation sont Anna Magema, secrétaire général, le Dr Letamba, chargé de l'information et Mobutu Zemanga, premier conseiller.[23] Ngawali, la fille de Mobutu, fait aussi partie du RCD, ainsi qu'Anny Litho, fille de l'oncle de Mobutu, le richissime Litho. En août 1997, Anny Litho est arrêtée à Mannheim en possession d'une somme importante destinée à des achats d'armes. Huit membres du RCD, dont Mobutu Zemanga qui parle le russe, se trouvaient d'ailleurs à Moscou du 22 février au 8 mars 1998 pour acheter du matériel militaire. La délégation était dirigée par deux officiers proches de Mobutu, Gbapano et Gbenegbe.

Les mobutistes du RCD ont noué des alliances avec les Interahamwe et ex-FAR ainsi qu'avec certaines fractions des Maï Maï. *«Le colonel Boluka... a reçu le 14 août 1997 la visite du numéro deux des Hutu, M. Gahala et d'un délégué des Maï Maï, M. Ferudii. Une somme de 40 millions de DM leur a été remise»*.[24]

Et Colette conclut sur une information capitale: *«Le RCD dispose des minutes de toutes les discussions importantes qui se prennent dans l'entourage de Kabila»*.[25]

Notons enfin que début avril, Colette Braeckman affirme savoir de source sûre que Me Nimy, ancien dircab de Mobutu, déclara le 28 mars 1998 à Mainz que le seul moyen de débloquer la situation était de prendre les armes.

En février 1998, les mobutistes ont pratiquement mis en place, le long des frontières du Congo, leurs dispositifs de guerre. Une partie de la DSP se trouve à Brazzaville, une autre est installée en République Centrafricaine à Mbomou, Haut-Mbomou et Basse-Kotto. Elle y fait cause commune avec les milices de l'ancien Président Kolingba. Les troupes mobutistes en RCA sont également en contacts avec les milices hutu et certaines fractions Maï Maï au Kivu.[26]

En Angola, Savimbi refuse de démobiliser ses troupes. Des experts sud-africains prédisent qu'il reprendra la guerre dans le Sud-Est du pays et qu'il peut encore mobiliser 20.000 à 40.000 soldats. Il contrôle toujours des territoires sur la frontière congo-angolaise où il a fait une alliance avec des troupes mobutistes. Début juin 1998, le général-major zimbabwéen Sibanda, le commandant des troupes de l'ONU en Angola, déclare: *«Les concentrations militaires vont bon train en Angola, ce qui indique qu'il y a des préparatifs pour un retour possible à la guerre. L'UNITA cache les véritables chiffres et capacités des troupes de combats qu'elle maintient».*[27]

Plusieurs milliers d'ex-FAZ ont été entraînés en Angola par l'UNITA et ils se préparent à lancer une offensive depuis le Bandundu ou depuis le Nord-Kivu. *«L'opération, qui serait déclenchée avant la fin juin, porterait le nom de code de Ngandu (Crocodile)»*, écrit Colette Braeckman.[28] Plusieurs milliers d'Angolais de l'UNITA peuvent également engager les hostilités dès que les combats commencent au Congo.[29]

Pour être effectifs, les mobutistes ont besoin d'une base interne leur permettant d'ébranler le pouvoir de Kabila. Ils doivent nécessairement s'orienter vers le Kivu où, depuis 1993-1994, toutes les contradictions du pays s'expriment avec une violence particulière.

A la mi-janvier, Gaëtan Kakudji fait une mission de pacification au Nord et au Sud-Kivu. Parlant des anciennes forces du génocide rwandais, il déclare: *«Aucune portion de notre territoire ne doit servir de base de déstabilisation (aux pays voisins)».* Il qualifie le phénomène Maï Maï de *«mouvement insurrectionnel initié par les puissances étrangères en complicité avec des dignitaires de l'ancien régime pour déstabiliser la RDC».*[30] Le 28 février 1998, les autorités mettent la main sur un groupe d'ex-FAR et Interahamwe qui vivent dans la ville de Goma et ont réussi à gagner la sympathie à leur cause d'un nombre non négligeable de Congolais. Le gouverneur du Nord-Kivu, M. Léonard Kanyamuhanga-Gafundi déclare: *«Ces compatriotes sont passés aux aveux. Leurs complices sont disséminés à travers la ville, prêts à ... aider les réfugiés rwandais à reconquérir le Rwanda. (Ils veulent également) asseoir une résistance interne visant à déstabiliser, à partir de Goma, Bukavu, Beni et Butembo, la R.D. du Congo».*[31] Le gouverneur accuse également deux mobutistes, Pay-Pay wa Siakassighe et Anzuluni Bembe Isilonyonyi, de soutenir à partir du Kenya, des groupes Maï Maï et Interahamwe afin de déstabiliser l'Est de la RDC et le Rwanda.[32]

Kabila à Bukavu: «Ne laissez pas déstabiliser le pays par nos ennemis»

Le 26 janvier 1998, Kabila se rend à Bukavu pour réaffirmer sa politique. D'abord, le gouvernement nationaliste veut pacifier et reconstruire le Congo détruit par le mobutisme. Kabila s'insurge contre l'intoxication répandue par les mobutistes selon laquelle lui, Kabila aurait «vendu» le Congo aux Rwandais et que le pays est «occupé». Il affirme que certains Maï Maï sont manipulés par la France et l'Eglise catho-

lique, toutes deux impliquées dans le génocide au Rwanda et par des politiciens mobutistes. Il souligne que les Banyamulenge sont des Congolais, que la nationalité est une question purement administrative et qu'il faut la cohabitation entre tous les compatriotes vivant au Kivu.

S'adressant aux chefs traditionnels, Kabila exprime le souhait de voir ces derniers *«mettre tout en œuvre pour soutenir l'action du Gouvernement de Salut-Public, notamment en ce qui concerne la cohabitation entre les compatriotes de cette province qui n'est pas la seule province à avoir des peuples à cheval sur les frontières ... Ce serait donc une aberration que de dire que les Banyamulenge ne sont pas des Congolais ... Le problème de nationalité est purement administratif».*[33] *«Les Banyamulenge, ils nous ont aidé. Ce sont des gens avec qui vous avez vécu, avec qui vous avez construit. Sachez identifier où se trouve le véritable danger. Ce danger, ce sont nos compatriotes qui s'acoquinent aux gens que nous avons battus et chassés parce qu'ils ne voulaient pas la fin du règne de Mobutu. Cette fameuse radio (Le Patriote) disait que moi, j'ai vendu le pays.»*[34]

A propos de la nature du mouvement Maï Maï, Kabila dit: *«Le phénomène Maï Maï n'est pas une expression de mécontentement populaire, c'est un mouvement insurrectionnel contre le pouvoir établi. Les Maï Maï fonctionnent en intelligence avec des puissances étrangères. Il y a la volonté manifeste de déstabiliser ce pays pour qu'il soit ingouvernable, pour qu'il ne se développe pas. Et pour cela, il faut détruire la paix. Ils utilisent beaucoup de gens qui ont soif du pouvoir, qui veulent devenir gouvernants parce qu'ils sont natifs d'ici, en utilisant leur appartenance tribale. Ainsi, ils pourront apparaître comme leaders aux yeux des pays étrangers. Il y a parmi eux beaucoup d'intellectuels en liaison avec les Maï Maï, les Interahamwe et autres milices.»*[35] Kabila déclare aussi détenir la preuve que *«les Maï Maï sont en intelligence avec certaines ONG internationales et ambassades, de même qu'avec certaines confessions religieuses. (...) Il y a aussi les ex-Forces Armées Rwandaises, (FAR) et les Interhamwe qui sont toujours dans la danse.»*[36]

Kabila lie l'émergence des Maï Maï à l'effet de la campagne d'intoxication faisant croire que le Kivu est d'ores et déjà occupé par les expansionnistes tutsi avec la complicité de Kinshasa qui a «vendu le pays». *«Le mouvement Maï Maï ... est pris comme cheval de bataille par des politiciens originaires du Sud-Kivu en mal de positionnement, sous le prétexte fallacieux que la République Démocratique du Congo serait sous occupation étrangère ... Ne prêtez pas l'oreille aux semeurs de zizanie qui prétendent que les nouvelles autorités de Kinshasa sont en train de vendre le pays aux étrangers. J'ai une mission divine qui consiste à reconstruire, à moderniser et à pacifier ce pays que Mobutu a détruit ... Je ne céderai pas au chantage, d'où qu'il vienne.»*[37]

Le courant ethniciste, l'allié des mobutistes et Interahamwe

Dans son discours à Bukavu, Kabila dénonce les mobutistes et les ethno-racistes qui non seulement veulent empêcher la reconstruction du Congo dans une optique d'in-

dépendance, mais qui menacent aussi d'aggraver les conflits armés dans toute la région des Grands Lacs.

Les activités d'organisations dominées par des ethnicistes et mobutistes comme Sima-Kivu à Bruxelles et une partie de la «Société Civile» au Kivu, prouvaient que le danger était réel.

Pour Sima-Kivu: *« La question de la nationalité des "Banyamulenge"... porte... un agenda caché... celui de l'implosion du Congo et de son démembrement en entités suffisamment affaiblies... placées sous le contrôle direct des lobbies miniers ou sous le contrôle indirect des Etats frontaliers »*. Selon cette thèse, la reconnaissance de la nationalité congolaise aux Banyamulenge est nécessairement une préparation au démembrement du Congo. Affirmer que ces personnes qui vivent depuis quarante à soixante ans au Congo, qui y sont nées et y ont toujours vécues n'ont pas droit à la nationalité congolaise, c'est ouvrir les portes à l'arbitraire et aux tueries ethniques. C'est suivre une politique de division qui ne peut profiter qu'à l'impérialisme, une politique qui s'oppose au nationalisme congolais et au panafricanisme. Sima-Kivu a, en plus, inventé une cinquième ou sixième version des soi-disant « Accords secrets de Lemera»: *« Un des dissidents de l'UDPS ayant rejoint l'AFDL après la chute de Goma, révélait à Sima-Kivu les conditions imposées par Kigali pour venir en aide aux hommes de Kabila. 1. L'organisation d'un référendum sur l'attachement du Kivu au Rwanda. 2. Le renoncement à toute tentative de remise en cause de la nationalité des "Banyamulenge". »*[38] Nous avons déjà souligné que l'usage de faux pour faire de l'intoxication ethniciste est une tradition de l'extrémisme hutu transplanté au Kivu. Il est absurde de prétendre que deux nationalistes comme Kabila et Kisase Ngandu, qui luttent depuis 1964 par les armes et par des moyens politiques pour la cause nationaliste, auraient accepté de faire un référendum pour rattacher le Kivu au Rwanda. Pour ce qui concerne la nationalité des Banyamulenge, Kabila et Kisase Ngandu n'avaient pas à faire des «accords secrets»: ils ont toujours affirmé ouvertement qu'ils les considèrent comme des Congolais.

Le but de l'agitation ethniciste de Sima-Kivu est évidemment d'assimiler en bloc tous les Tutsi vivant au Congo comme des agents du Rwanda, partisans de l'annexion du Kivu au Rwanda. Les Banyamulenge au Congo seraient ainsi par définition l'avant-garde de l'agression et de l'occupation rwandaise à venir. Tous les attentats et tous les massacres contre les Banyamulenge seraient ainsi justifiés en tant qu'« actes d'autodéfense préventive». C'est la logique des génocidaires hutu...

Relevons aussi que Sima-Kivu reprend la thèse des mobutistes et autres forces pro-occidentales, en écrivant: *« Les similitudes (entre) le régime de Kabila et le précédent ... sont très frappantes »*.

Début avril 1998, une partie de la Société Civile du Sud-Kivu s'appliqua à son tour à aiguiser les contradictions entre les ethnies du Kivu en annonçant *« l'imminence d'une guerre »*.[39] Elle prétend que *« le scénario est similaire à celui observé avant les événements d'octobre 1996... Les faits prouvent à suffisance qu'une guerre d'occupation d'une partie de la RDC est en préparation ... (Il faut) contrecarrer par tous les*

moyens ce projet diabolique, expansionniste et de domination». Influencé par le mobutisme et l'ethnicisme, cette Société Civile continue à considérer la lutte de libération de Kabila comme une «guerre d'agression et d'occupation». «Combattre par tous les moyens ce projet diabolique» – c'est un appel à peine voilé à tuer le maximum de Tutsi congolais et rwandais.

Or, quels arguments ont été apportés pour soutenir ces accusations ?

D'abord que Müller Ruhimbika a déclaré le jeudi 8 janvier 1998 que *«les Banyamulenge ne peuvent pas se laisser désarmer tant qu'ils n'auront pas de garantie pour leur sécurité et leur nationalité»*. Dans cette déclaration, il n'y a rien de diabolique ni d'expansionniste: l'AFDL a mené la lutte pour la reconnaissance de la nationalité congolaise aux Banyamulenge persécutés par le régime Mobutu et pour la sécurité de tous les Congolais, y compris des Banyamulenge.

Autre argument: le dimanche 22 février 1998, les radios étrangères rapportent que Müller Ruhimbika a déclaré: *«La guerre de libération est terminée et la guerre d'occupation commence. Nous avons pour cela 6.000 hommes bien entraînés»*. Cela a tout d'une opération d'intoxication. On voit mal un homme intelligent comme Ruhimbika annoncer «une guerre d'occupation». Une guerre pareille pouvait être dans les intentions des Rwandais, mais pas des Tutsi congolais. Et, bien sûr, Müller Ruhimbika a nié immédiatement avoir prononcé une telle phrase. Mais elle reste l'argument le plus «fort» du document de la Société Civile...

Troisième argument utilisé. Le lundi 9 mars 1998, le commandant James Kabarehe justifie la mutinerie en disant que *«les militaires banyamulenge ne se sentent pas en sécurité, que la population banyamulenge ne peut circuler en toute sécurité et que les militaires n'acceptent pas d'être mutés en petit nombre parce qu'ils se fragilisent de ce fait»*. Or, indépendamment des intentions cachées de Kagame, les Banyamulenge avaient un problème réel: nombre d'entre eux se faisaient tuer par les Interahamwe, les ex-FAR et les Maï Maï. Ils avaient de bonnes raisons pour se préoccuper de leur sécurité.

La cécité politique d'un génie militaire

Revenons un instant sur le discours prononcé par Kabila en janvier 1998 à Bukavu, discours qui a été en quelque sorte, celui de la dernière chance pour... Kagame. Mzee s'y exprima en tant que nationaliste congolais et panafricaniste, soucieux de la stabilité dans toute la région des Grands Lacs. Si le groupe de Kagame voulait réellement résoudre le problème des Interahamwe et des ex-FAR et aider à l'intégration des Banyamulenge au Congo, il ne pouvait avoir un meilleur partenaire à Kinshasa que Kabila.

Pourtant, c'est probablement au cours de ce même mois de janvier que Kagame décida, fort du soutien américain, d'envahir militairement le Congo pour renverser le pouvoir nationaliste et placer les mobutistes et autres éléments pro-impérialistes à la tête du pays. Militaire de génie d'après les Services américains, Kagame s'est com-

porté comme une nullité politique depuis le début de sa carrière. D'un mépris sans bornes pour la «populace», qu'elle soit tutsi, hutu ou congolaise, et donc aveugle pour la dimension politique des problèmes, il pense pouvoir régler n'importe quelle question par la force brutale. Ignorant les courants politiques qui traversent les masses congolaises, Kagame se lance dès janvier 1998 dans les préparatifs de l'agression et de l'occupation du Kivu et de la guerre-éclair pour la prise de Kinshasa. Or, au Kivu, les masses sont mobilisées par trois tendances politiques: la première, traditionaliste, veut sauvegarder le pouvoir des chefs coutumiers autochtones, ensuite la tendance anti-Tutsi, née sous l'influence de la propagande extrémiste hutu et finalement la tendance du nationalisme congolais. L'aventurisme et le militarisme de Kagame devaient nécessairement unir ces trois courants dans un mouvement inexpugnable de résistance à l'agression...

Kabila a affirmé à plusieurs reprises que la solution de tous les problèmes du Congo et de la sous-région passe par une politique d'indépendance et de souveraineté capable de soustraire les peuples à la domination économique et politique de l'impérialisme. Que c'est la voie obligée vers l'édification d'économies nationales performantes au service, non pas de minorités infimes de grands capitalistes, mais des larges masses populaires. Dans cette perspective, les problèmes de l'opposition entre Tutsi et Hutu au Rwanda, de même que les problèmes entre autochtones et anciens immigrés au Kivu trouveront une solution. En rejetant la politique d'indépendance africaine de Kabila, en s'engageant comme un mercenaire aux côtés de l'impérialisme américain, Kagame a pris une orientation à la fois génocidaire et suicidaire...

L'armée rwandaise, en traquant les Maï Maï, confondus en bloc avec les Interahamwe, renforce la perception de beaucoup de Congolais que leur pays est sous le contrôle et la botte du Rwanda. Le groupe de Kagame devait savoir que depuis 1990, il y a eu dans le Zaïre de Mobutu de nombreuses campagnes de dénigrement contre les Tutsi congolais et contre les Tutsi rwandais, campagnes qui ont eu un impact dans certaines couches de la population. Malgré cela, en octobre 1996, l'aide rwandaise a été acceptée par les patriotes congolais pour chasser Mobutu et son système. Mais Kagame, s'il avait le moindre sens politique, devait comprendre qu'il était extrêmement délicat pour l'armée rwandaise de s'engager, au-delà des nécessités de la guerre pour renverser la dictature mobutiste, dans des opérations de maintien de l'ordre au Congo. S'y risquer devait nécessairement provoquer des clameurs contre «l'occupation du pays par les Tutsi». Mais Kagame s'engage tête baissée dans des activités de vol, de pillage et dans des opérations de répression contre des Congolais dans leur propre pays.

C'est Kagame qui a poussé les Maï Maï dans les bras des Interahamwe, parce qu'ils se sont trouvés ensemble, poursuivis par la même armée rwandaise. Les Maï Maï ont aidé les Interahamwe à rentrer au Rwanda pour qu'ils y battent l'armée tutsi. Fréquentant les Interahamwe et leurs partisans, une partie des Maï Maï est influencée par les théories ethnicistes hutu. Comme les Congolais avaient eu connaissance de l'extermination de réfugiés hutu – femmes, vieillards, enfants – certains Maï Maï

imaginaient «tous les tutsi» sanguinaires et génocidaires. Et comme le groupe de Kagame invoquait le génocide de 1994 pour justifier ses forfaits, l'idée prit forme que le génocide n'était rien d'autre qu'un «fond de commerce des Tutsi». Les Congolais en général ne savent presque rien des horreurs hallucinantes qu'ont connu presque un million de Tutsi rwandais, exterminés avec les méthodes les plus barbares.

Ainsi, la cécité politique de Kagame et sa disponibilité à se faire l'instrument de la politique des Etats-Unis dans la région des Grands Lacs, a fortement contribué à créer un chaos politique et militaire inextricable au Kivu.

Le vendredi 20 février 1998, vers 7h30, la ville de Butembo est occupée par des Maï Maï armés de machettes, de flèches et de quelques fusils. Selon certains, un grand nombre de militaires congolais ont été tués. Les Maï Maï s'attaquaient surtout aux soldats katangais qui affichent *« un comportement pire que celui des FAZ au crépuscule du régime Mobutu »*. A 12h00, du renfort des FAC arrive de Beni. Ces militaires *« se sont mis à tirer sur des civils innocents pour, semble-t-il, exercer une pression morale sur les Maï Maï»*. Ce n'est que le samedi que les derniers groupes Maï Maï seront chassés ou liquidés. Beaucoup de jeunes, accusés d'être Maï Maï, sont tués par les militaires. Il y a eu au moins 300 morts dont plus de la moitié des civils.[40]

Selon la version donnée par le commandant de la 10e brigade, Jean-Pierre Ondekane, huit militaires, dont 6 officiers des Forces Armées Congolaises, ont été lâchement abattus par les Maï Maï. Le grand nombre d'officiers tués laisse penser à une attaque surprise. Ondekane affirme par ailleurs que les Maï Maï ont régné en maîtres de 10 heures à 15 heures au niveau de l'aérodrome, et qu'ils y ont recruté des jeunes. Dix-neuf Maï Maï auraient trouvé la mort et plus ou moins 60 personnes parmi la population civile.[41]

Le 23 février 1998 éclate une mutinerie de soldats banyamulenge que les autorités veulent éparpiller dans différentes unités militaires et envoyer dans d'autres provinces que le Kivu. Ces soldats veulent rester ensemble au Kivu pour y garantir la sécurité de leur communauté. Un rapport des «Sages Banyamulenge» affirme: *« Les ex-FAZ acquises à la cause ethnique, exécutent un plan d'épuration ethnique contre la minorité dans l'armée ... pour terminer le plan d'extinction des Tutsi comme le prêche jour et nuit la Radio Patriote »*.[42]

Du 14 au 17 avril, suite à une nouvelle attaque des Maï Maï, Butembo et Beni sont bouclés par l'armée. Des organisations nande dénoncent *« un plan préétabli de colonisation rwandaise »*.[43]

En avril 1998, à Goma, des milices, certains disent les Maï-Maï, d'autres les Interahamwe, ont attaqué les FAC qui ont compté 24 morts. Suite à cette attaque, notent des résidents, *« la situation est très tendue, tout peut exploser »*.[44]

Nous pouvons conclure que Kabila a tout fait pour maintenir l'alliance régionale contre l'ennemi principal à cette étape de la lutte de libération: la France et ses alliés au Congo – certaines forces de l'ancienne armée mobutiste, les ex-FAR, les Interahamwe et l'UNITA. Kabila s'est efforcé de convaincre ses alliés de la nécessité de

s'opposer aussi à toute ingérence maléfique de la superpuissance américaine. Mais Kagame et Museveni poursuivent déjà méthodiquement un agenda caché. Ils préparent déjà, pour le compte des Etats-Unis, la guerre d'agression.

De grands mobutistes ont pratiqué une politique de provocations en incitant la population du Kivu contre « les Tutsi » pour déstabiliser le régime de Kinshasa... mais ces mêmes mobutistes se préparent à rejoindre l'armée rwandaise dès que commencerait son intervention pour renverser le pouvoir nationaliste...

Depuis le début de l'année 1998, les activités des Interahamwe et des ex-FAR se sont maintenues contre les troupes rwandaises opérant au Congo et contre les soldats banyamulenge. Les Maï Maï sont de plus en plus actifs à mesure que les indices de l'agression en préparation se multiplient.

Kabila a envoyé des équipes de pacification au Kivu, mais il ne pouvait plus maîtriser la situation, le Rwanda et l'Ouganda jouant double jeu... La situation échappait déjà au contrôle de Kinshasa.

Le Rwanda et l'Ouganda sabotent le rendez-vous de la paix

Une *Conférence de Solidarité et de Développement de la région des Grands lacs* était prévue à Kinshasa du 24 au 26 avril. Elle fut d'abord reportée au 15-16 mai, juste avant le premier anniversaire de la libération. Seize Chefs d'Etat y étaient invités. L'initiative exprimait la confiance du Congo nouveau, conscient de son rôle dirigeant en Afrique Centrale pour les questions de paix et de développement. Mais aussi sa détermination à maintenir, malgré les divergences sérieuses, l'alliance régionale qui avait permis de renverser le mobutisme.

Finalement, la Conférence du 15-16 mai sera elle-aussi annulée. Seuls les présidents Patassé de la République Centrafricaine et Mugabe du Zimbabwe, sont présents au premier anniversaire de la chute de Mobutu. C'est un échec cuisant pour la diplomatie congolaise. L'absence du Président dos Santos fait apparaître le Zimbabwe de Mugabe comme l'allié le plus engagé aux côtés du Congo anti-impérialiste...

Les Présidents rwandais, ougandais et érythréens organisent un « contre-sommet » à Kigali, et Sassou Nguesso du Congo Brazzaville visite Kampala. Il devient clair qu'un front régional hostile au nationalisme congolais prend forme. Le Congo et l'Afrique Centrale sont à la veille d'un tournant politique.

Joachim Diana fit un commentaire visionnaire dans *L'Avenir*: *« Depuis que les Américains lui ont accordé l'importance que l'Afrique ne sent pas, Museveni s'est mis dans la peau du crapeau qui veut se faire aussi gros que le bœuf. Il ne peut donc pas souffrir les initiatives de Kabila ... L'Ouganda est devenu le meilleur élève du FMI. Bercé par le discours des performances que les Ougandais n'attestent pas, Museveni ne peut comprendre que Kabila tienne tête à ces institutions ... Si certaines puissances veulent utiliser l'Ouganda pour déstabiliser la RDC, le peuple congolais les rendra responsables de ce qui arrivera. »*[45] C'est exactement ce qui va se passer:

les Etats-Unis utilisent l'Ouganda pour mettre sur pieds une coalition régionale dressée contre le nationalisme congolais...

Un autre journal nationaliste, *Demain le Congo*, fit aussi preuve de perspicacité en écrivant: «*En Afrique de l'Est, des voisins modérément pourvus d'espace par la nature, jalousent l'immensité de notre territoire et ne s'en cachent pas. S'ils considèrent que nous sommes suffisamment affaiblis, ils n'hésiteront pas à sauter sur notre pays comme sur une proie. Ils bénéficient ... de la compréhension bienveillante de certaines capitales occidentales ... Il faut craindre que le plan de la balkanisation du Congo ne soit en passe d'être réactivé. Les développements qui pourraient survenir, feraient de la RDC tout simplement une victime.* »[46]

Un document qui fera date dans l'histoire de l'Afrique Centrale

D'avril à mai 1998, Kabila veut encore croire à la solidarité panafricaine entre le Congo, le Zimbabwe, l'Angola, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi. Son initiative de la convocation d'une *Conférence de Solidarité et de Développement* en témoigne. Les experts des pays de la Région des Grands Lacs se sont d'ailleurs réunis du 12 au 15 mai 1998 et ont eu des pourparlers très positifs. La *Synthèse des Travaux* des experts en témoigne. C'est un document capital qui prouve la fidélité de Kabila à l'alliance anti-mobutiste et au panafricanisme. La solidarité panafricaine implique que les pays règlent leurs différences en dehors de toute immixtion de la part des puissances impérialistes et dans l'intérêt commun. Or, le boycott de la Conférence de Solidarité prouve également la trahison du panafricanisme par Museveni, lui qui a présidé du 4 au 8 avril 1994 le septième Congrès Panafricain à Kampala. J'ai participé à ce Congrès sur invitation du colonel Kahinda Otafiire et j'avoue que je ne comprend toujours pas comment les nationalistes et panafricanistes ougandais se sont laissés manipuler par les Etats-Unis. Pour revenir à la *Synthèse des Travaux,* disons qu'elle montre que Kabila et la R.D.C. placent l'unité et la solidarité entre le Congo, l'Ouganda et le Rwanda au-dessus de tout, alors que Museveni et Kagame préparent déjà avec l'aide des Etats-Unis et dans le plus grand secret, le renversement du gouvernement nationaliste de Kinshasa.

Le texte contient cette thèse essentielle: *« Une vision commune de l'avenir de la région et une stratégie d'action commune, fondée sur une solidarité panafricaine sans faille, s'imposent comme unique et incontournable alternative pour une paix et un développement durable.* » Cette thèse était correcte en mai 1998, elle le reste même après l'agression de Kagame et de Museveni contre le Congo. Elle devient alors un appel aux forces anti-impérialistes et panafricanistes du Rwanda et de l'Ouganda pour renverser les régimes néocoloniaux installés à Kampala et Kigali. La guerre barbare et génocidaire ne doit pas conduire à une hostilité quelconque envers les peuples ougandais et rwandais. Au contraire, le peuple congolais doit continuer à s'unir avec les forces patriotiques, anti-ethnicistes de ces deux pays pour construire un avenir commun.

La Synthèse des Travaux exprime la volonté des nationalistes congolais et de leurs amis restés fidèles au panafricanisme de résoudre les deux problèmes vitaux de la région : le développement et la sauvegarde de la paix.

Doté de grandes possibilités de développement économique, le Congo se montre généreux envers ses alliés. Le texte dit : *« Face au défi de la mondialisation, aucun pays ne peut s'en sortir seul. Il nous faudra mettre en commun nos ressources, il nous faudra définir et appliquer des politiques communes, si nous voulons que cette mondialisation devienne pour nos pays une formidable opportunité de croissance, de développement et d'éradication de la pauvreté... La République Démocratique du Congo propose de fournir à tous les pays de la sous-région qui le désirent la garantie d'approvisionnement en électricité et elle prend l'engagement de ne jamais l'utiliser à des fins politiques. »* Mais comble du cynisme : moins de trois mois plus tard, les armées rwandaise et ougandaise attaqueront Inga pour y couper l'électricité de la capitale congolaise...

Au lieu de prendre la voie de l'indépendance et de l'effort commun, les bourgeoisies compradores et bureaucratiques au pouvoir à Kigali et Kampala estiment pouvoir s'enrichir plus vite en vendant leurs services à l'impérialisme américain. Elles s'engagent dans une guerre dont l'enjeu principal est pour les Etats-Unis la liquidation du régime nationaliste de Kinshasa. Cette guerre permet également aux grands bourgeois de Kigali et Kampala de s'emparer des richesses du sol et du sous-sol de l'Est du Congo...

Mais retournons au mois de mai 1998. A ce moment, la question la plus urgente pour toute la région reste celle de l'établissement d'une paix générale et durable.

La *Synthèse des Travaux* fait de l'élimination des groupes armés un préalable au développement. *« La persistance des bandes armées oblige les Etats à la militarisation des économies déjà précaires... »* La question qui opposera bientôt le Congo aux agresseurs rwando-ougandais ne porte donc pas sur la nécessité d'éliminer les milices, mais sur la stratégie pour y arriver. Dans l'esprit du panafricanisme, Kabila propose que le Congo, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi s'unissent pour résoudre le problème des différentes rébellions armées. La *Synthèse des Travaux* affirme : *« Aucun pays ne peut ... relever seul, le défi actuel de l'existence des rébellions armées, du fait de leur mobilité ... Or, il nous faut éviter que nos territoires servent de bases arrières pour la déstabilisation des autres Etats. »* Le Congo de Kabila propose trois mesures : *« Créer un Comité sous-régional de paix, devant coordonner les Commissions mixtes de sécurité entre les différents Etats. Chaque pays (doit) renoncer à servir de base arrière pour la déstabilisation des autres Etats. Mettre sur pied des instruments de coopération judiciaire entre Etats de la sous-région. »*

Pourquoi Museveni et Kagame rejettent-ils ces propositions raisonnables ? Forts du soutien des Etats-Unis, ils pensent pouvoir s'imposer par la force. Ils veulent liquider, en s'appuyant uniquement sur leur force militaire, aussi bien le gouvernement de Kabila que les rebelles ougandais et rwandais opérant à partir du

Congo. Mais inévitablement, ils vont dresser toute la population congolaise contre leur politique d'agression et de domination. Ils apprendront à leurs dépens que Kabila avait raison en mai 1998 de proposer une approche politique, anti-militariste, envers les milices opérant à l'Est. Kabila prônait *« la gestion des bandes armées par des moyens non-militaires en vue de leur fixation dans leurs territoires respectifs, de leur démilitarisation, leur désarmement, leur démobilisation et leur réinsertion dans les armées nationales ». « Une gestion par des moyens non-militaires de bandes armées comporte des avantages certains. »* Le Congo en énumère deux.. D'abord: *« le renforcement de nos liens de solidarité politique, (par) la création d'une commission régionale de paix, (et par) la création d'un mécanisme politique de consultation permanente. »* Ensuite: *« la démilitarisation de nos économies devenues exsangues (permettra) la réduction de nos dépenses militaires. »*

Le Congo estime qu'il y a *« des mouvements d'exil et de déplacement des personnes »* parce qu'il y a *« des problèmes politiques internes »* dans certains pays. Le Congo indique qu'il y a un préalable à la sécurité et à la paix, notamment *« la nécessité de réussir l'œuvre politique de la construction nationale. Ce qui suppose, sur le plan interne des Etats, la pacification et la réconciliation nationale. Il y a nécessité pour les Etats de la sous-région de lutter contre les exclusions dans la gestion du pouvoir d'Etat, contre l'intolérance et la haine tribale, contre la culture de vengeance ».* Il est donc clair que le Congo considère la collaboration entre les masses hutu et tutsi au Rwanda et au Burundi comme la clé pour la paix régionale. La paix et la coopération entre les deux ethnies assurées au Rwanda et au Burundi, on pourra facilement réaliser *« la réconciliation des communautés nationales et transfrontalières ».* Le Congo trouve la solution définitive au problème des anciens travailleurs immigrés rwandais vivant depuis plus de quarante années au Congo.

L'avenir prouvera que le Président Kabila a été très clairvoyant en dénonçant la haine tribale et la culture de la vengeance en prônant des mesures politiques pour mettre fin à l'existence de bandes armées.

Kabila: «L'œuvre satanique de division des Etats de la Région»

L'échec de la *Conférence de Solidarité et de Développement* fait naître des spéculations qu'un conflit opposant l'Ouganda et le Rwanda au Congo se rapproche. Kabila sait qu'un conflit affaiblirait tous les pays de la région au plus grand profit des puissances impérialistes et il a tout fait pour maintenir l'alliance régionale. Fin mai, il fait des déclarations marquées par un haut sens des responsabilités. *« Ces bruits dans la presse internationale relèvent de la mythomanie. Cette presse essaie de continuer l'œuvre satanique de division des Etats de la région. Le Congo est conscient de sa place dans le concert des Nations et surtout dans la région. Le Congo a besoin de beaucoup d'amis, de marcher ensemble avec d'autres pays. Il faut que les Africains*

refusent d'être divisés et surtout d'être utilisés par les anciennes puissances coloniales et les autres puissances qui prétendent régenter le monde. Les anciennes puissances coloniales disent à nos Etats: "Conseillez vos voisins, conseillez votre ami!" On s'est servi de pays voisins pour essayer de nous intimider. Nous avons rejeté cela et ces mêmes puissances disent alors: "Voilà, Kabila est inflexible. Il n'est pas bon, il s'isole, il est seul". Mais cela entre justement dans la politique de diviser pour régner qui a été inaugurée par ces puissances depuis l'aube du système colonial. Il n'y a pas de conflit avec l'Ouganda. Nous sommes heureux qu'il n'y ait pas de conflit. »[47]

Au même moment, certaines forces se mettent à insinuer que Kabila est incapable de contenir les Interahamwe et autres génocidaires et qu'il en est même complice! C'est inciter le Rwanda et l'Ouganda à un affrontement avec le Congo.

Kabila comprend immédiatement le danger et dit à Nicola Vadjon: « *Tout le monde sait que les forces défaites au Rwanda et celles des rébellions en Ouganda ont érigé des bases dans les régions où se rencontrent les trois frontières et ce sont des régions de forêts. Ces messieurs bénéficient de la campagne de diffamation, où même les petits actes sont amplifiés. Ceux qui les amplifient, ce sont les maîtres qui les renflouent avec des fonds, des munitions. Et notre tâche, c'est quoi? C'est de les contenir. Les trois pays: le Congo, le Rwanda et l'Ouganda en sont conscients. La coopération est effective dans ce domaine parce que ce sont les puissances extérieures qui entretiennent ces forces qui ont été défaites et elles voudraient les utiliser comme moyens de déstabilisation et de pression sur les Etats de la région. Mais c'est une question qu'on va régler d'ici quelques mois.*»[48]

Comme d'autres, l'ancien agent de renseignements américain Ed Marek s'adonne à quelques provocations politiques: « *Je crois que Kabila craint en réalité une guerre avec l'Ouganda, le Rwanda et – ou avec l'Angola. Les rumeurs continuent que Kabila achète toujours des diamants de l'UNITA pour financer l'effort militaire continu de l'UNITA*».[49] La désinformation sur ce thème s'intensifiera d'ailleurs dès le début de l'agression rwando-ougandaise dans le but de dissuader l'Angola de se porter au secours du Congo...

Or, à la télévision angolaise, Kabila a été très clair sur cette question: « *L'UNITA est encore en Angola. Actuellement, il n'y a pas mal d'ex-Forces Armées Zaïroises dans des bases de l'UNITA. Il y a d'autres coins où se développent d'autres groupes. Tous ces éléments déstabilisateurs sont au service des pays qui veulent nous maintenir dans l'état de sujétion. Ces forces sont là, mais elles n'ont pas de lendemain. Les Etats renforcent leurs liens d'amitié et vont résoudre ces problèmes. En ce qui concerne le Congo, nous sommes déterminés à travailler complètement avec nos amis: nous parlons, nous discutons, nos services échangent des informations à travers les pays de la région pour ne pas accepter que ces groupes dirigés par des non-africains viennent déstabiliser l'un de nos Etats.* »[50]

La recolonisation du Congo passe par l'opposition «démocratique»

Recoloniser par le libéralisme, la «démocratisation» et l'affrontement

Depuis la contre-révolution en Union soviétique et la destruction du socialisme dans ce pays, la recolonisation de l'Afrique est inscrite à l'ordre du jour. Un facteur nouveau est la volonté des Etats-Unis d'y remplacer les puissances européennes. C'est comme une nouvelle ruée vers l'or ou, selon M. Rodney Slater, ministre américain des Transports: *«L'industrie et la main-d'œuvre des Etats-Unis ont une occasion en or de profiter du passage de l'Afrique à l'économie de marché. C'est une occasion à ne pas manquer!»*[51]

Avec Clinton, la recolonisation se réalise au nom de la «démocratie représentative», comme la colonisation au XIX^e^ siècle était faite au nom de la «civilisation chrétienne».

L'administration Clinton a hissé les étendards de cette nouvelle croisade: *«La démocratisation, la libéralisation, les droits de l'homme, la paix».*[52]

Ces mots recouvrent plusieurs stratégies. D'abord, les Américains imposent la «libéralisation», c'est-à-dire le bradage des matières premières aux multinationales et l'invasion des marchés africains par les produits américains et européens. Ils collent également l'étiquette «libéralisation» sur le démantèlement des appareils d'Etat africains sous prétexte qu'ils sont économiquement inefficaces. Pour les nouveaux colonisateurs, il s'agit de détruire le seul instrument capable de réaliser une politique nationaliste et indépendante.

La «démocratisation» est le moyen pour atteindre ces objectifs. Les puissances impérialistes appellent «démocratisation», la création de plusieurs partis néocoloniaux qui mangent tous des mains des puissances extérieures et de la grande bourgeoisie locale. Le peuple peut, lors des élections «libres et transparentes», choisir entre plusieurs partis néocoloniaux qui servent tous les mêmes maîtres et appliqueront les mêmes politiques imposées par l'Occident et le FMI. Mme Rice déclare: *«Depuis 1989, nous avons dépensé plus de quatre cents millions de dollars afin d'encourager en Afrique les réformes par des élections».*[53] Si l'impérialisme américain investit tellement dans les «élections libres et transparentes», soyez certain qu'elles servent ses intérêts politiques et économiques. Les élections à Cuba sont mille fois plus démocratiques que celles organisées aux Etats-Unis où deux partis de milliardaires font «l'alternance» dans la gestion de l'empire. Mais jamais les Etats-Unis ou l'Union européenne ne financeront la forme cubaine de démocratie populaire qui permet aux travailleurs d'imposer réellement leur volonté.

Notons encore que cette fiction de «démocratie» sert à justifier la répression implacable dès qu'un mouvement de révolte populaire s'oppose à la domination étrangère et à la misère qu'elle entraîne. La démagogie qui vocifère sur la «démocra-

tisation» est toujours accompagnée de la prise en main des armées africaines par des officiers de la seule superpuissance...

«Partenariat» et privatisation

Un des mots d'ordre à la mode aux Etats-Unis est: «Trade, not aid» – «Du commerce au lieu de l'aide». Clinton propose un «partenariat» entre la grande bourgeoisie africaine et la superpuissance américaine. Et son porte-parole de déclarer: *«Un partenariat véritable exige que les Etats-Unis jouent un rôle essentiel dans le développement du continent africain»*. En effet, le premier objectif de Clinton est que l'Afrique se rende complètement au capitalisme international, qu'elle capitule sans honneur et qu'elle cesse de poursuivre toute politique d'indépendance réelle. L'administration Clinton continue: *«Le premier objectif consiste à accélérer la pleine intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale.»*[54] M. Sandy Berger, conseiller du Président Clinton en matière de Sécurité nationale, explique qui réalisera cette «intégration»: *«Un nombre toujours croissant de sociétés et d'organismes américains s'implantent en Afrique ... intégrant les ressources immenses de ce continent dans l'économie mondiale»*.[55]

Ainsi, les multinationales occidentales s'emparent, grâce aux privatisations, des richesses du sous-sol et des entreprises existantes en Afrique. Ces dernières années, il y a eu 3.000 privatisations sur le continent! Les entreprises stratégiques tombent aux mains des multinationales.[56] Ce sont ces multinationales qui contrôleront le gros des exportations «africaines». Et grâce à la «liberté du commerce», les entreprises américaines et européennes inonderont les marchés africains de leurs produits. Mme Rice, du Département d'Etat, déclare qu'en forçant les portes de *«l'immense marché africain de 600 millions de personnes... des milliers de nouveaux emplois seront créés aux Etats-Unis»*.[57] En 1997, les Etats-Unis exportent déjà pour 6,2 milliards de dollars en Afrique...[58]

La recolonisation de l'Afrique est tellement évidente que même un responsable de la Banque Mondiale doit reconnaître: *«Nous assistons à une nouvelle colonisation de l'Afrique ... et cela par des spéculateurs américains qui ont des entreprises formule: un minimum de capitaux – un maximum de profits, des entreprises qui agissent sur base de plans à court terme et à bas risque. Les muscles politiques et militaires des Etats-Unis sont utilisés pour faciliter le pillage des ressources de l'Afrique par les multinationales américaines appuyées par les poids lourds du Parti Démocrate et du Parti Républicain.»*[59] L'intégration de l'Afrique dans l'économie capitaliste mondiale, c'est l'intégration d'une petite antilope dans la cage d'un lion affamé. Le sort des 90% d'Africains pauvres continuera à se dégrader, entraînant le cortège de centaines de milliers de morts «pour rien», provoquant, dans le désespoir généralisé, des massacres ethniques ou religieux. Voilà ce que signifient réellement les «droits de l'homme» et la «paix» de Clinton.

«Neutraliser» Kabila par l'infiltration ou par l'affrontement ouvert?

La démocratie *made in USA* consiste entre autres dans la liberté qu'ont les politiciens américains de débattre tout à fait librement... de la meilleure tactique pour recoloniser l'Afrique.

Ed Marek assiste le 27 février 1998 à une réunion au *Centre pour les Etudes Stratégiques Internationales* à Washington. Deux anciens ambassadeurs américains en Afrique y débattent de la politique à suivre envers le Nigeria. *«La discussion était extrêmement significative pour la politique américaine envers l'Afrique Centrale»*, dit-il.

Les deux ambassadeurs prônent des tactiques différentes pour protéger les intérêts américains au Nigeria. Selon les vues du premier, le général Abacha tient fermement le pouvoir. Les Etats-Unis doivent se concentrer sur ce qui est, et non sur ce qu'ils voudraient que le Nigeria soit. *«Il faut essayer d'influencer les militaires, et spécialement travailler avec les jeunes militaires.»* Selon cet ambassadeur, cette approche est la plus indiquée pour assurer à l'avenir les intérêts américains.

Le second affirme qu'il faut faire exactement le contraire. Selon lui, *«le Nigeria est mûr pour une explosion»*. Les Etats-Unis doivent se démarquer nettement d'Abacha et se rapprocher de l'opposition. Washington doit même déclarer un embargo sur le pétrole nigérian, ce *«qui fera s'écrouler la nation très vite»*. *«Nous devons lancer des actions maintenant pour réaliser l'objectif d'un Nigeria sans le général Abacha.»*

A méditer pour tous ceux qui supplient les impérialistes de «rejoindre la lutte contre la dictature militaire». En fait, les Américains luttent contre l'un ou l'autre dictateur local, s'ils pensent pouvoir mieux établir ainsi leur propre domination, autrement implacable et cruelle, sur le pays...

Ed Marek est d'avis que le même dilemme se pose en ce qui concerne le Congo. Comment assurer le mieux la domination américaine: en travaillant avec des hommes de l'entourage de Kabila ou en organisant le renversement de son régime? Voilà le grand débat que mènent les «démocrates» américains en... février 1998.

Inspiré par la discussion sur le Nigeria, Marek tire les conclusions suivantes pour le Congo. *«Quels sont les objectifs à long terme de la politique extérieure américaine envers le Congo-Zaire? On peut dire, par exemple, qu'à long terme, il est crucial pour les Etats-Unis que le Congo soit une démocratie capitaliste de marché libre. Cela signifie que le Congo ne va probablement pas mener la guerre contre ses voisins, ce qui pourrait en fin de compte impliquer les forces américaines. Cela signifie aussi que le marché congolais sera ouvert au commerce américain dans un environnement qui permette le succès économique américain. Si telle est la politique à long terme, alors que faire ou laisser passer à court terme dans les relations avec le Congo? A court terme, on peut dire qu'il est crucial que l'enquête sur les massacres avance. Pour cela, les Etats-Unis peuvent appliquer une politique étrangère et militaire plus agressive, un peu comme ce qui est mis en œuvre contre l'Irak. On peut*

aussi dire que des élections sont essentielles en 1999. Si la conclusion est que des élections sont impossibles en 1999 avec l'actuel gouvernement, qu'envisagent les Etats-Unis? Renverser ce gouvernement et mettre un autre à la place qui ira vite aux élections?»

C'est un texte d'anthologie pour comprendre ce que signifie réellement la «démocratie» du monde impérialiste. Il montre bien que les fameuses démocraties occidentales partent de cette question: quels sont les objectifs de nos multinationales? En ce qui concerne le Congo, la réponse est nette: leur intérêt est de voir au Congo une «démocratie capitaliste de marché libre». Parce que le marché libre permettra à leurs entreprises de mettre la main sur les richesses du sol et du sous-sol congolais et de conquérir tous les marchés du pays. Si Kabila accepte de s'engager dans cette voie, les Etats-Unis ne parleront plus des «massacres des Hutu», ni de l'obligation d'organiser des élections en 1999. Mais si Kabila refuse la domination néocoloniale sur son pays, les Etats-Unis promettent de renverser son régime en utilisant ces deux «arguments»: Kabila a commis un génocide des réfugiés hutu et il veut empêcher que les élections se tiennent en 1999...

Marek fait croire aux naïfs que le «capitalisme du marché libre» assure le mieux la paix: si le Congo est capitaliste, il ne fera pas la guerre à ses voisins. Les Congolais apprendront bientôt à leurs dépens le prix de ce mensonge. Au moment où ces paroles sont prononcées, les Américains sont déjà en train d'aider les «démocraties capitalistes de marché libre» établies en Ouganda et au Rwanda dans leurs préparatifs de guerre contre le Congo. Par ailleurs, on sait que l'introduction de la «démocratie du marché libre» dans l'ex-Union soviétique a provoqué des guerres civiles effroyables en Russie, notamment en Tchétchénie ainsi qu'en Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Tadjikistan, Moldavie...

Et Marek estime que pour punir le Congo nationaliste, l'Occident doit le traiter comme l'Irak: avec des interventions militaires et un embargo. Ceci est une des nombreuses indications que l'option de l'agression ougando-rwandaise est discutée dans les milieux du pouvoir à Washington dès janvier-février 1998.

Ed Marek reviendra en mai 1998 sur la même question. Au cours de la tournée de Clinton en Afrique, et notamment à Kampala et Kigali, la stratégie commune pour en finir avec Kabila a été précisée. Marek reprend maintenant les deux options qui s'offrent aux Etats-Unis. La première: *«Remplacer Kabila par un effort au sein de son gouvernement, appuyé par le soutien moral des voisins du Congo. Ce scénario introduira une démocratie qui sera plus orientée vers le marché libre».*[60] En clair: un coup d'Etat qui partira de l'intérieur du gouvernement dont les acteurs sont en liaison avec le Rwanda, l'Ouganda et l'opposition «démocratique» à Kinshasa. Cette option a été choisie lors de la tentative de coup d'Etat en juillet 1998. Une option qui sera partiellement réalisée le 16 janvier 2001, lorsque le camarade Kabila sera assassiné avec la complicité d'éléments de son propre entourage.

Une seconde option est évaluée en mai 1998 par Marek: *«Ignorer le gouvernement Kabila et aller dans la direction du démembrement du Congo. Les Kivu pourraient*

être annexés par l'Ouganda et le Rwanda. L'ancien gouverneur du Katanga pourrait retourner à Lubumbashi pour déclarer la sécession de cette province. Le Kasaï suivrait cet exemple. L'Angola pourrait facilement entrer dans le Sud du Congo sous le prétexte de poursuivre les forces de l'UNITA. Ainsi, Kabila resterait seulement avec Kinshasa et le Nord-Ouest du Congo». Cette option américaine a été suivie après la guerre d'agression d'août 1998, et en septembre 2002 le Congo subit toujours une division de son territoire avec l'existence de quatre administrations de facto...

La démocratie au Nigeria et les 10 milliards de dollars de Babangida

Revenons un instant sur l'histoire récente du Nigeria évoquée par Ed Marek, parce qu'elle nous offre une image parfaite de la démocratie néocoloniale.

L'ancien Président Babangida a été le dirigeant le plus corrompu et le plus riche du Nigeria depuis l'indépendance. Moshood Abiola gagne les élections présidentielles en 1993. Mais Babangida déclare les élections nulles. Abiola demande alors au général Abacha d'intervenir pour rétablir le droit et la volonté du peuple. Ce qu'Abacha entreprend...Mais une fois le pouvoir entre ses mains, Abacha met son ami Abiola en prison... où il mourra faute de soins médicaux ! Pour l'anecdote, le «dictateur» Abacha va amasser 4 milliards de dollars en quelques années, alors que le grand Babangida n'a détourné que 10 milliards sur toute sa carrière...

Mais le Président Abacha meurt en 1998 dans les bras de deux prostituées indiennes.

Ainsi, le dilemme qui passionna Ed Marek appartient au passé, l'heure de la «démocratie» a sonné. Le Nigeria prépare des élections libres et transparentes. Que signifient ces belles paroles ? Koert Lindijer, l'excellent journaliste et spécialiste de l'Afrique hollandais, écrit ceci en février 1999 : *«Des partisans surexcités d'un parti tout en sueur courent dans les rues de Lagos. La conclusion d'observateurs étrangers : "Après 15 années de dictature militaire, les Nigérians aspirent à la démocratie". Foutaises. La Transition actuelle n'a rien à voir avec la démocratie. Le vote des 2.500 délégués à la convention du Parti Populaire Démocratique a été influencé par la manipulation réalisée grâce à des masses d'argent...»* Olusegun Obasanjo sort vainqueur de ce vote. Il est le candidat du parti à la présidence. Lors de la convention du *Parti de Tout le Peuple*, les délégués ne peuvent même pas voter : 63 dirigeants du parti ont déjà sélectionné le candidat aux présidentielles. Le troisième parti «démocratique», *Alliance pour la Démocratie*, ne tint même pas de convention : 23 cadres du parti ont nominé le candidat. Koert Lindijer dit que ni l'idéologie, ni les projets politiques des candidats ne jouent un rôle dans les élections «libres et transparentes». *«L'argent et la personnalité jouent le rôle déterminant. Le PPD héberge le plus grand nombre de millionnaires.»* Lors de la campagne électorale, Obasanjo reçoit le soutien financier de Babangida, l'homme des 10 milliards de dollars... En toute logique, Olusegun Obasanjo, un homme très riche du plus riche des partis, remporte les élections «libres et transparentes».[61]

Les Etats-Unis: «Nous n'acceptons pas cette politique d'indépendance»

Comment expliquer l'agressivité accrue des Etats-Unis à l'égard de Kabila? Le nouveau gouvernement a élaboré un Plan Triennal réaliste pour entamer la reconstruction du pays. Priorité à la survie de la population: réfection du réseau routier, agriculture, santé publique, enseignement et approvisionnement énergétique.

Fin janvier, une délégation du Fonds Monétaire International se rend à Kinshasa. Elle déclare qu'elle ne peut rien entreprendre sans un accord préalable sur le remboursement de la dette – quinze milliards de dollars.[62] Les Etats-Unis déterminent en majeure partie la politique du FMI, les autres gouvernements occidentaux suivent. Ainsi, le gouverneur de la Banque Nationale belge, Fons Verplaetse, déclare: *«Notre pays participera à la réforme monétaire dans la mesure où le projet est approuvé par le Fonds Monétaire International. S'il n'y a pas d'accord avec le FMI, la Belgique ne bougera pas».*[63]

Kabila est fermement décidé à exécuter son Plan Triennal, sans l'aide des Occidentaux, s'il le faut. Les rentrées de l'Etat ont augmenté de manière importante. Kabila déclare fièrement à ce sujet: *«Tout ce que nous sommes en train de payer vient de nous-mêmes, de ce pays, du travail du gouvernement. C'est la surprise pour tout le monde et surtout, pour ceux qui veulent s'immiscer dans nos affaires».*[64]

Depuis la libération, le Congo a conclu des accords de collaboration avec des pays africains comme le Zimbabwe, l'Angola, l'Ouganda et le Rwanda mais surtout avec la Chine, qui a déjà octroyé un prêt de 40 millions de dollars. Kabila n'a encore conclu aucun accord de collaboration avec un gouvernement occidental. Ed Marek fait part à ses lecteurs des commentaires extrêmement significatifs entendus dans les cercles du pouvoir à Washington. *«Le gouvernement de Kabila adopte une attitude indépendante à l'égard de l'Occident, comme nous le voyons aussi souvent de la part des Chinois... Cette attitude a d'énormes conséquences à long terme pour toute l'Afrique Centrale et pour les relations de l'Occident avec cette région. Nous devons admettre que nous sommes extrêmement déçus par cette évolution au Congo. Ce n'est certainement pas ce que nous envisagions lorsque nous avons tenté d'éliminer Mobutu du paysage politique zaïrois. Si nous avions su à l'époque que telle allait être l'orientation que prendrait le Congo, nous aurions abordé les choses différemment pendant ce processus de mise à l'écart.»*[65] Cette prise de position nous en apprend beaucoup sur la «démocratie» américaine. Pour les Etats-Unis, Kabila commet un crime qui peut avoir des conséquences «énormes» pour les intérêts américains en Afrique Centrale. Il commet le crime de suivre une voie de développement indépendante, à l'exemple de la Chine. Voilà pourquoi Clinton est «extrêmement déçu»! Et les Américains de s'exclamer: si nous avions su que Kabila suivrait une politique résolue d'indépendance, nous n'aurions certainement pas permis que l'AFDL gagne la guerre de libération contre Mobutu, nous aurions éliminé Mobutu d'une autre manière. Ainsi, les Américains revendiquent presque ouvertement leur «droit» de décider des affaires intérieures du Congo et notamment du sort des

hommes politiques qui le dirigent. Elle est belle, cette «démocratie» américaine qui s'attribue le droit de décider en lieu et place des Congolais que tel homme convient pour diriger le pays et comment il faut évincer tel autre du pouvoir ! Quels que soient les différents masques «démocratiques» qu'il peut mettre, l'impérialisme est fondamentalement un système international de dictature du grand capital, qui dénie aux peuples leur droit le plus élémentaire, celui à l'indépendance et à la liberté.

Reuters signale aussi cette autre menace à peine voilée de la part des Etats-Unis: *«Le point de vue officiel des Etats-Unis est que la crise au Congo va s'approfondir si M. Kabila continue de rejeter les conseils de l'étranger, de l'Occident et d'ailleurs»*.[66] En clair: si Kabila ne capitule pas, les Etats-Unis mèneront des activités subversives pour que «la crise s'approfondisse»!

Les Etats-Unis, parrains de l'opposition «démocratique»

Depuis février-mars 1998, les Etats-Unis mettent en place une double stratégie axée sur l'organisation d'un coup d'Etat de l'intérieur du régime et sur les préparatifs d'opérations militaires de l'extérieur contre le pouvoir nationaliste. Pour ces deux éventualités, les Etats-Unis comptent sur l'engagement de leurs alliés intérieurs, l'opposition «démocratique» à Kabila et la fraction anti-nationaliste de la «Société Civile».

La provocation de Jesse Jackson

Jesse Jackson, l'envoyé spécial de Clinton arrive le 11 février 1998 à Kinshasa où il organise une véritable provocation contre le Congo de Kabila. L'ambassade américaine refuse de se concerter avec le gouvernement sur le programme de la visite de Jackson. Celui-ci se comporte comme en territoire conquis. Dès son arrivée, Jackson va rencontrer Tshisekedi pour lui dire que *«l'aide étrangère pourrait être arrêtée, si le Congo ne promouvait pas la démocratie et la protection des droits de l'homme»*.[67] Aller voir l'adversaire politique numéro un de Kabila, avant de rendre visite au Président, c'est bien une insulte envers l'homme qui dirige le Congo. Aller voir cet adversaire pour lui dire que les Etats-Unis sont prêts à saboter le gouvernement nationaliste en arrêtant l'aide étrangère, c'est de l'ingérence pure et simple. Bref, Jesse Jackson manifeste avec éclat le soutien des Etats-Unis à l'agitation anti-gouvernementale de l'UDPS. Tshisekedi, qui prétend «régner» sur le pays en tant que «Premier ministre élu par la Conférence Nationale», avait déjà reçu une visite «officielle» de l'ambassadeur Simpson. Cette bénédiction des Etats-Unis doit encourager Tshisekedi à l'escalade dans les provocations. Et cette agitation devient particulièrement dangereuse, au moment où la lutte armée des Interahamwe, des ex-FAR et de leurs alliés mobutistes redouble en intensité au Kivu.

Bien sûr, très pointilleux sur tout ce qui concerne la souveraineté du Congo, Kabila refuse de rencontrer la petite vedette américaine. Un porte-parole du gouverne-

ment dit: *« Il est inadmissible que la visite de l'émissaire américain n'ait été officiellement annoncée aux autorités congolaises que 30 minutes avant son arrivée à Kinshasa... La courtoisie protocolaire exige que les hôtes se mettent à la disposition du protocole d'Etat du pays d'accueil pour tout programme relatif à leur mission officielle... S'il y a eu affront, c'est un affront au Président Kabila et non au Président Bill Clinton. »*

Kabila doit, face à l'opposition mobutiste-tshisekediste, assurer à tout prix la tranquillité publique pour pouvoir entamer la reconstruction nationale, condition de survie pour le peuple congolais. L'appui ouvert de l'impérialisme américain à l'agitation anti-nationaliste de Tshisekedi ne pouvait être toléré. Kabila réagit promptement et le 12 février, il envoie Tshisekedi dans son village de Kabeya-Kamuanga au Kasaï. Le ministre de l'Agriculture Mawampanga lui donne un important lot de semences de maïs, de soja, d'arachide, de riz et un motoculteur *« pour qu'il aide la population à s'affranchir de la carence chronique de ces produits »*. Il demande à Tshisekedi *« de s'investir, à l'instar de tout le peuple du Congo qui a longtemps souffert de la distraction politicienne, dans un travail productif et réellement libérateur. »*[68]

Immédiatement, le porte-parole du Département d'Etat américain monte sur ses grands chevaux: *« Cette action dément l'attachement que le gouvernement affirme avoir à l'égard des réformes démocratiques qui conduiront aux élections en 1999. »*[69] Le Département d'Etat somme le gouvernement congolais de *« lever l'interdiction des activités des partis et d'inviter les autres dirigeants politiques qui le souhaitent à participer à la transition politique et économique »*.[70] Nous retrouvons ici le diktat que les Américains ont déjà adressé à Kabila avant la libération de Kinshasa, le même diktat qu'ils imposeront dans l'Accord de Lusaka: les agents des Américains qui opèrent au sein du MPR, de l'UDPS, de l'UDI et autres FONUS doivent participer majoritairement au gouvernement congolais...

Après le retour au village natal de Tshisekedi, l'UDPS lance immédiatement des informations pathétiques selon lesquelles le «leader charismatique» a été «assassiné»... Or, Hervé Hasquin, le Président de la Commission communautaire française de Belgique, se trouve à ce moment à Kinshasa où il rencontre le Président Kabila. Il dit: *« Le vice-gouverneur de la province du Kasaï a téléphoné pendant notre entretien pour signaler que M. Tshisekedi était arrivé dans son village natal à 17h00 samedi soir, accompagné de deux proches conseillers et disposant de médicaments »*.[71]

Hervé Hasquin, à propos de Tshisekedi: *« Etienne Tshisekedi ne représente aucun danger politique. Pour moi, c'est un bouffon. Il est tout à fait isolé au sein de l'UDPS, déconnecté du terrain politique »*.[72] *« Si M. Tshisekedi a été perçu comme le bouffon de Mobutu, c'est en raison de sa participation équivoque au système mis en place par l'ancien régime dans les derniers mois qui ont précédé sa chute. »*[73]

Kengo et le MPR: «Une nouvelle transition avec toutes les tendances politiques»

Pendant les sept premiers mois du nouveau régime nationaliste, les Tshisekedi et autres Olenghankoy se sont battus en première ligne pour le retour au mobutisme de la «Transition». Mais à partir du début 1998, les mobutistes «purs et durs» osent à nouveau hausser le ton.

Les mobutistes du *Regroupement des Congolais pour la Démocratie*, créé en février 1998 en Allemagne, les généraux Baramoto et Nzimbi, l'amiral Mavua, les colonels Boluka et Dondo, les membres de la famille de l'ancien Maréchal, notamment Kongolo Mobutu, Ngawali et Zemanga Mobutu préparent la déstabilisation militaire au Kivu, en alliance avec les Interahamwe et ex-FAR, mais aussi dans leurs bases au Congo-Brazzaville, en République Centrafricaine et dans les territoires de l'UNITA en Angola.

L'aile politique du mobutisme les relaie en menant une agitation de plus en plus violente. Léon Kengo wa Dondo, un des plus riches mobutistes, garde de nombreux fidèles de l'UDI en réserve à Kinshasa. Le 17 mai 1998, à l'occasion du premier anniversaire de la libération, il s'adresse à ses *«chers compatriotes»*. Il salue *«la Conférence Nationale Souveraine qui a exprimé la détermination de notre peuple de mettre un terme à la dictature»*. C'est ainsi qu'il parle aujourd'hui, lui Kengo, l'adversaire irréductible de Tshisekedi et de sa CNS... Kengo continue: *«Le moment est venu de rassembler toutes les forces vives de notre pays et réagir contre la dictature de l'Etat-AFDL, l'interdiction des partis politiques ..., l'entrave à la poursuite du processus de démocratisation.»* Ainsi, Kengo wa Dondo se fait connaître comme l'auteur de la dégoûtante intoxication «AFDL égal MPR», «l'Etat-AFDL, c'est la même chose que le Parti-Etat MPR»! Et celui qui fut l'homme clé du mobutisme des années 1980 et 1990 conclut en assurant qu'il mène ses activités anti-nationalistes depuis l'Europe en étroite liaison avec ses hommes sur le terrain... *«Notre présence à l'extérieur du pays est une autre manière de combattre devant permettre demain de faire jonction avec vous pour, ensemble, reprendre le processus de démocratisation brutalement interrompu.»*[74] Ainsi, le mobutisme de la Transition qui a achevé la ruine du pays, devient «la démocratisation» brutalement interrompue par «la dictature de l'Etat-AFDL»! Et voilà Kengo certain que les Américains le réinstalleront bientôt à la tête du pays grâce à un dialogue qui imposera un gouvernement d'Union nationale sans exclusives...

Les 26 et 27 juin 1998, le comité Directeur a.i. du MPR se réunit à Kinshasa sous la présidence de Mputu Bossekota. Le MPR regrette que *«l'alternance (a été) obtenue, hélas, à bout de canon au lieu des urnes»*. On comprend les éminents «démocrates» du MPR: les instruments répressifs et les moyens de contrôle sur la population toujours en place, il ne pouvait y avoir de doute que le Parti du dictateur gagnerait les élections «libres et transparentes» prévues pour 1997... Seule la lutte révolutionnaire de Kabila et de l'AFDL a pu réussir ce que les «opposants»

promettaient de façon démagogique: liquider le système mobutiste. Mais une année après la libération, grâce au travail préparatoire de l'UDPS, du PDSC, du FONUS et autres UDI, le MPR ose déjà réclamer la réhabilitation de ces grands «démocrates» qu'ont été les généraux Baramoto, Nzimbi, Eluki et autres Ilunga... Le parti exige *«un décret d'amnistie générale, même pour les ex-généraux des FAZ»*.

On comprend que le MPR, tout comme ses parrains américains et français, veuille retourner aux beaux jours de la «Transition». *«Le MPR souhaite que le pouvoir envisage une rencontre avec toute la classe politique et la Société Civile.»* Il faut *«créer des conditions d'une gestion concertée de la période de transition pour garantir à toutes les tendances politiques le regard sur l'organisation des élections libres et démocratiques.»* Le MPR exige l'installation d'un parlement *«de la transition ouverte à toutes les tendances politiques»*.[75] Voilà le programme de la restauration mobutiste clairement énoncé par les continuateurs de l'œuvre maléfique de Mobutu. Nous sommes en juillet 1998. Un mois plus tard, au mois d'août, le Rwanda et l'Ouganda déclenchent l'agression qui permettra aux Etats-Unis d'imposer en juillet 1999 dans les Accords de Lusaka le programme du MPR rebaptisé «dialogue intercongolais».

Face à la détermination des mobutistes et autres forces néocoloniales de revenir au pouvoir par des moyens tant militaires que politiques, la politique de Kabila est timorée et même dangereuse. Le 31 mai 1998, le Président explique sa position vis-à-vis des mobutistes en ces termes: *«On parle de l'exclusion des anciens du régime. Beaucoup de ces gens étaient des criminels! Tout ce qu'ils ont fait dans ce pays ne peut pas se concevoir dans d'autres pays. Alors, ici, on leur donne même la liberté, la totale liberté comme des citoyens libres, on ne les poursuit pas pour des crimes et des assassinats qu'ils ont commis. C'est une question de choix: ou ils sont libres et ils abdiquent de la politique parce qu'ils en ont fait pendant 33 ans, ou on les accuse pour trahison et destruction du pays. C'est la prison, c'est aussi la chaise électrique et aussi la pendaison. Alors nous avons choisi ce qui est très doux pour eux: qu'ils restent dans leur pays, mais ne s'occupent pas de faire une quelconque politique, ils en ont fait assez, c'est fini.»*[76] En réalité, cette «révolution de pardon» vis-à-vis des mobutistes non repentis, déterminés à ne reculer devant rien pour reprendre le pouvoir, ne pouvait réussir. Dans la pratique, il y a eu une politique de capitulation devant les mobutistes, voire de conciliation avec ceux-là même qui ne rêvaient que de vengeance. Une fois que Kabila a décidé que ces «criminels», comme ils les appelaient, ne seraient pas poursuivis pour leurs crimes économiques, ni pour leurs assassinats, les mobutistes avaient leur impunité. Les menaces avec la chaise électrique et le poteau, s'ils continuent à faire de la politique, les laissent de glace. Immédiatement, les mobutistes entament des actions politiques pour leur réhabilitation. Ils ont déjà acquis la certitude tranquille qu'avec le soutien des Etats-Unis et de la France, ils reviendront au pouvoir...

Et du côté des ONG's mobutisées ?

L'AZADHO est le prototype d'ONG engagée dans la « défense des droits de l'homme» dont se servent directement les puissances impérialistes dans la guerre politique et psychologique contre le régime nationaliste de Kabila. Sous la couverture d'une organisation « des droits de l'homme», l'AZADHO constitue en réalité une force politique engagée pour la restauration de l'ancien régime et de la politique de la Troïka.

Au premier anniversaire de la libération du 17 mai 1997, l'AZADHO publie une déclaration dans laquelle elle affirme que dans le domaine des *«droits de l'homme»* et de la *« confiance entre la population et l'armée » « il y a la forte impression, dans certains cas, que les choses se sont dégradées par rapport à la période de Mobutu».*[77] Parmi ses preuves, elle avance qu'*« au Kivu, le sentiment anti-Tutsi est plus fort que jamais »*, comme si cela était dû à la politique de Kabila ! L'AZADHO affirme *« l'inefficacité de la politique gouvernementale envers les groupes armés (interahamwe)»*, tout en le critiquant pour avoir arrêté des *« chefs traditionnels, des professeurs et des fonctionnaires accusés d'appartenir à des groupes rebelles ».* L'AZADHO accuse Kabila de tout et de son contraire...

Alors que les complots contre Kabila et son gouvernement sont presque ouvertement tramés, l'AZADHO se précipite au secours de tous ceux qui déstabilisent le Congo et préparent des attentats et des opérations militaires. *« Des accusations comme "comploter contre le régime" ou "collaborer avec des puissances étrangères" étaient à la mode dans les années soixante-dix, aux moments les plus forts de la dictature de Mobutu, et ces accusations reviennent dans des procès politiques dignes de purges staliniennes. »* Et voilà Kabila, qui se montrait excessivement libéral envers les mobutistes, accusé du crime majeur, le « stalinisme ».

En faisant semblant de s'occuper des «droits de l'homme», l'AZADHO ne fait que de l'intoxication politique contre le pouvoir nationaliste. Au service de qui ? L'AZADHO ne cache pas son jeu. Elle écrit : *« Des déclarations quotidiennes contre des gouvernements étrangers et des organisations internationales et un excès de rhétorique nationaliste renforcent le climat d'isolation et créent un complexe de persécution. Cela ne contribue pas à encourager l'aide dont le gouvernement a tant besoin ».* En véritable officine de l'impérialisme, l'AZADHO accuse le gouvernement d'être ... nationaliste !

La conclusion de l'AZADHO reprend mot pour mot la ligne politique que les Etats-Unis ont suivi avant même l'arrivée au pouvoir de Kabila... *« Il y a un besoin urgent de préparer un dialogue et un consensus national permanent, notamment en invitant toutes les opinions politiques et forces sociales à participer dans le processus de démocratisation qui doit être relancé. »* L'AZADHO revendique le retour au pouvoir de toutes les forces néocoloniales dans un « consensus national » qui durera juste le temps de préparer l'élimination des forces nationalistes et patriotiques...

Peu après cette déclaration, l'AZADHO sera interdite par le gouvernement de Kinshasa. Sur quoi le gouvernement de Washington lui décerne une attestation de

mérites pour la cause américaine. En effet, le 3 avril, l'AZADHO est couverte d'éloges par le Département d'Etat. *« Le Congo a besoin d'organisations non gouvernementales de tout genre. L'AZADHO, en particulier, est reconnue depuis longtemps comme une voix indépendante qui a défendu les droits de l'homme sous le régime Mobutu. (...) L'AZADHO, joue un rôle important dans le développement politique du Congo. Nous prions instamment les autorités congolaises de lever l'interdiction imposée à l'AZADHO et de s'abstenir de toute action contre d'autres organisations non gouvernementales qui cherchent à jouer un rôle constructif dans la transition du Congo à la démocratie. »*[78]

Il est évident dans cette affaire que la superpuissance américaine prend ainsi la défense d'une organisation qu'elle paye et manipule pour arriver à ses fins: casser le gouvernement nationaliste et remettre en selle « les siens ».

Sakombi ou les énigmes de la congo-zaïroiserie

Le mobutisme a eu ses bourreaux et ses bouffons, ses mauvais génies et ses manitous folkloriques. Il a pratiqué la barbarie et le pillage, mais il a aussi donné dans le loufoque. En observant toute la flore et la faune du mobutisme, un esprit rationnel se sent parfois parachuté sur une planète étrange où tout ce qu'il écoute échappe à l'entendement. Pour comprendre la politique telle qu'elle est encore pratiquée par quelques acteurs de la scène kabiliste, il faut se familiariser avec certaines tendances qui participent du mysticisme et de l'imposture, de la démagogie « nationaliste et révolutionnaire » et de la manipulation de la crédulité humaine... Il n'y a pas d'autre façon de comprendre l'incompréhensible.

Nous allons pénétrer les secrets de la congo-zaïroiserie en compagnie de la plus grande éloquence que le pays a connu depuis l'indépendance. Entamons notre exploration du curieux univers intellectuel de Dominique Sakombi Inongo en jetant un coup d'œil sur un contentieux belgo-congolais rocambolesque mais très instructif qui a opposé le conseiller en communication du Président Kabila, à la journaliste Colette Braeckman.

Les faux amis et faux ennemis de Kabila

Commençons par la prélude à l'affrontement entre le communicateur et la journaliste. A la mi-mai 1998, Colette écrit un article intitulé: *« Kabila a-t-il de faux amis ? »* Elle se demande, à partir du cas de Sakombi, si certains grands mobutistes, récupérés aujourd'hui par le nouveau régime, ne travaillent pas dans l'ombre à préparer la chute de Kabila. C'est une question légitime, qu'on entend d'ailleurs aussi dans les milieux du pouvoir à Kinshasa. Mais Sakombi juge opportun de lui répondre en ces termes: *« Oser formuler une telle interrogation au sujet d'un Chef d'Etat suppose qu'on en partage l'intimité ou qu'on entretient avec lui des liens empreints d'une*

certaine familiarité. Cette incroyable question sous-tend que Kabila devrait s'adresser à des Belges pour qu'ils lui désignent de vrais amis ». « Avec une mâle assurance, Colette Braeckman traite un Conseiller du Président Kabila d'âme damnée et inocule le venin des soupçons, porte les pires accusations contre les collaborateurs de Kabila qui se livreraient à des basses manœuvres visant à "préparer le retour d'un modéré qui attend sans doute son heure à l'étranger" . Elle serait venue à Kinshasa pour déstabiliser le Président Kabila en faisant le vide autour de lui, en diabolisant son entourage, en poussant le Chef de l'Etat à nourrir des doutes sur la loyauté de ses collaborateurs, qu'elle ne s'y serait pas prise autrement. »[79]

Cela n'a pas convaincu grand monde. Beaucoup de nationalistes ont vu d'un mauvais œil Kabila repêcher des mobutistes zélés et ont exprimé leurs craintes à ce sujet. Que Colette Braeckman répercute leur inquiétude, où était le mal ? Le déluge d'insultes que Sakombi lui lança à la tête, a d'ailleurs confirmé que Colette avait mis le doigt sur la plaie. Peu de personnes au Congo peuvent croire que sans Sakombi, Kabila serait « déstabilisé» ou que critiquer Sakombi, revient à « diaboliser l'entourage de Kabila ». La diatribe contre « les Belges qui veulent désigner les vrais amis de Kabila » est issue du style « nationaliste » produit aux plus beaux temps de l'authenticité mobutienne...

Quelques imprudences de Colette Braeckman

Passons à la Grande Guerre entre frère Dominique et sœur Colette. Tout commence avec quelques petites erreurs publiées dans *Le Soir* par une des meilleures spécialistes des affaires congolaises. Après avoir écrit que *« Kabila a frappé fort, décimant surtout sur la gauche »*, Colette Braeckman cite des noms : Ghenda, Luanghi, Kambale Mututulo, Lokombe, Faustin Munene, Shambuyi Kalala, Yerodia Abdoulaye. *« Ce dernier serait détenu au camp Kokolo, ainsi que Raphaël Ghenda. » « Il semble que l'on assiste aussi à une lutte d'influence, feutrée et implacable, dont l'un des acteurs serait le conseiller du président en matière de communication, Sakombi Inongo, qui se distingue par ses déclarations anti-occidentales flamboyantes. (...) On peut supposer que des personnalités raisonnables dans l'entourage du Président, aient pris ombrage de l'ascendant que le nouveau gourou, qui se fait aussi appeler "frère Dominique", semble exercer sur le Chef de l'Etat et qu'ils aient été limogés pour prix de leur méfiance. »*[80]

Shambuyi était à l'époque membre du comité exécutif de l'AFDL. Il avait déjà été arrêté une première fois le 17 janvier, avant de revenir à la tête de l'AFDL. Sa nouvelle arrestation peut parfaitement se terminer de la même façon. Cela fait partie des luttes politiques très complexes qui se mènent à Kinshasa. Il n'y a pas à en faire un drame.

Quant à Yerodia, il poursuit tranquillement son travail sans se douter de rien jusqu'au moment où des amis qui ont lu *Le Soir*, commencent à le harceler. En France, tous les psychiatres disciples de Lacan se mobilisent pour arracher la libération i-n-c-o-n-d-i-t-i-o-n-e-l-l-e de Yerodia, leur collègue dont ils suivent la nouvelle carrière au Congo.

Munene et Luanghi n'avaient pas non plus été interpellés.

L'affabulation est l'arme préférée de la lutte politique kinoise. Au départ, il y a souvent quelques vérités. Les ministres Ghenda, Kambale Mututulo et Lokombe ont effectivement été entendus, puis renvoyés, voire arrêtés. Kabila en donne les raisons : *« L'époque du vol institutionnalisé est révolue et quiconque, militaire, membre du gouvernement ou autorité provinciale, qui se rendra coupable d'actes répréhensibles sera sanctionné. Nul n'est au-dessus de la loi. »* Cette attitude est fort appréciée par la population. Mais l'opposition se devait d'y mêler son venin, en chuchotant que Yerodia, Munene, Luanghi avaient également été renvoyés et arrêtés... Colette a cru certaines informations qui mélangeaient le vrai et le faux. Cela arrive à tous ceux qui tentent de comprendre ce qui se passe au Congo.

Jusqu'ici, cette histoire est banale. Elle devient rocambolesque quand le « grand communicateur » s'en mêle...

« L'odeur des secrets d'alcôves »

Le malheureux article sur « l'emprisonnement » de Yérodia, Munene et Luanghi provoque une nouvelle sortie de Sakombi. Ce dernier publie une *« Communication officielle de la République Démocratique du Congo »* qui circule largement à Kinshasa. Elle fut reprise par *Le Soft*, le journal anti-Kabila le plus virulent au Congo, publié par Kin-Kiey Mulumba. Ce dernier s'est fait payer 800 dollars pour imprimer la dite Communication. Deux exemples en feront connaître le goût au lecteur. *« Colette Braeckman ... avale goulûment tous les ragots ... que les hommes, des politiciens qui plus est, lui racontent. Qu'en est-il alors du baratin des mâles ? ... Ne franchissons pas les barrières de la pudeur à son égard, même si cette brave dame ... par inclination naturelle, fréquente ... "les coulisses" du pouvoir à Kinshasa d'où elle ramène des informations qui dégagent la même odeur ... que les secrets d'alcôves. » « Colette Braeckman prétend que Sakombi Inongo ... se distingue par des déclarations anti-occidentales flamboyantes ... Il n'existe pas une seule déclaration anti-occidentale (de la part de ce dernier) ... Peut-être que Colette Braeckman "entend des voix", comme Jeanne d'Arc. Mais elle, au moins, eut l'excuse d'avoir été la pucelle d'Orléans ... A force d'être victime d'hallucinations auditives, elle pourrait un jour risquer de finir ... sur un bûcher. »*[81] Eddy Angulu, ministre du Tourisme et de l'Environnement à l'époque, furieux, me dit que ces propos déshonoraient la République Démocratique du Congo au nom de laquelle ils étaient publiés.

« Entremetteuse et agent de renseignements »

Après avoir affirmé que Colette Braeckman *« joue... à l'avocate zélée et fanatique de l'Occident »*, Sakombi dit que les articles de Colette Braeckman *« renforcent les soupçons qui la désignent comme agent de quelque Service secret »*. Apparemment, cette trouvaille est chère à celui qui s'est donné le titre de « Président du Ministère

international La Voie de Dieu, créé par Jésus Christ». Le 14 mai, il écrit: *« Colette Braeckman agit en qualité de colporteuse de ragots les plus infâmes, agitatrice, entremetteuse et agent de renseignements »*.

Ensuite, Sakombi estime judicieux de comparer Colette au colonel Mallants, ancien de l'armée coloniale, homme de Tshombe et de Mobutu, qui s'est mis récemment à la tête de quinze «nègres payés» pour renverser Kabila... Sakombi écrit: *« Willy Mallants, un barbouze belge, et Colette Braeckman, une journaliste belge,... le rapprochement est tentant tellement le cousinage paraît évident »*.

Eddy Angulu pose aussi la question: en traînant dans la boue une des rares journalistes qui essaie de comprendre et de faire comprendre la politique de Kabila, Sakombi veut-il dresser tous les journalistes occidentaux contre le nouveau régime? Contribuer à dresser toute l'opinion publique extérieure contre Kabila, n'est-ce pas faciliter les complots de Kengo-Kamanda-Seti-Baramoto?

Sakombi affirme avoir «*une expérience professionnelle incontestable et indiscutable*» en matière de communication. Et il faut bien lui donner raison sur ce point. Mais le rôle d'un communicateur n'est-il pas de faire comprendre, même à des journalistes sceptiques ou hostiles, le bien-fondé de la politique du nouveau gouvernement? Par ses insultes excentriques, Sakombi repousse même les journalistes qui sympathisent avec la cause que défend Kabila. Sakombi amène ainsi lui-même ses lecteurs à poser cette «incroyable question» qu'il reproche si violemment à Colette: pour qui Sakombi travaille-t-il réellement? Cette question s'impose d'autant plus que le Frère Dominique a commis à deux reprises une erreur que certains estiment significative. Il a écrit: *« Depuis de nombreuses années Colette Braeckman se livre à de grossiers procédés de manipulation, d'intox et de déstabilisation sur le Congo et ses dirigeants »*. Kabila n'étant au pouvoir que depuis un an, cela veut-il dire que le communicateur préféré du Président a attaqué Colette Braeckman parce qu'elle a «déstabilisé» pendant «de nombreuses années» Mobutu et sa cour? Plus loin, Sakombi s'en prend à nouveau à Colette Braeckman pour *« le travail insidieux de sape et de désinformation qu'en fourmi têtue et infatigable, elle accomplit depuis des années »*. L'opinion progressiste connaît le travail que cette «fourmi têtue» a réalisé pendant «des années» pour démontrer que toute l'activité des grands mobutistes et de leur patron était dirigée contre les intérêts du pays et de sa population. Est-ce donc cela qui continue à gêner l'idéologue de l'authenticité? Et pourquoi insulter cette «fourmi» justement au moment où elle vient de publier des preuves que le *Rassemblement des Congolais pour la Démocratie*, basé en Allemagne et regroupant la plupart des grands politiciens et généraux mobutistes, entame les préparatifs pour des opérations militaires de grande envergure contre le régime nationaliste?

Le Grand Sorcier du Verbe parle de l'authenticité

S'il est osé d'affirmer que Sakombi a été «l'âme damnée» de Kabila, sa présence aux côtés du Président fut quand-même une des énigmes du régime nationaliste. Un ami

me disait que lorsque sa vieille grand-mère a vu réapparaître Sakombi à la télévision, discourant pour Kabila, elle s'est exclamée: «Il est encore là, ce type qui nous a fait chanter Mobutu ? Alors, ça ne vaut pas la peine... »

Sakombi, s'était-il honnêtement reconverti au kabilisme ? Ceux qui ont suivi sa reconversion du mobutisme au christianisme intégriste, émettent des doutes. Que vaut le discours politique au Zaïre-Congo, puisqu'en général il n'est que de la démagogie sans le moindre rapport avec les réalités ?

Le mobutisme a été un système de répression et de terreur, de rapine et de destruction, enveloppé dans les discours les plus lyriques sur le nationalisme et l'authenticité zaïroise.

Sakombi a été le bâtisseur de la façade littéraire brillante qui cachait les prisons, les salles de torture, les terrains d'exécution du mobutisme. Voici comment s'exprima sur le mobutisme celui qui proclamait que *« pour pénétrer dans l'âme de chaque Zaïrois, la puissance du verbe est irremplaçable »*.

« Le 30 juin 1960, nous sommes passés, non pas de la colonisation à l'indépendance, mais du colonialisme au néocolonialisme. Dans notre pays que nous pensions être indépendant, tout ce qui était important restait entre les mains des Belges. La première Constitution du pays avait été rédigée à Bruxelles par les Belges. L'économie restait entre les mains des Belges... En peu de temps, mon pays devint un champ de bataille de la guerre froide. (...) Le capitalisme international régnait en maître dans le Sud du pays, tandis que le communisme entretenait des rébellions armées. (...) Pourquoi et comment mon pays est-il sorti du chaos. (...) Pourquoi ? Parce qu'il s'est reconnu dans un de ses fils, Mobutu Sese Seko. Comment ? En suivant énergiquement la politique de "recours à l'authenticité"... Après l'indépendance, le général Mobutu Sese Seko fut d'abord le témoin impuissant de la ruine de l'Etat et des souffrances du peuple. Néanmoins, il entreprit d'agir pour sauver ce qui pouvait l'être. Il réussit surtout à sauver l'Armée du désordre des mutineries. Il la mena au combat contre les rébellions, lui redonna confiance et en fit le noyau de l'unité nationale. C'est donc à l'école de l'action que se forma la pensée politique du général Mobutu. Il constata d'abord que le pays ne pouvait résister aux ingérences étrangères s'il n'était uni. Mais comment unir une population divisée par un tribalisme entretenu et excité de l'extérieur ? ... De la réponse à cette question devait naître peu à peu la doctrine du "recours à l'authenticité". Etre authentique, c'est être soi-même et non ce que les autres voudraient qu'on soit. Etre authentique, c'est penser par soi-même et non par les autres... Les obstacles étaient évidents. Il y avait le désordre politique, la dépendance économique, les effets de la guerre froide. (...) Le 24 novembre 1965, le général Mobutu Sese Seko rompit ce cercle vicieux. Il le fit par ce qu'on appelle un coup d'Etat militaire. En réalité, aucun de ces trois mots ne convient pour désigner son acte de volonté. Il n'y eut pas de coup parce qu'il n'utilisa pas la violence, il n'y eut pas de coup d'Etat parce qu'à vrai dire, nous n'avions pas d'Etat. Et ce ne fut pas un coup d'Etat militaire parce que le général Mobutu ne s'entoura pas de militaires pour gouverner... Non ce n'était pas un coup d'Etat mili-

taire, mais le début de la Révolution. (...) En 1965, le pays n'était pas encore vraiment indépendant. Le sort de la Patrie et de chaque citoyen dépendait de décisions prises à l'étranger... C'est cela qu'il fallait changer fondamentalement. (...) Le point de départ de cette révolution fut ce que le général Mobutu Sese Seko appela à l'époque le "nationalisme congolais authentique". (...) Il s'agissait d'un recours aux valeurs qui avaient été obnubilées par la colonisation. (...) L'authenticité doit pénétrer dans l'âme de chaque citoyen et cela ne peut se faire qu'en multipliant les manifestations extérieures qui frappent les imaginations. (...) Dans cette démarche, la puissance du verbe est irremplaçable. (...) Le recours à l'authenticité nous a permis cet acte national essentiel qu'est la construction de l'Etat. (...) Pour bâtir l'Etat, il fallait d'abord éliminer tout ce qui était d'importation étrangère abusive, adopter concrètement nos valeurs authentiques. Cela aboutit à notre Constitution actuelle qui est une œuvre purement zaïroise. Cette constitution institutionnalise le Mouvement Populaire de la Révolution qui jouit de la primauté absolue dans notre système politique. (...) Tout citoyen Zaïrois est membre de droit du M.P.R. (...) L'important était que nous avions fait ce choix nous-mêmes, en nous inspirant de nos seules valeurs, sans référence à une idéologie étrangère. (...) Toute la nation s'inscrit dans le M.P.R. lequel devient l'expression naturelle de la volonté populaire. (...) La première grande bataille du Général Mobutu Sese Seko eut pour objectif de mettre l'économie au service du peuple zaïrois et cela se traduisit de façon spectaculaire par la guerre de l'Union Minière. (...) Détenir les leviers économiques cela veut dire que les richesses du pays et le produit du travail de ses enfants ne bénéficient plus aux seules sociétés étrangères mais aux Zaïrois d'abord.»[82]

Sakombi se montre ici comme le plus brillant des politiciens de la période «zaïroise» qui ont produit un discours «lumumbiste» purement démagogique, épuré de toute référence aux masses paysannes et ouvrières, ses véritables artisans de la libération, épuré aussi de toute allusion à la classe de nouveaux bourgeois, liée à l'impérialisme, et que Lumumba appelait dans sa dernière lettre «les ennemis intérieurs du peuple».

Comment Sakombi, ce sorcier du verbe qui a couvert le régime africain le plus féroce et le plus inféodé à l'impérialisme américain, sous les belles couleurs du «nationalisme», de «l'économie au service du peuple» et des «richesses du pays bénéficiant aux Zaïrois d'abord»,... comment pouvait-il être crédible lorsqu'il adressait les mêmes mots à Kabila?

«Tout le Comité Central du MPR travaillait pour Satan»

L'homme qui organisa une croisade au Zaïre et en Afrique pour faire connaître «l'idéologie révolutionnaire» de l'authenticité, fit une grande révélation, le jour où cette authenticité était devenue une farce et un objet de moqueries.

Avec la même outrecuidance, avec la même force de conviction, il expliqua au même public crédule l'origine authentique de la doctrine de l'authenticité. La voici:

« Notre pays a été subtilement vendu à Satan. Ce dernier a pris pleinement possession du peuple zaïrois vers les années 1971, années qui ont vu la révolution culturelle prônant la politique de recours à l'authenticité ... L'authenticité a abouti, pour des fins démoniaques, à la débaptisation du pays, du fleuve, de la monnaie et au rejet des prénoms ... Le nom Zaïre avait été préparé dans un laboratoire mystique de sorciers et marabouts avant d'être proposé au peuple ... Le Zaïre est donc un nom démoniaque. »[83] *« J'étais devenu pratiquement l'incarnation de Satan. J'étais ministre, porte-parole du gouvernement, membre du bureau politique, député, secrétaire-général de la J.M.P.R., secrétaire exécutif du Parti. (...) Je ne pouvais rien faire qui ne soit censuré par un féticheur, un sorcier, un magicien ou un marabout. (...) Tous les communiqués qui devaient passer, il fallait que je les "travaille" sataniquement avant que le peuple ne les écoute afin qu'il soit envoûté. (...) Le peuple était vendu à Satan ; tout était sous son contrôle. A tous les niveaux : gouvernement, Comité Central, diplomatie, tous travaillaient avec Satan, avec la magie, les fétiches et la sorcellerie. Tous ! »*[84]

Avec un boa aux yeux d'Elise au cimetière de Kimbanseke

A ce stade du récit, le lecteur ignore encore quelles étaient les véritables activités que Sakombi entreprit pendant la période où, au nom de l'authenticité, il promit de construire un complexe hydroélectrique de 30 000 mégawatts, de bâtir un centre sidérurgique à Maluku et d'envisager la création d'une industrie de l'aluminium.

Voici la vérité vraie sur sa vie, révélée par le frère Dominique Sakombi Inongo en personne. *« J'étais gouverneur de la ville de Kinshasa. Un représentant d'une magie d'Asie vint me voir. Il me dit : tu dois aller la nuit au cimetière de Kimbanseke, seul au volant de la voiture, avec une valise dans le coffre. J'allai au cimetière. Je rentrai à la maison. Mais au moment de faire descendre la valise vide, je sentis qu'elle était devenue très lourde. Elle s'ouvrit toute seule. Je vis une grosse tête de boa. J'eus très peur. Je regardai sortir ce boa de la valise. Pas moins de huit mètres. A la queue du boa était attachée une enveloppe bleue comme celle que m'envoyait Elise, la secrétaire du chef d'une grande maison de magie. Soudain le boa me regarda et j'eus très peur, car il avait des yeux de femme, oui, des yeux que je connaissais. Ainsi je pris cette enveloppe que j'ouvris. Il y avait une longue lettre qui disait : "C'est moi Elise. Je suis venue te sauver. Les yeux que tu vois sont les miens. Tu dois rester ici pendant trois jours. Tu ne mangeras pas pendant ces jours, tu resteras nu et je ferai de toi tout ce que je voudrai." Quand j'eus fini de lire, le boa s'avança vers moi et s'enroula tout autour de moi. Il me souleva jusqu'au lit. Il se mit à jouer avec moi. Il commença à me lécher tout le corps. Au moment où il arriva au niveau de mes lèvres, il les ouvrit avec sa bouche, prit ma langue dans la sienne et l'enroula. Je ne pourrai vous décrire comment ce boa s'est joué de moi pendant les trois jours. Le troisième jour lorsque le serpent n'avait plus les yeux d'Elise, je fis venir mon garde du corps pour le tuer.*

Dans la tête du boa je trouvais une belle bague qui devint ma protection. J'ouvris aussi son ventre où je vis un sachet. Il y avait là-dedans une huile spéciale avec laquelle je devais désormais m'enduire le corps avant d'aller au travail.»[85]

Comment le pauvre Dominique est-il parvenu à échapper à Satan, aux sorciers, aux magiciens et aux marabouts? C'était à la veille de la transition au mobutisme démocratisé. Le futur communicateur de Mzee Kabila poursuit son autobiographie: *«Le 8 mars 1989, alors que j'étais toujours ministre de l'Information et de la Presse, j'eus ... un premier songe. Dieu me disait: "C'est Moi l'Eternel ton Dieu, Dominique, je te donne la vie et la mort. Mais je te conseille de prendre la vie. Je te sauverai et t'utiliserai." Moi, qui amenais à manger aux morts et aux esprits au cimetière; moi qui avais un tapis magique, capable de me transporter à Paris en quelques minutes, j'ai tout abandonné, tout, absolument tout. Je suis maintenant enfant de Dieu. (...) J'ai eu une vision. Un titre! "La Voix de Dieu!" C'est le titre d'un journal que Dieu m'a demandé de lancer. On y écrit "Editeur: Sakombi Inongo", en réalité, le vrai Editeur, c'est le Seigneur Jésus. Dieu m'a donné le moyen matériel de le réaliser. Le peuple zaïrois ne sera plus libéré par un individu ni même par la Conférence Nationale Souveraine. Seul Jésus pourra libérer le Zaïre.»*[86]

Le message essentiel est que le peuple ne peut pas prendre son sort en main et se libérer lui-même. C'est pourtant ce que Laurent-Désiré Kabila aura «prêché» toute sa vie. Kabila a été justement «un individu» qui a lutté toute sa vie pour la cause des opprimés et qui finalement a réussi à regrouper des cadres révolutionnaires et des patriotes pour diriger une grande révolution nationale. Et Sakombi, pour qui «seul Jésus pourra libérer le Congo», a vite ajusté son discours. Le 24 décembre 1997, il disait lors d'une conférence de presse du Président Kabila: *«Comment ne pas vous dire officiellement, que nous avons à la tête de ce pays aujourd'hui un envoyé de Dieu. Ne soyons pas gênés de le clamer à la face du monde... Je voudrais... que nous soyons tous ensemble unis, derrière le Président, pour que le plan merveilleux que Dieu a pour notre pays se réalise par son instrument qu'il a choisi à cet effet».*[87] Mais si c'est Dieu qui a choisi Kabila comme «son instrument» le 17 mai 1997, ne faudrait-il pas dire que ce même Dieu a choisi des instruments parmi les mobutistes et autres infiltrés pour assassiner Kabila le 16 janvier 2001?

«Il n'entre pas dans le dessein de Dieu que les hommes se dirigent eux-mêmes»

Beaucoup de Zaïro-congolais sont toujours convaincus que Sakombi a rompu avec le mobutisme lorsqu'il a vu la lumière de Dieu. Mais le mobutisme de l'authenticité n'a été qu'une idéologie et une pratique politique au service de l'impérialisme américain. Et, comme par hasard, la «vraie» religion que Sakombi prétend avoir embrassée en 1989 après avoir rompu avec les diables et sorciers, était une religion politique fabriquée par ce même impérialisme américain. Sakombi a-t-il changé de discours, mais

pas de maître ? Dans son journal *La Voie de Dieu*, il présente le général Rios Montt, le Président du Guatemala en 1985, comme *« un Chrétien rempli du Saint-Esprit »*, alors qu'il était connu comme dictateur militaire et agent des Américains, auteur de plusieurs bains de sang contre la majorité indienne du pays. Toujours dans *La Voie de Dieu*, Sakombi a consacré plusieurs pages à propager le *Full Gospel Businessmen's Fellowship*, organisation religieuse contrôlée par les services de renseignement américain et qui comptait presque tous les dictateurs militaires latino-américains des années 1980 dans ses rangs, dont le fameux Papa Doc Duvalier de Haïti. Sakombi publia plusieurs textes de la main de Pat Robertson, célèbre pasteur-homme d'affaires américain, proche de l'extrême droite qui entourait le Président Ronald Reagan. Pat Robertson était aux Etats-Unis un défenseur acharné de l'apartheid sud-africain... Ce Pat Robertson était aussi un ami de Mobutu et il a fait – sans succès d'ailleurs – plusieurs investissements dans le secteur minier du Zaïre.[88]

La «religion américaine» que Sakombi propage au début des années quatre-vingt-dix porte un ensemble de conceptions politiques plus réactionnaires encore que le mobutisme. Cette «religion» étale publiquement sa haine de toute forme de démocratie, allant jusqu'à l'affirmation que Dieu ne veut pas que les hommes se dirigent eux-mêmes. Et de prôner la « théocratie », la domination divine... qui sera nécessairement exercée par des imposteurs, des charlatans et des agents américains. *La Voie de Dieu* écrit en 1992 : *« Pour Socrate... plus une démocratie devient démocratique, plus elle tend à être gouvernée par la foule, dégénérant en tyrannie. Et Platon (dit): "L'ignorance et l'incompétence des hommes politiques sont une calamité propre aux démocraties"... Pour ces raisons et pour bien d'autres, il est difficile de voir dans la démocratie un régime idéal ... Tout gouvernement d'origine humaine est voué à l'échec... En fait, il n'entrait pas dans le dessein de Dieu que les hommes se dirigent eux-mêmes ... La solution c'est la théocratie, la domination divine ... La théocratie est le mode de gouvernement qui fonctionnait en Eden, le jardin où Dieu avait placé le premier couple humain. En sa qualité de Souverain légitime, Dieu administrait alors les affaires et exerçait l'autorité. »*[89]

Sakombi Inongo lui-même fit une « interview exclusive » avec le pasteur Abraham Kuyi. Ce dernier attaqua avec virulence « les idéologies », sous-entendu les idéologies nationalistes et socialistes qui s'opposent à l'impérialisme, tout en glorifiant la « démocratie » des pays impérialistes. Dans cette même interview, Sakombi fait l'éloge d'un type de clérico-fascisme qui a existé sous la domination des nazis allemands en Slovaquie et en Croatie lorsqu'une élite cléricale dirigeait le pays au nom de Jésus Christ ! *« Les idéologies de ce monde sont aussi des dieux. Ce sont eux les faux dieux païens de notre temps ; car, en inculquant aux hommes tel ou tel comportement dicté par leurs principes, elles contrôlent des millions de consciences auxquelles elles soumettent leurs lois néfastes... La démocratie parlementaire en Occident vient de réaliser une prouesse de taille : la réunification des deux Allemagne sans effusion de sang et en un temps record... Ainsi, les démocraties occidentales sont pour nos peuples un paradis auquel ils rêvent jour et nuit, et ils ne savent*

quand et comment ils y accéderont pleinement... La sagesse doit nous pousser à opter pour une démocratie christocratique... un système de gouvernement qui accorde la jouissance légitime des libertés individuelles et d'association tout en cherchant un consensus social autour des hautes valeurs morales: le respect de la parole de Dieu, le respect de la dignité humaine, la tolérance, l'honnêteté et l'exclusion de la violence dans toutes ses formes... L'objectif de Dieu est de faire en sorte que le règne céleste de paix et de justice vienne sur terre. Pour ce faire, il faut une élite pour aider les faibles à parvenir à la perfection. Aussi, l'autorité établie doit nécessairement faire partie de cette élite pour donner les exemples types des hommes justes... Pour faire asseoir une véritable paix sociale, la constitution du Zaïre doit puiser son esprit et ses fondements dans la parole de Dieu. La constitution doit élever Jésus-Christ comme ciment de l'unité nationale, symbole du pardon et de la tolérance entre les Zaïrois.»[90]

Cette propagande américaine pour transformer le Zaïre-Congo d'un Etat laïc en un Etat clérical mérite d'être doublement soulignée: c'est une piste que les Américains pourraient explorer à l'avenir pour faire exploser le Congo. En effet, plus de la moitié des Congolais pratiquant l'islam ou des religions animistes, l'installation d'une «christocratie» serait la voie directe vers la guerre civile et l'éclatement du pays, un peu à l'exemple de ce que nous voyons au Soudan.

C'est sur cette note rationnelle que nous terminons ces quelques pages où l'irrationnel fleurit avec une exubérance débridée. Cette petite initiation dans un «kabilisme» maraboutisé, dans l'authenticité révolutionnaire, dans le monde secret des diables et sorciers et dans une religion bien américaine, nous aide à comprendre quelques facettes du Congo de Kabila qui, malheureusement, est resté en partie sous envoûtement zaïrois...

Mai 1998: le coup d'Etat contre Kabila annoncé

A Bruxelles, un *«Conseil de la République Fédérale Démocratique du Congo»* a été créé dans le but de renverser Kabila avant le 17 mai 1999. Cette nouvelle est annoncée le 26 mai 1998 lors d'une conférence de presse à l'hôtel Méridien par Willy Mallants, colonel belge à la retraite, qui assume la Présidence du Conseil. Mallants est secondé par Robert Stewart, homme d'affaires canadien vivant en Suisse. Ils sont entourés de quinze pantins congolais.

L'ensemble a l'air d'une farce. Vous vous imaginez deux vieux Blancs étalant leur ambition de régenter le Congo de Kabila... Même *La Libre Belgique*, journal conservateur belge, s'est distanciée de ce qu'elle appelait *«une pantalonnade qui prête à pleurer»*. Mais le journal note aussi: *«Le côté désuet de ce retour au paternalisme d'antan ne peut cacher les intérêts financiers en jeu»*.[91] En effet, Mallants est en conflit avec le général Kalume pour une concession minière dans le Maniema et Robert Stewart a été le Président de la société American Mineral Fields, dont Kabila

a annulé un contrat important. L'affaire est donc beaucoup plus sérieuse qu'elle n'en a l'air: elle reflète de façon exagérée, caricaturale, l'attitude des puissances impérialistes envers le Congo.

Un néo-tshombisme fort étrange

Le programme de Mallants, Stewart et leurs quinze *« hommes d'affaires très bien éduqués »* constitue un retour à la politique suivie en juillet 1960 par Moïse Tshombe. Mallants est le prototype du tshombiste belge. En 1958, il a pris part au Congo à des manœuvres militaires pour défendre la colonie contre une invasion... russe ! En janvier 1959, il participe à la répression sanglante de la révolte de Kinshasa. En juillet 1960, il fait partie des troupes belges qui combattent les forces fidèles à Lumumba. Fin 1960, il assiste le gouvernement sécessionniste de Tshombe au Katanga. En 1964-1965, il participe, sous la direction de Tshombe, à la répression de la révolution muleliste.[92]

Georges Kimba, le responsable de l'économie et des finances du *« Conseil »*, est le fils d'Evariste Kimba qui fut la main droite de Tshombe. Après le 17 mai 1997, Kimba fils a été conseiller chargé du Plan auprès de Gaëtan Kakudji, gouverneur du Katanga à l'époque.

Six points pour la recolonisation intégrale du Congo

Le *«Conseil de la République Fédérale »* de Mallants et Stewart a élaboré un programme néo-tshombiste dont nous retenons six points.

Premier point: le renversement de Kabila.

Stewart déclare carrément: *« Le Conseil a des plans pour chasser Kabila immédiatement de Kinshasa. Je crois que cela sera fait avec le consentement silencieux de tous les Présidents de la région qui l'ont aidé, par erreur, à arriver au pouvoir »*.[93] Stewart parle avec une franchise que les gouvernements impérialistes ne peuvent se permettre. Monsieur Stewart, ancien Président de la multinationale AMF, est allé voir Museveni au cours du mois de janvier 1998. Il affirme que Museveni, tout comme Kagame d'ailleurs, est *« amèrement déçu de Kabila et refuse de lui donner encore de l'assistance »*.[94] Stewart dit aussi avoir constaté que les frontières entre l'Ouganda et le Congo ont disparu et que la monnaie ougandaise circule jusqu'à trois cent kilomètres à l'intérieur du Congo. Il déclare que des routes commerciales drainent les richesses de l'Est du Congo vers l'Ouganda.[95] Il est clair que dès janvier 1998, Stewart est informé du complot rwando-ougandais pour agresser le Congo et renverser le régime nationaliste de Kabila.

On peut dire que la politique « privée » et loufoque de Stewart-Mallants va exactement dans le même sens que celle suivie par les gouvernements occidentaux. Derycke, le ministre belge des Affaires étrangères, déclare: *« Les Américains ne sont plus tellement favorables au régime de Kabila »*. Puis il affirme que Belges, Américains,

Français et Britanniques vont contacter Museveni *«pour essayer de sensibiliser les pays africains au problème du Congo»*.[96] Les impérialistes tentent déjà d'utiliser les alliés africains du Congo dans une opération pour renverser Kabila.

Deuxième point: la recolonisation du Congo par des cadres occidentaux.

En 1960, Tshombe n'était qu'une marionnette belge: le colonel Vandewalle dirigeait l'armée katangaise et le professeur Clément, l'homme qui rédigea la Constitution du Katanga «indépendant», élaborait la politique à suivre. Aujourd'hui, Mallants et Stewart veulent rejouer la même pièce. Le Canadien déclare: *«Avec l'aide des membres du Conseil, je commencerai à reconstruire le pays»*. Il fallait oser: Moi, Robert S. Stewart, citoyen canadien vivant en Suisse, JE commencerai à reconstruire le Congo... Comme du temps de Tshombe, les «techniciens» européens dirigeront tous les domaines essentiels. Stewart dit qu'il fera *«appel aux compétences et aux spécialistes étrangers, soit comme cadres dirigeants, soit comme cadres d'encadrement (finances, mines, hydrocarbures, etc.)»*.[97] La même idée est reprise dans «Les objectifs» du Conseil. *«Le Conseil veillera à respecter la volonté populaire, en favorisant l'émergence d'une nouvelle génération d'hommes politiques, capables d'un métissage culturel productif... (Ils) élaboreront, avec l'appui d'experts tant nationaux qu'étrangers, les grandes lignes d'un programme d'Action... Le conseil négociera, avec les partenaires du Congo et les bailleurs de Fonds ... un plan de développement sur base du Programme mis au point par la Banque Mondiale.»*[98] Les hommes d'affaires Mallants et Stewart sont moins forts en démagogie que les politiciens occidentaux. Ils évoquent la «volonté populaire», mais précisent immédiatement que celle-ci doit impérativement donner «un métissage culturel productif», en clair: on a besoin de politiciens néocoloniaux dont les intérêts sont «métissés» avec ceux des multinationales... Le «métissage» se réduira d'ailleurs à reprendre le programme que la Banque Mondiale rédigera à la place des nègres congolais... Si Stewart et Mallants défendent ouvertement la recolonisation, la politique officielle des puissances impérialistes n'est guère différente: le pouvoir réel au Congo doit être aux mains des représentants du FMI, de la Banque Mondiale et des multinationales qui exploiteront les richesses du pays.

Le spectre de la division du Congo

Troisième point du programme Mallants-Stewart: la division du Congo pour s'emparer des richesses minières du Katanga.

Stewart propose de créer *«un Etat fédéral avec une large autonomie économique et politico-administrative, pour chaque Province, qui sera dotée: d'un Fonds d'Expansion Economique ... cogéré par les nationaux et les Investisseurs Etrangers»*.[99] Ainsi, le gouvernement provincial katangais aura *«le pouvoir de signer des contrats d'investissement à long terme»*.[100]

En 1960 au Congo, la bourgeoisie katangaise, dirigée par Tshombe, constitue la principale force au service du néocolonialisme. Elle prône l'indépendance du Katanga afin

de garantir au mieux les intérêts du grand capital belge... et ses propres intérêts. Aujourd'hui, avec l'arrivée d'un gouvernement nationaliste à Kinshasa, l'impérialisme est pour une *«décentralisation»* qui permette de contrôler plus facilement les richesses minières du Katanga. L'impérialisme pense qu'il trouvera au Katanga une nouvelle bourgeoisie prête à brader les richesses du Congo. Et il propose que la Gécamines, entreprise stratégique pour l'ensemble de la nation congolaise, soit «vendue» par un gouvernement provincial... Rappelons que Mallants-Stewart reprennent ici pratiquement les thèses défendues en mars 1996 par la COKATOM, la Communauté Katangaise d'Outre-Mer, dont l'économiste de service était justement... Georges Kimba, embauché aujourd'hui par Mallants-Stewart!

Quatrième point: au nom du «marché libre», toutes les richesses du Congo seront bradées aux multinationales.

Stewart, l'homme qui travailla pour trois multinationales d'envergure mondiale, American Mineral Fields, Bechtel et Krupp, déclare: *«Comme la privatisation est maintenant le mot de passe pour le succès en Afrique, je propose une reconstruction basée sur des investissements privés conséquents»*. Et il veut *«des aéroports, des routes payantes, des ports et des chemins de fer qui appartiennent à des privés et qui sont dirigés par eux»*.[101] La privatisation des gisements miniers et des infrastructures: c'est un programme de recolonisation intégrale du Congo, où les masses ouvrières et paysannes seront à nouveau des étrangères dans leur propre pays et où les grands capitalistes américains, français et belges dicteront la loi.

Cinquième point: à l'aide de la dette, le peuple congolais sera réduit à un statut d'esclavage.

La dette gonfle chaque année à cause des capitaux non remboursés et des intérêts non payés. Mallants et Stewart veulent que le Congo rembourse les 14 milliards de dollars qui ont servi à enrichir Mobutu et les entreprises occidentales alors que le peuple s'enfonçait dans une misère indescriptible. Stewart: *«Le Congo a des dettes honorables à rembourser au monde extérieur. Le Congo doit honorer ses dettes et en retour, le capital privé entrera et ouvrira ses marchés.»*[102] Notons que le gouvernement belge ne dit rien d'autre en affirmant que le Congo doit «suivre les recommandations du FMI», puisque le FMI exige un plan de remboursement avant de parler de «l'aide» à accorder au Congo dévasté...

Le Congo sous tutelle de l'OTAN?

Sixième point: le Congo sera mis sous la tutelle de l'Otan et de l'armée européenne.

Mallants-Stewart déclarent: *«Le Conseil fera appel à une collaboration militaire et policière aussi bien bilatérale que multilatérale (OTAN et EUROCORPS) en vue de: réorganiser complètement l'armée, former les cadres de la Police, assurer la sécurité et la stabilité du pays et de la région.»*[103] La sécurité et la stabilité seront donc assurées par des troupes d'occupation de l'Otan! Remarquons en passant que le MPR a proposé exactement la même chose.

Cela constitue d'ailleurs une «exigence» fondamentale de toutes les puissances impérialistes. La prise en main de l'armée par les puissances impérialistes est un des trois piliers de la recolonisation du Congo, les deux autres étant le démantèlement de l'Etat congolais et la privatisation des richesses naturelles du pays.

On se rappelle que, le 13 septembre 1960, Lumumba déclara que les impérialistes voulaient *«placer le grand Congo sous une tutelle internationale»*. Et effectivement, en 1962, la «réorganisation» de l'Armée Nationale Congolaise (ANC) a été confiée par Adoula aux spécialistes américains, belges, israéliens et italiens.[104] En 1964, Tshombe et Mobutu ont placé l'ANC sous le commandement de quatre colonels belges (Vandewalle, Logiest, Marlière et Mommaert) et de 300 officiers belges, le tout supervisé par les Américains.[105]

Aujourd'hui, l'impérialisme reprend cette stratégie pour l'ensemble du continent africain. En juin 98, les troupes américaines de l'Otan, stationnées en Europe, organisent de grandes manœuvres au Kenya avec les troupes kenyanes, ougandaises et tanzaniennes. Les Américains réorganisent et entraînent déjà des unités des armées du Mali, du Sénégal, du Ghana, de l'Ouganda etc., en vue du «maintien de l'ordre» en Afrique.

Washington: «Au Congo, il faut un coup d'Etat ou une intervention armée»

Si *La Libre Belgique* parlait d'une pantalonnade désuète, Ed Marek, très bien introduit dans les cercles du pouvoir américain, affirme à propos des «dix petits nègres» qui entourent Mallants-Stewart: *«la plupart sont des hommes d'affaires très bien éduqués et ils ont la capacité d'influencer les événements»*...[106] Ed Marek s'est spécialement déplacé des Etats-Unis à Bruxelles pour assister à la conférence de presse. Il déclare avoir été *«impressionné»* par le groupe de Mallants. Il a discuté pendant treize heures avec les membres congolais du Conseil qui présentent *«des solutions bien réfléchies»*.[107]

Ces retrouvailles entre Mallants-Stewart et Ed Marek sont une nouvelle indication que l'aventure néo-tshombiste n'est que le reflet caricatural de l'orientation qu'a prise la politique officielle américaine.

En effet, dans un texte du 19 mai, Marek s'était déjà penché sur la question: Où trouver des candidats à la présidence pour remplacer Kabila? *«De nombreux candidats à la présidence de la R.D. du Congo sont restés à l'étranger, où ils peuvent parler et organiser en toute liberté»*, dit-il. Mais comment ces ambitieux pourront-ils prendre le pouvoir? Ils ont de graves difficultés, avoue Marek. L'ancien agent de renseignement affirme que les contrats importants au Congo doivent avoir l'accord de Kabila et il pose la question: *«Quel administrateur d'entreprise qui veut réaliser des affaires au Congo, voudrait verser de l'argent à un candidat politique de l'opposition?»* C'est une façon élégante d'avouer que d'habitude, les multinationales donnent des masses d'argent au candidat «démocratique» qu'ils veulent mettre à la tête d'un Etat africain. Mais le vrai problème est ailleurs: Ed Marek et ses amis du State Department se rendent compte que

le soutien populaire à Kabila est désormais tel qu'il gagnera certainement les élections prévues pour 1999.

Alors, comme au Congo l'argent ne réussira pas à éliminer Kabila, il ne reste que deux solutions : un coup d'Etat ou une intervention militaire étrangère ! Ed Marek poursuit : *« Si on soutient quelqu'un d'autre que Kabila pour devenir Président, alors on doit automatiquement soutenir une intervention armée pour renverser Kabila et pour le remplacer ». « Tous ceux qui veulent devenir Président de la R.D. du Congo sont obligés de préparer un coup d'Etat ou une intervention militaire à partir de l'étranger et ils doivent faire les alliances et les coalitions nécessaires pour rendre cela possible. »*

Ceci est écrit le 19 mai 1998, quelques jours après la décision du Rwanda et de l'Ouganda, après concertation avec les Etats-Unis, de boycotter la *Conférence de Solidarité et de Développement* convoquée par la République Démocratique du Congo, le 15 mai ! Il est clair que si Kabila avait organisé un Conseil d'études stratégiques digne de ce nom, il aurait su au plus tard fin mai 1998 que les Etats-Unis et leurs alliés rwandais et ougandais préparaient effectivement la guerre...

Les fabulations d'un Stewart apparaissent ainsi comme une version un peu grotesque des plans autrement plus sérieux élaborés par le pouvoir américain. En effet, Marek continue : *« Partout où je vais, j'entends la même chose de gens qui sont fortement impliqués dans les affaires du Congo et de ses voisins. Ils pensent qu'une seconde intervention est nécessaire ».*[108] En clair : en 1997, les plus hautes autorités américaines sont intervenues pour chasser Mobutu ; elles ont décidé d'intervenir à nouveau pour éliminer Kabila ! Précisons que les Américains qui ont porté Mobutu au pouvoir le 14 septembre 1960, l'y ont maintenu pendant 37 interminables années. Mais ces mêmes Américains ont commencé à saboter le nationaliste Kabila avant même son entrée à Kinshasa le 17 mai 1997. Après un an de pouvoir nationaliste, ils pensent que le temps est venu de le renverser par la guerre et de rappeler les mobutistes qui ont ruiné le Congo. Il est clair qu'en mai 1998, les services spécialisés américains sont déjà à l'œuvre pour réaliser une des deux stratégies évoquées par Ed Marek: un coup d'Etat de l'intérieur du régime Kabila ou une intervention militaire à partir de l'étranger.

Ainsi, le complot et la guerre sont publiquement annoncés. Mais dans quel langage les comploteurs enveloppent-ils leurs funestes projets ? Mallants et Stewart qui affichent publiquement leur participation aux préparatifs de guerre, proclament haut et fort qu'ils se battent pour *« un Etat de droit et démocratique, à travers des élections libres, pluralistes, transparentes et démocratiques »*[109] et que leur grand idéal est *« l'installation d'une société démocratique basée sur le marché libre, les droits de l'homme et l'Etat de droit »* ![110]

Voyage au Congo, juste avant la tempête

Mon cinquième séjour à Kinshasa commence le 21 juin 1998. Lorsque je quitte Kinshasa dans la nuit du 13 juillet, je n'imagine pas que deux semaines plus tard, le

Congo sera confronté à une guerre d'agression qui lui arrachera plus de 3.500.000 fils et filles...

Mon premier souvenir de ce voyage est un objet roulant sur le Boulevard Lumumba, direction ville. En Europe, l'objet en question aurait depuis longtemps été réduit à l'état de ferraille. Mais ici, cette vieille carcasse couleur brun-rougeâtre se déplace toujours sur quatre roues. Elle semble témoigner de son propre miracle. Sur son flanc, la camionnette faisant fonction de taxi porte une inscription: *« La Foi Abondante »*. A l'arrière, on lit un second message: *« Si Dieu est pour nous, qui sera contre nous ? »* Et pourtant, quoique Dieu ait pris possession de presque tous les esprits, à voir l'état ruineux dans lequel se trouvent routes, voitures, bâtiments et parcs publics, on a l'impression que tous les puissants de la terre et du ciel se sont détournés du Congo...

Le lendemain, la carcasse à *« La Foi Abondante »* semble toujours me poursuivre. Un ami vient me voir à la maison. Il me raconte une histoire qui se résume en quelques mots: *« La Foi Trop Abondante »*... Voici ce qu'il me dit: *« Hier soir, j'étais dans une matanga (deuil). Il y avait un jeune qui a commencé à parler de Jésus et de la foi, dans un flot de mot pieux tombant en cascade. Les gens se regroupaient pour l'écouter. Ils s'étonnaient que le jeune ne se fatiguait pas, ne respirait pas deux secondes. Il a continué à ce rythme pendant trois heures. Certains disaient même qu'il devait avoir des pouvoirs surnaturels. Puis un jeune du quartier est arrivé. Il a regardé la masse groupée autour du prophète. Ebahi, il dit: "Mais qu'est-ce que vous faites ici ? C'est le fou. Vous êtes en train d'écouter le fou ?" L'assistance s'est dispersée lentement, étonnée et assez gênée d'avoir pris un fou pour un prophète. »*

A Kinshasa, des sectes importées des Etats-Unis sont capables de faire croire n'importe quelle ineptie à leurs adeptes. Le 5 juillet, je prends un taxi-bus de Victoire à Beau Marché. Avec un jeune, j'entame une discussion sur la religion et la science. J'essaie de le convaincre qu'il n'ira certainement pas au ciel en priant matin, midi et soir. Il est écrit que « les oiseaux chantent la gloire de Dieu ». Alors si les hommes se limitent à ce que les oiseaux savent faire, Dieu ne pourra pas être content d'eux. Si Dieu a donné un cerveau aux hommes et pas aux oiseaux, il avait ses raisons. Il attend que les hommes utilisent leur cerveau pour pratiquer les sciences, parce que les sciences permettent à l'homme de faire des miracles, de résoudre tous les problèmes qui pèsent sur l'humanité. Mon compagnon conteste vivement ce point de vue: selon lui, la science ne peut pas résoudre le problème du SIDA, alors que son pasteur guérit les malades atteints du SIDA. Impossible de lui enlever cette idée folle de la tête...

Et les idées folles s'emparent de beaucoup de gens dans les quartiers pauvres. Dans toutes les sectes, la « sorcellerie » est un grand sujet de sermons enflammés. Beaucoup de parents n'arrivent plus à nourrir leurs enfants et les abandonnent. Cela a donné le jour au phénomène des « enfants sorciers ». Un soir, j'ai vu à la télévision congolaise une fillette de 12 ans couverte de plaies. Sa mère avait essayé de l'assassiner parce que la petite était une sorcière... Mais il y a aussi des enfants qui revendiquent leur état de sorcier ! Une explication est que cela leur donne un moyen de pres-

sion sur leurs parents. Mais cela n'est évidemment pas sans dangers. Quatre enfants de 8 à 12 ans habitant la rue Ngola à Ngaliema se disaient sorciers et affirmaient avoir «bouffé» un jeune cambiste de leur famille, décédé il y a peu. Les enfants ont déclaré qu'ils avaient agi en complicité avec d'autres enfants-sorciers de la même rue. La population a abattu tous les arbres le long de la rue Ngola, considérés comme les «aérogares» des sorciers... Puis elle est allée lyncher les quatre enfants-sorciers qui ont été sauvés de toute justesse par les forces de l'ordre.[111]

Le comble est que certains fantasques religieux sont eux-mêmes convaincus qu'ils possèdent des pouvoirs surnaturels. Ainsi un pasteur faiseur de miracles avait promis à une jeune adepte malade que si elle mourait, il la ressusciterait le centième jour après sa mort. Le charlatan a gardé le cadavre dans sa maison, non pas jusqu'au jour de la résurrection, mais jusqu'au moment de la descente de la police: ne pouvant plus respirer l'air empesté, les voisins ont alerté les autorités que des choses pas très catholiques se passaient chez le pasteur...

Conclusion: lorsque les idées folles s'emparent des masses, celles-ci deviennent manipulables par la grande puissance «diabolique» qui règne aujourd'hui sur le monde...

Les anti-valeurs mobutistes ont la vie dure

Je parcours les deux cahiers que j'ai rempli de notes lors de mon séjour. Je suis d'abord frappé par le fait qu'un grand nombre de pages parlent de la survie du mobutisme sous Kabila...

Le 24 juin, un ami congolais que j'ai connu à Paris vient me voir. *«Ici à Kinshasa, beaucoup de gens ont gardé de l'époque de Mobutu des habitudes de courtisan, de flatteur. Kabila doit faire attention à cela. Kabila lui-même aimerait aller dans les quartiers, c'est là qu'il peut trouver sa véritable popularité. Mais apparemment certains s'y opposent. Pourquoi ? On a l'impression que Kabila est un homme seul. Les Katangais essaient de s'emparer de lui, de le monopoliser. La population observe en silence ce qui se passe. Kabila cherche des hommes qui partagent ses conceptions, mais il est entouré de clans katangais qui disent: "C'est notre pouvoir". Cela est dangereux. Autour de Mobutu, au début, les Ngbandi n'étaient pas nombreux. Ils sont venus beaucoup plus tard. Il y a des forces qui veulent séparer Kabila de ses vrais partisans.»*

Le 29, je rencontre un technicien de Congo Air Lines, chez qui Eulalie et son bébé ont trouvé un logement. Eulalie est du clan d'Abo. Le technicien m'a dit ceci: *«J'ai fait des cours d'aviation, j'ai étudié le DC-8, le Boeing 727. Il y a des années, à Air Zaïre, nous avions de bons mécaniciens, mais ils ont été éparpillés. Il faudrait les regrouper et organiser des examens et on aura une très bonne équipe. Du temps de Mobutu, nous avions aussi des techniciens de l'aéronautique civile qui ne connaissaient rien, ils n'avaient jamais suivi des cours, mais avaient acheté un diplôme... Aujourd'hui, il y trop d'avions russes qui ne valent rien, mais qui ont été déclarés*

"aptes" au service. Il y a une semaine, un avion russe est arrivé, il a fait trois vols, puis il a brûlé à Kananga. Il y a eu un mort. Récemment à Ndjili, un autre avion russe a raté son décollage et toute l'équipe a péri. Les techniciens travaillent bien et presque bénévolement, ils sont toujours payés irrégulièrement. Lorsque le général Kikunda était le patron, nous avons fait 47 mois sans être payés. Tous étaient devenus maigres et il y a eu des morts. Ce qu'il faut, c'est un bon gestionnaire, un spécialiste de la gestion de l'aviation, même si c'est un étranger. Maintenant Mukandila, le pilote qui a ramené l'avion de Mobutu de Brazzaville, a été nommé PDG. Mais il ne s'y connaît pas en gestion de l'aviation. Ca ne peut pas marcher.

C'est comme du temps de Mobutu. Les directeurs qui connaissent leur affaire, pouvaient facilement rouler le PDG. Mukandila ne paie pas ses employés, mais il a commencé à engager ses frères luba. Le ministre doit contrôler combien de personnes ont été engagées, pour quoi faire, de quelle région viennent-ils ? Sinon le mobutisme revient par d'autres chemins. Le neveu de Mukandila a créé une société privée de fret. Il prend l'argent cash chez les clients, puis il transmet à CAL. Ce sont des techniques qui datent de l'époque Mobutu. »

Le 30 juin, je retrouve Brigitte Kalalo, que j'ai connu à Paris fin des années quatre-vingt. Elle s'est rendue à Kinshasa pour aider le pouvoir nationaliste. Brigitte est une excellente organisatrice et, sans moyens, elle a réussi à créer une puissante organisation, le Rassemblement des Femmes Congolaises, bien implantée dans les quartiers populaires. J'ai assisté un jour dans la salle du Zoo à une assemblée mémorable de 600 femmes venues du fin fond des communes périphériques. Brigitte a l'art de mobiliser et de convaincre les femmes du peuple. Mais les autorités ne l'ont pas soutenue et, lorsque ses épargnes parisiennes furent consommées, elle a du quitter son pays, déçue et sceptique quant à la suite des événements. Brigitte me raconte qu'elle a rencontré trois femmes qui viennent de quitter l'organisation Fediba. Elle me dit: *«Maman Agathe avait reçu 250.000 dollars de Kabila pour les organisations de femmes et elle transmit 40.000 dollars à la Fediba. La Présidente de cette organisation a offert 5.000 dollars en dîme à son Eglise ! Puis elle a pris 3.000 dollars pour payer la garantie de sa maison. Le reste de la somme, elle voulait la répartir en donnant 5 à 25 dollars à chaque membre... Les femmes ont protesté, en disant que l'argent devait être consacré aux projets de coopératives que les femmes ont introduits. En plus, une délégation de Fediba doit bientôt partir en Chine. La Présidente a demandé aux délégués de payer 150 dollars pour le visa. Renseignement pris, les femmes apprennent que le visa ne coûte que 25 dollars. La Présidente empochait le reste. »*

«Magouilles»

Le 1er juillet, je sors de la maison où je loge, Avenue du Fleuve. Au coin, je vois un Européen, tout seul, contempler les eaux du majestueux Congo. Etonnement: j'ai l'impression de l'avoir déjà vu quelque part... C'est Sim Van Nieuwenhove qui a fait la médecine à Louvain et que j'avais perdu de vue depuis exactement trente ans ! Il

est aujourd'hui le représentant de l'OMS en Afrique Centrale. Au cours de la conversation, il me conte une petite anecdote. *« Récemment, un Anversois est venu pour la première fois au Congo. Il a pris quelques photos de carcasses de voitures parsemées dans une rue. Derrière les carcasses rouillées, se trouvait un bâtiment de la police. L'homme fut arrêté, et interrogé. Il dut payer pour retrouver la liberté. Le lendemain, il fut convoqué par un autre policier. Qui l'accusa d'atteinte à la Sécurité de l'Etat. Le malheureux a du se présenter chaque jour au poste. Et chaque fois il devait délier sa bourse. Ainsi, il a dépensé 2.000 dollars. Et puis il a fui le Congo avec le premier avion... »* Pensant arriver au Congo de Kabila, le brave Anversois s'était retrouvé au Zaïre profond de Mobutu...

Le même jour, je vois le camarade Yerodia. Nous étions dans le même avion quand il a débarqué pour la première fois au Congo de Kabila. Il avait amené de Bruxelles deux camarades de lutte. Ce 1er juillet, il me parle de ses mésaventures avec l'un d'eux. *« Sabiti est allé chez la ministre Juliana Lumumba. On prétend qu'elle occupe deux maisons. Sabiti a dit à la ministre de quitter la maison pour que lui puisse y entrer. J'avais déjà entendu des bruits qu'il rackettait des gens, mais je ne les avais pas crus. Maintenant, je me rends compte qu'ailleurs aussi il doit avoir commis des abus en mon nom. J'ai été choqué. Je le considérais comme un camarade, j'avais confiance en lui. Ce collaborateur, je l'ai laissé agir de façon indépendante, je lui avais dit : Faites de temps en temps rapport. »*

Le 5 juillet, je discute avec Jean-Jacques Ngangweshe, un ami que j'ai connu pendant une bonne dizaine d'années à Paris. *« Il y a des ministres qui n'ont pas de fortune. Une fois ministre, ils pensent qu'ils doivent avoir un standing de vie qui convient à la fonction ministérielle, ils sont pris par la "tradition" ministérielle de ce pays. Ils sont sollicités par leurs frères et sœurs, cousins et cousines, par la famille élargie, par le clan, la tribu et la région... Chaque solliciteur se sentirait humilié si son excellence le Ministre ne sort pas une petite faveur, un peu d'argent comme tout ministre l'a fait tout au long de l'histoire. Les pressions sociales pour adopter un train de vie "ministériel" et satisfaire sa "clientèle" le poussent à chercher de l'argent à tout prix, à devenir commerçant, à magouiller, à détourner, à se lier à ceux qui ont beaucoup d'argent, et notamment à des réseaux maffieux. Et ils font du mobutisme sans Mobutu. »*

Le mobutisme a détruit le pays et il a rempli d'anti-valeurs les cerveaux. Celui qui émerge un court moment de l'océan de misère, doit vite s'enrichir par tous les moyens parce que les bonnes places changent vite de locataire...

« L'affaire Ghenda»

Pendant mon séjour, Raphaël Ghenda, ministre de l'Information et de la Culture, a été mis en prison. Le 27 juin, un ami me dit : *« L'exemple doit venir d'en haut. Ces derniers mois, Kabila avait perdu du crédit. Mais le fait qu'il ait mis des ministres en prison, dont Ghenda qui était très en vue, a rétabli la confiance. Les gens voient que Kabila ne permettra pas que les anciennes habitudes soient réinstallées. »*

Mais finalement «l'affaire Ghenda» a plus illustré les dysfonctionnements de l'Etat kabiliste que l'éradication des séquelles du mobutisme...

J'ai eu une longue discussion avec mon camarade et ami Longa Fo, professeur de danse à l'INA et membre du cabinet du ministre Ghenda. Voici ce qu'il m'apprit sur les mésaventures de son chef. *« Le dossier de Ghenda est vide. Toutes les accusations qu'on lui a portées tombent l'une après l'autre. D'abord, on parlait de ce clip à la télévision, intitulé "Plus jamais ça", où l'on voyait des enterrements de masse. Quand le clip est sorti, personne n'avait rien vu d'anormal ou de grave. En fait, c'est Didier Mumengi qui avait élaboré ce projet. Mais Didier a été promu ministre et on ne voit donc pas ce qu'on pourrait encore reprocher à Ghenda à propos de ce clip. Puis, il y avait l'affaire du Fonds de Promotion Culturelle, créé à l'époque pour gérer des milliards de zaïres. Certains affirmaient que c'était une initiative de Ghenda. Mais ce Fonds existait depuis le temps de Mobutu, seulement il ne fonctionnait pas normalement. Ghenda a sensibilisé les hommes d'affaires pour qu'ils apportent la contribution que la réglementation exige d'eux. Le personnel du Fonds était toujours celui de la IIe République, des magouilleurs. Ils disaient qu'il n'y avait pas d'argent. Or, ce sont eux qui détournaient les fonds qui venaient des redevables. C'est Ghenda qui a demandé un audit pour mettre de l'ordre. Un premier audit n'avait rien donné et Ghenda a engagé un autre conseiller financier. Un second audit a prouvé la mégestion et il y a eu des propositions pour y remédier. Il y a des hommes comme Fita-Fita, un conseiller à la Culture sous Mobutu, qui ont magouillé. Il était la voie obligée pour les hommes du théâtre et il en profitait pour détourner. Ghenda n'en savait rien.*

Ensuite on a parlé de 600.000 dollars pour renouveler le matériel de la RTNC. Selon le témoignage du Gouverneur de la Banque centrale, il a remis à Ghenda 254.000 dollars. Du matériel a effectivement été acheté par Tshitenge et ce matériel est arrivé au moment où Ghenda était déjà arrêté. Puis on a prétendu que Ghenda aurait surfacturé les achats. Cela aussi s'est avéré faux. Ce sont les techniciens qui ont acheté, ils sont là, on peut les interroger pour tirer cette affaire au clair.

On parle aussi d'énormes factures d'hôtel. Cela ne concerne pas Ghenda, mais son secrétaire particulier, Didier Gaïbili. Celui-ci avait une ou deux chambres à l'Intercontinental où il mettait des gens, ils bouffaient et ils ont produit des factures incroyables. Quand Ghenda a appris cela, il a presque pleuré. C'est ce Didier Gaïbili qui l'a perdu. A la dernière réunion du Cabinet, nous avons tous demandé qu'il parte. Deux membres du cabinet, Onokoko et Kalama Sul, voulaient depuis longtemps qu'il soit chassé. Le bureau de Didier était l'anti-chambre du ministre. Ghenda était là, mais le secrétaire particulier pouvait nous dire: "Non, il n'est pas là, vous ne pouvez pas le voir". Nous faisions des mémos qui n'arrivaient jamais chez le ministre. C'est comme si Gaïbili commandait. C'était à ce point que des gens parlaient d'envoûtement... »

Ghenda sera finalement acquitté...

« Ils organisent la désorganisation autour de Kabila »

Le 29 juin je rencontre Théophile Bula-Bula, un agronome qui était en 1964-1965 le responsable du Département de la Justice dans le maquis de Pierre Mulele. *« Kabila n'est pas encore bien assis à l'intérieur et à l'extérieur. Ses hommes ne sont pas liés à la masse et ils sont menacés par l'Occident. Le peuple est content avec Kabila, surtout pour la sécurité qui règne aujourd'hui. Maintenant tu peux traverser la ville sans inquiétude, même la nuit. Mais les fonctionnaires boudent, ils ne sont pas payés depuis cinq, six mois. Les gens murmurent aussi contre les mobutistes qui sont revenus dans l'entourage de Kabila. Ils ne veulent pas sentir les mobutistes. Nous nous demandons parfois si Kabila lui-même sait où il va. Lui qui a fait trente-cinq ans de maquis, est-ce qu'il peut composer avec les mobutistes ? Il a beaucoup d'ennemis qui cherchent à l'éliminer. Pour nous, il est impossible de voir les grands dirigeants. Nous avons fait le maquis, nous sommes restés révolutionnaires depuis notre sortie du maquis, il y a 32 ans. Mais personne ne fait appel à nous, personne ne nous parle. Nous ne comprenons pas ce qui se passe, nous ne savons pas à quel Saint nous vouer. »*

Une semaine plus tard, les plaintes du vieux maquisard muleliste sont presque intégralement reprises par un jeune entré au maquis de Kabila deux ans plus tôt ! Le 6 et 8 juillet, j'ai eu des entretiens au Secrétariat Général de l'AFDL avec le camarade Sangara. Voici ses dires. *« Il y a des gens qui sont arrivés en haut par hasard. Ils ne veulent plus reculer vers la masse. La base est révolutionnaire, mais beaucoup de nos chefs sont opportunistes. Si le Président est entouré d'opportunistes, nous courrons de grands dangers. Nous sommes 1.000 cadres qui ont suivi une formation politico-militaire au début de la révolution. La plupart sont maintenant "chômeurs". Le Président est un véritable révolutionnaire, mais autour de lui il a peu de personnes qui partagent ses convictions. Nous, pendant la guerre, nous avons goûté la philosophie de la révolution, cela nous a transformés. Aujourd'hui, il y a beaucoup de réactionnaires qui occupent des places et qui sont dans le régionalisme, le tribalisme et l'opportunisme. Ces gens suivent ce que les capitalistes leur disent : le Bloc soviétique s'est effondré et la philosophie socialiste s'est aussi effondrée. Ils ne voient aucune issue en dehors du capitalisme. Je vois là un grand danger pour Kabila, il va s'épuiser, il sera dépassé par les événements et il va craquer. Si l'esprit révolutionnaire ne pénètre pas chez les dirigeants, alors l'impérialisme fomentera des pseudo-révolutions ou provoquera la balkanisation. Maintenant, on ne fait plus le moindre effort pour former des cadres révolutionnaires. Nous avons eu quatre promotions. La première, à Matebe, lorsque nous étions à Goma, comptait 239 cadres. Moi, j'ai suivi ces cours pendant trois mois dans un camp retranché. Il y avait trois types de cours. D'abord la philosophie révolutionnaire. Nous avons étudié ce qu'est l'impérialisme, le capitalisme et le socialisme, pourquoi il faut faire une révolution et ce qu'est la révolution. Ensuite nous avons étudié l'histoire politique du Congo. Et finalement, nous avons eu des cours sur la mobilisation de la masse. Le matin, il y avait la parade et les exercices militaires. Le soir était consacré aux chants, à l'éducation morale et culturelle. Tout le monde aimait bien ces*

cours. Nos instructeurs étaient pour la plupart des Rwandais qui avaient participé à la lutte armée au Mozambique, en Ouganda et au Rwanda. La deuxième promotion de 450 personnes a été formée à Lemera. Dans la troisième, à Rumangabo, il y avait 420 personnes et la quatrième formation, qui a été donnée à Kisangani, comptaient 180 promotionnaires. Pour ces 1.289 cadres, il n'y a pas eu le moindre suivi. On avait promis que tous recevraient un certificat qui n'est jamais venu. Maintenant ces cadres politico-militaires sont là, ils ne font rien, ils sont chômeurs!»

Par hasard, le lendemain 9 juillet, je rencontre un ami, un ancien de l'UGEC, qui était professeur et qui travaille aujourd'hui à la présidence. Je lui dis que j'ai rencontré beaucoup de militants qui ne comprennent pas pourquoi la désorganisation continue à la tête de l'Etat. Il me donnera cette réponse étonnante: *«C'est l'entourage direct du Président qui s'oppose à l'organisation. Ceux qui ont intérêt à magouiller, ont intérêt à la désorganisation. Nous n'arrivons pas à créer les formes d'organisation nécessaires pour bien diriger ce pays. Nous-mêmes, nous sommes parfois découragés...»*

Yerodia: «80 années sous couvre-feu dans notre propre pays!»

Le 29 juin 1998, à 15h10, j'assiste dans la salle de la Paroisse Saint-Joseph à Matonge à une conférence d'Abdoulaye Yerodia. Demain, on fêtera le 38e anniversaire de l'Indépendance.

Yerodia: *«Il fallait y être, ce 30 juin 1960, pour savoir ce que cette date a signifié pour nous. Ce jour, un grand retournement s'est produit: nous, les Nègres, nous pouvions nous promener après 21h00... Avant, c'était interdit, il fallait un laissez-passer pour se trouver dans la rue après 21h00. Quand quelqu'un avait disparu, on disait: "Ah! Il s'est trouvé dans la rue à 21h00". Parfois, le dimanche, le match de foot se terminait trop tard. Alors les tribunes se vidaient progressivement du côté congolais, elles restaient remplies du côté européen. Tu voyais des Congolais se diriger vers la sortie en hésitant: déchirés entre l'amour du foot et la peur de l'arrestation. Puis ils couraient à la maison, – la distance était souvent considérable –, hantés par la peur de tomber sur une patrouille au détour d'une rue. A l'époque, il était interdit ici à Kin de boire du vin. C'était puni par la loi. Tu ne pouvais pas revenir de Brazzaville avec une bouteille de vin. C'est à ça que nous pensions en écoutant le mot magique: "Indépendance".*

Nous avons connu 80 années de couvre-feu dans notre propre pays. En Belgique, il y a des boulevards qui portent encore le nom du baron Dhanis, un héros de la pénétration coloniale. Chez nous, ce monsieur avait un surnom: "Fimbo mingi", Beaucoup de chicote. Le Congo était l'empire du silence. Il y avait un Roi européen qui était propriétaire de ce pays dont les habitants étaient rendus à l'état d'antilopes. Le Roi des belges avait en Afrique un jardin avec des animaux et des indigènes. Nous n'avions pas de passeports, nous ne pouvions pas sortir du jardin du Roi.

Bien sûr, il était interdit de créer des partis politiques. Alors, en quelques mois, en 1959, 140 partis ont surgi. Beaucoup ont été constitués parce qu'on offrait des billets

d'avions pour Bruxelles, pour se rendre à la Table Ronde... Puis nous avons vu ici, dans les rues de Kinshasa, Lumumba ligoté, bâillonné, un mouchoir pressé dans la bouche et on l'a jeté devant les pieds de Mobutu. Il n'y a eu aucun mouvement de foule. Personne parmi nous n'a bougé. Au contraire, parmi nous, il y a eu des applaudissements, on insultait Lumumba. Que cela ne revienne plus jamais!

Après la mort de Lumumba, Gizenga a installé le gouvernement nationaliste à Kisangani. Mais ce n'est pas parce qu'on a un drapeau et des ministres qu'on a un Etat. Une question s'est déjà posée à l'époque: des élections, ça sert à quoi? Il y avait deux courants dans le gouvernement de Gizenga. La majorité disait: "Nous irons au conclave de Lovanium, nous voterons et nous aurons le pouvoir". La plupart des ambassades qui avaient reconnu le gouvernement Gizenga, nous conseillaient dans ce sens. Mais d'autres ont dit: Non, il ne faut pas se rendre dans la gueule du loup. C'étaient des hommes comme Mulele, Mitudidi, Mukwidi et Kabila.

Moi, j'étais rentré ici en 1960, après avoir étudié à la Sorbonne, je venais offrir mes services au gouvernement de Lumumba. Après le Conclave de Lovanium, je suis retourné en France. Nous n'avons pas baissé les bras, nous avons repris le combat. A Paris, des gens de l'Abako sont venus m'inviter pour fêter l'indépendance du Katanga! Mais en 1962-1964, nous avons réorganisé le MNC-L. Les hommes de l'Abako me disaient: "Toi, fils, tu t'acoquines avec ces gens-là?" Ma famille trouvait que c'était une honte: "Tu as étudié et tu te ranges avec ces gens incultes?"

«Ne pas confondre l'Etat et la révolution»

En 1963, le Conseil National de Libération a été créé et j'en faisais partie. Sur le front de l'Ouest, il y avait Mulele, Bengila, Mitudidi et Mukwidi. Sur le front de l'Est: Soumialot, Kabila, Olenga et Gbenye. La situation de ce moment est bien reflétée dans ce principe immortel de Mao: "Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine". Les contradictions, l'oppression et l'exploitation étaient devenues insupportables. Le bois était sec, mais le feu s'éteignait vite puisqu'il n'y avait pas de vent. Il fallait penser la révolution et c'est le CNL qui est venu comme le vent qui souffle sur la plaine.

La grande question est celle du pouvoir d'Etat. Il n'y a pas de révolution, si l'on n'arrache pas le pouvoir de l'Etat. Mais il ne faut pas confondre l'Etat et la révolution. Si l'on pense que prendre l'Etat, c'est déjà faire la révolution, on se trompe, on tombe dans l'opportunisme de droite. Il faut répondre à la question: le pouvoir d'Etat appartient à qui? La réponse à cette question, on peut la trouver en répondant à d'autres questions: Quels gens sont le plus souvent menottés? Quels gens sont le plus souvent tabassés? Contre qui les fusils sont-ils tournés? Quels gens sont exclus des soins de santé? Ces gens forment des groupes qu'on peut identifier, – pour ne pas employer un terme qui existe, c'est-à-dire: ils constituent des classes sociales. Si vous identifiez des gens qui sont le moins souvent menottés, le moins souvent cognés avec des fusils, vous pouvez dire que le pouvoir d'Etat appartient à ces gens.

Il faut arracher le pouvoir d'Etat et le garder, mais le pouvoir d'Etat doit devenir révolutionnaire. Il faut épurer, transformer les organismes de l'Etat pour qu'on ne tape plus les gens qui furent jadis tapés, pour qu'on n'arrache plus les biens, les voitures, les femmes des gens. Il faut donc analyser les faits réels qui se passent. Le pouvoir d'Etat doit devenir révolutionnaire. Il y a toujours des gens qui s'endorment devant les villas, devant les fanfares, qui se contentent de leurs facilités. Ils confondent l'Etat et la révolution, ils pensent que s'emparer de l'Etat, c'est déjà la révolution.

En 1965, comme en 1960, il n'y a pas eu d'unité entre les dirigeants ni parmi le peuple, tous ne donnaient pas le même contenu à l'indépendance. Certains d'entre nous, comme Mulele et Kabila, ont continué pendant tout ce temps la lutte de Lumumba et cela dans des circonstances très difficiles. Pendant plus de 32 ans, Kabila a pris les armes, il est resté ferme, constant, obstiné. Maintenant le peuple a compris qu'il est un vrai fils du pays, qu'il est resté là pendant tout ce temps à préparer l'assaut final.

«Elargir les rangs de nos amis»

Maintenant, pour que le pouvoir du 17 mai reste et ne change pas, il faut agir de sorte que nous ayons le plus d'amis possibles. On me dit parfois: "Vous avez reçu un tel, savez-vous que c'était un mouvancier?" Quand nous sommes arrivés, il y avait dans ce pays des hommes. Ce n'était pas tous des ennemis. Il faut l'unité, mais l'unité est une question terriblement compliquée. Il faut l'unité et la lutte, il faut la lutte à l'intérieur de l'unité. La lutte dans l'unité, c'est déceler les faux amis, les opportunistes, sinon ils prendront le dessus et détruiront la révolution. Mais il faut lutter dans une unité aussi large que possible, sinon nous lutterons contre de faux ennemis. Cela semble peut-être une vision non révolutionnaire, parce que nous avons choisi, à tort ou à raison, la voie des élections. Il nous faut diminuer le nombre de nos ennemis. Il n'y a pas de gens qui ont l'attribut d'ennemi éternel. L'histoire avance, il y a des changements.

Maintenant, enfin, nous pouvons remettre le 30 juin à sa juste place. Demain, nous allons frémir en évoquant cette date illustre. Nous devons soutenir Kabila dans la ligne du combat de Fizi-Baraka à Kisangani, à Kenge, à Kinshasa.

Bientôt Kabila va vous poser des questions. Qu'est-ce que les élections? On posera la question s'il faut me couper la tête. On votera et à une majorité d'une voix on décidera que, oui, il faut me couper la tête. Les questions vitales d'un pays ne se règlent pas par le comptage de voix dans un cachoir. Est-ce que vous voulez confier votre vie à un processus pareil? Pour ce pays, il faut d'abord des actions positives, des améliorations concrètes, de nouvelles lois. Il faut réaliser des mesures qui satisfont le peuple. Alors le peuple n'aura pas de doute que ceux qui ont réalisé tout cela doivent continuer. Il ne faut pas remettre le destin de votre vie à un hasard, à un coup de dés. C'est vous qui devez organiser votre vie, faire les lois, bâtir les institutions.»

Boulevard Triomphal, 30 juin 1998...

Le lendemain 30 juin, anniversaire de l'Indépendance, j'assiste à un véritable raz-de-marée humain sur le Boulevard Triomphal. Pendant cinq heures et demi, c'est le peuple qui défile. Je vois des femmes paysannes et des anciens qui ont vécu le grand jour du 30 juin 1960, des lycéennes et d'anciens combattants de la guerre 40-44, leurs médailles fièrement pendues sur la poitrine. Je demande à un fonctionnaire s'il a déjà vu autant de monde du temps de Mobutu. Il disait: *« Oui, mais à l'époque nous étions pratiquement obligés d'y aller, on notait les absences... La différence maintenant, c'est l'enthousiasme populaire ».*

Le 30 juin 1997, j'avais assisté aux festivités au Stade des Martyrs. Kabila venait à peine d'arriver. L'atmosphère était assez morne. Un an après, quel changement! C'est indéniable: en une année, Kabila a réussi à provoquer un éveil patriotique. Il y a quatorze mois, le nom «zaïrois» était prononcé comme une insulte, il évoquait toutes les tares de l'Afrique, la complicité avec la pire dictature, la magouille et l'escroquerie en passant par toutes les formes d'incivisme. Ce 30 juin 1998, toute la population kinoise se sent à nouveau fière d'être congolaise.

Ce qui a poussé les gens à manifester aujourd'hui, c'est le sentiment qu'ils commencent à s'en sortir, qu'il y a à nouveau un avenir pour le Congo. C'est l'exacerbation devant l'agitation des puissances étrangères qui accusent Kabila d'avoir massacré les Hutu. C'est le refus de l'ingérence, de la domination. Les gens sont venus spontanément parce qu'ils se sentent interpellés par les mots-clés de Kabila: indépendance, souveraineté, nationalisme. Ce sont les thèmes que Kabila reprit dans son discours de circonstance.

« Aujourd'hui 30 juin 1998, nous frémissons ensemble à l'évocation de l'allégresse, de l'espérance levée dans nos cœurs et dans nos têtes le 30 juin 1960. (...) Honneur à notre peuple en armes qui a parachevé avec éclat la lutte prolongée, déclenchée il y a 38 ans par nos héros nationaux ... En ce jour de fête, toute personne de bonne foi doit reconnaître que je fais ce que je dis. Je vous avais annoncé ma détermination d'établir et de soumettre à vos suffrages un projet de constitution afin de confier ce que la révolution a fondé, notre III^e^ République, à la garde du peuple entier. J'avais pris l'engagement solennel de restituer à notre peuple sa souveraineté bafouée, sa dignité avilie, son indépendance injuriée. La monnaie nationale, le Franc congolais, est restituée dans son lustre suprême, ce 30 juin 1998. Cet attribut de notre souveraineté, cet instrument de notre développement, je le confie, mes chers compatriotes, à votre garde, à votre protection, à votre nationalisme et à votre patriotisme ... Préparons de nouveaux triomphes à notre liberté, à notre dignité, à notre souveraineté ... Il y a encore de nombreux dangers, de nombreux défis pour ne pas endormir notre zèle patriotique. Debout Congolais, afin de confondre et réduire les intrus habituels de notre liberté. »[112]

Oui, souveraineté et indépendance étaient bien les maîtres mots. Le lendemain, Yerodia m'en donna une preuve dont tout le sens ne se révélera qu'un mois plus tard.

« Moi, quand j'ai écrit le discours du 30 juin pour le Président, j'avais mentionné l'AFDL. C'est Kabila qui l'a enlevé. Le Président évolue, il n'a plus une conception simpliste de l'AFDL. Nous savons que c'est une coquille vide.» Oui, mais Kabila sait que dans cette coquille vide, se cachent aussi des hommes dangereux...

L'« armée du Roi des Bakongo » à l'œuvre

Le jeudi 2 juillet à 15h00, j'ai rendez-vous avec le professeur Makwanza, directeur de cabinet du gouverneur de la ville. Il arrive en retard et s'en excuse : *« Il y a eu des problèmes. J'ai dû faire une tournée des communes qui ont été touchées par la rébellion de l'armée du Roi des Bakongo. Toute la situation est sous contrôle maintenant »*. Je ne comprenais pas...

Le soir à 19h45, je suis au Palais de la Nation dans le bureau de Yerodia, le directeur du cabinet du Président. Nous sommes en train de discuter, lorsqu'il reçoit un coup de téléphone. Il se lève : *« Oui monsieur... oui monsieur... ce sera fait monsieur »*. Le ton est un brin solennel. C'est le Président. Yerodia allume son poste de télévision pour le journal télévisé de Raga et quitte le bureau.

Sur l'écran, Kakudji parle d'un ton très excité. *« Des agressions à main armée sont menées dans plusieurs communes. Je vais donner ordre de ratisser tout Kinshasa. »* Il lançe des : *« Au nom de Mzee Laurent-Désiré Kabila et du gouvernement, je déclare... »* Je compris que quelque chose de très grave est en train de se passer. *« Je déclare la guerre aux bandits, aux inciviques et à tous ceux qui mettent la sécurité en danger. Ils seront châtiés impitoyablement. »* Kakudji donne apparemment une conférence de presse. A un journaliste, il répond : *« Bien sûr, nous savions ce que ces gens faisaient et préparaient, mais que voulez-vous, nous sommes en démocratie ». « Nous étions préparés. Il y a déjà plusieurs semaines que nous avons fait un plan pour boucler tout le pays. »* Je me demande si une agression est en cours à Kinshasa et sur certaines parties du territoire national. Puis tout à coup, l'image disparaît. Coupure.

Après un quart d'heure d'activités fébriles, Yerodia revient dans son bureau. Il téléphone au « monsieur » de tout à l'heure et je suis assez près pour entendre le « monsieur » en question dire : *« Je vous en félicite »*. Yerodia lui répond : *« TKM aussi se prépare à diffuser la conférence de presse. J'ai fait dire de ne pas diffuser cela et que nous couperons, dès que l'émission commence. »* Le « monsieur » est satisfait.

Alors je me souviens que Makwanza m'a dit avant 16h00 que « tout était sous contrôle ». Yerodia donne un coup de téléphone pour avoir quelques explications de la vedette de l'émission que je venais de suivre, le camarade Kakudji. Lorsque Yerodia raccroche, il me confie : *« Notre ami panique, il a dit "Mon dieu, mon dieu..." »* Il y a de quoi : le Président a suivi le journal télévisé de Raga et il avait sans doute jugé que la réaction du ministre de l'Intérieur allait semer plus de panique dans la ville que les événements qui venaient de se produire...

Que s'est-il passé? Dans la matinée et l'après-midi du jeudi 2 juillet, à Makala, l'armée du « Roi » Mizele Nsemi Lubadika Bernard est entrée en action contre des

patrouilles des FAC. Le «Roi» dirige la secte magico-politico religieuse appelée *Bundu dia Kongo*. Elle se réclame de l'héritage de Nzinga Nkuvu, le fondateur du royaume Kongo. Le mardi 30 juin, la secte distribue des tracts dans le voisinage de la résidence du «Roi» Mizele. On y lit: *«Le gouvernement du Royaume d'Union Kongo porte à la connaissance de l'opinion nationale et internationale que l'ex-République du Zaïre (République démocratique du Congo) est désormais divisée en deux pays indépendants et souverains à savoir: la République démocratique du Congo formée des entités administratives ci-après: l'Equateur – Kivu – Province Orientale – les deux Kasaï – Katanga. Sa capitale est "Lubumbashi". Et le Royaume d'Union Kongo formé des entités administratives suivantes: Bas-Congo – Kinshasa – Bandundu.»*[113]

Convaincu du grand rôle qu'il joue dans l'histoire moderne de l'Afrique Centrale, le Roi Mizele Nsemi Lubadika Bernard, maçon et menuisier de formation, se confie au *Palmarès* dans la prison de Makala, le jour de l'ouverture de son procès. *«J'ai signé un protocole pour dire que l'AFDL ne séjournerait à Kinshasa que pendant 6 mois. Après cela, Kabila devait rentrer dans sa capitale à Lubumbashi. Kinshasa, Bandundu et le Bas-Congo resteraient entre les mains du Royaume Uni du Kongo, sous mon règne.» «(A l'arrivée de l'AFDL) j'étais en prison depuis le 23 janvier 1996, j'étais en prison, mais mon armée était structurée et très bien organisée ... Tout le monde que vous voyez ici se bat pour une cause précise: la restauration du Royaume Kongo.»*[114]

En effet, le «Roi» avait déjà déclaré en 1995 qu'une «passation des pouvoirs» aurait lieu avec Mobutu à la date du 30 juin. A cette date ses adeptes ont voulu marcher de Ndjili jusqu'au Palais du Peuple où le «Roi» allait être intronisé à la tête du Royaume Kongo. Un autre groupe de ses partisans avait pris rendez-vous à la *Voix du Zaïre* pour annoncer la nouvelle. Le «Roi» a alors été jugé par la Cour de sûreté de l'Etat et condamné à deux ans de prison. Peine qu'il purgeait à Makala lorsque le 17 mai toutes les portes des prisons ont été ouvertes à l'annonce de l'arrivée des troupes de Kabila...[115]

Avouez qu'il n'est pas facile de comprendre un pays où des illuminés pareils sont pris au sérieux et suivis par toute une frange de la population. Un journal kinois écrit: *«La cause qu'il défend ne laisse pas indifférents de nombreux originaires du Bas-Congo très attachés à la splendeur de leur histoire ... Pour qu'il soit en mesure d'entretenir pendant un certain temps une petite milice, il a du bénéficier de complicités qui lui ont permis de se procurer des armes de guerre.»*[116] L'affaire serait insignifiante, si, dans une situation de ruine de l'Etat, elle ne prouvait pas la très grande fragilité du pays. La misère et l'obscurantisme aidant, des forces d'un autre âge peuvent faire éclater le Congo... si des puissances impérialistes «investissent» dans leur cause...

Shambuyi Kalala: «Ils me demandaient: "As-tu déjà pensé devenir chef de l'Etat"?»

Le lundi 13 juillet doit se tenir l'avant-première de la pièce *«Le Léopard et le Clochard»*, qui relate l'histoire du maquis de Mulele, pièce que j'ai écrite en 1988. Le

spectacle doit commencer à 18h00, mais la salle est toujours occupée par un spectacle d'une autre nature : le procès du « Roi Mizele » et de 137 de ses miliciens se prolonge dans la Salle du Zoo, où siège la Cour d'ordre militaire.

J'en profite pour discuter avec mon ami Roger Shambuyi Kalala, que je n'ai plus revu depuis sa libération récente de la prison au camp Kokolo.

Je n'ai pas saisi immédiatement tout l'intérêt de ce que me confia Kalala. Plusieurs de ses remarques étaient justifiées. Certaines avaient un rapport avec le problème que la Cour d'ordre militaire traitait au moment même où nous parlions : la grande précarité de l'Etat, le danger que le régionalisme fasse éclater le pays. Mais les paroles de Kalala prendront une toute autre dimension lorsque, deux semaines plus tard, à cause des injustices commises à son égard, il s'unira contre Kabila avec les pires ennemis de l'indépendance du Congo et même de la démocratie, fut-elle bourgeoise...

J'ai noté les dires de Roger Kalala dans mon carnet. *« Comme membre du comité exécutif de l'AFDL, j'ai été suspendu trois fois. Pendant tout le temps que j'ai été à la direction de l'AFDL, il n'y avait pas de documents fondamentaux pour guider le travail, il n'y avait pas de descriptions des responsabilités et des tâches de chacun. En septembre-octobre 1997, j'avais été suspendu pour la deuxième fois. J'ai été réintégré en novembre avec la responsabilité de la mobilisation des masses. Nous avons fait des missions d'évaluation dans les provinces et Kabila a apprécié le travail que nous avons accompli. Après le 17 mai 1998, j'ai à nouveau été jeté en prison au camp Kokolo. A ce moment, ils avaient déjà pris la décision d'enlever Bugera. Parmi les cadres de l'Exécutif, j'étais le seul à avoir assez d'expérience politique pour le remplacer. Le lobby katangais a sans doute fait des réunions pour décider qui serait le nouveau Secrétaire Général. Et ils ont voulu me "neutraliser"...*

Les militaires qui m'interrogeaient au camp Kokolo ne savaient même pas de quoi j'étais accusé! Il y a eu de faux bruits sur les chefs d'inculpation à mon égard. Non, je n'ai pas été accusé de complot contre l'Etat. Ni d'avoir volé de l'argent destiné aux festivités du 17 mai. D'ailleurs, on ne m'avait pas donné de l'argent pour le 17, je ne pouvais pas en avoir détourné. Je n'ai même pas été interrogé sur l'échec du 17 mai. Des militaires qui m'interrogeaient ont dit : "Nous trouvons suspect que tu travailles pour l'AFDL et non pas pour le Président Kabila". Puis ils m'ont posé la question : "Qu'est-ce que tu cherches, en fait, comme poste ?" Ensuite, ils ont précisé : "Est-ce que tu as déjà pensé devenir chef de l'Etat à l'avenir ?" Pour certains milieux katangais, il faut citer le Président tout le temps, il faut embrasser les gens du Président tout le temps. A la fin de mon emprisonnement, un chef militaire s'est même excusé et il m'a dit : "Nous trouvons que tu connais très bien la politique de notre pays. Ton affaire concerne la cuisine interne de l'AFDL, c'est là-bas qu'il faut que tu t'expliques."

Le problème du Congo est qu'il n'y a pas de pouvoir collectif, le Président n'associe pas d'autres cadres au plein exercice du pouvoir. Il n'y a aucun organe de discussion et de prise de décision collective. La grande majorité des responsables ne comprennent pas qu'il faut créer une dynamique populaire pour résoudre les pro-

blèmes, ils ne savent pas ou ne veulent pas associer les masses à la gestion de l'Etat. C'est comme sous une ancienne dynastie : on donne le pouvoir et il faut être reconnaissant toute sa vie. En fait, il y a une alliance entre le Balubakat et l'UFERI pour se partager l'appareil d'Etat, l'armée, les services de renseignement, les grandes entreprises parastatales. L'UFERI est un parti qui a des traits fascistes prononcés. Si ces gens consolident leur emprise sur l'Etat, cela constituera un danger terrible pour l'avenir. Comment peut-on comprendre qu'un criminel comme Kyungu ait été repêché? C'est une révolution du pardon pour les mobutistes et les fascistes qui sont de la tribu ou de la région. Contre le fascisme, la démocratie bourgeoise a certains aspects positifs. Il faudrait au moins avoir une forme de démocratie bourgeoise où les différentes forces politiques peuvent défendre publiquement leurs idées et leur programme. »

« Le danger chinois et le danger fasciste... »

Exactement deux semaines après notre entretien, Roger Kalala sera un des chefs de la « rébellion » et il expliquera dans une interview à un journal allemand les raisons de son combat contre Kabila. A la lecture de mes notes, je me suis rendu compte qu'il était déjà clandestinement en rapport avec les Rwandais au moment où nous nous sommes rencontrés à la Salle du Zoo...

Roger Kalala connaît très bien *Le Petit Livre Rouge* de Mao. Nous pouvons y lire : *« Certains camarades ne considèrent pas ce qui est essentiel, dominant, et insistent sur des questions non essentielles, secondaires ». « Dans l'étude de tout processus complexe où il existe deux contradictions ou davantage, nous devons nous efforcer de trouver la contradiction principale. Lorsque celle-ci est trouvée, tous les problèmes se résolvent aisément. »*[117]

Pour le marxiste-léniniste qu'il prétendait être, Kalala a fait la pire erreur qui soit : il s'est trompé dans la définition de la contradiction principale. La contradiction principale en juillet 1998 au Congo était entre le camp nationaliste dirigé par Kabila et tous les partisans du retour à « la normalité » de la Transition néocoloniale. Dans le camp nationaliste, Kabila était la personnalité la plus forte, la plus expérimentée, la plus révolutionnaire. Si un révolutionnaire comme Kalala avait des critiques à faire sur certaines positions de Kabila, c'était son droit. Mais ses critiques ne devaient pas devenir le point de départ pour inverser le vrai et le faux, le nationalisme et le néocolonialisme. Il devait faire des critiques « en famille », dans un esprit de renforcer le camp nationaliste dirigé par Kabila, dans le but de contribuer à corriger certaines erreurs et faiblesses. Or, les critiques de Kalala l'ont propulsé dans le camp adverse, celui des politiciens de la CNS et de leurs « parrains », les Etats-Unis, le Rwanda et l'Ouganda. Pourtant, depuis janvier-février 1998 les informations s'accumulaient que les Etats-Unis et leurs alliés régionaux avaient décidé d'en finir avec le régime nationaliste de Kabila. Il y avait d'innombrables conflits, erreurs, faiblesses dans le camp kabiliste. Mais Roger Kalala s'est braqué là-dessus en fermant les yeux sur le

danger fatal qui s'annonçait pour le Congo et en passant du côté de ceux qui préparaient déjà le coup d'Etat et l'agression ...

Six semaines après notre entretien, au moment où les Etats-Unis sont pleinement engagés dans la guerre d'agression rwando-ougandaise sur le front de l'Est et sur le front de l'Ouest, Kalala déclare que *«l'impérialisme chinois (!)»* menace le Congo... Ainsi, Kalala est sur la même longueur d'ondes que l'extrême droite américaine...

Le cas Kalala montre aussi à quel point l'individualisme et l'égocentrisme constituent un danger idéologique pour certains révolutionnaires pourtant bien formés politiquement. Injustement traité à trois reprises, Kalala exagère à outrance les erreurs de Kabila pour en faire un «fasciste». Et à partir de cette erreur, Kalala se range du côté des véritables fascistes regroupés autour de Kagame qui causeront la mort de plus de 3.500.000 Congolais en trois ans et demi... Son égocentrisme pousse Kalala a ne plus faire une analyse matérialiste des forces qui l'entourent. Il est incapable d'analyser objectivement les intérêts et les positions politiques de Kagame, ni des Congolais qui s'engagent dans cette aventure. Shambuyi déclare même que le fait que «on» (c'est-à-dire le groupe de Kagame) lui a confié l'organisation politique, prouve que le rapport des forces dans la rébellion est en faveur des progressistes et révolutionnaires...

Voici ce que Kalala déclare le 28 août 1998, en pleine guerre de Kinshasa... *«Les objectifs de la rébellion sont surtout de corriger les déviations dans la direction du mouvement insurrectionnel. Il n'y avait plus de possibilité de corriger ces déviations par des moyens pacifiques, parce que Kabila tentait de l'empêcher par la violence. Il imitait de plus en plus les fascistes et s'alliait aux réactionnaires et même aux fascistes, mobutistes et des éléments de l'UFERI... Par contre, il traquait les forces révolutionnaires et démocratiques... Il organisait le népotisme, plaçait dans des fonctions dirigeantes des membres de sa famille et des amis... L'arbitraire et la corruption se multipliaient. Ceci conduisait à une désorganisation totale... à des arrestations arbitraires... La situation n'était pas encore tout à fait la même que sous Mobutu... Moi-même, j'ai été suspendu trois fois de mes fonctions dans l'AFDL et arrêté deux fois... La rébellion est un mouvement composé de forces diverses. Surtout de forces progressistes, démocratiques qui ont des points de vue différents. Mais il y a aussi des gens de la droite qui s'y joignent. Pourtant, le fait qu'on m'a confié l'organisation politique afin que le peuple soit représenté, marque le rapport des forces. Le point essentiel, c'est que les gens de la base participent activement, qu'ils exercent le contrôle et déterminent l'orientation... Je pense que l'intervention de l'extérieur ne changera pas beaucoup et ne sauvera pas Kabila. J'ai l'impression que les pays africains qui ont envoyé des soldats pour soutenir Kabila, veulent plutôt freiner l'évolution et œuvrer à obtenir des négociations au lieu d'une décision militaire. La Chine ne va pas sauver Kabila non plus. Il est possible que la Chine poursuive des intérêts social-impérialistes et veut y obtenir une base militaire.»*[118]

Comment le petit peuple juge-t-il Kabila ?

Kalala, un révolutionnaire formé, s'est complètement trompé dans l'analyse concrète de la situation. Il n'a pas suivi l'évolution de la politique américaine envers le Congo de Kabila, mais il n'a pas non plus évalué correctement les sentiments de la masse populaire. Et le peuple est quand-même le facteur décisif dans l'histoire.

Le 4 juillet, dix jours avant mon entretien avec Kalala, j'ai eu une longue discussion avec une étudiante en journalisme, Susie Bakajika. Elle travaillait alors comme stagiaire à *La Référence Plus* et je voulais savoir d'elle comment le petit peuple juge Kabila. Ce qu'elle m'a dit permet de comprendre pourquoi le peuple, dans son écrasante majorité, a soutenu le gouvernement nationaliste de Kabila contre l'agression qui interviendra un mois plus tard... Voici son témoignage.

« Les gens sont confiants. Ils ont la tranquillité et ils ont de quoi manger. Les gens souffrent, mais acceptent mieux cette situation qu'avant. Si, pour une affaire, tu es dans tes droits, tu vas te plaindre et tu auras raison. Cela apaise les gens. Sous Mobutu, quand il y avait la réforme monétaire, les gens murmuraient, ils savaient qu'on allait les enfoncer encore plus. Maintenant, le franc congolais qui sera bientôt lancé, est vu comme un espoir, une lueur.

Nos gens ne poussent pas loin la réflexion. Ils se promènent et il n'y a pas de militaires pour les rançonner, les arnaquer. Ils se promènent comme ils veulent, il y a la sécurité. Si tu entreprends quelque chose, personne ne te troublera. Si tu vends quelque chose, personne ne te l'arrachera. Avant Kabila, quand tu avais un problème, tu ne diras rien à la police, au parquet. Maintenant oui.

Avant Kabila, le pouvoir en place était une véritable terreur. On n'arrivait pas à l'enlever, on murmurait. Il y avait quelqu'un qui disait tout haut qu'il fallait se débarrasser de Mobutu. C'était Tshisekedi. Son action a élevé la conscience. Tshisekedi s'entendait bien avec Mobutu, mais en public il l'injuriait. Ces deux hommes étaient liés, mais cela se passait derrière le dos du peuple. Avant, il y avait une tension terrible. Nous étions tellement fatigués ! Mais nous ne savions pas comment nous débarrasser de Mobutu. Kabila a tout balayé et nous avons poussé un grand ouf !

Tshisekedi, ce n'est plus comme auparavant, lorsque tout le monde jusqu'aux vendeurs de cacahuètes le suivait. Maintenant, nous ne voulons plus ces marches, on en a marre des "villes mortes", nous voulons reconstruire notre pays, nous voulons du concret. Seuls les fanatiques le suivent encore. Kabila est venu avec un autre esprit : il faut bosser. Le message de Kabila est juste, c'est ce qu'il faut faire. N'importe qui au pouvoir devra faire la même chose. Tshisekedi ne peut absolument rien offrir d'autre, les gens en sont las. Pour les gens, les élections, c'est pour confirmer celui qui est là. Pour les gens, l'essentiel n'est pas les élections, c'est ce que Kabila fait. Les femmes disent : "Je voterai qui ? Je voterai contre celui qui est à la tête ? Je voterai pour qui d'autre ?" Les élections, c'est surtout l'affaire des fanatiques, des nostalgiques, de ceux qui sont avec l'étranger. Les mobutistes essayeront de revenir à travers les élections. Mais même si Kamanda pouvait mener une grande campagne,

les gens diront: "Vous avez eu assez de temps entre 1990 et 1997, mais alors nous avons connu l'insécurité totale. Kabila est venu, et en une année il nous a donné la sécurité."

Les gens apprécient les actes de Kabila. Mobutu parlait beaucoup et très bien. Kabila parle rarement, mais les choses changent. Il agit. C'est ce qu'il a fait avec certains ministres. Kabila dit: "Un ministre qui détourne, va en prison". Il a mis plusieurs ministres en prison. Voilà ce qui frappe les gens. Mobutu n'arrêtait pas ses ministres, même s'ils étaient magouilleurs. Il mettait en prison ses adversaires du moment. Les gens ne disent pas "Kabila est bon", ils le disent indirectement: "Grâce à Kabila, nous avons ceci". Les gens se sont étonnés que Ghenda soit enfermé à la prison de Makala. Il était venu avec Kabila, il était très proche de Kabila. Cela a frappé les gens. "Même si tu es ministre, mais tu touches à la caisse, c'est fini, tu seras arrêté." Ghenda est du même Parti, ils ont fait ensemble la guerre de libération, mais Kabila n'est pas un sentimentaliste, il voit l'intérêt de la nation, de tout le monde. Puis les gens se disent: s'il est si dur avec ses proches, si nous faisons des magouilles, qu'est-ce qu'il va nous faire ?

Pour ce qui concerne l'affaire des réfugiés qui est maintenant traitée à l'ONU, les gens pensent que Kabila a quelque chose à cacher, sinon il n'aurait pas compliqué la vie à la commission. Mais les gens disent que la personne à condamner est Mobutu. C'est à cause de lui que ces réfugiés ont afflué ici. Mobutu les a protégés et armés. Ces réfugiés ont pris des terres au Kivu. Ces réfugiés étaient armés, mais qui les avait armés ? Les gens comprennent que ce sont les Etats-Unis qui dictent ce que l'ONU doit faire. Ils se demandent pourquoi les Américains doivent toujours nous imposer leur volonté. Si l'ONU déclare un embargo contre le Congo, les gens ne vont pas murmurer contre Kabila. Ils savent que Kabila n'y est pour rien, que c'est une manipulation qui vient d'ailleurs.

Les gens ne veulent pas que des Blancs, des gens de l'ONU viennent nous dire que Kabila est un menteur. S'il l'est, nous sommes les mieux placés pour le savoir, nous le comprendrons nous-mêmes. Est-ce que ce sont les Blancs qui nous ont fait comprendre que Mobutu était un voleur ? »

Chapitre 7

Août 1998,
le mois qui décida de l'avenir du Congo

L'agression se prépare

L'Afrique entre l'indépendance et la soumission à l'impérialisme

Le 29 juillet 1998 se tient à Kinshasa le troisième sommet de la COMESA, la Conférence du Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe. Ce qui aurait dû être un grand événement dans le combat pour l'indépendance économique du continent africain, sera finalement le prélude au drame qui mettra l'Afrique Centrale à feu et à sang...

Dix huit pays sont représentés au sommet dont la République Démocratique du Congo, le Zimbabwe, l'Angola, la Namibie, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi; le Soudan ainsi que l'Ethiopie et l'Erythrée sont également de la partie. Les deux « grandes puissances » africaines proches des Etats-Unis, l'Afrique du Sud et le Nigeria, ne sont pas membres de la COMESA. L'Egypte, autre grand allié des américains, vient d'être admise comme membre à part entière. L'objectif principal: préparer la mise en place d'une zone de libre échange en l'an 2000 et une zone à tarif extérieur commun en 2004.

« Un Congo faible est une Afrique sans cœur »

A l'ouverture du sommet, Kabila fait une intervention qui ne prendra tout son sens qu'à la lumière des événements dramatiques qui vont suivre. L'orientation panafricaniste de Kabila heurte de front certaines puissances extérieures à l'Afrique. Elles ne tarderont pas à réagir contre l'homme qui ose leur dire: non !

Dans son discours, Kabila souligne que depuis plus de trente ans, *« les indépendances africaines offrent au monde le spectacle tragique d'un continent trahi, pillé, humilié et exsangue avec la complicité de ses propres fils »*. Il exprime son espoir *«que l'Afrique sorte du XX^e siècle guérie de toute velléité de dépendance extérieure »*. Et il affirme que le combat pour l'indépendance et la souveraineté du Congo concerne tout le continent: *«Notre pays s'est donné pour vocation africaine d'exporter la paix, la sécurité et le développement»*. Le régime de Mobutu, inféodé aux puissances impérialistes, a fini par détruire les capacités productives et défensives du pays. *«Une République Démocratique du Congo faible, c'est une Afrique vulnérable à partir de son centre. J'allais dire: c'est une Afrique sans cœur. »*

Kabila refuse la «renaissance africaine» que les Américains prétendent susciter sur le continent. Il en comprend trop bien le véritable sens. *« Nous devons refuser d'être un peuple à qui on prend tout, sous prétexte qu'on veut tout lui apprendre, y compris le sentiment de notre appartenance au genre humain. »*

Kabila sait qu'il ne peut y avoir de renaissance économique en Afrique dans le cadre de la mondialisation impérialiste. *« Nous devons considérer le marché COMESA comme l'horizon de notre survie et comme la pierre angulaire de notre participation à l'économie mondiale. » « Nous devons créer de manière concertée et coordonnée une base économique régionale sociale, sur laquelle pourront s'appuyer les plans de reconstruction et de développement de nos pays. Sans une base économique maîtrisée de cet ordre, nous serons davantage fragilisés, manipulés et nous répondrons isolément et sans réalisations majeures aux espérances et aux défis que nos justes luttes de libération ont fait naître chez nos peuples.»*[1]

Et Kabila affirme devant ce Forum africain que les attaques dont le Congo et lui-même sont aujourd'hui les cibles, rappellent de façon inquiétante la trame des événements qui ont conduit à l'assassinat de Lumumba. Le Président congolais précise que la prétendue assistance des Etats-Unis, de l'ONU et du FMI vise surtout à permettre à ces forces de s'ingérer dans les affaires du Congo et d'éliminer ses dirigeants patriotiques et révolutionnaires. Peu de temps auparavant, prenant la parole lors d'une commémoration de l'assassinat de Lumumba, Kabila a évoqué *« l'immensité du forfait commis par ces Congolais qui ont pris part à cette entreprise abominable de traîtrise. Ils ont comploté pour liquider les nationalistes dirigés par Lumumba (et ils ont) mis fin au processus de démocratisation du pays... Le régime de 37 ans a été le règne des traîtres de ce pays »*.[2] Kabila est parfaitement conscient que, reprenant et poursuivant le combat de Lumumba, il fait face aux mêmes ennemis extérieurs et intérieurs qui ont éliminé la première génération de nationalistes révolutionnaires. Il dit à l'assemblée de la COMESA: *«Déjà en 1960, ce que le monde compta de colonialistes, de néo-colonialistes et d'humanitaires ont proclamé et juré de venir en République Démocratique du Congo afin de prêter assistance au jeune gouvernement de Patrice Emery Lumumba. Hélas! L'Histoire a montré qu'avec la complicité de leurs laquais congolais, cette prétendue assistance n'a pas empêché, au contraire, a facilité l'arrestation, l'humiliation, l'assassinat ignoble de notre Héros national. Aujourd'hui, les mêmes comparses ... répandent des mensonges, d'ignobles calomnies sur notre vaillante armée de libération, sur notre pays bien aimé et sur moi-même»*.[3]

Camdessus: privatisez, libéralisez, rassurez les financiers...

« Nous serons davantage fragilisés et manipulés », Kabila ne pouvait mieux le dire... Et l'un des principaux instruments de cette fragilisation s'appelle le Fonds Monétaire International dont les principaux responsables venaient tout juste de s'adresser solennellement à l'Afrique...»

Au Burkina Faso, le 9 juin 1998, Michel Camdessus, directeur du FMI, et Alassane Ouatarra, directeur adjoint, «conscientisent» les Chefs d'Etat africains, réunis pour le sommet de l'OUA, sur les bienfaits du FMI et de la mondialisation. Ouatarra pousse même l'imposture jusqu'à glorifier le rôle du FMI dans *«la renaissance africaine»*.

Or, cette mondialisation n'est rien d'autre que la domination globale et totale sur le monde entier par quelques milliers de multinationales et une poignée de puissances impérialistes qui leur servent de bras armés. C'est essentiellement la recolonisation économique, politique, militaire et culturelle de plus de 80% des pays du monde. La mondialisation, c'est une «renaissance» pour les puissances impérialistes dont la soif de profits n'a plus de limites géographiques, c'est une «recolonisation» intégrale de tous les pays qui s'efforcent depuis 1917 de s'arracher à la dictature impitoyable du grand capital international.

La première multinationale américaine est General Motors qui, en 1999, réalise des ventes pour un montant de 189 milliards de dollars. A la dixième place des multinationales américaines, on retrouve Boeing avec un chiffre d'affaires de 57,9 milliards de dollars. Le Congo avec ses 55 millions d'habitants réalise un Produit Intérieur Brut de 6,3 milliards de dollars... Une seule entreprise comme GM produit donc chaque année 30 fois plus que tout le Congo ! Le seul budget militaire des Etats-Unis est de 258 milliards de dollars, soit le PNB congolais cumulé de 40 années !

La mondialisation, c'est la dictature politique et économique exercée par des multinationales sur 5 milliards d'êtres humains. Et cette dictature totalitaire se fait au nom de l'entreprise privée et du marché libre. Marché libre, rejet de la planification économique ? Mais rien au monde n'est plus rigoureusement planifiée que la production des multinationales. General Motors planifie sa production, sa recherche, sa commercialisation, ses ventes à l'échelle planétaire. Elle planifie la fabrication de ses voitures et leur transport sur des milliers de kilomètres et cela *«just in time»*, c'est-à-dire au jour près. Une multinationale comme GM pratique la planification rigoureuse du travail et de l'exploitation de centaines de milliers d'ouvriers et d'employés au profit d'une poignée de grands actionnaires et de hauts cadres. Or, les puissances impérialistes qui protègent ces multinationales, veulent interdire aux pays pauvres et dominés de concentrer leurs faibles moyens et de planifier leur production dans l'intérêt de la grande masse des travailleurs. «La planification ne fonctionne pas» disent-ils, «seul le marché libre fonctionne». Il est pourtant évident que seul un Etat fort et la propriété collective des moyens de production peuvent permettre au Congo, un pays dominé depuis des siècles, de se constituer une force économique, politique et militaire capable de résister à la barbarie impérialiste. Même si le Congo parvenait à planifier l'ensemble de sa production, il ne planifierait que 3,3 % de la production organisée avec le maximum de dirigisme de General Motors! Seule une planification au niveau national, qu'on voudrait aussi rigoureuse que la planification organisée au niveau des multinationales, pourra relever le niveau de vie et le niveau culturel des masses populaires du Congo et de l'Afrique.

Camdessus et Ouatarra ont exposé devant les Chefs d'Etat africains les principes essentiels de ce qu'ils appellent «l'Etat de droit» et «la bonne gouvernance». Et si on se posait les bonnes questions ? L'Etat de droit de qui, de quelle classe sociale ? La bonne gouvernance pour qui, pour quelle classe sociale ? La «bonne gouvernance»

pour les actionnaires des multinationales est-elle compatible avec la «bonne gouvernance» pour les milliards d'hommes, femmes et enfants privés de nourriture, de soins médicaux et de dignité par ces mêmes multinationales?

Camdessus donne ses directives aux Présidents africains: *« Continuez d'attaquer frontalement et de façon large les problèmes structurels. Renforcez tout ce qui peut encourager l'investissement privé et l'esprit d'entreprise »*. Et Ouatarra de renchérir: *« Une attention particulière doit être consacrée à un processus plus rapide de privatisations pour élargir le domaine de l'investissement privé»*. Mais qui ignore que dans ce monde capitaliste, les grands requins mangent les petits poissons? Les grands «investisseurs privés», c'est-à-dire principalement les multinationales américaines, allemandes et françaises, «boufferont», avec le soutien du FMI, les meilleures entreprises africaines.

Camdessus produit encore une autre idée remarquable: «*Accélérez la libéralisation du commerce comme moyen d'améliorer l'efficacité et la compétitivité des producteurs nationaux. Eliminez les barrières non tarifaires et les monopoles pour réduire les taxes à l'importation et à l'exportation*». Ce qui se cache derrière ces «conseils»? Grâce à leur technologie et leur productivité infiniment supérieures, les multinationales s'empareront en un tour de main des marchés intérieurs des pays africains. Et l'efficacité des rares producteurs nationaux qui survivent, s'améliorera surtout... lorsqu'ils seront rachetés par des capitalistes occidentaux.

Ouatarra rêve d'une gestion financière efficace au service de la mondialisation impérialiste: «*Il faut avoir un système bancaire sain. Ceci veut dire: avoir une classe de gestionnaires et contrôleurs financiers nationaux qualifiés, tous libérés de toute forme d'interférence politique*». Comme l'Afrique doit se plier à la «mondialisation», les règles financières imposées par le FMI et les multinationales doivent y avoir force de loi. Il faut former dans chaque Etat africain une classe de gestionnaires financiers éduqués dans les universités occidentales et qui sont prêts à «gérer» leur pays selon les règles dictées par le FMI. Comme jadis, la nouvelle colonisation est avant tout une colonisation de l'esprit de l'élite. Une poignée d'intellectuels congolais et africains deviennent des «assimilés» du monde financier impérialiste. Ces «technocrates» africains, liés matériellement et idéologiquement au monde impérialiste, doivent refuser toute «interférence politique» d'un pouvoir politique résolument nationaliste et populaire.

Camdessus veut une Afrique où les exploiteurs étrangers ne connaissent plus d'incertitude: *« Il faut écarter le sentiment d'incertitude qui rend trop souvent très difficile la prise de décision d'investisseurs en Afrique. La transparence, la prévisibilité, l'impartialité des systèmes régulateurs et légaux doivent être garanties »*. Autrement dit, il faut en Afrique des «Etats de droit» basés sur la liberté universelle que revendique le grand capital international. Les libertés et les privilèges accordés aux multinationales doivent être clairement fixés dans les lois et les réglementations des pays africains. Cela enlèvera tout sentiment d'inquiétude aux grands patrons américains et européens qui s'enrichiront plus sereinement sur le dos des masses africaines affa-

mées ! Le FMI réserve aux masses congolaises et africaines le « sentiment d'incertitude » quant à leur survie, leur alimentation, leur santé et l'éducation de leurs enfants...

La conclusion politique, c'est Ouatarra qui la présente à ses « frères » les Présidents africains : *« Il faut conclure un partenariat avec la Société Civile. Pour construire un consensus pour les réformes, les gouvernements africains doivent chercher un large soutien de la population pour les efforts d'ajustement »*. Cette belle phrase nous révèle le véritable sens du mot « démocratie », lorsqu'il est utilisé par les commissionnaires des multinationales. Fabriquer le « consensus » autour des programmes du FMI, voilà la grande affaire ! La démocratie parlementaire et l'organisation de la « Société Civile » servent à convaincre les masses africaines misérables que la recolonisation économique, politique et militaire de leurs pays leur apportera des bienfaits illimités.

Le FMI: Kabila ou Kagame?

Ainsi, Camdessus et Ouatarra nous ont présenté toute la litanie de critères selon lesquels les Etats-Unis, l'Allemagne et la France jugeront la politique des Présidents africains. Et si le Président congolais Kabila n'accepte pas ces règles du néocolonialisme « mondialisé », s'il se met en tête de défendre les intérêts des masses populaires qui ont souffert le martyr depuis 1960, alors toutes les insultes, tous les mensonges et calomnies, tous les complots, tous les sabotages économiques et tous les actes de guerre seront permis pour le liquider, lui et le mouvement populaire qu'il incarne.

On connaît le rôle joué par le FMI dans les actes de sabotage économique contre tous les pays qui défendent leur indépendance contre l'impérialisme. Très tôt, le FMI s'est aussi investi dans la guerre économique contre le Congo nouveau. Ed Marek résume la situation, ce 24 juillet 1998. *« Les sanctions qui ont été imposées à la RDC par la communauté financière internationale contrôlée par les Etats-Unis, ont effectivement coupé le Congo de tout espoir d'un développement économique. Le Congo ne reçoit aucune aide extérieure significative, ni des investissements étrangers directs de la part de l'Occident. »*[4] Ainsi, la guerre politique qu'ont déclenchée certaines forces depuis le 17 mai 1997, a été poursuivie très tôt par une guerre économique...

Kagame est jugé par le FMI selon les mêmes critères que Kabila. Et les grands financiers de ce monde s'épuisent en éloges sur le numéro un rwandais. Fin juin 1998, le FMI accorde au Rwanda un prêt sur trois ans de 95 millions de dollars. Et le FMI de féliciter le régime de Kagame pour *« la restauration de la stabilité macroéconomique et la mise en œuvre de réformes structurelles »*.[5] C'est comme une attestation que le gouvernement rwandais a fidèlement obéi aux injonctions des puissances impérialistes...

Pour services rendus, l'Occident permet à Kagame et aux siens de se remplir les poches par des moyens légaux et illégaux. Et comme toujours, l'enrichissement

d'une bourgeoisie néocoloniale se paie par une misère accrue des masses populaires. Le 6 juillet 1998, la nouvelle grande bourgeoisie du Rwanda fête le quatrième anniversaire de la victoire du Front Patriotique Rwandais. Un journaliste de l'*AFP* note *« un certain malaise ou une lassitude de la population, confrontée aux réalités économiques peu réjouissantes »*. La foule de 35.000 personnes réunies au stade Amahoro commence à quitter les lieux avant même la fin du discours de Kagame. Et le Président Bizimungu qui devait prendre la parole, est absent. Mais dans un discours radiodiffusé le soir, il dénonce «*la corruption qui existe à certains niveaux de l'administration et même du système judiciaire*».[6] De graves problèmes s'annoncent au Rwanda...

Le monde des affaires porte aussi un jugement élogieux sur l'Ouganda. En Afrique du Sud, le Parti démocratique exhorte les financiers à investir en Ouganda *« qui a une politique fiscale favorable aux investisseurs étrangers ». « Le faible impôt sur les sociétés, l'absence de contrôle de change et le marché du travail extrêmement flexible font de l'Ouganda une destination viable pour les investissements.»*[7] Ici aussi, les grands bourgeois ougandais sont récompensés pour leur discipline. L'Occident ferme les yeux sur la corruption. L'Etat ougandais a pourtant «égaré» 70 millions de dollars sur des dépenses totales se chiffrant à 913 millions pour l'année juin 1996-juin 1997.[8]

Une dernière fois : « Kabila, génocidaire des Hutu... »

Le 22 juin 1998, *Le Soir* évoque un rapport fabriqué par l'AZADHO et par le *International Center for Human Rights*, une association subsidiée par le gouvernement canadien. Les deux organisations se situent dans la ligne des nombreuses ONG ayant pris la défense des génocidaires hutu réfugiés au Zaïre de Mobutu. Reprenant les positions de l'impérialisme français, elles estiment que 70% des massacres et exécutions lors de la guerre de l'AFDL ont été l'œuvre *des «forces de Laurent Kabila»*, alors que les forces de Mobutu sont tenues *« responsables pour 15% des meurtres ». « Les forces rebelles ont utilisé tout un arsenal de méthodes, préméditées, pour éliminer les Hutu. »* Le rapport affirme que 200.000 personnes ont été tuées *«ou ont disparu »* lors de cette guerre, *« en raison d'une stratégie délibérée d'extermination d'une portion de la population rwandaise »*.[9]

Le 24 juin, l'ambassadeur américain aux Nations Unies, Richardson, lance les mêmes accusations, se basant cette fois-ci sur le rapport inédit de la Commission d'enquête de l'ONU. Le gouvernement congolais réplique immédiatement : *« L'ONU a violé les règles de confidentialité ; elle a permis à l'ambassadeur d'un Etat non concerné par le rapport, de prendre connaissance de ce document et de le rendre public »*. Le gouvernement relève aussi *« la responsabilité de la France dans la campagne de dénigrement à l'encontre de notre pays et de notre Président. La France, qui porte une responsabilité spécifique d'avoir entraîné et armé les Forces Armées Rwandaises et les milices Interahamwe convaincues de génocide, est le principal*

pays à soutenir les médias et les anciens mobutistes anti-République Démocratique du Congo ».[10]

Le 19 juin déjà, deux cents journalistes réunis lors de la Journée de réflexion de la Presse congolaise, avaient déclaré que cette guerre psychologique autour d'un prétendu «génocide», visait à *« décréter un embargo contre notre pays et notre peuple ».*[11]

Mais la grande artillerie sera engagée avec la publication officielle du Rapport de l'ONU le 2 juillet. C'est une arme maîtresse qu'utiliseront les puissances impérialistes dans leur guerre politique contre le Congo.

Il faut tout d'abord souligner que ce rapport est farfelu. Les auteurs n'ont pas été en mesure de réaliser des enquêtes sérieuses sur le terrain. En une phrase, ils le reconnaissent, disqualifiant ainsi toutes les accusations qui suivent: *« Compte tenu de ces difficultés et obstacles, il est impossible de confirmer ou de réfuter à ce stade la plupart des allégations qui ont été faites en ce qui concerne des violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire au cours de la période couverte par le mandat de l'équipe d'enquête. »*

Sans la moindre logique, des accusations contenues dans ce rapport sont adressées à Kabila et l'AFDL, et non aux troupes rwandaises, les seules qui pouvaient avoir un «intérêt» dans la disparition des groupes hutu armés et non-armés au Zaïre. Parlant du plus grand camp de réfugiés au Kivu, le Togolais Atsu-Koffi Amega, Président de la commission d'enquête, écrit: *« Des centaines de personnes non-armées ont été capturées et exécutées à la suite de l'attaque lancée contre le camp de Mugunga en novembre 1996, et de nombreux civils non-armés qui s'étaient enfuis de ce camp et d'autres, notamment de camps dans le Sud-Kivu et des camps de Tingi-Tingi, Kasese et Obiro, ont été pourchassés et exécutés. Ces massacres ont été commis par l'AFDL, dans certains cas avec la participation de milices Maï Maï; il est impossible de savoir exactement dans quelle mesure l'armée rwandaise y a participé. Ces massacres... risquent fort de constituer des crimes contre l'humanité. »* C'est le comble de l'absurdité: Atsu-Koffi Amega prétend pouvoir affirmer catégoriquement que l'AFDL et même les Maï Maï ont massacré des Hutu dans ces grands camps de réfugiés. Mais à propos de l'armée rwandaise, qui a minutieusement préparé ces opérations depuis de longs mois, il affirme ne pas savoir si elle a participé à l'affaire...

Aussi bien les Américains que les Français et leur homme Amega savent que seuls les extrémistes tutsi de l'armée rwandaise pouvaient avoir un intérêt politique et militaire à massacrer des réfugiés hutu. Quel était l'intérêt des Congolais d'exterminer des gens qui ne leur avaient rien fait? Dans le passé, le peuple congolais a indistinctement accueilli des réfugiés tutsi et hutu rwandais. Au moment de la prise des camps au Kivu, en novembre-décembre 1996, Kabila n'avait pas encore une véritable armée. Il devait en former une en cours de route, marchant sur Kisangani, Lubumbashi et Kinshasa. Pendant cette longue marche, comment aurait-il pu détacher des forces pour s'enfoncer dans les forêts et y traquer et assassiner des Hutu? Kabila savait que le combat décisif était encore à venir contre les troupes d'élite de l'armée de Mobutu, renforcées par des mercenaires.

Les opérations militaires pour vaincre les génocidaires au sein des camps de réfugiés et pour amener les Hutu à retourner au Rwanda avaient été méticuleusement organisées. Seule l'armée rwandaise avait la capacité et les moyens pour exécuter des actions de cette ampleur. Mais perfidement, les enquêteurs de l'ONU affirment que c'était les forces – pratiquement inexistantes à ce moment – de Kabila qui ont «attaqué» les camps et qui «pourraient» y avoir commis un génocide. L'armée rwandaise se serait, selon les «recherches» de la fameuse équipe de Atsu-Koffi Amega, limitée à des fonctions d'«appui» aux soldats génocidaires de Kabila! *«Les attaques lancées contre les camps dans le Nord-Kivu en 1996 avaient pour but, en partie, de contraindre les réfugiés résidant dans les camps à regagner le Rwanda,... mais les opérations de "nettoyage" entreprises après ces attaques..., montrent bien que l'intention était d'éliminer les Hutu rwandais restés au Zaïre. Une interprétation possible de cette phase des opérations menées par l'AFDL avec l'appui du Rwanda est qu'il avait été décidé d'éliminer cette partie du groupe ethnique hutu en tant que tel. Si cela est confirmé, il s'agirait d'un acte de génocide.»*[12] C'est avec de telles «interprétations possibles», affirmations «à confirmer», «intentions» devinées et autres supputations que les experts de l'ONU lancent le mot «génocide» à la tête du seul Kabila.

Ces partis «démocratiques» qui ont préparé la guerre

Pendant la première année du pouvoir nationaliste, ses ennemis lui ont mené une guerre politique avec deux lignes d'attaque: *«Kabila génocidaire»*, thème largement développé dans les médias français et américains, et *«Kabila dictateur et nouveau Mobutu»*, thème préféré des partis politiques qui ont dominé la «Transition» mobutiste de 1990 à 1997. Les deux campagnes visaient à créer une situation de troubles et d'émeutes qui permettrait à la nouvelle opposition mobutiste-tshisekediste de renverser le nouveau régime.

Au cours du dernier mois de paix qu'a connu le régime nationaliste, on a pu noter un fait politique qui, avec le recul, révèle des alliances et des complots restés longtemps secrets.

Les partis dits «démocratiques» développent en juillet 1998 un discours anti-kabiliste qu'on retrouvera quelques semaines plus tard, mot pour mot, dans la bouche des dirigeants de la «rébellion».

Ainsi, les partis «démocratiques» taxent le régime nationaliste de *«pouvoir totalitaire»* et de *«pouvoir fasciste»*, organisé par *«une bande d'aventuriers»* qui s'adonnent à *«la barbarie»*... D'après eux, Kabila installe *«une nouvelle dictature»*, *«un nouveau mobutisme»*. L'armée de Kabila doit être *«désarmée»* avec l'appui des puissances occidentales. Les «démocrates» s'engagent à *«chasser l'actuel dictateur par tous les moyens»*, référence discrète à la lutte armée qu'ils envisagent. Kabila, qui est *«un criminel et un assassin»*, doit *«immédiatement démissionner»* et être

« condamné pour crimes contre l'humanité », non pas devant un tribunal congolais, mais *« devant la justice internationale »*.

Au cours de ce mois qui précède l'agression, les « démocrates » présentent également leur solution à la « crise congolaise ». Elle tient en quatre points. Le régime nationaliste doit disparaître. Une Table Ronde qui réunit le gouvernement, l'opposition interne et la Société Civile, doit décider de l'avenir du pays. Elle doit former un nouveau gouvernement d'Union nationale. Celui-ci dirigera une nouvelle transition vers des élections...

De la lecture de toutes ces déclarations ne ressort qu'une conclusion : dès avant l'agression, les partis « démocratiques » formulent le programme que Bizima, Nyarugabo, Ruberwa, ZAhidi N'Goma, Wamba dia Wamba, Thambwe Mwamba et autres Lunda Bululu défendront au nom de la « rébellion ». Un grand nombre de partis d'« opposition » sont impliqués dans le complot américain. Entre les dirigeants de la rébellion et les dirigeants de l'opposition non-armée, il n'y eut qu'une division des tâches dans un même combat, pour un programme commun.

Tshisekedi : nouvelle dictature, nouveau mobutisme

Analysons à présent en détail les faits qui permettent de faire ces affirmations.

Le 1er juillet 1998, nous sommes à un mois du déclenchement de la guerre. L'UDPS, par la voix de son représentant au Benelux, Tshipamba Mpuila, annonce au monde que Tshisekedi *« a été enlevé de sa maison à Kabeya Kamuanga par des éléments fortement armés envoyés par le pouvoir totalitaire de M. Kabila »*. Mpuila dénonce *« l'intention malveillante du pouvoir fasciste de Kinshasa »*. Après avoir évoqué *« la barbarie »* de *« la bande d'aventuriers au pouvoir à Kinshasa »*, il formule sa conclusion : *« l'UDPS exige : a) la démission immédiate de M. Kabila et sa condamnation, devant la justice internationale, pour crimes contre l'humanité ; b) l'isolement diplomatique du régime de Kinshasa et le désarmement de toutes les bandes armées avec l'appui de la Communauté Internationale ; c) la mise en place d'un cadre juridique démocratique pendant la transition, d'un calendrier politique précis et d'une commission électorale indépendante »*.

En quoi le discours de Mpuila se distingue-t-il de celui qui sera tenu bientôt par le « rebelle » Bizima ? En rien, sinon par sa plus grande virulence : Bizima n'osera pas revendiquer le désarmement de l'armée congolaise, il se limitera à sa fusion avec l'armée rebelle... Juste avant l'agression rwandaise, l'UDPS exige la démission de Kabila et sa condamnation pour crime contre l'humanité pour avoir génocidé les réfugiés hutu ; un mois après la « rébellion », l'UDPS exigera toujours la démission de Kabila et sa condamnation devant la justice internationale... mais cette fois pour avoir « génocidé » les Tutsi !

Toujours ce fameux 1er juillet, au nom de l'UDPS-Canada cette fois, Léon Mukendi signe un communiqué qui se termine ainsi : *« L'UDPS met les suppôts de M. Kabila devant leur propre responsabilité, car notre peuple s'est déjà engagé à chasser*

l'actuel dictateur par tous les moyens».[13] Pour protéger le dictateur Mobutu, l'UDPS affirma de 1980 à 1997 vouloir le chasser en ayant uniquement recours à des moyens «pacifiques». Pour renverser le nationaliste Kabila, cette formation a l'intention d'utiliser «tous les moyens», c'est-à-dire aussi les moyens violents.

Toujours ce 1er juillet, toutes ces attaques sont lancées parce que le «lider maximo» a été «enlevé de sa maison», probablement pour être sauvagement tué... Voilà le genre d'informations dont les médias occidentaux raffolent pour dénigrer Kabila et le Congo. Mais cette fois encore, la direction de l'UDPS s'est ridiculisée. Ce 1er juillet, Tshisekedi, dont on disait la vie menacée par une «bande d'aventuriers» ivres de «barbarie», avait simplement été mis dans un avion pour Kinshasa. De retour chez lui, Douzième rue à Limete, Tshisekedi s'adresse le 7 juillet à la presse en ces termes: *«Nous avons à notre actif 18 ans de lutte contre un système qui était le plus cruel du monde moderne. (...) Je félicite notre peuple pour la fermeté avec laquelle il continue à résister aux tentatives d'instauration dans notre pays d'une nouvelle dictature. (...) Je remercie ensuite la Communauté Internationale pour avoir soutenu le combat de notre peuple, toujours dans la résistance contre les tentatives d'instauration d'un nouveau mobutisme dans notre pays».*[14] Ainsi, Tshisekedi, pour plaire à ses patrons occidentaux, prétend que le Congo sous Kabila continue de subir «le système le plus cruel au monde»...

Tshisekedi s'acharne contre toutes les initiatives raisonnables prises par le pouvoir nationaliste. A propos de la convocation d'une Constituante, appelée à rédiger un texte qui sera soumis au référendum populaire, le «leader charismatique» estime que cette Constituante est *«la plus grande injure qu'on puisse faire au peuple»*. A la place de la Constituante, Tshisekedi exige «*la réconciliation nationale*» entre les nationalistes et tous les politiciens néocoloniaux de la Conférence Nationale: *«Une entente, un consensus autour d'un texte juridique qui s'appelle constitution de transition». «Il est temps que les choses reviennent à la normale, c'est-à-dire que les activités politiques reprennent».* En clair, les mobutistes, kengistes et autres tshisekedistes qui ont dominé la CNS-HCR-PT, doivent retourner aux affaires comme au bon vieux temps...

Dans la foulée, Tshisekedi refuse de soutenir le nouveau Franc congolais, affirmant qu'il est *«fort à craindre que demain nous puissions nous casser les dents».*[15] D'ailleurs, le 25 juin, l'UDPS avait déjà appelé à boycotter la nouvelle monnaie, en rappelant qu'elle avait réussi à faire capoter la réforme monétaire de Birindwa, lancée en 1993.[16]

Mayele, MNC-L: «dérives totalitaires...»

Daniel Mayele, qui prétend agir au nom du MNC-L (Onawelho), organise le 30 juin 1998 à Bruxelles une «Table Ronde» avec un fumeux «Collectif des Forces Vives et Démocratiques du Congo-Kinshasa». Ces comparses dénoncent *«la dictature naissante de Kabila»* et les *«dérives totalitaires et tyranniques du régime AFDL».*

Recourant à l'anticommunisme, l'arme préférée des forces qui se sont acharnées contre Lumumba en 1960, Mayele affirme que Kabila reste prisonnier du *« totalitarisme »* et des *« querelles mesquines des années soixante »*. En cette année 1998, la lutte anti-impérialiste est plus âpre encore qu'elle ne l'était en 1968, mais elle est balayée par Mayele en un petit tour de main: *« une querelle mesquine du passé »*. Bien sûr, Mayele se croit aussi obligé de prendre la protection de la grande bourgeoisie compradore liée aux forces impérialistes. Il accuse Kabila d'amener *« les conflits des classes dont le Congo n'a que faire en cette fin du XX^e siècle »*. Ainsi, le conflit entre les masses populaires appauvries et la grande bourgeoisie mobutiste qui s'est enrichie en pillant le peuple, serait une invention arbitraire de Kabila !

Arrivant aux conclusions politiques, Mayele écrit*: « La classe politique et la Société Civile congolaises peuvent s'unir... et présenter une alternative crédible à la clique des apprentis-sorciers de Kinshasa »*. C'est le langage des Américains qui ne cachent pas leur intention de s'appuyer sur la vieille classe politique de la CNS-HCR-PT et sur la Société Civile pour écarter les nationalistes du pouvoir. Et Mayele d'exiger la formation d'un *« gouvernement de Transition (auquel) soient associés les principaux partis du Congo pour la définition en commun d'un cadre institutionnel clair et la préparation d'élections libres »*. Mayele exprime encore sa conviction que *« le peuple du Congo accordera à nouveau la majorité au MNC-L à l'issue des élections libres »*.[17]

Les véritables intentions poursuivies par toute cette rhétorique anticommuniste et anti-nationaliste apparaîtront aux premiers jours de l'agression américano-rwando-ougandaise. Monsieur Mayele se rend alors à Kigali avec l'espoir que ses amis rwandais le porteront au pouvoir à Kinshasa...

ZAhidi N'Goma: « vers une implosion du territoire »

Début juillet 1998, monsieur ZAhidi N'Goma est en convalescence à Paris. Au journal *La Libre Belgique*, il déclare *« ne pas donner crédit aux élections promises par Kabila »*. Il exige qu'un *« gouvernement de consensus »* soit organisé *« par la négociation »* afin d'entamer *« une transition consensuelle vers des élections »*. Monsieur N'Goma estime que l'existence du Congo est menacée. « Par qui », lui demande Marie-France Cros? Réponse: *« L'absence du pouvoir sur les fronts économique, politique et social et sa présence massive sur le front de la contrainte, sont facteurs de tension. Or, les pays voisins sont, eux aussi, en pleine tension. Tous les éléments sont réunis pour une implosion du territoire. Il est urgent pour les patriotes de comprendre qu'il faut appréhender le défi majeur qui se pose au pays: demain, c'est la nation qui peut disparaître »*. A la question: « Comment mettre fin à la guerre au Kivu ? » le futur chef de la « rébellion » répond ceci: *« La question ne peut être résolue qu'avec un Congo fort, c'est-à-dire stable. Le mal doit être attaqué à sa racine – au Rwanda même, où l'on devra résoudre la question de la gestion politique du pays entre une majorité et une minorité »*.[18]

En évoquant «l'absence du pouvoir sur les fronts économique et social», ZAhidi N'Goma dénigre les grandes réalisations de la première année du pouvoir nationaliste. Il affirme aussi que Kabila conduit le Congo vers l'éclatement. Pour que le Kivu ait la paix, il faut d'abord résoudre le problème fondamental qui se pose au Rwanda.

Et c'est cet homme qui, exactement un mois plus tard, deviendra le pseudo-Président d'une fausse «rébellion» et fonctionnera comme un paravent pour masquer l'agression rwandaise ! Celui qui accusait Kabila de conduire le Congo à la division, se mettra au service des agresseurs américano-ougando-rwandais qui occuperont et pilleront la moitié du Congo et réaliseront la division de fait du pays...

Kengo : «Table Ronde pour la réconciliation»

Léon Kengo Wa Dondo a joué le rôle d'ennemi juré de Tshisekedi dans cette mauvaise comédie de Conférence Nationale. Aujourd'hui, contre Kabila et les nationalistes, Kengo et Tshisekedi parlent exactement le même langage.

A la mi-juillet, Kengo est aux Etats-Unis pour des contacts avec les milieux d'affaires et politiques. Le lundi 20 juillet, il donne une conférence au Centre International d'Etudes Stratégiques en compagnie de son ami Herman Cohen, ancien sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires africaines. Kengo est présenté par Cohen comme un des meilleurs observateurs de la situation au Congo.

Kengo recommande d'accepter le consensus forgé à la Conférence Nationale Souveraine et d'adopter le fédéralisme qui, selon le préféré du FMI, rapproche le gouvernement et le peuple. Pour y arriver, Kengo veut une Table Ronde qui réunisse le pouvoir actuel, les partis politiques et les composantes de la Société Civile. Ces trois parties *« reprendront, dans un esprit de réconciliation nationale, le processus de démocratisation subitement interrompu »*. Ils devront élaborer une constitution de la Transition et déterminer le cadre et la durée de la nouvelle Transition qui préparera le pays aux élections libres.

Le général Likulia, le dernier Premier ministre de Mobutu, est sur la même longueur d'ondes : il faut *« renouer le dialogue avec toutes les composantes politiques et sociales autour d'une Table Ronde qui nous permettra de dégager un cadre consensuel ... La Table Ronde aura pour but la réactualisation des acquis de la CNS »*.[20]

Ainsi, un mois avant la guerre d'agression, la plupart des partis de l'opposition «démocratique», mobutistes et tshisekedistes à l'unisson, s'accordent sur le programme à réaliser par la guerre à venir : refuser la légitimité de la révolution du 17 mai, organiser une «Table Ronde» sur le modèle de la Conférence Nationale, rendre Kabila et les nationalistes minoritaires dans un «gouvernement de Transition»... C'est le même programme qu'agiteront agresseurs et rebelles dès le début de leurs opérations militaires... Après une année d'occupation rwando-ougandaise caractérisée par des massacres barbares, tous les éléments de ce programme seront repris dans l'Accord de Lusaka.

La poudrière du Kivu...

Kabila, accusé par la France, les Etats-Unis et la commission de l'ONU de «génocider les Hutu», s'entendra reprocher en août 1998 par ses anciens alliés rwandais sa «complicité» avec les milices Interahamwe! La vérité, c'est qu'entre mai 1997 et juillet 1998, Kabila s'est investi à fond dans la pacification du Kivu et dans la réconciliation entre les différentes ethnies de la province.

L'effort de pacification

Nous avons déjà constaté que la situation politique au Kivu était devenue extrêmement complexe entre avril et juillet 1998. Dans les luttes politico-militaires secouant le Kivu, on peut déceler au moins quatre orientations distinctes.

La première est représentée par Kabila et Lwetcha qui défendent l'indépendance et la souveraineté du Congo, qui prônent la cohabitation pacifique entre toutes les ethnies du Kivu, y compris les Banyamulenge et qui se prononcent pour une coopération régionale basée sur l'égalité et les avantages mutuels. Le 24 avril 2000, j'ai eu une discussion avec le lieutenant-général Sylvestre Lwetcha, nommé depuis quelques mois chef de l'état-major. Le camarade Lwetcha était de mai à juillet 1998, Président de la Commission nationale de pacification qui tentait de mettre fin aux conflits entre différentes tribus au Kivu et plus particulièrement, entre les Banyamulenge et les autres ethnies. L'information est cruciale parce que le même Lwetcha sera accusé quelques semaines plus tard, avec Kabila et Yerodia, de tenir un «discours de la haine» contre les Tutsi et d'appeler au génocide!

Lwetcha nous a dit ceci : *« Il y eu deux missions de pacification en août 1997 et mai 1998. L'échec de la pacification était dû à la mauvaise volonté des Tutsi. Nous avons conscientisé la population pour la cohabitation pacifique. J'ai pu aller partout chez les Maï Maï. Les Pay-Pay sont des politiciens qui s'autoproclament chefs des Maï Maï. Il faut vivre les réalités sur le terrain. Nous avons parcouru tous les territoires Maï Maï au Nord et au Sud-Kivu. Nous avons été écoutés partout. A Kaziba, les Maï Maï ont remis 15 armes, à Mwenga 45. C'était des armes arrachées des mains de Banyamulenge. 200 Maï Maï sont sortis à Kaziba et 600 à Mwenga.*

Huit cent trente trois Maï Maï ont accepté de déposer les armes et d'intégrer les Forces Armées Congolaises. Ils étaient déjà à Goma pour se rendre en formation. Les Tutsi avaient promis de remettre leurs armes à Lemera. Mais ils ont finalement dit qu'ils ne sont pas arrivés à convaincre les leurs... J'ai convaincu un camp, les Maï Maï. Cela a demandé beaucoup d'efforts avant qu'ils n'acceptent. Les Tutsi se sont insérés dans la pacification pour nuire au Congo, c'était déjà un coup monté de leur côté. En plus, les Tutsi ont voulu profiter de la pacification pour mettre la main sur moi.

En juin 1998, nous étions à Kaziba et Mwenga. Du 11 au 14 juin, j'ai dirigé une conférence à Kaziba, au Sud-Kivu, pour réaliser la paix entre les Banyamulenge et

les Bazibaziba. Une centaine de délégués, dont plusieurs chefs coutumiers y ont pris part. Plusieurs dizaines de combattants Maï Maï qui ont déposé les armes sur les conseils de la Commission, ont également participé à la rencontre.

Au mois de juillet, j'étais dans la plaine du Ruzizi, à Sonye, Ibirizi, etc. Le 29 juillet, nous sommes allés à Bukavu. Là, le 3 août 1998, des Tutsi dirigés par Serukiza ont ordonné à ma garde de déposer les armes, ils ne reconnaissaient plus le gouvernement Kabila... Nous avons refusé. Le jour où les troupes rwandaises ont envahi notre pays, je les ai combattues avec ma garde non loin de l'aéroport. C'était vraiment héroïque, inoubliable, à 37 contre des centaines d'agresseurs. »

Ajoutons encore qu'au cours des deux mois qui ont précédé l'agression, Lwetcha a encouragé toute une série d'initiatives qui pouvaient contribuer à la pacification. Ainsi le 3 juillet, 22 ONG de Bukavu ont crée un « *Conseil pour la Paix et la Réconciliation* ». Le Conseil affirme qu'un grand nombre de rebelles Maï Maï sont des jeunes gens désœuvrés qui utilisent leurs armes pour violer les femmes et voler vaches et chèvres. Mais le phénomène connaît une régression : plusieurs Maï Maï se sont désolidarisés des génocidaires hutu. Ils n'acceptent pas que ces forces « *utilisent Bukavu comme base arrière pour attaquer leur pays* ».[21]

Le 8 juillet, le commandant de la PIR au Nord-Kivu, Mashashi wa Ngongo, affirme que la mission de pacification à Lubero et Beni a porté des fruits. Il attribue les insurrections Maï Maï principalement à des causes économiques. Des commerçants tombés en faillite «alimentent» les conflits pour évincer leurs concurrents. Des litiges fonciers sont «tranchés» par ces groupes armés. Il y a aussi toute sorte de conflits entre groupes de jeunes de Beni et de Butembo qui sont réglés au fusil. Mashasi annonce que 300 jeunes de Beni et 100 de Butembo ont rejoint les rangs des FAC pour participer à l'effort de pacification.[22]

Le 7 juillet, le comité provincial de sécurité siège à Goma sous la présidence du gouverneur Kahanga Kimuha Tassi. Certains villages environnants ont été évacués à cause des opérations militaires le long de la frontière. Les villageois ont demandé de pouvoir regagner leur maison «*afin d'éviter la famine qui nous menace* ». Le gouverneur accepte leur requête et sollicite leur participation à la lutte contre « *les incursions des bandes armées qui sèment la désolation et la mort* ». Un même appel à se désolidariser des hors-la-loi est lancé aux habitants de Busilie, territoire Masisi, où 36 Congolais viennent d'être assassinés.[23]

Voilà les initiatives que Lwetcha, un patriote congolais, a inspiré en mai-juillet 1998.

Dans la nuit du 2 au 3 août 1998, à Bukavu, Lwetcha et ses hommes se retrouvent subitement pris au piège de l'attaque surprise rwandaise... Lui qui était venu prêcher la pacification, le refus de l'ethnicisme et le bien-fondé de l'entente avec Kigali, doit prendre la tête de la résistance armée contre l'agression rwandaise... et sera accusé par Kagame de planifier un «génocide des Tutsi»!

Le courant ethniciste anti-Tutsi

Au Kivu, un courant ethniciste anti-Tutsi s'est également développé parmi la bourgeoisie autochtone, sous l'influence de l'idéologie hutiste exportée du Rwanda vers le Congo au début des années soixante. Ce courant n'a rien de progressiste et de nationaliste, il s'agit d'une lutte de positionnement menée par une fraction de la bourgeoisie congolaise qui s'insère dans la logique de l'ordre néocolonial.

Entre janvier et juillet 1998, ce courant évoque *« l'occupation partielle du territoire congolais par les ressortissants tutsi, conformément aux termes du plan conclu à Lemera en 1996-1997 entre l'AFDL et le Rwanda »*. Il diffuse des rumeurs sur la création prochaine de la République Indépendante du Kivu. *« Le gouvernement unitariste du Président Kabila ne lève aucune voix de protestation contre ce projet de démembrement du Congo. »*

L'*African Information and Publishing Service* qui mène cette intoxication contre le gouvernement nationaliste, publie également un des nombreux « plans secrets des Tutsi » fabriqués de toute pièces par les ethnicistes hutu. Cette fois-ci, il s'agit d'un *« Plan de colonisation tutsi dans le Kivu montagneux »* qui doit être réalisé sur une période de dix ans, entre 1998 et 2008. Il est rédigé dans le style du « nazisme tropical » qui a caractérisé le génocide des Tutsi et des Hutu démocratiques au Rwanda en 1994. Il est imprégné de cette haine contre les Tutsi, considérés comme une « race perfide et cruelle », qui a mobilisé les Interahamwe. Ce « Plan » affirme que le Rwanda veut massivement exporter des Tutsi pour coloniser le Kivu et y chasser les autochtones. Or, si le Rwanda est surpeuplé, il a surtout des Hutu à exporter. On comprend mal pourquoi les Tutsi, qui sont déjà minoritaires au Rwanda, voudraient en masse aller « coloniser » une partie du Congo...

Regardons de plus près ce fameux « Plan » et ses différentes phases. *« La première phase va se réaliser sous le prétexte de faire la chasse aux miliciens armés hutu – les Interahamwe – et aux ex-FAR qui déstabilisent le Rwanda. L'occupation des villes de Goma et Butembo constitue la phase la plus décisive. La deuxième phase de la tutsisation du Kivu se réalisera en trois étapes.*

1. *L'inondation démographique du Sud-Kivu.*
2. *La séparation physique entre les parties tutsi et celles habitées par les autochtones.*
3. *Le démantèlement de l'entité non-tutsi dans la province, plus particulièrement dans les villes de Bukavu et d'Uvira.*

Les deux premières étapes seront réalisées en coopération avec le pouvoir de Kinshasa, qui organisera l'immigration des Tutsi du Rwanda, Burundi, Ouganda, Somalie et éventuellement de l'Ethiopie vers la "Terre promise". Ainsi sera payée la facture de guerre au Rwanda de Paul Kagame (accords de Lemera).

Pour financer cette colonisation tutsi, une banque appelée "Banque d'implantation tutsi dans le Kivu" sera installée à Kigali, dont la maison mère se trouvera à Kampala. Elle va financer les constructions des logements pour Tutsi dans les terri-

toires occupés et, sous forme de crédit, le commerce et l'administration des colons. Le plan prévoit 600.000 constructions de logement pour la période de 1999 à 2004. En cette année, on veut organiser des élections municipales et parlementaires en coopération avec le pouvoir de Kinshasa. C'est alors que les Kivutiens autochtones, devenus minoritaires, comprendront qu'ils ont perdu la partie. Alors on passera à la troisième étape, le "transfert tranquille" proprement dit. Cette étape constituera simplement à décourager les Kivutiens autochtones de vivre chez eux. La nouvelle administration tutsi leur interdira la construction de logements. »[24]

Comme toujours, cette propagande génocidaire prend appui sur l'un ou l'autre fait réel. La lutte contre les milices Interahamwe et les ex-FAR est une réalité et est justifiée. Mais quatre affirmations de ce «Plan» montrent clairement qu'il s'agit d'intoxication de type fasciste. D'abord, Kabila aurait signé à Lemera un «plan secret» (encore un!) pour livrer le Kivu aux Tutsi. Ensuite, le gouvernement «unitariste» consentirait au démembrement du Congo. Trois, la «colonisation» du Kivu serait organisée par le pouvoir de Kabila à Kinshasa qui invitera tous ceux qui sont de la «race nilotique», y compris les Somaliens et les Ethiopiens. Quatrième intoxication: les Tutsi créeraient une Banque pour construire 600.000 logements réservés à leur «race» et ils interdiront ensuite aux autochtones de bâtir des maisons...

Les courants patriotiques

Le troisième courant opérant au Kivu est celui des Maï Maï qui ont refusé de déposer les armes lorsque la mission de pacification de Lwetcha le leur a demandé, mais qui proclamaient en même temps leur patriotisme congolais. Padiri, le principal chef des Maï Maï, a refusé de répondre à l'appel de Lwetcha. Des déclarations qu'il fit à l'époque, il ressort clairement que Padiri était un patriote, qu'il appréciait le Président Kabila, qu'il ne voulait voir au Congo ni des Tutsi rwandais ni des Hutu rwandais en armes et qu'il craignait une agression lancée par Kagame. Début juillet 1998, Padiri déclare: *«Notre armée, c'est l'armée du peuple. Sa création est due à certaines revendications des populations qui ne se retrouvaient plus dans l'ancien régime. Il y avait beaucoup d'oppression et d'anarchie dans le passé. (...) Nous ne sommes pas contre le gouvernement. Comme les négociations sont en cours, notre objectif, c'est de travailler avec le gouvernement, surtout avec le Président Kabila».* A la question, quels liens les Maï Maï entretiennent-ils avec les Interahamwe, Padiri répond: *«Nous reconnaissons que nous nous sommes retrouvés, parce qu'ils fuyaient dans la forêt, pourchassés par les Tutsi. Nous aussi, nous étions dans la même situation. Mais je suis certain que vous avez appris que la ville de Bukavu a été prise par les Maï Maï, c'était le 11 avril. Cela nous a permis de faire traverser les Interahamwe pour qu'ils rentrent chez eux».*[25]

La guerre d'agression déclenchée, Padiri, l'adversaire politique de Lwetcha, devient un de ses plus fidèles lieutenants. Au moment ou Kabila nommera Lwetcha chef de l'état-major, il élèvera Padiri au grade de général de brigade...

Les Maï Maï qui, en mai-juillet 1998, ont refusé de désarmer parce qu'ils croyaient que les Tutsi rwandais avaient des visées sur le Kivu, se divisent en deux tendances. La première peut être appelée traditionaliste et populiste. Elle défend l'indépendance du Congo avec les tribus qui existaient sur son territoire en 1885 et elle refuse par conséquent toute présence d'origine rwandaise, qu'elle soit tutsi ou hutu. La seconde accepte que les réalités sociologiques aient changées au Kivu depuis que le colonisateur a organisé l'immigration de travailleurs rwandais hutu et tutsi, essentiellement entre 1937 et 1954. Elle défend le nationalisme congolais, la cohabitation entre les différentes tribus qui composent la nation et le respect des procédures pour acquérir la nationalité congolaise.

Enfin, il y a des groupes qui se disent Maï Maï, mais qui n'ont pas de véritable philosophie politique. Ces groupes s'engagent dans toute sorte de conflits d'intérêts locaux, dans des luttes pour le contrôle de la terre et du commerce.

Ces quatre courants se répandent dans un environnement politique qui change constamment. Lors de la guerre de libération de l'AFDL, les troupes rwandaise et ougandaise opérant sur le territoire congolais avaient déjà commencé à voler. Mais cela ne dépassait guère ce que les populations africaines subissent à chaque guerre. Au fil du temps, les officiers rwandais se montraient de plus en plus voraces et dominateurs. L'affaire changera progressivement de nature lorsque les armées rwandaise et ougandaise entament les préparatifs pour une agression généralisée...

Vers la mi-juin, on signale dans les régions qui entourent la ville de Bukavu, l'arrivée de nombreux réfugiés du Rwanda, généralement des Tutsi qui disent fuir la guerre civile qui se développe à nouveau là-bas. Des phénomènes comparables sont observés dans le Masisi, le Rutshuru et le Nord-Kivu. Des bruits se répandent qu'une invasion menace d'occuper le Kivu.[26] Intoxication de la part d'extrémistes hutu ou de leurs alliés locaux contre des Tutsi congolais qui refusent de s'établir au Rwanda? Ou premiers signes qui annoncent l'agression à venir? Impossible de trancher à l'époque.

Mais le jeudi 2 juillet 1998, un événement lourd de significations se produit. Un bataillon de l'armée ougandaise, commandé par le lieutenant-colonel Tumusiime Nyakaitana, prend d'assaut la localité congolaise Ntabi, située à 15 kilomètres de la frontière ougandaise. Le Quartier-Général opérationnel ougandais, chargé de la lutte contre les rebelles de l'ADF, se déplace de Kasese, en Ouganda, vers Ntabi. Dans la base de Kasese, il y a toujours un centre d'écoute du trafic radio militaire de la région. Ce centre, aux mains des Américains, était déjà opérationnel lors de la guerre de libération de l'AFDL. Des conseillers militaires américains y dispensent toujours une formation militaire à des éléments de l'armée ougandaise.[27] Dans le climat de méfiance qui s'est installé entre Kabila et Museveni, cette opération ne peut pas avoir eu l'aval de Kinshasa...

Début juillet, Pierre Bigras signale des affrontements dans la région de Butembo et de Beni entre les Forces Armées Congolaises et les troupes ougandaises. Ces dernières sont accusées de voler des richesses au Congo.[28]

La double tactique américaine

On sait désormais que l'Ouganda et le Rwanda ont fait tous les préparatifs de la guerre en étroite collaboration avec leur protecteur américain. Objectif: éliminer Kabila et le Gouvernement de Salut-Public.

Mais avant de parler de la responsabilité déterminante des Américains dans l'agression rwando-ougandaise, il est utile de rappeler que devant tout problème politique majeur, la bourgeoisie américaine élabore plusieurs tactiques pour atteindre son but.

Contre Kabila, l'impérialisme américain mène une guerre politique depuis le 17 mai 1997. Au moment jugé opportun, cette guerre politique pourra être transformée en guerre militaire. Mais en attendant, l'impérialisme espère que la seule guerre politique suffira à provoquer un tournant au Congo, à intimider Kabila et son entourage et à les amener «à la raison», c'est-à-dire à la soumission à Washington.

Daniel Simpson, l'ambassadeur américain au Congo, représentait la tactique de la récupération. Ce n'est probablement pas un hasard s'il a été remplacé au début de la guerre par Swing, un partisan de la main forte, déjà responsable pour l'occupation militaire américaine de Haïti. Le 1er juillet, au moment où les préparatifs de guerre sont déjà bien avancés, Simpson fait des déclarations remarquées. Il en ressort que l'ambassadeur sortant n'est pas partisan de la tactique de l'agression pour arriver à contrôler les richesses du Congo. Il espère toujours gagner l'entourage de Kabila et pourquoi pas Kabila lui-même à une politique de coopération loyale – entendez: compromission et capitulation progressive – avec la superpuissance américaine.

Voici ses propos: *«Le Président Kabila est sur la bonne voie, politiquement parlant». «Il s'en tient, en général, au calendrier fixé en vue de la démocratisation du pays. Il y a eu des régressions, mais rien d'important. En fin de compte, c'est à l'urne que seront jugés M. Kabila et son gouvernement.» «Le monde ayant observé M. Mobutu piller les ressources de son pays et détruire son économie, les espérances en ce qui concerne M. Kabila étaient énormes. (...) Nous n'aurions pas dû nous leurrer. Après avoir eu pendant plusieurs décennies le pire gouvernement qui soit, la situation au Zaïre n'allait pas simplement s'améliorer grâce à un nouveau dirigeant qui n'aurait qu'à déplacer quelques meubles.» «Nos attentes étaient trop grandes et c'est la raison du sentiment de déception». «Le gouvernement de M. Kabila progresse vers la libéralisation politique et économique qui balaie actuellement le continent africain. De nombreux problèmes existent encore: c'est toujours un Rwandais qui est à la tête des forces armées; le pays consacre trop de fonds à son budget de défense et le gouvernement ne semble pas trop pressé de créer un climat propice à l'investissement privé.»*[29]

Cette remarquable «ouverture au Président Kabila» de la part d'un représentant intelligent de l'impérialisme américain offre matière à réflexion. D'abord, on peut retenir que l'analyse froide, objective du représentant de l'impérialisme américain contraste fort avec le langage ordurier et foncièrement hostile que l'opposition «démocra-

tique» congolaise utilise contre Kabila. Apparemment, ses entrées dans les cercles du pouvoir ont amené Simpson à croire que les «radicaux» sont minoritaires et que les «modérés», qui pensent déjà à s'enrichir grâce à une collaboration «mutuellement avantageuse» avec les Etats-Unis, s'imposeront tôt ou tard. Il n'est donc pas nécessaire de risquer des dérapages en se lançant dans l'aventure de la guerre.

Ici, une autre réflexion s'impose: si l'impérialisme américain n'arrive pas à s'imposer par la tactique de la guerre, il pourra toujours en revenir à la tactique Simpson... Des combattants peuvent résister vaillamment aux balles de l'agresseur, mais capituler honteusement devant les «balles de sucre» tirées par l'agresseur mis en échec et transformé du même coup en prince de la paix, de la réconciliation et de la coopération...

Daniel Simpson fait une autre observation pertinente sur la vie politique au Congo début juillet 1998, dans un groupe de discussion à Washington. Simpson ne croit pas aux fables racontées par l'opposition «démocratique»: que la lutte de libération de l'AFDL en 1996-1997 était déjà une agression rwandaise, que Kabila aurait laissé occuper son pays par les hommes de Kagame et qu'il aurait été «gravement surpris» lorsque ses amis lui ont tiré dans le dos. Non, Simpson évoque une tendance clairement affirmée de la politique de Kabila depuis le 17 mai 1997. *«Les forces étrangères voient toutes décliner leur influence au Congo. L'Ouganda, le Rwanda et l'Angola ont tous perdu la sympathie du gouvernement Kabila. Le contrôle de la destinée du Congo se trouve de plus en plus entre les mains des Congolais depuis que M. Kabila est venu au pouvoir.»*[30] Simpson estime que c'est une tendance positive et irréversible. Irréversible?

Vers la rupture et l'affrontement

Le 13 juillet, Kabila décide de mettre fin à une situation devenue impossible: l'armée congolaise, colonne vertébrale de l'indépendance du pays, ne peut plus être commandée par un officier étranger, en l'occurrence James Kabarehe, de nationalité rwandaise. Un Décret-loi est publié qui nomme Célestin Kifwa, chef d'état-major Général a.i. des Forces Armées Congolaises. James Kabarehe devient Conseiller Spécial Militaire du Président... Le mercredi 15 juillet, Kifwa prend ses fonctions lors d'une cérémonie au Stade des Martyrs. Kabarehe refuse de se présenter lors de cette passation de pouvoir...

La presse kinoise fait état, à la mi-juillet, des nombreux bruits qui circulent à propos de préparatifs de guerre de la part des anciens mobutistes, dont certains seraient entrés en contact avec l'Ouganda... Selon *La Libre Belgique* du 15 juillet, un ancien ministre de Mobutu projette une attaque avec 250 éléments de la DSP encadrés par 50 mercenaires croates. Le même journal cite un ancien patron des Services de sécurité ainsi qu'un exilé zaïrois qui seraient en négociation avec l'Ouganda pour récupérer d'anciens compagnons de Kisase Ngandu.[31]

Le 17 juillet, Kabila s'envole pour Cuba. Le journal *Le Palmarès* écrit à ce propos: *«Pendant les dix jours (17-26 juillet) qu'a duré le voyage du Chef de l'Etat à Cuba,*

des rumeurs persistantes ont fait état de l'imminence d'un coup de force. (...) Certaines sources ont fait état du mécontentement qui grandissait auprès des Tutsi de l'armée. A la base, le limogeage de leurs leaders des rouages du pouvoir».[32]

La guerre est dans l'air. Même un journal aussi violemment anti-Kabila que *Le Potentiel* ne peut passer sous silence le complot que le Rwanda et l'Ouganda préparent presque ouvertement contre le Congo. Le 23 juillet, il écrit: «*Selon RFI, captée mercredi matin à Kinshasa, un projet de mise sur pieds d'une Confédération des Etats des Grands Lacs serait en gestation. L'idée est du Président ougandais qui en appelle du reste à la constitution d'une forme de gouvernement pour coiffer cette confédération. Le plus curieux est que la République démocratique du Congo est d'office exclue de cette confédération qui comprend l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie. Pour bien des observateurs, la révélation de ce projet confirme la thèse selon laquelle quelque chose se trame contre le nouveau pouvoir en RDC. (...) Une coalition éventuelle de l'Ouganda, du Rwanda, du Burundi et de la Tanzanie ne pourra que mettre en péril la paix et la sécurité à l'Est du pays. (...) Certaines sources voient derrière ce projet ougandais de la Confédération des Etats des Grands Lacs, la main des Etats-Unis, déçus par Laurent-Désiré Kabila et qui voudraient contribuer à l'avènement d'une nouvelle donne régionale articulée autour de l'Ouganda, du Rwanda et de l'Angola, avec la caution de l'Afrique du Sud.*»[33]

Le journal *Forum des As* rapporte que dans la nuit du 25 juillet, de 03h00 à 04h00, des militaires rwandais et banyamulenge se sont réunis dans un grand hôtel afin de préparer un attentat contre Kabila, pour le lendemain à son retour de Cuba.[34] Deux semaines plus tard, à Goma, Colette Braeckman obtient la preuve que le but des putschistes était effectivement d'assassiner Kabila. Le commandant de la rébellion, Jean-Pierre Ondekane, *« a reconnu que le coup initial, où il était prévu de se saisir du Chef de l'Etat dans ses bureaux à Kinshasa, a échoué. Le vieux maquisard, flairant le danger, avait modifié son programme ce jour-là».*[35] A une question d'un autre journaliste sur une attaque éventuelle contre le Palais présidentiel le dimanche 26 juillet, le même Ondekane avoue: *« Oui, nous avons essayé»...*[36]

Informé du complot, Kabila agit vite et frappe fort dès son retour. Le commandant Kokolo est le directeur du cabinet du ministre de la Défense nationale, c'est-à-dire de Kabila. Le lundi 27 juillet, il lit un communiqué qui laisse deviner que des événements dramatiques se préparent... Le voici. *«Le commandant Suprême des Forces armées nationales congolaises, le Chef d'Etat de la République Démocratique du Congo et ministre de la Défense nationale, informe le peuple congolais qu'il vient de mettre fin, à dater de ce lundi 27 juillet 1998 à la présence de militaires rwandais qui nous ont assisté pendant la période de la libération de notre pays. Il remercie, à travers ces militaires, tout le peuple rwandais de la solidarité qu'il nous a témoigné jusque-là. Aussi félicite-t-il la grandeur d'âme du peuple congolais démocratique d'avoir toléré, hébergé et encadré ces soldats amis durant leur séjour passager dans notre pays. Ceci marque la fin de la présence de toutes forces militaires étrangères au Congo.»*[37]

Ce qui frappe le plus dans ce communiqué très officiel, est ce passage énigmatique : « la grandeur d'âme du peuple congolais d'avoir toléré, hébergé et encadré ces soldats amis durant leur séjour passager ». Cette phrase, incompréhensible pour les non-initiés, est parfaitement claire pour les Kinois. Ils comprennent qu'il est question de *« séjour passager »* parce que ces Rwandais s'étaient apparemment installés pour rester définitivement... Les *«avoir hébergé»* se traduit par : nous avons assisté avec indignation à l'occupation de force par ces *« soldats amis »* des villas les plus luxueuses de Kinshasa. Et puis les *« avoir toléré»*, ces avoir subi, impuissants, les vols, les confiscations et les tueries gratuites de la part de militaires rwandais. L'humour kinois le plus pur se retrouve dans l'idée d'*« avoir encadré»* des militaires qui n'obéissaient à aucun Congolais et à aucune loi congolaise...

Le lendemain, quelque 800 soldats rwandais s'embarquent à Ndjili pour Kigali.

Le 29 juillet, Kabila explique sa décision de remercier les « assistants militaires » rwandais. Il déclare ceci. *« Cela devait tôt ou tard arriver et tout le monde s'y attendait. Le Congo est un pays souverain qui est passé à travers différentes phases de son affirmation en tant qu'Etat indépendant et souverain, notamment par des étapes de lutte armée historique menée pour reconquérir son indépendance et sa souveraineté. »*[38] Kabila connaît l'histoire de son pays, mais peu de Congolais ont saisi ce qu'il voulait dire en affirmant que le Congo est passé par différentes étapes de lutte armée pour reconquérir son indépendance... Rappelons qu'il y a d'abord eu, à partir de l'agression belge déclenchée le 10 juillet 1960, la résistance de l'Armée Nationale Congolaise soutenue dans certaines régions par des Forces d'Autodéfense Populaire. Il y eut ensuite, après l'annonce de l'assassinat de Lumumba en février 1961, la lutte armée menée par la population et par les fractions de l'ANC fidèles au pouvoir nationaliste. Ces forces armées lumumbistes avaient la moitié du territoire national sous leur contrôle en avril 1961, mais elles furent trahies par leurs dirigeants qui se sont « réconciliés » avec les assassins de Lumumba lors du Conclave de Lovanium. Trois ans plus tard, il y a la grande insurrection populaire déclenchée le 22 janvier 1964 au Kwilu par Pierre Mulele, que d'autres dirigeants comme Kabila ont relayé à l'Est pour finalement libérer deux tiers du Congo. Ensuite, tout au long des années soixante-dix, les maquis de Kabila à Hewa Bora. Et en 1977 et 1978, les opérations du Front de Libération Nationale du Congo au Katanga, en coopération avec le PRP de Kabila. Mais c'est l'étape de la lutte armée engagée par l'AFDL qui permit finalement de reconquérir l'indépendance et la souveraineté, fictives après l'assassinat de Lumumba.

Kabila poursuit ses explications en décrivant comment la possibilité s'est présentée de faire une alliance au niveau régional. Différentes forces avaient un intérêt vital à mettre fin au régime dictatorial de Mobutu. Kabila réfute par la même occasion les affirmations selon lesquelles le Rwanda aurait « agressé» le Zaïre dans le but « d'annexer » le Kivu... Il dit : *« Il est apparu que le régime dictatorial de la IIème République avait su forger des amitiés avec les voisins, ce qui ne facilitait pas les tentatives des révolutionnaires congolais visant à changer le cours des choses de l'intérieur, ne pouvant obtenir l'aide extérieure pour conduire leurs actions. Le fait que la situation politique ait chan-*

gée au Rwanda (en 1994) *aura été un facteur déterminant, car les forces révolutionnaires intérieures pouvaient dès lors avoir accès aux différentes sources d'approvisionnement. L'alliance entre le Rwanda et les révolutionnaires congolais est née d'une convergence d'intérêts autour, d'une part, de l'impératif pour le régime politique rwandais de survivre aux menaces d'extinction exercées par les forces de destruction massées au Congo, et d'autre part pour les révolutionnaires congolais, la nécessité de trouver les moyens d'acquérir les armements et le matériel qui permettraient de combattre la dictature. Avec le concours des forces organisées du Rwanda, l'AFDL a pu réaliser la formation et ensuite l'encadrement des recrues congolaises sur le champ de bataille, à la satisfaction des deux parties. Il n'a jamais été question d'autres accords en dehors de ceux-là. J'étais le seul responsable de la révolution congolaise et Kagame était le seul pour le compte de son gouvernement à avoir mené l'étude stratégique ayant conduit à cette alliance. Qui d'autre était là, en dehors de Kagame et Kabila ? Les autres devaient exécuter. On ne dira pas ce qui n'a pas été dit ! »*

Le ministre de la Santé, le Dr Sondji, expliquera plus tard : *« En prenant la mesure de rapatriement des militaires rwandais, le Chef de l'Etat a décapité une conspiration organisée de longue date par les Tutsi. En effet, il est impensable que la décision de remercier les militaires rwandais devienne un casus belli pour remettre en cause le pouvoir établi au Congo ».*[39]

Comment le Rwanda réagit-il au départ forcé de son contingent militaire du Congo ? Le 29 juillet, le porte-parole de l'armée, le major Emmanuel Ndahiro, déclare que son pays n'a plus que 100 soldats au Congo. *« Le Rwanda les a volontairement retiré pour laisser le Congo régler ses propres problèmes. Les Congolais voulaient nous faire apparaître comme des boucs émissaires parce qu'ils n'aimaient pas notre décision de partir. Ils jouent leur propre jeu et nous ne voulons pas être entraînés dans les affaires intérieures du Congo.»*[40] *« Nous nous sommes retirés volontairement », « nous refusons d'être entraînés dans les affaires du Congo. »* C'est donc avec une hypocrisie hallucinante que s'achèvent les derniers préparatifs d'une agression longuement mûrie...

L'invasion irrésistible des agresseurs et rebelles

Une agression minutieusement planifiée

Dans la nuit du 2 août, des combats violents éclatent dans le camp Tshatshi. Le lendemain, on retrouve de nombreux cadavres dans les rues avoisinantes. Au camp Kokolo, une autre mutinerie est écrasée. En fait, de nombreux soldats rwandais sont restés à Kinshasa malgré l'ordre de quitter le Congo. Certains Banyamulenge les ont rejoints. D'après des témoins, le coup était bien préparé. Des mutins avaient préalablement enterré des armes dans des caches sur le trajet menant au Palais de la nation. Le matin du 3 août, des troupes fidèles alertées à temps, ont pu briser l'offensive des

insurgés qui marchaient sur la résidence présidentielle. Plusieurs centaines de soldats rwandais et banyamulenge sont en fuite vers le Bas-Congo et Brazzaville.

Jean-Baptiste Sondji, à l'époque ministre de la Santé, donne un témoignage important sur ce début d'agression. *« Peu avant le 2 août, j'ai reçu un coup de téléphone de Goma. Un collaborateur de mon cabinet m'avait dit, il y a une dizaine de jours, qu'il allait s'abstenir pendant un certain temps pour des raisons familiales. Il me téléphonait maintenant pour m'annoncer que de grands événements allaient se produire, que le régime de Kabila allait tomber et qu'un mouvement démocratique était formé pour instaurer un nouveau gouvernement. Mon ancien collaborateur me demandait de prendre la tête du mouvement parce que, disait-il "Vous êtes connu comme un homme sérieux". Je lui ai répondu: "Comment pourrais-je être un homme sérieux et m'embarquer dans une aventure dont je ne connais ni les tenants, ni les aboutissants?" J'ai immédiatement téléphoné au Chef de l'Etat et à un officier, Dieudonné Kayembe. Ils ont décidé de renforcer la vigilance au Camp Tshatshi. Et c'est entre autres ainsi que le coup d'Etat qui devait partir de ce camp, a pu être étouffé dans l'œuf. »*[41]

Toujours le dimanche 2 août mais à l'Est, la rébellion éclate dans la 10e brigade.[42] Le 3, des soldats rwandais qui attendent d'être évacués vers Kigali, attaquent la garnison de Kisangani. Les jours suivants, ils livrent une bataille très âpre pour le contrôle de l'aéroport, mais ne s'y imposent pas. Le même jour, à Kindu, une mutinerie de soldats banyamulenge est réprimée par des soldats loyalistes.

A Bukavu, les combats commencent la nuit du 2 au 3 août. Le 4 août, au matin, il y a de violents bombardements de la part des Rwandais qui occuperont la ville. Mais cette occupation n'a jamais été totale. Après une semaine, les Rwandais ne maîtrisent qu'un tiers de la ville, le secteur urbain proprement dit, dans la commune Ibanda. Ils ne s'aventurent pas dans les cités populaires habitées surtout par les communautés des Bashi et des Barega qui soutiennent les Maï Maï.[43] Pendant la première semaine de l'agression, les soldats tutsi rwandais transfèrent le butin de leurs pillages de l'autre côté de la frontière. *« Les rebelles pillent à Bukavu et brutalisent extrêmement les populations locales qui ne sont pas des Tutsi »*, déclare une source proche de l'ONU.[44] L'implantation de la «rébellion» à Bukavu montre que c'est un projet mort-né. La contre-révolution doit s'imposer par la force contre toute la population congolaise.

A Uvira, les combats se déclenchent dans la nuit du 3 au 4. Après deux jours de combats, la ville est aux mains des agresseurs.

Le film de tous les événements qui se déroulent entre le 2 et le 4 août 1998 sur toute l'étendue de l'immense territoire congolais, prouve bien qu'il est question d'une agression rwandaise soutenue par des putschs militaires planifiés de longue date.

Le débarquement à Kitona

Venons-en à l'épisode le plus incroyable de cette guerre d'agression. Le 3 août, des unités de l'armée rwandaise, dirigées par James Kabarehe, détournent des avions civils à Goma. Ceux qui prétendent se soucier de la sécurité à leurs frontières atterrissent à près

de 2.000 km de chez eux à la base militaire de Kitona, le mardi 4 août au matin. Cinq cents soldats rwandais ont été transportés à bord de trois appareils : un avion cargo 707 de *Congo Air Lines* (CAL), un autre de *Blue Airlines* et un troisième de *Air Atlantic*, dans lequel se trouvait James Kabarehe. Le commandant Raymond Gnang, ressortissant du Nigeria, a piloté ce dernier avion. Il affirme qu'il y a eu des échanges de coups de feu avec les soldats congolais après l'atterrissage des deux premiers vols. Mais comme les ex-FAZ à Kitona n'étaient plus payés depuis plusieurs mois, beaucoup d'entre eux ont rejoint la rébellion, alléchés par les dollars que les agresseurs rwandais avaient apporté...[45]

Dans la semaine suivant le premier débarquement et jusqu'au 16 août, plusieurs vols en provenance de Goma débarquent 3.000 soldats rwandais et ougandais à Kitona.[46]

Le commandant Gnang a raconté comment James Kabarehe a détourné son avion. Si n'importe quelle obscure organisation détourne trois avions en un jour, elle s'attirera immédiatement les foudres des Américains. On sait que ces gens réagissent avec la dernière énergie contre tout acte de terrorisme international de ce genre. Ici, l'acte terroriste est commis par l'armée rwandaise qui détourne des avions civils pour les remplir de militaires et attaquer un pays souverain. Pourtant, le monde va assister à un spectacle insolite : les Américains, ces chevaliers fanatiques de la lutte anti-terroriste, ne voient rien, ne sont au courant de rien et donc, ne disent rien ! Ainsi, dès le 4 août, la preuve est faite que le Congo fait face à une attaque patronnée par les Etats-Unis.

D'autres informations corroborent ce constat. Un ami qui revenait de Moanda dit que des habitants de cette ville lui ont raconté ceci : Peu avant l'attaque de Kitona, deux navires américains sont apparus devant les côtes ; ce n'étaient pas des pétroliers, mais un type de bateau que nous n'avons jamais vu. Deux semaines plus tard, ils ont disparu. Colette Braeckman a aussi écrit que deux navires américains, arrivés devant les côtes congolais, ont « guidé» les avions pirates de Goma à Kitona.

Lorsqu'il était chef de l'état-major congolais, Kabarehe s'est efforcé de provoquer le mécontentement des ex-FAZ réunis à Kitona en les privant de nourriture et de soldes. La base étant maintenant sous son contrôle, son sous-fifre Ondekane déclare : *« J'ai enrôlé les soldats (de Kitona) qui n'avaient plus été payés depuis huit mois. Je les ai vêtus, armés et ils se dirigent vers Kinshasa »*.[47] Il est évident qu'Ondekane les a « achetés » avec les dollars du Rwandais Kabarehe...

De Kitona, les Rwandais et leurs alliés rebelles et mobutistes se dirigent directement sur la ville pétrolière de Moanda et sur la bourgade de Banana, situées sur la côte. Le ministère français des Affaires étrangères, qui sait parfaitement que c'est l'armée rwandaise qui est à l'œuvre, affirme le vendredi matin 7 août que *« les rebelles banyamulenge contrôlent le triangle Kitona-Banana-Moanda »*.[48]

Le ministre de l'Information Didier Mumengi annonce le 8 août que deux colonnes de véhicules blindés ougandais ont été repérées entre Kamango et Ouitcha en direction de Bunia. La première est composée de 3 blindés et de 7 camions K.V., la seconde de 7 auto-blindées.[49] L'Ouganda a l'intention d'occuper le Nord-Est du Congo pour faire la jonction avec l'armée rwandaise, opérant dans les deux Kivu.

Après une semaine de combats, l'agression-rébellion est certaine de la victoire de sa «guerre-éclair». A Bruxelles, Kin-Kiey Mulumba affirme que les prochaines cibles sont Lubumbashi et Kinshasa. *«On n'a pas le temps de faire une guerre longue. La prise de Lubumbashi est une question de quelques jours, la semaine prochaine.»* Dans le Bas-Congo, *«une fois qu'on aura maîtrisé les ports de Matadi et de Boma, l'idée est de prendre carrément Kinshasa». «L'emprise de ces ports est chose acquise, il s'agit de bloquer tout approvisionnement vers Kinshasa.» «C'est une guerre chirurgicale, on n'a pas besoin de faire couler le sang comme lors de la chute de Mobutu, car toutes les garnisons nous sont acquises.»*[50] Kin-Kiey Mulumba est le parfait porte-parole de ses maîtres américains. On sait que ces derniers ont l'habitude de promettre des «guerres chirurgicales» qui ne feront pas «couler le sang». Mais après coup, que ce soit en Irak ou en Yougoslavie, l'opinion s'est rendue compte que les «chirurgiens» ont fait des dizaines de milliers de victimes civiles... Verrons-nous se développer le même scénario au Congo?

Les Etats-Unis et l'occupation d'Inga

Entre le 10 et le 14 août, l'armée rwandaise dirigée par James Kabarehe frappe vite et fort. Le barrage d'Inga est occupé le 11. Ondekane annonce que la bataille a fait 128 morts dans les rangs des FAC. A Kinshasa, ville de six à huit millions d'habitants, l'électricité est coupée le 13 août. La radio nationale cesse d'émettre à 14h00. La panique se répand à Kinshasa où l'on a l'impression que plus rien ne peut arrêter les agresseurs.

Le 15 août, les craintes se confirment: Kitona, Banana, Boma, Matadi et Inga sont aux mains des Rwandais. Les rebelles annoncent que Kinshasa tombera entre leurs mains en moins de deux semaines. Ils marchent déjà sur Kasungulu, la porte de la capitale. Des analystes militaires de la région estiment qu'il sera assez facile pour les rebelles d'entrer à Kinshasa et qu'ils n'y rencontreront probablement que peu de résistance. L'armée congolaise ne dispose pas d'un système de commandement et de contrôle capable d'organiser une résistance valable aux armées rwandaise et ougandaise.[51]

Mais revenons au barrage d'Inga. Les agresseurs l'ont occupé du 11 au 29 août.[52] Kinshasa a donc été privée pendant plus de deux semaines d'électricité et d'eau. Il s'agit d'un véritable crime de guerre contre les populations civiles. Et ce crime inqualifiable nous apportera une nouvelle preuve de l'implication des Etats-Unis dans cette guerre d'agression...

Fin août, une dépêche de *Reuters* tombe comme une véritable bombe. *«Une unité d'élite ougandaise a occupé le barrage d'Inga. Elle faisait partie d'une force d'assaut contre Kinshasa. L'ambassadeur américain à Harare, Thomas McDonald et le fils du Président ougandais Museveni, tentent depuis plusieurs jours d'obtenir un sauf-conduit pour que cette unité puisse sortir du Congo.»*[53] Les preuves qu'il s'agit bien d'une opération rwandaise, ougandaise et américaine s'accumulent. A Kinshasa, une quarantaine de prisonniers ougandais et rwandais sont présentés à la presse. Les

Ougandais appartiennent à la *«Force Nguruma»*, une formation d'élite qui a occupé Inga. Elle a été formée par des instructeurs américains, d'où l'intérêt particulier des Etats-Unis à «sauver» leurs protégés.[54] Mugabe déclare le 31 août: *«Nous avons des preuves sur le terrain qu'il y a des soldats rwandais et ougandais et qu'ils forment le gros des soldats combattant le gouvernement Kabila. Des rebelles n'auraient pas, en si peu de temps, la capacité de maîtriser ce genre d'équipements militaires comme de gros porteurs blindés et des chars. Ainsi, l'Ouganda et le Rwanda parlent de paix et font la guerre, ce sont des hypocrites».*[55] Depuis la veille, l'ambassadeur américain à Harare mène des négociations avec les Affaires étrangères et la Défense du Zimbabwe pour que les troupes zimbabwéennes et angolaises qui encerclent les agresseurs à Inga, les laissent partir.[56] Mugabe laisse filtrer cette information confidentielle dans le journal *Herald*, proche du gouvernement. Le Secrétaire d'Etat Albright charge les diplomates américains de chercher une issue «honorable» pour les troupes rwandaise et ougandaise encerclées dans le Bas-Congo. *«Le Zimbabwe insiste pour qu'elles se rendent et soient d'abord désarmées avant d'être escortées vers leurs pays»*, note un journal sud-africain.[57]

Qui peut croire que les plus hautes instances des Etats-Unis s'engagent dans une négociation aussi délicate, si ces pauvres assaillants, qui officiellement *«ne sont pas au Congo»*, n'agissent pas sur instruction des Etats-Unis? Un ambassadeur américain se démène, sur ordre du numéro trois de la politique américaine, pour sauver des soldats rwandais et ougandais «égarés» par erreur à 2.000 kilomètres de leurs frontières. Que le numéro trois de la superpuissance américaine se «mouille» pour sauver des criminels de guerre, prouve indiscutablement que cette affaire est d'origine américaine.

En occupant Inga et en coupant l'électricité et l'eau de Kinshasa, les agresseurs ont commis un crime de guerre. Ed Marek, Américain, ancien officier des renseignements, écrit: *«Les Etats-Unis ont peut-être été complices de cet acte de guerre dirigé contre le peuple congolais. Cela change toute la couleur politique de cette guerre».*[58] Effectivement, les preuves s'accumulent que cette guerre est de facture américaine...

Le 2 septembre, le commandant de l'armée du Zimbabwe se trouve à Luanda pour y discuter avec les autorités angolaises de la demande américaine. *Reuters* rapporte aussi que des diplomates rwandais ont négocié avec le Zimbabwe pour obtenir un sauf-conduit pour leurs troupes encerclées.[59]

L'Angola durcit sa position contre le Rwanda, après une rencontre entre Kagame et des émissaires de l'UNITA fin août. En effet, des membres de l'UNITA sont capturés au Congo dans le territoire «rebelle». Le vice-ministre des Affaires étrangères, Jorge Chikoti, déclare avoir des *«preuves réelles»* que l'UNITA soutient les rebelles.[60]

Le 31 août encore, Mandela demande à la délégation congolaise au sommet des Non Alignés de ne plus mentionner le Rwanda et l'Ouganda comme agresseurs.[61] Trois jours plus tard, devant les preuves irréfutables, Mandela et l'ensemble des membres de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC)

expriment leur soutien au Zimbabwe, à l'Angola, à la Namibie et au Congo. Mandela se voit obligé de dire: *« Quand un chef légitime d'un gouvernement d'un pays dit: "j'ai été envahi par une force étrangère", c'est tout à fait raisonnable de la part d'un pays voisin de répondre positivement »*.[62]

L'agression rwando-ougandaise contre le Congo de Kabila devient donc un secret... publique. *« NCN a reçu des informations d'une source très fiable que les ambassades américaine et belge dans la région négocient avec le gouvernement rwandais pour obtenir la libération de citoyens américains, belges et autres bloqués à Kitona, Banana, Moanda et Boma. Cela signifie que ces pays savent que des forces régulières rwandaises participent à l'invasion du Bas-Congo. (...) Les officiers rwandais sont fréquemment en contact téléphonique avec Kigali et Goma. »*[63] Les Américains continuent malgré tout de ne parler que d'un « conflit interne » au Congo. Une preuve de plus que les Etats-Unis sont les véritables metteurs en scène du drame qui se déroule au Congo...

Panique au gouvernement

Voici le témoignage du ministre Jean-Baptiste Sondji sur les deux premières semaines de la guerre d'agression. *« Les Rwandais croyaient qu'en quelques jours, un mois au maximum, ils en auraient fini avec le régime de Kabila. Ils étaient tellement arrogants et sûrs d'eux, qu'ils n'ont pas fait attention aux sondages d'opinion qui indiquaient que 86% des Kinois soutenaient la décision de Kabila de renvoyer les militaires rwandais. Mais les premières semaines de la guerre, la situation était très dangereuse. Kabila ne pouvait pas rester tout le temps à Kinshasa. Il y a eu des bruits que des commandos ougandais étaient prêts à débarquer à l'aéroport de Ndjili pour prendre le Palais de Marbre où résidait Kabila. Le Président a dû jouer un jeu de cache-cache, il arrivait à Kin, puis quelques heures plus tard, il repartait pour Lubumbashi. Vers le 10 août, Yerodia m'a dit: "Demain il y a Conseil des ministres à Lubumbashi". Or, toute la ville commentait les informations qu'avant le 15 août, tous les Occidentaux devaient avoir quitté le Congo. J'ai dit à Yerodia: "Non, moi je ne peux pas y aller, nous ne pouvons pas donner l'impression que le gouvernement est en train de fuir". Il en a parlé au Chef de l'Etat. Kabila a trouvé cela raisonnable et il a dit que ceux qui veulent rester, restent et que les autres viennent à Lubumbashi.*

Quelques jours plus tard, l'information est arrivée qu'une colonne ennemie fonçait sur Kinshasa. Yerodia disait aux ministres présents: "Venez au Conseil de la Défense qui se réunira tout à l'heure". Pour caractériser l'atmosphère: un autre ministre me disait que morts, nous ne servirons à rien, qu'il valait mieux chercher un avion et fuir. Je lui ai répondu que j'étais chez moi à Kinshasa et que j'allais au Conseil de la Défense. Là, j'ai constaté que le pays n'était pas défendu! Le pays avait des chefs de renseignements, un commandant de la 50e brigade... mais personne n'avait la moindre idée de la situation entre Kinshasa et Matadi. Nos services ne savaient rien. Notre seul salut a été le peuple. Kabila avait déjà parlé de la nécessité

de faire une guerre du peuple. Lors de la pénétration des Rwandais, Ougandais et rebelles à Kinshasa, le peuple a senti qu'il n'y avait pas d'armée pour le défendre et il a pris la défense de son pays dans ses propres mains.»[64]

Les quatre miracles de Kabila

Autour du 15 août 1998, Kabila semble effectivement condamné à mort. Il n'a apparemment aucune chance de survivre à un assaut irrésistible. Kabila ne dispose pas d'une armée digne de ce nom. Le gros de ses troupes sont des ex-FAZ dont même les Américains disent qu'elles sont inaptes au combat. Steven Metz, professeur à l'Académie militaire de l'état-major de l'armée américaine écrit, dans sa longue étude publiée en juin 1996, que les officiers zaïrois ne renonceront jamais à leurs habitudes de piller et de réprimer. Sa conclusion: cette armée, il faut la démobiliser et former une nouvelle armée digne de ce nom.

Sachant que des généraux mobutistes dirigent la rébellion, beaucoup d'ex-FAZ passent à la première occasion de l'autre côté afin de pouvoir rançonner et voler comme au bon vieux temps.

Soulignons également que cette armée congolaise a été dirigée par des officiers rwandais. Ceux-ci ont eu tout le loisir de fomenter des intrigues et des complots.

Pourtant, Kabila réussira à redresser une situation irrémédiablement perdue... Le miracle tient en quatre points. Kabila comprend qu'il fait face à une guerre d'agression rwando-ougandaise soutenue par les puissances occidentales. Il s'adresse à tous les Congolais pour qu'ils s'engagent dans une guerre populaire. Il mobilise la jeunesse pour reconstruire l'armée sur de nouvelles bases. Et il s'efforce de trouver des alliés parmi les pays africains qui tiennent à l'indépendance du continent.

«Ce n'est pas une rébellion, c'est une agression»

Dès le deuxième jour, Kabila saisit la véritable nature de la guerre et mobilise les masses populaires pour la défense de la patrie agressée. Le putsch tenté les 2 et 3 août à Kinshasa par les militaires rwandais et quelques banyamulenge a été rapidement balayé. Le gouvernement confirme sa conviction qu'il s'agit essentiellement d'un coup d'Etat de soldats banyamulenge, une opération planifiée depuis longtemps par les officiers rwandais. Et il exprime son espoir que le Rwanda ne se mêlera pas de cette affaire. En effet, le 3 août, Mumengi déclare à la RTNC: *« Certaines personnes non-patriotiques ont pris les armes pour perturber l'ordre et détruire la paix et la concorde »*. Il appelle la population à rester à la maison pendant que *« les Forces Armées Congolaises anéantissent ces éléments antipatriotiques »*.[65]

A l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire, Victor Mpoyo précise encore: *«Depuis hier, dimanche 2 août 1998, l'ordre public a été troublé par des éléments armés prétendant être mécontents du départ des troupes rwandaises. Dès le début de*

ces troubles, nos soldats ont riposté avec rigueur aux attaques planifiées de longue date par des membres influents appartenant aux groupes des officiers supérieurs rapatriés par les autorités congolaises». Evoquant des groupes de banyamulenge qui ont tenté de faire un coup d'Etat à Kinshasa, Mpoyo dénonce «*ces groupuscules, qui ont troublé l'ordre et la sécurité dans la capitale Kinshasa et à l'Est du pays, (et qui) se sont crus investis d'une mission que personne ne leur reconnaît.*» «*Le Gouvernement de Salut-Public invite ses voisins à ne pas se tromper de combat. Le Congo, sous le leadership du Président Kabila, est résolument engagé à bâtir la paix, le développement et la concorde en Afrique et particulièrement dans la sous-région des Grands lacs. Nous espérons que nos voisins comprennent ce message de paix.*»[66]

Il est clair que les deux premiers jours, le gouvernement se trompe de cible: il ne voit pas qu'il fait face à un complot américain et ougando-rwandais et pense faire face à une aventure banyamulenge.

Mais dès le lendemain 4 août, Didier Mumengi définit le fond de l'affaire avec clarté: «*Nous disons explicitement que le Rwanda nous agresse. Il n'y a pas eu de rébellion*».[67]

C'est Kabila lui-même qui fixera, le jeudi 6 août, la ligne cohérente qui sera suivie pendant toute la guerre de résistance.[68] Il fallait sa longue expérience pour se présenter devant la masse réunie au Palais du Peuple dans une situation désespérée, et parler sur un ton ferme, de façon détendue et confiante. Tout d'abord, Kabila place la guerre dans une perspective historique et politique: les agresseurs et leurs maîtres veulent faire revenir l'ancien régime mobutiste, mais le gouvernement est déterminé à gagner la longue bataille pour la reconstruction. Kabila souligne «*la volonté du Gouvernement de Salut-Public d'assurer avec une détermination inébranlable la conduite du pays vers le progrès, la prospérité, la grandeur et d'étouffer toutes menaces criminelles qui se dressent contre la patrie et d'empêcher à tout prix le retour aux vices destructeurs du régime mobutiste décrié et jeté dans la poubelle de notre histoire*». Le Congo, dit Kabila, est confronté à une agression rwandaise et non à une insurrection banyamulenge. «*Il n'y a pas d'insurrection des Banyamulenge.*» «*L'insurrection est un alibi des Tutsi rwandais.*» «*Notre pays a été victime d'une agression du Rwanda et d'un vaste complot des Tutsi qui voulaient diriger le gouvernement et occuper la RDC.*»

Il faudra une guerre du peuple tout entier

Touchant la fibre de la fierté nationale congolaise, Kabila pose les bonnes questions aux congolais. «*Je ne vois pas le Rwanda gagner cette guerre même s'il est soutenu. Nous avons un grand peuple. Nous n'allons pas nous rabaisser devant un petit pays comme le Rwanda et un petit peuple.*» «*Sommes-nous, nous Congolais, prêts à accepter le défi du crapaud qui veut avaler l'éléphant? Sommes-nous préparés à être asservis parce que, malgré nous, nous sommes assis sur des mines de diamant, d'or, etc.?*»

Pour Kabila, l'enjeu de la guerre, ce sont les richesses du Congo. Le Rwanda veut imposer ses hommes pour gouverner le Congo, devenu son vassal. Le peuple congolais risque de perdre son indépendance et sa souveraineté. *« La raison de l'agression est que les dirigeants rwandais tiennent le Congo pour une colonie, un dominion où ils vont nommer les dirigeants et où ils vont se servir gracieusement et impunément, comme vous les aviez vu faire, lorsque, alliés à nos forces de libération, ils se sont livrés ici à une série de crimes. (...) Il semble que ces officiers sont venus voir les diverses richesses de ce pays, les plaisirs, toutes les créations dont regorge notre pays... Toutes ces choses les ont envoûtés et ils comptent maintenant conquérir ce pays, c'est-à-dire subjuguer votre indépendance en tant que peuple souverain afin qu'ils décident de votre destin. C'est la raison de la guerre. »*

Face à un ennemi aussi fort militairement et soutenu par les mobutistes et des puissances occidentales, Kabila affirme que la guerre sera nécessairement longue et que le peuple tout entier devra s'impliquer dans la guerre de résistance nationale. Les explications de Kabila sur cette question fondamentale sont d'une clarté et d'une simplicité admirables. *« A partir d'aujourd'hui, la guerre que nous impose le Rwanda cesse d'être l'affaire des seules Forces Armées Congolaises pour devenir la guerre de tous les Congolais, la guerre de chacun des Congolais. (...) Nous devons être préparés à une guerre longue, très longue, une guerre prolongée, une guerre populaire où le peuple tout entier devra défendre sa Patrie et sa souveraineté. Le peuple devra s'armer pour repousser l'agresseur. Il devra refuser toute coopération avec les envahisseurs. Une force de défense appelée "autodéfense populaire" va être mise sur pieds et les armes seront distribuées à ceux qui pensent encore pouvoir se défendre au lieu de s'aliéner. (...) La guerre sera longue parce qu'elle sera une guerre populaire. Ils n'ont pas assez de citoyens pour soutenir une guerre prolongée. »*

Kabila poursuivit avec sa conviction que le Congo l'emportera finalement. *« Quel que soit le degré d'implication des nationaux et des étrangers, nous gagnerons la guerre. »*

Nous avons souvent eu l'occasion d'entendre les hommes du MPR et de l'UDPS s'exclamer: *« Non, Kabila! Vous dites que la guerre est populaire, mais c'est faux, cette guerre n'est pas populaire et sympathique, elle cause beaucoup de misère, de destructions, elle provoque la mort... »* Les chefs du MPR et de l'UDPS faisaient semblant de ne pas comprendre ce que les mots « guerre populaire » voulaient dire. En réalité, le MPR et autres UDPS menaient une agitation anti-patriotique en faisant croire que Kabila présentait la guerre comme une affaire joyeuse, « populaire » comme le dernier tube de Koffi. Pourtant, Kabila a été limpide : il annonce d'emblée une *« guerre populaire où le peuple tout entier devra défendre sa Patrie »*. Les individus qui recourent à des manipulations linguistiques dans une situation aussi périlleuse pour la nation congolaise, sont des traîtres. Kabila n'a jamais dit que la guerre sera « populaire » comme Werasson et B.J. Mpiana peuvent l'être. Kabila a dit avec précision que la guerre devra être populaire, c'est-à-dire que toute la population congolaise devra s'y impliquer pour que le Congo puisse vaincre des ennemis aussi redoutables.

Forger une nouvelle armée patriotique

Pour résister à l'agression et pour vaincre, dit Kabila, le Congo a besoin d'alliés et il a effectivement des amis qui le soutiennent. Mais c'est surtout l'effort du peuple congolais qui sera déterminant pour bouter dehors les agresseurs. *« J'appelle le peuple congolais à avoir d'abord confiance en lui-même. De compter sur ses capacités de se défendre avant de compter sur ce que nos amis peuvent nous accorder comme assistance ... Je ne veux pas nier que nous avons des amis! (...) Mais je pense que le problème le plus fondamental est que le peuple agressé lui-même prenne conscience qu'il va basculer dans l'esclavage, qu'il doit déterminer la stratégie pour bouter l'agresseur dehors. »*

Suite à ce discours, la jeunesse s'est engagée massivement dans l'armée pour combattre les agresseurs. Deux jours après cette intervention, entre 5.000 et 7.000 jeunes volontaires se réunissent au Stade des Martyrs pour s'enrôler dans les Forces Armées Congolaises.

Kabila sait qu'il n'a pas d'armée, qu'il y a peu d'officiers loyaux en mesure d'affronter et de vaincre l'ennemi. Il doit former une nouvelle génération de jeunes soldats qui ne sont pas contaminés par la mentalité mobutiste. Former des soldats capables d'affronter les militaires rwandais expérimentés, demande 12 à 18 mois. Il faudra donc, dans une première phase, freiner et bloquer l'avance des agresseurs. Ces derniers prendront inévitablement d'autres villes et villages. Jusqu'à ce qu'une nouvelle génération de militaires congolais, bien entraînés et déterminés à vaincre, entrent sur les champs de bataille. C'est la raison objective pour laquelle la guerre sera forcément de longue durée.

Une alliance avec le Zimbabwe et l'Angola

Pour transformer le temps en allié du Congo, il fallait d'abord pouvoir tenir le coup face aux assauts violents des armées de Kagame et de Museveni! Le Congo seul en était incapable. Dans la situation donnée, la question de trouver des alliés militaires devenait la contradiction principale. Dès le début de la guerre, Kabila demande une assistance militaire au Zimbabwe. Le 5 août, Mugabe envoie une équipe de 10 officiers pour évaluer la situation.[69]

Le gouvernement zimbabwéen annonce alors qu'il organisera le samedi 9 août, moins d'une semaine après le début de l'agression, un sommet auquel sont invités le Congo, le Rwanda, l'Ouganda, la Namibie, la Zambie et la Tanzanie. On notera l'absence délibérée de l'Afrique du Sud... Le Zimbabwe préside le Comité de Défense de la Communauté des Etats d'Afrique Australe – la SADC. Mugabe ne veut pas que ce Comité tombe sous l'autorité directe de la présidence de la SADC, détenue depuis deux ans par Mandela...[70]

A la veille de la rencontre de Victoria Falls, Mugabe estime qu'une intervention militaire dans le conflit qui secoue le Congo, est exclue. Il espère encore qu'on arri-

vera assez vite à mettre fin à l'escalade qui risque d'affecter l'Afrique Australe et d'effrayer les investisseurs.[71]

Le sommet de Victoria Falls ne donne aucun résultat. Mais une commission quadripartite Zimbabwe, Zambie, Namibie et Tanzanie est chargée d'enquêter sur la situation au Congo et plus particulièrement sur l'accusation lancée par Kabila que son pays est victime d'une invasion rwandaise. C'est une nouvelle victoire pour le Congo: dès qu'il y aura une enquête objective, la vérité sur l'agression éclatera... Mugabe dit aux journalistes. *« Nous allons enquêter sur toutes les allégations ... mais pour nous, l'important est que les affrontements cessent. »*[72] L'espoir qui anime encore le Président Mugabe d'éviter le pire, s'éteindra rapidement.

Commentant la réunion de Victoria Falls, Bizima Karaha déclare à *Reuters*: *« Le sommet n'a aucune répercussion pour nous. Il ne modifie en rien l'épreuve de force en RDC ... Notre objectif, c'est Kinshasa et notre cible, Kabila »*.[73]

Depuis mai 1998, la guerre civile en Angola, mise en veilleuse depuis quelques années, reprend de l'ampleur. Au mois de juin, plus de 10.000 réfugiés angolais franchissent la frontière congolaise.[74] Vers le 20 juillet, le gouvernement angolais se prépare manifestement à une guerre de grande envergure. De nouvelles troupes et de l'artillerie lourde sont amenées sur les Hauts Plateaux où est positionné le Quartier-Général de l'UNITA. Des chefs militaires de l'UNITA qui résident encore à Luanda, comme le général Antonio Dembo, quittent la capitale pour rejoindre les territoires contrôlés par Savimbi.[75]

Depuis le mois de juin, beaucoup de bruits circulent selon lesquels Kabila serait impliqué dans le trafic de diamants avec l'UNITA.[76] Au début de l'agression rwandaise, ces rumeurs s'intensifient. Le 6 août, un journal sud-africain écrit: *« M. Kabila a déçu ses alliés. Le Président dos Santos a de bonnes raisons de considérer M. Kabila comme un traître. (...) Depuis avril, le mouvement rebelle UNITA reçoit des livraisons via Kinshasa »*.[77]

Le 7 août, des responsables américains affirment que l'Angola, tout comme le Rwanda et l'Ouganda, sont déçus et même excédés par le style de gouverner de Kabila.[78]

De nombreux observateurs estiment que les Rwandais n'auraient pas osé organiser un pont aérien de Goma à Kitona sans s'être assuré que l'Angola ne s'y opposerait pas. Le 9 août, *Reuters* écrit que *« le Président dos Santos ne viendra sans doute pas en aide à M. Kabila, parce qu'il a été très déçu que l'UNITA ait pu utiliser des bases sur le territoire congolais sans opposition de la part du Président Kabila. Beaucoup d'analystes pensent que le Président dos Santos a plus de sympathie pour les Rwandais que pour le Congo »*.[79]

Avec le temps, il apparaîtra que tout cela relevait d'une opération de guerre psychologique à grande échelle menée par Washington et Kigali pour isoler Kabila, afin de pouvoir l'éliminer plus facilement... Ce n'est pas tout: cette guerre psychologique ne vise pas uniquement Kabila! Au moment même ou le Rwanda attaque le Congo,

l'UNITA intensifie sa guerre contre le MPLA qui prend très vite un caractère inquiétant. En effet, l'UNITA occupe chaque jour de nouveaux territoires.

Le 12 août, Luanda adresse un ultimatum à l'UNITA: les rebelles doivent rendre les armes dans un délai d'une semaine. Dans la province de Malanje, l'armée nationale a déjà commencé une grande offensive contre l'UNITA. Le Président dos Santos interrompt son séjour au Brésil, où il se trouve pour des raisons médicales.

Au même moment, l'*AFP* affirme qu'il est fort probable que des troupes de l'UNITA se battent aux côtés des hommes de James Kabarehe, sur le front de l'Ouest.[80] L'administrateur civil de Boma, arrivé le 13 août à Soyo, en Angola, affirme que la plupart des officiers qui ont pris Boma sont rwandais, mais qu'il y aussi des éléments parlant le portugais, sans doute des hommes de l'UNITA.[81]

L'Angola étudie toujours la situation et les positions des uns et des autres. Le vendredi 7 août, des responsables de la Sécurité angolaise étaient à Kigali.[82] Le même jour, l'Angola demande à Kinshasa de clarifier sa position vis-à-vis de l'UNITA. Le gouvernement répond immédiatement que le Congo se considère comme l'allié naturel de l'Angola. *« Malgré toutes les sollicitations du camp ennemi à l'Angola pour obtenir de l'aide, le gouvernement congolais s'est abstenu de tout contact avec l'UNITA. »*

Agression et «génocide», patriotisme et dérapage ethniciste

L'agression rwandaise déclenchée, ses responsables lancent une nouvelle offensive de guerre psychologique sur le thème: Kinshasa répand la haine ethnique contre les Tutsi et prépare ainsi un nouveau génocide.

L'agression rwandaise et le souvenir du génocide contre les Tutsi, la défense patriotique congolaise et des conceptions ethnicistes anti-Tutsi, de vrais génocidaires et des Interahamwe imaginaires, tout cela s'enchevêtrera bientôt dans une confusion chaotique difficile à démêler. Nous tenterons néanmoins d'y parvenir.

Aujourd'hui, dans toute l'Afrique, l'ethnicisme et le racisme sont des armes utilisées par des cliques bourgeoises dans le seul but de réaliser leurs intérêts personnels. Chaque fois, leur utilisation répond à des critères d'opportunités, de circonstances. Au Congo, nous avons vu que pour arriver au pouvoir, les mêmes individus peuvent parfaitement, à un moment donné, recourir à l'arme de l'ethnicisme anti-Tutsi, pour ensuite devenir les alliés jusqu'au boutistes de ces «Tutsi». De grands mobutistes comme Baramoto, Kin-Kiey Mulumba et Manda Mobutu qui déclaraient en 1996 la guerre à l'ennemi tutsi, se sont précipités de juillet à septembre 1998 à Kigali, pour comploter avec Kagame contre le nationaliste Kabila. Le champion inégalé en cette matière est incontestablement ZAhidi N'Goma. Lançant des slogans ethnicistes anti-Tutsi lors de la guerre de libération de 1996-1997, l'homme cautionne l'agression rwandaise d'août 1998 en assurant à l'opinion internationale qu'il s'agit bien d'une rébellion de tous les Congolais et non d'une affaire de Banyamulenge. Plus tard, voyant s'évaporer son rêve d'arriver vite au pouvoir et conscient de l'échec inévi-

table de cette aventure, le premier porte-drapeau de l'entreprise guerrière rwandaise claquera la porte et expliquera à quel point les agresseurs tutsi sont perfides...

De mai 1997 à juillet 1998, Kagame a laissé accuser son allié Kabila de «génocide des réfugiés hutu». Puis, en août 1998, dans une volte-face spectaculaire, il accuse Kabila d'être de mèche avec les Interahamwe et ex-FAZ et de préparer un génocide des Tutsi.

Kagame sort alors l'argument que Kabila a refusé d'éliminer la menace des Interahamwe. Kabila n'a pas réussi à démanteler entre mai 1997 et août 1998 toutes les bandes de génocidaires. Mais il n'avait pas que ça à faire ! Il a dû affronter toute une série de problèmes gigantesques qui dépassaient ses forces. Des militaires mobutistes avaient gardé leurs armes et des groupes de bandits armés opéraient partout à Kinshasa. La guerre faisait rage à Brazza d'où la DSP menaçait la capitale congolaise. Des généraux mobutistes réorganisaient leurs hommes au Kivu. Ils faisaient de même à la frontière angolaise en coordination avec l'UNITA. Tshisekedi ne reconnaissait pas la légalité de l'AFDL et poussait à des émeutes. Les impérialistes refusaient la moindre aide à Kabila dans l'espoir de provoquer sa chute. Il fallait reconstruire intégralement l'Etat avec une équipe gouvernementale venant d'horizons très divers. Cette reconstruction était sabotée par des mobutistes présents à tous les échelons de l'administration et de la Sécurité...

Kabila sait très bien que les Interahamwe et les ex-FAR sont des forces criminelles, proches de l'impérialisme français et qu'il faut les combattre. Personne ne peut lui en vouloir de ne pas avoir réussi à les défaire complètement. Et nous estimons Kagame assez clairvoyant pour savoir qu'à Kinshasa, personne, mais alors vraiment personne, n'aurait pu faire mieux que Kabila.

L'arrogance, liée à l'esprit ethniciste et militariste, rendent stupides les hommes les plus intelligents. Personne ne niera la grande intelligence d'un Kagame ou d'un Rudasingwa. Mais mise au service des Américains, elle se transforme en débilité. Le seul avenir du Rwanda et son seul espoir est une alliance anti-impérialiste avec le Congo. Et le Rwanda ne pourra jamais trouver à Kinshasa un régime mieux disposé à son égard que celui de Kabila, prêt à œuvrer sur une base d'égalité au développement autocentré panafricain.

Dans son maquis à l'Est du Congo, en 1964-1965, Kabila a accueilli des centaines de combattants nationalistes rwandais, principalement tutsi, dirigés par le grand révolutionnaire Mudandi. En 1997, Kabila espérait retrouver cette solidarité anti-impérialiste avec les dirigeants du FPR. Mais pour s'enrichir au maximum en un minimum de temps, Kagame a préféré s'allier à l'impérialisme américain.

En déclenchant la guerre d'agression contre le Congo, Kagame n'est absolument pas préoccupé par le spectre des Interahamwe au Kivu. La guerre a comme objectif principal d'installer un gouvernement pro-rwandais et pro-américain à Kinshasa et de permettre à la nouvelle bourgeoisie tutsi de Kigali d'amasser en un temps record des fortunes immenses en pillant les richesses du Congo.

«Plus qu'une surprise, une terrible déception»

Les ethnicistes tutsi autour de Kagame ont dénaturé le génocide de 1994 pour en faire une arme, servant leur politique expansionniste. Avec leurs alliés américains, ils poussent des hurlements à propos d'un «génocide» imaginaire pour dénigrer la résistance populaire à leur agression criminelle.

Dès le premier jour de la guerre, plusieurs agences de presse évoquent une «chasse aux sorcières» à Kinshasa. Ed Marek écrit le 4 août: «*Il s'agit de trouver tous les Tutsi, dans le meilleur des cas, de les arrêter et dans le pire, de les tuer. Ceci s'approche dangereusement d'un génocide qui pourrait entraîner une intervention militaire internationale*».[83]

L'AZADHO de Guillaume Ngefa est le modèle de l'ONG agissant comme une véritable officine américaine. Ngefa écrit au cours de la première semaine de la guerre: «*Dans les territoires sous contrôle gouvernemental, la situation parait plus préoccupante (qu'au Kivu). Des personnes d'origine rwandaise, particulièrement d'ethnie tutsi, ont été arrêtées, battues, torturées et même sommairement exécutées*». Ngefa accuse «*les Services de sécurité et la population (de) pillage, viol, destruction méchante des biens meubles et immeubles appartenant aux Tutsi*». Il se dit inquiet à cause de «*la phrase prononcée par un responsable de l'Agence Nationale des Renseignements à l'issue de ces opérations dirigées contre les Tutsi: "Nous avons nettoyé la ville de Kinshasa"*». «*Des discours aux accents nationalistes d'incitation à la haine ethnique contre les Tutsi sont inoculés au sein de la population.*»[84]

Ainsi, selon ce monsieur Ngefa, le pouvoir de Kabila inciterait à la haine ethnique et préparerait de ce fait un génocide. Et de poursuivre cette démagogie rare... Il n'en était strictement rien.

Après le déclenchement de l'agression, le sentiment dominant au sein du Gouvernement de Salut-Public n'est absolument pas celui d'une haine ethniciste quelconque, mais celui d'une profonde déception d'avoir été poignardé dans le dos par des compatriotes banyamulenge. Lorsque Colette Braeckman évoque le problème de la nationalité des Banyamulenge, Mumengi lui répond: «*Evidemment, aujourd'hui que les ministres qualifiés de Tutsi congolais et qui, pour nous, étaient des compatriotes à part entière ont choisi de rejoindre les Rwandais, cela va être plus difficile. Mais nous considérons que la sécurité des Banyamulenge ne doit pas être assurée par une armée étrangère, par des forces extérieures: elle est du ressort des autorités nationales*».[85] Dès le premier jour, Mpoyo, au nom du gouvernement, regrette qu'une partie des membres d'une ethnie au Congo se soient mis en opposition avec toutes les autres ethnies congolaises. Mpoyo dit qu'un «*grand nombre de Banyamulenge ont préféré se constituer en groupes à part par rapport à l'ensemble du peuple congolais, alors que notre Chef d'Etat a toujours soutenu l'égalité, l'unité et la convivialité des communautés nationales*».[86]

Dans sa première intervention publique, le 6 août, Kabila dénonce la manipulation et l'utilisation d'une ethnie du Congo pour servir les intérêts étrangers et notamment

rwandais: *« Tout Rwandais n'est pas ennemi. » « On ne peut pas continuellement utiliser les Tutsi du Congo comme des boucs émissaires d'une agression et d'une illusion d'expansionnisme »*. Et Kabila de lâcher le sentiment qui caractérise l'attitude de tous les responsables congolais face à la trahison d'une partie des Banyamulenge: la déception. *« Nous ne voulons pas utiliser de grands mots pour décrire notre déception, ni pour mesurer notre détermination. »* Didier Mumengi a très bien résumé le sentiment général. *« L'hospitalité que le Congo a toujours réservée aux ressortissants étrangers et aux Rwandais en particulier, mérite-t-elle une si tragique trahison ? »*[87] *« Plus qu'une surprise, ce fut une terrible déception, surtout dans le cas de notre collègue Bizima Karaha, auquel nous faisions totalement confiance. »*[88]

La politique suicidaire de Kagame

Dévalorisant le génocide de 1994 par ses propres crimes, Kagame veut faire croire que sa grande obsession est l'élimination des groupes d'Interahamwe et ex-FAR au Kivu. Il reste une question: en quoi Kagame se rapproche-t-il d'une solution au problème des génocidaires au Kivu, en lançant une agression barbare contre ce pays-continent qu'est le Congo? N'est-il pas évident que l'anarchie, la répression, la terreur et les massacres qui accompagnent nécessairement la présence massive d'une armée d'occupation rwandaise au Kivu, risquent à terme d'avoir des conséquences très négatives pour la sécurité du Rwanda et pour le régime en place à Kigali? Denis Polisi déclare: *« Nous souhaitons avoir comme voisin un Congo uni, avec un pouvoir central stable »*. Mais dans les conditions présentes, le gouvernement Kabila n'est-il pas le seul à pouvoir réaliser cela? Enfin, l'agression rwandaise va soulever contre elle toute la population du Congo qui n'acceptera jamais la domination de la bourgeoisie tutsi-rwandaise sur une partie du territoire national.

Même dans la « meilleure » hypothèse du point de vue extrémiste tutsi, celle d'une victoire de l'armée rwandaise, tout gouvernement anti-Kabila installé à Kinshasa serait pire du point de vue de la sécurité pour le Rwanda. Personne n'ignore que les généraux mobutistes qui soutiennent aujourd'hui l'agression-rébellion rwandaise, promettaient hier encore, en 1996, de nettoyer le Zaïre de toute présence tutsi... Et lors d'une conférence au Centre International à Bruxelles, le dimanche 23 août, le porte-parole de l'UDPS s'est réclamé du fameux « Plan secret des Tutsi pour occuper le Kivu », document fabriqué en 1962 par les fascistes hutu... Est-ce avec ces nouveaux alliés mobutistes et tshisekedistes, presque tous foncièrement racistes anti-Tutsi, que Kagame *« maîtrisera les incursions des génocidaires »*?

Kagame ose dire qu'une des raisons principales de la « rébellion » est que la nationalité congolaise des Banyamulenge n'a pas été reconnue par Kabila. C'est une contre-vérité grossière. Le ministre Prospère Kibwey a eu des mots fort justes à ce propos: *« Depuis la libération du pays, un effort remarquable d'intégration a été amorcé en faveur du groupe social des Banyamulenge. La plupart des Congolais – plus particulièrement les intellectuels – avaient fini par accepter cette démarche qui*

a permis aux Banyamulenge d'obtenir des postes clés au niveau du gouvernement, de l'administration publique et des entreprises de l'Etat. Le principe d'égalité des citoyens a été respecté».[89]

Monsieur Kagame, pour qui la nationalité congolaise des Banyamulenge semble être une affaire capitale, mène aujourd'hui une agression contre le Congo avec comme collaborateurs congolais tous ceux qui ne jurent que par la Conférence Nationale «Souveraine». Or, c'est justement la CNS qui a refusé catégoriquement la nationalité congolaise aux Banyamulenge!

Le gouvernement Kabila est le seul à avoir eu le courage d'affirmer que les Banyamulenge, établis depuis deux générations et plus dans le pays, sont des Congolais à part entière. Monstrueusement, Kagame, le chef de file de la nouvelle grande bourgeoisie tutsi du Rwanda, sacrifie les vies et l'avenir des Banyamulenge congolais pour ses rêves délirants de richesse et de puissance.

Il est cependant peu probable que l'aventurier Kagame l'emporte. Dès que la guerre a commencée, une vague nationaliste a soulevé le peuple congolais tout entier contre l'intervention rwandaise. Kagame a augmenté de façon dramatique le nombre des ennemis du pouvoir extrémiste tutsi installé à Kigali. Il sera «obligé» d'envoyer de plus en plus de troupes au Kivu. Kagame s'est engagé dans la voie suicidaire du militarisme et de la domination par les armes sur le peuple congolais. Tôt ou tard, les deux bombes qu'il a lui-même posées, l'une au Congo, l'autre au Rwanda, lui éclateront en plein visage. Au Rwanda, sa politique aventuriste peut plaire aux militaristes et aux affairistes tutsi, mais elle est abhorrée par les Tutsi rescapés du génocide et par tous les démocrates rwandais, tutsi et hutu confondus. Au Congo, seuls les mobutistes, tshisekedistes et autres agents des Américains peuvent le suivre...

Kabila: fermeté, mais pas de chasse aux Tutsi

La grande bourgeoisie rwandaise «exploite» maintenant le génocide des Tutsi et des Hutu modérés pour faire accepter une politique d'ingérence, d'agression et de domination au Congo. Le coup d'Etat qu'elle organisa à Kinshasa le 2 août et l'agression qu'elle lança le même jour à l'Est devaient inévitablement provoquer la mort de quelques centaines de Tutsi congolais innocents. Kagame en était parfaitement conscient mais cela arrangeait le pouvoir de Kigali. Il y voyait une belle occasion pour agiter une soi-disant «menace d'extermination des Tutsi au Congo» et appeler ainsi l'impérialisme américain à soutenir jusqu'au bout son aventure congolaise.

Aujourd'hui, les soldats rwandais qui occupent le Congo sont presque tous tutsi. Une partie des soldats banyamulenge s'est solidarisée avec le Rwanda contre le gouvernement nationaliste de son propre pays. Le sentiment d'être poignardé dans le dos par des Tutsi est très fort au Congo. Il est vrai qu'au début de l'agression, tous les Tutsi habitant Kinshasa étaient suspects de complicité avec les agresseurs. Il ne pouvait en être autrement quand on connaît les tactiques utilisées par les militaristes rwandais.

J'ai eu deux amis tutsi congolais à Kinshasa qui ont quitté la ville au mois de juillet, le premier pour assister à un mariage, le second pour visiter sa mère gravement malade... L'agression déclenchée, nous avons constaté que partout, comme par hasard, des Kinois ont fait la même expérience. Cela démontre qu'une grande partie de la communauté tutsi était au courant des événements qui se préparaient.

Kadima Tshimanga, professeur congolais vivant en Belgique, a séjourné au Congo aux mois de juin, juillet et août 1998. Il témoigne: *«Ma belle sœur tutsi me disait: "Je vais rentrer à Kigali". Je lui demande: "Mais pour y faire quoi? Ca fait 24 ans que tu l'as quitté, tu avais 19 ans à l'époque, tu vas reconnaître qui?" Sa fille intervient pour dire que maman Mutila estime qu'il faut partir et que sa mère la suit en tout. Ma belle-sœur m'a expliqué que des femmes tutsi avaient reçu des instructions pour infiltrer les milieux militaires. Elle était dans le milieu des Katangais. On lui avait demandé d'aller dans le SINPIA, dirigé par Lunda Bululu, où se retrouvent les gens du Sud-Katanga. Mais Lunda Bululu n'avait pas accepté qu'elle assiste aux réunions. Les informations étaient centralisées lors de l'une ou l'autre «fête». On a souvent trouvé le même groupe en train de «fêter» quelque chose au restaurant "Lola, la Crevette" à Binza".»*[90]

Dans ces circonstances, on comprend les mesures de vigilance prises par les autorités de Kinshasa. Un certain nombre de Tutsi vivant dans la capitale ont été arrêtés pour enquête. Lorsque les Etats-Unis ont été attaqués à Pearl Harbour par l'armée japonaise, tous les Japonais installés aux Etats-Unis ont été internés dans des camps...

Il était également inévitable qu'au moment du danger extrême, tous les Tutsi soient considérés par la masse comme des ennemis, qu'ils soient souvent maltraités et parfois tués. D'autre part, le gouvernement a pris immédiatement des mesures pour conduire ces Tutsi dans des endroits sûrs où ils étaient en sécurité. Des centaines de Tutsi innocents ont ainsi été sauvés. D'autres ont été protégés par des amis et voisins qui s'en portaient garants et les ont cachés. La chanteuse Cecile Kayirebwa, une amie tutsi rwandaise qui vit à Bruxelles, avait un frère à Kinshasa. Il est resté pendant de longs mois caché chez un Congolais à Limete sans jamais oser sortir. Cécile m'a demandé de faire des démarches auprès du ministre des Droits de l'Homme, She Okitundu. Ce dernier, bien sûr, lui a garanti sa sécurité. Le «clandestin» a finalement pu quitter le Congo, avec beaucoup d'autres Tutsi, grâce à l'intervention du gouvernement.

L'ironie de l'histoire veut qu'aujourd'hui plus qu'hier encore, la meilleure hypothèse politique pour un traitement démocratique et équitable de la question des Banyamulenge et des Tutsi d'origine rwandaise au Congo, est celle d'une victoire totale de Kabila. En effet, le Gouvernement de Salut-Public est resté, dans l'ensemble, extrêmement modéré et même généreux envers les Tutsi congolais. Dans les tous premiers jours de l'agression, à la demande du ministre Mumengi, une émission de deux heures a été diffusée à la RTNC dans laquelle des responsables religieux et des porte-parole d'ONG's comme Hamuli Kabarhuza ont demandé à la population de

rester calme et d'éviter toute dérive ethniciste et raciste. Colette Braeckman écrit dès le 5 août: *« Des sources à Kinshasa nous ont expliqué que si les autorités ont demandé à la population de retrouver les militaires en fuite ou les "infiltrés", elles ont cependant le souci d'éviter une "chasse aux Tutsi" comparable à celle qui avait eu lieu en octobre 1996 (sous Mobutu) lors du déclenchement de la guerre du Kivu».*[91]

Dès le 12 août, dix jours après le début de l'agression, une commission interministérielle chargée de la protection des Tutsi, dirigée par Léonard Okitundu, est mise en place. C'est elle qui a hébergé des centaines de Tutsi dans des centres fermés, les préservant ainsi d'un éventuel lynchage par la population.

André Kapanga, l'ambassadeur congolais auprès de l'ONU, a formulé dès le début de la guerre la position constante du gouvernement de Kabila. *« Ce que certaines personnes tentent de présenter comme une insurrection des Banyamulenge, n'est qu'une tentative de masquer l'entreprise de déstabilisation initiée par Kagame et Museveni dont les idées expansionnistes ne peuvent être cachées. Ici, nous reconnaissons que les Banyamulenge constituent un groupe ethnique congolais qui peut compter au plus 50.000 personnes. (...) La RDC répète sa volonté d'assumer complètement sa responsabilité dans la protection de tous les étrangers (Rwandais, Ougandais et autres) qui ont décidé de vivre sur sa terre. Le nettoyage qui a eu lieu dans certaines villes a un seul objectif: neutraliser les réseaux de complicités organisés par les agresseurs.»*[92]

Une guerre juste

Pour juger d'une guerre, de ses méthodes et de ses justifications, on doit d'abord trancher s'il s'agit d'une guerre juste ou d'une guerre injuste. La guerre du peuple congolais contre l'agression rwando-ougandaise dirigée par les Etats-Unis, était, dès le premier jour, une juste guerre pour l'indépendance nationale et la souveraineté. Elle s'inscrit dans le long combat congolais contre l'impérialisme qui commence avec l'épopée des Baoni de 1895 à 1904. Cette guerre de résistance a été dénigrée avec des arguments qui rappelent les premiers jours de la colonisation.

En 1857 éclatait en Chine la « deuxième guerre de l'opium », guerre de résistance nationale contre la pénétration du colonialisme britannique. Contre les armes modernes des agresseurs, la masse chinoise utilisait tous les moyens à sa disposition pour tuer des Anglais. Marx et Engels ont dénoncé à l'époque les *« vendeurs de civilisation »* qui qualifiaient les méthodes de résistance des Chinois de *« lâches, barbares et atroces »*. Les deux grands révolutionnaires disaient à l'adresse du colonialisme britannique: *« Au lieu de moraliser sur les horribles atrocités des Chinois, nous ferions mieux de reconnaître que c'est une guerre nationale pour le maintien de la nationalité chinoise et, malgré les préjugés et l'ignorance, une guerre du peuple quand même »*.[93]

En août 1998, le peuple congolais sortait à peine de la longue nuit néocoloniale pendant laquelle ont régné les Adoula, Tshombe et Mobutu. Il ne fallait pas attendre

de ce peuple des raisonnements et des tactiques sophistiqués que la dictature ne lui a jamais permis d'apprendre. Les dirigeants congolais devaient trouver un discours politique capable de mobiliser des masses marquées par l'abrutissement consciemment organisé sous Mobutu, ils devaient formuler des mots d'ordre capables de les dresser contre l'ennemi. Il fallait appeler ce peuple à utiliser tous les moyens à sa disposition pour défendre sa Patrie.

A Bunia, des patriotes se sont adressés à la population par la radio locale. *« Les gens doivent amener une machette, une lance, une flèche, une houe... pour tuer les Tutsi rwandais. (...) Non aux envahisseurs ! Nous disons également non à la formation d'un empire tutsi sur notre territoire. (...) Partout où vous voyez un Tutsi rwandais, regardez-le comme votre ennemi. » « Ceux parmi vous qui vivez le long de la route, sautez sur les gens avec de longs nez, qui sont élancés et minces et qui veulent nous dominer. »*[94] La *BBC* a mis en exergue ce discours de l'un ou l'autre commandant inconnu d'une petite ville de province, pour prouver le caractère « ethniciste » de la résistance congolaise. Le régime de Kagame y a vu des preuves des intentions «génocidaires» de Kabila ! Or cet appel est éminemment patriotique et malgré ses maladresses, il s'en prend non à une ethnie mais aux envahisseurs rwandais qui s'avèrent tous être des Tutsi rwandais.

Le régime de Kagame utilise et détourne de façon vicieuse le génocide pour justifier ses crimes contre le peuple congolais. Au moment du génocide d'avril-juillet 1994, les Interahamwe et les FAR s'étaient préparés depuis de longs mois à massacrer la population tutsi innocente et sans défense. Sur une base ethniciste, ils ont appelé les Hutu à « prendre une machette et une houe » pour tuer leurs voisins. Or, dans la guerre qui débute au Congo en août 1998, les rôles sont complètement inversés. C'est Kagame et son APR qui ont préparé depuis de longs mois une agression sanglante et c'est la population congolaise, innocente et sans défense, qui a été prise au dépourvu et qui se fait massacrer ! Elle n'a jamais eu la moindre idée d'aller attaquer le Rwanda pour y exterminer une population tutsi paisible. Mais tout à coup, elle s'est retrouvée en face d'envahisseurs qui venaient lui dérober son indépendance et sa dignité récemment retrouvées, qui venaient la soumettre et la massacrer dans ses propres villages. Cette population a logiquement utilisé « une machette et une houe » pour tuer les envahisseurs rwandais tutsi. Et si des Tutsi congolais innocents ont été éliminés, c'est évidemment l'agression étrangère déclenchée par Kagame qui en est responsable.

Les agresseurs prétendent que Kabila représente une menace pour leur survie. Quelques slogans lancés à Kin servent de « preuves ». Au cours de la première semaine d'août, au moment où l'armée rwandaise marchait irrésistiblement sur Kinshasa, une manifestation populaire tentait de raffermir le moral et le courage des Kinois. La capitale congolaise sur le point de tomber, la population exprimait à la fois sa détermination à résister et sa peur et sa panique en criant des objectifs qu'elle savait absolument hors de portée : *« Rendez-vous à Kigali »* et *« Nous ferons du Rwanda la 12e province du Congo ».*[95] Et les agresseurs qui proclamaient sur *RFI* et la *Voix de*

l'Amérique qu'ils prendraient Kinshasa en moins de deux semaines, faisaient semblant de prendre ces cris au sérieux: leur pays était menacé, le spectre du génocide planait sur Kigali!

Les télévisions du monde entier ont montré à plusieurs reprises les images de militaires congolais jetant un homme dans une rivière à Ndjili et tirant des coups de fusil par dessus la balustrade du pont. C'était au moment où les armées rwandaise, ougandaise et rebelle avaient pénétré les communes de Masina, Kimbanseke et Ndjili. A l'aide de ces images, les autorités rwandaises ont accusé Kabila de *«commettre un génocide contre les Tutsi»* et elles ont dit que *«le Rwanda ne restera pas les bras croisés alors que ses citoyens sont massacrés»*.[96] «L'humanitaire» devient alors un moyen pour inverser les rôles et présenter l'agressé comme le coupable. On ne peut pas «utiliser» des exécutions qui sont nécessaires ou compréhensibles dans le combat contre une agression caractérisée, pour crier au «génocide». C'est banaliser et dénigrer de façon cynique le génocide de 1994 pour justifier l'agression actuelle contre le Congo.

TV5 diffusera, plusieurs mois plus tard, l'ensemble des images tournées près de la rivière de Ndjili. La victime, férocement exécutée par les génocidaires kabilistes, ... sort calmement de l'eau, saine et sauve...

La population congolaise de l'Est comme de l'Ouest s'attaque essentiellement aux envahisseurs. Or ces derniers se trouvent partout entourés par une population qui leur est totalement hostile et ils doivent nécessairement s'en prendre à l'ensemble du peuple résistant. Trois semaines après le début de l'agression, le lundi 24 août, à Kasika, plus de 200 civils sont massacrés par des troupes rwandaises, en représailles pour des pertes infligées par des Maï Maï. Là on peut déceler les premiers signes d'un véritable génocide, celui organisé par les agresseurs contre la population congolaise du Kivu.[97]

Garder la tête froide devant le feu

Le peuple congolais a raison de défendre son indépendance et sa souveraineté, son gouvernement nationaliste contre les envahisseurs rwandais tutsi. Mais il ne doit jamais oublier que l'ennemi principal est l'impérialisme et que les différentes puissances impérialistes utilisent différentes fractions de la bourgeoisie africaine pour atteindre leurs objectifs. Le panafricanisme qui dresse l'ensemble du continent contre la domination étrangère et qui organise la solidarité entre les masses populaires de toute l'Afrique, constitue la seule voie pouvant garantir la véritable libération nationale et sociale des pays africains.

Après 37 années de régime néocolonial, le niveau d'éducation politique au Congo est très faible. Les réflexes tribalistes et ethnicistes sont des dangers qui planent partout.

Voilà pourquoi, même aux moments les plus difficiles de la guerre nationale, les dirigeants devaient garder la tête froide. Didier Mumengi, ministre de l'Information, n'a pas toujours réussi à le faire. Il déclara au moment des pires défaites subies à l'Est comme à l'Ouest du pays: *«Le peuple congolais transformera le rêve de l'empire*

hima-tutsi en cauchemar des Tutsi dans la région des Grands Lacs».[98] Si l'intention de stigmatiser l'ennemi et de jurer vengeance est louable, les arguments n'en sont pas moins inacceptables.

La théorie de «l'empire hima-tutsi» a été inventée par les extrémistes des régimes Kayibanda et Habyarimana. Ces derniers ont cherché à entraîner les Congolais dans leur lutte ethniciste sanglante contre la population tutsi en fabriquant de toutes pièces une «menace» à la dimension régionale: l'empire hima-tutsi. C'était de la fabulation. Un tel empire n'a jamais existé. Dans les temps pré-coloniaux, le royaume rwandais naissant, dirigé par un lignage tutsi du clan des Banyiginya, a livré de nombreuses guerres aux royaumes «hima» rivaux d'Ankore et de Bonyoro...

Aujourd'hui, le Congo a le devoir patriotique de combattre l'agression organisée par la bourgeoisie néocoloniale tutsi du Rwanda, mais il ne peut pas dévier vers un racisme anti-tutsi. Il ne peut pas attribuer à l'ensemble de la population tutsi, à laquelle on assimile pour l'occasion «les» Hima et même «les» Nilotiques..., une volonté de créer un «empire» qui assujettirait toutes les autres tribus de la région. Il est encore plus aberrant de vouloir préparer «un cauchemar des Tutsi». Avec les génocides de 1963, 1973 et 1994, les masses tutsi du Rwanda ont été assez servis en matière de cauchemars!

Didier Mumengi a eu un autre réflexe malheureux en déclarant: *«Lorsque le Congo va frapper au Rwanda, des officines de défense d'un soi-disant peuple martyr vont se mettre à crier à l'agression»*.[99] Il aurait pu être plus précis et dire: «frapper le régime extrémiste tutsi». Mais il ne pouvait en aucun cas parler d'un «soi-disant peuple martyr». On aimerait conseiller au ministre de l'Information la lecture du livre de Rakya Omar, *Rwanda: Death, Despair and Defiance* qui expose en détail, sur plus de mille pages, comment un million de Tutsi et de Hutu démocratiques ont été achevés à la machette, à la hache, au gourdin, au bâton muni de clous... Prendre connaissance de la bestialité absolue avec laquelle ces êtres humains ont été tués, vous interdit à jamais de dénigrer un «soi-disant» peuple martyr. Ce n'est pas ce peuple tutsi martyr qui est responsable de l'agression rwandaise contre le Congo. L'ensemble des Tutsi qui sont restés au Rwanda de 1959 à 1994, constitue effectivement un «peuple martyr». Mais les Tutsi venus des camps ougandais n'ont pas été directement touchés par ces massacres barbares. Et c'est parmi eux qu'on trouve le noyau de cette nouvelle grande bourgeoisie qui méprise autant les masses de «petits tutsi» que les masses hutu et qui a entraîné le Rwanda dans l'aventure suicidaire de l'agression du Congo. Le peuple congolais doit s'attaquer à cette bourgeoisie tutsi qui mène une politique militariste, qui occupe et pille des territoires congolais, qui veut placer ses marionnettes au pouvoir à Kinshasa. Mais il doit aussi respecter la masse des travailleurs tutsi qui n'ont aucun intérêt dans ces crimes et qui risque d'ailleurs d'en être une fois de plus la victime.

L'influence de théories ethnicistes et racistes

Au moment où la survie même de la nation congolaise est menacée, toutes les théories qui permettent de dresser les masses contre l'agresseur semblent recevoir une

légitimité. Or, il y a des théories ethnicistes et racistes qui circulent aujourd'hui au Congo et qui ouvrent, au-delà de la guerre de résistance actuelle, des perspectives pour des décennies de massacres inter-africains...

Les dirigeants congolais ont l'habitude de dire que les massacres et les génocides n'entrent pas dans la culture congolaise. Cela est partiellement vrai. Mais toute culture change lorsque les conditions matérielles de la vie et de la survie changent. Ce n'est que partiellement vrai, parce que le Congo a connu en 1959 des tueries entre les Lulua et les Baluba au Kasaï, puis en 1992 des milliers de «Baluba du Kasaï» ont été massacrés au Katanga et des centaines de milliers expulsés...

On ne peut pas nier que l'idéologie ethniciste et raciste, cultivée au Rwanda par les extrémistes tant tutsi que hutu, ait déjà pénétré le Congo. Elle peut encore être éradiquée, à condition qu'elle soit reconnue comme telle et clairement rejetée.

Le 11 août 1998 apparaît sur Internet une lettre de Kala Ye Ngangu qui dit ceci: *«Chers compatriotes. Les Tutsi ne sont pas nos vrais frères et sœurs. Ils ne sont pas panafricanistes, non plus. Leur plan machiavélique est d'établir un empire himatutsi en Afrique par la force (...) Bizima et Déo sont chargés ... d'exécuter le plan raté des années 60. Le texte qui suit est une évidence qui démontre cet affreux complot contre notre peuple»*. Et Kala Ye Ngangu de reprendre le fameux *«Plan de la colonisation tutsi au Kivu»* qui aurait été découvert à Nyamitabo le 6 août 1962. Ce faux, datant de 1962, a été largement utilisé lors des préparatifs au génocide de 1994, entre autres par Barahinyura, un des idéologues des Interahamwe.

Nous avons déjà pris connaissance de ce «Plan» et nous avons montré qu'il s'agit d'un faux, d'une prose diabolique uniquement destinée à dresser «le» Hutu contre «le» Tutsi, la «race» bantou contre la «race» nilotique. Les impérialistes pourront tranquillement continuer à piller les richesses de l'Afrique pendant au moins un siècle, s'ils réussissent à pousser les «nègres» à s'entre-tuer, «l'ethnie» hutu massacrant «l'ethnie» tutsi, la «race» bantou égorgeant la «race» nilotique et vice-versa... Il se peut que Kala Ye Ngangu soit une personne honnête mais assez naïve qui, en trouvant ce document, a cru avoir découvert les racines de l'agression actuelle. Or, au Rwanda, il y a deux groupes de grands bourgeois, l'un hutu, l'autre tutsi, qui ont tous les deux développé une logique ethniciste infernale. Il faut être vigilant vis-à-vis des deux séries de mensonges historiques et ne pas se laisser impressionner par la cascade de mensonges, de calomnies, de bassesses, d'intoxications abominables que nous envoient aussi bien les ethniciste hutu que les tutsi kagamistes.

«Le sol des ancêtres souillé par la présence tutsi... »

Au début de la guerre, un document a été publié par *l'Union des Nandé pour l'Eveil de la Conscience nationale*, UNEC, signé par Claude Kakula Lwanzo et Patrick Syaïpuma N'Dungo, Président et vice-président. Ce texte illustre le lien que nous venons d'évoquer entre l'adoption d'une ligne ethniciste et la défense d'une politique pro-impérialiste.[100]

Voyons d'abord la ligne ethniciste. Le document nie qu'il y ait des Tutsi congolais, il ne reconnaît que *« des Rwandais appelés abusivement "Banyamulenge" »*. Il veut « purifier » le sol congolais de toute présence tutsi et lance le mot d'ordre : *« Envahisseurs rwandais et assimilés, dehors »*.

Il reprend exactement le point de vue du « Plan » dont nous venons de parler : *« Tutsi est un et indivisible. C'est-à-dire que partout où il se trouve, il doit d'abord servir les intérêts de l'ethnie, quel que soit le prix. C'est pourquoi les Tutsi sont toujours prêts à tuer, à corrompre, à trahir, à empoisonner, à sacrifier leur vie et même celles des autres pourvu qu'ils arrivent à leurs fins »*. Le texte veut faire connaître *« l'histoire du Kivu, de ses vrais habitants »* pour que les Congolais comprennent que les Banyamulenge *« souillent de leur présence le sol de nos ancêtres »*.

L'ethnicisme anti-Tutsi est le ciment de l'alliance entre ces auteurs nande et les mobutistes de la « Transition ». S'en prenant aux Banyamulenge, le document dit : *« Nombreuses ont été les voix qui s'étaient élevées contre la présence de ces étrangers dans l'administration du pays dès l'installation du pouvoir AFDL »*. Et le texte cite les voix de Tshisekedi, Olenghankoy, Kirarahumu, Kambere, Célestin Shabani et le cardinal Etsou... Nous avons déjà montré c'est Mobutu qui a lancé en 1996 la théorie des « Banyamulenge, cinquième collone de l'occupation rwandaise ». Or, presque tous ceux qui ont soutenu Mobutu et le mobutisme des années 1996-1997, ont combattu la révolution du 17 mai 1997 en affirmant qu'elle avait vendu le pays « aux étrangers »...

On sait que la Conférence Nationale et Souveraine a adopté une résolution qui nie la nationalité congolaise de tous les Congolais rwandophones. Les auteurs nande écrivent : *« En rejetant les résolutions de la CNS, les autorités de l'AFDL rejettent ipso facto le peuple souverain »*. C'est ainsi que l'UNEC cherche l'alliance avec les mobutistes et tshisekedistes qui ont dominé la CNS-HCR-PT et elle prône en conséquence *« la nécessaire réconciliation nationale »*.

C'est assez ironique que par haine des Tutsi, *l'Union des Nande pour le Réveil de la Conscience nationale* prône le retour à la CNS, qui deviendra après le 2 août 1998 le drapeau sous lequel marchent ses ennemis déclarés de l'indépendance congolaise : les rebelles et mobutistes alliés au groupe tutsi de Kagame ! En effet, comme les rebelles et mobutistes, l'UNEC est partisan de *« la recherche d'un consensus constitutionnel et institutionnel autour de l'Acte portant dispositions constitutionnelles issues de la CNS »*...

Le couple ethnicisme-mobutisme chez des ONG

Le lien entre les idéologies ethniciste, mobutiste et néocoloniale, nous le retrouvons parmi les ONG qui servent de couverture pour des courants politiques. La *« Déclaration face à la situation de guerre »* faite le 22 août 1998 par le *« Comité Droits de l'Homme Maintenant »* en est un exemple édifiant. Ce manifeste réactionnaire est signé par « La Voix des Sans Voix pour les Droits de l'Homme », l'AZADHO, le « Comité pour la

Démocratie et les Droits de l'Homme», le Groupe AMOC, la Ligue des Electeurs, la Ligue des Droits de l'Homme-Congo et les Toges Noires.

On y retrouve la position ethniciste qui nie la nationalité congolaise des Tutsi d'origine rwandaise et qui leur refuse l'accès à des fonctions publiques. Parmi les *«faits qui ont favorisé le déclenchement de la guerre»*, la déclaration mentionne *«la confusion entretenue sur la question de nationalité, particulièrement celle des Tutsi d'origine rwandaise installés au Congo»* et *«l'infiltration et l'imposition par l'autorité publique des Tutsi d'origine rwandaise dans les structures étatiques congolaises»*.

La déclaration regorge ensuite de positions propres au mobutisme des années 1996-1997, reprises telles quelles. Parmi «les faits qui ont favorisé le déclenchement de la guerre», la Déclaration range: *«Le recours par l'AFDL à la coalition rwando-ougandaise pour mener sa lutte de conquête du pouvoir». «L'occupation politico-militaire du Kivu par les Rwandais du fait de l'AFDL.»* Or, Kabila n'a pas eu recours «à la coalition rwando-ougandaise» pour prendre le pouvoir. Il a fait une alliance entre les forces nationalistes congolaises et l'Angola, le Zimbabwe, le Rwanda et l'Ouganda pour mettre fin au régime de Mobutu. C'était une alliance où chaque partie poursuivait ses propres objectifs qui étaient tous valables. Pour conquérir le pouvoir, Kabila a formé une armée patriotique congolaise «en cours de route» et il a mobilisé les masses pour renverser le système en place. Après l'installation du pouvoir nationaliste à Kinshasa, les Angolais étaient mobilisés par le combat contre l'UNITA. Kabila avait encore besoin de ses alliés rwandais pour l'aider à consolider le pouvoir nationaliste face à des forces mobutistes encore très puissantes et disposant de nombreuses armes.

Le Comité *«Droits de l'Homme Maintenant»* défend la théorie des mobutistes pour qui la lutte de libération de l'AFDL n'a été qu'«une agression rwandaise» destinée à «occuper le Kivu». Ce Comité reprend la propagande qu'utilisait Mobutu pour combattre l'AFDL et sauver son pouvoir anti-populaire. Si les Rwandais «occupaient» déjà le Kivu avec le soutien de l'AFDL, pourquoi se sont-ils lancés dans une guerre contre le régime de Kabila? Il est difficile de déterminer ce qui agite le plus ces soi-disant «défenseurs des droits de l'homme»: leur haine ethniste contre les Tutsi rwandais ou leur hostilité envers le nationaliste Kabila.

La nature mobutiste de ces ONG apparaît aussi lorsqu'elles accusent Kabila d'avoir *«favorisé le déclenchement de la guerre»* par *«le démembrement des bases de défense laissés par le régime de feu Maréchal Mobutu»*. Ces gens veulent faire croire que Mobutu défendait mieux le Congo que Kabila! Ils se font également les avocats du système Mobutu en affirmant qu'ils *«condamnent la prise du pouvoir par les armes»*. Sept années de magouilles pendant la «période de transition» ont prouvé que le mobutisme serait toujours en place, si Kabila ne l'avait pas balayé par la seule méthode qui pouvait casser la dictature: celle de la lutte armée populaire.

Finalement, ces ONG se dévoilent comme des partisans du néocolonialisme en demandant *«l'implication active de la Communauté Internationale* (lisez les puis-

sances impérialistes) *dans la prévention et la résolution pacifique des conflits*». Si le peuple congolais et africain était réellement maître chez lui, il serait parfaitement capable de prévenir et de résoudre pacifiquement les conflits qui surgissent en son sein. D'ailleurs, la cause fondamentale de tous les conflits violents en Afrique, est l'exploitation et la domination par ces mêmes puissances impérialistes auxquelles le comité «Droits de l'Homme Maintenant» s'adresse pour rétablir la paix.

«Génocide» et intervention américaine

Entre le 10 et le 15 août, l'offensive rwandaise et rebelle vole, dans tous les sens du terme, de victoire en victoire. La chute de Kinshasa est prévue pour les semaines à venir. C'est le moment que les Rwandais choisissent pour alerter le monde qu'un nouveau génocide des Tutsi se prépare au Congo. La presse occidentale consacrera de nombreux articles à cette menace imminente...

Les thèmes en sont bien résumés par Théogène Rudasingwa, l'ambassadeur rwandais aux Etats-Unis. *«Le Congo continue à être un sanctuaire pour ceux qui ont commis le génocide. Kabila assure un nouvel entraînement aux génocidaires et leur donne des armes dans une tentative de déstabiliser le Rwanda. Ses déclarations rudes et sectaires contre les Tutsi congolais, le lynchage délibéré de Congolais d'origine rwandaise et la rhétorique réactionnaire d'un "empire tutsi", tout cela rappelle le régime génocidaire au Rwanda et spécialement son porte-parole, Radio Mille collines.» «Il y a un devoir moral pour les Etats-Unis d'aider le Rwanda à gérer l'héritage du génocide. (...) Il est urgent que nous créions une coalition internationale contre le terrorisme et le génocide.»*[101]

«C'est trop flagrant!» Tout ce tapage autour d'un danger de génocide imaginaire, sert à offrir un prétexte à l'intervention américaine. Et bien sûr, le message est reçu «5 sur 5» chez les commanditaires de l'aventure rwandaise. Ed Marek, analysant la stratégie occidentale, écrit: *«Il y aura une intervention militaire d'une coalition occidentale contre le génocide, s'il y a des preuves d'un génocide actif».*[102] Pierre Bigras annonce plus froidement: on ne débarquera pas à Kinshasa pour «sauver les Tutsi», mais pour éliminer le régime nationaliste. *«La crainte existe dans les ambassades occidentales que cela ne s'arrêtera pas aux Tutsi, d'où la mise en place d'un dispositif d'intervention qui va sans doute sceller le sort du régime Kabila.»*[103]

Le 14 août déjà, 500 militaires français ont débarqué à Brazzaville. Au même moment, deux navires de guerre américains ont déjà quitté le port de Marseille et sont en route pour Kinshasa. Le USS Tortuga est un navire plate-forme d'assaut amphibie qui amène 4 hovercrafts et d'autres véhicules d'assaut amphibie. Il peut transporter un bataillon d'infanterie de marine de 600 hommes. Le USS Saipan transporte des hélicoptères d'assaut, des Harriers d'attaque à décollage vertical et peut embarquer 1.730 soldats et 60 officiers. A bord des deux navires, 1.200 soldats du 22e corps

expéditionnaire des Marines. Ils seront au large des côtes du Congo entre le 19 et le 22 août. Il faut mentionner également que le 15 août, un commando de 150 hommes quitte la Grande Bretagne pour l'île de l'Ascension et que la France est en train d'augmenter son dispositif militaire à Brazzaville à 1.100 hommes.

Que viennent faire 2.500 militaires de trois pays de l'OTAN autour du Congo ? On sait qu'ils professent presque ouvertement leur volonté de voir Kabila tomber. L'envoi de cette armée d'intervention est aussi un encouragement aux Rwandais et Ougandais pour mener leur opération à bien. La marine de guerre américaine sert également à intimider les Congolais et les FAC: toute résistance aux offensives de la coalition anti-Kabila à l'Est et à l'Ouest, soutenues par la superpuissance américaine, semble futile...

Il ne reste qu'à trouver le prétexte le plus convaincant pour sauter sur Kinshasa.

Le premier est déjà un classique du genre. Kabila pourrait s'opposer aux actions projetées unilatéralement par les puissances occidentales pour évacuer leurs citoyens.[104] Ed Marek *« anticipe qu'on développe maintenant des plans d'urgence pour entrer de force à Kinshasa pour en sortir des citoyens »*.[105] Mais le 14 août déjà, les Etats-Unis mettent 300 de leurs citoyens résidant à Kinshasa, y compris le staff de l'ambassade et leurs familles, à bord de deux jets de *Delta Airlines*. L'ambassade est fermée. Le lendemain, Yerodia dira que les étrangers quittent le Congo *« comme des rats qui quittent le bateau »*.[106]

Ainsi, le nombre de «bons» prétextes se réduit à deux. On pourra toujours mettre en épingle quelques assassinats de Tutsi et intervenir pour «arrêter le génocide». Et puis, si les combats entre Rwandais et défenseurs de la capitale font beaucoup de morts, on choisira de débarquer pour «protéger la population civile». Dans les deux cas, l'intervention militaire donnera, en passant, quelques coups de main discrets aux opposants armés et non-armés pour qu'ils débarrassent le Congo de son «Président auto-proclamé»...

Les agresseurs, leurs maîtres et leurs laquais

Dès le début de l'agression, les Rwandais déclarent solennellement qu'ils ne sont pas au Congo. Anastase Gasana, le ministre rwandais des Affaires étrangères, donne immédiatement le ton. *«Nous ne pouvons comprendre pourquoi les Congolais se servent du Rwanda comme bouc émissaire. S'il y a des problèmes internes entre Kabila et son alliance, ce n'est pas notre affaire.»*[107] *«Les Congolais savent bien qu'il n'y a pas de soldats rwandais sur leur territoire. Comment pouvons-nous provoquer des troubles à Kinshasa ou ailleurs en RDC si nous n'y sommes pas ?»*[108] Le porte-parole de l'armée, le commandant Emmanuel Ndahiro, confirme: *«Nous n'avons pas franchi la frontière congolaise. La responsabilité de la crise actuelle au Congo incombe à Kabila lui-même, qui n'a pas réussi à donner ce qu'il avait promis à son pays »*.[109] Les agresseurs rwandais jurent donc que les événements sanglants au

Congo sont l'expression d'une «crise interne». Tshisekedi et pratiquement toute l'opposition «démocratique» se hâtent de confirmer ces contre-vérités choquantes...

Ces Rwandais qui n'y sont pas

A peine un jour et demi après le déclenchement de l'agression, le 4 août, une pluie de dépêches prouve que ce sont effectivement les Rwandais qui mènent la danse. L'Agence *IRIN* de l'ONU rapporte que des mouvements importants de troupes rwandaises se produisent à Bukavu, Goma, Beni, Butembo et Rutshuru et dans les environs.[110] Un commerçant qui se trouve dans la région de Goma et Bukavu déclare à *Reuters*: *«Les Rwandais sont impliqués de toute évidence. Les frontières sont ouvertes et des camions vont et viennent».*[111] Un diplomate européen confie au *New York Times*: *«Cette fois-ci, il ne reste que peu de doutes que le Rwanda ait bien fait passer des armes et des hommes à travers la frontière, qu'il ravitaille les rebelles et qu'il les soutient même sur le terrain».*[112]

Le 6 août, William Wallis rapporte pour l'agence *Reuters*, qu'un diplomate occidental à Kinshasa a déclaré qu'il y a des preuves solides que plus de 35 camions militaires ont traversé la frontière du Rwanda vers Bukavu et Goma. Il dit également qu'un fonctionnaire de l'ONU a affirmé que des autorités à Kigali admettent, dans des rencontres privées, que leurs troupes sont au Congo. Ed Marek apprend d'un haut fonctionnaire américain à la Défense que tout le monde à Washington pense effectivement que des forces rwandaises sont impliquées dans la rébellion.[113] Ce témoignage est important. Il prouve que le quatrième jour de l'agression, les milieux militaires américains avouent déjà que ce sont bien leurs *«élèves modèles»* et protégés rwandais qui vont en finir avec Kabila.

Le détournement d'avions civils, le 4 août à Goma, et l'organisation d'un pont aérien militaire avec Kitona était une opération complexe et hasardeuse qui portait la signature rwandaise. Cinq jours plus tard, Colette Braeckman récolte des preuves à Kigali. *«Des mouvements de troupes,* écrit-elle, *sont relevés par les observateurs aux frontières et, depuis des semaines, des armes affluent dans la région. Il se murmure que, depuis Goma, des troupes fraîches ont été envoyées vers le Bas-Congo afin d'accélérer les opérations sur le deuxième front. (...) A Kigali, des appareils militaires gros-porteurs se succèdent sur l'aéroport.»*[114]

Avec leurs satellites espions qui surveillent tous les champs de bataille potentiels du monde et qui peuvent identifier des objets de moins de 50 centimètres, les Américains n'ignorent rien de l'invasion des troupes rwandaises en territoire congolais.

Ajoutons que plus de 150 officiers rwandais, dont Kagame, ont été formés aux Etats-Unis, ce qui a donné l'occasion aux Services américains de recruter suffisamment d'éléments pour être au moins informés de la préparation d'opérations aussi importantes.

D'autant que les Américains ont des dizaines d'officiers incorporés au sein de l'armée rwandaise au départ de l'agression. Certains ont pratiquement avoué être là pour

des raisons directement liées à la guerre contre le Congo. C'est ce qu'une dépêche fort intéressante de l'*AFP* du 6 août nous apprend. *« Une soixantaine d'observateurs militaires américains sont présents au Rwanda, sur l'île d'Idjwi, la base de Gabiro et à Kigali. Les autorités militaires américaines indiquent qu'une dizaine d'instructeurs forment des troupes au Rwanda. (...) Ces militaires américains sont en fait chargés d'entraîner les officiers instructeurs de l'Armée patriotique rwandaise à la lutte anti-guérilla. "Les conseillers militaires américains appartiennent généralement aux Forces Spéciales. Leur rôle est de former les armées amies à la guerre non conventionnelle", déclarait à l'AFP un ancien officier de ces forces. (...) Le major Henry L. Huntley, porte-parole du commandement américain en Europe, indique qu'une douzaine d'observateurs militaires américains se sont rendus dans la région de Gisenyi (nord-ouest), limitrophe de la RDC. "La mission de ces hommes est d'évaluer la situation militaire au Rwanda et de déterminer la capacité militaire de ce pays à empêcher, à contenir ou à réduire au minimum la menace d'une reprise des actes de génocide", selon le major.»*[115] Dans sa version officielle, l'agression n'aura-t-elle pas bientôt comme objectif d'«empêcher la reprise du génocide»? Et, occupant le Congo, l'armée rwandaise n'aura-t-elle pas besoin, justement, des techniques de la lutte anti-guérilla et de la guerre non-conventionnelle?

Les Etats-Unis: le cerveau

Ainsi, toutes les preuves s'accumulent et s'étalent au grand jour depuis le début de la guerre qu'il s'agit bel et bien d'une opération militaire rwando-ougandaise. Tous les milieux politiques et militaires américains savent que c'est Kagame qui dirige l'agression. Mais les Etats-Unis persistent à affirmer hypocritement qu'il ne s'agit que d'un «conflit inter-congolais».

Le 7 août, le vice-ministre des Affaires étrangères congolais, David M'Bwankiem, rencontre le chargé d'affaire américain. Ce dernier refuse de désigner le Rwanda comme agresseur *«pour ne pas préjuger du processus de l'ONU»*, dit-il. On mesure tout le cynisme de cette prise de position lorsqu'on sait que ce sont les Américains qui dictent pratiquement ce que l'ONU doit dire ou ne pas dire.[116]

Dès le départ, la politique américaine se résume en cinq points. Décision de renverser Kabila et le gouvernement nationaliste. Complicité avec les agresseurs rwandais et ougandais, puis soutien tacite à leurs opérations. Appui à la «rébellion». Soutien à l'oppostion «démocratique» contre Kabila. Préparatifs pour une intervention militaire au Congo contre Kabila.

A ce propos, les observations d'Ed Marek, ancien agent des renseignements militaires bien introduit dans les milieux de la Défense, homme d'affaire très au courant des ambitions des grandes entreprises américaines, sont fort précieuses. Le cinquième jour de la guerre, il écrit: *«Il n'y a pratiquement aucun sentiment en faveur de M. Kabila. Aucune voix ne se lève à Washington pour soutenir M. Kabila et son gouvernement. Il n'y a pratiquement personne dans cette ville qui admire ce que ce gou-*

vernement a fait. Il y a une sorte d'espoir serein, inexprimé qu'il va simplement partir. (...) Il y a un sentiment général aux Etats-Unis que le gouvernement Kabila est déjà sur la route du départ. NCN a entendu certains dire que ce gouvernement sera parti dans 30 à 60 jours».[117] Difficile de mieux exprimer le sentiment d'hostilité profonde pour tout ce que représente Kabila et le mouvement nationaliste congolais. C'est exactement le même sentiment qui a été exprimé par ces grands représentants de l'impérialisme américain que furent le Président Eisenhower et le chef de la CIA Allan Dulles, lorsqu'ils ont donné l'ordre à la CIA d'éliminer Patrice Lumumba...

Analysons comment cette ligne se reflète à travers la politique «officielle» des Etats-Unis.

Un porte-parole de la Maison Blanche, M. Philip Crowley, déclare le 4 août: *«Nous conseillons au Président Kabila de consulter l'ensemble de la société congolaise afin de résoudre les tensions ethniques qui bouillonnent depuis plusieurs jours»*. Voilà d'emblée deux points clairement marqués: au Congo, il y a un problème interne, un problème ethnique avec les Banyamulenge, et Kabila doit faire un compromis avec la vieille classe politique de Mobutu.

Le porte-parole du Département d'Etat M. James Rubin, déclare: *«Le bilan (du gouvernement Kabila) est inégal: il y a eu certains progrès, mais aussi des reculs considérables, dans les domaines des droits de l'homme, de l'économie et de l'évolution politique. (...) Le climat politique n'est ni libre ni équitable, et certains principes démocratiques sont loin d'être acceptés. Sur le plan économique, nous avions espéré plus»*. Oser prétendre que Mobutu, de 1990 à 1997, faisait mieux dans le domaine des droits de l'homme, de l'économie et de la vie politique que Kabila, c'est une insulte à l'intelligence du peuple congolais. C'est affirmer publiquement que seul un régime néocolonial pourra trouver grâce aux yeux américains.

James Rubin poursuit: *«Je ne suis pas prêt à dire si nous souhaitons voir un changement de gouvernement dans ce pays. (...) Mais je puis dire ceci: nous voulons que le gouvernement de Kinshasa soit en mesure de contrôler le territoire national. Il ne faut pas oublier que ce pays occupe une position stratégique. Il a pour voisins de nombreux pays importants. Si le Congo sombre, la stabilité de la région sera menacée. Or, cette région abonde en minéraux et en ressources d'importance stratégique.»*[118] Le Congo subit une agression meurtrière flagrante de la part d'un voisin militairement puissant, mais l'impérialisme US refuse de dire si, oui ou non, il souhaite un changement de gouvernement au Congo. C'est une façon diplomatique pour exprimer son soutien à l'agression et sa volonté que Kabila soit chassé. Exactement comme en 1960, l'impérialisme donne son soutien tactique à l'agression et la division du Congo pour affaiblir et éliminer le pouvoir nationaliste. Mais stratégiquement, les Etats-Unis se disent partisans d'un régime néocolonial fort à Kinshasa, qui contrôle tout le territoire et permet aux entreprises américaines d'exploiter dans des conditions optimales les gigantesques ressources du Congo.

Le lendemain 5 août, le porte-parole adjoint du Département d'Etat, James Foley confirme qu'il s'agit d'un conflit essentiellement interne au Congo et que les Etats-

Unis sont particulièrement préoccupés par le sort réservé aux Tutsi congolais. L'agression flagrante et les tueries à l'Est sont escamotés autant que possible. *« Les Etats-Unis sont inquiets de la détérioration des conditions de sécurité en République démocratique du Congo, et particulièrement des arrestations et du harcèlement de citoyens congolais d'origine tutsi. Nous exhortons le gouvernement ... à garantir ... la protection de tous les citoyens congolais et à résoudre les conflits internes par des moyens pacifiques.»*[119] Par des moyens pacifiques? Les Américains, tout comme Tshisekedi, refusent au gouvernement nationaliste de se défendre contre l'agression!

Le 7 août, James Foley répète que le Congo fait face pour l'essentiel à une *« crise interne qui s'aiguise »*. Et cette crise inter-congolaise pourrait maintenant être «aggravée» par ce que M. Foley, ce génie de l'hypocrisie bourgeoise, appelle «des activités militaires transfrontalières»! *« Les Etats-Unis s'inquiètent vivement de l'escalade de la crise (au) Congo. (...) Les activités militaires transfrontalières ne peuvent qu'exacerber une situation déjà explosive. (...) Nous partageons les inquiétudes du peuple congolais et de la Communauté Internationale au sujet du manque de gouvernement représentatif, de la lenteur de la démocratisation et du manque de respect des droits de l'homme.»* Il est clair que ces trois «inquiétudes» américaines rejoignent exactement les raisons pour lesquelles la «rébellion» et l'opposition prétendent vouloir renverser Kabila. C'est un soutien précieux au programme de l'agression-rébellion.

Le Département d'Etat exprime une autre position fondamentale. Il condamne la «terreur» de type ethniciste contre les Tutsi, dans des termes qui laissent présager une intervention américaine. *« Nous sommes également inquiets du nombre croissant de rapports concernant les violations des droits de l'homme au Congo. Ces rapports crédibles décrivent comment, à Kinshasa, des Tutsi et des civils appartenant à d'autres ethnies sont rassemblés, détenus, battus, torturés et tués du fait de leur origine ethnique. Nous condamnons ces actes le plus fermement possible. »*[120] Ed Marek, qui sait déchiffrer le langage diplomatique du State Department, écrit que la référence à des «personnes torturées et tuées à cause de leur ethnie» et cette «condamnation la plus ferme possible» laissent comprendre que cette «rébellion» a des ramifications aux Etats-Unis...[121] Ed Marek se fait une spécialité de traduire les informations qu'il glane dans les couloirs de Washington dans le vocabulaire direct du militaire qu'il est. *« Le gouvernement Kabila a montré sa véritable couleur pendant cette rébellion. Il est anti-Occidental, anti-Français et anti-Américain. »*[122] *« La direction politique américaine va considérer le Rwanda aujourd'hui comme elle a vu Israël dans le passé. »*[123] On sait qu'Israël occupe et annexe des terres palestiniennes depuis 1948. Un journal sud-africain fort influent va encore plus loin: *« Il est probable que le Rwanda va effectivement annexer l'Est du Congo. Kigali va simplement refuser d'accepter une administration hostile et incompétente à Kinshasa ».*[124]

L'impérialisme européen, et principalement français, s'engage également à fond dans les complots contre Kabila et les nationalistes congolais. Au moment où les Rwandais et Ougandais préparent l'assaut final contre Kinshasa, quelques confi-

dences sont faites à des journalistes. Dès novembre 1997, la France et les Etats-Unis ont donné leur accord à la rébellion anti-Kabila qui se préparait déjà.[125] Depuis décembre 1997, Chirac est au courant du complot qui se trame, il connaît les noms des conspirateurs. Parmi les plus importants: Déogratias Bugera, Michel Tchibuabua et Arthur ZAhidi N'Goma, qui a d'ailleurs discuté avec Foccart en 1996. Un proche de l'Elysée avait même rencontré les comploteurs à l'hôtel Raphaël à Paris.[126] Le gouvernement à Paris soutient la «rébellion» dirigée par ZAhidi N'Goma, connu pour être «un homme des Français».[127] La France veut chasser Kabila *«qui n'était pas forcément fait pour être Président du Congo»* (!). Josselyn, ministre de la Coopération française déclare le 11 août: *«Nous savions que le Congo avait du mal, et que M. Kabila, qui a été – si je puis dire – employé pour nettoyer le Kivu, s'est retrouvé presque, sans le faire exprès, à la tête d'un pays-continent alors qu'il n'était pas forcément fait exactement pour ce rôle»*. Mais la France, tout en soutenant les comploteurs congolais, n'a pas encore digéré la perte de sa néocolonie rwandaise à cause de la bande à Kagame... Aussi condamne-t-elle, avec prudence, «l'ingérence» rwandaise au Congo. Josselyn continue: *«Les télégrammes que je reçois de nos postes diplomatiques font état d'une présence dans le Kivu d'éléments rwandais. La position de la France est claire. Elle déplore l'ingérence étrangère et la condamne»*.[128]

Les premiers jours hésitants de la «rébellion»

La guerre commence le 2 août avec une tentative de coup d'Etat à Kinshasa par des soldats rwandais et banyamulenge et avec l'agression rwandaise à Goma et Bukavu. La partie congolaise proprement dite se manifeste le lendemain 3 août. Il s'agit de militaires mobutistes intégrés dans l'armée de Kabila. Sylvain Mbuchy, le commandant du 10e bataillon, signe un communiqué, le 3 août: «*Au nom des troupes gouvernementales, nous dénonçons le régime. (...) Nous, l'armée de la République démocratique du Congo, nous avons pris la décision d'enlever le pouvoir au Président Kabila*».[129] Ces ignares en politique n'ont pas la finesse d'un Bizima Karaha: ils avouent carrément qu'ils viennent d'exécuter un coup d'Etat militaire comme le Maréchal défunt leur en a donné l'exemple le 24 novembre 1965. Leur «coup d'Etat» n'est qu'un acte théâtral, le véritable coup militaire en cours étant l'œuvre exclusive des armées rwandaise et ougandaise...

Le vendredi 7 août, contacté par téléphone dans la brousse aux environs de Goma, Mbuchy réfute toute participation de l'armée rwandaise. Il affirme sa décision de prendre Kinshasa par les armes: *«Une solution politique impliquerait le maintien en état de Kabila, ce dont nous ne voulons absolument pas. Nous croyons que le Congo a besoin d'une nouvelle direction sous la supervision d'un gouvernement élargi»*.[130] Trois jours plus tard, il revient sur le sujet: *«D'abord, il faut nous débarrasser de Kabila, ensuite les politiciens se réuniront et décideront ce qu'il faut faire avec le pays»*.[131] Le programme du coup d'Etat est donc clair dès le début: chasser Kabila, réunir les politiciens pour former un gouvernement élargi. Au premier coup d'œil, on

reconnaît le programme de l'autre opposition, celle qui se dit «non-armée»... et on constate que ces mêmes formules seront imposées dans l'Accord de Lusaka, un an plus tard.

Au départ, les militaires mobutistes qui se sont rebellés, affirment donc qu'il n'y a pas de Rwandais dans le coup. Mais bientôt Kagame leur fera dire qu'ils se sont soulevés parce que Kabila s'allie aux génocidaires Interahamwe. C'est une histoire à dormir debout. D'ailleurs au début de cette aventure, le commandant Ondekane, maladroitement, avoue exactement le contraire. Parlant des raisons qui l'ont poussé à se soulever contre Kabila, il dit: *«La Dixième brigade a beaucoup souffert depuis un an: toujours par monts et par vaux à la recherche des Maï Maï, des Interahamwe, et toujours sans prime de risque ou même sans solde...»*. Ces mobutistes se sont donc soulevés parce qu'ils ont dû engager, sur ordre de Kabila, trop de combats contre les Interahamwe...[132]

Après le soulèvement de certains militaires mobutistes, les agresseurs rwandais doivent encore trouver des politiciens congolais capables de convaincre le peuple que Kabila est un dictateur. Ces oiseaux rares sont excessivement difficiles à trouver.

Le 5 août, ZAhidi N'Goma est nommé «coordinateur» de la rébellion, on ne sait pas bien par qui... Il déclare dans sa première intervention: «*Ce n'est pas le combat des Banyamulenge. C'est le combat de tous les Congolais. Et ce n'est pas le combat des Rwandais qui voudraient coloniser le pays. La lutte se poursuivra jusqu'à la chute du Président Kabila*».[133]

Mais dès les premiers jours de la guerre, c'est surtout Bizima Karaha qui apparaît comme l'idéologue de la «rébellion». Il déclare que Kabila est *«un homme fini». «La rébellion actuelle n'a rien à voir avec les Banyamulenge et encore moins avec les Rwandais. Il s'agit d'une décision du peuple congolais tout entier.»*[134] *«Nous avons porté au pouvoir pire que Mobutu. Aujourd'hui, Kabila a tout le monde contre lui. La population congolaise tout entière, la Communauté Internationale, les institutions financières internationales.»*[135] Le même Bizima Karaha déclare le 6 août: *«L'unique solution pour le Congo est que Kabila quitte le pouvoir. Nous nous sommes battus pour un Congo uni, un Congo démocratique, un Congo où les droits de l'homme peuvent être respectés. Mais Kabila a trahi tous ces principes. Nous pouvons négocier seulement le départ de Kabila. Si cela n'est pas possible, nous sommes prêts à amener la guerre à Kinshasa. Ceci est une affaire interne.»*[136] Ou l'art de détourner le sens des mots dans lequel excellent les serviteurs de l'impérialisme. Bizima qui prétend ici qu'il ne trahira jamais les «principes» d'un «Congo uni, démocratique et respectueux des droits de l'homme» livrera bientôt la moitié du pays à l'occupation rwando-ougandaise, collaborera au pillage des richesses minières du Congo et conduira en trois ans 3.500.000 Congolais à la tombe...

Les Etats-Unis et l'Afrique du Sud, qui ont tenté de bloquer en mars 1997 l'avancée irrésistible des troupes de l'AFDL vers Kinshasa et d'imposer un «gouvernement d'Union nationale», se montrent fidèles à leur stratégie. Ils savent parfaitement ce

que leurs «amis» rwandais font au Congo, mais maintiennent la fiction d'un «conflit interne». Le 6 août, le vice-président américain Al Gore reçoit le Président Mbeki. Ils discutent longuement de *«la crise congolaise»* et Mbeki déclare ensuite: *«Tout le monde dans la région est intéressé à aider le processus pour trouver une solution à ce problème. Un élément important sera d'essayer de réunir les différentes forces politiques de ce pays pour qu'elles puissent travailler ensemble».*[137] Mbeki ne fait que reprendre la stratégie américaine fixée depuis la guerre de libération: imposer au Congo un gouvernement d'Union nationale où leurs agents auront la majorité.

Les généraux mobutistes étaient depuis longtemps en relation avec Kagame par l'intermédiaire de leur patron commun, les Etats-Unis. Dès les premiers jours de l'agression, le 5 août 1998 pour être précis, le général d'Armée Eluki Monga Aundu organise une provocation de très mauvais goût. Pour appuyer les Baramoto et autres Ilunga qui opérent avec les agresseurs, il se pose en «défenseur de la patrie»... pour appeler les ex-FAZ à *«se rassembler»* autour de lui pour *«bâtir ensemble un Congo démocratique et uni»*! L'essentiel de son message, publié dans le journal de la rébellion mobutiste, *Le Soft*, se lit ainsi: *«Notre peuple a connu depuis le 17 mai 1997 une macédoine d'émotions: de la joie à l'inquiétude, à la colère, au désespoir. Et notre peuple a compris qu'à cette date, il était parti pour une aventure aux lendemains incertains. Aujourd'hui, plus que jamais, la patrie est en danger! La Patrie est occupée! Elle est menacée de dislocation! (...) A tous ceux qui se trouvent à l'intérieur du pays, je demande de se rassembler suivant leurs unités d'origine pour le respect de notre serment de militaire. (...) A tous ceux qui sont à l'extérieur du pays, je demande de vous mettre à la disposition de mon commandement. (...) Ainsi, nous pourrions ensemble bâtir au cœur de l'Afrique un Etat fort et paisible ... respectueux des valeurs républicaines et ... ce dans un Etat démocratique et uni.»*[138]

Le 14 août, Bizima Karaha annonce la constitution d'un Mouvement Démocratique Congolais. ZAhidi N'Goma, Président, dirige le mouvement avec Jean-Marie Mundumbi et Alexis Thambwe Mwamba.[139] Un porte-parole de ce dernier déclare le même jour: *«La marche des troupes congolaises sur Kinshasa est irréversible. Kinshasa va être prise sous peu. Nous prendrons ensuite Kisangani et Lubumbashi».* Et il précise: *«M. Thambwe n'avait pas rejoint la rébellion. Il est au contraire l'un des cerveaux du soulèvement, l'un des concepteurs».*[140] Et les Congolais savent que si Tambwe Mwamba est dans le coup, Kengo wa Dondo ne peut pas être loin...

Une opposition «démocratique» dès le début complice de l'agression

Dès le deuxième jour de l'agression, l'UDPS affiche clairement sa politique. Dans un communiqué du 4 août, elle dit: *«L'UDPS demande aux belligérants, dans l'intérêt du Congo, de déposer les armes en vue d'entrer en négociation et invite, par la même occasion, la Communauté Internationale ainsi que les pays voisins du Congo d'utili-*

ser tous les moyens de droit pour favoriser le dialogue entre Congolais en vue d'instaurer un Etat de droit, seul garant des intérêts de tous».[141]

Au moment de l'agression rwandaise, l'UDPS refuse donc de défendre la patrie, elle pousse même la trahison au point de demander à Kabila de déposer les armes! Ajoutons qu'à des agresseurs, on ne demande pas de déposer les armes, on les combat ou on en est complice. Puis, l'UDPS fait un appel à «la Communauté Internationale», c'est-à-dire aux puissances impérialistes, pour imposer un dialogue qui doit éliminer le gouvernement nationaliste. Pour l'UDPS, il s'agit d'imposer, grâce au bras armé des impérialistes, un compromis entre trois partenaires: la «rébellion» qui est un simple paravent pour les armées d'occupation, l'UDPS et consorts qui refusent de résister aux agresseurs et Kabila, le seul qui défend l'indépendance du Congo. L'UDPS prône au moment du danger suprême, une alliance avec les marionettes des agresseurs pour renverser le gouvernement nationaliste. Dans n'importe quel autre pays, cela porte un nom: haute trahison.

Trois jours plus tard, l'UDPS va aller encore plus loin: elle condamne explicitement la résistance armée organisée par Kabila contre les agresseurs et rebelles qui proclament haut et fort qu'ils prendront Kinshasa en quelques semaines. Dans tous les pays qui se respectent, en cas d'agression, toutes les forces patriotiques entrent en conclave pour définir un programme commun de résistance à l'ennemi. L'UDPS qui refuse d'emblée de résister, veut convoquer une «Table Ronde» pour prendre le pouvoir. Elle cherche des cabales de politiciens véreux pour paralyser la résistance armée. Tout cela, l'UDPS l'a formulé ainsi dans son communiqué du 7 août: *«Nous condamnons aussi bien l'option d'opposer à la force brutale de la rébellion, une autre force, sans explorer au préalable d'autres voies pour la solution du problème. L'enclenchement de ce processus belliqueux risque de conduire notre pays dans un tourbillon infernal. (...) Une Table Ronde devrait réunir tous les partenaires de la vie politique en vue de définir un cadre juridique devant régir la période de Transition.»*[142]

Le 18 août, les agresseurs rwando-ougandais occupent Inga, ils ont coupé l'électricité de Kinshasa et marchent sur la capitale. Seule une intervention énergique de l'Angola peut encore sauver le Congo nationaliste. Ce jour-là, l'UDPS exhorte l'Angola *«à ne pas voler au secours»* de Kabila. *«Tout en donnant l'impression d'entretenir de bonnes relations avec les autorités de Luanda, Kabila fait de juteuses affaires avec l'UNITA de Jonas Savimbi. (...) Le rétablissement d'une paix durable en RDC... passe par l'élimination de l'obstacle majeur, que constitue Laurent Kabila.»*[143] L'UDPS est bel et bien complice de la «marche victorieuse» des agresseurs sur Kinshasa et prêche dès le début de la guerre «l'élimination de l'obstacle principal»... ce qui sera finalement réalisé le 16 janvier 2001...

Un autre membre éminent de l'opposition «démocratique» présente un cas fort intéressant. Le 4 août, des bruits circulent disant que ZAhidi N'Goma serait devenu le porte-parole de la «rébellion». Consternation chez les «démocrates»! Le journal *Le Phare* écrit: *«ZAhidi est de ceux qui ont toujours soutenu que les Banyamulenge ne*

sont pas congolais et que leur participation à la guerre de libération était une trahison contre la nation». Le Phare dit qu'il est impossible qu'un démocrate aussi convaincu puisse servir les agresseurs. Et il pense avoir trouvé la preuve de la fidélité du Président des *«Forces du Futur»* dans une interview qu'il accorde le 5 août à *Radio Panik*. Dans cette déclaration, le professeur dit: *«Il est temps que M. Kabila se tourne vers l'intérieur, qu'il abroge son décret constitutionnel liberticide, qu'il déclare son gouvernement démissionnaire et convoque une Table Ronde à laquelle prendront part toutes les forces politiques.»*[144] *Le Phare* estime que cela correspond parfaitement au programme de l'opposition «démocratique»! Deux jours plus tard, il devra faire le constat que cette déclaration constitue le programme officiel de l'agression-rébellion.

Ainsi, dès les premiers jours de la guerre, il est évident que le combat des Rwandais et des rebelles concorde dans ses objectifs essentiels avec la lutte de l'opposition «démocratique». Cette osmose politique entre l'opposition armée et non-armée ressort aussi clairement d'une interview que Colette Braeckman a réalisée à Goma avec quelques jeunes cadres qui ont appartenu à l'Alliance pour rejoindre maintenant la rébellion. L'adhésion aux positions de la Conférence Nationale «Souveraine», le retour en force des partis néocoloniaux qui ont meublé la CNS, le consensus national avec le MPR et consorts, le combat contre le «paléo-lumumbisme», tout y est, tout le programme de l'opposition «non-armée». Voici ce que Colette a noté: *«Contrairement à Kabila, qui a rejeté la Conférence Nationale et exclu les anciens partis politiques, ces jeunes cadres de l'Alliance estiment qu'il faut d'urgence, élargir la base, rassembler toutes les forces vives, inclure tout le monde en tenant compte de certaines des résolutions de la Conférence Nationale... Bref: ... retrouver un consensus au niveau national, rediscuter une charte de transition. Ces jeunes cadres rebelles, qui se présentent encore comme des révolutionnaires, se gaussent de ce qu'ils appellent le paléo-lumumbisme ou encore le kabilo-mobutisme, qu'on a voulu nous faire avaler. Ils ajoutent: Nous avions des dirigeants dont l'horloge intérieure s'était arrêtée au début des années 60».*[145]

Ce programme commun aux oppositions armées et non-armée correspond bien sûr à la stratégie des agresseurs rwando-ougandais. Ainsi, Museveni déclare le 12 août: *«Si M.Kabila est d'accord, les différentes tendances politiques du Congo pourraient convoquer une conférence à un moment convenu et élaborer un compromis national provisoire, en attendant les élections qui décideront de la direction future du pays».*[146] Ainsi, dès les premiers jours de l'agression, le «dialogue intercongolais» est le programme formulé par Museveni et Kagame pour résoudre «le conflit congolais»; c'est leur programme que l'Accord de Lusaka va consacrer...

L'échec de la guerre-éclair

A la mi-août, le barrage d'Inga étant occupé, les Kinois se retrouvent sans électricité et sans eau. Des bébés meurent dans leur couveuse, des patients rendent l'âme sur la

table d'opération. Les médicaments se périment parce que les réfrigérateurs ne fonctionnent plus. L'essence se fait rare, la capitale se trouve pratiquement privée de transport. Dans la vie quotidienne, le peuple sent la guerre se rapprocher à grandes enjambées, l'assaut de Kinshasa par les armées rwando-ougando-rebelle est imminente.

Le 16 août, Dieudonné Kabengele, le commandant rebelle de Matadi, annonce que ses troupes seront à Kinshasa dans une semaine.[147] Des avions continuent de débarquer des troupes rwandaises à Kitona. Plusieurs milliers de soldats rwandais et ougandais, renforcés par au moins 6.000 rebelles ex-FAZ préparent l'attaque de la capitale.[148] Et tous les Kinois craignent d'autres mauvaises surprises. Ils savent qu'à Brazzaville, plusieurs milliers d'éléments de la DSP, récupérés par Sassou Nguesso, sont mobilisés. A Kinshasa, on croit qu'ils se tiennent en réserve pour intervenir au moment opportun.

Comme un naufragé, le Kinois se cramponne à des pailles d'espoir. Il a vu à la télévision quelques pelotons de soldats zimbabwéens débarquer à Ndjili. Des gens proches du pouvoir affirment que le Zimbabwe enverra 600 hommes et qu'un nombre important sont déjà à Kinshasa depuis une semaine. Mugabe aurait également déployé quatre chasseurs.[149]

La semaine ou tout peut se produire

Ce jour où l'on sent que tout peut être perdu dans la semaine, ce 16 août 1998, Kabila prend la parole. *« Le petit Rwanda et l'Ouganda ne vont pas avaler le Congo. D'ailleurs, les 24 heures prochaines seront décisives. Il faut comprendre que la victoire doit nous appartenir. C'est le message que je lance à notre peuple : de braver les complots, de s'armer, de soutenir son armée et de vaincre les agresseurs. »*[150]

A Luanda, dos Santos, Kabila et Sam Nujoma discutent du danger de déstabilisation de la région. Ils annoncent que les ministres de la Défense du Zimbabwe, de l'Angola, de la Namibie et du Congo se rencontreront le lendemain à Harare dans le cadre de la SADC.[151] Le 17, neuf des quatorze ministres de la Défense y sont effectivement présents. Le commandant Joseph Kabila, à peine revenu d'une formation militaire en Chine et nommé chef de l'état-major des FAC, et le général Kalume y défendent la cause du Congo agressé.

Ed Marek a eu la nette impression que *« la France et les Etats-Unis ont insisté auprès de l'Angola pour ne pas se mêler de la rébellion congolaise. Le sentiment est que ces deux puissances occidentales veulent un changement de gouvernement à Kinshasa »*.[152]

Le gouvernement angolais, par la bouche du vice-ministre des Affaires extérieures Jorge Chicote, annonce les résultats de la rencontre. *« Nous avons pris une décision collective que toutes sortes d'aides doivent être accordées au Président Kabila, y compris un soutien militaire. Il y a une guerre là-bas qui doit être arrêtée. Les ministres de la Défense de la SADC ont décidé d'intervenir et cela doit être fait. »*[153] Grâce à cette phrase, le destin du Congo bascule. Si la redoutable armée angolaise

entre dans la danse, les Rwandais et Ougandais vont cesser de s'amuser au Congo. D'ailleurs, le Maréchal zimbabwéen Perence Shiri, qui a commandé des unités entraînées par les Nord-Coréens, dirigera les forces alliées au Congo.

Mandela au secours des rebelles

A ce moment crucial, Mandela se profile comme un initié du complot américain. Il dénonce la décision des neuf ministres de la Défense de la SADC: *«Notre attitude n'est pas d'aggraver la situation en envoyant une force militaire. Nous sommes engagés pour la paix. Voilà mon attitude en tant que Président de la SADC. Toute personne qui prétend parler au nom de la SADC sur cette question se trompe et trompe le monde. La question d'envoyer des troupes est très, très sérieuse et compliquée. Elle demanderait la réunion des 14 Chefs d'Etat».*[154] «Engagé pour la paix», Mandela veut gagner quelques jours afin que les agresseurs puissent prendre Kinshasa. Mandela avait déjà condamné auparavant l'intervention du Zimbabwe. Il espère encore dissuader dos Santos de suivre Mugabe. Mais il échouera...

C'est ainsi que commence le cauchemar américain. Sur le continent africain, la SADC est le regroupement économique le plus apprécié par l'impérialisme américain. Placée sous la direction de son allié sud-africain, les Etats-Unis veulent en faire un instrument de la recolonisation africaine. Or la SADC est en train d'éclater entre pro-américains et anti-impérialistes. Un connaisseur du monde des affaires à New-York écrit: *«Le caractère désuni et l'aspect de panique de l'intervention de la SADC a conduit le monde des affaires américain au désespoir et à la dépression. Les administrateurs des grandes entreprises commencent à demander à l'administration Clinton ce qu'elle voulait lorsqu'elle les pressait pour investir dans les nouvelles démocraties africaines de la SADC. De grandes entreprises américaines qui ont fait des investissements conséquents dans la SADC, doivent maintenant revoir leurs plans d'investissement, avec la crainte que toute la région soit bientôt hors contrôle».*[155]

Pour contrecarrer l'alliance anti-impérialiste qui prend forme sous l'impulsion de Mugabe, Mandela convoque un sommet à Pretoria pour le samedi 22 août. *«Nous prenons cette initiative pour éviter un bain de sang»*, déclare son porte-parole, Parks Mankahlana.[156]

Bizima Karaha est sur la même longueur d'onde. *«Ce sommet va permettre de clarifier la situation. Le Rwanda et l'Ouganda vont dissiper le malentendu sur l'engagement extérieur et M. Kabila va comprendre qu'il doit traiter avec nous.»* En clair: le sommet «prouvera» que les armées rwandaise et ougandaise ne sont pas au Congo et obligera Kabila à traiter d'égal à égal avec les marionnettes congolaises dont les deux pays «non engagés au Congo» tirent les ficelles. Se référant aux troupes zimbabwéennes qui viennent d'arriver à Kinshasa, Karaha dit: *«Nous allons résister à toute agression étrangère».* On reste bouche bée devant l'art de la duplicité de ce docteur en mensonges. Karaha, qui fait figure d'alibi plus ou moins congolais pour l'invasion rwandaise, jure qu'il résistera à toute agression étrangère! Bizima espère

encore séparer Mugabe et dos Santos: *« Les Angolais sont nos amis, ils sont nos alliés naturels. Je ne vois pas pourquoi ils soutiendraient Kabila ».*[157]

Le Plan Mandela-Mbeki, soumis au sommet de Pretoria, a été élaboré en étroite coopération avec les Américains. En voici les points essentiels. Le Congo restera uni. Toutes les troupes étrangères doivent se retirer. Le Congo doit garantir la sécurité de ses voisins et vice versa. Un gouvernement transitoire doit être formé qui représente tous les secteurs de la société et qui organisera dans une période de deux ans des élections démocratiques. Une Conférence Nationale pour la Réconciliation et la Reconstruction sera organisée pour décider de la composition du gouvernement transitoire, de la constitution provisoire et du calendrier des élections.[158] C'est l'éternel refrain: il faut noyer Kabila dans une majorité acquise au néocolonialisme: mobutistes, tshisekedistes, kengistes et apprentis-politiciens de la Société Civile...

Mais ce samedi 22 août à Pretoria, Parks Mankahlana, le porte-parole de Mandela, se voit obligé de déclarer que le sommet n'aura pas lieu. Bien sûr, Museveni et Bizimungu s'étaient précipités chez leur parrain, mais ni Mugabe, dos Santos ou Kabila ne se sont présentés. C'est l'échec du complot sud-africain.

Museveni diffuse à Pretoria un communiqué disant que *« si les interventions unilatérales s'intensifient, l'Ouganda pourrait être forcé, après les consultations internes d'usage, d'entreprendre sa propre action indépendante pour protéger ses intérêts et sa sécurité».*[159] Au moment où il parle, Museveni sait que l'élite de son armée occupe Inga; mais il ose dénoncer une «intervention unilatérale» du Zimbabwe et de l'Angola...

La veille, le 21 août, le Rwanda, par la voix de son ambassadeur en Afrique du Sud, Ben Karenzi, avait déjà tenté le même coup: l'armée rwandaise est prête à traverser la frontière pour *«protéger les intérêts vitaux du Rwanda dans l'Est du Congo».*[160] Le gouvernement rwandais avait utilisé un argument encore plus hypocrite: il veut intervenir au Congo, non pas pour ses propres intérêts, mais pour soutenir le peuple congolais ! *« Le Rwanda se réserve le droit d'être impliqué et de soutenir le peuple congolais dans sa recherche d'une solution durable de quelque manière que ce soit. »*[161]

Le samedi 22 août, les rebelles affirment être à moins de 30 kilomètres de Kinshasa. Après l'échec de Pretoria, un responsable gouvernemental à Luanda explique ce que tout le monde sait depuis le 17: les troupes angolaises vont défendre Kinshasa.[162] C'est dire qu'elles sont déjà entrées au Congo...

Bizima Karaha comprend que toute sa stratégie s'effondre. Il réagit violemment: *« Des soldats angolais ont envahi le Congo. (...) Les Angolais doivent revenir à la raison et se retirer du Congo immédiatement. Cette incursion a fortement réduit les chances d'un règlement négocié, le rendant même quasiment impossible ».*[163] Aussi longtemps qu'ils pouvaient faire croire au monde qu'il n'y avait pas d'intervention rwando-ougandaise... les «rebelles» pensaient pouvoir imposer une «solution négociée» qui éliminera Kabila. Le rapport de forces était à l'avantage du Front uni entre agresseurs, «rebelles» et opposants, Front qui avait le soutien discret mais résolu des

Etats-Unis et de la France. Seuls face à ce Front international, Kabila, son gouvernement et le régime nationaliste n'avaient aucune chance de s'en sortir. Cela donne aussi la mesure de la trahison de Tshisekedi et de l'UDPS, qui se sont efforcés d'empêcher l'Angola et le Zimbabwe de venir en aide au Congo agressé.

Le 22 août, alors que tout pouvait encore basculer d'un côté comme de l'autre, Mpuila, le représentant de l'UDPS pour le Benelux, déclare ceci. *« Aujourd'hui, nous ne nous rangeons derrière aucun des belligérants. (...) L'UDPS est opposée à toute intervention étrangère. (...) L'UDPS a envoyé des émissaires en Angola, en Afrique du Sud, au Congo-Brazzaville, en Namibie, au Mozambique, en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe. Tous ces pays ont reconnu avec nous que la crise était politique et qu'il lui fallait donc une solution politique, négociée par toutes les forces politiques et sociales congolaises. Ces pays avaient accepté notre proposition de faire pression sur les belligérants et sur ceux qui voudraient intervenir militairement, afin de favoriser des négociations. Nous avons donc été très étonnés de l'intervention armée du Zimbabwe. »*[164]

Ainsi, l'UDPS s'oppose à l'intervention de l'Angola et du Zimbabwe qui viennent à la rescousse du gouvernement congolais. L'UDPS ne dit pas un mot sur l'agression rwando-ougandaise et refuse de la combattre. Mais tout en niant l'agression rwandaise, l'UDPS compte en cueillir les fruits: elle affirme que Kabila chancelle sous le poids d'une « crise politique interne » qui aura une solution lorsque « toutes les forces politiques et sociales » seront au gouvernement... Il n'y a plus aucun doute: l'UDPS a choisi le camp des agresseurs et de leurs « rebelles » dès le premier jour de leur aventure criminelle...

Kitona: un tournant dans la guerre

Le 21 août encore, un journal sud-africain influent pense que la partie est gagnée pour l'alliance Etats-Unis – Afrique du Sud – Ouganda – Rwanda – Rébellion. *Mail and Guardian* écrit ce jour-là: *« Une tentative de dernière minute entreprise par une coalition d'Etats pour sauver le régime périclitant de Kabila est peut-être venue trop tard, alors que les rebelles anti-gouvernementaux continuent leur marche inexorable vers Kinshasa. (...) On rapporte que Kabila lui-même a pris la fuite vers Lubumbashi».*[165]

Or, ce même 21 août, les troupes angolaises se déploient au Congo. En trois jours, nous assisterons à un retournement spectaculaire de la situation militaire.

Les Angolais sont entrés en force. Les Zimbabwéens, qui protégeaient déjà Kinshasa et son aéroport, ont en même temps considérablement augmenté leurs effectifs. Mugabe avait initialement sous-estimé le nombre des forces étrangères présentes en RDC et les renforts zimbabwéens ont été dépêchés lorsqu'il s'est avéré que *« l'Ouganda a acheminé par avion des troupes rwandaises pour combattre avec les rebelles armés par l'Afrique du Sud».* Le 27 août, 2.800 soldats zimbabwéens sont déjà au Congo et 2.200 parachutistes se tiennent prêts à y intervenir.[166]

C'est donc la participation massive à l'agression de la part de l'Ouganda, longtemps restée dans l'ombre, qui décide Mugabe à s'engager à fond. Mugabe comprend que si l'Ouganda et le Rwanda ont préparé ensemble cette aventure, c'est qu'elle a des ramifications beaucoup plus importantes...

Bien sûr, au même moment, à Kampala, le général Salim Saleh, frère du Président Museveni, dément que les forces ougandaises soient impliquées dans le « conflit interne » au Congo : elles sont en RDC uniquement pour des raisons liées à la sécurité de l'Ouganda. Le général Saleh affirme ceci : *« Nous sommes physiquement attaqués par Kabila, le Zimbabwe et l'Angola... Nous n'allons pas quitter le Congo. Nous y sommes allés pour sauver nos intérêts nationaux... Nous avons la preuve que Kabila se préparait à nous attaquer sur toute la frontière. Il nous fallait nous défendre ».*[167]

Dès le 21 août, dos Santos engage 2.500 troupes d'infanterie et un nombre important d'avions militaires. Les 22 et 23 août, l'Angola livre des combats meurtriers à Kitona et prend la base militaire. Des témoins disent que l'armée angolaise n'a pas fait de cadeau. Devant leur refus de se rendre, pratiquement tous les militaires rwandais et ougandais qui s'y trouvaient, ont été achevés en moins de 90 secondes dans un déluge de feu craché par les orgues de Staline et les canons des chars. Il y a 942 morts du côté des agresseurs.

La prise de Kitona est un tournant. Kinshasa ne sera pas asphyxiée.

On comprend que le porte-parole du State Department américain ait rapidement sommé l'Angola et le Zimbabwe de retirer leurs troupes du Congo. James Foley déclara : *« Des forces étrangères ne devaient pas être là ».*[168]

S'il n'y avait que les vaillants rebelles « zaïrois », la catastrophe de Kitona aurait marqué la fin de cette aventure pitoyable. Mais les véritables organisateurs de l'agression se trouvent ailleurs. Shabani Bantaria, capitaine de l'armée ougandaise, dit le 21 août à *Reuters* que *« les interventions du Zimbabwe et de l'Angola ne seront pas suffisantes pour écraser une rébellion interne. Les rebelles vont simplement marcher vers l'Est et rester hors de portée des forces d'intervention, jusqu'à ce que ces dernières ne soient plus effectives ».*[169] C'est-à-dire que les planificateurs de l'agression ont évalué différentes hypothèses, dont celle de l'échec du raid aventuriste sur Kitona... Ils disposent de scénarios alternatifs.

A cent cinquante kilomètres à l'intérieur du territoire congolais, un touriste britannique a vu une colonne de 500 troupes de combat ougandaises avec deux tanks et de l'artillerie antiaérienne. L'armée ougandaise occupe déjà Watsa, Isiro, et Wamba et entre à Kisangani le 23 août. L'armée rwandaise, après avoir occupé Walikale et Lubutu, fait son entrée à Kisangani au même moment.[170]

Le colonel Chancellor Diye, porte-parole des Forces de défense du Zimbabwe, déclare que les Forces congolaises, namibiennes et zimbabwéennes défendant Kinshasa ont détruit le dimanche 23 août un grand nombre de véhicules blindés et de chars ainsi que 20 camions des rebelles. *« Les Forces alliées de la SADC (Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe) ont fait d'énormes progrès*

depuis leur déploiement et nous nous attendons à ce que le front occidental soit nettoyé sous peu. Confrontés à l'arrière à une avance des forces angolaises venant de Kitona, les rebelles n'ont d'autres choix que de se rendre ou de subir de lourdes pertes. »[171]

Pris en tenaille entre l'armée zimbabwéenne et angolaise, les agresseurs n'ont plus que peu de chances de réussir le coup téméraire longuement préparé. Mais si l'intervention angolaise avait encore été retardée une semaine, l'histoire du Congo aurait probablement basculée.

Les hésitations de l'Angola

Pourquoi l'Angola a hésité jusqu'à la dernière minute pour venir en aide au Congo menacé?

D'après certains observateurs, plusieurs courants politiques cohabitent au sein du MPLA. Des responsables angolais proches des Américains auraient été compréhensifs envers la volonté des Etats-Unis de se débarrasser de Kabila. Ces mêmes observateurs affirment que le chef de l'état-major, de Matos, n'était pas chaud pour s'engager au Congo. Le Président dos Santos, revenu d'urgence du Brésil où il se trouvait pour des soins médicaux, aurait fait la différence en unissant les différentes fractions sur le danger mortel que constitue toujours l'UNITA. En effet, certains experts estiment que Savimbi, qui contrôle déjà la moitié du territoire angolais, intensifiera la guerre et renversera le gouvernement dos Santos avant fin 1998. Et c'est ici qu'intervient un facteur à haut risques: le Congo. Plusieurs milliers d'anciens soldats mobutistes ont rejoint les rangs de l'UNITA après la chute de Mobutu. Ils sont récemment entrés au Bas-Congo pour prêter main forte aux rebelles. Plus tard, on constatera que les rebelles, après leur défaite au Bas-Congo, se mettront immédiatement d'accord avec l'UNITA pour quitter le Bas-Congo et entrer dans les provinces angolaises de Zaïre et Uije, dominées par Savimbi.

Pour mieux comprendre les motivations de la direction politique angolaise, nous pouvons nous adresser à Simon Maley, un des meilleurs spécialistes de la scène politique angolaise.

Dans une analyse publiée dans *Le Nouvel Afrique-Asie,* il développe trois thèses. D'abord, dos Santos ne serait pas intervenu si le Rwanda n'avait pas débarqué à Kitona. Ensuite, il y a eu depuis le 17 mai 1997 de nombreuses divergences entre le Congo et l'Angola, notamment à propos du rôle joué par le Président Lissouba du Congo-Brazzaville et de l'attitude de Kabila envers l'UNITA, jugée pas assez ferme. Et finalement, l'inconnue que constitue la rébellion et la déstabilisation du Congo qui résulterait de sa victoire éventuelle, ne pouvait profiter qu'à Savimbi.

Voici l'essentiel de l'analyse de Simon Maley. *« L'armée angolaise ne serait peut-être pas intervenue si l'extrême Sud-Ouest congolais n'était devenu le principal théâtre du conflit. (...) L'ensemble de cette région revêt en effet une importance stratégique pour l'Angola – et en particulier pour l'issue du conflit inter-angolais ».*

« Pendant des années, Kitona a été un des centres opérationnels des politiques de déstabilisation contre l'Angola mises au point par le Zaïre de Mobutu et ses alliés angolais ... le FNLA de Holden Roberto et l'UNITA. (...) Jusqu'au 17 mai 1997, Kitona était pour le pouvoir angolais une "base ennemie". (...) Luanda ne peut pas non plus être indifférente à la déstabilisation du pouvoir de Kinshasa, avec qui, en dépit de nombreuses divergences surgies au long de cette année écoulée – la plus importante étant la crise au Congo-Brazzaville –, le pouvoir angolais avait tissé des rapports de relative confiance. Or, l'incertitude que ferait planer sur les équilibres régionaux la prise du pouvoir à Kinshasa d'une rébellion au leadership hétérogène et mal connu, que l'on dit inféodée aux intérêts rwandais et ougandais, ne pouvait qu'inquiéter Luanda. (...) Mugabe incarne ceux qui, nombreux, voyaient d'un mauvais œil la tendance hégémonique de (l'Afrique du Sud), ce « géant » africain qui ... cherchait à affirmer le leadership de tout un continent. Mandela avait déjà essuyé des critiques à l'époque où il cherchait à faire la médiation entre Mobutu et Kabila, puis lorsqu'il fit un deuxième faux pas en suggérant sa médiation entre dos Santos et Savimbi, en dépit des réticences angolaises. (...) (Pour) Luanda, il fallait paralyser Savimbi et précipiter son déclin sinon sa chute, afin de l'empêcher de poursuivre la déstabilisation de l'Angola, voire la création de conditions propices à une reprise de la guerre civile qui aurait entravée pendant de nombreuses années la reconstruction d'un pays dévasté par vingt ans de conflit ininterrompu. Car Savimbi a longtemps utilisé le Zaïre, le Congo-Brazzaville (sous Lissouba) et la Zambie en tant que bases arrières et bases logistiques de sa guérilla. (...) Le régime de Kabila n'a pas donné entière satisfaction dans son opposition à Savimbi (infiltrations de mercenaires, trafic d'armes et de diamants, etc.), mais le spectacle d'une RDC déstabilisée ou divisée en plusieurs entités séparées serait une aubaine pour Savimbi qui s'engouffrerait facilement dans les contradictions intercongolaises et celles de leurs alliés ou sponsors régionaux. Pour José Eduardo dos Santos, il valait mieux protéger et renforcer Kabila afin de pouvoir compter sur des engagements et garanties du pouvoir de Kinshasa. »

Plusieurs diplomates à Luanda pensaient qu'Angolais, Rwandais et Ougandais arriveraient à un certain accord sur l'avenir du Congo. Selon eux, le gouvernement angolais, jusqu'alors allié au régime rwandais, envisageait de laisser les Rwandais et Ougandais occuper l'Est de la RDC, tandis que les Forces zimbabwéennes et angolaises tiendraient le Sud-Ouest, protégeant ainsi Kinshasa. Mais il est évident que certaines opinions que les diplomates cités attribuent aux Angolais, reflètent surtout leurs propres attentes... Voici leurs dires. *« L'idée était qu'ensuite les deux camps imposeraient à Kabila l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir politique du pays, qui aboutiraient à la mise en place d'un véritable régime démocratique, dans le souci notamment d'assurer la sécurité à leurs frontières. » « Il ne s'agissait pas de sauver à tout prix le régime en place »*, assurait un diplomate, *« les Angolais ont hésité à intervenir. Eux, pas plus que les autres, n'ont guère d'estime pour Kabila. Mais ils ont été surpris par le soutien populaire dont il a bénéficié et qui lui a*

conféré une certaine légitimité.» Ces diplomates à Luanda sont sans doute plus proche de la vérité lorsqu'ils affirment que *«(les dirigeants angolais) se sont senti trahis par l'Ouganda et le Rwanda qui, en dépit de leurs engagements, ont pris langue avec l'UNITA»*. Le Président dos Santos s'est engagé fermement contre le Rwanda lorsqu'il a appris que vers le 20 août des chefs de l'UNITA et Kagame se sont rencontrés à Kigali.[172]

On peut aussi voir le reflet de certaines divergences parmi les dirigeants angolais dans le constat suivant: l'âpreté du combat pour Kitona contraste fort avec la mansuétude dont les troupes angolaises ont fait preuve à l'égard des Rwandais et Ougandais pris à Matadi. A la question, pourquoi les agresseurs ont pu retourner sans autre forme de procès à Kigali et Kampala, le général de Matos, chef de l'état-major, a simplement répondu: *«Ils ont emmené des morts et des blessés. Il fallait qu'ils partent»*.[173]

On peut noter aussi qu'il y a eu également des divergences de vue entre Kinshasa et ses alliés sur la suite à donner aux victoires sur le front de l'Ouest. Lors d'une visite le dimanche 30 août à Harare où il rencontre le Président zimbabwéen, Kabila déclare que ses troupes *«avancent maintenant vers le front Est et préparent une contre-offensive»*.[174] Abdoulaye Yerodia dit le même jour: *«Les trois armées zimbabwéenne, angolaise et namibienne sont ici pour nous aider à bouter hors du territoire national les envahisseurs rwandais et ougandais»*.[175]

Mais l'engagement des alliés pour la libération totale du territoire congolais n'était pas aussi conséquent. Ce n'est pas par hasard si Kabila a toujours dit que la guerre doit être surtout l'affaire du peuple congolais tout entier. En effet, dans les milieux diplomatiques de Luanda on croit que l'Angola veut s'assurer une zone de sécurité au Nord de son territoire, mais n'entend pas risquer une confrontation régionale. *«Il est quasiment exclu que l'Angola aille "chercher des poux" dans la tête des Rwandais à l'Est»*, affirme le même jour un diplomate.[176]

L'épopée de la défense de Kinshasa

Le combat pour Kinshasa est déjà engagé, le mardi 25 août, lorsque Kabila revient dans la capitale. L'homme n'a jamais eu froid aux yeux. Il n'a jamais eu peur d'affronter les dangers et la mort. Son courage réconforte le peuple. Une foule immense l'acclame le long du Boulevard Lumumba, le peuple manifeste une réelle confiance dans sa conduite de la résistance à l'agression. Kabila rayonne de confiance, disant que la victoire est maintenant certaine. Et comme s'il pressentait les événements dramatiques imminents, il revient sur le thème central de la guerre populaire: *«Tout le monde doit se tenir prêt à faire face à l'ennemi. Dans chaque village, les gens doivent prendre les armes, même des armes traditionnelles, des arcs et des flèches, des lances, etc. L'important, c'est d'écraser l'ennemi, sinon, nous allons devenir les esclaves de ces petits Tutsi»*.[177] A l'issue du conseil des ministres que Kabila préside

le même jour, Mumengi déclare que Matadi, Boma, Kitona, Moanda et Banana ont été repris par les FAC et alliés.

Ils arrivent...

Ce mardi, à partir de minuit, des combats violents éclatent entre les armées zimbabwéenne et congolaise qui défendent Kinshasa et des troupes rwandaise, ougandaise et rebelle qui se sont échappées de Kitona et du Bas-Congo pour s'infiltrer dans les environs de la capitale, du côté de l'aéroport. L'aviation zimbabwéenne intervient avec des chasseurs-bombardiers et des hélicoptères pour détruire une colonne de chars et de voitures blindées longue de cinq kilomètres. Les combats se déroulent dans la forêt de Mikongo, près de l'aéroport.

Le matin du 25 août, Mumengi fait un appel à former des groupes d'autodéfense par quartier. Ce matin, l'indépendance et la souveraineté du Congo sont gravement menacées. Plus de 1.000 rebelles se sont infiltrés dans la zone Est de Kinshasa. Avec de la réussite, ils peuvent occuper l'aéroport ou l'endommager gravement. Autre question cruciale: les agresseurs seront-ils capables de mener une campagne de guérilla urbaine dans la capitale? Ondekane déclare ne pas être inquiet, car ses soldats connaissent *«très bien la technique de guérilla traditionnelle ou de guérilla urbaine. (...) Nous allons harceler Kabila à Kinshasa, personne ne pourra travailler dans la capitale, et Kabila n'y sera pas en sûreté»*.[178] Les agresseurs et les rebelles peuvent-ils implanter des groupes de combat dans les différentes communes qui obligeront l'armée zimbabwéenne et angolaise de pilonner les quartiers où les ennemis se retranchent? Peuvent-ils provoquer ainsi des tueries qui offriront le prétexte qu'attendent les puissances impérialistes pour intervenir? Est-il possible que des troupes occidentales viennent ainsi renverser le rapport de forces entre les agresseurs et la coalition Congo?

Quoiqu'il en soit, les chefs de la «rébellion» continuent à faire les rêves les plus audacieux. Bizima Karaha déclare le 26 août: *«Au moins 50 soldats zimbabwéens ont été tués à Kasangulu. Nos troupes ont attaqué l'aéroport de Ndjili et contrôlent certains quartiers de la ville. Nos forces se battent à l'intérieur de Kinshasa. Aujourd'hui, les Zimbabwéens et les soldats de Kabila sont en débandade à Kinshasa, ils fuient et nous allons tout libérer»*.[179]

Témoignages sur l'entrée des «rebelles»

Le 26 août, très tôt le matin, des centaines de rebelles et d'agresseurs entrent dans les quartiers de Kimbanseke et de Masina. Les Forces Armées Congolaises ... n'y sont pas positionnées.

Madeleine Minampala nous livre son témoignage sur le début de la résistance populaire.

«Mercredi 26 août, j'ai quitté Limete tôt le matin pour aller voir ma famille à Masina. C'était vers 07h00. Des taxis qui revenaient de l'aéroport nous disaient de

ne pas y aller, que ça n'allait pas là-bas. Seule, j'ai continué avec le conducteur. Au carrefour, j'ai vu une dizaine de soldats. Je suis arrivée à la bifurcation et j'y ai vu des hommes en uniforme que je supposais être nos FAC. Quelques femmes se trouvaient de l'autre côté. Pour le reste, la rue était vide. Un hélicoptère passait au-dessus. Les soldats disaient: "N'ayez pas peur, nous sommes venus pour vous libérer. Nous allons descendre cet hélicoptère". Alors les gens ont compris que c'étaient des rebelles et tout le monde a pris la fuite. Moi je les ai suivi. Nous sommes entrées dans une maison qui était ouverte où nous avons trouvé beaucoup de jeunes qui avaient fait une veillée de prières. Nous étions tous couchés par terre.

L'hélicoptère a pu vérifier que Masina, Kingasani et Ndjili avaient été pris, parce que partout il y avait des hommes en uniforme. Plus tard, les Forces Armées Congolaises sont arrivées.

Nous avons beaucoup discuté avec les jeunes dans la maison. Ils m'ont dit qu'ils savaient depuis le mois de mai que quelque chose se préparait. Des gens sont venus pour recruter des jeunes nés à Kinshasa et qui connaissaient les entrées et les sorties de la ville. Les recrutés ont reçu 500 dollars. Ils en ont parlé à leurs amis du quartier en disant qu'ils pouvaient, eux aussi, recevoir les 500 dollars. On disait que leurs chefs étaient en Europe et on parlait de Kengo et des enfants de Mobutu. A Masina, Ndjili et Kimbanseke, les parents sont très pauvres. Des jeunes sans travail ont accepté les 500 dollars pour pouvoir manger. Ils ont expliqué à leurs amis qu'ils avaient reçu un entraînement militaire au Bas-Congo. A la fin, on leur avait remis un uniforme militaire et une arme qu'ils devaient cacher à la maison. Le moment venu, on les préviendrait qu'il fallait entrer en action et alors ils mettraient l'uniforme et sortiraient leurs armes. Les jeunes du quartier savaient donc dans quelle maison il y avait un rebelle. Ils allaient l'arrêter. Le rebelle disait: "Je suis votre voisin, enfant du quartier". On lui répondait: "Tu as une arme pour tuer qui ?" Le rebelle se plaignait: "Je n'ai pas de travail". La population dit: "Kabila construit et vous voulez le chasser ? Nous ne pouvons pas vous pardonner. Vous avez coupé l'eau et l'électricité. Vous alliez nous tuer".

Ca a tiré très fort entre 07h30 et 09h00. Puis nous sommes sortis de la maison et nous entendions crier partout: "Nous avons tué des rebelles". Il y a eu des tirs jusqu'à 17h00. Je suis rentrée à Limete le soir; j'ai vu des cadavres le long de la route, tous étaient en uniforme. Certains rebelles s'étaient débarrassés de leur uniforme, mais comme les jeunes du quartier les connaissaient, ils étaient quand même arrêtés ou tués.»[180]

Clément, 35 ans, tient une boutique à Masina. Il a expliqué à un journaliste de l'AFP les liens entre la rébellion armée et l'opposition non-armée. Il dit: *«Les rebelles sont entrés mercredi vers trois heures du matin en passant par petits groupes par le Mont Caly et Ndjili-Brasserie. (...) Lorsqu'ils sont entrés ici, les rebelles nous ont dit qu'ils devaient chasser le Président Kabila et installer Mgr Monsengwo au pouvoir. (...) Ils ont annoncé aussi qu'ils allaient reconduire Etienne Tshisekedi au poste de Premier ministre».*[181]

Trois jours de combats à Kinshasa

Au Congo, dans le passé, on a rarement vu une armée ennemie entrer dans une ville sans que la population, prise de panique, ne s'enferme dans les maisons. Mais en trois semaines, Kabila a réalisé un véritable miracle. Les mains nues, dans tous les quartiers, dans toutes les rues, des jeunes se sont levés pour attaquer et tuer les rebelles infiltrés. *« Chaque fois que nous voyons un rebelle, nous le brûlons vif »*, dit un habitant de Masina à un journaliste de l'*AFP*. Même la formule sacrée *« biso na biso »*, – entre nous, nous pouvons toujours nous arranger –, n'a plus produit le moindre effet. *« Les rebelles sont arrivés chez nous. Certains sont des enfants nés dans nos quartiers, mais nous avons tout de suite pris nos dispositions pour nous défendre et informer les autorités militaires et policières »*, raconte un habitant de Ndjili.[182] Quand les agresseurs ont vu quelques cadavres carbonisés, ils ont vite perdu leur arrogance et leur brutalité. *AFP* rapporte qu'à Lemba, selon des témoins, environ 200 rebelles, anciens soldats des FAZ, se sont rendus mercredi aux autorités militaires.

Ce n'est pas la « haine du Tutsi » qui mobilisait les masses : des jeunes rebelles et des ex-FAZ ont été brûlés vifs par leurs copains de quartier. A Masina, on raconte qu'un père a vu son fils rebelle rentrer dans la parcelle et demander d'être sauvé. Le père a appelé les militaires et son fils a été tué devant ses yeux.

Mercredi 26 toujours, en annonçant l'instauration du couvre-feu à Kinshasa, Abdoulaye Yerodia, indique que cette mesure est prise *« pour permettre aux FAC de mener à bien l'éradication et l'écrasement total de cette vermine des envahisseurs rwandais et ougandais. (...) (Le couvre-feu) sera maintenu jusqu'à nouvel ordre tant que les Forces armées se livreront à leurs tâches patriotiques de faire rendre gorge et d'écraser l'infâme que représentent les envahisseurs rwandais et ougandais »*.[183] Le style trahit la grande culture de l'homme, on y trouve des souvenirs de Voltaire et de la révolution française. Mais certains, beaucoup moins cultivés et plus « compréhensifs » à l'égard des « forces non-invitées », y verront les signes d'une dérive fasciste...

A partir de midi, les soldats congolais des FAC interviennent pour boucler des quartiers de Matete, Masina, Ndjili et Kingasani à la recherche de rebelles.[184]

Le lendemain, jeudi 27, des centaines de rebelles dispersés en petits groupes se cachent toujours dans les quartiers, traqués par la population et les FAC. De nombreux corps calcinés de rebelles jonchent les rues des quartiers proches du centre-ville, entre autres près de la Place de l'Echangeur et sur l'Avenue des Huileries. Des rebelles ont même été tués Place de la Victoire, le véritable cœur de Kinshasa. C'est dire que les agresseurs ont profondément pénétré la ville et qu'ils ont été traqués partout par la population.[185]

Le vendredi à midi, des rebelles infiltrés par petits groupes dans Masina, Ndjili et Kimbanseke, campent encore sur leurs positions. Les FAC et alliés poursuivent les actions de ratissage.[186]

A ce moment, le nouveau chef d'état-major général des Forces armées congolaises, le commandant Joseph Kabila fait une déclaration à la radio. *« Nous lançons*

un appel patriotique aux soldats congolais impliqués dans cette aventure rwandaise contre notre pays à déposer les armes immédiatement et à regagner les rangs de l'armée régulière. » Il invite également la population à s' *« abstenir de toute violence à l'égard des soldats qui se rendent »*.[187] Le commandant Faustin Munene est intervenu dans le même sens. *« Chers compatriotes pris en otage par les armées belliqueuses du Rwanda et de l'Ouganda, désarmez-vous. Rejoignez l'armée de Laurent-Désiré Kabila car l'ennemi vous utilise comme chair à canon. Laissez les envahisseurs eux-mêmes venir nous tuer ou mourir chez nous. »*[188]

Le correspondant de l'*AFP* a témoigné de l'effet radical qu'ont eu ces interventions et du haut degré de discipline de la population kinoise: *« Samedi, les actes de vengeance de la population contre les rebelles et leurs complices ont presque cessé à Kinshasa où deux jours auparavant, des corps de rebelles ont été retrouvés calcinés dans les rues »*.[189]

A Masina, Mikondo, Ndjili, Kimbanseke et Matete, de nombreuses familles n'avaient plus d'eau ni d'électricité, ils n'avaient pas de provisions de nourriture, pas de bois, pas de charbon. Certains ont cassé des meubles pour faire du feu. Dès le vendredi, des dizaines de milliers d'habitants de ces communes ont quitté leurs habitations, portant des sacs ou des valises sur la tête. Parmi eux, beaucoup d'enfants et de personnes âgées. Le long du Boulevard Lumumba, une marée humaine marche sous le regard des militaires et des policiers postés aux différents barrages qui quadrillent la capitale. Dans cette marée humaine, il n'y a pas eu de signes de panique, les gens sont restés étonnement calmes.

Mon ami Kadima Tshimanga, vivant en Belgique mais de passage à Kin lors des événements, témoigne: *«A Masina, j'ai rencontré des gens qui avaient pris la fuite devant les combats et qui revenaient dans leur maison, cinq jours plus tard. La porte était restée ouverte, mais rien n'avait été volé! Kinshasa a été pendant trois semaines et demi dans l'obscurité. Mais il n'y a jamais eu de pillages, c'est à peine croyable »*.[190] Le fait est très significatif: il marque l'adhésion du peuple à la politique nationaliste de Kabila, comme les pillages de 1992-1993 ont marqué le raz-le-bol de la population vis-à-vis du mobutisme qui perdurait grâce à la « transition démocratique »...

Les « agresseurs-rebelles » avaient encaissé une défaite cuisante à Kinshasa, mais surtout, ils ont définitivement perdu la bataille pour le cœur des Kinois...

Déjà avant l'agression, la population de Kinshasa ne supportait pas que des militaires rwandais se comportent comme en pays conquis. Alors, lorsque les troupes rwandaises, ougandaises et rebelles sont entrées dans la capitale, elles y ont rencontrée une résistance générale et farouche de ses habitants. Pas seulement dans les « communes rouges » de la périphérie, mais également au cœur de Kinshasa.

Voici le témoignage de Mlle Bawula Bijou Ilonga. *« J'étais contre Mobutu, mais aussi contre Kabila. Après l'arrivée de Kabila, la population a commencé à s'opposer aux Rwandais. Moi, j'ai été arrêtée sept fois parce que je portais un pantalon. Les militaires me parlaient en swahili ou en anglais: "Tosha" – "Enlève". La guerre avec ces Rwandais a commencé bien avant le 2 août. Des soldats rwandais avaient*

tué un homme à Matete qui avait dit: "Kabila est OK, mais que les Rwandais partent". Les gens tuaient des Rwandais isolés. Même dans l'armée, des soldats congolais tuaient des militaires rwandais. Un militaire de la Garde présidentielle m'a dit un jour: "On a arrêté un collègue parce qu'il a tué un Rwandais, mais moi, j'ai fait de même..." Il y a eu des soldats rwandais qui ont été jetés dans le fleuve et Kabila ne le savait pas.

Après l'occupation d'Inga et surtout pendant la guerre de Kinshasa, Yerodia a donné des leçons sur le projet de société de Kabila. Alors c'est la première fois que nous avons compris ce que voulait Kabila. Sans les leçons de Yerodia, la population aurait lâché. C'était très dur. La population cherchait à survivre jour après jour. Des gens qui devaient être opérés sont morts parce qu'il n'y avait pas d'électricité. Des malades sont morts parce qu'il n'avait rien à boire ou à manger. Des cadavres sont restés dans les maisons pendant des journées parce qu'il n'y avait ni argent, ni transport.

Lors de l'entrée des agresseurs à Kinshasa, par parcelle, une personne restait veiller dehors. Moi, j'étais seule à la maison à Lemba et j'ai participé. J'ai passé trois jours sans boire, j'avais la gastrite. Puis j'ai bu de l'eau avec des fourmis dedans. La population elle-même a payé des sifflets que nous avons utilisé pour donner l'alerte. Un matin, nous avons vu vers 6h00 des gens manger des mangues. Ce devait être des rebelles et les gens du quartier les ont attrapés. »[191]

Mon ami Kadima, livre ce témoignage. *« Sur la 7e Rue, Avenue Tropique à Limete, des jeunes arrêtaient tout le monde y compris nos propres militaires. Je les ai vu fouiller un groupe de soldats, y compris le commandant. Ce dernier les a remerciés... Dans la nuit du 29 au 30 août, j'étais à Bandal. A deux heures de la nuit, j'entends des sifflets partout. Je sors et dans l'Avenue Kisangani, je vois deux corps qui brûlent et deux types qu'on est en train de tabasser. Un adjudant sort et crie: "Ils ont des balles sous leur ceinture, enlevez-les". L'un a été brûlé à l'essence, l'autre avec un pneu. Le lendemain j'arrive à Lemba. La même chose s'y était produit. Un rebelle y avait été arrêté et brûlé et on avait gardé sa pièce d'identité. Il s'appelait... Kadima. »*[192]

Il est évident que fin août 1998, Kabila a le soutien de l'écrasante majorité des masses populaires et de la jeunesse de Kinshasa. *La Référence Plus* écrit: *« Kabila ne doit son succès d'aujourd'hui qu'à l'appui populaire. A ce jour, ceux des rebelles qui ont vu les leurs subir le supplice du collier, ont plus peur des jeunes civils qui se battent dans leurs quartiers à main nue, que des hommes en armes qui sillonnent en ville dans tous les sens. »*[193] *« En trois jours, les étudiants de l'Unikin ont neutralisé et désarmé plusieurs dizaines de rebelles aux environs du campus. »*[194] Colette Braeckman rapporte de Mikondo, un quartier où les concentrations de rebelles ont été bombardées: *« Les survivants ont été capturés dans les quartiers et mis à mort par les jeunes en colère. "C'est nous, plus que les militaires, qui avons libéré Mikondo", fanfaronnent quelques jeunes, "même sans arme, la population a appris à se défendre"! »*[195]

Pauline et Etienne

Avant la guerre, j'ai visité à trois reprises mon ami Joris de Winter qui vivait à Kingabwa. Dès que les combats ont éclaté à Kinshasa, Joris reçut des coups de téléphone alarmants pour qu'il rentre dare-dare en Belgique. Mais il est resté, stoïquement. Son expérience nous apprend pas mal de choses sur les Tutsi congolais vivant à Kinshasa. Joris avait travaillé l'année précédente comme coopérant à Kigali et début 1998, il a été engagé par une ONG belge à Kinshasa. A Kigali, une amie rwandaise lui dit de prendre contact avec sa sœur Pauline à Kin. Et c'est ainsi que Joris a trouvé un logement chez Alfred Bopandobasi où habitait aussi Pauline. Cette dernière avait un frère aîné, Etienne, qui était administrateur-général de ce qui était appelé l'Hôpital présidentiel. J'ai discuté plusieurs fois avec Etienne, un nationaliste congolais convaincu qui se plaignait souvent de l'incompétence et des magouilles qu'il voyait autour de lui. Le 31 juillet 1998, Pauline est partie pour Kigali, sa mère était mourante... Des amis qui étaient sans doute dans le secret, lui avaient dit de se sauver... Le lundi 3 août, au matin, Joris entend des tirs en ville qui se prolongent une demi-heure. Il y a eu tentative de coup d'Etat par des soldats rwandais et banyamulenge. La guerre a commencé. Etienne, l'ami tutsi de Joris, n'a plus accès à son bureau à l'hôpital. Quand Yerodia fait, le mercredi 12, un appel musclé à la résistance contre les agresseurs, Joris comprend que cela devient sérieux. Et il ne trouve pas mieux que d'aller à Victoire donner un coup de téléphone à Kigali: il s'inquiète pour Pauline et veut savoir si elle est bien arrivée. Rassuré, Joris quitte la cabine téléphonique... et se voit, à sa grande surprise, encerclé par une force militaire impressionnante. Il est arrêté pour espionnage. Au poste de police de Matonge, il voit toute la soirée entrer des suspects tutsi qui sont plutôt bien traités. Joris est ensuite gardé dans un poste de police provincial en compagnie d'inévitables suspects tutsi, mais aussi d'un grand nombre de militaires accusés de vols et de pillages... Au cinquième jour, après un entretien à la DEMIAP – la sécurité militaire intérieure – il est libéré. De retour à la maison, il constate que notre ami Etienne a, lui aussi, été arrêté. Joris a pourtant conseillé à Etienne de ne pas se montrer naïf, mais il ne voulait rien entendre: *«Je n'ai rien à me reprocher, je veux continuer à faire mon travail, c'est mon devoir»*. Etienne est resté dans son petit logement en ville, un garage aménagé dans une grande villa. Avant le 2 août, la villa était occupée par des connaissances à lui, des officiers rwandais, qui avaient pris la fuite. Etienne ne se doutait pas qu'il pouvait être abattu sur place, si des militaires furieux le trouvaient dans ce «nid d'agresseurs»... Etienne et sa nièce Marie-France, deux Tutsi congolais, ont fait 21 jours au Camp Kokolo. Puis ils sont sortis avec une lettre officielle attestant leur innocence et leur droit de circuler librement. Un mois plus tard, Marie-France retrouve un travail dans l'administration. Etienne pas et, découragé, il quitte le pays pour la Suède...

La mauvaise morphologie

Le mercredi 27 août, Mira Punga Lubamba, étudiante en journalisme à l'IFASIC, 22 ans, visite un ami qui peut aider sa famille à survivre dans une situation invivable: il n'y a ni eau, ni électricité et presque pas de nourriture sur le marché. A la maison il y a onze bouches à nourrir. Les neuf enfants sont encore aux études, le père n'a pas de travail... Mira prend l'avenue Lualaba qui débouche sur le Grand Marché. Elle passe devant un homme en civil qui doit être militaire, il tient un petit baton. Le défenseur de la Patrie commence à la racoler et lui demande de venir près de lui. Elle dit ne pas avoir le temps de discuter, le militaire insiste et l'étudiante, éloquente et d'un tempérament assez fougueux, dit ses quatre vérités au dragueur à pied de guerre. L'homme sort sa carte de militaire et pousse la jeune femme dans une parcelle. Une cinquantaine de militaires s'y trouvent en train de boire, quelques uns fument du chanvre. Le soldat de faction présente l'étudiante, stupéfaite, à son chef en disant: *« Mojonzi, tala baoyo basali que bitumba ekota na mboka pe elongi na ye ezali ya ba tutsi »* - *« Chef, voilà cette race qui a fait qu'il y ait geurre dans notre pays et je suis convaincue qu'elle est une Tutsi »*. Et puis il s'avère que la Tutsi n'a pas de carte d'identité! Voilà la preuve qu'elle en est bien une. La température chauffe, l'un crie: *« Qu'on l'amène où sont tous ceux de cette race »*, un deuxième: *« Qu'on en finisse comme avec tous les autres »*, et le suivant: *« Qu'on la brûle »*. Mira Punga Lubamba panique, essaye d'expliquer qu'elle n'a pas de racines tutsi, qu'elle ne parle ni le Swahili ni le Kinyarwanda, qu'elle est contre cette guerre: personne ne l'écoute. Un seul militaire dit qu'il croit la fille, tous les autres clament qu'on l'amène. Mira éclate en sanglots. Tous les soldats crient en Swahili, un prend un bâton et frappe l'espionne pour qu'elle avoue. L'étudiante restera assise pendant cinq heures, tremblante à l'idée du sort qui l'attend.

Alors le commandant l'appele pour lui dire qu'il croit qu'elle n'y est pour rien dans cette guerre et qu'il va la libérer. Puis il ajoute: *« Ne te promène jamais sans une carte d'identité et ne te laisse jamais intimider par qui que ce soit »*. Il dit à ses hommes: «Sa morphologie n'a rien à voir, elle est bel et bien du Kasai occidental, elle est Mushilele d'Ilebo».

Emilie, l'amie de Mira, vient de l'Equateur, elle a également été arrêtée pour morphologie suspecte. Bawula, une Musengele de Maï Ndombe, est courte mais de visage tout à fait nilotique, ce qui lui a valu plusieurs ennuis avec des militaires. Miriam est une Lokele de Kisangani, élancée et au nez droit: physionomie typiquement tutsi, trois fois amenée au poste. Le grand Congo compte plus de femmes «à morphologie nilotique» que le petit Rwanda. Le racisme morphologique n'est donc vraiment pas indiqué pour séparer les amis et les ennemis du nationalisme congolais...

La résistance à Ndjili

A Ndjili, mon ami Mputu a été très actif dans la résistance. Je lui ai demandé de réunir une vingtaine de jeunes et de moins jeunes qui ont combattu les rebelles infil-

trés les 26, 27 et 29 août. Je voulais apprendre d'eux comment la résistance à Ndjili a été vait été organisée. Plusieurs de leurs interventions donnent une idée assez précise de la réalité sur le terrain.[196]

« Déjà du temps de Mobutu, Ndjili était une zone rouge. Il y avait de nombreuses Associations culturelles regroupées dans un Comité de directeurs. Nous étions organisés par quartier. Lorsqu'il y avait une journée ville morte, les militaires étaient envoyés à Ndjili. Les sportifs et les jeunes luttaient contre eux. Il y a bien eu 50 morts parmi les militaires. »

« Le mercredi 26 août, vers 10h00, nous avons entendu des balles. J'ai lancé un appel dans la rue à la mobilisation. Il y avait un papa de l'Equateur avec un arc et des flèches, un autre avec une machette. Nous avons envoyé des jeunes militaires en civil bavarder avec les militaires dans le bois des eucalyptus. Nos gens ont dit: "Tous les militaires de Kabila ont pris la fuite", "Nous voulons que Kabila parte". Ils ont observé le nombre et le type d'armes qu'ils avaient, les munitions. »

« La résistance a été essentiellement spontanée. Au Quartier Dix, on récupérait les militaires rebelles en fuite, ils étaient dispersés et fatigués. Nous en avons tué deux. Chacun dans son coin cherchait qui pouvait nous protéger. Les gens d'une rue savent qui est valable, qui a une bonne moralité. »

« Notre aviation a bombardé la concentration de rebelles sous les eucalyptus. Ils ont fui en débandade dans la cité. Un rebelle fonçait sur moi, j'avais un réflexe pour fuir. Mais finalement, je l'ai attrapé. J'ai pu m'emparer de deux revolvers. »

« Les membres des associations sportives des Quartiers Sept et Huit s'efforçaient de découvrir des rebelles pour les tuer. Des rebelles donnaient de l'argent pour recevoir des habits civils. On les reconnaissait aussi au fait qu'ils avaient des pieds gonflés. Et ils avaient des difficultés pour parler. On demandait leur identité, ils n'avaient pas de papiers. »

« A la Place St-Thérèse se trouvait un camion couvert d'une bâche. Des jeunes l'ont ouvert. Il y avait des cacahuètes, des biscuits et des armes. Certains jeunes commençaient à manger, d'autres prenaient les armes. Ils ont appris sur place à les manier et les ont amenés dans les quartiers. Trois rebelles sont passés. Un ami qui avait pris deux armes a crié "Halte". Les soldats se sont retournés et le garçon les a tués. Ensuite ils ont été brûlés. Le camion appartenait aux FAC. Les militaires du camion, comme tous les autres FAC, ont fui en abandonnant tout. Toutes ces armes auraient pu tomber aux mains des rebelles. »

Tous ces jeunes de Ndjili étaient mus par un véritable sens du patriotisme. Quand on leur dit qu'en Europe, certains journaux ont présenté leur lutte comme relevant de la barbarie et du génocide, ils restent incrédules: « C'est pas possible ! »[197]

Retour sur la question du génocide et des Tutsi

Cette véritable épopée de la résistance populaire fait toujours la fierté des Kinois. Son secret, c'est que toute la population s'est mobilisée pour défendre Kabila et le

gouvernement nationaliste. Dans toute la ville, aucun infiltré n'est parvenu à se cacher et à échapper à la vigilance populaire. En trois jours, une population sans arme a réussi à terroriser des agresseurs décidés à s'imposer. Ce qui a poussé des centaines de Rwandais, Ougandais et rebelles à se rendre. Que se serait-il passé si les agresseurs s'étaient établis durablement dans une partie de la ville ? Il ne fait aucun doute que leur guérilla urbaine dans une ville de huit millions d'habitants et la campagne militaire pour les défaire, auraient fait des milliers de victimes parmi les civils. On aurait eu un véritable carnage, alors que la terreur populaire du collier a été très sélective, efficace et de courte durée. Quand ceux qui ont mené ce combat contre les agresseurs en font le bilan, ils exigent des futurs membres d'une défense populaire la conscience et la discipline et veulent que le contrôle populaire écarte tous les éléments de mauvaise moralité et tous les voleurs.

Et pourtant, cette résistance populaire légitime s'est attirée les foudres des Rwandais, des Américains et de tous ces défenseurs d'un ordre mondial injuste qui marchent sous la bannière de l'Humanitaire. Pourquoi des actes de résistance qui, en Europe, lors de l'agression fasciste, auraient été inscrits dans les livres d'histoire en lettres d'or, sont-ils dépeints, au Congo, comme des preuves d'un génocide contre la population tutsi ? De quelle folie intellectuelle, un homme sérieux comme Eric David, professeur de droit international à l'ULB, est-il pris lorsqu'il observe et analyse la résistance à Kinshasa ? Et qu'est-ce qui fait que ses paroles grotesques sont prises au sérieux dans des milieux universitaires en Europe, alors qu'elles provoqueraient des clameurs indignées parmi les Kinois, professeurs d'université et chômeurs confondus ?

Voici ce qu'Eric David a dit : *« Lorsque le chef de cabinet de Kabila parle de "vermine" et de "microbe", on assiste à un phénomène qui est sociologiquement bien connu, de dévaluation, de déshumanisation, de réification de l'adversaire. C'est un phénomène que l'on a déjà souvent observé. Les Turcs parlaient comme ça des Arméniens, les nazis des Juifs »*. Ce qu'expose ainsi l'éminent professeur, sont « sociologiquement », des bêtises hautes comme les tours du World Trade Center avant le 11 septembre 2001. Le professeur n'ignore pourtant pas que les Belges sous occupation germanique en 1914-1918 et en 1940-1944 utilisaient des mots tout aussi fort pour maudire les Allemands. Le professeur bruxellois semble ne pas vouloir comprendre ce que son collègue « parisien », Abdoulaye Yerodia, exprime pourtant en toute clarté : sont à considérer et à combattre comme de la vermine et des microbes les agresseurs et les occupants armés qui viennent priver 50.000.000 de Congolais de leur souveraineté, de leur indépendance, de leur liberté et de leur dignité. Faire une comparaison entre la résistance légitime de tout un peuple et la terreur aveugle exercée par le régime fasciste allemand contre des populations entières, est une infamie. Ceux qui se battaient contre les nazis, n'avaient-ils pas raison d'insulter ce régime barbare haineux en utilisant les qualificatifs les plus violents ? Le très officiel *Livre d'Or de la Résistance*, publié en 1946 sous les auspices du Ministère de la Défense de la Belgique ne parle-t-il pas de la *« tyrannie teutonne »*?[198] Ne proclame-t-il pas que

« le boche reste toujours le boche, le bandit international qui n'est ici que pour nous imposer l'esclavage » et ne se termine-t-il pas sur le mot d'ordre en grands caractères : *« On les aura, les boches »*?[199]

Mais non, aveuglé, le professeur David semble fermement décidé à dérailler complètement. Il juge Yerodia coupable d'*« incitation à commettre des crimes de guerre »*. Ce qui est réprimé par la loi belge du 16 juin 1993, loi qui, tenez-vous bien, *« s'applique à des étrangers pour des faits commis à l'étranger »*. Bref, Yerodia, *« s'il mettait le pied sur le sol belge, pourrait parfaitement se voir décerner un mandat d'arrêt pour répondre devant un juge belge de ses appels au meurtre ». « Même chose pour Kabila, qui, pour l'omission à prévenir un crime de guerre, pourrait être poursuivi pénalement chez nous! »* Autant dire que Eric David, professeur à l'ULB, prêche un droit international qui interdit aux peuples agressés et terrorisés par les puissances impérialistes et leurs alliés, de défendre leur Patrie et leur liberté.

Et puis le bouquet final : l'héroïsme de tout un peuple qui traque et élimine des agresseurs en uniforme militaire, devient génocidaire! Tout à fait sérieusement, le professeur déclare : *« Je pense que nous sommes bien ici en présence de faits de génocide. Lorsqu'on appelle les gens à poursuivre et à exterminer d'autres personnes en fonction de leur appartenance à un groupe qui est bien défini, à savoir le groupe tutsi, nous sommes en présence effectivement d'un fait que l'on peut qualifier de "génocide" »*. Comment un homme intelligent peut-il tomber si bas ? Il y a là des phénomènes de manipulation idéologique à analyser dans les sociétés capitalistes, des manipulations qui amènent imperceptiblement des hommes intelligents à percevoir ce qui est vrai, juste et libérateur comme faux, criminel et génocidaire.

Jamais Yerodia n'a appelé à « exterminer » des gens parce qu'ils appartiennent à l'ethnie tutsi. De mère congolaise, de père sénégalais, compagnon du « cubano-argentin » Che Guevara, l'invité de Mao Zedong à Pékin, parisien pendant plus de vingt-cinq ans, Yerodia est le prototype du véritable internationaliste. Yerodia s'est attaqué à des agresseurs, des occupants. Ils venaient du Rwanda. Mais ce n'étaient pas n'importe quels Rwandais. C'étaient exclusivement des Tutsi rwandais. Les Hutu rwandais n'étaient pas dans le coup, pas plus que les Juifs allemands ne faisaient partie de l'armée d'occupation allemande en France. Les Congolais s'en prennent aux Tutsi rwandais qui les agressaient, comme la résistance française s'en prenait aux Allemands, non à cause de leur nationalité, mais parce qu'ils agressaient et occupaient la France et y imposaient le régime fasciste.

Pour conclure, voici une analyse de la résistance congolaise dans laquelle Eric David a probablement puisé son inspiration. Nous voulons parler de « l'analyse » rwandaise de la résistance patriotique à Kinshasa.

Bien sûr, comme le rapporte l'*AFP*, le Rwanda a accusé le Congo de *« commettre un génocide »* contre les Tutsi. La dépêche continue : *« Réagissant aux images de Kinshasa diffusées jeudi soir montrant des cadavres calcinés et des soldats de la RDC abattant un homme, le commandant Wilson Rutayisire a affirmé que son pays ne resterait pas les bras croisés alors que ces citoyens sont massacrés »*.[200] Wilson Rutayisire a été mon

ami. Il était panafricaniste et nous avons passé de nombreuses heures ensemble à Kigali en décembre 1994 et décembre 1995. Je l'ai convaincu à l'époque d'inviter à Kigali le professeur Luc De Heusch qui voulait faire un film-documentaire sur le génocide. Après l'agression du Congo, j'ai rompu tous les contacts avec Wilson. Ce qui était une erreur, comme la suite de l'histoire le prouvera... Les propos de Wilson que nous venons de citer, suscitent plusieurs commentaires. Wilson dit que le Rwanda ne restera pas les bras croisés pendant que «ces citoyens» sont massacrés. Dans la mesure où «ces citoyens» étaient des soldats rwandais, il faut bien avouer que les congolais avaient le droit de défendre la capitale de leur pays! Si Wilson voulait dire que «ces citoyens» étaient des Tutsi congolais, il se trompe: selon toutes les indications, la majorité des ennemis tués par la population étaient des Congolais: des «rebelles» et des ex-FAZ. Nulle part à Kinshasa, il n'y a eu la moindre tentative de «génocider les Tutsi congolais». Et puis, si ce qui se passait à Kinshasa était un *«conflit interne au Congo»*, comme l'affirmait la version «officielle» de Kigali, en quoi cela regardait-il le Rwanda? En rien, sauf si l'on accepte deux hypothèses absurdes: d'abord que les agresseurs exécutés à Kin étaient pour l'essentiel des Tutsi congolais, et ensuite que Kigali a un mandat international pour défendre «les Tutsi» de quelque nationalité qu'ils soient, partout dans le monde. Wilson était un idéaliste et il a finalement compris l'énorme absurdité qu'était l'agression de Kagame contre le Congo. Au moment où Wilson Rutayisire a commencé à critiquer la guerre barbare contre le peuple frère congolais, il a été «suicidé» par les hommes de Kagame...

A l'Est, les débuts d'un véritable génocide

A Kinshasa, toute la population s'est dressée contre les agresseurs qui s'infiltraient et elle en a éliminé un certain nombre. Des observateurs occidentaux ont produit alors des discours grandiloquents contre un éventuel «génocide».

A l'Est, au Kivu, toute la population refuse l'occupation par l'armée rwandaise. Devant un mur d'hostilité qui les entoure de partout, les occupants ne peuvent se maintenir qu'en semant la terreur la plus effroyable. Mais ici, les mêmes observateurs occidentaux ont rayé le mot «génocide» de leur vocabulaire.

Les habitants de Goma, Quartier-Général des rebelles, prédisent la victoire des forces loyales au Président Kabila. «*La plupart des gens sont déterminés à rester ici, vaille que vaille. (...) Si tu dois mourir, autant mourir dans ta maison*, déclare Claude, un agent de changes de 30 ans. Muhemed, un tailleur de 28 ans, estime que "*Kabila gagnera parce que le peuple le soutient à 100%*"!»

Le dimanche 23 août 1998, la résistance populaire attaque des troupes d'occupation dans la région de Mwenga, éliminant plusieurs rebelles dont un officier. Le lendemain, des soldats rwandais se sont vengés sur la population civile de Kasika, près d'Uvira. Dans la seule mission de Kasika, 37 personnes ont été assassinées, dont le prêtre Stanislas Bwabulakombe. L'agence catholique *MISNA* estime le nombre de

morts à 207. Parmi eux, le Mwami François Nakasika et sa femme Yvette qui était enceinte et qui a été éventrée. J'ai un ami qui a bien connu la jeune Yvette et qui m'a dit à quel point il a été traumatisé en voyant une photo de la jeune femme éventrée et du fœtus arraché à son ventre...

D'autres massacres ont été signalés dans la même période à Nguba, Nyamugo, Essence, Nyangezi, dans le Burega et à Uvira où le célèbre hôtelier Kissoka a été tué. Un habitant du coin écrit: *« Peut-on dire aujourd'hui que nos fameux libérateurs sont venus nous libérer ou nous exterminer ou encore nous rendre esclave ? »*[201]

Ces tueries massives ont déjà les traits d'un génocide: des personnes sont abattues de façon indiscriminée parce qu'elles sont simplement Congolaises et donc suspectes de soutien à la résistance patriotique. Mais ici aussi, les Rwandais utiliseront l'argument d'une menace de «génocide», pour justifier leur escalade dans l'agression. Ainsi Bizima Karaha accuse Kabila *« d'avoir ordonné l'exécution de 20.000 Tutsi à Moba. En conséquence, des commandants rebelles ont déployé des troupes vers Kalemie pour prévenir les massacres ».*[202] Le mensonge d'une «exécution massive ordonnée» sert évidemment à justifier la progression de l'armée rwandaise vers Kalemie.

A Kigali, Mazimhaka, le ministre à la présidence, promet également une intensification de l'agression: l'armée rwandaise, qui occupe déjà une bonne partie du Kivu, affirme maintenant qu'elle va «intervenir au Congo»... *« Le Rwanda pourrait intervenir si Kabila continue à tuer des civils étrangers ou congolais sous prétexte qu'ils sont tutsi ou rwandais. Nous n'avons aucun doute que Kabila a prévu d'exterminer les Tutsi, les habitants de Masisi et le peuple banyamulenge. »*[203] On aimerait bien demander à Mazimhaka quels sont ces «civils rwandais» qui se promènent par les temps qui courent au Congo! Et comme certaines forces en Occident soutiennent l'agression rwando-ougandaise, Mazimhaka peut affirmer sans la moindre preuve n'avoir «aucun doute» que Kabila «a prévu d'exterminer les Tutsi du Masisi et les Banyamulenge»...

Il y a des Tutsi congolais patriotes

Dès le début de l'agression, Kabila a tout concentré sur l'ennemi principal et il a essayé d'en séparer les alliés occasionnels. Lors de la guerre à Kinshasa, il a appelé les rebelles congolais à se désolidariser des agresseurs rwandais et à retourner au sein des FAC. Par principe, cet appel s'étend aussi aux rebelles congolais banyamulenge.

Gaëtan Kakudji a fait à ce propos une déclaration intéressante. Le 19 août 1998, il dit: *« La croisade que les Banyamulenge ont menée lors de la guerre de libération contre Mobutu – et ils avaient raison – était la question de leur nationalité. Quand le régime de Mzee Kabila est arrivé au pouvoir, il a proclamé haut et fort que les Banyamulenge étaient des Congolais comme tous les autres Congolais et donc la question devenait superflue. Mais la RDC ne voulait pas qu'une ethnie comme celle*

des tutsi ou n'importe quelle autre ethnie, race ou tribu se considère comme supérieure à une autre. Les Banyamulenge ont fait preuve d'une ambition démesurée : ils ont monté un plan machiavélique pour coloniser l'Afrique Centrale et sont devenus les têtes de pont des Tutsi de l'Ouganda de Museveni et de ceux du Rwanda de Kagame.»[204]

Kabila a reconnu la nationalité congolaise des Banyamulenge, mais comme un nombre important d'entre eux a pris position pour le Rwanda, pays agresseur, il se pose un problème politique réel. Quand Kakudji dit que «les» Banyamulenge ont monté un plan machiavélique, nous ne le suivons pas entièrement. Les Banyamulenge, comme toutes les tribus vivant au Congo, sont traversées par des positions politiques divergentes voire antagonistes. On ne peut pas les considérer tous, en bloc, comme traîtres à la patrie. Dès le début de la guerre, les autorités politiques auraient pu faire preuve d'un peu plus de finesse et de clairvoyance politiques et exploiter les contradictions entre les Banyamulenge patriotes et ceux qui s'alignaient sur Kigali. Ces contradictions devaient nécessairement s'approfondir à mesure que cette guerre injuste allait s'enliser.

A ce propos, Colette Braeckman a publié, le 24 août 1998, un article remarquable qui aurait dû inspirer les autorités de Kinshasa.

Nous en reprenons ici l'essentiel. *«Instrumentalisés par les rebelles et par le Rwanda, les Tutsi congolais risquent de faire les frais du conflit. Censés être à la tête de la mutinerie militaire qui a éclaté au Nord-Kivu et dans le Bas-Congo, les Tutsi congolais se seraient bien passés de cette gloire et ils craignent de payer les conséquences de l'action rebelle.*»[205] Lorsqu'en juillet 1994, la France, avec le soutien de Mobutu, a installé un million de Hutu rwandais, dont plusieurs dizaines de milliers de génocidaires au Kivu, ces assassins défaits se sont vengés sur les Tutsi congolais. *«Persécutés, chassés de leurs terres, leurs grands élevages ayant été détruits, les Tutsi du Nord-Kivu se réfugièrent au Rwanda tandis que ceux du Sud, à leur tour menacés, se lançaient en octobre 1996 dans une guerre qui devait finir par abattre le régime Mobutu.*»[206] De l'autre côté de la frontière rwandaise, les réfugiés tutsi congolais avaient été obligés de s'installer dans des camps autour de Gisenyi, puis de Byumba. Des camps précaires, mal secourus, régulièrement attaqués par des tueurs hutu. Plusieurs centaines de réfugiés tutsi furent massacrés dans le camp de Mudende, sauvagement attaqué par les Interahamwe le 22 août et le 10 décembre 1997. Kabila est d'ailleurs allé saluer les survivants. *«Alors qu'ils souhaitaient, dès la fin de la guerre, regagner un Congo qu'ils considèrent comme leur seule Patrie, les Tutsi congolais se virent, bien au contraire, contraints de rester dans leurs misérables camps de réfugiés ! Ils se virent proposer – ou furent obligés – de rester au Rwanda, ce que certains d'entre eux qualifient aujourd'hui de déportation ! Le 23 avril 1998, les Tutsi congolais envoyaient un mémorandum au Haut-Commissariat aux Réfugiés, qui se termine sur ces mots : "Tous les survivants des massacres au camp de réfugiés congolais de Mudende, aujourd'hui au camp de Gihembe-Buyumba, veulent à tout prix rentrer chez eux, au Congo." Au lieu de*

cela, ces réfugiés se sont vus proposer (par Kagame) de s'installer dans les préfectures de Gikongoro et de Kibuye... où les populations tutsi ont été presque totalement décimées par le génocide. Craignant de résider dans des zones à risque, des familles de réfugiés avaient commencé, en avril-mai 1998, à regagner discrètement, à pied, le Masisi et le Rutshuru, dans le Nord-Kivu. De source onusienne, on sait qu'ils avaient été relativement bien accueillis par leurs anciens voisins, et que l'ampleur de ce retour avait fini par inquiéter Kigali. Les Tutsi congolais assurent en effet que leurs jeunes gens forment l'essentiel des nouvelles recrues de l'armée rwandaise. (...) Aujourd'hui, les Tutsi du Congo estiment que Kigali les instrumentalise et ne tient pas compte de leur désir de réintégration dans leur région d'origine. Les Tutsi congolais refusent aujourd'hui de s'identifier aux seuls intérêts du Rwanda. C'est ainsi que, dans la semaine du 6 août, alors que la guerre venait à peine de commencer, trois commandants banyamulenge tentèrent de s'informer sur l'objectif réel de cette guerre à laquelle on leur proposait de participer. Mal leur en prit: ils furent abattus... »[207]

Les intérêts de la grande bourgeoisie rwandaise tutsi autour de Kagame sont en contradiction flagrante avec ceux des Tutsi congolais. Bien sûr, au début de la guerre, le gouvernement congolais ne pouvait faire dans le détail, il fallait tenir ou périr. Mais il aurait dû accorder une attention particulière aux informations cruciales rapportées par Colette Braeckman. Ces informations auraient dû lui faire prendre conscience des contradictions fondamentales qui existent entre les Tutsi congolais et la clique extrémiste et aventuriste de Kagame. Ces contradictions clairement affichées étaient une base pour former une alliance patriotique avec les Tutsi congolais qui refusaient l'agression.

Comment Khartoum sauva Kinshasa

Tout le tapage autour d'un présumé «génocide» sur les Tutsi au Congo sert deux objectifs politiques: justifier l'agression et l'occupation rwando-ougandaise et préparer le terrain à une intervention militaire américaine pour renverser Kabila.

On sait que deux navires de guerre américains devaient amener 1.200 marines, vers le 20 août, aux portes de Kinshasa. Le débarquement n'a pas eu lieu. Les Kinois ne doivent pas leur salut aux prières incessantes qu'ils ont adressées au ciel, mais bien à un fait plus matérialiste: le peuple soudanais refuse, lui aussi, d'obéir aux diktats américains. Plutôt que de s'aventurer au Congo, Clinton a donné la priorité à la guerre contre le Soudan. Question «marketing», cela sonnait mieux aux oreilles américaines qu'un débarquement à Kinshasa: on se souvient du désastre de l'expédition à Mogadiscio en Somalie.

Dans le pays où tout s'achète et se vend, surtout les consciences, Clinton avait besoin d'un haut fait d'armes vite fait, bien fait et sans risques. Le Président des Etats-Unis s'était effectivement mis dans de beaux draps! Le monde entier a été «informé» que le galant monsieur Clinton a plus ou moins flirté avec mademoiselle

Lewinski, une de ses secrétaires. Le Parti Républicain a gonflé l'affaire aux proportions d'un psychodrame national. Pour faire oublier ses coucheries maladroites, Clinton n'a rien trouvé de mieux que quelques attaques terroristes contre le Soudan et l'Afghanistan. Et ça marche: 80% des Américains trouvent l'opération «sympathique». Le peuple le plus abruti de la planète se laisse embobiner par cette comédie grotesque. Un million d'enfants et de vieillards assassinés en Irak par l'embargo imposé par le grand séducteur Clinton, ne sont plus alors qu'un détail insignifiant dans l'actualité.

Et ces Américains qui applaudissent le bombardement de Kharthoum oublient que les «terroristes» que Clinton prétend combattre, sont justement des agents formés comme professionnels de la terreur par la CIA! Voici ce que le Pentagone nous apprend sur le terroriste international numéro un: «*En 1979, Oussama ben Laden a quitté l'Arabie Saoudite pour combattre les Soviétiques en Afghanistan. Au milieu des années quatre-vingt, il était un des fondateurs du Maktab al-Khidamat qui faisait parvenir des combattants et de l'argent à la résistance afghane. Le Maktab al-Khidamat a établi des centres de recrutements dans le monde entier, y compris aux Etats-Unis, en Egypte, en Arabie Saoudite et au Pakistan qui ont fait parvenir des milliers d'individus de 50 pays en Afghanistan pour combattre les Soviétiques.* »[208]

L'occupation de l'Afghanistan par Bresjnev était un acte aventuriste d'un pays socialiste affaibli où les forces du capitalisme et de l'impérialisme préparaient déjà la contre-révolution. Cette occupation a donné le prétexte rêvé à l'impérialisme américain pour lancer contre les communistes et les progressistes une des campagnes les plus violentes depuis la seconde guerre mondiale. Pour la guerre de l'Afghanistan, les Etats-Unis ont entraîné des dizaines de milliers de fanatiques religieux dans toutes les techniques de la terreur. Forces moyenâgeuses, après avoir égorgé des communistes et des progressistes, elles s'en prennent aujourd'hui à toutes les personnes qui ne partagent pas leurs folies: les tueurs «islamistes» algériens ont également été formés par la CIA en Afghanistan.

Pour divertir l'opinion américaine «mobilisée» autour de l'affaire Lewinski, Clinton fait bombarder la capitale d'un pays indépendant, le Soudan. Prétexte invoqué: l'usine Shifa produirait «des précurseurs» qui permettent de fabriquer un gaz toxique. Mais est-ce que les Etats-Unis ne sont pas le plus grand producteur d'armes chimiques et d'armes nucléaires au monde? Selon quelle règle du droit international un pays pauvre de l'Afrique n'aurait-il pas le droit de posséder une toute petite arme chimique là où les Etats-Unis en possèdent d'immenses arsenaux remplis à craquer? Clinton s'est expliqué à la télévision: «*L'Amérique a combattu le terrorisme depuis de longues années. Le bras long de la loi américaine a frappé partout au monde*».[209] Il ne pouvait pas mieux le dire: «la loi américaine» règne «partout au monde» et «le bras long américain», qui est fait d'armes nucléaires, de missiles cruise et de forces spéciales d'agressions, peut arbitrairement menacer et frapper tous les pays indépendants. Clinton n'a pas oublié son numéro de démagogie habituelle pour justifier ses

actes de terrorisme. Il dit: *«L'Amérique est une cible des terroristes parce que nous agissons pour promouvoir la paix, la démocratie et les valeurs humaines fondamentales»*. Qu'il essaie de vendre cette marchandise aux populations de Khartoum, de Bagdad, de Belgrade ou même de Kinshasa...

L'arbitraire de l'agression américaine contre le Soudan est évidente. Seules les dictatures les plus féroces se permettent des prétextes aussi grotesques. En effet, on peut se poser la question: quel est le lien entre Oussama ben Laden, terroriste formé par la CIA, et cette usine pharmaceutique à Khartoum? Réponse du ministre de la guerre, monsieur Cohen: *«Nous savons que Ben Laden a eu certains intérêts financiers en contribuant à cette entreprise particulière». «Nous savons qu'il avait un intérêt à acquérir des armes chimiques». «Nous savons que l'usine qui était visée à Khartoum produisait les éléments chimiques précurseurs qui permettraient la production d'un type d'agent nerveux VX».*[210] Avec des suppositions et des spéculations aussi légères, toute ville de la planète peut subir des bombardements chimiques demain, si les Américains le jugent opportun.

L'acte terroriste des Américains contre Khartoum fait aussi mieux comprendre ce que les mots «Communauté Internationale» signifient. C'est le manteau dont les Etats-Unis et les autres puissances impérialistes, couvrent généralement leurs forfaits. En réalité, plus de 90% des pays du monde, tout comme la bureaucratie de l'ONU, n'ont qu'à s'incliner devant les diktats des Etats-Unis. Une petite information sur Kofi Annan permet de comprendre bien des choses. *«Le secrétaire général de l'ONU Annan n'était pas au courant des attaques avant leur exécution et il a exprimé sa préoccupation que les Etats-Unis n'aient répondu au terrorisme que par un acte de terrorisme.»*[211]

Mais quel rapport avec la guerre au Congo? Eh bien, c'est grâce au combat anti-impérialiste du peuple soudanais que les Kinois ont échappé à un débarquement américain à Banana...

En effet, c'est vers le 10 août qu'a commencée la planification finale pour l'attaque contre Khartoum. Et le 15 ou 16 août, les Etats-Unis décident de retirer leurs deux navires de guerre en route pour Kinshasa. Le 15, ils ferment leur ambassade à Kinshasa.[212] Les Etats-Unis ont donc décidé de ne pas se lancer dans une aventure au Congo, qui dressera toute l'Afrique noire contre eux, alors que toute l'Afrique arabe se mobilise déjà contre l'attaque de Khartoum. C'était aussi la décision de l'impérialisme américain de laisser guerroyer ses alliés rwandais et ougandais, parfaitement capables de mettre à genoux le gouvernement Kabila... C'est le sens de la déclaration publiée par l'ambassade américaine à Lusaka le 21 août. Elle ne mentionne pas une quelconque agression rwando-ougandaise contre le Congo, mais elle accuse Kabila d'être responsable de la déstabilisation de l'Afrique Centrale! *«L'échec du gouvernement congolais dans sa politique de sécuriser ses frontières et dans la question de la nationalité des citoyens banyamulenge a ébranlé la sécurité régionale.»*[213]

Depuis lors, la stratégie des Etats-Unis pour éliminer le gouvernement nationaliste n'a plus varié. Le 27 août, en pleine bataille pour Kinshasa, Ed Marek publie «le seul

remède» pour le Congo qui est discuté dans les cercles du pouvoir américain. Voici ce qu'il faut faire: *«Forcer Laurent Kabila et l'establishment politique du Congo d'aller à la table des négociations avec les rebelles. Si Kabila n'obéit pas, le chasser de son poste. Diriger les Congolais à la table pour former immédiatement un nouveau gouvernement. Maintenir des forces de combat en place pour l'avenir immédiat afin d'assurer la sécurité du peuple congolais et d'accorder au gouvernement le temps de s'organiser et d'attirer rapidement de l'aide internationale.»*[214] Le lecteur s'étonnera de voir ici exposé avec une franchise déconcertante le plan pour la mise sous tutelle du Congo que Holbrooke tentera d'imposer en mai 2000 au Congo en invoquant l'Accord de Lusaka... On y voit déjà exprimé le désir des Etats-Unis d'avoir «des forces de combat» au Congo pour pouvoir imposer les solutions qui leur conviennent. Que les Congolais qui croient que l'Accord de Lusaka a été gracieusement offert à leur pays «par souci de la paix», se rendent compte que ce plan a été formulé par l'establishment américain au moment même où les agresseurs entraient à Kinshasa.

L'alliance Rébellion-Opposition: le couple maudit

Dès le déclenchement de la «rébellion», les ZAhidi N'Goma et Wamba dia Wamba ont fonctionné comme de simples instruments des Rwandais et Ougandais. Mais il importe de savoir qu'ils ont été aussi, au premier jour, les clowns des militaires mobutistes.

Pour sa partie congolaise, la rébellion est née comme un putsch militaire. On sait que le coup d'Etat de Mobutu, le 14 septembre 1960, a initié le processus d'élimination de Lumumba. De même, le putsch des officiers mobutistes, le 2 août 1998, devait conduire à la liquidation de Kabila. N'Goma et Wamba n'étaient que de petits alliés des militaires, comme le furent en soixante les membres du «Collège des Commissaires».

Le 17 août 1998, le gouverneur du Sud-Kivu, Jean-Charles Magabe, explique le début de la rébellion à Colette Braeckman: *«Le mouvement est parti d'abord du sein des Forces Armées Congolaises.» «Ce qui s'est passé, c'est que l'armée a pris conscience des risques que nous courions, mais c'est aux militaires qu'il faut demander quel fut l'élément déterminant de leur décision. (...) Les politiques, eux, prennent un peu plus de temps pour travailler. En ce moment, les politiques élaborent un programme, ils construisent.»*[215]

Comme si les choses n'étaient pas encore suffisamment limpides, le commandant Jean-Pierre Ondekane, dans le rôle du jeune Mobutu, a publiquement mis en garde les dirigeants politiques de la rébellion. Il a déclaré à la mi-août: *«Je leur ai dit que je les buterai personnellement un à un, s'ils se laissent corrompre ou s'ils s'éloignent des aspirations du peuple».*[216] Qu'est-ce qu'il fallait de plus aux chefs rebelles Kalala et Depelchin pour comprendre dans quelle galère ils s'étaient embarqués?

L'armée rwandaise a préparé son coup au plus tard en janvier 1998. Mais comme il sied à de véritables militaristes, ses officiers ont complètement négligé la dimension politique. Ce n'est qu'en dernière minute qu'ils ont cherché des «paravents» congolais. Ils ont pris n'importe quelle petite célébrité du microcosme politique kinois, prêt à se vendre. Au départ, il n'y avait que ZAhidi N'Goma pour mordre à l'hameçon. Kagame l'a bombardé «coordinateur», tout en sachant parfaitement que l'homme était un ethniciste anti-Tutsi et un agent de cette France abhorrée! Et N'Goma, cet illuminé bombardé chef d'une rébellion dont il ignorait tout, ne tardera pas à déclarer au pays de l'Opération Turquoise: *«La France est un pays qui a compris notre action et j'en suis heureux. C'est encourageant de voir que nous ne sommes pas seuls dans cette lutte»*.[217] En entendant cela, Kagame et Karaha se doivent être dit qu'ils pourront quand même trouver mieux...

Le 18 août, le monde prend connaissance de l'existence d'une direction provisoire d'un *«Rassemblement Congolais pour la Démocratie»*. On n'y retrouve pas le héros de la première heure, ZAhidi N'Goma, mais les rumeurs veulent qu'on lui a offert la vice-présidence. Il ne doit pas avoir été très chaud, car il ne figure pas sur la liste de la distribution des prix.

Voici les lauréats du «Concours Paul Kagame».

Président du *Rassemblement Congolais pour la Démocratie*: Wamba dia Wamba

Vice-président: Moïse Nyarugabo

Secrétaire: Jacques Depelchin

Le Conseil directeur du RCD est officiellement composé d'un coordinateur, de 4 membres civils et de 4 membres militaires.

Coordinateur: Lunda Bululu

Membres civils:

Kalala Shambuye

Alexis Thambwe Mwamba

Bizima Karaha

Mbusa Nyamwisi

Le poids réel de ce rassemblement de politiciens véreux est tellement insignifiant que les militaires n'ont même pas pris la peine de désigner leurs quatre délégués...

Sept départements ont été créés:

Administration du territoire: Joseph Mudimbi

Mobilisation: Kalala Shambuyi

Relations extérieures: Bizima Karaha

Administration internationale: Dr Kitembo

Finances: Emmanuel Kamanzi

Justice: Maitre Emungu

Communications: Pr Etienne Ngangura.

Cette composition n'est que «provisoire». En fait la nébuleuse du RCD ne sortira jamais du provisoire...

Pour ne pas apparaître trop clairement ce qu'ils sont en réalité, des marionnettes, les politiciens appelés à sauver le Congo de la dictature de Kabila ont antidaté leur «Protocole d'Accord du RCD» au 1er août. Or, ce 1er août, Wamba aussi bien que N'Goma ignoraient complètement à quelle grande destinée nationale ils seront bientôt appelés.

Comment le RCD contribue à l'éducation des Congolais

C'est également le 18 août 1998 que sont rendus public le *« Protocole d'accord »* et la *« Déclaration politique »* du *Rassemblement Congolais pour la Démocratie*. Nous en soulignerons deux points essentiels.

Le RCD se présente d'emblée comme le prolongement de l'opposition «démocratique» à Kabila, comme son bras armé. Le Protocole reprend le refrain classique d'un Tshisekedi, Kengo ou Olenghankoy en dénonçant *« la politique d'exclusion des forces politiques engageant ainsi le pays dans une aventure despotique sans issue »*. Ceux qui ont toujours pratiqué la politique d'exclusion des forces nationalistes et révolutionnaires et qui pendant les sept années de la «Transition», n'ont pas voulu organiser d'élections insultent Kabila, lui qui a balayé la dictature mobutiste et qui a promis des élections dans un délai record de deux ans.

Puis la Déclaration affirme que *« le RCD (constitue) une plate-forme de personnalités politiques, d'organisations politiques et de la Société Civile, ouverte à toutes les forces vives de la société congolaise »*. Le RCD promet ainsi de réaliser par les armes ce que l'opposition «démocratique» exige, mais n'arrive pas à imposer: le renversement de Kabila et la prise du pouvoir par les partis et les groupes de la Société Civile qui ont connu leurs heures de gloire sous Mobutu et la CNS-HCR-PT.

En publiant ses positions politiques, le RCD contribue énormément à la conscientisation révolutionnaire des populations congolaises. Le RCD fait la démonstration que les paroles mielleuses sur la démocratie, l'Etat de droit, la bonne gouvernance et la réconciliation, empruntées au discours occidental, servent à justifier le néocolonialisme, l'arbitraire, la répression féroce, les tueries massives et le pillage.

Analysons d'abord dans les textes du RCD comment l'impérialisme apprend à parler à ses laquais africains. Il leur apprend à promettre *« de créer un Etat de droit et des institutions réellement démocratiques (et) de consolider la paix et la stabilité nationale, sous-régionale et continentale »*, à faire miroiter *« l'instauration d'une bonne gouvernance »*, et à ouvrir la perspective de la promotion d'un *« processus de réconciliation, de démocratisation et de reconstruction nationales »*.

Toutes ces paroles empoisonnées, les Congolais les ont déjà bues à longueur de journées pendant la Conférence Nationale, sans en comprendre le sens réel. Depuis la colonisation, l'impérialisme «enseigne» aux Congolais de faire confiance aux exploiteurs et de ne jamais se poser de questions sur la cohérence de leur pratique politique et économique. Le grand crime de Lumumba a été de découvrir la réalité

derrière l'écran de fumée du discours sur les bienfaits de la colonisation. Dans son célèbre discours du 30 juin 1960, Lumumba dit: *«Qui oubliera les fusillades où périssaient tant de nos frères, les cachots où furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient pas se soumettre au régime d'injustice, d'oppression et d'exploitation ?»*[218]

Est-ce qu'en 1998, Kabila n'a pas raison d'adresser les mêmes paroles aux agresseurs américano-rwando-ougandais et à leurs rebelles qui massacrent, égorgent et affament les Congolais en se présentant sous les drapeaux de la «démocratie», de l'«Etat de droit», de la «bonne gouvernance» et de la «réconciliation»? Pour juger d'un mouvement politique, il faut analyser sa pratique et sa nature de classe. Dès le départ, la rébellion représente les intérêts américano-rwando-ougandais ainsi que ceux des mobutistes qui préparent la revanche.

Les textes prétendent que le RCD va *«combattre le tribalisme, l'ethnicisme, l'impunité»*. Mais bientôt, certains de ses «fondateurs» prendront la fuite en dénonçant l'ethnicisme extrême des Tutsi rwandais et le mépris total qu'ils affichent envers les Congolais. Ces «rebelles» en fuite reconnaîtront que des soldats rwandais massacrent des Congolais à volonté sans jamais être inquiétés...

Le RCD dénonce *«la politique délibérée (de Kabila) d'abandonner une partie de notre territoire à des groupes militaro-fascistes»*. Six mois plus tard, plus aucun Congolais dans les territoires occupés n'ignore que le RCD ait servi de couverture pour une occupation du Congo par le Rwanda et l'Ouganda et la division de fait du pays.

Lorsque les rats de l'opposition quittaient le bateau coulant

Un texte sur le site *Congonline* reflète parfaitement le climat qui règne au sein de l'opposition dite «démocratique» au moment où la victoire des rwando-rebelles semble promise. Nous sommes le 18 août 1998. La nation congolaise est face à un danger fatal. C'est au moment où les armées rwandaise et ougandaise entreprennent les derniers préparatifs pour prendre Kinshasa, que tous les grands partis «démocratiques» trahissent la patrie !

Congonline note ceci: *«Les formations politiques en particulier l'UDPS, le FONUS et le PDSC se sont désolidarisés du régime Kabila. Le mouvement de désolidarisation commence à gagner presque tous les partis politiques même s'ils hésitent à le manifester de peur de représailles avant la chute du régime. Cela est un élément précurseur de la chute du régime. Une certaine opinion généralement bien informée affirme même que les jours et probablement les heures du régime Kabila sont comptés... Il paie ainsi la facture de sa politique d'exclusion, de répression et de népotisme contre les forces politiques et sociales».*[219]

Le même jour, l'UDPS confirme l'étrange ressemblance entre son analyse de la situation et celle de la rébellion: Kabila a bloqué la démocratisation, c'est la cause de la confrontation armée. Comme l'UDPS ne parle jamais d'agression rwando-ougandaise, il est clair qu'elle accepte la fable des Rwandais et rebelles sur «un conflit

armé interne». Dans son communiqué du 18 août, la *«Direction Politique de l'UDPS rappelle que M. Laurent Kabila est seul responsable du blocage du processus démocratique au Congo dont la présente confrontation armée est la conséquence et qu'il lui revient d'y apporter la solution politique appropriée».*[220]

C'est Kengo Wa Dondo, l'homme des Etats-Unis, qui formule avec le plus de clarté la «solution politique» que ses amis américains veulent imposer au Congo. Solution que Kengo partage aussi bien avec ses amis de l'opposition «démocratique» qu'avec ses amis rebelles comme Thambwe Mwamba. C'est à cause de Kabila que les rebelles ont comploté, hurle Kengo à l'unisson avec Tshisekedi, et il estime qu'opposants armés et non-armés se retrouvent aujourd'hui pour changer de régime! *«Le Président Kabila a exclu tout le monde de la vie politique. Tout le monde ne pouvait que comploter contre lui. Mais aujourd'hui, nous constatons qu'il y a une sorte de coalition armée d'un côté, et certains responsables politiques de l'autre, pour changer le régime institutionnel à Kinshasa.»*[221] Kengo est devenu un fanatique du retour à la Conférence Nationale Souveraine, le cheval de bataille habituel de son ennemi-bien-aimé Etienne Tshisekedi. *«Il convient d'organiser une Table Ronde qui regroupe tous les représentants de nos régions, classe politique et sociale confondues, de manière à ce qu'ils puissent définir la Transition, déterminer son contenu, arrêter sa période et la date des élections. Alors cette Table Ronde désignera les responsables qui devront animer les institutions de la Transition et nous conduire vers des élections. Ainsi nous aurons renoué avec la Conférence Nationale Souveraine, c'est-à-dire l'esprit du consensus national.»*[222] C'est le plan que Ed Marek a vu circuler dans les milieux du pouvoir à Washington, c'est le plan que les Américains et Sud-Africains imposeront une année plus tard en juillet 1999 dans l'Accord de Lusaka...

Tshisekedi, futur Premier ministre du gouvernement rebelle

Mais c'est Tshisekedi qui a signé le document historique qui prouve la complicité entre l'opposition «démocratique» et la «rébellion» armée. Il s'agit de son Mémorandum adressé le 4 septembre à l'ONU. Comme l'homme n'est pas un grand bosseur, on peut raisonnablement supposer qu'il a planché une dizaine de jours sur l'ouvrage. Ce qui implique que les 26-28 août, pendant que la jeunesse de Kinshasa brave la mort en s'attaquant aux agresseurs, rebelles et ex-FAZ, cet homme élabore un texte visant à détruire la résistance et à permettre aux Rwandais et aux rebelles d'atteindre leurs objectifs.

Tshisekedi formule une plate-forme de trahison nationale qui, dans un pays européen agressé, lui aurait valu la prison à vie. Dans son Mémorandum, Tshisekedi nous livre dix preuves qu'il est bel et bien de mèche avec les rebelles et leurs patrons américains, rwandais et ougandais.

Un. Tshisekedi dit: *«Les causes de la crise se trouvent essentiellement à l'intérieur de la République Démocratique du Congo: absence de démocratie et de l'Etat*

de droit, violations des droits de l'homme..., gestion chaotique des affaires de l'Etat, corruption, népotisme, incompétence notoire des principaux responsables politiques, etc. ». Cette phrase nous présente un Tshisekedi avide de pouvoir et sans scrupules. Le 23 mai 1997, Tshisekedi exigeait le départ des forces rwandaises, alors que l'alliance entre les nationalistes congolais et le Rwanda, l'Angola, le Zimbabwe et l'Ouganda venait à peine de remporter la victoire sur le régime de Mobutu. Tshisekedi exigeait à ce moment le départ des Rwandais parce qu'il estimait que Kabila, seul, ne pourrait résister aux attaques conjointes des mobutistes et des tshisekedistes. Entre mai 1997 et juillet 1998, les nationalistes autour de Kabila ont consolidé leur pouvoir et pendant cette période les officiers rwandais se sont mis à envier avec une avidité croissante les richesses du Congo.

Le 2 août 1998, le Rwanda agresse le Congo dans le but de renverser son régime nationaliste. Surprise : Tshisekedi qui s'était profilé comme l'ennemi juré des « Tutsi rwandais », fait immédiatement une alliance avec Kagame. Tshisekedi qui, le 23 mai 1997, voyait des Rwandais partout, ne détecte plus la moindre présence rwandaise sur le sol national, alors que l'armée de Kagame a violée massivement la frontière congolaise. Tshisekedi ne parle pas d'agression, il constate *« une crise dont les causes se trouvent essentiellement à l'intérieur du Congo »*! C'est aussi « l'analyse » des agresseurs rwandais. Au 4 septembre, tous les Congolais ont déjà vu à l'œuvre les armées rwandaise et ougandaise au Bas-Congo, sur le barrage d'Inga et à Kinshasa. Mais le « leader charismatique » ose écrire que la guerre actuelle est due à *« l'absence de démocratie et à l'incompétence notoire »*. Ainsi, Tshisekedi reprend tout simplement les arguments des rebelles. Or, l'agression a été lancée justement pour empêcher Kabila d'organiser effectivement en 1999, les élections qu'il a promises. C'est le peuple qui aurait jugé s'il y avait plus de démocratie sous Kabila que sous le Mobutu de la transition, c'est le peuple qui aurait tranché si le pays était mieux géré par les nationalistes que par les Tshisekedi et Kengo de la CNS-HCR-PT. C'est parce que les hommes de main du néocolonialisme, les Tshisekedi, Olenghankoy, Kengo, Boboliko et autres Lunda Bululu et Thambwe Mwamba savaient très bien que le verdict populaire serait impitoyable à leur égard, qu'ils se sont lancés dans l'aventure pour renverser Kabila.

Deux. Sur la situation au Kivu, Tshisekedi déclare ceci : *« Le gouvernement Kabila n'a pas été capable de contrôler efficacement la frontière orientale avec l'Ouganda et le Rwanda en vue d'empêcher les forces rebelles d'utiliser le territoire congolais comme base arrière. (...) Il n'a pas non plus été capable de résoudre le problème de la nationalité»*. Rappelons tout d'abord que Tshisekedi s'est allié à Mobutu en 1996-1997 pour combattre « l'agression tutsi rwandaise » et pour nier la nationalité congolaise aux Tutsi vivant au Kivu. Mais le « Moïse » congolais se range maintenant aux côtés de Kagame qui agresse le pays de Lumumba. En effet, la deuxième thèse qu'avance le « leader charismatique » est exactement celle défendue par Kagame. La présence des Interahamwe et le « problème de la nationalité» des Banyamulenge sont les deux arguments principaux de Kagame pour envoyer son armée au Congo. Tshi-

sekedi les reprend à son compte. Or, on sait que tout récemment encore, le Rwandais James Kabarehe était chef de l'état-major congolais et que des officiers rwandais et banyamulenge dirigeaient les troupes au Kivu. Si eux n'ont pas été capables d'éliminer les Interahamwe, pourquoi attaquer Kabila pour cela ?

Trois. Tshisekedi tire la conclusion des deux points précédents. *« Les forces démocratiques ont dénoncé cet état de choses et demandé au Président Kabila ... des réformes démocratiques et économiques suivant le schéma tracé par la Conférence Nationale Souveraine de 1992. »* En fait, cette « conclusion » n'a aucun rapport avec les deux points précédents. Tshisekedi affirme que Kabila n'a pas pu résoudre le problème de la nationalité des Banyamulenge. C'est ce que prétend aussi Kagame! Or, Kabila a reconnu la nationalité congolaise aux Banyamulenge, tandis que la CNS de Tshisekedi l' avait refusé! La CNS fut le moment de gloire de Tshisekedi, mais cette période et celle du HCR-PT qui en était la continuité, ont accéléré entre 1991 et 1997 la destruction de l'économie et des dernières infrastructures sanitaires et éducatives. Grâce à la complicité de Tshisekedi, Mobutu a pu garder le pouvoir suprême pendant sept ans de plus. La CNS était une alliance entre les mobutistes, les tshisekedistes et quelques « jeunes loups » contre les masses opprimées du Congo. Tshisekedi veut y revenir...

Quatre. *« Le Président Kabila ayant refusé d'entendre ces appels répétés et privilégiant le ... pouvoir personnel et totalitaire, ... une partie de ses anciens alliés nationaux et étrangers a pris les armes contre son régime. »* En clair : les rebelles ont pris les armes contre le gouvernement et ils ont reçu quelques appuis de l'armée rwandaise parce que Kabila n'a pas voulu retourner à la CNS. Seuls les hommes qui ont largement profité de la Transition défendent cette fable. Les Ondekane et autres généraux Baramoto et Ilunga n'ont pas pris les armes pour restaurer la « démocratie » de la CNS ou pour combattre un « pouvoir totalitaire », mais pour en revenir au bon vieux temps du néocolonialisme sous Mobutu et dont la période de la CNS n'a été qu'un épisode.

Cinq. *« Les effets néfastes de la guerre sont ... encore beaucoup plus graves du fait que déjà en temps de paix, Kabila était incapable de résoudre les problèmes de la population. »* Le peuple congolais sait que, confronté au sabotage de l'Occident, Kabila a fait le maximum pour assurer la sécurité du peuple, pour maîtriser l'inflation et pour mettre en marche le Plan Triennal de la reconstruction. Après sept années de destructions sous la CNS et le HCR-PT, en une année, Kabila a renversé la vapeur et il a redonné l'espoir au peuple. C'est parce que mobutistes et tshisekedistes ne voulaient pas de ce changement radical, qu'ils soutiennent l'agression rwandaise et espèrent en profiter pour renverser le régime nationaliste.

La sixième thèse de Tshisekedi suffirait dans n'importe quel pays au monde pour le qualifier de complice des agresseurs et de traître à la patrie. Elle démontre que sa double participation au coup d'Etat de Mobutu du 14 septembre 1960, puis à son second le 24 novembre 1965, n'a pas été le fruit du hasard. Tshisekedi écrit : *« Il n'y a aucune raison sérieuse et défendable d'envoyer à la mort la jeunesse de notre*

pays et celle des pays africains impliqués militairement dans le conflit, ... pour un problème politique principalement interne à la RDC qui peut être résolu autour d'une table de négociation en vue de conclure un accord politique global satisfaisant pour toutes les parties concernées.» Chaque fois que j'ai lu cette phrase lors des conférences que j'ai donné dans une dizaine de Communes de Kinshasa, des clameurs d'indignation s'élevaient de l'audience. Tshisekedi a écrit cette phrase ignoble pendant que des jeunes de Mikondo, Kimbanseke, Masina et Ndjili donnaient leur vie pour combattre les agresseurs. Il n'y aurait aucune raison défendable pour risquer sa vie contre les envahisseurs ? Si ces jeunes de Ndjili n'avaient trouvé *«aucune raison défendable»* pour attaquer les militaires rwandais et ougandais, ces derniers régneraient aujourd'hui sur Kinshasa. Et Tshisekedi serait probablement leur Premier ministre...

Il s'agirait d'un problème interne au Congo ? Mais les jeunes de ces communes ont bien vu que des Rwandais et des Ougandais commandaient toutes les colonnes ennemies ! Et les jeunes ont brûlé vifs des agresseurs qui ne parlaient aucune langue congolaise. Les 26, 27 et 28 août, Tshisekedi voulait résoudre ce *«problème interne»* autour d'une table de négociation avec ces militaires rwandais ? Vous imaginez le Congolais assez fou pour demander aux agresseurs rwandais et ougandais, chez lui à Kimbanseke, de s'asseoir à une table pour négocier ? Mais la seconde qui suit, le pauvre homme aurait une balle entre les yeux...!

Sept. Tshisekedi présente dans son Mémorandum un «plan de règlement global de la crise en RDC» qui n'est qu'une copie du plan formulé par les Américains et Sud-Africains. Son premier point : *«Organisation sous les auspices de l'ONU, de l'OUA et de la SADC d'une négociation regroupant toutes les forces politiques représentatives et significatives du pays (Gouvernement Kabila, opposition démocratique non-armée et opposition armée)».*

Ceci est écrit entre le 26 août et le 4 septembre 1998, au moment où les armées rwandaise et ougandaise ont déjà pénétré la capitale congolaise. Dans ces conditions, seul un traître peut oser ne pas condamner les agresseurs et refuser d'aider le gouvernement national à vaincre les envahisseurs. Alors qu'une grande partie du Congo est sous occupation ennemie, Tshisekedi veut «négocier» avec Kabila et avec les rebelles, la liquidation du gouvernement nationaliste et la formation d'un nouveau gouvernement selon la formule que Rwandais et Américains veulent imposer. D'ailleurs, le 23 août, lorsque tout le monde pensait que Kinshasa allait bientôt tomber, Tshisekedi prit une initiative qui trahissait déjà ses ambitions présidentielles. Ce jour-là, il se propose comme «intermédiaire» dans ce «conflit interne» qui oppose le gouvernement et les rebelles. Tshisekedi déclare vouloir se rendre à Lubumbashi pour y rencontrer le Président Kabila, puis à Goma pour s'y entretenir avec les rebelles.[223] Tirant profit de la présence au Congo des armées rwandaise et ougandaise, Tshisekedi présente la «rébellion» comme un mouvement sérieux, comme une force pouvant traiter d'égal à égal avec le gouvernement Kabila. Et lui, Tshisekedi, se présente au nom de l'opposition, comme le médiateur

entre les deux, c'est-à-dire comme le maître de la situation. Comme le successeur de Kabila.

Huit. Le second point du «Plan Tshisekedi». *«La mise en place d'un Parlement de Transition ... de 24 mois, conformément aux principes de la CNS. La formation d'un Gouvernement d'unité nationale restreint ... comprenant toutes les forces politiques représentatives et significatives.»* C'est replonger le Congo dans une nouvelle «Transition» du même style que celle qui a détruit le Congo entre 1991 et 1997 avec un nouveau gouvernement qui rassemble les vieux mobutistes et les tshisekedistes et qui marginalise les nationalistes.

Neuf. *«La fusion des deux forces armées qui se sont affrontées en une seule armée nationale, soumise au pouvoir civil avec l'assistance de l'OUA et de l'ONU.»* En août 1998, le Congo n'a pas encore une armée nationale digne de ce nom. Le pays a hérité des ex-FAZ, dont beaucoup sympathisent avec les rebelles. Kabila veut former une nouvelle armée patriotique au cours de la résistance contre les agresseurs. Au moment où le Congo risque fort d'être vassalisé par le Rwanda et l'Ouganda, Tshisekedi veut «fusionner» la nouvelle armée congolaise en formation avec l'armée qui lui fait face. Ce «Moïse» qui conduit son peuple en enfer, entretient la fiction que «l'armée rebelle» est le véritable adversaire des Forces Armées Congolaises de Kabila. Or, tout le monde sait que l'armée congolaise affronte essentiellement les armées rwandaise et ougandaise. Comment Tshisekedi compte-t-il fusionner les FAC et les armées de Kigali et de Kampala? Pour ce qui concerne l'armée «rebelle», il s'agit essentiellement d'ex-FAZ commandés par des officiers mobutistes. Prôner, un mois après le déclenchement de l'agression, la «fusion» entre les «deux armées», c'est remettre les FAC aux généraux mobutistes et à leurs nouveaux «conseillers» rwandais, ougandais et américains...

Dix. *«Le déploiement d'une force internationale de maintien de la paix ou d'interposition pour faire respecter le cessez-le feu. (...) Intervention du Conseil de sécurité par une résolution contraignante pour garantir la bonne exécution de l'accord de paix et le respect des résultats des élections, tenues ... sous la supervision de l'ONU et de l'OUA.»* Tshisekedi veut faire intervenir des armées étrangères *«pour maintenir la paix»*. En fait, il reprend la politique qu'il a appliquée en septembre 1960 en tant que membre du Collège des Commissaire Généraux, politique qui conduit à la mise sous tutelle du Congo par les armées de l'ONU, dirigées par les Etats-Unis.

L'appui de la «Société Civile» néocoloniale aux tshisekedistes

Le *Groupe Justice et Libération* est un des nombreux groupes de la «Société Civile» qui agissent souvent comme des doublures de partis politiques néocoloniaux. Le 18 septembre 1998, il publie un long document signé par François Zoka, Justin Pabu, Jean-Pierre Badidike et Pierre Kibaka. Il reprend la thèse essentielle défendue aussi bien par Washington, Paris et Bruxelles que par les mobutistes, tshisekedistes et rebelles: il faut retourner à la Transition «démocratique» néocoloniale initiée par

Mobutu en 1990-1991. Le document s'oppose aux rebelles, mais est néanmoins fort complaisant envers les aventuriers et leurs parrains rwandais. «*On peut admettre la légitimité et la pertinence de la contestation du Rassemblement Congolais pour la Démocratie contre un pouvoir qui s'est manifestement éloigné de l'idéal démocratique. L'on peut à la rigueur concevoir l'usage de la force comme l'ultime recours quand toutes les voies de dialogue sont épuisées.*» Mais «*la population congolaise s'interroge sur le prix ... d'une guerre brusque et sur son parrainage par des forces étrangères.*» Le Groupe accepte en fait l'agression comme un «mal nécessaire» pour faire bouger les choses à Kinshasa. Lorsque Kabila appelle à la résistance armée contre l'agression, le Groupe estime qu'il s'agit d'une «*attitude belliciste*»! «*Comme Mobutu, Monsieur Laurent-Désiré Kabila refuse de traiter avec la rébellion et d'accepter celle-ci à la table des négociations. Cette attitude belliciste détermine l'option pour la lutte armée avec tout ce que celle-ci implique comme tribut pour les paisibles citoyens et la reconstruction du pays.*»

C'est la même position que l'UDPS qui dit le 18 août: «*Nous condamnons l'option d'opposer à la force brutale de l'agresseur, une autre force...*» C'est le refus de défendre par les armes la patrie contre un agresseur déterminé à vaincre toute résistance... Comme les partis de la Transition, le Groupe minimise l'agression et l'occupation du Congo pour se braquer sur les «*problèmes internes*». Le Groupe recommande au gouvernement «*de ne pas se réfugier derrière "l'agression extérieure" aux fins de banaliser les revendications pertinentes des rebelles congolais. De renoncer à la politique d'exclusion d'autres forces vives de la nation, et en particulier à l'égard de l'opposition interne et non-violente. De former, le plus rapidement possible, un gouvernement de Transition représentatif de toutes les forces vives du pays. Ce gouvernement sera chargé de l'organisation des élections. De commencer à revenir, dès l'arrêt des hostilités, au schéma tracé par la Conférence Nationale Souveraine. Pour nous, l'unique issue sérieusement envisageable est le dialogue et la revalorisation des acquis fondamentaux de la Conférence Nationale Souveraine.*»[224]

«Crise interne» et agression-occupation

Deux mois plus tard, le mythe de la «crise interne» connaîtra une fin lamentable... mais cette fiction n'en continuera pas moins d'être entretenue par Tshisekedi... Le 5 novembre 1998, Mme Susan Rice, la Secrétaire d'Etat adjointe chargée des Affaires africaines et Mme Gayle Smith, la responsable pour l'Afrique au sein du Conseil de Sécurité, rencontrent Museveni à Kampala. Rice déclare qu'elle s'est entretenue avec Museveni pour «*trouver une solution pacifique à la crise qui sévit en République démocratique du Congo*». Rice et Museveni se sont entendus sur «*la mise en œuvre d'un processus démocratique (au Congo)*».[225] En clair: il n'y a pas d'agression contre le Congo, ce pays connaît «une crise interne» qui peut être résolue par «un processus démocratique». Les agresseurs rwandais et ougandais sont au Congo depuis le 2 août 1998 en service commandé des Etats-Unis. Pendant trois mois ils ont

nié y être et les patrons de l'opération résidant à Washington s'entêtent à parler d'un *« conflit interne »*.

Le 6 novembre, devant des preuves trop évidentes, Kagame change brutalement de tactique: *« Nous avons informé le Président Mandela que nous sommes présents là-bas avant tout pour notre sécurité nationale »,* déclare-t-il en Afrique du Sud. Mandela, qui se tenait à ses côtés, estime que cette déclaration ouvre la voie à un cessez-le-feu et au gel de toutes les opérations militaires en cours. Pierre-Victor Mpoyo a immédiatement dénoncé l'imposture: *« Pour nous, dire qu'ils sont là ne change rien, parce que nous savions qu'ils étaient là. Ils doivent se retirer. Il ne peut y avoir de cessez-le-feu avant que les agresseurs partent ».* Mpoyo a aussi souligné la signification stratégique de l'alliance entre le Congo, le Zimbabwe et l'Angola pour une indépendance réelle, ce qui implique l'indépendance militaire. *« Les Angolais et les Zimbabwéens ont le double rôle ... d'aider à défendre notre territoire et d'entraîner notre nouvelle armée et notre police. »*[226]

Kagame qui envoya le 2 août ses soldats guerroyer à 2.000 kilomètres de ses frontières en jurant qu'il n'était pour rien dans la «crise interne» du Congo, avoue maintenant qu'il agresse un pays indépendant et souverain. Et ce monsieur peut développer sans rire une «logique politique» qui tient du grotesque. Ainsi Kagame laisse son entourage dire: *« Tout le monde savait que nous étions là-bas, mais nous voulions que la Communauté Internationale et Kinshasa comprennent d'abord que le problème du Congo est avant tout congolais ».* C'est Emmanuel Gasana, conseiller diplomatique de Kagame, qui s'exprime ainsi. *« Depuis le début de la rébellion (le 2 août), le Président Kabila et ses alliés ont voulu donner l'impression que ce qui se passait n'était que le résultat d'une invasion et ils niaient l'existence de la rébellion »*, a poursuivi M. Gasana. *« Maintenant, tous les acteurs commencent à comprendre, à réaliser qu'il y a une rébellion en RDC ».*[227] Le Rwanda et l'Ouganda agressent le Congo et occupent presque la moitié de son immense territoire. Ils se démènent désespérément pour trouver quelques Quislings congolais. Après trois mois de guerre d'agression, ils pensent pouvoir en présenter quelques-uns comme soi-disant «chefs d'une rébellion congolaise». Et le monde entier est invité à avaler que le Congo est secoué par une «rébellion interne» qui reçoit un modeste soutien de la part du Rwanda et de l'Ouganda...

Les marionnettes de la «rébellion interne» jouent tout à fait sérieusement le jeu. Arthur ZAhidi N'Goma, vice-président du Rassemblement Congolais pour la Démocratie, censé être un des responsables politiques de la rébellion «interne», a jugé *« normal que le Rwanda et l'Ouganda se battent pour protéger leurs frontières, comme il est normal que nous, les Congolais, nous battions pour libérer notre pays ». « En fait nous partageons avec le Rwanda et l'Ouganda un même objectif, le départ de Kabila, mais pour des raisons différentes. Le Rwanda ne fait pas notre guerre, sa préoccupation reste la sécurité, l'Ouganda de même. Mais la libération du Congo reste l'œuvre des Congolais. »* M. N'Goma a par ailleurs estimé que le soutien du Rwanda et de l'Ouganda à la rébellion congolaise *« n'a rien à voir avec ce que fait Kabila, qui n'a pas de troupes congolaises et se bat avec des mercenaires ».*[228] L'af-

firmation était grotesque au moment où elle fut rendue publique. Son caractère ridicule sera confirmé quelques mois plus tard, lorsque le «chef rebelle» ZAhidi N'Goma désertera sa propre rébellion pour avouer qu'elle ne fut qu'un stratagème de l'expansionniste Kagame...

Le même jour, la principale «vedette» rebelle congolaise, Ernest Wamba dia Wamba, dira: *«Toutes les parties acceptent maintenant qu'il y a deux dimensions au conflit: une dimension externe et une interne. Le compromis consiste à dire qu'il y a eu une invasion, mais que l'élément interne est la force motrice».*[229] Le calcul de Kagame est clair: il agresse et occupe le Congo, il espère s'y maintenir assez longtemps pour pouvoir organiser une armée et une administration «congolaises», inféodées aux intérêts américano-rwando-ougandais. Cette armée et cette administration rebelles pourraient finalement, sous le patronage rwando-ougandais, renverser le régime nationaliste de Kabila ou, dans la pire hypothèse, exiger un «partage équitable du pouvoir» en attendant le moment propice pour la prise intégrale du pouvoir...

Au début de la guerre d'agression, Washington et Paris étaient tous les deux convaincus que Kabila ne tiendrait pas deux mois. Mais après trois mois de guerre, il apparaît que les Etats-Unis sont incontestablement les maîtres de l'opération, que la guerre sera sans doute longue et que Kabila pourrait même en sortir vainqueur... Ayant des comptes à régler avec son rival américain, la France adapte sa tactique. Viscéralement hostile à Kabila lors de sa lutte de libération et lors de sa première année au pouvoir, la France décide d'inviter le Président congolais au sommet franco-africain qui doit se tenir à Paris fin novembre. La France mise désormais sur les deux tableaux: ouverture vers Kabila, engagé dans une lutte à mort avec l'impérialisme américain, mais aussi soutien continu aux traditionnels pions français comme le général Likulia et ZAhidi N'Goma, le «chef» de la rébellion...[230]

Chapitre 8

La première guerre de libération panafricaine

Congo-Zimbabwe-Angola: un Front pour l'indépendance

La guerre barbare que subit le Congo depuis le 2 août 1998 est une épreuve terrible. Mais elle est, aux yeux de Kabila, également la preuve que le Congo nationaliste a pris le bon chemin de l'indépendance et de l'auto-développement au profit des masses populaires: «*Lorsque nous avons commencé à nous lever, ceux qui ont l'habitude de nous marcher dessus ont pris peur. La guerre barbare qui nous est imposée, montre qui sont les véritables ennemis du Congo. Le bonheur du peuple congolais ne peut pas venir de ceux qui l'ont toujours opprimé... et qui ont commandité l'agression.*» Kabila affirme pour la première fois que seul un pouvoir populaire pourra sauver le pays. Et il réaffirme la mission panafricaine du Congo: «*Beaucoup de peuples d'Afrique vous prennent comme le modèle de l'amour de la Patrie*». C'est ainsi que Mzee Kabila souligna, dès le début de la guerre de résistance, son caractère de guerre de libération panafricaine. Ces déclarations de grande portée, Kabila les fit le 16 septembre 1998 sur la Place Sainte-Thérèse à Ndjili, le cœur de la résistance populaire contre les agresseurs...

«Quel est le motif de l'agression subie par le Congo? C'est d'abord notre plan triennal, le plan de reconstruction du Congo qui a commencé à faire pousser les belles fleurs de la réussite. Ils sont contre notre détermination à compter sur nos propres forces. Notre pays est très riche, ces messieurs étaient ici pour piller nos richesses pendant 37 ans. Mais maintenant nous allons inverser les choses. Nous nous sommes basés sur nos richesses pour commencer à réparer nos routes, nos ponts cassés, à utiliser cette richesse pour chasser la pauvreté. Le bonheur du peuple congolais ne peut pas venir de ceux qui l'ont toujours opprimé. Notre bonheur gît dans notre main. En effet, nous avons attendu longtemps les promesses faites par ceux qui ont commandité l'agression et qui savaient qu'ils pouvaient nous donner de l'argent pour la reconstruction. Mais leur condition était que vous deviez être flexibles, c'est-à-dire que vous deviez abandonner votre patriotisme, votre nationalisme et faire comme les autres, c'est-à-dire ne plus résoudre le problème de notre retard sur le chemin du développement. Nous avons naturellement refusé cette soumission.

C'est pour cela que vous vous êtes battus contre les agresseurs à Kinshasa. Parce que vous saviez bien que nous défendons nos intérêts... Car, c'est vous, peuple congolais, qui êtes au pouvoir! Je vous promets qu'on va mener le Congo sur le chemin de la grandeur et du bonheur. C'est ce qui fait trembler tout le monde dehors; et ils savent que nous sommes déterminés. Nous allons construire un grand Congo... Ce peuple était humilié. Et lorsque nous avons commencé à nous lever, ceux qui avaient l'habitude de nous marcher dessus ont pris peur. Mais, beaucoup de peuples d'Afrique pensent que vous êtes le modèle de l'amour de la patrie. C'est

dire que vous êtes un peuple qui a une mission et vous devez l'accomplir malgré les obstacles. Soyez déterminés à vaincre tous les obstacles. On ne devient pas grand sans relever les défis! Vous devez vous préparer à traverser des épreuves et à vaincre!»[1]

Les FAC et alliés bloquent la progression de l'ennemi

Les troupes ougandaises et rebelles ont occupé le Nord du Congo sans rencontrer beaucoup de résistance. Les anciens FAZ intégrés dans l'armée de Kabila, n'ont livré aucun combat. Vers Kisangani, au point kilométrique 47 sur l'axe Lubutu, des combats violents se sont déroulés toute la journée du vendredi 21 août. Les premiers agresseurs entrent à Kisangani le lendemain 22 août, vers 19h00. Les éléments des forces gouvernementales ont décroché sans grande résistance; certains ont enlevé l'uniforme, d'autres ont pris la fuite.[2]

Les troupes ougandaises traversent ensuite la Province Orientale pour attaquer le Nord de la Province de l'Equateur.

Le 26 décembre 1998, des sources de la Sécurité à Kampala affirment que Gemena, à 150 kilomètres de Gbadolite, est tombée aux mains des «rebelles» après une bataille intense à Karawa. Dans les jours qui suivent, les Alliés bombardent plusieurs concentrations rebelles dans la ville.[3]

Le 4 janvier, la ville de Libenge, 50.000 habitants, située sur le fleuve Ubangui dans le Nord-Ouest du Congo, est sous occupation. Trois jours plus tard, la ville et son port sont également bombardés par l'aviation alliée.[4]

Selon certains rapports, autour du 3 janvier, des soldats des FAC, *«de très jeunes adolescents s'exprimant tous en swahili»*, organisent des pillages à Zongo, entre autres à la succursale de la Banque nationale. Un contingent de 200 soldats congolais est alors envoyé de Kinshasa à Bangui et traverse immédiatement le fleuve Ubangui pour rétablir l'ordre. Selon des réfugiés à Bangui, 120 civils ont été tués à Zongo. D'autres réfugiés congolais à Bangui confirment les massacres, en précisant. *«C'est vrai en particulier à Mobe, 35 km au Sud de Zongo, où ils ont fusillé beaucoup de gens.»*[5]

Le Congo réfute ces affirmations. L'envoyé de l'Agence Congolaise de Presse, Guy Mukendi, interroge début février le bourgmestre, M. Melinga Maka, et les autorités militaires de Zongo. Ils affirment que leur ville n'a jamais été occupée par les rebelles et qu'il n'y a jamais eu de massacres de civils. *«Le seul accrochage avec les ennemis, déclare un commandant, a eu lieu à 70 km en dehors de la ville de Zongo où parfois les agresseurs se déguisaient en civils.»*[6]

Le 8 janvier, 2.200 soldats congolais basés à Gbadolite, entrent en République Centrafricaine et occupent la ville de Zemio. Charles Doubane, membre du parlement de Bangui, déclare: *«Ces soldats pillent, violent, provoquent et humilient les Centrafricains»*.[7] Pourquoi ces soldats sont-ils entrés en RCA? Jusqu'alors, les rebelles ne se sont jamais approchés de Gbadolite. Cet épisode démontre une fois de

plus que beaucoup d' ex-FAZ sont inaptes au combat et enclins au pillage et au banditisme.

Bemba mis en difficultés

Au début de l'année, au Nord-Ouest du Congo, les Forces congolaises et tchadiennes, soutenues par l'aviation alliée, contre-attaquent. La ville de Businga est libérée vers le 5 janvier. Des bombardements aériens ont touché le dépôt de munitions et le Quartier Général des rebelles.

C'est Jean-Pierre Bemba qui avait occupé Businga avec une colonne de 15 camions et 80 hommes, essentiellement des Rwandais, des Ougandais et quelques rebelles congolais.

Businga libérée, le commandant Mississipi Kasongo déclare que les Rwandais et Ougandais ont *« trompé la vigilance de M. Bemba »*. Autant se taire... Le maire de Gbadolite, qui présente des rebelles capturés à Businga à sa population, a une compréhension plus réaliste des liens entre rébellion et mobutisme. Il déclare lors du meeting: *« Ceux qui soutiennent les soi-disant "libérateurs" sont des bénéficiaires des privilèges du régime déchu, qui espèrent trouver grâce à ces marchands d'illusions, l'occasion de récupérer le bonheur perdu »*.[8]

Les FAC font dix-neuf prisonniers à Businga, parmi lesquels des Interahamwe. Ces derniers ont été libérés des prisons rwandaises au début de la guerre, sous condition qu'ils s'engagent dans l'armée.

Le 11 janvier, la *RTNC* annonce la libération de Gemena et de Libenge par les FAC et alliés. 117 agresseurs, parmi lesquels de nombreux Rwandais et Ougandais, ont été tués dans la bataille pour Gemena. Jean-Pierre Bemba parvient à se sauver de toute justesse en direction d'Akula.[9]

A Gemena, les FAC affirment aussi avoir pris *« des centaines de prisonniers, pour la majorité de jeunes Congolais, ayant suivi un entraînement militaire de deux jours »*.[10] Les rebelles mobutistes, dirigés par Bemba, originaire de l'Equateur, font apparemment un effort pour embrigader les jeunes. Mais l'extrême misère de la population, provoquée par cette agression-rébellion et l'enrichissement ostentatoire de Bemba junior, mineront très vite la base des rebelles.

Une habitante de Libenge dit que 200 civils ont été massacrés dans sa ville par les FAC. D'après elle, les soldats swahilophones accusent les habitants de l'Equateur d'être complices avec les rebelles de Bemba.[11] On sait que des tendances régionalistes existent au Katanga, au Kivu comme dans l'Equateur qui peuvent conduire, si elles sont soutenues par des puissances extérieures, à l'éclatement du Congo. Mais dans cette guerre, il y a eu beaucoup d'intoxication et une production abondante de fables... Interrogées par un correspondant militaire congolais, les religieuses italiennes des Filles de Saint Joseph à Libenge nient qu'il y ait eu des massacres dans leur ville.[12]

Le 13 janvier, Bemba reconnaît que, ces deux dernières semaines, ses troupes ont du se retirer de Businga, Libenge, Zongo et Gemena. *« Chaque jour, des avions sou-*

danais, des Antonov, bombardaient nos positions », déclare-t-il à *Reuters*, soulignant ainsi le rôle crucial joué par l'aviation alliée dans ses défaites.[13] Bemba prétend que les pilotes sont soudanais parce qu'il sait que ce genre de «révélations» rendent l'*Oncle Sam* hystérique.

Le 5 février, un responsable militaire tchadien déclare à Ndjamena que 90% du Nord de la province de l'Equateur est sous le contrôle de l'armée tchadienne. *« A part les localités Lisala et Bumba, nos soldats ont libéré la quasi-totalité du Nord de l'Equateur des rebelles et de leurs alliés jusqu'au fleuve. A partir de leur base de Gbadolite, les troupes tchadiennes ont repoussé les agresseurs, faisant 121 prisonniers ougandais, rwandais et rebelles. »*[14]

Le rôle crucial de l'aviation

A l'Est du Congo, l'aviation zimbabwéenne est très active depuis le mois de novembre contre les positions rebelles le long du fleuve, à Kongolo, Kalemie, Moba, Falanga et Kalembelembe.[15]

Le Quartier-Général des Forces alliées à Kinshasa annonce le 31 décembre que Fizi, 100 km au Sud d'Uvira, vient d'être libérée. Cette prise coupe les routes d'approvisionnement des agresseurs vers les villes de Kabalo et Kalemie toujours sous leur contrôle. Le 4 janvier, les FAC affirment avoir repris les villes de Moba et Nyunzu. J'étais à Kinshasa le 7 janvier et le commandant François Olenga, revenu la veille de Moba, me le confirma au téléphone. Sur le front de l'Est aussi, des Interahamwe libérés par Kagame, ont été aperçus dans les rangs des rebelles, entre autres à Kabalo.

Un avion zimbabwéen bombarde des objectifs rebelles à Kisangani, le dimanche 10 janvier 1999, vers 22h00. C'est dans cette ville que se situe le Quartier-Général des troupes d'agression dirigées par le général ougandais Kazini. La résidence du gouverneur est touchée ainsi que l'extrémité de la piste de l'aéroport militaire.[16] L'hôtel Zongia, où logent des officiers rebelles, est manqué. Contrairement aux affirmations des rebelles, aucun civil n'a été tué par les quatre bombes lâchées. Les rebelles ont riposté en lançant des roquettes pour abattre l'avion. Plusieurs de ces projectiles sont tombés sur le quartier Kitenge et sur la deuxième Avenue Tshopo. C'est là que 17 civils ont trouvé la mort, comme l'indique l'enquête menée sur place par des émissaires de Monsengwo. Ce qui n'a pas empêché le gouverneur rebelle de prendre la parole à l'enterrement pour exciter la population contre Kabila «responsable de la mort des civils»![17]

On peut conclure que les raids aériens de la Coalition ont un rôle précieux dans la défense congolaise. La Coalition a une maîtrise aérienne totale. C'est essentiellement l'aviation zimbabwéenne et angolaise qui a fait le travail. Deux mois de bombardements ont permis de contenir et de repousser les troupes d'agression. L'armée zimbabwéenne affirme que ces opérations visent à désorganiser les communications des rebelles et à détruire leurs lignes de défense. Les actions se sont concentrées sur «le

verrou» de Kalemie qui ferme la route vers le Sud-Kivu et vers les maquis des Maï Maï. Ces derniers comptent entre 15.000 et 20.000 combattants, mais manquent d'armes et de munitions. La Coalition dit avoir coupé la plupart des voies d'approvisionnement des agresseurs sur le front Sud-Est, à Kalemie, et appelle les rebelles à se rendre.[18] Les agresseurs se maintiennent à Kalemie et Lubumbashi reste menacée...

Les jeunes recrues seront-elles à la hauteur ?

Trois autres conclusions s'imposent après l'étude des activités militaires de janvier 1999.

Il y a une stabilisation des fronts après les progrès fulgurants des agresseurs, qui ont culminé avec la prise de Kindu, Kalemie et Lisala. La Coalition congolaise est parvenue à contenir les agresseurs et a repris quelques zones, mais la contre-offensive promise n'a pas eu lieu.

Même après avoir suivi quelques séminaires de formation politique, une grande partie des officiers et des troupes ex-FAZ restent anti-nationalistes, capables à tout moment de reprendre leurs habitudes de la IIe République. Il y a certes des officiers et des soldats qui soutiennent la voie nationaliste de Kabila pour la libération du Congo. Mais une sélection rigoureuse et une direction compétente et cohérente s'imposent si l'on veut créer une armée populaire.

L'espoir de Kabila repose sur la jeunesse, sur une nouvelle génération de soldats qui se sont levés dans la lutte contre les envahisseurs. Début février 1999, environ 25.000 jeunes soldats congolais doivent intégrer les FAC après une formation assurée par des instructeurs angolais et zimbabwéens. Ce 14 janvier, une première brigade des forces spéciales, composée de jeunes recrutés en août 1998, est intégrée après six mois de formation au centre de Mura, près de Likasi, au Katanga. De nombreux soldats congolais achèvent leur entraînement à Lobito, au Sud de Luanda, en Angola.[19] Le 2 février, les volontaires en provenance de Kinshasa, du Kasaï et du Haut-Lomani terminent leur formation à la base de Kamina. En présence de Kabila, le commandant Mukaso Djo Mangalu déclare : *« L'actuelle promotion est prête pour servir le Congo par les armes contre les agresseurs étrangers. Elle a un très bon moral. Ces jeunes militaires veulent se battre et savent se battre. Nous sommes convaincus que sur le terrain, ils donneront une image faite d'agressivité et d'acharnement dans la recherche de la victoire finale. »*[20]

L'Angola menacé par l'UNITA

En août 1998, l'armée angolaise a sauvé le Congo en écrasant les agresseurs rwandais et ougandais à Kitona. Mais fin décembre 1998 – début janvier 1999, des changements dramatiques se produisent en Angola. L'UNITA lance des attaques puissantes contre les villes Huambo et Cuito. Consternée, l'armée angolaise constate qu'elle fait désormais face à une grande armée moderne, équipée de chars T-55, d'ar-

tillerie lourde et d'orgues de Staline.[21] Le gouvernement estime que la situation est *« préoccupante, mais sous contrôle »*.[22]

Les 4 et 5 janvier, l'artillerie de l'UNITA bombarde pour la première fois la ville stratégique de Malanje. La guerre prend une nouvelle tournure. Vers le 10 janvier, le gouvernement décrète une mobilisation nationale des tous les hommes entre 18 et 20 ans. Les Forces armées angolaises comptent déjà 100.000 hommes dont 30.000 sont bien entraînés. La moitié de la population vit maintenant dans les villes, beaucoup de paysans ont fui les troupes de Savimbi. Ce dernier compte 30 à 40.000 soldats, mais il n'a pas une large base de recrutement. Certains pensent qu'il veut rapidement s'emparer du pétrole et des champs diamantifères au Nord de l'Angola pour pouvoir payer de nouveaux contingents de recrues.[23]

Après d'âpres batailles, le 20 janvier, l'UNITA s'empare du pont Porto Salazar sur la rivière la plus importante de l'Angola. Elle lancera bientôt une offensive pour prendre Malanje. Ce qui lui donnera le contrôle du Nord de l'Angola. L'armée angolaise estime que la situation militaire à Malanje est devenue *« particulièrement préoccupante »*.[24]

L'UNITA marche vers la frontière congolaise

Au même moment, des batailles commencent près de la frontière congolaise, à proximité de Mbanza-Congo et du port pétrolier de Soyo, face à deux sites congolais importants, la base navale de Banana et le port pétrolier de Moanda. Un adjoint de Savimbi déclare : *« Nous allons vers Soyo parce que c'est le centre nerveux du pays. Nous voulons les priver de l'argent nécessaire pour la guerre »*.[25] La stratégie de l'UNITA serait d'établir un corridor dans le Nord de l'Angola qui passe de la Zambie à travers les régions de diamants jusqu'à la région pétrolière de l'Océan Atlantique. La capitale Luanda pourrait bientôt se trouver à la portée de l'artillerie de l'UNITA.[26]

Le mardi 26 janvier, les troupes de l'UNITA occupent effectivement Mbanza-Congo dans la province angolaise Zaïre. L'UNITA affirme avoir tué 118 soldats gouvernementaux et détruit cinq tanks T 62 et trois T 54. La ville a une importance stratégique parce qu'elle peut jouer le rôle de base arrière pour les combattants de l'UNITA dans le Nord et l'Est du pays. Savimbi peut maintenant contrôler une large bande reliant les provinces de Zaïre, Uije, Malanje et Lunda-Norte. L'UNITA opère aussi dans les régions diamantifères de Lunda, dans l'Est de l'Angola. *« Les rebelles cherchent à déstabiliser l'exploitation des diamants »*, affirme le colonel Perreira de l'armée angolaise.[27]

Le gouverneur de la province Zaïre, Ludy Kissassunda, a pu s'échapper de Mbanza-Congo. Arrivé à Soyo, il affirme que les troupes de Savimbi sont accompagnées de rebelles congolais et de mercenaires rwandais et ougandais. Selon lui, le but de l'ennemi est de faire de l'aéroport de Mbanza-Congo un centre qui recevra de grands avions de transport pour assurer un soutien logistique international. Il vise aussi à

prendre Soyo et arrêter le programme gouvernemental de l'exportation pétrolière.[28] Les champs pétroliers se trouvent à 15 kilomètres des côtes, mais peuvent être atteints par l'artillerie et par des navires de combat rapides.[29]

Le cabinet de guerre de dos Santos

La situation dramatique a poussé dos Santos à former un nouveau gouvernement, un cabinet de guerre dans lequel il assume lui-même la fonction de Premier ministre et de chef de l'armée; l'ancien ministre de la Sécurité Intérieure et ami intime du Président, le général Kundi Payama, devient ministre de la Défense. Le conseil des ministres forme une commission permanente chargée des affaires quotidiennes dans le domaine militaire, politique, social et économique pendant toute la «période spéciale» de la guerre. La commission comprend onze ministres (Défense, Affaires étrangères, Intérieur, Plan, Finances, Agriculture, Emploi, Assistance, Administration publique et Territorial) et les trois responsables de l'armée, de la police et de la Banque nationale. La commission permanente dispose d'une sub-commission qui réunit les responsables de la Défense et de la Sécurité et qui assiste le Président.[30]

Le Président dos Santos déclare le 30 janvier: *«La machine de guerre de Jonas Savimbi doit être détruite une fois pour toutes»*.[31] C'est l'annonce d'une guerre totale contre l'UNITA. La guerre pourra déborder sur les alliés africains de l'UNITA qui ont été nommément indiqués: l'Ouganda, le Rwanda, la Zambie, le Togo et le Burkina Faso. Le soutien du Togo et du Burkina à l'UNITA signifie que la France, qui soutient dos Santos pour obtenir le maximum de concessions pétrolières, garde aussi un pied dans le jardin de l'UNITA. Le ministre de la Défense déclare: *«Nous connaissons les pays africains qui se mêlent de nos affaires. Ils devraient être très prudents avec nous. Nous sommes capables de faire des choses qui seraient une surprise pour eux. C'est notre droit de défendre notre dignité, notre patrie et notre souveraineté. Ceci est un avertissement amical»*.[32] Soulignant la dimension régionale de l'offensive qu'il prépare, dos Santos dit: *«Il y a une interaction entre les forces rebelles des trois pays (Angola, Congo-Kinshasa et le Congo-Brazzaville) qui cherchent à donner à leur activité une dimension régionale»*.[33]

Le 1er février, l'UNITA occupe Tomboco, à 130 km du port de Soyo et l'armée angolaise évacue Lufico, juste en face du port de Matadi.[34]

L'UNITA et la contre-révolution en Union soviétique

L'armée privée de Savimbi est maintenant une des armées les plus puissantes de l'Afrique sub-saharienne. *«C'est cette même armée qui devait être démobilisée et démilitarisée par l'ONU»*, écrit Ed Marek.[35]

Selon la déclaration d'un colonel de l'UNITA fait prisonnier, Boaventura Vito Tchingundo, l'UNITA commence à se réarmer en 1996 lorsque des cargos déversent des armes venant de l'Afrique du Sud et du Zaïre de Mobutu. *«L'UNITA recevait ses*

armes via la frontière orientale de l'Angola (avec la Zambie) et par avion de l'Afrique du Sud. Depuis le début de 1996, des armes sont apparues ici. Je veux dire des armes comme les AK-47, des RPG, des mortiers qui venaient du Zaïre. Ces armes étaient enveloppées dans des sacs contenant des vêtements de seconde main.»[36]

L'UNITA dispose aujourd'hui d'au moins 60 tanks T55. Lors de la bataille de Cuito, elle a utilisé des Howitzers D30 de moyenne portée, des Howitzers G5 115 mm, des canons 106 mm, des batteries antiaériennes ZU23 et des orgues de Staline montées sur des camions BM 21. Les armes à longue portée permettent maintenant à l'UNITA de bombarder avec précision sur des distances de plusieurs dizaines de kilomètres.[37]

Ces armes proviennent d'Ukraine et de Bulgarie.[38] Avant la restauration capitaliste, ces pays soutenaient les pays nationalistes africains, dont l'Angola. Maintenant, ils appuient les pires ennemis de l'Afrique et notamment l'UNITA. La contre-révolution dans les pays socialistes a négativement influencé le rapport de forces entre l'Afrique et l'impérialisme.

Les maffias ukrainiennes et bulgares organisent le trafic d'armes pour l'UNITA. Elles se font payer avec les revenus des diamants: le géant sud-africain De Beers aurait, selon *Global Witness*, déboursé 3,7 milliards de dollars pour des diamants livrés par Savimbi depuis 1992.[39] Une autre partie est payée sous forme de concessions de diamants que Savimbi accorde aux maffias trafiquant des armes. L'UNITA a engagé des mercenaires de l'Afrique du Sud et de l'Ukraine pour enseigner les nouvelles tactiques de combat que ces armes imposent et pour former le personnel nécessaire.[40]

Les commerçants d'armes de l'Afrique du Sud, qui à l'époque ont aidé l'UNITA à grandir, continuent à faire le même trafic derrière la façade «démocratique» que leur offre Mandela. Ces trafiquants sud-africains travaillent maintenant en Bulgarie et en Ukraine où ils ont des contacts étroits avec leurs collègues des maffias locales...[41]

David Torkoph, le Président d'Aero Zambia, une compagnie privée, a été arrêté en Afrique du Sud par la police des drogues. Mais il s'est «échappé» le 26 janvier. Il a fui l'Afrique du Sud à bord d'un de ses avions. Torkoph était souvent mentionné dans le trafic d'armes vers l'UNITA. Sa fuite est une des indications sur les complicités dans l'appareil policier sud-africain avec l'UNITA.[42]

L'Angola a déclaré que toutes les armes lourdes de Savimbi sont passées par l'Ouganda, le Rwanda et la Zambie.[43] Le ministre des Affaires étrangères, Venancio de Moura, écrit le 13 janvier à son collègue zambien: *«C'est avec un dégoût profond que je veux vous informer que le gouvernement angolais possède des informations crédibles qui confirment l'implication sérieuse des autorités zambiennes dans le soutien logistique et militaire envoyé au Dr Savimbi en Angola. (...) Le gouvernement angolais exprime avec force sa répulsion et sa condamnation des actes hostiles du gouvernement zambien. Cette affaire constitue une violation flagrante des résolutions sur l'Angola adoptées par notre organisation régionale, la SADC».*[44]

L'issue de la guerre en Angola décidera du sort du Congo

La nouvelle guerre déclenchée par l'UNITA en Angola décidera en grande partie de l'issue de la guerre de résistance au Congo. Le sort du peuple congolais est désormais étroitement lié à celui du peuple angolais.

Un spécialiste en stratégie militaire à Pretoria a dit que *« les stratégies de l'UNITA sont en train de redessiner les contours de la guerre au Congo »*. Trois régiments d'infanterie aéroportés angolais ont déjà du être retirés de la RDC.[45] Si l'Angola est obligé de quitter le Bas-Congo, le front de l'Ouest des agresseurs-rebelles pourrait être réactivé et une nouvelle menace pèserait alors sur Matadi, Inga et Kinshasa.

En effet, de nombreux rebelles, dispersés après les batailles de Kitona, Matadi et Kinshasa ont franchi la frontière et se battent maintenant avec l'UNITA. D'autres errent toujours dans la brousse et pourront se regrouper dès qu'une force rebelle organisée se présente. Un militaire rwandais, Janvier Ngaminze, est arrêté début janvier dans un champ de manioc à 7 kilomètres de Mbanza-Ngungu. Avec cinq autres rebelles, il vagabondait depuis 4 mois dans la brousse. Ancien membre de l'escorte du Président Kabila, il était parmi les Rwandais qui ont détourné des avions pour Kitona.[46]

Mais il y a plus grave. L'indiscipline dans les Forces Armées Congolaises stationnées au Bas-Congo a pris des proportions inquiétantes. Après une inspection à Moanda, le maire de Boma, Nicholson Longo-Nzita, a vivement critiqué des soldats des FAC. Beaucoup de militaires congolais y vivent dans la cité et dans les hôtels, dit-il à l'*ACP*. Ils commettent de nombreux méfaits contre la population civile. Ils ont déserté les camps militaires de Kitona, Banana et Bula Mbemba. Un radar, une antenne de communication et des canons y sont abandonnés.[47]

A Boma même, pendant tout le mois de décembre, des groupes armés en uniforme militaire ont terrorisé la ville. Le bourgmestre a réclamé la présence de la Cour d'ordre militaire dans sa ville pour rétablir la discipline parmi les soldats.[48]

En ce début 1999, la population de Kinshasa et du Bas-Congo aurait tort de croire que la victoire dans la bataille de Kinshasa a assuré la victoire finale. La grave menace venant de l'Angola souligne la nécessité de mettre en place des structures populaires qui ont prouvé leur efficacité lors de la résistance dans la capitale. Les événements récents en Angola incitent d'ailleurs les patriotes congolais à la vigilance par rapport aux « négociations de paix » et autres « interpositions » de l'ONU. En effet, entre 1994 et 1998, l'ONU avait une *« force de maintien de la paix »* en Angola. La Mission des Nations Unies en Angola a compté jusqu'à 7.000 soldats et elle a coûté 1,5 milliards de dollars.[49] Les troupes de l'ONU avaient comme tâche de démilitariser l'UNITA et de démobiliser ses soldats. Mais pendant quatre ans, les contre-révolutionnaires ont pu maintenir plus de 30.000 soldats sous les armes, et bien pire encore, ils ont réalisé un programme colossal de réarmement avec du matériel lourd. Les *« forces de maintien de la paix »* de l'ONU ont tout simplement permis à l'UNITA de se préparer à une grande offensive pour vaincre l'armée angolaise. Museveni et

Kagame ont visiblement appris la leçon. Peut-on dire de même pour Kabila et les nationalistes congolais ?

La plus grande menace pour l'Afrique Centrale

Pierre Bigras a été le premier à mettre en lumière un fait essentiel : le rôle décisif de l'UNITA dans la guerre actuelle en Afrique Centrale.

Il écrit ceci : *« L'UNITA représente la plus grande menace de déstabilisation dans la région. L'organisation de Savimbi pourrait avoir amassé, entre 1994 et 1998, un trésor de guerre de 500 millions de dollars. Aucun pays de la région dispose de réserves financières de cet ordre. La présence de mercenaires ukrainiens laisse entrevoir un intérêt calculé de la part des maffias dans les anciens pays qui constituaient l'URSS. Ces maffias retrouvent dans l'UNITA un partenaire parfait en Afrique. Si la stratégie de l'UNITA visant à couper le pays en deux selon un axe nord-sud devait fonctionner, ses partenaires slaves auraient alors accès à de lucratives concessions diamantaires pour services rendus, mais aussi à une machine à blanchir l'argent sale qui serait sans pareille à l'échelle de la planète. Savimbi et ses partenaires pourraient facilement aspirer le centre diamantaire de Mbuji-Mayi dans leur zone d'influence et devenir la deuxième plus importante organisation dans le commerce diamantaire après la De Beers. »*[50]

Ces informations sur la relance de la guerre civile par l'UNITA suscitent plusieurs remarques.

D'abord, il n'est pas correct de présenter la guerre du Congo comme une agression « des Tutsi » voulant instaurer un « empire hima-tutsi » et comme un affrontement entre « Nilotique et Bantou ». Les grandes bourgeoisies tutsi du Rwanda et de l'Ouganda agissent essentiellement pour le compte des Etats-Unis et elles ont établi une alliance stratégique avec l'UNITA, organisation composée de « Bantou ». Aux aéroports d'Entebbe et de Kigali, il y a de nombreux avions sans immatriculation, ainsi que de gros porteurs provenant d'Ukraine et des Emirats. Cette flotte aérienne a servi ces dernières semaines à transporter des masses énormes d'armes lourdes à l'UNITA et à la rébellion.[51] Dans cette première guerre africaine, il apparaît clairement que ce sont les Etats-Unis qui utilisent des mercenaires noirs angolais, rwandais et ougandais pour recoloniser le Congo et l'Afrique centrale.

Deuxième remarque. Nous avons écrit en 1990 que la restauration du capitalisme en Union soviétique causera dans ces pays des désastres qui auront nécessairement des répercussions terribles pour l'ensemble du tiers monde. Aujourd'hui, la production industrielle en ex-URSS a chutée de 60%. Plus de 40% de l'économie est aux mains de 5.000 organisations criminelles. Ces maffias ont émergé sous l'impulsion de la politique américaine et elles font maintenant la liaison avec l'UNITA, cette autre maffia mise sur pieds par la CIA. Le capitalisme mondial traverse une nouvelle phase dans sa crise générale et il est devenu extrêmement sauvage, criminel et maffieux. De la Russie en Afrique Centrale en passant par l'Est asiatique, le capitalisme

plonge des centaines de millions d'êtres humains dans la misère, la violence et la terreur, recouvrant tout cela sous des discours mensongers sur «la démocratie, la liberté et les droits de l'homme» que ce système inhumain prétend incarner.

Trois. Bigras reprend à Colette Braeckman le chiffre des «économies» que le seigneur de guerre Savimbi a pu réaliser: 500 millions de dollars! Connaissant l'extrême pauvreté du Rwanda et de l'Ouganda, Bigras affirme que seule l'UNITA dispose d'un trésor de guerre suffisant pour financer l'effort militaire de ces deux pays.[52] Les différentes sources qui permettent aux agresseurs de payer leur guerre d'agression sont maintenant au nombre de cinq: le soutien des Etats-Unis; les fonds de l'UNITA; les versements du FMI et de la Banque Mondiale; l'argent des mobutistes; et finalement l'or, le diamant et les autres richesses pillées au Congo.

Quatre. Les indications de Bigras concordent avec des informations qui nous sont parvenues: les rebelles ont en janvier 1999 profondément infiltré Mbuji-Mayi et, en coordination avec l'UNITA, ils se préparent à attaquer la ville diamantaire. Un ami congolais qui enseigna fin 1998 à l'université de Butare, au Rwanda, y retrouva parmi ses étudiants un major de l'armée qu'il avait connu jadis comme élève à Bukavu. Le militaire lui dit qu'il a été nommé chef de l'état-major adjoint des troupes chargées de prendre Mbuji-Mayi, déjà complètement infiltrée, et que l'APR la prendrait vers la mi-février 1999... La prise de Mbuji-Mayi mettrait l'essentiel de la production diamantaire angolaise et congolaise aux mains de l'UNITA et de la bourgeoisie tutsi rwandaise.

Mugabe sous le feu de la «Société Civile» pro-américaine

Ce qui se passe au Zimbabwe mérite également une attention particulière.

Les Américains et leurs amis anglais y financent depuis de longues années des groupes de la «Société Civile»: ONG liées à l'Occident, Eglises et sectes pentecôtistes, organisations de droits de l'homme, syndicats, associations d'étudiants, journaux «indépendants», etc. De séminaires en voyages d'études à l'étranger, l'élite de ces organisations se rassasie de l'idéologie «démocratique» que les maîtres du monde leur ingurgitent.

A quoi sert ce travail de formation et de philanthropie?

Aveugles devant les plans de conquête de l'Afrique que développent leurs «mentors» américains, incapables de voir vers quels désastres l'impérialisme précipite toute l'Afrique Centrale et Australe, les braves gens de la «Société Civile» zimbabwéenne se transforment en agents actifs du néocolonialisme. Comme les économistes dans le mouvement ouvrier, ils s'agitent devant les petits intérêts immédiats et oublient les perspectives d'ensemble. Ils prétendent que le Zimbabwe a déjà assez de problèmes, que l'économie va mal, que tous les prix augmentent et qu'il est criminel de «gaspiller» de l'argent pour une guerre lointaine au Congo qui ne concerne pas le Zimbabwe. Et ils se mobilisent pour le retrait des troupes du Congo. Ils se font les complices de l'impérialisme américain et de ses plans de recolonisation économique, politique et militaire de l'Afrique.

A Harare, la «Société Civile» se lance dans de véritables provocations. *The Standard*, un hebdomadaire de la presse privée, affirme le 11 janvier 1999 que 23 militaires zimbabwéens ont été arrêtés le 17 décembre pour tentative de coup d'Etat. Le journal affirme que plusieurs officiers supérieurs, dont un colonel et un ministre seraient impliqués, mais qu'ils n'ont pas été interrogés par crainte du chaos que cela provoquerait. *The Standard* écrit que le moral des troupes zimbabwéennes est très bas, que la plupart des soldats ne veulent pas risquer leur vie au Congo, que l'armée est divisée sur une base régionale et tribale et que récemment des soldats ont refusé pendant une semaine d'aller au combat. Les officiers supérieurs sont devenus des hommes d'affaires qui pensent à leur business et non pas à l'armée.[53]

Dans un pays en guerre, l'article publié par *The Standard* relève de la propagande ennemie, il a clairement l'intention de soulever une partie de la population contre des mesures que le gouvernement estime vitales pour l'indépendance et la souveraineté du Congo, du Zimbabwe et de toute l'Afrique Centrale. Indépendamment du fait que certaines informations peuvent être partiellement véridiques, le gouvernement zimbabwéen devait réprimer cette intoxication. Lorsque les Etats-Unis et l'Angleterre étaient en guerre avec les puissances fascistes, ils ne permettaient pas non plus à leur «presse libre» de mener une agitation subversive de ce genre.

Le ministre de la Défense, le camarade Mahachi, a réagi en déclarant: *«Cette histoire n'a aucun fondement. De telles allégations relèvent de la trahison. De tels journalistes ne sont pas différents des rebelles que nous combattons».*[54] *«Ces médias sans scrupules sont des menteurs corrompus, avides de faire de l'argent à tout prix, comme des mercenaires qui ont l'intention cruelle de détruire avec la plume. Le gouvernement peut être obligé de prendre les mesures nécessaires pour protéger le public, les forces armées et le droit à connaître la vérité.»*[55]

Le secrétaire à l'Information, le camarade Willard Chiwewe, a fait certaines déclarations fort pertinentes à propos de la presse privée locale et de la «grande» presse internationale. *«L'information sur le Zimbabwe est fabriquée et manipulée pour en faire une arme mortelle pour notre destruction. Les victimes ciblées de cette attaque: notre sens de fierté et de confiance en tant que nation, gouvernement et citoyens de ce pays. Ils voient déjà le Zimbabwe sous un nouveau gouvernement fantoche, qui sert des intérêts étrangers au détriment de ses propres citoyens. (...) La politique de la terre a été la cause fondamentale de cette attaque. Notre gouvernement a dit: "la terre au peuple", et nous avons pu noter que chaque gouvernement qui est nationaliste et défend la propriété de la terre, devient un ennemi. L'existence d'un gouvernement qui a un caractère nationaliste fort, était le seul obstacle à la recolonisation de ce pays. Son élimination devient par conséquent une obsession pour ceux qui veulent piller les richesses du Zimbabwe. (...) Le ministère de l'Information a le mandat pour diriger la défense de la nation contre le chantage, la falsification et la désinformation. Nous avons besoin de chaque Zimbabwéen authentique pour rejoindre la croisade contre la guerre néocoloniale dans laquelle*

l'information est le missile létal et la technologie de l'information est le porteur de cette charge explosive.»[56]

Le journaliste Ray Choto et l'éditeur Chavunduka ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur l'article incriminé. Ils affirment avoir été battus par la police militaire avec des bouts de bois et torturés par des chocs électriques.[57] Le gouvernement a nié les accusations. Cette affaire a déclenchée une nouvelle mobilisation des anciennes forces colonialistes et de la nouvelle bourgeoisie pro-anglo-américaine.

Trois des cinq juges de la Court Suprême ont exigé le 30 janvier que Mugabe se prononce publiquement sur cette affaire d'arrestation illégale et de torture. Cette prise de position politique apportait bien sûr de l'eau au moulin de la «Société Civile» pro-occidentale. Le même jour, le Congrès Zimbabwéen des Syndicats étudiants se divisait: son Président ayant soutenu l'aide militaire au Congo, son secrétaire général déclara: *«Nous estimons que l'armée nationale n'a rien à faire au Congo. Nous ne pouvons pas nous permettre des aventures politiques douteuses sans importance stratégique, politique ou économique».*[58]

Mugabe a répondu aux juges que selon la constitution, ils n'ont aucun droit de donner des instructions au Président et qu'il serait indiqué qu'ils quittent la magistrature pour se lancer ouvertement dans l'action politique. Il a également dénoncé la presse privée, des «gardiens» des droits de l'homme et certains agents anglais qui sapent la loyauté des institutions comme l'armée. Mugabe a déclaré également que certains Blancs du Zimbabwe, des propriétaires de journaux et activistes des «droits de l'homme», tentent de déstabiliser le gouvernement.[59]

L'Etat zimbabwéen a heureusement gardé le monopole de la télévision et de la radio, mais quelques journaux privés attaquent le gouvernement nationaliste avec une violence extrême. Le ministre de l'Information, Chen Chimutengwende, déclare: *«Nous avons permis le fonctionnement de médias indépendants dont le but n'est pas de diriger une affaire commerciale mais de détruire le pays. Nous savons que certains médias privés sont financés par des Rhodésiens d'extrême droite, d'anciens colons, et par des fascistes internationaux».*[60]

Au moment de l'arrestation des journalistes de *The Standard*, 2.000 personnes manifestent à Harare. *«La plupart étaient des gens appartenant à l'échelon supérieur et intermédiaire de la classe moyenne, des cadres, avocats, journalistes.»*[61] C'est effectivement parmi les couches supérieures de la petite bourgeoisie qu'on retrouve des partisans fanatiques de la «démocratie» néocoloniale: ils y voient l'occasion de s'emparer de postes dans l'appareil d'Etat et de se transformer en grands bourgeois.

En ce mois de janvier 1999, il n'est pas certain que Mugabe pourra encore longtemps maintenir ses troupes au Congo face à cette agitation réactionnaire. Et pourtant, ce sont elles qui portent aujourd'hui le poids essentiel de l'effort de guerre à l'Est du Congo. Si les Forces angolaises devaient également se retirer pour combattre les offensives de l'UNITA, la situation du Gouvernement de Salut-Public au Congo deviendrait très précaire.

Victoire totale ou défaite totale ?

Je suis retourné à Kinshasa le 15 décembre 1998, trois mois et demi après la guerre de Kinshasa. Mon ami Joris De Winter a passé les jours dramatiques qui précédaient l'attaque – sans électricité et sans eau – à Kin ; il était stoïquement resté à son poste lors des « Trois Glorieuses » du 26, 27 et 28 août, quand les jeunes traquaient les agresseurs et rebelles. Il a vécu sur place les journées les plus passionnantes de l'histoire récente qui se faisaient encore sentir trois mois plus tard, à mon arrivée. C'est pendant ce séjour que j'ai eu les entretiens les plus intéressants avec de nombreux nationalistes.

J'ai passé la nuit de la nouvelle année à écrire un long rapport au Président Kabila.

Dans ce pays désorganisé, on ne savait jamais si un courrier destiné au Président était effectivement arrivé ou s'il avait été déchiré, détourné, oublié ou perdu en cours de route. Mais cette fois-ci, j'ai reçu à la mi-janvier 1999 un coup de téléphone inattendu. L'homme parlait lentement et j'ai dû demander deux fois son nom avant de me rendre compte que c'était le Président Kabila. Il venait de lire mon rapport et il m'en remercia chaleureusement, il l'avait trouvé fort intéressant.

Mais signalons que trois mois après cette agréable surprise, j'en ai eu une autre qui l'était moins. Dans son édition du 22 avril 1999, le journal *Pot-Pourri*, très engagé dans le combat contre Kabila, publia l'essentiel de mon rapport sous le titre criard : *« Document exclusif – Triste fin d'une révolution mal conçue, mal planifiée, mal appliquée, conseillée par un piètre politique belge. Ludo Martens et les CPP creusent la tombe de Kabila... »*

Que le *Pot-Pourri* ait pu obtenir une copie de ce document était déjà étrange... Le journal qui se dit satirique a voulu éclaircir ses lecteurs sur la portée exacte de mon texte en l'introduisant dans ces termes : *« Le "marginal" belge se moque de Mzee en lui conseillant de bafouer les droits de l'homme. (...) Semblable au tristement célèbre juif Bob Asties, conseiller du sanguinaire Amin Dada en Ouganda, Ludo Martens, agitateur communiste et nostalgique du système qui a conduit l'Union soviétique à la débâcle économique et sociale, est complètement déconnecté des réalités et des impératifs de la gestion d'un Etat moderne dans une structure internationale mondialisée. (...) Dans ce texte, le maître belge demande à son élève, l'ancien colonisé et "nationaliste" Benyame Raoul, (alias L.D. Kabila), de ne pas suivre les campagnes de paix, de négociations, de non-violence et du respect des droits de l'homme menées par les cercles religieux et autres Organisations Non Gouvernementales. Les recommandations de Ludo Martens sont observées à la lettre par les "nationalistes" au regard de la mission du Gouvernement de Salut-Public qui s'engage à "tout faire pour bouter dehors les agresseurs" et de la manipulation de l'opinion publique par la télévision nationale. »*[62]

Cette prose donne le ton hystérique que prend parfois l'agitation menée par les partisans de l'ordre mobutiste. Voici donc dans son intégralité le rapport adressé à Mzee Kabila.

La guerre de résistance nationale au Congo

Rapport au Président Kabila
31 décembre 1998 – 1er janvier 1999

Enjeux nationaux et panafricains

Ce qui m'a frappé au cours des deux semaines que je viens de passer à Kinshasa, c'est l'atmosphère d'insouciance. Je n'ai presque jamais eu l'impression que le pays était en guerre, qu'une bataille décisive se déroule à l'heure actuelle qui décidera non seulement de l'avenir du Congo, mais aussi de celui de toute l'Afrique Centrale, voire de l'Afrique entière. Les Kinois parlent parfois de la guerre au passé, comme si la première bataille de Kinshasa, fin août – début septembre, avait déjà décidé de l'issue de la guerre. Ni la télévision nationale, ni les télévisions et journaux privés, ne mobilisent la population pour les durs efforts qui seront nécessaires pour arracher la victoire.

Apparemment, les enjeux nationaux et africains de cette guerre ne sont pas suffisamment compris et expliqués pour mobiliser le peuple. Or, dans cette guerre, un peuple insuffisamment mobilisé et préparé sera tôt ou tard défait.

Au niveau national congolais, la victoire des agresseurs et de leurs maîtres américains aura comme conséquence une domination totale de l'impérialisme sur le Congo, dans des formes encore plus cruelles que la domination mobutiste de novembre 1965 à mai 1997. La victoire des agresseurs mènera à une domination impérialiste renforcée pour trois raisons. D'abord, parce que la défaite du nationaliste Kabila serait la victoire de la coalition des agresseurs rwandais et ougandais, des rebelles et des familles mobutistes et tshisekedistes dont les rebelles sont membres. Ensuite, parce que la victoire des agresseurs sur l'ensemble du territoire causera des destructions invraisemblables et une terreur contre-révolutionnaire sanglante, ce qui affaiblira encore plus les moyens de résister à la recolonisation. Finalement, parce qu'un gouvernement issu d'une victoire des agresseurs sera un gouvernement divisé entre les différentes cliques pro-impérialistes, un pouvoir faible et de type fédéraliste qui permettra à l'impérialisme de contrôler plus facilement le cuivre, le diamant, le cobalt et l'électricité et qui permettra à l'Ouganda et au Rwanda d'exercer une tutelle de fait sur le Kivu et la Province Orientale.

Mais la guerre d'agression dirigée par les impérialistes, ne vise pas uniquement à détruire le mouvement nationaliste au Congo. C'est la première guerre contre-révolutionnaire panafricaine: l'impérialisme, principalement américain, veut porter un coup décisif non seulement au gouvernement nationaliste congolais, mais aussi aux gouvernements angolais, zimbabwéen et namibien. Cette guerre va décider du sort d'au moins six ou sept gouvernements et de l'avenir de l'Afrique Centrale et Australe pour les deux décennies à venir.

Le peuple congolais doit donc comprendre que sa guerre patriotique est d'une importance décisive non seulement pour son propre avenir, mais aussi pour l'avenir de toute l'Afrique Centrale et Australe.

Guerre militaire, politique et psychologique

Les agresseurs rwando-ougandais et leurs maîtres américains ont une détermination farouche à utiliser tous les moyens de la guerre militaire, politique et psychologique pour triompher. On ne sent pas du tout une même détermination du côté congolais. Pourtant, la détermination peut décider de l'issue d'une guerre.

L'information au Congo n'est pas à la hauteur des enjeux. Très peu est fait pour que le peuple comprenne que les ennemis s'engagent dans une guerre d'agression avec la détermination d'aller au bout et de renverser le gouvernement nationaliste de Kabila.

Les armées ougandaise et rwandaise ont une grande expérience, tant de la guerre de guérilla que de la guerre régulière, et leurs services de renseignements militaires sont très performants. Elles avancent par vagues : elles lancent des attaques bien préparées et décisives, puis elles mènent des campagnes de « paix » et de « négociations » dans le but de consolider leurs positions et d'endormir l'adversaire avant de lancer de nouvelles offensives. Coté agresseurs, les services de guerre psychologique utilisent aujourd'hui trois tactiques pour miner la détermination du peuple congolais à se défendre.

Un : sous couvert de prêches religieux, ils prônent la non-violence et l'amour pour ses adversaires.

Deux : utilisant des ONG payées par les puissances impérialistes, ils prônent la paix, les «droits de l'homme», la négociation avec l'occupant et la réconciliation avec ses agents. Ce n'est pas un hasard si elles refusent d'utiliser leur argent pour venir en aide aux populations martyrisées dans les territoires occupés, pour prêcher leurs «droits de l'homme» là où des Congolais se font massacrer par dizaines de milliers. C'est dans les territoires libres qu'elles financent des colloques et des séminaires pour détruire la volonté de résister et de vaincre.

Trois : prenant appui sur la misère et les conditions de vie extrêmement difficiles des Congolais dans les territoires libres, les agents de l'ennemi prêchent le désespoir et l'esprit de capitulation et répandent l'idée que sous Mobutu, la situation était meilleure.

Cette guerre subversive, cette guerre psychologique doit être combattue de façon implacable. Ceci est une tâche d'information et de combat politique qui est aussi décisive que l'effort militaire proprement dit. Or, au Congo, on ne sent nullement un effort systématique et déterminé pour contrer la guerre psychologique et politique de l'adversaire ; au contraire, on a l'impression d'une insouciance et d'un laisser-aller dangereux.

On entend des gens du peuple dire : « Nous connaissons trop de misère et de faim aujourd'hui, il faut que Kabila négocie pour que cette guerre cesse ». Nous ne comprenons pas pourquoi le gouvernement congolais ne mène pas une campagne offensi-

ve pour contrecarrer cette propagande ennemie qui s'infiltre dans le peuple. En juin-juillet 1997, la situation commençait à s'améliorer. L'introduction du franc congolais fut un succès. Les impérialistes ont compris alors qu'il fallait frapper fort pour empêcher que le Congo se redresse en comptant sur ses propres forces. Ils ont provoqué délibérément cette guerre pour empêcher la reconstruction du Congo. La coalition américano-rwando-ougandaise-rebelle et mobutiste est entièrement responsable de la misère actuelle et de la dévaluation du franc congolais; elle a consciemment provoqué la misère et la dévaluation dans l'intention de détruire le mouvement nationaliste congolais. La misère actuelle doit inspirer chez chaque Congolais patriote une haine implacable contre ceux qui ont organisé cette agression criminelle, comme elle doit inspirer une détermination à combattre et défaire ces ennemis jurés de la nation.

On ne devrait jamais parler de «négociations» sans expliquer que l'ennemi est déterminé à renverser le gouvernement nationaliste, à rétablir le néocolonialisme dans toute sa vigueur et qu'il parle uniquement de «négociations» dans le but de semer des illusions et de paralyser l'effort de la guerre de résistance. Le seul point qui peut être négocié avec un agresseur aussi cruel est le retrait immédiat et inconditionnel de ses troupes.

Dans une guerre de résistance, les porte-parole de la capitulation, du défaitisme et de la non résistance doivent être combattus pour ce qu'ils sont: un détachement spécialisé des agresseurs et ils doivent être mis hors d'état de nuire. On ne peut pas vaincre dans une guerre de résistance nationale si on laisse les ONG, contrôlées par certaines puissances impérialistes, mener leurs campagnes défaitistes pour la «paix», la «réconciliation», la «solution négociée».

La détermination de vaincre à tout prix

Dans une guerre de l'importance de celle menée par le Congo pour son indépendance et sa souveraineté, il n'y a que deux issues: la victoire ou la défaite. On ne peut pas être victorieux dans une telle guerre sans avoir la détermination d'arracher la victoire totale. Or, apparemment certains responsables n'y croient pas et contribuent à développer le climat de laisser-aller et de défaitisme. Pour réellement marcher sur la voie de la victoire dans une guerre de longue durée, comme vous l'avez si bien expliqué le 31 décembre 1998, il faudra un changement de cap déterminé.

Nous avons entendu à plusieurs reprises de la part de militants nationalistes et de révolutionnaires cette remarque: *«Le Président Kabila et les autorités nationalistes doivent prendre conscience des facteurs qui sont en train de conduire le Congo à la défaite militaire. La situation est en train de se dégrader. Il y a comme une insouciance suicidaire. Un sursaut est nécessaire.»* Un journaliste éminent nous disait: *«Il faut que Kabila se rende compte de la catastrophe qui menace. Autour de lui, il y a trop de gens qui ne pensent qu'aux jouissances, qui sont incompétents et qui n'ont pas le moindre esprit révolutionnaire nécessaire pour affronter la grave situation que nous connaissons aujourd'hui. Les mobutistes sont en train de revenir et ils nar-*

guent les nationalistes. Maître Mutombo peut déclarer ouvertement dans La Référence Plus *que "Nous, les mobutistes, devons revenir au pouvoir". Sa fille fut la maîtresse de James Kabarehe. Le journal* La Référence Plus *a fait pendant un temps une ouverture vers Kabila. Mais il a trouvé plus de suivi, d'argent et de cohérence chez les mobutistes. Le directeur a fait un voyage dans plusieurs pays européens, il en a ramené une imprimerie de 40.000 dollars. Qui paie tout cela ? Les autorités semblent aveugles devant l'ampleur des complots qui se trament. »*

Pour vaincre, il faut qu'à la tête de l'Etat se trouvent uniquement des hommes et des femmes animés de la volonté de gagner la guerre coûte que coûte et qui se dévouent entièrement à cette tâche. L'expérience de la plus grande guerre que le monde a jamais vue, la guerre de résistance patriotique de l'Union soviétique contre les agresseurs nazis, est très significative à ce propos. Si le pouvoir est infiltré par des ennemis et des forces hostiles, si le pouvoir est affaibli par la présence d'opportunistes qui ne croient pas en la victoire, qui combattent sournoisement la mobilisation, qui cherchent leurs propres intérêts au détriment de ceux de la nation, la défaite est inévitable. Ce n'est qu'en écrasant les ennemis infiltrés et en écartant les opportunistes que l'Union soviétique a pu mobiliser toutes ses énergies pour la victoire.

Tout pour bouter dehors les agresseurs, tout pour la victoire

Dans la situation actuelle, la politique congolaise manque de clarté dans l'orientation de l'effort principal. Elle n'est pas ciblée.

Pour gagner la guerre de résistance nationale, tous les aspects de la vie nationale doivent être réorganisés d'après le mot d'ordre principal: *« Tout pour bouter dehors les agresseurs, tout pour la victoire ».*

1. Le gouvernement doit être un gouvernement de résistance nationale, un gouvernement de guerre nationale où chaque ministre doit apporter sa contribution à la guerre et fixer ses priorités pour servir la guerre.
2. L'éducation et l'information doivent être faites chaque jour selon ce mot d'ordre.
3. Il faut mener des luttes politiques et idéologiques pour combattre et éliminer la trahison et la capitulation.
4. Il faut mobiliser toutes les forces patriotiques prêtes à réaliser le mot d'ordre « Tout pour la victoire contre les agresseurs ».
5. Il faut organiser les masses populaires dans des Comités de Défense Populaire pour que le peuple participe réellement à la guerre. Ils seront la base pour le recrutement d'une nouvelle armée populaire et révolutionnaire.

Aujourd'hui, la télévision nationale ne reflète pas la situation d'un pays en guerre qui se trouve devant un défi historique. Il faudrait une programmation qui soit complètement révisée en fonction de la guerre. Chaque jour des témoignages de Congolais venant des territoires occupés. Des témoignages de militaires qui ont accompli des exploits dans le combat. Des débats et des analyses sur l'évolution de la guerre, sur ses enjeux, sur les stratégies des grandes puissances, sur la stratégie et les tactiques du

Rwanda et de l'Ouganda. Des émissions sur l'expérience de la guerre populaire. Les activités de détentes comme les matchs de football ou les concerts devraient réserver une partie de leurs recettes pour récompenser des militaires blessés au combat.

Dans cette optique, il nous semble que des discussions comme celles sur la Constitution, sur la libéralisation des partis et sur les élections détournent l'attention de la question cruciale qui est la mobilisation totale pour la guerre. Des personnes qui veulent saboter la résistance nationale, s'agitent autour de la Constitution et des élections à venir, sachant très bien que si le Congo perd la guerre, tout cela sera balayé.

Nous sommes d'avis que la libéralisation des partis politiques est incompatible avec la poursuite de la guerre de résistance nationale. Le Gouvernement de Salut-Public avait demandé deux ans pendant lesquelles les activités politiques seraient mises en veilleuse, pour que toutes les forces puissent être consacrées au rétablissement de l'Etat et à la reconstruction. Sans la guerre d'agression, le gouvernement aurait tenu cette promesse. Seulement, les forces hostiles au redressement du Congo ont décidé de lancer cette guerre dévastatrice qui bouleverse les données fondamentales. Aujourd'hui, il ne s'agit pas de libéraliser les partis et de faire des élections, mais d'assurer les conditions élémentaires de l'indépendance et de la souveraineté. Bref, il faut concentrer toutes les forces pour gagner la guerre et ne pas se laisser distraire par des manœuvres de diversion.

La libéralisation des partis politiques rendra impossible l'organisation d'une guerre populaire prolongée. La libéralisation des partis, c'est le retour à la démocratie néocoloniale où toutes les parties liées à l'impérialisme s'agitent pour s'emparer des meilleurs postes dans l'appareil d'Etat. Pendant sept ans, cette démocratie néocoloniale a démobilisé et démoralisé le peuple. Elle a conduit en novembre 1996 – avril 1997 à la réconciliation entre Tshisekedi et Mobutu...

Tous les partis néocoloniaux de la Conférence Nationale savent qu'ils ont plus de chance de partager «le gâteau» après la victoire des rebelles. En effet, ils ont adopté un programme commun avec eux: l'élimination du Gouvernement de Salut-Public; l'organisation d'une Table Ronde à laquelle participeront tous les partis néocoloniaux; la constitution d'un gouvernement d'unité nationale sans exclusives. Le but est de marginaliser Kabila et les nationalistes dans un gouvernement dominé par les mobutistes, tshisekedistes et rebelles, pour ensuite éliminer les kabilistes du gouvernement et retourner à un gouvernement néocolonial de type CNS.

La libéralisation des partis signifiera en réalité l'organisation d'un deuxième front des rebelles, l'ouverture d'un front politique œuvrant pour l'ennemi dans les territoires libres. L'agitation et les provocations des partis néocoloniaux rendront impossible l'organisation de la guerre populaire. D'abord, les impérialistes et leurs moyens de propagande soutiendront à fond les forces politiques qui prêchent les «négociations» avec l'ennemi et l'alliance avec les rebelles. Les provocateurs au service du néocolonialisme chercheront à avoir quelques «martyrs» pour que l'impérialisme puisse commencer de nouvelles campagnes contre Kabila sur le thème des «droits de l'homme». Le peuple sera distrait par les intrigues politiciennes, il sera divisé derriè-

re tel ou tel dirigeant néocolonial et il ne pourra nullement se mobiliser et s'unir pour la résistance nationale.

En plus, l'agitation des partis néocoloniaux influencera négativement le moral des militaires au front. Les espions et agents rwandais et ougandais auront toute liberté pour intensifier leurs activités en s'intégrant dans les différents partis. La libéralisation des partis néocoloniaux serait suicidaire pour le gouvernement nationaliste et pourrait conduire à la défaite.

Mobiliser les révolutionnaires, mobiliser le peuple

La guerre a renforcée la confiance du peuple congolais dans vos capacités à sauver le Congo. Le peuple a apprécié votre appel à la guerre du peuple et vos efforts personnels tant sur le front intérieur que sur celui des alliances africaines et de la diplomatie.

En même temps, le peuple a observé que plusieurs responsables politiques ont pris la fuite ou se sont cachés aux moments cruciaux. Il y a une opinion largement répandue que vous êtes pratiquement seul et qu'à part vous et quelques compagnons, il n'y a que la masse qui veut un changement profond de la société. Un cadre de l'AFDL nous dit: *« Kabila est notre seul atout. Il aurait pu se noyer dans son entourage, mais il est resté fidèle à lui-même, il est resté anti-impérialiste. Mais nous avons l'impression que son entourage l'enferme dans un carcan. Kabila doit se débarrasser des flatteurs qui ne lui disent jamais la vérité, qui lui rendent impossible de connaître la réalité, l'opinion réelle des masses nationalistes. Son meeting à Ndjili, après l'agression de Kinshasa par les rebelles, a été très apprécié par la population. Mais son service de sécurité a tout fait, jusqu'au dernier moment, pour que Kabila n'aille pas rencontrer les gens qui ont fait la défense à Ndjili. Soi-disant, elle ne pouvait pas garantir sa sécurité. Il y a des gens qui font tout pour couper Kabila de sa base populaire et des révolutionnaires. Il faudrait qu'il descende plus souvent dans le peuple: seule l'unité entre Kabila et le peuple peut sauver le Congo ».*

Les gens disent souvent que les discours et les décisions du Président sont justes, mais qu'il n'y a jamais de suivi. Il n'y a pas de relais, il n'y a presque pas de cadres qui sont décidés à réaliser à tout prix les orientations que vous donnez.

Des révolutionnaires revenus de l'Angola et de Suisse me disaient: *« Nous ne sommes jamais arrivés à discuter directement avec Kabila. C'est avec désespoir que nous voyons approcher le jour où les impérialistes tueront Kabila juste comme ils ont tué Lumumba. Ils sont en train de faire minutieusement tous les préparatifs pour y arriver. Nous, révolutionnaires que nous sommes, nous avons été exclus de ce pouvoir et nous serons les premières victimes d'une contre-révolution... Qu'est-ce que nous pouvons faire ? Nous ne pouvons pas critiquer ce pouvoir qui est le nôtre, mais en même temps nous ne pouvons pas nous faire entendre de lui... »*

Mon ami Justin Bitakwira, le responsable de la *Défense civile et populaire* de l'AFDL nous disait: *« Les impérialistes américains et européens ont déjà décidé la chute de Kabila. On ne peut pas avoir la moindre illusion là-dessus. Le pouvoir est*

en train d'échapper à Kabila, nous voyons qu'il se noie. Le pouvoir de Kabila ne peut se maintenir qu'en tant que pouvoir révolutionnaire. Nous, le peuple révolutionnaire, sommes les seuls à pouvoir sauver le pouvoir nationaliste. Il faut que Kabila change vite de cap pour se sauver et pour nous sauver».

Le Congo peut toujours gagner la guerre, parce qu'il y a de grandes réserves dans le peuple. Les masses veulent réellement se mobiliser pour la défense de la nation et pour le développement. Elles attendent surtout un encadrement révolutionnaire et compétent. Le pouvoir nationaliste doit prendre la décision de rechercher et de regrouper tous les révolutionnaires qui veulent se sacrifier pour la cause nationale, qui ne cherchent ni postes, ni enrichissement. S'il y a une telle initiative, on verra que des milliers d'organisateurs se lèveront au sein du peuple. Je soutiens les voix qui disent que Kabila doit se rapprocher de sa base nationaliste et surtout de la jeunesse qui n'a pas encore des intérêts patrimoniaux et qui peut se consacrer à une vie de sacrifices. Beaucoup d'anciens ont adopté depuis des dizaines d'années des habitudes, des conceptions, des attitudes qu'ils ne changeront plus. Quand vous parlez d'une longue guerre, vous avez besoin, pour la faire, de jeunes qui veulent consacrer leur vie à la révolution. En Chine, la révolution nationale et démocratique a commencée avec des jeunes comme Mao qui avaient 20-30 ans. La voie du salut a déjà été tracée par la vie même, et notamment lors de la guerre populaire dans les quartiers de Kinshasa. Beaucoup de cadres révolutionnaires, entre autres ceux qui ont dirigé la résistance populaire, insistent pour que vous puissiez les rencontrer en groupe et écouter la voix de cette base qui a sauvé Kinshasa.

Résistance et Comités de Défense Civile et Populaire

De façon spontanée, à votre appel et souvent avec très peu d'encadrement, le peuple s'est organisé par quartier, par rue pour organiser la vigilance, pour dépister, arrêter et liquider les agresseurs. On peut dire que c'est le petit peuple qui a sauvé le Gouvernement de Salut-Public. Ceci prouve bien que le pouvoir nationaliste ne pourra pas se sauver sans s'engager dans la voie de la révolution populaire. La première expérience de la guerre populaire à Kinshasa a une signification exceptionnelle pour tout le déroulement de la guerre. Mais elle n'est que le début, le premier pas.

Or, chose invraisemblable, cet effort populaire n'a rencontré que peu d'intérêt ou de sympathie de la part des autorités. Dans aucun quartier, un effort a été fait pour réunir les dirigeants et les combattants de la défense populaire. En plus, laisser à l'abandon ceux qui ont sauvé Kinshasa, peut avoir des conséquences dramatiques. Si ces jeunes se découragent, les conséquences lors de nouvelles opérations des rebelles pourraient être catastrophiques.

C'est seulement dans des réunions regroupant tous les résistants, que les mérites des uns et des autres peuvent être découverts. C'est seulement ainsi qu'on peut connaître les dirigeants que les masses ont effectivement reconnus et suivis, et comprendre le jeu des imposteurs qui s'approprient les actions et les mérites des autres. Il

n'est pas trop tard pour regrouper et organiser les jeunes qui ont organisé la résistance populaire. Cette tâche s'impose de façon urgente. La guerre est loin d'être terminée, les agresseurs peuvent toujours revenir jusqu'à Kinshasa. L'expérience de l'organisation permanente des Comités pour la Défense Populaire à Kinshasa sera aussi un modèle pour les populations dans les territoires occupés.

A partir des assemblées qui feront le bilan de la résistance, quartier par quartier, peut naître une nouvelle organisation de masse, qui constituera la base réelle d'une Alliance Anti-Impérialiste renouvelée. L'expérience de la guerre populaire peut insuffler une nouvelle vie à l'Alliance des Forces Démocratiques de Libération qui se trouve toujours dans une impasse. L'expérience de l'organisation de la défense populaire montre le chemin tout tracé pour son renouveau et sa rectification. Le salut ne peut pas venir des réunions entre quatre murs, mais de l'expérience vécue par des militants en chair et en os sur le terrain.

Pour exécuter les tâches qui leur sont attribuées par les autorités, les Comités de Défense Populaire doivent être organisés de façon démocratique pour éviter la manipulation et la démobilisation qui ont caractérisé l'AFDL. En effet, comment empêcher que des individus s'emparent de postes dans le seul but de s'enrichir et de «monter» dans l'appareil d'Etat? Pour dépister les imposteurs, les carriéristes, les infiltrés et les chercheurs de postes, le contrôle d'en haut est impossible sans le contrôle préalable d'en bas. Seule la vigilance des militants peut empêcher l'organisation de tomber entre les mains de magouilleurs et de démobilisateurs.

C'est uniquement en mobilisant les militants pour qu'ils jugent la contribution de chacun qu'on peut découvrir et promouvoir les éléments dévoués et révolutionnaires, évaluer avec objectivité les mérites de chacun et créer une organisation véritablement révolutionnaire et dynamique.

A l'heure actuelle, six tâches s'imposent d'emblée aux Comités de Défense Populaire.

1. Organiser la vigilance contre les nouvelles infiltrations de l'ennemi.
2. Préparer la défense populaire et la guerre populaire pour l'éventualité d'une nouvelle attaque.
3. Mener la lutte dans le domaine de la guerre politique et psychologique pour contrecarrer la subversion ennemie.
4. Soutenir la résistance et la guerre populaire dans les territoires occupés, y envoyer des cadres et militants.
5. Centraliser les besoins, les revendications et les opinions des masses pour qu'elles puissent s'engager à fond dans l'effort de guerre.
6. Aider les populations à réaliser certaines initiatives pour assurer leur survie.

La perspective de la démocratie populaire

Les Comités de Défense Populaire, qui répondent à un besoin urgent et vital du peuple, peuvent en même temps constituer une initiative d'importance stratégique

pour l'organisation d'une démocratie populaire, opposée à la «démocratie» néocoloniale. Cette démocratie «classique» est l'œuvre de politiciens «chercheurs de postes» qui servent l'impérialisme et la grande bourgeoisie compradore locale. L'impérialisme leur procure fonds, moyens et publicité, puis finance leurs séjours à l'étranger destinés à les influencer et leur dicter leur conduite. Les élections de type néocolonial sont une affaire de gros sous: au Congo, leur organisation coûte 300 millions dollars dont l'essentiel est fourni par les puissances occidentales qui s'assurent qu'elles offrent les meilleures chances de l'emporter à leurs hommes. La propagande des différents candidats nécessite beaucoup de fonds pour avoir une chance; en plus, leur sort dépend de la propagande faite par des radios étrangères et de l'attitude des grandes institutions liées à l'impérialisme, telles que l'Eglise catholique et les grandes sectes importées des Etats-Unis.

Les Comités de Défense Populaire peuvent être la base de l'organisation d'une véritable démocratie populaire, une démocratie des larges masses opprimées et exploitées par le régime néocolonial. Ils peuvent constituer la base dont sortent les représentants du peuple aux différents échelons de l'Etat. Ces Comités peuvent jouer un grand rôle dans le jugement et le contrôle permanents des représentants du peuple, tout en jouant un rôle crucial dans le domaine de la sécurité, de la défense, de l'information et du développement économique.

Crises et conflits dans l'alliance anti-congolaise

Le RCD: les contradictions d'une organisation mort-née

Dès sa fabrication, le Rassemblement Congolais pour la Démocratie traîne un problème insurmontable: sa coupure totale et irrémédiable avec les masses populaires de l'Est du Congo.

Fin janvier, je rencontre un ami congolais vivant à Bukavu et de passage en Belgique. Il me dit que la haine des occupants rwandais est générale dans la population. Les commerçants refusent de les servir. Les paysans ne veulent plus amener de la nourriture en ville. Cela ne se cache plus, les jeunes de la ville partent au maquis, les parents y envoient leurs enfants, les paysans offrent à manger aux maquisards. Les Rwandais occupent les villes, mais le reste du territoire leur échappe.

Avant le 2 août, on ne pouvait trouver personne dans le peuple qui se disait partisan d'une nouvelle guerre pour renverser Kabila. Les gens étaient contents que Mobutu et son système d'extorsion généralisée aient disparus, ils sentaient que le Congo pouvait se redresser. Le seul mécontentement concernait la présence trop voyante d'éléments de l'armée rwandaise et des exactions qu'ils commettaient. Absolument personne ne souhaitait une intervention massive de l'armée rwandaise sous prétexte que Kabila était un «dictateur» et qu'il fallait faire une «deuxième guerre de libération».

Il y avait des contradictions entre le régime de Kabila et l'élite de la Conférence Nationale qui avait perdu ses postes et ses avantages. Une fraction de cette élite a voulu reprendre le pouvoir en se mettant sur le char de guerre rwando-ougandais. Dès le premier jour, leur rupture avec les masses congolaises de l'Est était totale et irrémédiable.

Fin décembre 1998, un responsable rwandais avoue devant un correspondant de *Reuters* que le *Rassemblement Congolais pour la Démocratie* n'a presque aucun soutien parmi la population. Sur quoi Jacques Depelchin annonce une offensive du RCD pour améliorer les services à la population et pour redynamiser l'économie... Comme exemple de ce que le RCD propose de faire, il évoque la route entre Kisangani et Bunia, près de la frontière ougandaise, une route qui a été réparée pour 500.000 dollars ! Aux yeux des Congolais, ces travaux ont été réalisés pour permettre aux Ougandais de piller plus facilement l'or, le diamant et le bois...[63]

Le RCD ne compte que 1.000 membres. Son assemblée de 28 membres est une CNS miniature où s'unissent et s'affrontent les chercheurs de postes « zaïrois » et une poignée d'aigris du kabilisme. Coupé du peuple et divisé par les ambitions exorbitantes qui le composent, le RCD est en crise dès sa naissance. Après trois mois d'existence, un adjoint du vice-président N'Goma déclare: *« Le RCD traverse maintenant une crise grave »*. En fait, un seul but a uni cet amalgame impossible: chasser le gouvernement nationaliste de Kabila par n'importe quel moyen, s'il le faut en ruinant le pays. Jacques Depelchin l'a bien exprimé en parlant des conflits qui déchirent le RCD: *« Il n'y a pas un problème soulevé qui ne peut pas trouver une solution. Tout le monde est d'accord que le système de Kabila doit être éliminé»*.[64] C'est effectivement le seul point qui unit ces aventuriers ivres de pouvoir et, pour cette raison, aucun problème interne ne trouvera une solution qui dure plus de six mois...

Les dirigeants rebelles étaient réunis en assemblée depuis le mois de novembre 1997, paralysés par les déchirements internes. Le 2 janvier 1999, ils se rendent à Kampala pour des consultations avec Museveni. Ils font ensemble le pèlerinage à Kigali. Pour régler leurs disputes, les marionnettes ont besoin des sages conseils de leurs maîtres... qui continuent imperturbablement à affirmer que la rébellion est une affaire intérieure au Congo.

On peut déceler au moins six facteurs de division au sein du Rassemblement Congolais pour la Démocratie.

La lutte de chacun contre tous pour le meilleur poste

Etienne Tshisekedi, le neveu du numéro un de l'UDPS, est un cadre de la rébellion. Ce fait semble symboliser la division des tâches qui existe entre la rébellion et l'opposition « démocratique ». Etienne-le-jeune a eu le mérite de bien situer le problème éternel de tous les bourgeois congolais cherchant à se positionner pour « bouffer »: *« Le pouvoir est le business le plus lucratif au Congo. Rester ensemble est très difficile. Le problème est le monopole sur le pouvoir. Si nous ne résolvons pas ce problème, nous ne pouvons pas*

continuer à gagner cette guerre. Parce que nous allons nous enfoncer dans les mêmes problèmes qui nous ont poussés à nous soulever contre Kabila».[65] Mais les divers Tshisekedi et autres Lunda Bululu ou Wamba dia Wamba ne pourront jamais «résoudre ce problème»: la lutte pour les postes, pour le «business le plus lucratif» est inhérent au système néocolonial où tous les politiciens «démocratiques» cherchent à s'enrichir par tous les moyens et aussi vite que possible.

Bugera lui-même a fait l'aveu que le RCD est effectivement un panier de crabes comme la CNS-HCR-PT, une arène où les politiciens se livrent d'incessantes batailles pour les postes juteux. Les membres du RCD, dit Bugera, *«ont une prédilection pour des stratégies individuelles de positionnement»* et pour eux *«le RCD n'est qu'un outil de conquête du pouvoir, une opportunité de positionnement pour contrôler et orienter les échéances politiques à venir»*.[66] Nous croyons Bugera honnête dans sa déception, six mois à peine après le déclenchement de la guerre aventuriste de Kagame...

Deux: le RCD est divisé, comme l'était la CNS, entre la vieille génération des mobutistes et les nouveaux cadres impatients de servir un néocolonialisme plus moderniste.

Wamba dia Wamba a bien exprimé cette déchirure du RCD: *«Nous ne permettrons pas que notre politique d'ouverture sert uniquement ces dirigeants anciens qui ont ruiné notre pays et qui cherchent maintenant à confisquer tout le pouvoir et à détruire le mouvement du RCD. L'assemblée du RCD est un syndicat contrôlé par des anciens mobutistes opposés à la rigueur dans la gestion et au professionnalisme»*.[67]

Lors de l'Assemblée des fondateurs du RCD en novembre-décembre, Wamba fut menacé de limogeage. La nuit du 31 décembre 1998, il enregistra un discours aux accents lumumbistes, il dénonça *«l'alliance mobutiste-kabiliste»* accusée de prendre le pouvoir dans le RCD et de laisser l'armée rebelle sans soins, sans repas et sans munitions... La diffusion du message fut abruptement coupée par la bande rivale à Wamba...[68]

Il a été dit que la réunion marathon de l'assemblée – deux mois – s'est terminée sur une victoire de Wamba dia Wamba. Mais le lendemain, coup de tonnerre: les trois généraux les plus cotés de Mobutu, Baramoto, Nzimbi et Mavua, les trois même qui complotaient ouvertement, depuis novembre 1997 pour le renversement de Kabila par les armes, rejoignirent le Rassemblement Congolais pour la «Démocratie»! Bob Ngoie, un commandant du RCD, proteste violemment: *«Baramoto et ses collègues ont essayé de s'imposer à nous. Mais nous avons catégoriquement refusé de travailler avec eux. Ces généraux ont tué beaucoup de gens. Nous les voyons comme une force complètement négative. Nous les avons chassés de la ville»*.[69] De nouveaux déchirements violents sont en vue au sein du RCD.

Déchirés entre le Rwanda et l'Ouganda et divisés sur la nature du RCD

La rivalité entre l'Ouganda et le Rwanda est un troisième facteur de division au sein de la rébellion.

Le RCD est né à Kigali. Tous ceux qui pensaient que leur heure était venue, y compris le très catholique Mpeti du PDSC et Mahele du MNC-L, ont fait le pèlerinage vers la capitale rwandaise. Le RCD «règne» à présent sur Goma, ville sous occupation rwandaise.

Mécontents, les Ougandais lancent un de leurs agents, l'homme d'affaires Jean-Pierre Bemba, qui créé une organisation rivale, le *Mouvement pour la Libération du Congo*. Et peu après, fin janvier 1999, les généraux mobutistes se rangent du côté de Bemba et de ses protecteurs ougandais...[70] Baramoto a été invité à Kampala par le général Kazini...[71]

N'Goma, le vice-président du RCD, se rapproche de Jean-Pierre Bemba. Il déclare: *«Bemba travaille bien et se concentre positivement sur le travail du terrain. Même si je ne suis pas avec lui, nous sommes pareils. Des gens comme Bemba auraient du être inclus dans l'assemblée du RDC, si l'individualisme n'était pas le facteur dominant.»*[72] En fait, autour de Bemba, de N'Goma et des généraux mobutistes, les Ougandais tentent de regrouper les forces qui veulent se dégager du contrôle étouffant que la clique de Kagame exerce sur le RCD. La rivalité entre les deux pays agresseurs monte d'un cran.

Quatrième élément de division: au sein du RCD, il y a d'une part des individus concevant l'organisation comme une avant-garde qui, dans la foulée des armées rwandaise et ougandaise, renversera Kabila et d'autre part, des éléments qui estiment que le RCD doit devenir un rassemblement de tous les partis et mouvements anti-kabilistes.

Le 26 janvier 1999, *RFI* interviewe Arthur ZAhidi N'Goma qui déclare: *«J'avais demandé en son temps une ouverture de l'Assemblée pour y intégrer des forces sociales et politiques significatives du pays; cette motion avait été rejetée. Les forces sociales et politiques congolaises qui se sont battues contre le régime de Mobutu et qui se sont battues contre l'AFDL, sont représentatives et doivent absolument être intégrées dans le combat pour la libération du pays».* *RFI* lui demande s'il a eu des contacts avec l'UDPS. *«Absolument. Avec tous les partis politiques significatifs du pays, comme avec les communautés de la Société Civile, il fallait que le RCD puisse faire (avec eux) un véritable projet de société pour le pays.»* Question de *RFI*: Avez vous eu des contacts avec d'anciens dirigeants du régime Mobutu? Réponse: *«Il y a (là) aussi des gens raisonnés qui développent des idées. J'ai eu à les contacter, mais malheureusement ceux-là ne sont pas avec nous dans le RCD».*[73] Il ressort clairement de ces déclarations que ZAhidi N'Goma veut «profiter» de l'agression rwandaise, pour réaliser le projet de toutes les forces néocoloniales «zaïroises»: réaliser la «Table Ronde» des opposants mobutistes et tshisekedistes et de la Société Civile déjà revendiquée le 18 mai 1997 par le MPR! Grâce à l'agression, les «rebelles» peuvent maintenant se présenter comme une nouvelle force supplémentaire pour imposer cette solution. Cette prise de position de ZAhidi N'Goma montre qu'il n'y a aucune différence de stratégie entre l'opposition armée et non armée.

Le lendemain, mercredi 27 janvier, N'Goma annonce son départ du RCD. Il venait à peine d'être nommé vice-président du RCD et vice-président du Conseil Politique, composé de 10 membres, qui dirigera désormais la rébellion. Ses raisons ? *« L'assemblée du RCD est constituée d'un petit nombre de gens à Goma qui ne représentent rien du tout. Je voulais que des partis politiques et des groupes de la Société Civile soient présents dans l'Assemblée. Mais ils n'y sont pas. Je ne suis plus avec eux parce qu'ils ne préparent pas la démocratie pour le pays. Et je ne suis pas seul. Je continuerai avec d'autres groupes la lutte pour chasser Kabila. »*[74] *« Je suis depuis plusieurs semaines en consultation en Afrique de l'Ouest avec les forces politiques et sociales congolaises. Une vraie ouverture est le seul moyen de promouvoir des négociations avec la classe politique congolaise dont je n'exclus aucun mouvement. »*[75]

Ceci constitue une des innombrables divergences tactiques entre politiciens néocoloniaux. La majorité du RCD veut continuer la guerre jusqu'à ce que le gouvernement nationaliste de Kabila soit éliminé et remplacé par un « gouvernement d'Union nationale » où se retrouvent les rebelles, les tshisekedistes, les mobutistes et quelques rescapés du kabilisme. N'Goma estime qu'on augmentera les chances de vaincre Kabila en incluant d'ores et déjà au sein du RCD les partis d'opposition ainsi que les organisations de la «Société Civile» hostiles à Kabila.

Après discussion avec Museveni, N'Goma décide de rester au RCD, preuve qu'il ne s'agit que d'une divergence tactique. *« Le moment est venu pour donner un clair signe aux Congolais que nous travaillons pour la démocratie. Pour expliquer que nous sommes différents et n'apporterons pas une autre dictature. Nous devons nous défaire du stigma d'être vus comme des marionnettes de l'Ouganda et du Rwanda et la seule façon de le faire est un consensus de toutes les forces pour montrer que c'est notre lutte. »*[76] La même solution magique revient toujours : le consensus de toutes les forces autour de la formule de la CNS-HCR-PT où pratiquement tous les politiciens parlaient de « consensus » tout en menant d'innombrables et d'interminables guerres de clans...

Pro-Tutsi, anti-Tutsi et autres voleurs

Une cinquième division oppose les inconditionnels du Rwanda et de l'Ouganda à ceux qui sont anti-Tutsi.

ZAhidi N'Goma avait été mis en prison par Kabila à cause de ses positions racistes contre les Tutsi. Pourtant l'homme sautera sur un char de guerre rwandais pour arriver au pouvoir. Quand Yerodia l'a rencontré en France en janvier 1999 et lui a demandé comment il est devenu maintenant le porte-parole de l'agression tutsi, ce curieux personnage a éclaté en sanglots !

Lorsqu'un intellectuel congolais évoqua le passé de N'Goma devant des officiels rwandais, ces derniers lui répondaient : «*Nous connaissons son passé. Nous n'allons plus répéter l'erreur que nous avons commise avec Kabila. Nous l'avons mis au pouvoir, mais il était, comme le disent les Américains, un "missile non guidé". Nous ne*

permettrons pas à N'Goma de nous coincer de la même façon». Voilà qui résume bien les relations entre les maîtres rwandais et leurs laquais congolais.

ZAhidi N'Goma a d'ailleurs déjà laissé éclater son animosité contre «les Tutsi». Il déclara: *«Six Tutsi font partie de l'exécutif du RCD et tous les membres des cabinets rémunérés sont des Tutsi».*[77] N'Goma ne prend pas une telle position par opposition à l'agression en cours, mais par ethnicisme primaire. Le même N'Goma confia à Roger Kalala: *«Est-ce qu'on peut accepter qu'un Mukongo comme Wamba dia Wamba dirige le pays? Ils ont déjà eu Kasavubu».* Kalala ajouta pour l'anecdote qu'Arthur ZAhidi N'Goma est né d'une mère mukongo et que, selon le système matriarcal de cette ethnie, il est un authentique mukongo... Heureusement que le tribalisme, comme le ridicule, ne tue pas.

Sixième contradiction: avant même d'avoir pris le pouvoir, certains ont commencé à voler à pleines mains. Hipungu, un proche de N'Goma, a dit que les rebelles doivent améliorer leur image et éliminer la corruption. *«Y compris l'attribution de permis pour l'exploitation des mines de diamants et de l'or par des hauts responsables du RCD sans consultation avec leurs collègues.»* Cette dernière attaque vise le mobutiste Lunda Bululu. *«Nous pouvons gagner la guerre militairement, mais perdre politiquement. Si nous ne trouvons pas une solution à ce problème, nous aurons une troisième rébellion.»*[78]

En janvier 1999, après deux mois de réunions, les chefs du RCD ont tenté d'atténuer les conflits internes en élargissant leur Assemblée qui compte désormais 137 membres. Cet élargissement a seulement créé les conditions pour de plus amples divisions. Déogratias Bugera s'est distancié de Wamba dia Wanba et de Lunda Bululu et il a lancé un nouveau mouvement politique, le *Mouvement des Réformateurs*. Il a appelé à inclure d'autres forces dans l'opposition armée à Kabila, position qui le rapproche de ZAhidi N'Goma.[79] Bemba «recrute» maintenant des généraux mobutistes et débauche des soldats mobutistes du RCD qui ne supportent pas la direction des Tutsi...

La fermeté de Kabila

Quelle conclusion politique tirer du constat de ces innombrables divisions au sein de ce drôle de «Rassemblement»?

Les nationalistes congolais auraient tort pour le moment d'exagérer la portée des divergences au sein du RCD. Ce sont des divergences entre des individus qui sont tous haïs par le peuple et qui savent qu'ils n'ont pas d'avenir politique en dehors de la victoire des armées d'agression.

Lorsque la pagaille éclata au sein du RCD, Kabila a invité ses dirigeants à Kinshasa pour des entretiens. Il essaya ainsi de pousser certains responsables du RCD à rompre avec les agresseurs.

Mais la petite concession de Kabila a été immédiatement exploitée par les rebelles. Ainsi, un communiqué du RCD déclare: *«L'appel de M. Kabila invitant le RCD à*

une rencontre à Kinshasa montre bien que le principe des négociations directes soit un acquis. Il reste à convenir d'un commun accord du lieu de la prochaine rencontre». Et Wamba s'est affiché en quelque sorte comme le Président de la moitié du Congo, siégeant à Kisangani et traitant d'égal à égal avec Kabila. Il déclara: «*Nous devons nous mettre d'accord. Il a proposé Kinshasa, nous proposons Kisangani*».[80]

Kabila est conscient du danger et ne se laissera pas manœuvrer. Selon un journal zambien, Kabila a déclaré devant la presse à Lubumbashi qu'il connaît parfaitement la nature de la rébellion: «*Je ne vais jamais rencontrer les rebelles. Jamais. Est-ce que vous avez vu des rebelles ici? Ce sont des marionnettes. S'ils viennent ici, ils seront tués. Les gens n'en veulent pas ici*».[81]

Ouganda et Rwanda: corruption et rivalité

En Ouganda, après la victoire de la guerre de résistance anti-dictatoriale dirigée par Museveni et la *National Resistance Army*, on assiste à une recomposition de la grande bourgeoisie compradore, inféodée à l'impérialisme américain.

Le noyau du *National Resistance Movement* a été formé au Mozambique, en liaison avec le FRELIMO de Mondlane, il a étudié les principes de Mao sur la guerre populaire. Pendant plus de cinq ans, ses cadres ont dirigé une véritable guerre du peuple. Des paysans, terrorisés par l'armée d'Obote, envoyaient leurs fils au maquis. Ils ont vu dans l'arrivée au pouvoir de Museveni, la victoire des pauvres et des opprimés sur les riches et les exploiteurs.

Mais en réalité, comme cela se passe souvent en Afrique, des éléments de la petite bourgeoisie ougandaise se sont servis des paysans pour s'emparer de l'appareil d'Etat qu'ils ont utilisé ensuite pour s'enrichir et devenir une nouvelle bourgeoisie liée aux puissances étrangères. Cet exemple est à méditer par les cadres de l'AFDL qui ont pris le pouvoir avec moins d'expérience politique que leurs collègues ougandais...

Affairisme, magouilles, détournements, pillages

Dès le départ, un grand nombre de cadres du NRM utilisent leur fonction dans l'administration et les entreprises publiques pour s'enrichir illégalement. Quand arrive la vague des privatisations, ces nouveaux riches s'emparent d'entreprises, de banques et d'établissements commerciaux dans des conditions qui s'apparentent à l'escroquerie. Le parlement ougandais a d'ailleurs affirmé que les privatisations ont été marquées par la corruption. Seul le ministre de la Privatisation a dû démissionner...[82]

Fin 1998, le chef de la police ougandaise, Cossy Odomel, est accusé de mélanger ses affaires personnelles et celles de la police. Il s'arrangeait pour que ses propres entreprises fournissent des biens et services à la police et qu'elles soient les premières à être payées. Il a amassé en peu de temps une fortune de 2 millions de dollars.[83]

L'armée ougandaise est une «entreprise en pleine expansion», choyée par les Américains. Les marchés militaires offrent des occasions alléchantes pour des aspirants grands bourgeois. La corruption bat son plein dans ce secteur. Selon la Banque Mondiale, la corruption aurait fait perdre 100 millions de dollars à l'Etat ougandais dans le seul domaine militaire.[84]

Un exemple récent est l'achat de 62 chars T55 soviétiques, vieux de presque trente ans, pour 28 millions de dollars. Ce type de char vaut 75.000 dollars sur le marché, mais l'Ouganda a payé 450.000 dollars la pièce. Selon *New Vision*, la compagnie Silvershadow du lieutenant-colonel israélien Amos Golan a coordonné le marché. Les chars ont été achetés à un commerçant en Bulgarie. Immédiatement après leur arrivée, 33 engins sont tombés en panne ! Il faudra débourser 1,3 millions de dollars pour des pièces de rechange. Arrivés à Dar-es-Salaam le 17 novembre 1998, ces chars sont sans doute destinés aux champs de bataille congolais.

Quand le pouvoir de Kampala permet aux responsables politiques et militaires de s'enrichir illégalement, il est normal que ses représentants militaires dans les territoires occupés au Nord et à l'Est du Congo, se mettent à piller et à extorquer. Ainsi, fin décembre 1998, quatre officiers ougandais ont été rappelés de Kisangani, accusés de s'être enrichis par des trafics illégaux. Parmi eux le lieutenant-colonel John Nyakaitana qui avait infligé les défaites les plus importantes aux rebelles ougandais opérant sur le territoire congolais.[85]

Le journal ougandais *The Monitor* rapporte que des officiers enlèvent de grandes quantités de ressources naturelles au Congo pour les vendre en Ouganda. Ces officiers inondent le marché ougandais de bois volé au Congo, ce qui cause des baisses de prix conséquentes en Ouganda.[86]

Les Tutsi rwandais divisés sur le régime de Kagame

Au Rwanda, la bourgeoisie tutsi qui s'est installée au pouvoir après la victoire militaire du FPR, est divisée. La fraction «ougandaise» a monopolisé le pouvoir.

Les Tutsi francophones à Kigali se disent discriminés. Ils affirment que le gouvernement a construit des maisons convenables pour les Tutsi venus de l'Ouganda, tandis qu'eux doivent se contenter de constructions minables. Mais parmi les Tutsi «ougandais», le pouvoir réel est concentré dans quelques clans puissants. Le phénomène de l'Akazu est devenu un sujet de discussion quotidien.

Ainsi, le Congrès du Front Patriotique Rwandais, qui a réuni les 26-27 décembre 1998 six-cents cadres, a abordé le sujet. Un grand nombre de délégués ont exprimé leur mécontentement, voire leur ras-le-bol face à l'avortement de la révolution du FPR. Ils ont dénoncé le phénomène de l'Akazu, le «clan» qui met de façon illégale la main sur les richesses du Rwanda. Lorsque Kagame, le patron de l'Akazu, s'est vu obligé de dire: *«Je rechausserai au besoin mes bottes et retournerai au maquis pour combattre l'Akazu»*, ses paroles ont été accueillies par une ovation...[87]

D'autres divisions internes se font remarquer. Première indication: fin 1998, le régime a voulu recruter des étudiants tutsi pour l'armée, mais le résultat a été décevant. L'élite intellectuelle n'est pas enthousiaste pour aller mourir au Congo. Un an plus tard, je rencontre un ami qui est professeur à Butare. Il me dit que presque tous ses étudiants tutsi fuient le Rwanda après avoir terminé leurs études: personne ne veut aller mourir dans la guerre au Congo! Par contre, fin 1998, le recrutement parmi les prisonniers soupçonnés d'avoir participé au génocide de 1994 rencontre un grand succès.[88] Second exemple. Un grand nombre de Tutsi rwandais veut quitter le pays. Selon Pierre Bigras, Kigali a demandé à l'ambassade américaine de suspendre l'émission de visas pour arrêter l'hémorragie. Or, il est évident que seuls les éléments riches parmi les Tutsi ont les moyens de partir aux Etats-Unis pour s'y établir. Ce phénomène reflète donc les divisions au sein de la nouvelle bourgeoisie et de la petite bourgeoisie aisée.[89]

La corruption et le marché noir se développent. Maître Frédéric Mutagwera, bâtonnier de l'ordre des avocats et Président d'Ibuka, l'association des rescapés du génocide, déclare: *«La corruption qui sévit au Rwanda depuis un certain temps est devenue un phénomène généralisé. La culture d'impunité bat son plein».*[90] Plusieurs ministres rwandais sont soupçonnés de détournements de fonds et d'abus de biens sociaux...[91]

Conflits naissants entre l'Ouganda et le Rwanda

Entre les bourgeoisies ougandaise et rwandaise existe une rivalité certaine. Des divergences tactiques aussi, liées aux expériences différentes. La bourgeoisie ougandaise maintient son pouvoir plus par la ruse politique que par la répression. La bourgeoisie tutsi dominant le Rwanda, marquée par les méthodes qui lui ont permis de prendre le pouvoir et assiégée par une masse hutu foncièrement hostile, règne par la violence.

Les armées ougandaise et rwandaise sont partenaires dans l'agression du Congo, mais rivales lorqu'il s'agit de contrôler les rebelles et d'exploiter le terrain conquis.

Entre le 11 et le 16 décembre 1998, des affrontements violents opposent les troupes ougandaises et rwandaises au Congo, à Isiro, Beni et Bunia. Le journal ougandais *The Monitor* affirme avoir appris de certains officiers qu'au moins 38 soldats ont été tués, 30 Rwandais et 8 Ougandais. Un officier déclara: *«Le RCD est composé de pions des Rwandais, désignés après que le coup planifié par Kigali contre Kabila ait échoué. Le Rassemblement n'est rien sans l'aide rwandaise et ougandaise, ce n'est que récemment qu'ils ont commencé à s'organiser. Par contre, dans les zones contrôlées par Jean-Pierre Bemba, c'est clair qu'il a pu organiser la population, et que ce sont les Congolais qui se sont soulevés».*[92]

Des officiers ougandais interrogés par *The Monitor* accusent les militaires rwandais de commettre des atrocités contre la population congolaise. Le même journal affirme que Kagame a écrit à Museveni pour qu'il retire le brigadier James Kazini du commandement des troupes ougandaises au Congo. Il accuse Kazini de haïr les Rwandais.[93]

Des Banyamulenge s'opposent à Kagame

Depuis le début de l'agression rwandaise, des Banyamulenge congolais se sont distanciés de cette aventure, conscients que le Rwanda voulait les instrumentaliser pour des buts qui leur sont étrangers.

En janvier 1999, des affrontements armés ont eu lieu dans la région d'Uvira entre des soldats rwandais et banyamulenge. Un ami congolais revenu de Bukavu, m'a dit: *« Il y a quelque temps, 16 officiers banyamulenge ont été fusillés par les Rwandais. Et le dimanche 17 janvier 1999, un major rwandais et ses deux gardes du corps ont été tués par des Banyamulenge près de l'hôtel Tshikoma à Uvira »*.

Des civils banyamulenge d'Uvira affirment ceci: *« Les troubles avaient commencé le dimanche 17 janvier quand des soldats rwandais commandés par le lieutenant-colonel Dan Gafizi, ont arrêté quatre officiers banyamulenge pour les transférer vers une destination inconnue. Des échanges de tirs ont commencé pendant que les quatre officiers s'enfuyaient. Des tirs de blindés et d'armes légères ont encore été entendus dimanche et la nuit de lundi à mardi, faisant des morts et des blessés des deux côtés »*.[94]

Le dimanche 24 janvier, il y a de nouveau des affrontements entre militaires rwandais et Congolais banyamulenge à partir de 13h00 et jusqu'au petit matin. Apparemment, les Banyamulenge ont attaqué la prison d'Uvira pour libérer certains des leurs arrêtés pour le meurtre du major rwandais et d'autres, accusés faussement dans le massacre de Makobola. Un Munyamulenge fait une déclaration très significative sur les ondes de la *Voix de l'Amérique*: *« Incroyable! Nos alliés de l'armée rwandaise veulent nous déplacer de force pour une destination inconnue. Certainement qu'ils veulent nous déplacer d'Uvira, où les hommes du commandant Dan Gafizi maltraitent la population locale, ce que nous ne voulons pas »*.[95] Ce Munyamulenge se sent plus proche de ses compatriotes congolais que de ces agresseurs rwandais qui prétendent faire la guerre pour lui assurer sa nationalité congolaise!

L'avoue ne pas avoir attaché à l'époque suffisamment d'attention à ces informations pourtant révélatrices. Trois années plus tard, en mai 2002, en prenant contact avec les compagnons du commandant banyamulenge Masunzu, je me suis rendu compte que cet officier tutsi congolais prestigieux avait décidé à Uvira, fin 1998, cinq mois après l'agression, de combattre les troupes d'occupation de kagame.

Mais revenons à Uvira, fin janvier 1999. Le major Ndahiro, porte-parole de l'armée rwandaise déclare peu après: *« Des soldats rwandais ont été envoyés à Uvira pour résoudre certains problèmes d'indiscipline au sein des troupes banyamulenge. Plusieurs rapports nous informaient de ce genre de problèmes, comme ce qui s'est passé à Makobola. Il y a eu désaccord qui a débouché sur un échange de tirs »*.[96] Avec le cynisme qui les caractérise, les hommes de Kagame mettent le massacre qu'ils ont commis à Makobola sur le dos de leurs «protégés» banyamulenge... Toujours sur les affrontements du 24 janvier, un témoin congolais affirme que deux blindés rwandais avaient pris position sur le pont de Kavimvira. Il y aurait eu 18 morts dans les deux camps. Des tirs à l'arme lourde ont été entendus pendant la nuit du 25 au 26. Les troupes rwandaises

contrôlaient la moitié d'Uvira, les Banyamulenge l'autre moitié et les hauts plateaux.[97] Ces affrontements majeurs entre agresseurs rwandais et Tutsi congolais se produisent après 5 mois d'occupation. Nous avons déjà rapporté que Colette Braeckman a souligné dès le 24 août 1998 les contradictions entre l'armée rwandaise et les soldats banyamulenge congolais.

Sous l'influence de la théorie néfaste de «l'empire hima-tutsi», le gouvernement Kabila a négligé ces contradictions. Il aurait pu les utiliser pour gagner à sa cause les Tutsi congolais patriotiques.

Makobola: un massacre de trop

Des tueries à grande échelle se déroulent les 30, 31 décembre 1998 et le 1er janvier 1999 dans trois quartiers de Makobola: Bangwe, Katuta et Kashekesi. Makobola est un regroupement de 16 agglomérations qui s'étendent sur 40 kilomètres et comptent 9.000 habitants. Entre 500 et 1.000 civils congolais y ont été massacrés.

Le père Giulio Albanese, responsable de l'agence *Misna*, qui a diffusée ces informations, déclare: *«Nos sources sont des témoins oculaires. (...) Les attaquants ont tué à la machette et par balles. C'est quelque chose d'incroyable. Le massacre a été très long, très méticuleux. Ils ont tué beaucoup, beaucoup d'enfants, de nombreuses femmes, de nombreuses personnes âgées».*[98]

Selon une ONG de la région, le nombre de personnes massacrées serait proche de 1.500. *«Les habitants qui ont eu le courage d'aller aussitôt après le massacre à la recherche de parents portés disparus, ont estimé à 700 les cadavres entassés dans un ravin du seul village de Bangwe.»*[99]

Une autre source précise les circonstances de ce crime: *«Il y a eu à la fin de la semaine passée des combats à Makobola, à 18 km d'Uvira, entre des combattants Maï Maï et les troupes du RCD, les troupes burundaises et autres. Les Maï Maï ont mis en déroute les troupes rebelles. Ces dernières sont allées chercher du renfort à Uvira. Les Maï Maï ont préféré rentrer dans leurs montagnes. Les soldats du RCD ont alors procédé à des opérations de représailles contre la population civile. Ils ont fait plus de 500 morts selon le témoignage des rescapés arrivés jusqu'à Uvira».*[100] Les renforts auraient opéré en deux colonnes. Plusieurs villages situés le long de la route Makobola-Nundu – une distance d'une trentaine de kilomètres – auraient été pris en tenaille par les deux groupes de militaires, l'un arrivant d'Uvira, l'autre remontant à partir de Nundu.[101]

En une seule journée, les agresseurs rwandais ont tenté de faire avaler au public trois versions différentes du massacre de Makobola.

D'abord: non, il n'y a pas eu de massacres. Sur les ondes de *RFI*, le matin du 6 janvier, Bizima Karaha déclare: *«C'est absolument faux, car j'étais à Uvira la nuit du 31 au 1er janvier et j'aurais su ça. Makobola est un tout petit village et je doute même qu'il y ait plus de 500 personnes pour qu'il y ait plus de 500 morts».*[102] Le commandant Jonas Padri: *«C'est impossible. La région autour d'Uvira a été calme. L'annonce d'un tel massacre est un mensonge».*[103]

Deuxième version: si massacre il y a eu, nous punirons. Wamba dia Wamba dit le même jour, à midi: *« Nous ne pouvons pas dire si c'est vrai ou pas. Si c'est vrai, alors les responsables seront punis ».*[104]

Le soir, les rebelles affirment qu'il y a bel et bien eu un massacre, mais que les tués étaient des criminels... Selon cette version, 400 combattants hutu burundais sont entrés au Congo le 31 décembre. La majorité a été tuée dans une bataille violente avec les troupes du RCD. Il n'y a pas eu de victimes civiles.[105]

Avouez que le raisonnement est osé. Revenons un peu en arrière. On se rappelle que les agresseurs avaient coupé en août 1998 l'électricité et l'eau à Kinshasa. Puis leurs troupes se sont infiltrées dans les quartiers populaires près de l'aéroport. La population civile les a traqués et certains ont été mis à mort par le feu. Pendant des mois, Kagame nous a chanté que Kabila avait organisé «un génocide des Tutsi» à Kinshasa. Retournons maintenant à Makobola. Les agresseurs tutsi abattent froidement entre 500 et 1.500 civils dans une agglomération qui en compte 9.000: c'est un acte qui peut être considéré comme génocidaire. Les coupables, après plusieurs mensonges, trouvent finalement une version imparable: les centaines de morts de Makobola étaient tout simplement des génocidaires hutu. Lorsque l'armée tutsi rwandaise «génocide», elle traite ses victimes de génocidaires...

Le 9 janvier, les rebelles interdisent l'accès à la région de Makobola, empêchant les journalistes et des organisations humanitaires de s'y rendre pour vérifier les informations sur les massacres.[106] Histoire de faire disparaître quelques cadavres encombrants. Sur quoi le mensonge définitif a pu être communiqué à la presse internationale: il y a eu 23 morts à Makobola, des miliciens hutu burundais et Maï Maï et quelques civils qui ont attrapé une balle perdue.[107]

Makobola, c'est un massacre et un mensonge de trop. Makobola a fait comprendre au monde entier la véritable terreur que les occupants font régner dans l'ensemble du Kivu.

Les Etats-Unis gagneront-ils la première guerre africaine?

Le voyage «historique» de Clinton en Afrique, en mars 1998, a marqué de façon spectaculaire la volonté des Etats-Unis de recoloniser le continent africain au détriment de leurs rivaux européens. Cette offensive américaine a commencée quelques années après la contre-révolution en Union soviétique.

On se rappelle que l'impérialisme a organisé et soutenu la restauration du capitalisme en Union soviétique en fulminant contre la «dictature» politique et le «dirigisme» économique. En moins de cinq années, l'ex-Union soviétique a été ravagée et réduite à l'état d'un pays du tiers monde au nom de la «démocratie et du libéralisme».

L'impérialisme veut achever sa victoire au niveau planétaire en détruisant l'indépendance et la souveraineté des pays du tiers monde, notamment au Moyen Orient, en Amérique latine et en Afrique. Il y a quatre «grands morceaux» sur le continent

africain dont les Etats-Unis veulent absolument se rendre maîtres : l'Egypte, le Nigeria, le Congo et l'Afrique du Sud.

L'Américain Ed Marek estime que dans les Etats africains nationalistes qui avaient à leur tête des *« dirigeants autoritaires »* comme Lumumba, Nkrumah, Mugabe et Neto, le pouvoir colonial a été remplacé par *« la centralisation économique »*. Marek attaque aussi dos Santos pour avoir *« centralisé »* entre ses mains la direction du gouvernement et de l'armée. Et il dénonce Kabila pour avoir fait, fin janvier 1999, une « fausse » libéralisation des partis politiques. L'ancien officier américain affirme plus loin que le Congo, le Zimbabwe et l'Angola, sont *« des pays autoritaires et centralisés, (tandis que) Kampala et Kigali se trouvent en mouvement vers la démocratisation et la libéralisation »*. Or, il est connu que la « libéralisation économique » à Kampala n'est que corruption, enrichissement illégal et bradage des richesses nationales, et que la «démocratisation» à Kigali exclut complètement la masse des paysans hutu comme la masse des tutsi pauvres. Dans sa conclusion, Ed Marek prévoit la chute des régimes nationalistes de Mugabe, dos Santos et Kabila ou au moins de deux d'entre eux, avant la fin de l'année...[108]

Marek utilise contre le nationalisme africain les mêmes attaques idéologiques que celles lancées jadis par Reagan et Bush père contre le socialisme en URSS: *« autoritarisme, centralisation, manque de démocratisation et absence de libéralisation »*. Dans l'histoire depuis 1917, il y a des ressemblances frappantes entre les attaques de l'impérialisme contre les pays socialistes et leurs actions subversives contre les pays du tiers monde fermement engagés dans le combat pour l'indépendance politique et économique. Le socialisme provisoirement vaincu en Union soviétique, l'impérialisme américain ose prôner aujourd'hui une politique de recolonisation intégrale – économique, politique, militaire et idéologique – en Afrique. Le mot d'ordre : «Contre les régimes autoritaires et le centralisme économique, pour la démocratisation et le libéralisme» visent à casser les régimes nationalistes du Congo, du Zimbabwe et de l'Angola en suivant la tactique utilisée contre l'URSS.

La double tactique américaine dans la guerre

L'impérialisme américain a besoin d'armées africaines placées sous son contrôle pour détruire les pouvoirs nationalistes en Afrique. Ainsi, il s'appuie aujourd'hui sur les armées rwandaise et ougandaise pour détruire le Congo révolutionnaire et s'emparer de ses richesses.

Mais les Américains ont toujours utilisé d'une façon cynique leurs pions, que ce soit le Shah en Iran, Noriega au Panama ou Mobutu au Congo. Ils utiliseront Kagame et Museveni aussi longtemps que ces deux individus peuvent servir la stratégie globale des Etats-Unis.

Les Américains comprennent le profit qu'ils peuvent tirer d'une armée rwandaise endurcie par neuf années de guerre. Ils en ont actuellement besoin pour casser le gouvernement nationaliste au Congo. Mais ils sont parfaitement conscients que l'aventuris-

me et l'ethnicisme de la bourgeoisie tutsi rwandaise, peuvent créer, à terme, des problèmes pour la stratégie globale des Etats-Unis en Afrique. Les Américains n'ignorent pas que les militaristes de Kigali ont toujours l'intention de marcher en armes sur Kinshasa. Ils les ont encouragé en août 1998 à prendre le pouvoir à Kinshasa dans un délai d'un mois ou deux. Mais les hommes de Kagame ont alors échoué. Ils reviendront à la charge. Ils veulent un gouvernement à Kinshasa à leur dévotion. Les Américains savent qu'après le 17 mai 1997, le gouvernement Kabila était très bien disposé à l'égard du Rwanda. Mais cela ne suffisait pas à la clique qui règne à Kigali. Le gouvernement que Kagame veut imposer à Kinshasa en lançant son agression en août 1998 devra donc être encore mieux disposé à son égard que celui de Kabila en mai 1997. Ce qui est politiquement impossible après tous les massacres que Kagame a organisé contre les populations congolaises. Les Américains savent qu'un gouvernement comprenant un Bizima Karaha, Ruberwa et Nyarugabo ne peut pas tenir à Kinshasa. Leurs espions rapportent des informations sur la haine que ressentent tous les Congolais pour les agresseurs rwandais et leurs marionnettes du RCD. Un gouvernement marqué par une présence importante rwandaise, peut plonger le Congo dans un chaos imprévisible, et provoquer une résistance nationaliste révolutionnaire. L'impérialisme américain n'a pas intérêt à cela. Pour cette raison, les partisans d'une victoire militaire totale de l'armée rwandaise, sont aujourd'hui en minorité au sein de l'administration américaine.

C'est ainsi que nous interprétons un article révélateur publié le 14 janvier 1999 dans *The Wall Street Journal*. Ce texte est très significatif parce qu'il reflète l'analyse faite par certains milieux influents de la grande bourgeoisie américaine après cinq mois d'agression au Congo. L'article montre clairement que l'establishment américain sait pertinemment que la majorité des Congolais soutiennent Kabila, que la «rébellion» a été orchestrée par Kigali et Kampala, que Kagame veut installer un homme à lui à Kinshasa, qu'il veut contrôler directement ou indirectement le Kivu, que l'agression rwandaise a eu le feu vert de Clinton et que cette agression risque de mener à la division du Congo ou à un chaos généralisé... Voici l'article du grand journal de la bourse de Wall Street:

«Malgré les démentis du Rwanda, il y a des preuves accablantes que ce pays a orchestré la "rébellion" dans l'espoir d'installer un dirigeant plus docile à Kinshasa. Quelques semaines après le début de la "rébellion" en août dernier, l'armée rwandaise et ses alliés banyamulenge frappaient à la porte de la capitale congolaise. (...) Il est possible que M. Kagame ait autre chose en tête que simplement remplacer M. Kabila. Des responsables rwandais ont fréquemment suggéré l'organisation d'une seconde conférence de Berlin. L'implication est que le Rwanda veut résoudre ses problèmes ethniques en restaurant le royaume tutsi pré-colonial qui inclut une large partie de l'Est du Congo. Le Président américain ne semblait pas faire d'objections lorsque M. Kagame faisait référence à cette idée en mars dernier. M. Clinton disait dans son discours à Kigali: "Comme vous l'indiquez, le Rwanda était un seul pays avant que les puissances européennes ne se réunissent à Berlin pour se répartir l'Afrique. Les Etats-Unis sont à vos côtés". Il est possible que M. Clinton n'avait

simplement pas la moindre idée de ce dont il parlait. De toute façon, le Rwanda ne pouvait pas recevoir un feu vert plus clair pour son aventure au Congo. (...) A part les partisans tutsi et les loyalistes mobutistes, la plupart des Congolais ne semblent pas mécontents du régime Kabila. Il est clair que si l'Afrique Centrale souffre un second génocide, ce sera parce que M. Kagame n'a pas encore traité sérieusement les animosités toujours vivaces au Rwanda depuis 1994. Au contraire, le Rwanda a pris un chemin plus facile: envahir un voisin. Le résultat sera ou bien plus de chaos, ou bien la division du Congo. Autre possibilité: le Rwanda instaurera un gouvernement impopulaire à Kinshasa, une formule sûre pour une instabilité continue.»[109]

Cet article montre aussi que début 1999 déjà, les Américains n'ignorent rien des crimes et des injustices que les agresseurs rwandais commettent au Congo, ni des mensonges qu'ils fabriquent. Mais l'administration américaine passe volontiers sur ces détails, aussi longtemps que l'action rwandaise sert sa stratégie globale pour dominer le Congo.

Ajoutons que Washington veut tempérer l'aventurisme rwandais qui pourrait lui réserver de mauvaises surprises. Dans ce but, Clinton compte s'appuyer sur l'action militaire et politique plus «intelligente» de l'Ouganda.

La bourgeoisie ougandaise cherche à établir une zone d'influence économique dans le Nord et Nord-Est du Congo. Elle cherche à installer à Kinshasa un gouvernement congolais «authentique» qui entretiendrait des relations amicales avec Kampala. Museveni sait qu'une fois Kabila renversé, le gouvernement congolais sera faible et divisé. Il comprend qu'il est contre-productif d'y mettre des Bizima Karaha. Un «autochtone» comme Bemba ferait mieux l'affaire de Museveni et des Etats-Unis.

Tout en utilisant à fond l'armée ougandaise contre le Congo, Museveni s'efforce de «congoliser» la guerre et la contre-révolution politique en engageant des généraux mobutistes comme Baramoto et Nzimbi et des poids lourds politiques comme Thambwe Mwamba et Endundu.

Bemba, très proche de Museveni, est actuellement le politicien le mieux placé de la grande bourgeoisie mobutiste et de l'appareil militaire de l'ancien dictateur. Ayant beaucoup de financements, Bemba et ses amis peuvent ressouder les anciens FAZ fidèles à Mobutu. Bemba et les mobutistes savent qu'ils doivent à temps prendre leur distance de la bourgeoisie tutsi rwandaise qui veut s'imposer de façon trop ostentatoire aux Congolais.

Colette Braeckman écrit: *«Bemba assure qu'il est beaucoup plus populaire que le RCD, fragilisé par le fait d'être trop proche de Kigali et dominé par des Tutsi congolais qui avaient naguère encadré Laurent-Désiré Kabila».*[110] Bemba lui-même déclare: *«J'ai été rejoint par des anciens militaires de Mobutu qui ont déserté les Forces Armées Congolaises de Kabila. D'autres ex-Forces Armées Zaïroises viennent du Kivu. Elles ont déserté les rangs du RCD, car elles n'acceptent pas d'être commandées par des Rwandais».*[111]

Le programme de Bemba et des généraux mobutistes est celui que les Américains ont voulu réaliser juste avant la chute de Mobutu: «enfermer» Kabila et les nationa-

listes dans le carcan néocolonial de la CNS, «noyer» Kabila dans la masse des mobutistes et néo-mobutistes qui peuplaient cette conférence. Bemba déclare début février 1999: *«Un des instruments de la paix, c'est de retrouver le consensus national qui s'était dégagé autour des résolutions de la Conférence Nationale Souveraine. Kabila a interdit les partis politiques, nié le travail de la CNS et s'est coupé de tous».*[112] Ces déclarations d'un petit maffieux devenu par les caprices de l'histoire l'homme fort du mobutisme, devraient faire réfléchir plus d'un Congolais sur les espoirs déçus de cette fameuse CNS...

L'illusion d'un cessez-le-feu

Le 18 janvier 1999, à Windhoek, six pays engagés au Congo, dont la Namibie, le Zimbabwe, le Rwanda, l'Ouganda et l'Angola, acceptent le principe d'un cessez-le-feu.

Le Rwanda et l'Ouganda, en participant à ces négociations, n'ont pas la moindre intention d'arrêter leur progression militaire au Congo. D'ailleurs, au lendemain de la rencontre de Windhoek, le porte-parole de la présidence du Rwanda, Mazimhaka, confirme son intention de laisser traîner les choses aussi longtemps que possible: *«Etant donné que le Congo a toujours connu des crises depuis son indépendance, il ne faut pas attendre un cessez-le-feu dans quatre, cinq mois».*[113] Tout le bavardage du régime rwandais sur un cessez-le-feu sert à gagner du temps et du terrain.

A la rencontre suivante à Lusaka, les délégations rwandaise et ougandaise ont éternisé les débats pendant cinq jours. Le ministre ougandais de la Défense, Steven Kavuma, déclara: *«L'Ouganda ne participera pas dans quelques négociations que ce soit pour un cessez-le-feu au Congo avant que toutes les parties belligérantes soient impliquées».*[114]

Le Rwanda et l'Ouganda poursuivent au moins cinq objectifs en faisant durer ces discussions. D'abord, ils consolident leur emprise sur les territoires occupés. Ensuite, ils veulent encourager parmi le peuple congolais les illusions d'une paix «facile et rapide». Trois, ils veulent faciliter au Zimbabwe et à la Namibie leur retrait de la guerre. Quatre, ils veulent faire reconnaître leurs marionnettes comme partenaires à part entière. Et finalement, ils se préparent à de nouvelles offensives de grande envergure.

Etudions ces cinq objectifs en détail.

Le Congo est déjà divisé de facto et le Rwanda et l'Ouganda ont instauré à l'Est des gouvernements d'occupation. Les grandes bourgeoisies de Kampala et de Kigali y pillent toutes les richesses. Elles n'ont aucun intérêt à partir. Pour l'instant, aucune force militaire ne peut sérieusement menacer leurs positions.

Deux: le Rwanda et l'Ouganda savent que leurs maîtres américains sont très actifs au Congo pour mobiliser l'opposition dite «démocratique» et la «Société Civile» sur une ligne de capitulation, de paix à tout prix, de réconciliation avec les criminels du RCD et de l'ancien régime mobutiste. Par leurs manœuvres diplomatiques, le Rwan-

da et l'Ouganda veulent encourager au Congo tous les capitulards et semeurs d'illusions.

Trois. L'intention de Museveni, qui a pris l'initiative de ce mini-sommet, était dès le départ de diviser la Coalition Congo. Il est bien informé des contradictions internes du Zimbabwe et de la Namibie. Il connaît les positions hésitantes du Premier ministre namibien Hage Geingob, qui a déclaré: *«Nous voulons que la guerre se termine, nous voulons pouvoir nous concentrer sur notre développement».*[115] Il sait que le ministre des Affaires étrangères namibien a dit: *«J'espère que l'accord sera signé dans quelques semaines. J'espère que les dirigeants voudront finir cette affaire aussi vite que possible».*[116] Ce langage hésitant ne peut qu'encourager le Rwanda et l'Ouganda dans leurs efforts de conquête. S'exprimant avec cynisme, Bizima Karaha en a conclu: *«Cet accord (de Windhoek) montre que les pays qui étaient invités chez nous pour se battre, sont fatigués et veulent se retirer. Et quand ses alliés seront partis, Kabila n'existera plus. Cet accord montre que ceux qui sont venus en aventuriers au Congo échouent comme a échouée leur contre-offensive. Ils cherchent une sortie acceptable qu'on va leur accorder et ensuite on va s'occuper de Kabila. On verra alors s'il reste aussi arrogant».*[117] Voilà ce que signifie Windhoek pour les agresseurs et leurs marionnettes: une tactique rusée pour sortir les armées du Zimbabwe et de la Namibie du Congo, afin de pouvoir lancer l'offensive finale!

Quatre. Les agresseurs font traîner les négociations pour imposer leurs marionnettes congolaises comme incontournables. Mazimhaka l'a exprimé de manière limpide: *«Aussi longtemps que les deux acteurs du conflit ne se sont pas mis d'accord sur un protocole de cessez-le-feu, il ne servira à rien que le Rwanda, l'Ouganda, le Zimbabwe, l'Angola ou la Namibie signent. Le Rwanda ne peut pas signer le protocole aussi longtemps que les rebelles n'ont pas signé».*[118] L'Ouganda a appuyé cette position rwandaise. Son ministre d'Etat pour les Affaires étrangères a déclaré: *«Les belligérants primaires au Congo sont les rebelles du RCD et Kabila. Les deux doivent être embarqués pour une résolution finale sur le cessez-le-feu».*[119] Toujours ce mensonge éhonté du «conflit essentiellement interne» cher à Tshisekedi et autres caciques du MPR. En effet, c'est bien le message essentiel de Museveni et de Kagame: «Il n'y a pas de guerre d'agression au Congo mais essentiellement un conflit interne; les deux parties dans ce conflit, le gouvernement et les rebelles, doivent négocier d'égal à égal la formation d'un gouvernement d'Union nationale et la fusion des armées. Voilà pourquoi un dialogue intercongolais est essentiel pour résoudre la crise congolaise.» L'équipe de Kabila perdra du coup sa position de gouvernement légitime et légal et, ébranlé par cette perte, il ne pourra plus tenir...

Cinq. Les négociations servent à cacher les préparatifs de guerre. Wamba dia Wamba a bien exprimé la volonté des agresseurs de renverser Kabila soit par une sorte de coup d'Etat pacifique qui fera du RCD l'égal du gouvernement légal, soit par une victoire militaire. *«Notre formule a toujours été: des négociations directes. Mais si cela est refusé, comme il semble maintenant, alors notre seconde option est d'atteindre Kinshasa par des moyens militaires.»*[120]

Depuis novembre 1998, Kigali et Kampala continuent à acheminer des masses énormes de matériel militaire en territoire rebelle.[121] Collette Braeckman se trouvait à Kigali, cinq jours après l'accord de Windhoek. Elle écrit: *« Les négociations et les réunions qui se déroulent tous azimuts afin d'aboutir à un cessez-le-feu, sont suivies (ici) avec une attention désabusée, en même temps que sont mis au point de nouveaux plans de bataille ».*[122]

Les Rwandais ont l'intention de continuer la guerre, même après un cessez-le-feu éventuel et même après le « départ » officiel de leurs troupes d'agression. Un jour, les Rwandais peuvent dire qu'ils ont retiré leurs troupes... mais leurs officiers et unités d'élite resteront et se feront passer pour des « Congolais ». Cette manœuvre est annoncée dès le 30 novembre 1997 par Mazimhaka: *« La rébellion se renforce sans cesse. Les nouvelles recrues sont nombreuses, formées dans le camp Rumangabo, au Kivu. Le RCD est devenu un mouvement politique et militaire puissant, qui a rallié des intellectuels, qui a acquis sa propre autonomie. Nous, nous pouvons décider d'un cessez-le-feu, mais nous ne pouvons pas décider à la place du RCD, il peut très bien poursuivre la guerre tout seul. En outre, il dispose de moyens matériels importants. »*[123]

Jusqu'à présent, Kabila a réussi à empêcher que les rebelles soient présents aux négociations comme « une des deux parties du conflit intérieur ». L'OUA a déjà reconnu que le Congo est agressé et que son gouvernement a le droit souverain d'appeler d'autres pays africains à son secours.

Kabila mène une grande offensive pour faire accepter ce point capital. Le 2 février 1999, Ciluba, qui préside les négociations pour un cessez-le-feu, arrive à Kinshasa. Le gouvernement a appelé la population à l'accueillir avec enthousiasme et, comme le dit Abdoulaye Yerodia, à *« exprimer son désir de paix juste constituée par l'exigence du départ inconditionnel et sans délai des troupes d'occupation ».*[124]

Kabila, en véritable patriote qui aime son pays et son peuple, déclare le 30 janvier 1999 devant le corps diplomatique accrédité à Kinshasa: *« L'incapacité de l'ONU et de l'OUA de prendre des mesures efficaces, témoigne d'une indifférence étonnante devant les malheurs infligés à notre peuple indigné par la présence inadmissible des agresseurs sur notre sol. Nous vous demandons que la Communauté Internationale exige fermement le retrait sans délai des agresseurs de notre pays, du sol sacré de notre patrie ».*[125]

Soulignons encore que ni Kabila, ni dos Santos n'étaient présents à Windhoek. En effet, le même 18 janvier 1999, un autre sommet réunit dos Santos, Kabila et Sassou Nguesso à Luanda, en Angola. Ils ont décidé de former une alliance militaire entre Luanda, Kinshasa et Brazzaville. Dans leur communiqué, les trois Présidents informent: *« Les Chefs d'Etat ont établi une stratégie d'action tant sur le plan politico-diplomatique que sur le plan militaire, en vue d'accélérer l'avènement de la paix et de la stabilité dans la région. Les Chefs d'Etat ont conclu qu'il existe une corrélation entre les conflits armés dans leurs pays, et ont décidé de poursuivre les contacts sur*

une base régulière. Les Chefs d'Etat ont conclu que c'est dans un cadre global que l'on pourra trouver une solution définitive à ces conflits, fomentés et appuyés par l'extérieur sur base des intérêts étrangers au continent africain».[126] Cette nouvelle alliance entre les trois pays est clairement dirigée contre l'impérialisme américain. Elle exprime une nouvelle prise de conscience nationaliste des peuples de la région.

Force d'interposition américaine de l'ONU?

Un secrétaire général adjoint de l'ONU et une équipe d'experts du «maintien de la paix» sont présents aux négociations du cessez-le-feu à Windhoek. Ils travaillent sur le scénario suivant: déclaration de cessez-le-feu; entrée d'une force d'interposition qui se déploie sur la ligne de front actuelle; la force d'interposition surveille le retrait de toutes les forces étrangères; puis elle s'établit près de la frontière du Congo avec le Rwanda et l'Ouganda.[127] Ce scénario de l'ONU deviendra un instrument des Américains pour imposer leur agenda.

D'abord, dans cette formulation, les troupes d'agression sont mises sur le même pied que les forces invitées par le gouvernement légitime.

Ensuite, ce plan de l'ONU risque de consacrer le partage de fait du Congo. Mazimhaka a déjà déclaré en novembre 1998: *«Si force d'interposition il y a, elle devra se déployer du côté de Kisangani. Nous, nous sommes tranquilles. Il n'y a plus d'infiltrations sur notre frontière...»*[128]

Trois: les troupes étrangères sont supposées se retirer après l'arrivée de la force d'interposition. Mais rien n'est encore préparé pour l'organisation et le déploiement de cette force. Ed Marek affirme: *«Le Pentagone américain a commencé à planifier le maintien de la paix au Congo, mais on est toujours dans une première phase».*[129] Notons tout d'abord que le planning pour le maintien de la paix au Congo par les troupes de l'ONU, est «préparé» par le Pentagone. Au Congo, le drapeau de l'ONU cache mal celui des Etats-Unis. Nous apprenons également que la force d'interposition n'est pas pour demain. C'est-à-dire que le cessez-le-feu donnera aux troupes rwandaise et ougandaise une base juridique pour rester longtemps au Congo! Elles utiliseront tous les moyens pour faire évoluer le rapport de forces en leur faveur et trouveront aisément des prétextes pour reprendre les opérations militaires aux moments opportuns. N'est-ce pas ce que l'UNITA a fait, elle qui devait être démobilisée et démilitarisée par l'ONU?

Finalement, des milieux rwandais font état de discussions à Washington entre l'ambassadeur du Rwanda et des représentants du State Department et du Pentagone. Ils ont étudié des questions liées au déploiement d'une force d'interposition à l'Est du Congo. En d'autres termes, l'impérialisme américain et ses hommes de main rwandais étudient ensemble comment des troupes envoyées par l'ONU au Congo, peuvent le mieux servir leurs intérêts communs. Rappelons que le 12 juillet 1960, Lumumba avait sollicité à l'ONU *«une aide militaire dont le but essentiel est la protection du territoire national contre l'actuelle agression belge».*[130] Quelques

semaines plus tard, Lumumba fit l'amer constat que ces troupes de l'ONU complotaient avec les agresseurs belges pour renverser son gouvernement. Aujourd'hui, les Américains veulent utiliser la force d'interposition de l'ONU pour se débarrasser du successeur de Lumumba.

Une offensive militaire décisive sur Mbuji-Mayi ?

Au moment où à Windhoek, les agresseurs tentent de distraire le gouvernement de Kabila avec des projets fumeux de cessez-le-feu, leurs troupes prenaient pied au Kasaï Oriental et de violents combats se déroulaient à Lubao, sur la route de Mbuji-Mayi.[131]

Des quantités impressionnantes d'armes destinées à l'Ouganda et au Rwanda arrivent depuis quelques mois dans le port de Dar-es-Salaam en Tanzanie. Un premier bateau livre 90 chars, fin novembre 1998. Le 23 décembre, un navire grec transporte 80 tonnes de missiles portables. Le 14 janvier, le Komalsan débarque six chars blindés, 5.000 missiles anti-chars et 5.000 missiles anti-aériens, 5.000 fusils automatiques, 1.000 lanceurs de grenades et 2.000 caisses de munitions.[132]

Récemment, une grande partie de ces armes a été amenée sur le front congolais en préparation de l'offensive finale. Ces derniers temps, il y a eu une pause toute relative dans les combats à l'Est. L'Ouganda et le Rwanda en profitent pour se préparer à une grande offensive. Du seul aéroport d'Entebbe en Ouganda, deux Iliouchine 76 et un C130 transportent, entre le 1er et le 22 janvier, plus de 1.800 tonnes d'équipements militaires vers Kisangani et Goma. Des chars T55 sont ainsi parvenus à Kisangani.[133] Des munitions et des armes légères sont parachutées au Nord de Mbuji-Mayi et à Kalemie. Colette Braeckman a pu entendre à la mi-janvier à Kigali que la solution militaire était la seule voie considérée comme valable par le Rwanda. Pierre Bigras en conclut qu'on peut s'attendre dans les semaines à venir à une grande attaque menée en commun par les Ougandais et les Rwandais contre Mbuji-Mayi et Lubumbashi.[134] Ed Marek, un ancien des renseignements militaires américains, est du même avis : *« L'Ouganda, le Rwanda et le Burundi sentent nettement des faiblesses dans la Coalition du Congo, peut-être même des faiblesses extraordinaires. Ils parlent même entre eux de la possibilité d'une victoire totale sur le gouvernement Kabila »*.[135]

Le 27 janvier, ces préparatifs pour l'attaque décisive semblent déjà bien avancés avec la prise de Lubao. Les agresseurs sont maintenant à 250 km de Mbuji-Mayi. Avant cet objectif, seule la ville de Kabinda fait encore obstacle. Elle est massivement défendue par des troupes angolaises, zimbabwéennes et namibiennes. Au même moment, Jean-Pierre Bemba affirme que ses troupes ont repris Gemena et que les soldats des FAC ont fui en République Centrafricaine.[136]

Début février, des commandants rebelles du front Sud, rencontrés par Todd Pitman de *Reuters* à Goma, affirment qu'ils ont reçu le feu vert pour de nouvelles offensives après plusieurs mois d'inactivité. Ils avanceront bientôt sur Lubumbashi.[137]

Du mauvais usage de la «Société Civile»

Au moment où agresseurs et rebelles préparent une grande offensive au Kasaï et au Katanga, leurs maîtres américains sont pleinement engagés dans une offensive politique parallèle.

Les Etats-Unis veulent imposer au Congo des changements politique et économique qui réduisent ce pays au statut d'une néocolonie. Ce but, ils le poursuivent obstinément par deux voies distinctes: ils mobilisent l'opposition dite «démocratique» et certaines fractions de la Société Civile pour réaliser ce but par la voie «pacifique», tout en persistant à soutenir les agresseurs-rebelles pour l'atteindre par les armes.

L'origine de la «Société Civile»

Le concept de la «Société Civile» a été forgé par les idéologues de l'impérialisme américain. Créer et développer une «Société Civile» sous l'influence, voire le contrôle direct de l'Occident, est essentiel pour donner une base de masse et une légitimation aux régimes néocoloniaux.

L'ouvrage célèbre de Philippe Agee *«Journal d'un agent secret»*, explique comment, au cours des années soixante déjà, la CIA infiltrait et travaillait systématiquement les syndicats, les associations d'étudiants, la presse pour y développer des courants favorables à la politique américaine. Quand on étudie la façon dont le gouvernement Lumumba a été renversé en septembre 1960, on constate le rôle déterminant joué par l'Eglise catholique et monseigneur Malula, par la presse «libre», en l'occurrence *Le Courrier d'Afrique*, par l'organisation de jeunesse de l'Abako, par la Confédération des Syndicats Chrétiens, par des partis politiques «démocratiques» genre MNC-Kalonji, PUNA et Abako: toutes ces forces ont mobilisé certaines fractions des masses populaires à l'appui des complots américains.[138] Ce qui a finalement conduit au renversement et à l'assassinat de Lumumba.

A cette époque, on ne parlait pas encore de «Société Civile». Mais des expériences similaires ont été étudiées par les idéologues de l'impérialisme qui les ont systématisées dans leur concept contre-révolutionnaire de «Société Civile». Les concepts ne sont pas neutres, ils portent une charge idéologique déterminée. Le concept de la «Société Civile» a été fabriqué dans le but d'«effacer» et de faire oublier les données essentielles qui marquent la réalité de l'Afrique: la domination impérialiste et l'existence de classes sociales «indigènes» liées à cet impérialisme. La notion mystificatrice de «Société Civile» s'oppose à la notion de «Front populaire patriotique». Est-ce qu'un membre d'une ONG, d'un syndicat, d'une église peut vraiment croire que cela n'a aucune implication idéologique et politique que son organisation s'identifie à la «Société Civile» chère aux Américains ou au «Front populaire patriotique» cher à tous ceux qui exigent l'indépendance politique et économique?

Dans la conception américaine, la «Société Civile» congolaise regroupe essentiellement toutes les formations réactionnaires qui veulent perpétuer le néocolonianisme. Mais les puissances impérialistes s'efforcent aussi de faire entrer dans cette «Société Civile» des organisations populaires authentiques, progressistes. Le but est de gagner certains de leurs dirigeants pour qu'ils réorientent leur organisation dans un sens favorable à l'Occident. C'est ce que les différentes puissances impérialistes tentent de faire aujourd'hui avec les nombreux Congolais de la «Société Civile» qu'ils promènent à travers toutes les capitales occidentales.

«Aimez votre ennemi»

A Kinshasa, des amis m'ont remis un tract du Groupe AMOS, publié le 7 décembre 1998. Titre: *«Appel à la paix et à la non-violence active»*. On y lit un réquisitoire haineux contre le peuple qui a osé se défendre face à des rebelles infiltrés à Kinshasa, une attaque virulente contre le Zimbabwe et l'Angola qui ont porté secours au peuple congolais. AMOS affirme qu'il faut négocier avec «nos frères rebelles» pour qui il faut avoir «de l'amour»!

Voici quelques extraits de ce «tract»: *«L'épisode de la guerre de Kinshasa révèle un peuple congolais à la fois victime innocente et auteur malheureux de la violence. (...) Loin de nous ramener la paix, l'implication d'alliés militaires divers inquiète, car leurs intérêts ne coïncident pas nécessairement avec ceux de notre peuple. (...) Le Groupe AMOS reste convaincu que la voie de la paix passe par des négociations avec tous les acteurs de cette guerre fratricide: le gouvernement, les pays voisins et nos frères rebelles, ce qui favorisera le rétablissement de la paix et d'un Etat de droit en RDC, suivant résolument le schéma de la CNS. (...) Nous opposons à la haine et à la vengeance, l'amour de l'ennemi.»*

Les opposants affirment que Kabila est un dictateur et qu'il faut libérer les prisonniers politiques. L'existence même de ce tract prouve le contraire. Kabila commet une erreur en ne mettant pas en prison tous les ennemis du peuple qui écrivent ce genre de littérature. Combien de dizaines de milliers de Congolais payeront de leur vie cette agression barbare qui se prolonge indéfiniment à cause de cette propagande «pacifiste» capitularde?

Le peuple n'est pas dupe. Un jour, la femme de mon ami le professeur Badibanga m'a raconté une anecdote fort significative. Elle était dans un taxi et quelqu'un disait qu'avec la guerre de Brazzaville, beaucoup de réfugiés traversaient, qu'il fallait fermer le *beach*, parce qu'il y a sans doute beaucoup de mobutistes parmi eux qui s'infiltrent à Kinshasa. Sur quoi un autre homme sortait sa bible et affirmait que dieu a dit qu'il faut aimer son ennemi. La femme de Badibanga répliqua qu'il est aussi écrit que dieu vaincra tous les ennemis d'Israël. Enfin le quatrième passager intervint fort à propos: *«Ce monsieur ici doit être un rebelle. Chauffeur, il faut le conduire au poste de police»!*

D'accord avec la rébellion sur la démocratie...

Le groupe Jérémie rassemble des ONG congolaises et des mouvements d'inspiration chrétienne. Un de ses animateurs, le jésuite Rigobert Minani se trouve le 21 janvier 1999 à Rome dans le cadre d'une campagne pour « arriver à une solution pacifique » à la guerre. Il vient de passer par la Belgique et se rendra ensuite en Suisse et au Canada, tandis que d'autres membres de son groupe iront vendre leur « agenda pour la paix » en France, aux Etats-Unis et en Allemagne. Lorsqu'on sait qu'au Congo beaucoup de gens doivent survivre avec 7 ou 8 dollars par mois, on peut se poser la question : mais qui paie tous ces voyages, toutes ces factures d'hôtel ?

Jérémie est un des nombreux groupes qui, sous une couverture religieuse, propagent la politique de l'impérialisme américain. Minani a salué l'accord de cessez-le-feu de Windhoek et estime que « le temps des négociations est arrivé ». Et cela au moment où les bandes d'assassins de l'UNITA, en coordination avec le Rwanda et l'Ouganda, lancent de grandes offensives en Angola et menacent le Bas-Congo !

Minani a commencé par donner l'exemple de la négociation : du 13 au 16 janvier, il a rencontré une délégation des rebelles à Anvers ! L'UDPS et d'autres opposants pro-occidentaux y avaient été invités de même que le gouvernement Kabila, qui a évidemment refusé. Minani voulait obtenir une préfiguration des négociations que les Américains veulent imposer à Kabila : le gouvernement légal sera mis sur un même pied que les criminels qui dirigent la rébellion et que les politiciens de la Transition mobutiste.

Reprenant la position du Département d'Etat américain, Minani déclare : *« Nous sommes d'accord avec la rébellion sur le fait qu'il faut une démocratie plus forte au Congo et d'accord avec Kabila pour préserver l'intégralité territoriale du pays »*. Puis il souligne qu'il *« faut être vigilant parce que l'accord de Windhoek pourrait renforcer le pouvoir de Kabila »*.[139]

Un Fonds décentralisé pour briser l'esprit de résistance

J'ai discuté avec les étudiants qui ont dirigé la guerre populaire sur le campus de l'UNIKIN. *« C'était extrêmement dur, on n'avait rien à manger, pas d'électricité. Il fallait veiller la nuit, chercher des rebelles qui erraient dans la brousse. Ca nous dépassait, on avait froid dans le dos. Les étudiants ont attrapé 47 rebelles, parmi lesquels 20 Rwandais et un officier ougandais avec du matériel de transmission. Nous avons confisqué 47 armes. Nous avons fait des procès verbaux et remis les prisonniers et les armes à nos militaires. »* Les étudiants m'ont dit aussi que depuis la fin de la guerre, l'ambassadrice du Canada se promène souvent au campus pour y organiser des réunions pour la paix. Les étudiants ne comprennent pas que le gouvernement permette que cette femme fasse ouvertement un travail de subversion et de sape.

Je me suis rappelé cette conversation, lorsque je lisais deux semaines plus tard une dépêche. Le Canada a créé au Congo un *« Fonds Décentralisé de Développe-*

ment Démocratique». Il permettra de réaliser des *«interventions rapides et souples»* pour de petits projets de 10.000 à 20.000 dollars. La préférence va à quatre secteurs, dont les deux premiers sont le développement de la démocratie et le règlement pacifique des conflits. En langage clair, cela veut dire dans le contexte actuel: faire de la propagande pour la démocratie néocoloniale et prêcher la capitulation devant l'agression rwando-ougandaise. A l'évidence, à coups de dix mille dollars, somme fabuleuse au Congo, le Canada recrutera des réseaux d'intellectuels qui veulent se mettre au service de l'Occident... et de ses Rwandais, Ougandais et rebelles...[140]

La «Société Civile» congolaise à Anvers, Montréal, Washington...

A la mi-janvier 1999, une réunion de la Société Civile congolaise a été organisée... à Anvers, en Belgique. Plusieurs points de vue valables et même anti-impérialistes y ont été exprimés par des Congolais. Ce qui montre que beaucoup de membres de la Société Civile sont, au départ, des nationalistes que l'Occident veut reconvertir en agents de l'impérialisme. Dans la déclaration finale nous pouvons lire notamment: *«Le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda ont envoyé leurs troupes au Congo. Il faut craindre la transformation des provinces de l'Est en une zone tampon pour les pays voisins. (...) Des sociétés et des Etats prennent des engagements d'exploitation minière avec les mouvements rebelles. Cela constitue une preuve du rôle des lobbies extérieurs dans les conflits qui déchirent la sous-région. Rien ne saurait autrement expliquer la convoitise des uns et des autres à l'égard des ressources et potentialités du Congo qu'il faut avoir à tout prix».*

Certains délégués ont été choqués par le cynisme des autorités européennes. Lors d'une conférence de presse à Kinshasa, Nestor Bazeye et Marcel Kapambwe, ont dénoncé le *«désengagement total des milieux européens de la crise armée que connaît le peuple congolais»*. Ils ont déclaré que beaucoup de responsables européens sont partisans de la balkanisation du Congo sous prétexte qu'il est ingouvernable. *«La thèse du morcellement de la RDC est largement partagée par des Européens. Certains officiels belges collent aux murs de leurs bureaux la carte des territoires occupés par les troupes d'agression, ce qui a choqué les délégués de la Société Civile.»*[141]

Mais les puissances impérialistes n'ont cure des analyses et des pensées de leurs protégés. Ce qui compte réellement sont les conclusions politiques pratiques qu'elles arrivent à imposer à leurs «invités». Or, le *«plan de paix en cinq points»* adopté à l'issue de la rencontre d'Anvers, est une reprise intégrale du programme des agresseurs et des rebelles.

«1. Un accord politique entre les belligérants pour mettre fin à la guerre.
2. Un cessez-le-feu.
3. Le déploiement d'une force internationale d'interposition.
4. Le retrait de toutes les forces étrangères sous la supervision de l'ONU.

5. Le dialogue politique dans le cadre d'une Table Ronde réunissant les représentants du gouvernement, de la rébellion, des partis politiques majeurs, des quatre grandes confessions religieuses, des composantes de la Société Civile.»[142]

Ce soi-disant «plan de paix» ne dit pas un mot sur la guerre d'agression dont le Congo est la victime. Il met sur le même pied les pays agresseurs et les pays qui ont volé au secours du Congo agressé. Il n'exige pas le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes d'agression. Il n'exige pas réparation pour les destructions et les pillages commis par les agresseurs et rebelles. Il ne dit rien sur le rôle de l'impérialisme américain qui dirige, arme et aide les agresseurs rwandais et ougandais. Il met le Congo sous la tutelle de ce même impérialisme américain: c'est ce dernier qui contrôle l'ONU et qui contrôlera la «force d'interposition». Ce «plan de paix» reprend le projet conçu par le mobutiste Kengo wa Dondo pour renverser le gouvernement de Kabila grâce à une «Table Ronde» où domineront les mobutistes et leurs complices du temps de la CNS.

Montréal: des masques tombent

Il n'y a pas le moindre doute que les puissances impérialistes financent la «Société Civile» pour qu'elle adopte les «plans de paix» qu'elles lui dictent. Tout indique que c'est l'impérialisme américain qui tirait les ficelles de la rencontre d'Anvers. Cela apparaît encore plus clairement dans le «follow-up» qui a eu lieu à Montréal et à Washington.

Du 29 au 30 janvier se tient une *«Conférence pour la paix»* à Montréal qui réunit des délégués d'Anvers et des politiciens néocoloniaux genre Nendaka, Mpeti et autres Mpuila.

La réunion est dirigée par le *Centre International des Droits de la Personne et du Développement Démocratique*, un organisme de l'Etat canadien, créé par une loi de 1988. Ce Centre occupe 26 personnes qui travaillent avec des gouvernements du monde entier, des institutions internationales et des ONG's. Cette présentation suffit pour comprendre que c'est une couverture pour les services de renseignement de l'Etat canadien.

Son directeur Warren Allmand explique que le Centre s'est récemment impliqué à fond au Congo *«pour assister la Société Civile»*. Le terme est bien choisi: ce que les impérialistes appellent la «Société Civile» est en général une société «assistée», voire dirigée par l'Occident.

Quels sont les hauts faits d'armes de ce Centre? Eh bien les voici, présentés par son directeur: *«En Union soviétique, nous nous sommes impliqués auprès des groupes qui luttaient pour la libération des pays baltes, l'Estonie, la Lituanie...»* Cette information mérite qu'on s'y arrête un instant. Après la seconde guerre mondiale, de nombreux criminels, tortionnaires et génocidaires nazis ont trouvé refuge au Canada. Les organisations d'anciens fascistes des pays baltes et de l'Ukraine y sont nombreuses et puissantes. Le *Centre International des Droits de la Personne* a mani-

festement été actif aux côtés des forces les plus barbares qui ont impulsé la contre-révolution en Union soviétique. Il vaut mieux le savoir...

Le directeur Allmand continue sur sa lancée. Grâce à la destruction du socialisme en Union soviétique, le monde va mieux, parce que *« l'ONU accepte maintenant de jouer un rôle dans les guerres civiles; depuis 1993, il y a eu plus de dix-sept interventions dans plusieurs pays »*. Et comme s'il était drogué par ses propres paroles, Allmand ne se retient plus, il oublie même qu'il parle à des Congolais. En effet, quel Congolais au courant des tueries et des ravages causés par les agresseurs, peut digérer ceci: *« Les grandes puissances travaillent maintenant ensemble pour faire quelque chose. Depuis la fin de la guerre froide, les Nations Unies ont fait un effort. Elles ont commencé à ignorer la "notion sacrée" de souveraineté et à intervenir en faveur des peuples. Le principe est maintenant accepté. Chaque année, les interventions pour des raisons humanitaires sont davantage acceptées »*.[143]

Ainsi, la Société Civile congolaise se réunit au Canada sous les auspices d'un Centre dont le but avoué est de mettre fin à «la notion sacrée» de la souveraineté congolaise!

A Montréal, la «Société Civile» et certains partis congolais ont décidé de se doter d'un comité exécutif qui sera financé par les braves philanthropes du CIDPDD, c'est-à-dire indirectement par l'impérialisme nord-américain. On comprend la remarque désabusée de Pierre Bigras, qui assista à la réunion d'une des commissions: *« Les participants avaient le sentiment que de tels forums à l'extérieur du pays pouvaient être utiles, sinon nécessaires, pour influencer les dirigeants occidentaux, qui sont encore considérés comme tirant les ficelles »*.[144] C'est grotesque... Ceux qui sont en train d'être influencés, manipulés, achetés par les dirigeants impérialistes, se donnent bonne conscience en s'imaginant que ce sont eux, pauvres bougres d'un pays africain martyrisé, qui influencent les maîtres de l'esclavagisme moderne...

Le *« Centre »* a soumis une «Déclaration» à la discussion des participants. Elle contient un point particulièrement frappant. *« Les participants ont demandé le déploiement d'une force internationale d'interposition d'environ 12.000 hommes ainsi que la mise en place d'une mission internationale d'observation pour accompagner le processus de la mise en place d'une armée nationale républicaine. »*[145] C'est un programme de recolonisation militaire du Congo! Il propose de refaire exactement ce que l'impérialisme américain a fait lors de l'élimination de Lumumba. En juillet 1960, l'armée belge a occupé plusieurs parties du Congo, comme le font actuellement les troupes rwando-ougandaises. Alors, l'ONU a envoyé une «force d'interposition» qui devait organiser le départ des troupes d'agression belges. En réalité, les troupes de l'ONU se sont rangées du côté des forces d'occupation belges. Le 13 septembre 1960, Lumumba accusa l'ONU de vouloir imposer *« une nouvelle tutelle internationale sur le Congo »*. Après la mort de Lumumba, les puissances impérialistes ont pris la *« réorganisation »* des Forces Armées Congolaises en main, pour en faire une armée anti-populaire, néocoloniale. C'est en s'appuyant sur cette armée que Mobutu a créé un régime inféodé à l'Occident.

Les Américains qui ont rédigé la Déclaration de Montréal tenteront donc de renouveler cette fructueuse expérience !

Visites de courtoisie aux services de renseignements américains

Une délégation de la Société Civile, réunie à Anvers, s'est rendue aux Etats-Unis. C'était une visite hautement significative. Les 21 et 22 janvier 1999, le *International Human Rights Law Group* a financé le voyage de Hamuli Kabarhuza (CNONGD), Jeanine Mukanirwa (PAIF Goma), Thierry Nlandu (Groupe Amos) et Jean-Pierre Badidike (Groupe Justice et Libération) à Washington. Il faut être aveugle pour ne pas voir que ce «Groupe International des Droits de l'Homme» est financé par les services américains.

La délégation de la «Société Civile» congolaise a déclaré qu'elle s'est réunie récemment à Anvers et qu'elle y a adopté deux points que nous voulons commenter.

Le premier: *« Le peuple congolais s'oppose à la guerre; la victoire militaire d'un camp ou de l'autre ne résoudra pas les problèmes du pays »*. En clair, ces quatre individus s'opposent aux efforts de l'armée congolaise et des résistants Maï Maï pour chasser les agresseurs. Ceux qui s'opposent en ces termes aux efforts de défense, aident en réalité les agresseurs à gagner la guerre.

Ensuite: *« Il faut respecter les droits de l'homme. Les deux camps commettent des violations et il faut mobiliser les partenaires et les gouvernements internationaux pour soutenir les droits de l'homme et faire des pressions sur les deux camps »*. Cette déclaration honteuse est uniquement destinée à plaire aux autorités américaines. Placer au même niveau les massacres, tueries, sauvageries que les agresseurs commettent dans les territoires occupés et des erreurs qui peuvent être commises du côté du gouvernement national, est une véritable insulte au peuple congolais. Vouloir «mobiliser» les gouvernements impérialistes pour qu'ils interviennent politiquement et fassent pression sur le gouvernement de Kabila, c'est trahir la cause nationaliste.

La délégation a tenu deux réunions dans les bureaux de l'USAID où elle a rencontré Tony Gambino, le chef de la Région des Grands Lacs. Elle a eu des entretiens avec deux directeurs du *Conseil National de Sécurité,* Robin Sanders et John Prendergast, responsables pour l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Est. Au *State Department*, elle a discuté avec le directeur de l'Afrique Centrale, Roger Meece, et le responsable du Congo, Don Koran. Selon la délégation, ces rencontres ont été *« un grand succès »* et les responsables américains *« se sont montrés fort intéressés dans les perspectives de la Société Civile, étant donné que, comme le disait un responsable "Nous n'avons absolument pas confiance en Kabila, ni dans les rebelles; pour cette raison, votre opinion et le travail que vous voulez faire, est essentiel". »*[146] Lorsque les autorités américaines, qui sont prêtes à massacrer des millions de Congolais pour mettre la main sur les richesses du sous-sol du Congo, vous disent que votre travail est essentiel, alors vous savez quelle cause vous défendez en réalité.

Société Civile, groupes rebelles et partis «démocratiques»

Nous avons signalé qu'à la conférence de Montréal, la «Société Civile» avait été rejointe par des politiciens comme Nendaka, un des plus grands assassins que le mobutisme ait produit, comme Mpeti, le «démocrate» qui a fait une petite visite aux rebelles à Kigali et comme Mpuila, un des ennemis les plus acharnés du nationalisme congolais.

Le tableau d'ensemble est maintenant dégagé.

Les Américains ont lancé la guerre d'agression rwando-ougandaise pour renverser Kabila et, s'ils n'y arrivent pas, pour affaiblir Kabila au point qu'ils pourront lui dicter leurs conditions. Les Américains ont leur «solution politique» à la guerre qu'ils propagent et poursuivent par tous les canaux possibles et imaginables. Cette solution consiste dans le retour à la démocratie néocoloniale qui a régné au Congo entre 1961 et 1965, puis pendant la CNS-HCR-PT de 1990 à 1997. Aujourd'hui, il s'agit de rassembler toutes les forces du néocolonialisme au Congo: les rebelles, les mobutistes, les tshisekedistes, les nouveaux partis pro-occidentaux, l'Eglise catholique et une grande partie de la «Société Civile». Toutes ces forces se sont liguées pour renverser Kabila et le gouvernement nationaliste et pour revenir à la «démocratie de la CNS» qui a fini par achever la destruction de l'Etat et la ruine de l'économie.

Nous avons déjà montré que le mobutiste et chef rebelle Bemba propose de retourner à la CNS, tout comme son rival Wamba dia Wamba d'ailleurs.

L'Occident a mené une violente campagne contre Kabila dès le 17 mai 1997. Il veut faire croire que ceux qui ont détruit le Congo pendant 37 ans aux côtés de Mobutu sont des «démocrates» tandis que les nationalistes autour de Kabila sont des «dictateurs». Nous sommes en plein surréalisme. Un rapace richissime comme Bemba peut aujourd'hui piller les richesses du pays et massacrer des Congolais tout en se posant en «véritable démocrate» contre le dictateur Kabila. *«Je ne crois pas»*, dit Bemba à Colette Braeckman, *«que Kabila puisse soudainement se transformer en démocrate»*.[147] Les Baramoto, Nzimbi et Mavua ont maintenant rejoint ce richard dans sa croisade pour la «démocratie». Bien sûr, Honoré N'Gbanda Atumba, ancien conseiller spécial de Mobutu appelé à l'époque «le terminator», s'est transformé, lui aussi, en grand «démocrate». Il déclare le 27 janvier 1999: *«Kabila n'a pas corrigé les "erreurs" qu'il disait être commises par le gouvernement de Mobutu. Aujourd'hui la dictature et l'insécurité règnent toujours au Congo. Aujourd'hui, il n'y a toujours pas de démocratie»*.[148] N'Gbanda remet en question les «erreurs» qu'on dit avoir été commises par Mobutu. Par contre, il affirme avec certitude que Kabila fait régner la dictature et l'insécurité. Voilà comment le noyau dur du mobutisme se range du côté de l'opposition, de la rébellion et d'une certaine Société Civile et comment il compte revenir au pouvoir par la voie de la «démocratie» néocoloniale.

Les Américains ont clairement fait comprendre qu'ils veulent la peau de Kabila, mais qu'ils n'ont pas l'intention de s'afficher trop avec les rebelles qui sont haïs par la population. Du coup, la direction de l'UDPS pense que son heure a sonné. Elle

devient téméraire. Commentant le décret sur la libéralisation des partis, Joseph Kapika de l'UDPS déclare: *« Nous ne devons pas donner nos lettres de créances à un dictateur qui cherche seulement des mécanismes pour sécuriser son régime décadent. Nous, de l'UDPS, rejetons ce décret et demandons à tous nos membres d'être prêts à continuer le combat, pour que le sol devienne chaud sous les pieds de la dictature ».*[149]

Le représentant de l'UDPS à Londres se range lui ouvertement du côté de la rébellion: *« Au-delà de l'implication de certains pays de la région, il est malhonnête de ne pas reconnaître que les Congolais ont de bonnes raisons de combattre un régime dont les méthodes ressemblent étrangement à celles du régime du défunt Maréchal. Ceux qui, au sein même de l'AFDL, estiment ne pas avoir pris les armes pour chasser Mobutu et pour le remplacer par un autre dictateur, ont fini par retourner les canons contre la dictature naissante ».*[150]

Le 2 décembre 1998 déjà, Adrien Phongo Kunda avait défini le programme commun entre l'UDPS et les marionnettes des agresseurs. L'UDPS soutient les rebelles, elle accuse Kabila de «*vouloir ignorer la rébellion*» qui est digne de participer à un «*gouvernement de réconciliation*»! Ainsi, les traîtres à la patrie seraient dignes de participer au pouvoir! Voici le texte de l'UDPS: *« Il n'y aura pas de sécurité en RDC tant que les autorités actuelles feignent d'ignorer la rébellion et l'opposition démocratique interne. L'UDPS exige:*

Que les opérateurs politiques de l'opposition armée et de l'opposition interne soient associés aux rencontres (internationales);

Qu'un forum de réconciliation nationale soit organisé pour mettre en place un cadre juridique consensuel pour la période de préparation aux élections;

Qu'un gouvernement de réconciliation et d'Union nationale soit mis en place pour la période de Transition.»[151]

Ce n'est pas non plus un hasard si Monsengwo était présent à la Conférence de la Société Civile et des partis néocoloniaux à Montréal. La hiérarchie de l'Eglise catholique a toujours joué un rôle majeur dans toutes les opérations de l'impérialisme au Congo indépendant depuis 1960. Pendant la Conférence Nationale, Monsengwo était l'homme des Américains et des Belges. C'est lui qui a «relancé» Kengo wa Dondo pour le compte de Washington, c'est lui que les Américains ont désigné comme candidat Président ad intérim en avril 1997. Une fois de plus, le politicien en soutane voyage entre les différentes capitales de l'Occident et fait un petit crochet par Kampala, pour voir Museveni. A Montréal, il affiche déjà ses ambitions: *« Mgr Monsengwo rappelle qu'un gouvernement d'Union nationale a été appelé par le clergé. Il s'est dit prêt à assumer ses responsabilités dans une mission de réconciliation permettant un consensus, seule source de légitimité du pouvoir politique ».*[152]

Chapitre 9

Victoires des FAC et pièges du Débat national

La guerre au Congo : le tournant ?

Février : l'échec de la grande offensive des agresseurs

Déjà en novembre 1998, un officier supérieur rwandais avait confié à un ami que tout était prêt pour la prise de Mbuji-Mayi : *« La ville est complètement infiltrée et elle tombera mi-février 1999 »*.

Et effectivement, le 16 février, un officier de l'état-major rebelle à Kisangani déclare à l'*AFP* : *« La grande offensive vers Kinshasa a commencé sur les trois axes : l'axe nord, dans la province de l'Equateur où l'objectif est la prise de Mbandaka, l'axe central vers Mbuji-Mayi et l'axe sud vers Lubumbashi. Nous avons engagé dans la bataille plus de 60.000 hommes au total. Nous avançons bien vers Mbuji-Mayi. L'ennemi est en fuite et nous ne comprenons pas pourquoi il n'oppose pas plus de résistance »*. Un autre officier rebelle en charge de l'attaque contre Mbuji-Mayi déclare de son côté : *« L'offensive a commencé il y a deux semaines. Nous ne contrôlons pas encore Kabinda, mais ce sera fait avant la fin de cette semaine »*.[1]

Le « Président » Wamba intervient à son tour : ses troupes lancent cette offensive parce que les médiateurs africains n'ont pas réussi à obtenir un cessez-le-feu. *« Nous devons donc combattre jusqu'au bout et renverser Kabila, former un nouveau gouvernement et mettre en place le cadre légal pour une Transition démocratique. »*

Selon des sources rwandaises à Kigali, plusieurs milliers de soldats et du matériel ont été transférés par avion sur le front de Mbuji-Mayi. Dans quel but ? Réaliser deux percées, la première de Kabalo vers Manono et la seconde, de Lubao vers Kabinda.[2] Wamba déclare que ses troupes peuvent prendre Manono *« à chaque moment »*.[3]

Le 17 février, *Reuters* signale des batailles à Moba sur le front Sud et à Opala et Ikela sur le front Nord-Est.

Le commandant rebelle Bob Ngoy dit, le 19 février, qu'il y a peu de combats sur le front en direction de Lubumbashi, mais que des renforts sont attendus et qu'un programme d'entraînement de nouvelles recrues est en cours. *« Nous sommes pour le moment sur la défensive mais nous préparons l'offensive. »* Il prétend que les rebelles comptent 12.000 hommes sur le front de Mbuji-Mayi et 16.000 sur celui de Lubumbashi.[4]

Le jeudi 25, les rebelles affirment avoir effectivement occupé Opala dans leur marche vers Mbuji-Mayi.

Pendant ce temps, la guerre reprend au Nord de l'Equateur, où Bemba mène des opérations pour reprendre Businga. 10.000 civils congolais prennent à nouveau la fuite vers la République Centrafricaine.[5]

La grande intox ?

Depuis la guerre contre Mobutu, l'armée rwandaise utilise deux atouts: sa grande efficacité militaire et sa maîtrise de la guerre psychologique. Lors de la guerre anti-mobutiste, les troupes de l'AFDL, appuyées par des unités angolaises, zimbabwéennes, rwandaises et ougandaises, ont conquis des villes par des attaques effectuées selon toutes les règles de l'art militaire. Mais elles en ont conquis bien plus en annonçant bruyamment de grandes opérations foudroyantes: cela suffisait pour que les FAZ partent en débandade...

Au cours de la guerre actuelle, les agresseurs utilisent la même tactique chaque fois qu'ils se retrouvent face à d'anciennes troupes mobutistes.

Mais les hommes de Kabila comprennent la ficelle. Kalume, le vice-ministre de la Défense, déclare: *«Le déploiement de soixante mille soldats rebelles entre dans le cadre de la vaste campagne de désinformation et d'intoxication orchestrée par les médias étrangers à la solde de l'ennemi en vue de décourager et de démoraliser nos militaires».*[6] D'autres informations d'origine rwandaise ne sont que pure invention. «*L'ennemi est en fuite et n'oppose pas de résistance*» – cette propagande doit inciter les militaires des FAC les moins courageux à suivre cet exemple. Les Rwandais affirment avec assurance que «*Kabinda tombera avant la fin de la semaine*» afin que les défenseurs capitulent devant la supposée supériorité écrasante des attaquants.

Richard Cornwell, qui travaille pour le *South Africa's Institute of Security Studies*, écrit le 19 février 1999 que les Angolais ont retiré la plupart de leurs forces du Congo, ce qui rend la coalition très vulnérable, puisqu'elle dépend en grande partie de la logistique angolaise. Il continue en affirmant que les Zimbabwéens aussi retirent leurs troupes de Mbuji-Mayi, repliées vers la côte occidentale pour assurer la défense finale de Kinshasa.[7] Le message est clair: dans ces circonstances, tout effort de résistance de la part des FAC devient futile.

Cette guerre psychologique sur le plan international est d'origine américaine. Au moment où Cornwell produit son «intox», l'ancien officier américain Ed Marek, reconverti en journaliste, relate: *«Les rumeurs qui courent à Washington disent que l'Angola aussi bien que le Zimbabwe retirent leurs troupes et que dans moins de 30 jours, on verra un changement majeur dans la situation au Congo. Certains disent que monsieur Kabila ne sera plus là, d'autres disent qu'il restera et formera un gouvernement plus inclusif».*[8]

Quatre jours auparavant, Marek rapportait des informations selon lesquelles 500 soldats rebelles étaient à 15 kilomètres de Mbuji-Mayi et que 17.500 autres suivaient derrière à 75 kilomètres.[9]

L'offensive repoussée

Face à la concentration de forces ennemies devant Mbuji-Mayi, les alliés restent étonnamment calmes. Un officier supérieur congolais déclare le 17 février 1999:

« Nous avons constaté que les rebelles ont lancé une offensive. Ils ne l'auront pas facile. Ils ne réussiront pas. Nos forces sont plus importantes sur le terrain à mesure que l'ennemi s'approche de Mbuji-Mayi et de Lubumbashi ».[10]

Les régions autour de ces deux villes sont constituées de brousses et de savanes qui n'offrent aucune possibilité de camouflage aux agresseurs. L'aviation alliée peut aisément bombarder les concentrations ennemies. Les forces alliées, en position défensive et dans les tranchées, possèdent ainsi un avantage certain sur les attaquants. Pour s'imposer, les agresseurs rwandais doivent établir un rapport de 4 attaquants pour 1 défenseur.[11] Ce qui s'avère impossible, leurs troupes n'étant ni assez nombreuses, ni assez mobiles.

Les alliés de Kabila connaissent bien les efforts des agresseurs pour former massivement de nouvelles recrues et réorganiser leurs troupes, ainsi que les récents achats d'armes sophistiquées. *« Depuis le début du conflit, les envahisseurs ont utilisé les pourparlers de paix pour réaliser des percées militaires »*, peut-on lire dans une déclaration des Forces Alliées qui affirment par ailleurs avoir pris les mesures nécessaires pour interdire *« une victoire militaire totale »* aux ennemis.[12]

A partir du 11 février, l'aviation zimbabwéenne effectue des bombardements intenses sur les rebelles à Ngunzu, Kabalo, Kibombo et Lubao pour arrêter l'avancée des agresseurs sur Mbuji-Mayi.

Le ministère de la Défense du Zimbabwe affirme le 20 février que les rebelles ont subi de lourdes pertes sur le front de l'Est et du Nord avec plus de 400 soldats tués ou faits prisonniers. Le chef de l'état-major namibien, le général-major Martin Shali, déclare que les rebelles ont effectivement lancé un nombre d'offensives qui ont toutes été repoussées: *« Les forces rebelles ont subi de lourdes pertes à tel point qu'elles n'ont pas eu le temps d'enterrer leurs morts ».*[13]

Le lendemain, le ministre Didier Mumengi apparaît à la télévision nationale: *« Mbuji-Mayi est tout à fait sécurisée. La grande marche des forces congolaises et de leurs alliés prend forme ».*[14] Cette image évoque pour la première fois un tournant dans la guerre. Et la *RTNC* annonce que de nouveaux chars de combat, des canons et des pièces d'artillerie anti-aériennes sont acheminés vers le front de l'Est.[15] Kalume, vice-ministre de la Défense, semble, lui aussi, très optimiste: *« Il y a de bonnes chances pour que dans un délai plutôt acceptable, nous arrivions à bout de cette agression militaire ».*[16]

Au même moment, Kabila met plutôt l'accent sur les énormes difficultés qu'il faudra encore vaincre. Et il colle aux rebelles le seul nom qu'ils méritent: «des traîtres du peuple congolais». Le 22 février, il parle aux hommes du 3ème bataillon d'infanterie. *« Si nous ne résistons pas, les envahisseurs vont venir jusqu'ici à Kinshasa. Quel est ce soldat congolais qui va accepter d'être l'agent, le chien-couchant des Rwandais ? Tous ceux qui sont là ne sont que des jouets, des marionnettes des Rwandais et Ougandais. S'il y a des Congolais parmi eux, ce sont des traîtres du peuple congolais, s'il y en a, ce ne sont pas vos frères, ce sont vos ennemis. Les Congolais doivent d'abord compter sur eux-mêmes et sur leur armée. L'indépen-*

dance et la souveraineté du pays dépendent de leur volonté de ne pas être des esclaves. Nous avons besoin de recourir aux armes pour nous défendre et nous le ferons chaque jour. Nous nous armerons aussi longtemps qu'il y aura le danger de l'occupation étrangère. »[17]

Mars : premières contre-offensives des Forces Armées Congolaises

Personne ne peut dire si les FAC et alliés vont tenir le coup devant l'offensive foudroyante sur Mbuji-Mayi, annoncée par les agresseurs. Mais dans l'ensemble, les défenseurs ne paniquent pas et ne cèdent pas beaucoup de terrain. C'est déjà une victoire. La confiance s'installe.

Début mars 1999, les FAC et alliés tentent pour la première fois quelques contre-offensives. Elles visent trois villes stratégiques : Kindu au Maniema, Lisala en Equateur et Kisangani, dans la Province Orientale.

Le week-end du 27-28 février, les troupes de Kabila attaquent Kindu. Elles y entrent le 1er mars.[18] Le lendemain, elles contrôlent pratiquement toute la ville. L'Agence catholique *MISNA* affirme que l'assaut est l'œuvre d'une force mixte composée de Maï Maï bien armés par Kabila et de troupes des FAC, infiltrées dans la région à partir de leur base de Katako-Kombe, à 150 kilomètres. Les combats, auxquels ont participé des unités de l'artillerie lourde congolaise, ont obligé les Rwandais à quitter la ville et à se retirer sur Kalima, à 45 kilomètres. Mais deux jours plus tard, Kindu est de nouveau sous le contrôle des agresseurs.

Gérard Mukwasa a été cadre dans le maquis de Pierre Mulele en 1964-1966. Je l'ai connu à Brazzaville. Très courageux, malgré son âge, il s'est porté volontaire pour défendre la Patrie. Il participa à l'opération Kindu et il m'a dit que la ville pouvait facilement être défendue. *« L'échec est surtout dû au mauvais commandement des troupes et à des rivalités entre les chefs militaires. Comme tout le monde est "commandant", il n'y a pas de hiérarchie et de discipline entre les officiers supérieurs. Chacun veut avoir la gloire de la victoire et il va jusqu'à saboter et combattre les autres chefs militaires. S'il y avait eu un commandement unique, capable et ferme, Kindu serait encore entre nos mains.* »[19] Après la défaite de Kindu, Gérard a traversé tout le pays à pied, de Kindu jusqu'à Kinshasa...

Fin février – début mars, des Forces congolaises, appuyées par des Tchadiens, lancent également une attaque contre Lisala, dans la province de l'Equateur. Cette ville est occupée par les Ougandais depuis décembre 1998. Le 11 mars, Bemba annonce que les FAC ont mené, *« une offensive sur Lisala, mais nous les avons repoussées et l'ennemi a eu environ 500 morts, essentiellement des FAC et des extrémistes hutu »*.[20] L'échec des FAC aux portes de Lisala est confirmé.

Un responsable des FAC déclare que des opérations sont également en cours dans la région de Kisangani. *« Des unités spéciales ont été envoyées derrière les lignes de l'ennemi. Nous nous préparons à mettre les régions entourant Kisangani sous notre contrôle.* »[21]

Dans l'ensemble, en ce mois de mars, les efforts essentiels des FAC et Alliés sont toujours concentrés sur la défense stratégique. L'attaque ennemie prévue contre Mbuji-Mayi reste la première préoccupation de Kabila. Tout est mis en œuvre pour empêcher les agresseurs de réaliser la concentration de troupes nécessaires à un assaut victorieux.

Le Quartier-Général des Forces Alliées publie le 11 mars un communiqué à Harare. Il affirme qu'une colonne d'agresseurs a avancé sur l'axe Tshofa-Penge dans le Sud-Est du Congo, à 200 kilomètres au sud de Kindu.[22] Elle est tombée dans une embuscade, l'aviation zimbabwéenne a mené de violentes attaques et les ennemis ont perdu 239 soldats. Le communiqué poursuit: *« Sur le front Sud-Est, vers Mbuji-Mayi, des objectifs ont été touchés à Lubao, où un avion a été détruit et la piste d'atterrissage gravement endommagée »*.[23] Deux semaines plus tard, le 25 mars, Munene peut confirmer que la situation est calme à Kabinda, que les FAC ont l'initiative des combats et progressent vers Lubao.

Ce mois de mars est aussi marqué sur le plan militaire par un autre événement capital: une liaison a finalement été établie entre les «jeunesses» qui ont pris les armes au Kivu et les Forces Armées Congolaises.

Le 11 mars, Kabila annonce non sans émotion que la ville de Mwenga, au Sud-Kivu, a été reprise par les combattants Maï Maï. Dirigés par les commandants Lwetcha et Padiri, encadrés par d'autres éléments des FAC, les jeunes maquisards de la région poursuivent leur effort pour libérer également Kamituga.

Mercredi 17 mars, le commandant Faustin Munene invite la presse au Quartier-Général et lui présente un groupe de soldats rwandais atteints du SIDA, arrêtés à Mwenga et Kamituga. Toute une compagnie ennemie a été liquidée dans cette région et quatre camions, soixante armes individuelles et des lance-roquettes ont été saisis. La libération de ces deux villes est le résultat de la nouvelle stratégie de l'armée nationale qui équipe et encadre désormais les Forces d'Autodéfense Populaires. Munene: *« L'ennemi, en dehors de quelques grands centres, ne contrôle rien. Toutes les populations de ces territoires se sont mobilisées comme un seul homme pour bouter l'ennemi dehors en utilisant les armes récupérées sur les envahisseurs. La population bénéficie de l'encadrement des FAC qui apportent aussi un appui matériel et logistique aux Forces d'Autodéfense Populaires »*.[24]

Les agresseurs s'acharnent

Le 3 mars, une nouvelle sème la panique: un nouveau groupe rebelle, l'*Union des Nationalistes Républicains pour la Libération*, annonce qu'il occupe Bolobo.[25] L'attaque a été menée à partir du territoire voisin du Congo-Brazzaville. Elle est commandée par un certain Imana, ancien colonel de la DSP qui a travaillé dans la protection rapprochée de Sassou Nguesso. Le général Eluki en serait le patron. L'Agence *Reuters* publie une dépêche: *« Il y a 3.000 à 4.000 soldats, essentiellement de la Brigade Spéciale Présidentielle, qui contrôlent Bolobo»*.[26] De nouveau, l'intoxication

fonctionne: certains évoquent déjà un scénario de cauchemar: les Rwandais occupent Mbuji-Mayi et marchent sur Kinshasa à partir de l'Est, la DSP descend sur Kinshasa à partir de Bolobo au Nord. Mais au moment même où la nouvelle est diffusée sur toutes les radios, des Congolais en contact avec les milieux de la rébellion à Bruxelles nous disent qu'il y a tout au plus 300 assaillants...

Des unités de choc de l'armée zimbabwéenne, dépêchées sur place, liquident en quelques jours ce «noyau dur» des troupes mobutistes. Le 19 mars, Munene déclare que la situation à Bolobo est parfaitement sous contrôle et que les FAC poursuivent les opérations de ratissage.[27] Le 3 avril, j'ai eu Marc Katshunga en ligne, le gouverneur du Bandundu, qui revenait à peine de Bolobo. Il me dit que la population là-bas est très révolutionnaire, que les attaquants ont été anéantis et que les groupes d'autodéfense populaires font toujours la chasse aux derniers éléments dispersés.

Bien que leurs arrières soient de plus en plus menacés par les actions des Forces d'Autodéfense et les bombardements de l'aviation alliée, les Rwandais et Ougandais semblent déterminés à avancer sur Mbuji-Mayi et Lubumbashi.

Voyons d'abord ce dernier front, celui de l'Est. Au Nord-Est, à partir d'Uvira et de Fizi, une nouvelle vague de 2.000 réfugiés congolais arrive en Tanzanie. Ils disent que les Maï Maï ont intensifié leurs actions dans la région. Il y a également quelques centaines de réfugiés récemment arrivés de Kalemie, qui affirment que les alliés y ont bombardé des positions rebelles.[28] Pendant toute l'offensive rwando-rebelle sur le front de l'Est au mois de mars, l'aviation alliée se montre très active et efficace.

Début mars, des rebelles entament la marche vers Lubumbashi et attaquent des positions gouvernementales au sud de Moba. Le 7 mars, on compte 4.000 nouveaux réfugiés congolais en Zambie. Le lendemain, les rebelles annoncent qu'ils ont pris Pepa, à 92 kilomètres au sud de Moba.[29] *New Vision* à Kampala écrit que les rebelles ont même lancé une attaque au-delà de Pepa, contre Pweto, au bord du Lac Mwero.[30] Une semaine plus tard, les rebelles ont fait le décompte total des cadavres de soldats zimbabwéens tombés lors des combats entre Pepa et Pweto, «et particulièrement à Mutoto». 150 Zimbabwéens sont morts, précisent-ils.[31]

Le 19 mars, le Haut Commissariat pour les Réfugiés à Genève apprend que des dizaines de milliers de réfugiés sont concentrés à Pweto. Parmi les réfugiés qui ont déjà franchi la frontière de la Zambie, beaucoup viennent de Moba de Kalemie, les bases de départ des agresseurs pour leur campagne contre Lubumbashi.[32]

Sur l'axe du centre, vers Mbuji-Mayi, les Rwandais et leurs auxiliaires congolais percent également. Le 16 mars, les rebelles affirment avoir tué 210 soldats de la coalition Kabila, dont 80 Zimbabwéens dans des combats au nord de Kabinda. La bataille s'est déroulée à Eshimba, lorsque des troupes alliées ont tenté de faire une sortie contre Lubao, à 50 kilomètres de Kabinda. Lubao dispose d'un petit aéroport et sert de base arrière pour la bataille de Kabinda, dernier verrou devant Mbuji-Mayi. Le commandant zimbabwéen de la zone, le major Stephen Madezokere, aurait été tué.[33] Les Rwandais, qui contrôlent Lubao depuis le 27 janvier, emmènent des journalistes internationaux sur place pour vérifier leur victoire. Hvroje Hranjski écrit

pour *AP* qu'il a vu *« des douzaines de cadavres de soldats zimbabwéens en état de décomposition »*. Un certain major Denis lui dit qu'une colonne de tanks, de véhicules blindés et de trois bataillons, l'un zimbabwéen, l'autre congolais et le dernier hutu, sont tombés dans une embuscade.[34]

D'où vient cet intérêt soudain et général pour des cadavres zimbabwéens ? Comment ne pas soupçonner une mise en scène « politique » ? Comment se fait-il qu'autant de Zimbabwéens se sont fait tuer, alors que les Rwandais ne présentent pas de cadavres hutu ? En d'autres occasions, le département de la guerre psychologique aurait étalé des Interahamwe abattus pour prouver que Kabila s'appuie sur des « génocidaires ». L'opération psychologique Eshimba vise apparemment à donner un appui à la Société Civile pro-américaine du Zimbabwe qui s'agite fort pour le retrait des troupes du Congo.

Le 17 mars, le ministre de la Défense du Zimbabwe, le camarade Moven Mahachi taxe l'essentiel de ces informations sur la bataille d'Eshimba de *« propagande et mensonges ». « Il n'y a que quatre de nos soldats qui sont tombés et Madzokere est vivant. Nous sommes sur le point de repousser l'offensive sur Kabinda. »*[35]

Terreur et intoxication

L'acharnement des agresseurs et rebelles s'exprime moins dans de grandes victoires sur le champ de bataille, que dans les tueries abominables de villageois hostiles.

Lors d'un « nettoyage » des villages de Mushinga, fin février – début mars, 50 paysans sont tués. L'agence catholique *MISNA* rapporte que plus de 100 civils ont été massacrés le 5 mars à Kamituga. Les 30.000 habitants ont tous quitté la ville ! Seuls le curé et vingt personnes sont restés.[36]

Vers le 15 mars, des hommes massacrent des Tutsi banyamulenge à Magunga, près du Lac Tanganyika. Le chef du village, Samson Muhizi, témoigne à Uvira que les massacres ont été commis à la machette. Mais Muhizi lance surtout une accusation inattendue. Il affirme être certain que les attaquants, qui prétendaient être Maï Maï, ont été payés par le gouvernement rwandais pour tuer les Banyamulenge: *« Nous voulons une force internationale pour arrêter le génocide qui est commis contre nous par le gouvernement de Kigali »*.[37]

Cette information est capitale. Elle montre que des Banyamulenge, au nom desquels Kagame a justifié son agression, s'opposent à l'occupation rwandaise et se font massacrer comme les autres Congolais qui résistent. Nous ne sommes qu'au huitième mois d'agression ! Le gouvernement congolais n'a pas tiré de ces faits les conclusions qui s'imposaient.

L'agence catholique *MISNA* rapporte un autre massacre qui a coûté la vie à 250 personnes dans les villages de Burhinyi et Ngweshe. Cela s'est passé les 20 et 21 mars. *« Certaines familles ont perdu jusque 10 à 35 membres. Hier, lundi, on avait déjà enterré plus de 200 personnes. »* Des troupes du RCD étaient en opération dans ces villages, officiellement pour liquider les Interahamwe...[38]

Le régime d'occupation et de terreur plonge la population du Kivu dans des conditions où la simple survie devient impossible. Dans un rapport de l'*IRIN* des Nations Unies, on parle de *« taux de mortalité choquant »* et de *« milliers de morts qu'on ne remarque pas ». « Dans la zone de Katana, près de Bukavu, le taux de mortalité est 2,5 fois plus haut que la moyenne en Afrique sub-saharienne. »*[39]

Pendant les mois de février-mars 1999, les Etats-Unis et leurs alliés rwandais continuent de plus belle la guerre psychologique contre Kinshasa : « Kabila est un criminel et un hors-la-loi, les rebelles marchent irrésistiblement vers la victoire ». Ainsi, un responsable du département de la Défense américain déclare à *NCN* que Kabila a recruté, armé et entraîné environ 10.000 à 15.000 anciens génocidaires rwandais. Il affirme que *« le caractère de paria de la coalition Kabila ne s'arrête pas là, puisque le Soudan a déployé 1.000 soldats dans la province de l'Equateur ».*[40] « Kabila le paria, le hors-la-loi, le parrain des génocidaires... », une propagande de guerre qui fait déjà de Kabila l'homme à abattre...

Le 8 mars, Ed Marek publie une analyse de la situation politique et militaire au Congo basée sur des informations qu'il a réunies à Washington. *« Il n'y a pas de confrontations majeures sur le terrain ou dans l'air dans des circonstances où Kabila est extrêmement vulnérable. Une grande activité se passe en coulisses, "underground" pour ainsi dire. Les rebelles congolais apparaissent comme placés sur le siège du conducteur, qui essaient de réaliser une prise du pouvoir aussi peu sanglante qu'il est humainement possible. On peut penser que les rebelles congolais infiltrent Mbuji-Mayi, Lubumbashi et Kinshasa dans le but de transmettre des messages de réconciliation et de paix. »*[41] Marek tente ainsi de conforter la confiance des Forces pro-américaines à Kinshasa dans leur victoire inéluctable sur les nationalistes. Mais par inadvertance, il rend un grand service à Kabila : il trahit la tactique des agresseurs. Il nous apprend que les rebelles infiltrent Kinshasa et d'autres villes pour prêcher *« la réconciliation et la paix »*. C'est donc cela, le message des agresseurs ? Le message de ceux qui tuent, massacrent et pillent à longueur de journées ? Ces mots sympathiques « réconciliation et paix » servent donc à détruire la volonté de résistance populaire dans les territoires libres ? Mais alors il suffit d'observer ceux qui refusent la résistance et parlent à tout propos de *« réconciliation et paix »*, pour identifier la cinquième colonne des agresseurs !

Un commandement unique pour les alliés

Les Rwandais et Ougandais savent que le temps joue en faveur de Kabila. Il leur faut arracher le pouvoir à Kinshasa sans délai. Or, en ce mois de mars, ils viennent de perdre l'initiative. Cela s'explique par l'hostilité farouche des populations occupées, par la résistance de la jeunesse organisée pour l'autodéfense, par l'entrée en guerre d'une nouvelle génération de soldats congolais. Certaines décisions prises par la Coalition du Congo ont également contribué à changer le rapport de forces.

Le 1er mars, Kabila, Mugabe, dos Santos et Nujoma se réunissent à Kinshasa. A la fin de la rencontre, Mugabe accuse le Rwanda, l'Ouganda et les rebelles d'avoir

« tourné le dos de la façon la plus disgracieuse à leurs engagements précédents » en faveur d'un cessez-le-feu. *« Depuis le début, les envahisseurs et les rebelles ont utilisé les pourparlers comme une tactique pour gagner du temps, alors qu'ils réorganisaient leurs forces pour déclencher de nouvelles attaques. Mais ils n'ont pas gagné beaucoup de terrain, puisqu'ils ont toujours été repoussés. » « Ils veulent que l'agression continue. Nous ne pouvons tolérer qu'elle se poursuive et avons étudié des moyens plus efficaces de combattre cette agression, pour y mettre fin. »*[42] Yerodia est plus explicite: *« Les chefs d'Etat ont décidé d'augmenter le potentiel militaire des Forces Armées Congolaises et Alliées en hommes et en matériel ».*[43]

Le 25 mars, Mugabe déclare après une conférence avec Nujoma: *« Nous devons penser à une nouvelle stratégie. Nous pouvons les frapper fort ».*[44] Le lendemain, les Forces Alliées de la Coalition Congo publient un communiqué à Kinshasa. *« La structure actuelle de commandement séparé n'est pas assez efficace pour combattre la résistance tenace des forces rebelles. Les Forces alliées se concentreront essentiellement sur l'Est où les affrontements sont particulièrement intenses. Une structure unique de commandement est de la plus grande importance pour défaire l'ennemi. »*[45] Un mois plus tard, à Luanda, Mugabe, dos Santos, Kabila et Sam Nujoma se concertent à nouveau et affirment maintenant qu'ils *« sont préparés pour un conflit de longue durée pour vaincre les rebelles ».*[46] C'est la première fois que la volonté des alliés de défaire l'ennemi et de vaincre les rebelles est aussi claire. Mais les difficultés sont grandes pour réunir les conditions objectives et subjectives permettant de réaliser cet objectif.

Le lendemain, les quatre Présidents tiennent une session de travail. Mugabe déclare: *« Nous allons combattre ensemble pour la stabilité de la République Démocratique du Congo. Notre présence dans ce pays continuera jusqu'au moment où elle n'est plus nécessaire. »*[47] Les quatre signent un « pacte de défense commune » qui les engage à agir conjointement si un des quatre pays est agressé. Cette décision peut avoir des conséquences lointaines: elle préfigure une défense africaine autogérée face aux tentatives américaine et française de constituer des forces africaines d'intervention rapides, véritables troupes mercenaires au service de la recolonisation.

Cette défense commune se mettra progressivement en place au cours des semaines qui suivent. Les quatre alliés discutent des questions techniques pour une guerre coordonnée et notamment des opérations à mener pour garantir la sécurité des frontières entre leurs pays, souvent menacée par l'UNITA.[48]

Pour l'anecdote, soulignons comment, fin mars – début avril, le chef rebelle Ondekane « analyse » la situation d'ensemble: *« L'ennemi est très démoralisé et tous les alliés de Kabila veulent quitter le Congo. La contre-attaque des troupes de Kabila a été définitivement stoppée ».*[49] Cela se passe de commentaire. Mais on relève quand-même un aveu précieux: le mois passé a été caractérisé, non pas par de « nouvelles victoires éclatantes des rebelles », mais effectivement par des contre-attaques de l'armée nationale.

Dans les faits, le rapport de forces s'équilibre entre les deux camps militaires qui s'affrontent. Le *African Defense Journal,* publié à Harare, écrit: *« En termes straté-*

giques, le Zimbabwe et l'Angola ont pratiquement été capables de mettre en échec le meilleur que les rebelles ont pu leur envoyer. Le Zimbabwe, qui a 9.000 soldats au Congo, continue d'amener des forces. Mais les alliés sont très prudents».[50] A la même époque, Kabila fait une analyse pertinente de la situation militaire. Il fait d'abord un constat: l'ennemi est bloqué. Il réaffirme alors sa détermination. Il sait ce qu'il faut faire pour libérer le pays: gagner du temps pour renverser les rapports de force. En aura-t-il les moyens et la capacité? *« L'état de la situation sur le théâtre des fronts prouve que l'ennemi a été bloqué. C'est déjà un acquis pour les Forces Armées Congolaises qui, au début de la guerre, étaient prises au dépourvu. Les autres avaient tous les moyens et le soutien des grands pays et la complicité de beaucoup d'autres, comme l'Afrique du Sud. Les Forces Armées Congolaises n'avaient plus de tête. Les Rwandais avaient infiltré la société congolaise. Il leur était facile de planifier l'invasion et d'atteindre l'objectif qui était le leur: la capitale, pour renverser le Gouvernement de Salut Public. Mais ils ont échoué grâce à l'alliance entre les Forces Armées Congolaises et la population. Le temps qui passe, c'est le temps pour changer les rapports de force et on est en train de les changer très sérieusement. Nulle part, ils n'avancent. Ils peuvent faire des débordements sur Libenge, Zongo, Pepa, et beaucoup d'autres endroits. Mais on finit toujours par les casser et les repousser. C'est une action furtive d'une armée très mobile. L'état des forces en présence est maintenant à l'avantage des Forces Armées Congolaises. Quand je dis qu'on va libérer le pays, cela est vrai. »*[51]

Avril-mai 1999: un tournant de la guerre?

Nous avons déjà souligné que la terreur aveugle et massive des agresseurs au Kivu suscite une haine implacable contre les occupants. Le sentiment général de refus de la domination rwandaise permet aux jeunes de prendre les armes et de résister avec efficacité. Les agresseurs se retrouvent face à une véritable guerre du peuple.

Le 22 janvier 1999, j'ai rencontré un camarade congolais que je connais depuis de longues années. Il est aujourd'hui au Kivu un responsable de la Société Civile, mais aussi des Maï Maï. J'ai fait un résumé de ce qu'il m'a dit sur la résistance populaire et je l'ai transmis aux camarades Yerodia et Munene:

« Il y a un noyau de Maï Maï qui ont combattu Mobutu et qui estimaient dès le départ, fin 1996, que les Rwandais ne venaient pas uniquement au Congo pour combattre Mobutu, les Interahamwe et les ex-FAR. Les Rwandais veulent aussi s'installer au Congo et piller nos richesses. Ces hommes n'ont pas été compris pendant toute une période. Quand Kabila a décidé en juillet de renvoyer tous les Rwandais, ils ont tous demandé de pouvoir entrer dans l'armée nationale pour sécuriser les frontières. Après l'agression, ils ont vite repris les armes et dans tous les villages, des jeunes ont formé des groupes de Maï Maï.

Les Forces Armées Congolaises basées au Kivu se sont divisées en trois parties: une partie a rejoint les Maï Maï, d'autres se cachent dans les villages et attendent la

contre-attaque des FAC et finalement ceux qui venaient d'autres régions ont rejoint le RCD, mais ils sont à 90% contre l'occupation.

Il y a aujourd'hui une véritable résistance populaire qui se développe. Il y a maintenant un coordinateur général, Lwetcha, et des responsables pour les différentes zones. Ils dirigent des milliers de jeunes. Cela ne se cache plus, les jeunes de la ville et des villages partent au maquis, les parents y envoient leurs enfants, les paysans offrent à manger. Cela m'a fait penser à ton livre sur Mulele.

Il y a plusieurs défis. Les jeunes sont enthousiastes, mais ils manquent cruellement de moyens, de la logistique, des armes, des munitions. J'ai vu une colonne de 1.000 combattants dont seulement 200 avaient des armes. Nous faisons maintenant des attaques essentiellement pour récupérer des armes. Nous faisons des collectes pour en acheter auprès des soldats congolais du RCD.

Il n'y a pas de coordination politique. La direction a été démantelée en février 1998. Depuis, certains ont capitulé et se trouvent maintenant en Europe. Un dirigeant a tourné casaque et travaille avec James Kabarehe. Certains ont été arrêtés et torturés et ont trahi. La tête a été démantelée. Nous avons commencé à reconstruire une direction politique.

Nous n'avons pas de liens réguliers avec l'état-major des FAC. Nous avons envoyé des émissaires à Kinshasa, il y a des canaux que l'état-major connaît. Il y a quelques semaines, ils nous avaient demandé de nous préparer à occuper Goma, Bukavu et Uvira pendant deux jours. Nous pouvons le faire si nous avons un minimum de matériel. Si Kinshasa ne peut pas nous faire parvenir du matériel, qu'ils envoient de l'argent. Nous pouvons acheter une tonne et demi d'armes pour 1.500 dollars. Par des collectes nous avons pu en récolter 800. Nous attendons que l'état-major nous envoie des émissaires, des techniciens surtout. Dix ou vingt techniciens militaires peuvent facilement rentrer. L'axe Kalima-Walingu est maintenant vide. Il y a deux pistes à Muanda et Kamituga où de petits porteurs peuvent atterrir. Nous avons seulement besoin d'un minimum d'aide en techniciens et en matériel pour être très efficaces. Kabila parle de la guerre populaire, mais chez nous, elle se fait. Nous avons l'impression d'être abandonnés.

Nous avions dit aux jeunes impatients, d'attendre. Mais ils ont attaqué Bukavu sans notre accord. Mes propres frères se battent chez les Maï Maï. L'attaque de Bukavu avait pour but d'éliminer les batteries autour de la ville. Ils en ont effectivement détruit la majeure partie et tué 19 soldats. Ils se sont emparés de matériel militaire. Ils ont ouvert les prisons et ont sorti deux de nos cadres du camp Sayo. Quand les Rwandais ont contre-attaqué, ils étaient déjà partis.

La population ne comprend pas la passivité de Kinshasa. Les gens commencent à dire : "On prétend que Kabila a vendu le Kivu, mais c'est vrai. Ses troupes sont restées deux mois à Kindu, mais n'ont exécuté aucune contre-attaque. Lorsque les FAC étaient à Kalemie, elles n'ont fait aucune attaque vers Uvira. Est-ce qu'il y a trahison ?"

Nous avons des dizaines de milliers de jeunes qui veulent combattre. Pourquoi Kinshasa n'arrive-t-il pas à nous faire parvenir un minimum d'encadrement militai-

re et de matériel ? C'est tout ce qu'il faut, parce que les jeunes sont déjà au maquis pour faire cette guerre populaire. L'état-major sait par quels canaux nous contacter. S'il envoie des émissaires, il comprendra quel potentiel militaire nos milices populaires représentent maintenant. »

Les Maï Maï deviennent les Forces d'Autodéfense Populaires

Au mois d'avril, Kabila et Munene prennent la décision d'armer, d'équiper et d'encadrer les jeunes du Kivu. Des sources militaires à Kinshasa affirment le 21 mai que *« depuis quelques semaines, des soldats et du matériel ont été acheminés dans les territoires de l'Est tenus par les Maï Maï qui comptent actuellement entre 15.000 et 20.000 combattants au Kivu »*.[52]

Il est possible que la libération de Mwenga et de Kamituga, réalisées début mars par des jeunes maquisards encadrés par Lwetcha et d'autres militaires congolais, aient forcé la décision.

Signalons au passage la dépêche de l'*AFP* consacrée à l'époque à cet événement important : *« Kabila a dit que les milices tribales Maï Maï ont pris la ville de Mwenga au Sud-Kivu »*.[53] Ainsi, cette agence insinue que Kabila crée des milices tribales ! C'est un exemple d'école de la manière dont les « médias de la liberté» distillent une propagande sournoise. Mais dans ce cas précis, l'ironie du sort a voulu qu'un autre correspondant de la même agence, basé à Kinshasa, ait publié le même jour une dépêche sur la même actualité. Celui-ci, Barthélemy Bosongo, a correctement cité Kabila disant que *« les Forces d'Autodéfense Populaires, organisées et armées par le gouvernement, ont pris la ville de Mwenga»*.[54] De toute façon, l'appellation Maï Maï n'a rien de tribale, elle est utilisée pour les jeunes de toutes les tribus qui se battent à l'Est contre les agresseurs. D'ailleurs, chez les Maï Maï au Kivu, on retrouve aussi des natifs de l'Equateur, du Bandundu et du Bas-Congo...

Fin avril 1999, Shabunda, chef-lieu du territoire du même nom, est repris par une opération conjointe des Maï Maï et des FAC. Une source missionnaire déclare que, début mai, les Rwandais stationnés à Kama sont tombés dans une embuscade tendue par les FAC et les Forces d'Autodéfense Populaires. Les combats ont duré toute la journée et les Forces rwandaises ont pris la fuite vers Kipaka. Dans cette dernière bourgade, ils ont brûlé plus de 150 maisons et achevé des malades sur leur lit à l'hôpital.[55]

A la mi-mai, l'agence catholique *MISNA* rapporte que 4.000 membres des Forces d'Autodéfense Populaires et des soldats des FAC viennent de reprendre le contrôle de Salamabila et de Wamasa. Ce contingent se trouve à ce moment à 30 kilomètres de Kasongo.[56] Et le 25 mai, le village martyr de Makobola est libéré par les Forces d'Autodéfense Populaires.

Les batailles de mai

Kabalo

Kabalo se situe en plein cœur de la première grande guerre africaine. Les deux coalitions sont face à face depuis cinq mois autour du pont Nzofu, à quinze kilomètres au sud de Kabalo. Kabalo sert de base arrière aux agresseurs pour le front de Mbuji-Mayi comme pour celui de Lubumbashi. Les Rwandais ravitaillent Kabalo à partir de l'aéroport de Nyunzu, 200 kilomètres vers l'est.

La coalition Kabila tient des positions stratégiques dans la région. Elle domine surtout les collines de Katutu, d'où elle empêche les agresseurs d'utiliser l'aéroport de Kabalo. On estime qu'environ 2.000 soldats namibiens vivent dans des tranchées au village Katutu. Le brigadier général Ndaitwah, commandant adjoint de la Force alliée, dirige ces troupes. Il est confiant, ses forces peuvent tenir leur position.[57]

En août 1999, les chefs d'états-majors des armées rwandaise et ougandaise, Kayumba Nyamwansa et Jeje Odongo, ainsi que le « ministre de la Défense » rebelle, Célestin Ilunga Shamanga, font une visite sur le front Sud-Est et notamment à Kabalo. Kayumba Nyamwasa dit: *« C'est difficile ici, nous avons des problèmes pour approvisionner nos troupes, mais nous continuons d'essayer ».*[58] Les agresseurs tenteront de définir une nouvelle stratégie pour prendre Mbuji-Mayi. Une visite d'une telle importance ne peut rester sans suite.

Pepa-Pweto

Le Programme alimentaire mondial de l'ONU déclare qu'au moins 20.000 réfugiés congolais sont arrivés entre le 5 mars et le 5 avril 1999 en Zambie. 15.000 autres sont attendus avant la fin du mois d'avril. Les réfugiés viennent surtout de Moba et Pepa.[59] Selon des réfugiés en provenance de Moba, leur ville serait tombée aux mains des agresseurs le 8 mars.

Des réfugiés congolais en Zambie pensent que les rebelles attendent la saison sèche pour lancer une grande offensive contre Pweto. Kibamba Kisele, un réfugié de Bukavu, estime que la bataille sera sanglante parce que les alliés ont installé des pièces d'artillerie lourde et des batteries anti-aériennes et qu'une escadrille d'avions de combat zimbabwéens y est stationnée.[60]

Le 14 avril, nous avons rencontré le vice-ministre de la Défense, Dieudonné Kayembe, qui revenait du Front de l'Est. Quelques jours auparavant, il y a eu une grande bataille au nord de Pepa. *« Les jeunes recrues se sont battues admirablement. J'ai confiance dans l'issue de cette guerre, les choses commencent à changer de notre côté. Nous sommes en train de forger une nouvelle armée, une véritable armée nationaliste. Sous le feu, les jeunes se sont très bien comportés. Les ennemis ont eu au moins 150 tués. »*[61]

Kabinda

Qu'il est loin le jour du 16 février, lorsqu'un officier rebelle annonçait la prise de Kabinda pour la fin de la semaine ! Le 8 mai, Okoto, gouverneur du Kasaï Oriental,

recommande à sa population de se méfier des radios étrangères qui parlent continuellement de la progression de la rébellion. *« Les rebelles sont en débandade. Les FAC, les policiers et la population organisée en comités de défense populaire sont en train de repousser l'ennemi et de reconquérir l'une après l'autre les localités occupées dans le district de Kabinda »*.[62] Mercredi 13 mai, les rebelles prétendent à nouveau que Kabinda est tombée. Ils publient eux-mêmes un démenti, le soir même... Et le 19 mai à Goma, au téléphone avec Kigali, Ondekane raconte que ses troupes viennent de *« repousser cinq contre-offensives à Eshimba »*.[63]

Le 23 mai, les autorités rwandaises, relayées par les radios occidentales, annoncent pour la énième fois la prise de Kabinda. Le journal *La Tempête des Tropiques* en profite pour faire de l'intox. Si la chute se confirme, écrit-il, Mbuji-Mayi, *« le dernier verrou avant Kinshasa »*, sera en très grand danger. *« La tension règne déjà dans la ville. Les populations des localités environnantes, qui ont fui à cause de l'avance des troupes rebelles, (s'y trouvent). Cette forte concentration (facilite) les infiltrations rebelles. »*[64]

En réalité, au cours du week-end du 22 et 23 mai, les Rwandais et rebelles sont battus lors de combats acharnés à proximité de Kabinda. Le gouverneur Okoto affirme que Kabinda est calme. *« Il y a eu des affrontements, nos ennemis ont perdu 450 soldats, nous avons récupéré cinq camions remplis de munitions et d'uniformes. »*[65] Selon des sources indépendantes, les avions des FAC et Alliés et surtout les hélicoptères d'assaut, font de véritables ravages dans les rangs des rebelles sur le front de Kabinda.[66]

Le 25 mai l'*Avenir* écrit sur la même bataille qu'il y a eu *« un véritable Waterloo pour l'armée rwandaise qui, cette fois, a décidé de combattre en première ligne, ne faisant plus confiance aux soldats congolais »*.[67] Le journal parle également de 450 morts du côté rwandais. A un ami, le général Dieudonné Kayembe a raconté que les Rwandais ont connu leur plus grande défaite de la guerre, l'élite de leur armée a été décimée. L'armée congolaise s'était retirée devant l'attaque rwandaise... Mais l'état-major congolais avait camouflé des troupes loin derrière les deux flancs du couloir où s'enfonçaient les agresseurs. Lors de la contre-attaque des forces congolaises et alliées, les Rwandais ont été attaqués de trois côtés et ce fut un carnage.

Lodja

Un commandant rwandais prétend que Lodja est prise le lundi 12 avril et que 12 soldats zimbabwéens y sont tombés. Une formation rwandaise de 1.200 hommes, en collaboration avec les rebelles, aurait pris la ville après de lourds combats.[68]

Par hasard, j'ai le même jour une discussion avec mon ami Richard Nsamba du *Messager Africain*. Personne ne sait à ce moment ce qui s'est passé à Lodja. Richard me dit: *« Il y a quatre jours, mon beau-père est venu de l'intérieur, de Lodja. Il dit qu'il y a là de petits commandants qui maltraitent la population et qui refusent de se battre. 5.000 soldats se sont regroupés à Lodja, surtout des éléments qui ont fui le front, des ex-FAZ et Gardes civils. Ils font la fête, ils boivent. Ces derniers temps,*

beaucoup de femmes sont entrées à Lodja. Il faudrait désarmer ces troupes et donner les armes à des jeunes qui veulent réellement se battre. Katako-Kombe est tombée simplement parce que les FAC ont quitté la ville. Au Kasaï et au Sankuru, quand vous entendez qu'une ville ou un village a été pris par les rebelles, c'est souvent un petit groupe de dix, vingt qui est entré après que les FAC ont pris la fuite. Si on avait armé les jeunes, ces petits groupes de rebelles ne passeraient nulle part. Récemment Kabila a fait une causerie morale devant des troupes. Il leur a dit: "Si vous n'avez pas le courage de vous battre, il y a d'autres volontaires. Il y a ceux qui fuient au combat. Nous envoyons des vivres au front, mais nous les retrouvons en ville où certains les vendent. Les traîtres seront fusillés". »[69]

On comprend qu'il n'y a pas eu une «formation rwandaise de 1.200 hommes» pour vaincre les fêtards armés de Lodja. La guerre a été violente uniquement dans le domaine de l'intoxication... Dès que les agresseurs se sont annoncés près de Lodja, les ex-FAZ ont décampé et ont pillé tout ce qu'ils trouvaient sur le chemin de la fuite. Le 13 avril, la mission catholique de Kole Centre, située à 190 km de Lodja, a été ravagée par des militaires en fuite. Ces déserteurs ont investi le petit centre de Kole et ils ont forcé les portes de la procure, de l'évêché et des dépôts. Ils ont emporté tout ce qui s'y trouvait. Les assaillants ont accaparé tous les véhicules et tout l'équipement informatique. La mission protestante de Tshiudi, la paroisse catholique de Lotu et le petit Séminaire ont également été complètement pillés.[70] Le 26 avril, commence à Bandundu la session de la Cour d'ordre militaire qui jugera 430 militaires de la 32e brigade des FAC qui ont pris la fuite à Lodja.[71]

L'épisode de Lodja rappelle l'absence de combativité qui règne dans beaucoup d'unités d'ex-FAZ, mais qui a également contaminé de nouvelles recrues. L'incompétence et l'affairisme de certains officiers paralysent également l'effort de guerre. L'épisode de Lodja vient donc refroidir l'optimisme exagéré affiché à la suite de certaines améliorations au sein des FAC et de l'équilibre relatif réalisé entre les deux camps.

Manono

Un officier supérieur rwandais annonce que ses troupes ont pris le samedi 8 mai la ville natale de Kabila, Manono où ils ont tué 50 soldats.[72] Le général rebelle Ilunga le confirme le 11 mai. Le lendemain, Mumengi dément. Ce jour-là, nous avons José Kajangwa au téléphone qui nous dit qu'il a une équipe de la télévision à Manono, en ce moment même, et que c'est dommage que la *RTNC* ne dispose pas de moyens techniques pour faire des émissions en direct.

Le lundi 10 mai au soir, des informations parviennent à Manono disant que des Rwandais et des rebelles ne se trouvent qu'à 30 kilomètres, au village Mokimbo. Des troupes zimbabwéennes et congolaises de la 50e brigade s'y sont précipitées. Pendant toute la nuit, des combats intenses ont eu lieu.[73] Le 12 mai, un porte-parole des Forces Alliées dit que l'attaque des rebelles contre Manono a été repoussée: *«Nous avions anticipé cette attaque. Des opérations de nettoyage pour éliminer les forces d'invasion de la région ont lieu actuellement et nous espérons les terminer bientôt».*[74]

Goma

Jeudi 10 mai, il est 19h00 quand un avion Antonov jette quatre ou cinq bombes sur la capitale de la rébellion, Goma. Il poursuit sa route et lâche trois bombes sur Uvira. Les rebelles ont été totalement surpris, ils ne pensaient pas pouvoir être frappés ainsi dans leur tanière. Il y a eu des victimes civiles: des volontaires de la Croix Rouge ont ressorti plus de 20 cadavres des débris. *« C'est un acte désespéré d'un homme qui a perdu sa ville natale Manono et qui est en train de perdre la guerre »*, déclare le général rebelle Ilunga.[75]

Eddy Lukuna, qui écrit à Washington pour le *Africa Information and Publishing Service* a fabriqué un maximum de mensonges à partir du raid de l'aviation nationaliste. Il a inventé *« une pluie de bombes sur les villes d'Uvira et Goma (qui) auraient fait un millier de morts parmi la population civile ». « Certains témoins annoncent que l'hôpital général de Goma a été lourdement endommagé. »* Faisant des hommes de Mugabe les véritables salauds de cette guerre, Lukuna écrit: *« Le commandement zimbabwéen serait seul auteur et exécutant de cette expédition à laquelle même les FAC ne semblent pas avoir été associées »*. Lukuna pousse ses efforts pour démoraliser les Congolais encore plus loin: *« Pendant ce temps, dans Mbuji-Mayi, c'est presque l'hystérie collective. Les habitants seraient en train de quitter massivement le centre-ville en prévision d'une attaque imminente ».*[76]

Or, déjà le jour suivant l'opération, le commandant François Olenga avait déclaré ceci: *« Nous avons bombardé des objectifs militaires, dont la radio des rebelles. C'était un avertissement que nous durcissons notre position. Nous voulons couper les lignes logistiques de l'ennemi ».*[77] *L'Avenir* affirme que les bombardements ont non seulement permis de détruire les batteries de missiles sol-air postées sur le Mont Goma, mais également d'endommager l'aéroport. Les autorités rwandaises ont d'ailleurs refusé l'accès de ces lieux aux journalistes.[78]

La population de Goma, qui a compté des victimes, se sent pourtant encouragée par le fait que Kabila ait pu frapper la principale base de l'ennemi. Amisi Kilebe a perdu sa sœur dans les bombardements. Mais il n'adresse aucune critique à Kabila. *« Les rebelles ne veulent pas négocier. Des étrangers font la guerre et nous sommes les victimes. Les gens meurent comme des animaux. Il n'y a pas de nourriture et pas de sécurité. »* Au cours du service funèbre dans la cathédrale de Goma, des centaines de Congolais applaudissent lorsqu'un orateur incite les rebelles à entamer des pourparlers avec Kabila.[79]

Des sources militaires régionales informent *Reuters* que les troupes burundaises lancent une attaque contre Baraka, tenue par les Forces nationalistes. Le lundi 24 mai, la télévision congolaise annonce: *« Le commandant Munene est outré des activités des Forces armées burundaises, et notamment des hélicoptères, à Baraka. Le chef de l'état-major a lancé un avertissement que le Congo, qui est en position de légitime défense collective, ne renoncera pas à attaquer Bujumbura ».*[80] Selon *L'Avenir*, Bujumbura est la véritable base d'où les agresseurs planifient la contre-révolution. Renversement de l'histoire: en 1964, Kabila et Soumialot sont allés préparer la révolution à l'Est à partir de la capitale burundaise...

Les chances commencent à tourner

Le 12 mai 1999, *The Herald*, le journal officiel du Zimbabwe, affirme que, depuis le début du mois, des centaines de rebelles sont tombés aux combats et que beaucoup plus encore se sont rendus. Le Rwanda et l'Ouganda ont été obligés d'envoyer des renforts.[81]

Munene déclare le 13 mai: *« Les FAC et leurs alliés ont un avantage opérationnel net sur le terrain et l'ennemi perd rapidement. Les agresseurs ont des problèmes logistiques pour approvisionner leurs troupes. Les agresseurs vont être expulsés de notre territoire dans quelques semaines »*.[82]

Peu après, *The Herald* rapporte que de lourds combats viennent d'avoir lieu à Kela, au sud de Kisangani, à Nzoa, au sud-est de Kabalo et entre Kabinda et Lubao. Sur ces fronts, 240 soldats ennemis ont été tués et beaucoup blessés.[83]

Le même jour, 21 mai, la présidence congolaise annonce une nouvelle déterminante, si elle se confirme: sur le front de l'Est, les lignes des agresseurs ont été enfoncées. Un communiqué, signé par le commandant Eddy Kapend et diffusé à Lubumbashi, dit: *« Des milliers de soldats rwandais, ougandais et burundais ont commencé à déserter leurs positions à Kalemie, où les Forces Armées Congolaises occupent déjà l'ensemble de la ville et où flotte le drapeau national de la RDC»*. Au nord-ouest de cette ville charnière, deux autres villes importantes, Kongolo et Kabambare, ont également été libérées. Au-dessus de Kabambare, un Antonov 26 transportant des militaires rwandais est abattu le 16 mai.[84]

D'autres informations indiquent le même jour que Bena Dibele, abandonnée aux rebelles par un commandant incompétent, a été reprise par des FAC venues de Lusambo. Au nord de Kalemie, les villes importantes de Kasongo et de Wamasa sont également aux mains des FAC.[85]

A la télévision congolaise, le commandant Munene, le chef de l'état-major, commente ces événements dans les termes suivants: *« Je pense qu'avec nos efforts et ceux de nos alliés, l'ennemi va être chassé, spécialement avec les efforts des populations locales. Je peux vous garantir que c'est une question de semaines »*.[86]

Ce n'est probablement pas un hasard si, à la même époque, l'armée rwandaise évoque pour la première fois les pertes qu'elle a subies. Le chef de l'état-major rwandais, le général Kayumba Nyamwanza, affirme que son armée a eu presque 500 morts et blessés depuis le début de la guerre. *« La nature de la guerre fait qu'il n'y a pas beaucoup d'engagements directs, mais quelques bombardements qui font quelques blessés à cause des éclats. Nous avons assez de forces pour être sûrs que nous pouvons repousser toute offensive. »*[87] L'arrogante armée rwandaise ne prétend plus écraser ses ennemis pour prendre Mbuji-Mayi et Kinshasa, elle dit modestement pouvoir repousser toute offensive congolaise et alliée...

Analysant les activités militaires au cours des mois de février et mai, il faut bien constater que le bilan est assez contradictoire.

Les agresseurs, ayant échoué en août 1998 dans leur guerre-éclair, ont dû prendre la voie d'une longue guerre de conquête de l'immense territoire congolais. Ougandais et Rwandais, qui s'efforcent de vaincre et d'occuper un pays-continent où toute la population leur est hostile, se trouvent devant des difficultés gigantesques et inconnues. Il y a les problèmes de l'approvisionnement des troupes essaimées sur des milliers de kilomètres. Et les soldats, opérant loin de leurs familles, dans un environnement hostile et pour une mauvaise cause, sont démoralisés. Pour l'état-major des agresseurs, la coordination des différents fronts situés à mille, deux mille kilomètres l'un de l'autre est fort complexe. Les agresseurs ont également des difficultés pour décider de l'axe principal de leur effort afin d'arracher au plus vite la victoire finale.

Entre février et mai 1999, dans l'ensemble, ils ne font plus de progrès significatifs, leur grande offensive contre Mbuji-Mayi a été brisée et ils ont même connu des défaites tactiques.

De leur côté, les Congolais ont surestimé la portée de leurs succès, la mise en échec de la grande offensive sur le front du Kasaï et certaines victoires tactiques. La panique a été terrible chez les responsables congolais lors de l'attaque-surprise d'août 1998 et cela explique sans doute l'euphorie débridée six mois plus tard, à partir de mars 1999. La défaite de l'offensive ennemie a été réalisée en grande partie par les opérations de l'aviation et par l'intervention des Forces alliées. Passer de la défensive à des contre-offensives victorieuses contre un adversaire très endurci est un grand défi. Les Forces Armées Congolaises n'ont pas encore montré qu'elles peuvent en être capables. Si la défense contre les agresseurs peut encore se faire au coup par coup, une contre-offensive pour bouter les agresseurs dehors exige une direction cohérente sur l'ensemble des champs de bataille. Jusqu'à présent, l'état-major n'a pas fait la preuve d'en avoir les capacités. Les analyses et synthèses des événements et facteurs présents sur les différents fronts ne sont pas au niveau requis, et les mesures globales pour remédier aux problèmes principaux se font attendre. On entend depuis longtemps chez les soldats et les cadres de l'armée de nombreuses plaintes à propos de l'incompétence de certains officiers, de leur absence parmi leurs hommes, sur les détournements des médicaments, de la nourriture et de la solde destinés aux hommes de la troupe... Apparemment, les mesures draconiennes pour remédier à ces situations tardent.

L'état-major n'a pas une vue objective sur les réalités des différents fronts lorsqu'il estime que la victoire peut être obtenue dans un délai de quelques semaines, voire quelques mois.

Globalement, la situation militaire et politique au Congo reste précaire. Un événement inattendu pourrait tout faire basculer: une percée définitive de l'UNITA en Angola, la mort inopinée de dos Santos, de graves difficultés intérieures au Zimbabwe, l'entrée dans la guerre d'une Force aérienne rwandaise, des émeutes sanglantes à Kinshasa provoquées par l'opposition pro-occidentale...

Le 17 mai 1999, second anniversaire de la libération, Kabila fait un discours remarquable qui contraste avec l'optimisme de l'état-major et qui met l'accent sur les

faiblesses dans le camp congolais. Il souligne que les menaces sont toujours graves, que le pays peut toujours être perdu et démembré. Kabila proclame la mobilisation générale et donne les Maï Maï du Kivu en exemple à toute la population congolaise. Reste à savoir à quels hommes Kabila confiera la mission de réaliser cette mobilisation générale de la Patrie et comment ils s'y prendront.

Kabila dit ceci. *«Notre attitude face à la guerre est, hélas! encore faite de facilité. L'ennemi en profite pour plonger plus loin dans notre territoire, le plus souvent sans rencontrer de résistance. Cette attitude irresponsable, si elle perdure, même inconsciemment, conduirait le pays à la perdition et au démembrement. Il faut donc un vigoureux sursaut national pour la résistance du peuple tout entier. Il ne faut jamais reculer devant des adversaires sanguinaires. Il faut que l'insécurité change de camp, encercler les agresseurs dans les villes et villages qu'ils occupent, empêcher par tous les moyens qu'ils se nourrissent, qu'ils s'abreuvent sur notre sol, qu'ils avancent ou qu'ils reculent ou encore qu'ils dorment. Il faut de partout, la terreur et l'insécurité. Que nos ruisseaux, nos fleuves, nos montagnes qui nous appartiennent, deviennent des lieux de la bataille historique pour la défense de la Patrie. Les Congolais doivent être des hommes courageux et lucides pour conduire des batailles décisives contre les agresseurs venus du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi à la recherche du sang, de terres, de diamants, d'or et de peuples à dominer. Il est plus que temps, désormais, de prendre la guerre au sérieux en tant que question de vie ou de mort. Il est plus que temps de suivre l'exemple héroïque des populations du Kivu qui continuent à résister courageusement et à s'opposer farouchement aux envahisseurs. Le peuple congolais dans son ensemble, doit s'inspirer de l'exemple des citoyens du Kivu, promus ainsi à la dignité d'interprètes de la détermination de notre peuple à bouter dehors les envahisseurs rwando-ougando-burundais. Levons-nous devant l'occupation de notre pays pour donner l'assaut final à l'agression qui nous est imposée. Aujourd'hui, nous proclamons la mobilisation générale de la Patrie pour écraser les envahisseurs et les éjecter de notre territoire.»*[88]

La guerre en Angola fait trembler le Congo

Le Président dos Santos et le gouvernement angolais décident en décembre 1998 d'en finir une fois pour toutes avec la guerre contre-révolutionnaire de l'UNITA. Mais ils connaissent une défaite cuisante: l'UNITA contre-attaque et met l'armée régulière en déroute en plusieurs endroits.

Devant cet échec retentissant, dos Santos décide que tous les secteurs politiques, militaires, sociaux et économique seront mis sur pied de guerre et mobilisés pour détruire complètement les armées de Savimbi.[89] Le ministre de la défense Sebastiao est renvoyé. Il a été incapable de détecter, avant le déclenchement de la guerre, les forces réelles et les nouveaux équipements de l'UNITA. Il est remplacé par le général Kundi Payhama, ancien ministre de la Sécurité intérieure, connu comme extrême-

ment rigoureux. Kundi Payhama doit redresser la situation parmi les officiers supérieurs dont beaucoup font plus de business et de trafic que d'exploits militaires.[90] Beaucoup de hauts responsables militaires ne vont jamais au front. Des soldats démoralisés vendent des armes à l'UNITA et les rapportent comme perdues dans la bataille.[91]

Le 4 février 1999, 38e anniversaire du déclenchement de la lutte pour l'indépendance, Payhama fait une intervention remarquée. Il s'attaque aux officiers qui magouillent pour que leurs fils échappent au service militaire. Il menace les pays africains complices de l'UNITA. *«Savimbi est pire que le colonialisme. Tout jeune qui prend la fuite, sera arrêté. Même mon fils sera arrêté, s'il prend la fuite. Je lui ai dit: Mon fils, ton université est la ceinture de cartouches. Il faut d'abord faire ton service militaire et ensuite l'université. Ce n'est pas seulement Savimbi qui est en cause, mais tous ceux qui se sont ingérés dans nos affaires. Ces pays africains, nous les connaissons, devraient être très prudents avec nous. Ceci est un avertissement amical.»*[92]

«La situation est très préoccupante»

Le Président dos Santos ayant pris des mesures organisationnelles draconiennes, l'illusion se répand que cela suffira pour vaincre. Le général Joao de Matos, chef de l'état-major, déclare: *« Cela ne prendra pas beaucoup de temps pour finir la guerre. Nous pensons qu'avec la mobilisation actuelle, liée aux efforts du gouvernement et le soutien de toute la population, nous sommes profondément engagés à amener la paix en Angola. La paix en Angola sera uniquement possible avec la destruction de la machine de guerre de Savimbi».*[93] Les Forces angolaises avancent vers le bastion de l'UNITA à Andulo. Une source militaire angolaise affirme que Andulo sera prise *« bientôt et sans problèmes majeurs ».*[94]

Or, l'attaque d'Andulo se termine en catastrophe. L'officier qui dirige l'opération devait faire une simple reconnaissance, mais il estime qu'il peut prendre le Quartier Général et il fonce.[95] L'armée angolaise jette environ 8.000 soldats dans la bataille. Ils avancent de façon aventuriste et tombent dans un piège à Triunfo, à 14 kilomètres d'Andulo. Ils peuvent difficilement manœuvrer dans ce traquenard où ils sont bombardés par des orgues de Staline. Il y a plusieurs centaines de morts.[96]

La ville de Malanje commande le passage du centre vers le nord de l'Angola. Un général de l'armée angolaise déclare le 26 février: *« L'UNITA exerce une pression sur Malanje du sud à l'est. Mais nous avons confiance, tout est sous contrôle ».* Mais l'UNITA lance une attaque en règle contre Malanje qui dure cinq jours.[97] 400.000 personnes déplacées par la guerre ont trouvé refuge dans cette ville. Le 8 mars, on compte déjà 700 morts. Un pont à l'ouest de la ville est dynamité par l'UNITA qui coupe ainsi la liaison avec Luanda. L'UNITA construit des positions défensives solides autour de la ville. Malanje encerclée, l'UNITA peut consolider son emprise sur le Nord de l'Angola et se diriger vers le Congo, la région pétrolière océanique et

Cabinda.[98] Fin mars, des soldats de l'UNITA attaquent les faubourgs de Malanje.[99] Un mois et demi plus tard, les Forces angolaises parviennent péniblement à faire reculer les agresseurs et l'aéroport peut réouvrir le 10 mai, après quatre mois de fermeture.[100] Tout peut encore se produire.

Entre-temps, la plupart des capitales provinciales sont assiégées par les troupes de Savimbi. C'est le cas de Cuito, la ville qui, en 1992, a été bombardée pendant 9 mois et qui a pleurée 30.000 morts par les bombes, la famine ou la maladie.[101] Ce n'est que le 19 avril que l'armée angolaise réalise, après des batailles acharnées, un cordon sanitaire défensif de 50 kilomètres autour de la ville. Mais là non plus, rien n'est vraiment définitif.

Le 9 mars, le ministre de la défense Kundi Payhama déclare, après une tournée en province, que *« la situation politique et militaire du pays est très préoccupante »*.[102]

« Le pire est encore à venir »

En effet, ces derniers mois, l'UNITA a complètement réorganisée une grande partie de ses forces dans une armée conventionnelle. Elle a mis en place six régiments de 3.000 soldats. Le premier comprend les chasseurs de chars équipés entre autres de missiles Milan et Law 80. Ensuite, le régiment de la défense anti-aérienne qui dispose de missiles Stinger et Crotale achetés en Israël. Le régiment de l'artillerie dispose de D30 (122mm), G5 (155 mm), Kentron (122mm) et des BM-21 pourvus d'orgues de Staline. Il y a deux régiments de forces spéciales et un pour la logistique.[103]

Cette armée contre-révolutionnaire compte 400 Blancs sud-africains dans ses rangs, des anciens militaires du régime de l'apartheid. Ce sont eux qui gèrent ses systèmes de commandement et de contrôle, sa défense aérienne et ses opérations de combat. Le ministre des Affaires étrangères angolais, Joao Miranda, part le 17 mai en Afrique du Sud pour exiger le retrait de ces hommes dont dépend en grande partie l'effort militaire de l'UNITA.[104]

L'UNITA vient de réceptionner les trois premiers hélicoptères Mi-25 d'une commande de dix. Muni d'un blindage exceptionnel, le Mi-25 a fait ses preuves pendant la guerre en Afghanistan. L'UNITA a également obtenu 20 missiles balistiques sol-sol de fabrication russe, des FROG-7. Pesant 450 kilos, ces missiles sont peu précis, leur marge d'erreur étant de 700 mètres. Ce sont des armes de terreur, utilisables contre des villes. Toutes ces armes proviennent d'Ukraine. Les hélicoptères ont un rayon d'action suffisant pour attaquer les plates-formes pétrolières près de la côte. En plus, l'UNITA a réceptionné six avions de combat MiG 23. Ils sont passés par la Zambie et sont pilotés et entretenus par des Blancs, soit des Ukrainiens, soit des Sud-Africains.[105]

A la mi-mars, l'Angola dénombre plus de 1.200.000 personnes déplacées par la guerre.[106] Quelques jours plus tard, le secrétaire général de l'UNITA, Paulo Lukamba Gato, dit : *« Si la guerre a été violente jusqu'à présent, le pire est encore à venir »*.[107]

Le «soutien» de l'impérialisme américain au MPLA

L'impérialisme américain importera d'ici quelques années 10% de son pétrole d'Angola. Le MPLA a remporté les élections de 1992, il jouit d'une réelle adhésion populaire et contrôle l'appareil de l'Etat: les Américains ont décidé de miser sur le MPLA. Ils savent que le pétrole rapporte gros et que beaucoup de responsables politiques angolais cherchent à s'enrichir le plus vite possible. Les Américains leur en offriront toutes les occasions.

L'impérialisme américain a fait le pari que la grande majorité des cadres supérieurs du MPLA, devant les perspectives exaltantes de l'enrichissement individuel, renoncera à toutes les idées folles de révolution anti-impérialiste et socialiste. Qu'en sera-t-il? Il dépendra des forces révolutionnaires et socialistes au sein du MPLA que cette prévision américaine soit démentie.

L'UNITA, qui a été créée, organisée et encadrée par la CIA, a commis l'erreur tactique de continuer la lutte armée contre le MPLA. L'UNITA n'a pas compris que les temps avaient changé. Le camp socialiste en Europe liquidé, l'esprit révolutionnaire de certains cadres du MPLA s'est dissipé devant l'argent facile. Selon les Américains, l'UNITA aurait dû jouer le jeu des «élections libres» qui permet aux différentes fractions de la bourgeoisie angolaise de goûter à tour de rôle au pouvoir. Le jour où le MPLA décevra le peuple, l'UNITA aura sa chance. Et vice versa. C'est la règle de la démocratie néocoloniale sur laquelle veille jalousement l'impérialisme américain.

Nous assistons alors à cette scène insolite où un parti qui se réclamait, il y a quinze ans, du socialisme scientifique, reçoit l'appui massif de l'impérialisme américain. Bien sûr, la CIA prévient son gouvernement que des tendances marxistes existent toujours au sein du MPLA, que des forces nationalistes et anti-impérialistes angolaises continuent à œuvrer dans ce parti. Mais la CIA estime que c'est déjà un combat d'arrière-garde.

Ainsi Schneideman, le vice-assistant au Secrétaire d'Etat pour l'Afrique, est à Luanda la première quinzaine de février 1999. Il annonce la décision stratégique de Clinton d'accorder au gouvernement angolais son appui total. Il propose un programme de réformes économiques de huit mois, au terme duquel le FMI pourra prêter de l'argent à l'Angola. Il déclare: *«Nous voulons approfondir nos relations avec le gouvernement angolais et travailler avec lui à approfondir le processus des réformes économiques. (...) Nous travaillerons durement pour renforcer les sanctions économiques contre l'UNITA».*[108]

Est-ce que ces sanctions visent la destruction de l'organisation criminelle de l'UNITA, cette création monstrueuse de la CIA? Bien sûr que non. Le ministre portugais des Affaires étrangères, Jaime Gama, a exprimé cette opinion partagée par de nombreux responsables du gouvernement américain: *«L'objectif de Luanda est de détruire les capacités militaires de l'UNITA, mais de la préserver en tant que force purement politique».*[109]

Le calcul de l'impérialisme américain est qu'aussi bien le MPLA que l'UNITA accepteront le cadre du néocolonialisme, c'est-à-dire le marché libre, l'entreprise privée, l'exploitation du travail par le capital, la démocratie bourgeoise. Si ces deux forces, qui dominent toute la scène nationale, admettent «l'alternance», acceptent que tous les grands politiciens bourgeois ou embourgeoisés aient l'occasion de «bouffer» à tour de rôle, alors le néocolonialisme sera solidement implanté en Angola. C'est ainsi qu'on peut comprendre les paroles désabusées du ministre de la Défense, Kundi Payhama: *«Il y a une conspiration majeure qui implique un soutien considérable de la part de certains pays, à des entrepreneurs et autres forces et cela à cause des intérêts qui sont en jeu. Ce n'est plus depuis longtemps une question idéologique, mais une question financière.»*[110] En fonction de leur idéologie et de leurs intérêts spécifiques, certaines fractions de l'impérialisme américain et européen penchent vers le MPLA, d'autres vers l'UNITA. Mandela insiste auprès des Etats-Unis et de la France, les deux géants du pétrole en Angola, d'exercer la pression nécessaire pour que le gouvernement dos Santos retourne à la table des négociations avec Savimbi.[111] Mandela protège en Afrique du Sud les intérêts des grandes firmes sud-africaines de l'époque de l'apartheid et les vieux racistes convertis à peu de frais en «démocrates». Il veut apparemment tenter de sauver Savimbi et aider les Américains à reconvertir l'homme de la CIA, le terroriste Savimbi, en «démocrate».

Et Jonas Malheiro Savimbi se montre déjà fort habile en proclamations de foi démocratiques hypocrites, telles qu'on les aime à Washington. Ainsi, il déclare: *«Si la logique de l'actuel régime de Luanda va prévaloir, l'Angola évoluera inévitablement vers la fin de sa démocratie naissante. Comme preuves, nous indiquons ceci: la centralisation du pouvoir dans les mains du Président dos Santos; les menaces directes contre des pays africains; l'invasion de la R.D. du Congo. L'UNITA a une vision pour l'Angola basée sur ces principes fondamentaux: L'Etat de droit et la démocratie participative à tous les échelons; Paix et respect pour la différence; Pardon général et réciproque.»* Quel Tshisekedi, quel Monsengwo, quel Kengo ou Kamanda ne signerait ces paroles?

Le règne de la bourgeoisie compradore et bureaucratique

Tout cela renvoie au problème fondamental de toute l'Afrique. Aussi longtemps que les masses populaires acceptent, ou plutôt sont forcées d'accepter, le marché libre et donc la domination des sociétés capitalistes occidentales, rien de fondamental ne pourra changer. Il peut y avoir des coups d'Etat et des révolutions, mais les nouveaux dirigeants en reviendront progressivement aux mécanismes politiques et économiques mis en place par les régimes néocoloniaux précédents. Les nouveaux dirigeants, quel que soit leur discours révolutionnaire de départ, occuperont les postes dans le système social que les anciens dirigeants ont abandonné. On assistera à une simple recomposition de la grande bourgeoisie «indigène».

Cette bourgeoisie est composée de deux fractions : la bourgeoisie compradore, liée directement au capital étranger, et la bourgeoisie bureaucratique, qui s'enrichit grâce au contrôle de l'appareil d'Etat.

Commençons par la bourgeoisie compradore en Angola. Un spécialiste européen de l'Angola écrit : *« L'essentiel de l'économie angolaise est divisée dans des fiefs privés tenus par environ 40 à 50 familles. Elles permettent des investissements privés, mais les gardent sous contrôle serré. Cela se fait à travers des joint ventures contrôlées par l'élite dirigeante qui n'investit pas beaucoup de ses capitaux, sinon pas du tout, mais prend 40 à 50 pour-cent des profits ».*[112] Ces gens s'enrichissent en servant directement les multinationales et en leur permettant de faire de plantureux bénéfices. Grâce aux revenus énormes du pétrole, les sociétés occidentales « achètent » une partie des dirigeants angolais. Dans cette alliance, les multinationales et les gouvernements de l'Occident ont en quelque sorte intérêt à ce que la guerre civile continue. Aujourd'hui, le prix du pétrole est faible, un tiers plus bas qu'en 1997. L'Angola en guerre doit compenser ses pertes par une augmentation maximale de sa production. La guerre étant une garantie que l'Angola pompera le maximum de pétrole, même au prix le plus bas, les financiers ne courent aucun risque. Ainsi, Warburg Dillon Reed arrangera un nouvel emprunt de 500 millions de dollars pour la société pétrolière angolaise Sonangol.[113] Et puis, la guerre a cet autre avantage : une grande partie des revenus angolais du pétrole retourne aux Etats-Unis et en France pour acheter des armes !

La bourgeoisie bureaucratique est la seconde fraction de la bourgeoisie angolaise. Une des premières tâches de Kundi Payhama était de mettre fin à la corruption parmi les officiers, qui s'enrichissaient surtout avec le trafic de diamants.[114] C'est grâce à leur place dans l'appareil d'Etat et plus spécifiquement dans l'appareil militaire, que ces personnages peuvent s'enrichir. Un journaliste sud-africain a réalisé un reportage qui nous dévoile encore un autre aspect. Il décrit comment les parlementaires du MPLA importent des minibus sans devoir payer de taxes. Il s'indigne que ces gens soient logés et nourris par le gouvernement. En plus, en 1997, ils ont reçu gratuitement une voiture Audi et une prime de 25.000 dollars. Venant d'un pays plus ou moins développé du point de vue capitaliste, le Sud-Africain donne un conseil aux Angolais : *« Donnez des emprunts bon marché à d'autres entrepreneurs pour acheter des minibus. Ces parlementaires veulent rejoindre la cleptocratie régnante ».* Un Angolais lui répond : *« Tu ne comprends pas. Ils doivent devenir riches avant qu'ils puissent faire des lois ».*[115] Dans sa vie, cet Angolais n'a jamais imaginé une autre voie pour s'enrichir rapidement que de faire de la politique et d'arracher un poste de député « librement élu par le peuple »...

Mais pour l'instant, la tâche décisive autour de laquelle toutes les tendances du MPLA s'unissent, c'est la guerre contre l'UNITA qu'il faut gagner à tout prix. Il est difficile de prévoir quelle sera la politique du MPLA, une fois l'UNITA militairement écrasée. Le peuple, qui a souffert énormément ce dernier quart de siècle, exigera que le gouvernement résolve ses problèmes urgents. Si elle est organisée, la gauche anti-impé-

rialiste du MPLA peut encore galvaniser le peuple pour la révolution à venir, celle qui doit arracher l'indépendance économique et construire une économie nationale puissante, autocentrée, au service de la libération angolaise et africaine.

L'UNITA sur les frontières congolaises

La guerre en Angola est le conflit le plus violent en Afrique Centrale et son déroulement influence grandement la guerre de résistance congolaise. En mars 1999, un diplomate à Luanda affirme que la plupart des troupes angolaises ont dû se retirer du Congo pour faire face au danger de l'UNITA chez eux. De 7.000 au départ, il en resterait au maximum 1.000.[116]

Deux provinces angolaises, Zaïre et Uije, ont une frontière commune avec le Bas-Congo. Si l'UNITA s'y impose, le Bas-Congo sera en danger. Or, début avril 1999, l'UNITA contrôle un secteur de la frontière entre l'Angola et le Congo dans la province Uije Nord.[117] Une colonne de 600 soldats de l'UNITA traverse la frontière en venant du Congo et se dirige vers la ville angolaise Mbanza-Congo.[118] Le 7 avril, une force combinée de troupes congolaises, zimbabwéennes, namibiennes et angolaises entreprend des opérations de combat contre l'UNITA le long de cette frontière.[119]

Début avril toujours, l'UNITA prend Makela do Zombo, province Uije, à 70 kilomètres de la frontière congolaise. Parallèlement, l'UNITA se prépare pour l'assaut de la ville Uije, capitale de la province du même nom. Elle détruit le pont sur la rivière Cuilo et mine les routes. Une forte concentration des troupes de Savimbi se situe à Nsosso, à 110 kilomètres d'Uije; parmi elles, il y a des *«mercenaires banyamulenge»*, selon le journal Noticias en Angola.[120]

Un nouveau groupe de «rebelles» qui s'appelle *«Mouvement des Bacongo»* apparaît en mars dans le Bas-Congo. Il dépend de l'UNITA et a des liens étroits avec les milices de Kolelas, un politicien réactionnaire de Brazza. Les objectifs de cette alliance sont de prendre Cabinda et ses champs pétroliers, puis Pointe Noire et Brazza pour finalement marcher sur Kinshasa, au moment où les troupes rwandaises et ougandaises seront en mesure d'attaquer la capitale à partir de l'Est et du Nord. Les responsables angolais sont convaincus que les Américains sont derrière cette nouvelle coalition. Ed Marek écrit à ce propos: *« On dit que Museveni discute régulièrement avec Savimbi par téléphone satellite »*.[121]

Plus à l'Est, la province angolaise de Lunda Norte a une frontière commune avec le Kwilu-Kwango et le Kasaï occidental. Fin février, l'UNITA y attaque des mines de diamants. Des soldats rwandais se battent à ses côtés, notamment dans la région de Lovua, tout près de Tshikapa.[122] En fait, Savimbi voulait faire une attaque concertée avec les Rwandais et les rebelles contre Mbuji-Mayi, les Rwandais descendant du Nord et l'UNITA remontant du Sud. Savimbi souhaite contrôler une route logistique à travers l'Est du Congo, puisque la route qui traverse la Zambie pourrait être coupée. Les Rwandais et les mobutistes ont fait des promesses à Savimbi qu'ils n'ont pas pu réaliser à cause de la résistance tenace des troupes de la Coalition Congo.[123]

Si l'UNITA gagne la guerre en Angola avant que Kabila ait pu bouter les agresseurs dehors, le Congo assistera à l'entrée à Kinshasa des troupes rwandaises, ougandaises et rebelles appuyées par l'UNITA. Ceci aide à mieux comprendre l'attitude franchement criminelle des partis «démocratiques» et certains groupes de la Société Civile qui sabotent délibérément la mobilisation pour la défense en prêchant partout la «paix» et la «réconciliation».

En effet, à la mi-mai, l'UNITA ne se trouve qu'à 60 kilomètres de Luanda. Dans la capitale, l'atmosphère est tendue. Le manque de vivres se fait sentir. Certaines familles riches ont déjà évacué une partie de leurs membres. Des multinationales se retirent, du moins partiellement, du pays. Entre autres *Ocean Diamond Mining Company* et *Anglo American* de l'Afrique du Sud ainsi que *Southern Era Resources* du Canada. La plupart des capitales provinciales sont encerclées par les troupes de Savimbi qui prétendent contrôler 70% du territoire.

Le gouvernement lance alors une campagne de conscription qui, selon certains, n'aurait atteint que très partiellement ses objectifs. Il n'y a aucun doute que le ministre Kunde Payhama prépare une contre-offensive. Mais son efficacité reste à prouver. Les batailles à venir risquent d'être particulièrement sanglantes au moment où certains évaluent le nombre de déplacés à 1.500.000 personnes. Vient s'ajouter à tous ces problèmes, la maladie de dos Santos qui doit bientôt partir en France pour se faire soigner d'un cancer.

L'Angola a été obligé de retirer ses meilleures troupes de Brazzaville, les milices de Lissouba et Kolelas gagnent à nouveau du terrain, menaçant Sassou Nguesso.[124]

Ed Marek écrit: *«NCN a été informé à plusieurs reprises qu'au moins un haut responsable du State Department a été en contact direct avec l'UNITA de Savimbi. De hauts responsables du gouvernement américain commencent maintenant à envisager ce qui était jadis l'impensable, un gouvernement contrôlé par l'UNITA à Luanda et un Angola sans le MPLA à sa tête».*[125]

Le Congo doit jeter toutes ses forces militaires et politiques dans la bataille pour gagner la guerre et chasser les agresseurs. Sinon, il sombrera complètement dans l'anarchie au cas où l'impensable se produirait en Angola.

Opérations clandestines des Américains

Du 28 février au 9 mars, une série de quatre incidents sanglants se produisent en Afrique Centrale impliquant des citoyens américains et l'UNITA. Le 28 février, l'UNITA fait exploser quatorze bombes à Lusaka pour provoquer l'Angola à intervenir militairement en Zambie. Le lendemain, 14 personnes sont assassinées par des présumés Interahamwe dans un parc touristique en Ouganda. Le but est de pousser les Etats-Unis à intervenir plus ouvertement dans la guerre contre le Congo. Le 7

mars, le Zimbabwe arrête trois membres des *Special Forces*, basées à Lubumbashi qui se font passer pour des «missionnaires». Ils étaient bien en mission, mais pour assassiner Kabila. Et le 9 mars, cinq Britanniques et un fonctionnaire américain sont arrêtés à Kinshasa pour espionnage dans une base militaire. Une semaine mouvementée donc pour les hommes de la guerre clandestine américaine et leurs alliés du Rwanda et de l'UNITA.

La tuerie du Parc de Bwindi: une provocation rwando-ougandaise

Le 1er mars, une milice de 130 membres attaque un camp touristique dans le Parc de Bwindi, en Ouganda. 31 personnes y séjournent. Les agresseurs ont des fusils et portent des uniformes de l'armée congolaise. Un rescapé affirmera plus tard qu'ils sont entrés dans le camp en criant: *«Mort aux Américains, mort aux Blancs, vive Kabila!»* Les attaquants diffusent de la littérature pro-Kabila et disent aux otages de soutenir Kabila.[126] Selon un témoin, les chefs de la milice identifient alors les Américains et les Anglais, et annoncent avoir reçu l'ordre d'en haut de les tuer. Mais cela est contesté par un otage américain: *«Je ne crois pas qu'il y avait un plan organisé. Le sort des otages dépendait uniquement de l'humeur des rebelles».*

Dix-sept otages sont libérés. Les miliciens emmènent 14 prisonniers en direction de la frontière congolaise. Quatre personnes qui ne peuvent pas marcher assez vite sont tuées. Arrivés à la frontière congolaise, certains rebelles veulent prendre deux Blancs et les amener au Congo, mais une dispute s'en suit entre eux. Tout à coup, le gros de la milice s'en va, laissant les otages avec trois miliciens. Plus tard, ces derniers s'en vont également. Au total, quatre Ougandais ont été tués ainsi que huit Occidentaux, quatre Anglais, deux Néo – Zélandais et deux Américains.

Cette tuerie est un coup dur pour l'économie ougandaise. Le tourisme, qui rapporte 107 millions de dollars par an, est la deuxième ressource en devises du pays. 75% des recettes proviennent justement du Parc de Bwindi, sa plus grande attraction touristique, avec ses 320 gorilles de montagne.[127]

Toute l'administration américaine est mobilisée, le FBI débarque à Kampala.

L'exploitation du crime

Les réactions après les crimes de Bwindi sont extrêmement révélatrices.

Le Rwanda a immédiatement appelé à *«une croisade internationale contre les tueurs et contre ceux qui les supportent».* Le porte-parole Wilson Rutayisire déclare: *«S'il n'y a pas de croisade internationale contre ces criminels, et si l'affaire est laissée à certains individus, ils pourront tuer ceux qu'ils ont envie de tuer».*[128] Le Rwanda affirme que l'assassinat de deux Américains prouve aux Etats-Unis que la présence rwandaise au Congo est nécessaire! *«Nous sommes au Congo pour assurer notre sécurité. Nos préoccupations de sécurité sont maintenant claires à cause de ce que ces criminels ont pu faire contre des touristes innocents. Le monde entier peut com-*

prendre maintenant nos préoccupations de sécurité. »[129] En clair, le Rwanda dit deux choses. D'abord: nous voulons un plus grand engagement international (lisez: américain) pour vaincre nos ennemis au Congo. Ensuite: donnez-nous le feu vert pour des actions militaires d'envergure contre nos ennemis au Kivu.

Le ministre de la Défense ougandais, Steven Kavuma, déclare que les attaquants *« peuvent être une partie d'une armée d'extrémistes hutu de 2.000 hommes ». « Ils ont été regroupés près des frontières et ont été armés par Kabila et ses alliés. »*[130] Le journal *New Vision* de Kampala rapporte le 6 mars une information politique de la plus haute importance: certains hauts fonctionnaires ougandais croient que c'est un devoir pour la Communauté Internationale de défaire les ex-FAR et les milices Interahamwe, cette responsabilité ne peut pas retomber sur les seules épaules de l'Ouganda et du Rwanda.[131] Ici aussi, nous retrouvons le même message: c'est un devoir pour les Etats-Unis de s'engager plus directement à nos côtés pour battre les armées Interahamwe et ceux qui les arment, notamment le Congo et le Zimbabwe.

Clinton semble accepter cette provocation. Lors de son passage à Kigali, il a promis «d'empêcher un second génocide». L'Ouganda et le Rwanda veulent «prouver» que l'armée de Kabila rassemble une énorme masse d'Interahamwe et que les Américains ont donc le devoir de tenir parole.

Dans une réaction officielle, Clinton déclare que le gouvernement de Kagame «cherche la réconciliation et la justice», que les Etats-Unis le «soutiennent» et qu'ils «feront leur devoir». Clinton dit textuellement ceci: *« Si cette attaque était un avertissement à notre pays pour que nous cessions de soutenir ceux qui, dans cette région, cherchent la réconciliation et la justice, alors les coupables doivent savoir que nous ne serons pas le moins du monde empêchés de faire notre devoir ».*[132]

Les Américains ont d'ailleurs déjà pénétré illégalement sur le territoire congolais! Erasmus Opio du Département de Recherche criminelle en Ouganda a déclaré que l'équipe d'enquête sur le massacre de Bwindi comprend des Américains et qu'elle travaillera à l'intérieur du Congo.[133] Cela veut dire que les Etats-Unis reconnaissent de facto le contrôle ougando-rwandais sur l'Est du Congo.

« Kabila est une menace pour la sécurité américaine... »

Ed Marek a donné une interprétation politique particulièrement ignoble du drame, mais qui a le grand avantage de nous faire comprendre la position d'une partie de l'establishment américain.

D'abord, il affirme que d'autres massacres du même genre suivront. *« Il y a des raisons de croire que cette attaque annonce une série d'attaques qui seront lancées à partir du Congo contre l'Ouganda et que cela fait partie d'une campagne de guerre générale dirigée par le gouvernement Kabila et ses alliés de la SADC. »*

Ensuite, il prétend que les assassins font partie de l'armée de Kabila. *« Le Pentagone estime que le gouvernement Kabila et ses alliés de la SADC ont entraîné jusqu'à 15.000 miliciens pour accomplir la mission d'exporter la guerre du Congo vers*

l'Ouganda et le Rwanda. Le gouvernement Kabila s'est allié de façon formelle et informelle avec ces milices génocidaires et il doit partager la responsabilité de ce massacre.»[134] *«Il est possible que les milices Interahamwe reçoivent leurs directives stratégiques et peut-être tactiques de Kinshasa ou d'Harare.»*[135]

En troisième lieu, Ed Marek dit que la prise d'otages de Bwindi est signée «Kabila», puisqu'il en a l'habitude. *«Cette attaque récente reflète ce que Kabila considère être un comportement normal.»* Pour preuve, Ed Marek cite un texte publié le 5 mars 1998 dans *The Wall Street Journal* par, entre autres, Stephen Smith: *«Le monde des affaires américain doit être mis en garde devant les dangers de traiter avec M.Kabila. Il était un révolutionnaire marxiste-léniniste et le dirigeant d'un mouvement de guérilla basé sur le modèle de Mao: mettre en place une élite et exploiter les masses. M. Kabila était enregistré par le U.S. State Department comme terroriste en 1975».*[136]

Quatre: Marek dit que ce crime prouve que Kabila est un paria, un hors-la-loi international. Marek fait référence à un responsable du Département de la Défense américain qui évoquait récemment *«le caractère de paria de la coalition Kabila»* dont l'attaque de Bwindi serait une confirmation indiscutable.[137]

Et finalement: le Président Kabila représente désormais une menace contre la sécurité des Etats-Unis! Ed Marek affirme que l'attaque de Bwindi est une affaire d'une extrême gravité, puisque *«des intérêts nationaux américains sont en cause»*. Il poursuit: les Américains ont deux objectifs politiques stratégiques sur le continent: intégrer l'Afrique dans l'économie globale et combattre les menaces transnationales pour la sécurité américaine provenant d'Afrique. L'attaque de Bwindi, liée au fait que les Interahamwe sont maintenant armés et entraînés par Kabila, constitue *«l'émergence d'une menace transnationale pour la sécurité des Etats-Unis».*[138] Comme elles veulent liquider le gouvernement nationaliste congolais, certaines forces à Washington prennent prétexte de l'assassinat de deux Américains pour affirmer que Kabila constitue une *«menace pour la sécurité des Etats-Unis»*! Ceci exprime bien l'arbitraire de cette superpuissance. Lorsque 500 Congolais sont massacrés par des troupes rwandaises à Kasika et entre 500 et 1.000 à Makobola, les responsables américains ne s'émeuvent pas outre mesure, ils continuent tranquillement à soutenir les agresseurs. Mais deux Américains se font tuer dans ce qui est sans doute une provocation rwandaise, et les Américains envisagent d'utiliser les grands moyens contre Kabila...

Une provocation?

A y regarder de plus près, tout le déroulement de ce massacre est suspect.

Des assassins qui entrent en criant «Vive Kabila»? Qui distribuent de la propagande en faveur de Kabila? Qui disent à leurs prisonniers qu'ils doivent soutenir Kabila? Qui ont trouvé, on ne sait où, des uniformes militaires congolais? Et qui ont beaucoup d'armes?

Or, nous savons que Kabila a combattu ouvertement les milices hutu jusqu'en août 1998. Qu'il ne veut ni de la présence de militaires rwandais hutu, ni de militaires rwandais tutsi sur son territoire. D'ailleurs au Kivu, la population déteste les milices Interahamwe, parce que c'est avec leur arrivée massive en 1994 que ses malheurs ont commencé. S'il y a aujourd'hui une alliance tactique entre les FAC et les Interahamwe, c'est uniquement parce que les deux sont confrontés aux mêmes troupes rwandaises. On ne voit pas des Interahamwe crier « Vive Kabila »!

Ensuite, tous les témoignages au Kivu disent que les Interahamwe sont mal armés, mal vêtus, souvent affamés. Les auteurs de la provocation de Bwindi ne peuvent pas avoir obtenu leurs « uniformes congolais » de Kabila, dont les troupes se situent à 1.000 km. Ils pourraient provenir des rebelles.

Depuis sept mois, les troupes ougandaises et rwandaises occupent le secteur d'où sont partis les agresseurs. Une grande colonne de supposés Interahamwe, bien armés, a pu exécuter cette agression. Il est évident que cette fameuse colonne n'est pas sortie du néant, mais qu'elle a opéré avec la complicité des Rwandais et des Ougandais...

Autre aspect suspect: Kabila n'a aucun intérêt à commettre un pareil massacre. Les Etats-Unis sont en train de changer leur attitude envers cette guerre qui s'éternise et qui remet toute leur stratégie africaine en cause. Récemment, une partie de la grande bourgeoisie américaine a pris ses distances avec l'aventurisme rwandais et a reconnu que le Congo est victime d'une agression. Quel Congolais serait aussi fou pour entreprendre à ce moment une telle provocation anti-américaine ?

A qui profite le crime ? Kabila a intérêt à creuser le fossé entre les Américains et leurs laquais rwandais. Or, ce crime pousse justement les Américains à s'engager plus fermement du côté des agresseurs rwandais et ougandais, au moment où ces derniers connaissent de graves problèmes. Bien sûr, cet acte pourrait être dû à des desperados hutu qui prônent la politique du pire. Mais cela ne cadre pas avec les uniformes, les armes, les écrits « pro-Kabila ». Est-ce que le groupe d'Interahamwe a été monté de toutes pièces par les hommes de Kagame? Est-ce qu'un groupe d'anciens génocidaires a été infiltré par les Services rwandais pour lancer une opération qui ne profitait qu'au pouvoir en place à Kigali? Ce sont les hypothèses les plus plausibles.

Echec d'un complot

Quelles sont les conséquences directes de ces crimes ? Immédiatement, un bataillon de 500 à 600 soldats de l'armée ougandaise, appuyés par des Rwandais, parcourt la région d'où seraient venus les attaquants en y semant la mort.[139] L'affaire de Bwindi a aussi comme résultat que de grandes colonnes militaires rwandaises entrent au Nord – Kivu et qu'elles y mènent impunément une nouvelle campagne de tueries massives contre des Interahamwe réels et supposés et contre les nationalistes Maï Maï.

Ainsi, le premier objectif de cette provocation est réalisé : le feu vert au Rwanda et à l'Ouganda pour augmenter encore les massacres de Hutu rwandais et de résistants congolais, sous le prétexte de traquer les Interahamwe du Parc de Bwindi.

Mais pour ce qui concerne l'objectif principal, pousser les Américains à un engagement militaire plus conséquent aux côtés du Rwanda et de l'Ouganda, l'opération est un échec total. Il est d'ailleurs étrange que, dès le début de l'affaire, l'Ouganda mesure le succès de ses opérations contre les attaquants au nombre de cadavres... Au début des poursuites, le lieutenant – colonel ougandais Benon Biraar déclare: *« Ma mission est de tuer les tueurs »*. Le 4 mars, l'Ouganda affirme avoir déjà supprimé 25 hommes parmi le groupe de rebelles qui ont tué à Bwindi ! Le 29 mars, le nombre de tués augmente à 43 personnes.[140]

Le lecteur se rappelle qu'Ed Marek a foncé tête baissée dans la provocation et a appuyé toutes les justifications à une éventuelle intervention américaine aux côtés du Rwanda et de l'Ouganda. Mais très tôt, il est désabusé. Il réagit en ces termes: il est nécessaire d'arrêter les suspects pour pouvoir les interroger. Si délibérément on tue les coupables, nous devrons conclure que le gouvernement ougandais était impliqué d'une façon ou d'une autre dans le massacre et *« qu'il a tué les suspects pour masquer son rôle »*.[141] *« Nous avons une longue série de questions. Nous espérons que la réponse du FBI ne sera pas: "Eh bien, ils les ont tous tués, donc nous ne savons rien". Ceux d'entre nous qui n'ont pas pu connaître les faits, seront obligés de conclure que le gouvernement ougandais a été impliqué d'une façon ou d'une autre dans le massacre du Parc de Bwindi et a tué les suspects pour couvrir son implication. »*[142]

Un mois après le massacre, le FBI et Scotland Yard, qui mènent l'enquête, n'ont toujours fait aucune déclaration. Il est évident que s'ils avaient découvert un lien quelconque avec Kabila, *CNN* nous aurait livré un bon morceau de propagande anti-congolaise. Le même Ed Marek se voit obligé de confirmer ses craintes: *« La combinaison de la politique ougandaise de "traquer et tuer" et le silence total sur les informations de l'enquête criminelle, nous amène à conclure qu'on assiste à un cover-up orchestré par le gouvernement (américain)»*.[143] La tuerie du Parc de Bwindi n'a été qu'une provocation rwando-ougandaise que les Américains ont «couvert»...

Des forces Spéciales américaines déguisées en «missionnaires»

Le dimanche 7 mars 1999, trois Américains sont arrêtés à l'aéroport de Harare juste avant leur embarquement pour la Suisse.

Sur un des suspects, le détecteur de métal découvre une pièce de revolver. Mais une grande quantité d'armes a déjà été embarquée sans être détectée.[144] Ce qui n'est possible qu'avec la complicité d'autorités policières zimbabwéennes très haut placées.

Les hommes prétendent être des missionnaires, mais selon toutes les indications, ce sont des militaires ayant reçu un entraînement très poussé. Sur un camion abandonné près de l'aéroport et qui devait être récupéré par deux complices, la police retrouve une mitrailleuse légère, deux fusils de précision, trois fusils AK-47, cinq Berretas, six viseurs télescopiques avec des objectifs infrarouge, des uniformes de

camouflage, sept appareils perfectionnés de communication Motorola, 70 couteaux, de la crème de camouflage utilisée par des soldats en temps de guerre...

Les suspects font partie d'un réseau parfaitement organisé. Quelques minutes après leur arrestation, des Américains téléphonent à des officiers supérieurs de la police zimbabwéenne pour exiger qu'ils soient libérés ! Et pourtant, la police zimbabwéenne n'a pas permis aux mercenaires de téléphoner à qui que ce soit...

Voyage de chasse : et si le léopard s'appelait Kabila ?

Ces Américains étaient probablement cinq au départ. Entrés en Afrique par le Zimbabwe, ils se sont rendus au Congo via la Zambie. Ils se sont installés à Lubumbashi vers le mois de mars 1997, juste avant l'arrivée de Kabila. Chacun a fait des dizaines d'allers-retours entre le Congo et la Zambie d'après leurs passeports retrouvés à Lubumbashi.

Un des officiers qui mènent l'enquête déclare : *« Sous la couverture d'une Eglise, ces saboteurs qui ont subi un entraînement très poussé, accomplissaient une mission de terrorisme et d'espionnage »*.[145] En effet, les trois hommes appartiennent à l'Eglise pentecôtiste *«Harvest Fields Ministries»*, basée à Indianapolis aux Etats-Unis.

Le chef de la secte, Jonathan Wallace, était venu au Congo en 1996 à l'invitation du pasteur Umba Kiloba Ngoyi, membre d'une des nombreuses Eglises pentecôtistes, connues pour servir de couverture aux opérations des Services secrets américains. Un autre collaborateur congolais des trois mercenaires est l'ancien conseiller de Mobutu, Banze Tsadok, avocat et officier des douanes. C'est lui qui a fait entrer les affaires des mercenaires sans qu'elles soient contrôlées.[146]

Jonathan Wallace, interrogé à Indianapolis, déclare que les trois « missionnaires » arrêtés au Zimbabwe ont quitté leur Mission à Lubumbashi à cause de la guerre. *« Nous ne faisons rien d'autre que diffuser des bibles, des médicaments, des vêtements et des semences »*, dit ce « prêtre » américain qui, décidément, prend les Congolais pour des imbéciles. Les trois « missionnaires », Joseph Pettijohn, Jona Dixon et Gary Blanchard, âgés respectivement de 34, 35 et 37 ans, prétendent également posséder une entreprise de nettoyage de vitres, la *John Dixon Cleaning Company* à Indianapolis.[147]

Wallace reconnaît que ses apôtres ont amené beaucoup d'armes au Congo. *« Nous aimons tous la chasse »*, explique-t-il. La chasse avec des silencieux, avec 21 revolvers et avec des viseurs télescopiques à infrarouge ? Drôle de chasse au léopard... sauf si le léopard s'appelle Kabila...

Après avoir interrogé le chef de la secte, Patrick Tshimangu de *Associated Press* note : *« En Afrique, des mercenaires se font souvent passer pour des missionnaires pour cacher des transports d'armes et pour voyager sans problèmes »*.[148]

De nombreuses églises « importées » des Etats-Unis ont des liens étroits avec les milieux dirigeants de l'impérialisme américain. Par exemple, le *Full Gospel Businessmen's Fellowship International*, également présent au Congo, était connu pour ses liens

étroits avec le Président Reagan et James G. Watt, son ministre de l'Intérieur de 1981 à 1983. Beaucoup d'officiers supérieurs américains, notamment parmi ceux qui commandent les unités nucléaires, étaient membres du *Full Gospel.* De même que Sanford McDonnell, le Président de Mc Donnell – Douglas, qui construit l'arsenal nucléaire américain... Au cours des années 1980, plusieurs dictateurs sud-américains participaient aux activités du *Full Gospel*, entre autres Rios Montt du Guatemala, le général Policarpo Paz Garcia du Honduras et même papa Doc Duvalier, le tyran de Haïti...[149]

« Tuer Kabila et installer un gouvernement de Dieu »

Les trois «*Special Forces*» américaines arrêtées au Zimbabwe ont reconnu que leur mission était de déstabiliser le Congo. Les enquêteurs ont trouvé dans leurs caches à Lubumbashi et Harare des informations sur leur rang militaire, sur les procédures de leurs communications radio et leurs instructions militaires.[150] Un des enquêteurs zimbabwéens déclare le 10 mars : *« A juger d'après leurs armes et équipements militaires, on ne peut pas exclure qu'ils avaient une mission d'assassinat ».*[151] Cinq jours plus tard, ils sont passés aux aveux. *« Les trois ont admis que leur but était d'assassiner Kabila dans un effort d'installer "un gouvernement de Dieu" au Congo »*, note *The Herald.*[152] Les trois commandos avaient également un plan du State House, la résidence de Mugabe.[153]

Un porte-parole de la police zimbabwéenne déclare que les trois Américains avaient des réseaux au Zimbabwe et au Congo. Ils avaient loué des caches à Harare et à Lubumbashi.[154] Une équipe de six officiers de renseignement zimbabwéens se rend le 22 mars 1999 à Lubumbashi pour vérifier certains aveux des mercenaires. Dans leur maison, 13, Rue Mobutu, ils mettent la main sur de nombreuses indications liant les trois hommes au gouvernement américain. Ils y découvrent des caches extrêmement bien construites selon des méthodes enseignées uniquement dans les *Special Forces*, notamment un puits de trois mètres de longueur, deux de largeur et d'une profondeur de trois mètres rempli d'armes de guerre.[155] Des agents de la Sécurité zimbabwéenne confient à *The Herald* qu'il est probable que les suspects ont fait partie d'une force de mercenaires plus large opérant dans la région.[156]

La police zimbabwéenne enquête aussi sur les liens entre ce commando américain et les assassins des huit touristes en Ouganda. Un survivant du massacre du Parc de Bwindi a entendu un des agresseurs parler par téléphone cellulaire à une personne appelée *« Mobile One »*. Le groupe de terroristes américains utilisait apparemment le même signal d'appel. *« L'existence d'un lien possible est terrifiante ! »* a dit un des enquêteurs. La police enquête également sur les rapports éventuels entre ces mercenaires américains et l'arrestation de six diplomates anglo-américains à Kinshasa le 9 mars.[157]

Le ministre de la Défense du Zimbabwe, M. Mahachi déclare : *« Ces gens avaient une très mauvaise mission consistant à détruire nos pays, l'un après l'autre, soit par*

des sabotages, soit en tuant nos dirigeants, soit en appuyant les rebelles. Soyons tous vigilants. Sinon, les ennemis des Africains déstabiliseront et détruiront l'Afrique ».[158]

Recoloniser les polices africaines...

Un agent du FBI et un officier des douanes américaines débarquent (sans être invités !) à Harare le lundi 15 mars 1999. Ils viennent *« offrir leur assistance à l'équipe d'enquête zimbabwéenne »*. La police du Zimbabwe a bien sûr refusé. Elle dit que les trois terroristes ont peut-être agi sur instruction des autorités américaines. Elle craint que le but des agents américains ne soit d'amener les suspects à ne plus donner d'informations sur leurs activités aux enquêteurs zimbabwéens.[159] Le 17 mars, les agents américains tentent d'entrer seuls dans la prison de haute sécurité de Chikurubi. La police les refoule.[160]

Ce débarquement d'agents du FBI et d'autres Services de renseignement américains dans tous les pays africains a de quoi inquiéter et indigner. Des agents se sont installés au Kenya et en Tanzanie à la suite des attentats contre les ambassades américaines. Récemment, des agents sont intervenus en Ouganda pour enquêter sur les massacres du Parc de Bwindi et en Zambie pour enquêter sur les attentats à Lusaka. Les Etats-Unis ont même fait une proposition pour « placer » des policiers américains dans les Services sud-africains !

Il est clair que les Services de police américains sont en train de « coloniser » les Services africains. La recolonisation est globale, elle englobe l'économie, les finances, la culture, la politique et, donc aussi, les armées et les polices...

Actions clandestines à Kinshasa et Lusaka

Un autre incident se déroule à Kinshasa, le 9 mars. Un diplomate et quatre fonctionnaires britanniques et un fonctionnaire américain sont accusés d'espionnage et placés en résidence surveillée. Kakudji déclare : *« Ils sont entrés de façon illégale dans la base militaire de Ndolo. Ils avaient des appareils de photo sophistiqués, des cartes du camp militaire et de certains points stratégiques de Kinshasa ».*[161]

Ed Marek écrit qu'il est possible que ces hommes se préparaient à une évacuation de leurs citoyens, comme ils le prétendent. Dans ce cas, leurs gouvernements prévoient une attaque des rebelles sur Kinshasa. Il est aussi possible qu'ils se soient livrés à des activités d'espionnage. Cela impliquerait que leurs gouvernements envisagent des opérations militaires à Kinshasa ou qu'ils ont cherché des informations pour le compte des Ougandais et des Rwandais. Et Marek d'ajouter : *« Il est possible de faire des préparatifs pour une évacuation, mais d'entreprendre en même temps sous cette couverture des actions secrètes ».*[162]

On s'attend à ce qu'une « évacuation » des Britanniques soit faite en coordination avec les autres pays européens. Dans cette affaire, les Anglais semblent être une couverture pour une activité d'espionnage américaine.

Kakudji a fait expulser les diplomates espions. Il a dit que leur éloignement du territoire *« est directement lié à l'arrestation, ce week-end, de trois Américains à Harare »*.[163] Bizarre. S'il y avait des indications dans ce sens, il aurait été mieux indiqué de placer ces diplomates en résidence surveillée jusqu'à ce que l'enquête soit terminée... Mais ce qui est le mieux indiqué, n'est pas toujours faisable: la «démocratie» régnant, Washington n'aurait jamais permis qu'un fonctionnaire américain soit interrogé par les Services de Kabila...

Colette Braeckman voit aussi un lien entre les deux affaires. *« Ces coups de force à Kinshasa et au Zimbabwe auraient pour objectifs de précipiter la chute de Kabila et la fin de la guerre. Il s'agit en effet de prendre de vitesse une autre évolution, dans le camp d'en face, à savoir la désintégration du Rassemblement Congolais pour la Démocratie. »*[164]

L'affaire d'espionnage anglo-américain sur la base de Ndolo aura une suite étrange... Quelques mois après l'assassinat de Mzee Kabila, le Congo se verra obligé de louer cette base aux troupes de l'ONU. Des officiers de l'ONU diront alors qu'ils sont là pour au moins cinq ans... Ainsi, les Américains pourront désormais l'utiliser pour leurs objectifs occultes, protégés par le drapeau de l'ONU...

Revenons encore quelques jours en arrière pour évoquer brièvement le quatrième «incident». Le dimanche 28 février, quatorze bombes explosent dans la capitale zambienne, Lusaka. Une explosion à l'intérieur même de l'ambassade angolaise a causé des dégâts importants et tué un gardien angolais.[165] *« En privé, certains responsables zambiens ont pointé un doigt accusateur vers l'Angola»*, note *NCN*.[166] L'Angola a accusé à plusieurs reprises des ministres zambiens de travailler pour l'UNITA et elle a menacé d'agir militairement contre cette base arrière qu'est devenue la Zambie.

Le gouvernement de Lusaka demande aux Américains d'envoyer des experts en explosifs pour mener l'enquête... Le FBI débarque deux jours plus tard. Finalement, deux mercenaires blancs, les supposés auteurs des attentats, seront expulsés. Ils ont agi selon toute probabilité sur ordre de l'UNITA. Les 14 explosions n'étaient donc qu'une provocation pour inciter l'Angola à intervenir militairement en Zambie.

Les contradictions internes aux ennemis du Congo

La paix est-elle possible au Congo ? Les Forces qui défendent le Congo peuvent-elles l'emporter contre la coalition qui regroupe les Etats-Unis, l'Afrique du Sud, le Rwanda, l'Ouganda et leurs rebelles congolais ?

A Kinshasa, des gens de l'UDPS vous assurent que la cause de la guerre, c'est que Kabila agit comme Mobutu et que la guerre ne peut donc prendre fin qu'avec le renversement du nouveau dictateur. Des croyants vous jurent qu'il y a la guerre parce que les gens ne prient pas assez. Faisons de nombreuses veillées-prières et la guerre cessera. Des permanents d'ONG vous disent que la guerre cessera dès que les diri-

geants des deux parties belligérantes accepteront les principes des droits de l'homme, de la démocratie, de la réconciliation.

Quant aux militants congolais plus lucides, ils recourent à une analyse matérialiste et dialectique pour appréhender les chances d'imposer la paix aux ennemis du Congo. La guerre a été provoquée par la politique poursuivie par les Etats-Unis à travers ses alliés rwandais et ougandais, avec le consentement de la grande puissance régionale, l'Afrique du Sud. Cette politique consiste à éliminer le gouvernement nationaliste de Kabila dans un but économique bien précis: s'emparer des richesses du sous-sol congolais. Dans un but géostratégique aussi: la puissance impérialiste qui réussira à dominer effectivement le Congo étendra automatiquement son influence dans toute l'Afrique Centrale et Australe.

La paix ne dépend pas des prières, puisque les deux adversaires adressent les mêmes prières exaltées aux même divinités qui se trouvent de ce fait dans un embarras paralysant. La paix ne dépend pas non plus de l'invocation de grands principes puisque la puissance la plus barbare, les Etats-Unis, égrène jour et nuit le chapelet des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit... La paix ne dépend que du rapport de forces entre agressés et agresseurs et la guerre ne prendra fin que lorsque ceux qui l'ont commencée, constateront qu'ils n'atteindront pas leurs buts politique et économique.

Voyons si les ennemis du Congo, les Etats-Unis, l'Afrique du Sud, l'Ouganda, le Rwanda et les rebelles se sont mis assez de problèmes sur le dos en ces premiers mois de 1999 pour vouloir mettre fin à leur aventure criminelle.

Toute la stratégie africaine des Etats-Unis ébranlée

L'impérialisme américain a depuis 1990 élaboré une nouvelle stratégie africaine très ambitieuse. S'appuyant sur la «nouvelle génération de dirigeants démocratiques», il veut remplacer l'Europe et principalement la France comme première puissance «protectrice» de l'Afrique. Les dirigeants du Ghana, de l'Ethiopie, de l'Erythrée, de l'Ouganda, du Rwanda et de l'Afrique du Sud, tous d'anciens révolutionnaires, voire marxistes-léninistes reconvertis en griots de la démocratie néocoloniale américaine, seront les pères de la nouvelle Afrique.

Pour son périple africain de mars 1998, Clinton a mobilisé deux avions pleins de grands bourgeois noirs, défenseurs acharnés de l'impérialisme américain, dont madame Susan Rice et Jesse Jackson sont les plus célèbres. Ils sont les apôtres du *«partenariat avec l'Afrique»*, nom de code pour la recolonisation du continent. Le «partenariat» a deux objectifs: *«intégrer les nations africaines dans l'économie globale et combattre les menaces transnationales contre notre sécurité commune à long terme»*. Ce sont ces objectifs que Clinton est venu imposer en mars 1998... quatre mois avant le début de l'agression américano-rwando-ougandaise contre le Congo! Il y a un lien direct entre le programme de recolonisation de l'Afrique et l'agression contre le Congo de Kabila.

Le « partenariat » entre les Etats-Unis et l'Afrique

La « stratégie du partenariat » concerne d'abord le domaine économique.

L'Afrique aura l'immense privilège de pouvoir exporter aux Etats-Unis sans taxes d'entrée *« le textile et les autres produits fabriqués en Afrique »*. Cette aubaine concerne la partie infime de la population africaine constituée par les grands capitalistes performants. En contrepartie, l'impérialisme américain demande la recolonisation économique intégrale de l'Afrique : il faut libéraliser le commerce, libéraliser le régime des investissements, dévaluer les monnaies, arrêter les subsides aux entreprises nationales, privatiser les entreprises. C'est ainsi que l'Afrique sera intégrée dans l'économie globale comme le petit poisson est intégré dans l'estomac de la baleine. Privatiser signifie que les entreprises nationales se font avaler par les multinationales des pays impérialistes. Concrètement, cette politique s'est déjà traduite entre 1990 et 1998 par la privatisation de 2.000 entreprises pour un montant de 2,3 milliards de dollars. Madame Rice estime cela très prometteur.

Par des privatisations et par une libéralisation des investissements, les multinationales s'empareront à peu de frais des ressources fabuleuses du sous-sol africain, en particulier du cuivre, du cobalt, de l'uranium, des métaux rares, des diamants, du pétrole et de l'or.

Ensuite, pour transporter ces richesses dans les pays impérialistes, il faut des routes, des chemins de fer, des télécommunications. Les entreprises américaines vont s'en occuper : Clinton a promis un fond d'un milliard de dollars pour aider les capitalistes américains à s'emparer de ces nouveaux marchés.[167] Le second axe du « partenariat stratégique » concerne le domaine de la répression : l'armée et les polices. Nous avons vu que les Etats-Unis profitent de n'importe quel prétexte pour envoyer leurs policiers « coloniser » les polices africaines. Ainsi, à l'occasion de quelques attentats, des agents du FBI se sont implantés en Tanzanie, au Kenya, en Ouganda et en Zambie et ont tenté de s'introduire au Zimbabwe. Pierre Bigras notait à ce propos : *« C'est un peu comme si tous ces pays étaient des sous-préfectures de l'Amérique »*.[168]

Les Etats-Unis ont lancé en janvier 1997 *« le partenariat pour le maintien de la paix »* appelé *African Crisis Response Initiative* (ACRI). Il vise une sorte de privatisation des armées africaines, une sorte d'offre publique d'achat par les Américains sur les parties essentielles de ces armées. Les Américains veulent assurer l'entraînement et l'armement d'unités d'élites africaines, capables d'intervenir dans d'autres pays en cas de troubles, de guerres civiles et de mouvements sociaux. Ils veulent entraîner 10.000 à 12.000 hommes et ont déjà commencé par des unités en Ouganda, au Ghana et au Malawi, côté anglophone, au Sénégal, au Mali et au Bénin, côté francophone. Ils envisagent surtout de prendre en main la formation des officiers supérieurs pour en faire les piliers essentiels du système néocolonial « démocratique », comme ils l'ont imposé depuis si longtemps en Amérique latine.[169]

Mais à cause de la résistance tenace et inattendue de Kabila et de ses alliés, la guerre d'intervention au Congo que les Américains voulaient courte, tourne à la catastrophe et risque d'ébranler toute leur stratégie africaine. En effet, la guerre du Congo implique directement une douzaine de pays africains, elle a des répercussions sur des pays aussi éloignés que la Libye et l'Afrique du Sud. Dans l'ensemble du continent, la conscience se développe que l'impérialisme soutient l'agression contre le Congo pour y imposer un régime de marionnettes lui permettant de piller les richesses de son sous-sol. La résistance congolaise donne une impulsion à la prise de conscience anti-impérialiste dans toute l'Afrique.

Prenons l'exemple du Zimbabwe. A travers le FMI, l'impérialisme intervient à l'heure actuelle de façon flagrante dans les affaires intérieures de ce pays dans au moins cinq domaines! D'abord, le FMI interdit à Mugabe de redistribuer des superficies importantes de terres qui sont restées la propriété d'une infime minorité d'anciens colons blancs. Ensuite, il exige que le contrôle des prix sur les produits alimentaires de base soit annulé. Il veut également que les taxes sur les produits de luxe importés soient éliminées. Pour sa quatrième intervention, le FMI s'oppose à la reprise de la station d'électricité de Hwange, en voie d'être privatisée par une firme de la Malaisie. Et finalement, le FMI a formulé une dernière «condition» à l'octroi de prêts au Zimbabwe: de hauts responsables du FMI et de la Banque Mondiale demandent que le Président Mugabe exerce une pression sur son ami Kabila pour qu'il négocie directement avec les rebelles! L'un d'eux a dit: *«Le FMI veut que Mugabe mette Kabila sous pression pour qu'il vienne à une Table Ronde et négocie avec les rebelles». «Notre stratégie était de ne pas accorder l'aide à Mugabe, mais de la marchander contre des pressions qu'il exercerait sur Kabila.»*[170] N'est-ce pas ignoble? Ainsi, les affameurs du FMI utilisent leurs prêts pour exercer du chantage sur le Zimbabwe et pour faciliter la victoire des agresseurs rwando-ougandais au Congo. En fait, l'impérialisme, à travers le FMI, veut dicter toute la politique économique, sociale et extérieure du Zimbabwe. Face à cette ingérence globale, Mugabe a exprimé la volonté d'indépendance de l'Afrique dans des termes frappants: *«Je n'aime pas le FMI, nous devrions nous passer de lui. Je crois en fait que c'est une création monstrueuse, un monstre réel, quoique certaines personnes dans mon gouvernement pensent autrement. Le FMI est juste un instrument que les Américains et Britanniques utilisent pour nous frapper. Comme le FMI est devenu politique, nous aussi sommes devenus politiques envers lui. Ils veulent nous manipuler et faire de nous des régimes de marionnettes. Pas de chance si nous ne recevons pas leur argent, mais nous ne mourrons jamais en tant que pays, jamais».*[171]

Notons aussi que la guerre du Congo a permis à la Libye de faire une rentrée politique remarquée sur la scène africaine. Kadhafi joue un rôle important comme médiateur entre tous les pays impliqués dans la guerre et il nourrit le courant anti-américain

qui s'étend. C'est un échec important pour les Américains qui ont décrété que la Libye était « un Etat paria, un Etat hors-la-loi ».

Dans le domaine militaire, le résultat est tout aussi peu brillant pour l'impérialisme américain. L'Ouganda et le Rwanda sont dans une très mauvaise position : comment pourront-ils « maintenir la paix » pour les Américains, maintenant qu'il sont vus partout en Afrique comme des mercenaires faisant le sale boulot des Etats-Unis ? Le Congo, l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie ont conclu un « pacte de défense commune », dessinant ainsi une voie qui va directement à l'encontre de la politique néocoloniale et interventionniste de l'*Africa Crisis Response Initiative*.

Devant le risque d'effondrement de toute sa stratégie africaine, Clinton fait marche arrière et semble prêt à renoncer au renversement de Kabila par les armes. Désormais, il mise plutôt sur un coup d'Etat politique pour éliminer le gouvernement nationaliste. Ed Marek a été informé *« par une source très fiable »* que le State Departement a ordonné vers le 25 mai 1999 à l'ambassadeur Swing de mettre le Rwanda en garde contre la prise de Mbuji-Mayi. Swing devait y ajouter qu'une telle attaque pouvait avoir des conséquences négatives sur les relations entre les Etats-Unis et le Rwanda. *« Mais l'ambassadeur a décidé de ne pas transmettre cette partie du message parce qu'il comprenait que les Américains n'étaient pas prêts à prendre des actions sérieuses pouvant détériorer les relations entre les deux pays... »*[172]

L'Afrique du Sud de plus en plus isolée

L'Afrique du Sud est la « mini-superpuissance » de l'Afrique noire. Dans la guerre du Congo, elle a pris de façon ostentatoire la défense de la politique américaine. La bourgeoisie sud-africaine est apparue sous sa véritable identité comme une force-relais de l'impérialisme anglo-américain en Afrique noire.

L'Afrique du Sud n'a rien fait pour arrêter la guerre d'agression dont le Congo est victime. Elle a pourtant suffisamment d'influence sur le Rwanda et l'Ouganda pour obliger ces pays à retirer leurs troupes. La bourgeoisie sud-africaine a spéculé sur la chute de Kabila dans l'espoir d'obtenir à moindre coût une plus grande partie du gâteau congolais, constitué de richesses naturelles et de marchés d'exportation.

« Nous ne voulons pas être traités comme une province de Pretoria »

La grande bourgeoisie blanche sud-africaine joue toujours le rôle d'une tête de pont économique et militaire de l'impérialisme anglo-américain en Afrique. L'*Anglo-American Corporation*, la grande multinationale sud-africaine, pèse pour 40% de la capitalisation de la bourse de Johannesburg. Elle vient de déménager son siège social à Londres avec inscription à la bourse de la *City*. Etroitement liée aux multinationales anglo-américaines, la grande bourgeoisie sud-africaine est de loin la plus puissante en Afrique sub-saharienne. Elle a une grande expérience de l'Afrique Australe et Centrale, son arrière-cour naturelle.

Le grand capital sud-africain a été enfermé longtemps dans un carcan politique qui a eu des conséquences économiques majeures : l'apartheid régnant, il ne pouvait pas avoir accès aux richesses minières, aux centres de production électrique, aux terres agricoles, aux secteurs des télécommunications et de l'informatique des autres pays africains. Aujourd'hui, il a les moyens d'acheter presque tout ce qui est en vente en Afrique Australe et Centrale. Ce qui aiguise les contradictions avec les pays qui sont jaloux de leur indépendance.

La crise asiatique de 1997 a durement frappé les exportations sud-africaines vers cette région. Pour compenser les pertes, les capitalistes sud-africains ont mené, tambour battant, une offensive pour conquérir les marchés de l'Afrique Australe. Avec ces pays, ses exportations sont déjà six fois supérieures à ses importations. En 1998, ses exportations ont connu un nouveau bond de 38% ! Ceci est à la base de l'hostilité croissante de Mugabe envers son puissant voisin.

La dernière semaine de mars 1999, l'Afrique du Sud a signé un accord avec l'Union européenne pour créer une zone de commerce libre entre leurs deux marchés intérieurs. Cette décision peut être comprise comme une attaque frontale contre la politique d'industrialisation du Zimbabwe. En effet, en 2000, les pays de la *Southern African Development Community* constitueront une zone de commerce libre qui doit fonctionner à un tarif zéro en 2008. Des pays comme le Zimbabwe y voient un moyen pour créer un marché africain tourné vers l'intérieur qui leur permettra de créer une industrie nationale puissante. En 1997, l'industrie manufacturière de neuf pays de la SADC a réalisé une production de 28,4 milliards de dollars, dont 86,5% réalisés en Afrique du Sud et 6% au Zimbabwe. Ce déséquilibre ahurissant va encore s'accentuer : dans les années à venir, les multinationales vont surtout investir en Afrique du Sud, qui est la base la mieux équipée pour conquérir les autres marchés africains.[173] Voilà pourquoi Mugabe a dit un jour : *« Je leur interdis de nous traiter comme une province sud-africaine ! »*

Mais certains milieux industriels et politiques sud-africains commencent à craindre la somalisation du Congo si la guerre devait s'éterniser. *« L'Afrique Centrale peut devenir une zone perdue où des gens affamés seront en déplacement continuel, exclus des petites poches d'activité économique dirigées par des compagnies minières étrangères et gardées par des sociétés de sécurité privées fortement armées. (...) Chaque homme qui a une formation émigrera en Afrique du Sud ou ailleurs. Ceci donnera des avantages à court terme à l'Afrique du Sud, mais conduira aussi à l'effondrement économique des pays se trouvant au-dessus de nous et à l'effondrement de leurs marchés qui, ensemble, sont pour nous aussi importants que l'Union européenne. »*[174]

« Une puissance hégémonique, comme du temps de l'apartheid »

La guerre du Congo a épuisé le prestige de l'Afrique du Sud post-apartheid.

Tous les pays africains, et surtout ceux de la ligne du front qui avaient le plus contribué à la destruction du système de l'apartheid, avaient placé de grands espoirs en Mandela. Son attitude dans la guerre au Congo a été une terrible déception. Elle

est perçue comme une continuation de la politique sud-africaine du temps du régime raciste: les intérêts de la grande bourgeoisie blanche déterminent toujours la politique extérieure sud-africaine...

A ce propos, un article révélateur a été signé par *The Scrutator* dans *The Zimbabwe Mirror* en décembre 1998. En voici l'essentiel. *« Récemment, un haut responsable de l'Anglo-American Corporation était assis à côté de moi dans l'avion. Il était allé à Kampala et à Kigali et il se vantait des contacts qu'il avait pu nouer avec les autorités de ces deux pays ainsi qu'avec celles de la rébellion congolaise. Il m'a confié que sa compagnie assiste la rébellion congolaise financièrement et matériellement, entre autres par la remise d'un avion destiné à faciliter certains pourparlers entre les rebelles congolais et des délégations sud-africaines et même le Président Mandela. Le but de ces rencontres ? "Nous voulons faire tomber Kabila, le détrôner", répondit-il. "Et nous y parviendrons bientôt. Nous ne sommes pas seuls à vouloir le chasser... Les intérêts miniers américains et canadiens ont été définitivement rejetés au Congo."*

Il y a deux jours, un représentant de l'Institut sud-africain des Affaires Internationales expliquait que le gouvernement sud-africain prêtait une oreille attentive à l'UNITA. Il a, disait-il, une grande considération pour le rôle déterminant que peut jouer l'UNITA dans l'issue de la guerre en Angola, bien sûr, mais également dans la guerre au Congo. Un membre de "Paix et Sécurité", proche du Ministère des Affaires Etrangères, a expliqué que la récente percée de l'UNITA en Angola pouvait provoquer le rapatriement des troupes angolaises basées au Congo, ce qui offrirait de meilleures perspectives militaires pour les rebelles congolais et pour les armées rwandaise et ougandaise. Les rebelles doivent gagner cette guerre au Congo.

La stratégie adoptée envers le Congo trouve son origine dans l'apartheid sud-africain; elle a pour objectif d'assurer l'expansion et l'hégémonie sud-africaine sur le continent. Ce qui inquiète le plus les "experts" sud-africains, c'est que les événements qui se déroulent actuellement en Angola et au Congo échappent au contrôle de l'Afrique du Sud.

Le point commun entre le régime de l'apartheid et celui en place aujourd'hui en Afrique du Sud est la quête incessante de conserver sinon d'accentuer l'hégémonie du pays dans les affaires de la région et de l'Afrique entière. L'Afrique du Sud est intervenue militairement au Lesotho pour mettre fin à un coup d'Etat contre un gouvernement légitime, mais elle juge inacceptable que ses collègues interviennent en RDC. Une intervention militaire n'est justifiée pour elle que si ses intérêts sont impliqués.

L'Afrique du Sud a récemment acheté pour 30 milliards de Rands d'armes en Angleterre, en Suède, en Allemagne et en Italie. Le vice-président Thabo Mbeki a déclaré: "Ces achats étaient indispensables pour que l'Afrique du Sud puisse maintenir son rôle de gardien de la paix dans la sous-région mais aussi dans tout le continent". Le professeur Mwesiga Baregu met en exergue que le potentiel de l'alliance Angola-Zimbabwe-Namibie menace l'hégémonie sud-africaine. »

Plus la guerre au Congo s'éternise et plus elle mettra en évidence les contradictions économique et politique entre les visées de la grande bourgeoisie sud-africaine, essentiellement blanche, avec les intérêts des masses de l'ensemble de l'Afrique noire. Le prestige des nouveaux dirigeants noirs acquis dans la lutte contre l'apartheid s'effrite. Une partie croissante de l'Afrique constate que la politique hégémonique de Pretoria du temps de l'apartheid est toujours vivante. La méfiance se développe envers l'Afrique du Sud à cause de son rôle de relais des Américains dans la guerre au Congo. La résistance grandit contre l'envahissement des marchés nationaux par les grandes entreprises sud-africaines.

L'Ouganda face à une crise économique et militaire

Tout récemment encore, l'Ouganda était l'étoile montante en Afrique, le meilleur élève du FMI. Kampala a été mis en vedette par Clinton lors de sa tournée africaine. «Panafricaniste», la bourgeoisie ougandaise espérait monnayer sa contribution à la victoire de l'AFDL en faisant entrer le Congo dans la communauté économique qui lie l'Ouganda, le Kenya et la Tanzanie.

Ainsi, l'Ouganda se serait situé au centre d'un immense marché débouchant à l'Ouest sur l'Atlantique et à l'Est sur l'Océan indien. Mais ces espoirs ont été brisés par l'entrée du Congo dans la SADC, ce qui implique que Kinshasa s'oriente vers l'Angola, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. L'Ouganda est entré dans la guerre d'agression contre Kabila pour redresser cette situation. Mais ce qui aurait pu réussir avec une guerre-éclair victorieuse, risque de devenir un échec fracassant avec une guerre de longue durée.

Le FMI, la guerre et la corruption

Aujourd'hui, la situation économique de l'Ouganda se détériore rapidement. Le shilling ougandais continue à se déprécier: il fallait 60 shillings pour un dollar en 1987, mais en mai 1999 il en faut 1.600. Le café représente 65% des exportations ougandaises. En 1997-1998, le pays en exportait pour 365 millions de dollars; en 1998-1999, ce montant est tombé à 240 millions, une chute de 34,4%![175]

Le 9 mars, une délégation du FMI a menacé l'Ouganda de lui refuser les 18 millions de dollars d'un emprunt de 145 millions sur trois ans. En cause: les dépenses militaires ont augmenté de 1,9 à 2,2% du budget. La délégation du FMI a également critiqué le fait que la corruption est une pratique régulière chez les ministres et les responsables de l'Etat.[176] On sait que son développement «spectaculaire», l'Ouganda le doit en grande partie aux largesses du FMI. Des problèmes avec le FMI et le «miracle» ougandais s'effondre...

Une petite affaire triviale de 500.000 dollars en dit long sur les mœurs dans l'entourage de Museveni. Jovia Akandwanaho est la femme du général Salim Saleh, le frère de Museveni. En 1998 à Bruxelles, elle rencontre le général Baramoto. Ce dernier veut

qu'elle arrange un rendez-vous avec Museveni. Jovia demande 500.000 dollars pour rendre ce petit service ! Elle n'en reçoit que 200.000, mais insiste pour que les 300.000 restants soient remis avant la rencontre. Autour du 16 décembre 1998, le fils de Baramoto apporte l'argent à Kampala.[177] Jovia prend 140.000 dollars, le directeur de la Sécurité extérieure, Humphrey Babukika, en reçoit 50.000 et Jovia remet 10.000 dollars d'argent de poche au fils Baramoto. Ce genre de pratiques, ainsi que les montants et les personnages impliqués, reflètent la nature du milieu dirigeant ougandais...

Le frère de Museveni, Salim Saleh, est au centre des principaux scandales financiers qui ont secoué récemment l'Ouganda. Il avait le contrôle de la *Greenland Bank* qui a connu de grands problèmes en raison de mauvaises créances provenant de prêts douteux accordés par népotisme. Sous des prête-noms malaisiens, cette banque appartenant à Saleh a acheté la compagnie *Westmont Berhad* qui acquit à son tour 51% des actions de la *Banque Commerciale de l'Ouganda*. Cette dernière accordait alors des prêts commerciaux à la *Greenland* qui pouvait ainsi escamoter ses mauvais résultats... Fin mars, la banque de Salim Saleh fut déclarée en faillite.[178] Un mois plus tard, la *Cooperative Bank*, une des banques les plus importantes du pays, fortement implantée à la campagne, tombe également en faillite. Le gouverneur de la Banque Centrale indique deux responsabilités : *« l'incapacité des Ougandais à payer leurs dettes et la culture du vol »*. La première renvoie à la pauvreté extrême des masses paysannes et la seconde à la corruption et l'enrichissement illégal des élites ougandaises.[179]

Comme partout ailleurs dans le monde, les privatisations ont encore accentué la corruption et les détournements dans les milieux de l'élite régnante et ils ont provoqué une dégradation de l'économie nationale.

Une armée corrompue, des attaques rebelles

Dans le domaine militaire aussi, l'Ouganda rencontre de graves difficultés.

Les officiers supérieurs ougandais ont transplanté dans l'armée la corruption ambiante du cercle de Museveni. Ils organisent pour leur propre compte le pillage des richesses congolaises : le bois, l'or, le diamant, le café, le wolfram... A Kisangani, ils font du commerce à grande échelle en amenant par avion militaire les produits de première nécessité, devenus introuvables depuis que l'approvisionnement à partir de Kinshasa a cessé. L'enrichissement fabuleux des officiers supérieurs nuit à la combativité de l'armée. *The Monitor* écrit : *« La guerre du Congo a fait apparaître les côtés les plus mauvais de l'armée ougandaise »*. Et parlant des répercussions futures, le journal dit qu'au retour des soldats du Congo, ils créeront de graves problèmes. Beaucoup de recrues ne répondaient pas aux critères pour entrer dans l'armée, ils sont indisciplinés et habitués maintenant à mener leur propre vie au Congo, certains sont des criminels connus.[180]

La participation de l'Ouganda à la guerre au Congo est un échec complet pour ce qui concerne son objectif avoué : éliminer les milices antigouvernementales. Celles-ci apparaissent plus fortes que jamais. Chaque semaine, il y a des attaques de rebelles

de l'*Allied Democratic Forces* à l'Ouest et de l'*Armée de Résistance du Seigneur* au Nord. Ainsi, début avril, l'ADF a attaqué une voiture des autorités locales à Bundibogyo, dans l'Ouest de l'Ouganda, tuant 11 personnes. L'armée enverra 4.000 soldats pour protéger la ville contre une attaque éventuelle des rebelles...[181] La campagne de bombes qui continue à secouer Kampala a obligé l'Ambassade américaine à fermer plusieurs fois au cours des premiers mois de 1999. Les E.U. ont décidé d'évacuer de l'Ouganda les 43 membres du *Peace Corps*.[182]

Museveni pensait être le personnage politique le plus en vue en Afrique après le départ de Mandela. L'agression contre le Congo a brisé son prestige et l'a isolé. Ses liens avérés avec l'UNITA n'ont rien arrangé, bien au contraire. En Zambie, le secrétaire du *United National Independence Party* a vu personnellement huit camions militaires tout neufs, faisant apparemment partie d'un convoi plus large, qui se dirigeaient vers les zones contrôlées par l'UNITA en Angola. Dans chaque camion, d'un type qui n'existe pas dans l'armée zambienne, il y avait une trentaine de soldats fortement armés, portant des uniformes étrangers. Il y a des indications que le convoi venait directement de l'Ouganda.[183]

Une poignée d'officiers et de commerçants s'enrichissent scandaleusement grâce à la guerre au Congo. Mais cette guerre provoque également des problèmes militaires inextricables pour l'Ouganda. Pour échapper à une débâcle, Museveni pourrait être amené à retirer ses troupes du Congo. Quitte à imaginer d'autres tactiques pour y garder son influence.

Le Rwanda : des Tutsi contre le régime

Le Rwanda est le seul acteur dans la guerre du Congo à avoir retiré de cette aventure un profit réel dans le domaine de la sécurité et de l'économie.

En juin 1998, les Interahamwe opéraient avec de grandes unités de 1.000 à 1.500 combattants à Gitarama, au centre du Rwanda. Le pays semblait se diviser en deux, au Nord de Gitarama régnaient les Interahamwe.

En mars 1999, Gitarama est calme. Tous les Interahamwe ont quitté le Rwanda pour aller se battre au Congo dès le début de la guerre. Ils pensaient que l'armée rwandaise y serait plus vulnérable.

Reuters rapporte que les affrontements ont pratiquement cessé dans les préfectures de Gisenyi et Ruhengeri, les bastions traditionnels des Interahamwe. Depuis des siècles, les paysans rwandais y vivent sur les collines dans des maisons dispersées. Conseillées par les Américains, les autorités rwandaises ont créé des *« villages stratégiques »* comme les Etats-Unis l'ont fait pendant la guerre au Vietnam pour couper le Vietcong de la masse paysanne. 650.000 petits paysans rwandais ont ainsi été obligés de quitter leurs maisons pour s'entasser dans des camps où ils vivent de l'aide internationale. En mars, 480.000 personnes ont été ré-installées dans 172 villages, faciles à contrôler par l'armée et la police.[184]

Un homme d'affaire occidental rapporte que de nombreux Blancs et privilégiés du régime quittent Kigali le week-end pour visiter les plus beaux endroits de Ruhengeri et Gisenyi ainsi que le lac Muhasi. Ces sites touristiques étaient inaccessibles l'année passée.[185]

La nouvelle bourgeoisie rwandaise

La nouvelle grande bourgeoisie rwandaise, essentiellement tutsi mais comprenant aussi quelques Hutu, est une bourgeoisie parasitaire sans attaches au Rwanda. Née dans l'émigration, cette nouvelle bourgeoisie bureaucratique et compradore a conquis le Rwanda pour s'enrichir le plus vite possible. Fin 1995 déjà, un an et demi après le génocide, un vieux tutsi retourné au pays m'a exprimé son dégoût pour l'enrichissement ostentatoire des nouveaux dirigeants du FPR. Il critiquait leurs mariages somptueux avec deux mille, trois mille invités alors que les rescapés du génocide croupissent dans la misère la plus effroyable.

Le Rwanda est un des pays les plus pauvres de l'Afrique. Comment la nouvelle bourgeoisie a-t-elle pu s'enrichir en cinq ans ? Elle a utilisé trois stratégies.

La première : s'enrichir grâce au contrôle de l'appareil de l'Etat. Plusieurs de ses membres ont été éduqués aux Etats-Unis et en Europe. Ils ont fait le pari de suivre les instructions du FMI à la lettre pour recevoir un maximum de soutien de la part des puissances occidentales. Les aides et les emprunts détournés sont la première source d'enrichissement de cette bourgeoisie.

La seconde voie : servir le grand capital occidental. Dynamiques et entreprenants, les bourgeois tutsi se présentent aussi comme les intermédiaires qualifiés des multinationales. Mais comme le Rwanda est tellement pauvre, ils ambitionnent aussi d'opérer dans le riche Congo voisin. Voilà pourquoi Kagame prône *« l'intégration régionale »* et *« la coopération économique régionale avec libre circulation des biens et des personnes »*. Alors, dit-il, *« les frontières sauteront d'elles-mêmes »*.[186]

La guerre actuelle est pour Kagame un moyen d'accélérer cette évolution. L'homme d'affaires occidental, revenu en février 1999 de Kigali, dit que de plus en plus de commerçants à Kisangani achètent leurs marchandises à Kigali. *« Kigali devient certainement un centre important pour le développement de l'Est du Congo. Quand la paix reviendra, ce rôle ne pourra que s'accroître. »* De nombreuses entreprises sud-africaines s'établissent à Kigali, elles opèrent dans les domaines de la distribution du pétrole, de la télécommunication, de la santé. *« A la lumière de l'ampleur de leurs investissements, il est clair qu'ils croient en l'avenir du Rwanda. »*

Le pillage du Congo est depuis le début de la guerre d'agression la troisième source d'enrichissement de cette bourgeoisie qui prend ainsi un caractère mafieux et criminel. Parmi les entreprises sud-africaines établies à Kigali, on remarque De Beers qui a ouvert un comptoir de diamants dans un pays où on ne trouve aucun gisement... C'est dire avec quelle voracité les Rwandais volent au Congo.[187]

« Ils ne sont pas "Tutsi", mais grands bourgeois »

Mais cette bourgeoisie parasitaire, entassant les richesses dans un pays de famine, est assise sur une poudrière.

Le même homme d'affaires déjà cité dresse encore le constat suivant: *« Il y a un sentiment croissant dans la population qu'une oligarchie tire pleinement profit de la situation, mais que le reste de la population ne voit pas grand-chose du boom économique ».*[188]

Un homme appartenant à la première génération du Front Patriotique, issu d'une grande famille tutsi et que je connais depuis 1994, disait à un ami de passage à Kigali: *« Le programme de libération du FPR a été abandonné et ses auteurs écartés. Les dirigeants actuels ont seulement l'obsession de l'accumulation de fortunes. Ils tyrannisent la population et agissent de façon barbare. Ils ont profané le génocide qui est devenu pour eux une marchandise de grande valeur, ils en profitent pour soutirer de l'argent à leurs amis dans les pays impérialistes. Ils reçoivent aussi de l'argent des impérialistes pour libérer des génocidaires qui sont soi-disant âgés ou malades, tandis que les rescapés vivotent toujours dans la misère. Ils s'empressent d'imposer des élections qu'ils gagneront à l'aide de leurs méthodes fascistes. Puis ils vont recevoir de nouvelles aides de l'Occident pour la défense de la soi-disant démocratie. La guerre du Congo n'a rien à voir avec la sécurité du Rwanda, mais tout avec le pillage des diamants et de l'or. Ce sont nos jeunes qui paient le prix de cette aventure au front. Il y a d'ailleurs une terrible répression contre les progressistes dans l'armée. Tôt ou tard, le peuple rwandais va se libérer de cette clique de traîtres ».*[189]

Cette prise de position courageuse montre bien que la guerre d'agression dont le Congo est victime n'a rien à voir avec un soi-disant « complot hima-tutsi ». L'homme que nous venons de citer est un Tutsi dont les parents appartenaient à la noblesse. Il prend position, non en tant que Tutsi, mais comme progressiste qui se préoccupe du sort des masses pauvres du Rwanda. Il ne combat pas le régime rwandais actuel parce qu'il est tutsi, mais parce qu'il est dirigé par de grands bourgeois, alliés aux puissances impérialistes. Et c'est à partir de cette position de classe qu'il soutient aussi le peuple congolais, qui subit l'agression de cette bourgeoisie.

L'idée d'une masse homogène tutsi qui serait sanguinaire, expansionniste, dominatrice et qui aurait un projet d'empire hima-tutsi, est tout simplement aberrante. C'est adopter une démarche raciste qui pourra toujours être manipulée par l'une ou l'autre puissance impérialiste.

« La masse des hutu, tutsi et twa souffre... »

Jean-Pierre Mugabe était le directeur d'un journal très influent à Kigali, *Le Tribun du Peuple*. Il fréquenta les milieux du pouvoir. Il était régulièrement dans le salon politique du Président Buzimungu. En mars 1999, il a fui le Rwanda ! Et il publia une lettre ouverte à Kagame. *« Tandis que la plupart des gens ne trouvent plus de quoi*

manger et n'ont pas d'accès aux soins de santé élémentaires, une petite clique d'autorités est en train de rivaliser de richesses. L'injustice est généralisée à l'égard de toutes les composantes de la population qu'ils soient hutu, tutsi ou twa, sans parler des laissés-pour-compte que sont les rescapés du génocide. L'unité que vous prêchez est l'unité entre une clique d'autorités, hutu et tutsi confondus, mais compères dans l'accaparement pour leur propre intérêt de toutes les richesses du pays.»

Cette description des différences de classes sociales au Rwanda est assez remarquable. Il y a d'un côté les bourgeois bureaucratiques, ceux qui ont l'autorité dans le pays et de l'autre côté les pauvres qui n'arrivent pas à se nourrir ou à se soigner. Au sein de la bourgeoisie, on trouve aussi bien des Hutu que des Tutsi, tandis que la grande majorité des Tutsi, Hutu et Twa subissent l'injustice, les plus misérables étant souvent les Tutsi ayant survécu au génocide qui ont perdu leur famille et leurs biens.

«Le pays est aux abois à cause de l'AKAZU qui a embrigadé et paralysé tout le régime et à cause de la mafia qui gangrène toutes les sphères administratives de l'Etat, y compris son armée. Les autorités incompétentes s'adonnent au commerce pour réaliser des gains plantureux et se constituer des avoirs à l'étranger. L'AKAZU, la clique au pouvoir, privilégie les gens avec lesquels ils ont vécu dans les camps de réfugiés rwandais en Ouganda. Le régionalisme et le favoritisme se manifestent dans les nominations à des postes de responsabilité, dans l'octroi de marchés publics, dans la privatisation et la vente des établissements publics. Il faut condamner également l'appropriation de vastes étendues de terres par les dignitaires politiques et les hauts officiers de l'armée.»[190] C'est également une belle description de la nouvelle grande bourgeoisie rwandaise qui a usurpé le pouvoir après la victoire militaire contre le régime de Habyarimana. Cette bourgeoisie a comme noyau central un groupe de militaires et d'hommes politiques qui se sont connus dans les camps de réfugiés ; ce noyau a élargi sa base en permettant à ses alliés, réunis sur une base familiale ou régionale, de s'enrichir par tous les moyens. Cette bourgeoisie, qui entasse des fortunes grâce au contrôle de l'Etat, est aussi liée aux capitalistes occidentaux, elle est l'intermédiaire pour la commercialisation de leurs produits.

Jean-Pierre Mugabe n'est qu'un exemple parmi les nombreux Tutsi qui ont rompu début 1999 avec le régime exploiteur et parasitaire installé au Rwanda. L'homme d'affaires occidental déjà cité disait: *«Beaucoup de membres de la diaspora sont maintenant désillusionnés du nouveau Rwanda et ils parlent de retourner au Burundi ou en Ouganda».*[191]

L'infime minorité qui s'enrichit au détriment de la masse des tutsi, hutu et twa rwandais, aura tôt ou tard des conflits avec les Tutsi congolais. On sait que de nombreux Tutsi congolais ont fui au Rwanda en 1996, échappant de justesse aux massacres commis par des Interahamwe, certains Hutu congolais et les FAZ. En août 1998, au début de la guerre d'agression, le régime rwandais a voulu les utiliser ces Tutsi congolais comme chair à canon. Pratiquement tous ces Tutsi congolais ont refusé de se battre contre leur propre pays. Dès mars 1999, les indications se multiplient que les contradictions entre le régime rwandais et les Banyamulenge congolais s'ai-

guisent. Les autorités rwandaises auraient payé des forces mercenaires qui se sont fait passer pour des Maï Maï et qui ont massacré une centaine de Banyamulenge à Magunga. *Reuters* notait: *« Un militaire (du RCD) disait que les combattants banyamulenge de la zone de Fizi veulent maintenant combattre l'armée du Rwanda dominé par les Tutsi rwandais »*.[192]

Misant tout sur la force militaire et la répression, le régime rwandais est miné par des contradictions internes très fortes. La grande masse des paysans hutu appauvris est hostile à la nouvelle bourgeoisie. Les Tutsi démocratiques se détournent de plus en plus de cette petite minorité bourgeoise qui monopolise toutes les richesses. Le régime rwandais est décidé à poursuivre l'agression du Congo jusqu'à la prise de Kinshasa, mais il est assis sur une bombe à retardement.

Les Rebelles, ces figurants...

Début mars 1999, il est évident que le *Rassemblement Congolais pour la Démocratie* n'est qu'un panier de crabes, qu'il est composé d'individus que rien ne lie sinon la soif du pouvoir.

Le 8 mars, après la clôture d'une Assemblée des Fondateurs du RCD fort mouvementée, Wamba dia Wamba déclare: *« Nous ne sommes pas parvenus à mettre en place un vrai programme politique minimum, une véritable vision commune »*. Il parle d'une *« atmosphère de suspicion et de crise »* qui empêche *« tout compromis entre dirigeants »*. *« Tant que nous laissons des tendances suicidaires se déployer, le risque d'échec est grand pour le RCD de ne pas parvenir à la victoire politique. »*[193] On se rappelle que les «rebelles» ont l'habitude de dénoncer «la mal gouvernance» et «la désorganisation» du gouvernement Kabila. Mais la description exacte que donne ici Wamba dia Wamba de la désunion des rebelles, de la suspicion mutuelle, des batailles entre chefs et des tendances suicidaires dépasse de loin tout ce qu'il a pu fabuler contre Kabila. L'Assemblée, aux mains des mobutistes, décide de laisser Wamba à la «présidence», mais en lui retirant la diplomatie, les finances, les grandes nominations et même son propre budget de fonctionnement!

Wamba disait craindre pour sa vie et le lendemain il prit la fuite vers Kisangani. Une fois sur place, Wamba chassa sa garde rwandaise pour la remplacer par des troupes ougandaises...

Lors de cette bagarre entre «frères-rebelles», Kin-Kiey Mulumba révéla qu'aucun organe dirigeant du «mouvement» ne s'était réuni depuis début janvier. Seul le «gouvernement» rebelle se réunit chaque vendredi. *« Les réunions du Comité Exécutif sont de véritables moments surréalistes où se traitent interminablement tous les dossiers sauf ceux qui intéressent la collectivité. On y trouve jeu d'espionnage périlleux et lourdeur bureaucratique, coups bas et règlements de compte. (...) Tout le monde, en tête les pays alliés, désespèrent de la classe politique en présence. »*[194] Ainsi, nous apprenons que les agresseurs «désespèrent» de leurs laquais! Mais ils

continuent à prétendre que les rebelles sont une «force autonome» qui doit négocier d'égal à égal avec le gouvernement légal! Kin-Kiey Mulumba fait, par inadvertance, un autre aveu capital. Il exprime son jugement sur le RCD en ces termes: *«Il faut défaire le club des fondateurs (du RCD) qui s'est octroyé le droit de vie et de mort sur l'insurrection. La rébellion a trop misé sur des hommes sans profondeur».*[195] Cela permet de comprendre un autre aspect de la lutte actuelle au Congo: l'agression rwando-ougandaise est une opération conçue par les Américains pour chasser Kabila; les «rebelles» congolais, que les Rwandais ont mis en avant, ne sont pris au sérieux par personne et certainement pas par les Américains et les Rwandais. Ce ne sont que des paravents que ces derniers ont placé devant l'agression. Mais les maîtres sont prêts à tout moment à mettre de côté ces hommes de paille pour laisser la place aux «hommes d'une grande profondeur»: les mobutistes et les tshisekedistes.

Les luttes internes à la rébellion, déjà impitoyables, sont encore aggravées par les rivalités et affrontements entre Rwandais et Ougandais. Les hommes au pouvoir à Kigali et Kampala se battent pour l'or, le diamant, le café, le bois, mais aussi pour l'influence sur le gouvernement congolais qu'ils espèrent mettre en place. Le 12 mai 1999, le RCD tendance Lunda Bululu accuse le général ougandais Kazini et ses officiers supérieurs de vouloir diviser le RCD. C'est la première fois que cette accusation est lancée publiquement. Kazini a désarmé deux bataillons de l'armée rebelle d'Ondekane, pour transférer ses soldats au MLC de Bemba. Ce sont des actes qui témoignent de luttes d'intérêts très sérieuses entre les deux agresseurs. Ondekane, quant à lui, a accusé Kazini d'instaurer un règne de terreur au Nord-Est du Congo où ses troupes commettent beaucoup d'abus.[196]

Les chefs de la «rébellion» sont devenus quantité négligeable. Ils n'ont pas le moindre impact sur le développement de la guerre qui est entièrement l'affaire des Rwandais et des Ougandais.

L'accord de Syrte, un espoir pour la paix?

Les graves problèmes que connaissent tous les pays et toutes les forces engagés dans l'agression du Congo créent une nouvelle situation. Il est vrai que le Congo peut toujours «craquer» sous le poids des problèmes immenses provoqués par l'agression. Mais il se peut aussi que les agresseurs se voient obligés de déposer les armes et de laisser le gouvernement nationaliste de Kabila en place.

Le 18 avril 1999, dans la ville de Syrte en Libye, Kabila et Museveni signent un accord de paix. C'est une victoire importante pour le Congo. Kabila a forgé une arme diplomatique pour amener les agresseurs à quitter la RDC. L'Accord sera-t-il appliqué?

Dans les territoires occupés, la population congolaise subit chaque jour des massacres, des tueries, des emprisonnements et elle connaît la famine. Dans les territoires libres, la vie est devenue extrêmement difficile. A Kinshasa, les gens n'ont pas d'argent, les prix ont flambé. Tout le peuple congolais apprécie les efforts énormes du

Président Kabila pour trouver rapidement une issue négociée à la guerre, qui garantit l'indépendance et la souveraineté du Congo.

L'accord de paix de Syrte stipule entre autres: *« la cessation immédiate des hostilités »; « le déploiement de forces africaines neutres de maintien de la paix dans les territoires congolais où il y a des troupes ougandaise, rwandaise et burundaise »; « le retrait des troupes ougandaise et rwandaise va être coordonné avec l'arrivée des forces de paix africaines »*; *«dès qu'un accord de paix est signé, retrait de toutes les troupes étrangères ».*[197] L'essentiel est que ce document dit clairement que les agresseurs doivent quitter le Congo et que le problème doit être réglé entre Africains, c'est-à-dire sans l'intervention des puissances impérialistes.

Forcer les agresseurs à partir

L'accord doit inciter le peuple congolais à redoubler d'efforts pour vaincre les agresseurs. En effet, il est le résultat de trois facteurs. D'abord, il y a la résistance des Forces Armées Congolaises et de leurs alliés ainsi que des masses congolaises. Ensuite, il y a les graves problèmes internes que connaît l'Ouganda. Et l'isolement international croissant des agresseurs est le troisième facteur. C'est le moment pour intensifier l'effort de guerre afin d'en terminer aussi vite que possible avec l'agression. L'accord ne sera jamais appliqué si le peuple congolais cède à l'illusion de la paix et relâche ses efforts de défense.

La presse a demandé à Kabila si l'accord était le prélude à la paix. Le Président a répondu fort à propos: *« Oui, parce que tous les efforts sont faits pour que la paix revienne dans notre pays. Mais notre peuple ne doit pas seulement crier la paix, la paix! ...Quand vont-ils partir? Nous ne le savons pas. Mais tôt ou tard, ils seront obligés de partir. La sortie se fera soit par le biais de la paix, de la signature d'accords de paix, soit ils seront forcés un jour de quitter. (...) Il faut se préparer à faire la guerre parce que les envahisseurs ne quitteront pas, quand ils ne sont pas forcés de quitter. Et puis, on ne peut pas prétendre faire la paix, quand la moitié du pays est occupée par les envahisseurs ».*[198]

Accélération de la formation d'une armée rebelle

Si le peuple congolais se laisse endormir par des promesses de cessez-le-feu, l'accord de Syrte n'aura été qu'une ruse de guerre des agresseurs pour préparer de nouvelles conquêtes. Il y a d'ailleurs beaucoup d'indications que l'accord est, de la part de Museveni, une manœuvre de guerre psychologique pour démobiliser les Congolais. Le vice-ministre ougandais des Affaires étrangères, Amama Mbabazi, a immédiatement minimisé la portée de l'accord: *« C'est un reflet de nos souhaits, de ce que nous aimerions voir arriver au Congo. Nous avons besoin de détails sur la façon d'appliquer le cessez-le-feu, et notre retrait dépend de la prise en charge de nos préoccupations sécuritaires ».*[199] Le porte-parole du gouvernement, Hope Kivengere, disait le lendemain de la

signature: *« Personne n'a l'idée de se retirer avant que nos préoccupations de sécurité soient rencontrées. Personne n'a l'idée de laisser un vide dans l'Est du Congo ».*[200] Pour rejeter ainsi l'accord de Syrte, les agresseurs ougandais s'appuient sur le point 1 dont la rédaction confuse reflète des positions opposées. Il se lit ainsi: *« Les signataires affirment la sécurité et l'intégrité des frontières politiques de tous les Etats ».* Or, les Ougandais invoquent leur « sécurité» pour justifier l'agression du Congo et le Congo invoque son « intégrité» pour combattre et chasser les agresseurs !

Ensuite, l'armée ougandaise veut bien se retirer... mais pas avant d'avoir formé une grande armée de mercenaires congolais. Le journal *The Monitor*, publié à Kampala, écrit que Museveni accélère l'entraînement militaire de 50.000 jeunes pour le mouvement de Jean-Pierre Bemba.[201] Le brigadier Chefe Ali et le colonel Peter Kerim auraient déjà formé 25.000 recrues pour Bemba.[202] Tout cela est sans doute exagéré, mais enfin, l'intention est claire...

Ce n'est pas par hasard si deux jours après l'accord de Syrte, le principal agent de l'Ouganda au Congo, Jean-Pierre Bemba, déclare: *« Comme tout le monde, j'ai appris qu'il y avait un cessez-le-feu, mais moi je n'ai rien à voir avec ça. Rien n'a changé pour moi sur le front. En ce qui concerne l'Ouganda, ils essaient de garantir la sécurité de leurs frontières. Mais ma participation dans la guerre est différente. Je me bats contre la dictature de Kabila ».*[203] Bemba ne pourrait pas faire une telle déclaration sans l'aval de ses maîtres ougandais. D'ailleurs, Bemba a revendiqué le 29 avril de nouvelles victoires: l'occupation de Kateke, de Yakoma et Bondo dans la province de l'Equateur.[204]

Au moment où l'Ouganda signe l'accord, son armée intensifie ses efforts pour imposer un protectorat durable sur les territoires occupés. L'Ouganda y accélère l'implantation de son administration. Ainsi, sur les douze commerçants étrangers qui achètent encore des diamants dans la province Orientale, l'armée ougandaise en a arrêté sept, six Libanais et un Belge. Elle leur demande entre 200.000 et 585.000 dollars de taxes non payées. Un commerçant déclara: *« Il ne s'agit pas d'argent non versé. Le véritable but des Ougandais est d'obtenir le monopole des diamants à Kisangani ».*[205]

Les agresseurs renforcent leur contrôle sur l'Est en reconduisant Léonard Kanyamuhanga comme gouverneur du Nord-Kivu et en nommant trois autres gouverneurs: Norbert Basengezi au Sud-Kivu, Théo Baruti dans la province Orientale et Nestor Kiyimbi au Maniema.[206]

L'Ouganda et le Rwanda gardent le même objectif: renverser le gouvernement nationaliste au Congo. Un porte-parole de l'armée rwandaise déclare le 5 mai qu'*« il n'y a pas de dispute sur la stratégie à suivre au Congo avec l'Ouganda ».*[207]

Si l'Ouganda fait semblant de soutenir l'accord de Syrte, le Rwanda le rejette. Pour ce faire, le ministre d'Etat Mazimhaka se cache, une fois de plus, derrière... ses marionnettes ! Il déclare le lendemain de l'accord de Syrte: *« Aucun accord de ce genre ne peut être viable sans la signature des rebelles ».* Kigali affirme également que Kabila doit d'abord désarmer et renvoyer vers le Rwanda 10.000 soldats et miliciens hutu impliqués dans le génocide de 1994.[208] Et le 30 avril, l'homme des

Rwandais, Lunda Bululu, déclare à propos de l'accord et de son point 3, qui annonce le déploiement d'une force africaine de maintien de la paix : *« Les troupes étrangères (libyennes et érythréennes) non invitées par le Rassemblement Congolais pour la Démocratie, qui se trouveraient sur les territoires libérés, seront combattues »*.[209]

« Quand ils parlent de paix, ils préparent la guerre »

L'Ouganda et le Rwanda estiment que Kabila va finalement tomber sous les coups de leurs armées et sous les attaques des opposants intérieurs. En signant le texte de Syrte, Museveni s'est mis en bonne position pour influencer le futur gouvernement « d'union nationale » au Congo. Un journal de Kinshasa écrit : *« Si Kigali et Kampala en arrivent à s'opposer sur l'après-Kabila, c'est qu'ils parlent de paix du bout des lèvres, convaincus de l'inéluctabilité d'une victoire militaire »*.[210] C'est aussi le point de vue du camarade Moven Mahachi, ministre de la Défense du Zimbabwe: *« Nous sommes très prudents et nous n'attendons pas grand-chose de la part des rebelles. Ils sont connus pour parler de paix et faire la guerre »*.[211]

Un « Débat national » pour chasser Kabila ?

Kagame, premier idéologue de l'opposition kinoise

Début mai 1999, Kagame accorde à Kin-Kiey Mulumba une interview dans laquelle il s'adresse directement à l'opposition « démocratique » de Kinshasa.[212]

Dans l'interview, Kagame affirme son droit à l'ingérence militaire dans les affaires intérieures du Congo pour y imposer le gouvernement de son choix. D'où lui vient cette arrogance au moment où ses offensives militaires battent de l'aile ? La raison en est simple : les dernières prises de positions de la plupart des partis d'opposition au Congo confirment à Kagame qu'il a de nombreux alliés congolais dans son combat pour renverser Kabila et les nationalistes.

Lors de sa conversation avec Kin-Kiey Mulumba, Kagame dévoile la chaîne qui relie les agresseurs rwandais, les rebelles, les mobutistes et les tshisekedistes. Il explique qu'il soutient la soi-disant « opposition démocratique intérieure » parce qu'elle entraîne le peuple congolais vers le rétablissement du mobutisme sous la protection du Rwanda et de ses commanditaires américains.

Les Etats-Unis : détruire le régime issu de la révolution du 17 mai 1997

Pour bien mesurer tout le poids politique de l'interview de Kagame, il faut noter que le bourreau du peuple congolais agit selon la ligne tactique formulée par l'impérialisme américain.

Le State Departement américain déclare le jeudi 1er avril qu'il est *« encouragé par l'appel du Président Kabila à un Débat national »*.[213] Il exprime l'espoir d'y assister à *« un dialogue ouvert et transparent dans une atmosphère caractérisée par la liberté d'expression et de rassemblement »*. En clair, dès le départ, les Américains exigent la liberté totale d'agir pour les forces pro-impérialistes et les alliés politiques des rebelles qui sont à Kinshasa. Ensuite, les Etats-Unis affirment qu'*« il est important de réunir les principaux acteurs intérieurs du Congo : le gouvernement, les partis politiques les plus importants, la Société Civile, les rebelles et la diaspora »*. Là non plus, il n'y a pas d'équivoque : les Américains comptent noyer Kabila dans une majorité de forces acquises au néocolonialisme. Dans cette assemblée, les Américains estiment qu'il faut réaliser *« un consensus national nécessaire pour une Transition démocratique »*. Un « consensus » pour accepter la domination de l'Occident et donc pour marginaliser les nationalistes autour de Kabila. Washington dit de façon implicite que le régime nationaliste issu de la révolution populaire du 17 mai 1997 ne peut pas diriger la Transition vers les élections libres. Il faut le priver de sa victoire et commencer une *« nouvelle Transition »* dans le *« consensus »* avec les mobutistes, tshisekedistes et autres agents de la Troïka.

Le « droit à l'ingérence » au Congo

Précisons d'abord dans quels termes Kagame réclame aujourd'hui son « droit à l'ingérence » au Congo. *« Les problèmes de sécurité qui se posent dans notre pays trouvent leur origine au Congo. (...) Les problèmes politiques internes du Congo touchent le Rwanda et y ont des répercussions importantes. Puisqu'il n'y a pas un régime politique stable et responsable au Congo et que le régime tourne le dos à la bonne gouvernance – nous continuons à avoir des problèmes au Rwanda. »*

La signification de ces paroles est limpide. Selon Kagame, les soi-disant « problèmes de sécurité » du Rwanda « ont leur origine au Congo ». Les troupes rwandaises sont donc au Congo parce que le régime politique de Kinshasa ne plaît pas à Kagame. Le maître de Kigali fait comprendre qu'il n'est pas au Congo à cause de la présence d'Interahamwe que Kabila aurait « protégés » avant le 2 août 1998. Non, il affirme ouvertement qu'il est là pour régler les « problèmes politiques internes du Congo » qui ne sont pas bien pris en main par Kabila ! Les armées rwandaises sont également au Congo parce que ce pays ne connaît pas une « bonne gouvernance » ! Le lecteur est immédiatement frappé par les termes identiques utilisés par Kagame et par Tshisekedi pour parler du Congo de Kabila.

Abordons un autre passage intéressant de l'interview de Kagame. *« Nous souhaitons réaliser les termes de bonne gouvernance, la démocratie et la stabilité dont nos peuples ont tant besoin. Nous voulons travailler avec ceux des dirigeants congolais aptes à mener le peuple au changement. » « Nous souhaitons changer de manière significative ce qui doit être changé. Bien entendu, en accord avec les Congolais eux-mêmes qui doivent être le fer de lance. »*

Ce qui gène donc Kagame, c'est que Kabila ne pratique pas la «bonne gouvernance» et la «démocratie». Ce sont deux termes que l'impérialisme américain utilise à longueur de journée pour juger tous les pays du monde. Les Etats-Unis décident pour les autres peuples ce qui est bon pour eux, ce que sont la «bonne gouvernance» et la «démocratie». Quand, à Washington, ils veulent renverser un régime ou agresser un pays, ce sont ces «principes» qu'ils agitent pour justifier leurs crimes. Or, aux yeux de l'establishment américain, une gestion nationaliste, anti-impérialiste sera toujours incompatible avec la «bonne gestion» et les «droits de l'homme». Il est évident que par la bouche «africaine» de Kagame, c'est Clinton qui parle...

Kagame ose dire ouvertement: *«nous souhaitons changer le régime à Kinshasa»*. Le petit Rwanda n'aurait pas une telle insolence, s'il ne jouait pas le rôle de porte-parole des Américains. Ce sont eux, les Etats-Unis et le Rwanda, qui décideront du régime interne du Congo, *«en accord avec les Congolais aptes à conduire au changement»*, comme le dit Kagame. En d'autres mots: Washington projette d'imposer sa loi au Congo en collaboration avec toutes les forces pro-occidentales de ce pays. Cela définit avec précision les relations entre les agresseurs et ceux que Kagame appelle les *«dirigeants congolais aptes à mener le peuple au changement»*. Kagame sait que sans l'intervention militaire rwando-ougando-américaine, ni le MPR ou l'UDPS, ni le PDSC ou le MNC-L n'oseraient aujourd'hui clamer ouvertement leur détermination de renverser Kabila. L'agression rwandaise est la mère de toutes les batailles contre-révolutionnaires livrées en front commun par la «rébellion» et par l'opposition néocoloniale.

«Notre armée ira au-delà de Mbuji-Mayi pour renverser Kabila»

Kagame est confiant dans le fait que ses armées prendront finalement Kinshasa pour renverser le gouvernement nationaliste congolais. Il sait que ses patrons américains sont divisés sur cette stratégie. Pour une fraction de la bourgeoisie américaine, cette guerre a dérapé, elle devait être de courte durée mais s'enlise, elle risque de plonger le Congo dans une instabilité prolongée et crée des contradictions insurmontables pour réaliser la stratégie globale des Etats-Unis en Afrique Centrale.

Pour défendre sa logique de la guerre au finish, Kagame doit sortir un nouvel argument à l'adresse de ses parrains américains. Le voici: le problème pour nous, Rwandais, n'est pas la sécurité de nos frontières, notre problème est le régime en place à Kinshasa. Pour le renverser, nos armées doivent prendre non seulement Mbuji-Mayi, mais marcher jusqu'à Kinshasa.

Voici comment Kagame s'adresse aux Américains pour défendre son option militaire: *«Kabila est le premier à violer la souveraineté et l'indépendance d'un Etat, le Rwanda. Nous sommes en situation de légitime défense. (...) Le Rwanda s'est rendu au Congo en vue de s'occuper des milices Interahamwe. Avec ou sans la rébellion, nous devrions être là»*. Ainsi, ce militariste qui a envoyé ses armées d'agression jusqu'au rives de l'Océan Atlantique, qui a occupé Kitona et attaqué Kinshasa à 2.000

kilomètres de ses frontières, ose affirmer qu'il agit en état de légitime défense pour défendre la souveraineté et l'indépendance du Rwanda ! On se rappelle que pendant trois mois, Kagame a soutenu contre vents et marées que ses armées n'étaient pas au Congo, qu'il s'agissait d'une rébellion « purement interne ». Et avec l'arrogance d'un véritable émule des fascistes, Kagame prétend aujourd'hui exactement le contraire : *« Nos armées avaient le devoir d'être au Congo, même sans rébellion »* ! Lorsque après trois mois de mensonges, en novembre 1998, Kagame avoue être au Congo, il en donna la justification suivante : attaqués par les Interahamwe, nous avons le devoir de défendre la sécurité de nos frontières. Aujourd'hui, Kagame veut attaquer Mbuji-Mayi qui se trouve à plus de 1.000 kilomètres du Rwanda. Et il laisse tomber son mensonge sur « la sécurité de nos frontières » pour en inventer un plus gros encore. Kagame prétend aujourd'hui que « le régime congolais en place veut détruire le Rwanda », et qu'en conséquence, c'est pour lui une question de « sécurité nationale » de mettre fin au régime de Kabila !

Voici textuellement sa déclaration : *« Au Congo, nous ne nous battons pas pour des questions de sécurité de nos frontières. Le problème tient à la sécurité nationale. L'envoi des troupes des Nations Unies à nos frontières ne changera rien. Il y a d'anciens soldats rwandais à Mbuji-Mayi qui continuent à nous créer des problèmes. (...) Kabila les a rencontrés plusieurs fois à Kinshasa, Mbuji-Mayi, Lubumbashi et Kabalo. Il les a reconditionnés et armés. Le problème du Rwanda est donc ... lié au régime en place au Congo qui veut détruire le Rwanda en armant d'anciens soldats rwandais et des miliciens Interahamwe qui ont tué et massacré. Nous combattons partout où ces génocidaires se trouvent. Si Kabila continue d'attaquer, alors le Rwanda, en coopération avec les rebelles congolais, poussera même au-delà de Mbuji-Mayi ».*

Ces propos enlèvent les dernières illusions sur une quelconque volonté de paix rwandaise. Kagame ne mettra fin à l'agression et à l'occupation que lorsque ses armées seront battues et obligées de se retirer. Toute l'agitation des ONG qui bavardent sur des « plans de paix », mais refusent d'appeler le peuple à prendre les armes pour sauver le Congo, sert directement les agresseurs.

Ainsi, Kagame peut affirmer de façon arbitraire que « les problèmes qu'a le Rwanda sont liés à la nature du pouvoir établi à Kinshasa ». Et cela justifie l'agression dont le but clairement affiché est maintenant le renversement du pouvoir nationaliste à Kinshasa. Pour renverser le régime nationaliste de Kabila, Kagame a engagé des marionnettes congolaises qu'il appelle « rebelles » et il cherche des alliés dans l'opposition dite « démocratique » et dans la Société Civile.

Kagame : « Nous soutenons l'opposition à Kabila, un criminel comme Mobutu »

Au moment où les préparatifs pour le Débat national vont bon train, Kagame insiste auprès des futurs participants sur le vrai problème du Congo : Kabila. Il appelle l'op-

position à mener des efforts parallèles avec ceux des Rwandais pour renverser le Président congolais.

Depuis le début de la guerre, les Américains ont un seul objectif: renverser le gouvernement nationaliste de Kabila. Pour le réaliser, ils utilisent une double tactique: la lutte armée avec les troupes rwando-ougandaises et la lutte politique menée par les partis «démocratiques» et la Société Civile pro-occidentale.

Kagame sait que ses maîtres américains hésitent aujourd'hui à le suivre dans sa logique militaire jusqu'au-boutiste. Les Américains tablent plus sur «l'opposition démocratique», ils la poussent à détourner le Débat national contre Kabila et à affronter le pouvoir nationaliste.

Kagame comprend bien la nécessité de cette double stratégie. Il sait que lorsque la jeunesse de Masina, Kimbanseke et Ndjili se battait, mains nues, contre son armée, Tshisekedi écrivait: *«Il n'y a aucune raison défendable d'envoyer à la mort la jeunesse de notre pays pour un problème principalement interne qui peut être résolu à la table des négociations»*. C'est le 4 septembre 1998 que l'UDPS a rendu public cet acte de trahison en prônant la «négociation» avec un ennemi déjà présent dans les quartiers périphériques de Kinshasa. Connaissant la haine que cultivent les «opposants» au gouvernement nationaliste, Kagame s'adresse dans son interview aux dirigeants du MPR, de l'UDPS, du PDSC et autres Fronts pour la Survie de la Démocratie. Il déclare: *«Quand le Rwanda voit en Kabila un criminel, le peuple congolais doit voir la même chose»*. Et il ajoute: *«Nous appuyons les mouvements qui luttent contre Kabila»*. Cette phrase-clé de Kagame interpelle tous les patriotes congolais.

Il y a des moments dans l'histoire où chacun doit choisir son camp. Aujourd'hui, il n'y a que deux choix au Congo: soit se ranger du côté des Rwandais et des Américains et lutter par différents moyens, politique ou militaire, pour renverser le régime de Kabila, soit se ranger du côté de Kabila, du Gouvernement de Salut-Public et des masses populaires et se battre politiquement et par les armes pour bouter dehors les agresseurs.

Kagame propose une alliance entre le Rwanda, les rebelles et l'opposition dite «démocratique» à Kinshasa en évoquant quelques positions communes.

Premier point: Kabila et Mobutu, c'est pareil.

Kagame dans son interview: *«Je voudrais dire au peuple congolais qu'il se pose au Congo un problème qui est lié à ses dirigeants. Mobutu, puis Kabila, ont posé beaucoup de problèmes». «Le Rwanda ne cherche pas à comparer qui est plus mauvais de Mobutu et de Kabila. Ils ont appauvri et arrêté le développement de leur peuple.»*

L'Occident a accordé gracieusement 37 années de règne à leur homme de main, le militariste et dictateur Mobutu. A Kabila, l'homme qui a rétabli le pouvoir nationaliste de Lumumba, l'Occident n'a même pas voulu accorder les deux ans qu'il demandait pour organiser des élections. Après une année et deux mois, ils lui ont déclaré la guerre. Aujourd'hui au Congo, ce sont les mobutistes eux-mêmes qui utilisent le slogan déma-

gogique lancé par Kagame et par les Etats-Unis: «Kabila égal Mobutu». Un chef du MPR, Omari Lea Sisi, déclare que Kabila a repris *«la pensée unique et le modèle dictatorial»* que Mobutu lui-même a rejeté le 24 avril 1990![214] Ainsi, les mobutistes tentent de détourner la haine que le peuple éprouve pour Mobutu et son système néocolonial contre le seul Congolais qui a dirigé pendant 37 années, avec constance et abnégation, le combat pour la libération et le pouvoir populaire: Laurent-Désiré Kabila. Le MPR prétend que Mobutu a cessé d'être dictateur en 1990 et que Kabila l'est devenu dès le 17 mai 1997. L'UDPS est sur la même longueur d'onde en dénonçant *«la dictature actuelle et l'institutionnalisation des CPP Parti-Etat»*.[215]

Deuxième point de Kagame: à ses yeux, Kabila n'est pas bon, c'est un criminel, un génocidaire qui doit nécessairement être vu de la même façon par les Congolais. Kagame déclare: *«Je ne peux pas comprendre que le Rwanda voit en Kabila un criminel et que le peuple congolais ne puisse pas voir cela de la même manière que nous. Les Congolais doivent être les premiers à dénoncer ces crimes de génocide perpétrés par Kabila. Ils doivent être les premiers à dire que Kabila n'est pas un bon Président»*.

Quand Kagame parle des «Congolais», il pense bien sûr aux politiciens de la II[e] République qui prétendent représenter le peuple. Tous les politiciens néocoloniaux qui pensent qu'avec le soutien de l'Occident, ils arracheront bientôt une haute position, disent que le nationaliste Kabila «n'est pas un bon Président» et l'UDPS s'est spécialisée dans des descriptions crapuleuses de *«Kabila, le criminel, le Marc Dutroux congolais»*. Sur ce point, l'alliance entre Kagame et l'opposition est déjà une réalité.

Troisième point de Kagame: nous soutenons tous les Congolais qui luttent contre Kabila: *«En ce qui nous concerne, nous pouvons juste jouer le rôle que nous jouons aujourd'hui, celui d'appuyer des mouvements qui luttent contre le régime Kabila»*.

Aveu précieux! Kagame affirme qu'il appuie tous ceux qui luttent contre Kabila. On notera qu'il ne fait pas de distinction entre ceux qui luttent par les armes aux côtés des militaires rwandais et ceux qui luttent par des moyens politiques à Kinshasa même. Aucun Tshisekedi, Olenghankoy, Bo-Boliko, Ndom ou autre François Lumumba n'a protesté contre cette avance de Kagame à leur égard. Aucun n'a déclaré qu'il combattrait jusqu'au retrait inconditionnel des troupes d'agression de Kagame...

Quatrième point: nous demandons à l'opposition de soutenir notre lutte pour chasser Kabila. Kagame déclare: *«Le Congo et le Rwanda doivent être ensemble dans la guerre qu'ils conduisent contre Kabila»*.

Par cette phrase, Kagame exprime son soutien au deuxième front «politique» qui poursuit à Kinshasa le même objectif que le front armé des rebelles. Dans cette optique, l'opposition «démocratique» doit utiliser une démagogie «pacifiste», pour couvrir, protéger et aider la rébellion armée qui elle, n'est qu'un paravent pour les armées rwandaise et ougandaise.

Cinquième point: *«Ensemble, nous avons l'obligation de poursuivre la lutte avec le peuple congolais et avec la classe politique apte à aborder ces problèmes. (...) Il nous faut marcher aujourd'hui dans le sens de la mise en place d'une nouvelle classe politique congolaise capable de prendre en charge ces questions»*.

C'est ainsi que Kagame exprime sa détermination de chasser non seulement Kabila, mais aussi tous les nationalistes qui suivent sa politique d'indépendance et de pouvoir populaire. Kagame déclare qu'il veut voir *« la mise en place d'une nouvelle classe politique congolaise »*, ce qui implique que la classe politique nationaliste que Kabila essaie, avec beaucoup de difficultés, de former, ne convient pas. Kagame veut lutter pour que ces nationalistes disparaissent. Et cette lutte, il la mènera *« avec la classe politique apte à aborder ces problèmes »*. Mais où est-ce que le dictateur de Kigali est allé chercher cette «classe»? Il a recruté des «rebelles» dans les rangs des mobutistes, des tshisekedistes et autres partisans du néocolonialisme que nous avons vu à l'œuvre sous la CNS. Bref, la «nouvelle classe politique» de Kagame, c'est la classe qui a montré de quoi elle était capable entre le 14 septembre 1960 et le 17 mai 1997, tous les dinosaures vieux et jeunes de la Transition...

Dernier point de Kagame: *« Nous avons pour vocation la réconciliation nationale au Congo. Nous ne cessons de le dire à nos frères du RCD»*.

L'utilisation par Kagame du terme «réconciliation nationale au Congo» permet de comprendre le sens véritable qu'il prendra lors du Dialogue intercongolais. Pour Kagame, comme pour ses maîtres américains, la «réconciliation nationale» signifie: l'élimination des nationalistes, la réconciliation entre les politiciens partisans du néocolonialisme, l'arrivée au pouvoir à Kinshasa des marionnettes rwandaises et ougandaises du RCD et du MLC.

Maintenir l'occupation de l'Est, «négocier» la chute de Kabila

Kagame estime que le Débat national peut être l'occasion de réaliser les objectifs pour lesquels il a commencé la guerre.

Depuis le 2 août 1999, Kagame mène de front la guerre militaire, politique et psychologique en accordant la priorité à la lutte armée. Aujourd'hui, il déclare qu'il tient l'Est du Congo suffisamment sous sa botte pour ne pas devoir craindre une contre-offensive. Ne renonçant pas à de nouvelles opérations militaires à l'avenir, Kagame estime que le contrôle de la moitié du Congo lui permet de réaliser ses objectifs à travers des négociations. Kagame fait le calcul qu'il peut aujourd'hui gagner la guerre à la table des négociations, grâce au Débat national. Comment Kagame voit-il le Débat national au Congo?

Il affirme qu'il faut d'abord des négociations entre Kabila et les rebelles pour réaliser un cessez-le-feu. Kagame exprime sa certitude que les rebelles *« seront en mesure de faire prévaloir les objectifs pour lesquels ils se battent »*. Si Kabila doit se mettre à la table «d'égal à égal» avec les représentants d'une rébellion qui a massacré des centaines de milliers de Congolais et qui a semé la désolation et la famine, il est évident qu'il sera moralement et politiquement fortement diminué.

Ensuite, Kagame veut des négociations entre le gouvernement, les rebelles et les partis et groupes d'opposition. Dans ce forum dominé par les politiciens de l'ancien

régime, le coup de grâce serait donné à un Kabila déjà affaibli. Le Débat national permettra d'éliminer le Gouvernement de Salut-Public et éventuellement de retirer la présidence à Kabila.

Précisons que la position des rebelles sur le Débat national ressemble en tous points aux déclarations de Kagame. Le rebelle et mobutiste Thambwe Mwamba dit: *« Kabila et ses alliés doivent se mettre à la table avec nous et nos alliés pour négocier les termes d'un cessez-le-feu. Après qu'il a été signé, nous serons prêts à une Table Ronde qui comprend tous les représentants de l'opinion publique congolaise ». « Là-bas nous allons décider d'un nouveau cadre pour une nouvelle Transition vers la démocratie. »*[216] Notons entre parenthèses que ce programme commun à Kagame et au mobutiste Thambwe Mwamba sera imposé, en juillet 1999, par le chantage le plus éhonté, dans l'Accord de Lusaka. Et tous les partis «démocratiques», nourris financièrement par ceux qu'on connaît, s'épuiseront à convaincre les Congolais que ce programme commun à Kagame et à Thambwe Mwamba apportera la paix et le bien-être !

Voici en quels termes Kagame veut «négocier», grâce au Débat national, le départ de Kabila à partir d'une position de force militaire. *« J'avais dit qu'il était temps qu'on oublie l'idée que l'on pourrait renverser la vapeur et amener la guerre à l'Est. Le RCD doit s'engager dans le processus des négociations. (...) Mais il faut commencer par la signature d'un cessez-le-feu afin de créer un environnement propice à la paix et ce sont les belligérants qui se battent sur le terrain qui doivent signer l'accord. Le Rassemblement Congolais pour la Démocratie sera à la table des négociations et signera l'accord de cessez-le-feu. J'imagine qu'il sera en mesure de faire prévaloir les objectifs pour lesquels il se bat. (...) Les négociations doivent aider à mettre ensemble les belligérants, ceux qui s'affrontent et tous les autres groupes politiques afin de leur permettre de travailler ensemble pendant la période de Transition. Le plus important dans les négociations est de parvenir à un début d'accord sur les principaux problèmes qui se posent au Congo. Ces négociations doivent conduire à la mise en place d'un gouvernement dans lequel le RCD doit prendre part.* » C'est cette ligne de Kagame, élaborée en collaboration avec les Américains, que défendent aujourd'hui presque point par point les partis de l'opposition «démocratique» et une grande partie de la Société Civile. Quand le sanguinaire Kagame affirme que *« ce sont les belligérants qui se battent sur le terrain qui doivent signer l'accord »*, il parle des «rebelles» et du gouvernement nationaliste. C'est la théorie du «conflit interne» chère à Tshisekedi et à Kengo.

«Le MPR, premier parti de l'opposition démocratique»

Nous venons de souligner que la conception de Kagame sur le Débat national au Congo est très proche de celle des mobutistes.

Depuis qu'ils ont été chassés du pouvoir, les mobutistes prônent «l'unité nationale» comme tactique pour revenir à la tête de l'Etat. Quand le Rwanda a déclenché

l'agression du 2 août, une grande partie des mobutistes a ouvertement rejoint Kagame. D'autres ont essayé de revenir au pouvoir en offrant leurs services pour diriger la résistance... Le général Ilunga Shamanga était parmi ceux-là. Ancien chef d'état-major de Mobutu et son dernier ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, il dit avoir eu *« un sursaut national voire nationaliste »* au moment de l'agression. Mais il hésite à s'engager aux côtés de Kabila. *« Les officiers des ex-FAZ qui, en mai 1997, ont été délogés sans ménagement de leurs résidences, vont-ils donner un chèque en blanc au Président Kabila en participant au sauvetage de son pouvoir menacé? Qu'aujourd'hui le Président Kabila se souvienne que ceux qu'il a humilié en mai 1997 sont plus utiles pour réussir une mobilisation nationale contre l'étranger, est pour le moins heureux! Mais quel crédit peut-on accorder à un homme dont l'attitude constante est l'arrogance, le mépris, le non-respect des engagements ? »*[217] Ilunga Shamanga qui croyait un moment revenir au pouvoir en combattant « les étrangers » en se mettant aux côtés de Kabila et de son gouvernement, a finalement rejoint Kagame pour devenir le ministre de la Défense de la rébellion... D'un côté ou de l'autre de la barrière, les mobutistes poursuivent le même but.

Madame Catherine Nzuzi wa Mbombo, femme d'affaires bien connue, accorde le 3 mai 1999 une interview dans laquelle elle explique comment le MPR veut revenir au pouvoir... en créant un front uni de « l'opposition démocratique » à Kabila.[218] Toute la période de la « Transition » mobutiste, du 24 avril 1990 au 17 mai 1997, a été caractérisée par une alliance de fait entre le MPR et l'UDPS pour sauver le régime néocolonial. Cette même alliance continue aujourd'hui, mais elle s'est fixée pour objectif le renversement du régime nationaliste de Kabila à l'occasion du Débat national. Il vaut la peine d'étudier les thèses du MPR, pour constater à quel point elles influencent toute l'opposition dite « démocratique » à Kabila.

Notons encore que Mme Nzuzi fait partie du groupe des « fondateurs » du MPR-fait privé présidé par Jonas Mukamba, ancien patron de la MIBA, et auquel appartient aussi Constant Ndom Ombel, un individu qui a soutiré jadis de l'argent aux Soviétiques et Tchécoslovaques en revendiquant l'héritage de Pierre Mulele! Ce groupe du MPR est contesté par un *« Comité directeur »* comprenant Bofassa Djema, Omari Léa, Mananga et Kikata Nzima.

« C'était mieux sous Mobutu, renversons Kabila »

La guerre d'agression qui ravage aujourd'hui le Congo a été lancée par les armées rwandaise et ougandaise avec la couverture politique de Congolais appartenant entre autres au MPR: Lunda Bululu, Tambwe Mwamba, Kin-Kiey Mulumba, Bemba, Ilunga Shamanga, etc. Mais les destructions causées par cette guerre sont aujourd'hui invoquées par les mobutistes à Kinshasa, pour proclamer que: *« Jadis, sous Mobutu, c'était mieux. Renversons Kabila! »*

Ainsi Catherine Nzuzi wa Mbombo souligne *« les succès (de l'ancien MPR) que nous apprécions mieux aujourd'hui, tels que la paix, la sécurité, la concorde, etc. »* Il

est connu que les Etats-Unis ont voulu se débarrasser de Mobutu pour sauver «le potentiel humain» du MPR. Ils avaient là des hommes et des femmes servant avec fidélité leurs intérêts. Madame Catherine Nzuzi wa Mbombo veut se situer au centre de «l'opposition démocratique» au pouvoir de Kabila. *«Le MPR-fait privé que nous avons créé le 9 janvier 1991 retrouve sa vocation d'un grand parti national disposant d'un potentiel humain remarquable et d'une expertise longtemps étouffée. Nous avons été parmi les premiers à lancer un appel à la structuration de l'opposition intérieure démocratique à laquelle nous appartenons. (...) L'opposition congolaise non-armée est plurielle. Nous trouverons une formule de gestion de l'opposition qui soit acceptable par tous sur base du consensus. Le MPR a constitué le premier parti d'opposition, puisque son chef avait perdu le pouvoir.»*

Son rival Omari Léa soutient ce dernier point, mais y ajoute son grain de sel: il affirme que le MPR a proposé, comme premier acte d'opposition à Kabila, la tenue d'un... Débat national et cela le 18 mai 1997, avant même que Kabila ait mis pied à Kinshasa!

Pour ces gens du MPR, le Débat national doit servir à reprendre le pouvoir qu'ils ont perdu le 17 mai 1997. Et ils osent affirmer que si le peuple avait suivi le MPR le 18 mai 1997, le Congo ne connaîtrait pas les problèmes qu'il affronte aujourd'hui. *«Le MPR avait demandé un Forum national le 18 mai 1999. Si le pouvoir de l'AFDL avait bien suivi tous ces conseils, on aurait évité l'explosion de l'Etat congolais que l'on vit actuellement.»*[219] En clair: il fallait éviter la rupture du 17 mai 1997, il fallait que le règne du MPR puisse simplement continuer et le Congo n'aurait pas connu les problèmes actuels...

Il n'est pas du tout étonnant qu'on entende aujourd'hui des tshisekedistes participer à cette réhabilitation du mobutisme et du MPR. Ainsi, on a pu lire dans *Le Potentiel* sous la plume de Tshidibi Ngondavi: *«Quand on regarde en arrière, sans états d'âme, le MPR Parti-Etat était encore potable, car ses hommes savaient mettre de la forme à certaines "tarabistures". Aussi, il n'y a plus de quoi rougir, quand on est qualifié de mobutiste, tout n'a pas été négatif dans le système».*[220]

«Kabila, responsable de notre misère»

Madame Catherine Nzuzi wa Mbombo spécule sur la misère qui accable actuellement le petit peuple. Elle cache soigneusement que cette misère a son origine dans les 37 années du système mobutiste et qu'elle a été aggravée uniquement à cause de la guerre. Une guerre préparée, lancée et organisée par les généraux et politiciens mobutistes, alliés aux Rwandais et Ougandais! En juin-juillet 1998, la situation économique commençait justement à s'améliorer et c'est alors que les Etats-Unis ont décidé de frapper.

Blanchissant les agresseurs et les mobutistes, Nzuzi wa Mbombo, et à sa suite beaucoup de dirigeants de l'opposition «démocratique», prétendent que la misère est essentiellement causée par la «mauvaise gestion» de Kabila.

Il est utile de rappeler ici que le 25 juillet 1960, le syndicat chrétien, complètement inféodé au colonisateur, affirma aussi que *« le Congo s'engage dans la voie de la misère »*. C'était au moment où l'armée belge attaquait pour la première fois le Congo et occupait le Katanga. Le syndicat chrétien s'attaqua alors à Lumumba et à *« l'accroissement du chômage et à l'augmentation exagérée des prix »*, et regretta *« qu'aucune mesure ne soit prise par le gouvernement central (de Lumumba) pour arrêter la dégradation de la situation économique et sociale »*.[221] Aujourd'hui, les mobutistes utilisent exactement la même tactique contre Kabila.

Catherine Nzuzi dit: *« La cause de la misère de notre peuple, c'est la gestion inappropriée de la Res Publica. (...) C'est surtout l'absence de cohérence dans les prises de décisions à caractère économique que se situe le déboussolage de notre économie. (...) Plus que jamais, l'Etat doit se dégager de la gestion »*. Et comme alternative à la « gestion inappropriée » de Kabila, Nzuzi propose la privatisation, c'est-à-dire le bradage des richesses du sous-sol congolais aux multinationales.

La légitimité de Kabila

Kabila avait promis des élections après deux ans. La mafia mobutiste qui a pillé le Congo et qui est derrière la guerre d'agression actuelle, déclare que Kabila n'aura plus de « légitimité» s'il n'y a pas d'élections avant le 17 mai 1999 ! Madame Nzuzi wa Mbombo déclare: *« Mon inquiétude la plus ardente (concerne) le vide juridique à l'échéance du 17 mai 1999. Il conviendrait que le Chef de l'Etat sollicite une nouvelle légitimité. Le consensus, à travers une concertation intercongolais, s'avère la voie indiquée »*.

Kabila tire sa légitimité de la révolution populaire qui a renversé le régime de Mobutu. Sa légitimité, il la doit à un acte révolutionnaire: il a réalisé les aspirations profondes du peuple à l'indépendance et à la liberté, étouffées pendant des décennies. Ces aspirations, les masses populaires les ont cultivées depuis le coup d'Etat de Mobutu du 14 septembre 1960 et cela pendant les 37 années de dictature néocoloniale et mobutiste. Elles ont été honteusement trahies par les intrigants qui ont dominé la CNS. La confiance du peuple en Kabila, le 17 mai 1997, était à la mesure de sa déception envers la Transition: la fameuse «démocratisation» en laquelle il avait cru, a permis à Mobutu de se maintenir au pouvoir et de sauver son système. Ceux qui, comme Tshisekedi, Monsengwo et Kengo, promettaient à la population une « démocratie authentique » sous le néocolonialisme, ont eu sept années pour prouver de quoi ils étaient capables. Le peuple s'est senti trompé, trahi, piétiné par des démagogues. Le peuple a manifesté par des actes son adhésion à la démarche de Kabila. Parmi ces actes, mentionnons la « longue marche » des kadogo, recrutés le long du parcours des combattants, le soulèvement du peuple à l'approche des libérateurs, les villes entières qui acclamaient les hommes de Kabila... Il y a eu là une expression de la volonté populaire beaucoup plus forte et claire que n'importe quelle expression électorale.

Kabila n'avait demandé que deux ans pour organiser des élections. Après une année, ses ennemis extérieurs et intérieurs ont déclenché une guerre d'agression. Le temps dont le pays a besoin pour repousser cette agression extérieure, remet nécessairement les promesses formulées en période de paix à plus tard.

En plus, la légitimité du régime de Kabila a encore été confirmée de façon spectaculaire par le rôle déterminant qu'il assume dans la résistance nationale.

Il n'y a pas le moindre doute que pour défendre l'indépendance et la souveraineté du Congo, Laurent Kabila a le soutien d'une écrasante majorité populaire. Il revient au Gouvernement de Salut-Public d'organiser des élections libres et transparentes quand les dernières troupes d'agression auront quitté le Congo et dès que la situation le permettra.

Les mobutistes, qui s'acharnent depuis deux ans à saboter et à renverser le régime nationaliste, prétendent que Kabila n'aura plus de «légitimité» à partir du 17 mai et qu'il devra donc obtenir une nouvelle «légitimité» auprès d'eux! Et dire qu'une imposture aussi grossière de la part du MPR est défendue par la plupart des partis de l'opposition... Ils s'associent au MPR pour exiger de Kabila qu'il reçoive une nouvelle légitimité par le consensus de la vieille classe politique néocoloniale.

Nouvelle Transition... du kabilisme au néo-mobutisme?

Le MPR a été un des premiers partis réactionnaires à réclamer une «Table Ronde» qu'il veut maintenant réaliser sous le nom de «Débat national». Le MPR veut en revenir au mois d'avril 1997 lorsque Mobutu et Tshisekedi tentèrent de mettre en place un gouvernement «d'Union nationale» pour empêcher la victoire finale de Kabila.

Madame Nzuzi wa Mbombo déclare: *«Le MPR-fait privé s'est prononcé en faveur de la tenue de concertations politiques impliquant le pouvoir, l'opposition armée et non-armée, les exilés politiques, les représentants des Maï Maï et la Société Civile. (...) Nous avons demandé que le Comité préparatoire soit composé paritairement de toutes les forces citées»*. Un comité préparatoire dans lequel Kabila sera minoritaire, un Débat national où il l'est également: voilà la route tracée par le MPR pour revenir au pouvoir!

Le 17 mai 1997, Kabila a entamé la Transition du mobutisme au nationalisme. Aujourd'hui, le MPR et ses alliés veulent une Transition en sens inverse, du kabilisme au néo-mobutisme. Ils refusent que les nationalistes organisent des élections. Ils exigent la mise en place d'un nouveau gouvernement de Transition constitué «par consensus», c'est-à-dire dominé par les forces politiques du néocolonialisme. Madame Nzuzi déclare: *«Il y a nécessité de soulever les questions qui nécessitent un consensus national tel l'ordre institutionnel de la Transition»*.

Son compagnon et adversaire Omari Léa précise: il faut réunir un *«organe législatif consensuel de Transition»*. Ce «parlement de Transition» aura comme tâches: *«l'élaboration des textes organisant la Transition ainsi que (l'adoption) d'un texte*

constitutionnel inspiré largement du projet de la CNS». Voilà un aveu qui fera réfléchir beaucoup de Congolais: le MPR est maintenant un défenseur acharné de la constitution de la CNS... qu'à l'époque il a combattue avec le plus grand acharnement!

L'Otan et Israël «formeront» les ex-FAZ et ex-rebelles

Au cours de cette nouvelle «Transition», les réactionnaires du MPR veulent non seulement éliminer le Gouvernement de Salut-Public, mais aussi détruire la nouvelle armée nationaliste qui se met en place grâce aux sacrifices de la jeunesse congolaise. Ils veulent remplacer l'armée nationaliste par une armée dominée par les anciens militaires fidèles à Mobutu et par les militaires rebelles. Selon madame Nzuzi, il faut *«constituer une armée nationale forte et unie qui comprendrait en son sein toutes les composantes des forces qui combattent, à savoir: les rebelles, les FAC et les ex-FAZ»*. Cette brillante idée, le MPR la partage avec Tshisekedi qui a appelé dès le début de l'agression à la fusion entre les FAC et l'armée rebelle...[222] Pour leurs mérites d'avoir exterminé des centaines de milliers de Congolais, il faut incorporer les chefs rebelles dans l'état-major des FAC...

Le MPR Omari Léa est encore mieux inspiré dans le domaine militaire. Il exige *«l'intégration des Forces armées internes dans une armée nationale républicaine avec l'assistance de l'Otan et d'Israël»*. L'Otan est la plus formidable machine de mort et de destruction que l'histoire de l'humanité ait connue. Unissant les forces d'agression des Etats-Unis et de l'Europe sous domination allemande, l'Otan a la capacité de pousser la terreur d'Etat et la barbarie plus loin que la coalition hitlérienne de la Seconde Guerre mondiale. Le bombardement de Belgrade par Hitler en 1941 pâlit devant le torrent de bombes sophistiquées que les amis du MPR ont déversé entre avril et mai 1999 sur la capitale yougoslave. Israël, tête de pont américaine au Moyen-Orient, se distingue par des guerres sanglantes interminables contre le peuple palestinien et contre le mouvement national arabe. Il faut savoir également qu'Israël forme actuellement des officiers de renseignement de l'armée rwandaise et que 27 aviateurs de Kagame sont entraînés par l'Etat sioniste...

Opposition «démocratique» et Société «Civile»

Après avoir analysé les thèses sur le Débat national défendues par Kagame et le MPR, voyons maintenant ce qu'en pensent les autres partis de l'opposition «démocratique» et la Société Civile.

L'UDPS et la «légitimité» de Tshisekedi

Presque toute l'opposition adopte le schéma avancé par les Etats-Unis, par Kagame et par le MPR pour la tenue du Débat national.

A ce propos, Tshisekedi a pris la parole, comme il le dit: *« En ma qualité de chef de file de l'opposition interne »*. Cet homme inerte se nourrit de son propre mythe: qui l'a élu « chef de file » de quelle opposition ? Il s'imagine incarner la CNS pour l'éternité et pense que le retour aux magouilles de cette Conférence sonnera son heure de gloire. Cet homme est donc obligé de nier et de dénigrer les mérites historiques de Kabila qui a balayé 37 ans de dictature. Tshisekedi doit nier la légitimité de la révolution nationaliste pour retourner à la « légitimité » du temps de Mobutu. Voilà pourquoi il affirme: *« la question de la légitimité du pouvoir se pose maintenant pendant la période de Transition au cours de laquelle un Consensus National est nécessaire pour trouver un moyen de légitimer un pouvoir qui n'a pas été élu »*. Mais les magouilleurs et chercheurs de postes de la CNS, y compris Tshisekedi, par qui avaient-ils été élus ?

Tout comme Kagame et les Américains, Tshisekedi cherche à fabriquer artificiellement une majorité anti-kabiliste: *« Le Débat national doit obligatoirement réunir le gouvernement de monsieur Kabila, l'Opposition démocratique interne et l'Opposition armée »*. Il faut la *« recherche du dialogue et de la réconciliation nationale ... tel que l'a recommandé la Conférence Nationale Souveraine »*.[223] Entre 1991 et 1997, les politiciens de la CNS-HCR-PT ont parlé de « réconciliation » entre eux pour défendre leurs intérêts communs contre le peuple exclu, affamé et brimé. Mais tous ces beaux « réconciliateurs » se livraient entre eux des guerres sans merci pour les postes !

L'UDPS est aujourd'hui réduite à une clique de politiciens avides de pouvoir et sans scrupules. J'ai entendu son représentant en Europe, monsieur Mpuila, tenir les pires discours racistes anti-Tutsi. Mais il peut aussi bassement flatter Kagame pour arriver à ses fins. Ainsi, Mpuila a déclaré en février 1999, au nom de l'UDPS: *« Kabila est maintenant devenu l'allié des Interahamwe et des ex-FAR, responsables du génocide au Rwanda en 1994. Ses bombardements intenses et aveugles tuent des civils innocents à Kitona, Masina, Kimbanseke, Moba, Nyunza, Businga. Il a incité la population à la haine raciale contre les Tutsi. Des centaines de civils sans armes, pour la plupart des Tutsi, ont été battus ou brûlés vivants par les troupes gouvernementales et leurs alliés à Kinshasa, fin août 1998 »*.[224] C'est donc ainsi que l'UDPS considère la résistance héroïque des populations de Masina, Kimbanseke, Ndjili, Kisenzo contre les agresseurs et rebelles: des « tueries aveugles de civils innocents », « des centaines de Tutsi brûlés vifs par les troupes de Kabila »...

Les « démocrates » de droite et de « gauche »

Le *Parti Démocratique Social Chrétien* est un des plus vieux partis néocoloniaux. Il a son origine lointaine dans le groupe autour de Ileo, Bo-Boliko et Malula, violemment anti-nationaliste et anti-lumumbiste dès 1959. Un de ses dirigeants, Mpeti, fait un tour du côté de Kigali au début de l'agression-rébellion pour y affirmer: *« Le gouvernement Kabila est en conflit non seulement avec l'opposition armée mais aussi avec l'opposition démocratique interne et la Société Civile. Il ne peut ni organiser le*

Débat, ni encore moins figurer parmi les modérateurs». Ainsi, le PDSC reconnaît qu'il existe un front uni anti-Kabila entre la rébellion armée et l'opposition soi-disant «démocratique». La formule est maintenant connue: nier la légitimité de Kabila, marginaliser Kabila pour finalement l'éliminer. Bo-Boliko complète le message: *«Le Débat national est pour qu'il y ait reprise du processus de démocratisation qui a été interrompu par l'AFDL»*. Le PDSC veut donc faire croire au peuple qu'il y avait «démocratisation» sous Mobutu et «dictature» sous Kabila.[225]

Tournons-nous vers une autre star de l'opposition «démocratique» qui a fait un passage remarqué dans l'opposition armée pour se retrouver aujourd'hui «démocrate»: Arthur ZAhidi N'Goma des *Forces du Futur*. Cet intellectuel prétend qu'il *«s'était engagé dans la rébellion pour une "guerre-éclair" permettant le retour rapide de la stabilité»*.[226] Si Kabila et les nationalistes s'étaient laissés égorger en quelques semaines, tout aurait été pour le mieux. N'Goma et ses légions rwandaises auraient vite restauré «la stabilité». Mais le peuple a résisté et la mafia regroupée au sein du RCD s'est entre-déchirée. N'Goma s'est sauvé, mais... *«mon objectif reste toujours de détruire la dictature de Kabila et de restaurer la démocratie»*.[227]

Arthur N'Goma dit qu'il y a «deux niveaux» dans la guerre: interne et externe. *«Le conflit interne (est) causé par les problèmes de la démocratisation de la vie politique au Congo.»* Personne n'est dupe: N'Goma reprend les premiers mensonges de Kagame pour qui la «dictature» de Kabila a conduit des «patriotes congolais» à prendre les armes – les Rwandais n'y étant pour rien. ZAhidi N'Goma chante par ailleurs le même refrain que le MPR et l'UDPS: négociations entre Kabila, la rébellion, l'opposition et la «Société Civile», décisions par consensus... *«Les Congolais doivent négocier entre eux, s'accorder sur des mécanismes institutionnels en forme de Transition vers la démocratie, devant de façon consensuelle conduire à des élections libres»*.[228]

La formule magique de la droite classique est maintenant partagée par une certaine gauche qui signe PALU et MNC-L, apparentée à cette autre «gauche» qui dirige la deuxième puissance impérialiste, l'Union européenne... *Le Forum des As* écrit: *«Le pouvoir devra discuter à parts égales avec l'Opposition armée, les rebelles, et avec l'Opposition non armée, les opposants internes. Les réactions de l'UDPS, du PALU, du PDSC, du MNC-Lumumba ont en commun ce schéma»*.[229]

François Lumumba, Président du MNC-L, Kabamba Mbwebwe, Président d'une scission du Front Patriotique et Hamuli Kabarhuza, secrétaire général du Conseil National des ONG de Développement signent maintenant des déclarations communes. Avec les porte-parole de la droite néocoloniale, avec John Kwet, secrétaire général des *Fonus* d'Olengankoy, avec Léonard Kambere, Président du *Parti Libéral pour le Développement* et avec Ingele Ifeto, vice-président des *Forces du Futur* de ZAhidi N'Goma. Estimant que la légitimité de Kabila a pris fin le 17 mai 1999, ils jugent nécessaire d'organiser une nouvelle «période de Transition» avec un *«nouvel ordre institutionnel de la Transition»*. Ils veulent même priver Kabila de l'initiative du Débat national. Ils affirment que le comité préparatoire doit inclure *«des repré-*

sentants de toutes les sensibilités politiques » à savoir le pouvoir, les partis politiques et la Société Civile.[230]

Une «Société Civile» bien orientée

La Société Civile, *«fidèle aux idéaux de la CNS»,* a publié le 27 avril 1999 une déclaration *« sur la crise actuelle »*. Comme les Américains, elle parle de *« crise »* et pas de guerre d'agression ! Mais pour ne pas être chassée à coups de pierres et de bâtons par la population, elle prétend qu'elle *« condamne avec la dernière énergie l'agression dont notre pays est la victime »*. Comment s'exprime cette «énergie»? Elle *« exige l'arrêt sans conditions des hostilités entre les belligérants »*. Ainsi, ces gens «condamnent» la guerre d'agression, mais refusent de défendre la Patrie, ils refusent d'en appeler à l'armée et à la jeunesse pour faire preuve de courage et chasser les agresseurs. Que ces démocrates nous expliquent comment ils vont mettre fin à l'agression de deux armées aussi endurcies que celles du Rwanda et de l'Ouganda, en exigeant (de Kabila !) l'arrêt inconditionnel des hostilités. Ces chefs de la «Société Civile» rendent ensuite hommage, non pas à ceux qui sont morts ou blessés et mutilés pour la Patrie, mais... *«à la Communauté Internationale (pour) la Résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU n° 1234 »*! C'est une véritable honte. Cette résolution qui date du 9 avril 1999 n'a pas fait partir un seul agresseur. Si les FAC et la jeunesse congolaise ne s'étaient pas battues bravement à Kinshasa en août 1998, il n'y aurait pas eu de résolution 1234 et les Rwandais auraient formé un gouvernement à Kinshasa. Sans doute avec la participation d'une certaine Société Civile...

Cette dernière exige aujourd'hui *« l'organisation et la fixation de l'ordre du jour par voie consensuelle, la définition consensuelle des principes de base du Débat national. Ce Débat entre Congolais – Pouvoir, Opposition armée, Opposition Démocratique et Société Civile – doit dégager un consensus national en vue de la gestion harmonieuse pendant la Transition »*. Bref, la même chanson que le MPR, la rébellion, l'UDPS etc. Tous refusent de défendre le Congo par les armes contre des agresseurs barbares bien armés, tous veulent le départ de Kabila et chacun parle de «consensus» parce qu'il espère figurer parmi les élus pour «bouffer». Mais à la minute même où les postes juteux seront distribués, le «consensus» volera en mille éclats sous les coups de tous ceux qui n'auront pas obtenu le poste ambitionné! Comme à la CNS...

Un dernier mot de la Société Civile, emprunté à Kagame: le gouvernement Kabila et les institutions actuelles ne sont ni bons, ni démocratiques, il faut les remplacer par: *« la mise en place d'un gouvernement de Transition ainsi que d'autres Institutions nécessaires à la remise en marche du processus démocratique »*.[231]

La hiérarchie de l'Eglise catholique est un des «piliers» de cette Société Civile pro-occidentale. Elle ressasse les mêmes thèses. Ainsi, la *Commission Diocésaine Justice et Paix* demande que le Débat national ait pour *« principal objectif la réconciliation nationale à laquelle la Conférence Nationale Souveraine, dont les acquis sont*

incontournables, n'a pas abouti».[232] Le Débat national doit donc être conçu comme une continuation de la CNS, qui ne toucha ni à Mobutu, ni aux mobutistes.

Le Conseil Apostolique des Laïcs Catholiques du Congo s'est réuni au Centre Nganda du 24 au 26 avril 1999.[233] Une de ses recommandations se lit ainsi: *«Que le Débat national soit l'occasion de réunir autour d'une table toutes les composantes de la société congolaise en évitant l'exclusion»*. Toute cette rhétorique, ces messieurs l'ont appris lors de leurs voyages «de réflexion sur la paix» à Rome, Paris, Bruxelles, Montréal et Washington. Les «composantes de la société congolaise» se réduisent apparemment à cette mince élite qui gère les multiples partis pro-occidentaux, les ONG et autres associations vivant des subsides de Paris et Bruxelles. La démocratie, c'est réunir autour d'une table cette élite qui a de l'argent et jouit du soutien extérieur. Mais «l'union sans exclusion» entre gens du même bord est basée sur l'exclusion et la marginalisation des masses populaires dont les intérêts fondamentaux sont rejetés. En effet, toutes les formations néocoloniales rejettent l'indépendance politique et économique ainsi que le développement autocentré au service des ouvriers, paysans et travailleurs.

Enfin, soulignons que depuis août 1998, une partie des ONG est littéralement achetée pour miner l'effort de guerre du Congo. Le *«Comité Droits de l'Homme Maintenant»* et l'ambassade du Canada, en collaboration avec Toges Noirs, AZADHO et d'autres ONG organisent des *«sessions de sensibilisation à la paix»* dans tous les quartiers où la résistance contre les agresseurs rwandais a été forte, entre autres à Kingasani, Ngaba, Masina et Lemba. Chaque fois, les organisateurs font «approuver» une résolution qui *«encourage les gouvernants et les gouvernés à privilégier les négociations en cas de guerre»*.[234]

Le dimanche 14 février, le *«Comité Droits de l'Homme Maintenant»* et l'inévitable ambassade canadienne transportent leur «campagne pour la paix» à Ndjili. Ils y vont en véritables pompiers de la résistance. *La Référence Plus* écrit qu'ils se sont rendus *«au cœur de la résistance populaire contre l'agression étrangère en août dernier. Me Aimée Tshilemba de l'ASADHO, une dame de fer, a osé sensibiliser et conscientiser les maîtres du supplice du collier. Me Aimée Tshilemba a rappelé que la vie est sacrée et que nul ne peut se faire justice»*.[235] Apparemment, pour ces «défenseurs des droits de l'Homme», la vie des agresseurs est sacrée, mais pas la vie des milliers de Kinois qui seraient tombés en cas de bataille générale et de victoire des Rwando-ougandais à Kinshasa!

Et les porte-paroles de ce *«Comité Droits de l'Homme Maintenant»* de se plaindre que Kabila ne les ait pas choisis pour participer au Débat national: *«La vraie Société Civile est exclue des pourparlers»*![236]

Le complot de Pretoria

Les Américains font un travail intense pour préparer leurs hommes au Débat national. Ils poussent Mandela à une nouvelle provocation anti-congolaise. L'ONG sud-

africaine ACCORD invite une quarantaine de Congolais pour une réunion de «réconciliation». ACCORD est une couverture pour les Services sud-africains. Elle se déclare très officiellement *«engagée dans le processus d'élaboration politique dans le domaine de la sécurité et de la paix en Afrique»*![237]

Les autorités sud-africaines accordent leur soutien à cette entreprise inqualifiable. Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères dit: *«Nous pensons que la réunion est importante parce qu'elle peut aider à pousser en avant le dialogue au Congo»*.[238] Mzee Kabila y a été invité, non pas en sa qualité de Président du Congo, mais de «Président de l'AFDL». Mandela ne peut pas indiquer de façon plus grossière que le but de son conclave est de chasser Kabila de la présidence.

Parmi les invités, on retrouve surtout de grands mobutistes comme Likulia, Kengo, Singa Udjuu, Pay Pay, Kamanda et Mutombo Bafua, puis des «anciens» mobutistes qui se font passer pour «opposants» comme Cardozo Losembe, Albert Mpeti, Wivine Landu Nguz. Sont invités pour la Société Civile: Thierry Landu du Groupe Amos, madame Lukiana et mlle Jeanine Mukanirwa pour les organisations féminines, Modeste Mutinga et André Ipakala pour la presse «libre», Monsengwo pour l'Eglise catholique et Hamuli pour le Conseil National des ONG.

L'UDPS décline l'invitation. L'initiative est trop ouvertement orientée par les Américains vers la constitution d'un gouvernement «démocratique» autour du noyau des mobutistes. L'UDPS estime qu'il lui revient de diriger le gouvernement néocolonial à venir...

L'homme-clé de la rencontre est à nouveau Monseigneur Monsengwo. On se rappelle qu'au moment de la Conférence Nationale, ce politicien en soutane a fait de nombreux voyages à Bruxelles, Washington et Paris pour y recevoir conseils et instructions. Ces derniers mois, il a «visité» la Belgique, le Canada, l'Italie, la France, les Etats-Unis, l'Ouganda et l'Afrique du Sud...

Se moquant des dizaines de milliers de civils cruellement assassinés par le RCD, Monsengwo ose déclarer le 12 mars sur *RFI*: *«La volonté de paix a régné tout au long de notre débat. Même le RCD a affirmé sa volonté de paix»*.[239] Faisant ensuite un parallèle entre Kabila et Mobutu, il continue: *«Des négociations intercongolaises devront se tenir dans le cadre d'une Table Ronde. Là, on viserait à recréer le consensus national qui n'existe plus parce que le pouvoir est contesté comme il avait été contesté autrefois»*. Monsengwo laisse clairement entendre que la Table Ronde doit surtout servir à chasser Kabila du pouvoir au profit d'une coalition mobutiste. Monsengwo déclare: *«Tant que les négociations sont en cours, le Président Kabila est Président. Après cela, on ne peut rien dire parce qu'on parle d'un consensus»*.[240] On a compris, Monseigneur... Entre vous-même et les rebelles, mobutistes et tshisekedistes, bref, entre tous les politiciens néocoloniaux, il y a un «consensus» pour liquider le régime nationaliste...

L'organisateur de la rencontre, Vasu Gounden, annonce que les pourparlers ont pour but de définir *«une base commune pour qu'ils soient prêts à participer dans le processus interne au Congo, après le cessez-le-feu»*.[241] Il faut être très naïf pour ne

pas comprendre ce qui se passe. La CIA invite ses hommes pour qu'ils accordent leurs violons. Les Services américains sont derrière tous ces voyages à Rome, Anvers, Paris, Montréal, Washington, Dar Es-Salaam et Pretoria. Partout, les mêmes personnages triés et sélectionnés par les bureaux africains des puissances occidentales se retrouvent et discutent les résolutions préparées discrètement par ceux qui restent en coulisses. A force de bien manger et dormir dans de beaux hôtels, en écoutant toujours les mêmes positions politiques répétées par les «conseillers», nos «démocrates» congolais ont l'impression que leurs résolutions expriment la volonté du peuple...

Le 5 mars, Didier Mumengi fait une déclaration au nom du gouvernement congolais, dénonçant de façon très pertinente le rôle joué par Mandela et par ACCORD. *«Le peuple et le gouvernement congolais ne se laisseront pas dicter leur conduite ni leur mode de fonctionnement par les laquais de ceux qui méprisent et affament l'Afrique. Ils ne se laisseront pas prendre à une manœuvre sordide destinée à remettre en selle une classe politique qui a fait la honte de l'Afrique. Les initiateurs de cette Table Ronde savent bien que l'actuel problème du Congo réside dans une agression avérée qui a interrompu le processus de reconstruction de notre pays. Ces bien-pensants n'ont jamais montré la moindre sensibilité face aux massacres d'innocents et aux pillages de ressources congolaises perpétrés par les agresseurs ougandais et rwandais. Plutôt que de condamner la violation de la souveraineté de la R.D.C., ils se rendent coupables de graves ingérences dans nos affaires intérieures. L'histoire sera sans pitié envers ceux qui trahissent leurs frères, oublient la solidarité africaine et servent les intérêts des puissances qui écrasent le bien-être des enfants, des femmes et des hommes africains sous la botte des intérêts économiques et avec des considérations néocoloniales.»*[242]

Chapitre 10

Les Comités du Pouvoir Populaire, le projet de société de Mzee Kabila

Le lecteur se rappelle que le 1er janvier 1999, quatre mois après la résistance de Kinshasa contre les agresseurs, j'ai adressé un rapport au Président Kabila. Analysant la façon dont la population avait défendu la capitale, j'y avais écrit: *« Les Comités de Défense Populaire, qui répondent à un besoin urgent et vital du peuple, peuvent en même temps constituer une initiative d'importance stratégique pour l'organisation d'une démocratie populaire, opposée à la "démocratie" néocoloniale. Ces Comités peuvent être la base de l'organisation d'une véritable démocratie des larges masses opprimées et exploitées par les régimes colonial et néocolonial. Ils peuvent constituer la base dont sortiront les représentants du peuple aux différents échelons de l'Etat. Ils peuvent juger et contrôler en permanence les représentants du peuple, tout en jouant un rôle crucial dans le domaine de la sécurité, de la défense, de l'information et du développement économique ».*

Un journal de l'opposition qui publia ce rapport, m'accusa de *« creuser la tombe de Kabila en lui conseillant de bafouer les droits de l'homme»*. Des militants qui avaient lu mon texte dans cette feuille malfamée, m'ont lancé à leur tour une accusation tout aussi farfelue, celle notamment... d'avoir inspiré l'idée des CPP à Kabila. Ce sont des choses qui arrivent dans un pays où le mobutisme a effacé l'histoire.

En effet, dans son discours historique du 21 janvier 1999, Kabila avait simplement repris une des idées-clés du Conseil National de Libération qui dirigea la révolution en 1964-1965. Dans son Programme du 15 avril 1964, le CNL formulait parmi ses objectifs, entre autres ceux-ci: *« restaurer la souveraineté populaire; reconquérir l'indépendance nationale; rétablir la liberté et la démocratie nationales; restituer le patrimoine et les richesses nationales au peuple souverain et travailleur; établir un gouvernement révolutionnaire, national et populaire ».*[1] L'idée du pouvoir national et populaire est donc aussi vieille que la révolution congolaise. Dans le maquis de Pierre Mulele, en 1964-1968, les villages libérés étaient dirigés par un... Comité du Pouvoir Populaire !

Pour réaliser ses objectifs, le CNL définit sa ligne en des termes qu'on retrouvera constamment dans les discours du camarade Kabila, du 17 mai 1997 jusqu'à son assassinat: *« En politique intérieure: briser l'emprise du joug impérialiste des USA pour permettre une vie nationale libre et démocratique, et garantir l'unité territoriale et administrative du Congo ». « Sur le plan économique et social: garantir et élever le niveau de vie des masses laborieuses, développer l'économie nationale en s'inspirant des expériences scientifiques en cours dans le monde, planifier et contrôler la production nationale, ouvrir les portes de la connaissance et de la culture à tous les enfants du peuple sans distinction de sexe. »*

Notons en passant que la référence à l'expérience scientifique en matière de développement se rapporte à la contruction du socialisme dans le monde. Sur la question du socialisme, le CNL était divisé en deux ailes. La première, dirigée par Gbenye,

Thomas Kanza et Mandungu, était proche des Soviétiques. Khrouchtchev et Bresjnev avaient déjà, à l'époque, rejeté les principes révolutionnaires pour adopter une politique opportuniste, bureaucratique et conciliante envers l'impérialisme. En Union soviétique, ce courant, qui reçut le soutien des puissances occidentales et de leurs Services secrets, réalisera, sous Gorbatchev, la contre-révolution et le rétablissement intégral du capitalisme. L'autre aile, dirigée par Mulele, Kabila, Mitudidi et Mukwidi, était proche de la Chine, de Cuba et de l'Albanie et avait une orientation axée sur la conscientisation, la mobilisation et l'organisation des masses populaires. Cette aile prônait une révolution démocratique et anti-impérialiste et l'édification d'une économie nationale indépendante.

Un Etat répressif au service de l'étranger, ou un Etat populaire ?

C'est le 21 janvier 1999 que Kabila prononça son discours historique qui donna tout son sens à la révolution du 17 mai 1997. Ce premier discours sur les CPP sera complété trois mois plus tard, le 25 avril 1999, par un second exposé sur la nature et les tâches du Pouvoir Populaire. Ces discours développent le projet de société et le plan stratégique de Kabila pour le quart de siècle à venir.

Mais ces interventions capitales du chef de la révolution congolaise, que les opposants traitait «nouveau dictateur», ont connu un sort très étrange. Lorsque, le 22 juillet 1999, je suis rentré à Kin, j'ai constaté que ces discours n'avaient pas été imprimés et massivement diffusés. Ils n'avaient pas été vulgarisés ni popularisés. Il n'y a pas eu de séances d'étude et de débat pour les faire comprendre et les assimiler. Très rares étaient les cadres des CPP qui disposaient du texte de ces interventions historiques, publié à un tirage confidentiel par l'*Agence de Presse Congolaise*. Les militants avaient suivi les discours dans la salle du Palais du Peuple puis à la télévision et chacun n'en avait retenu que quelques idées éparses...

J'ai entendu de multiples interprétations contradictoires sur la nature, les objectifs et les tâches des CPP. Pour les uns, les CPP étaient une démocratie populaire sans partis politiques, puisque ces derniers étaient la cause de toutes les magouilles du temps de Mobutu. Pour d'autres, il s'agissait d'établir une démocratie directe où le peuple lui-même décide sans passer par des «représentants» qui le trahissent toujours. Mon ami Mashaury, qui travaille au Secrétariat Général des CPP, me dit que dans sa compréhension, les CPP exprimaient surtout une philosophie du développement à partir de la base où le peuple s'implique dans les projets qui le tiennent à cœur. Dans le livre que Freddy Mukoyi consacra aux CPP, il écrit: *«Barrington Moore définit la démocratie comme un combat très long et jamais terminé qui se propose trois choses: barrer la route à l'arbitraire du pouvoir, remplacer les pouvoirs arbitraires par des pouvoirs justes et rationnels, faire participer le peuple à la mise en place des pouvoirs. La doctrine du Pouvoir Populaire nous renvoie simplement à la*

concrétisation du concept de la démocratie : gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ».[2]

« Les CPP sont la lumière des ouvriers et des paysans »

Il me semble fort difficile, sinon impossible, de comprendre la démarche et les objectifs poursuivis par Mzee Laurent-Désiré Kabila en créant les CPP, si l'on ne se rappelle pas qu'il a été à l'école du marxisme-léninisme et qu'il n'a jamais renié les idéaux et les principes de sa jeunesse. L'obscurantisme néocolonial et mobutiste a régné pendant 37 ans au Congo. Puis la contre-révolution en Union soviétique a encore accentué le totalitarisme bourgeois qui impose son credo à toute la planète : le trio Capitalisme, Impérialisme et Militarisme marque la fin de l'histoire. Et mort aux mécréants, infidèles et impies qui entendent s'affranchir de cette trinité ! Mort à ceux qui veulent continuer l'histoire de l'humanité jusqu'à la réalisation de l'indépendance des peuples, du socialisme et de la paix sur l'ensemble de la planète.

Laurent-Désiré Kabila est resté toute sa vie dans la ligne du combat pour l'indépendance des peuples, le socialisme et la paix. Ce credo révolutionnaire, il l'a chanté dans son *Hymne des Opprimés* et ce credo est aussi devenu son testament : *« Ces CPP-ci sont la lumière des ouvriers et des paysans, ainsi que de tout opprimé. Il n'y a point de doute d'abattre l'exploitation et de créer une juste société. Notre serment est de ne jamais échouer, enjoignons toutes nos forces en un faisceau, tenons bien nos armes dans nos mains, car ces CPP sont la force du peuple. Dans sa noble cause, jamais de spoliation. Notre lutte revendique nos droits, quoiqu'il en coûte, jamais de servitude. Pour les opprimés, la Révolution est un rempart, son ultime but est que le peuple gouverne ».* Ainsi, Kabila se fait le porte-parole des exploités et des opprimés, des ouvriers et des paysans. Son but est « d'abattre l'exploitation » de l'homme par l'homme, ce qui dans la littérature marxiste s'appelle « créer une juste société socialiste ». Pour y arriver, il faut toujours continuer la Révolution qui est le rempart des opprimés et garder ses armes dans ses mains.

Cette chanson mille fois entonnée, montre à l'évidence qu'à la base de toute la philosophie de Kabila se trouve l'analyse de classe de la société congolaise. Tout Etat est un instrument au service de classes sociales déterminées. C'est pour cette raison que la doctrine des CPP de Kabila commence par une analyse de l'Etat congolais et des classes sociales dont cet Etat défend les intérêts.

L'Etat anti-peuple, de Léopold II à Mobutu

Kabila affirme tout d'abord que la construction des Comités du Pouvoir Populaire répond à un défi de portée historique : débarrasser le Congo de l'appareil d'Etat oppresseur et parasitaire, mis en place par Léopold II dans la terreur sanglante, maintenu pendant toute la période coloniale et toujours en place après l'indépendance.

L'Etat colonial s'est transformé après le 5 septembre 1960 en Etat néocolonial. C'est-à-dire une machine d'oppression du peuple aux mains d'une minorité infime de bourgeois qui se mettent au service de l'impérialisme. Et dans ses jours de gloire, Mobutu régnait sur son Zaïre comme un Léopold II indigène. Depuis l'indépendance, les luttes politiques et les changements de régime – Mobutu-Bomboko le 14 septembre 1960, Kasavubu-Adoula en août 1961, Tshombé en juillet 1964, Mobutu en novembre 1965, puis Mobutu-CNS-HCR-PT entre 1991 et 1997 –, concernaient essentiellement la conquête et la répartition des postes dans l'appareil d'Etat néocolonial. Mais elles n'ont jamais touché à la nature oppressive et exploiteuse de cet Etat.

Kabila veut démanteler cet appareil oppressif et parasitaire qui a été créé et remodelé dans la violence extrême: celle de la colonisation léopoldienne, qui a coûté plusieurs millions de morts, celle de la colonisation belge où chaque révolte et émeute était réprimée dans le sang, puis celle des armées étrangères et de l'armée mobutiste en 1960-1965.

Dans ses discours sur les CPP, Kabila le dit ainsi: *«Léopold II avait son Etat du Congo pour chercher le caoutchouc. Si vous n'alliez pas en chercher, on vous amputait, vous deveniez manchot. La chicote était quotidienne. Ils ont pillé, pillé. Ils sont partis et nous avons eu droit à un autre Etat, celui-là avec des Congolais à la tête, mais ils étaient des agents d'autres puissances. Sa mission était de réprimer toujours, partout»*. Sous Mobutu, le pays *«avait un Etat anti-peuple, un Etat dont la mission était de défendre des intérêts étrangers. Le résultat, c'était la misère partout, l'économie ravagée, extravertie». «L'Etat mobutiste avait une seule mission: faire primer les intérêts des grands pays sur l'intérêt national. Le caractère répressif de cet Etat était nécessaire pour permettre aux intérêts étrangers de prospérer. Cet Etat compradore a trop duré. Il a créé une culture, des habitudes dans le domaine de la production, de la pensée, du comportement des citoyens.»*[3]

Une rupture radicale dans la conception de l'Etat

Alors, créer un appareil d'Etat fondamentalement différent à ce que le Congo a enduré entre 1885 et 1997 est une tâche gigantesque et de longue haleine. Il s'agit de créer un Etat qui n'est pas au service des puissances étrangères, mais de la nation congolaise et de l'Afrique. Un Etat qui ne soit pas au service de l'enrichissement maximal d'une poignée de capitalistes étrangers et nationaux, mais au service du développement harmonieux et planifié de cinquante millions de Congolais. Un Etat qui ne fonctionne pas comme un instrument de violence, d'arbitraire, de tracasseries pour le petit peuple, mais un Etat nouveau qui est au service des masses populaires et sous leur contrôle.

C'est grâce aux Comités du Pouvoir Populaire que le peuple réussira à briser radicalement le vieil Etat. Les CPP ont la mission de créer un Etat radicalement différent de l'Etat néocolonial. La notion-clé est la rupture radicale. Dans ses discours, Kabila le souligne clairement: *«Le 17 mai 1997, le pouvoir n'était pas dans la rue, il était au*

bout du fusil de ceux qui ont été ovationnés par les masses, sillonnant les rues et avenues de Kinshasa à la recherche des dernières forteresses du pouvoir mobutiste croulant». «La liquidation politique du néocolonialisme mobutiste fut une étape obligatoire qui a permis aux masses d'accéder aujourd'hui à la tête des affaire publiques.»

Avant même l'entrée de Kabila à Kinshasa, les puissances impérialistes ont voulu le contraindre à assumer la «continuité» de l'Etat néocolonial. Dans ses discours, Kabila rappelle que ses ennemis extérieurs ont déformé et falsifié les objectifs de la lutte de libération. Il continue: *«Ils l'ont fait pour obliger le nouveau pouvoir à reprendre le rôle du gouvernement qui venait d'être renvoyé. (...) Il fallait faire un choix. Ou bien craindre ce mensonge monstrueux, et, apeuré, se ranger et jouer le même rôle que l'Etat précédent. Nous avons carrément refusé d'être un autre gouvernement d'un Etat compradore».* On notera que le mot «rupture» est accompagné des mots «crainte» et «peur». Celui qui craint les mensonges et qui a peur des menaces, se rangera dans le rôle de serviteur de l'ancien Etat néocolonial. A la source du 17 mai 1997, il y a d'abord le refus de Kabila d'avoir peur des puissances habituées à régenter le Congo. Or, après l'assassinat de Mzee, un nombre important d'animateurs des CPP n'osaient plus défendre publiquement le projet de société de Kabila que sont les CPP: *«On ne sait pas si Joseph est pour les CPP... On pourrait nous arrêter...»* Le drame de Kabila, c'est d'avoir été tué dans son propre bureau, mais aussi d'avoir eu autour de lui trop de suiveurs et de flatteurs au lieu de militants partageant son courage et ses idées.

Tout le peuple s'implique dans l'exercice du pouvoir

Avec l'organisation des Comités du Pouvoir Populaire, Kabila décide de créer un Etat démocratique et populaire qui sera l'exact opposé de l'Etat néocolonial, Etat répressif au service des intérêts étrangers. A partir de la base, il faudra reconstruire un Etat qui permette aux masses populaires de participer activement à la solution de leurs problèmes et aux problèmes cruciaux de la nation, un Etat qui dispose d'une armée du peuple, d'une police au service de la population, un Etat dont les responsables seront contrôlés par une mobilisation populaire permanente.

«Nous venons de prendre le pouvoir pour créer un Etat du peuple.» «Le peuple congolais devenait maître de l'instrument capital pour construire son bien-être matériel, social, culturel.» L'Etat est l'instrument décisif qui permet à des classes sociales de faire triompher leurs intérêts. Maintenant, il faut démanteler l'ancien Etat qui travaillait pour des intérêts étrangers. Il s'agit, dit Kabila, de *«créer un Etat populaire, un Etat du peuple, un Etat qui pense d'abord et avant tout aux intérêts du Congo». «Maintenant, il faut organiser le peuple afin qu'il prenne son destin en main. Organiser le peuple signifie le mettre en mobilisation permanente et lui confier le pouvoir.»*

Il faut faire table rase de l'ancien Etat léopoldien, colonial et néocolonial, imposé de l'extérieur et façonné par des forces étrangères. Le nouvel Etat sera radicalement

différent dans son origine. Kabila: *« Les CPP sont le peuple organisé en organes du pouvoir d'Etat populaire, ils exercent directement la gestion de la chose publique à chaque échelon de l'Etat ». « Le CPP, c'est le peuple organisé et structuré, c'est un grand rassemblement de tous les Congolais patriotes conscients, poursuivant un seul but: être les maîtres indiscutables de leur destin. Vous n'avez pas de maître. Le peuple est seul maître. »*

L'ancien Etat était un instrument de répression, de contrôle et d'extorsion aux mains des intérêts étrangers et d'une mince couche de Zaïrois à leur service. Avec la révolution, *« Il faut que tout le peuple s'implique dans l'exercice du pouvoir, qu'il puisse le détenir et s'en servir pour ses propres intérêts. Il s'agit de nous assurer que le peuple tout entier s'implique et exerce un contrôle direct sur le pouvoir ». « Il faut une bonne organisation du peuple qui permette à tout le monde de participer au travail et surtout à la prise de décision et au suivi de l'exécution. Nous n'avons pas trouvé mieux que les Comités du Pouvoir Populaire. »*

Une économie extravertie ou une économie nationale ?

Un Etat n'est jamais «neutre», au-dessus des conflits entre intérêts économiques antagonistes. Tout Etat est au service d'un ordre économique dominé par certaines classes sociales.

C'est par la violence de l'appareil d'Etat léopoldien que les masses congolaises ont été obligées d'entrer dans le système économique capitaliste. L'Etat léopoldien permettait à la royauté et à la grande bourgeoisie belges d'exploiter toutes les classes et couches congolaises, excepté une frange infime de collabos. On ne parlait pas de «liberté» et de «marché libre» à cette époque. Le marché du travail congolais était approvisionné en forces de travail par la contrainte et la violence. Le marché libre existait en dehors du Congo pour les coloniaux qui vendaient sur le marché international leurs produits extorqués par la chicote aux travailleurs noirs. C'est l'Etat léopoldien, puis l'Etat colonial qui ont créé, développé et stimulé les entreprises capitalistes.

Après quelques mois d'indépendance, après le 14 septembre 1960, l'Etat néocolonial est resté au service des multinationales et des intérêts financiers occidentaux, il a défendu et protégé de 1960 à 1997 les intérêts économiques de l'impérialisme.

En même temps, cet Etat servait les classes sociales congolaises liées à l'impérialisme, essentiellement la grande bourgeoisie commerçante et compradore et les grands bourgeois qui tirent leur richesse de l'occupation de hautes responsabilités dans l'appareil d'Etat. Arracher un poste important dans l'Etat néocolonial a toujours été la voie la plus directe vers l'enrichissement des hommes politiques qui voulaient accéder au statut de la haute bourgeoisie. L'Etat a été le lieu privilégié ou se forma et se recomposa la grande bourgeoisie congolaise. De Bomboko à Adoula, puis de Tshombe à Mobutu, des grands politiciens néocoloniaux sont venus et sont tombés, d'autres politiciens tenant un discours à peine différent, ont occupé les mêmes fonc-

tions au service des mêmes intérêts étrangers... Chaque groupe d'agents qui arriva à la tête de l'Etat, reçut des maîtres la permission tacite de s'enrichir par différents moyens illégaux.

Dans le domaine économique, le changement que propose Kabila est radical, c'est un choix de classe. Le critère suprême, ce n'est plus le montant des bénéfices des multinationales ou le «fiat» du FMI. C'est la capacité de répondre aux besoins matériels et culturels des masses populaires. La nouvelle économie dont parle Kabila est basée sur le développement d'entreprises industrielles et commerciales nationales et de coopératives agricoles et artisanales qui doivent toutes viser le bien-être de l'écrasante majorité du peuple congolais.

Il faut donc avant tout sensibiliser et éduquer le peuple pour que, lors des élections CPP, il élise des nationalistes qui refusent toute soumission à l'impérialisme et des démocrates qui prennent vraiment à cœur les intérêts du petit peuple, des travailleurs, paysans, enseignants, infirmiers etc. qui ont le plus souffert sous l'ancien régime. Kabila note d'ailleurs qu'en s'appuyant sur ces masses fondamentales, le Congo peut, à l'heure où la lutte contre la domination étrangère est la tâche principale, faire des alliances avec des capitalistes patriotiques. Il rappelle: *«L'Etat compradore a même empêché l'éclosion de capitalistes nationaux».*

L'Etat populaire, radicalement à l'opposé de l'Etat néocolonial, a pour objectif principal la décolonisation économique du Congo, la construction d'une économie nationale puissante, la création d'une société juste sans exploitation. *«Nous devons créer une nouvelle économie pour notre pays. C'est l'objectif de l'Etat populaire. Le moment est venu pour construire une économie nationale florissante. Les véhicules, nous devons les fabriquer nous-mêmes. Où est notre industrie lourde? C'est la mission de l'Etat du peuple, la mission de ce peuple organisé en Comités du Pouvoir Populaire de créer une forte économie pour nous faire respecter. Donc, nous avons la mission de créer une industrie nationale. Quand nous avons pris le pouvoir, c'est pour faire cela.» «Les CPP doivent être compris comme un gigantesque mouvement national patriotique. Ils soudent les Congolais autour d'un idéal très noble. Nous entendons créer une nouvelle société, juste et prospère, à travers une stratégie: la mobilisation du peuple tout entier autour de la reconstruction nationale. Vous voulez créer une nouvelle société complètement soustraite des affres de l'exploitation? Vous voulez créer la prospérité? Le pouvoir économique, mes amis, reste à décoloniser encore par la stratégie de la reconstruction.»*

Cette intervention fait comprendre d'emblée la place qu'occupent, dans la stratégie des CPP, les petits travaux dans le quartier. Ils ont surtout une fonction de pédagogie politique: ils doivent apprendre au peuple à sortir de la léthargie et de la passivité, ils doivent l'initier à l'auto-prise en charge. Le peuple doit apprendre à réfléchir, intervenir et décider lui-même des priorités qu'il veut voir réalisées dans son entourage direct. Cela l'aidera à s'intéresser aux questions économiques nationales qui sont déterminantes pour son sort. Le peuple doit mûrir pour qu'il puisse défendre les

intérêts de l'ensemble des travailleurs et des masses populaires en soutenant des mesures économiques appropriées au niveau de l'Etat central.

Démocratie pour les fortunés ou pour les masses populaires ?

Nous avons vu que Kabila évoque deux choix fondamentaux. Maintenir le vieil Etat répressif au service des intérêts étrangers ou créer un Etat populaire indépendant au service du peuple congolais ? Maintenir une économie extravertie dominée par les multinationales, ou construire une économie nationale puissante, autocentrée ?

Ces deux choix fondamentaux en impliquent nécessairement un troisième. Veut-on maintenir une démocratie où la force de l'argent, la puissance de l'ancien Etat néocolonial et les interventions directes et indirectes de l'étranger décident de l'issue des élections ? Ou décidera-t-on d'organiser une démocratie nouvelle qui donne aux masses populaires, aux pauvres, les moyens effectifs pour imposer les choix de l'écrasante majorité?

Dans une société divisée en classes sociales antagonistes, la démocratie a toujours un caractère de classe. On doit toujours se demander : démocratie effective pour quelle classe ? Au Congo, il y a une couche infime de personnes extrêmement riches qui possèdent villas, immeubles, voitures, comptes à l'étranger, des personnes qui prennent régulièrement l'avion pour rencontrer des « puissants » en Occident. Ces gens se paient des émissions sur différentes chaînes de télévision, des articles dans les journaux, ils louent des salles pour convoquer le tout-Kinshasa, ils téléphonent à New York, Paris et Bruxelles pour avancer leurs intérêts, ils sortent des liasses de cent francs pour réunir la presse, parlent sur les radios étrangères. Mais quels sont les moyens dont dispose un nationaliste révolutionnaire qui défend les intérêts réels des masses appauvries qui l'entourent ?

C'est à partir de ces réflexions que le Président Laurent-Désiré Kabila a conçu la démocratie du Pouvoir Populaire, une démocratie qui est à la portée du petit peuple, une démocratie qui valorise les potentialités énormes des travailleurs et des opprimés. Les Comités du Pouvoir Populaire, c'est une forme de démocratie qui permet aux pauvres et aux opprimés ainsi qu'aux intellectuels patriotes, de l'emporter sur les classes sociales qui servent des puissances impérialistes.

Gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ?

La notion de rupture de classe est essentielle pour comprendre le fond de la philosophie de Mzee. Or, dans son livre fort intéressant sur les CPP, Freddy Mukoyi interprète les idées de Kabila avec la philosophie de la révolution française. Nous l'avons cité plus haut : *« La démocratie (est) un combat très long et jamais terminé. (...) La doctrine du Pouvoir Populaire nous renvoie simplement à la concrétisation du concept de la démocratie : gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple »*.

On ne peut pas interpréter le monde actuel, dominé par le capitalisme des multinationales, à travers une conception du monde élaborée lorsque le capitalisme était encore dans les limbes à l'échelle de quelques rares pays comme la France, l'Angleterre, la Hollande... Par la violence populaire, la grande révolution française a détruit l'ancien ordre féodal pour donner libre cours aux nouvelles forces productives capitalistes, émergées au sein de la vieille société. La grande majorité du peuple, comprenant paysans, artisans, intellectuels, capitalistes, petits commerçants, mendiants s'est dressée pour détruire les structures économiques surannées et le système politique féodal qui les protégeait. Tout le peuple semblait uni comme un seul homme contre la féodalité: « Allons enfants de la patrie, le jour de gloire est arrivé! » Contre la féodalité, la révolution française imposa la démocratie: «*gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple*». Contre la féodalité, les démocrates avaient l'illusion que le peuple était uni à jamais comme un seul homme. Après la victoire, ils auraient un gouvernement par le peuple, pour le peuple...

Mais après le triomphe de la révolution française, l'illusion de l'unité du peuple s'est rapidement dissipée. La domination de la classe des propriétaires fonciers a été brisée en 1793 par « le peuple » unanime. Mais déjà en 1830, les premières grandes insurrections ouvrières ont démontré que la France était passée sous la domination d'une nouvelle classe d'exploiteurs encore plus féroces que les féodaux: la grande bourgeoisie industrielle et financière. Marx a démontré toute l'hypocrisie du « gouvernement du peuple, par le peuple » dont se réclamait cette bourgeoisie pour imposer sa dictature. Marx reconnaissait en même temps l'œuvre économique révolutionnaire qu'accomplissait la bourgeoisie, cette dernière classe exploiteuse de l'histoire de l'humanité: elle développa, à une échelle gigantesque et avec une rapidité jamais vue, les forces productives. Mais ces forces productives restaient la propriété privée d'une classe d'exploiteurs et elles ne pouvaient, en conséquence, se développer qu'à travers des crises économiques et des guerres pour la domination entre puissances capitalistes. Marx en conclut que la libération des travailleurs et de toute l'humanité opprimée et exploitée passait par une approche de classe, par l'union de toutes les classes travailleuses dirigées par le prolétariat, par la révolution socialiste. Cette révolution fera des moyens de production une propriété collective, mise en œuvre de façon planifiée pour répondre aux besoins matériels et culturels des masses populaires.

Dans le monde de la « globalisation » impérialiste, se prononcer pour une démocratie effective pour les masses travailleuses veut dire: faire un choix de classe contre la grande bourgeoisie. Il est impossible d'interpréter à travers les concepts datant de la révolution française, marqués par le début du développement capitaliste, le monde actuel caractérisé par la domination des multinationales sur pratiquement toute la planète. Une seule entreprise « privée » comme General Electrics possède des actifs d'une valeur de 405 milliards de dollars. Quelle démocratie « par le peuple, pour le peuple » peut-on avoir au Congo, pays qui a en 2001 un Produit Intérieur Brut d'environ 3,5 milliards de dollars, si le pays a un régime néocolonial où les General Electrics et autres Anglo-American Corporation, dictent leur loi ?

La démocratie CPP a un caractère national et un caractère de classe

Depuis l'arrivée de Léopold II jusqu'à la chute du mobutisme, le Congo a été marqué par la domination d'une grande bourgeoisie résidant en Belgique, aux Etats-Unis et en France. Cette bourgeoisie a ses «chargés d'affaires» au Congo: la bourgeoisie compradore et bureaucratique dont les politiciens néocoloniaux qui gèrent le pays font partie. Il y a un choix de classe à faire. Dans un Congo divisé en classes sociales antagonistes, la formule «gouvernement du peuple, par le peuple» veut dire une chose et son contraire.

Mobutu s'est fait élire par des majorités écrasantes et il affirma qu'avec lui «le peuple gouverne». N'avons-nous pas entendu Sakombi, à l'époque, déclarer que le MPR est *«l'expression de la volonté populaire»* et que *«son objectif est de mettre l'économie au service du peuple zaïrois»*? Les masses populaires et les pauvres étaient l'objet de manipulations par la grande bourgeoisie qui domine la société et qui sert l'étranger. Cette bourgeoisie distribuait des «cadeaux» aux chefs et aux responsables de communautés. Comment les opprimés pourraient-ils se prononcer pour un autre projet de société que personne ne pouvait formuler, sous peine de mort! Le terme «peuple» utilisé par les mobutistes avait un caractère de classe: au nom du peuple parlait et agissait la bourgeoisie compradore et bureaucratique liée aux puissances occidentales.

Kabila décida de mener la révolution du 17 mai 1997 pour que les masses populaires puissent devenir les acteurs conscients de leur propre libération et émancipation, pour qu'elles puissent définir et imposer leurs propres intérêts. Avec les CPP, Kabila propose une forme de démocratie où les masses travailleuses et pauvres ont un maximum de chances de faire entendre leur voix. Il veut éliminer autant que possible le facteur argent et les réseaux d'influence lorsqu'il s'agit d'élire ceux qui représenteront la communauté de la rue, du quartier, de la commune, etc. Le Président dit à juste titre: *«C'est avec les Comités du Pouvoir Populaire que la possibilité matérielle de la démocratie va se réaliser»*. Et Kabila de formuler cette alternative en disant: «Que le peuple gouverne»!

Les mots sont les mêmes, le choix de société est radicalement opposé. Le terme «peuple» utilisé par Kabila a un caractère de classe et un caractère national. Dans le sens étroit, il fait référence aux «ouvriers, paysans et tous les opprimés» que chante l'hymne des CPP. Le Pouvoir du peuple, c'est avant tout leur pouvoir: ils sont les plus nombreux, les plus opprimés, les plus opposés à la domination étrangère. Ces classes constituent également la base de la notion «peuple» dans le sens large: elle englobe alors toutes les classes, couches sociales et groupes qui s'opposent à la domination étrangère. Le terme «peuple» a alors aussi un caractère national puisqu'il implique l'unité de toutes les forces patriotiques autour des ouvriers, paysans et autres opprimés.

Deux types de partis, deux conceptions antagonistes de l'Etat

On comprend aisément que tous les partis liés au monde impérialiste se soient lancés dans un combat acharné contre la démocratisation en profondeur que proposa Kabila.

Ils se sont dès le début déchaînés contre les CPP, pour défendre l'ancien Etat néocolonial et sa démocratie manipulée.

La vieille classe politique a été formée dans les années fastes du mobutisme, elle s'est agitée pendant la CNS lors d'une bataille pour une nouvelle répartition des postes. Elle se bat pendant la période actuelle (1997-2002) pour revenir au pouvoir et pour réhabiliter son Etat néocolonial. Cette classe politique dépend financièrement de l'Occident et de la grande bourgeoisie locale. Elle est aussi l'esclave idéologique des puissances impérialistes en chantant tous les refrains qu'entonnent les Bush, Chirac et autres Schroeder: Etat de droit, démocratie pluraliste, élections libres. Pour l'impérialisme, un Etat de droit est un Etat qui reconnaît les «règles» économiques meurtrières qu'il veut imposer au monde entier. Pour la vieille classe politique, la démocratie «pluraliste» est une démocratie pour les riches, c'est une démocratie où plusieurs partis défendant tous l'impérialisme et la grande bourgeoisie locale peuvent rivaliser. La CNS a été la période de gloire de cette démocratie néocoloniale, de la démocratie «classique» ou «représentative»: que le Congo soit dirigé par Mobutu ou Tshisekedi, par Birindwa ou Bo-Boliko, par Monsengwo ou Kamanda, par Kengo ou Mandungu, par Likulia ou Olengankoy, ne changerait strictement rien puisque tout ce monde accepte d'agir dans le cadre imposé par l'impérialisme et la grande bourgeoisie congolaise. S'il n'y avait pas eu l'action révolutionnaire de Kabila, un jour il y aurait eu des «élections libres et transparentes» et un de ces messieurs serait devenu Président «par le peuple, pour le peuple».

Avec les Comités du Pouvoir Populaire, Kabila veut placer les intérêts vitaux des masses au centre du débat politique. Si les travailleurs, les chômeurs, les petits vendeurs, les instituteurs, les infirmiers peuvent formuler leurs problèmes fondamentaux et leurs revendications, l'écrasante majorité du peuple fera des choix concordant avec l'indépendance économique et politique du pays. Les divisions factices dans le peuple, créées par des partis «opposés» qui fréquentent tous les mêmes ambassades étrangères, disparaîtront comme par un coup de baguette magique. Kabila donne un exemple concret: *«Ici à Kinshasa, lorsque les envahisseurs ont tenté leur coup, le peuple dans son ensemble s'est soulevé pour écraser ceux qui voulaient recoloniser le Congo. Le peuple entier, dans sa diversité, s'est ligué derrière M'Zee. Ces millions de Congolais de tous les partis politiques ont choisi de se liguer autour de celui qui représente leurs intérêts. Cette unité doit être sauvegardée. Et pour sauvegarder cette cohésion forgée dans les moments difficiles, il faut organiser le peuple en le faisant participer à l'exercice du pouvoir».*

Contrairement à une opinion largement répandue dans les milieux des CPP, le Pouvoir Populaire ne s'oppose pas à l'existence des partis politiques. L'expérience très particulière de la Libye, qui est anti-impérialiste, certes, mais qui n'a pas grand'chose à voir avec la philosophie de Mzee Kabila, a facilité ce malentendu.

Les Comités du Pouvoir Populaire étant une nouvelle structure de l'Etat, radicalement différente de l'Etat répressif au service des puissances impérialistes, il est normal que les partis nationalistes et révolutionnaires au Congo soutiennent ce projet de

société! Comme il est tout à fait logique que les partis néocoloniaux le combattent à mort.

Lors d'élections de type CPP dans la rue, le quartier, la commune, le peuple élira ceux qui ont sa confiance. Si un homme du PALU défend les intérêts des opprimés, il sera élu. Si une femme, membre du Front des Patriotes Congolais – Parti du Travail, défend le nationalisme de Kabila et les intérêts des pauvres, le peuple l'élira au CPP.

En lançant les CPP, Kabila a dit au peuple: jugez vous – mêmes qui est bon, qui vous défend réellement. Créez des Comités du Pouvoir Populaire où vous, le peuple, êtes le seul maître. Vous savez de quoi les partis que vous avez subis entre 1991 et 1997 sont capables. D'ailleurs, vous avez vu ce que les chefs de ces partis «démocratiques» ont fait pendant les années de gloire du mobutisme. Alors, défendez votre Pouvoir Populaire et ne vous laissez plus manipuler et tromper comme auparavant.

Oui, Kabila avait confiance dans le peuple. Il dit: *«Les CPP sont uniquement une émanation de la volonté des électeurs, de la volonté des habitants de la rue, du village, du quartier ou de la collectivité, et c'est par des votes qu'on élit un Comité exécutif». «Nous sommes à la veille de la promulgation de la loi légalisant les activités politiques. Face à la possibilité de chaos lors de la libéralisation des partis politiques, les Comités du Pouvoir Populaire sont la solution.»*

Kabila était pour des élections «libres et transparentes», mais il savait que, dans la situation donnée, aucun des partis soi-disant «démocratiques» ne pouvait les accepter: comme le peuple s'était éveillé, tous ces partis allaient prendre une belle raclée aux élections. Pour pouvoir dominer et réprimer à nouveau le peuple, pour revenir au pouvoir, ces partis avaient besoin d'un artifice genre «dialogue national», «gouvernement d'Union nationale», «gouvernement de réconciliation». Kabila dit de façon pertinente: *«Personne ne sera empêché de se présenter aux élections pour quelque motif que se soit. Mais on ne peut pas chercher un alibi du genre "Table Ronde" où le peuple ne décide pas».*

Le choix n'était pas «pour ou contre les partis». Le choix de société était essentiellement celui entre deux types d'Etat: l'Etat néocolonial au service des intérêts étrangers et de leurs laquais locaux, ou un Etat national et populaire, défendant les intérêts des masses populaires. Kabila combattait les partis cautionnés par l'impérialisme, non pas parce qu'ils étaient des partis, mais parce qu'ils voulaient rétablir l'ordre néocolonial. Nous aborderons plus loin la nécessité de créer un parti kabiliste révolutionnaire et un front des partis nationalistes pour défendre la conception du Pouvoir Populaire. Sur les partis de l'opposition qui veulent récupérer «leur» Etat néocolonial, Kabila dit ceci: *«Il est vrai que les CPP font peur aux politiciens et à ceux qui les ont toujours utilisés pour piller le pays. Les vautours volent autour de vous. Ils veulent saisir l'occasion d'un relâchement de l'effort populaire. Et si nous ne sommes pas structurés, si le peuple n'est pas conscient politiquement, il peut perdre le pouvoir». «Nous savons qu'ils feront beaucoup de tentatives pour récupérer leur Etat, surtout par le biais des partis politiques qu'ils cautionnent.»*

Tous les partis pourris de la «Transition» auraient le droit de vanter leurs mérites lors des élections. Mais les Comités du Pouvoir Populaire étaient là pour faire comprendre aux travailleurs et aux pauvres qu'ils étaient les maîtres de la société congolaise nouvelle et qu'ils ne devaient plus se laisser impressionner par des charlatans corrompus par l'Occident. Kabila dit: *«Nous ne sommes pas contre les partis politiques. Ils ont la liberté d'expression et de parole». «On a autorisé les partis politiques, mais on ne veut plus qu'ils aillent devant un peuple aveugle, inconscient politiquement qui se laisserait tromper une fois encore et lâcherait son propre bonheur par le jeu des urnes.»*

Et ainsi, en exposant le choix de société que le Président propose aux Congolais à partir de trois questions: *«Quel état? Quelle économie? Quelle démocratie?»*, nous avons introduit le premier grand discours de Mzee Kabila sur les CPP... Le voici dans son intégralité.

Créez partout des Comités du Pouvoir Populaire
Discours du Président Kabila au Palais du Peuple, le 21 janvier 1999

Nous avons choisi ce jour pour parler de la mission des Comités du Pouvoir Populaire. L'AFDL doit faire une mutation pour se transformer en Comités du Pouvoir Populaire. Nous avons créé l'AFDL comme mouvement pour la libération de notre pays, dirigé par un «Etat anti-peuple», un Etat dont la mission était de défendre des intérêts étrangers. Le résultat, c'était la misère partout, l'économie ravagée, extravertie.

Un Etat au service de l'étranger ou un Etat populaire?

L'Etat mobutiste avait une seule mission: faire primer les intérêts des grands pays sur l'intérêt national.

Le caractère répressif de cet Etat était nécessaire pour permettre aux intérêts étrangers de prospérer. La mission de l'AFDL était de mettre fin à cet Etat compradore qui était la courroie de transmission des directives de l'étranger. Cet Etat compradore a trop duré. Il a créé une culture, des habitudes dans le domaine de la production, de la pensée, du comportement des citoyens.

Quand nous nous sommes emparés du pouvoir d'Etat, la finalité était que le peuple gouverne sur son sol. Pour que le peuple gouverne, il faut l'organiser. Le peuple doit être organisé pour qu'il assume seul ses responsabilités. L'AFDL doit créer un Etat populaire, un Etat du peuple, un Etat qui pense d'abord et avant tout aux intérêts du Congo.

A un moment, Léopold II avait son Etat du Congo pour chercher le caoutchouc. Si vous n'alliez pas en chercher, on vous amputait, vous deveniez manchot. La chicote était quotidienne. Ils ont pillé, pillé. Ils sont partis et nous avons eu droit à un autre

Etat, celui-là avec des Congolais à la tête mais ils étaient des agents d'autres puissances. Sa mission était de réprimer toujours, partout. Nous venons de prendre le pouvoir pour créer un Etat du peuple et nous disons qu'il faut confier le pouvoir au peuple. Nous savons qu'ils feront beaucoup de tentatives pour récupérer leur Etat, surtout par le biais des partis politiques qu'ils cautionnent. Le peuple doit être vigilant.

Ceux qui ont façonné l'ancien Etat qui les servait grassement, ont déclenché dans le monde entier une propagande pour déformer les objectifs de l'AFDL. Ils l'ont fait pour obliger le nouveau pouvoir à reprendre le rôle du gouvernement qui venait d'être renvoyé.

Alors, il fallait faire un choix. Ou bien craindre ce mensonge monstrueux, laisser le mensonge l'emporter et, apeuré, se ranger et jouer le même rôle que l'Etat précédent. Ou bien résister à toutes les campagnes de mensonges et poursuivre le but de créer un Etat qui privilégie les intérêts nationaux. La réaction déclenchée dans le monde par la prise du pouvoir de l'AFDL n'était pas fortuite. Ce qui était en jeu, c'était le destin du peuple congolais, qui devenait maître de l'instrument capital pour construire son bien-être matériel, social, culturel. Nous avons carrément refusé d'être un autre gouvernement d'un Etat compradore.

Maintenant il faut organiser le peuple afin qu'il prenne son destin en main. Organiser le peuple signifie le mettre en mobilisation permanente et lui confier des pouvoirs qui dans d'autres Etats appartiennent à l'administration et au gouvernement qui prétendent représenter les intérêts du peuple. « Que le peuple gouverne » était la finalité du combat de l'AFDL. Pour que le peuple gouverne, il faut organiser ce peuple et celui-ci s'organise dans des Comités du Pouvoir Populaire qui sont indispensables à la vie de la nation. Ce pouvoir dans les mains du peuple congolais, ce pouvoir à partir de la rue, du village doit être un pouvoir effectif. Il doit débattre de la vie de la communauté, de la rue, du village, du quartier, etc...

Démocratie populaire ou « démocratie » néocoloniale ?

Le peuple lui-même, dans ces comités populaires, peut débattre de tous les problèmes qui se posent à la nation.

Il faut la cohésion nationale pour que le peuple ne soit pas divisé. Nous sommes à la veille de la promulgation de la loi légalisant les activités politiques. Chaque groupe va vendre son programme. Ils vont suggérer au peuple qui n'est pas organisé mais éparpillé, de voter pour tel ou tel. Dans le système qui a été renversé, une multitude de partis politiques coopéraient avec l'ancien Etat et le peuple était dispersé. Dans la phase actuelle, nous devons œuvrer pour l'unité du peuple, pour la cohésion interne et nous opposer à la dispersion. Il faut que le peuple s'organise et soit conscient des dangers de la division.

Les Comités du Pouvoir Populaire ont un grand avenir dans ce pays. Le peuple congolais a longtemps travaillé pour les intérêts étrangers. Il est temps qu'il travaille

pour ses propres intérêts. On doit chasser la pauvreté. Mais comment peut-on la chasser, si on n'est pas bien organisé, si le peuple n'est pas responsabilisé?

Certains ne pensent au peuple que pour venir briguer un mandat pour la députation ! Lorsqu'ils viennent solliciter le mandat, ils font des promesses très alléchantes. Une fois élus, ils disparaissent et les problèmes demeurent. Peu de problèmes ont été résolus par la députation.

Maintenant, il faut une bonne organisation du peuple qui permette à tout le monde de participer au travail et surtout à la prise de décision et au suivi de l'exécution. Nous n'avons pas trouvé mieux que les Comités du Pouvoir Populaire.

Face à la possibilité de chaos lors de la libéralisation des partis politiques, les Comités du Pouvoir Populaire sont la solution. Qu'est-ce que l'on vous propose ? De laisser la décision à d'autres. Ce serait une erreur monumentale de confier votre pouvoir à quelqu'un d'autre parce qu'il est passé maître à faire des propositions alléchantes. Il vous parle comme un magicien. Vous le votez. Il viendra réparer votre rue. Mais vous ne le verrez jamais. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait durant toutes ces années. Ceux qui ne sont pas contents du pouvoir actuel, comptent sur l'émergence des partis politiques pour venir déchirer l'unité du peuple. Beaucoup de pays qui nous exploitaient, ont peur que le peuple congolais soit entièrement lié à notre pouvoir. Ils savent qu'unis, nous allons produire des miracles. En comptant sur votre intelligence, vous transformerez sur place les richesses sur lesquelles nous sommes assis depuis des années. Vous serez une nation dans le concert des autres.

La seule différence entre vous et les partis politiques, c'est que vous, vous êtes un peuple organisé, vous avez le pouvoir dans vos mains et vous voulez l'exercer. Les partis politiques cherchent encore à conquérir le pouvoir que vous, vous avez. Cette différence est très visible. Les postulants politiques veulent arracher le pouvoir que vous avez dans vos mains. Alors, c'est à vous de décider. Si vous êtes fatigués de l'avoir, donnez-le aux politiciens.

Récemment vous avez vécu des situations où le peuple congolais a acquis une maturité certaine. En dépit de la campagne hostile, le peuple congolais est resté soudé derrière le Gouvernement de Salut-Public et derrière Mzee Kabila. Le peuple entier, dans sa diversité, s'est ligué derrière Mzee. Ces millions de Congolais de tous les partis politiques ont choisi de se liguer autour de celui qui représente leurs intérêts. Ici à Kinshasa, lorsque les envahisseurs ont tenté leur coup, le peuple dans son ensemble s'est soulevé pour écraser ceux qui voulaient recoloniser le Congo. Cette unité doit être sauvegardée. Et pour sauvegarder cette cohésion forgée dans les moments difficiles, il faut organiser le peuple en le faisant participer à l'exercice du pouvoir.

La Pouvoir Populaire pour créer une économie nationale puissante

Nous avons pris des mesures qui améliorent la vie de la nation. J'évoque la décision de donner au Franc congolais son cours légal sur toute l'étendue de la RDC. C'est

une mesure salvatrice qui renforce le pouvoir du peuple. Tout le monde sait que la monnaie est l'un des attributs de la souveraineté d'une nation. Le pays était livré à la spéculation illimitée. Le dollar, le dollar... Ce pays était presque une colonie. Il n'avait pas de monnaie à lui. Personne au Congo ne contrôlait la circulation du dollar. Il a fallu du courage pour y mettre fin. Les pressions intérieures étaient nombreuses: «Attention, il faut dire au Président que ça va aller très mal, si l'on chasse les cambistes de rue». Cette décision, aussi bénéfique soit-elle, n'aurait pas été possible sans cette cohésion du peuple qui appuie le gouvernement. Maintenant le peuple congolais a une monnaie forte.

Alors, les Comités du Pouvoir Populaire, de la base au sommet, doivent protéger les mesures qui sont bénéfiques au pays, ils doivent défendre ces mesures et les appliquer.

Gouvernez votre rue, votre commune, votre village

Les Comités du Pouvoir Populaire dans les rues sont des gouvernements de rue. Lorsque se pose un problème de développement au niveau de la rue ou du village, le Comité du Pouvoir Populaire sait qu'il lui revient d'en débattre, d'en informer l'échelon supérieur. Cela ne se passera plus comme aujourd'hui, où le village n'est pas associé pour identifier ses priorités. Or, le village c'est la cellule de la nation. Nous donnons la chance au peuple d'identifier ses priorités de développement à partir du village, de la rue ou du quartier et de proposer comment il faut s'attaquer à ces problèmes, et plus encore, d'être l'exécutant de ces solutions. Donc, un Comité du Pouvoir Populaire n'est pas le comité d'un parti politique, c'est le peuple qui assume le pouvoir et qui découvre ses priorités dans tel ou tel domaine.

Nous sommes dans une ville qui a toujours été livrée à la spéculation, à la hausse des prix. Mais même le contrôle des prix est l'affaire de ce gouvernement de la base. Le gouvernement italien donne à l'Etat congolais des denrées alimentaires. L'Etat donne le riz ou la farine de froment aux opérateurs économiques pour les vendre. Or, ils ne sont pas tous des saints, le peuple en a l'expérience. Les gens du peuple savent quel commerçant est cupide et lequel est honnête! Il faut donc faire participer les Comités du Pouvoir Populaire. C'est à la rue, au quartier, à la commune, à la ville d'indiquer les opérateurs économiques vraiment nationalistes qui feront ce que l'on attend d'eux. Et les gens de la rue veilleront sur les prix.

Et puis, une partie des dons est offerte contre le travail. Il faut que les Comités du Pouvoir Populaire disent: «Notre quartier a une mauvaise route, il n'a pas d'école, de centre de santé. (...) La commune, qui discute avec les comités des différents niveaux, dira avec précision: On va réparer telle route et les gens aptes à faire ce travail, auront une quantité de riz»... Mais que se passera-t-il si l'on fait cela avec nos anciennes habitudes bureaucratiques, sans consulter le peuple? Vous êtes bourgmestre et vous prenez d'en haut une décision. On connaît la suite: une partie de riz destinée à être échangée contre le travail, finit dans les magasins des commerçants.

Et pour les travaux en question, on voit des gens venir d'ailleurs avec des voitures, ils s'arrêtent, ils manipulent un peu le petit pont et ils repartent. Et on vous dit que tout le riz est passé par là. Les Comités du Pouvoir Populaire responsabilisent le peuple afin qu'il soit concerné par tout ce qui touche à la vie de la nation et à sa propre vie.

Au niveau provincial, le Comité est un organe important du pouvoir et connaît les priorités de la province. Il exécutera le programme triennal de reconstruction. Nous voulons développer notre pays et promouvoir des échanges avec les autres pays. Mais nous empêchons la spoliation de nos richesses.

Des mesures sont prises comme la création de la Bourse des matières précieuses. Des étrangers, pour la plupart illégaux, ont investi des régions entières pour y prendre le diamant, l'or, etc. Ils les ramènent vers la capitale. Ils amassent les richesses, mais l'Etat ne voit rien. Lorsque le Comité du Pouvoir Populaire d'un village sera en présence d'un étranger, l'affaire deviendra très simple: «Monsieur que faites-vous ici? Vous n'êtes pas supposé être ici. Vous n'êtes pas Congolais, que faites-vous dans nos puits de diamant? Vous avez apporté chez nous des capitaux pour acheter du diamant. C'est à la Bourse des matières précieuses qu'il faut présenter vos dollars, pas au village». Autrefois, c'était les liens d'amitié avec le chef du patelin qui jouaient. Chacun avait son Libanais ou autre étranger. Mais désormais, il faut qu'ils s'arrêtent à Kinshasa et que les Congolais fassent le travail à l'intérieur. Dans le cadre des Comités du Pouvoir Populaire, il y aura des départements économiques, on organisera les villageois qui ont des moyens pour acquérir des instruments et extraire le diamant, l'or ou l'émeraude. Ils pourront les vendre à Kinshasa.

Créer une industrie puissante pour nous faire respecter

Vos opérateurs économiques n'ont rien de capitaliste. Ils n'ont pas d'usines, nombreux sont ceux qui font du commerce, du trafic. Ils importent des poulets, des poissons. Vous pensez que le Congo peut compter sur une telle économie ? Vous importez des *mpiodi*, vous vendez ici, après vous allez dans la rue chercher le dollar et puis vous reprenez le cycle. Mais le peuple congolais ne gagne rien. Rien du tout.

Dans le passé récent, l'Etat compradore a même empêché l'éclosion de capitalistes nationaux. Il l'a empêché parce qu'un capitaliste national allait faire concurrence aux monopoles. Ils ont tout fait pour tuer les initiatives et c'est pour cela que nous nous trouvons sans industries. Nous importons du papier, des crayons, des bics, des choses qu'on peut produire ici. Il nous faut plus de petites industries de transformation.

Nous devons créer une nouvelle économie pour notre pays. C'est l'objectif de l'Etat populaire. Moi, je voudrais voir des usines qui fabriquent des souliers. Je voudrais voir ici de grandes usines de textile. Nous importons le coton, parce que nous n'en cultivons pas. Devons-nous importer tout ? Non, je crois que le moment est venu pour construire une économie nationale florissante. Les véhicules, nous devons les fabriquer nous-mêmes. Les pièces de rechange des véhicules importés, nous devons les fabriquer. Sinon, que deviendra le Congo ? Vous devez tout acheter et vous croyez

avoir une économie pour soutenir la guerre ? Où est notre industrie lourde ? C'est la mission de l'Etat du peuple, la mission de ce peuple organisé en Comité du Pouvoir Populaire de créer une forte économie pour nous faire respecter. Parce qu'aujourd'hui, il est difficile de supporter les efforts de la guerre avec cette économie qui n'existe que pour faire plaisir à ceux qui trafiquent. Donc, nous avons la mission de créer une industrie nationale. Vous voulez avoir des chars de combats, des blindés ? Mais nous pouvons les produire nous-mêmes, les facilités existent dans certaines usines. Quand nous avons pris le pouvoir, c'est pour faire cela.

Notre victoire, c'est de donner le pouvoir au peuple !

L'AFDL doit accepter la mutation et se transformer en Comité du Pouvoir Populaire. Ne pas se transformer, c'est aller à contre-courant de l'histoire et l'AFDL deviendrait réactionnaire, elle disparaîtrait. La grande victoire de l'AFDL, c'est de donner le pouvoir au peuple et donc de créer les Comités du Pouvoir Populaire. De quoi a-t-on peur ? L'AFDL, ce n'est pas la recherche de positionnement individuel.

La lutte est encore très âpre. On doit entreprendre sa propre transformation sinon on est dépassé par les événements. On ne doit pas faire barrière à une révolution dont les finalités sont connues.

Nous sommes très heureux que le peuple congolais, dans son ensemble se reconnaisse dans l'action que nous avions entreprise. C'est son action. Il faut organiser le peuple de manière à ce qu'il soit responsable de ce qui se fait et c'est tout le sens de ces Comités du Pouvoir Populaire. C'est vraiment une grande révolution qui s'accomplit dans notre pays, une grande révolution populaire où le peuple n'est plus dupe.

C'est avec les Comités du Pouvoir Populaire que la possibilité matérielle de la démocratie va se réaliser. Soyez vigilants parce qu'on vous dira que nous voulons empêcher les partis politiques de jouer leur rôle. Lorsque les vieux partis réapparaissent, ne leur permettons jamais de diviser le peuple parce qu'il sera alors difficile de défendre les intérêts du peuple.

Nous avons identifié tous nos grands maux. La chose la plus importante, c'est d'avoir une direction politique juste. Or, la direction politique doit être celle du peuple, ce sont les Comités du Pouvoir Populaire. Vous devez défendre votre pouvoir, parce que les autres n'ont pas encore désarmé. Vous assumez réellement le pouvoir dans votre pays. Au début il y a une certaine hésitation. Mais nous sommes très heureux que le peuple comprenne maintenant qu'il doit s'assumer seul, je dis bien seul.

Notre détermination d'aller jusqu'au bout est irréversible.

Nous aurons prochainement un Congrès du Comité du Pouvoir Populaire de la ville de Kinshasa et par après un grand congrès national.

Beaucoup d'Africains qui ont leurs peuples dans le cœur vous suivront, parce que vous avez du courage, vous Congolais. Je vous remercie beaucoup et à la prochaine occasion, au Congrès des Comités du Pouvoir Populaire de la province de Kinshasa !

Le difficile apprentissage de l'organisation

En 1999-2000, Sylvestre Kaninga occupe la fonction de secrétaire du Comité communal de Kinshasa. Il souligne l'enthousiasme de la base, lorsque Kabila a lancé le projet CPP et lorsque les premières élections des Comités de rue, de quartier et de la commune ont eu lieu. *«Sakombi a présenté Jean-Pierre Monkolot Makuta et il a parlé de toutes ses qualités qui en faisait un homme idéal pour diriger le CPP de Kinshasa. Nous avons été convaincus par ses arguments. Ce n'est que plus tard que nous avons compris que les grands mobutistes étaient au courant des élections CPP à venir. Ils ont activé tous leurs réseaux pour faire élire "leur" candidat. En fait, nous étions naïfs et nous avons été manipulés.»* Sylvestre Kaninga, homme du peuple croyant profondément dans la philosophie de Kabila, a été élu secrétaire, mais fut laissé complètement à l'écart de la gestion du CPP communal. Il critiqua publiquement le fait que Monkolot *«gère le CPP de manière individuelle et arbitraire»*. Lorsque les premiers fonds pour les activités des CPP arrivent, le 2 mai 1999, Monkolot les dépense de sa propre initiative sans connaître les membres du Comité. Sylvestre, qui a été le premier à dénoncer le règne arbitraire du Président, fut «suspendu», le 30 mai.

Que devient le beau projet du Pouvoir Populaire de Kabila?

A la suite du discours du 21 janvier 1999, des structures provisoires sont établies pour une durée d'un an. Ensuite, il y aura une mise en place définitive des Comités du Pouvoir Populaire par des élections démocratiques à partir de la base. Albert, fils d'un ancien compagnon de Mulele, Félix Mukulubundu, me dit ses inquiétudes. *«Au plus fort de la guerre, lorsque la misère était à son comble, il y a eu des distributions de vivres offerts par des organismes internationaux. Bemba, Mumengi, Sakombi sont descendus dans les communes pour organiser la distribution avec des hommes à eux. Quand Kabila a lancé les CPP, dans plusieurs communes, ces "distributeurs de vivres" se sont transformés en "animateurs CPP". Nous avons l'impression que plusieurs hommes du pouvoir sont en train de créer leur propre réseau d'influence. Ce sont des habitudes du temps de Mobutu. Kabila n'a pas d'organisation à lui, il ne contrôle rien à la base.»* En effet, les différentes tendances mobutistes sont mieux organisées que les hommes de Kabila. Elles ne sont pas nécessairement organisées dans un cadre formel. Ces gens se connaissent depuis dix, vingt, trente ans, ils ont travaillé, volé et magouillé ensemble, il y a des complicités et des amitiés et tout cela forme une «organisation» pour la défense des intérêts communs.

Ainsi, des hommes de confiance de différents responsables ont été parachutés à la tête des CPP communaux. Ces présidents communaux ont souvent «placé» des présidents de quartier appartenant à leur propre réseau, parfois d'anciens amis qu'ils ont côtoyé au sein du MPR. Les présidents de quartier ont alors placé leurs hommes à la tête des rues. Ainsi, très vite, se sont installées des chaînes de personnages qui n'ont rien à voir avec la philosophie et les objectifs des CPP.

Les CPP sont nés dans une société congolaise où la grande bourgeoisie domine toujours, c'est la couche des riches, des gens qui ont des relations au sommet de l'Etat et de

l'administration, des relations avec l'Occident et qui s'imposent dans beaucoup de domaines de la vie publique. Le mobutisme, dit Kabila, *« a créé une culture, des habitudes dans le domaine de la pensée, du comportement des citoyens »*. Il ne pouvait pas mieux le dire. Mais cette culture et ces habitudes mobutistes se sont très vite infiltrées dans les CPP et Kabila ne disposait pas d'une force organisée pour les combattre.

Ainsi, des anciens du MPR ont infiltré les CPP et la «culture» mobutiste s'y est manifestée très tôt. En même temps, les responsables des structures officielles du MPR ont déclenché une guerre en règle contre les CPP, guerre dans laquelle toutes les perfidies étaient permises. Ceux qui ont été les organisateurs et propagandistes de la dictature, comprenaient trop bien le danger que la démocratie populaire naissante constituait pour leurs projets de restauration de l'ancien régime.

Madame Nzuzi wa Mbombo, qui dirige le «MPR-fait privé», a exprimé cela en ces termes: *« J'ai une grande confiance dans la construction d'un Etat de droit fondé sur une démocratie pluraliste. Les initiateurs et animateurs des CPP se rendront bien vite compte qu'il s'agit d'une structure anti-démocratique; elle est conflictuelle parce qu'elle contient des germes de confrontation entre les Congolais; elle aura très difficile à s'imposer parce que notre peuple ne peut plus s'accommoder à des embrigadements forcés en vigueur dans des systèmes de Parti-Etat. »*[4]

A cette farouche partisane d'une «démocratie pluraliste non conflictuelle», tout Kinois éveillé demandera: vous vous réclamez toujours du MPR, mais lorsque vous étiez à côté de Mobutu, votre parti n'était-il pas «conflictuel», ne portait-t-il pas «les germes de la confrontation entre Congolais»? Lors de votre «Transition pluraliste», le peuple n'a-t-il pas subi la répression de l'armée, de la garde civile, des Hiboux et des multiples services de renseignements? Oui, les CPP sont conflictuels à leur façon: ils proclament ouvertement lutter contre l'héritage mobutiste et toutes ses anti-valeurs. Comme le MPR du temps de la dictature et de la «Transition pluraliste» était conflictuel à sa manière: il menait le combat contre le peuple. En réalité, aucun groupe n'a été plus conflictuel que votre MPR qui a exploité, brimé et réprimé les masses populaires et massacré leurs dirigeants. Votre MPR, n'était-il pas excessivement conflictuel lorsqu'il a pendu, le 7 juin 1966, quatre de ses anciens cadres, Kimba, Anany, Mahamba et Bamba? Lorsqu'il a kidnappé et exécuté Gabriel Yumbu et Kibwe Cha Malenga, deux proches collaborateurs de Laurent Kabila au sein du PRP? Lorsqu'il a ordonné que, vivant, Mulele soit hâché en morceaux? Lorsqu'il a massacré 100 étudiants à Kinshasa, le 4 juin 1969? Le peuple a subi de 1967 à 1990 les affres de la dictature MPR pur et dur. Puis entre 1990 et 1997, le MPR «démocratisé» a poussé la misère et le désespoir des masses aux limites. Mais à peine trois mois après l'annonce de la création des Comités du Pouvoir Populaire, vous, madame Nzuzi wa Mbombo, pensez pouvoir liquider la démocratie populaire naissante en faisant une propagande infecte sur le thème: «Les CPP sont un Parti-Etat du genre MPR»! Le MPR, c'était la «démocratie» pour les agents du néocolonialisme, pour les très riches, liés aux puissances impérialistes; les CPP, c'est une démocratie nouvelle à la portée des masses populaires.

L'expérience pilote de Yolo Sud

Malgré le travail de sape des forces de l'ancien régime, des militants nationalistes et révolutionnaires ont réussi à organiser des CPP modèles.

Jean-Jacques Ngangweshe est un des rares éléments de la «diaspora» qui a réellement milité en France, entre autres dans le Parti communiste, et qui a participé à des formations politiques à Bruxelles. Il s'est engagé dans la lutte contre Mobutu sur le terrain et a opéré à Brazzaville en 1992 et en 1993, l'année où il animait *Radio Tam-Tam de la Fraternité*, la radio anti-mobutiste la plus écoutée à Kinshasa. En 1996, il revient à Brazza, puis rejoint l'AFDL à Goma. Il est alors devenu cadre au Secrétariat Général de l'AFDL. Il habitait la rue Kombe dans le quartier Yolo-Sud 1 à Kalamu. Dès le 28 janvier 1999, une semaine après le discours de Kabila, il a réuni les habitants de sa rue, puis il a parcouru les rues de son quartier.

Jusqu'au 21 février, il a multiplié les discussions style «sous l'arbre à palabre» pour connaître les opinions de la population la plus pauvre. Puis, il a convoqué plusieurs réunions populaires dans le quartier. Cette population oubliée pendant 37 ans de dictature était réellement emballée par ces initiatives. Jean-Jacques en a dressé le «Top Six» des desiderata populaires. La restauration des infrastructures électriques vient en tête. Les câbles à haute tension se trouvent à même le sol dans le quartier et ne sont pas protégés: on a déjà déploré plusieurs morts. Le peuple exige aussi le renouvellement des tuyauteries d'eau potable et des eaux usées. En troisième position, viennent les problèmes de l'école. Il faut savoir que 95% des élèves doivent s'asseoir à même le sol. Les parents demandent de fabriquer des bancs et des ardoises. Les élèves ont l'habitude de se soulager dans le sable. Et puis, ils marchent et jouent sur ce même sable, d'où le taux élevé de maladies et de mortalité. Le point suivant, mentionné par les assemblées, concerne la réparation des routes, cause de nombreux accidents mortels. En cinquième ordre, les gens du quartier proposent d'organiser des cotisations populaires pour construire des dispensaires où les prix seront la moitié de ceux du privé. Finalement, les habitants de Yolo Sud veulent organiser la culture des champs et l'élevage pour améliorer l'alimentation.

Ce 21 février, Jean-Jacques remporta haut la main l'élection de la rue Kombe et le lendemain, l'assemblée du quartier Yolo Sud 1 l'a choisi comme son président. Tout le quartier porta Jean-Jacques à bouts de bras pour qu'il devienne président de la commune Kalamu, le cœur même de la ville de Kinshasa. C'était jadis le bastion du MPR et des mobutistes. Le 27 février 1999, jour de l'élection, des centaines de personnes se sont rassemblées devant l'hôtel communal pour attendre le résultat des élections auxquelles ne participaient que 56 délégués des quartiers. Par des manipulations, les hommes de l'ancien régime ont fabriqué une majorité pour écarter le Président de Yolo Sud. Marcel Mwamba Ntikiti est élu président. L'homme a été Président du MPR Commune de Kalamu pendant plus de 5 ans. L'ancien vice-président du MPR Commune de Kalamu, Monsengwo, devient... le vice-président du Comité du Pouvoir Populaire. Médard Tumba Matulu devient secrétaire du CPP. Il a été jour-

naliste attaché à la présidence, il agissait comme l'homme de Mobutu à la *Voix du Zaïre*, la télévision nationale. A la libération, le 17 mai, il prit la fuite pour Brazzaville. Il n'est rentré à Kinshasa que vers mai 1998. Il ne cachait pas son hostilité à Kabila. On dirait que le MPR Kalamu s'est «transmué» en CPP... A l'annonce du résultat, la population a crié, sifflé et a injurié les mobutistes élus. Elle prit du sable et des petites pierres et les lança vers les élus qui ont dû prendre la fuite en catastrophe.

Jean-Jacques se replie sur son quartier. Il convoque les élus pour leur expliquer comment le MPR a laissé le pays complètement en ruines. *«Nous qui voulons œuvrer pour le bien de nos populations devons avant tout faire preuve de patriotisme, nous devons être prêts à faire des sacrifices pour redresser notre pays en commençant dans notre quartier.»* Il explique que le quartier n'a pas de moyens financiers, mais qu'il regorge de talents et de diplômés... sans travail. Pourquoi ne pas exploiter ces potentialités? Le Président du quartier propose les deux principes du volontariat et du bénévolat. Que les volontaires travaillent pour aider la communauté, même si aujourd'hui personne ne peut les payer. Avec le lancement des CPP, il règne un climat d'espoir et de dévouement à la cause du peuple. Les bonnes volontés se manifestent. Elles commencent par procéder au recensement des chômeurs, des maçons, des menuisiers, des peintres, des charpentiers, des médecins, des professeurs, des ingénieurs, des filles mères, etc. En mobilisant dans toutes ces catégories les forces qualifiées disponibles, les travaux démarrent selon les priorités indiquées par la population. Les menuisiers fabriquent bénévolement des bancs et des tableaux pour les écoles, Jean-Jacques se démène pour trouver le bois nécessaire. Des volontaires arrangent les caniveaux du quartier.

Jean-Jacques, lui-même ingénieur, crée le 22 mars 1999 le Bureau d'Etudes pour la Reconstruction de Yolo (BERY) qui regroupe 48 ingénieurs et architectes. L'initiative est discutée et adoptée dans une assemblée du quartier. Tous les membres du BERY travaillent bénévolement pour améliorer leur environnement quotidien. Les Bureaux d'études des sociétés privées occidentales Sotrabene et Extra-Béton ont eu peur de cette concurrence basée sur le patriotisme et le bénévolat.

Le Président Kabila reçoit des échos du travail abattu par le camarade Ngangweshe. Dans la nuit du 7 au 8 mai 1999, des voitures passent lentement dans les rues du quartier: c'est le Président qui veut vérifier sur le terrain tout le bien qu'on dit de Yolo Sud... Il confie à un proche: *«Ma philosophie a été comprise par le peuple, regarde ce qu'ils réalisent à Yolo Sud»*. Le porte-parole du gouvernement, Didier Mumengi, transmettra les félicitations du Président à notre ami Jean-Jacques... Kabila s'intéresse personnellement au Bureau d'étude qui permettra d'épargner des centaines de millions de dollars à l'Etat. Il propose que l'exemple soit suivi dans d'autres communes.

Comme Président du CPP, Jean-Jacques a accès aux salles situées dans son quartier. Il y invite ceux qu'il veut pour parler des problèmes du pays et de la révolution. Il a toutes les facilités pour éduquer la population dans la philosophie du nationalisme de Lumumba, Mulele et Kabila. Il peut organiser la révolution mentale qui est la

condition pour l'éradication complète du mobutisme. Mais le camarade Ngangweshe, lui non plus, n'est pas organisé... Il réalise un travail admirable, mais qui serait beaucoup plus rentable et durable dans le cadre d'un parti nationaliste révolutionnaire. Comme l'a dit au début des années soixante le grand révolutionnaire camerounais Osende Afana, enseignant aux mulelistes réunis à Gamboma (Brazzaville): l'individualisme et l'absence d'organisation sont les plus grandes tares de la révolution africaine...

Au moment où Kabila prononce son discours sur les CPP, quelques partis révolutionnaires se sont déjà constitués à Kinshasa et font un travail discret. Ils soutiennent Kabila politiquement, mais lui adressent des critiques sur son manque d'organisation. Or, en créant les CPP, Kabila tend une perche à tous ces révolutionnaires organisés et non organisés qui appuient le Gouvernement de Salut-Public tout en gardant des réserves. Mais ces partis commettent exactement la même erreur qu'ils reprochent au Président. Ils ne mobilisent pas leurs cadres et leurs membres pour discuter en profondeur, par un examen de tous les aspects de la question, de l'initiative de la création des Comités du Pouvoir Populaire. Des positions contradictoires se seraient sans doute exprimées sur beaucoup de points. Mais ces partis vivent à cette époque dans une «semi-clandestinité», ils se trouvent isolés et beaucoup de leurs membres n'ont pas de liens politiques avec les masses. Il est évident que dans un débat ouvert, certains n'auraient pas manqué de souligner les possibilités énormes qu'offre le cadre des CPP pour les révolutionnaires décidés à éduquer, à mobiliser et à organiser les masses. Mais ces partis ne saisissent pas la perche que le Président leur tend et leurs critiques justifiées sur le manque d'organisation de Kabila restent alors stériles.

Le quartier Mfumu Nsuka: l'éducation politique d'abord

Le 27 mars 1999, j'ai une longue discussion avec Martin Kibungu, économiste au Ministère du Plan, sur la façon dont les structures kabilistes se sont implantées dans son quartier, Mfumu Nsuka, à Masina. Son témoignage situe bien l'ampleur des problèmes qui ont miné dès le départ les CPP, mais aussi des remèdes efficaces et faciles à appliquer pour y remédier.

«Après le 17 mai 1997, des jeunes du quartier sont venus me voir et ils ont dit que nous devions créer un comité AFDL. Ils insistaient que je sois président, mais j'ai dit que je voulais être conseiller. Puis ils ont vu des combats au sommet pour le pouvoir. Les jeunes ont dit qu'ils ne comprennent plus rien, qu'ils voient seulement un repositionnement des anciens membres du MPR pour s'accaparer des postes dans l'AFDL. Ils étaient refroidis et se sont retirés.

Lors de l'agression des rebelles à Masina, ce sont ces jeunes qui ont livré combat et ont arrêté des infiltrés. Et quand le Président a parlé des Comités du Pouvoir Populaire, tous étaient contents. Mais le lendemain, on a déjà entendu des gens dire: "Moi, je suis ceci dans le CPP". C'étaient des opportunistes de la IIe République. J'ai demandé dans la rue si les gens ont été informés d'une élection. Ils ont dit non.

Mais nous avons appris que Mfweki était Président du CPP de notre quartier, Mfumu Nsuka. A l'époque, il avait été responsable du MPR dans le quartier. Nous ne savions pas qui l'avait nommé à la tête du CPP.

Récemment, nous avons créé un Cercle de réflexion anti-impérialiste. Nous avons réuni une documentation, des brochures sur le Congo et sur les luttes anti-impérialistes dans le monde. Nous avons aussi quatre cassettes vidéo sur les événements du Congo, une conférence de Léonie Abo et un film sur la lutte des Noirs aux Etats-Unis. Lors des projections, 20 à 40 personnes assistent. Les jeunes du quartier peuvent emprunter la littérature pour lecture. Tout est noté dans un cahier. Il y a trois personnes qui ont déjà tout lu. Le Cercle provoque un réel éveil patriotique et révolutionnaire dans le quartier.

Certains de nos jeunes ont été "nommés" par Mfweki pour représenter leur rue. Des jeunes sont allés à la réunion où ils voulaient installer les CPP pour dire qu'ils n'acceptaient pas cette démarche contraire aux instructions du Président. Qu'il faut d'abord élire les gens dans la rue. Et c'est ce que nous avons fait. Beaucoup de jeunes révolutionnaires ont été élus. »[5]

A propos de la mutation de l'AFDL en CPP

Le lecteur se souvient que dans son premier discours, Kabila dit: *« L'AFDL doit faire une mutation pour se transformer en Comités du Pouvoir Populaire »*. L'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération a été constituée comme un front de quatre partis prêts à déclencher la lutte armée pour le renversement du mobutisme. Dans l'AFDL, dit Kabila, il y avait un seul parti révolutionnaire: *« Il y avait les cadres révolutionnaires du Parti de la Révolution Populaire. Ce parti avait la conception de la stratégie de la guerre populaire. Mais il devait composer tactiquement avec d'autres mouvements »*. Les trois groupes alliés n'avaient pas d'expérience révolutionnaire. Ils étaient proches du Rwanda et de l'Ouganda et leur présence facilitait la constitution d'un front uni avec ces pays. Kabila affirme que ces cadres sans orientation idéologique claire ont constitué un danger pour l'avenir de la révolution, dès que la victoire sur Mobutu a été arrachée. *« Vous avez vécu la course effrénée à l'enrichissement, à la rapine, aux pillages des biens d'autrui. » « Il fallait empêcher (ces gens) d'accaparer le pouvoir pour faire la même chose que les hommes de la IIe République. »* Et Kabila de conclure à propos de l'AFDL: *« C'était un conglomérat d'opportunistes et d'aventuriers »*.

Cette dernière déclaration est pour le moins malheureuse. La façon dont le passage de l'AFDL au CPP a été réalisé est exemplaire de la faiblesse principale de Kabila: il n'a pas réussi à constituer une équipe relativement homogène du point de vue politique et capable d'analyser en profondeur et sous tous leurs aspects les questions majeures.

Dans tout mouvement révolutionnaire ou patriotique, apparaissent inévitablement des opportunistes et des aventuriers; au cours de la lutte, ils montrent leur véritable

nature et peuvent être écartés. C'est un phénomène normal. Parler de l'AFDL comme d'un «conglomérat» était une erreur que les ennemis ne pouvaient pas manquer d'exploiter: «Donc, votre soi-disant lutte de libération a été l'œuvre d'un conglomérat d'opportunistes et d'aventuriers?»

L'alliance entre les quatre organisations était une nécessité pour pouvoir commencer la lutte révolutionnaire sur le terrain congolais. Au cours des six premiers mois, 1.289 cadres congolais ont été formés. Ce sont eux qui ont implanté l'AFDL dans tous les territoires libérés. La théorie des «opportunistes et aventuriers» jetait aussi le discrédit sur ces cadres.

Sébastien Buhumu est un ami avec qui j'ai travaillé entre 1982 et 1985 à la préparation du livre sur Mulele. Il est un des rares intellectuels congolais à être rentré chez lui au village pour y organiser les masses paysannes pour la lutte de libération. Il était à l'œuvre depuis plus de dix ans dans la région de Feshi, lorsque l'AFDL s'y annonça. Bien formé politiquement et ayant acquis la confiance des masses, Sébastien a réussi à implanter des cellules de l'AFDL dans toute la région. Elles ont abattu un travail remarquable. Jusqu'au jour où les anciens dirigeants mobutistes ont appris que l'AFDL était le «conglomérat» que nous savons. Immédiatement, ils ont chassé les organes de l'AFDL de leurs locaux. L'ancien ordre, le véritable «conglomérat d'aventuriers», était de retour...

On ne comprend d'ailleurs pas quel était le but visé par la dénonciation du «conglomérat». Kabila avait bien sûr raison de dire qu'il y avait eu dans l'AFDL *«des continuateurs de la IIe République (qui) devaient être éjectés du mouvement pour sauver la révolution démocratique»*. La preuve en a été faite. Lors de l'agression rwando-ougandaise, ces gens sont devenus «rebelles», ils se sont acoquinés avec de grands mobutistes et ont prôné le retour au système néocolonial de la CNS. Kabila touche ici au problème crucial de toute révolution en Afrique: après la victoire, le danger d'une recomposition de la bourgeoisie bureaucratique et compradore guette toujours. *«Il a fallu empêcher qu'un club d'amis se serve du pouvoir de l'Etat pour s'enrichir et réprimer les autres. Il y aurait risque que le pouvoir retombe dans les mains de charlatans inféodés à l'étranger.»* Mais les «charlatans inféodés à l'étranger» ont quitté l'AFDL pour embrasser les agresseurs. Quelle est l'utilité politique de jeter le discrédit sur les militants nationalistes restés dans l'AFDL?

Et comment comprendre alors que le Président déclare: *«L'AFDL doit faire une mutation pour se transformer en Comités du Pouvoir Populaire»*? Si l'AFDL peut effectivement réaliser cette mutation, c'est qu'elle s'est débarrassée des «aventuriers» et qu'elle est composée de militants révolutionnaires valables.

Ici, nous rencontrons un autre problème: comment une organisation politique comme l'AFDL peut-elle se transmuer pour devenir la structure du nouvel Etat? Les CPP sont constitués par des élections qui permettent de choisir ceux qui composeront les comités exécutifs à tous les niveaux de l'Etat. Les CPP ne peuvent donc pas être une AFDL transmuée. On pouvait dissoudre l'AFDL et demander à ses militants de s'investir dans un organisme d'une tout autre nature: les CPP. On pouvait aussi

maintenir l'AFDL et la transformer en une organisation chargée d'animer et d'éduquer les membres élus des CPP dans la philosophie de Mzee Kabila.

Nous avons traité en détail quelques problèmes soulevés par le passage de l'AFDL aux CPP, pour montrer que toutes les implications n'ont pas été mûrement réfléchies, que tous les aspects de la question n'ont pas été pris en compte, qu'on n'a pas envisagé toutes les évolutions possibles et toutes les implications. Ici, comme dans beaucoup d'autres cas, l'absence d'une organisation révolutionnaire cohérente, même embryonnaire, s'est fait cruellement ressentir. Comme des cadres me l'ont répété des dizaines de fois : *« Nous avons l'impression que Kabila est seul, qu'autour de lui il y a surtout des flatteurs et des positionnistes. Il n'y a pas de suivi dans l'action, il n'y a pas de cohérence dans les décisions »*. Cela renvoie au problème capital de la constitution du noyau d'un parti révolutionnaire, ne fût-ce que quarante à cinquante cadres, qui partagent l'idéologie de Mzee, son dévouement à la cause et qui ont assimilé à fond les orientations politiques qu'il a élaborées. Des cadres qui osent réfléchir avec leur propre tête aux problèmes posés au cours de la révolution et qui parlent franchement, qui n'ont pas peur de contredire le Président. Cette pratique collective de l'organisation aurait permis d'éviter certaines erreurs dans les prises de décisions et de réaliser la mise en pratique cohérente des politiques et des résolutions adoptées.

« Dites cela à Kabila ! »

Les cadres du Secrétariat Général des CPP, essentiellement d'anciens de l'AFDL, m'ont invité le 9 avril 1999 pour parler des problèmes de la révolution. Devant quarante personnes, j'ai fait un exposé suivi d'une discussion. J'ai été frappé par l'engagement révolutionnaire de la plupart d'entre eux et par la pertinence de leur remarques. Je reprends ici certaines interventions notées dans mon carnet.

« Tu as parlé de la révolution congolaise. Mais il n'y a pas encore eu de révolution sur le terrain. Beaucoup de gens qui gèrent le pouvoir ne sont pas des révolutionnaires, ils abusent du pouvoir. »

« Kabila est contre l'impérialisme, il a de bonnes idées, elles sont cohérentes, mais il n'arrive pas à les concrétiser. C'est bien ce qu'il dit à propos des Comités de Pouvoir Populaire. Mais dans la réalité, le peuple est déjà trahi. D'en haut, des mobutistes sont parachutés à la tête des CPP. »

« Il y avait beaucoup de cadres révolutionnaires dans l'AFDL, des camarades qui ont tout sacrifié. Mais nous avons été invités comme tous les autres pour entendre dire que l'AFDL s'est mutée en CPP. L'idée est bonne. Mais qu'est-ce qu'on voit ? Sans discussion et débat préalables entre révolutionnaires, l'idée est lancée et immédiatement des mobutistes et des opportunistes se positionnent. A la tête des CPP, nous voyons toute sorte d'individus sans idéal révolutionnaire qui ne peuvent s'entendre sur rien. Le Président ne peut s'en sortir qu'à travers un dialogue franc avec tous les révolutionnaires de ce pays. »

« Il y a un révolutionnaire à la tête du pays et il y a des révolutionnaires à la base. Mais les révolutionnaires sont coupés de la direction, il y a une rupture. Dites cela à Kabila. Le Président est le guide de notre révolution, mais il doit associer les révolutionnaires qui réaliseront à la base ce qu'il dit. A ses côtés, il y des accapareurs de notre pouvoir. A l'entrée du Palais du Peuple, le jour où Kabila a annoncé les CPP, je voyais des gens avec un badge : "CPP". Personne n'avait déjà entendu parler de ça. Je leur demandais : "C'est quoi ?" Ils m'ont dit : vous aller bientôt l'apprendre. Ce sont eux qui applaudissaient le plus dans la salle. Et ce sont ces accapareurs qui sabotent les CPP. Nous avons commencé la révolution avec Kabila à Goma. Mais nous sommes abandonnés. Vous dites que nous devons nous sacrifier, aller expliquer au peuple le sens des CPP. Mais nous nous sommes déjà sacrifiés une fois, à quoi bon que nous allons expliquer ce qu'est un CPP, pour qu'ensuite les mobutistes et les opportunistes se mettent à la tête. Nous les révolutionnaires, nous voulons aider le Chef de l'Etat, mais qu'il pense alors à nous, qui devons appliquer ses idées. »

Deux semaines après cette rencontre, a eu lieu le Congrès des CPP de Kinshasa. Kabila y prononce son second grand discours sur le Pouvoir Populaire. Le voici.

Démocratiser la société congolaise à partir de la base
Discours du Président Kabila au Congrès des Comités du Pouvoir Populaire, le 21 avril 1999

Faiblesses et limites de l'AFDL

Nous voilà réunis pour faire le point sur ce que sont les Comités du Pouvoir Populaire. La liquidation politique du néocolonialisme mobutiste fut une étape obligatoire qui a permis aux masses d'accéder aujourd'hui à la tête des affaire publiques. Il s'avère impératif de définir le mode d'exercice de ce pouvoir. Le peuple n'a pas l'habitude d'exercer le pouvoir, parce qu'on ne le lui a jamais donné.

Le 17 mai 1997, le pouvoir n'était pas dans la rue, il était au bout du fusil de ceux qui ont été ovationnés par les masses, sillonnant les rues et avenues de Kinshasa à la recherche des dernières forteresses du pouvoir mobutiste croulant. Le 17 mai, c'était l'assaut final qui sonna le glas d'un régime abominable qui saigna son peuple à blanc et le livra à la rapine étrangère.

A aucun moment, il n'y eut de flottement dans la maîtrise des événements, malgré les fortes pressions extérieures destinées alors à obtenir le recyclage des agents qui servent l'étranger.

La révolution qui a conduit l'AFDL à chasser du pouvoir ceux qui ont pris le pays en otage, avait une finalité. L'AFDL était un mouvement dirigé par des cadres révolutionnaires conscients qui avaient le souci de l'indépendance et de la souveraineté

de notre pays, ainsi que du bien-être matériel de notre peuple. La finalité de la révolution était que le peuple gouverne souverainement sur son sol. Il était inscrit à l'ordre du jour qu'après la victoire de la révolution démocratique populaire du 17 mai 1997, l'AFDL devrait s'acquitter de cette tâche historique.

Mais l'AFDL était loin d'être l'avant-garde du mouvement de libération de notre pays, à cause de sa composition. Il y avait des cadres révolutionnaires du Parti de la Révolution Populaire qui étaient les seuls dirigeants du mouvement révolutionnaire congolais. Ce parti avait la conception de la stratégie de la guerre populaire. Mais il devait composer tactiquement avec d'autres mouvements afin de mobiliser les énergies de ceux qui devaient soutenir la révolution pour permettre qu'elle s'arme davantage. En fait, l'AFDL était constituée de quatre mouvements politiques alliés, dont trois sans expérience révolutionnaire ni orientation idéologique, légitimés par l'extérieur. C'était un conglomérat d'opportunistes et d'aventuriers.

Cette situation a été imposée à la direction révolutionnaire, comme condition sine qua non à la liberté de mouvement, à l'acquisition de matériel de guerre, au droit de passage. Admettre les Tutsi prétendant être des réfugiés congolais était une des conditions essentielles pour que les Rwandais nous donnent le passage.

Une autre condition était d'englober dans la direction de la révolution leurs espions ayant pour mission de surveiller les actes de la direction révolutionnaire ! Il fallut, en même temps, y inclure ceux qui étaient soutenus par l'Ouganda. Déjà pendant la période de guérilla active à l'Est, les mouvements soutenus par M. Museveni servaient à faciliter le pillage du café, de l'or, du bois et la fraude vers l'Ouganda.

Immédiatement après la victoire, beaucoup se sont embarqués sur le train déjà en marche. C'est pour cela que des continuateurs de la II^{e} République devaient être éjectés des instances dirigeantes du mouvement pour sauver la révolution démocratique.

Il fallait rendre effectif le transfert du pouvoir au peuple victorieux et entreprendre sa conscientisation. Pour cela, il fallait l'organiser. Il est indispensable que le peuple soit capable d'identifier et ses vrais ennemis, et ses vrais intérêts.

Mais l'acte du transfert du pouvoir au peuple, c'est la disparition de l'AFDL en tant qu'organisation politique. En effet, si l'AFDL se transformait en parti politique, à quoi ressemblerait ce parti ? Il ne pouvait être qu'un foyer de médiocrité et d'opportunisme. Vous avez vécu la course effrénée à l'enrichissement, à la rapine, aux pillages des biens d'autrui. Il fallait donc mettre fin à l'aventurisme politique. Il fallait rappeler à ces messieurs que le pouvoir devait être remis au peuple. Ces gens-là détenaient une portion de pouvoir par le biais des forces étrangères qu'ils ont accompagnées lors de la guerre de libération. Il fallait empêcher les partis politiques qui étaient membres de l'Alliance des Forces Démocratiques de Libération d'accaparer le pouvoir pour faire la même chose que les hommes de la II^{e} République.

Il a fallu absolument empêcher que le pouvoir devienne l'affaire d'un club d'amis, de gens qui se connaissent et qui se serviraient du pouvoir de l'Etat pour s'enrichir et

réprimer les autres. L'une des obligations pour les dirigeants du mouvement révolutionnaire était de ne pas permettre à une quelconque clique de s'emparer du pouvoir de l'Etat. Si l'on n'avait pas accompli ces tâches cruciales rapidement, il y aurait eu un risque que le pouvoir retombe dans les mains des charlatans que vous connaissez, inféodés à l'étranger, et que vous avez renversés. Ces opportunistes et aventuriers se seraient injectés dans les organes dirigeants du pouvoir politique, pour remplir la même mission.

Les CPP: un pouvoir national patriotique pour la reconstruction du Congo

Les Comités du Pouvoir Populaire apportent beaucoup de confusion dans l'esprit de certaines personnes et surtout des anciens manipulateurs de la politique.

C'est quoi, le CPP? Le Comité du Pouvoir Populaire est l'organe exécutif du pouvoir d'Etat qu'assume le peuple. Il s'agit de la matérialisation du concept universel: pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple. Il faut matérialiser ce concept qui a souvent été utilisé par des classes politiques dominantes pour tromper le peuple. La démarche actuelle va dans le sens inverse. Il faut réellement que le peuple exerce le pouvoir lui-même. Il faut que tout le peuple s'implique dans l'exercice du pouvoir, qu'il puisse le détenir et s'en servir pour ses propres intérêts.

Vous devrez aller vers le peuple qui a le pouvoir. Il faut s'associer au peuple. Les CPP sont le peuple organisé en organes du pouvoir d'Etat populaire, ils exercent directement la gestion de la chose publique à chaque échelon de l'Etat.

Les CPP tiendront régulièrement des réunions de conscientisation des masses. Les CPP doivent comprendre qu'il faut être toujours plus près des masses, parce que vous êtes la masse vous-mêmes; vous vivez avec les autres, à qui vous devez inoculer votre foi politique. Nous devons être un peuple cohérent, discipliné, très organisé et nous devrons savoir où nous allons.

Les CPP, ce n'est plus un pouvoir qui est délégué à une catégorie de gens, comme les députés, c'est un pouvoir qu'il faut assumer à partir de la base. Ce n'est pas un pouvoir par délégation, du genre: «Oh moi, je vous parle au nom du peuple!»

Pourquoi le peuple ne parlerait-il pas lui-même? Il s'agit de nous assurer que le peuple tout entier s'implique et exerce un contrôle direct sur le pouvoir. Nous sommes ici pour nous mettre d'accord sur la question de savoir comment, vous le peuple, vous devez assurer ce pouvoir qui est le vôtre.

Les CPP sont uniquement une émanation de la volonté des électeurs, de la volonté des habitants de la rue, du village, du quartier ou de la collectivité, et c'est par des votes qu'on élit un Comité exécutif.

Les CPP sont chargés de mettre en pratique les résolutions issues des délibérations des Assemblées du Pouvoir Populaire, organes constitutifs qui élisent les Comités du Pouvoir Populaire. Ce sont donc des Conseils, comme des Assemblées populaires des rues, des quartiers, des communes, des villages. La démarche actuelle vise la démocratisation globale de notre société. C'est une nouveauté.

L'apprentissage du pouvoir, de bas en haut

Les CPP, c'est toute une chaîne, de bas en haut. Les CPP s'intéressent directement à la vie nationale. Ils s'occupent de l'ensemble des habitants de la rue, du village ou du territoire, et débattent, dans les Assemblées populaires, des problèmes les plus divers ainsi que des préoccupations quotidiennes, sociales, économiques, culturelles, politiques des citoyens.

Les CPP, en tant qu'organes exécutifs de l'Etat, sont assujettis à des obligations qu'ont ordinairement les gouvernements: gérer un budget pour le programme de reconstruction dans leur juridiction, et, en même temps, ils ont les obligations de la défense, de la sécurité, de la production.

Mes amis des CPP de l'Université et des Instituts supérieurs, vous êtes en train de faire l'apprentissage en gérant un petit fonds aujourd'hui, en établissant les priorités dans le cadre de votre vie. Certains réparent des installations abîmées, réhabilitent les réfectoires, les dortoirs, résolvent les problèmes de canalisation d'eau, du courant. Ce n'est qu'un début, mais c'est déjà un apprentissage important. Vous allez vous habituer après à gérer une grande communauté de gens. Les CPP des villages, comme des rues, des communes, doivent faire de même. Tous doivent avoir un budget de reconstruction. Tous les CPP doivent apprendre à gérer un budget, doivent identifier les priorités de reconstruction de leur juridiction. Si la priorité, c'est l'électrification ou la réparation des rues défoncées ou encore l'enseignement ou l'école à remettre à neuf, le CPP doit en débattre et doit trouver des solutions.

Si vous avez des problèmes alimentaires ou autres liés à la hausse des prix, chaque Comité du Pouvoir Populaire peut participer à la solution en se lançant dans la production de vivres. Si vous devez acquérir des concessions, si vous devez obtenir des instructions pour développer une activité agricole, le gouvernement sera toujours à vos côtés parce que vous êtes un organe du gouvernement à l'échelon le plus bas. On vous alloue un budget, vous identifiez vos priorités, vous produisez, mais vous payez aussi les dettes.

Nous sommes très fiers que notre peuple puisse se prendre en charge réellement. Si vous avez un pont cassé entre deux villages et que vous êtes dans le système de représentations, que se passe-t-il? Votre député vient vous tenir des discours: «Je vais chercher de l'assistance». Mais quand on mendie, on n'est pas sûr d'avoir quelque chose, et le plus souvent, on rentre bredouille. Et parce que c'est un pont entre deux villages, les récoltes des petits fermiers, vont pourrir. On attend le représentant qui se coule la vie douce, circule dans les bistrots et oublie qu'il a la mission de ceux qui l'ont élu. Et les villages continuent d'attendre. Ils ne vendent plus rien, la misère s'installe.

Mais ici, il est question que les gens prennent l'initiative eux-mêmes. Vous n'attendez rien, les Comités de deux localités préparent la stratégie, identifient les moyens et demandent à l'échelon hiérarchique de l'aide, parce qu'ils font partie du système de gouvernement. Vous représentez, à la base, le sommet. Vous établissez les

études de faisabilité et vous vous en référez aux autorités hiérarchiques. Vous avez des mains, vous avez un cerveau, vous avez tout. C'est ce que nous appelons «le peuple se prend en charge». Les CPP doivent renforcer l'initiative du peuple qui ne sait pas attendre. Vous savez qu'il y va de votre vie et que si le pont n'est pas réparé, vous n'allez pas vendre.

Un Etat fort pour rattraper notre retard économique

Les CPP doivent être compris comme un gigantesque mouvement national patriotique. Ils soudent les hommes et les femmes du pays autour d'un idéal très noble. Nous entendons créer une nouvelle société, juste et prospère, à travers une stratégie: la mobilisation du peuple tout entier autour de la reconstruction nationale. Quand des millions de congolais seront embarqués sur le sentier de la production, de la reconstruction, nous allons résilier complètement le contrat avec la misère.

Le système des Comités du Pouvoir Populaire est un système qui veut que le Congo rattrape dans une période très courte le retard accumulé pendant plusieurs décennies dans tous les domaines. L'Etat doit être fort et le peuple doit avoir sa cohésion si nous voulons en sortir.

Dans le cadre de la reconstruction, les CPP ont l'obligation d'appliquer et de faire appliquer les décisions du gouvernement, les lois, ainsi que leurs propres décisions prises par les Conseils locaux, que nous appelons les Assemblées du Pouvoir Populaire.

Les CPP encouragent toutes les initiatives de développement des différentes associations de masse: ONG, syndicats, mutualités.

Les anciens manipulateurs veulent reconquérir leur paradis perdu

Comment organiser notre peuple, comment structurer le pouvoir qu'il a conquis? Cela fait l'objet des assises de ce 1er Congrès de Kinshasa. C'est le peuple qui assume le pouvoir d'Etat et ce peuple veut garder jalousement sa conquête.

Vous voulez créer une nouvelle société complètement soustraite des affres de l'exploitation? Vous voulez créer la prospérité? Il faut donc être à la hauteur de votre mission. Le pouvoir économique, mes amis, reste encore à décoloniser par la stratégie de la reconstruction. On y arrivera.

Il est vrai que les CPP font peur aux politiciens et à ceux qui les ont toujours utilisés pour piller le pays. Vous devez savoir que le pouvoir est alléchant. Les vautours volent autour de vous avec mille artifices. Ils veulent saisir l'occasion d'un relâchement de l'effort populaire. Et si nous ne sommes pas structurés, si le peuple n'est pas conscient politiquement, par erreur d'appréciation d'une situation donnée, il peut perdre le pouvoir.

Les agents qui servent l'étranger tentent encore de reconquérir le pouvoir perdu par des intrigues comme «la Table Ronde», «le gouvernement de large union natio-

nale» ou «le gouvernement de réconciliation nationale». Ils tentent aussi de le reconquérir par l'invasion ou la rébellion, par des coups bas sur le plan économique, caractérisés notamment par la hausse artificielle des prix du carburant, par le taux de change fluctuant au gré de commerçants spéculateurs, dont la plupart sont des agent de sécurité qui ont été chassés du pouvoir. Ce sont là quelques-unes des intrigues dont se servent ceux qui ont encore l'espoir de reconquérir leur paradis perdu.

Dans une agglomération comme Kinshasa, on sent immédiatement que la vie a subi les secousses de la guerre. La guerre est multiple, parfois économique. Et ceux qui sont au four de l'économie vous mettent à l'épreuve pour voir si vous avez la conviction de ce que vous prétendez être. Ils vous grignotent quelques litres d'essence, vous contraignant à aller à pied. Ils se rendent compte qu'ils ont atteint votre moral. Vous dites: «Le gouvernement ne fait rien, ce n'est pas possible, nous avons faim, nous nous déplaçons à pieds».

Mais ceux qui manipulent l'économie sont les responsables de cette guerre qu'ils mènent pour vous détourner de votre pouvoir. C'est là une façon de vous demander de leur concéder le pouvoir. Le malin qui est à l'affût du pouvoir veut que vous le laissiez tranquille, que vous croyiez qu'il n'est pas responsable de votre malheur, alors que c'est bien lui le responsable. Son intention est de pouvoir récupérer rapidement le pouvoir, grâce à l'insatisfaction des masses.

C'est ici que la question de la conscientisation devient vitale. Parce que le pouvoir d'Etat, le pouvoir politique, c'est l'instrument capital qui détermine le destin des peuples. Nous sommes en train de faire l'apprentissage du pouvoir, de l'exercice du pouvoir par le peuple. Mais vous n'avez pas de longue expérience parce qu'on ne vous a jamais donné la chance de gouverner votre propre destin. Les erreurs sont inévitables, mais quel type d'erreurs? A cause de la maturation politique médiocre, on est capable de livrer son pouvoir à des charlatans.

Lorsqu'on parle de conscience politique des masses, c'est pour que vous soyez moralement en état d'alerte. Ceux qui ont perdu le pouvoir vous en feront voir: intrigues, artifices, tactiques. Eh bien! Il faut mûrir politiquement.

L'étranger organise le pourrissement de la Société Civile

Les CPP sont aussi venus mettre fin à la politisation et au pourrissement de la Société Civile entrepris par ceux qui ont fait pourrir la classe politique de la II^{e} République. Eux-mêmes le disent: les politiciens zaïrois sont pourris, corrompus, incapables. Ces messieurs, qui ont transformé la classe politique zaïroise en vassale des étrangers, ont constaté qu'il est difficile de mettre le pays debout avec cette même classe politique.

Alors, ils ont transféré leur amour sur la Société Civile. Ils ont commencé à politiser et à corrompre cette société. Il n'y a pas de garantie qu'ils ne feront pas de la Société Civile ce qu'ils ont fait avec l'ancienne classe politique.

Les CPP sont venus mettre fin à la politisation que subit notre Société Civile. Il faut la sauver et éviter qu'elle soit vendue aux intérêts étrangers. Mais les CPP doivent

connaître les tactiques dont se servent les étrangers pour corrompre le peuple avec un petit rien. Ils passent à la télévision remettre des cadeaux, pour la plupart insignifiants, qu'ils appellent «assistance». Ce qui est donné aux ONG comme assistance est contraire à nos convictions. On vous dit: «C'est pour alléger un peu la souffrance». Mais voyez la quantité, comparez là à l'envergure de la propagande faite pour ces assistances. C'est n'est pas ainsi qu'on résoudra le problème de la pauvreté. Des assistances au compte-gouttes ont toujours été données et la nation n'est pas sortie pour autant victorieuse de la pauvreté, du sous-développement et de son retard en tant que pays en voie de développement.

Gare aux sollicitations trompeuse des anciens partis

Vous avez le pouvoir maintenant. Les partis politiques qui ne l'ont plus voudraient bien entrer en possession de cet instrument capital qui contrôle le destin de tout un peuple.

Le CPP, ce n'est pas un parti politique. J'ai dit que c'est le peuple organisé et structuré, c'est un grand rassemblement de tous les Congolais patriotes conscients, poursuivant un seul but: être les maîtres indiscutables de leur destin. Vous n'avez pas de maître. Le peuple est seul maître. On peut acheter une clique d'individus, mais on ne peut acheter un peuple entier. On peut corrompre de petites unités, des groupements politiques. Mais non un peuple uni pour son bonheur, qui a compris qu'il est maître de son destin.

Nous ne sommes pas contre les partis politiques. Vous les avez vus à l'œuvre. Ils n'ont pas pu créer votre bonheur. Maintenant, vous tentez de créer vous-mêmes votre propre bonheur. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de sollicitations qui vous seront confusément adressées. Ils ont la liberté d'expression et de parole. Mais le jugement, c'est le vote.

Dans votre rue, votre village, vous serez là à écouter pas mal de sollicitations. On a autorisé les partis politiques, mais on ne veut plus qu'ils aillent devant un peuple aveugle, qui se laisserait tromper une fois encore et lâcherait son propre bonheur par le jeu des urnes. Le jeu des urnes, c'est pour garder le pouvoir, pas le contraire.

Nous pensons que nos compatriotes dans les CPP feront un effort nécessaire pour mûrir politiquement. On devra faire cela absolument. Notre maturation politique devra nous aider à faire le bon choix, parce que la vie est pleine d'embûches. Des sollicitations viendront toujours, et plus nombreuses. Nous ne sommes pas les possesseurs des médias. Les radios et les télévisions déforment à longueur de journée la réalité de la vie dans notre République. Cela fait partie d'une stratégie: la guerre psychologique. Ils ne veulent pas que nous réussissions à compter sur notre propre force, au lieu de compter sur l'appui extérieur.

Ce que nous pensons, nous, peuple congolais, c'est qu'il faut garder le pouvoir politique, mais démocratiquement. Si on vous sollicite: «Donnez-moi votre voix»,

et que vous la donnez à celui qui n'est pas capable de défendre votre pouvoir, ce n'est pas sa faute. Lui n'a fait que vous suggérer.

J'ai dit que les erreurs ne manqueraient pas. Mais quelles erreurs ? Si vous lâchez le pouvoir et que les autres s'en emparent, ne criez pas à l'erreur ! Ce n'est pas une erreur quand vous vous vendez consciemment comme esclave à quelqu'un.

Débat national sur la source du pouvoir qu'est le peuple !

Nous allons au Débat national parce que nous voulons parler, conscientiser et nous entendre sur l'essentiel. Nous parlerons à tout le monde, dans le cadre d'un Débat national ouvert. Ce ne sera ni la Conférence Nationale Souveraine, ni la Table Ronde.

Nous voulons tout simplement donner l'occasion aux gens qui sont contre nous de débattre du problème clé : la source du pouvoir. Leur source a toujours été extérieure. Le Congo ne l'accepte plus. Si vous voulez briguer un mandat, présentez-vous aux élections libres. Personne ne sera empêché de se présenter aux élections pour quelque motif que se soit. Mais on ne peut pas voiler son inquiétude en cherchant un alibi de «Table Ronde» où le peuple ne décide pas. La Table Ronde n'est pas notre affaire.

Le Débat national, c'est votre création. Pour tenter de forger une entente sur les questions essentielles de la nation. La question principale est celle de la source de légitimité du pouvoir. Tout le monde est-il d'accord que le pouvoir vient du peuple par le biais des élections ? Alors il ne faut pas que l'on puisse recourir à la formation de gouvernements qui viendront de conclaves, de combines. Les gens ne vont pas au Débat national pour créer des gouvernements que le peuple n'a pas élu. Sommes-nous d'accord que la source du pouvoir, c'est le peuple ? S'ils disent «oui», on s'entendra bien. La voix du peuple, c'est la voix de Dieu.

Ils ont cru que nous allions parler de la légitimation de notre pouvoir. Mais eux, il sont une minorité, ils ne peuvent pas légitimer un pouvoir aussi gigantesque que celui-ci. C'est un Pouvoir Populaire. Nous ne voulons pas qu'on parle de la légitimité de notre pouvoir actuel, parce que ce n'est pas l'objet du Débat national.

Certains ont cru que nous allions leur demander de reconnaître notre pouvoir. Ce n'est pas du tout de cela dont il est question.

Avec le Décret-loi 194, les anciens politiciens ont cru qu'on a mis des obstacles pour qu'il n'y ait pas de partis politiques, qu'il faut payer beaucoup d'argent. Mais ces gens sont des milliardaires, vous les connaissez. Nous allons sauver notre pays de la foire, de l'irresponsabilité et du cirque. Vous connaissez le cirque ? Le Congo est le seul pays au monde à avoir eu dans son histoire 400 partis politiques ! Même la Communauté internationale nous dit que c'est finalement un cirque, une récréation, une foire d'irresponsables. Pourquoi ne pas mettre un terme à cette prolifération inutile ? Ce n'est pas de la richesse, c'est une honte.

La Communauté Internationale nous a rendu hommage pour avoir initié le Débat national.

Mais les anciens politiciens ont la petite idée de faire un gouvernement de Transition. Ainsi, ils seront, comme toujours, aux affaires. On ne va pas là pour faire des combines politiciennes. Combien y a-t-il eu de gouvernements en sept années de Transition ? Et aucun de ces gouvernements n'est venu du peuple. Nous n'allons pas vendre notre peuple à ces roublards pour leur dire de participer aux affaires. Qu'ils se préparent.

Nous leur avons dit: Rencontrons-nous là-bas, accouchons les principes du jeu politique de notre nation. Pas de combines politiciennes pour des soi-disant gouvernements de Transition. D'ailleurs, il y a un gouvernement légitime et populaire qui attend que le peuple fasse son jugement au cours des élections. Il y a d'autres prétendants. Mais pour faire la compétition, il faut d'abord savoir accepter la règle du jeu.

Alors, on va proposer la règle du jeu de la compétition. Il y en a qui posent des conditions en disant qu'il faut une petite Table Ronde pour les assurer qu'ils seront Premier ministre. Nous ne sommes pas preneurs. Ce n'est pas à nous de dire qui va être Premier ministre. C'est au peuple. S'ils ont peur de la démocratie, nous disons que les CPP, c'est la démocratisation globale de la société congolaise.

Avant, ils disaient: « Vous êtes un dictateur ». Nous répondons: « Il n'y a pas dictature, mais démocratisation». Et le processus continue. Mais avant qu'on ne l'ait achevé, il y a ceux qui en ont peur. Ils savent que vous n'allez pas les élire. Ils n'ont pas peur de nous, ils ont peur du peuple.

Nous comptons donc sur les Comités du Pouvoir Populaire. Nous avons tous besoin de compter sur notre peuple. Que le peuple comprenne que cette démarche historique, c'est pour son bien. Il n'y a aucune mascarade, aucune tromperie. Pas de tricherie. C'est à vous de mûrir, si réellement le peuple mérite d'avoir ce droit de détenir le pouvoir.

Notre peuple, nous le voulons heureux, prospère, digne et souverain. Si nous choisissons à nouveau le chemin de la pauvreté, de l'allégeance à l'étranger, le chemin de la facilité parce qu'on nous promet de l'assistance, nous ramperons à quatre pattes.

Aucune facilité n'a fait émerger un peuple.

Alors, soyons dignes d'être Congolais !

L'éducation politique, l'âme du Pouvoir Populaire

Suite à son discours au Congrès du 25 avril 1999, le Président Kabila décide de libérer des fonds importants et de donner aux CPP des moyens pour réaliser les projets que la population des quartiers et communes juge prioritaires. Kabila veut ainsi rendre l'auto-prise en charge du peuple matériellement possible.

Je me rappelle bien le jour où mon ami Jean-Jacques Ngangweshe m'a dit: *« Camarade, je vais t'avouer une chose. C'est au moment où la première cagnotte présidentielle est arrivée, que la dégénérescence de notre CPP a commencé».* Voyant mon étonnement, il poursuivit: *« La base de notre travail et de notre force*

était l'idéologie, la conviction, le dévouement. Nous avions pris un bon départ. Mais notre voie du patriotisme, du volontariat et du bénévolat devait encore être consolidée par une formation politique approfondie qui seule peut donner une conscience révolutionnaire. Nous aurions dû continuer le travail de formation pendant au moins six mois. L'argent est venu trop tôt. L'argent a étouffé l'esprit révolutionnaire dans l'œuf... Les mobutistes et les opportunistes ont bavé devant l'argent. Nuitamment, comme des vampires, ils ont organisé des rencontres pour trouver les moyens de s'emparer de la cagnotte. Ils ont incité la population à arrêter le travail et à exiger de l'argent. Et lors d'une assemblée populaire du quartier, les mobutistes ont fait voter la proposition de partager l'argent. Moi et une partie de la population, nous avons soutenu que l'argent devait être investi dans des projets pour la communauté. Nous avons été battus. L'argent a été partagé. Et c'était la fin de l'expérience du travail populaire. A partir de ce jour, plus personne ne voulait travailler bénévolement.»

Or, la plupart des CPP étaient dans une position moins bonne que celui de Yolo Sud. Dans la plupart des quartiers, on n'avait pas fait jouer pleinement la démocratie populaire lors de l'élection des responsables, comme ce fut le cas chez Jean-Jacques Ngangweshe. Beaucoup de CPP n'avaient pas mis la conscientisation et la mobilisation de la masse en première place. Des mobutistes, des magouilleurs et des aventuriers se sont faits élire. Alors, dès que l'argent est apparu, ces gens se sont déchaînés pour s'en emparer. Dans ces CPP, l'idéal révolutionnaire et le dévouement aux masses se sont évaporés sous le feu de la cupidité des mobutistes et mobutisants infiltrés...

Le 13 juin, le gouverneur Théophyle Mbemba reçoit les membres du Comité communal de Masina. La suspicion et les affrontements caractérisent les réunions du CPP. Les membres accusent le Président Moussa de gérer seul la cagnotte présidentielle. Selon l'ACP, *«Mbemba a demandé à tout le monde de "transcender leurs divergences" et de "travailler ensemble pour le développement"»*. Après de tels conseils, on comprend que les luttes se soient encore intensifiées... Des conflits autour de la gestion de l'argent éclatent également aux CPP de Kitambo et de Makala.[6]

Même problème à l'Institut Pédagogique National (IPN) où l'on décide de faire un audit sur la gestion des fonds alloués au CPP.[7] Fin juin, Guy Makwanza, le vice-ministre de l'Enseignement supérieur, s'adresse aux membres des CPP de l'Enseignement Supérieur et Universitaire. Il les critique pour ne pas consulter régulièrement la base et de ne pas faire de rapports sur les réalisations. Il leur demande de *«ne pas s'ériger en caste fermée»*.[8]

Tous les témoignages concordent: en l'absence d'une formation idéologique et politique, lorsque le patriotisme et le dévouement aux masses populaires ne sont pas cultivés comme les premières vertus, la culture et les habitudes mobutistes reviennent en force dans les nouveaux organes du Pouvoir Populaire.

Cela ne fait que deux à trois mois que nous sommes sous le régime de la cagnotte, mais les démons se déchaînent déjà. Les informations sont claires et sans équi-

voques. Mais on ne voit aucune intervention énergique de la part des autorités supérieures des CPP. Le bureaucratisme et l'incompétence politique aidant, personne ne produit une analyse des phénomènes de dégénérescence, ni ne formule de remèdes adéquats, testés dans des cas spécifiques. Le Secrétariat Général n'a pas de cadres capables de descendre sur le terrain, d'y enquêter avec compétence, de mener les luttes politiques et idéologiques appropriées, de convaincre et de distiller de l'expérience ainsi acquise, des principes et des orientations applicables partout.

Le CPP de Ndjili et l'arsenal du mobutisme

Nous avons vu que Kabila était très conscient que des opportunistes et aventuriers infiltraient les organes de la révolution pour les «retourner» et leur faire *«remplir la même mission»* que les anciennes structures mobutistes. Mais en l'absence d'un parti révolutionnaire, Kabila n'avait aucun instrument pour combattre ces évolutions néfastes. L'exemple de Ndjili montre comment le projet révolutionnaire et prometteur des CPP fut très vite menacé par les habitudes de la République mobutiste. La poursuite d'intérêts privés et de clans, les abus de pouvoir, des actes arbitraires, des accusations farfelues, des magouilles financières, bref, tout l'arsenal du mobutisme a été transplanté au sein des CPP.

Le 5 juillet 1999, le Président du Comité du Pouvoir Populaire du Quartier 4 à Ndjili reçoit une lettre de madame Macherie Batulikisi Tshanga, présidente du CPP Commune Ndjili. Son message: *«Nous décidons ce jour de la dissolution de tous les Comités CPP de rue du Quartier 4»*. Les motifs: les présidents de rue ont créé *«un mouvement politique contraire aux actes juridiques portant création des CPP, qu'ils dénomment Comité de Sages, sans l'accord de la hiérarchie»*. En plus, les présidents de rue ont *«provoqué des troubles le 30 juin 1999 chez la présidente du CPP Commune Ndjili et le 4 juillet pendant les travaux collectifs»*. Plus loin, la présidente Batulukisi dénonce *«l'infiltration dans les Comités de rue du Quartier par des personnes mal intentionnées venant des partis de l'opposition dite radicale»*. Le Président du Quartier, Lutete Christophe, s'exécute le 8 juillet. S'adressant aux présidents de rue, il écrit: *«J'ai le regret de vous informer de la dissolution des comités de vos rues respectives»*.

Le camarade Mputu Mwangi est membre du CPP Communal Ndjili en tant que délégué du Quartier 4. Le 13 juillet, Mputu explique à ses collègues du Comité Communal que le CPP du Quartier 4 avait, à l'unanimité, suspendu son Président. Le Comité du Quartier élit son Président et a le droit de le démettre. Le Comité communal a été informé de la décision. Le Président du Quartier 4 avait reconnu être à la base de l'inertie et de la mauvaise gestion qui règnent dans le CPP. Mais ensuite, ce président suspendu est allé seul, sans le trésorier, retirer de l'argent qu'il a utilisé à sa guise. Il l'a fait avec la permission de la présidente de la Commune. Ensuite, Mputu dénonce devant le Comité communal que la Présidente Batulukisi a suspendu tous les présidents de rue du Quartier 4, sans avoir soumis l'affaire au Comité de la commune. A partir de cet incident,

Mputu pose un problème plus fondamental: *« Nous travaillons très mal. Le secrétariat est censé nous apporter, le mercredi, toutes les correspondances pour que nous en débattions. Le CPP n'est pas un club que la présidente gère à sa guise, en maître absolu qui peut engager tout un Comité sans débat... »* Mputu Mwangi demande une assemblée extraordinaire pour discuter de toutes les correspondances non traitées. Passant à la question des finances, il regrette qu'on lance des projets sans études sérieuses. *« La commune dépense beaucoup pour un travail qui ne représente rien »*. Sa conclusion: *« Avant toute sortie de fonds, il faut une raison valable bien étudiée par une commission ad hoc. Il faut qu'une évaluation suive toute l'exécution d'un travail quelconque, préalablement chiffré »*. Il termine sa lettre par une prise de position politique: *« Qu'on définisse le terme d'infiltré, car pour moi, ce sont surtout ceux qui soutiennent l'impunité et qui cherchent à séparer la base du Président Kabila »*.

Onze jours plus tard, le camarade Mputu reçoit la réponse suivante.

« Nous avons le regret de vous annoncer que le Comité communal Ndjili met à votre charge les griefs ci-après:

1. L'excitation de la population au soulèvement;

2. Le non respect de l'autorité établie;

3. Le non respect de la procédure normale d'introduire une requête parlementaire;

4. D'avoir déshonoré les fonctions vous confiées;

5. La non maîtrise de soi dans la conduite.

Le Comité communal décide de votre suspension. En cas de récidive, nous serons conduits à des mesures très, très sévères. » Signé Batulukisi Tshanga Macherie.

Les fameuses « élections libres et transparentes »

Le Président Kabila a des ambitions de portée historique. Il veut démanteler l'appareil d'Etat répressif au service d'intérêts étranger. Il veut constituer un appareil d'Etat populaire qui impulsera la création d'une économie nationale autocentrée. Kabila est décidé à mettre fin aux manipulations « démocratiques » importées au Congo depuis plus d'un siècle, et à créer des organes réellement démocratiques qui défendent les intérêts fondamentaux des masses populaires congolaises.

Pour que ces plans ambitieux soient compris, défendus et réalisés par le peuple, il faut un grand effort de conscientisation et de mobilisation. Or, après le second grand discours sur les CPP, beaucoup de confusion continue de régner dans les conceptions politiques comme dans la définition des tâches essentielles des CPP.

Nous voulons illustrer les faiblesses dans la maîtrise des conceptions politiques fondamentales par un exemple.

Dans une édition spéciale, le 30 juin 1999, du bulletin de l'*Agence Congolaise de Presse*, il est question des CPP. Victor Cimanya Birihingingwa traite des *« élections libres, démocratiques et transparentes, (qui) sont l'unique voie d'arbitrage des ambitions des partis politiques et des personnes désireuses de gouverner »*.[9]

Cimanya utilise cette formule en dehors de toute analyse de classe de l'Etat concerné. Et dans ce sens, c'est une formule utilisée par tous les Etats impérialistes où la grande bourgeoisie règne en maître absolu grâce à l'argent, grâce au monopole sur les médias et grâce à son contrôle sur l'appareil d'Etat. Dans ces conditions, aux Etats-Unis les élections «libres et transparentes» permettent de faire un choix entre deux partis de la grande bourgeoisie qui défendent exactement les mêmes intérêts de classe: ceux des multinationales, des grandes banques et ceux de l'establishment militaire. Les citoyens américains ne font aucun «arbitrage»: qu'ils choisissent le parti des Eléphants ou celui des Anes, ce sont de toute façon les mêmes multinationales qui définiront la politique américaine.

Victor Cimanya veut prouver le bien-fondé de la formule «libres et transparentes» pour le Congo en citant l'exemple de la Constitution de Luluabourg de 1964. Cette Constitution, dit-il, a été à la base *«de la tenue de nouvelles élections (qui ont) tenté de restituer le pouvoir au peuple»*. Il y a eu *«une majorité parlementaire favorable à l'ancien Premier ministre Moïse Tshombe»*. Mais *«Mobutu interrompt ce processus politique par le coup d'Etat du 24 novembre 1965»*.

C'est ne rien comprendre à l'histoire du Congo. Quand on observe les luttes populaires qui se sont déroulées en 1964-1965, l'erreur saute aux yeux. La Constitution de Luluabourg a été le modèle d'une constitution néocoloniale. Elle a codifié la démocratie pour ceux qui ont de l'argent et qui sont soutenus par l'Occident. Cette Constitution réprima toute tentative du peuple de briser le joug néocolonial, toute action révolutionnaire pour libérer le Congo de la domination étrangère. La Constitution de Luluabourg a permis que Tshombe et Munongo, jusqu'alors considérés comme les chefs de file de la sécession katangaise et les deux ennemis les plus acharnés des nationalistes, prennent la tête du gouvernement de Kinshasa. Cela s'est passé le 9 juillet 1964. Tshombe et Munongo ont prêté serment devant Kasavubu et ont formé avec Mobutu et Nendaka le quatuor infernal qui organisa les massacres de la jeunesse lumumbiste. Tshombe et Mobutu agissaient alors en parfaite unité, ils ont placé presque tout le Congo sous régime militaire. Précisons que le tout début de la dictature militaire se situe le 19 octobre 1963, lorsque Adoula et Kasavubu ont instauré le régime militaire au Kwilu-Kwango... Ensemble, Tshombe et Mobutu ont dirigé la répression féroce contre les jeunes mulelistes et lumumbistes qui s'étaient soulevés pour arracher «la deuxième indépendance», la vraie. On a compté entre 300.000 et 400.000 morts parmi la jeunesse patriotique congolaise. Leur sang n'était pas encore sec, que les auteurs des massacres organisaient leurs fameuses «élections libres et transparentes». C'était en février 1965. Plus de 20% du territoire échappait toujours au gouvernement Tshombe-Mobutu. Aucun parti ne pouvait défendre le nationalisme révolutionnaire, c'est-à-dire le programme pour lequel trois quarts du pays s'étaient soulevés en 1964. Il y avait une rivalité entre deux candidats dictateurs, Tshombe et Mobutu, tous les deux liés aux puissances impérialistes. Tshombe gagna les «élections libres» de 1965, lui qui avait instauré sept mois plus tôt, à partir de juillet 1964, une véritable terreur militaire sur les trois quarts du pays. Ainsi, le coup d'Etat de

Mobutu le 24 novembre 1965 a seulement changé certaines formes de la dictature militaire existant depuis 1964.

Victor Cimanya affirme que la victoire de Tshombe aux élections «libres» de février 1965 «restitua le pouvoir au peuple». C'est prendre la forme que sont les élections, pour l'essence. Et encore, dans ce cas, nous sommes en face d'élections manipulées, truquées, dont l'issue était déterminée par la peur de la terreur militaire... C'est faire croire que la forme d'élections constitue la garantie que le peuple peut exprimer lucidement sa volonté. L'auteur n'analyse pas le caractère de classe des facteurs qui ont déterminé l'issue de ces élections. Tshombe est l'homme qui engagea en juillet 1964 les mercenaires sud-africains et rhodésiens pour massacrer la jeunesse patriotique. Tshombe est l'homme qui cautionna l'intervention militaire belgo-américaine. Est-ce que Tshombe pouvait restituer en février 65 le pouvoir au peuple nationaliste dont il venait de massacrer 300.000 représentants?

Victor Cimanya prend les formes extérieures pour le fond, en dehors de toute analyse de classe. Il ne comprend pas qu'une démocratie authentique, réelle, effective pour les masses populaires, est impossible dans un Congo dominé par l'impérialisme et la grande bourgeoisie locale. Dans le Congo de Tshombe et de Mobutu, il ne pouvait y avoir que des simulacres de démocratie pour légitimer la démission nationale, la domination étrangère et l'exploitation.

Kabila a lutté pendant 37 années contre la dictature néocoloniale et contre ses simulacres de démocratie et d'élections libres. Finalement, il a réussi à soulever le peuple et à réaliser la révolution du 17 mai 1997, révolution qui a ouvert la voie à la libération nationale et sociale. Le peuple est aujourd'hui debout, il ne permettra pas un retour au néocolonialisme. Kabila veut des «élections libres et transparentes», maintenant que le peuple a été libéré du système oppressif néocolonial inauguré le 14 septembre 1960. Le Président a la certitude que le peuple, dans son écrasante majorité, choisira des nationalistes et des révolutionnaires pour consolider et approfondir les acquis du 17 mai 1997. Au-delà de la forme des élections, il faut voir les rapports de forces réels entre les classes à un moment donné. Un choix de classe pour les ouvriers, paysans, travailleurs, patriotes peut effectivement s'exprimer à travers ces élections... après s'être manifesté victorieusement dans les combats sur le terrain...

Parlant des CPP, Victor Cimanya dit qu'après les élections libres, *«les CPP continueront à contrôler les mandataires librement choisis par le peuple»*. L'auteur ne considère pas les CPP comme une initiative historique promise à un grand avenir, chargés d'une noble tâche: créer un appareil d'Etat nouveau, révolutionnaire et populaire. Les CPP deviennent une initiative obscure, qui est là en attendant le rétablissement du fonctionnement «normal» de l'Etat néocolonial, grâce à des «élections libres». Or, il est évident que si les élections sont gagnées par les partis favorables au néocolonialisme, la première chose qu'ils feront sera de dissoudre les CPP! Et si les partisans du Pouvoir Populaire gagnent les élections, ils instaureront une démocratie de type CPP de bas en haut: c'est parce que le Parlement sera lui-même une institution de type CPP, que ses membres pourront être contrôlés, critiqués et révoqués par leurs bases.

La guerre, la survie et le Pouvoir Populaire

On ne peut pas trop en vouloir à Victor Cimanya Birihingingwa, il n'est pas responsable de la confusion qui règne dans ses écrits. Le Président Kabila a donné dans ses deux discours sur les CPP des orientations révolutionnaires mûrement réfléchies qui sont la synthèse de toute son œuvre depuis 1964. Mais qui a compris ces orientations ? Qui a eu l'occasion de les assimiler ? Dans quel lieu, dans quelle école les nationalistes honnêtes pouvaient-ils se rendre compte que Kabila proposait une rupture de classe radicale et intégrale avec 37 années de politique néocoloniale ? Dans quel forum, les patriotes pouvaient-ils, à travers des débats sur la nature et les perspectives du Pouvoir Populaire, se débarrasser des vieilles idées marquées par le mobutisme ?

Entre Kabila et les nationalistes révolutionnaires, il n'y avait pas de courroies de transmission.

Kabila a organisé, pendant la lutte de libération, quatre écoles de cadres. Pourquoi n'a-t-il pas fondé une école de cadres permanente des CPP, alors qu'il se trouvait confronté à un défi encore plus décisif : changer les fondements mêmes d'une société colonisée et néocolonisée depuis 113 années ? Il y avait une condition majeure pour que les deux discours sur les CPP soient appliqués dans la pratique militante de tous les jours. Il fallait créer un noyau qui comprenait et partageait la ligne politique de Kabila, qui assimilait cette ligne à travers la critique des anciennes conceptions et attitudes léguées par 37 années de néocolonialisme. En politique, il ne peut y avoir de construction sans démolition. Seule une école de cadres des CPP pouvait susciter la rupture philosophique avec la pensée néocoloniale. Par des conférences, par l'étude, par le débat et la critique mutuelle, les animateurs futurs des CPP pouvaient assimiler les nouvelles conceptions révolutionnaires introduites par Kabila. L'école devait orienter tous les participants, du haut en bas de la hiérarchie des CPP, à un travail politique à la base. Il fallait y enquêter sur les opinions de la masse et expliquer de façon convaincante les principes du Pouvoir Populaire. Il fallait enquêter aussi sur la pratique des CPP pour résoudre les difficultés rencontrées et pour corriger les erreurs commises. Et il fallait découvrir les expériences d'avant-garde pour que tous les autres CPP puissent s'en inspirer. Seule une école de cadres pouvait former un noyau révolutionnaire kabiliste, l'intermédiaire obligé entre le Président et la masse et entre la masse et le Président.

Cette base philosophique et politique commune était nécessaire pour affronter les grandes questions du moment. Les Comités du Pouvoir Populaire ne pouvaient être créés correctement et consolidés qu'en prenant en main les tâches politiques les plus cruciales. La nouvelle structure démocratique de l'Etat devait montrer ses capacités à résoudre les problèmes essentiels de la nation et du peuple. Pour être clair : les CPP devaient contribuer à gagner la guerre de résistance nationale et à assurer la survie de la population.

D'abord, il faut gagner la guerre. Et cette guerre est d'abord politique et psychologique.

Pour que les masses s'investissent à fond dans une longue guerre du peuple, il faut qu'elles connaissent en détail l'origine de la guerre d'agression, ses objectifs fondamentaux, ses acteurs directs – les régimes rwandais et ougandais –, les commanditaires qui permettent aux agresseurs de violer impunément la Charte de l'ONU, leurs complices à l'échelle africaine et mondiale. Pour comprendre les enjeux de cette guerre, le peuple devait connaître ses antécédents et notamment la guerre d'agression de l'armée belge contre le gouvernement Lumumba dès le 10 juillet 1960 et l'intervention des mercenaires encadrés par des militaires belges et américains en 1964-1965. Dans ce domaine, le Secrétariat Général des CPP a largement failli à sa tâche. Après deux ans de guerre d'agression, quatre présidents de CPP m'ont avoué que jamais, dans leur commune, il n'y a eu une seule conférence sur la guerre...

Les CPP tirent en quelque sorte leur origine de la résistance populaire qui s'est organisée spontanément lorsque les agresseurs ont pénétré dans la capitale. Et la naissance des CPP se situe au moment le plus dur de l'agression rwando-ougandaise. Début 1999, la guerre peut toujours être perdue. Il s'agissait donc d'organiser la vigilance politique contre la propagande et l'infiltration ennemies. Les CPP devaient mobiliser toute la population pour qu'elle les renseigne sur les infiltrations et les présences suspectes, sur les activités de propagande subversive au profit de l'ennemi. A Kinshasa, certaines forces prônaient ouvertement la capitulation, la paix à tout prix et l'amour de l'ennemi. Ces gens spéculaient sur les grandes difficultés que connaissait le peuple pour faire le lit des agresseurs. On sait que plusieurs mois avant la bataille pour prendre une ville, les agresseurs et rebelles y infiltrent leurs agents pour miner la volonté de résistance. Et lorsque des partis et des ONG liés à l'Occident ont propagé des propositions de «paix dans la capitulation», les CPP ne les ont pas combattues du tac au tac. Dans la plupart des quartiers, les CPP furent en grande partie absents du débat entre les partisans de la victoire dans la guerre et ceux de la capitulation.

Pour contribuer à la victoire dans la guerre, les CPP devaient préparer la résistance armée contre d'éventuelles attaques à venir. Cela voulait dire: s'inspirer des formes de résistance spontanées d'août 1998, donner une formation politique et para-militaire aux sportifs et aux jeunes combatifs, les mettre d'ores et déjà à l'œuvre contre le banditisme. Mais comme les CPP n'ont pas assuré une mobilisation politique de la population autour des questions de la guerre, dans ce domaine aussi, les résultats ont été faibles. Une anecdote illustre bien ce constat. Ce n'est que quelques semaines avant son assassinat que Mzee Kabila a découvert que le CPP de Ndjili a organisé des Forces d'Autodéfense Populaire exemplaires. Le Président en était extrêmement content. Kabila envoya un hélicoptère qui est descendu en plein milieu d'un quartier populaire à Ndjili. Sous les regards ébahis des Ndjilois, des militaires se sont emparés de mon ami Lusikila, à l'époque président du CPP, et ils l'ont embarqué pour une destination inconnue. C'est ainsi que Lusikila s'est retrouvé face à face avec le Président pour lui expliquer comment son CPP avait réussi à créer une force d'Autodéfense digne de ce nom...

La seconde tâche décisive que les CPP devaient prendre en main était d'assurer la survie des populations durement frappées par la guerre. Les CPP devaient contribuer

à produire des vivres, à acheminer la nourriture, à assurer la scolarisation des enfants, à garantir des soins médicaux à la portée des pauvres, à prendre soin de l'hygiène dans les quartiers, à procurer de l'eau et de l'électricité, à assurer le transport à un prix supportable. Dans ces domaines, les CPP ne pouvaient réussir qu'à condition que le Président anticipe sur son schéma de mise en place progressive des CPP de la base au sommet, le sommet étant le gouvernement CPP. Il aurait fallu dès le début organiser une coordination étroite entre les CPP communaux et un pool de ministères – Agriculture, Santé, Enseignement, Energie, Travaux Publics et Transports.

Les CPP doivent prendre en main ces deux tâches politiques décisives: gagner la guerre et assurer la survie de la population. C'est essentiel pour ne pas se laisser submerger pas les traditions du mobutisme.

Or, la concentration presque exclusive sur les petits projets locaux et sur la cagnotte, a fait dégénérer plusieurs CPP. Leur travail n'a plus de rapport avec la tâche historique que le Président leur a confiée: préparer la création d'un appareil d'Etat nouveau, populaire et démocratique. Aux yeux de Kabila, les petits projets dans les quartiers et communes permettent aux élus des CPP de faire leur apprentissage de la nouvelle politique nationaliste. Le travail à la base doit être conçu comme une initiation à l'exercice du pouvoir d'Etat révolutionnaire. Kabila dit aux membres des CPP ceci: *«Aujourd'hui, vous êtes en train de faire l'apprentissage en gérant un petit fonds, en établissant les priorités dans le cadre de votre vie. Ce n'est qu'un début, mais c'est déjà un apprentissage important». «Le pouvoir d'Etat, le pouvoir politique, c'est l'instrument capital qui détermine les destin des peuples. Nous sommes en train de faire l'apprentissage du pouvoir, de l'exercice du pouvoir par le peuple.»*

Les CPP ne sont pas essentiellement un pouvoir révolutionnaire au niveau du quartier et de la commune, ni un organe pour le développement local, ni une stratégie de développement. Faisant d'abord un apprentissage à la base, les CPP communaux doivent dès le début viser à comprendre et influencer la politique nationale. Ils doivent organiser l'éveil du peuple pour qu'il s'intéresse à l'essentiel: la politique nationale. Dans ses deux discours, le Président le formule ainsi: *«Les CPP, c'est toute une chaîne, de bas en haut. Les CPP s'intéressent directement à la vie nationale. Vous représentez, à la base, le sommet». «Les Comités du Pouvoir Populaire responsabilisent le peuple afin qu'il soit concerné par tout ce qui touche à la vie de la nation et à sa propre vie.» «Le peuple lui-même, dans ces Comités Populaires, peut débattre de tous les problèmes qui se posent à la nation.» «Les Comités du Pouvoir Populaire, de la base au sommet, doivent protéger les mesures qui sont bénéfiques au pays, ils doivent défendre ces mesures et les appliquer.»*

Et à nouveau, nous retombons sur la question décisive: qui peut assurer que ces paroles si justes soient comprises et réalisées? Kabila dit: *«Nous pensons que nos compatriotes dans les CPP feront un effort nécessaire pour mûrir politiquement. On devra faire cela absolument. Notre maturation politique devra nous aider à faire le bon choix».* Or, cette maturation politique doit être organisée. Et seul un parti révolu-

tionnaire kabiliste peut assumer cette tâche. L'introduction prématurée et politiquement non préparée de la «cagnotte» rend cette maturation difficile. Kabila a une conception révolutionnaire de l'histoire et une confiance inébranlable dans le rôle des travailleurs et paysans. Fidèle à son expérience révolutionnaire, il conseille aux autres: *«Les CPP doivent comprendre qu'il faut être toujours plus près des masses, parce que vous êtes la masse vous-mêmes; vous vivez avec les autres, à qui vous devez inoculer votre foi politique»*.

C'est un vœu, plus qu'une réalité. Pour inoculer la foi révolutionnaire, il faut d'abord l'avoir soi-même. Pour comprendre la nécessité d'être «toujours plus près des masses», il faut connaître la marche de l'histoire humaine et le rôle fondamental des masses dans toute révolution authentique. Mais qui peut enseigner ces vérités aux CPP, sinon un parti politique fondé sur les principes politiques de Kabila et sur la philosophie de l'histoire qui sous-tend ces principes?

Fin juillet 1999, on peut résumer la situation ainsi: les discours de Kabila ont été très bien accueillis par la population qui sent, qui comprend, que cet homme veut un changement radical dans sa situation politique et économique. Les mobutistes et les hommes à la «culture» de la IIe République, qui se sont imposés dans certains organes des CPP, sont sous le feu des critiques. Le peuple nationaliste fait sa première expérience d'une démocratie populaire qui lui permet de s'imposer. L'évolution des CPP dépendra de la capacité de Kabila de choisir des cadres qui comprennent sa philosophie, qui savent défendre les principes des CPP face aux politiciens et qui ont la volonté d'aller vers la base dans les communes et quartiers pour éduquer, mobiliser et organiser les partisans et les élus des CPP.

Chapitre 11

L'Accord de Lusaka ou le plan américain pour la mise sous tutelle et la division du Congo

J'étais en Belgique au moment où tous les protagonistes de la première grande guerre africaine se sont réunis à Lusaka, fin juin – début juillet 1999. Les principaux acteurs, soit les représentants du gouvernement congolais, semblaient parfois n'être que de simples figurants, tellement les Américains et Européens ainsi que leurs commis sud-africains s'agitaient dans les coulisses.

Depuis le début de l'année 1999, les agresseurs ont perdu une partie de leur arrogance: le rapport des forces militaires change lentement à leur désavantage, Kabila est en train de forger une nouvelle armée patriotique assez combative. La «guerre-éclair» s'est terminée en catastrophe et la guerre de positions, dans un pays où toute la population est foncièrement hostile aux agresseurs, doit tôt ou tard se retourner contre les armées «non invitées».

Alors, en prenant connaissance des grandes lignes de l'Accord conclu à Lusaka le 2 juillet, je n'en croyais pas mes yeux: c'était une capitulation, voire une trahison.

Ces jours-là, j'ai parlé régulièrement au téléphone avec un ami, ancien ministre de Kabila. Lui aussi, était ahuri devant les concessions faites aux agresseurs. Il me dit que c'était la panique au niveau de la présidence, que plusieurs ministres exploraient des pistes pour fuir le pays et que, à entendre certains qui avaient des entrées au Palais de Marbre, Kabila lui-même était très abattu. «Il est tout à fait désespéré, il va peut-être quitter le pays», aurait dit l'un de ses informateurs.

Il faut dire que les proches collaborateurs de Laurent Kabila projetaient souvent leurs propres intentions sur le Président... En effet, Kabila est resté pendant ces journées dramatiques tel que nous l'avons toujours connu: calme, imperturbable, décidé. Il a organisé une consultation populaire pour sonder l'opinion, mais surtout pour prendre le temps de voir clair dans les machinations qui s'étaient produites à Lusaka.

J'étudiais toutes les dépêches, informations et documents sur Lusaka qui étaient à ma portée. J'écrivais jusqu'au petit matin et j'ai pris l'avion pour Kinshasa le 16 juillet, armé d'un fascicule.

Dès mon arrivée, j'ai apporté mon document chez le P.D.G. de la *RTNC*, le camarade José Kadjangwa, originaire du Kivu, qui était désespéré par la tournure que prenaient les événements. Le lendemain, il me dira qu'il a dévoré le texte toute la nuit. Il en utilisa des extraits ce même jour au Palais du Peuple, lors d'un rassemblement des Comités du Pouvoir Populaire. Il m'invita à participer à une émission d'une heure sur l'Accord de Lusaka pour la télévision nationale. L'émission fut enregistrée. Mais la bande ne fut pas diffusée. Une semaine plus tard, José Kadjangwa m'invita pour traiter la même matière avec le professeur Bakandeja. Mais cette émission non plus n'est pas passée. J'allais voir Kadjangwa pour demander des explications. *«Cela vient d'en haut. Du dix-neuvième étage.»* Je ne comprenais pas pourquoi notre ami Didier Mumengi, ministre de l'Information à l'époque, s'opposait à ce que nous avions exposé. Surtout que la radio nationale avait diffusé à plusieurs reprises la bande sono-

re. Kadjangwa me répondit : *« Le Président va se rendre bientôt aux Etats-Unis. Il y a des hommes autour du Président qui pensent qu'il n'est pas opportun maintenant de dénoncer les Américains ».*

Le 7 août 1999, j'ai rencontré le camarade Président Kabila au Palais de la Nation. Je lui ai parlé entre autres des émissions « censurées » sur le Plan américain pour la division du Congo. Il m'a répondu ceci. *« Vos écrits nous aident beaucoup. Nous utilisons vos textes. Certains nous ont beaucoup aidés à comprendre certaines choses. Ceux qui connaissent bien les problèmes du Congo sont maintenant très rares. Vous êtes un de nos meilleurs amis. Nous allons travailler ensemble. Nous allons travailler avec le Parti du Travail de Belgique, comme à l'époque. On fera une répartition des tâches. Pour l'émission sur le Plan américain, vous pouvez parler franchement. Si nous disons certaines choses, ils vont réagir. S'ils vont dire : "Il y a un Belge qui a parlé à la télévision nationale de ceci et cela, comment est-ce possible !", nous répondrons : "Mais cet homme vient de la Belgique, il y a là-bas la liberté d'expression, non ?" Il faut justement dévoiler la stratégie américaine. Le peuple doit comprendre cela. Il faut que cette émission passe à la télévision. On va mettre cela à la télévision. »*

Cela a encore pris du temps, mais finalement les émissions ont été diffusées... Le lecteur trouvera dans ce chapitre l'analyse qui a servi de support à ces émissions, suivie d'une étude consacrée à un document capital publié par le très officiel *United States Institut of Peace.*

La paix avec un bout de papier ?

Le Congo négocie sur des positions claires...

Juin 1999. Depuis plusieurs mois, la pression sur Kabila pour négocier un Accord avec les agresseurs et les rebelles devient de plus en plus forte. Les chefs « rebelles », encouragés par les agresseurs, les Etats-Unis et la France, claironnent leur disponibilité à négocier. Kabila refuse à juste titre de traiter avec ceux qui, privés du soutien des agresseurs, ne représentent absolument rien. Mandela et Mbeki se démènent auprès des chefs d'Etat africains pour défendre une négociation impliquant les rebelles.

Dans de nombreux milieux diplomatiques, on déclare que les négociations annoncées finalement pour le 26 juin 1999, sont celles de la dernière chance...

Kabila fixe alors des principes de conduite clairs pour les négociations à venir dans la capitale zambienne.

Une déclaration gouvernementale du 24 juin 1999 affirme qu'un accord doit être basé sur la résolution 1234 de l'ONU. Adoptée le 9 avril 1999, elle dit dans son point 2 déplorer *« que des forces d'Etats étrangers demeurent en R.D. du Congo dans des conditions incompatibles avec les principes de la charte des Nations Unies et deman-*

de à ces Etats de mettre fin à la présence de ces forces non invitées et de prendre immédiatement des mesures à cette fin».[1] L'accord doit aussi contenir un engagement de la part du Rwanda et du Burundi de ne plus s'immiscer dans les affaires intérieures du Congo.[2]

Kabila estime que la force d'interposition de l'ONU aura uniquement deux objectifs précis: vérifier le retrait effectif des forces d'agression et assurer la sécurité des frontières du Rwanda et de l'Ouganda.

Le ministre Mwenze Kongolo dit par ailleurs que l'accord de cessez-le-feu doit s'occuper uniquement du retrait des forces étrangères et ne pas aborder d'autres sujets.[3] Il ne doit pas traiter des questions de la démocratie et du Débat national au Congo, sinon il faudrait aborder le même chapitre pour ce qui concerne le Rwanda et l'Ouganda. Rappelons ici l'opinion de Kabila à ce sujet: seule la démocratisation de ces pays pourra garantir la sécurité, la stabilité et la paix dans la région des Grands Lacs.[4]

Le gouvernement congolais refuse que les rebelles signent l'accord de cessez-le-feu parce qu'ils ne sont pas un Etat souverain.[5] La guerre oppose essentiellement trois Etats agresseurs au Congo et à ses Alliés.

Le gouvernement s'oppose également à ce que les rebelles puissent, après l'arrêt des troupes sur le terrain, administrer les provinces actuellement sous occupation.[6]

Kinshasa refuse l'intégration des armées rebelles parce qu'elle placerait des traîtres à la Patrie sur un pied d'égalité avec ceux qui se sont sacrifiés pour défendre l'indépendance.[7]

Ces principes pourront être valablement défendus à la table des négociations, parce que tout le peuple congolais continue à se mobiliser contre les agresseurs. Didier Mumengi a mis l'accent sur la nécessité d'approfondir ce mouvement de masse. *«Nous devons nous mobiliser encore davantage à l'exemple des combattants Maï Maï. Dans les écoles, dans les champs et les usines, un seul mot d'ordre doit nous animer: l'ennemi ne passera pas. Les difficultés actuelles, dues à l'agression, ne doivent pas entamer notre moral et nous faire perdre de vue l'obligation sacrée de combattre avec détermination l'ennemi qui a envahi notre territoire. Le Congo appartient aux Congolais. Tout Congolais doit s'engager personnellement et quotidiennement dans ce combat que nous devons gagner et que nous gagnerons parce que notre cause est juste.»*[8] *«Le Congo prendra le temps pour une guerre longue, populaire et sacrée. Le peuple congolais le sait. Il est majeur. Il a compris: les sacrifices, les souffrances, les difficultés sont souvent le prix à payer pour être un peuple grand, digne et respecté.»*[9]

La situation militaire et politique à la veille de Lusaka

Comme toujours, l'annonce de négociations de paix est accompagnée d'une grande intensification des opérations militaires de la part des agresseurs. Lusambo est prise vers le 15 juin par les militaires rwandais. Les pertes parmi les soldats zimbabwéens

et namibiens auraient été importantes. Des centaines de Zimbabwéens seraient toujours dispersés dans la brousse autour de la ville.[10]

Kagame décrète ensuite, avec l'hypocrisie qu'on lui connaît, un *«cessez-le-feu unilatéral»*. Immédiatement, Clinton le félicite et appelle Kabila à réagir positivement à ce fait nouveau. Le Zimbabwéen Chancellor Diye accuse le Rwanda d'avoir décrété un soi-disant «cessez-le-feu unilatéral» dans le seul but de cacher qu'au même moment, il déploie 7.000 hommes de troupes supplémentaires sur le front de Mbuji-Mayi.[11] Pierre Bigras rapporte le 23 juin qu'à Kigali, le trafic des avions gros-porteurs en direction du Sud-Est du Congo *«s'est intensifié de manière dramatique»*. Bigras résume la situation militaire et politique en deux phrases: *«La rébellion espère donner le coup de grâce qui forcera Kabila à s'asseoir sans conditions avec les rebelles». «Ce n'est qu'après une défaite cuisante de l'une ou l'autre des parties en présence que l'on ira négocier en position de force avec l'adversaire.»*[12] Mugabe dit à propos des négociations pour le cessez-le-feu qui doivent commencer le 26 juin: *«Le plus important pour nous est de renforcer nos forces de défense, de renforcer nos lignes défensives et d'empêcher que plus de terrain ne soit pris et occupé par les forces d'invasion». «Nous observons si le mouvement sur le terrain justifie une certaine confiance de notre part, où si nous sommes poussés de façon trompeuse dans des pourparlers de cessez-le-feu, alors que sur le terrain les faits montrent le contraire.»*[13]

Mugabe n'est pas dupe. Le 25 juin, un journal sud-africain rapporte que le Zimbabwe a envoyé un nouveau contingent de 9.000 hommes pour renforcer la défense de Mbuji-Mayi. L'Afrique du Sud a intérêt à l'exagération. Depuis le début de l'agression rwando-ougandaise, elle s'oppose au Zimbabwe sur la question du soutien au Congo agressé... Mais il y a des indications que Mugabe a envoyé au moins 3.000 soldats en renfort. L'Angola dépêche trois bataillons, au total 1.000 hommes, parmi ses troupes d'élite.[14]

Du 24 au 26, il y a de violents affrontements à Kabinda, Mutoto et Dimbelenge. Les Forces Armées Congolaises déclarent que 240 agresseurs rwandais ont été tués dans ces batailles. Mwenze Kongolo dit que l'ennemi n'a pas réussi à gagner du terrain.[15]

Le 28 juin, Mumengi affirme qu'à Kabinda, Lubao, Tshofa, Mpenge et Kamana la guerre fait rage et que les agresseurs utilisent la population civile comme bouclier humain. Des Congolais sont placés en première ligne comme chair à canon. Des femmes congolaises sont contraintes de porter les armes et munitions des troupes de Kagame. Des enfants sont pris comme auxiliaires des Rwandais.[16]

La grande concentration d'hommes et de matériel du côté rwandais constitue-t-elle un dernier effort pour arriver à la table des négociations en position de force? Non, ce n'est pas pour un objectif aussi limité que le Rwanda peut acheminer 7.000 nouvelles recrues et des avions cargos pleins d'armes lourdes sur le front de Mbuji-Mayi. Ce n'est pas pour un baroud d'honneur devant une ville de diamants qu'on sait hors d'atteinte. Les agresseurs préparent effectivement la prise de Mbuji-Mayi.

Yerodia: « Tout le processus de paix a déraillé... »

Les préparatifs du sommet de Lusaka, prévu pour les 26-27 juin, se déroulent donc dans un climat de grande tension. L'affaire est mal entamée. L'impasse est totale et le ministre des Affaires étrangères de la Zambie, qui se trouve au centre des négociations, déclare la veille de l'ouverture du sommet que *« la réunion devrait logiquement être repoussée »*.[17]

Le 25 juin encore, Rwandais et rebelles affichent presque ouvertement leur mépris pour ce énième sommet. Mazimhaka, ministre à la Présidence, prouve sa volonté de saboter les négociations en posant comme préalable un « arrangement entre Kabila et les rebelles »: *« Nous ne sommes pas à 100% sûrs que Kabila veut faire un arrangement avec les rebelles et nous ne sommes pas sûrs qu'ils ont le courage de faire avec les Interahamwe et les ex-FAR ce que nous voulons qu'il soit fait. Il n'y aura certainement pas un accord signé en si peu de temps, il y a encore beaucoup de travail à faire. »*[18]

Et avec perfidie, Nyarugabo, le vice-président du RCD, déclare: *« Nous nous apprêtons à négocier, mais Mugabe envoie encore 3.000 soldats au Congo. Pensez-vous que ce genre de personne est prête à négocier ? Nous, nous croyons en Lusaka. Mais vous savez que Kabila n'y croit pas »*.[19] Le Rwando-congolais Nyarugabo, chef rebelle très proche de Kagame, se présente comme une colombe qui ne rêve que de négociations tandis que les abominables Kabila et Mugabe n'aspirent qu'à des guerres sanglantes...

C'est dans ce climat que le lundi 28 juin commencent les négociations à Lusaka.

Elles débutent par un coup de théâtre. Le projet d'accord de paix soumis est fait sur mesure pour les agresseurs et rebelles. Selon un observateur, il a été élaboré par l'Afrique du Sud, en étroite coopération avec l'Ouganda et sur indications des Etats-Unis. Bizima Karaha, le chef des services secrets de la rébellion, très méfiant il y a deux jours, est enchanté: *« Le pacte est acceptable. Ça peut marcher. Nous voulons trouver une solution aujourd'hui »*.[20] Yerodia, en revanche, est perplexe: *« Tout le processus de paix a déraillé. On est retourné en arrière pour des raisons qui ne nous sont pas claires »*.[21]

Le 29 juin, le scepticisme sur la possibilité d'un accord est général. Un expert dit: *« L'impression est qu'on va vers la panne. On n'en sortira pas »*.[22] Le 2 juillet encore, un responsable gouvernemental de Pretoria affirme: *« Même les négociateurs sud-africains ne croient pas qu'un réel progrès sortira des pourparlers. Même si quelque chose est signé, personne ne croit que cela sera honoré avec la guerre qui fait rage en parallèle »*.[23]

A Lusaka, l'Occident a ses conseillers qui tournent autour des conférenciers. Pour les puissances impérialistes, l'accord de cessez-le-feu doit permettre de réaliser le but pour lequel elles ont organisé l'agression contre le Congo. Il s'agit de liquider Kabila et le gouvernement nationaliste. *« Si le gouvernement laisse encore traîner ce cessez-le-feu, il n'y aura plus grand-chose à négocier »*, dit un diplomate le jour où les pourparlers débutent.[24]

Dans les milieux diplomatiques de Kinshasa, un point de vue largement partagé circule. Colette Braeckman l'a enregistré: *« Kabila est foutu maintenant. A Lusaka, nous l'aurons sur deux points. Le retrait simultané de troupes étrangères et l'intervention d'une force d'interposition »*. A la question: *« Elle interviendra aux frontières ou sur la ligne des fronts ? »*, ils répondaient: *« Le plus important, c'est qu'il y aura des unités à Kinshasa »*. Ce qui suscita bien entendu l'étonnement: *« Mais pourquoi ? Il n'y a pas de guerre à Kin... »* La réponse: *« Une autre décision importante est de mettre en place un gouvernement d'unité nationale. Dans ce but, certains hommes politiques vont retourner à Kinshasa et nous craignons que la population va s'attaquer violemment à eux. Ces personnalités doivent être protégées par une force armée à Kinshasa même »*.[25]

Signer un accord inacceptable ?

Et alors, le vendredi 2 juillet, après 6 heures de négociations, on annonce la paix par un coup de baguette magique. Yerodia et Karaha auraient trouvé la formule pour la paix qui suscite l'enthousiasme de l'un et de l'autre. Et pourtant, on sait que ces deux personnages se détestent vertement. Que s'est-il passé? Comment Yerodia et Karaha ont-il pu signer un accord jugé impossible trois jours auparavant ?

Le ministre congolais se dit *« très satisfait »*. Pour Karaha, l'accord est également *« un grand pas en avant »*! Karaha donne ses raisons: *« Une nouvelle armée nationale sera créée à partir des trois forces rebelles et de troupes gouvernementales. » « Le territoire sous contrôle rebelle sera retourné au gouvernement après la création de l'armée nouvelle ». « Les rebelles et le gouvernement ont aussi décidé d'organiser un "dialogue national" sur la situation politique du pays. Les rebelles garderont le contrôle sur leurs zones à l'Est du Congo jusqu'après la clôture du Débat national. »*[26]

Comment Yerodia a-t-il pu tomber dans ce piège ?

Au même moment, les agresseurs lancent une nouvelle attaque de grande envergure contre Kabinda; elles ont aussi l'intention d'attaquer Dimbelenge, avançant ainsi dans un mouvement de pinces sur Mbuji-Mayi. Le soir, les FAC affirment qu'elles ont repoussé les attaquants jusqu'à 20 km de Kabinda, suite à des combats d'une rare violence.[27]

Le ministre Kakudji, ayant pris connaissance de l'Accord signé, laisse échapper un commentaire désabusé: *« Yerodia a trahi... »* Beaucoup de nationalistes à Kinshasa ne comprennent plus rien. Ils se posent la question: comment Kabila peut-il signer un accord qui contredit tous les principes que le gouvernement a encore affirmé avec force la veille ?

Les Congolais qui, comme Kabila et Yerodia, connaissent l'histoire des grandes révolutions, savent que les sentiments et les «grands mots» ne suffisent pas pour faire une politique authentiquement révolutionnaire. Parfois, les faits objectifs vous obligent aujourd'hui à faire un pas en arrière, pour être en mesure, demain, d'en faire

deux en avant. Il faut toujours partir d'une analyse matérialiste, rigoureuse, de tous les facteurs qui déterminent une situation donnée. On sait qu'en 1917, à Brest-Litovsk, Lénine et Staline ont signé avec l'Allemagne une paix honteuse, injuste, humiliante pour l'Union soviétique révolutionnaire. Mais ces concessions pénibles étaient nécessaires pour sauver l'essentiel... et pour avoir le temps de préparer des forces nouvelles pour une contre-offensive victorieuse.

En fait, l'accord présenté à Lusaka que Yerodia signe le 2 juillet, est un piège pour Kabila. Les Américains, Rwandais et Ougandais ont bien préparé leur coup. Si Kabila refuse de signer alors qu'un nombre croissant d'Etats africains désire la fin de la guerre, les Rwandais et leurs rebelles affirmeront que c'est la preuve que Kabila ne veut pas la paix. Eux, Rwandais, Ougandais et rebelles, sont prêts à mettre un terme aux hostilités, mais le seul obstacle à la paix, c'est Kabila. Les Américains pourront alors donner le feu vert pour l'attaque finale contre Mbuyi-Maji.

Yerodia, puis Kabila, ont signé un accord inacceptable, contraire aux intérêts fondamentaux du Congo. Ne pas signer l'accord, signifiait la prise de Mbuji-Mayi et de Kinshasa dans un bref délai. Le signer permettait de gagner du temps. Et le temps était le principal allié du Congo. Le caractère de guerre d'agression et d'occupation deviendra nécessairement de plus en plus clair à mesure que les mois passent. Un nombre toujours plus important de pays reconnaîtront qu'ils se trouvent devant un cas flagrant de violation de la Charte de l'ONU. Les agresseurs et leurs maîtres américains seront de plus en plus isolés. Pour le Congo, le temps sera aussi efficace qu'une grande armée : il va diviser et ridiculiser une « rébellion » qui n'a aucune base au Congo, une rébellion dont les chefs ambitieux vont nécessairement s'entre-déchirer.

Il sera maintenant impossible pour Kagame de déclencher la bataille décisive de Mbuji-Mayi. Et les Rwandais comptaient sur les diamants du Kasaï pour financer leur guerre jusqu'à Kinshasa. Ce n'était qu'en marchant sur Kinshasa que les agresseurs et leurs commanditaires américains pouvaient imposer leur solution à ce que Tshisekedi, avec l'obstination d'un âne, appelle invariablement *« une crise essentiellement interne au Congo »*. Pousser jusqu'à Kinshasa était leur seule chance pour imposer au Congo un gouvernement à leur service.

Mais maintenant que Kabila a signé un Accord qui est, en fait, humiliant et injuste pour le peuple congolais, ceux qui ont tendu un piège à Kabila, ont été piégé par plus malin qu'eux.

Le Plan américain pour diviser le Congo

En ce mois de juillet 1999, l'existence même du Congo est en jeu. Ce sont les Américains qui ont lancé leurs alliés, l'Ouganda et le Rwanda, dans une guerre destructive contre le Congo. Le but était d'affaiblir encore plus un Etat qui, à la fin de Mobutu, n'existait presque plus. La moitié du territoire congolais est maintenant sous le

contrôle du Rwanda et de l'Ouganda, les territoires occupés sont divisés entre les rebelles de Bemba, ceux dirigés par Ilunga et ceux qui suivent Wamba.

La somalisation se met en place. Cela n'arrive pas par hasard. C'est le résultat d'une politique conçue par Washington. A ce propos, un texte crucial a été discuté dans une commission du Sénat américain. Ce texte que nous publions plus loin, dit en essence ceci.

Il n'y a plus d'Etat au Congo, il y a un vide du pouvoir. C'est normal que le Rwanda et l'Ouganda y interviennent militairement. Quand l'Etat n'existe plus, les principes de l'indépendance et de la souveraineté ne s'appliquent plus. Kabila doit discuter avec toutes les oppositions pour remettre l'Etat sur pieds ou pour décider de la division du pays. Les Etats-Unis pourraient intervenir militairement pour retracer les frontières de l'Afrique et créer de nouvelles entités politiques. Mais ce serait très coûteux. Il vaut mieux laisser les guerres civiles africaines se développer et permettre que le Rwanda et l'Ouganda interviennent militairement au Congo. Ainsi, les Africains eux-mêmes diviseront le Congo et l'Afrique Centrale atteindra ainsi une nouvelle stabilité.

Voici textuellement la déclaration capitale de madame Marina Ottaway, co-directrice du Projet «Démocratie et Etat de Droit». Il s'agit d'un témoignage devant la sous-commission de l'Afrique du Sénat américain, le 8 juin 1999. *«Aussi longtemps que le vide du pouvoir continue au Congo, d'autres pays vont continuer à intervenir directement pour soutenir des insurrections armées et sauvegarder leurs propres intérêts. (...) La clé, c'est la restauration d'un Etat au Congo. Cela n'arrivera pas avant que Kabila ne négocie avec les rebelles, les partis politiques et la Société Civile pour réaliser un accord qui doit déterminer comment on pourra éventuellement remettre le Congo sur pieds ou comment, si nécessaire, il peut être divisé. (...) Les Etats-Unis et d'autres acteurs non-Africains sont placés devant un choix important lorsqu'ils doivent traiter des conflits en Afrique Centrale, notamment s'il faut intervenir massivement ou ne pas intervenir du tout. (...) Beaucoup d'Etats qui ont émergé de la période coloniale ont cessé d'exister en fait, et les règles de l'OUA ne peuvent être appliquées à des Etats qui n'existent plus. Toute solution imposée par des non-Africains exigera une présence étrangère massive pour être appliquée. Les intentions peuvent être très louables, mais des interventions pour une partition du territoire africain et pour la création de nouvelles entités politiques et institutions, placeraient les Etats-Unis et d'autres puissances étrangères dans un rôle colonial. Ce qui n'est pas une décision à prendre à la légère. L'alternative, que je crois être plus appropriée pour le moment, est de laisser les pays africains trouver leurs propres solutions. Inévitablement, cela comprendra une continuation des combats internes et entre Etats et probablement la division de certains pays avant d'arriver à une nouvelle stabilité. Ce n'est pas une perspective réjouissante, mais il n'y a pas d'alternatives réalistes.»*[28]

Ce texte mérite d'être disséqué. D'abord, le lecteur remarque que les Américains peuvent «décréter» de façon arbitraire que dans tel ou tel pays, il «n'existe plus

d'Etat» et qu'il y a un «vide du pouvoir». Et l'avoir «décrété» suffit pour justifier les agressions de pays voisins ou les insurrections que les Américains provoquent. Si les Américains «décrètent» que l'Etat congolais n'existe plus, les règles de l'OUA ne sont plus d'application!

Les Congolais savent que l'Etat avait pratiquement été liquidé par Mobutu. Or, Kabila avait commencé à remettre l'Etat sur pieds. C'est le progrès dans cette reconstruction qui a incité les Américains à «casser» le gouvernement nationaliste par la guerre, avant que le Congo ne devienne trop fort.

Marina Ottaway estime que le Dialogue intercongolais que les Américains veulent patronner, peut discuter deux options valables: remettre l'Etat congolais sur pieds ou le diviser. Ainsi, la division du Congo est désormais une option sérieuse et envisageable pour les Américains.

Les Américains évaluent la possibilité d'intervenir militairement et massivement au Congo «pour une nouvelle partition du territoire africain et pour la création de nouveaux Etats»! Mais ils avouent que cela pourrait leur coûter cher, puisqu'ils verront probablement toute l'Afrique se dresser contre eux.

Heureusement, Washington a une «alternative réaliste» qui peut également conduire à la division du Congo. Cette alternative est «plus appropriée»... du moins «pour le moment»! L'alternative, c'est de laisser les armées ougandaise et rwandaise continuer leur guerre contre le Congo jusqu'à ce que le pays soit complètement épuisé et exsangue. Le pays se laissera alors diviser par manque de forces. Les Congolais seront tellement meurtris et abattus, qu'ils se résigneront à la partition de leur pays. Ainsi s'installera une «nouvelle stabilité» basée sur l'épuisement du peuple congolais.

Les champions américains des «droits de l'homme» envisagent donc sans états d'âme, d'interminables guerres au Congo qui vont coûter des millions de vies, des soldats tombés à la guerre, des villageois massacrés, des enfants décédés par la malnutrition, des hommes et des femmes fauchées par la misère et la maladie... Pour installer leur domination sur le Congo, les «démocrates» américains sont prêts à marcher sur des montagnes de cadavres africains...

Ce document ahurissant n'est pas un cas exceptionnel. Il se situe dans toute une série de textes et d'études américains qui vont dans le même sens. Nous en citerons un autre qui provient de l'armée américaine et qui date du temps de Mobutu, du 5 juin 1996.

L'auteur, Steven Metz, est professeur à l'*U.S. Army War College*. Il a enseigné à l'Académie de l'état-major de l'armée américaine. Il publie une étude approfondie de la situation du Zaïre en 1996 pour évaluer les types d'interventions qui peuvent être demandés à l'armée américaine.

Dans le texte, *Reform, conflict and security in Zaïre* (5 juin 1996), il écrit à propos de la division éventuelle du Congo, ceci: *«Certains observateurs estiment que le Zaïre n'existe plus longtemps en tant que nation – le Kivu a dirigé l'essentiel de son économie vers l'Est de l'Afrique; le Kasaï Oriental refuse d'accepter la monnaie*

nationale; le Shaba a été décrit comme une extension virtuelle de l'Afrique du Sud. La possibilité existe qu'une telle désintégration de fait, se transforme en sécession formelle. (...) Les Etats-Unis n'auraient pratiquement pas d'autre choix que d'accepter tous les Etats nouveaux qui émergeraient du Zaïre, ils pourraient offrir du soutien diplomatique pour réduire au minimum la violence qui accompagnerait cette désintégration nationale et ils devraient ouvrir des canaux de communication avec les nouveaux Etats. » (p.2)

Les trois grands pièges de l'Accord de Lusaka

Le texte de l'Accord de Lusaka contient plusieurs pièges qui peuvent être fatals pour le mouvement nationaliste congolais. Il faut bien évaluer les dangers potentiels que ce document comporte. Analyser froidement ces pièges, ce n'est pas céder à la panique, cela sert à définir des tactiques adéquates pour y échapper... Comprendre les pièges renforce la détermination dans le combat politique et militaire jusqu'à la victoire.

L'Accord nie l'agression et offre le prétexte pour la continuer

La négation de l'agression

Le texte de l'Accord nie la réalité fondamentale qui caractérise toute la situation au Congo: l'agression flagrante que la République Démocratique du Congo subit de la part des agresseurs rwandais, ougandais et burundais. Un Accord qui ignore l'élément essentiel déterminant toute la situation du Congo, constitue un danger mortel pour le Congo.

Dans le Préambule de l'Accord, les signataires se disent *« préoccupés par le conflit en R.D. du Congo »*, et plus loin, ils reconnaissent *« que le conflit en R.D. du Congo a une dimension à la fois interne et externe... »*[29]

Depuis les premiers jours de la guerre, le Congo parle d'une guerre d'agression et d'une invasion rwando-ougandaise. Les Etats-Unis, le Rwanda et leurs agents de l'opposition dite «démocratique» parlent, eux, d'un «conflit essentiellement interne». Les agresseurs ont même nié pendant trois mois qu'ils avaient des troupes au Congo. Ils affirmaient que les troupes rebelles insurgées contre la «dictature» de Kabila, étaient les seules à se battre en R.D.C. Comme les déclarations américaines, le texte de l'Accord mentionne en premier lieu *« la dimension interne »* du *« conflit »*, alors que tout le monde sait que sans l'agression rwandaise, il n'y aurait jamais eu de rébellion.

Le *« Protocole d'accord des négociations politiques »*, signé uniquement par le gouvernement et les rebelles, dit dans son préambule que les parties *« reconnaissent que l'exclusion politique a favorisé une crise politique qui a conduit au conflit armé en R.D. du Congo »*. Tous les Congolais savent qu'il s'agit là d'un mensonge flagrant. La guerre d'agression a été planifiée et préparée par les Kabarehe, Bizima Karaha,

Nyarugabo et Ruberwa. Loin d'être «exclus», ces individus figuraient à la tête de l'Etat. Le Gouvernement de Salut-Public a organisé «l'exclusion» des fonctions supérieures de l'Etat des mobutistes et des inconditionnels de la CNS. C'était une mesure salutaire et nécessaire pour empêcher que le mobutisme continue sans Mobutu et que le Congo s'enfonce encore plus profondément dans l'anarchie et l'insécurité que sept années de «transition» avaient installées. Pendant les premiers mois du gouvernement Kabila, le MPR, l'UDPS et leurs alliés ont à plusieurs reprises tenté de provoquer des émeutes. Les services d'ordre ont eu raison d'y mettre fin. La situation s'est vite stabilisée et les masses se sont progressivement détournées de ces aventuriers qui ne cherchaient qu'à retrouver leurs «postes» juteux d'antan. L'exclusion de ces nostalgiques du temps de la *Conférence Nationale Souveraine – Haut Conseil de la République – Parlement de Transition* n'a nullement provoqué une *«crise politique»* et certainement pas un *«conflit armé»*. Et puis, plusieurs cadres de l'UDPS et même certains mobutistes ont été associés à l'exercice du pouvoir au cours de la première année du pouvoir de Kabila.

L'article III. 11. a. de l'Accord dit: *«Le Conseil de sécurité ... sera appelé à constituer, faciliter et déployer une force de maintien de la paix afin d'assurer la mise en œuvre de cet accord ... et lui confiera le mandat de poursuivre tous les groupes armés en RDC»*. Ce qui en langage clair veut dire ceci: les troupes de l'ONU ne viennent pas au Congo pour mettre dehors les troupes d'agression pourtant clairement identifiées par la résolution 1234 comme des «troupes non invitées». Les forces de l'ONU viennent se battre contre les Interahamwe. Mais tout le monde sait que ces Interahamwe ne sont qu'un prétexte utilisé par les autorités militaires rwandaises pour agresser et piller le Congo!

Et en attendant les soldats de l'ONU, les troupes zimbabwéennes, angolaises et autres forces alliées sont invitées à se joindre aux armées rwando-ougandaises, pour qu'ensemble, elles «maintiennent la paix» contre les Interahmwe! L'article III.11.b. dit: *«Les parties constitueront une Commission militaire mixte qui sera chargée d'exécuter les opérations de maintien de la paix jusqu'au moment du déploiement de la Mission des Nations Unies et de l'OUA»*.

L'article III. 22. traite du même problème: il faut *«désarmer les milices et les groupes armés y compris les forces génocidaires. (...) Toutes les parties s'engagent à ... désarmer et assembler tous les membres des groupes armés en R.D.C. Les pays d'origine s'engagent à faciliter leur rapatriement»*. Ainsi, même les FAC sont «officiellement» tenues de se battre contre les Interahamwe qui sont des alliés de fait contre les agresseurs. Le Rwanda et l'Ouganda ont donc réussi à impliquer – du moins sur papier – la coalition du Congo dans la chasse aux Hutu!

Le prétexte pour continuer la guerre d'agression: les Interahamwe

Cinq jours avant la signature officielle de l'Accord, Kagame lâche une de ces phrases cyniques qui le caractérise. Il déclare que s'il reste des Interahamwe au Congo, il peut encore faire la guerre pendant des années dans ce pays. *«La dictature au Congo*

aurait pu continuer pendant des centaines d'années sans notre implication. Mais aussi longtemps que cette dictature arme les Interahamwe et les pousse à traverser nos frontières, ça veut dire que vous m'invitez sur votre territoire. Les Interahamwe doivent être désarmés sinon nous n'avons pas d'autre alternative que d'aller les chercher et de les combattre. Nous avons un problème de sécurité qui vient du Congo et nous ne pouvons pas permettre que cela continue. Notre intervention au Congo peut continuer des années sans problème. Nous sommes habitués à combattre sans dépenser beaucoup d'argent. Nos hommes vont à pieds et mangent peu. »[30]

L'Accord donne en quelque sorte le feu vert à Kagame pour plusieurs années de guerre supplémentaires au Congo. En effet, le document érige la question du « désarmement des Interahamwe et autres milices » en prétexte permanent à la poursuite et à l'intensification de la guerre d'agression rwando-ougandaise au Congo. Pour l'armée rwandaise et les rebelles, la « chasse aux Interahamwe» est l'argument massue qu'ils utiliseront pour justifier et continuer la guerre et l'occupation.

L'Accord dit dans son article III, point 22 : *« Un mécanisme sera mis en place pour désarmer les milices et groupes armés, y compris les forces génocidaires. Dans ce contexte, toutes les parties s'engagent à localiser, identifier, désarmer et assembler tous les membres des groupes armés en RDC».*

A Lusaka, le jour de la signature de l'Accord, un diplomate occidental de haut niveau déclare à propos du désarmement des Interahamwe: *« Ce sera un exercice difficile. S'il n'y a pas vite des résultats, le Rwanda peut considérer que l'Accord n'est plus d'aucune utilité».*[31]

En Angola, l'ONU a été incapable d'imposer un embargo sur les armes destinées à l'UNITA. Comment pourrait-elle réaliser une tâche autrement plus difficile qui consiste à désarmer des milices ? Un spécialiste des conflits africains dit : *« Sauf si c'est volontaire, je ne vois personne capable d'imposer le désarmement. Dans cet environnement, dans ces forêts, c'est impossible à faire ».*[32] Des observateurs ont noté que le Rwanda a pris Israël comme modèle et que les Interahamwe seront donc une justification permanente pour intervenir militairement au Congo comme Israël le fait au Liban.[33]

Lors des négociations de Lusaka, un diplomate affirme : *« Aussi longtemps que les Interahamwe ne sont pas sous contrôle, les Rwandais n'ont aucun intérêt à arrêter le feu. Nous allons avoir une autre longue guerre ».*[34] Les Rwandais et rebelles diront donc tôt ou tard qu'ils sont les seuls à pouvoir « garantir l'application de l'Accord de Lusaka». Aujourd'hui, l'ONU leur tend déjà cet argument : *« Des membres du Conseil de sécurité disaient que les troupes de l'ONU ne seraient pas autorisées à poursuivre et combattre les Hutu dans le but de les désarmer».*[35]

D'ailleurs, Kagame dira une dizaine de jours après la signature de l'Accord : *« Ces groupes doivent être éliminés par tous les moyens, soit par nos troupes, soit par des troupes qui agissent au nom de l'Accord de Lusaka».*[36] Et Ndahiro, le porte-parole de l'armée rwandaise, a été encore plus explicite en affirmant qu'il n'y aura pas de paix aussi longtemps que les Interahamwe existent ! *« La paix est impossible sauf si les Interahamwe sont désarmés et dissous. »*[37] Mon ancien ami, le lieutenant-colonel Wilson

Rutayisire a affirmé que l'armée rwandaise compte rester encore pendant des années au Congo: *« Les forces génocidaires des ex-FAR et Interahamwe doivent être désarmées et neutralisées avant même de chercher à négocier le retrait de nos troupes régulières du Congo »*.[38] Alors, quand certaines forces de la Société Civile prétendent qu'il faut avoir confiance dans la bonne volonté de tous les signataires, n'est-ce pas de la complicité?

Toutes ces histoires d'Interahamwe sont devenues de la pure manipulation. *Associated Press* écrit: «*Sans un mécanisme de contrôle efficace, le Rwanda craint qu'il soit impossible d'identifier et de traquer les miliciens hutu qui peuvent facilement mettre des uniformes congolais et zimbabwéens*».[39] Le porte-parole de l'Armée rwandaise, le major Ndahiro, a d'ailleurs déjà accusé le Zimbabwe *« d'entraîner activement des membres des ex-FAR et de la milice Interahamwe»*.[40] Et Mazimhaka d'enchaîner quelques jours plus tard: *« Ils les entraînent, même après avoir signé l'accord »*.[41] Le Rwanda a donc déjà fabriqué un argument pour continuer à faire la guerre aux armées congolaise et zimbabwéenne: elles ont engagé des Interahamwe...

Il faut aussi souligner que, pour Kagame, il y a de bons et de mauvais Interahamwe. Les bons sont ceux qu'il libère des prisons pour les envoyer se battre aux côtés des agresseurs tutsi rwandais contre le peuple congolais. Les mauvais Interahamwe sont ceux qui se battent sur le territoire congolais contre les envahisseurs. Kabila a souligné à juste titre: «*Quand monsieur Kagame envoie des Hutu de la prison sur le front pour qu'ils se battent pour lui, c'est là encore un autre génocidaire qui, lui, est libre. Alors, qui a les Interahamwe? C'est d'abord lui*».[42]

A l'Est du Congo, que signifient encore ces groupes Interahamwe et ex-FAR face à l'armée redoutable dont dispose la grande bourgeoisie tutsi rwandaise ? Kabila a bien compris que l'argument «nous ne partirons pas avant que tous les Interahamwe soient désarmés» sert uniquement à perpétuer l'occupation. Kabila dit au sommet de la francophonie à Moncton, Canada: *« Les Rwandais occupent les régions où sont les soi-disant Interahamwe. Mais alors, ils doivent les avoir exterminés, parce qu'ils en ont l'habitude et la tradition. Ils doivent avoir exterminé tous les Interahamwe où ils sont. Dans d'autres parties du pays, on n'a pas d'Interahamwe. Mais les Rwandais ne partiront pas d'eux-mêmes, tôt ou tard, on les fera partir de force*».[43]

Pour conclure, disons encore que les Etats-Unis ont pris à leur compte le prétexte des Interahamwe pour justifier à l'avance les nouveaux crimes contre le Congo que Kagame prépare. Clinton a déclaré le lundi 12 juillet: *« Nous espérons que la mise en œuvre intégrale de l'Accord, y compris le désarmement de ceux qui sont responsables du génocide au Rwanda, mettra fin au cycle de la violence dans la région»*.[44] Or, aux yeux de Kagame, le combat contre les Interahamwe implique le combat contre le «protecteur» des Interahamwe, c'est à dire, Kabila... Kagame déclare: «*Le Conseil de sécurité ne peut pas se limiter à condamner les criminels, il doit aussi condamner ceux qui travaillent avec les criminels* ».[45]

Kagame va sans doute argumenter que les «milices et groupes armés» impliquent également les Maï Maï, ces «alliés» des Interahamwe. Dans ce cas, le Congo aurait le «devoir» de désarmer ses propres Forces d'Autodéfense Populaires...

Heureusement, l'Accord parle des *«pays d'origine»* qui doivent *«faciliter le rapatriement»* des *«groupes armés»*. On peut alors affirmer que cet article ne concerne pas les Maï Maï qui sont des Congolais et ne peuvent donc être «rapatriés». En plus, les «Modalités» mentionnent nommément les différents groupes armés: *«les Ex-Forces Armées Rwandaises (ex-Far), l'Adf, le Lra, l'Unrf II, les milices interahamwe, le Funa, le Fdd, le Wnbf, le Nalu, l'Unita»*. Il n'est pas question des Maï Maï.

Une autre ambiguïté se retrouve dans les «Modalités», Chapitre 8, h., qui charge la Commission militaire mixte, donc les agresseurs compris, *«de vérifier le désarmement de tous les civils congolais qui sont en possession illégale d'armes»*. Les Rwandais prendront certainement les Maï Maï pour des civils à désarmer, d'autant plus qu'ils les considèrent comme des auxiliaires des génocidaires... Or, les Maï Maï ont des armes en conformité avec les instructions du gouvernement qui a appelé le peuple à s'engager dans une guerre populaire contre les agresseurs.

Puis, les «Modalités», au Chapitre 10, abordent le même sujet en parlant de la *«formation d'une armée nationale intégrée»*. Il y aura *«un mécanisme qui tiendra compte notamment... du dénombrement des armes de guerre distribuées dans le cadre des institutions gouvernementales parallèles de défense populaire»*. Ce qui implique que les Maï Maï doivent entrer dans la nouvelle armée... C'est d'ailleurs une revendication qui s'impose. Tout Congolais se rappelle ce que Kabila a dit le 17 mai 1999: *«Il est plus que temps de suivre l'exemple héroïque des populations du Kivu qui continuent à résister courageusement et à s'opposer farouchement aux envahisseurs»*.[46]

L'Accord facilite la liquidation du régime nationaliste de Kabila

Le texte des «Modalités de mise en œuvre de l'Accord» impose, au chapitre 5, points 5.1. et 5.4., des *«négociations politiques intercongolaises devant aboutir à la mise en place d'un nouvel ordre politique»*, *«des négociations inclusives devant aboutir à la réconciliation nationale»*. Les Etats-Unis, qui ont imposé cet Accord, ne sont apparemment pas contents de l'ordre politique nationaliste que Kabila s'efforce d'organiser.

Lusaka, c'est un coup d'Etat parlementaire

L'impérialisme veut, au nom de la «réconciliation», une place déterminante pour ses agents mobutistes et tshisekedistes au sein des institutions. Seront convoqués au dialogue national: *«le gouvernement, le RCD et le MLC, l'opposition politique ainsi que les représentants des forces vives de la nation»*. Le chapitre 5, points 5.2. b. et c., dit que *«tous les participants bénéficieront d'un statut identique»* et que *«toutes les résolutions adoptées ... lieront tous les participants»*.

L'impérialisme et la droite congolaise veulent ainsi tracer la voie vers un coup d'Etat «parlementaire». Leur intention est de façonner artificiellement, contre la

volonté populaire, une majorité de mobutistes et d'adeptes de la CNS pour renverser le régime nationaliste du 17 mai 1997. Le but clairement visé par l'Accord de Lusaka, est de réaliser une contre-révolution qui ferait revenir le mobutisme sans Mobutu... mais avec Kengo, Thambwe Mwamba, Tshisekedi, Monsengwo, Bo-Boliko, Kamanda, N'Gbanda et tous les autres acteurs vedettes de la Transition mobutienne.

Selon les «Modalités», dans son chapitre 5, point 5.4.b., un facilitateur neutre sera chargé *«d'organiser, en concertation avec les parties congolaises, les consultations en vue d'inviter les principales organisations et formations de l'opposition politique, ainsi que les principaux représentants des forces vives de la nation»*.

On sait que le gouvernement Kabila a pris, en toute souveraineté, la décision de convoquer un Débat national. Apparemment cette souveraineté est détruite. Le danger existe qu'un non-Congolais, un «facilitateur neutre», impose les personnes de son choix pour décider de l'avenir du Congo. Le destin du Congo ne sera alors plus entre les mains du gouvernement légitime, issu de la révolution anti-mobutiste, mais entre celles d'un médiateur étranger et d'une éventuelle majorité néocoloniale qu'il imposera au dialogue national.

Ce Dialogue décidera du *«nouvel ordre politique en RDC, en particulier des institutions devant être mises en place en vue de la bonne gouvernance en RDC»*. C'est le triomphe de la thèse des Américains qui ne veulent pas que les institutions de la révolution du 17 mai 1997 puissent organiser les premières élections libres depuis mai 1960. Ces élections organisées risquent de dégager une majorité patriotique, comme celles de 1960, remportées par les nationalistes du MNC-L, du PSA, du CEREA et du BALUBAKAT.

Le texte de l'Accord insinue que les institutions mises en place par Kabila n'assurent pas «la bonne gouvernance», mais que le retour des escrocs qui ont régné sous Mobutu produira comme par enchantement cette fameuse «bonne gouvernance». Or, tous les Congolais savent qu'au cours de la première année de pouvoir nationaliste, l'Etat congolais a été progressivement remis en place et que l'économie a été stabilisée et relancée. Les Américains ont justement patronné la guerre d'agression rwando-ougandaise pour casser cette «bonne gouvernance» que le pouvoir nationaliste était en train de réussir. Le *«nouvel ordre politique»* que l'Occident veut imposer au Congo n'est rien d'autre que l'ancien ordre néocolonial de la Transition sous Mobutu.

Lusaka, c'est l'élimination de Kabila de la présidence

Plus grave encore, les rebelles interprètent le passage sur «le nouvel ordre politique» comme le feu vert pour l'élimination de Kabila de la présidence! Karaha déclare immédiatement après la signature de l'Accord: *«Yerodia était d'accord que les parties vont décider "par consensus" d'un nouveau Président, d'un nouveau gouvernement et de nouvelles institutions»*.[47] En fait, l'Accord ne dit rien de tel. Les rebelles veulent intoxiquer les grands médias internationaux pour que leur interprétation farfelue de l'Accord soit considérée comme la seule possible. Et dans sa fourberie,

Karaha tente de «compromettre» Yerodia! Si l'Accord voulait déclarer vacante la fonction de la présidence, il l'aurait bien sûr stipulé explicitement. Parlant des «institutions devant être mises en place», il ne peut s'agir que d'un gouvernement d'union nationale et d'une Assemblée nationale.

Face à ce double complot américain et rwando-ougandais, seul le Président Kabila incarne à la fois l'indépendance, la souveraineté et l'unité du Congo.

Kabila incarne la seule légitimité possible du pouvoir au seuil du troisième millénaire. En effet, après sept années de «Transition» vers le désastre qui aboutit fin 1996 à la réhabilitation de Mobutu, seul Kabila a réussi à élaborer une tactique pour débarrasser le Congo du système mobutiste. Il a réussi à mobiliser et à soulever tout le peuple, de l'Est à l'Ouest, de Bukavu à Lubumbashi, de Kisangani à Mbandaka et Kinshasa. Une majorité écrasante a manifesté son appui à la marche des forces de libération. Cette adhésion populaire au combat de Kabila a conféré au Président une légitimité plus forte et plus consciente que celle donnée par une élection. Ensuite, la légitimité de Kabila a été confirmée lorsqu'il a été reconnu par le peuple congolais tout entier comme le dirigeant de la résistance contre l'agression rwandaise et ougandaise. Sans la clairvoyance, l'énergie et la détermination de Kabila, les Rwandais et Ougandais seraient aujourd'hui maîtres de Kinshasa. C'est Kabila qui lança l'idée d'une guerre populaire et c'est effectivement le peuple de Masina, de Ndjili, de Kimbanseke qui a sauvé Kinshasa et le Congo. C'est encore Kabila qui a réussi à mobiliser le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie pour défendre l'indépendance congolaise et l'intervention de ces alliés à mis en échec la stratégie de la guerre-éclair des agresseurs.

Dans ces conditions, chasser Kabila de la présidence par une sorte de coup d'Etat «parlementaire», c'est plonger l'Etat congolais dans l'anarchie. Ce sera la guerre en règle pour le pouvoir suprême entre tous les grands arrivistes qui ont marqué le mobutisme des années 1980 et 1990. Cette anarchie fera éclater l'unité du Congo...

Tous les ennemis du nationalisme veulent liquider Kabila

La liquidation de Kabila est le premier point à l'ordre du jour de l'impérialisme américain et européen. Parlant du règlement du problème congolais, un diplomate belge affirme: *«Un des préalables est qu'on mette en place une sorte d'arrangement qui oblige le Président Kabila soit à quitter le pouvoir, soit à voir ses pouvoirs diminués de façon substantielle».*[48]

Observons à présent de plus près les personnages qui se présentent au Congo pour exécuter cette volonté.

Le mobutiste et agent ougandais Bemba, un homme qui est en train de s'enrichir à pleines mains en pillant les richesses de l'Equateur occupé, a déjà annoncé sa candidature à la succession de Mobutu. Il dit le dimanche 1er août 1999: *«Nous pouvons chasser Kabila par des moyens politiques».* Il déclare que le dialogue national donnera une dernière chance à Kabila *«de s'en aller de façon pacifique et de laisser son fauteuil présidentiel». «Nous allons nous battre pour établir une réelle démocratie*

que Kabila a refusée au peuple congolais. Il a réduit le peuple en esclavage».[49] Ainsi, Bemba donne une belle leçon sur le sens réel des mots. Mobutiste endurci, il se présente comme le représentant de «la démocratie réelle», tandis que Kabila, qui a lutté 37 années pour renverser la dictature néocoloniale, devient l'homme qui «a réduit le peuple congolais en esclavage»! Le néocolonialisme devient le régime de la «démocratie réelle». Le nationalisme devient le régime de «l'esclavagisme». Les Congolais d'un certain âge se rappellent que c'était déjà ainsi en 1960, lorsque les forces du mal s'acharnaient contre Lumumba. Ils se rappellent les paroles virulentes que monseigneur Malula, l'évêque de Léopoldville et valet du colonisateur belge, adressa à Lumumba. Cela se passait exactement 18 jours après l'Indépendance! Malula déclara alors: *«Depuis 18 jours, une propagande bien orchestrée déferle sur notre pays, par une information dirigée, contrôlée, dénaturée. Non, le mensonge n'a pas les même droits que la vérité. Quand dans un pays, la liberté d'information n'existe plus, on ne parle plus de démocratie mais de dictature. Or, la dictature mène à l'esclavagisme».*[50]

Au moment de signer l'Accord de Lusaka, Emile Ilunga déclare: *«Nous signons... mais nous sommes prêts à toutes les éventualités qui peuvent se produire. On ne peut pas avoir confiance en Kabila». «Kabila doit se mettre de côté et entrer dans les pourparlers comme n'importe quel Congolais. Il ne peut pas venir comme Président du pays. Cela est simplement inacceptable et non négociable.»*[51] Le bras droit d'Ilunga, Lambert Mende, défend ce point de vue avec encore plus d'arrogance. Ces deux individus, sans la moindre légitimité populaire, veulent balayer toutes les institutions que la révolution populaire du 17 mai 1997 a créées. Mende dit: *«Cet Accord (de Lusaka) n'est pas une manière pour garder Kabila au pouvoir afin qu'il puisse diriger le pays comme avant. Nous devons avoir un nouvel ordre politique, ce qui veut dire que nous devons renouveler toutes les institutions du gouvernement, la présidence, le parlement, la justice».*[52]

L'Accord vise la division et la partition du Congo

L'Accord de Lusaka consacre la division de fait du Congo, partagé désormais entre le gouvernement légal et légitime de Kabila et les trois «gouvernements» fantoches de Ilunga, de Bemba et de Wamba.

L'article I – 3.b. de l'Accord de cessez-le-feu ordonne la cessation de *«toute tentative d'occupation de nouvelles positions sur le terrain et de mouvements des forces et des équipements militaires d'un endroit à l'autre sans accord préalable des parties».*

Ainsi, les Forces Armées Congolaises ne peuvent plus se déplacer et transférer du matériel militaire sur la moitié du territoire national. C'est la partition de fait du Congo. On risque même d'assister à l'élargissement du contrôle des Rwandais et des rebelles sur l'Est. En effet, la plus grande partie du territoire à l'Est échappe aux agresseurs et se trouve sous le contrôle des Forces d'Autodéfense Populaire – Maï

Maï. Les Rwandais pourront intensifier leur contrôle sur les territoires occupés sous prétexte de combattre et de désarmer les Interahamwe et autres milices.

L'idée de la partition de fait du Congo ressort aussi de l'article III, 18 qui stipule: *«A l'issue des négociations politiques intercongolaises, l'Autorité administrative de l'Etat sera rétablie sur l'ensemble du territoire national de la RDC»*. Ainsi, jusqu'à la fin du Dialogue intercongolais, le gouvernement légal n'a plus autorité sur la moitié de son territoire. La «rébellion», ce nid de crabes qui n'existe que par la grâce des armées rwandaise et ougandaise, y exerce l'autorité administrative.

Les «Modalités» dans leur chapitre 6 point 6.2. affirment que *«des opérations ou des actions qui relèvent de l'intérêt général»* pourront être menées *«sur l'ensemble du territoire national»*, entre autres dans les domaines de la santé et de l'éducation *«par un mécanisme de concertation entre les parties congolaises»*. Ainsi, le «gouvernement» rebelle est mis sur un même pied que le gouvernement légitime! D'où est-ce que les trois «gouvernements rebelles» tirent-ils leur légitimité? Uniquement de la présence des armées rwandaise et ougandaise et cette «légitimité» d'origine criminelle est maintenant «consacrée» par l'Accord de Lusaka.

Le Congo est partagé de fait. Le gouvernement légal de Kabila vit sous le chantage permanent des agresseurs qui peuvent prendre prétexte des Interahamwe pour se maintenir à l'Est et pour accentuer la division. Les Rwandais, Ougandais et rebelles peuvent aussi mener le Dialogue intercongolais à l'échec et alors la division du Congo se prolongera. Plus la division dure, et plus les agresseurs ont la possibilité de consolider leur mainmise économique, administrative et politique sur l'Est.

Un autre élément qui peut accélérer le processus de division du Congo est consigné dans l'article III, 20. qui déclare: *«Aux termes de cet Accord et à l'issue du dialogue national, il y aura un mécanisme pour la formation d'une armée nationale restructurée et intégrée, incluant les forces des parties congolaises signataires, sur base des négociations entre le gouvernement de la RDC, le Rassemblement Congolais pour la Démocratie et le Mouvement pour la Libération du Congo»*.

Cet article, imposé par les Etats-Unis, le Rwanda et l'Ouganda, constitue une atteinte à la souveraineté du Congo. L'armée est l'instrument essentiel qui permet au Congo de maintenir son indépendance et sa souveraineté. Le Congo doit édifier et orienter ses forces armées de sorte qu'elles soient bien préparées à affronter les adversaires militaires les plus probables. Or, il y a aujourd'hui des pays agresseurs bien identifiés qui agressent, occupent et pillent le Congo: le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi ainsi que leur protecteur commun. Par l'Accord de Lusaka, les Américains veulent priver le Congo de l'instrument essentiel pour la défense de son indépendance. En effet, l'Accord de Lusaka veut imposer au sein des Forces Armées Congolaises des agents et espions rwandais et ougandais. Le Congo ne peut pas se laisser priver de son droit de formuler en toute indépendance une stratégie militaire pour affronter ses adversaires les plus féroces, dont le Rwanda et l'Ouganda de Kagame et de Museveni.

Les «rebelles» n'auraient jamais existé sans la puissance de feu des armées d'agression rwandaise et ougandaise. La rébellion est une simple création de l'agres-

sion. Mais à la table des négociations, les agresseurs ont pu imposer que leurs marionnettes soient traitées d'égales à égales avec les FAC! Ce qui veut dire que les hommes des Rwandais et Ougandais, ceux qui ont massacré, affamé et plongé dans la misère des millions de Congolais, seront introduits comme un immense cheval de Troie dans l'armée nationale. Quel soldat qui s'est donné corps et âme pour la guerre contre l'occupant, qui a vu ses camarades tués, amputés d'une jambe ou d'un bas, pourra accepter une telle humiliation et une pareille menace ? Quel patriote congolais pourra accepter l'impunité pour les collaborateurs des occupants qui ont envoyé des centaines de milliers de Congolais à la mort ? En France, les collaborateurs des nazis sont encore traqués et punis cinquante années après leurs crimes. Au Congo, l'Accord de Lusaka veut placer ces criminels à la tête de l'armée et du gouvernement !

De plus, on sait qu'il y a toujours de sérieux problèmes de discipline au sein des FAC. Incorporer dans cette armée des éléments criminels qui ont pratiqué la terreur contre leur propre peuple sous la direction d'officiers rwandais et ougandais, c'est créer les conditions de l'éclatement de l'armée. Et il est probable que le Rwanda et l'Ouganda misent justement sur l'éclatement de l'armée congolaise pour pouvoir réaliser leur plan d'annexion de l'Est du Congo.

Toujours à propos de l'armée, Emile Ilunga affirme le 4 juillet 1999 qu'il y a un accord sur «*la question d'un état-major général intégré des Forces armées*».[53] Ainsi, les Rwandais et leurs rebelles ont l'intention de mettre à la tête des Forces Armées Congolaises quelques nouveaux James Kabarehe qui entameront immédiatement les préparatifs d'un nouveau coup d'Etat. L'éclatement des FAC et la guerre civile en seraient la conséquence, au plus grand profit des régimes rwandais et ougandais et de leurs maîtres américains.

On retrouve la même idée dans la bouche de Nyarugabo, un des principaux chefs rebelles: «*Nous avons accepté, malgré notre incontestable supériorité militaire, de participer à la création d'une nouvelle armée nationale dans un esprit d'équité. Nous avons donc renoncé au processus d'absorption des troupes gouvernementales*».[54] Nyarugabo a ainsi trahi ses véritables intentions: les agents de Kagame entreront dans l'armée congolaise «intégrée» dans le but d'éliminer les nationalistes, dans le but d'«absorber» les FAC dans une armée contre-révolutionnaire patronnée par Kigali et Washington.

Trois autres points de l'Accord seront utilisés par les Rwandais et Ougandais pour précipiter l'éclatement de l'Etat congolais et pour faciliter la division du Congo.

Le premier a déjà été abordé lorsque nous avons exposé comment l'Accord facilite la liquidation du régime nationaliste. Il est évident que le projet américano-rwandais pour éliminer Kabila de la présidence facilitera l'éclatement du Congo. En effet, Kabila constitue aujourd'hui à la fois le cœur et le noyau dur de la résistance congolaise aux plans de conquête rwandais et ougandais.

Abordons le second facteur de division. Le «Protocole d'accord» parle dans son préambule de «*la nécessité de la mise en place d'un nouvel ordre politique en*

R.D.C.» et «*de la mise en place de nouvelles institutions*». Son article 4 traite «*des négociations intercongolaises inclusives devant aboutir à la réconciliation nationale*». Les hommes de paille des agresseurs, les groupes d'Ilunga, de Bemba et de Wamba, interprètent ces généralités dans un sens précis: le Congo doit avoir un nouveau Président et un gouvernement d'Union nationale où figurent les rebelles, les mobutistes et les hommes de la CNS. La majorité de l'«opposition démocratique» partage ces positions.

Ces «négociations inclusives» et cette «réconciliation nationale» stipulées dans l'Accord risquent de conduire à une situation de pagaille invraisemblable au sein du futur gouvernement. Pendant toute la période de la CNS-HCR-PT, l'appareil de l'Etat a été paralysé et s'est effondré à cause de la rivalité entre les grands «chercheurs de postes» rivalisant pour les fauteuils ministériels. Si les grands mobutistes et les vedettes de la CNS-HCR-PT reviennent aux affaires, les luttes pour l'enrichissement individuel éclateront avec une vigueur redoublée, la paralysie et l'affaiblissement de l'Etat s'accentuera encore et les conditions de la division du Congo se réaliseront.

Finalement, le Dialogue intercongolais traitera de la Constitution à soumettre au référendum. Dans ce domaine, les Rwandais et les Ougandais poussent leurs marionnettes à avancer des plans pour introduire le fédéralisme au Congo. Ainsi Bemba a dit: «*Il faut un Etat fédéral où chaque province aura son leader et où l'administration sera décentralisée*».[55] C'est la tactique prônée également par les Etats-Unis pour diviser le Congo et «réorienter» les différents morceaux vers les «pôles de développement» tenus par les Américains: vers l'Ouganda, vers le Rwanda et vers l'Afrique du Sud. On sait que les Etats-Unis ont propagé pendant de longues années une «large autonomie» pour les Etats fédéraux de l'Union soviétique et de la Yougoslavie, comme voie transitoire vers l'éclatement total de ces deux pays. Ils veulent appliquer cette même tactique à tous les pays potentiellement puissants qui suivent une ligne indépendante: la Russie, la Chine, l'Irak et le Congo.

Déjouer les pièges de Lusaka, intensifier le combat contre les occupants

Comment les nationalistes comprennent-ils l'Accord de Lusaka? C'est une trêve temporaire dans un long combat qui décidera de la vie ou de la mort de la nation congolaise, une trêve imposée par le rapport de forces existant au mois de juillet 1999. C'est une phase dans la longue guerre politique, psychologique et militaire que le peuple congolais mène pour l'indépendance et la souveraineté du pays contre l'impérialisme et ses laquais régionaux.

Croire qu'un papier signé à Lusaka peut ramener la paix et l'intégrité territoriale au Congo, c'est rêver les yeux ouverts. La paix sera définitivement restaurée au Congo lorsque le pays aura la force de défendre son indépendance et sa souveraineté contre tous ses ennemis. Le Congo a commencé à bâtir une force militaire effective au cours de

la guerre imposée le 2 août 1998 et il doit renforcer ses forces politiques et militaires au cours de la trêve actuelle. Nous sommes fin 1999 et il faut accélérer la formation d'unités militaires combatives, informer et mobiliser les masses pour qu'elles comprennent les dangers et qu'elles s'en prennent aux véritables ennemis du Congo.

Il est utile de se rappeler cette autre trêve instaurée par un autre Accord de Lusaka. Nous parlons de l'Accord de Paix conclu en 1994 entre le MPLA et l'UNITA. Des troupes de l'ONU étaient responsables pour démobiliser et démilitariser l'UNITA. Quatre années plus tard, l'échec de la «force de maintien de la paix de l'ONU» fut total: l'UNITA, non seulement n'a pas été démobilisée mais elle est parvenue à mettre sur pieds une grande armée classique ![56] Pendant une trêve au cours de la guerre, les deux camps reconstituent leurs forces et redéfinissent leur stratégie et tactique. Celui qui s'y prend le mieux et de la façon la plus énergique, gagnera la bataille suivante, à la reprise des hostilités.

Un Congo uni et fort

Face à la menace de démembrement et de partition du Congo, les nationalistes estiment qu'il faut construire un Etat central uni et fort. Seul un Etat uni et fort sera en mesure de mobiliser les masses congolaises pour vaincre les complots diaboliques d'adversaires très puissants. On se rappelle qu'aux temps des interminables «réconciliations nationales» de la CNS, les manœuvres et intrigues des politiciens ont gravement affaibli les structures de l'Etat. Il ne faut pas laisser installer, au nom de l'Accord de Lusaka, ce même désordre organisé à la tête du pays.

Jusqu'aux élections, seul le Président Kabila peut impulser les efforts pour construire un Congo uni et fort. Sans les efforts personnels de Laurent Kabila, Mobutu et le mobutisme ne seraient pas tombés. Sans la détermination et le travail colossal abattu par Kabila, la résistance nationale contre le coup d'Etat et l'agression du 2 août 1998 n'aurait pas été organisée, les Rwandais et Ougandais se seraient rendus maîtres de Kinshasa.

Faire front à l'expansionnisme rwando-ougandais

Les Etats-Unis ne peuvent pas diviser le Congo, sans l'aide du Rwanda et de l'Ouganda. Ils ont besoin des forces militaires et économiques de ces pays pour contrôler et réorganiser l'Est du Congo. Les Américains comprennent très bien qu'au Congo même, ceux qui veulent l'éclatement du pays sont isolés. Mais le Rwanda et l'Ouganda peuvent attirer à eux une partie de la bourgeoisie économique et militaire congolaise qui espère tirer profit d'une nouvelle division de l'Afrique et du Congo.

Par conséquent, la défense de l'indépendance et de la souveraineté du Congo passe par un impératif: ces soldat rwandais et ougandais doivent quitter le territoire congolais jusqu'au dernier. Tous les Congolais doivent s'unir dans le refus de toute présence militaire du Rwanda et de l'Ouganda au Congo, quel que soit le prétexte. Le

Congo indépendant et souverain est parfaitement capable, si nécessaire avec l'aide de ses amis, de régler le problème des Interahamwe.

Diviser les rebelles

Les rebelles n'ont plus aucune crédibilité politique et idéologique. Ils se sont mis ouvertement au service des agresseurs qui ont ravagé et ruiné le Congo, des agresseurs qui ont commis des massacres et des tueries, qui ont provoqué des centaines de milliers de morts dans la population congolaise à cause de la malnutrition, de la famine, de l'absence de soins, de vaccins et de médicaments.

Les rebelles se sont disqualifiés, ils se sont divisés en fractions dépendant de différents maîtres (ougandais et rwandais), ils ont été fractionnés par des ambitions personnelles. La preuve a été faite que les armées étrangères opérant au Congo constituent leur unique appui. Récemment, Maître Kisimba Ngoy Ndalewe, parlant des rebelles, disait: *«Non à l'accession de ces hommes au pouvoir, car la "Somalie" est à nos portes».*[57]

En moins d'un an, deux «Présidents» du Rassemblement Congolais pour la Démocratie ont avoué qu'ils n'étaient que des pions de la bourgeoisie tutsi rwandaise. ZAhidi N'Goma a fui la rébellion et Wamba dia Wamba s'est sauvé de Goma où les hommes de Kagame se préparaient à attenter à sa vie.

Le Congo a intérêt à faire la distinction entre les rebelles jusqu'au-boutistes qui jurent fidélité aux maîtres de Kigali et de Kampala et ceux qui veulent préserver l'unité et la souveraineté du Congo. Le seul critère valable est simple: le refus de toute présence militaire rwandaise et ougandaise au Congo.

Mobilisation pour la défense du Kivu, contre la division du Congo

Actuellement, le Kivu est le plus directement menacé par les plans américano-rwandais visant l'éclatement du Congo. Toutes les forces nationalistes congolaises doivent s'unir et développer un mouvement patriotique pour le soutien à la résistance de la population du Kivu-Maniema. Ce soutien doit s'adresser particulièrement aux Forces d'Autodéfense Populaire qui, seules, pourront garantir que les agresseurs quitteront le Congo et n'y reviendront plus jamais.

Tous les nationalistes et progressistes, toutes les forces politiques de gauche se trouvent également confrontées à un grand défi. Devant les dangers qui pèsent sur le Congo, il s'agit de liquider l'héritage de la CNS qui a consisté à s'enfermer dans la tour d'ivoire du Palais du Peuple et à se battre pour des postes. La route vers la libération totale du peuple congolais est encore très longue. Elle passe par la conscientisation, l'organisation et la mobilisation des masses populaires sur base de quelques mots d'ordre essentiels.

1. Contre la présence militaire rwando-ougandaise au Congo, sous aucun prétexte.
2. Contre le plan américain de division et de partition du Congo.

3. Contre le pillage économique du Congo par le Rwanda et l'Ouganda.
4. Pour un Congo uni et fort, il faut soutenir le Président Kabila.
5. Pour l'aide politique et militaire à la résistance populaire dans les territoires occupés.
6. Pour une amélioration urgente de l'organisation et de l'entraînement des FAC.
7. Contre l'entrée d'éléments criminels de la «rébellion» dans les FAC.
8. Réparation des pillages par les pays agresseurs.

L'après Lusaka: les Américains veulent débarquer au Congo

L'organisme appelé *«The United States Institute of Peace»* a publié le 31 août 1999 un *«Rapport Spécial sur la République Démocratique du Congo»* rédigé par deux de ses responsables, John Prendergast et David Smock.[58] Cet Institut travaille pour le Congrès américain. Les membres de son Conseil d'Administration sont nommés par le Président des Etats-Unis. Ses analyses font autorité dans les cercles du pouvoir. Notons qu'en 2001, Prendergast figurera dans le Conseil National de Sécurité de Bush junior...

Pour faire ce rapport, les auteurs ont eu des entretiens avec 200 responsables à Kinshasa, dans les territoires occupés à l'Est, au Rwanda, en Ouganda, au Burundi, aux Etats-Unis et en Europe, à l'ONU et à l'OUA. Les grandes lignes de ce Rapport sont claires et sans nuances, elles reflètent le consensus que les auteurs ont rencontré chez les responsables américains interrogés. Ce rapport nous livre donc une esquisse de la stratégie américaine après l'Accord de Lusaka.

La théorie américaine de la «souveraineté limitée» du Congo

Voyons d'abord comment les deux auteurs américains posent le problème du Congo au moment de l'Accord de Lusaka.

Ils affirment qu'au Congo se pose la nécessité d'une *«campagne de contre-insurrection contre les acteurs non-étatiques (les milices)»*, mais il se pose également la question *du «maintien de la souveraineté et intégrité territoriale du Congo»*. Prendergast et Smock écrivent que *«deux principes de portée internationale sont entrés en conflit»*. D'un côté, *«l'obligation internationale de combattre le danger pour la paix et la sécurité internationales et la menace de génocide posée par les ex-FAR et Interahamwe»*. De l'autre côté *«il y a la nécessité de maintenir la souveraineté et l'intégrité territoriale du Congo»*. Or, disent les deux Américains, le gouvernement congolais n'a pas abordé sérieusement les problèmes posés par les milices rwandaises. *«En réponse à cette absence de sérieux... l'Ouganda et le Rwanda ont piétiné le second principe en faisant une tentative de renverser le gouvernement congolais.»* En clair: les Américains se montrent très compréhensifs envers les Rwandais et Ougandais qui ont voulu renverser Kabila et son Gouvernement de Salut-Public: Prendergast affirme que Kabila n'a pas assumé son «obligation internationale» de combattre les génocidaires hutu. La guerre

que mènent le Rwanda et l'Ouganda contre le Congo est donc compréhensible et justifiée... Cette thèse américaine implique la négation des principes fondamentaux de la Charte de l'ONU, elle justifie le recours de certains pays à toutes sortes de considérations pour violer de façon flagrante la souveraineté et l'intégrité territoriale du Congo. Et en toute logique, le Congo doit être soumis, selon les deux responsables américains, à un régime de « souveraineté limitée »! Textuellement, ils déclarent: *« L'Accord de cessez-le-feu de Lusaka reconnaît que l'intégrité territoriale du Congo ne peut pas être complètement restaurée aussi longtemps que son territoire est utilisé par les génocidaires comme une base pour lancer des attaques »*.

Ces hauts fonctionnaires américains nient donc catégoriquement dans leur rapport que le Congo est la victime d'une agression caractérisée de la part du Rwanda et de l'Ouganda et que cette agression est le facteur qui détermine toute la situation en Afrique Centrale. Prendergast et Smock reprennent ainsi la position exprimée de façon constante par le groupe de Kagame et par le gouvernement américain depuis le déclenchement de la guerre.

Tout en niant l'agression rwando-ougandaise, les auteurs estiment que *« la guerre va probablement continuer »* s'il n'y a pas *« une solution pour l'héritage du génocide et à la crise de légitimité de l'Etat congolais »*.[59] En d'autres termes, les Américains souscrivent aux prétextes avancés par les agresseurs pour poursuivre leur occupation sanglante. Selon le rapport américain, le Congo doit *« harmoniser »* ses intérêts avec ceux du Rwanda et *« adopter un agenda commun »*, sinon *« la région restera en guerre avec des conséquences de plus en plus dures pour les populations civiles »* et le Congo *« pourrait dégénérer vers une situation de non-Etat irréversible »*.[60] Bref: le Congo doit capituler devant les agresseurs rwandais, sinon l'Etat congolais disparaîtra et le pays éclatera. Retenons aussi que les auteurs américains évoquent « une crise de légitimité» de l'Etat congolais, alors que pendant les 37 années du règne de Mobutu, les Etats-Unis n'ont jamais remis en question la légitimité du régime dictatorial.

Nous venons de souligner que la négation de l'agression flagrante du Congo par le Rwanda et l'Ouganda est la base de ce rapport et de toute la politique américaine. Voici deux preuves supplémentaires pour appuyer ce constat.

Les auteurs reconnaissent que le Rwanda et l'Ouganda pillent les richesses du sous-sol congolais. *« Le Rwanda exporte du tantalium et d'autres minerais et l'Ouganda exporte de l'or et des diamants. »* Mais ils enchaînent: *« Il y a un terrible sentiment anti-Tutsi partout au Congo. (...) Aujourd'hui, dans le Kivu, des dirigeants locaux de la Société Civile, y compris des responsables de l'Eglise, utilisent cette arme dangereuse et exploitent le ressentiment contre l'occupation rwandaise »*.[61] En clair: au Congo, ce qui mobilise les masses, ce n'est pas la résistance justifiée à l'agression, à l'occupation et au pillage par les troupes rwandaises et ougandaises. Non, au Congo, les masses sont perverties par des sentiments de haine ethniciste contre les Tutsi... et elles risquent donc de devenir «génocidaires»... A nouveau, les responsables américains reprennent simplement les thèses de Kagame.

Seconde preuve de la négation de l'agression. Le 14 août 1999, quelques semaines après la signature de l'Accord de Lusaka, éclate à Kisangani la guerre entre les deux agresseurs, le Rwanda et l'Ouganda. L'impérialisme américain a immédiatement dépêché à Kampala et à Kigali le conseiller du Président Clinton pour la sécurité nationale, secteur Afrique, Gayle Smith. Un diplomate américain à Kigali déclare: *« Nous sommes très préoccupés par ce développement de la situation au Congo entre le Rwanda et l'Ouganda et, surtout, nous ne comprenons pas très bien ce que cela signifie. L'Ouganda et le Rwanda sont des amis et alliés traditionnels des Etats-Unis dans la région »*.[62] Ces Américains qui évoquent du matin au soir «l'Etat de droit» et «la démocratie» se démasquent parfois avec désinvolture! Aucun Congolais n'a oublié l'attitude de ces «démocrates» au cours du mois d'août 1998. La guerre d'agression semait alors la terreur au Kivu et frappait Kinshasa même, le Congo risquait de tomber sous une dictature militaire étrangère. Mais les Américains ne s'inquiétaient nullement de ce qui se déroulait au Congo. Apparemment, au moment où l'agression rwando-ougandaise menaçait Kinshasa, les Américains «comprenaient très bien ce que cela signifiait». Ils n'ont même pas jugé nécessaire que Gayle Smith fasse un petit déplacement vers la capitale congolaise pour se renseigner.

Guerre d'agression rwando-ougandaise contre le Congo? Les Américains ne connaissent pas. Guerre en territoire congolais entre les armées rwandaise et ougandaise, entre deux pays agresseurs alliés aux Etats-Unis? Les Américains se mobilisent immédiatement pour y mettre un terme!

Lusaka: feu vert pour l'ingérence américaine au Congo?

Quelle appréciation portent Prendergast et Smock sur l'Accord de Lusaka? Ils affirment que l'accord constitue *« une réalisation formidable »*. Ils soulignent que *« les Etats-Unis ont joué un rôle important en coulisses pour soutenir la médiation africaine »*. Aujourd'hui, il s'agit pour les Américains de tirer tout le profit de cet accord. *« Il est nécessaire que les Etats-Unis soient activement engagés de façon permanente avec toutes les parties »* pour réaliser les différents points de cet accord. Ce travail incombe aux ambassades américaines dans tous ces pays et à l'envoyé spécial Howard Wolpe; il doit être réalisé, si possible, en étroite coopération avec Aldo Ajello, l'envoyé de la Communauté européenne.[63]

Aux yeux des Américains, pourquoi est-il si «formidable», cet Accord de Lusaka? Washington estime qu'il leur offre une base juridique pour pratiquer ouvertement une politique d'ingérence et de recolonisation au Congo. Cet Accord offre aux Etats-Unis trois prétextes, trois «arguments» pour s'ingérer au Congo.

S'ingérer pour «instaurer un nouvel ordre politique» à Kinshasa

Premier «argument»: l'accord dit qu'il faut *« instaurer un nouvel ordre politique »* au Congo et les Américains ont intérêt à s'assurer que cet ordre nouveau soit le leur.

Dans le «Rapport Spécial», les deux auteurs parlent de *«la crise de légitimité de l'Etat congolais»* ou encore du *«vide congolais»*. Comme l'Etat congolais n'existe pratiquement plus, les milices rwandaises et ougandaises peuvent donc y opérer librement et préparer de nouveaux génocides contre les Tutsi congolais et rwandais. Pour cette raison, la Communauté Internationale (lisez: les Etats-Unis et leurs alliés) doivent intervenir au Congo.

Le rapport dit: *«La Communauté Internationale doit concevoir l'Accord de Lusaka comme une excellente occasion pour assumer, même si c'est tardivement, ses responsabilités. (...) Elle a une opportunité pour aider à combattre la menace permanente de génocide et d'instabilité régionale... en apportant son soutien complet à l'Accord de Lusaka».*[64] Ainsi donc, les Etats-Unis pourront enfin prendre leurs responsabilités devant le grand problème qui ravage l'Afrique Centrale. Il s'agit, bien entendu, de *«la menace permanente de génocide»* contre les Tutsi. Les Américains ne connaissent ni l'agression, ni l'occupation, ni la terreur, ni les massacres contre le peuple congolais, ils ne voient pas de *«menace de génocide»* du côté du Kivu où la population est décimée par villages entiers, par l'armée rwandaise.

Les Etats-Unis affirment aussi leur droit d'ingérence en Afrique Centrale pour y combattre «l'instabilité régionale». Or, il est évident que c'est l'agression rwando-ougandaise qui déstabilise toute la région. Mais dans l'optique du pouvoir américain, le Congo du nationaliste Kabila apparaît comme la source principale *«d'instabilité régionale»,* parce que ce pays nourrit, semble-t-il, toutes les milices rwandaises, ougandaises et burundaises...

Plus loin, le rapport revient sur la question de l'organisation du pouvoir à Kinshasa, en affirmant: *«L'Accord de Lusaka tente d'aborder (la) question (de) la distribution équitable du pouvoir au Congo».*[65] Ce sont justement les Américains qui ont imposé cette notion de «distribution équitable du pouvoir» dans le document signé à Lusaka.

L'Accord consacre en quelque sorte le «droit» pour les Etats-Unis d'intervenir dans les affaires intérieures du Congo, le droit de décider que le pouvoir issu de la révolution populaire du 17 mai 1997 ne convient pas, qu'il faut à Kinshasa «une nouvelle distribution du pouvoir» qui dégagera une majorité favorable au néocolonialisme et hostile au lumumbisme-mulelisme-kabilisme...

S'ingérer pour «assurer la nationalité congolaise aux Tutsi» et contrôler le Kivu

L'Accord de Lusaka offre un deuxième argument-prétexte aux Américains pour s'ingérer dans les affaires congolaises: il faut assurer aux Tutsi vivant au Congo tous les droits de la nationalité congolaise. *«La question de la nationalité des populations tutsi congolaises reste explosive. Il faut à ce sujet élaborer une stratégie globale dans le domaine social, légal et économique, y compris des conférences dans les communautés sur la coexistence, la liberté de mouvement des personnes, le dévelop-*

pement économique... Les préoccupations plus générales dans le domaine de la sécurité des populations tutsi doivent être adressées. »[66]

Il faut d'abord rappeler que si la question de la nationalité des Tutsi congolais est à nouveau évoquée, c'est uniquement à cause de la guerre d'agression lancée par la grande bourgeoisie tutsi au pouvoir à Kigali. Au cours de sa première année au pouvoir, Kabila a reconnu la nationalité congolaise aux Tutsi habitant le Congo depuis 1960, il leur a fait confiance et leur a confié des responsabilités importantes. La «question de la nationalité» a ressurgi parce qu'au début de l'agression, le peuple a vu se présenter des Tutsi «congolais» avec des passeports rwandais ou comme agents des agresseurs rwandais. La préoccupation majeure des deux auteurs américains est maintenant de «garantir» la nationalité congolaise, non pas aux Tutsi congolais, mais à un certain nombre de Rwandais travaillant pour le compte de Kagame et qui se font passer pour des Tutsi congolais. Adresser la sécurité des Tutsi congolais? Mais si leur sécurité est aujourd'hui menacée, c'est essentiellement à cause de l'occupation rwandaise qui sème la terreur et la mort! Le départ inconditionnel des agresseurs est la condition de la sécurité des Tutsi congolais et de la cohabitation pacifique entre toutes les ethnies vivant au Kivu...

Garantir la nationalité aux ennemis du Congo

Cela ressort aussi des perspectives politiques que Prendergast développe pour les Kivu. *«Dans les deux Kivu ... des populations locales parlent de l'importance de la cohabitation, de la coexistence pacifique et même de la réconciliation.» (...) «D'autres efforts sont entrepris par les communautés du Kivu pour séparer les populations locales et les groupes armés et pour inviter les groupes armés à déposer les armes. Dans ce contexte, des représentants de la Communauté Internationale devront contacter les dirigeants des Maï Maï. (...) Au Nord-Kivu, une institution appelée Barza – Conseil des sages – à laquelle les huit groupes ethniques de la région participent, a été remise en activité. Les participants ont décidé qu'aucune communauté n'a le droit de remettre en question la nationalité d'une autre communauté.* »[67]

Pour les Américains, il n'est pas question au Kivu d'agression, d'occupation ou de pillages. La grande question est la «cohabitation et la coexistence» entre les différentes tribus. Or, c'est justement la tactique utilisée par les agresseurs pour s'imposer et imposer leurs hommes. Ce que visent en réalité les occupants rwandais et les Américains, c'est la «coexistence» et la «réconciliation», non pas avec les Tutsi congolais patriotiques, mais avec les Tutsi qui agissent pour le compte de Kagame! Ceci montre bien que les Etats-Unis et le Rwanda de Kagame sont les premiers ennemis des Tutsi congolais! En effet, ils font croire que la nationalité congolaise sera assurée aux Tutsi congolais comme résultat direct de l'agression et de l'occupation. Or, les patriotes tutsi congolais se sont dès le début opposés à l'agression et à son prétexte que Kagame venait soi-disant «garantir leur nationalité».

Notons aussi que les auteurs américains lient «la cohabitation» au Kivu... au désarmement des forces d'autodéfense Maï Maï! Les Américains ne visent nullement la «coexistence entre les tribus du Kivu», mais la défaite militaire de la résistance nationaliste et donc la victoire de Kagame!

Les «Barza» dont les auteurs américains viennent de faire l'éloge, sont les «assemblées provinciales» que les occupants ont imposé au Sud-Kivu et au Nord-Kivu. Elles regroupent une trentaine de «notables» autoproclamés qui ont été réunis avec les plus grandes difficultés: les Rwandais ont dû débourser entre 3.000 et 10.000 dollars pour obtenir l'accord de certains... Il s'agit pour Kagame et Museveni de recruter des «collabo's» dans toutes les ethnies du Kivu. Un des trente élus de Bukavu, monsieur Aloys Muzalia, a écrit une lettre au gouverneur, datée du 9 août 1999 dans laquelle il dit: *«J'ai été désagréablement surpris d'apprendre que vous m'avez nommé membre d'une pseudo-assemblée. Je n'ai jamais cru dans une paix durable imposée par les armes».*[68]

Bien sûr, le danger existe que des Congolais posent le problème en termes ethniques. Ils opposent alors les Tutsi en tant qu'«ethnie étrangère» favorable aux agresseurs, aux ethnies autochtones partisans de la résistance. Mais c'est un raisonnement ethniciste doublement faux. Au cours de l'actuelle guerre de résistance nationale, il y a des traîtres dans presque toutes les ethnies du Congo, y compris parmi les ethnies kivutiennes autochtones et même parmi les Batetela et les Bakongo... Comme partout ailleurs, il s'agit de faire la distinction entre les Tutsi congolais patriotes et les Tutsi congolais traîtres qui travaillent pour l'agresseur. C'est en reconnaissant pleinement les droits des Tutsi congolais, et surtout en honorant ceux qui se sont opposés à l'agression, qu'on pourra efficacement isoler et neutraliser les agents de l'ennemi.

Détacher progressivement le Kivu du Congo?

Si les Américains veulent faire reconnaître au Kivu «la nationalité congolaise» à des Rwandais et porter au pouvoir des collaborateurs de Kagame, cela s'inscrit dans leur plan pour détacher progressivement cette province de Kinshasa.

On sait que les agresseurs rwandais veulent arracher pour les Kivu une «large autonomie» par rapport au gouvernement central. Les auteurs américains les suivent sur cette voie de la sécession «en douceur». Le «Rapport Spécial» affirme: *«Le dialogue national sera une grande opportunité pour aborder les questions de la reconstruction de l'Etat. (...) Le RCD va développer un certain nombre de questions lors du dialogue, y compris celles du fédéralisme, de l'autonomie régionale et des droits de citoyens pour les populations banyamulenge».*[69]

Si les Américains et les Allemands ont développé la tactique du fédéralisme pour faire éclater l'Union soviétique et la Yougoslavie, au Congo, le fédéralisme servira essentiellement à mettre les Kivu sous contrôle rwandais et la Province Orientale aux mains des Ougandais. Les auteurs américains écrivent: *«Sur le plan régional, pen-*

dant la période de l'application de l'Accord de Lusaka, des efforts concertés doivent être faits pour progresser dans la planification économique régionale; il faudra réunir les gouvernements de la région pour réfléchir ensemble à des initiatives pour attirer des investissements étrangers, pour développer les infrastructures et promouvoir le commerce dans la région. (...) Par exemple, l'Ouganda est depuis longtemps en faveur de la construction d'une autoroute Beni – Kisangani pour relier les océans Atlantique et Indien».[70] Ici apparaît en toute clarté le sens du «fédéralisme»: les Kivu et la Province Orientale «autonomes» seront purement et simplement intégrés dans la «planification économique» du Rwanda et de l'Ouganda. Quand Washington parle de «réunir les gouvernements de la région», les Américains pensent aux gouvernements de Kigali, de Kampala, de Goma et de Kisangani! Tirant profit de la guerre et de la division de fait du Congo, les Américains veulent «progresser dans la planification économique régionale», en imposant l'intégration économique du Kivu dans la sphère rwandaise comme un fait accompli. La souveraineté économique du gouvernement du Congo n'existerait plus ni au Kivu ni dans la Province Orientale: les investissements, les infrastructures, les exportations et importations y seront «coordonnés» à partir de Kampala et Kigali. Pendant la guerre d'agression, les Américains comptent utiliser leur «aide au développement» pour obliger ces provinces congolaises à s'intégrer dans la sphère d'influence du Rwanda et de l'Ouganda.

«Dans les mois qui suivent la signature de l'Accord de Lusaka, il sera essentiel, pour la réhabilitation de l'économie du Kivu plus particulièrement, d'accorder des ressources pour le développement et l'investissement qui peuvent vite être libérées.» Une question vient immédiatement à l'esprit: les fonds américains pour le développement du Kivu passeront-ils par le gouvernement de Kabila? Non évidemment. Les Etats-Unis sont déjà dans une logique de division du pays. Le rapport cite un grand nombre de services américains qui peuvent libérer des fonds, allant du Bureau pour les Initiatives de Transition à certains fonds du Pentagone. Mais cette «aide au développement» n'a strictement rien à voir avec le développement économique du Congo: cet argent sert essentiellement à imposer une politique américaine et rwandaise au Kivu. En plus, Washington veut offrir de l'argent pour faire marcher la population du Kivu contre les Interahamwe (et donc pour l'armée rwandaise...). Les auteurs notent: *«La population doit voir rapidement des bénéfices économiques de la campagne victorieuse contre les ex-FAR et Interahamwe».* Cet argent doit servir aussi à corrompre les populations et les amener à accepter la présence des Rwandais et des agents rwandais. *«Les initiatives humanitaires et de développement doivent créer des occasions pour les communautés voisines de coopérer et de se mélanger pour des raisons économiques et sociales.»*[71] Les Américains promettent d'offrir quelques sous aux Congolais du Kivu... à condition qu'ils acceptent la domination du régime de Kagame et de ses agents...

Selon Prendergast et Smock, les Etats-Unis doivent donner des moyens financiers à ceux qui soutiennent leurs objectifs, mais ils doivent aussi sanctionner ceux qui leur résistent. Les Etats-Unis, la Communauté européenne et la Banque Mondiale doivent

immédiatement dégager des moyens financiers nécessaires pour soutenir l'Accord de Lusaka. *« L'aide doit constituer un stimulant pour appliquer les décisions de Lusaka. »* Mais il faut aussi *« exercer des pressions ... et (appliquer) des sanctions spécifiques et graduelles contre chaque partie qui viole les termes de Lusaka. Chaque pays qui viole l'accord en offrant des armes ou un refuge aux acteurs non-étatiques doit être sanctionné. »*[72] Ainsi, aux yeux de Washington, le Rwanda et l'Ouganda peuvent violer impunément la Charte de l'ONU, agresser et occuper le Congo. Mais ces mêmes Américains menacent Kabila de sanctions s'il ose « violer » l'Accord de Lusaka en soutenant des groupes de Rwandais qui combattent l'armée de Kagame en territoire congolais.

Disons que sur ce point également, l'Accord de Lusaka est profondément injuste : les rebelles rwandais et ougandais qui se battent contre le régime de Kagame et de Museveni, et qui ont une base populaire indéniable, doivent être traités comme des criminels et des hors-la-loi par le gouvernement congolais. Mais les rebelles congolais, qui sont de simples marionnettes dans des mains rwandaises et ougandaises, et qui n'ont pas la moindre base populaire au pays, sont traités sur un pied d'égalité avec le gouvernement légitime !

S'ingérer au Congo sous prétexte d'éliminer les milices ?

Le troisième argument-prétexte pour l'intervention américaine au Congo : l'élimination des groupes rebelles qui se battent contre les régimes de Kigali et de Kampala.

Revenons d'abord un instant sur les « développements positifs » que les Américains veulent réaliser au Kivu : séparer les groupes armés de la population, contacter les Maï Maï pour les reconvertir, créer des conseils de « réconciliation entre les ethnies » qui fonctionneront... sous occupation rwandaise... Tout cela correspond aux méthodes des opérations contre-insurrectionnelles que l'armée rwandaise a mises en pratique dans le Nord-Ouest du Rwanda contre les Interahamwe et leurs « sympathisants ».

Prendergast et Smock écrivent : *« Les éléments des ex-FAR et Interahamwe, l'ADF et d'autres groupes doivent être séparés de la population civile et désarmés. Pour conduire avec succès des campagnes contre-insurrectionnelles, les stratèges doivent utiliser des moyens militaires, judiciaires, politiques, sociaux et économiques. Au Nord-Ouest du Rwanda, le gouvernement rwandais a transformé avec succès ce qui avait commencé par une offensive militaire brutale contre les ex-FAR et Interahamwe et leurs sympathisants en une opération contre-insurrectionnelle plus correcte et équilibrée. »*[73]

Cette « opération plus correcte » est le résultat de l'intervention directe de spécialistes américains de la guerre contre-révolutionnaire. On se rappelle qu'au Nord-Ouest du Rwanda, plus de 600.000 Hutu ont été déplacés de leurs collines vers des villages sous haute surveillance. Les deux auteurs américains appellent cette opération un franc succès et en énumèrent les éléments principaux : la création de groupes

d'autodéfense locaux, l'éducation populaire contre les Interahamwe, la réintégration d'un grand nombre d'ex-FAR dans l'armée, l'aide humanitaire, l'organisation d'élections locales, la séparation agressive entre les éléments armés et non-armés parmi les Hutu. En fait, nous voyons réapparaître ici au Rwanda tous les éléments de la stratégie anti-Vietcong mise en œuvre par l'armée américaine pendant la guerre du Vietnam. Et les auteurs de «l'Institut pour la Paix» (!) de conclure: *«La Commission Militaire Mixte doit adopter une stratégie intégrée similaire».*[74] L'impérialisme américain demande donc simplement aux militaires congolais, zimbabwéens et angolais de «pacifier» l'Est du Congo en copiant la stratégie que l'armée rwandaise a utilisé contre les groupes armés hutu dans le Nord-Ouest du Rwanda!

Nous sommes ici au cœur même de la stratégie américaine pour contrôler militairement l'Afrique Centrale en s'appuyant sur le Rwanda et l'Ouganda. Prendergast et Smock écrivent: *«L'accord de Lusaka affirme que tous les Etats ont une obligation collective de rompre avec les génocidaires et de les combattre. Le Rwanda croit que cet accord offrira la légitimité internationale nécessaire à ses efforts pour affronter les génocidaires où qu'ils soient».*[75] Nous avons vu que Kagame estime que l'Accord de Lusaka lui donne le droit d'éliminer les Interahamwe, même à Mbuji-Mayi ou à Kinshasa et donc d'opérer sur le territoire congolais pendant des années, s'il le faut. Les Américains appuient cette interprétation. Mais ils ajoutent que les armées congolaise, zimbabwéenne et angolaise doivent désormais soutenir ces efforts rwandais et donc entrer dans une sorte de «pacte de sécurité collective» dirigé contre les milices rwandaises et ougandaises!

Les Américains rêvent que la Commission Militaire Mixte devienne le noyau d'un tel «pacte de sécurité». Le Rapport Spécial dit: *«Il faut institutionnaliser les canaux de communication (entre les pays) et les Etats-Unis peuvent y contribuer par une assistance technique. La Commission Militaire Mixte pourra devenir un forum pour une coopération militaire régionale».*[76] Comme cette Commission travaillera en étroite collaboration avec les officiers de l'ONU, nous voyons ici s'esquisser un plan américain pour «avoir des entrées» dans toutes les armées de la région. Or, on sait que la «recolonisation militaire» est un objectif majeur de la politique africaine des Etats-Unis.

C'est bien une intégration militaire autour de l'axe Kigali-Kampala que les Etats-Unis veulent imposer à la région. Ils l'affirment d'ailleurs en toute clarté. *«Formaliser le cadre sécuritaire régional ... réunifierait la région autour d'une plate-forme commune contre les acteurs non-étatiques qui minent l'intégrité territoriale du Congo. Sur cette question, avant l'Accord de Lusaka, les Etats-Unis ont joué un rôle particulièrement important dans les coulisses.» «La Communauté Internationale (lisez: les E.U.) doit intensifier ses efforts pour construire des ponts entre les belligérants. La Commission Militaire Mixte est la clé du succès pour le cessez-le-feu et la consolidation de la paix. Elle doit identifier, rassembler et désarmer les milices non-étatiques. Ceci implique une rupture des alliances tactiques actuelles de ces milices avec les gouvernements congolais et zimbabwéen.»*

En s'appuyant sur l'Accord de Lusaka, les Américains veulent offrir aux armées rwandaise et ougandaise une victoire militaire complète qu'elles n'ont pas pu obtenir sur les champs de batailles. La véritable guerre oppose les agresseurs au Congo et ses alliés. Mais les Américains ne «reconnaissent» pas cette guerre: la seule guerre qu'ils acceptent est celle contre les milices non-étatiques. Les Américains veulent utiliser Lusaka pour obliger le Congo, le Zimbabwe et l'Angola à capituler devant le Rwanda et l'Ouganda et à se joindre à eux pour combattre les Interahamwe et autres milices!

Le «pacte sécuritaire régional» qui doit lier le Rwanda, l'Ouganda, le Congo, le Zimbabwe et l'Angola contre les milices, permettrait aux Américains d'infiltrer toutes les armées de la région et d'y recruter des agents. Le «Rapport Spécial» affirme que le *«soutien international»* sera important pour assurer *«les besoins logistiques de la Commission Militaire Mixte, pour apporter un soutien en matière de transport et communications à la CMM, pour mettre sur pieds un réseau de renseignements et d'informations». «Le réseau d'information ... fonctionnera au niveau technique entre les officiers militaires, bien à l'écart des politiciens qui pourraient utiliser l'information de telle façon qu'une ou plusieurs parties se retirent du mécanisme.»*[77]

Cette dernière phrase révèle une vérité profonde du néocolonialisme: pour établir leur domination sur un pays, les Etats-Unis s'efforcent avant tout de contrôler les officiers supérieurs de l'armée et de les conditionner contre le peuple, les politiciens étant en règle générale plus sensibles aux pressions populaires en cas de crise interne grave. Mais comme il est peu probable que Kabila mordra à l'hameçon, les Américains doivent trouver un autre prétexte pour «superviser» et infiltrer l'armée congolaise. Le voici: *«intégrer les forces (armées) gouvernementales avec celles du RCD et du MLC sera aussi une tâche difficile qui exigera ... une supervision internationale».*[78] Ici s'exprime clairement l'intention de l'armée américaine de mettre le Congo sous tutelle militaire. Le prétexte a été glissé dans l'Accord de Lusaka: il faut intégrer les Forces Armées Congolaises et les bandes rebelles et cela exigera une supervision américaine!

Les Américains viennent «développer les futurs dirigeants» du Congo...

Les Etats-Unis ont donc entamé une grande offensive pour étendre leur contrôle politique et militaire sur le Congo sous le drapeau de l'«Accord de Lusaka». Le «Rapport Spécial» expose très clairement la stratégie et les tactiques que les Américains veulent utiliser pour dominer le Congo post-mobutiste.

Les partis de l'opposition dite «démocratique» et les organisations de la Société Civile devront se prononcer sur cette stratégie et décider s'ils se prêtent à jouer un rôle dans la mise en application de cette politique anti-congolaise des Etats-Unis. Washington a déjà lancé une campagne de charme en annonçant que des émissaires de leurs *«instituts pour la démocratie»* débarqueraient bientôt à Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Goma et Bukavu dans le but de recruter au sein des partis et des associations des Congolais prêts à servir les intérêts américains.

En fait, c'est le modèle de la contre-révolution nicaraguayenne qui est proposé. Au Nicaragua, les Américains ont financé, entraîné et dirigé les «contras», ces milices non-étatiques qui combattaient le pouvoir nationaliste des Sandinistes. Ce rôle est joué au Congo par l'alliance entre le Rwanda, l'Ouganda et les Rebelles. Au Nicaragua, les *«Instituts pour la Démocratie»* ont organisé d'innombrables séminaires sur les questions de la démocratie et des élections, séminaires qu'ils ont utilisés pour créer une opinion publique anti-sandiniste. Par la guerre contre-révolutionnaire, les Américains ont créé la misère et le désespoir dans le peuple. Avec des masses de dollars, les Américains ont financé la propagande électorale des partis réactionnaires. Militairement et politiquement affaiblis, les forces nationalistes du Nicaragua ont finalement été renversées «par la voie électorale».

Au Congo aussi, les Américains suivent cette voie. Voici ce qu'en dit le «Rapport Spécial»: *«Les Etats-Unis et d'autres gouvernements devraient régulièrement et collectivement avoir des rapports avec le RCD, le MLC, des responsables des partis politiques et de la Société Civile dans les zones contrôlées par les rebelles pour discuter toute une série de questions concernant la démocratie et les droits fondamentaux. Cela fait partie du processus de transition, lié à l'application de l'Accord de Lusaka. Il faut planifier dès maintenant que les instituts américains pour la démocratie puissent, pendant la période de Transition, entrer en contact avec les représentants des partis et de la Société Civile aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est du Congo. (...) Un objectif majeur dans tout le Congo est le développement de futurs dirigeants».*[79]

Les «démocrates» américains qui vont bientôt descendre sur Kinshasa, Gbadolite, Goma et Bukavu ont donc aussi pour tâche de *«développer les dirigeants futurs»* du Congo! On se rappelle qu'en 1960, Karl von Horn, le général suédois travaillant pour les services américains, dirigea les troupes de l'ONU au Congo. Dans ses Mémoires, publiées en 1966, il se vante d'avoir combattu Lumumba et d'avoir «découvert» le seul homme capable de «sauver» le Congo: Mobutu. Il écrit: *«Contrairement à Lumumba, Mobutu me semblait un patriote authentique qui ne perdait pas son temps à jouer avec des théories communistes...»*[80]

Il appartient à la nouvelle génération congolaise de ne pas permettre que les Américains puissent causer pour la seconde fois une tragédie pareille dans leur pays. Il ne faut pas accepter que les Américains puissent «développer» de nouveaux Bomboko, Ndele, Cardoso, Tshisekedi ou Bo-Boliko, pour ne citer que quelques commissaires du gouvernement installé après le premier coup d'Etat de Mobutu, le 14 septembre 1960, ou «développer» de nouveaux Mulamba, Bomboko, Tshisekedi, Kidicho, Bolikango et autres Nendaka, pour ne mentionner que quelques ministres du gouvernement formé après le second coup d'Etat de Mobutu, le 24 novembre 1965.

Notes

Chapitre 1

1. Déclaration de prise du pouvoir, 17 mai 1997.
2. «Discours d'investiture du Président Kabila», *La Solidarité* n°156, 16-20 mai 1998.
3. «Mobutistes et Tshisekedistes encore ensemble», *Forum des As*, 23 juin 1997.
4. *Le Monde*, 16 mai 1997.
5. «La guerre de libération pourrait enchaîner le peuple congolais», *La Référence Plus*, 31 mai 1997.
6. «Déclaration de Dayton», F.C.L.T.C., 7 juin 1997.
7. Marie-Laure COLSON, «Les partis interdits à Kinshasa», *Libération*, 28 mai 1997.
8. «L'UDPS exige le départ...», *La Tempête des Tropiques*, 7 juin 1997.
9. Frédéric FRITSCHER, «Une partie de l'opposition rejette...», *Le Monde*, 25-26 mai 1997.
10. «Le Congo attend que Kabila...», *L'Echo de la Bourse*, 22 mai 1997.
11. «Congo: un dinosaure à punir?», *Le Vif/L'express*, 27 juin 1997.
12. «Pas d'élections avant deux ans», *La Libre Belgique*, *Reuters*, 26 mai 1997.
13. Déclaration politique du Parti Lumumbiste Unifié (PALU), sur la situation consécutive à la chute du dictateur et à la mise en place du nouveau pouvoir, 28 mai 1997.
14. Didier GROGNA, «Les ex-gendarmes katangais entendent jouer un rôle important», *L'Echo de la Bourse*, 16 mai 1997.
15. «Reçue hier à Kinshasa par l'ambassadeur américain Bill Richardson...», *Le Potentiel*, 9 juin 1997.
16. Colette BRAECKMAN, «Kinshasa choisit de donner du temps au temps», *Le Soir*, 27 mai 1997.
17. Interview de J.-B. SONDJI, réalisée par Tony Busselen en juin 1997.
18. C. BRAECKMAN, «Kinshasa choisit...», *Le Soir*, 27 mai 1997.
19. Howard FRENCH, «The Honeymoon is over for Kabila ", *International Herald Tribune*, 14 juillet 1997.
20. «Congo – Front populaire de la résistance armée...», *Le Monde*, 2 juillet 1997.
21. Marie-Laure COLSON, «Les partis interdits...», *Libération*, 28 mai 1997.
22. «To the poor of Congo, democracy means foods», *International Herald Tribune*, 6 juin 1997.
23. *Reconstruction et démocratisation de la R.D.C*, Actes du Colloque National de la Société Civile Congolaise, tenu à Kinshasa du 16 au 20 juin 1997, Editions CNONGD, BP 5744 Kinshasa, p.11.
24. *Ibid.*, p.181-184.
25. *Ibid.*, p.151-155.
26. *Ibid.*, p.100.
27. *Ibid.*, p.82.
28. *Ibid.*, p.95.
29. *Ibid.*, p.98.
30. *Ibid.*, p.101.
31. *Ibid.*, p.124.

32. *Ibid.*, p.125.
33. *Ibid.*, p.94.
34. *Ibid.*, p.144.
35. «L'UDPS a marché», *Salongo*, 23 juin 1997.
36. «Kasavubu nie l'implication du régime», *Le Soir*, 28 juin 1997; «Tshisekedi emmené par l'armée», *Le Soir*, 27 juin 1997.
37. L.B., «Pour qui roule Kabila?», *Le Nouvel Observateur*, 29 mai 1997.
38. Udaga RIN'WEGY, «Recrudescence de vol à mains armées à Kinshasa», *La Référence Plus*, 24 juin 1997.
39. Inspecteur Nkashama WA KU MIABI, «A Kinshasa, les brigands refusent de déposer les armes», *Le Messager africain* n°52, 18-20 novembre 1997.
40. *Ibid.*
41. «Congo: Des mouvanciers veulent encore...», *La Référence Plus*, 22 mai 1997.
42. «Le supplice du collier», *Le Palmarès*, 20 juin 1997; «Colère populaire», *L'Ouragan*, 16 juin 1997.
43. «Sécurité: trois jours pour remettre les armes», *Salongo*, 23 juin 1997.
44. «Kinshasa: les bandits ne...», *Salongo*, 23 juin 1997.
45. «Mystérieux assassinats à Kin», *La Libre Belgique,* 10 juillet 1997.
46. Adresse populaire du Président Laurent-Désiré Kabila à Bukavu, le 14 juin 1997, ronéotypé, 8 pages.
47. Entretiens, juillet 1997.
48. «Des mobutistes cherchent à salir...», *La Référence Plus*, 5 juin 1997.
49. L.B., «Pour qui roule Kabila?», *Le Nouvel Observateur*, 29 mai 1997.
50. *AP et AFP*, 5 juin 1997; «Regering Kabila wijst hulp af», *Nieuwsblad*, 6 juin 1997.
51. Entretien, 5 octobre 1997.

Chapitre 2

1. Ce chapitre est basé pour l'essentiel sur l'excellent ouvrage de Gauthier de VILLERS, *Zaïre. La transition manquée 1990-1997, Cahiers Africains*, Paris, L'Harmattan 1997. Les citations dont nous ne donnons pas les références sont tirées de ce livre.
2. LOKA NE KONGO, *Lutte de libération et piège de l'illusion° - Multipartisme Intégral et Dérive de l'Opposition au Zaïre (1990-1997)*, Presses Universitaires du Congo, 2000, p.24.
3. FEDOSSIEV e.a, *Karl Marx, sa vie, son œuvre*, Moscou, Ed. du Progrès, 1973, p.159, 170, 174-177; MARX-ENGELS, *La Nouvelle Gazette Rhénane,* t. I et II, Paris, Ed. Sociales, 1969, t. I, p.66-67, 95-99, t. II, p.24, 27, 33.
4. MARX-ENGELS, *Œuvres choisies*, t. I , p.96.
5. MARX-ENGELS, *Œuvres choisies*, t. II , p.24.
6. MARX-ENGELS, *Ibid.*, p.27.
7. MARX-ENGELS, *Œuvres choisies*, t. I, p.67.
8. MARX-ENGELS, *Œuvres choisies*, t. II, p.33.
9. Manu RUYS, *De Standaard*, 1er juin 1990; Léo MARYNNISSEN, *Het Volk*, 9 juin 1990; Frans STRIELEMANS, *De Nieuwe Gazet*, 28 mai 1990.
10. «La fin de l'infantilisme», *La Libre Belgique*, 28 mai 1989.
11. «Gerommel in eenheidspartij», *Het Volk*, 8 juin 1990.
12. L. MARYNNISSEN, *Het Volk*, 9 juin 1990.

13. Chambre, Commission des Affaires étrangères, Beknopt Verslag, réponses aux interpellations, 30 mai 1990.
14. *L'Echo de la bourse*, 26 avril 1990.
15. Ludo MARTENS, *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba*, Anvers, EPO, 1985, p.86.
16. «L'étau économique», *Le Soir*, 11 juin 1990.
17. Prof Jef MATON, *De Standaard*, 9 juin 1990.
18. Ludo MARTENS, *op.cit.*, p.309, 321.
19. *La Semaine* n° 48, 16 septembre 1990, p.3.
20. *La Semaine* n° 44, 6 août 1990, p.6.
21. *La Référence Plus* n°7, 20-26 août 1990, p.6-7.
22. *Ibid.*
23. *L'Echo de la bourse*, 5 septembre 1990, p.2.
24. *La Semaine* n°48, 16 septembre 1990, p.4-5-6.
25. *Ibid*, p.4-5-6.
26. *Elima*, 1-2 avril 1991, p.11.
27. *Elima*, 12 avril 1991, p.7.
28. *Elima*, 3 avril 1991, p.7.
29. *Elima*, 1-2 avril 1991, p.8.
30. Texte publié dans *Le Phare*, 12 avril 1991, p.8.
31. *Le Soir*, 13-14 avril 1991, p.7.
32. *Elima,* 12 avril 1991, p.8.
33. Hugues LECLERCQ, «Zaïre, l'économie informelle», *Le Soir*, 29 avril 1991.
34. «Le Zaire en plein désastre économique», *L'Echo de la bourse*, 25 avril 1991.
35. "Zairese infrastruktuur", *De Standaard*, 14 mai 1991, p.5.
36. *Le Phare,* 26 avril 1991, p.8.
37. Olivier ROGEAU, «Réseaux d'influence», *Le Vif/L'express*, 5 décembre 1997.
38. «Crawford Young vat standpunten Amerikaanse diplomaten samen», *De Morgen*, 24 juillet 1991, p.2.
39. *Le Soir*, 30 juillet 1991.
40. LOKA NE KONGO, *op.cit.*, p.78.
41. *Ibid.*, p.72.
42. *Ibid.*, p.77.
43. *Le Soft*, 19 août 1991.
44. LOKA NE KONGO, *op.cit.*, p.70.
45. «Le Zaire de Mobutu sur la voie du changement», *La Libre Belgique*, 22 novembre 1996.
46. LOKA NE KONGO, *op.cit.*, p.52-53.
47. *Le Soft*, 19 décembre 1991.
48. LOKA NE KONGO, *op.cit.*, p.54.
49. «Paris veut éviter... », *La Libre Belgique*, 26 septembre 1991, p.2.
50. «Le monde politique belge, inquiet... », *Le Soir*, 25 septembre 1991, p.7.
51. Chambre, Commission publique, 24 septembre 1991, Beknopt Verslag, p.1842.
52. «België moet het Zaïrese volk helpen», *Gazet Van Antwerpen*, 26 septembre 1991.
53. «Un goût de cendres à Kin», *La Libre Belgique*, 27 septembre 1991, p.2.
54. *De Standaard*, 28-29 septembre 1991, p.1.
55. «Eyskens bepleit humanitair interventierecht», *De Morgen*, 10 octobre 1991.
56. «Présence passive belge au Zaïre», *La Libre Belgique*, 5-6 octobre 1991.

57. «Eensgezindheid in Wetsstraat over Zaïre-beleid», *De Standaard*, 22 octobre 1991.
58. Gauthier de VILLERS, op.cit., p.39.
59. *De Standaard*, 3 octobre 1991.
60. *Le Soir*, 2 octobre 1991.
61. Le porte parole du ministère des Affaires étrangères belge, «Aide belge au Zaïre?», *Le Soir*, 3 octobre 1991, p.8.
62. *De Standaard*, 2 octobre 1991, p.9.
63. Jacques BRASSINE, *La Libre Belgique*, 3 octobre 1991, p.4.
64. «Eensgezindheid in Wetsstraat over Zaïre-beleid», *De Standaard*, 22 octobre 1991, p.9.
65. *Le Soir*, 11 octobre 1991, p.2.
66. «Geloofwaardigheid is voorwaarde herstel», *Het Volk,* 11 octobre 1991.
67. «Tshisekedi: la force tranquille», *Le Vif/L'express*, 4 octobre 1991.
68. *Le Soir*, 2 octobre 1991, p.2.
69. «Mobutu garde les clés de l'avenir du Zaïre», *L'Echo de la bourse*, 16 octobre 1991.
70. *Zaïre-Afrique* n°260, décembre 1991, p.586.
71. *Le Soir*, 11 octobre 1991.
72. «Mobutu kiest Mungul Diaka», *De Standaard*, 24 octobre 1991.
73. LOKA NE KONGO, *op.cit.*, p.40, 42-43.
74. *La Référence Plus*, 28 décembre 1991.
75. *Pour un nouveau projet de société zaïroise*, Déclaration des Evêques du Zaïre, 27 janvier 1991.
76. LOKA NE KONGO, *op.cit.*, p.55.
77. *Forum des As*, édition spéciale, 29 février 1992, p.3,4 et 5.
78. LOKA NE KONGO, *op.cit.*, p.82.
79. *Ibid.*, p.105.
80. *Ibid.*, p.56-57.
81. *Elima*, 4 juin 1992.
82. *Umoja*, 22-23 mai 1992.
83. Texte intégral cité dans: MUKENDI et KASSONGO, *KABILA – Le retour du Congo*, Ottignies, Belgique, Quorum, 1997, p.183-192, citations p.189-192.
84. *Le Soft*, 18 août 1992.
85. *Le Soft*, 1er septembre 1992.
86. de VILLERS, *op. cit.*, p.111-114, discours de Monsengwo du 14 septembre 1992.
87. LOKA NE KONGO, *op.cit.*, p.98–100.
88. *Le Soft*, 29 octobre 1992; de VILLERS, *op.cit.*, p.130-131.
89. de VILLERS, *op.cit.*, p.146-148.
90. *La Référence Plus,* 18 février 1993.
91. *Le Soft*, 22 février 1993.
92. Marie-France CROS, «Un nouveau Premier ministre au Zaïre?» *La Libre Belgique*, 19 mars 1993.
93. Patrick de SAINT-EXUPÉRY, «L'hydre à mille têtes», *Le Figaro*, 19 mars 1993.
94. *La Libre Belgique,* 20-21 mars 1993.
95. *L'Echo de la bourse*, 18 mars 1993; *Le Peuple*, 18 mars 1993; «Un Premier ministre aujourd'hui au Zaïre?», *La Libre Belgique*, 17 mars 1993.
96. *Umoja*, 25 mars 1993.
97. *Le Soft*, 15 avril 1993.
98. de VILLERS, *op.cit.*, p.158-159.

99. *Ibid.*, p.169.
100. *Ibid.*, p.175-178.
101. *Ibid.*, p.184-185.
102. LOKA NE KONGO, *op.cit.*, p.109.
103. *Ibid.*, p.109-110.
104. *Ibid.*, p.116-117.
105. MUKENDI et KASSONGO, *op.cit.*, p.206-209.
106. *Ibid.*, p.212-213.
107. *Ibid.*, p.223.
108. *Ibid.*, p.215-217.
109. de VILLERS, *op.cit.*, p.187 ; LOKA NE KONGO, *op.cit.*, p.122-125.
110. LOKA NE KONGO, *op.cit.*, p.127.
111. de VILLERS, *op.cit.*, p.187.
112. « Acte Constitutionnel de la Transition », *Journal officiel*, numéro spécial, avril 1994, p.5.
113. *Ibid.*, p.10, 25, 26, 27.
114. de VILLERS, *op.cit.*, p.197.
115. *La Semaine*, 3 septembre 1993.
116. Olivier ROGEAU, « Rêves d'Afrique et de fric », *Le Vif/L'express*, 28 novembre 1997.
117. Olivier ROGEAU, « Réseaux d'influence », *Le Vif/L'express*, 5 décembre 1997.
118. *Le Potentiel*, 13 juillet 1994, cité dans de VILLERS, *op.cit.*, p.214.
119. *Umoja*, 11 novembre 1994, cité dans de VILLERS, *op.cit.*, p.232.
120. Lambert MENDE OMALANGA, « Le gouvernement Tshisekedi a pris des décisions importantes », *Le Potentiel* n°504, 11 août 1994.
121. de VILLERS, *op.cit.*, p.244.
122. *Ibid.*, p.223.
123. LOKA NE KONGO, *op.cit.*, p.11, 13, 14.
124. *Ibid.*, p.165.
125. *Ibid.*, p.167.
126. *Ibid.*, p.193-195.
127. *Ibid.*, p.142-143.
128. de VILLERS, *op.cit.*, p.223.
129. LOKA NE KONGO, *op.cit.*, p.174, 176.
130. *Ibid.*, p.185.
131. *Le Figaro*, 22 juillet 1996.
132. S. METZ, *Reform, conflict and security in Zaïre*, U.S. Army War College, 5 juin 1996, p.2.
133. Maître KINKELA VI KAN'SY, « Leçons de la Conférence Nationale Souveraine », *N'Sumi*, 14 juin 1996.
134. *La Référence Plus*, 20 novembre 1996.
135. *Le Soft*, 25 et 30 novembre 1996.
136. Laurel KANKOLE, « M'Bwankiem révèle les dessous des cartes de sa rencontre avec Kabila ! », *Le Palmarès* n°1100, 5 décembre 1997.
137. *La Référence Plus*, 28 novembre 1996.
138. *La Référence Plus*, 18 décembre 1996.
139. « Plus de 70% des Kinois... », *ACP*, 13 février 1998.
140. *Le Soir*, 12-13 avril 1997.
141. Discussion avec un responsable de l'ambassade angolaise à Kinshasa, 19 février 2002.
142. « Difficile consensus autour de Mgr. Monsengwo », *Le Potentiel*, 12 mai 1997.

143. «Les raisons cachées du choix de Monsengwo», *Le Potentiel*, 16 mai 1997.
144. de VILLERS, *op.cit.*, p.272.
145. *Ibid.*, p.13.
146. *Ibid.*, p.279-280.

Chapitre 3

1. Louis de LACGER, *Rwanda. Première Partie: Le Rwanda Ancien*, Namur, éd. Grands Lacs, 1939, p.30.
2. *Ibid.*, p.30.
3. *Ibid.*, p.52-53.
4. Léon NTONDO LUKUMA NANTOLE, *La question de la nationalité des ressortissants rwandais en RDC*, juillet 1999, p.78.
5. de LACGER, *op.cit.*, p.61.
6. de LACGER, *op.cit.*, édition 1959, p.523, citant Monseigneur Classe.
7. Emmanuel SERUVUMBA, *Rwanda: naissance d'une idéologie du génocide*, rapport n.d., p.3-4.
8. *Chronique de politique étrangère*, vol.XVI, n°4-6, 1963, p.555-561.
9. HARROY, *Le Rwanda de la féodalité à la démocratie*, Bruxelles, éd. Hatier et Paris, Académie des Sciences d'Outre-mer, 1985, voir photo p.350.
10. *Ibid.*, p.234.
11. D. MUREGO, *La Révolution Rwandaise 1959-1962*, UCL Louvain-la-Neuve, Institut des Sciences Politiques et Socials, 1975, p.882.
12. *Ibid.*, p.884-885.
13. *Ibid.*, p.935.
14. HARROY, op.cit., p.292.
15. *Ibid.*, p.481.
16. *Ibid.*, p.466.
17. Discours, messages et instructions du Président KAYIBANDA, Président du MDR Parmehutu, 1960-1973, Kigali, p.2.
18. *Ibid.*, p.10.
19. *Ibid.*, p.109.
20. Pour toutes les informations de ce paragraphe, voir René LEMARCHAND, *Rwanda and Burundi*, Londres, Pall Mall Press, 1970, p.197-226.
21. KAYIBANDA, *op.cit.*, p.103-104, 107; BARAHINYURA, *Rwanda, Trente deux ans après*, Francfort, Izuba.
22. *Dialogue* n°162, p.26.
23. *Dialogue* n°177, p.55-57.
24. Bucyalimwe MARARO, «Land Power and Ethnic conflict in Masisi», *International Journal of African Studies*, Vol. 30, n° 3, 1997, p.503-338.
25. *Ibid.*, p.511.
26. *Ibid.*
27. M. SPITAELS, *Mission d'Immigration Banyarwanda au Nord Kivu*, cité dans B. MARARO, *op.cit.*, p.514.
28. Lettre n° 21/008658 à M. le Ministre des Colonies, 13 mars 1955, cité dans B. MARARO, *op.cit.*, p.518.

29. B. MARARO, op.cit., p.522.
30. *Ibid.*, p.526-528.
31. *Human Rights Watch Africa*, octobre 1997, Vol 9, n°5 (A), p.8.
32. B. MARARO, *op.cit.*, p.531.
33. *Ibid.*, p.531.
34. *Human Rights Watch Africa*, octobre 1997, Vol 9, n°5 (A), p.8-9 ; Paul MATHIEU, *Compétition foncière, confusion politique et violences au Kivu*, 1940-1996 ; juin-octobre 1997 ; IED-UCL, p.4.
35. *Human Rights Watch Africa*, octobre 1997, Vol 9, n°5 (A), p.9.
36. *Le Soir*, 29 novembre 1996.
37. *Le Soft*, 6 mai 1996, cité par P. MATHIEU, op.cit., juin-octobre 1997 ; IED-UCL, p.4.
38. *Le Soir*, 29 novembre 1996.
39. R. BOURGEOIS, *Banyarwanda et Barundi*, t. II, p.49-50.
40. Muhindo KAMBERE, *Regard sur les conflits des nationalites*, Tome I et II, t. II, p.68.
41. *Ibid.*, p.30.
42. L. NTONDO LUKUMA NANTOLE, *op.cit.*, p.85.
43. *Ibid.*, p.67.
44. M. KAMBERE, *op.cit.*, t. II, p.73.
45. M. KAMBERE, *op.cit.*, t. I, p.46.
46. Rapport de M. SPITAELS à l'ONU, 1953, cité dans M. KAMBERE *op.cit.*, t. I, p.137.
47. M. KAMBERE, *op.cit.*, t. I, p.81.
48. *Ibid.*, p.37-42.
49. *Ibid.*, p.34-35.
50. *Ibid.*, p.141.
51. *Ibid.*, p.141-142.
52. M. KAMBERE, *op.cit.*, t. II, p.159.
53. L. NTONDO LUKUMA NANTOLE, *op.cit.*, p.120.
54. *Ibid.*, p.88.
55. *Ibid.*, p.135.
56. *Ibid.*, p.140.
57. Vangu MAMBWENI, préface du livre *Regard sur les conflits des nationalités* de M. KAMBERE.
58. Lettre au nom des peuples Bembe, Fuliru, Lega et Vira, adressée à Garreton, 8 avril 1996, cité dans M. KAMBERE, *op.cit.*, t. II, p.148-149.
59. *Fortune*, Global 500, 23 juillet 2001, p.F-10.
60. Pour toutes les informations de ce paragraphe, voir René LEMARCHAND, *op.cit.*, p.197-226.
61. Rapport de M. SPITAELS à l'ONU, 1953, cité dans M. KAMBERE, op.cit., t. I, p.138-139.
62. M. KAMBERE, *op.cit.*, t. II, p.78.
63. Rapport de M. SPITAELS à l'ONU, 1953, cité dans M. KAMBERE, op.cit., t. I, p.139-140.
64. Kwame NKRUMAH, «La lutte des classes en Afrique», *Solidarité Internationale*, Revue de la Ligue Anti-impérialiste (LAI), Bruxelles, novembre 1995, p.37.
65. Kwame NKRUMAH, *The Conakry Years*, June Milne, Panaf, Londres, Zed Press, cité dans l'introduction de «La lutte des classes en Afrique» de NKRUMAH, *Solidarité Internationale*, Revue de la LAI, Bruxelles, novembre 1995, p.4-7.

Chapitre 4

1. J.C. WILLAME, *L'Odyssée Kabila*, Paris, éd. Karthala, 1999, p.64.
2. *Ibid.*, p.203.
3. N'GBANDA, p.119.
4. Entretien avec le général Faustin Munene à Kinshasa, 14 octobre 2001.
5. Joseph MUTAMBO, *Les banyamulenge*, imprimerie St. Paul, 1997, p.100.
6. *La Libre Belgique*, 23 octobre 1996.
7. J.MUTAMBO, op.cit., p.98.
8. *Ibid.*, p.98-99.
9. *Ibid.*, p.104-112.
10. HCR, Statistiques mensuelles, Kigali, 1996, citées dans «Forced To Flee. Violence against the Tutsis in Zaïre», *Human Rights Watch*, vol.8, n°2 A, New York - Paris, Juillet 1996, p.5-6, 15.
11. F. REYNTJES, *La Guerre des Grands Lacs*, Paris, L'Harmattan, 1999, p.51.
12. *Le Soir*, 13 septembre 1996.
13. *Human Rights Watch Africa*, avril 1997, Vol.9, n°2 (A), p.23.
14. J.MUTAMBO, *op.cit.*, p.114-116.
15. Filip REYNTJES, *op.cit.*, p.55.; *Human Rights Watch Africa*, octobre 1997, Vol.9, n°5 (A), p.8-9; Ibid., avril 1997, Vol.9, n°2(A), p.18-19.
16. *La Libre Belgique*, 23 octobre 1996; *Human Rights Watch Africa*, octobre 1997, Vol.9, n°5 (A), p.9.
17. Rapport de la mission Frank Sonck au Kivu, novembre 1996, compte rendu du 28 novembre.
18. *Ibid.*, compte rendu du 20 novembre.
19. WILLAME, op.cit., p.52.
20. «Les politiques discutent... », *Le Soir*, 8 novembre 1996.
21. Entretien de Gérald PAPY avec KISASE NGANDU, *La Libre Belgique*, 7 novembre 1996.
22. *Libération*, 8 novembre 1996.
23. Entretien de Gérald PAPY avec KISASE NGANDU, *La Libre Belgique*, 7 novembre 1996.
24. *Le Soir*, 23-24 novembre 1996.
25. *Le Soir*, 12 novembre 1996.
26. Entretien de Gérald PAPY avec KISASE NGANDU, *La Libre Belgique*, 7 novembre 1996.
27. *Le Soir*, 23-24 novembre 1996.
28. «Les masques tombent», *Le Monde*, 28 mars 1997.
29. *Le Soir*, 5 avril 1997.
30. C. BRAECKMAN, «Mobutu ne comprend que le langage... », *Le Soir*, 29 mars 1997.
31. «Transes et chansons... », *Libération*, 22-23 mars 1997.
32. BATELA, «Après l'invasion... », *La Référence Plus*, 12 mai 1997.
33. «Les Bana Kenge... », *La Référence Plus*, 15 mai 1997.
34. «Malgré les massacres... », *La Référence Plus,* 15 mai 1997.
35. Entretien avec Isidore KILEBA, Kikwit, 6 octobre 1999.
36. *La Libération – Journal du Peuple*, 5-10 janvier 1999.
37. F. REYNTJENS, *op.cit.*, p.52.
38. C. BRAECKMAN, *Le Soir*, 7 novembre 1996.
39. *Ibid.*
40. *Le Figaro*, 20 novembre 1996.

41. «Les humanitaires partent à l'assaut», *Le Soir*, 1-2 mars 1997.
42. *Human Rights Watch Africa*, avril 1997, Vol.9, n°2(A), p.27-28.
43. «Les risques de catastrophe humanitaire», *Le Soir*, 1-2 mars 1997.
44. *APC*, 6 août 1998.
45. N'GBANDA, op.cit., p.245.
46. *Ibid.*, p.206-208.
47. *The Monitor*, 2 juin 1999.
48. «Mobutu ne comprend que ...», *Le Soir*, 29 mars 1997.
49. *Le Monde*, 2 avril 1997.
50. «Savimbi au secours de son frère...», *Le Figaro*, 27 mars 1997.
51. «On reparle d'une force multinationale au Zaïre», *L'Echo de la bourse*, 1 mars 1997.
52. «Des milliers de soldats angolais...», *Le Monde*, 29 avril 1997.
53. «Washington suspicieux», *Le Figaro*, 5 mai 1997.
54. Entretien avec Kibari N'SANGA, écrivain, Kikwit, 10 octobre 1999.
55. *De Morgen*, 20 novembre 1996.
56. Gérard GUILLAUME, *Intervenir dans les grands Lacs?*, 6 novembre 1996.
57. *International Herald Tribune*, 8 novembre 1996.
58. *Washington Post*, 5 novembre 1996.
59. *International Herald Tribune*, 8 novembre 1996.
60. «Les combats s'intensifient», *Libération*, 25 octobre 1996.
61. «Les politiques discutent...», *Le Soir*, 8 novembre 1996.
62. *Ibid.*
63. Arnaud de La GRANGE, *Le Figaro*, 7 novembre 1996.
64. *Le Figaro*, 17 novembre 1996.
65. *International Herald Tribune*, 8 novembre 1996.
66. *Ibid.*
67. «Zaïre: qui interviendra...», *Le Soir*, 6 novembre 1996.
68. «Les E-U et la France s'opposent...», *Le Monde*, 20 novembre 1996.
69. *Le Monde*, 5 novembre 1996.
70. *Knack*, 20 novembre 1996.
71. *Le Figaro*, 18 novembre 1996; *Le Courrier*, 18 novembre 1996.
72. *Le Soir*, 22 novembre 1996.
73. *Human Rights Watch Africa*, octobre 1997, Vol.9, n°5(A), p.35.
74. *Le Figaro*, 5 novembre 1996.
75. *Le Nouvel Afrique Asie* n°88, janvier 1997, p.10-12.
76. «Le rapport qui voulait discréditer...», *Le Soir*, 21 mars 1997.
77. N'GBANDA, op.cit., p.221.
78. *Libération*, 9 novembre 1996.
79. *Le Figaro*, 4 novembre 1996.
80. *Ibid.*
81. Marie-France CROS, *La Libre Belgique*, 17 avril 1997.
82. David SMOCK, *Zaire's Crises of War*, Special Report, US Institute of Peace, 8-9 janvier 1997.
83. *Le Monde*, 12 novembre 1996.
84. N'GBANDA, op.cit., p.184.
85. «Empêchons le déluge!», *Umoja*, 19 mars 1997.
86. N'GBANDA, op.cit., p.180.

87. «Requiem», *La Référence Plus*, 17 mars 1997.
88. N'GBANDA, op.cit., p.178.
89. *Ibid.*, p.180.
90. *Ibid.*, p.51.
91. David SMOCK, *Zaire's Crises of War*, Special Report, US Institute of Peace, janvier 1997, p.6.
92. N'GBANDA, op.cit., p.118.
93. *Ibid.*, p.183.
94. Olivier ROGEAU, «Réseaux d'influence», *Le Vif/L'express*, 5 décembre 1997.
95. N'GBANDA, op.cit., p.46.
96. *Ibid.*, p.48.
97. «La consécration de l'influence américaine», *Libération*, 25 mai 1997; F. REYNTJENS, op.cit., p.140.
98. Wayne MADSEN, "Genocide and covert operations in Africa, 1993-1999", *African studies Volume 50*, The Edwin Mellen Press, 2000, p.184.
99. M.-F. CROS, «Un Belge à la tête...», *La Libre Belgique*, 25-26 janvier 1997; *Le Monde*, 5 mai 1997, citant *The New York Times* du 2 mai 1997.
100. *Le Soir*, 12 avril 1997.
101. Christian TAVERNIER. «Sur la guerre dans l'Est du Zaïre», *Le Soir*, 27 janvier 1997.
102. Christian TAVERNIER, «du Zaïre au Congo», *Le Soir*, 3 octobre 1997.
103. N'GBANDA, op.cit., p.225.
104. *Ibid.*, p.226.
105. *Le Courrier de l'Escaut*, 27 mars 1997; «Zaire government ready to share power», *Reuters*, Kinshasa, 25 mars 1997.
106. *Le Monde*, 2 avril 1997.
107. *Le Monde*, 12 novembre 1996.
108. «Le Zaïre de Mobutu sur la voie du changement», *La Libre Belgique*, 22 novembre 1996.
109. *Le Soir*, 22 novembre 1996.
110. *Ibid.*
111. *L'Echo de la Bourse*, 21 novembre 1996.
112. «Zaïre: Tshisekedi revient sur le devant de la scène», *La Libre Belgique*, 29 novembre 1996.
113. «Un intellectuel zaïrois...», *Le Potentiel*, 25 mars 1997.
114. *Le Figaro*, 6 novembre 1996.
115. Communiqué du Conseil National des ONG de développement du Zaïre (CNONGD), 15 décembre 1996.
116. «Dix mille étudiants...», *Le Soir*, 6 novembre 1996.
117. «A Bukavu, Goma et Uvira...», *La Semaine du reporter*, 21 mars 1997.
118. «Le Kivu s'interroge...», *Le Soir*, 6 novembre 1996.
119. Communiqué du PALU, 10 septembre 1996.
120. Antoine GIZENGA, Déclaration du PALU sur le conflit armé entre le Rwanda et le Congo-Kinshasa, fait à Léopoldville, le 1er novembre 1996.
121. F. REYNTJENS, *op.cit.*, p.153.
122. «Guerre de l'Est du Zaïre...», *La Référence Plus*, 22 mars 1997.
123. *AFP*, Paris, 7 février 1997.
124. *AFP*, Kinshasa, 10 février 1997.
125. *Le Potentiel*, 17 mars 1997.

126. « A Kinshasa, le pouvoir est... », *Le Monde*, 20 mars 1997.
127. « Le Premier ministre zaïrois, Léon Kengo... », *Le Monde*, 20 mars 1997.
128. « Libération sans libertés... », *La Référence Plus*, 24 mars 1997.
129. *Umoja*, 25 mars 1997.
130. « La énième distraction... », *Le Potentiel*, 26 mars 1997.
131. *Le Soir*, 12 mai 1997.
132. « En acceptant le pouvoir, Tshisekedi brave la rébellion », *Le Soir*, 3 avril 1997.
133. « Tout cela ressemble à... », *Le Soir*, 4 avril 1997.
134. *Le Peuple*, 18 avril 1997.
135. « Le Maréchal Mobutu veut négocier... », *Le Monde*, 21 avril 1997.
136. *Le Soir*, 12 mai 1997.
137. N'GBANDA, op.cit., p.307.
138. « Le schéma de la CNS... », *La Référence Plus*, 12 mai 1997.
139. Véronique KIESEL, « Mama Yemo, le pire et le meilleur », *Le Soir*, 2 avril 1997.
140. Wayne MADSEN, *op.cit.*, p.158.
141. N'GBANDA, op.cit., p.105.
142. *Ibid.*, p.113.
143. *Ibid.*, p.109.
144. *Ibid.*, p.111.
145. « Zaïre, le pari perdu », *Le Point*, 22 mars 1997.
146. François MISSER, *Le Vif/L'express*, 5 avril 1997, citant *Le Figaro*.
147. Wayne MADSEN, *op.cit.*, p.172.
148. *Ibid.*, p.169-170.
149. *Human Rights Watch Africa*, octobre 1997, Vol.9, n°5(A) p.36-37.
150. WILLAME, op.cit., p.169.
151. N'GBANDA, op.cit., p.131.
152. WILLAME, op.cit., p.170-171.
153. *Ibid.*, p.172.
154. *NRC-Handelsblad*, 25 novembre 1996.
155. Jacques ISNARD, « Des « conseillers » américains ont aidé à renverser... », *Le Monde*, 28 août 1997.
156. « Une note de la DGSE confirme l'ampleur de l'assistance américaine aux troupes de Kigali», *Le Monde*, 30 août 1997.
157. Wayne MADSEN, *op.cit.*, p.199.
158. *Ibid.*, p.202.
159. « Une note de la DGSE confirme l'ampleur de l'assistance américaine aux troupes de Kigali», *Le Monde*, 30 août 1997.
160. W. MADSEN, *op.cit.*, p.243.
161. *Le Courrier de l'Escaut*, 11 avril 1997.
162. *Le Monde*, 19 mars 1997.
163. *L'Echo de la bourse*, 20 mars 1997.
164. «Paris et Washington appellent à... », *Le Monde*, 27 mars 1997.
165. «Washington hopes Mobutu... », *International Herald Tribune*, 28 mars 1997.
166. *Le Monde*, 6 avril 1997.
167. *Le Monde*, 10 avril 1997.
168. *Le Peuple*, 9 avril 1997.
169. N'GBANDA, op.cit., p.288.

170. *Libération*, 16 avril 1997.
171. «Zaïre: le Pentagone envoie des troupes», *Le Monde*, 23 mars 1997.
172. «Le parti de Mobutu envisage un partage... », *Le Peuple*, 26 mars 1997.
173. *La Lanterne*, 9 avril 1997.
174. «Le parti de Mobutu envisage un partage... », *Le Peuple*, 26 mars 1997.
175. *IPS*, New York, 13 mai 1997, cité par F. REYNTJENS, *op.cit.*, p.156.
176. F. REYNTJENS, *op.cit.*, p.154.
177. *Le Monde*, 20-21 avril 1997.
178. *Washington Post*, 26 avril 1997.
179. Simon MALEY, «Comment Kabila a terrassé le despote», *Le Nouvel Afrique Asie*, juin 1997.
180. *Washington Post*, 9 juillet 1997.
181. N'GBANDA, op.cit., p.124.
182. *Ibid.*, p.154.
183. *Ibid.*, p.132.
184. *Ibid.*, p.234 et «Agreement», p.383.
185. *Ibid.*, p.234.
186. *Ibid.*, p.236.
187. *Ibid.*, p.238.
188. *Ibid.*, p.239.
189. *Ibid.*, p.293.
190. *Ibid.*, p.295-296, 299.
191. *Ibid.*, p.300.
192. *Ibid.*, p.301.
193. *Ibid.*, p.302.
194. *Ibid.*, p.425-426.
195. *Ibid.*, p.313.
196. *Ibid.*, p.316.
197. *Ibid.*, p.320.
198. *Ibid.*, p.341-343.
199. *Ibid.*, p.321.
200. *Ibid.*, p.157.
201. «La paranoïa anti-Tutsi», *Le Figaro*, 23-24 novembre 1996.
202. N'GBANDA, op.cit., p.349.
203. *Ibid.*, p.351-352.
204. «Le général Likulia prône... », *Le Potentiel*, 15 mai 1997.
205. N'GBANDA, op.cit., p.246.
206. *Ibid.*, p.264.
207. *Ibid.*, p.249.
208. *Le Monde*, 16 mai 1997.
209. N'GBANDA, op.cit., p.253.
210. *Ibid.*, p.253.
211. *Ibid.*, p.254.
212. *Ibid.*, p.328.
213. *Ibid.*, p.333.
214. *Ibid.*, p.335.
215. *Ibid.*, p.331-332.

Chapitre 5

1. «Le taux d'inflation à Kinshasa... », *ACP*, 8 janvier 1998.
2. «L'OFIDA passe ses recettes douanières de... », *ACP*, 27 décembre 1997.
3. «Congo- every central bank chief's nightmare», *The Financial Times*, 22 novembre 1997; "La RDC exportera 4750 mégawatts...", *ACP*, 27 décembre 1997.
4. *La transition pour la démocratie au Congo-Zaire et propositions de la communauté Katangaise d'outre-mer à l'occident*, COKATOM, Bruxelles, mars 1996.
5. Henri PAUWELS, *Het syndicalisme en de colonie*, (Le syndicalisme et la colonie), ACV, 13 av. de la Renaissance, Bruxelles, non daté, probablement 1946, 97 p., p.17.
6. BETTELHEIM, *Planification et croissance accélérée*, Paris, Petite collection Maspero, 1967.
7. «500 largest US corporations», *Fortune*, 17 avril 2000, p.1-50.
8. «Les enjeux de la Conférence nationale sur... », *ACP*, 22 décembre 1997.
9. «85 milliards de dollars de réserves de cuivre et... », *ACP*, 7 janvier 1998.
10. Janes BORES, «L'industrie minière en Afrique», *Marché Tropicaux*, 18 avril 1997.
11. «Kabila: Amateurisme, gauchisme... », *Le Soir*, 21 mai 1997.
12. «Révélations sur le séjour de Mme Albright», un dossier de Valentin MAKONGO et Laurel KANKOLE, *Le Palmarès* n°1107.
13. *Ibid.*
14. «Jean-Raymond Boulle s'engage dans les mines du Katanga», *Le Vif/L'express*, 23 mai 1997.
15. François MISSER, «Un pilote américain pour l'économie congolaise», *Télémoustique*, 23 octobre 1997.
16. «Un contrat minier liant l'Etat congolais à la Société SAKIMA», *ACP*, 24 décembre 1997.
17. Lolo LUASU, «La relance du secteur minier... », *ACP*, 22 janvier 1998.
18. «100 millions de dollars ne suffisent pas», *Le Soir*, 11 décembre 1997.
19. Didier GROGNA, «Kinshasa attend ses amis sans être spécialement attirante», *L'Echo de la bourse*, 2 décembre 1997.
20. «Un rôle de catalyseur pour la Belgique», *Le Peuple*, 17 septembre 1997.
21. *NCN*, 3 décembre 1997.
22. *NCN*, 6 novembre 1997.
23. *Ibid.*
24. «La délégation de Kinshasa face à la diaspora congolaise», *Le Messager africain* n°57.
25. «Madeleine Albright apporte le soutien des USA à Kabila», *Le Potentiel* n°1193, 9 décembre 1997.
26. *NCN*, 13 décembre 1997.
27. Didier GROGNA, «L'amitié a ses limites», *L'Echo de la bourse*, 5 décembre 1997.
28. *Le Soir*, 5 décembre 1997.
29. «Réactions du gouvernement congolais aux exigences... », *ACP*, 22 décembre 1997.
30. «Réponses du Ministre des Finances aux questions abordées par la Presse», *Le Messager africain* n°45.
31. Laurel KANKOLE, «M'Bwankiem révèle les dessous des cartes de sa rencontre avec Kabila!», *Le Palmarès* n° 1100, 5 décembre 1997.
32. «La France contre la reprise de l'aide», *AFP*, 1er novembre 1997.
33. «Révélations sur le séjour de Mme Albright», un dossier de Valentin MAKONGO et Laurel KANKOLE, *Le Palmarès* n°1107.

34. Dr. Adrien PHONGO-KUNDA, «Déclaration de l'UDPS à l'occasion de l'arrivée à Kinshasa de Madame Madeleine K. Albright, secrétaire d'Etat», *La Référence Plus* n° 1155, 11 décembre 1997.
35. Joseph YAONE MPIANU-NGUBA, Secrétaire général et Porte-parole du Gouvernement, «Compte-rendu du gouvernement issu de la CNS», *Le Palmarès* n° 1100, 4 décembre 1997.
36. Léon-Claude MOWA-MAYI, *La Tempête des Tropiques* n° 737, 23-25 août 1997, E. DIOMI N'DONGALA, «De tricherie en tricherie, le bilan de 100 jours sous la gestion de l'Afdl est globalement négatif».
37. *Ibid.*
38. Moïse MUSANGANA, «Le pasteur Ngoy arrêté pour "avoir injurié" le Président Kabila», *Le Potentiel*, 8 décembre 1997.
39. Conférence de presse du Chef de l'Etat du mercredi 24 décembre 1997, *ACP*, 26 décembre 1997.
40. E.W., «Kabila pour la consolidation de l'amitié rwando-congolaise», *La Référence Plus* n°1082, 13 septembre 1997.
41. Transcription de Valentin MAKONGO, «Kabila se confie à la presse», *Le Palmarès* n° 1087, 20 novembre 1997.
42. E. TSHISEKEDI, «Seul le peuple établit la constitution...», *La Référence Plus*, 29 octobre 1997.
43. Marie-France CROS, «Les partis politiques interdits», *La Libre Belgique*, 2 septembre 1997.
44. Valentin MUBAKE NUMBI, *Le Potentiel* n°1132, 29 septembre 1997.
45. *Ibid.*
46. Marie-France CROS, «Le régime ne peut que se radicaliser», *La Libre Belgique*, 13 septembre 1997.
47. Marie-France CROS, «Les partis politiques interdits», *La Libre Belgique*, 2 septembre 1997.
48. *Ibid.*
49. Dr. François TSHIPAMBA MPUILA, *Le passé de M. Kabila, président autoproclamé du Congo-Zaïre*, Belgique, novembre 1997, 15 pages, citations p.3, 4, 6, 15.
50. Michel-Ladi LUYA, «Révélations sur la rencontre entre Kabila et les mobutistes aux arrêts», *Le Palmarès* n°1103, 26 décembre 1997.
51. *Ibid.*
52. *Ibid.*
53. *Ibid.*
54. *Ibid.*
55. «Le nouveau Congo en marche», *ACP*, 23 décembre 1997.
56. Norbert TAMBWE, «Le Ministère public a déçu», *Le Messager africain*, 11-15 décembre 1997.
57. Véron Clément KONGO, «Procès Kikunda: un scandale judiciaire», *Le Potentiel*, 8 décembre 1997.
58. Michel-Ladi LUYA, «Révélations sur la rencontre entre Kabila et les mobutistes aux arrêts», *Le Palmarès* n°1103, 26 décembre 1997.
59. Conférence de presse du Chef de l'Etat du mercredi 24 décembre 1997, *ACP,* 26 décembre 1997.
60. Michel-Ladi LUYA, «Révélations sur la rencontre entre Kabila et les mobutistes aux arrêts», *Le Palmarès* n°1103, 26 décembre 1997.

61. Anna MAYIMONA, «Plus de 200 ex-FAZ et gendarmes katangais détenus à la prison centrale de Kasapa», *La Référence Plus*, 11 octobre 1997.
62. Wayne MADSEN, *op.cit.*, p.243.
63. Flory KANTE, «Paul Kabongo serait-il à la porte de sortie?», *Le Palmarès* n°1025, 8 septembre 1997.
64. Marie-France CROS, «Les services secrets changent de chefs», *La Libre Belgique*, 11 septembre 1997.
65. Témoignage de Luhembwe MILIKITU, Kinshasa, 8 octobre 2001.
66. Didier M'BUY, «Il était une fois Masasu, ma belle-mère, vous et moi...», *La Tempête des Tropiques* n°807, 3 décembre 1997; Laurel KANKOLE, *Le Palmarès n°1098*, 3 décembre 1997.
67. Ura NGANGA, «Kabila en colère! - Communiqué du Conseil de sécurité», *Le Palmarès* n°1098, 3 décembre 1997.
68. Marie-France CROS, «Kabila veut mettre de l'ordre dans l'armée», *La Libre Belgique*, 3 décembre 1997.
69. «Kabila et Lissouba pour une force africaine d'interposition», *Le Peuple*, 19 août 1997.
70. Frédéric FRITSCHER, «Le Congo-Brazzaville exporte sa guerre civile vers Kinshasa», *Le Monde*, 1er octobre 1997.
71. «Des tirs d'obus sur Kinshasa», *Le Soir*, 1er octobre 1997.
72. «Le conflit à Brazzaville tue à Kinshasa», *L'Echo de la bourse*, 1er octobre 1997.
73. Joseph OLENGHANKOY, «Les Fonus s'insurgent contre l'envoi de nos troupes au Congo-Brazzaville», *Le Palmarès* n°1048, 3 octobre 1997.
74. *Le Soir*, 27-28 décembre 1997, p.6.
75. «Nous voulons une enquête», *La Libre Belgique*, 8 octobre 1997.
76. «Amnesty International», *Le Soir*, 10 décembre 1997.
77. U.D.P.S., «L'ONU recule devant les killing fields...», 8 juillet 1997.
78. David NITUFUIDI, «Au cours de son message de paix et de coopération devant...», *Le Potentiel*, 9 août 1997.
79. Interview de KABILA: «La communauté internationale appelée à la rescousse», *Le Soir*, 31 octobre 1997.
80. «La RDC donne le feu vert à la commission...», *ACP*, 27 octobre 1997.
81. David NITUFUIDI, «Au cours de son message de paix et de coopération devant...», *Le Potentiel*, 9 août 1997.
82. *ACP*, 26 décembre 1997.
83. *Le Soir*, 31 octobre 1997.
84. «La RDC donne le feu vert à la commission...», *ACP*, 27 octobre 1997.
85. *Le Soir*, 31 octobre 1997.
86. *Ibid.*
87. «Washington et Strasbourg font pression sur Kabila», *La Libre Belgique*, 24 octobre 1997.
88. «Zaïre: La France est prête...», *Le Monde*, 6 novembre 1997.
89. Afsané BASSIR, «L'embarras croissant de Washington...», *Le Monde*, 28 octobre 1997.
90. Ibid.
91. «La RDC donne le feu vert à la commission...», *ACP*, 27 octobre 1997.
92. «Les Etats-Unis divisés...», *Libération*, 7 novembre 1997.
93. «L'intérêt de la RDC souligné devant le Congrès américain», *ACP*, 11 novembre 1997.
94. «M.Ridchardson relève des progrès...», *ACP*, 8 novembre 1997.
95. *Ibid.*

96. «L'Est du Congo recommence à brûler», *Le Soir*, 12 septembre 1997.
97. «Kongolese patriotten verenigen zich tegen president Kabila», *Financieel Ekonomische Tijd*, 29 août 1997.
98. *Dialogue*, Témoignages et analyses, novembre 1996-janvier 1997 (Document n°2).
99. Marie-France CROS, «La résistance du Sud-Kivu: Nous ne sommes pas alliés avec les Hutus», *La Libre Belgique*, 24 septembre 1997; «Rwandeze bezetter moet weg uit Kivu», *Het Belang van Limburg*, *AFP*, 13 septembre 1997.
100. «C'est de nouveau la guerre au Kivu... », *La Référence Plus*, 4 août 1997.
101. Marie-France CROS, «Violences croissantes au Kivu», *La Libre Belgique*, 6-7 septembre 1997.
102. Aimée TSHLEMBA NTUMBA (Présidente A.I), «La guerre fait rage à Masisi entre "les May-May" et les troupes de l'AFDL», *La Tempête des Tropiques* n°747, 6-8 septembre 1997.
103. M-F. CROS, «Violences croissantes au Kivu... », *La Libre Belgique*, 6 septembre 1997.
104. Michel - Ladi LUYA, «A la suite d'une attaque foudroyante - Bukavu à feu et à sang ! », *Le Palmarès* n° 1106, 20 décembre 1997.
105. «Communiqué du gouvernement sur l'attaque de Bukavu», *Le Palmarès*, 11 décembre 1997.
106. «Révélations sur le séjour de Mme Albright», un dossier de Valentin MAKONGO et Laurel KANKOLE, *Le Palmarès* n°1107.
107. «Le calme est revenu à Mudende... », *Le Peuple*, 10 septembre 1997; «Plus de deux cents tués dans le camp de Mudende», *Le Soir*, *AP*, *AFP*, 12 décembre 1997; Michel - Ladi LUYA, «Dans la nuit du 10 au 11 décembre dernier - Les ex-Far ont massacré des Congolais», *Le Palmarès* n°1107, 13 décembre 1997.
108. *NCN*, 11 août 1998.
109. «Les «Tigres» katangais... », *La Libre Belgique*, 27 septembre 1997.
110. *NCN*, 11 août 1998.
111. Clovis KADDA, «Bientôt l'embrasement du Congo-Kinshasa», *L'Alarme* n°41, 27 septembre 1997.
112. Ura NGANGA & M. WETE, «6.000 ex-Faz puissamment armés, s'apprêtent à renverser Kabila à partir d'Oyo! », *Le Palmarès* n° 1103, 9 décembre 1997.
113. «Les généraux Baramoto, Nzimbi et Mavua... », *ACP*, 16 décembre 1997.
114. Christian, *lettre de Bunia*, 2 novembre 1997.
115. Raphaël MBEMBE IYANGWA, «Des creuseurs massacrés en cascade par des éléments de l'Afdl», *La Tempête des Tropiques* n°737, 23-25 août 1997.
116. *Dialogue*, Goma – Bukavu: témoignages novembre 1996-janvier 1997.
117. Rik De GENDT, «Rwanda poogt geweld in Kivu in te dammen - Museveni wil "grote Afrikaanse markt"», *De Standaard*, 24 septembre 1997.
118. «Mohamed Sahnoun propose l'organisation en Afrique d'une conférence anti-Berlin», *Leader's* n°1, décembre 1997.
119. *ACP*, 20 janvier 1998.
120. *ACP*, 29 décembre 1997.
121. «Réponses du Ministre des Finances aux questions abordées par la Presse», *Le Messager africain* n°45.
122. Conférence de presse du Chef de l'Etat du mercredi 24 décembre 1997, *ACP*, 26 décembre 1997.
123. Entretien, vendredi 5 décembre 1997 au Ministère, Bd des Huileries.

124. «La Chine et la RDC signent des accords... », *ACP*, 18 décembre 1997.
125. «Congo-Chine: 4 accords ... », *ACP*, 4 février 1998.
126. «Une délégation chinoise à Kinshasa», *ACP*, 31 janvier 1998.
127. «Chine-Congo: Un remaniement ministériel... », *ACP*, 23 décembre 1997.
128. «Le Président de la République, M. Laurent-Désiré Kabila, s'est adressé mercredi à l'opinion... », *ACP*, 2 janvier 1998.
129. «Conférence de presse... », *ACP*, 26 décembre 1997, Kinshasa.
130. *Ibid.*
131. *ACP*, 2 janvier 1998.
132. *Ibid.*
133. *Ibid.*

Chapitre 6

1. «La philosophie de la politique externe», *ACP*, 6 avril 1998.
2. Wayne MADSEN, «Genocide and Covert Operations in Africa 1993-1999», *African Studies* Volume 50, The Edwin Mellen Press, 2000, p. 33.
3. *Ibid.*, p.156.
4. *Ibid.*, p.169.
5. *Ibid.*, p.208.
6. «Le ministre des Transports répond à la... », *ACP*, 6 mars 1998.
7. W. MADSEN, *op.cit.*, p.447.
8. «La guerre a détruit le Kivu», *AFP*, 3 février 1998.
9. *ACP*, Kinshasa, 1er avril 1998.
10. «Réaction de la RDC au rapport de l'ONU», *L'Avenir* n°384, 3 juillet 1998.
11. «Zaïre, transition, guerre et droits de l'homme», *Human Rights Watch/Africa*, avril 1997, p.64.
12. *L'Avenir* n°385, 4-5 juillet 1998.
13. *Ibid.*
14. Présidence de la République, Direction de la communication, 10 juin 1998.
15. Aldo AJELLO, «Soms richten wij met de beste bedoelingen grote rampen aan», *De Morgen*, 24 mars 1998.
16. *NCN*, 1er juillet 1998.
17. Robert BLOCK, «Congo villagers describe horrific killings», *Wall Street Journal*, 6 juin 1997.
18. W. MADSEN, *op.cit.*, p.306-307.
19. *NCN*, 1er juillet 1998.
20. Présidence de la République, Direction de la communication, 10 juin 1998.
21. Extraits de l'adresse de Mzee L.-D. Kabila aux Officiers des FAC à Kinshasa le 28 juillet 1998, *Bulletin Spécial de l'ACP*, 18 février 2001.
22. Extraits de l'adresse de Mzee L.-D. Kabila à la clôture du Séminaire de la Territoriale en juin 1998, *Bulletin Spécial de l'ACP*, 18 février 2001.
23. C. BRAECKMAN, «Kabila dans la cible des mobutistes», *Le Soir*, 6 février 1998.
24. C. BRAECKMAN, «Les mobutistes ne s'avouent pas vaincus», *Le Soir*, 4 avril 1998.
25. *Ibid.*
26. *NCN*, 24 février 1998.

27. *NCN*, 3 juin 1998.
28. C. BRAECKMAN, « A Kinshasa, le temps est à l'orage », *Le Soir*, 27 mai 1998.
29. C. BRAECKMAN, « Kabila dans la cible des mobutistes », *Le Soir*, 6 février 1998.
30. « Retour à Kinshasa du ministre... », *ACP*, 29 janvier 1998.
31. « Un plan de déstabilisation de la sous-région », *ACP*, 20 mars 1998.
32. « Le gouverneur du Nord-Kivu dément formellement... », *ACP*, 9 avril 1998.
33. « Les problèmes sociaux, de sécurité et... », *ACP*, 28 janvier 1998.
34. WILLAME, op.cit., p.142-144.
35. *Ibid.*
36. *ACP*, 28 janvier 1998.
37. *Ibid.*
38. Document publié à Louvain-la-Neuve, le 15 mai 1998. Pour l'a.s.b.l. SIMA-KIVU, Pascal MAMBOLEO Président, Budagwa ASSUMANI Membre.
39. Fait à Bukavu le 6 avril 1998. Pour la Société Civile du Sud-Kivu, Le Bureau de Coordination Provinciale, dans *Vision* n°8 du 24 avril 1998, repris dans *Vision* n°86, 26 février 1999.
40. WILLAME, *op.cit.*, p.153-154.
41. *ACP*, 19 mars 1998.
42. Rapport sur le dénouement de la crise au sein des FAC; la part des Sages banyamulenge, Note au Président, Bukavu, 9 mars 1998, cité dans WILLAME, op.cit., p.148 ; *IRIN*, 6 mars 1998.
43. Mémorandum du Peuple Nande sur les multiples massacres..., Bruxelles, 21 mai 1998.
44. WILLAME, *op.cit.*, p.158.
45. J. DIANA G., «Museveni est jaloux de Kabila», *L'Avenir*, 18 mai 1998.
46. TH. M'BUYI, «Complot contre la RDC», *Demain le Congo*, 18-19 mai 1998.
47. Présidence de la République, Directeur de la communication, 31 mai 1998.
48. *Ibid.*
49. *NCN*, 3 juin 1998.
50. Présidence de la République, Directeur de la communication, 31 mai 1998.
51. « Conférence de presse de M. Slater» , *Washington File*, 23 mars 1998.
52. Susan RICE, secrétaire d'Etat adjoint, déclaration au Congrès, 17 mars 1998.
53. *Ibid.*
54. *Ibid.*
55. « La Maison Blanche salue l'émergence... », *Washington File*, 30 janvier 1998.
56. *AFP*, 18 mars 1998.
57. *AFP*, 19 mars 1998.
58. Susan RICE, secrétaire d'Etat adjoint, déclaration au Congrès, 17 mars 1998.
59. W. MADSEN, *op.cit.*, p.477-478, citant Vesely : What are the Yanks doing in Africa ?, p.16.
60. *NCN*, 18 mai 1998.
61. Koert LINDIJER, « In Nigeria wint de rijkste club », *NRC Handelsblad*, 27 février 1999.
62. *AP*, 29 janvier 1998.
63. *L'Echo de la Bourse*, 15 janvier 1998.
64. *Agence Congolaise de Presse*, 3 février 1998.
65. *New Congo Net*, 3-4 février 1998.
66. *NCN*, 11 février 1998, citant *Reuters*.
67. *AFP*, 17 février 1998.
68. « Le gouvernement stigmatise la violation des usages... », *ACP*, 12 février 1998.
69. *AFP*, 17 février 1998.

70. «Les Américains protestent contre...», *Le Soir*, 16 février 1998.
71. «Hasquin confirme: Tshisekedi est au Kasaï», *La Libre Belgique*, 16 février 1998.
72. Véronique KIESEL, «Rwanda: Hasquin, hirondelle du...», *La Libre Belgique*, 18 février 1998.
73. *Le Soir*, 16 mars 1998.
74. *Le Soft*, 20-26 mai 1998.
75. «Le Mpr fustige la concentration du pouvoir par l'Afdl», *Le Choc Politique*, 4-6 avril 1998.
76. Présidence de la République, Directeur de la communication, 31 mai 1998.
77. «The State of Human Rights in the DRC, One Year after the Fall of the Mobutu Dictatorship», Statement by AZADHO, 15 mai 1998.
78. «Les E-U déplorent les mesures prises par la RDC contre les ONG», Communiqué du Département d'Etat, *Washington File*, 7 avril 1998.
79. «Les ultimes licences de Colette Braeckman», SAKOMBI INONGO, 14 mai 1998.
80. Colette BRAECKMAN, «A Kinshasa, le temps est à l'orage», *Le Soir*, 27 mai 1998.
81. Communication officielle de la République Démocratique du Congo, par SAKOMBI INONGO, 1er juin 1998.
82. «Authenticité au Zaïre», par SAKOMBI INONGO à Cotonou, Lomé et Bujumbura, devant les journalistes suisses.
83. *La voie de Dieu*, propriétaire: SAKOMBI INONGO, n° 8, 19e dimanche de l'an 1992: «Démocratie et Christocratie».
84. *La société zaïroise dans le miroir de son discours religieux* (1990-1993) p.40-50.
85. Ibid.
86. Ibid.
87. Conférence de presse du Chef de l'Etat du mercredi 24 décembre 1997, *ACP*, 26 décembre 1997.
88. W. MADSEN, *op.cit.*, p.168.
89. «Démocratie ou Théocratie?», *La Voie de Dieu*, 24e dimanche de l'an 1992.
90. *La voie de Dieu*, propriétaire: SAKOMBI INONGO, n° 8, 19e dimanche de l'an 1992: «Démocratie et Christocratie».
91. *La Libre Belgique*, 27 mai 1998.
92. «Un colonel belge à la retraite conseille Kabila», *La Libre Belgique*, 1er février 1997.
93. Robert S. STEWART, Economic, Industrial, Diplomatic and Financial Counsellor to the Council, rapport présenté à la conférence de presse, 13 pages, Bruxelles, Hotel Méridien, 26 mai 1998.
94. *NCN*, 18 mai 1998; W. MADSEN, *op.cit.*, p.304.
95. *NCN*, 18 mai 1998.
96. Chambre, COM, Compte rendu analytique, 21 avril 1998, C 552-5.
97. Robert S. STEWART, rapport présenté à la conférence de presse, Bruxelles, Hotel Méridien, 26 mai 1998.
98. Conseil de la république fédérale démocratique du Congo, *Les objectifs*, Feuille distribuée à la Conférence de Presse:.
99. Ibid.
100. Robert S. STEWART, rapport présenté à la conférence de presse, Bruxelles, Hotel Méridien, 26 mai 1998.
101. Ibid.
102. Ibid.
103. Ibid.

104. *Congo 1964* , *CRISP*, p.96.
105. Ibid., p.362, 387.
106. *NCN*, 19 et 27 mai 1998.
107. *NCN*, 27 mai 1998.
108. Ed MAREK, *NCN*, 19 mai 1998.
109. Conseil, feuille de présentation; texte distribué à la conférence de presse, Bruxelles, Hotel Méridien, 26 mai 1998.
110. Robert S. STEWART, rapport présenté à la conférence de presse du Conseil..., 26 mai 1998.
111. «Quatre enfants présumés sorciers sauvés», *ACP*, 2 février 1998.
112. *ACP*, 1er juillet 1998.
113. *La Référence Plus*, 4 juillet 1998.
114. Abdurazak MUKENGE, Laurel KANKOLE et Alain MBAKA, «Le Roi Kongo se confie au Palmarès», *Le Palmarès*, 10 juillet 1998.
115. *La Référence Plus*, 4 juillet 1998.
116. «Beaucoup de complicités autour du "roi" Kongo Mizele», *Le Choc Politique*, 4-6 juillet 1998.
117. Mao TSE-TOUNG, «Citations», *Le Petit livre Rouge*, Pékin, Ed. Langues Etrangères, 1967, p.238, 247.
118. Interview avec Roger Kalala, diffusée par le Marxistisch Leninistische Partei Deutschland.

Chapitre 7

1. *ACP*, 1er juillet 1998.
2. Extrait de l'adresse de Mzee L.-D. Kabila, 37e anniversaire de la mort de P.E. Lumumba à Kinshasa le 17 janvier 1998, *Bulletin Spécial de l'ACP*, 18 février 2001.
3. Extrait du discours de Mzee L-D. Kabila au COMESA à Kinshasa le 29 juin 1998, *Bulletin Spécial de l'ACP*, 18 février 2001.
4. Ed MAREK, *EDT USA*, Reston, Virginia, USA, 24 juillet 1998.
5. *IRIN-CEA*, bulletin n° 447, 30 juin 1998.
6. Pierre BIGRAS, NCN-francophone, Vol.1, n°27, 6-12 juillet 1998.
7. *IRIN-CEA*, bulletin n° 447, 30 juin 1998.
8. Ibid.
9. «Kabila mis en cause... », *Le Soir*, 22 juin 1998.
10. *ACP*, 25 juin 1998.
11. Déclaration des éditeurs et journalistes congolais, 19 juin 1998.
12. ONU, Rapport, 2 juillet 1998.
13. Léon MUKENDI, leonb@globalserve.net, 1er juillet 1998.
14. «Mot introductif de Tshisekedi», *Le Potentiel*, 8 juillet 1998.
15. *Africa Information And Publishing Service (AIPS)*, 8 juillet 1998.
16. Marie-France CROS, *La Libre Belgique*, 2 juillet 1998.
17. Discours de MAYELE au nom du MNC-L à la table Ronde de l'opposition radicale, Bruxelles, 30 juin 1998.
18. ZAhidi N'GOMA, «La démocratie, pas le partage... », *La Libre Belgique*, 6 juillet 1998.
19. *Africa Information And Publishing Service*, Washington, 22 juillet 1998.
20. *Le Soft*, 28 juillet - 11 août 1998.
21. MBANGU LUMEYA, Lind@global.co.za, 3 juillet 1998.

22. *ACP*, 8 juillet 1998.
23. *Ibid.*
24. E.L., *Africa Information And Publishing Service*, 27 juillet 1998.
25. *Le Palmarès*, *Agence D.I.A. Internationale*, 17 juillet 1998.
26. *Le Phare*, 16 juin 1998.
27. *NCN* francophone, 12 juillet 1998.
28. Pierre BIGRAS, NCN-francophone, Vol.1., n°27, 6-12 juillet 1998.
29. *Washington File*, 6 juillet 1998.
30. *NCN*, 28 juillet 1998.
31. «James Kabarebe absent à la cérémonie», *Le Phare*, 16 juillet 1998.
32. «Au retour de son voyage à Cuba...», *Le Palmarès*, 28 juillet 1998.
33. «Kabila en danger!», *Le Potentiel*, 23 juillet 1998.
34. «Des Banyamulenge avaient tenté d'assassiner Kabila», *Forum des As*, 5 août 1998; *Agence de presse D.I.A. Internationale*, 5 août 1998.
35. «Les rebelles se racontent», *Le Soir*, 12 août 1998.
36. *NCN*, 13 août 1998.
37. *Agence DIA Internationale*, 29 juillet 1998.
38. *ACP*, 29 juillet 1998.
39. *AFP*, 6 août 1998.
40. Hrvoje HRANJSKI, *AP*, 29 juillet 1998.
41. Jean-Baptiste SONDJI, Conférence au Centre International de Bruxelles, 2 novembre 1999, 20h00.
42. «Au Congo, les soldats tutsis...», *Libération*, 4 août 1998.
43. «L'aéroport de Kavumu serait...», *Le Potentiel*, 8 août 1998.
44. «Situation calme mais tendue», *AFP*, Kigali, 8 août 1998.
45. «Trois avions détournés», *AFP*, Kinshasa, 9 août 1998.
46. Stephen SMITH, «Les dix jours...», *Libération*,15-16 août 1998.
47. *AP*, Kinshasa, 11 août 1998.
48. *AFP*, Kinshasa, 7 août 1998.
49. «L'implication de l'Ouganda...», *ACP*, 10 août 1998.
50. *AFP*, Bruxelles, 9 août 1998.
51. «Kinshasa: preparations for attack», *NCN*, 15 août 1998.
52. *AFP*, Matadi, 30 août 1998.
53. *NCN*, 2 septembre 1998, 10h21.
54. *NCN*, 1er septembre 1998, 13h11.
55. Conférence de presse après la rencontre avec Ciluba à Harare le 29 septembre 1998, *NCN*, 30 août 1998.
56. *NCN*, 2 septembre 1998, 10h21.
57. *Electronic Mail and Guardian*, 2 septembre 1998.
58. *NCN*, 2 septembre 1998, 10h21.
59. *Ibid.*
60. *AFP*, Luanda, 30 août 1998, 06h53; BBC, 31 août 1998, 14h59.
61. *AFP*, Durban, 1er septembre 1998.
62. *Reuters*, Durban, 3 septembre 1998.
63. *NCN*, 3 septembre 1998, 12h43.
64. Entretien avec J.-B. SONDJI, Bruxelles, 2 novembre 1999.
65. *BBC*, 3 août 1998.

66. *ACP*, jeudi 4 août 1998.
67. *Reuters*, Malu-Malu, Kinshasa, 4 août 1998.
68. Toutes les citations qui suivent, «Le gouvernement appelle à la mobilisation... », *ACP*, Kinshasa, 6 août 1998 ; *Le Palmarès*, 7 août 1998.
69. *NCN*, 6 août 1998, citant *Mail and Guardian*.
70. *AFP*, Le Cap, Afrique du Sud, 6 août 1998.
71. «Mugabe exlut l'usage de la force. », *SAPA*, 8 août 1998.
72. Bychizya MSETEKA, *Reuters*, Victoria Falls, 8 août 1998.
73. Ibid.
74. *IRIN*, 18 juin 1998.
75. *NCN*, 24 juillet 1998.
76. *NCN*, 19 juin 1998.
77. Alex DUVAL SMITH, *Mail and Guardian*, 6 août 1998.
78. Lynne DUKE, *Washington Post*, 9 août 1998.
79. Anna RICHARDSON, *Reuters*, 9 août 1998, cité par *NCN*, 9 août 1998.
80. *NCN*, francophone, 13 août 1998.
81. *AFP*, Soyo, 13 août 1998.
82. Lynne DUKE, *Washington Post*, 9 août 1998.
83. *NCN*, 4 août 1998.
84. Guillaume NGEFA ATONDOKO, Kinshasa et Genève, 10 août 1998.
85. Colette BRAECKMAN, *Le Soir*, 7 août 1998.
86. *ACP*, 4 août 1998.
87. Didier MUMENGI, Déclaration gouvernementale, 5 août 1998.
88. Colette BRAECKMAN, *Le Soir*, 7 août 1998.
89. *ACP*, Kinshasa, 11 août 1998.
90. KADIMA,13 octobre 1998.
91. C. BRAECKMAN, *Le Soir*, 5 août 1998.
92. André KAPANGA, " Crisis in the DRC", presented to the UN press, *ACP*, 12 août 1998.
93. Friedrich ENGELS, «La Perse et la Chine, 20 mai 1857», dans MARX et ENGELS, *Textes sur le colonialisme*, Moscou, éd. En langues étrangères.
94. *Radio Bunia*, 8 août 1998 cité par *BBC*, 12 août 1998.
95. *Le Palmarès*, 7 août 1998.
96. *AFP*, Kinshasa, 27 août 1998.
97. *AFP*, 25 et 27 août 1998.
98. Déclaration de MUMENGI, *ACP*, 11 août 1998.
99. *ACP*, 6 août 1998.
100. Réaction de l'Union des Nandé pour l'Eveil de la conscience nationale sur l'agression rwando-ougandaise, Kinshasa, 14 août 1998.
101. Théogène RUDASINGWA, "US-Rwanda relations: dynamics of change and the implications for peace and stability", 13 août 1998, Washington D.C.
102. *NCN*, 15 août 1998, 17h17.
103. *L'Observatoire de l'Afrique centrale* (*NCN francophone*), 14 août 1998, 18h00.
104. *NCN*, 15 août 1998, 14h25.
105. «Western powers react», *NCN*, 15 août 1998, 14h25.
106. Nicholas PHYTHIAN, *Reuters*, Kinshasa, 6 août 1998.
107. «Le Congo de Kabila confronté... », *La Libre Belgique*, 4 août 1998.
108. *Reuters*, Kinshasa, 4 août 1998.

109. *AP*, Kinshasa, 6 août 1998, 12h47, citant l'agence de presse rwandaise *RNA*.
110. Repris dans *NCN*, 4 août 1998, 19:36.
111. *Reuters*, Kinshasa, 4 août 1998.
112. Howard FRENCH, *New York Times Service*, Abidjan, 5 août 1998.
113. *NCN*, 6 août 1998.
114. C. BRAECKMAN, *Le Soir*, Kigali, 10 août 1998.
115. «La présence militaire américaine au Rwanda.», *AFP*, Kigali, 6 août 1998.
116. «L'agression rwandaise au centre...», *ACP*, Kinshasa, 8 août 1998.
117. *NCN*, 7 août 1998.
118. *Washington File*, 5 août 1998.
119. *Washington File*, 6 août 1998.
120. *Washington File*, 7 août 1998.
121. *NCN*, 9 août 1998.
122. *NCN*, 17 août 1998.
123. Ed MAREK, *NCN*,19 août 1998.
124. Chris Mc GREAL, *Electronic Mail and Guardian*, Johannesburg, 20 août 1998.
125. *AFP* et *Reuters*, 15-16 août 1998.
126. *Le Canard Enchaîné*, 12 août 1998, p.3.
127. «Des milliers d'anciens militaires mobutistes attendent leur heure.», *Le Soir*, 8 août 1998, Bruxelles.
128. Cité par Pierre BIGRAS dans *NCN francophone*, 12 août 1998.
129. *La Libre Belgique*, 4 août 1998.
130. *Reuters*, 7 août 1998.
131. *Relief Web*, 11 août 1998.
132. C. BRAECKMAN, «Les rebelles se racontent», *Le Soir*, 12 août 1998.
133. «Depuis Goma, le mouvement élargit son assise», *La Libre Belgique*, 6 août 1998 ; *NCN francophone*, 5 août 1998.
134. *IRIN*, citant *Le Soft International*, Nairobi, 7 août 1998.
135. *Le Soft* n°751 du 6 au 18 août 1998.
136. *NCN*, 7 août 1998.
137. *Ibid.*
138. *Le Soft* n°751 du 6 au 18 août 1998.
139. «Le régime de Kabila dit vouloir contre-attaquer», *AP*, 15 août 1998.
140. *Le Soft* n° 752 du 13 août 1998.
141. *UDPS*, Bruxelles, 4 août 1998.
142. Déclaration de l' UDPS, 7 août 1998.
143. *UN-IRIN-CEA*, Bulletin quotidien n°482, 19 août 1998.
144. «A Bruxelles, ZAhidi N'Goma...», *Le Phare*, 6 août 1998.
145. C. BRAECKMAN, *Le Soir*, 12 août 1998.
146. «RDC: la rébellion rouvre...», *Reuters*, 12 août 1998; *NCN*, 12 août 1998.
147. Buchizya MSETEKA, *Reuters*, 16 août 1998.
148. *Reuters*, Harare, 25 août 1998.
149. *Reuters*, Harare, 21 août 1998.
150. *AFP*, Kinshasa, 16 août 1998.
151. *Reuters*, Kinshasa, 16 août 1998.
152. *NCN*, 16 août 1998.
153. *Electronic Mail and Guardian*, Johannesbourg, 20 août 1998.

154. Ibid.
155. *NCN*, 21 août 1998.
156. *AP*, Kinshasa, 21 août 1998.
157. *AFP*, Goma, 22 août 1998.
158. Howard BARRELL, *Electronic Mail and Guardian*, Johannesburg, 28 août 1998.
159. Nicholas PHYTIAN, *Reuters*, Kinshasa, 22 août 1998.
160. *AP*, Kinshasa, 21 août 1998.
161. «Communiqué du gouvernement rwandais. », *AP*, Goma, 21 août 1998.
162. *AP*, Luanda, 23 août 1998.
163. *Ibid.*
164. Interview de MPUILA, UDPS, *La Libre Belgique*, 22 août 1998.
165. *Electronic Mail and Guardian*, Johannesbourg, 21 août 1998.
166. *Reuters*, Kinshasa, 28 août 1998.
167. *AFP*, Kampala, 28 août 1998.
168. *BBC*, 25 août 1998.
169. *NCN*, 21 août 1998.
170. *NCN*, 24 août 1998.
171. Godfrey MUTIZWA, *Reuters*, Harare, 25 août 1998.
172. *AFP*, Luanda, 30 août 1998.
173. *AFP*, Matadi, 30 août 1998.
174. *AFP*, Goma, 30 août 1998.
175. *AFP*, Kinshasa, 30 août 1998.
176. *AFP*, Luanda, 30 août 1998.
177. Ian STEWART, *AP*, Kinshasa, 25 août 1998.
178. *AFP*, Kinshasa, 30 août 1998.
179. *AFP*, Goma, 26 août 1998.
180. Témoignage de Madelaine MINAMPALA, le 31 octobre 1998 à 20h00 au Centre International, Bruxelles.
181. *AFP*, Kinshasa, 30 août 1998.
182. *AFP*, Kinshasa, 27 août 1998.
183. *Ibid.*
184. *Ibid.*
185. *AFP*, Kinshasa, 28 août 1998.
186. *Ibid.*
187. *AFP*, Kinshasa, 29 août 1998.
188. *Ibid.*
189. *AFP*, Kinshasa, 29 août 1998 ; *AP*, Kinshasa, 28 août 1998.
190. KADIMA, op.cit., 13 octobre 1998.
191. Bawula Biyou ILONGA, 4 Avenue Mobutu, 28 décembre 1998.
192. KADIMA, op.cit., 13 octobre 1998.
193. «Après les victoires populaires. », *La Référence Plus*, 31 août 1998.
194. *La Référence Plus*, 31 août 1998.
195. «Mikondo. », *Le Soir*, 3 septembre 1998.
196. Entretien à Ndjili, 29 janvier 2000, 10h00-11h30.
197. Ibid.
198. *Livre d'Or de la Résistance belge*, Bruxelles, éd. Leclercq, 1946, p.45.
199. *Ibid.*, p.128, 368.

200. *AFP*, Goma, 27 août 1998.
201. MUSEMA KWELI, *amikivu@hotmail.com*, 26 août 1998.
202. Hrvoje HRANSKI, *AP*, 22 août 1998.
203. *Reuters*, Kinshasa, 26 août 1998.
204. «Interview de Kakudji du 19 août 1998», *La Référence Plus*, 24 août 1998.
205. C. BRAECKMAN, «Les Tutsis congolais ont déjà perdu la guerre», *Le Soir*, 24 août 1998.
206. *Ibid.*
207. *Ibid.*
208. «US government fact sheet on Usama bin Ladin», Defense Department, 20 août 1998.
209. Discours de Clinton du 20 août 1998.
210. Defense secretary COHEN, briefing, Pentagon transcript, 20 août 1998.
211. *NCN*, 20 août 1998.
212. *NCN*, 22 août 1998.
213. *The Post of Zambia*, 21 août 1998.
214. *NCN*, 27 août 1998.
215. C. BRAECKMAN, *Le Soir*, 17 août 1998.
216. *Congonline*, 18 août 1998.
217. *Xinhua*, 18 août 1998, cité dans *NCN*, 18 août 1998.
218. Discours publié dans Ganshof VAN DER MEERSCH, «Congo mai-juin 1960», Rapport au ministre, 1960, p.242-244.
219. *Congonline*, 18 août 1998.
220. Mutombo KABUNDJI, Direction Politique de l'UDPS, Johannesburg, 18 août 1998.
221. Interview de KENGO WA DONDO, *Radio Panik*, 18 août 1998.
222. Ibid.
223. C. BRAECKMAN, *Le Soir*, 24 août 1998.
224. Groupe Justice et Libération, *La guerre du Congo à Kisangani et les violations des droits de l'homme du 2 août au 17 septembre 1998*, Kisangani, 18 septembre 1998.
225. *Washington File*, 5 novembre 1998.
226. *Reuters*, Kinshasa, 6 novembre 1998.
227. «Kigali et la rébellion minimisent la portée de l'aveu rwandais.», *AFP*, Kigali, 6 novembre 1998.
228. *Ibid.*
229. *NCN*, 6 novembre 1998, citant Todd PITMAN de *Reuters.*
230. *Le Soir*, 6 novembre 1998.

Chapitre 8

1. Extrait de l'adresse de Mzee L.-D. Kabila, Place Ste-Thérèse, 16 septembre 1998. *ACP, Bulletin Spécial*, 18 février 2001.
2. Groupe Justice et Libération, op.cit., Kisangani, 18 septembre 1998.
3. «Congo rebels target...», *New Vision*, 31 décembre 1998; *NCN francophone*, 31 décembre 1998.
4. *Licopa nouvelles*, 7 janvier 1999.
5. Hervé BAR, *AFP*, Bangui, 14 janvier 1999.
6. Guy MUKENDI, *ACP*, 5 février 1999.
7. «Kabila troops flee rebel fire», *New Vision*, 29 janvier 1999.

8. René Gilbert FUNGA, *ACP*, Businga, 6 janvier 1999.
9. Stéphanie WOLTERS, *Reuters*, Kinshasa, 11 janvier 1999.
10. *ACP*, 22-25 janvier 1999.
11. *AFP*, Bangui, 13 janvier 1999.
12. *ACP*, Kinshasa, 22-25 janvier 1999.
13. Todd PITMAN,*Reuters*, Nairobi, 13 janvier 1999; *AFP*, Kigali, 13 janvier 1999.
14. Jean-Pierre REJETE, *AFP*, Ndjamena, 5 février 1999.
15. «Allies recapture», *The Herald*, 31 décembre 1998.
16. Stéphanie WOLTERS, *Reuters*, 11 janvier 1999.
17. Groupe Justice et Libération, op.cit., Kisangani, 12 janvier 1999.
18. *AFP*, Kinshasa, 15 janvier 1999.
19. *Ibid.*
20. *ACP*, Kamina, 2 février 1999.
21. *NCN*, 31 décembre 1998.
22. *Radio nacional Angola*, Luanda, 1er janvier 1999.
23. *NCN*, 19 janvier 1999.
24. *NCN*, 21 janvier 1999.
25. *Ibid.*
26. *AFP*, 21 janvier 1999.
27. *AFP*, Luanda, 27 janvier 1999.
28. *NCN*, 27 janvier 1999.
29. *NCN*, 28 janvier 1999.
30. *Luanda TPA Television*, 3 février 1999.
31. *BBC World*, 31 juin 1999.
32. *Radio nacional Angola*, 4 février 1999.
33. *NCN*, 18 janvier 1999, citant *AP*.
34. *NCN*, 1er février 1999.
35. *NCN*, 18 janvier 1993.
36. Luke BAKER, *Reuters*, Luanda, 29 janvier 1999.
37. *NCN-francophone*, 6 janvier 1999.
38. Chris GORDON, *Mail and Guardian*, 15 janvier 1999.
39. *NCN*, 4 janvier 1999.
40. Chris GORDON, *Mail and Guardian*, 15 janvier 1999.
41. Mike MILETIS, *Mail and Guardian*, cité par *NCN*, 6 janvier 1999.
42. *NCN*, 29 janvier 1999, citant *Mail and Guardian.*
43. Goodson MACHONA, *The Post of Zambia*, cité par *NCN*, 20 janvier 1999.
44. G. MACHONA, "Angola's claim", *The Post of Zambia*, 18 janvier 1999.
45. *NCN*, 28 janvier 1999, citant MSETEKA de *Reuters.*
46. *ACP*, Mbanza-Ngungu, 6 janvier 1999.
47. *ACP*, Muanda, 8 janvier 1999.
48. *ACP,* Boma, 8 janvier 1999.
49. *NCN*, 18 janvier 1999; Barry HATTON, *AP*, Luanda, 18 janvier 1999.
50. Pierre BIGRAS, *NCN-francophone*, 21 janvier 1999.
51. *Ibid.*
52. P. BIGRAS, *NCN-francophone*, 20 janvier 1999.
53. *The Standard*, 11 janvier 1999.
54. *NCN francophone*, 14 janvier 1999.

55. *NCN*, 12 janvier 1999, citant l'Agence *Xinhua.*
56. "Private press attacked for ulterior motives", *The Herald*, 28 janvier 1999.
57. *BBC Worls Africa*, 29 janvier 1999.
58. Daniel MANYANDURE, *The Zimbabwe Standard*, 31 janvier 1999.
59. *BBC World Africa*, 7 février 1999.
60. *The Zimbabwe Independent,* Harare, 5 février 1999.
61. *NCN*, 8 février 1999.
62. *Pot-Pourri* n°35, 22 avril 1999.
63. *Reuters*, Goma, 31 décembre 1998.
64. *Ibid.*
65. *NCN*, 3 janvier 1999, citant Hrvoje HRANJSKI.
66. *Le Soft*, 25 janvier 1999.
67. *IRIN*, 5 janvier 1999.
68. «L'interpellation du vice-président», *Le Soft*, 10 mai 1999.
69. *NCN*, 5 février 1999, citant *IPS.*
70. «Mobutu general joins...», *New Vision*, 3 février 1999.
71. *NCN*, 5 février 1999, citant *IPS.*
72. *NCN*, 29 janvier 1999, citant *New Vision.*
73. Micheline KIZEZA, «Interview d'Arthur ZAhidi N'Goma, vice-président du RCD sur *RFI*», *L'Avenir*, 28 janvier 1999.
74. Todd PITMAN, *Reuters*, Goma, 27 janvier 1999.
75. *AFP*, Kigali, 26 janvier 1999.
76. *NCN*, 31 janvier 1999, citant Paul BUSHARIZI dans *Reuters.*
77. Colette BRAECKMAN, *Le Soir*, 29 janvier 1999.
78. *Reuters, AP*, Goma, 3 janvier 1999.
79. *New Vision*, Kampala, 31 janvier 1999.
80. *AP*, Kigali, 4 février 1999.
81. Dickson JERE, *The Post of Zambia*, cité par *NCN*, 17 janvier 1999.
82. *NCN*, 4 janvier 1999.
83. *Ibid.*
84. *AFP*, Kampala, 3 janvier 1999.
85. *NCN*, 31 décembre 1998.
86. *NCN*, 1er février 1999, citant *The Monitor.*
87. Janvier BINAMA, «Kicukiro II et après», *Baromètre*, 15-31 janvier 1999.
88. *NCN francophone*, 12 janvier 1999.
89. *Ibid.*
90. *Baromètre*, 15-31 janvier 1999.
91. *AFP*, Kigali, 29 janvier 1999.
92. *The Herald*, 31 décembre 1998; *The Monitor*, 28 décembre 1998.
93. *Ibid.*
94. *AFP*, Bujumbura, 26 janvier 1999.
95. «Droits de l'Homme en catastrophe», *Message d'Uvira*, 26 janvier 1999.
96. *AFP*, Bujumbura, 26 janvier 1999.
97. «Droits de l'Homme en catastrophe», *Message d'Uvira*, 26 janvier 1999.
98. H. HRANJSKI, *AP*, 6 janvier 1999.
99. Marie-Laure COLSON, *Libération*, 15 janvier 1999.
100. *NCN*, 5 janvier 1999, citant un message envoyé par «une source bien renseignée».

101. Source Indépendante du Congo, 11 janvier 1999.
102. Ibid.
103. *AP*, Goma, 6 janvier 1999.
104. *BBC World, Africa*, 6 janvier 1999.
105. *Reuters*, Goma, 6 janvier 1999.
106. *NCN*, 11 janvier 1999, citant le WP.
107. *AFP*, Bujumbura, 26 janvier 1999.
108. *NCN*, 1er février 1999.
109. Mark MITCHELL, «Clinton fiddles…», *The Wall Street Journal*, jeudi 14 janvier 1999.
110. Colette BRAECKMAN, *Le Soir*, 4 février 1999.
111. *Ibid.*
112. *Ibid.*
113. *NCN*, 21 janvier 1999.
114. «Uganda sets terms», *New Vision*, 6 février 1999.
115. *AFP*, Windhoek, 20 janvier 1999.
116. *Reuters*, Johannesburg, 19 janvier 1999.
117. *Le Soft* n°755, 25 janvier 1999.
118. *AFP*, Kigali, 20 janvier 1999.
119. «Summit to determinate…», *New Vision*, 21 janvier 1999.
120. *CNN*, Lusaka, 3 février 1999.
121. *NCN*, 18 janvier 1999.
122. Colette BRAECKMAN, *Le Soir*, 23 janvier 1999.
123. *Le Soir*, 30 novembre 1998, p.2.
124. «Le Président Kabila demande à la communauté…», *ACP*, 1er février 1999.
125. *Ibid.*
126. *ACP*, Kinshasa, 19-20 janvier 1999.
127. *NCN*, 19 janvier 1999.
128. *Le Soir*, 30 novembre 1998, p.2.
129. *NCN*, 18 janvier 1999.
130. *Congo 1960*, t.II, Bruxelles, CRISP, p.544.
131. *L'Alerte*, 19 janvier 1999.
132. *The Post*, Ouganda, 2 février 1999.
133. *NCN francophone*, 24 janvier 1999.
134. *NCN francophone*, 23 janvier 1999.
135. «Indications of a major push», *NCN*, 24 janvier 1999.
136. *AFP*, Kigali, 31 janvier 1999.
137. Todd PITMAN, *Reuters*, Goma, 4 février 1999.
138. *Congo 1960*, t.II, Bruxelles, CRISP, p.690-693.
139. *AFP*, Rome, 21 janvier 1999.
140. «Financement des micro-projets», *ACP*, 18 janvier 1999.
141. *Le Potentiel*, 28 janvier 1999.
142. Document final présenté à Bruxelles le 19 janvier 1999.
143. Propos recueillis par Pierre BIGRAS, *NCN francophone*, 30 janvier 1999.
144. *NCN-francophone*, 29 janvier 1999.
145. «Déclaration de principe et plate-forme d'actions de la Conférence de Paix durable et de Développement démocratique», Montréal, 30 janvier 1999.
146. Pascal KAMBAL, «Summary», *NCN*, 28 janvier 1999.

147. Colette BRAECKMAN, *Le Soir*, 4 février 1999.
148. *PANA*, Paris, 27 janvier 1999.
149. *NCN*, 7 février 1999, citant *IPS*.
150. Philippe MANDANGI, UDPS, Londres, 20 janvier 1999.
151. Communiqué de l'UDPS, signé Adrien PHONGO KUNDA, 2 décembre 1998.
152. Pierre BIGRAS, *NCN francophone*, 29 janvier 1999.

Chapitre 9

1. *AFP*, Nairobi, 16 février 1999.
2. *AP*, Kigali, 17 février 1999.
3. *New Vision*, Kampala, 19 février 1999.
4. Todd PITMAN, *Reuters*, Kigali, 19 février 1999.
5. *New Vision*, Kampala, 15 février 1999.
6. «Le commandant Denis Kalume Numbi. », *ACP*, Kinshasa, 18 février 1999.
7. Howard BARELL, *The Mail and Guardian*, Johannesbourg, 19 février 1999.
8. Ed MAREK, *NCN*, 25 février 1999.
9. *NCN*, 21 février 1999.
10. *Reuters*, Kinshasa, 17 février 1999.
11. *NCN*, 17 février 1999.
12. *Reuters*, Harare, 16 février 1999.
13. Crispin INAMBAO, *The Namibian*, 24 février 1999.
14. Stephanie WOLTERS, *Reuters*, Kinshasa, 21 février 1999.
15. *Mail and Guardian*, Dar Es Salaam, 23 février 1999.
16. *ACP*, Kinshasa, 18 février 1999.
17. *ACP*, Kinshasa, 22 février 1999.
18. *Reuters*, Kinshasa, 2 mars 1999.
19. Entretien avec N., 12 avril 1999.
20. Emmanuel GOUJON, *AFP*, Kigali, 11 mars 1999.
21. *NCN*, 3 mars 1999.
22. Barthélémy BOSONGO, *AFP*, Kinshasa, 11 mars 1999.
23. *AFP*, Harare, 11 mars 1999.
24. *ACP*, Kinshasa, 18 mars 1999.
25. *BBC World, Africa*, 3 mars 1999.
26. *Reuters*, Kinshasa, 4 mars 1999.
27. *ACP*, Kinshasa, 19 mars 1999.
28. *AFP*, Genève, 9 mars 1999.
29. *AFP*, Harare, 11 mars 1999.
30. *NCN*, 10 mars 1999.
31. *AFP*, Kigali, 16 mars 1999.
32. *UNHCR*, Genève, 19 mars 1999.
33. *Reuters*, Kigali, 16 mars 1999 ; *AFP*, Lubao, 17 mars 1999.
34. Hrvoje HRANJSKI, *AP*, 18 mars 1999.
35. Emelia SITHOLE, *Reuters*, *AFP*, Lubao, Pretoria, 17 mars 1999.
36. *NCN-francophone*, 3 mars 1999.
37. *Reuters*, Uvira, 23 mars 1999.

38. *Reuters* citant *MISNA*, Rome, 24 mars 1999 ; *NCN-francophone*, 23 mars 1999.
39. *NCN*, 26 février 1999, citant le NGO International Rescue Committe dans UN IRIN.
40. *NCN*, 3 mars 1999.
41. *NCN*, 8 mars 1999.
42. *AFP*, Kinshasa, 1er mars 1999 ; Ronald IMBAYAGO,*The Herald*, Zimbabwe, 3 mars 1999.
43. *AFP*, Kinshasa, 2 mars 1999.
44. Godfrey MUTIZWA, *Reuters*, Harare, 25 mars 1999.
45. *PANA*, Kinshasa, 26 mars 1999.
46. *Reuters*, Johannesburg, 9 avril 1999.
47. Lara PAWSON, *Reuters*, , Luanda, 9 avril 1999.
48. *Xinhua-ACP*, Luanda, 7 mai 1999.
49. *AFP*, Kakuyu, 12 avril 1999.
50. *IRIN*, Johannesburg, 13 avril 1999.
51. *ACP*, 16 mars 1999.
52. Barthélémy BOSONGO, *AFP*, Kinshasa, 21 mai 1999.
53. Emmanuel GOUJON, *AFP*, Kigali, 11 mars 1999.
54. Barthélémy BOSONGO, *AFP*, Kinshasa, 11 mars 1999.
55. « Kama de nouveau sous contrôle », *Le Phare*, 12 mai 1999.
56. *MISNA*, 18 mai 1999.
57. *NCN*, 2 avril 1999.
58. *Reuters*, Kabalo, 18 avril 1999.
59. Buchizya MSETEKA, *Reuters*, Johannesburg, 8 avril 1999.
60. Goodson MACHONA, *The Post of Zambia*, Lusaka, 26 avril 1999.
61. Entretien avec Dieudonné KAYEMBE, Kinshasa, 14 avril 1999.
62. *ACP*, Mbuji Mayi, 8 mai 1999.
63. *Reuters*, Kigali, 19 mai 1999.
64. *LaTempête des Tropiques*, 24 mai 1999.
65. *Reuters*, Kinshasa, 25 mai 1999.
66. Barthélémy BOSONGO, *AFP*, Kinshasa, 21 mai 1999.
67. « Le retour de la manivelle. », *L'Avenir*, 25 mai 1999.
68. Todd PITMAN, *Reuters*, Kabalo, 13 avril 1999.
69. Entretiens avec NSAMBA, Barumbu, 12 avril 1999.
70. Jean VABILU, « Le diocèse de Kole complètement pillé par des militaires », *La Référence Plus* n°1561, 23 avril 1999.
71. *ACP*, Bandundu, 20 mai 1999.
72. *Reuters*, Kisangani, 10 mai 1999.
73. *Demain le Congo*, 14 mai 1999.
74. Todd PITMAN, *Reuters*, Kisangani, 12 mai 1999.
75. *AFP*, Nairobi, 13 mai 1999 ; *BBC World, Africa*, 12 mai 1999 ; H. HRANJSKI, *AP*, Kigali, 11 mai 1999.
76. E.L. , *AIPS*, Washington, 12 mai 1999 et 13 mai 1999.
77. *Reuters*, Kinshasa, 12 mai 1999.
78. *L'Avenir*, 13 mai 1999.
79. H. HRANJSKI, *AP*, Goma, 13 mai 1999.
80. *Reuters*, Kinshasa, 25 mai 1999.
81. Cité par Todd PITMAN, *Reuters*, Kisangani, 12 mai 1999.
82. *AFP*, Kinshasa, 13 mai 1999.

83. *Reuters*, Harare, 21 mai 1999, citant *The Herald.*
84. B. BOSONGO, *AFP*, Kinshasa, 21 mai 1999.
85. *Demain le Congo*, 21 mai 1999.
86. *Reuters*, Kinshasa, 20 mai 1999.
87. *AFP*, Kigali, 18 mai 1999.
88. «Message du Président du 17 mai 1999. », *ACP*, Kinshasa, 20 mai 1999.
89. *NCN*, 10 février 1999.
90. *BBC*, 31 janvier 1999 ; *NCN*, 30 janvier 1999.
91. *NCN*, 16 février 1999.
92. *Radio nacional de Angola*, 4 février 1999.
93. *TPA TV,* Luanda, 14 février 1999.
94. *LUSA*, Cuito, 17 février 1999.
95. *NCN*, 22 février 1999.
96. *NCN*, citant *Reuters,* 5 mars 1999 ; *Radio Nacional Angola*, 3 mars 1999.
97. Luke BAKER, *Reuters*, Johannesburg, 2 mars 1999.
98. *LUSA*, Malanje, 8 mars 1999 ; *NCN*, 3 mars 1999.
99. *Mail and Guardian*, 27 mars 1999.
100. *NCN*, 13 mai 1999, citant *Reuters* et *LUSA*.
101. *Mail and Guardian*, Johannesburg, 1er mars 1999.
102. *Noticias de Angola*, 10 mars 1999.
103. *Noticias de Angola*, 1er mars 1999.
104. Buchizya MSETEKA, *Reuters*, Johannesburg, 20 mai 1999.
105. *NCN*, 19 mars 1999 ; P. BIGRAS dans *NCN francophone*, 19 mars 1999 ; Howard BARRELL, *Mail and Guardian*, 1er avril 1999.
106. *TPA TV*, Luanda, 17 mars 1999.
107. *LUSA*, Lisbonne, 23 mars 1999.
108. *NCN*, 15 février 1999.
109. *NCN*, 22 février 1999.
110. *TPA TV*, Luanda, 26 mai 1999.
111. *NCN*, 18 février 1999.
112. Nicholas SHAXSON, *Business Day*, cité par *NCN*, 31 mars 1999.
113. *NCN*, 8 février 1999.
114. *BBC*, 31 janvier 1999 ; *NCN*, 30 janvier 1999.
115. *Mail and Guardian*, Johannesburg, 1er mars 1999.
116. Luke BAKER, *Reuters*, Johannesburg, 2 mars 1999.
117. *Reuters*, Lisbonne, 29 mars 1999.
118. *LUSA*, Soyo, 26 mars 1999.
119. *NCN* citant *LUSA*, 7 avril 1999.
120. *LUSA*, Uige, Angola, 31 mars 1999 ; *Noticias de Angola*, 30 mars 1999.
121. *NCN*, 28 mars 1999.
122. *TPA TV,* Luanda, 21 février 1999.
123. P. BIGRAS, *NCN-francophone*, 26 mars 1999.
124. *NCN*, 14 mai 1999 ; Howard BARRELL, *Mail and Guardian*, 14 mai 1999.
125. *NCN*, 26 mai 1999.
126. *NCN*, 2-3 mars 1999.
127. *AP*, Bwindi, 16 mars 1999.
128. Matthew BIGG, *Reuters*, cité dans *NCN*, 5 mars 1999.

129. *Reuters*, Nairobi, 3 mars 1999.
130. *NCN*, 8 mars 1999.
131. John NAGENDA, *New Vision*, 6 mars 1999.
132. Lynne DUKE, *The Washington Post*, 10 mars 1999.
133. *Reuters*, Kampala, 6 mars 1999.
134. Ed MAREK, *NCN editorial*, 1er mars 1999.
135. *NCN*, 2-3 mars 1999.
136. Ed MAREK, *NCN editorial*, 1er mars 1999.
137. *Ibid.*
138. Ed MAREK, *NCN*, 4 mars 1999.
139. Henry WASSWA, *AP*, 4 mars 1999.
140. *NCN*, 8 mars 1999 ; *Reuters*, Kampala, 29 mars 1999.
141. *NCN*, 8 décembre 1999.
142. Ed MAREK, *NCN*, 8 mars 1999.
143. *NCN*, 2 avril 1999.
144. Lewis MACHIPISA, *Mail and Guardian*, Johannesburg, 10 mars 1999.
145. *Mail and Guardian*, 15 mars 1999.
146. Rodgers VENGANAYI, *Parade*, Harare, juin 1999, p.7, 21, 25.
147. Wisdom MDZUNGAIRI, *The Herald*, Zimbabwe, 9 mars 1999.
148. Patrick TSHIMANHU, *AP*, Indianapolis, 14 mars 1999.
149. Paul GIFFORD, *The New Crusaders, Christianity and the New Right in Southern Africa*, Pluto Press, Londres, 1991, p.57.
150. Chris CHIVINGE, *The Herald*, Harare, 15 mars 1999.
151. *The Herald*, 10 mars 1999.
152. Chris CHIVINGE, *The Herald*, Harare, 15 mars 1999.
153. Maw CHIVASA, *The Herald*, 15 mars 1999.
154. *Mail and Guardian*, 12 mars 1999.
155. Rodgers VENGANAYI, *Parade*, juin 1999, Harare, p.7, 21, 25.
156. *The Herald*, 10 mars 1999.
157. Daniel MANYANDURE, *Mail and Guardian*, Johannesburg, 15 mars 1999.
158. *ACP*, Kinshasa, 29 mars 1999.
159. Wisdom MDZUNGAIRI, *The Herald*, 18 mars 1999.
160. *The Herald*, 18 mars 1999.
161. Stephanie WOLTERS, *Reuters*, Kinshasa, 11 mars 1999.
162. *NCN*, 11 mars 1999.
163. Kamanga MUTOND, *AP*, Kinshasa, 11 mars 1999.
164. Colette BRAECKMAN, *Le Soir*, 15 mars 1999.
165. *Reuters*, Lusaka, 28 février 1999 ; Fred CHELA, Lusaka, 1er mars 1999.
166. *NCN*, 3 mars 1999.
167. Susan RICE, *US Economic Policy Toward Africa*, Harvard University Business School, 30 janvier 1999, dans *NCN*, 23 février 1999.
168. *NCN-francophone*, 18 mars 1999.
169. *NCN*, 30 avril 1999.
170. Kindness PARADZA, *The Financial Gazette*, Washington, 18 mars 1999.
171. *Ibid.*
172. *NCN*, 29 mai 1999.
173. Tony HAWKINS, professeur à l'université du Zimbabwe, *Reuters*, Harare, 31 mars 1999.

174. *Mail and Guardian*, Johannesburg, 26 février 1999.
175. Pius MATEKANI KATUNZI, *The Monitor*, Kampala, 9 mai 1999.
176. *NCN*, 15 mars 1999.
177. *NCN*, 16 mars 1999.
178. *NCN-francophone*, 2 avril 1999.
179. *Relief Web*, 21 mai 1999, *IRIN* update n°676.
180. Ogen Kevin ALIRO, *The Monitor*, Kampala, 25 mai 1999, cité dans *NCN*, 26 mai 1999.
181. *BBC World, Africa*, 7 avril 1999.
182. *NCN*, 18 mars 1999.
183. Ivor POWELL, *Mail and Guardian*, Johannesburg, 9 avril 1999.
184. *Reuters*, Kigali, 10 mars 1999.
185. *NCN*, 18 février 1999.
186. *Le Soft International*, 10 mai 1999.
187. *NCN*, 18 février 1999.
188. *Ibid.*
189. Entretien de M.A. avec S.B., Kigali, 26 décembre 1999.
190. «Jean Pierre Mugabe: Cri d'alarme adressé au Président...», *NCN-francophone*, 19 mars 1999.
191. *NCN*, 18 février 1999.
192. *Reuters*, Uvira, 23 mars 1999.
193. *Le Soft International* n°756, 8 mars 1999.
194. *Le Soft International*, 10 mai 1999.
195. *Ibid.*
196. *Xinhua*, 12 mai 1999, cité dans *NCN*, 14 mai 1999.
197. *NCN*, 30 avril 1999.
198. Le Président KABILA, conférence de presse, *ACP*, 20 avril 1999.
199. «UPDF Congo exit not Guaranteed», *PANA*, Kampala, 23 avril 1999; *AFP*, Dar es Salaam, 5 mai 1999.
200. Todd PITMAN, *Reuters*, 19 avril 1999.
201. Muhammed WASSAJJA, *The Monitor*, 11 mai 1999.
202. *NCN*, 8 mai 1999.
203. Todd PITMAN, *Reuters*, Kigali, 20 avril 1999.
204. *AFP*, Dar es Salaam, 5 mai 1999.
205. *NCN*, 11 mai 1999.
206. «Les provinces occupées...», *La Tempête des Tropiques,* 5 mai 1999.
207. *NCN*, 6 mai 1999.
208. *AP*, Kigali, 19 avril 1999.
209. Lunda BULULU, Déclaration du C.E., Département de l'Information, 30 avril 1999.
210. «L'après Kabila déchire...», *Le Phare*, 7 mai 1999.
211. Victoria RUZVIDZO, *The Herald*, 4 mai 1999.
212. Le Général-Major Kagame s'adresse aux Congolais: «Les Congolais et les Rwandais sont des voisins et des frères qui ont beaucoup de choses à partager», *Le Soft International*, 10 mai 1999.
213. James RUBIN, State Department, Washington, 1er avril 1999.
214. *La Tempête des Tropiques*, 29 avril 1999, p.8.
215. *Le Potentiel*, 24 avril 1999, p.4.
216. Déclaration du 19 mars 1999.

217. Ilunga SHAMANGA, *La chute de Mobutu et l'effondrement de son armée*, 1998, p.175-176.
218. Cathérine NZUZI WA MBOMBO, membre fondateur du MPR-fait privé, *Le Potentiel*, 3 mai 1999, p.3 et 6.
219. Me Lea Sisi OMARI, membre du comité directeur du MPR, *La Tempête des Tropiques*, 29 avril 1999, p.8.
220. Tshidibi NGONDAVI, *Le Potentiel*, 29 avril 1999, p.8.
221. *Congo 1960*, CRISP, t.II, p.681.
222. Mémorandum à l'ONU, 4 septembre 1999.
223. Déclaration de TSHISEKEDI, 20 mars 1999, *La référence Plus*, 29 avril 1999, p.8.; *Reuters*, Kinshasa, 22 mars 1999.
224. François MPUILA, UDPS Contribution to the Study Days on African Policy, Louvain-La-Neuve, 9-10 février 1999.
225. *AIPS*, Washington, 8 mai 1999 ; *La tempête des tropiques*, 29 avril 1999, p.2 et 7.
226. *AP*, 18 février 1999.
227. *NCN*, 18 février 1999.
228. *La Référence Plus*.
229. *Forum des As*, 30 avril 1999, p.2.
230. *Forum des As*, 3 mai 1999, p.8.
231. *La Tempête des Tropiques*, 8 mai 1999.
232. *La Référence Plus*, 30 avril 1999.
233. *Ibid.*
234. *ACP*, Kinshasa, 4 mars 1999 ; *ACP*, Kinshasa, 24 février 1999.
235. *La Référence Plus* n°15°5, 15 février 1999.
236. *La Tempête des Tropiques*, 5 mai 1999 par *YHR*.
237. *Reconstruction*, Editions CNONGD, Kinshasa, 1997, Actes du Colloque, p.153.
238. Steven SWINDELS, *Reuters*, Johannesburg, 10 mars 1999.
239. Interview à *RFI*, dans *Le Potentiel*, samedi 13 mars 1999, p.4.
240. *Le Potentiel*, 13 mars 1999, p.4.
241. Stephen LAUFER, Business Day, Johannesburg, 10 mars 1999.
242. Didier MUMENGI, Communication du gouvernement, 5 mars 1999.

Chapitre 10

1. «Le programme d'action du CNL», texte intégral dans : Ludo MARTENS, *Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba*, Anvers, EPO, 1985, p.162-165.
2. Freddy MUKOYI, *Au revoir M'zee Laurent-Désiré Kabila – Pouvoir Populaire, le rêve brisé ou le rêve continue ?*, Kinshasa, Ed A.P.C., 2001.
3. Toutes les citations viennent des deux discours que l'on retrouve en intégralité dans ce chapitre.
4. Cathérine NZUZI WA MBOMBO, *Le Potentiel*, 3 mai 1999, p.3 et 6.
5. Discussion avec Martin KIBUNGU, Kinshasa, 27 mars 1999, de 12h30 à 14h30.
6. *ACP*, 17 juillet 1999.
7. *ACP*, 23 juin 1999.
8. *ACP*, 1er juillet 1999.

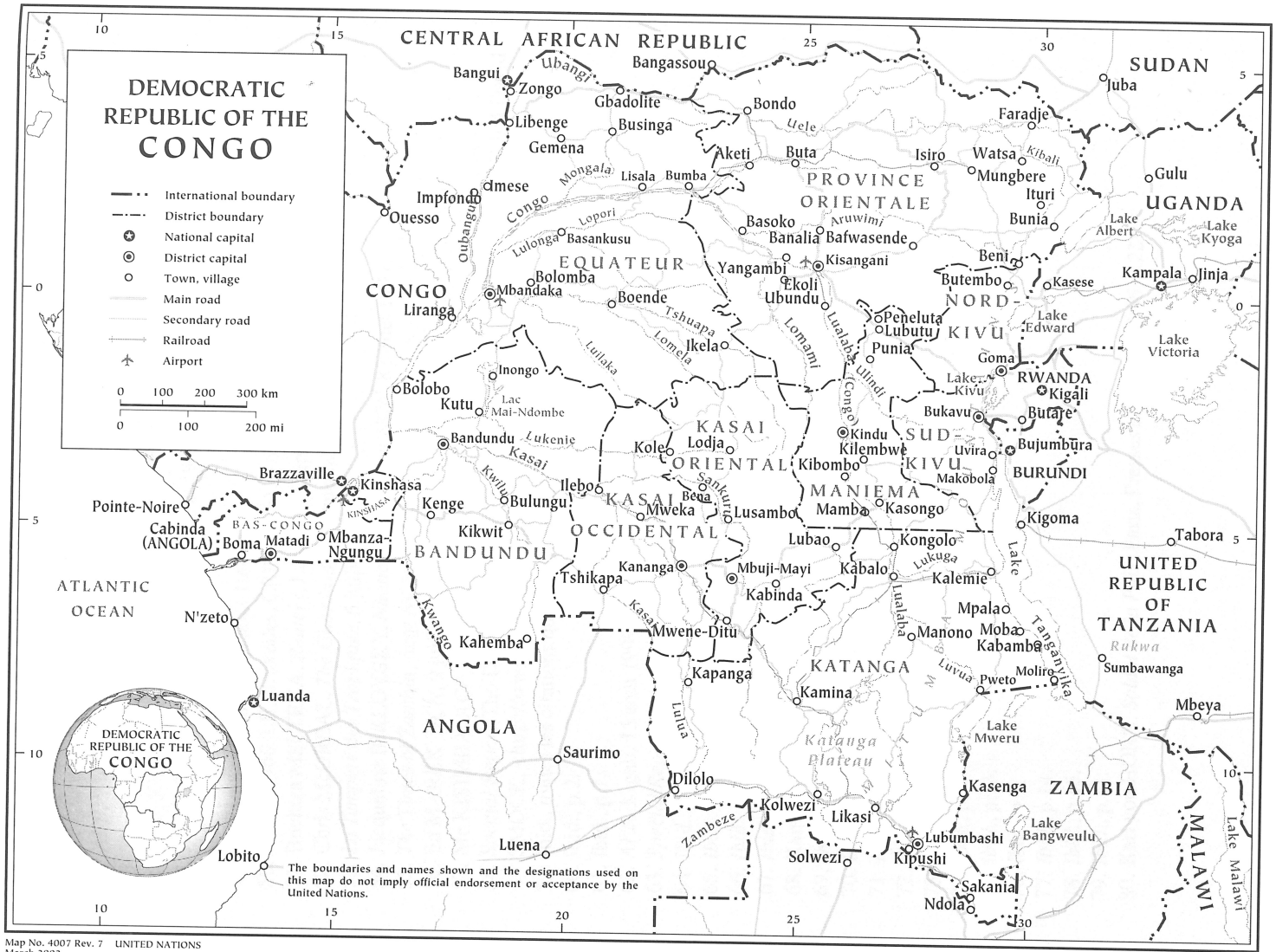
9. Victor Cimanya BIRHINGINGWA, «Légitimité du pouvoir: l'expérience électorale en RDC», *ACP*, Kinshasa, 30 juin 1999.

Chapitre 11

1. http://www.un.org/french/docs/sc/1999/99s1234.htm
2. Déclaration gouvernementale par Didier MUMENGI, jeudi 24 juin 1999.
3. *NCN*, 26 juin 1999.
4. *La Tempête des Tropiques*, 25 juin 1999.
5. *IRIN-CEA* n°704, 30 juin 1999.
6. *IRIN-CEA* n°703, 29 juin 1999.
7. Donald G. McNEIL junior, Johannesburg, 30 juin 1999.
8. D. MUMENGI, Déclaration du 28 juin dans *La Tempête des Tropiques*, 29 juin 1999.
9. Déclaration gouvernementale par Didier MUMENGI, jeudi 24 juin 1999.
10. Ivor POWELL, *Mail and Guardian*, Johannesburg, 25 juin 1999.
11. *NCN francophone*, 28 juin 1999.
12. *NCN francophone*, 23 juin 1999.
13. Stella MAPENZAUSWA, *Reuters*, Harare, 23 juin 1999.
14. *NCN*, 25 juin 1999, citant *Mail and Guardian*.
15. *NCN francophone*, 28 juin 1999.
16. D. MUMENGI, Déclaration du 28 juin dans *La Tempêtes des Tropiques*, 29 juin 1999.
17. *AFP*, Lusaka, 25 juin 1999.
18. Todd PITMAN, *Reuters*, Kigali, 25 juin 1999.
19. *Reuters*, Kigali, 25 juin 1999.
20. Manoah ESIPISU, *Reuters*, Lusaka, 28 juin 1999.
21. Goodson MACHONA, *The Post of Zambia*, 28 juin 1999.
22. *IRIN-CEA* n°703, 29 juin 1999.
23. Ivor POWELL, *Mail and Guardian*, Johannesburg, 2 juillet 1999.
24. *Financial Times*, 28 juin 1999.
25. Entretien avec Colette BRAECKMAN, Bruxelles, fin juillet 1999.
26. Buchizya MSETEKA, *Reuters*, Lusaka, 2 juillet 1999.
27. *La Référence Plus*, 2 juillet 1999; Buchizya MSETEKA, *Reuters*, Lusaka, 30 juin 1999.
28. Sénat des Etats-Unis, Sub-commission de l'Afrique, témoignage de Marina Ottaway, 8 juin 1999.
29. Préambule de l'«Accord de cessez-le-feu».
30. *AFP*, 5 juillet 1999; *IRIN-CEA* n° 707, 5 juillet 1999.
31. Angus SHAW, *AP*, Lusaka, 11 juillet 1999.
32. «Angola, DRC: unita to be disarmed», *IRIN News Briefs*, 12 juillet 1999.
33. Andrew MELDRUM, *Mail and Guardian*, 13 juillet 1999.
34. Buchizya MSETEKA, *Reuters*, Lusaka, 11 juillet 1999.
35. Evelyne LEOPOLD, *Reuters*, UN, New-York, 12 juillet 1999.
36. *UN IRIN*, cité dans *NCN*, 22 juillet 1999.
37. *The Guardian*, Johannesbourg, 2 août 1999.
38. *UN IRIN*, 3 septembre 1999.
39. H. HRANJSKI, *AP*, Bukavu, 27 juillet 1999.
40. *Reuters*, Kigali, 22 juillet 1999.

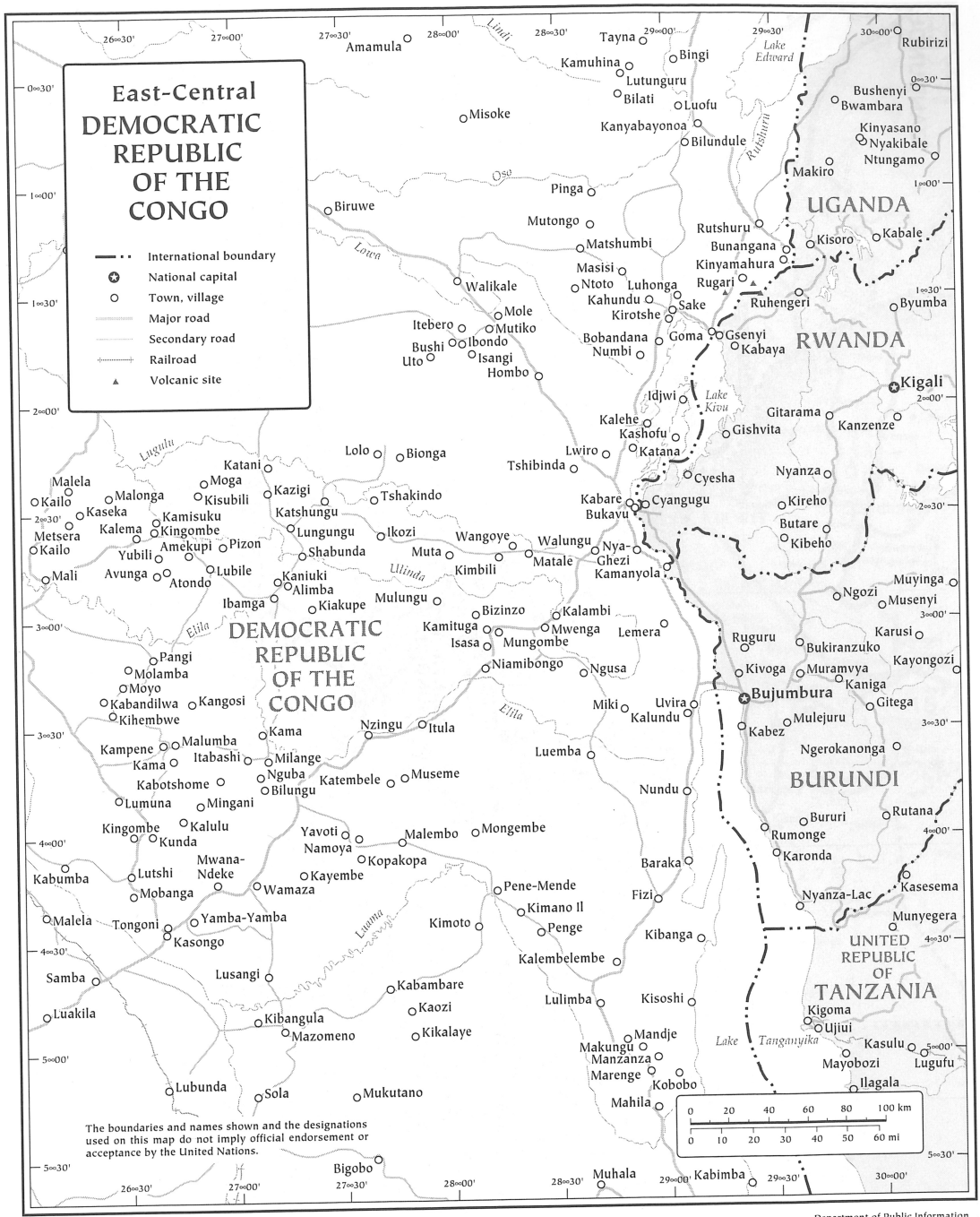
41. *AP*, Bukavu, 27 juillet 1999.
42. *ACP*, 14 juillet 1999, interview de KABILA sur *radio RFI*, 13 juillet 1999.
43. *RFI*, interview de KABILA à Moncton, 6 août 1999.
44. *AFP*, Washington, 13 juillet 1999.
45. *The East African*, 7-13 juillet 1999.
46. *ACP*, Kinshasa, 20 mai 1999.
47. Angus SHAW, *AP*, cité par *NCN*, 9 juillet 1999.
48. *NCN*, 3 août 1999.
49. *New Vision*, Kampala, 4 août 1999.
50. *Congo 1960*, t.II, Bruxelles, CRISP, 1961, p.683-684.
51. Buchiza MSETEKA, *Reuters*, Lusaka, 1er septembre 1999.
52. Chris McGREAL, *The Guardian*, Johannesburg, 31 août 1999.
53. *La Tempête des Tropiques*, 5 juillet 1999.
54. Jacqueline BIKLOVSKY, *Nuances*, , repris par *NCN*, 8 juillet 1999.
55. *The Times of Zambia*, dans *NCN*, 8 juillet 1999.
56. Ed MAREK, *NCN*, 9 juillet 1999.
57. Me KISIMBA, *ACP*, 14 juillet 1999.
58. *Special Report* The Democratic Republic of Congo, by John PRENDERGAST and David SMOCK, <http://www.usip.org>, 16 pages.
59. Ibid., toutes les citations qui précèdent: p.1.
60. Ibid., p.2.
61. Ibid., p.7.
62. *AFP*, Kigali, 15 août 1999.
63. *Special Report*, op.cit, p.9.
64. *Ibid.*, p.1-2.
65. *Ibid.*, p.8.
66. *Ibid.*, p.9.
67. *Ibid.*, p.10.
68. Kambale KATAHWA, *Nouvelles du Kivu*, 10 août 1999.
69. *Ibid.*, p.11.
70. *Ibid.*, p.13.
71. *Ibid.*, p.13.
72. *Special Report*, op.cit, p.8.
73. *Ibid.*, p.9.
74. *Ibid.*, p.9.
75. *Ibid.*, p.13.
76. *Ibid.*, p.9.
77. *Ibid.*, p.14.
78. *Ibid.*, p.15.
79. *Ibid.*, p.11.
80. Karl von HORN, *Soldat de la Paix*, Paris, Presses de la Cité, 1966, p.228.

Cartes



Map No. 4007 Rev. 7 UNITED NATIONS
March 2002

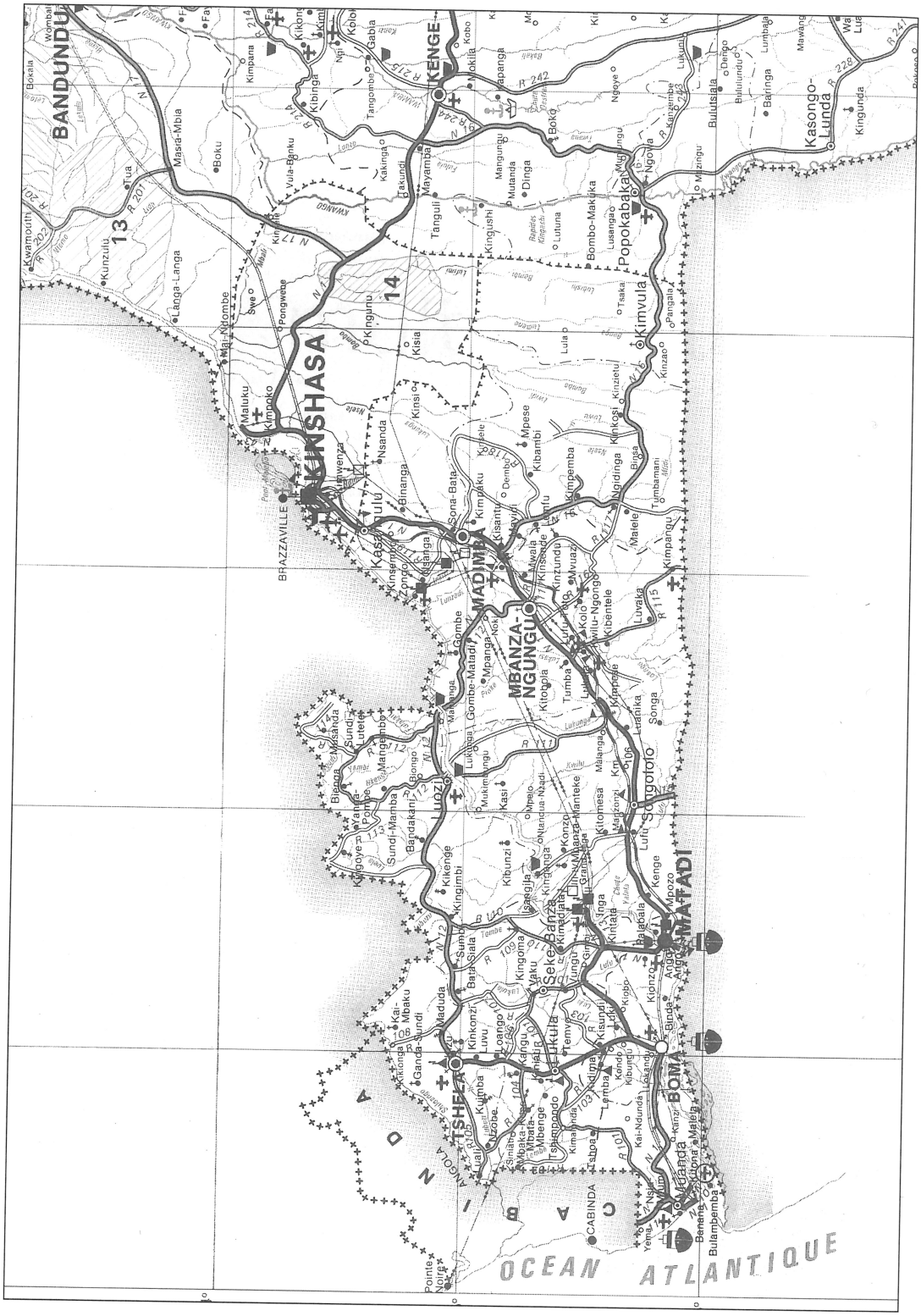
Department of Public Information
Cartographic Section



Map No. 4061 UNITED NATIONS
June 1998

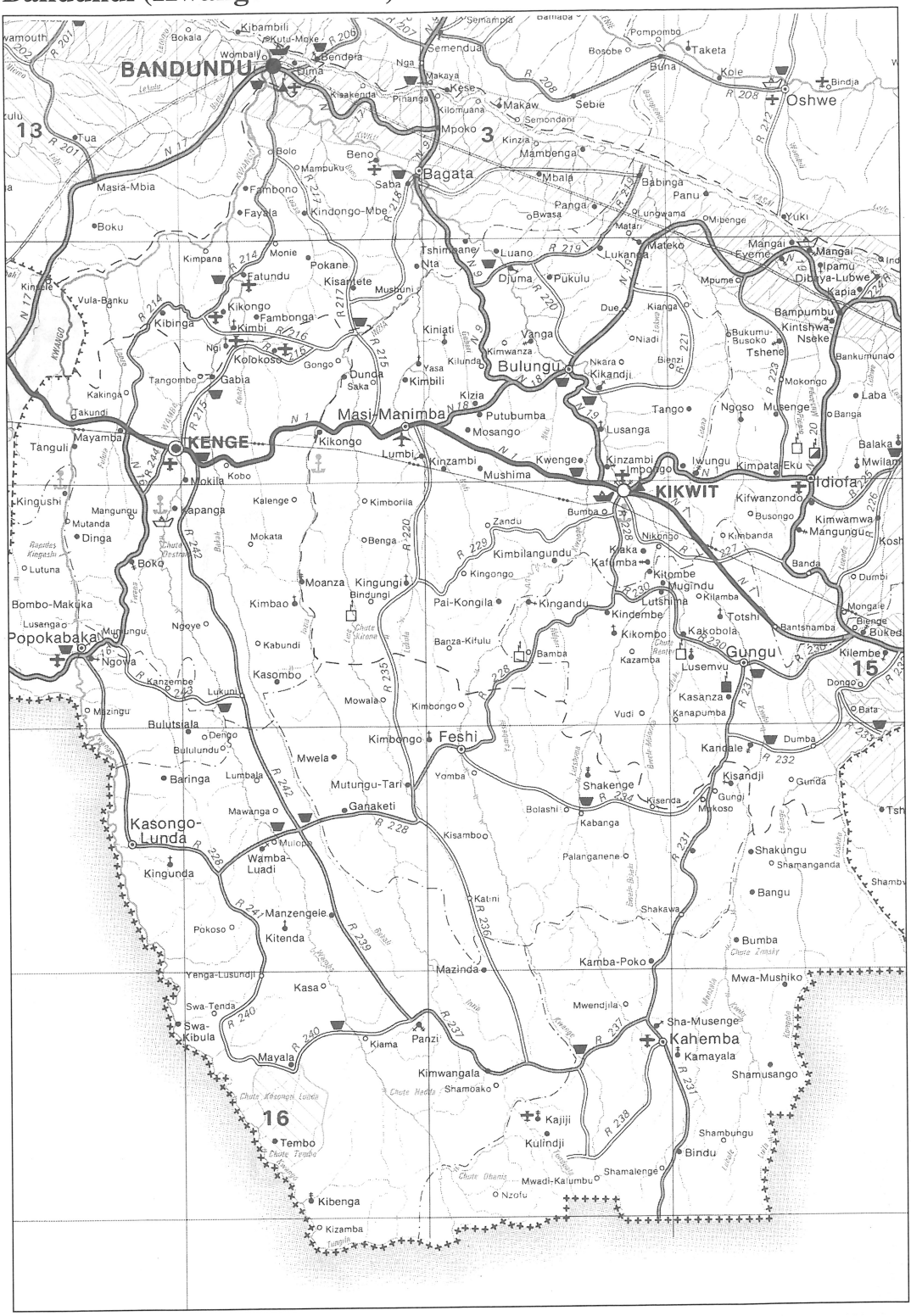
Department of Public Information
Cartographic Section

Bas Congo

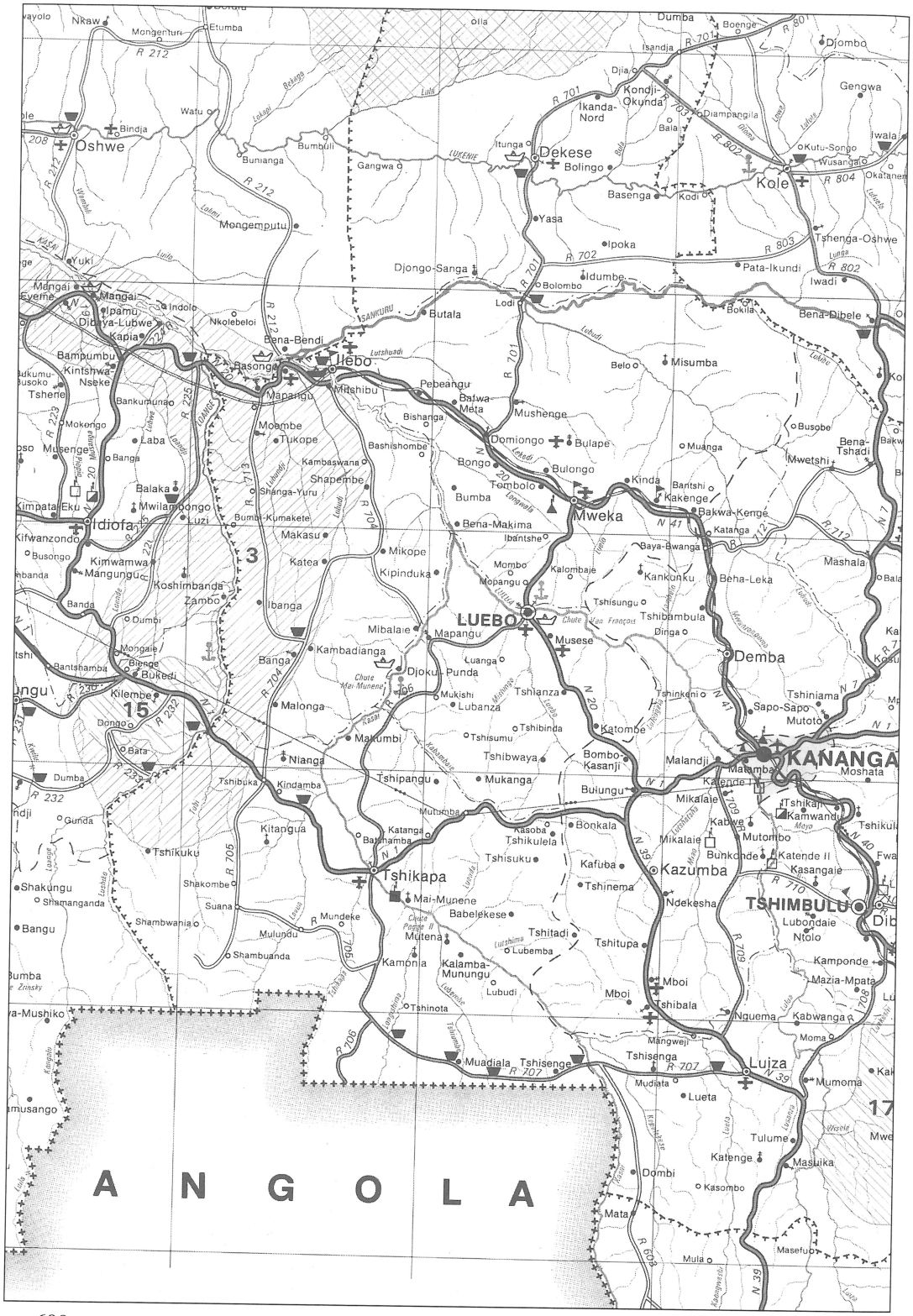


© I.G.N.B. et I.G.Za 1988

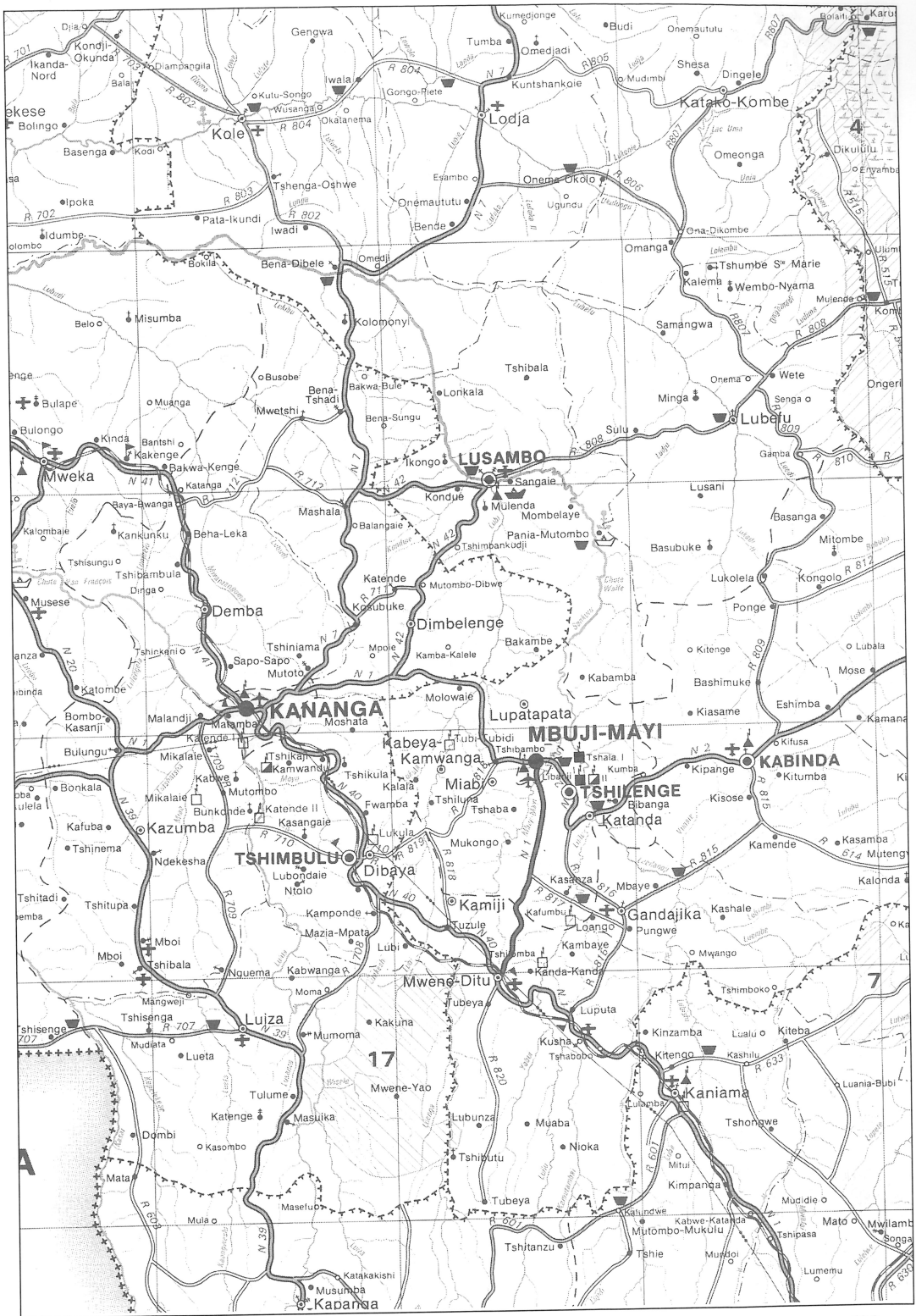
Bandundi (Kwango et Kwilu)


BANDUNDU
KENGE
Masi-Manimba
KIKWIT
Bagata
Bulungu
Oshwe
Idiofa
Gungu
Feshi
Kahemba
Popokabaka
Kasongo-Lunda
Kibambili
Kutu-Moke
Bokala
Wombali
Bendera
Tuma
Semendua
Pompombo
Taketa
Bosobe
Buna
Kole
Bindja
Kisakenda
Pinanga
Kese
Makaw
Sebie
Semondani
Kilomuana
Mpoko
Kinzia
Mambenga
Mbala
Babinga
Panu
Panga
Bwasa
Lungwama
Mibenge
Yuki
Matari
Tua
Bolo
Beno
Mampuku
Fambono
Fayala
Kindongo-Mbe
Masia-Mbia
Boku
Saba
Tshimpane
Nta
Luano
Djuma
Pukulu
Lukanga
Mateko
Mangai
Eveme
Ipamu
Dibaya-Lubwe
Kapia
Mpume
Kimpana
Monie
Pokane
Fatundu
Kisamete
Mushuni
Kinsale
Vula-Banku
Kibinga
Kikongo
Fambonga
Kimbi
Ngi
Kolokoso
Gongo
Tangombe
Gabia
Kakinga
Takundi
Mayamba
Tanguli
Kiniati
Vanga
Kimwanza
Kilunda
Yasa
Dunda
Saka
Kimbili
Kizia
Due
Kianga
Niadi
Nkara
Kikandji
Bienzi
Bukumu-Busoko
Tshene
Bampumbu
Kintshwa-Nseke
Bankumuna
Mokongo
Laba
Banga
Tango
Ngoso
Musenge
Putubumba
Mosango
Lusanga
Kikongo
Lumbi
Kinzambi
Mushima
Kwenge
Kinzambi
Impongo
Iwungu
Kimpata
Eku
Balaka
Mwilam
Kobo
Mokila
Kingushi
Mangungu
Mutanda
Dinga
Kapanga
Kalenge
Kimboriia
Bumba
Zandu
Kifwanzondo
Busongo
Kimwamwa
Mangungu
Kimbanda
Nikongo
Kimbilangundu
Kwaka
Kamimba
Kitombe
Mugindu
Kilamba
Lutshima
Totshi
Banda
Dumbi
Bantshamba
Mongale
Bienge
Bukeo
Kilembe
Dongo
Bata
Kasanza
Kanapumba
Vudi
Kandale
Dumba
Kisandji
Gunda
Gungi
Mukoso
Kisanda
Shakenge
Bolashi
Kabanga
Kimbongo
Kingungi
Bindungi
Pai-Kongila
Kingandu
Kindembe
Kikombo
Kakobola
Kazamba
Lusemvu
Banza-Kifulu
Bamba
Kimbao
Moanza
Kingongo
Benga
Mokata
Boko
Lutuna
Bombo-Makuka
Lusanga
Ngoye
Mungungu
Ngova
Kanzembe
Lukuni
Kabundi
Kasombo
Mowala
Kimbongo
Mizingu
Bulutsiala
Dengo
Bululundu
Mwela
Baringa
Lumbala
Mutungu-Tari
Yomba
Ganaketi
Mawanga
Mulopo
Wamba-Luadi
Kingunda
Kisamboo
Palanganene
Shakungu
Shamanganda
Bangu
Shakawa
Bumba
Kamba-Poko
Mwa-Mushiko
Mwendjila
Sha-Musenge
Kamayala
Shamusango
Kimwangala
Shamoako
Kajiji
Kulindji
Shambungu
Bindu
Shamalenge
Mwadi-Kalumbu
Nzofu
Kibenga
Kizamba
Tembo
Manzengeie
Kitenda
Pokoso
Yenga-Lusundji
Kasa
Swa-Tenda
Swa-Kibula
Mayala
Kiama
Panzi
Mazinda
Katini
Kabwe
Kamina
Kasai
Lubilanji
Lubudi
Lukenie
Kwenge
Kwango
Inzia
Loange
Lulua
Sankuru
Tshuapa
Fimi
Kwilu
Luvuei
Kasai
Chute Kikoni
Chute Kesongo Luida
Chute Tembo
Chute Hedia
Chute Dibanis
Chute Wagenia
Chute Zimasy
Rapides Kingashi
Chutes Pesmans
Chutes Kingandu
Chutes Kimbongo
Chutes Kamina
Chutes Kwenge
Chutes Kwilu
Chutes Kasai
Chutes Kwango

Kasai Occidental

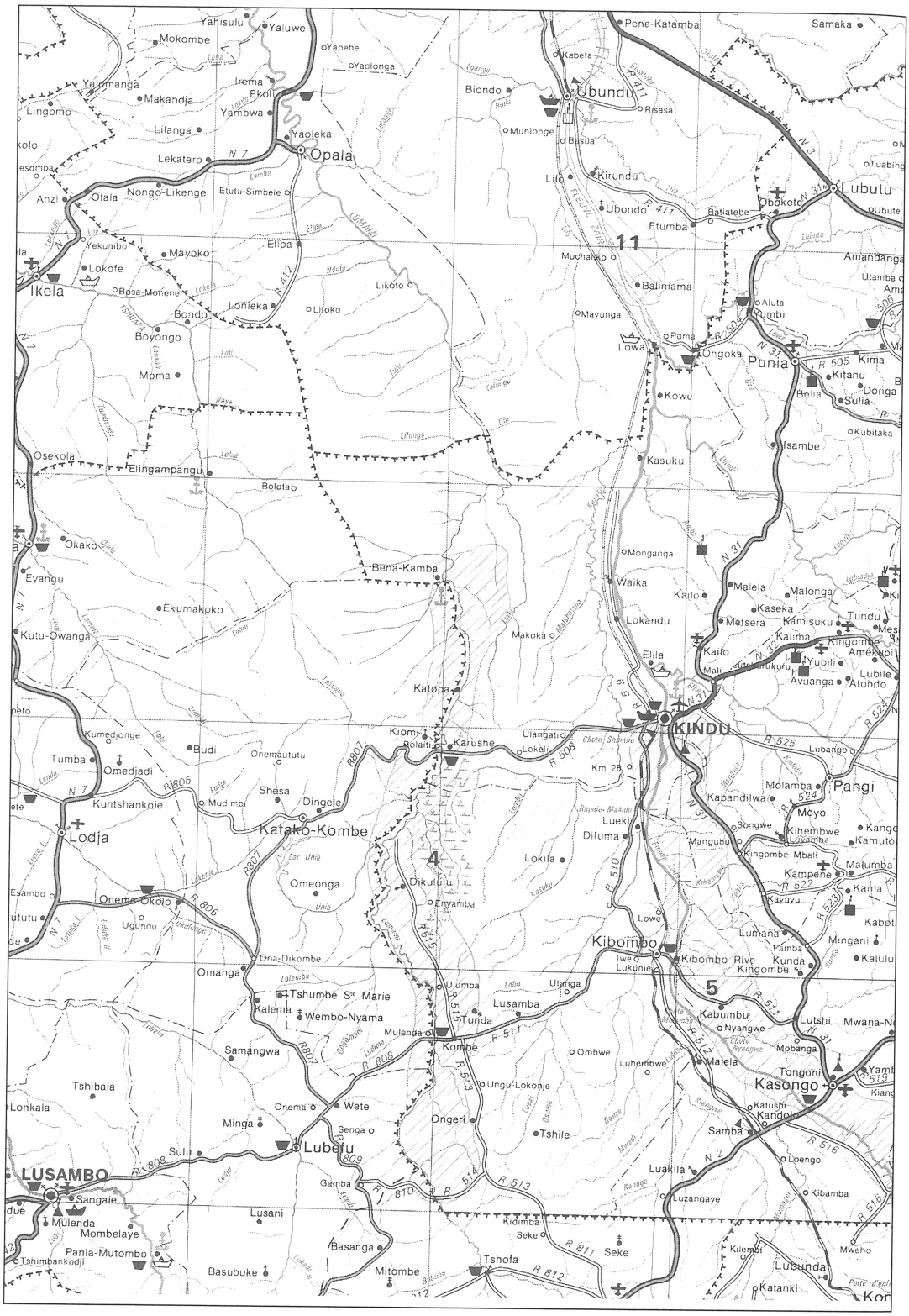

Oshwe
Dekese
Kole
Ilebo
Idiofa
Mweka
LUEBO
Demba
KANANGA
Kazumba
Tshikapa
TSHIMBULU
Luiza
ANGOLA
Bena-Bendi
Basonge
Kapia
Bandundu
Kwilu
Kasai
Lukenie
Sankuru
Lutshuadi
Lubudi
Loange
Kwango
Kwenge
Inkisi
Fimi
Lukaya
Lukoshi
Lukula
Luvua
Lubilanji
Lulua
Mbuji-Mayi
Kananga
Tshikapa
Kazumba
Luiza
Idiofa
Oshwe
Ilebo
Dekese
Kole
Mweka
LUEBO
Demba

Kasai Oriental



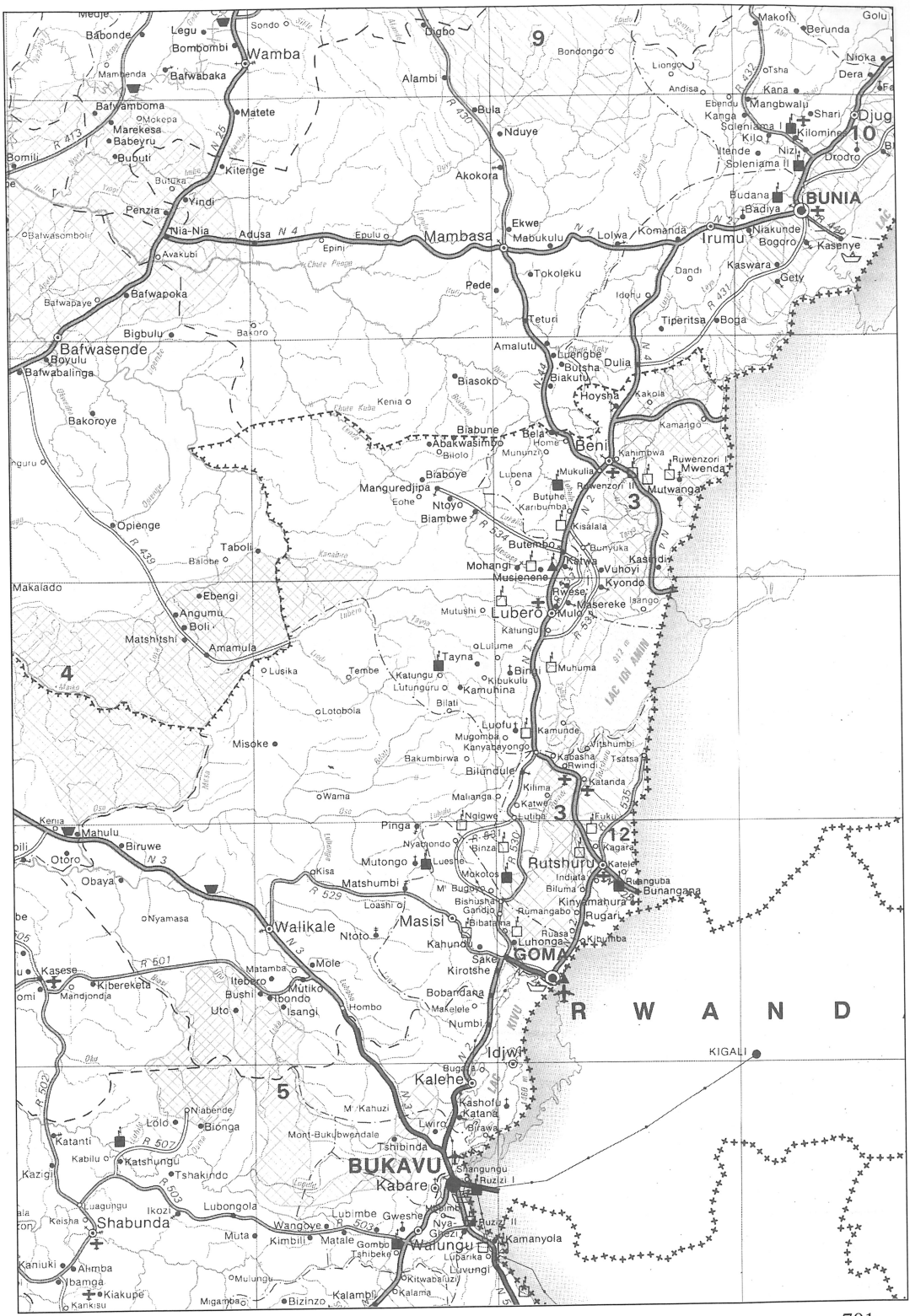
© I.G.N.B. et I.G.Za 1988

Maniema



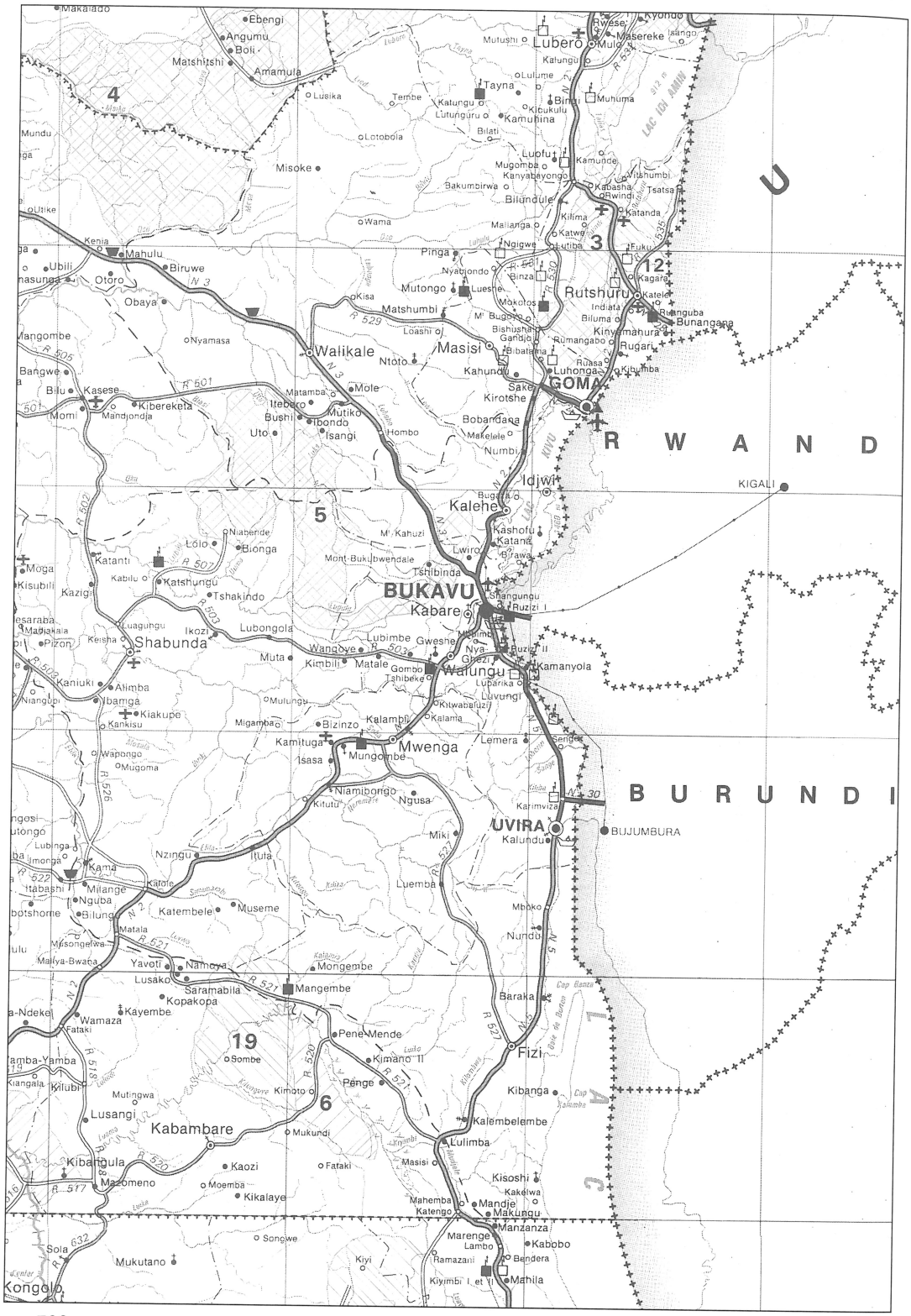
© I.G.N.B. et I.G.Za 1988

Nord-Kivu

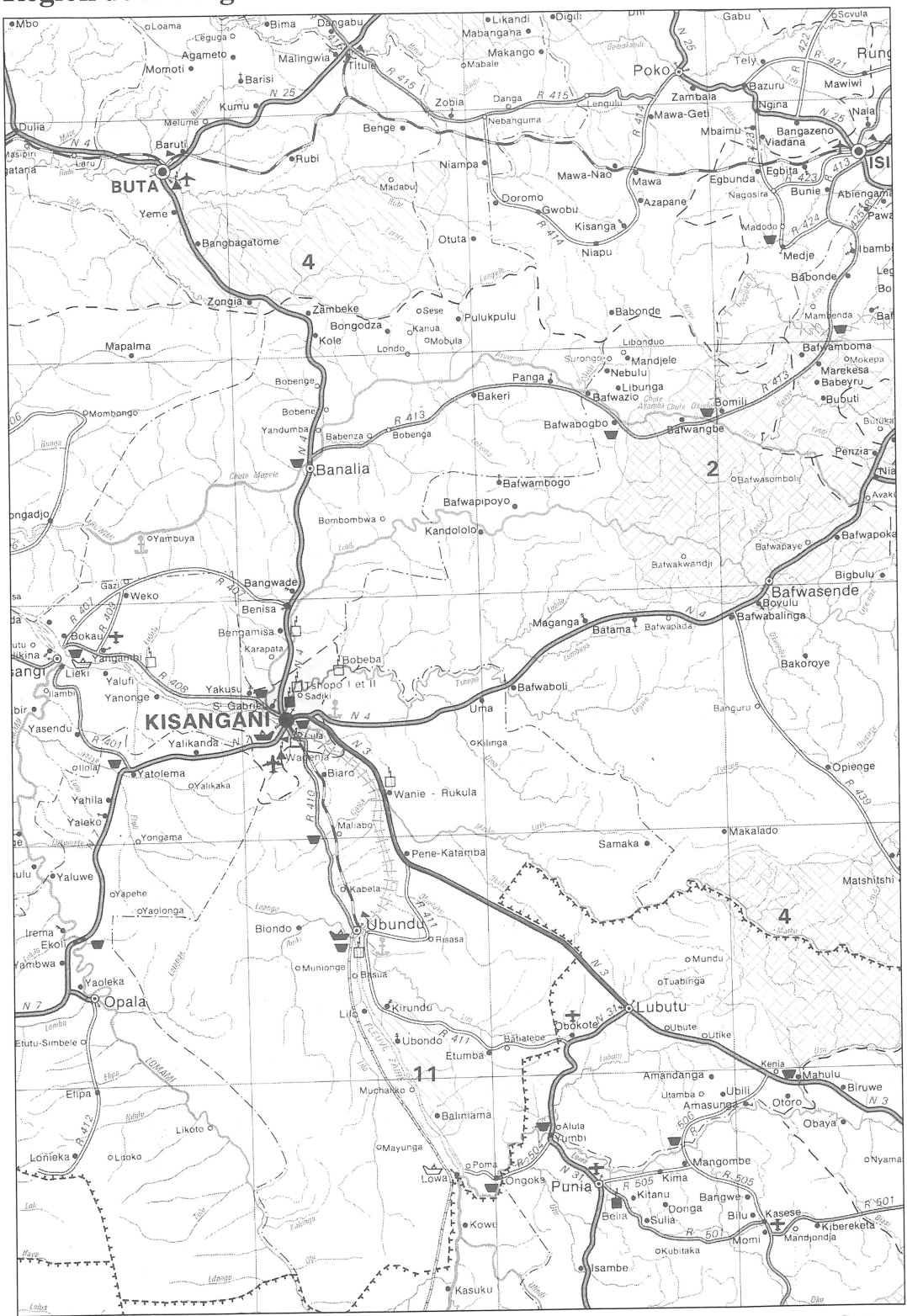


© I.G.N.B. et I.G.Za 1988

Sud-Kivu

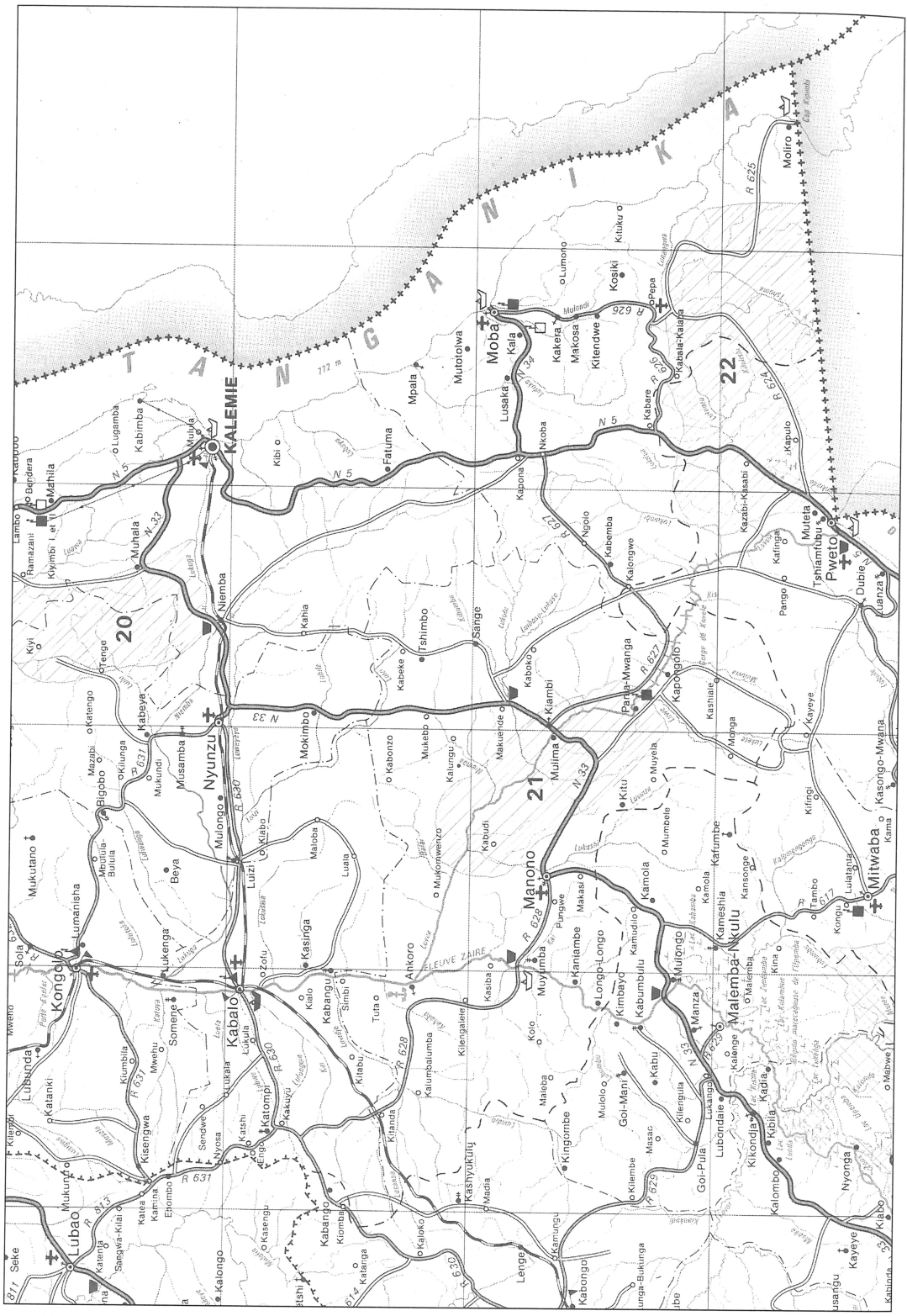

Lubero
Walikale
Masisi
Rutshuru
GOMA
Idjwi
Kalehe
BUKAVU
Kabare
Walungu
Shabunda
Mwenga
UVIRA
Fizi
Kabambare
Kongolo
Lusangi
Kibambula
Baraka
Kalembelembe
Kamanyola
Lemera
Kamituga
Isasa
Mungombe
Kalambi
Bizinzo
Muta
Matale
Kimbili
Lubimbe
Gwesne
Nya
Ruzizi II
Ruzizi I
Shangungu
Katana
Lwiro
Tshibinda
Mont-Bukubwendale
Kashofu
Bobandana
Makelele
Numbi
Kahundu
Luhonga
Sake
Kirotshe
Mutongo
Lueshe
Matshumbi
Nyationdo
Pinga
Ngigwe
Lutiba
Mulo
Mugogo
Kagara
Katale
Rugari
Rumangabo
Kinyamahura
Bunangana
Ruguba
Rwindi
Kasenyi
Kilima
Katwe
Katanda
Bilundule
Kanyabayongo
Mugomba
Kamuhina
Kibumba
Kiwanja
Ruasa
Kiyumba
Kisoshi
Mandje
Makungu
Kakelwa
Mahemba
Katengo
Kabobo
Bendera
Manzanza
Marenge
Lambo
Ramazani
Kiyimbi I et II
Mahila
Kisoshi
Kalundu
Miki
Luemba
Nundu
Mboko
Kibanga
Cap Kalumbu
Cap Banza
Karimviza
Bujumbura
Kigoma
Kigali
Rwanda
Burundi
Lac Idi Amin
Lac Tanganyika
Mangembe
Pene-Mende
Kimano II
Penge
Kimoto
Kitutu
Niamiborigo
Ngusa
Kamituga
Lemera
Senge
Kalama
Kitwabaziri
Luvungi
Luparika
Gombo Tshibeke
Mulungu
Migamba
Kimbili
Wangoye
Lubongola
Ikozi
Tshakindo
Kiliba
Kabilu
Katshungu
Katanti
Kisubili
Moga
Kazigi
Kaniuki
Alimba
Ibamba
Kiakupe
Kankisu
Wapongo
Mugoma
Niangupi
Pizon
Kesha
Ruaguhgu
Madiahaia
Niaberende
Lolo
Bionga
Mont-Bukubwendale
Kahuzi
Mulimbi
Gpezi
Kamanyola
Luvungi
Kitwabaziri
Lemera
Senge

Région de Kisangani

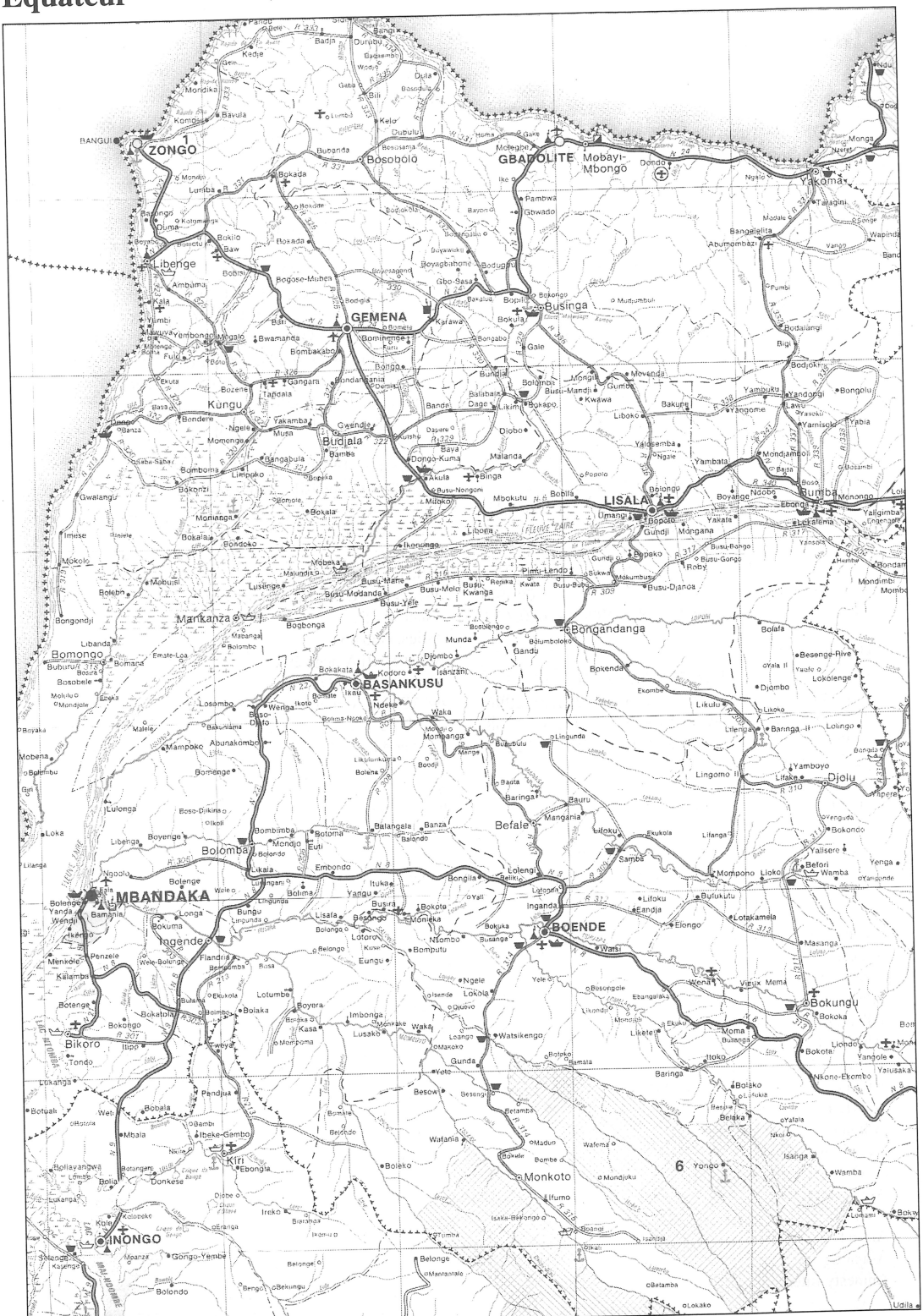


© I.G.N.B. et I.G.Za 1988

Katanga (Nord-Est)


TANGANIKA
KALEMIE
Kongolo
Kabalo
Nyunzu
Manono
Moba
Pweto
Mitwaba
Malemba-Nkulu
Lubao
Lubunda
Mukutano
Lumanisha
Sola
Mbulula-Buluia
Bigobo
Kiunga
Kabeya
Mazabi
Katengo
Mukundi
Musamba
Beya
Mulongo
Luizi
Kiebo
Maloba
Luala
Kasinga
Kabangu
Simbi
Kiabo
Tuta
Ankoro
Kabonzo
Mukebo
Kalungwenzo
Kabudi
Mukonkwenzo
Kabeke
Tshimbo
Sange
Kahia
Niemba
Mokimbo
Kabeke
Kaboko
Makuende
Kiambi
Mulima
Kitu
Muyela
Mumbele
Kamola
Kafumbe
Kansonge
Kameshia
Malemba
Kina
Kamola
Kasiba
Muyumba
Kaniambe
Makasi
Pungwe
Longo-Longo
Kimbayi
Kamudio
Kabumbulu
Mulongo
Manza
Kalonge
Lukandwe
Lubondaie
Goi-Pula
Goi-Mani
Kilembe
Kabu
Kilengula
Masaji
Kingombe
Maleba
Koto
Kashyukulu
Madia
Kalonge
Kamungu
Lenge
Kabongo
Kalonge
Kadia
Kibila
Kikondja
Kalombo
Nyonga
Kiabo
Kayeye
Kabinda
Kayeye
Kashiale
Mohga
Kifingi
Kasongo-Mwana
Kama
Kongu
Lulaanda
Tambo
Kapongolo
Parta-Mwanga
Kabemba
Kalongwe
Ngolo
Kazabi-Kisabi
Kafinga
Pampo
Tshiamubu
Muteta
Dubie
Luanza
Kapulo
Kabala-Kalala
Kabare
Kapona
Nkoba
Lusaka
Kala
Kakefa
Makosa
Kitendwe
Kosiki
Kituku
Lumono
Pepa
Moliro
Mutotolwa
Mpala
Fatuma
Kibi
Kiyi
Tenge
Lamba
Bendera
Mathila
Ramazani
Kiyimbi
Lugamba
Kabimba
Mulula
Muhala
Kalongo
Sangwa-Kilai
Kabango
Kiomba
Katanga
Kaloko
Kasengu
Kabongo
Kalongo
Mukutano
Katanki
Lubunda
Kiumbila
Mwehu
Somene
Lukenga
Lukula
Katompi
Kakuyu
Sendwe
Nyosa
Katshi
Kisengwa
Katea
Katima
Etombo
Kilenge
Seke
Lubao
Katanga
Sangwa-Kilai
Kalongo
Kabango
Kiomba
Katanga
Kaloko
Kasengu
Kabongo
Kalongo
Kamungu
Lenge
Kabongo
Kalonge
Kadia
Kibila
Kikondja
Kalombo
Nyonga
Kiabo
Kayeye
Kabinda
Kayeye
Kashiale
Mohga
Kifingi
Kasongo-Mwana
Kama
Kongu
Lulaanda
Tambo
Kapongolo
Parta-Mwanga
Kabemba
Kalongwe
Ngolo
Kazabi-Kisabi
Kafinga
Pampo
Tshiamubu
Muteta
Dubie
Luanza
Kapulo
Kabala-Kalala
Kabare
Kapona
Nkoba
Lusaka
Kala
Kakefa
Makosa
Kitendwe
Kosiki
Kituku
Lumono
Pepa
Moliro
Mutotolwa
Mpala
Fatuma
Kibi
Kiyi
Tenge
Lamba
Bendera
Mathila
Ramazani
Kiyimbi
Lugamba
Kabimba
Mulula
Muhala
Kalongo
Sangwa-Kilai
Kabango
Kiomba
Katanga
Kaloko
Kasengu
Kabongo
Kalongo
20
21
22
N 5
N 33
R 630
R 631
R 628
R 627
R 626
R 625
R 624
R 629
R 617
ELEVE ZAIRE
Lukuga
Lukuga
Lukuga

Equateur



© I.G.N.B. et I.G.za 1988

Index

A
ACCORD, African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (Afrique du Sud) 26, 573
Abacha 313, 315
Abo, Léonie 15, 29, 32, 40, 264, 338, 600
Abraham Kuyi 330
Accord de Lusaka 7, 12, 20, 318, 368, 409, 412, 437, 441, 563, 621, 623, 632, 634, 637, 639-643, 645, 647-648, 651-655
Accords de Berlin (1885) 192
ACRI, African Crisis Response Initiative 541
ADF, Allied Democratic Forces (Ouganda) 373, 548, 636, 652
Adoula 28, 57, 61, 139, 335, 395, 580, 582, 615
AFDL, Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo 15, 17-18, 20-23, 27-28, 33-34, 37-40, 102, 121-124, 127, 137, 147, 171-173, 177, 179, 184-186, 189-192, 194, 199, 201-203, 208-214, 216, 218-221, 223-224, 227-228, 231, 233, 246-247, 253, 255-256, 260, 263-264, 266-270, 273, 275, 277, 289, 291, 293, 295, 302-303, 316, 319, 323, 342, 347-349, 351, 362-364, 366, 371, 373, 375, 377-378, 390, 400-401, 409, 470, 472, 476, 479, 501, 506, 546, 565, 570, 573, 589-590, 594, 597, 599-604, 670, 672, 675
Afghanistan 159, 435, 525
Afrique du Sud 12, 24, 26-28, 123, 193, 202-203, 215, 217, 221, 224, 246, 249-251, 276-277, 280, 282, 290, 357, 362, 376, 387, 409, 415-416, 419, 447, 457-458, 485, 514, 525, 527, 530, 539-540, 542-546, 573, 626-627, 632, 642, 678
Agee, Philippe 493
agression rwando-ougandaise 128, 156, 205, 289, 310, 351, 374, 383-384, 395, 416, 432, 436, 440, 496, 500, 553, 601, 618, 626, 634, 637, 646-648, 678
AIPS, African Information and Publishing Service 676, 686, 690
Ajello, Aldo 295, 647, 673
Akandwanaho, Jovia 546
Akazu 480, 551
Akula 453
Alassane Ouatarra 358
Albanese Giulio 483
Albanie 175, 578
Albright, Madeleine 246, 250, 253, 382, 669-670, 672
Allemagne 47, 171-172, 196, 247, 299, 319, 325, 330, 361, 495, 545, 629
Allmand, Warren 497-498
Amérique du Sud 281
Amérique du Sud et du Nord 281
Amérique Latine 52, 255, 281, 484, 541
AMFI, American Mineral Fields 237, 246, 331, 334
Amin Dada 464
Amisi Kilebe 520
Amnesty International 249, 266, 290, 671
AMOS, groupe de chrétiens nommé selon le prophète Amos 494, 499, 573
Anany 596
ANC, Armée Nationale Congolaise 335, 377
Andulo 524
Angleterre 24, 172, 462, 545, 585
Anglo-American Corporation 246, 543, 545, 585
Angola 6-7, 12, 31-32, 111, 171, 174-176, 184, 186, 189-192, 198, 244, 256, 261, 263, 277, 280, 300, 307, 310, 315-316, 319, 357, 375-376, 382-383, 387-389, 401, 411, 413, 415-420, 442, 447, 451, 455-459, 470, 485, 488-490, 494-495, 506, 514, 522-530, 539, 543, 545-546, 548, 626, 634, 638, 654, 682, 687, 691
Angulu, Eddy 324-325
ANR, Agence Nationale de Renseignements 232, 261-262
Anvers 110, 495-497, 499, 574, 659, 690
Anzuluni Bembe Isilonyonyi 300
APR, Armée Patriotique Rwandaise 396, 461
Arabie Saoudite 435
Arkansas 246
Arménie 314
Asema bin Amisi, Emmanuel 198
Ashcroft 251
Asties, Bob 464
Atsou Koffi Amega 294
Atundu, André 276
AZADHO, Association zairoise des droits de l'homme 291, 321-322, 362, 391, 400, 572, 675
Azerbaïdjan 314

B
B.J. Mpiana 386
Baaf, Marc 222
Babangida 315
Babukika, Humphrey 547
Badibanga 494
Badidike, Jean-Pierre 445, 499
Bagdad 436
Bakajika, Susie 352
Bakandeja 623
Bakuramutsa, Manzi 192
balkanisation 19, 164, 307, 342, 496
BALUBAKAT, organization des Baluba à Katanga 350, 637
Bamba 596
Banana 380-381, 383, 421, 436, 456, 459
Bandoma, Paul 252, 281
Bandundu 30, 32, 277, 282, 300, 348, 510, 516, 519, 686
Bangui 452, 681-682
Bangwe 483
Banque mondiale 56, 58, 65, 70, 76, 79, 93, 239, 249-250, 252, 281, 312, 333, 461, 480, 542, 651
Banyamulenge 147-149, 173, 177-178, 180, 182, 197-198, 206, 219, 261, 272, 293, 301-303, 305-306, 369,

376, 378-380, 384-385, 389, 391-395, 400, 406, 408-409, 411, 426, 432-434, 436, 442-443, 482-483, 486, 511, 529, 551-552, 650, 664, 674, 677
Banze Tsadok 536
Baoni 395
Baraka 274, 345, 520
Baramoto 33, 93, 100, 105, 189, 191, 200, 206, 226, 273, 276-277, 299, 319-320, 325, 389, 410, 443, 475-476, 487, 500, 546-547, 672
Barrick Gold Corporation 247
Barrington Moore 578
Baruti, Théo 555
Bas-Congo 32, 348, 379, 381-383, 404, 418, 421-422, 433, 442, 459, 495, 516, 529
Bawula Bijou Ilonga 424
Bazeye Mbela, Nestor 205
Bechtel 237, 247, 334
Beijing 281-282, 284
Belgique 24, 31, 51, 54-56, 64, 69-70, 73-74, 76, 84, 89, 96, 98-101, 114, 131-133, 149-151, 166, 168, 173, 192, 196, 204, 235, 249, 251, 256, 277, 299, 316, 318, 331, 335, 343, 367, 375, 394, 424, 426, 429, 473, 495-496, 573, 586, 623-624, 657-660, 664-666, 669-672, 675-676, 678-680
Belgrade 436, 568
Bemba Saolona 113, 121
Bemba, Jean-Pierre 453, 476, 481, 492, 555
Bena Dibele 521
Benelux 257, 365, 416
Bengila, Théo 174, 223, 344
Benguela 244
Beni 140, 142, 171, 176, 179, 190, 300, 305, 370, 373, 404, 481, 651
Bénin 26, 541
Benon, Biraar 535
Berger, Sandy 225, 255, 312
BERY, Bureau d'Etudes pour la Reconstruction de Yolo 598
Bigras, Pierre 373, 402, 460-461, 481, 492, 498, 541, 626, 676-677, 679, 682, 684-685, 687
Bishikwabo 281
Bitakwira, Justin 470
Bizimungu, Augustin 18, 263, 362, 415
Blanchard, Gary 536
Blondeel, Julie 180, 182
Bo-Boliko, Lokango 23, 41, 46, 64, 74, 95, 105, 109, 112, 123, 210, 226, 561, 569-570, 587, 637, 655
Boaventura Vito Tchingundo 457
Boeing 226, 338, 359
Bofassa Djema 111, 564
Boka, Evanga 294
Bolikango 655
Bolobo 509-510
Boluka 299, 319
Boma 114, 381, 383, 389, 421, 459, 682
Bomboko 17, 20, 23, 57, 95, 102, 109, 123, 174, 580, 582, 655
Bondo 555
Bongo, Omar 110, 198
Bonino, Emma 19, 196, 269
bonne gouvernance 28, 359-360, 439-440, 557-558, 637
Bopandobasi, Alfred 426
Boulle, Jean-Raymond 247, 669
bourgeoisie nationale 131, 235
Braeckman, Colette 178, 184, 188, 206, 265-266, 271, 276, 299-300, 322-325, 376, 380, 391, 395, 404, 412, 425, 433-434, 437, 461, 483, 487, 490, 492, 500, 539, 628, 657, 664, 673-675, 678-679, 681, 683-685, 688, 691
Brazzaville 15, 28-29, 34, 36-37, 40-41, 175, 191, 218, 228, 263-265, 277, 299, 306, 319, 339, 343, 379, 402-403, 413, 416, 418-419, 457, 490, 494, 508-509, 530, 597-599, 671
Bresjnev 435, 578
Brody, Reed 296
Bruxelles 21, 28-30, 39, 46, 49, 56, 61, 65, 69, 110, 149, 151, 161, 210, 233, 249, 281, 283, 290, 299, 302, 326, 331, 335, 340, 344, 366, 381, 392, 394, 445, 510, 546, 572-573, 584, 597, 663, 669, 674-677, 679-680, 684, 691-692
Bugera, Deogratias 178, 349, 408, 475, 478
Buhumu, Sébastien 601
Bujumbura 167, 520, 675, 683-684
Bukavu 24, 37, 147, 176, 179-180, 185-186, 190, 194, 199, 206, 262, 266, 271-272, 275, 300-301, 303, 370-373, 379, 404, 408, 461, 473, 482, 512, 515, 517, 638, 650, 654-655, 658, 666, 672, 674, 691-692
Bula-Bula, Théophile 342
Bulambika 185
Bulgarie 458, 480
Bumba 454
Bundu dia Kongo 348
Bunia 172-173, 190, 202, 277-278, 380, 396, 474, 481, 672, 678
Bunyakiri 146-147, 185-186
Burkina Faso 358, 457
Burns, Nicolas 217
Burundi 12, 134-135, 149, 164, 166-167, 176, 198, 263, 280, 307-309, 357, 371, 376, 492, 496, 523, 551, 625, 640, 645, 662
Bush, Georges 69, 247, 485, 587, 645
Businga 453, 505, 569, 682
Butare 461, 481
Butembo 179, 190, 300, 305, 370-371, 373, 404

C

Cabinda 191, 525, 529
Cahen, Max-Olivier 69, 110, 200
Camdessus, Michel 358-361
Camp Kokolo 31, 186, 231, 323, 349, 378, 426
Camp Tshatshi 36, 228, 378-379
Canada 24, 196, 246-247, 365, 495-498, 530, 572-573, 635
Cap-Martin 111, 121, 182, 204
Cape Town 221
capitalisme 6, 25, 49-50, 52, 54, 57, 158, 160, 162, 232, 234-235, 237, 239-240, 243, 255, 281, 312, 314, 326,

342, 435, 460, 484, 578-579, 585
Cardozo Losembe 573
Casey, William 291
Centre International d'Etudes Stratégiques 368
CEREA, Centre de Regroupement Africain 637
Chabando 274
Chancellor Diye 417, 626
Charte de l'OUA 219
Chavunduka 463
Chefe Ali 555
Cheick Anta Diop 272
Cherne, Leo 291
Chicote, Jorge 343, 413, 580, 582, 589
Chikoti, Jorge 382
Chili 53, 66, 245
Chine 6, 164, 237, 274, 280-284, 316, 339, 351, 395, 413, 471, 578, 642, 673, 678
Chirac, Jacques 19, 118, 193-194, 226, 408, 587
Chiwewe 462
Choto, Ray 463
CIA, Central Intelligence Agency 52-53, 56, 60, 69, 110-111, 165, 190, 212, 215, 220, 222, 247, 261, 291-292, 406, 435-436, 460, 493, 526-527, 574
CIDPDD, Centre International des Droits de la Personne et du Développement Démocratique 498
Cimanya Birihingingwa, Victor 614, 617
Clairtone Sound 247
Clinton, Bill 157, 193, 222-223, 246, 261, 291, 311-312, 314, 316-318, 414, 434-435, 484, 486-487, 526, 532, 540-541, 543, 546, 558, 626, 635, 647, 681, 684
CNL, Conseil National de Libération 171, 173, 344, 577, 690
CNONGD, Conseil National des ONG de Développemennt 21, 205, 499, 657, 666, 690
CNR, Conseil National de Résistance 171, 176
CNS, Conférence Nationale Souveraine 5, 20, 22, 28, 34, 41-42, 48-49, 63, 67, 71, 73, 79, 81-82, 85-101, 104-106, 112-113, 116, 120, 122-123, 144, 209-210, 252, 254, 319, 350, 366-368, 393, 400, 412, 439, 442-443, 445, 469, 474-475, 477, 488, 494, 497, 500, 562, 566, 568-569, 571-572, 580, 587, 601, 633, 637, 642-644, 667, 670
cobalt 77, 159, 237, 245-246, 270, 298, 465, 541
Cohen, Herman 69, 110, 212, 368, 436, 681
Collectif des Forces Vives et Démocratiques du Congo-Kinshasa 366
collectivisme 236
colonisation 19, 52, 62, 83, 103, 128, 131-133, 137-138, 140, 155, 206, 235, 238, 256, 272-273, 305, 311-312, 326-327, 360, 371-372, 395, 399, 439-440, 580
coltan 237
COMESA, Conférence du Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe 166, 357-358, 676
Comité Américain pour les Réfugiés 289
Comité Droits de l'Homme Maintenant 400, 572
Comité pour la Démocratie et les Droits de l'Homme 400
Commission Diocésaine Justice et Paix 571
communauté internationale 19, 23, 41, 74, 97, 99, 118, 124, 205, 208, 249, 254-255, 257, 268, 293-296, 365-366, 401, 407, 409-411, 436, 447, 490, 532, 571, 610, 648-649, 653, 671
communisme 56, 166, 240, 326
compradore 17, 46, 58, 62, 66, 157-158, 160-161, 260, 273, 367, 473, 479, 527-528, 549, 580-583, 586, 589-590, 593, 601
Conclave de Lovanium 58, 344, 377
Conférence Nationale 5, 11, 20-21, 38-39, 41-43, 46-48, 58, 63-66, 68-71, 73-74, 78, 81-89, 92-93, 95-97, 99, 102, 106-108, 113, 120, 143-144, 181-182, 209, 235, 241-243, 253-254, 317, 319, 329, 366, 368, 393, 400, 412, 415, 439, 441, 443, 446, 469, 474, 488, 501, 569, 571, 573, 610, 633, 661, 669
Congo-Brazzaville 36, 263, 277, 319, 416, 418-419, 457, 509, 671
Conseil Apostolique des Laïcs Catholiques du Congo 572
Conseil de Défense du Front National de la Libération du Katanga 277
Conseil de la République 28, 87, 94-96, 98, 102, 104-105, 108, 208, 331-332, 633, 675
Conseil de résistance et de libération du Kivu 198
Conseil National de Résistance Démocratique 171
Constitution de Luluabourg 28, 149, 615
Cordel, Hull 247
Cornwell, Richard 506
Cossy Odomel 479
Cotta, Michèle 196
CPP, Comités du Pouvoir populaire 236, 238, 242, 464, 561, 577-584, 586-589, 595-603, 605-609, 611-614, 616-620
CRAP, Commandos de Recherche et d'Action en Profondeur 202
Croatie 330
Cros, Marie-France 367, 660, 665-666, 670-672, 676
Crowley, Philip 406
CSC, Confédération des Syndicats Chrétiens 235
Cuba 175, 311, 375-376, 578, 677
Cuito 455, 458, 525, 687
cuivre 77, 159, 237, 245-246, 270, 298, 465, 541, 669

D

Dar Es Salaam 175, 685, 689
David, Eric 429-430
De Beers 458, 460, 549
De Charrette, Hervé 20, 191, 207
De Matos, Joao 418, 420, 524
De Mont, Sabine 180, 182, 264
de Villepin, Dominique 194
de Winter, Joris 426, 464
Débat national 7, 503, 556-557, 559-560, 562-565, 567-572, 610, 625, 628, 637
Debré, Bernard 196
Dembo, Antonio 388
DEMIAP, Détection Militaire des Activités anti-Patrie 426
démocratie néocoloniale 54, 87, 97, 118, 315, 469, 496,

500, 526, 540, 587
démocratie populaire 311, 472-473, 577-578, 590, 596, 612, 620
démocratisation 18, 46, 63, 67-68, 71, 79, 88, 91, 97-98, 115, 123-124, 194, 204, 206, 211, 232, 249, 270, 283, 311, 319, 321, 358, 368, 374, 407, 439-440, 485, 566, 570, 586, 605, 611, 625, 657
Département d'Etat 212-213, 219, 222, 250, 312, 318, 322, 406-407, 495, 675
Depelchin, Jacques 437-438, 474
Derycke, Erik 249, 332
Desmarais, Paul 247
développement autocentré 6, 157, 167-168, 231, 239, 245, 285, 390, 572
DGSE, Direction générale de la Sécurité Extérieure 214, 667
Dhanis, baron 343
DIA, Defense Intelligence Agency 212, 348, 365, 437-438, 448, 475, 478, 484, 489, 500, 552, 644, 677
Dialogue intercongolais 412, 489, 562, 631, 640, 642
diamant 32-33, 110, 159, 192, 226, 245-247, 270, 278, 298, 310, 385, 388, 419, 456, 458, 461, 465, 474, 478, 523, 528-529, 541, 547, 549-550, 553, 555, 593, 626, 629, 646
Diana, Joachim 306, 674
Dilolo 21, 244
Diomi Ndongala, Eugène 254
Dixon, Jona 536
Djamboleka Lona Okitongono, Patrice 258
Don Koran 499
Dondo 77, 101, 110, 237, 239-240, 299, 319, 368, 410, 441, 497, 501, 681
dos Santos 18, 111, 189-191, 297, 306, 388-389, 413-415, 417-420, 457, 485, 490, 512-513, 522-524, 527, 530
Doubane, Charles 452
Douglas 176, 537
Droits de l'homme 16, 19, 24-26, 51, 53, 57, 59, 74, 147, 157, 249-251, 257, 266-267, 269, 289-292, 294, 296-298, 311-312, 317, 321-322, 336, 363, 394, 400-402, 406-407, 409, 442, 461, 463-464, 466, 469, 499, 540, 558, 572, 577, 631, 673, 681, 683
DSP, Division Spéciale Présidentielle 23, 33, 36, 38, 40, 69, 88, 97, 185-186, 200, 227-228, 265-266, 299, 375, 390, 413, 509-510
Dugu wa Mulenge 177
Dulles, Allan 406

E
Ed Soyster, Harry 212
Eglise catholique 19, 21, 55, 72, 83, 89, 103, 131, 300, 473, 493, 500-501, 571, 573
Egypte 272, 357, 435, 485
Eisenhower 406
Ekofo Eyakamba 294
Ekoudela 171-172
Elengesa 29, 51, 223
Eluki Monga 410
Elysée 193-195, 198, 200-201, 408
Emungu 438
Enabongo, Victor 185
Endundu 487
Engels, Friedrich 47, 395, 658, 678
Entebbe 211, 214, 460, 492
Equateur 164, 233, 348, 427-428, 452-454, 505, 508, 512, 516, 555, 638
Erasmus Opio 532
Erythrée 280, 357, 540
esclavagisme 130, 133, 165, 257, 285, 498, 639
Eshimba 510-511, 518
Espagne 193
Essence 30, 200, 259, 413, 425, 432, 608, 616, 630
Estonie 497
Etat de droit 17, 25-26, 101, 249, 257, 336, 359, 411, 439-441, 494, 527, 540, 587, 596, 630, 647
Etats-Unis 5-6, 11-12, 19, 21, 24, 28, 54, 56, 75-76, 89, 96, 98-99, 101, 110, 114, 119, 131, 157, 166, 171-172, 176, 181, 188, 190-191, 193, 195-197, 199, 202-203, 210-223, 225, 227, 241, 246, 250-252, 254-255, 261, 264, 269-270, 281, 286, 291, 305-308, 311-314, 316-317, 320-321, 330, 335-337, 350-351, 353, 357-359, 361, 368-369, 375-376, 380-383, 394-395, 402-410, 413-414, 416, 418, 434-437, 441, 445-446, 448, 460-462, 473, 481, 484-487, 491, 493, 495
Ethiopie 138, 357, 371, 540
ethnicisme 65, 133, 135, 160-161, 200, 266, 273, 279, 303, 370, 389, 400, 440, 478, 486
Etsou 400
EUROCORPS 334
Europe 21, 35, 52, 56, 128-129, 171, 212, 251, 281, 290, 319, 335, 337, 405, 422, 428-429, 515, 526, 540, 549, 568-569, 645
Extra-Béton 598
Exxon Mobil 239

F
FAC, Forces Armées Congolaises 7, 261, 265, 272, 305, 348, 370, 381, 403, 413, 421-423, 428, 432, 445, 452-455, 459, 492, 503, 506, 508-510, 515-516, 518-521, 534, 568, 571, 628, 633, 641, 645, 673-674
Falanga 454
famine 53, 74, 107, 149, 244, 294, 370, 525, 550, 553, 562, 644
FAP, Forces d'Autodéfense Populaire 377, 618, 639, 644
FAR, Forces Armées Rwandaises 113, 146-147, 156, 177, 179, 187-188, 268, 275-278, 292-294, 299-301, 303, 305-306, 317, 319, 371-372, 390, 392, 396, 514, 532, 569, 627, 635-636, 645, 651-653, 672
fasciste 52-53, 61, 136, 138, 161, 187, 196, 299, 350-351, 392, 440, 462-463, 497, 550, 559
FAZ, Forces Armées Zaïroises 15, 33, 97, 102, 123, 146, 177, 179-180, 184, 186, 198-201, 206-207, 259, 261, 265, 272, 274, 276-277, 300, 305, 320, 380, 384, 390, 410, 413, 423, 431, 441, 445, 452-453, 455, 487, 506, 518-519, 551, 564, 568, 671-672
FBI, Federal Bureau for Investigation 531, 535, 538-539, 541

FDD, Forces pour la Défense de la Démocratie (Burundi) 636
Fediba 339
Feshi 601
Fita-Fita 341
Fizi 149, 178, 272, 345, 454, 510, 552
FLNC, Front de Libération Nationale du Congo 174
FMI, Fonds Monétaire Internationale 56-58, 65, 70, 79, 93, 102, 110, 119, 237, 239-240, 252, 281, 306, 311, 316, 333-334, 358, 360-361, 368, 461, 526, 542, 546, 549, 583
FNLA 419
Foccart, Jacques 110-111, 178, 201, 408
Foley, James 406-407, 417
FONUS 208, 257, 265-266, 318, 320, 440, 570, 671
Force Nguruma 382
Fort Bragg 212
FPC, front Patriotique Congolais 104, 106, 108, 110, 114, 118, 121, 210, 254
FPR, Front Patriotique Rwandais 113, 157, 179, 187, 211, 262, 390, 480, 549-550
Franc congolais 346, 352, 366, 467, 591
France 5, 19-20, 24-25, 36, 39, 54, 56, 74, 76, 84, 89, 97-99, 101, 111, 113-114, 120, 129-130, 166, 172, 175, 179, 182, 184, 191, 193-198, 201-202, 204-207, 214, 216, 226, 252, 265, 268-270, 275, 282, 286, 292-293, 296, 298-300, 305, 320, 323, 344, 361-362, 367, 369, 403, 408, 413, 416, 426, 430, 433, 438, 448, 457, 477, 495, 527-528, 530, 540, 573, 585-586, 597, 624, 641, 660, 665, 669-672, 676
FRELIMO, Frente de Libertacao de Mocambique 479
FROLINA, Front pour la liberation nationale (Burundi) 198
Full Gospel Businessmen's Fellowship 330, 536
Funa, Former Uganda National Army 636
Fungurume 245

G
Gabarone 231
Gabiro 405
Gabon 191
Gahala 299
Gaïbili, Didier 341
Gama, Jaime 526
Gambino, Tony 499
Gamboma 175, 599
Gasana, Anastase 403, 447
Gbadolite 76, 85, 91, 94, 97, 111, 118, 179, 220, 222, 227-228, 254, 452-454, 655
Gbapano 299
Gbenegbe 299
Gbenye 55, 57, 61, 344, 577
Gécamines, Generale Des Carriers et Des Mines 76, 180, 226, 246, 334
Gemena 452-453, 492
Gencor 246
General Electric 239
General Motors 164, 239, 359
Genève 215, 510, 678, 685
génocidaire 5, 11, 23, 111, 113, 127-128, 135-136, 147, 154-155, 158, 160-162, 168, 177, 179-180, 186-188, 190-192, 195-196, 205, 219, 266, 268-269, 279, 292-295, 298, 302, 304-305, 307, 310, 362, 364, 370, 372, 389-390, 392, 396-397, 402, 409, 430, 433, 484, 497, 511-512, 533-534, 550, 559, 561, 633-636, 645-646, 653
génocide 5-6, 12, 35, 110, 128, 133, 135-136, 156-157, 161-162, 177, 187, 193, 196, 255, 257, 266, 268, 290, 292-293, 295, 300-301, 305, 314, 362-364, 369-371, 389-393, 396-397, 399, 402-403, 405, 428-432, 434, 481, 484, 487, 511, 532, 549-551, 555, 561, 569, 635, 645-646, 648, 662
Geolink 201
Géorgie 314
Ghana 36, 131, 165, 256, 335, 540-541
Ghenda, Raphael 183, 323-324, 340-341, 353
Gisenyi 266, 276, 405, 433, 548-549
Gitarama 187, 548
Gizenga, Antoine 20, 38, 68, 84, 175, 206-207, 344, 666
Gnang, Raymond 380
Golan, Amos 480
Goma 24, 26, 98, 113, 121, 140, 142, 144-145, 147, 171-172, 179, 183, 185-186, 190, 193-194, 196, 199, 201, 208, 214, 247, 266, 271, 274, 278, 300, 302, 305, 342, 365, 367-371, 376, 379-380, 383, 388-389, 404, 408-412, 431, 437-439, 444, 447-448, 474, 476-478, 492, 499, 515, 518, 520, 570, 597, 603, 644, 651, 654-655, 666, 672, 676, 679-681, 683-684, 686
Gorbatchev 52, 241, 578
Gore, Al 202, 410
Gouvernement de Salut-Public 18, 245, 248, 252, 258, 297, 301, 374, 385, 391, 394, 463-464, 469, 471, 560, 563, 567-568, 591, 599, 633, 645
Gouvernement de transition 17-18, 20, 42, 82, 99, 106, 183, 217-218, 367-368, 446, 567, 571, 611
Grande Bretagne 403
Grands Lacs 130-131, 138, 156, 178, 198, 219, 221, 250, 269, 302-303, 305-307, 376, 385, 398, 499, 625, 662, 664-665
Grassabi 177
Griffin, Robert 214
groupe Jérémie 495
Groupe Justice et Libération 445, 499, 681-682
guerre psychologique 289-291, 297-298, 363, 388-389, 466, 506, 511-512, 554, 609
Guluma 220

H
Habyarimana 145-147, 157, 161, 179, 193, 268, 279, 398, 551
Hage Geingob 489
Harvard 24, 269, 688
Harvest Fields Ministries 536
Hasquin, Hervé 318, 675
Hassan II 197
Haute Finance Internationale 237, 239
HCR, Haut Conseil de la République 28, 87, 94-99,

102, 104-106, 108-109, 111-114, 116, 118-121, 123-124, 177, 203, 209-210, 215, 366-367, 400, 439, 442-443, 475, 477, 500, 569, 580, 633, 642, 664
HCR, Haut-Commissariat aux Réfugiés 433
HCR-PT, Haut Conseil de la République-Parlement de Transition 28, 106, 108-109, 111-114, 116, 118-121, 123-124, 177, 203, 209-210, 215, 366-367, 400, 439, 442-443, 475, 477, 500, 569, 580, 642
Hipungu 478
Hitler 61, 568
Holbrooke, Richard 437
Holden, Roberto 419
Hollande 585
Honduras 537
Houdek, Robert 291
Huambo 455
Human Rights Watch 212, 249, 663-665, 667, 673
Huntley, Henry.L. 405
Hvroje Hranjski 510

I
Ibanda 379
Ibuka 481
IDAS, International Defence and Security 247
idéologie 57, 87, 103, 135-136, 142, 160-161, 271-272, 274, 315, 327, 329, 371, 399, 461, 527, 602, 612, 662
Idiofa 51, 63, 184
Ikela 505
Ilebo 244, 427
Iléo, Joseph 56-57, 74, 79, 81, 94-97, 99, 108, 112, 256
Ilunga Shamanga, Célestin 123, 203, 517, 564, 690
Ilunga, Emile 21, 123, 176, 203, 228, 273, 276-277, 320, 410, 443, 517, 519-520, 564, 630, 639, 641-642, 690
impérialisme 16, 25-26, 45, 49-62, 64, 66, 69, 76, 78-79, 90, 101, 103-104, 108, 118, 122, 156-161, 164-166, 178, 187, 194, 198, 204-205, 210, 218, 225, 232, 240, 245, 249, 251, 253, 260, 274-275, 279-280, 297, 302, 304, 308, 311, 317-318, 321, 327, 329-330, 334-335, 342, 351, 357, 361-362, 374-375, 390, 393, 395, 397, 406-407, 409, 414, 435-436, 439, 448, 458, 461, 465, 469, 473, 479, 484-486, 491, 493, 495-498, 501, 526-527, 536, 540-543, 556, 558, 578-580, 582-583, 587-588, 602, 616, 636, 638, 642, 647, 653
Indianapolis 536, 688
Indochine 52, 255
Inga 308, 381-382, 411-412, 415, 425, 442, 459
Interahamwe 111, 113, 146-147, 156, 177-179, 185, 187-188, 194-195, 197, 262, 266, 268, 271-272, 275-276, 278, 292-295, 298-301, 303-306, 310, 317, 319, 321, 362, 369, 371-372, 389-390, 392, 396, 399, 409, 433, 442-443, 453-454, 511, 514, 530, 532-534, 548, 551, 557-559, 569, 627, 633-636, 640, 644-645, 651-654
International Center for Human Rights 362
Ipakala, André 573
IPN, Institut Pédagogique National 250, 612
Irak 25, 35, 159, 313-314, 381, 435, 642
IRC, International Rescue Commitee 291
IRIN 404, 512, 674, 676, 678-679, 683, 686, 689, 691
Isiro 190, 417, 481
islam 331
islamisante 134
Israël 220, 407, 494, 525, 568, 634
Italie 217, 545, 573
Itambo 175

J
Jackson, Jesse 317, 540
Jean-Pierre Mugabe 550-551
Jeanne d'Arc 324
Jeje Odongo 517
Jésus-Christ 331
Jiangsu 284
Johannesburg 543, 679-681, 684, 686-692
Jospin 226
Josselyn, Charles 408

K
Kabamba Mbwebwe 570
Kabamba, Théodore 40, 174, 570
Kabambare 521
Kabarehe, James 263, 303, 375, 379-381, 389, 443, 468, 515, 632, 641
Kabarhuza, Hamuli 205, 394, 499, 570
Kabeya Lutonga 205
Kabila, Laurent 1-720
Kabila, Joseph 12, 176, 413, 423
Kabongo, Paul 261-262, 671
Kabwe, Severin 261-262
Kadhafi 542
Kadima Tshimanga 394, 424
Kadjangwa, José 623
Kadutu 275
Kagame, Paul 11-12, 131, 157, 168, 175-176, 184, 189, 191, 202, 211, 214, 218-221, 262, 266, 269, 271, 273-276, 279, 296-297, 303-308, 332, 351, 361-362, 370-372, 375, 378, 382, 387, 389-393, 395-396, 400, 404-405, 408-410, 412, 420, 431, 433-434, 438, 442-443, 447-448, 454, 460, 475-476, 480-482, 484-487, 489, 511, 532, 534, 549-550, 556-564, 568-571, 626-627, 629, 633-635, 640-641, 644, 646, 649-651, 653, 689
Kahanga Kimuha Tassi 370
Kahemba 277
Kahinda Otafiire 171
Kahindo 279
Kajoka 178
Kakudji, Gaetan 200
Kakula Lwanzo, Claude 399
Kala Ye Ngangu 399
Kalalo, Brigitte 339
Kalama Sul 341
Kalembelembe 454
Kalemie 153, 190, 244, 272, 432, 454-455, 492, 510, 515, 521
Kalume, Numbi Denis 30, 32, 331, 413, 506-507, 685
Kamana 626

Kamanda wa Kamanda 45, 47, 85, 93, 95, 100-101, 108-109, 111, 121, 123, 271
Kamango 380
Kamanyola 91, 178
Kamanzi, Emmanuel 438
Kambale Mututulo 323-324
Kambere, Léonard 153-154, 400, 570, 663
Kamina 190, 244, 455, 682
Kamitatu, Olivier 56, 61, 98-99, 205
Kamituga 509, 511, 515-516
Kampala 171-174, 190, 211-212, 278, 280, 291, 306-308, 314, 371, 417, 420, 445-446, 452, 474, 476, 480, 485-488, 490, 501, 510, 531-532, 545-548, 553, 555-556, 644, 647, 651-653, 680, 683, 685, 688-689, 692
Kananga 244
Kaninga, Sylvestre 595
Kanyabayonga 212
Kanyama-Kasese 283
Kanyamuhanga-Gafundi, Léonard 300
Kanza, Thomas 61, 90, 98, 578
Kapambwe Nyombo, Marcel 205
Kapend, Eddy 521
Kapika, Joseph 501
Kapita, Paul 117, 252
Karaha Bizima 281
Karampenge 186
Karatasi, Etienne 198
Karawa 452
Karenzi, Ben 415
Karumba, Joseph 198
Kasa-Vubu, Justine 209, 252
Kasai 427
Kasapa 671
Kasenga 177
Kasongo 180, 203, 453, 516, 521
Kasuku Wa Ngeyo, David 293
Kasungulu 99, 381
Katako-Kombe 508, 519
Katale 278-279
Katana 512
Katanga 21, 59, 63, 91, 118, 151, 163-164, 166, 180, 233-234, 277, 284, 315, 332-334, 344, 348, 377, 394, 399, 453, 455, 493, 566, 669
Kateke 555
Kato Swan 277
Katutu 517
Kavimvira 482
Kavuma, Steven 488, 532
Kayembe, Dieudonné 379, 517-518, 686
Kayirebwa, Cecile 394
Kayumba Nyamwansa 517
Kazadi Nyembwe 232, 262
Kaziba 369
Kazini 171, 454, 476, 481, 553
Kela 521
Kenge 123, 184, 186, 226, 345, 664
Kengo wa Dondo, Léon 77, 101, 110, 237, 239-240, 319, 368, 410, 441, 497, 501, 681
Kenya 138, 151, 175, 280, 300, 335, 538, 541, 546
Kerim, Peter 555
Khartoum 434, 436
Khrouchtchev 578
Kibaka, Pierre 445
Kibamba Kisele 517
Kibari N'Sanga 191, 665
Kibassa Maliba 76, 87, 109, 117, 252
Kibombo 507
Kibungu, Martin 232, 599, 690
Kibwe Cha Malenga 223, 596
Kibwey, Prospère 392
Kidicho 55, 655
Kidote 186
Kifwa, Célestin 375
Kigali 11, 35, 136, 139, 162, 167-168, 177, 190-191, 193-194, 196, 205, 212-213, 215, 256, 262, 269, 273-274, 278, 280, 290-291, 302, 306-308, 314, 367, 370-371, 377, 379, 383, 388-390, 392-394, 396-397, 404-405, 407, 420, 426, 431-434, 445, 460, 474, 476, 480-481, 485-488, 490, 492, 500, 505, 511, 518, 532, 534, 545, 549-550, 553, 555-557, 562, 569, 626, 641, 644, 647, 649, 651-653, 662, 664, 667, 677, 679, 681-687, 689, 691-692
Kikata Nzima 564
Kikudi, Angélique 264
Kikunda Ombala 259
Kikwit 24, 39, 176, 184-186, 190-191, 244, 664-665
Kileba, Isidore 184, 664
Kilo-Moto 172
Kimba, Evariste 332
Kimba, Georges 233, 332, 334
Kimbanseke 35, 328, 397, 421-424, 444, 560, 569, 638
Kin-Kiey Mulumba 70, 91, 173, 271, 273, 324, 381, 389, 552-553, 556, 564
Kindu 190, 244, 379, 455, 508-509, 515
Kingabwa 426
Kingasani 422-423, 572
Kingulube 188
Kinkela Vi Kan'si, Paul 108, 112, 117, 120, 251-252, 281-283, 661
Kinshasa 1-720
Kinsuka 251
Kintambo 6, 11, 31, 34, 251, 260, 263-265
Kipaka 516
Kirarahumu 400
Kiroche 185
Kisangani 24, 93, 121, 123, 145, 172, 184, 186, 188, 190-191, 199, 201, 203, 208-209, 215, 220, 222, 247, 261, 343-345, 363, 379, 410, 417, 425, 427, 452, 454, 474, 479-480, 491-492, 505, 508, 521, 547, 549, 552, 555, 638, 647, 651, 654, 681-682, 686
Kisase Ngandu 84, 115, 171-174, 179, 181, 198, 302, 375, 664
Kisenge 245
Kissinger, Henry 291
Kitembo 438
Kitona 277, 379-381, 383, 388, 404, 413, 416-421, 455, 459, 558, 569
Kivengere Hope 554

Kivu 1-720
Kiyimbi, Nestor 555
Kofi Annan 191, 436
Kole 519, 686
Kolelas 265, 529-530
Kolingba 299
Kolwezi 245
Kongolo, Mwenze 173, 186, 265, 299, 319, 454, 521, 625-626
Kotora Ndalema 186
Kouchner, Bernard 195
Koweït 202
Kroesen 212
Krupp 334
Kundi Payhama 523-525, 527-528
Kwame Nkrumah 164-165, 297, 663
Kwet, John 570
Kyungu 121, 350

L
Lac Tanganyika 178, 511
Lac Victoria 211
Lake, Anthony 193
Landu Nguz, Wivine 573
Lausanne 194, 211
Lemba 423, 425, 572
Lemera 302, 343, 369, 371-372
léninisme 21, 45, 52, 59, 579
léniniste 40, 49, 56, 350, 533, 540
Léopold II 130, 148, 273, 579-580, 586, 589
Léopoldville 84, 151, 207, 639, 666
Leta Mangasa Sala Koso 261
Letamba 299
Libenge 452-453, 514
libéralisme 98, 233-234, 236-238, 240-241, 243, 251, 311, 484-485
Libye 12, 244, 542-543, 553, 587
Ligue des Droits de l'Homme-Congo 401
Ligue des Electeurs 401
Likasi 455
Likulia 19, 93, 121-122, 124, 191, 225-226, 368, 448, 573, 587, 668
Limete 29, 70, 216, 264, 366, 394, 421-422, 425
Lindijer, Koert 315, 674
Lisala 454-455, 508
Lissouba, Pascal 36, 40, 210, 263, 265, 418-419, 530, 671
Litho, Anny 110, 299
Lituanie 497
Lobito 455
Lodja 518-519
Logiest, Guy 134, 167, 335
Lokombe 323-324
Lolo Luasu 248, 669
Lomé 226, 228, 675
Londres 245, 501, 543, 662-663, 685, 688
Longa Fo 341
Longandjo, Eduard 192
Longo-Nzita, Nicholson 459
Luanda 11-12, 176, 191, 382, 388-389, 411, 413, 415, 419-420, 455-456, 490, 513, 524, 526-527, 529-530, 677, 680, 682, 686-687
Luanghi, Célestin 277, 323-324
Lubao 492, 505, 507, 509-510, 521, 626, 685
Lubirizi 186
Lubumbashi 24, 50-51, 55, 77-78, 89, 171, 176, 190, 217, 222, 261, 315, 348, 363, 381, 383, 410, 416, 444, 455, 479, 492, 505, 507, 510, 512, 517, 521, 531, 536-537, 559, 638, 654
Lubutu 417, 452
Ludy Kissassunda 456
Lufico 457
Lukamba Gato Paulo 525
Lukiana 117, 573
Lukua Kasongo 203
Lukuna, Eddy 520
Lukunga 244
Lumumba, François 561, 570
Lumumba, Juliana 29, 39, 340
Lumumba, Patrice 28-29, 31, 63, 71, 105, 406, 659, 690
Lunda Norte 277, 529
Lusaka 7, 12, 20, 318, 320, 368, 409, 412, 436-437, 441, 488, 530, 538-539, 563, 621, 623, 625, 627-629, 632, 634, 636-637, 639-643, 645-648, 651-655, 684, 686, 688, 691-692
Lusambo 521, 625
Lusikila 618
Lwabanji Lwasi 178
Lwetcha, Sylvestre 369-370, 372, 509, 515-516

M
M'Bwankiem, David 252, 405
M'Bwankiem, Vincent-Robert 252
Macherie Batulikisi Tshanga 613
Madezokere, Stephen 510
Madsen, Wayne 291-292, 666-667, 671, 673-675
Magabe, Jean-Charles 247, 437
Magema, Anna 299
Magunga 511, 552
Mahachi 462, 511, 537, 556
Mahamba 596
Mahele 15, 23, 88, 122, 200, 202, 206, 226-228, 476
Maï Maï 145-146, 171, 185-186, 261, 272, 274-275, 280, 299-301, 303-306, 363, 369-370, 372-373, 379, 397, 409, 455, 483-484, 499, 508-511, 514-516, 523, 534, 552, 567, 625, 635-636, 639, 649-650, 652
Makala 33, 258, 347-348, 353, 612
Makindua, Joseph 40, 174
Makwanza, Guy 347, 612
Malaisie 542
Malanda, Henriette 174
Malanje 389, 456, 524-525, 687
Malawi 541
Maley, Simon 418, 668
Malheiro Savimbi, Jonas 527
Mali 335, 541
Mallants, Willy 200, 325, 331-336
malnutrition 244, 631, 644

Malula, Joseph-Albert 71, 256, 493, 569, 639
Maman Agathe 339
Mananga 564
Manda Mobutu 389
Mandela, Nelson 5, 15, 27, 111, 195, 221-224, 382-383, 387, 414-415, 419, 447, 458, 527, 544-545, 548, 572-574, 624
Mandungu 45, 47, 56, 64, 80, 98, 114, 117-118, 578, 587
Maniema 247, 331, 508, 555, 644
Manifeste de la N'Sele 61, 64-65, 156
Mankahlana, Parks 414-415
Mannheim 299
Manono 505, 519-520
Mao Zedong 164, 274, 278, 430
Marandura, Antoine 176, 198
Marek, Ed 310, 313-316, 335-336, 361, 382, 391, 402-405, 407, 413, 436, 441, 457, 485, 491-492, 506, 512, 529-530, 532-533, 535, 538, 543, 676, 679, 685, 688, 692
Marlière 335
Marseille 402
Marx 47-48, 395, 585, 658, 678
marxiste-léniniste 40, 49, 56, 350, 533
Masasu 173, 176, 261-263, 671
Masina 30, 35, 228, 397, 421-424, 444, 560, 569, 572, 599, 612, 638
Masisi 140-142, 144, 146-147, 151, 162, 268, 271, 274, 276, 279, 292-293, 370, 373, 432, 434, 662, 672
Matadi 24, 244, 276, 381, 383, 413, 420-421, 457, 459, 677, 680
Matebe 342
Matete 34, 423-425
Maurice Sabuni Asule 198
Mavua Mudimba 92
Mawampanga 40, 212, 249, 251, 281, 318
Mayele, Daniel 173, 272-273, 366-367, 676
Mazimhaka, Patrick 432, 488-491, 555, 627, 635
Mbabazi Amama 554
Mbandaka 24, 86, 93, 184, 244, 294, 296, 505, 638
Mbaya, Richard-Etienne 231-232, 241-242, 292-294
Mbaye, Babi 281
Mbeki 202, 217, 221-222, 410, 415, 545, 624
Mbemba, Théophile 100, 252, 459, 612
Mboko 149, 274
Mbomou 299
Mbuchy, Sylvain 408
Mbuji Mayi 12, 686
Mbumba 174
Mbusa Nyamwisi 438
Mbuza-Mabe 299
Mc Colnick, Shawn 222
Mc Donald, Wesley 212
Mc Donnell – Douglas 537
McDonald, Thomas 381
McDonnell, Sanford 537
Me Kisimba Ngoy Ndalewe 644
Médecins du Monde 188
Médecins Sans Frontières 196
Meece, Roger 499
Melinga Maka 452
Mende, Lambert 39, 66, 99-100, 109, 112, 114, 118, 121, 639, 661
Metz, Steven 119, 384, 631, 661
Mfumu Nsuka 599-600
MIBA, Minière de Bakwanga 246, 564
Mibamba, Zénon 40, 174
Microsoft 239
Mikango 176
Mikindo, Rubens 183
Mikongo 421
MILIMA 178
militarisme 274, 279, 304, 393, 579
Minampala, Madeleine 421, 680
Minani, Rigobert 495
Mindou International 248
Misha 198
MISNA, Missionary News Service Agency 431, 483, 508, 511, 516, 686
Mitterrand 26, 69, 73, 101, 226
Mitudidi, Léonard 29, 167, 201, 284, 344, 578
Mizele Nsemi Lubadika Bernard 347-348
Mizinga 178
MNC-Kalonji, Mouvement Nationale Congolais-Kalonji 493
MNC-L (Onawelho) 171, 173, 272, 366
MNC-L, Mouvement Nationale Congolais-Lumumba 55, 63, 66, 344, 366-367, 476, 558, 570, 637, 676
Moanda 244, 380, 383, 421, 456, 459
Mobe 452
Mobutu, Joseph-Désiré 1-720
Mobutu, Zemanga 319
Mogadiscio 434
Moldavie 314
Mommaert 335
Moncton 635, 692
mondialisation 156, 158, 160, 238-239, 241, 243, 245, 280, 308, 358-360
Mondlane 479
Monga 174, 410
Monkolot Makuta, Jean-Pierre 595
Monsengwo, Laurent 5, 21, 68, 71-72, 74, 81-87, 89-92, 94-102, 104, 108, 112-114, 123, 210, 215-216, 422, 454, 501, 527, 566, 573, 587, 597, 637, 660-662
Mont Ngafula 264
Montréal 276, 496-501, 572, 574, 684
Montt, Rios 330, 537
Moore, George 216-217, 221-222, 578
Mopotu, Jean 276
Moshood Abiola 315
Motoko 228
Mouvement de résistance et de libération du Kivu 198
Mouvement Démocratique Congolais 410
Mouvement des Bacongo 529
Mova, Henry 281, 291
Moven Mahachi 511, 556
Mozambique 343, 416, 479
Mpenge 626

Mpeti, Albert 254, 256, 476, 497, 500, 569, 573
Mpiana, J.B. 386
MPLA, Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola 111, 174, 190, 389, 418, 526-530, 643
Mpolo 29, 51, 223
Mpongi, Ange 175
Mpoyo, Victor 176, 281, 283, 384-385, 391, 447
MPR, Mouvement Populaire pour la Révolution 7, 39, 45, 50, 54-56, 58, 62-64, 68, 71, 77-81, 91-92, 99, 106-108, 117-118, 121, 137, 143, 153, 203-204, 254, 257, 318-320, 327, 334, 386, 412, 476, 489, 558, 560-561, 563-565, 567-568, 570-571, 586, 595-600, 633, 675, 690
MPR-fait privé 564-565, 567, 596, 690
MPRI, Military Professional Resources Incorporation 212
Mpuila, François Tshipamba 257, 365, 416, 497, 500, 569, 670, 680, 690
Mputu Bossekota 319
Mputu Mwangi 613-614
Mubake, Valentin 108, 112, 203, 670
Mudende 276, 433, 672
Mudimbi, Joseph 438
Mugabe, Robert 12, 297, 306, 382, 387-388, 413-417, 419, 461, 463, 485, 512-513, 520, 537, 542, 544, 550-551, 626-627, 678, 689
Mugunga 187, 195, 279, 363
Muhizi, Samson 511
Mukalay, Banza 81, 93, 118, 121, 123, 176, 203
Mukamba, Jonas 564
Mukandila 339
Mukanirwa, Jeanine 499, 573
Mukaso Djo Mangalu 455
Mukendi, Guy 452, 681
Mukendi, Léon 365, 676
Mukoyi, Freddy 578, 584, 690
Mukulamanya 203
Mukulubundu, Félix 38, 595
Mukwasa, Gérard 508
Mukwidi 29, 344, 578
Mulamba, Katshi 152, 225, 655
Mulanda, Delphin 190
Mulele, Pierre 9, 15-16, 28-29, 31-32, 38-41, 49, 63, 84, 102, 174-175, 181, 186, 201, 223, 231-232, 264, 277, 284, 298, 342, 344-345, 348, 377, 508, 515, 564, 577-578, 595-596, 598, 601, 659, 690
Mulroney, Brian 247
multinationales 6, 26, 50-51, 54, 65, 110, 119, 130, 157-161, 211, 226, 233-237, 239-241, 245-248, 250-251, 253, 311-312, 314, 333-335, 359-361, 528, 530, 541, 543-544, 549, 566, 582-585, 615
Mulumba Katshi 252
Mumengi, Didier 341, 380, 384-385, 391-392, 394, 397-398, 421, 507, 519, 574, 595, 598, 623, 625-626, 678, 690-691
Mundumbi, Jean-Marie 410
Munene, Faustin 28, 31, 34, 145, 174, 262, 265, 277, 323-324, 424, 509-510, 514, 516, 520-521, 664
Munk, Peter 247
Munongo 57, 615
Munyampenda, Jean 280
Museveni 18, 171-175, 190, 211, 221, 263, 280, 297, 306-308, 332-333, 373, 381, 387, 395, 412, 415, 417, 433, 446, 459, 474, 477, 479, 481, 485, 487, 489, 501, 529, 546-548, 553-556, 604, 640, 650, 652, 672, 674
Mutagwera, Frédéric 481
Mutinga, Modeste 573
Mutomb Tshibal 281
Mutombo, Bakafua 99, 468, 573, 681
Muzalia, Aloys 650
Mwamba Ntikiti, Marcel 597
Mwati 176
Mwefu, Germain 175
Mwenga 369, 431, 509, 516
Mwenze Kongolo 173, 265, 625-626
Mwesiga Baregu 545

N
N'Gbanda Atumba, Honoré 500
N'singa Udjuu 64, 85, 93, 95, 100-101, 121, 123
Nairobi 172, 679, 682, 685-686, 688
NALU, National Army for the Liberation of Uganda 636
Namibie 12, 36, 280, 357, 383, 387-388, 413, 416, 488-489, 543, 545, 638
Nanjing 284
NASA 247
nationalisme 17, 55, 84, 100, 156, 160, 164, 167, 182, 216, 234, 236, 238, 247, 249, 256, 302, 304, 306-307, 326-327, 346, 350, 373, 427, 451, 485, 500, 567, 588, 598, 615, 638-639
nationaliste 11, 16, 21, 25, 28-29, 39, 45-46, 48, 51, 53-54, 57-59, 61-62, 64, 68, 78, 84, 102, 106-107, 136, 138-139, 145, 158, 167, 173, 175, 179, 184, 188, 199, 203-204, 209-210, 213, 215-218, 224, 232, 243, 248, 251, 253, 255-257, 259, 275, 293, 302, 307-308, 319, 321, 323, 330, 358, 366-368, 390-391, 401, 407, 439, 442, 445, 455, 458, 460, 464, 467-470, 478, 485, 487, 496, 500, 509, 512, 520, 526, 534, 556-557, 562, 567, 570, 583, 587-588, 592, 597, 601, 615-617, 628, 637, 641-644, 655
Nations Unies 100-101, 268, 282, 289, 294, 296, 362, 459, 498, 512, 559, 624, 633
Nawezi 174
nazi 330, 429, 468, 497, 641
Ndadaye, Melchior 176-177
Ndahiro, Emmanuel 378, 403, 482, 634-635
Ndjamena 454, 682
Ndjili 35, 111, 228, 339, 348, 377, 383, 397, 413, 421-424, 427-428, 444, 451, 470, 560, 569, 572, 613-614, 618, 638, 680
Ndom Ombel, Constant 564
Ndume Nzogu 203
Nendaka, Victor 17, 55, 95, 101-102, 123, 262, 497, 500, 615, 655
néocolonialisme 11, 17, 25-26, 47, 53, 56-59, 61-62, 74, 83, 105, 119, 130, 134-135, 139, 142, 158, 163,

166, 184, 213, 254, 256, 326, 333, 350, 361, 401, 415, 439, 442-443, 461, 467, 469, 475, 500, 527, 557, 562, 566-567, 581, 596, 603, 616-617, 639, 648, 654
Nestlé 239
New-York 414, 691
Ngaba 572
Ngabu, Faustin 196
Ngaminze, Janvier 338
Ngangura, Etienne 438
Ngangweshe, Jean-Jacques 340, 597-599, 611-612
Ngawali M'Bahia 200
Ngefa, Guillaume 391, 678
Ngouabi, MariÎn 175
Ngoy 98, 102, 108, 118, 203, 254, 505, 644, 670
Ngoy, Bob 505
Ngoy, Ndouba 203
Nguba 432, 670
Ngwalima, Jean 175
Nicaragua 53, 655
Nigeria 251, 313, 315, 357, 380, 485, 674
Nimy, José Patrick Mayidika 87, 299
Njila, Henri 272
Nlandu, Thierry 499
Noriega 53, 485
Norinco 284
NRA, National Resistance Army 175, 479
Nsamba, Richard 518, 686
Nujoma, Sam 36, 413, 512-513
Nundu 483
Nyabibwe 274
Nyakaitana, John 373, 480
Nyamugo 432
Nyangezi 432
Nyaragongo 274
Nyarugabo, Moïse 365, 438, 486, 627, 633, 641
Nzimbi 189, 191, 200, 206, 226, 228, 273, 277, 299, 319-320, 475, 487, 500, 672
Nzinga Nkuvu 348
Nziza 173
Nzuzi wa Mbombo, Catherine 81, 276, 564-567, 596, 690

O
Oakley, Robert 291
Obiro 363
Obote 175, 479
OFIDA, Offices des Douanes et Accises 669
Okimo, Offices d'or de kilo-Moto 248
Okitundu, Léonard She 394-395
Okoto 517-518
Okotongo 174
Olenga 145, 201, 344
Olenga, François 172, 454, 520
Olenghankoy, Joseph 23, 105, 112, 117, 208, 257, 265-266, 319, 400, 439, 442, 561, 671
Olesegun Obasanjo 315
Omar, Rakya 398
Omari, Léa 561, 564-565, 567-568, 690
OMS, Organisation Mondiale de la Santé 340
Onatra, Office Nationale de Transport du Congo 76, 251
Ondekane, Jean-Pierre 305, 376, 380-381, 409, 421, 437, 443, 513, 518, 553
ONG, Organisation non gouvernementale 27, 52, 81, 87, 120, 187, 196, 205, 213, 240, 277, 289, 291, 301, 321, 362, 370, 391, 394, 400-401, 426, 461, 466-467, 483, 493, 495, 497, 539, 559, 570, 572-573, 607, 609, 618, 666, 675
Onokoko Okende 341
ONU, Organisation des Nations Unies 59, 74, 159, 167, 187-188, 222, 250-251, 264, 269-270, 289, 291-294, 296, 300, 353, 358, 362-364, 369, 379, 395, 404-405, 436, 441, 444-445, 457, 459, 490-492, 496-498, 517, 539, 571, 618, 624-625, 629, 633-634, 643, 645-646, 652-653, 655, 663, 671, 673, 676, 690
Opération Turquoise 111, 146, 177, 184, 193, 195, 292, 438
Osende Afana 599
OTAN 25, 159, 212, 334-335, 403, 568
Otenga, Joseph 171-173
Ottaway, Marina 630-631, 691
Otto Pöhl, Karl 247
OUA, Organisation de l'Union Africaine 100, 219, 226, 297, 358, 444-445, 490, 630-631, 633, 645
Ouagadougou 197, 297
Ouganda 6, 11-12, 19, 24, 28, 134, 151, 157, 162, 171-175, 183, 189-190, 192, 198, 205, 211-212, 215, 246, 263, 277-278, 280, 306-310, 314-316, 320, 332, 335-336, 343, 350, 357, 362, 371, 373-376, 380, 382, 387-388, 401, 413-417, 420, 424, 433, 440, 442, 445, 447, 457-458, 460-461, 464-465, 469, 475, 477, 479-481, 487-489, 491-492, 495-496, 512, 521, 523, 530-535, 537-541, 543, 546-548, 551, 554-556, 571, 573, 600, 604, 625, 627, 629-630, 633, 640-643, 645-647, 651-655, 677, 684
Ouitcha 380
Oussama Ben Laden 159, 435-436
Outeniqua 210, 224
oyo 277, 672

P
Pabu, Justin 445
Padiri, Bulenda David 145-147, 261, 280, 372, 509
Padri, Jonas 483
PAIF, Promotion et aide aux Intitiatifs Féminins 499
Pakistan 435
Palipehutu 198
PALU, Parti Lumumbiste Unifié 20-21, 38, 68, 114, 118, 206-207, 256, 570, 588, 657, 666
Panafricanisme 243, 246, 302, 307-308, 397
Panama 53, 485
Papa Doc Duvalier 330, 537
Parc de Bwindi 531, 534-535, 537-538
Parc des Virunga 293
Paris 39, 53, 56, 61, 69, 74, 79, 110, 118-119, 178, 191, 194, 196, 215-216, 231, 281, 290, 293, 329, 338-340, 344, 367, 408, 445, 448, 572-574, 584, 658-659, 662, 664, 666-667, 669, 685, 692

Parlement de Transition 28, 105, 108, 122, 178, 208, 210, 445, 567, 633
Parti Martyr Lumumba 185
Pasqua, Charles 194, 200
Pauwels, Henry 235, 669
Pay-Pay wa Siakassighe 300
Paz Garcia, Policarpo 537
PDSC, Parti Démocrate Social Chrétien 21, 68-69, 72, 81, 99, 108-109, 112, 118, 254, 256, 320, 440, 476, 558, 560, 570
Pearl Harbour 394
Penge 509
Pentagone 222, 240, 435, 491, 532, 651, 668
Pepa 510, 514, 517
Perence Shiri 414
Perry, William 195
Pettijohn, Joseph 536
philosophie 166, 342, 373, 578-579, 584, 587, 595, 598, 602, 620, 673
Phongo Kunda, Adrien 501, 685
PIR, Police d'Intervention Rapide 370
Pitman Todd 492, 681-686, 689, 691
Plan Triennal 243-245, 275, 285, 298, 316, 443, 451
planification 237-238, 240, 243, 246, 359, 436, 651, 669
Platon 330
Polisi, Denis 392
Power 68, 177, 247, 295, 662, 666
Power Corporation 247
Prendergast, John 499, 645-647, 649, 651-653, 692
Pretoria 111, 222, 414-415, 459, 543, 546, 572, 574, 627, 685
privatisations 52, 233, 236, 312, 360, 479, 541, 547
PRP, Parti de la Révolution Populaire 21, 60, 88, 106-107, 174-175, 377, 596
PSA, Parti Solidaire Africain 637
PSC, Parti Social Chrétien 235
PTB, Parti du Travail de Belgique 31, 624
puissances occidentales 16, 41, 47, 50-51, 58, 97, 114, 120, 192, 211, 213, 249-250, 253, 267, 280, 364, 384, 386, 403, 413, 473, 549, 574, 578, 586
PUNA, parti dissident du PNP en 1960 493
Pweto 510, 517

R

Radio Mille collines 402
Radio Panik 412, 681
Rassemblement des Femmes Congolaises 339
Rassemblement des Patriotes Congolais 271
Rattingen 172
RCD, Rassemblement Congolaise pour la Démocratie 299, 438-440, 473-478, 481, 483-484, 486-490, 511, 515, 552-553, 562-563, 570, 573, 627, 636, 650, 654-655, 683
Reagan, Ronald 247, 330, 485, 537
rebelles 1-720
recolonisation 6, 16, 58, 65, 73-74, 76, 272, 311-312, 332-335, 359, 361, 414, 461-462, 465, 485, 498, 513, 538, 540-541, 647, 653
réconciliation nationale 20, 58, 71, 82, 94, 105-106, 108, 204, 309, 366, 368, 400, 501, 562, 569, 571, 608, 636, 642
religion 85, 129, 158, 161, 298, 329-331, 337
renaissance africaine 357-358
République Centrafricaine 36, 191, 264, 299, 306, 319, 452, 492, 505
Rice, Susan 221, 311-312, 446, 540-541, 674, 688
Richardson 191, 222-224, 250, 261, 269-270, 362, 657, 678
Rifkind, Malcolm 245
rivaux d'Ankore 398
Robertson, Pat 330
Robinson, Marie 294
Rodney, Walter 281
Rosenblum, Peter 24, 269
royaume de Bonyoro 398
royaume Kongo 348
RTNC, Radio Télévision nationale Congolais 41, 341, 384, 394, 453, 507, 519, 623
Ruberwa, Azarias 365, 486, 633
Rubin, James 406, 689
Rudasingwa, Théogène 390, 402, 678
Ruhengeri 266, 548-549
Ruhimbika, Müller 303
Rumangabo 343, 490
Russie 159, 241, 314, 460, 642
Rutayisire, Wilson 430-431, 531, 635
Rutshuru 151, 162, 274, 292, 373, 404, 434
Ruwenzori 171-172, 175
Ruzizi 149, 178, 370
Rwanda 1-720
Rwygema, Freddy 175

S

Sabiti 340
Sabuni Asale, Maurice 198
SADC, South African Development Community Communauté de Développement de l'Afrique Australe) 382, 387, 413-414, 417, 444, 458, 532, 544, 546
SAKIMA, Société aurifère Kivu-Maniema 247-248, 669
Sakombi Inongo Dominique 6, 100, 322-330, 586, 595, 675
Salim Saleh 417, 546-547
Sanders, Robin 499
Sangara 342
SARM, service d'action et de renseignement militaire 22-23, 33, 146, 184, 199
Sassou Nguesso, Denis 36, 40, 265, 277, 306, 413, 490, 509, 530
Savimbi, Jonas 111, 186, 189-190, 226, 228, 300, 388, 411, 418-419, 456-458, 460-461, 523-525, 527, 529-530, 665
Schneideman 526
Schroeder, Daniel 290, 587
Scotland Yard 535
Sénégal 335, 541

Service National 283, 285-286
Services secrets américains 536
Services secrets belges 55
Services secrets français 178, 201, 211
Seti Yale 228
Shabani Bantaria 417
Shabani, Célestin 93, 400, 417
Shabunda 188, 516
Shali, Martin 507
Shambuyi Kalala, Roger 323, 348-349
Shanoun, Mohamed 215
Shell, Royal Dutch 239
Shelton, Henry 290
Shweka Mutabazi 177
Sibanda 300
SIDA 337, 509
Sima-Kivu 302, 674
Simpson, David 220, 269, 296, 317, 374-375
Slater, Rodney 311, 674
Slovaquie 330
Smith Gayle 446, 647
Smith, Stephen 533, 677
Smock, David 645-647, 651-653, 665-666, 692
SNIP, Service Nationale d'Intelligence Présidentiel 177, 262
socialisme 52, 134, 159, 164-166, 211, 237, 240, 311, 342, 485, 498, 526, 577, 579
Société Civile 6, 16, 20-22, 24-28, 80-81, 86-88, 96, 99, 111, 117, 203, 205-206, 215, 240, 253-254, 285, 290, 302-303, 317, 320, 361, 365, 367-368, 415, 439, 445, 461-463, 476-477, 488, 493-494, 496-501, 511, 514, 530, 557, 559-560, 563, 567-573, 608, 630, 635, 646, 654-655, 657, 674
Socrate 330
Somalie 211, 371, 434, 644
SOMINKI, Société minière et industrielle du Kivu 247-248
Sonangol 528
Sonck, Franck 180, 182, 197, 664
Sondji, Jean-Baptiste 22, 112, 211, 252, 378-379, 383, 657, 677
Sonye 370
Sorbonne 344
SOSIDER, Société d'exploitation Siderurgique 244
Sotrabene 598
Soudan 171, 331, 357, 434-436, 512
South Africa's Institute of Security Studies 506
Special Forces 212, 531, 537
Staline 191, 417, 456, 458, 524-525, 629
State Department 217, 292, 335, 407, 417, 491, 499, 530, 533, 689
Stewart, Robert 247, 331-336, 675-676, 680
Stuttgart 299
Suisse 24, 331, 333, 470, 495, 535
Suka 199
Swan, Jim 212-213, 277
SWAPO 175
syndicats 60, 117, 461, 463, 493, 607
Syrte 553-556

T
Table Ronde 57, 64, 152, 344, 365-366, 368, 411-412, 441, 469, 476, 497, 542, 563, 567, 573-574, 588, 607, 610-611, 676
Tadjikistan 314
Tala Ngai 100, 252
Tambwe Mwamba 46, 259, 273, 410, 564
Tanzanie 134, 138, 173, 246, 280, 376, 387-388, 416, 492, 510, 538, 541, 546
Tarnoff, Peter 193
Tavernier, Christian 21, 201-202, 666
Tchad 12, 264
Tchécoslovaquie 171
Tchétchénie 314
Tchibuabua, Michel 408
Télécel 283
terrorisme 53-54, 257, 380, 402, 435-436, 536
Thom, William Billy 212
tiers monde 25, 52-53, 60, 72, 115, 236, 280-281, 460, 484-485
Tindemans, Léo 69, 201
Tingi-Tingi 295, 363
Tirana 175
Toges Noires 401
Togo 26, 228, 457
Tomboco 457
Torkoph, David 458
Toyota 239
tribalisme 64, 78, 103, 144, 185, 201, 263, 326, 342, 440, 478
Tribunal d'Arusha 293
Tshefu, Michel 231, 240-241
Tshidibi Ngondavi 565, 690
Tshilemba, Aimée 572
Tshimangu, Patrick 536
Tshimbombo Mukuna 81, 276
Tshisekedi wa Mulumba, Etienne 76, 113
Tshisuaka Mwana Nzolo 299
Tshitenge 341
Tshofa 509, 626
Tshombe, Moise 21, 28, 57, 61, 325, 332-333, 335, 395, 582, 615-616
Tumba Matulu, Médard 597

U
Ubangui 452
Ubwari 274
UCL Louvain-la-Neuve 662-663
UDI, Union des Démocrates Indépendants 77, 96, 99, 108-109, 121, 318-320
UDPS, Union pour la Démocratie et le Progrès Social 19, 21, 23-24, 34, 45-46, 49, 55, 58-59, 64-65, 68-69, 71-75, 91, 98-100, 108-109, 112, 117, 120, 123, 137, 183, 208, 252-254, 256-257, 261, 266-267, 276, 299, 302, 317-318, 320, 365-366, 386, 392, 410-411, 416, 440-441, 446, 474, 476, 495, 500-501, 539, 558, 560-561, 564, 568-571, 573, 633, 657-658, 670, 679-681, 685, 690
UE, Union Européenne 193, 249, 311, 544, 570

UFERI, Union des Fédéralistes et Républicains Indépendants 68-69, 72, 80, 91, 99, 121, 180, 350-351
Ukraine 159, 241, 458, 460, 497, 525
Umba Kiloba Ngoyi 536
UNEC, Union des Nandé pour l'Eveil de la Conscience Nationale 399-400
UNIKIN, Université de Kinshasa 425, 495
Union Minière 327
Union soviétique 16, 25, 52, 156, 159, 165, 211, 235, 241, 256, 311, 314, 457, 460, 464, 468, 484-485, 497-498, 578-579, 629, 642, 650
UNIP, United National Independence Party 548
UNITA, Union Nationale pour L'Indépendance Totale de l'Angola 11-12, 33, 54, 83, 111, 123, 184, 186, 189-191, 277, 297, 300, 305, 310, 315, 319, 382, 388-390, 401, 411, 418-420, 455-461, 463, 491, 495, 513, 522-531, 539, 545, 548, 634, 636, 643, 691
United States Institute of Peace (USIP) 645
Université Catholique de Louvain 173
UNRL, Union des Nationalistes Républicains pour la Libération 509
USAID, US Agency for international development 291, 499
USIP, United States Institute of Peace 692
USORAL, Union Sacrée de l'Opposition Radicale et Alliés 104, 108, 110
USS Saipan 402
USS Tortuga 402

V
Vadjon, Nicola 310
Van Nieuwenhove, Sim 339
Vandewalle 333, 335
Vangu Mambweni 108, 155, 177-178, 663
Vasu Gounden 26-27, 573
Venancio de Moura 458
Verplaetse, Fons 316
Vicenza 217
Victoria Falls 387-388, 678
Vieira Diaz Kopelipa 190
Vietnam 171, 548, 653
VOA, Voix de l'Amérique 396, 482
Voie de Dieu 325, 330, 675
Voix des Sans Voix 21, 400
von Horn, Karl 655, 692
Vunduawe 64, 75, 79, 90, 100, 113, 120, 227
Vungbo 276
Vuono 212

W
Walikale 144-147, 162, 212, 417
Wallace, Jonathan 536
Wamasa 516, 521
Wamba dia Wamba 365, 437-438, 448, 475, 478, 484, 489, 500, 552, 644
Warburg Dillon Reed 528
Washington 6, 16, 25, 50, 53, 61, 110, 119, 184, 196, 215-216, 218-220, 231, 253, 269, 281, 290-291, 296, 313-314, 316, 321, 335, 374-375, 388, 404-405, 407, 441, 445, 447-448, 487, 491, 496-497, 499, 501, 506, 512, 520, 527, 533, 539, 557-558, 572-574, 630-631, 641, 647, 651-652, 654, 665, 667-668, 671, 674-679, 681, 686, 688-690, 692
Watsa 417
Watt, James.G. 537
Weinberger, Caspar 247
Wendo 264
Wenzi-Secli 294
Werasson 386
Wibaux, Fernand 201
Willame, Jean-Claude 212-214, 664, 667, 674
Wimbi 274
Windhoek 488-492, 495, 684
Winter 289, 426, 464
WNBF, West Nile Bank Front (Ouganda) 636
Wolpe, Howard 221, 250, 647

Y
Yakoma 555
Yala Paul 175
Yambuya, Pierre 262
Yav, Nawj 231
Yeltsine 241
Yerodia, Abdoulaye 5, 9, 12, 323-324, 340, 343, 346-347, 369, 383, 403, 420, 423, 425-426, 429-430, 477, 490, 513-514, 627-629, 637-638
Yolo 33, 38, 175, 597-598, 612
Yougoslavie 159, 381, 642, 650
Yumbu, Gabriel 175, 223, 596

Z
ZAhidi N'Goma, Arthur 98, 266, 365, 367-368, 389, 408-411, 437-438, 447-448, 476-478, 570, 644, 676, 679, 683
Zaire 313, 659, 665-666, 669
Zambie 36, 280, 387-388, 416, 419, 456-458, 510, 517, 525, 529-530, 536, 538-539, 541, 548, 627
Zénon Mibamba 40, 174
Zhang Jinju 284
Zhong King Telecom 283
Zimbabwe 6, 12, 184, 192, 244, 280, 306-307, 316, 357, 382-383, 387-388, 401, 413-417, 442, 447, 451, 461-463, 485, 488-489, 494, 506-507, 511, 514, 521-522, 531-532, 536-539, 541-546, 556, 626, 635, 638, 654, 683, 686, 688
zinc 246
Zoka, François 445
Zongo 452-453, 514